TUFTS COLLEGE LIBRARY.
GIFT OF
JAMES D. PERKINS,
OCT. 1901.
41058

COLLEGE
LIBRARY.

REVUE

DES

DEUX MONDES

XIXe ANNÉE. — NOUVELLE PÉRIODE

TUFTS COLLEGE
LIBRARY.

41058

PARIS. — IMPRIMERIE DE GERDÈS,
Rue Saint-Germain-des-Prés, 10.

BELLAH.

I.

> Ce chevalier que tu vois là-bas avec des armes dorées, c'est le valeureux Laurcalco, seigneur du Pont d'Argent; cet autre... est le redoutable Micocolembo, grand-duc de Quirocie. (*Don Quichotte.*)

Au fond d'une petite baie découpée par l'Océan, sur la côte sud du Finistère, s'abrite le village de F..., qui, avant d'être infesté par les artistes, recélait de très jolies femmes sous de charmans costumes. Malheureusement les artistes sont venus; les femmes de F... ont appris qu'elles avaient beaucoup de couleur et de cachet, qu'elles étaient pittoresques enfin; aussi commencent-elles à porter gauchement leurs vêtemens nationaux, et à paraître empruntées sous les coiffes maternelles.

En l'année 1795, c'était un phénomène à noter que le calme heureux dont jouissait ce petit village, paisiblement assis sur sa grève entre l'Océan et la révolution. Jusqu'à cette époque, l'insurrection bretonne avait fait peu de recrues dans cette partie extrême de la péninsule. La république y était à la vérité peu goûtée, surtout depuis qu'elle avait changé l'évêché en département. Les pêcheurs de F... en particulier n'avaient pas appris avec indifférence cette niche d'un pouvoir tracassier, comme leur recteur appelait le comité de salut public; mais ce pouvoir, tracassier effectivement, ayant borné à cet enfantillage ses rapports directs avec les pêcheurs, ceux-ci n'avaient pas donné suite à leur projet d'aller joindre les gars de Coquereau et de Bois-Hardy :

on respectait leurs barques, leurs femmes, leurs maisons; leur vieux recteur même, malgré l'imprudence de son langage, était ou ignoré ou toléré; bref, ces bonnes gens, voyant que la république les oubliait, s'étaient pris de leur côté à oublier la république.

Telles étaient les dispositions à la fois sensées et généreuses des habitans de F... vis-à-vis de la convention nationale, lorsque, le 12 juin 1795, à l'aube, cette harmonie, fruit d'une mutuelle tolérance, fut troublée inopinément par un bruit de coups de crosse dont retentissaient les portes les plus notables de l'endroit. Les habitans, éveillés en sursaut, aperçurent avec confusion, sur la place de l'église, les uniformes bleus et les plumets rouges des grenadiers de la république. Un détachement d'une cinquantaine d'hommes, précédé par deux officiers à cheval, venait d'envahir le bourg, violant ainsi tous les droits des neutres que le fait semblait avoir acquis à ce petit coin du monde, vierge encore de toutes traces révolutionnaires.

Cependant la panique causée dans le village par cette brutale agression céda peu à peu aux assurances pacifiques des officiers et aux procédés amicaux des soldats. Il ne resta bientôt plus aux habitans d'autre souci que de deviner le but de l'expédition. Malgré la faiblesse du détachement, le rang de l'un des officiers, qui portait les épaulettes de commandant, semblait indiquer que l'objet de cette promenade militaire n'était pas sans importance. Derrière la petite colonne républicaine, plusieurs chevaux de selle étaient menés à la main par un paysan breton, vêtu rigoureusement du vieux costume national, supplément d'une apparence débonnaire sans doute, mais nouveau mystère jeté sur un événement déjà suffisamment inexplicable.

Au moment où les braves pêcheurs de F... se perdaient dans ces incertitudes, ils en furent distraits par un autre spectacle également inusité : une frégate, anglaise selon toute vraisemblance, venait d'apparaître au sud de leur baie, manœuvrant évidemment de façon à s'approcher de la côte aussi près que la prudence le permettait à un navire de cette dimension. Ce second événement eut l'avantage de fournir aux indigènes l'explication naturelle du premier : il était clair que la frégate allait jeter sur la côte un corps d'invasion dont les bleus arrivés le matin avaient mission d'empêcher le débarquement. Or, il suffisait d'une simple comparaison mentale entre les forces du détachement républicain et celles que pouvaient contenir les larges flancs de la frégate pour prévoir l'issue inévitable de la lutte. Cette ingénieuse découverte mit fin aux transes publiques; toutefois elle ne fut pas admise dans le village avec une satisfaction sans mélange, car, pour rendre justice à la population de la côte armoricaine, les couleurs de la vieille Angleterre n'y étaient pas vues de meilleur œil que celles de la république française.

Par une singularité remarquable, l'idée que l'apparition de la frégate avait éveillée dans l'esprit des pêcheurs était précisément celle qui s'accréditait parmi les soldats épars sur la grève. Enfans grossiers, mais pieux, de cette république dont l'héroïsme était le pain quotidien et nécessaire, élevés au bruit de fabuleuses hardiesses, pleins de cet orgueil patriotique qu'engendrent les grands souvenirs et qui fait naître de grandes actions, ces braves gens ne voyaient pour la plupart rien de choquant dans le combat prodigieusement inégal qu'ils croyaient prochain. Cette question se discutait au reste avec chaleur dans un groupe formé de cinq ou six jeunes grenadiers dont l'inexpérience avait cru devoir, en face de cette crise imminente, prendre conseil d'un sergent à moustaches grises. Ce personnage, nommé Bruidoux, au lieu de répondre immédiatement aux interpellations de ses inférieurs, jugea bon d'affermir au préalable sa dignité; il prit dans son chapeau un petit mouchoir à carreaux, l'étendit avec précaution sur le sable, et s'assit avec une certaine majesté railleuse sur ce modeste tapis. Puisant alors du tabac par petites pincées dans une bourse en cuir dont le nom m'échappe, il se mit à bourrer une pipe en terre à court tuyau avec la circonspection méthodique d'un homme qui connaît le prix des choses. Après avoir passé le pouce sur l'orifice du fourneau, de manière à égaliser la surface du précieux végétal, Bruidoux tira un briquet et le battit avec cérémonie. Lorsqu'enfin la pipe allumée fut bien assujettie au coin de ses lèvres, le grave sergent s'étendit de tout son long sur le sable, interposa entre sa nuque et la grève humide ses deux mains jointes, et, poussant vers le ciel d'énormes flocons de fumée : — Maintenant, dit-il, qu'est-ce que tu me faisais l'honneur de m'objecter, Colibri?

— Ce n'est pas moi, sergent, répondit le jeune homme gauche et joufflu que Bruidoux désignait sous le sobriquet amical de Colibri; ce sont les camarades qui disent que ce grand diable de vaisseau va débarquer un tas de ci-devant, et que nous sommes ici pour l'en empêcher. Est-ce que vous croyez ça, vous, sergent?

— A cette question, dit Bruidoux, il est possible que les savans fissent une cinquantaine de réponses. Quant à moi, Colibri, je n'en ferai que deux : *primo,* je le crois; *secundo,* je l'espère.

Sur ces paroles, qui empruntaient à la bouche d'où elles étaient émanées une autorité sibylline, les jeunes grenadiers se regardèrent furtivement en se communiquant l'un à l'autre leurs secrètes impressions par un hochement de tête accompagné d'une moue particulière de la lèvre inférieure.

— Sergent, reprit timidement Colibri, dans le temps que vous faisiez la guerre en Amérique, je dois supposer que vous avez un peu navigué?

— Naturellement, mon garçon, la route de terre n'étant pas encore inventée quand je passai dans le Nouveau-Monde, et la traversée à la nage offrant alors, comme aujourd'hui, d'étonnantes difficultés.

— Eh bien! sergent, vous devez savoir combien d'hommes peut porter un vaisseau de la force de celui qui est en vue?

— Sur un navire de cette taille, répliqua flegmatiquement Bruidoux, j'ai vu jusqu'à quinze cents gaillards avec leur fourniment, et il y en avait qui jouaient du violon sans avoir les coudes plus gênés qu'un aveugle sur une place publique.

— Ainsi, dit Colibri, aux yeux de qui cette déclaration ouvrait une fâcheuse perspective, ainsi vous pensez, sergent, que la frégate peut débarquer un millier d'hommes?

— Sans plus de difficulté que je n'en ai moi-même à cracher. Ensuite, jeune homme?

— Nous ne sommes que cinquante, fit observer Colibri avec réserve.

— Après? dit Bruidoux.

— Ils seront vingt contre un, sergent.

— Veux-tu me faire le plaisir de me dire, reprit le vieux soldat, quel est le nom de cette pendeloque bariolée qui est perchée au haut de leur mât, et qui commence à me tirer l'œil désagréablement?

— C'est le pavillon anglais, dit Colibri.

— Bon! Et serais-tu assez aimable pour me rappeler à la mémoire les nom, prénom et qualités de ce bijou-ci? demanda le sergent en montrant de la main un guidon tricolore que le vent agitait au-dessus d'un faisceau de baïonnettes.

— C'est le drapeau de la république.

— Une et indivisible, citoyen Colibri. Or, mon garçon, comme par le temps qui court on est exposé aux plus désagréables rencontres, si jamais tu te trouvais à l'improviste en face d'une armée de Prussiens, d'Anglais ou de fédéralistes quelconques, attache-moi un chiffon comme celui-ci au catogan du général ennemi, et tu le verras subitement tourner les talons avec toute son armée, ni plus ni moins qu'un jeune ci-devant à qui le cuisinier de madame sa mère accroche un torchon dans le dos. Voilà.

— Mais, sergent, reprit Colibri, si nous sommes venus pour nous battre, à quoi serviront les chevaux de selle que ce grand paysan à longs cheveux menait en laisse derrière nous?

— Ces chevaux, dit le sergent après une minute de réflexion, sont, selon toute apparence, destinés à des prisonniers de marque.

— Voyez! cria tout à coup Colibri, la frégate ne marche plus.

Le sergent Bruidoux, quittant sa pose nonchalante, se souleva sur le coude, mit sa main en forme d'abat-jour au-dessus de ses yeux, et considéra un moment la frégate avec attention. — Ils sont en panne,

reprit-il, et, si je ne me trompe, ils mettent les embarcations à la mer. Dans une heure d'ici, mes enfans, nous échangerons des tapes. — Là-dessus, Bruidoux secoua les cendres de sa pipe, et, s'occupant de la bourrer une seconde fois avec une aussi tendre précaution que la première : — Une chose qu'il te sera agréable de savoir, Colibri, ajouta-t-il, c'est que nous sommes hors de la portée de leurs canons. Si cette côte, au lieu d'être émaillée de récifs une lieue à la ronde, était une de ces côtes, comme j'en ai vu, le long desquelles un vaisseau de haut bord se promène aussi tranquillement qu'une dame dans un salon, la frégate, vois-tu, se serait embossée à notre gauche, tandis que les troupes de débarquement nous auraient abordés par la droite. De la sorte, nous aurions été à la fois fusillés de front et raflés en écharpe, ce qui eût rendu notre situation véritablement critique.

Comme le sergent achevait ces mots, la frégate mit une embarcation à la mer. Cette circonstance excita un intérêt nouveau parmi les pêcheurs et les soldats. Des regards railleurs ou perplexes se portaient tantôt vers la mer, tantôt sur le chef des troupes républicaines, qui, posté sur un rocher, examinait à travers une lorgnette les mouvemens du navire anglais. Ce personnage, qui ne paraissait pas âgé de plus de vingt-cinq ans, portait le lourd uniforme de commandant de la république avec une élégance peu commune dans les mœurs militaires de cette époque. Le genre de beauté répandu sur sa physionomie, la finesse parfaite de tous les traits physiques où les yeux des douairières cherchent des signes de race, auraient, à vue de pays, assuré au jeune officier un accueil fraternel dans les salons de Vérone. La noblesse de son front et la douceur pensive de ses yeux, contrastant avec la fermeté des lignes de la bouche, lui auraient attiré une attention flatteuse dans toute réunion de femmes, sans acception de parti. A quelques pas derrière lui se tenait un jeune homme de dix-neuf ans à peine, aux cheveux blonds et aux joues rosées, portant un léger uniforme d'aide-de-camp : cet adolescent figurait en qualité de lieutenant dans l'état-major du général Hoche, et depuis quelques jours il partageait avec le jeune chef de bataillon le commandement de la colonne expéditionnaire.

— Commandant Hervé, cria tout à coup le plus jeune des deux officiers remarquant que le flot envahissait le rocher qui servait d'observatoire à son supérieur, je vous avertis que la marée monte; vous aurez de l'eau à mi-jambe tout à l'heure.

Le commandant Hervé se retourna avec une mine distraite, regarda vaguement le petit aide-de-camp de l'air d'un homme qui doute si on l'a appelé; puis il revint à sa lorgnette et à ses observations. Le petit aide-de-camp éclata de rire. — Je vous dis, commandant, reprit-il en se faisant un porte-voix de ses deux mains, je vous dis que la marée

vous gagne, et que vous allez vous noyer; — vous noyer, entendez-vous!

Le commandant tressaillit comme un homme qui s'éveille, promena autour de lui des regards étonnés, et, s'apercevant que ses bottes étaient déjà submergées jusqu'à la cheville, il s'élança d'un bond sur la grève en murmurant une imprécation dont le caractère contenu et discret annonçait des habitudes distinguées; car un homme bien élevé diffère d'un cuistre jusque dans les grossièretés où peuvent l'entraîner les surprises de la passion. Puis le jeune homme, ayant fait rentrer l'un dans l'autre les tubes de sa lorgnette, commença sur le sable une promenade rapide, sans autre but apparent que de calmer une grande agitation d'esprit.

Les soldats inquiets ne perdaient pas un seul des mouvemens de leur chef.

— Je suis sûr, hasarda Colibri, parlant assez haut pour être entendu de Bruidoux sans s'adresser directement à lui, je suis sûr que le commandant regrette de ne pas avoir amené tout le bataillon. — Bruidoux continuant de fumer avec une placidité orientale, Colibri s'enhardit : — Il faut, dit-il, que le général ait été trompé sur les forces de l'ennemi; autrement il serait venu lui-même avec deux ou trois batteries.....

— Pourquoi pas avec toute la division, l'état-major et la musique? interrompit d'une voix tonnante le sergent Bruidoux. Ne faudrait-il pas que la république elle-même se mît en marche avec tous les sans-culottes de France et de la ci-devant Navarre, pour conserver la fraîcheur du teint du citoyen Colibri? Le général, dis-tu, moineau plumé? Tu vas t'amuser à épiloguer sur les idées du général, toi, à présent! Assistes-tu à son conseil? As-tu lu seulement le manuel du vrai troupier? J'en doute, et voici pourquoi j'en doute, c'est que tu es tout-à-fait étranger à la théorie de l'effet moral; ainsi, Colibri, tu ne peux pas te fourrer dans la tête qu'il y ait une crânerie délicieuse et un effet moral magnifique dans le simple fait d'opposer cinquante grenadiers à un millier de ci-devant.... Que nous devions être hachés jusqu'au dernier, c'est ce qui me crève l'œil, comme à toi; mais l'effet moral n'en sera pas moins produit, et les ci-devant sauront le cas qu'on fait d'eux. Et maintenant, Colibri, comme ton courage me paraît entaché de modérantisme, je dois te prévenir que si tu sentais, pendant que les prunes t'arriveront par devant, des coups de crosse te survenir par derrière, il ne faudrait pas t'abandonner à une frivole surprise, vu que je connais personnellement celui qui te la ménage.

Avant que le sergent Bruidoux eût pu constater sur le visage de son subordonné l'effet moral de sa période, une exclamation partie du groupe qui l'entourait attira ses regards vers la mer : il reconnut alors avec étonnement qu'un seul canot s'était détaché de la frégate, et fai-

sait force de rames vers le rivage, tandis que le noble vaisseau courait des bordées à deux lieues de la côte. — Ils nous envoient un parlementaire, reprit le sergent; c'est ce qu'on peut appeler une conduite prudente pour ne pas dire plus. Me feras-tu l'amitié de m'apprendre, Colibri, toi qui as des yeux d'aigle empaillé, ce que tu aperçois dans cette nacelle?

— Sauf le respect que je vous dois, sergent, je crois y apercevoir une demi-douzaine de jupons.

— Alors, dit Bruidoux, ce sont des Écossais. Je ne connais dans toutes les armées du monde civilisé que les Écossais qui portent des jupons.

— Sergent, répliqua Colibri, les Écossais portent-ils aussi des coiffes?

— Des coiffes? dit Bruidoux; je ne le crois pas. Tu veux dire des turbans?

— Il y a bien certainement au moins une coiffe, sergent. Ce sont plutôt des Écossaises.

— Tout est possible, reprit le sergent, en se recouchant avec philosophie; mais si les femmes se mettent de la partie, bonsoir.

Pendant cet entretien, le commandant Hervé, assis sur la quille d'une barque renversée, traçait sur le sable avec le fourreau de son sabre des figures cabalistiques, tandis que ses yeux distraits semblaient lire des mots invisibles dans le monde confus des souvenirs ou des espérances. Une main, qui touchait doucement son épaule, l'arracha soudain à sa rêverie; en même temps une voix claire et presque enfantine disait derrière lui :

— Eh bien! voilà un heureux moment pour vous, Pelven?

— Heureux! Francis, répondit le jeune homme en souriant d'un air pensif, je n'en sais rien. J'ai assez vécu déjà pour savoir qu'on ne peut qualifier un moment d'heureux ou de malheureux que lorsqu'il est écoulé.

— Comment? reprit Francis en interrogeant d'un œil plein d'affection le regard mélancolique de son ami, cette barque ne va-t-elle pas jeter dans vos bras une sœur bien-aimée? N'est-ce pas là le bonheur après lequel vous soupirez depuis deux ans?

— Et sais-je seulement, dit Pelven, si je vais retrouver en elle la sœur dont je me souviens et que j'espère? Elle a vécu si long-temps au milieu de mes ennemis! Elle apprend de tout ce qui l'entoure à haïr l'uniforme que je porte.

— Non, non, ce n'est pas cela! s'écria le jeune aide-de-camp avec une vivacité qui couvrit son front d'une rougeur subite. Il ne faut que savoir d'elle ce que vous m'avez dit, Hervé, ce que vous avez bien

voulu me montrer de ses lettres, pour qu'un tel soupçon soit impossible, indigne!

— Et puis, reprit Hervé souriant de l'emportement chevaleresque du jeune homme, ma sœur ne vient pas seule. Elle est accompagnée de plusieurs personnes, qui, j'en suis sûr, ne m'aiment pas, et vous pouvez comprendre, Francis, qu'il m'est pénible de ne voir que de la froideur et de l'hostilité sur des visages autrefois familiers et amis.

— Y aurait-il une indiscrétion extraordinaire, commandant Hervé, à vous demander un dénombrement de l'équipage féminin du canot?

— Dans un temps où la politesse est une perle des plus rares, lieutenant Francis, il m'est impossible de ne pas satisfaire une curiosité qui s'exprime avec une si pointilleuse convenance. Je ne vous dirai rien de Mlle Andrée de Pelven, ma sœur, dont je ne vous ai sans doute que trop parlé. — Francis rougit de nouveau. — Mais, continua le commandant, vous avez excusé cette faiblesse dans un frère. Outre cette jeune personne, le canot que vous voyez à une demi-lieue en mer s'honore de porter Mme Éléonore de Kergant, autrefois chanoinesse; elle est sœur du marquis de Kergant, mon tuteur: c'est l'ennemie la plus acharnée que je connaisse à la république française, et l'amie la plus tendre que l'étiquette, le haut savoir-vivre et la poudre à la reine aient conservée en ce temps d'abomination. Derrière cette dame, et à une distance respectueuse, vous apercevrez une jeune Basse-Brette qui promettait d'être une des plus belles créatures dont regard d'homme puisse être charmé. Elle se nomme Alix. C'est la fille du citoyen Kado, ce grand guide breton qui a amené les chevaux, et que vous voyez appuyé contre ce mât. Je vous prie d'observer en passant que cet homme, avec ses cheveux pendans, son large chapeau, ses braies bouffantes et son habit à la Louis XIV, est à sa façon un type d'une grande beauté, qui peut vous donner une idée de celle qui caractérise sa fille. Alix a été élevée au château: elle y vit dans une condition mixte; ce n'est pas une demoiselle, et ce n'est pas une femme de chambre. Elle a les mains blanches et sait l'orthographe. Enfin, à une distance plus respectueuse encore, je suppose, vous remarquerez ou vous ne remarquerez pas une fille de chambre anglaise, ou écossaise, ou je ne sais pas quoi, une miss Mac-Grégor, qui compte des chefs de clan parmi ses ancêtres, et que des malheurs quelconques ont réduite à l'esclavage. Comme la chanoinesse l'a attachée tout récemment à son service, je ne l'ai jamais vue; toutefois, si vous tenez à son portrait, le voici: c'est une gauche et grande personne rousse, qui prend du tabac en cachette. Êtes-vous content, Francis?

— Pas encore, commandant; car, si je ne me trompe, il y a cinq femmes dans le canot, et vous ne m'en avez nommé que quatre.

— C'est juste, reprit Hervé de Pelven, et il poursuivit avec un embarras qui n'échappa point à son ami : il y a encore ou du moins il doit y avoir, car je ne distingue rien d'ici, Mlle Bellah de Kergant, fille du marquis et nièce de la chanoinesse. Ce nom de Bellah est de tradition dans la famille depuis les Conan et les Alain.

— Quoi! est-ce tout? demanda Francis. Pas un mot d'éloge et pas une épigramme. Me voilà contraint de penser que la jeune dame est contrefaite ou parfaite, puisque votre pinceau ne daigne pas ou n'ose pas s'occuper d'elle.

— Il est toujours délicat de parler de ses ennemis, dit Hervé, et j'ai le regret de compter Mlle de Kergant parmi les plus ardens adversaires de la cause que je soutiens. Elle est l'amie de ma sœur; je puis dire qu'elle a eu pour moi-même, pendant de longues années, les sentimens qu'on a pour un frère; mais je ne suis plus maintenant, pour elle, qu'un misérable souillé du sang de son roi, sali de la poussière de toutes ses reliques en ruines... Une minute de silence suivit ces paroles que le jeune commandant avait prononcées d'une voix émue et vibrante; puis il reprit : — Vous la verrez, Francis, vous me direz si jamais peintre a fait luire sur un plus divin visage la pureté d'une vierge et l'ame d'une martyre. — Hervé s'interrompit encore, et ce ne fut qu'après avoir détourné la tête pour cacher l'altération de ses traits qu'il ajouta : — C'est une lutte quelquefois bien rude, monsieur Francis, que celle des croyances et des devoirs que fait éclore l'âge d'homme contre les plus doux sentimens de l'enfance.

Le jeune commandant, en achevant ces mots, se leva et fit avec précipitation quelques pas sur la grève, tandis que le petit lieutenant demeurait à la place où il venait de recevoir cette demi-confidence, les yeux humides et le front couvert d'un nuage mélancolique auquel la légèreté habituelle de sa physionomie prêtait un touchant caractère.

Nous profiterons du court intervalle qui sépare encore le canot anglais du rivage pour compléter, aussi brièvement que possible, une exposition malheureusement indispensable aux plus humbles récits. — Hervé et sa sœur, orphelins dès leurs premières années, avaient été légués à la tutelle du marquis de Kergant, vieil ami du comte de Pelven, leur père. Le marquis s'était acquitté avec une pieuse délicatesse d'un engagement formé au pied d'un lit d'agonie. Les deux tristes enfans avaient trouvé au foyer du loyal gentilhomme une place fraternelle à côté de Bellah, sa fille unique; ils avaient partagé avec elle les bienfaits d'une éducation pleine d'une sévère sollicitude. — Quand il eut atteint sa seizième année, Hervé fut envoyé dans un collége de Paris, d'où il ne sortit que pour entrer à l'école militaire de Brienne. A la fin de chaque été, le jeune homme venait passer quelques semaines au château de Kergant; mais, s'il y rapportait toujours

la même vénération reconnaissante pour son tuteur et la même tendresse pour les deux charmantes sœurs qui l'accueillaient les larmes dans les yeux, il avait senti d'année en année des idées nouvelles prendre dans son esprit la place des principes dont son enfance avait été nourrie. Le jour où le marquis apprit l'issue fatale du voyage du roi Louis XVI à Varennes, prévoyant l'effort désespéré par lequel la noblesse bretonne devait signaler son dévouement à ses religions attaquées, il rappela subitement son pupille : Hervé obéit et revint à Kergant. — Il y vécut quelques mois dans de cruelles angoisses d'esprit, entre les puissans souvenirs de son cœur et les profondes convictions de son intelligence. Puis il prit sa résolution et partit secrètement pour Paris. Peu de temps après, M. de Kergant apprenait par une lettre respectueuse que le fils du comte de Pelven servait comme volontaire dans les troupes de la république. — A partir de ce jour, bien que Mlle de Pelven pût remarquer dans la conduite de son tuteur envers elle un redoublement d'égards et de bienveillance, elle n'osa plus prononcer le nom de son frère, aimant mieux le voir oublié qu'outragé. Les autres habitans du château observèrent strictement la même réserve, témoignant tous ainsi une égale réprobation pour le parti qu'avait pris Hervé, bien que ce sentiment empruntât des nuances distinctes aux idées et au caractère de chacun. Le marquis considérait absolument le fils de son ancien ami comme un renégat et comme un félon, qui, également traître à Dieu et au roi, ne méritait de pardon ni en ce monde ni en l'autre. Mme de Kergant, la chanoinesse, voyait apparaître, dans le champ étroit et fantasque de ses préjugés, l'ancien pupille de son frère sous les formes les plus inouies : elle le voyait brandissant une pique qui se terminait par une tête saignante; elle le voyait revêtu d'une carmagnole extraordinaire et dansant sans aucune méthode des *ça ira* inconvenans sous des lanternes humaines; elle le voyait enfin courant le guilledou sous l'étrange costume qu'elle prêtait aux sans-culottes, prenant au pied de la lettre cette dénomination politique.

Pour la jeune Bellah, il existait au milieu des révolutionnaires un homme né avec les plus nobles qualités, mais égaré jusqu'au crime et frappé d'un vertige sans nom; elle éprouvait une telle horreur pour cette désertion de tous ses autels domestiques, que jamais la fière enfant n'osa ni ne voulut, dès ce moment, mêler le nom du traître aux plus secrets murmures de ses prières. Peut-être espérait-elle au fond de l'ame que Dieu daignerait lire ce nom proscrit dans ses yeux humides. Aussi bien Mlle de Kergant avait une habitude innocente qu'on retrouvera chez quelques femmes trop chastes pour relever leurs charmes par les plus simples artifices de la coquetterie, mais assez femmes encore pour conserver l'instinct de leur beauté. Jamais ses

yeux ne se seraient permis un de ces traits imprévus, une de ces attaques furtives, un de ces éblouissemens magiques qui doublent l'éclat des savans regards féminins. Bellah, si nous osons appliquer une figure vulgaire à cette douce image, n'avait qu'un tour dans sa gibecière, qu'un carreau dans son arsenal, mais il était décisif : elle dressait tout doucement vers le ciel sa prunelle étincelante et noyée. C'est à propos de quoi sa tante disait qu'elle faisait des coquetteries au bon Dieu. Or, il est possible, disons-nous, que ce jeu mystique de prunelles, quand il intervenait dans les prières de la jeune royaliste, remplaçât éloquemment le nom que ses lèvres dédaignaient de prononcer.

Hervé de Pelven arrivait, le fusil sur l'épaule, à l'armée de la Moselle, comme le général Hoche en prenait le commandement en chef. La conduite de Hervé dans une affaire d'avant-postes lui valut presque immédiatement le grade de lieutenant. Plus tard, à l'attaque des lignes de Wissembourg, comme son bataillon se repliait en désordre devant l'artillerie formidable d'une redoute autrichienne, il s'élança seul sur les fascines, une flamme tricolore à la main, et s'y tint debout pendant une minute sous la fusillade, par un miracle d'audace et de bonheur. Les républicains, ramenés et électrisés par son exemple, le retrouvèrent mourant au milieu des cadavres ennemis. Le général en chef, témoin de ce fait d'armes, voulut que le brave jeune homme conservât le commandement du bataillon qu'il venait de sauver et d'illustrer; mais Hervé n'était pas encore sorti du lit de douleur où ses blessures l'avaient jeté, quand le général Hoche, livré une première fois par sa fortune, toujours souriante et toujours prête à le trahir, passa de son camp victorieux dans les prisons du comité de salut public. Hervé perdait plus qu'un protecteur : les égards touchans et les attentions affectueuses que Hoche lui avait témoignés, tenant plus de compte du rapport de leur âge que de la différence du rang, lui donnaient le droit de prévoir et déjà de regretter un ami dans le chef qui lui était enlevé.

Ce fut à cette époque que Pelven apprit, par une lettre datée de Londres, que sa sœur Andrée, Mlle Bellah de Kergant et la chanoinesse avaient émigré en Angleterre sur l'ordre et par les soins du marquis; quant au marquis lui-même, la lettre d'Andrée n'en parlait point. Hervé eut la pénible explication de cette réserve en voyant peu de temps après le nom de M. de Kergant figurer parmi les noms des chefs royalistes qui firent dans l'ouest une si redoutable diversion à nos guerres de frontière. A partir de ce jour, le jeune officier reçut à des intervalles rapprochés des lettres de sa sœur : le mystère de cette correspondance, qui ne pouvait s'entretenir que par des voies détournées, altéra la confiance que le patricien converti s'était d'abord attirée dans l'armée républicaine. Malgré les hautes qualités militaires qu'il conti-

nua de déployer, le demi-soupçon qui pesait sur lui le retint dans le commandement où ses premiers pas l'avaient élevé, commandement qui, à cette époque de rapides fortunes comme de chutes profondes, pouvait paraître subalterne à un jeune homme de mérite et de courage.

L'ennui de cette situation douteuse acheva d'assombrir le caractère de Hervé, qui s'était senti envahir dès long-temps par une invincible mélancolie. La fièvre d'enthousiasme qui avait en même temps inspiré et soutenu sa généreuse résolution s'était apaisée, une fois le sacrifice accompli; car la nature, en permettant aux fibres de l'ame humaine de se tendre jusqu'aux tons aigus de l'enthousiasme, a limité la durée possible de cet effort, qui userait la vie en se prolongeant. Il ne restait à Hervé que le calme soutien d'une conviction élevée et ferme : c'était assez pour qu'il ne se repentît point, trop peu pour qu'il fût heureux. Il est donné à un petit nombre d'ames de trouver un bonheur qui leur suffise dans la mâle nourriture des idées, de la raison et des faits. La plupart ont besoin d'une sorte de superflu délicat qui, pour elles, est aussi le nécessaire. Trop faibles peut-être, il leur faut de temps en temps chercher un refuge et puiser de nouvelles forces dans des distractions d'une nature moins sévère; douées peut-être aussi d'une organisation plus exquise, elles unissent à leurs aspirations viriles des penchans plus tendres qui veulent également être satisfaits.

Hervé n'avait connu toute la valeur de son sacrifice qu'après l'avoir consommé. Alors seulement ses sentimens, dégagés du tumulte de ses irrésolutions, lui étaient apparus dans toute leur sincérité. Il s'était aperçu, à la fidélité implacable de sa mémoire, de l'impression plus que fraternelle que les traits de Mlle de Kergant lui avaient laissée comme un souvenir vengeur. Quand même Hervé eût assez peu connu le caractère de Bellah pour conserver des doutes sur la façon dont elle devait apprécier sa conduite, les lettres d'Andrée l'auraient suffisamment édifié à ce sujet. Non-seulement Mlle de Kergant n'ajoutait jamais aux lettres de son amie un mot de politesse pour l'homme qui avait été si long-temps son frère, mais il était de plus évident qu'Andrée elle-même se trouvait liée sur ce point par d'inflexibles prohibitions. C'est de quoi Hervé pouvait juger par la concision de cet invariable *post-scriptum :* « Bellah va bien. » Une seule fois Andrée osa étendre les limites de ce cruel bulletin, et à la suite de la formule habituelle : « Bellah va bien, » Hervé eut l'étonnement de lire ces mots : « Elle est belle comme une sainte. » On ne saurait dire pourquoi ce petit supplément, qui était bien d'une femme, irrita Hervé au point qu'il commença à prendre pour de la haine le sentiment violent que la pensée de Mlle de Kergant soulevait dans son cœur.

Cependant le 9 thermidor rendit le général Hoche à son pays. Ap-

pelé, peu de temps après, au commandement des côtes de Brest, il recruta ses forces de plusieurs corps détachés de l'armée du Nord. La 60e demi-brigade, dans laquelle servait Pelven, fut la première que Hoche songea à réclamer, et Hervé rentra en armes sur la terre natale. Il trouva en grande faveur auprès du général le jeune homme que nous connaissons sous le nom de Francis. Suivant les commérages mystérieux de l'état-major, la mère toute jeune encore de cet enfant s'était rencontrée avec le général républicain dans les prisons, et lui avait recommandé son fils en partant pour le terrible tribunal d'où l'on ne revenait pas. Soit simple piété pour le vœu d'une mère mourante, soit ressouvenir de quelque sentiment plus doux, il est certain que le général avait placé sur cette jeune tête une vive affection.

Un jour d'hiver de l'année 1794, Hoche, rejoignant son quartier-général avec trois bataillons, fut attaqué sur les bords de la Vilaine par les blancs de Stofflet. Du haut d'un tertre où il se tenait pendant le combat, il vit tout à coup son jeune aide-de-camp enlevé, presque à ses pieds, par cinq ou six partisans. Au même instant, un officier républicain s'élançait, les rênes aux dents, au travers du groupe ennemi qui entraînait le brave enfant, et, soulevant le prisonnier par le collet de son habit, il rapportait ce trophée vivant jusqu'au pied de l'éminence, sur laquelle tout l'état-major battit des mains. Par cette prouesse chevaleresque, Hervé avait fortifié d'un sentiment de vive reconnaissance l'intérêt amical que Hoche lui témoignait. Quant à Francis, il avait conçu pour son libérateur une affection passionnée et enthousiaste.

Quelques semaines plus tard fut signée la première pacification de la Vendée et de la Bretagne. Hervé reçut alors une lettre de sa sœur, qui le priait d'obtenir pour elle et pour ses compagnes d'émigration la liberté de rentrer en France : elle demandait, en outre, qu'une escorte de soldats républicains les protégeât jusqu'à Kergant contre les chouans ennemis de la pacification, qui pourraient vouloir se venger sur elles de la part que le marquis avait prise à cet heureux résultat. Malgré le peu de fond qu'il faisait sur cette paix incomplète, Hoche n'imagina pas que la présence de deux ou trois femmes pût accroître les dangers que la Bretagne préparait encore à la république. Le 9 thermidor avait d'ailleurs fait succéder au régime de la terreur un système plus clément. Enfin le marquis de Kergant se trouvait au nombre des chefs royalistes amnistiés. Hoche n'hésita donc pas à faire cette innocente concession à un homme dont il était personnellement le débiteur, et dont le caractère lui inspirait une confiance absolue. — Le lecteur connaît maintenant les motifs qui amenaient sur la côte de F... le détachement de grenadiers républicains que nous y abandonnons depuis trop long-temps.

Le canot anglais touchait au rivage; il entrait, porté par la marée haute, dans une petite anse que formait, au bas de la grève, un groupe de rochers à fleur d'eau. Hervé et Francis s'approchèrent des rochers pour aider au débarquement, tandis que les soldats se rangeaient avec curiosité à quelques pas derrière eux. Seul le sergent Bruidoux était demeuré loin de là, étendu sur le dos, suivant de l'œil des mouettes dans l'espace, et protestant par sa pose dédaigneuse contre la scène de protocole qui menaçait de donner un démenti à sa science prophétique. Quand le canot fut à quelques pieds des récifs, les rameurs l'arrêtèrent brusquement : en même temps le jeune *midshipman* qui commandait l'embarcation sautait sur le banc de l'avant, et, saluant avec politesse : — Monsieur l'officier, dit-il tandis que Hervé portait la main à son chapeau, si vous êtes celui que je suppose, vous ne trouverez point mauvais que je vous demande vos titres avant de remettre entre vos mains le précieux dépôt qui m'est confié.

— Mais, monsieur, interrompit vivement une voix de femme dans le canot, je vous assure que c'est mon frère!

Hervé fit de la main un signe d'amitié à la jolie fille qui venait de parler; puis, tirant un papier de sa poche, il le piqua au bout de son sabre, et le présenta au *midshipman*. Celui-ci lut alors à haute voix la commission qui était conçue en ces termes : « En vertu des pouvoirs qui me sont confiés par la convention nationale, j'autorise à rentrer et à séjourner librement sur le territoire de la république les citoyennes Éléonore Kergant, fille majeure, ci-devant chanoinesse, Bellah Kergant et Andrée Pelven, filles mineures, accompagnées des citoyennes Alix Kado et Mac-Grégor, leurs domestiques officieuses. Signé Hoche. » Après avoir achevé cette lecture, pendant laquelle Mme Éléonore de Kergant avait cru devoir hausser les épaules à plusieurs reprises, le *midshipman* remit le papier à la vieille dame, et le canot vint toucher les rochers. Trompant l'empressement de Hervé, la chanoinesse s'élança sur le rivage en faisant un plié Pompadour, puis elle se retourna en toute hâte et offrit tour à tour la main à chacune de ses compagnes d'exil. Soit hasard, soit cruauté préméditée de Mme de Kergant, ce fut Andrée qui débarqua la dernière.

— Mon frère! s'écria-t-elle en sautant dans les bras de Hervé et en essuyant avec ses cheveux blonds les pleurs qui inondaient son visage en feu, vous voilà donc! vous voilà enfin! et, mon Dieu! vous voilà comme je vous ai quitté... N'est-ce pas singulier, Bellah? Moi, je craignais de le retrouver avec les cheveux tout gris!

— Mais, chère enfant, dit en riant Hervé, songez qu'il y a deux ans seulement que nous ne nous sommes vus.

— Seulement! reprit la jeune fille; mais je trouve que c'est bien assez de temps, cela, deux ans!

— Beaucoup trop, certainement, mais pas assez, ma chère, pour faire arriver un homme à la décrépitude.

— Enfin, tant mieux; mais je le croyais, moi, dit Andrée en faisant la moue; puis elle éclata de rire, sauta encore une fois au cou de son frère, et s'appuya sur son bras pour remonter la grève jusqu'au village. — La chanoinesse, de son côté, avait pris avec précipitation le bras de Bellah, comme pour déjouer toute tentative polie dont l'officier républicain eût pu concevoir la téméraire pensée.

A quelques pas de là, le guide breton était assis sur le plat bord d'une barque, tenant dans ses mains la main de sa fille, et lui parlant gravement dans la vieille langue de ses aïeux. La beauté en quelque sorte judaïque d'Alix empruntait un attrait particulier à l'élégance de son costume national. La majesté régulière de son visage, qu'illuminaient de grands yeux noirs, s'encadrait à ravir sous une coiffe bretonne, dont les blanches ailes relevées venaient se rattacher sur le haut de la tête. Rien dans la pose ou dans la façon de marcher d'Alix ne témoignait cet embarras qui donne souvent de la gaucherie aux mouvemens des femmes de condition inférieure.

Hervé ne put s'empêcher de remarquer avec quelle splendeur la plus humble de ses compagnes d'enfance avait tenu toutes les promesses de sa beauté naissante; mais cette beauté soutenait mal la comparaison avec celle de Bellah, qui cependant offrait à peu près le même type, adouci par une culture d'intelligence plus délicate : c'était la même dignité, avec moins de parfum sauvage et une distinction de formes plus exquise. Bellah semblait être le second exemplaire d'une œuvre divine, empreint de plus de soin dans les détails que le premier, et gagnant en perfection ce qu'il pouvait avoir perdu en force primitive.

Tandis que le commandant Hervé continuait de gravir le rivage, écoutant avec ravissement la voix de sa jeune sœur, doux écho des années disparues, le petit aide-de-camp s'éloignait à pas lents, le cœur serré par cette tristesse que nous inspire une fête de famille dont nous n'avons pas le droit de prendre notre part.

II.

SGANARELLE.

(Ah! monsieur, c'est un spectre. Je le reconnais au marcher. MOLIÈRE. *Festin de Pierre.*)

Sur l'ordre de leur commandant, les soldats eurent bientôt repris les armes et formé leurs rangs. Les femmes montèrent les chevaux préparés pour elles et prirent place au milieu du détachement, qui sortit

du village, précédé par le garde-chasse Kado. Afin de prêter le moins possible aux conjectures, Hervé, suivant les prescriptions du général, devait éviter de traverser les lieux habités, et la petite troupe se trouva bientôt engagée, sur les pas du guide gigantesque, dans des sentiers à peine frayés au milieu de landes marécageuses ou d'arides bruyères. Hervé, quittant avec regret sa sœur, à laquelle la chanoinesse venait d'adresser une question impérative, rapprocha son cheval de celui du jeune aide-de-camp, qui marchait en tête de la caravane.

— Eh bien! Francis, lui dit-il, avais-je tort de mal présumer de cette entrevue?

— Mille fois tort, commandant, à moins que vous ne mettiez en balance dans votre cœur le *cant* d'une vieille tête à frimas et la tendresse expansive de cet ange qui est votre sœur.

— Non, sans doute; mais maintenant que vous avez vu de vos yeux Mlle de Kergant, Francis, qu'en pensez-vous?

— Elle est agréable, commandant Hervé.

— Vraiment! agréable, lieutenant Francis? Vous êtes modéré dans vos expressions, monsieur. Et l'accueil qu'elle m'a fait, avez-vous la bonté de le trouver agréable aussi?

— Ni agréable, ni autrement, ma foi, car elle ne vous en a pas fait du tout; mais votre sœur, Pelven, votre charmante sœur...

— Ma charmante sœur, interrompit Hervé avec un peu d'humeur, n'a pas besoin d'être défendue, n'étant pas attaquée, que je sache.

Francis ne répondit point et regarda Hervé avec une expression de surprise et de chagrin qui calma aussitôt l'emportement du jeune homme. — Pourquoi diantre aussi, reprit-il en riant, me répondre Andrée quand je vous parle Bellah? Mais là véritablement, mon cher Francis, avouez que Mlle de Kergant est d'une beauté en quelque sorte effrayante.

— Effrayante est le mot, dit Francis. Je lui avais, il y a un moment, ramassé sa cravache. Elle m'a remercié en fixant ses yeux sur les miens avec une telle précision de regard, que j'en ai frémi jusqu'à la plante des pieds. J'ai voulu lui riposter par une phrase de politesse, mais je n'ai pu émettre qu'une manière de grognement sourd, et je vous confesse que je lui en garde rancune. C'est une beauté extraordinaire sans doute, mais qui étonne plus qu'elle ne touche. Quelle différence, mon cher Pelven, avec....

— Avec la chanoinesse, dit vivement Hervé : assurément la différence est notable; je vous loue de l'avoir remarquée.

Tout en causant, les deux jeunes gens avaient pris un peu d'avance sur le reste de l'escorte, qui gravissait en ce moment la pente escarpée d'une colline; le paysage était formé par une chaîne de croupes nues, entre lesquelles des ruisseaux couraient à travers des roches. La ligne

des uniformes qui ondulait en suivant les détours des sentiers, l'aspect gracieux de la cavalcade féminine, les voiles flottans, les plumes blanches que le vent agitait sur le léger feutre des amazones, cette vie, ce mouvement et ces couleurs dans ce site sauvage offraient une scène d'un intérêt pittoresque qui n'échappa point aux deux officiers.

— Voyez donc, Pelven, s'écria Francis, ne vous faites-vous pas à vous-même l'effet d'un enchanteur qui emmène captive une nichée de princesses, avec la reine douairière, s'entend?

— Je me ferais plutôt l'effet d'un enchanté que d'un enchanteur, répliqua Hervé. Je vous dirai de plus, Francis, que je n'aime pas ce pays perdu; je n'ai qu'une confiance très bornée dans notre guide; c'est, à sa façon, un très honnête homme, mais royaliste comme le tigre royal lui-même. Je vous prie de le surveiller. Tenez, par exemple, que fait-il là-bas, je vous le demande?

Le garde-chasse suivait alors la corniche d'une lande coupée à pic sur sa droite, et s'arrêtait de temps en temps pour pousser du pied des fragmens de rocher dans l'abîme invisible de la vallée.

— Mais, dit Francis, à ce qu'il me paraît, le citoyen Kado se divertit de la plus innocente façon.

— L'innocence même du divertissement m'est suspecte, reprit Hervé. Un homme d'une physionomie et d'un caractère aussi graves ne se livre point sans raison à des jeux d'enfant. Tenez, il écoute à présent; il vient de pencher la tête du côté du précipice.

— Bon! il écoute le bruit de ses pierres qui ricochent de rocher en rocher. Je vous dis que ce digne sauvage a le goût des plaisirs simples...

— Silence! interrompit Hervé, en touchant le bras du jeune lieutenant. N'avez-vous pas entendu?...

— Entendu quoi?

— On a sifflé, et j'ai vu le guide échanger un coup d'œil avec la chanoinesse.

— J'ai bien entendu en effet quelque chose comme un sifflement ou comme le souffle du vent dans les bruyères. Quant à l'œillade entre la chanoinesse et le sauvage, je l'ai perdue et je la regrette; mais, en vérité, commandant, je ne comprends rien à vos appréhensions. Ne sommes-nous pas suffisamment protégés par la présence de votre sœur? Pouvez-vous supposer qu'elle ait trempé dans un complot dont son frère serait la première victime?

— Elle pourrait n'en rien savoir.

— Et puis, j'ai beau considérer la tête poudrée de la chanoinesse, je vois bien qu'elle ressemble à une enseigne de marchand de cannes sur laquelle il a neigé, mais je ne saurais croire qu'il y puisse germer une idée sanguinaire.

— La vieille dame est madrée, lieutenant, quelle que puisse être sa

tête, et je ne doute pas qu'elle n'ait fort politiqué en Angleterre. Peut-être, telle que vous la voyez, a-t-elle commercé directement avec Pitt.

— Je plains Pitt, dit Francis.

— Soit; mais, parmi les idées qui auraient pu éclore sous ce crâne de chanoinesse, que diriez-vous de celle-ci, je suppose? En attirant dans un guet-apens l'escorte du commandant Hervé, et en épargnant toutefois ledit commandant, on ferait peser sur lui un soupçon de complicité qui le compromettrait sans ressource aux yeux de la république, et de la sorte il se trouverait rejeté bon gré mal gré dans la sainte cause royaliste. Hein?

— Hum! dit Francis, voilà qui est spécieux; mais, pour avoir une pareille pensée, il faudrait qu'ils ne connussent pas le commandant Hervé.

— La passion pourrait les aveugler au point de me faire cette injure. Au reste, ce sont là de folles idées; je voulais vous rappeler seulement qu'après tout nous sommes en pays ennemi, et qu'il est convenable d'avoir les yeux ouverts.

— Soyez tranquille, commandant, je veillerai sur le guide, sur la reine-mère et même sur....

— Ma charmante sœur? demanda doucement Hervé.

— Non, monsieur de Pelven, non; — j'aimerais autant soupçonner la statue même de l'innocence; je voulais parler de cette belle fleur sauvage, de la fille du garde-chasse.

Andrée, en se rapprochant de son frère, mit fin à l'entretien des deux jeunes gens. On était au milieu de la journée : la caravane suivait les courbes d'un sentier des deux côtés duquel s'étendait à perte de vue une plaine d'un aspect désolé : des touffes de grands genêts de la hauteur d'un homme prêtaient seules, par intervalle, une apparence de culture à ce désert breton; çà et là sortaient du sol dépouillé des arêtes de granit recouvertes de noirs lichens. Cinq ou six chaumières étaient perdues au centre du plateau; mais ces enseignes de la présence des hommes n'avaient rien de rassurant pour l'œil du voyageur : elles portaient un caractère misérable et sombre qui était fait pour ajouter un sentiment d'alarme aux ennuis de la solitude.

La caravane fit une halte d'une demi-heure dans cette triste oasis. Devant la porte de la cabane qui était la plus voisine du chemin était assis sur un escabeau un jeune homme déguenillé, à l'œil hagard et aux traits flétris : il exposait alternativement chacune de ses mains aux rayons du soleil avec une mine de satisfaction stupide. « C'est mon pauvre gars que le bon Dieu a frappé, » dit une vieille femme qui était sortie de la cabane en voyant Hervé s'approcher d'un air d'intérêt. Hervé mit une pièce d'argent dans la main de la malheureuse mère et s'éloigna de cet affligeant spectacle; mais, s'étant brusquement retourné

quelques minutes après, il fut surpris de voir le pauvre gars engagé dans une conversation animée avec le garde-chasse : il étendait les bras vers le nord, et lui parlait avec une extrême volubilité. S'apercevant que les regards de Hervé étaient fixés sur lui, il retomba soudain dans son attitude hébétée. — Quelle pitié! n'est-ce pas, monsieur? dit Kado en passant à côté du jeune commandant. Celui-ci ne répondit rien; mais, se défiant d'un idiot si intelligent, il veilla à ce qu'il ne pût renouer ses relations avec le guide.

On ne tarda pas à se remettre en marche, et les heures s'écoulèrent sans qu'aucun incident nouveau vînt confirmer les soupçons de Pelven. Le soleil touchait à son déclin; Francis, éprouvant le charme particulier à cet instant du jour, se livrait avec une gaieté expansive à la facile poésie de son âge. Il composait à haute voix, chemin faisant, une sorte de ballade en style de chevalerie où chacun des personnages de l'expédition avait son rôle. Hervé ne pouvait s'empêcher de sourire à l'improvisation épique de son jeune ami, et au caractère à la fois héroïque et burlesque qu'elle lui prêtait.

S'arrêtant tout à coup au nom de la fille des Mac Gregor, ainsi qu'il appelait la femme de chambre écossaise : — Savez-vous, dit Francis, qu'elle me paraît la femme de chambre la plus discrète et l'Écossaise la plus voilée qu'on puisse voir? J'ai le regret de vous dire, commandant, que je ne lui ai trouvé aucun air de ressemblance avec la caricature rousse que vous m'aviez donnée pour son portrait.

— Je vous ai dit, Francis, que je ne l'avais jamais vue, et j'ajoute que, si elle continue de voyager avec la même chasteté, je ne la verrai jamais.

— J'ai été plus heureux, dit Francis. Une trahison du vent m'a laissé entrevoir un ovale gracieux et une double batterie de perles de la plus belle eau. Quant à la cambrure de la taille et à la finesse des mains, vous pouvez en juger comme moi.

— Il me semble, sire chevalier, dit en riant Hervé, que ceci regarde nos écuyers.

A quelques pas de là, comme pour justifier les paroles de son commandant, le sergent Bruidoux, qui pouvait passer pour l'écuyer principal de l'aventure, charmait les ennuis de la marche en traitant à fond la question effleurée par ses supérieurs. — Il y a, disait Bruidoux, qui aimait à pérorer vaille que vaille sur toutes les matières, il y a des femmes de toutes sortes. Il y en a qui attirent le regard par leur embonpoint, et il y en a qui sont faites comme des sabres de cavalerie. Les unes sont brunes et les autres sont blondes. Il y en a qui ont de la pudeur et d'autres qui n'en ont pas, et je dois te dire, pour ton instruction, Colibri, que celles qui en ont le plus sont, la plupart du temps, celles qui en ont le moins.

— Comment cela, sergent? dit Colibri, que cette révélation était faite pour surprendre.

— Comment? le voici : tiens, Colibri, je suis curieux de savoir ce que tu penserais, toi, si tu voyais à l'improviste une femme nue dans un bois?

Cette image hypothétique couvrit d'une teinte écarlate le visage de Colibri. — Dame! sergent, répondit-il en se dandinant avec une sorte de pruderie, je penserais... une femme nue dans un bois, sergent?

— Oui, dans un bois; voyons, quelle opinion prendrais-tu d'elle?

— Sergent, je crois que j'en prendrais une opinion un peu drôle.

— C'est cela, reprit Bruidoux. Eh bien! moi qui te parle, j'ai vu dans les bois du Canada des citoyennes qui étaient aussi peu vêtues que mon nez, et je puis t'assurer, Colibri, que ces créatures étaient mieux défendues par leur simple innocence que par une redoute de cent vingt canons du plus fort calibre. C'est ce qui te prouve, mon garçon, le peu de cas qu'il faut faire des aunes d'étoffe et des momeries, quand il s'agit de passer l'inspection d'un objet. Et, pour en revenir à la citoyenne écossaise en question, je te dirai que toutes ses cachotteries me font tout juste autant d'effet moral qu'une prune verte, et que, si je ne devais fidélité à une certaine payse dont le nom respectable est inscrit sur mon bras gauche, j'aurais déjà offert mon cœur et ma main, n'importe laquelle, à ladite citoyenne.

— Ainsi, dit Colibri, vous croyez, sergent, que, malgré son voile et tous ses falbalas, elle ne s'offenserait pas d'une proposition qui lui serait faite avec civisme et politesse?

— Il t'est loisible de t'en assurer, Colibri.

— Mais n'y voyez-vous réellement aucun danger, sergent?

— Je n'y en vois réellement que deux, reprit Bruidoux : c'est, *primo*, que la princesse ne te coupe la figure, et, *secundo*, que le commandant ne te passe son sabre au travers du corps; mais que cela ne t'arrête pas, mon garçon. Tel que tu me vois en ce jour, sache que je serais moi-même une pauvre espèce d'individu, si je n'avais commencé, en amour comme en guerre, par être étrillé avec des circonstances dont le détail te ferait frémir. Je ne t'en citerai qu'une : c'était en 85; elle était brune comme le diable; elle s'appelait Loïsa, et n'avait que le tort d'appartenir à une famille princière...

Dès le début de cet épisode intime, Bruidoux fut subitement interrompu par des exclamations qui partaient coup sur coup de tous les points de la colonne. La nuit était tout-à-fait tombée, mais très claire : on était arrivé sur le revers d'une lande montueuse, et on commençait à en descendre le versant; le fond de l'étroite vallée qu'on avait sous les yeux disparaissait à moitié sous les ténèbres, à moitié sous le voile de blanches vapeurs qui s'élevaient des marécages. A une demi-

lieue environ, on apercevait, sortant du sein de la brume, le sommet indécis d'une colline, et, plus haut, se dessinant nettement sur le ciel, la masse noire et déchirée d'une ruine féodale. Sur un pan de mur isolé s'ouvraient, avec une sorte de clairvoyance fantastique, deux fenêtres ogivales emplies des pâles clartés de la lune, dont le disque était invisible. Hervé et Francis avaient fait halte les premiers devant cette apparition. Les femmes, obéissant à un vague sentiment de terreur, avaient serré leurs rangs et s'étaient rapprochées des deux officiers.

— N'est-ce pas là, mademoiselle, dit le commandant Hervé en se tournant vers l'Écossaise, qui avait enfin soulevé son voile, n'est-ce pas là un paysage de votre patrie? — La jeune fille s'inclina sans répondre.

— Mon frère, demanda Andrée, devons-nous véritablement passer la nuit dans cette horreur qui nous regarde là-bas?

— Vous savez, ma chère, dit Hervé, que je n'ai trempé en rien dans votre itinéraire; il faudra vous en prendre à l'honnête Kado, si votre chambre à coucher vous déplaît.

— Je mourrai de frayeur là-dedans, je vous assure, reprit Andrée.

— J'espère, dit la chanoinesse sur le mode pointu et solennel qui distinguait son élocution, j'espère que Mlle de Pelven sera vite réconciliée avec ce vieux château, quand elle saura qu'il a été construit par ses braves ancêtres, et que c'est le plus ancien patrimoine de sa famille.

— Bon! s'écria Andrée, grand merci! Il ne manquait plus que cela. Mes braves ancêtres, madame? Eh bien! la petite-fille de mes braves ancêtres est une poltronne, voilà tout. Mon Dieu! et moi qui ai tous leurs portraits dans la tête! Je suis bien sûre de les voir défiler toute la nuit à la queue leu leu, depuis Olivier aux grands pieds jusqu'à Geoffroy barbe torte.

— Et quand vous les verriez, ma chère, interrompit une voix dont le timbre singulièrement doux et grave accéléra tout à coup les mouvemens du cœur de Hervé, qu'en pourriez-vous redouter? Vous êtes leur descendante loyale; vous avez conservé l'honneur de leur nom et la fidélité de leurs croyances... Ce n'est pas vous, Andrée, qui devez craindre de voir en face ceux qui ont su vivre et mourir pour leur Dieu et pour leur roi.

Le jeune commandant républicain avait senti le sang lui monter au visage.

— Si je connais l'histoire de ma famille, dit-il d'un accent un peu ému, plus d'un, parmi ceux dont parle Mlle de Kergant, est mort en combattant contre le roi pour sa patrie : la patrie d'un Breton, dans ce temps-là, c'était la Bretagne; aujourd'hui, c'est la France.

En achevant ces mots, Hervé poussa son cheval dans le sentier raboteux qui descendait en serpentant sur le revers de la colline. Francis,

après avoir donné au détachement l'ordre de reprendre la marche, rejoignit son ami. — Vous aviez raison, commandant, dit-il, ce n'est pas une femme ordinaire; sa voix a je ne sais quelle sonorité pénétrante qui surprend l'ame. J'admire que vous ayez pu lui répondre. Moi, j'aurais pris la fuite.

— Elle me hait, murmura Pelven, elle me hait, et, ce qui est pire, elle me méprise.

— Qu'elle ne vous aime pas, commandant Hervé, cela se peut, quoique le contraire soit possible aussi; mais..... Eh bien! qu'est-ce qui prend au guide? Le voilà qui fait des signes de croix à tour de bras.

— Quelque superstition bretonne! dit Hervé. S'étant alors approché du guide, il crut l'entendre prier à voix basse, et il le vit porter avec ferveur à ses lèvres les médailles d'un énorme chapelet. Étonné de cet accès subit de dévotion, le jeune homme posa doucement sa main sur l'épaule du guide, qui tressaillit. — Pardon, mon ami, dit Pelven; mais ce chemin est difficile, et nous avons besoin de tout votre zèle. Le moment est mal choisi pour vous absorber dans vos prières.

— Ce n'est pas au fils de ceux qui dorment là-bas, répondit gravement le Breton en étendant la main vers le château ruiné, de dire qu'il n'est pas bon de prier, quand on descend dans la vallée de la Groac'h.

— Vous savez, Kado, que je n'ai jamais habité cette contrée : j'ignore absolument les mystères de cette vallée, dont j'entends le nom pour la première fois.

— C'est un mauvais temps, mon maître, dit le garde-chasse avec une sorte d'emphase solennelle, quand l'oiseau s'égare dans le buisson où son père et sa mère ont chanté sur son nid.

— Kado, interrompit Hervé avec sévérité, nous avons été amis autrefois; ne me le faites pas oublier. Je vous demande si cette vallée présente quelque danger particulier, pour que vous jugiez bon de le conjurer?

— Ce vallon est hanté, dit Kado en baissant la voix et en approchant le chapelet de sa bouche.

— Que ne preniez-vous une autre route? N'accusez que vous de vos ridicules frayeurs.

— Je n'éprouve point de frayeur, répondit le Breton... J'ai traversé seul, la nuit, bien des vallons hantés, et je n'ai jamais eu peur. Ma conscience est entre *eux* et moi. Celui dont la conscience est tranquille, les pierres ne dansent pas devant lui. Laissez-moi prier, monsieur Hervé, car je ne prie pas pour moi.

— Et pour quel criminel priez-vous donc, maître Kado?

Cette question était adressée sur un ton de colère et de menace que le guide sembla dédaigner, car il répondit aussitôt sans aucun trouble,

bien que sa voix parût adoucie par une nuance de tristesse : — Je priais, mon maître, pour ceux qui ont oublié leurs prières en apprenant à menacer ceux du pays qui les ont bercés tout petits sur leurs genoux.

Cet appel fait à de chers souvenirs par une voix autrefois amie amollit soudain jusqu'à l'attendrissement la fierté du jeune homme. Par un singulier caprice de son ame, il se trouva plus sensible à la réprobation naïve de ce paysan, dont il connaissait la rude probité d'intelligence, qu'à l'anathème tombé des lèvres de Bellah. Il ne put même résister au désir de combattre les préventions au nom desquelles cet homme simple l'avait condamné.

— Vous avez raison, mon pauvre Kado, reprit-il, c'est un temps malheureux que celui qui rend ennemis les enfans de la même terre et de la même maison; mais à qui la faute? Vous qui avez l'ame droite et qui me connaissez, pouvez-vous croire que j'aie renoncé à toutes mes affections sans être entraîné par quelque devoir nouveau dont Dieu me faisait une loi?

— Il n'y a pas de devoirs nouveaux, dit Kado d'un ton sentencieux : ce qui était juste pour mon père est juste pour moi. La vérité ne change pas.

— Et pourtant, reprit Hervé, je vous ai entendu conter à vous-même que dans un temps bien éloigné de nous les gens du pays priaient devant des pierres comme des païens.

— Oui, mon maître.

— Eh bien! c'était la vérité pour eux; puis, quand la religion de la croix fut connue, les premiers qui renoncèrent aux faux dieux pour suivre la loi nouvelle furent appelés infidèles et traîtres. On leur donna ces noms que vous me donnez, et on leur dit ce que vous me dites : que la vérité ne change pas. Elle avait changé cependant.

— C'est que la loi de l'Évangile était bonne, dit le Breton en hochant la tête : celle-là n'ordonnait pas aux hommes de dépouiller et de tuer leurs frères.

— Elle leur ordonnait, répliqua Hervé avec force, de se traiter les uns les autres comme des enfans du même sang, des créatures de la même argile, et c'est parce qu'il y a des hommes orgueilleux qui ont oublié cette loi, qui se sont crus d'une nature supérieure à celle de leurs frères, et qui les ont méprisés et opprimés, c'est pour cela que la cause de la vérité et de la justice est avec ceux qui combattent ces hommes.

— Si je vous entends bien, mon maître, dit le garde-chasse, qui avait prêté une attention extraordinaire aux paroles du jeune officier, ces hommes sont ceux que nous appelons les seigneurs, les gentilshommes; mais tous vos pères, à vous, ont été seigneurs. Vous dites donc que vos pères étaient criminels?

— Mes pères, mon vieil ami, se croyaient justes en agissant comme ils le faisaient. Dieu a éclairé le temps où nous vivons d'une lumière qu'il avait refusée à leur temps. J'aurais été coupable, moi, de rester attaché par mon intérêt aux coutumes de mes pères, quand ma conscience me montrait l'iniquité de ces coutumes. Ils ont fait leur devoir, et je fais le mien.

— Ce sont, dit Kado, des idées qui ne m'étaient jamais venues. — Puis il réfléchit un moment avant de reprendre : — Je n'ai jamais étudié, monsieur Hervé, comme vous savez, et j'ai bien de la peine à signer mon nom; mais j'ai l'habitude de penser souvent à ce que j'entends dire, excepté aux choses de la religion, qui n'appartiennent qu'au bon Dieu. Eh bien! mon maître, on dit que vous voulez qu'il n'y ait plus ni grands ni petits, ni riches ni pauvres, mais que tout le monde soit égal. Là-dessus, j'ai à vous dire que cela ne se peut pas : le bon Dieu a fait des forts et des faibles, des gens qui ont de l'esprit et d'autres qui n'en ont pas, des vaillans et des paresseux; vous aurez beau détruire des créatures, vous ne referez pas la volonté de Dieu.

— Vous pouvez ajouter, mon vieux Kado, que nous serions de misérables fous, si nous avions de pareilles idées. Loin de penser à changer ce que Dieu a fait, nous tâchons, autant qu'il est possible à des hommes, de régler notre justice sur la sienne. La religion vous dit-elle, Kado, que Dieu damne les enfans dans le ventre de leur mère? Non, n'est-ce pas? Il jette les hommes sur la terre avec la liberté de s'y conduire bien ou mal, et il attend, pour les juger, qu'ils aient vécu. Eh bien! notre république veut de même qu'aucun homme ne soit condamné au désespoir pour le seul fait de sa naissance, mais que chacun puisse librement exercer les dons qu'il a reçus de Dieu, afin de mériter par ses propres œuvres d'être heureux ou malheureux; notre république prétend que tous ses enfans aient un droit égal à la servir et à l'honorer en s'honorant eux-mêmes, car sa première loi est que le travail profite à qui a la peine.

— Ce sont des choses qui paraissent justes, dit le Breton d'un air méditatif. Il y a sûrement du bon et du beau dans tout cela. Ce n'est pas ce qu'on nous avait dit. Je vous remercie d'en avoir causé avec moi. Je vous ai vu tout enfant, monsieur Hervé; c'est moi qui vous ai fait tirer votre premier coup de fusil; vous étiez un brave brin de gentilhomme. Les hirondelles s'en vont quand la mauvaise saison arrive. Je suis bien content de savoir que vous avez eu une autre raison pour nous quitter. J'aurai le cœur moins gros en pensant à vous maintenant.

Kado fit quelques pas en silence et la tête baissée; puis il ajouta avec mélancolie :

— Je suis trop vieux. Si j'étais plus jeune, j'aimerais à réfléchir là-

dessus, car il y a du bon et du beau; mais à mon âge, voyez-vous, mon maître, si je voulais m'ôter du cœur tant de choses et de gens que j'y garde au fin fond depuis si long-temps, j'aurais beau avoir mieux pour les remplacer, je sens bien que j'en mourrais. N'en parlons donc plus, je vous prie.

— Donnez-moi votre main, Kado, dit Hervé. Et il serra d'une étreinte cordiale la main tremblante d'émotion que le vieux garde-chasse lui tendit avec une surprise empressée.

En se retournant, Hervé aperçut le petit aide-de-camp à ses côtés.

— Que me disiez-vous donc, Kado, reprit-il, de ce vallon de la Groac'h, comme vous l'appelez?

— Je disais, mon maître, qu'il est hanté.

— Hanté! Que signifie cela, commandant? dit Francis.

— Cela signifie, mon cher lieutenant, que le vieux Guillaume, autrement dit le diable, tient cour plénière dans cette vallée, et que vous allez probablement y voir se trémousser au clair de lune des groac'h, c'est-à-dire des fées, et des korandons qui sont de petits bouts de citoyens, sorciers de leur métier.

— Bon! reprit en riant Francis. Nous allons donc rire. Je me fais une véritable fête... Un geste et une exclamation du garde-chasse, qui s'était arrêté tout à coup, firent taire le jeune homme. La petite caravane était alors aux deux tiers environ de la descente, et continuait de suivre lentement le sentier tortueux et escarpé qui dégénérait en un véritable escalier de rochers. Malgré leur confiance dans leurs montures, qui, comme tous les chevaux de nos côtes montagneuses, avaient la même sûreté d'allure que les mules des sierras espagnoles, les femmes et les soldats eux-mêmes, donnant toute leur attention aux difficultés de la route, gardaient un profond silence. L'exclamation du guide et l'entretien qui suivit purent donc être entendus et commentés jusque dans les derniers rangs de la colonne.

Kado s'était arrêté, le bras levé et le cou tendu, dans l'attitude d'un homme qui attend que ses oreilles lui confirment quelque grave événement.

— Qu'y a-t-il? dit Hervé avec précaution.

— Je m'étais trompé, répondit Kado, et j'en remercie le bon Dieu; car, bien que je n'aie rien vu de semblable de mes yeux... Le guide s'interrompit brusquement, et, frissonnant de tous ses membres comme en proie à une puissante terreur : — Non, non! reprit-il, je ne me trompais pas; ce sont elles! Écoutez, mon maître!

Pelven et tous ceux qui le suivaient prêtèrent l'oreille. Ils entendirent alors distinctement un bruit de coups sourds et réguliers, assez semblable au son que ferait un marteau frappant sur une enclume de bois. Les coups cessaient par intervalles, puis reprenaient avec la même

force. Des bruits pareils semblaient s'élever à la fois de plusieurs points du vallon.

— Quel diantre de bruit est-ce là ? dit Francis. On dirait des femmes qui battent du linge.

— Oui, répondit le garde-chasse sur un ton grave et triste, elles battent le linge des morts. — En même temps, il découvrit sa tête, leva les yeux vers le ciel, et commença une prière à voix basse.

Hervé se trouvait dans un embarras pénible : il sentait la nécessité de couper court à cette scène, qui pouvait être d'un effet contagieux sur l'esprit des femmes, et même sur l'intelligence de quelques-uns de ses soldats; mais tout moyen violent lui répugnait vis-à-vis de l'homme avec lequel il venait de renouer si fortement une ancienne amitié. Au milieu de ses irrésolutions, il se sentit légèrement presser le bras. — Mon frère, murmura la voix caressante d'Andrée, vous allez me gronder; mais je vous dirai que j'ai des frissons terribles... Ce sont des lavandières de nuit, ne le croyez-vous pas?

— Allons, folle ! répondit Hervé en riant; puis, se penchant à l'oreille du garde-chasse : — Mon bon Kado, lui dit-il tout bas, marchez, je vous en prie. N'effrayez pas ma sœur. — Kado regarda un moment le jeune homme avec indécision, et soupira longuement, après quoi il se remit en marche en roulant un chapelet entre ses doigts. Hervé se retourna alors vers les soldats : — Mes enfans, leur cria-t-il gaiement, il paraît qu'il y a en bas des ci-devant lavandières; mais vous savez que la république ne les reconnaît pas : ainsi, en avant!

— Mon commandant, répondit Bruidoux, voici d'ailleurs Colibri qui va leur donner de l'ouvrage avec ses six douzaines de bas de soie. — Rassuré sur l'état moral de sa troupe par les rires qui saluèrent la plaisanterie du sergent, le commandant Hervé reprit avec plus de tranquillité sa place à côté de Francis.

Cependant, à mesure qu'on approchait du bas de la lande, les sons bizarres qui s'élevaient de la vallée déserte devenaient de plus en plus distincts, imitant, à s'y méprendre, le retentissement particulier d'un battoir sur du linge mouillé, et quelquefois aussi le bruit plus sec du bois heurtant la pierre.

— Puis-je vous demander, commandant, dit Francis, quelle espèce d'animal est au juste ce qu'on appelle une lavandière, en terme de grimoire?

— Les lavandières, lieutenant, sont des femmes diaboliques qui, sur le minuit, font une lessive de linceuls. On ajoute qu'elles prient les passans de les aider à tordre leur linge, et qu'en ce cas, le seul moyen de salut, c'est de tordre avec soin du même côté que ces dames; si on tord à rebours, on est rompu.

— Ahi ! dit Francis, merci de l'avis, commandant. Je voudrais savoir

maintenant à quelle cause vous attribuez, dans votre for, la musique ridicule qui afflige nos oreilles, car voilà le brouillard qui se dissipe; la lune éclaire en plein la vallée, et je n'y vois réellement aucune apparence d'habitation.

— En effet; mais il y a un coin du vallon que nous ne pouvons apercevoir d'ici, à cause de ce rocher que nous tournons. Il suffit d'un petit berger frappant les pierres du chemin avec un bâton pour produire ce bruit.

— Ma foi, je ne crois pas, commandant, à moins que vous ne supposiez une douzaine de petits bergers avec une douzaine de gros bâtons.

— Ne pourrait-il pas y avoir quelque cascade par là?

— Jamais cascade n'eut une sonorité de ce genre. Voilà qui est extrêmement bizarre après tout. Cela sent diablement le soufre par ici, ne trouvez-vous pas, Pelven?

— Nos oreilles nous servent mal la nuit, reprit Hervé répondant à ses propres pensées. Ces coups sont certainement extraordinaires. Croyez-vous aux esprits, Francis?

— Mais je commence, mon commandant. Tenez, c'est absurde, mais je suis ému.

— Chut! dites-le tout bas au moins, mon garçon. Eh bien! franchement, j'allais m'émouvoir aussi quand j'ai découvert le mot de l'énigme. Cette vallée a un écho qui répète le bruit du sabot des chevaux sur le rocher; j'ai vingt fois entendu des échos aussi...

— Sur ma vie! s'écria Francis, lavandières ou diables, les voilà!

Les deux officiers étaient alors arrivés de l'autre côté du rocher qui leur avait caché jusqu'à ce moment une partie de la vallée. Hervé jeta les yeux sur le point que Francis lui désignait, et aperçut avec stupéfaction, à une distance de quelques centaines de pas, un groupe de femmes vêtues de blanc, les unes agenouillées devant des flaques d'eau, les autres paraissant étendre du linge sur des touffes d'herbes marécageuses. — Quelques cris étouffés et des murmures confus apprirent en même temps à Hervé que les femmes et les soldats venaient de découvrir cet étrange spectacle.

— Ah çà! Colibri, dit Bruidoux, voici le moment de tirer tes bas de soie de ta malle.

— Hervé, s'écria Andrée, enlaçant de ses bras le corps de son frère, qu'est-ce que cela, au nom du ciel?

— Ce sont des chouans, ma chère. On m'avait averti que je trouverais ces messieurs ici. Restez là et ne craignez rien.

Comme il achevait ce pieux mensonge, dont le but était de substituer l'émotion franche d'un danger connu aux hallucinations qui troublaient l'esprit de sa sœur, Hervé crut remarquer que la chanoinesse faisait un brusque mouvement de surprise, et fixait sur lui un regard

pénétrant. Ce regard réveilla tous ses soupçons oubliés; il se pencha vers Francis, et lui dit avec vivacité : — Voyez! la chanoinesse ne montre aucune inquiétude; c'est quelque piége.

— Ah! tant mieux! répondit le jeune garçon en respirant avec bruit. Chargeons-nous, commandant?

Les deux jeunes gens, se retournant alors avec curiosité vers la vallée, virent que les lavandières continuaient leurs travaux, sans aucun souci apparent de la présence du détachement républicain. La contenance des soldats devenait inquiète.

— Ceci n'a que trop duré, murmura Hervé. Mes enfans, poursuivit-il à haute voix, nous allons leur faire plier leur linge. Chargez vos armes. — Mesdames, et vous aussi, Kado, demeurez derrière ce rocher, je vous prie. — On entendit le bruit des baguettes de fer dans les canons de fusil. Puis, les deux officiers, ayant formé leur troupe en un peloton serré, commencèrent d'avancer sur le sol humide de la vallée.

A mesure qu'ils approchaient des nocturnes ouvrières, soit illusion produite par la lumière incertaine de la lune, soit disposition particulière de leur esprit, les soldats voyaient peu à peu les formes et la stature de ces êtres inconnus croître jusqu'à des dimensions véritablement surnaturelles. Ils n'en étaient plus séparés que par un intervalle de quarante pas environ, quand tout à coup la troupe fantastique quitta son travail, et forma une ronde bizarre accompagnée d'une sourde incantation, pareille au bourdonnement d'une ruche. Hervé ordonna de faire halte.

— Hé! là-bas! cria-t-il, qui vive? — Puis, après un court silence : — Je vous avertis, qui que vous soyez, reprit-il, que je ne veux pas exposer un seul de mes hommes dans cette sotte rencontre. Rendez-vous, ou nous faisons feu. En joue, mes enfans.

— Gare l'eau! murmura Bruidoux.

Les lavandières cependant continuaient leur ronde et leur mystérieuse mélopée.

— Allons, feu! dit Hervé.

Dès que la fumée se fut un peu dissipée et que les soldats purent constater l'effet de la décharge, une vive hilarité éclata dans les rangs : on apercevait toutes les actrices du ballet fantastique étendues de leur long et sans mouvement sur la terre, assez semblables à ces nappes de toile blanche qu'on expose à la rosée de la nuit.

— Ça leur apprendra, dit Bruidoux, à danser des danses malhonnêtes au clair de la lune!

Cependant Hervé, se défiant d'un résultat aussi complet, fit recharger les armes, et ordonna aux grenadiers de conserver leur ordre de bataille, après quoi le détachement se remit en marche, précédé par les deux jeunes officiers. Ils n'avaient pas fait dix pas, quand soudain les

formes blanches qui gisaient pêle-mêle sur le sol se relevèrent toutes à la fois et prirent le trot à travers la plaine, en sautant et en cabriolant avec un air de grande vitalité. — A moi, Francis! cria Hervé, au galop! et vous, mes enfans, en chasse, à volonté! — En même temps, il enfonçait rudement ses éperons dans les flancs de son cheval, et s'élançait, côte à côte avec le jeune lieutenant, sur les traces des fugitives. Malheureusement le sol de la vallée était marécageux, et les chevaux s'embourbaient à tout instant dans des fondrières que les fantômes blancs avaient assez d'instinct ou de connaissance des lieux pour éviter. Les grenadiers s'étaient précipités en désordre à la suite de leurs chefs, et leur course, souvent interrompue, à laquelle se mêlait un concert de cris, d'appels, d'imprécations et d'éclats de rire, ajouta une nouvelle scène de sabbat à toutes celles dont le vallon hanté avait été le théâtre.

La troupe des lavandières, arrivée, moitié courant, moitié dansant, à l'extrémité de la vallée, commençait à gravir le coteau sur le haut duquel s'élevaient les grands débris féodaux. Hervé et Francis redoublèrent d'efforts, et eurent enfin la joie d'entendre sonner sous les pieds de leurs chevaux le terrain plus ferme de la colline. Pelven avait quelques pas d'avance sur son ami. — Commandant, cria Francis, attendez-moi! — Et voyant que Hervé continuait, sans l'écouter, l'escalade de la lande : — Prenez garde, reprit-il, vous allez vous enferrer! Il y a peut-être une centaine de chouans là-haut.

— Quand il y en aurait cent mille avec le grand chouan lui-même, répondit Hervé que le dépit mettait hors de lui, par le diable, j'en tuerai un!

Au même moment, le jeune commandant atteignit le sommet de la rampe, et, apercevant les lavandières à une portée de pistolet, il poussa un cri de triomphe, car, sur le sol uni du plateau, la lutte devenait d'une inégalité qui paraissait décisive en faveur des cavaliers. Les fugitives, se sentant serrées de près, firent un détour sur la droite, et coururent de toute la vitesse de leurs jambes du côté des ruines; mais Francis, prévoyant cette manœuvre, avait, tout en gravissant la colline, gagné du terrain dans la même direction, et Pelven le vit apparaître tout à coup à deux cents pas de lui, galopant de façon à couper la route aux lavandières, qui se trouvaient prises entre les deux officiers. Hervé les vit s'engager derrière un pan de muraille isolé qui sortait des décombres d'une poterne extérieure; mais, à sa vive surprise, bien qu'un large espace vide séparât ce pan de mur du château, il ne les vit point reparaître de l'autre côté. Francis éprouva le même étonnement. — Elles sont cachées derrière ce mur! s'écria-t-il. — Peu d'instans après, tous deux, faisant sauter leurs chevaux par-dessus les débris, vinrent tomber chacun d'un côté de la muraille isolée. Ils purent

alors en voir les deux faces, et se convaincre que toute trace des lavandières avait disparu. Les deux jeunes gens descendirent aussitôt de cheval, s'agenouillèrent sur le sol, et se mirent à examiner la place, soulevant les décombres et frappant la terre de la poignée de leurs sabres; mais, soit que la nuit, devenue plus obscure, déjouât leurs recherches, soit qu'ils eussent tort d'attribuer à l'ordre naturel des événemens la cause de cette disparition, ils ne découvrirent rien qui pût leur expliquer humainement l'issue désagréable de leur poursuite.

III.

Seigneur, j'ai reçu un soufflet.
(MOLIÈRE, *le Sicilien.*)

— Voilà, dit Hervé en se relevant, une comédie que je regretterai long-temps de n'avoir pu faire tourner au tragique.

— Mais je compte bien, commandant, qu'aussitôt nos hommes arrivés, nous allons effondrer le terrain jusqu'à la découverte du pot aux roses.

— Ce n'est pas mon avis; outre que nous manquons des instrumens nécessaires, je ne me soucie ni de faire tuer mes grenadiers un à un par le soupirail d'une cave, ni de nous exposer à une nouvelle déconvenue, si, comme je le suppose, ces gens-là ont d'autres issues pour nous échapper. Il faut simplement faire bonne garde cette nuit pour tenir la fantasmagorie dans sa boîte jusqu'à demain.

— Soit, commandant; mais la chanoinesse va rire de toutes ses pattes d'oie.

— A son aise! nous rirons à notre tour, quand le temps en sera venu. Silence! j'entends nos gens.

Les soldats accouraient, en effet, haletans et couverts de boue; ils poussèrent des cris de joie en apercevant leurs officiers, et vinrent se ranger autour d'eux avec curiosité. Hervé leur conta, le prenant sur sa conscience, que les chouans avaient eu le temps de redescendre l'autre flanc de la colline avant qu'il eût atteint le plateau; il indiqua même, sur un point de l'horizon, un bois de sapins où, disait-il, il avait jugé inutile de les poursuivre. Ces explications commençaient à l'embarrasser, quand il fut tiré de peine par l'arrivée des femmes et du guide. Andrée descendit de cheval et se jeta toute tremblante au cou de son frère, qui lui répéta brièvement la fable dont il venait de régaler les grenadiers. Puis, ayant laissé une sentinelle au pied de la muraille, sous prétexte de faire observer le bois de sapins, il prit le bras de la jeune fille et se dirigea vers le château, suivi de toute l'escorte.

— Mon enfant, dit Hervé à sa sœur, saisissant un moment où la chanoinesse ne pouvait l'entendre, sentez-vous encore dans votre cœur un peu d'intérêt pour moi?

— Un peu d'intérêt! Hervé, mon Dieu! est-ce d'intérêt qu'il s'agit entre deux orphelins comme nous? Dites de l'affection, — la plus vive, la plus tendre affection.

— Je vous remercie, ma chère Andrée; vous effacez une triste idée de mon esprit.

— Quelle idée?

— L'idée que ma sœur pouvait être complice de quelque entreprise contre mon honneur d'homme et de soldat.

— Votre honneur, Hervé? c'est un mot sur lequel j'ai peur que nous ne nous entendions pas.

— Je vais donc vous l'expliquer comme je l'entends, moi, reprit sévèrement Hervé. Mon honneur consiste à servir jusqu'à la mort les couleurs que voici, et je dois vous dire, Andrée, que tout projet qui aurait pour but de me faire manquer à ce devoir tournerait à la confusion, au regret et au deuil de ceux qui l'auraient conçu.

— Au nom du ciel! mon frère, dit Andrée en regardant Hervé de cet air étonné et candide qui, dans l'œil de la plus jeune femme, est souvent une tricherie, quel soupçon avez-vous donc contre moi?

— Contre vous en particulier, aucun; mais la scène qui vient de se passer n'a pas été, j'en ai peur, aussi inexplicable pour toutes ces dames que pour vous; je crains qu'elle ne soit le prélude de jongleries moins innocentes, et c'est pourquoi je vous dis, afin que vous le répétiez, que je suis incapable de préférer jamais la vie à l'honneur de mourir avec mes soldats.

En entendant ces paroles qui lui révélaient la nature des appréhensions de Hervé, la jeune fille laissa échapper, comme malgré elle, un profond soupir : — Dieu merci! s'écria-t-elle avec empressement, j'ai la certitude que vous et les vôtres ne courez pas plus de risques que nous-mêmes dans ce voyage. — Et, approchant ses lèvres de la joue de son frère : — Vous savez bien d'ailleurs, poursuivit-elle sur un ton de mystère, que nous sommes au moins deux ici qui ne faisons pas bon marché de votre vie, commandant.

Laissant cette goutte d'opium dans l'oreille du jeune homme soupçonneux, Mlle de Pelven s'élança, en sautillant de degré en degré comme un oiseau, dans le vestibule du manoir abandonné.

L'édifice vaste et irrégulier que les gens du pays appelaient le château de la Groac'h portait l'empreinte des différens âges qu'il avait traversés depuis sa fondation. La masse principale des ruines, le haut donjon encore debout et les restes d'une enceinte crénelée gardaient

l'imposant caractère d'une forteresse du XIIe siècle. Des constructions plus basses présentaient, dans la disposition particulière de leurs assises, les indices d'une époque d'architecture encore plus reculée, tandis que le bâtiment à pignon qui formait l'aile opposée au donjon semblait remonter à peine aux derniers temps des Valois. Cette partie de l'édifice était encore garnie de ses fenêtres et de ses balcons à feuillages de fer.

Ce fut dans ce pavillon que Mlle de Pelven rejoignit Bellah et la chanoinesse. Elles parcoururent, guidées par le garde-chasse, les pièces délabrées qui composaient le premier étage. On fit à la hâte des préparatifs pour la nuit dans les deux chambres qui paraissaient offrir l'abri le plus sûr; puis Kado servit aux femmes quelques provisions dont on s'était muni au dernier village qu'on avait traversé. Le repas fut court et silencieux. Andrée et Bellah ne tardèrent pas à se retirer dans la chambre qui leur était destinée. La chanoinesse partagea la sienne avec Alix, et la suivante écossaise prit possession d'un petit oratoire pratiqué dans une tourelle. Des lits de camp avaient été dressés à l'avance par la prévoyance de Kado, à qui avait été confié le soin de régler l'itinéraire de l'expédition.

Quand Bellah et Andrée se trouvèrent seules dans leur grande chambre, qu'éclairait une lampe de nuit, elles s'agenouillèrent d'un mouvement commun et prièrent quelque temps à voix basse. Andrée se releva la première, et, s'approchant d'une fenêtre, elle parut considérer avec intérêt ce qui se passait dans l'enceinte du vieux château. Les soldats avaient allumé çà et là des feux dont les lueurs tremblaient par intervalles au travers des ogives ou des cintres mutilés; chacun s'établissait de son mieux pour la nuit. Sur la pelouse qui s'étendait devant la façade du manoir, le commandant Hervé se promenait seul, occupé sans doute à tourner et retourner dans son cerveau les derniers mots de sa sœur, avec cet enfantillage inquiet qui caractérise les amans. Tout à coup il s'arrêta et leva les yeux vers la fenêtre d'où Andrée l'observait. La jeune fille se rejeta vivement en arrière et se mit à marcher avec agitation dans sa chambre, en chiffonnant un mouchoir entre ses doigts. Bellah venait de quitter sa pieuse attitude, et, remarquant l'animation extraordinaire qui colorait le visage d'Andrée :

— Qu'as-tu donc, ma sœur? dit-elle avec anxiété. Pour toute réponse, Andrée repoussa la main qui essayait de prendre la sienne et continua de marcher rapidement en torturant son petit mouchoir.

— Qu'est cela? reprit Bellah. Sommes-nous fâchées et à quel sujet?

— Écoute, dit Andrée en s'arrêtant brusquement devant elle, cela ne peut durer. Je ne dormirai pas cette nuit ni les nuits suivantes, je ne dormirai plus jamais.

— Comment! as-tu peur à ce point-là? Mais voyons, ma mignonne, je suis avec toi... Tes braves aïeux ne songent guère à nous effrayer... D'ailleurs nous avons de la lumière, et tu sais que les esprits....

— Eh! je me moque bien des esprits! repartit Andrée en faisant claquer ses doigts: je me moque bien de mes aïeux! Je voudrais n'en avoir jamais eu.

A cette vive réponse, Mlle de Kergant leva vers le ciel sa prunelle suppliante, par le mouvement ravissant qui lui était familier; puis elle reprit : — Mais alors qu'est-ce qui vous empêche de dormir et de me laisser dormir moi-même, mademoiselle?

— Je n'en sais rien, dit Andrée.

Mlle de Kergant soupira, fit un geste à peine indiqué de compassion délicate, et répliqua enfin doucement : — Ma chère, moi non plus.

— Votre tante est un vieux dragon! cria Andrée avec force.

— Ma sœur!

— Et vous en êtes un autre, Bellah.

— Allons, dit tranquillement Mlle de Kergant en adressant pour la seconde fois au ciel un regard digne de lui.

Andrée perdit toute patience.

— L'idée ne vous est pas venue, s'écria-t-elle, d'engager mon frère à souper avec sa sœur! Non, vous l'avez laissé à la porte comme un chien. Mon pauvre frère! comme nous le trompons! Et voilà comme vous le traitez, encore!... Ta tante, c'est bien, je l'avais prévu.... mais toi, toi qui sais combien Hervé te....

La capricieuse enfant parut hésiter à finir une phrase dont le regard doux et fier de sa sœur aînée semblait en même temps conjurer et dédaigner l'explosion.

— Je sais, moi, dit Bellah, que le commandant Hervé est le frère de ma plus tendre amie, et c'est parce que je le sais, Andrée, que j'ai pu faire violence à mes sentimens au point de traiter comme un étranger, moi noble et chrétienne, celui que je connais pour un apostat et pour un gentilhomme qui a forfait à son nom.

— C'est ainsi! s'écria Andrée. Eh bien! aussi vrai que vous venez en deux mots d'effacer dix ans d'affection, l'apostat et le félon va savoir à l'instant quel service vous attendez de lui. Il saura au moins qu'il n'est pas le seul traître ici. Laissez-moi passer!

— Andrée, dit Mlle de Kergant, vous ne ferez pas cela!

— Je vais le faire, reprit Andrée, dont les lèvres serrées annonçaient une ferme détermination. Vous m'avez fait rougir de mon frère; je veux que vous rougissiez devant lui.

Bellah saisit avec une terreur suppliante la robe d'Andrée, et, tombant presque à genoux devant elle : — Par le nom de ta famille, dit-elle, par le salut de ton ame, reste, chère Andrée!

— Non, non! vous avez été sans pitié, je le serai, répondit la jeune fille en frappant la terre du pied avec une sorte d'égarement. Laissez-moi.

En même temps elle s'élança vers la porte. Bellah se releva et se tint immobile; ses traits avaient revêtu la pâleur d'un marbre tumulaire, mais son ame de feu se trahissait par l'éclair de ses regards et par la mobilité de ses narines enflées de courroux; elle leva d'un geste royal l'index de sa main droite, et, parlant avec une solennité exaltée : — Andrée de Pelven, dit-elle, voilà l'hospitalité que vous donnez sous le toit de vos pères! Ce lieu sera bien véritablement maudit désormais, grace à vous; mais, puisque cela est sérieux, puisqu'il faut que ce malheur arrive, retirez-vous à votre tour. J'épargnerai à vos lèvres la honte d'une délation, et vous verrez si je rougirai en appelant le martyre sur ma tête.

La jeune enthousiaste, les lèvres encore frémissantes, se dirigea avec dignité vers la porte contre laquelle Andrée était adossée, l'œil fixe et tout le corps tremblant. Au moment où Bellah la touchait pour l'écarter de sa route, la pauvre enfant cessa de trembler; son gracieux visage se couvrit d'une pâleur mortelle, ses yeux se fermèrent, et elle glissa lentement jusqu'à terre. Bellah se laissa tomber à deux genoux, reçut dans ses bras la tête de son amie, et, couvrant de baisers le front et les cheveux de la frêle créature : — Sainte vierge Marie, dit-elle, qu'ai-je fait? Andrée, ma sœur! Mon Dieu! pardonnez-lui... Secourez-la! Pauvre cœur! pauvre cœur! C'est moi, Andrée... Il n'est rien arrivé, va! Pauvre innocente, elle ne sait où elle est... Comment ai-je pu me fâcher avec elle? Voyons, parle-moi... Je ferai ce que tu voudras, mais parle-moi, ma petite sœur!

Andrée revenait doucement à la vie sous cette pluie de caresses; elle ouvrit les yeux, sourit comme un enfant qui s'éveille, et, appuyant un doigt contre sa joue : — Avoue, dit-elle, que tu l'aimes un peu!

— Bon! elle rêve encore, dit Bellah. Voyons, te sens-tu mieux?

— Je me sens mieux, si tu l'aimes; je me sens plus mal, si tu ne l'aimes pas, reprit Andrée.

— Mon Dieu! mon Dieu!

— Ton Dieu sera son Dieu, ta loi sera sa loi quand tu voudras. — Puis, se relevant vivement, et sautant au cou de Bellah : — Écoute, continua Andrée, je ne te demande pas de lui crier par la fenêtre : Commandant, je vous adore! Mais tu lui dois bien un dédommagement après toutes ses disgraces..... Il faut lui donner quelque chose. Voyons, quoi?

— Rien, en vérité.

— Ah! j'y suis, reprit la petite fille enlevant avec prestesse la plume

blanche du chapeau de Bellah; quel triomphe, ma belle, que de faire porter à un officier républicain les couleurs du roi!

Cet adroit compromis ne fut pas du goût de Mlle de Kergant: elle s'élança pour ressaisir la plume dont sa sœur adoptive se préparait à user si traîtreusement; mais Andrée, plus leste en général dans ses mouvemens que son amie, avait déjà entr'ouvert la fenêtre, et Bellah n'arriva que pour donner, par sa présence visible, une signification plus précieuse au léger gage qui tombait en voltigeant sur la tête du commandant Hervé. Andrée éclata de rire, et Mlle de Kergant se retira précipitamment de la fenêtre en haussant les épaules d'un air de dépit et de dignité.

Cependant on eût pu croire que le charmant projectile qui gisait aux pieds du commandant Hervé était doué au fond de quelque propriété féerique, car le jeune homme, depuis qu'il en avait éprouvé l'imperceptible contact, paraissait avoir pris racine à la place où cet événement avait interrompu sa marche. Il sentait qu'on devait l'observer de la fenêtre, et il demeurait dans une véritable angoisse, les yeux fixés sur le plumet mystérieux, n'osant le relever et n'osant pas davantage le négliger. S'il le relevait amoureusement, quel ridicule n'avait-il pas à redouter, en supposant que le hasard ou une espièglerie d'Andrée eût dirigé cette plume dans son vol? Si, au contraire, il s'en éloignait avec insouciance, ne risquait-il pas d'offenser gravement celle dont il espérait, au fond de l'ame, que lui venait ce discret message? Entre ces deux appréhensions funestes, Hervé se décida pour un parti moyen. Il ramassa le petit panache du bout des doigts, non avec la mine d'un amant empressé, mais de l'air d'un homme qui trouve quelque chose et dont la curiosité est éveillée. Il reprit ensuite sa promenade en examinant sa trouvaille avec une sorte de naïveté nonchalante, comme s'il eût dit: — Tiens! c'est une plume d'autruche. D'où diable est tombée cette plume, et qui se serait attendu à trouver une plume d'autruche dans cette partie du monde? — Mais, dès que le jeune homme se vit protégé contre tout regard curieux par l'angle du manoir, il changea de contenance, approcha vivement la plume de ses lèvres; puis, souriant à sa propre faiblesse, il détacha les agrafes de son uniforme, plia le panache en quatre et le fit immédiatement passer, en forme et en esprit, à l'état de relique.

Après avoir caché son trésor du même visage qu'on cache une mauvaise action, le commandant Hervé, voyant que le repos et le silence paraissaient régner dans la retraite des jeunes filles comme dans toutes les autres parties des ruines, put se diriger vers le vestibule du manoir où Francis avait cherché un abri contre la fraîcheur de la nuit. Le jeune commandant franchissait déjà les degrés du perron qui for-

mait le seuil du vestibule, quand un dernier mouvement de prudence lui fit retourner les yeux vers le pan de mur isolé au pied duquel sa chasse aux lavandières s'était terminée d'une façon si énigmatique. Hervé avait choisi lui-même le soldat qui venait de remplacer la première sentinelle à ce poste important : c'était un jeune grenadier nommé Robert, dont le courage et l'intelligence lui étaient particulièrement connus. Il ne l'aperçut point; mais, à la place où ses yeux le cherchaient, il vit sortir des décombres un linge blanc qu'on semblait agiter afin d'attirer son attention.

Hervé se hâta de redescendre le perron et se dirigea rapidement, quoique avec précaution, vers la poterne. Lorsqu'il n'en fut plus éloigné que d'une dizaine de pas, il put distinguer la sentinelle, qui, l'ayant reconnu lui-même, ôtait le mouchoir qu'elle avait placé au bout de sa baïonnette et se contentait de lui faire des signes avec la main, comme pour l'engager à redoubler d'activité et de mystère. Deux secondes plus tard, Hervé était près du mur, face à face avec le soldat.

— Eh bien! Robert, dit-il à voix basse après s'être convaincu que tout était solitaire autour d'eux, qu'y a-t-il donc?

— Il y a, commandant, répondit le soldat articulant ses paroles du bout des lèvres avec un effroi mêlé de gaieté, il y a qu'il dépend de nous de prendre la pie sur le nid, et le roi sur son trône, et les courtisans, et toute la vieille ci-devant boutique. On voulait vous en faire avaler gros comme une cathédrale et long comme d'ici en Chine. Vous êtes trahi.

— Trahi? Comment! par qui? Vite, parle! s'écria Hervé.

— Plus bas, commandant, plus bas! Voici l'histoire : je me promenais paisiblement l'œil braqué, suivant l'ordre, sur le bois de sapins; mais ouiche! ce n'est pas là qu'est le nœud. Tout à coup, qu'est-ce que j'entends derrière moi ou au-dessous de moi? je ne savais pas trop... un grand bruit de voix, comme qui dirait des clabauderies d'avocats. Moi qui aime naturellement à m'instruire, je me tourne, je me retourne, et finalement voilà que je mets le nez sur l'enclouure, et que...

Le soldat s'interrompit, et demeura la bouche béante en faisant un geste de suprême terreur; puis Hervé vit le malheureux jeune homme bondir en arrière et s'affaisser lourdement sur le sol. En même temps, il avait entendu dans son oreille l'explosion d'une arme à feu, et, frappé à la tête d'une rude commotion, il tombait lui-même privé de tout sentiment, à quelques pas du grenadier.

Alors un homme d'une taille athlétique, celui qui venait de commettre cette double violence avec un si cruel succès, quitta le pied du mur, d'où il paraissait être sorti, et jeta un coup d'œil curieux sur le château. Pendant ce temps, un individu d'une apparence plus frêle

se penchait sur le corps inanimé du commandant républicain, et lui palpait la tête avec intérêt. — Il n'y a point de mal, je crois, dit-il d'une voix dont le timbre était d'une remarquable douceur.

— Le coup de feu les a éveillés, dit l'autre. Ils vont tous accourir ici. Cela nous fait beau jeu de l'autre côté. — En achevant ces mots, il s'engagea, à la suite de son compagnon, dans une large ouverture pratiquée au bas de la muraille, et qui se referma aussitôt, de manière à ne laisser aucune trace de leur passage.

IV.

Comment vous nommez-vous? — J'ai nom Éliacin.
RACINE.

Au bruit de la détonation, tous les soldats, guidés par Francis, s'étaient précipités en désordre vers le lieu d'où paraissait être parti le signal d'alarme. Le jeune lieutenant poussa un douloureux gémissement en voyant étendu sur les débris le corps immobile de son ami; mais son désespoir se calma, quand, à la clarté d'une torche, il eut pu s'assurer que Hervé n'avait sur toute sa personne aucune apparence de blessure.

— La main qui a frappé ce coup-là, dit gravement Bruidoux en ramassant le chapeau du commandant, qui portait les marques d'une terrible pression; le poing, dis-je, qui a confectionné cette omelette, n'est certainement pas attaché au bras d'une demoiselle.

— Il faut encore dire merci au misérable, quel qu'il soit, répondit Francis, du moins il n'a pas voulu verser le sang.

— M'est avis, au contraire, mon lieutenant, qu'il en a versé une pleine cruche. Je ne savais pas ce qui clapotait comme cela sous mes pieds, mais.....

— Malheur à moi! s'écria Francis, en retombant à genoux près du corps de Hervé; il faut que j'aie mal regardé; ceci annonce une horrible blessure!

— Horrible en effet, dit Bruidoux sur un ton sérieux et chagrin qui ne lui était pas habituel; mais vous ne la cherchez pas où elle est, lieutenant. Voici le blessé, ou plutôt le défunt, car le garçon me paraît avoir passé l'arme à gauche... Oui, sa dernière garde est montée.

Tout en parlant, le sergent, avec l'aide des soldats, essayait de relever le corps de Robert, qu'un amas de décombres les avait empêchés de découvrir plus tôt.

— Mort? Êtes-vous sûr qu'il soit mort, vieux Bruidoux? N'y a-t-il vraiment rien à faire.

— Rien, si ce n'est une ci-devant prière, citoyen lieutenant. La

balle a choisi la meilleure place, comme une aristocrate qu'elle était; elle est allée se loger dans le cœur. C'est une pitié, continua Bruidoux, s'adressant aux soldats qui l'entouraient, c'est une pitié que de voir une noisette de plomb, lancée par un lâche coquin, entrer si facilement dans la poitrine d'un brave homme. Je donnerais mon œil gauche pour tenir deux minutes en tête à tête la guenon de lavandière qui a mis son doigt de carogne sur la détente!... Inutile de vous dire, citoyens, qu'il n'est pas question de laisser notre camarade étendu là comme une vieille guêtre. Il aura son lit de six pieds, tout comme s'il était né duc et pair sous l'ancien régime. Hem! hem! j'aimais ce garçon, mes enfans; c'était un brave. Il n'avait pas, plus que moi-même, l'étoffe d'un général en chef; mais, autour de la marmite comme en face d'une ligne ennemie, il y avait du plaisir à lui serrer le coude : c'était un compagnon d'une tenue irréprochable... Hem! hem! citoyens, une larme peut tomber sur une moustache grise sans la déshonorer, quand il s'agit de dire adieu à un ami..... Pauvre diable de Robert, citoyens..... le voilà flambé!

Ainsi conclut, en passant sa manche sur ses yeux, le peu académique Bruidoux. La solennité de l'heure et du lieu, la présence du cadavre, aux traits duquel le reflet vacillant des torches semblait prêter une vie fantastique, enfin le caractère respecté de l'orateur, avaient puissamment secondé l'effet moral de sa funèbre improvisation : les grenadiers qui formaient le naïf auditoire de Bruidoux se regardèrent en hochant la tête d'un air satisfait, comme pour se dire qu'un soldat ne pouvait souhaiter à sa mémoire un panégyriste plus disert que leur vieux sergent.

Pendant ce temps, Francis était parvenu à rappeler son ami à la vie; mais la faiblesse de Hervé ne lui permettait pas encore de répondre aux questions empressées du jeune lieutenant. Quelques soldats, sous la direction de Bruidoux, s'occupèrent de creuser, avec leurs sabres, une fosse dans laquelle furent ensevelis les restes de leur malheureux camarade. D'autres, formant avec leurs fusils une sorte de brancard, se mirent en devoir de transporter leur commandant jusqu'au château. Ils étaient environ aux deux tiers du chemin, quand le bruit assez rapproché d'une nouvelle détonation les arrêta subitement. Hervé fit un mouvement pour se relever; mais il retomba aussitôt, épuisé par cet inutile effort. Francis, laissant près de lui deux grenadiers, s'élança avec le reste de la troupe dans la direction du donjon, derrière lequel le coup de feu semblait être parti.

La sentinelle, placée à cet endroit des ruines, fut trouvée à son poste, rechargeant son fusil. Interrogée par Francis sur les motifs de cette alerte, elle répondit qu'elle avait vu sortir tout à coup du bas de l'escarpement sur lequel le donjon était assis de ce côté une procession

de fantômes blancs et noirs; qu'après leur avoir crié : qui vive! sans recevoir de réponse, elle avait fait feu. Le soldat ajouta avec une légère émotion dans la voix qu'ils avaient disparu aussitôt, comme si la terre se fût refermée sur eux. Un épais brouillard, s'élevant d'une petite rivière qui coulait au pied du donjon, expliquait plus naturellement à Francis la nouvelle disparition de leur insaisissable ennemi. Il ne put retenir un mouvement d'amer dépit; puis, recommandant à la sentinelle une active vigilance, il courut retrouver Pelven, qui, tout-à-fait remis de son étourdissement, venait lui-même à sa rencontre. Les deux jeunes gens, après s'être mis réciproquement au courant des événemens dont ils avaient été témoins, permirent aux grenadiers d'aller reprendre leur sommeil interrompu.

— Je ne doute pas, dit Hervé, quand il fut seul avec son ami, que tout ceci ne soit arrivé à l'insu de ma sœur; car elle m'assurait ce soir même qu'à sa connaissance nous ne courions aucun danger, et je la sais incapable d'un mensonge. Ce qu'il me paraît le plus raisonnable d'imaginer, c'est que nous avons troublé une bande de chouans dans sa retraite. Nous ne pouvons malheureusement songer à les poursuivre à travers cette brume.

— Et Robert vous a laissé entendre qu'il supposait une sorte de complicité entre nos voyageuses et les avocats du souterrain?

— Le pauvre garçon semblait le croire, reprit Hervé, et le ménagement, un peu brutal toutefois, dont on a usé envers moi me le persuaderait. Il y a de la chanoinesse là-dedans; mais il faut que ma sœur soit trompée elle-même.

— J'en jurerais, dit Francis.

— C'est inutile, reprit Hervé; mais, en vérité, ma tête me fait plus de mal que je ne voudrais. J'ai grand besoin de repos et je m'étends là. Tâchez de dormir de votre côté.

Les deux jeunes gens se séparèrent après être convenus de laisser ignorer aux femmes, et surtout à Andrée, les événemens de la nuit, afin d'épargner aux unes de l'inquiétude, et de ne pas donner aux autres le prétexte d'un triomphe secret.

Comme Francis, après avoir quitté le commandant, passait devant la façade du manoir, il ne put s'empêcher de remarquer avec surprise le calme absolu qui continuait de régner dans cette partie privilégiée du château. Que les coups de feu et le tumulte auquel ils avaient donné lieu eussent respecté le repos des jeunes filles, cela s'expliquait par l'opiniâtreté de sommeil qui est une des douces fortunes de leur âge; mais ni la chanoinesse, ni le garde-chasse ne pouvaient invoquer, pour absoudre leur surdité, une aussi agréable excuse : leur insensibilité équivoque, en redoublant les vagues soupçons du jeune lieutenant, lui inspira une idée vengeresse qu'il saisit aussitôt avec une joie en-

fantine. Il ramassa un fragment de moellon, et, s'étant assuré qu'on ne l'observait pas, il prit la pose de David devant Goliath, et lança a pierre résolûment dans la fenêtre de la chanoinesse, après quoi il courut se pelotonner derrière un mur, en riant tout bas de ce fou rire qui est plus familier aux écoliers qu'aux empereurs. Au bruit de vitraux brisés qui annonça le succès complet du divertissement de Francis, quelques soldats, couchés çà et là dans les ruines, levèrent la tête avec inquiétude; mais le silence profond qui succédait à cette effraction leur fit croire qu'ils avaient été dupes d'une des mille plaisanteries que les démons de la nuit inventent pour torturer les mortels, et ils se rendormirent aussitôt. Au même instant, Francis voyait une ombre s'approcher avec précaution de la fenêtre endommagée, et il croyait reconnaître la silhouette effilée de celle qu'il avait eu principalement pour but de désobliger. L'ombre de la chanoinesse parut appliquer quelque chose comme un nez à l'une des vitres intactes. Francis se pencha vivement et ramassa une seconde pierre : cet âge est sans pitié. L'ombre alors, soit qu'elle eût terminé ses investigations, soit qu'elle fût guidée par un de ces pressentimens salutaires que le ciel, dans sa miséricorde infinie, envoie aux vieilles filles comme aux autres créatures, l'ombre se retira, et l'affaire n'eut pas d'autres suites.

Environ trois heures après la conclusion innocente de cet épisode, tous les soldats étaient debout, étirant au soleil leurs bras engourdis. Le garde-chasse Kado s'occupait de seller les chevaux avec sa gravité habituelle, tandis que Hervé et Francis, retirés un peu à l'écart, semblaient engagés dans une vive discussion. Le sergent Bruidoux ôta sa pipe de sa bouche, s'approcha avec modestie des deux officiers, et, portant la main à son chapeau : — Salut et fraternité, citoyens, dit-il. Vous voilà frais comme une pomme ce matin, commandant. Je vois avec charme que ce coup de poing numéro un n'a pas produit sur votre teint plus d'effet moral qu'une caresse physique de jeune fille... Et est-ce votre avis, citoyens, que nous quittions la baraque avant de savoir au juste comment est fait le ci-devant boudoir de ces dames lavandières?

— C'est précisément, répliqua Hervé, ce que je disais au lieutenant. Bien que nous ayons tout lieu de croire que les drôles ont déguerpi, il est bon d'examiner leur gîte. Le plus léger indice peut nous révéler le but de leur réunion.

— Très-bien! s'écria Francis. Qui vous dit le contraire? Seulement allons-y tous. Il n'est pas juste que vous couriez seul la chance d'être pris au piége.

— Et où diable voyez-vous un piége? reprit Hervé. Ne vous ai-je pas montré, au bas du donjon, la porte par laquelle ils sont sortis? Ils l'ont

laissée toute grande ouverte. Si c'est un piége, il est bien fin. Allumez-moi une torche, Bruidoux. Je ne veux pas, encore un coup, lieutenant, qu'un seul de nos hommes hasarde un cheveu dans cette affaire. C'est assez, c'est beaucoup trop que j'aie à me reprocher déjà la mort de Robert.

— Permettez-moi, dit Bruidoux, qui revenait avec une torche allumée à la main, et deux autres sous le bras, permettez-moi, citoyens, de vous mettre d'accord. Allons-y tous trois; s'il y a des dames, eh bien! elles n'en auront que plus sujet de se réjouir.

Hervé, malgré le désir qu'il éprouvait de visiter seul le souterrain suspect, consentit à cet arrangement, dans la crainte d'éveiller par de plus longs refus la défiance du loyal sergent. Tous trois alors, ayant tourné le donjon, commencèrent à descendre laborieusement le mamelon abrupt qui lui servait de base, en s'aidant des arbustes rabougris qui croissaient entre les fentes du rocher; ils se trouvèrent bientôt à quelques pieds au-dessus du fond d'un ravin, devant la petite porte que le commandant Hervé avait découverte d'en haut, et qui était ménagée de façon à ne pouvoir être aperçue facilement du côté de la plaine. Cette porte, adaptée au rocher, fermait l'entrée d'une espèce de caverne étroite et obscure. Hervé, sa torche à la main, y pénétra en se courbant, suivi de près par ses deux compagnons. Au bout de quelques pas, ce couloir les conduisit dans une vaste salle voûtée, à laquelle des arceaux parfaitement intacts prêtaient un caractère de sombre élégance architecturale. Des torches fumaient encore sur le sol humide : c'était du reste la seule trace qui pût faire deviner le séjour récent d'êtres vivans dans cette retraite. La cave principale communiquait par des portes cintrées avec des chambres plus petites, dans lesquelles les deux jeunes gens et le sergent continuèrent leurs perquisitions; Hervé s'engagea dans la partie des souterrains qui devait correspondre à l'aile du manoir occupée durant la nuit par la chanoinesse. Dans l'angle d'un caveau, la lumière rouge de sa torche éclaira tout à coup les degrés d'un escalier en vis qui s'enfonçait sous la voûte. Hervé s'élança précipitamment sur les degrés, mais, à la hauteur de la voûte, l'escalier était rompu; cinq ou six marches avaient été arrachées et gisaient sur les degrés inférieurs, laissant un intervalle qu'il était impossible de franchir. Après un examen minutieux de ces débris, Hervé demeura convaincu qu'ils dataient de la nuit, et ses soupçons contre la politique chanoinesse furent fortifiés par cette découverte. Une visite attentive dans l'appartement de la vieille dame n'eût pas manqué d'éclairer à cet égard les conjectures du jeune commandant; mais telle avait été son éducation, que la pensée de violer la chambre à coucher d'une femme, cette femme eût-elle cent ans, devait être écartée avec répugnance par les habitudes de son esprit.

Hervé rejoignit le petit aide-de-camp dans un caveau éloigné, au moment où celui-ci venait de mettre la main sur un énorme verrou qui fermait une sorte de trappe ou de porte basse et large, pratiquée dans le mur, et à laquelle on parvenait par une rampe en terre d'une pente rapide. En réunissant leurs efforts, les deux jeunes gens enlevèrent la barre du verrou; aussitôt la porte s'abaissa comme un pont-levis, et la clarté du jour pénétrant à flots dans le souterrain leur fit reconnaître que le hasard les avait amenés à l'ouverture mystérieuse qui la veille avait englouti les lavandières si à propos, et qui avait donné passage au meurtrier de Robert. La porte était formée de fortes planches de chêne, recouverte en dedans de plaques de fer, et revêtue à l'extérieur d'une légère maçonnerie qui cadrait hermétiquement avec celle du reste de la muraille. Les jeunes gens profitèrent de cette issue pour sortir du souterrain; mais, comme ils mettaient le pied sur la terre ferme, ils entendirent de grands cris dans les caveaux, et ils allaient s'y précipiter de nouveau, quand Bruidoux apparut triomphalement à l'ouverture, traînant par l'oreille un captif d'une espèce inattendue.

Aux cris du vieux sergent, les grenadiers, le garde-chasse et la brillante troupe des émigrées étaient accourus au pied de la muraille. Le prisonnier, au milieu du cercle curieux qui l'entourait, s'occupait tranquillement de se frotter les yeux, pour dissiper l'éblouissement que lui avait causé la lumière subite du soleil. C'était un enfant d'une dizaine d'années, aux yeux bleus et à la physionomie gracieuse; ses cheveux noirs étaient coupés carrément sur le front, et flottaient par derrière sur ses épaules : il portait une veste longue de laine brune et des culottes bouffantes. Au premier coup d'œil que Hervé jeta sur l'enfant, il le reconnut, et regarda aussitôt Kado avec une expression mêlée de reproche et de pitié, à laquelle le guide répondit par un signe imperceptible de douleur. En même temps les femmes avaient échangé à la dérobée des regards de confusion craintive.

— Imaginez-vous, commandant, dit Bruidoux, que ce double fils de lavandière dormait comme un loir sur un tas de paille. Sa maman l'aura oublié dans la bagarre. Je lui ai adressé, tant par gestes qu'autrement, deux ou trois questions de politesse; mais le petit muscadin paraît étranger aux usages des salons, et il est muet comme un poisson.

Pendant que le sergent parlait, l'enfant avait promené autour de lui des yeux ébahis; puis, croisant ses bras sur son dos, il dit avec une naïveté parfaitement jouée, si elle l'était : — Oh! oh! que voilà de beaux messieurs donc, et de belles dames aussi! Bonjour, la société. Ah çà! qu'est-ce que vous venez faire dans le pays, vous autres?

— Mais qu'est-ce que tu y fais toi-même, galopin? s'écria Bruidoux. Ne va-t-il pas nous demander nos papiers à présent?

Tous les doutes que Hervé pouvait conserver encore sur la duplicité dont on usait envers lui s'étaient à peu près évanouis devant les traits bien connus de l'enfant captif; mais le jeune officier, ému de l'angoisse qui se lisait sur les lèvres pâles et contractées de Kado, hésitait à profiter rigoureusement de ses avantages.

— Mon petit ami, dit-il à l'enfant, tu as la mine bien éveillée pour jouer un rôle de niais. Il faut nous dire la vérité, ou ton âge même ne pourra te garantir d'un châtiment sévère. Tu as passé la nuit avec des gens que nous avons plus d'une raison de tenir pour nos ennemis.

— Je crois bien! murmura Bruidoux; quand ce ne serait que le ci-devant coup de poing...

— Silence! sergent, reprit Hervé. Voyons, petit, qui est-ce qui t'a conduit ici?

— C'est la Groac'h, dit l'enfant, la Groac'h de la vallée.

— La Groac'h! interrompit Bruidoux; je m'en vais t'en donner, des Groac'h! Et est-ce aussi ta calotine de Groac'h qui a lâché la détente?...

— Citoyen sergent, dit vivement Hervé, finissons-en. Cette tâche n'est pas la nôtre; nous ne perdrons pas plus de temps à l'interroger : fouillez-le seulement. Cet enfant appartient à la loi; elle a frappé des têtes plus jeunes, bien qu'il m'en coûte de le rappeler; mais c'est à quoi auraient dû songer les gens de peu de cœur qui ont sacrifié la pauvre créature.

— Oui! oui! dit en riant le petit garçon, allez votre train! la fée me sauvera bien. — Entre nous, messieurs, je vous dirai que c'est ma femme.

— Et voilà probablement son cadeau de noces, reprit Bruidoux en tirant de la poche du jeune prisonnier une toupie avec sa corde. Tu aurais mieux fait, mon bonhomme, de t'en tenir à ce jeu-ci, qui, comme vous savez, citoyens, n'est pas un divertissement de potentat, mais tout simplement une récréation honnête et démocratique. Quand j'avais l'âge de ce marmot, je passais le dimanche et le reste de la semaine à jouer avec une citoyenne de ce calibre sous le porche de l'église. C'est ce qui faisait dire à notre curé que je finirais par où j'avais commencé, c'est à savoir par la corde; tout ça parce qu'un jour je lui avais planté mon clou dans ses souliers à boucles, histoire de faire plaisir à mon père, qui était cordonnier dans notre endroit.

Ce disant, le vieux sergent avait roulé industrieusement la corde autour de la toupie, après quoi il la lança sur le sol, observa un moment ses rapides évolutions avec un sourire paternel, puis, se baissant soudain, il la cueillit, selon son expression, dans le creux de sa main droite, et continua d'applaudir par une douce hilarité aux rotations infinies de la *citoyenne*.

Cependant les femmes venaient de monter à cheval; Kado s'étant approché pour tenir l'étrier au commandant Hervé, celui-ci se pencha à l'oreille du Breton, et lui dit à demi-voix : — Vous êtes sévèrement puni de m'avoir trompé, Kado, et je le suis, moi, d'avoir cru à votre bonne foi. — Le vieux garde-chasse tressaillit, et répondit, les yeux baissés vers la terre : — Oui, oui, monsieur, l'épreuve est dure; elle pouvait être pire si vous l'aviez voulu, je le sais... Vous avez eu pitié de l'enfant... est-ce que vous emmènerez le pauvre petit gars?

— Si je faisais mon devoir, Kado, j'emmènerais le père avec le fils.

— L'enfant est bien faible, mon maître... j'aimais à le regarder, car sa défunte mère et lui c'est tout un... On dit qu'Alix me ressemble; mais le petit, c'est sa mère toute vivante. Il est bien faible, monsieur, et s'il y a de la prison au bout de tout cela, de la prison, ou bien...

Le garde-chasse s'interrompit en portant la main à sa gorge, comme s'il eût été suffoqué par la violence de son émotion.

— Maître Kado, reprit Hervé, je n'ai déjà que trop cédé à d'anciens sentimens dont vous autres paraissez faire si peu de cas. Pouvez-vous et voulez-vous m'avouer tout haut, devant ces hommes, ce qui se passe et ce que l'on médite?

Le Breton, après avoir regardé autour de lui avec un air d'indécision douloureuse, leva une main vers le ciel, et dit d'un ton ferme : — L'enfant est entre les mains de Dieu.

— Prenez vos rangs, et en marche! cria Hervé.

— Commandant, dit Bruidoux, amenant par le collet le fils du garde-chasse, le petit singe ne voulait-il pas jouer des jambes pour aller retrouver son épouse?

— Je le mets sous votre garde, sergent; vous m'en répondez.

— En ce cas, approche, mon garçon, reprit Bruidoux en saisissant une longue et forte courroie qui avait servi à attacher des paquets. Il passa un bout de la courroie autour de sa ceinture, lia fortement l'autre bout au corps du jeune captif, et rejoignit, en cet équipage, le détachement, qui descendait la colline des ruines, au milieu des dernières vapeurs du matin.

OCTAVE FEUILLET.

(*La seconde partie au prochain n°.*)

ESSAI SUR L'HISTOIRE

DE LA

FORMATION ET DES PROGRÈS

DU TIERS-ÉTAT.

LES ÉTATS-GÉNÉRAUX DE 1614 ET LE MINISTÈRE DU CARDINAL DE RICHELIEU.[1]

Parmi les mesures fiscales qu'une impérieuse nécessité suggéra au gouvernement de Henri IV, il en est une qui eut pour le présent et dans la suite de graves conséquences : c'est le droit annuel mis sur tous les offices de judicature et de finance, et vulgairement nommé la *paulette* (2). Au prix de cette espèce de taille, les magistrats des cours souveraines et les officiers royaux de tout grade obtinrent la jouissance de leurs charges en propriété héréditaire. Le premier résultat de cette innovation fut d'élever à des taux inconnus jusqu'alors la valeur vénale des offices; le second fut d'attirer sur les fonctionnaires civils un

(1) Ce morceau fait partie de l'*Introduction* du *Recueil des Monumens inédits de l'Histoire du Tiers-État*, dont le premier volume paraîtra bientôt. La *Revue* a déjà publié deux chapitres de ce travail. Voyez les livraisons du 15 mai et du 1er juin 1846.

(2) Du nom du traitant Paulet, qui en prit la ferme; ce droit était d'un soixantième de la finance à laquelle on évaluait l'office.

nouveau degré de considération, celui qui s'attache aux avantages de l'hérédité. Moins de dix ans après, on voyait des passions et des intérêts de classes soulevés et mis aux prises par les effets de ce simple expédient financier. Le haut prix des charges en écartait la noblesse, dont une partie était pauvre, et dont l'autre était grevée de substitutions, et cela arrivait au moment même où, plus éclairés, les nobles comprenaient la faute que leurs aïeux avaient faite en s'éloignant des offices par aversion pour l'étude, et en les abandonnant au tiers-état. De là, entre les deux ordres, de nouvelles causes d'ombrage et de rivalité, l'un s'irritant de voir l'autre grandir d'une façon imprévue dans des positions qu'il regrettait d'avoir autrefois dédaignées; celui-ci commençant à puiser dans le droit héréditaire qui élevait des familles de robe à côté des familles d'épée, l'esprit d'indépendance et de fierté, la haute opinion de soi-même, qui étaient auparavant le propre des gentilshommes.

Quelque remarquable qu'eût été, dans le cours du XVIe siècle, le progrès des classes bourgeoises, il avait pu s'opérer sans querelle d'amour-propre ou d'intérêt entre la noblesse et la roture; la grande lutte religieuse dominait et atténuait toutes les rivalités sociales. Aucun procédé malveillant des deux ordres l'un envers l'autre ne parut aux états-généraux de 1576 et de 1588. Mais, après l'apaisement des passions soulevées par la dualité de croyance et de culte, d'autres passions assoupies au fond des cœurs se réveillèrent; et ainsi, par la force des choses, le premier quart du XVIIe siècle se trouva marqué pour recueillir et mettre au jour, avec les griefs récens, toute l'antipathie amassée de longue main entre le second ordre et le troisième. Cette collision éclata, en 1614, au sein des états convoqués, à la majorité de Louis XIII, pour chercher un remède à ce qu'avaient produit de dilapidations et d'anarchie les quatre ans de régence écoulés depuis le dernier règne (1).

Ce fut le 14 octobre que l'assemblée se réunit en trois chambres distinctes au couvent des Augustins de Paris; elle comptait quatre cent soixante-quatre députés, dont cent quarante du clergé, cent trente-deux de la noblesse, et cent quatre-vingt-douze du tiers-état. Parmi ces derniers, les membres du corps judiciaire et les autres officiers royaux dominaient par le nombre et par l'influence. Dès la séance d'ouverture, on put voir entre les deux ordres laïques des signes de jalousie et d'hostilité; le tiers-état s'émut pour la première fois des différences du cérémonial à son égard (2); l'orateur de la noblesse s'écria

(1) Voyez le rapport de mon frère Amédée Thierry sur le concours du prix d'histoire, décerné en 1844 par l'Académie des Sciences morales et politiques. (*Mémoires* de l'Académie, t. V, p. 826.)

(2) « Je remarquai que mondit sieur le chancelier, parlant en sa harangue à messieurs

dans sa harangue : « Elle reprendra sa première splendeur cette no-« blesse tant abaissée maintenant par quelques-uns de l'ordre inférieur « sous prétexte de quelques charges; ils verront tantôt la différence « qu'il y a d'eux à nous (1). » La même affectation de morgue d'une part, la même susceptibilité de l'autre, accompagnèrent presque toutes les communications de la chambre noble avec la chambre bourgeoise. Quand il s'agit d'établir un ordre pour les travaux, le clergé et la noblesse s'accordèrent ensemble, mais le tiers-état, par défiance de ce qui venait d'eux, s'isola et fit tomber leur plan, quoique bon. Peu après, la noblesse tenta une agression contre la haute bourgeoisie; elle résolut de demander au roi la surséance et par suite la suppression du droit annuel dont le bail allait finir, et elle obtint pour cette requête l'assentiment du clergé. La proposition des deux ordres fut adressée au tiers-état, qu'elle mit dans l'alternative, ou de se joindre à eux et de livrer ainsi les premiers de ses membres à la jalousie de leurs rivaux, ou, s'il refusait son adhésion, d'encourir le blâme de défendre par égoïsme un privilége qui blessait la raison publique, et ajoutait un nouvel abus à la vénalité des charges.

Le tiers-état fit preuve d'abnégation. Il adhéra, contre son intérêt, à la demande de suspension de la taxe moyennant laquelle les offices étaient héréditaires, et, pour que cette demande eût toute sa portée logique, il la compléta par celle de l'abolition de la vénalité (2). Mais, exigeant des deux autres ordres sacrifice pour sacrifice, il les requit de solliciter conjointement avec lui la surséance des pensions, dont le chiffre avait doublé en moins de quatre ans (3), et la réduction des tailles devenues accablantes pour le peuple. Sa réponse présentait comme connexes les trois propositions suivantes : supplier le roi, 1° de remettre pour l'année courante un quart de la taille; 2° de suspendre la perception du droit annuel, et d'ordonner que les offices ne soient plus vénaux; 3° de surseoir au paiement de toutes les pensions accordées sur le trésor ou sur le domaine. La noblesse, pour qui les pensions de cour étaient un supplément de patrimoine, fut ainsi frappée par représailles; mais, loin de se montrer généreuse et d'aller droit, comme ses adversaires, elle demanda que les propositions fussent disjointes, qu'on s'occupât uniquement du droit annuel, et qu'on remît à la discussion des cahiers l'affaire des pensions et celle des tailles. Le

« du clergé et de la noblesse, mettoit la main à son bonnet carré, et se découvroit, ce « qu'il ne fit point lorsqu'il parloit au tiers-état. » (Relation des états-généraux de 1614, par Florimond Rapine, député du tiers-état de Nivernais, *Des États-Généraux*, etc., Recueil de Mayer, t. XVI, p. 102.)

(1) *Mercure françois*, troisième continuation, t. III, année 1614, p. 32.

(2) Voyez le discours du lieutenant-général de Saintes, *Relation des États* de 1614 par Florimond Rapine, p. 167.

(3) Depuis la mort de Henri IV.

clergé fit la même demande, entourée de ménagemens et de paroles captieuses qui n'eurent pas plus de succès auprès du tiers-état que la franchise égoïste des gentilshommes (1). Ayant délibéré de nouveau, la chambre du tiers décida qu'elle ne séparerait point ses propositions l'une de l'autre, et elle fit porter ce refus par l'un de ses membres les plus considérables, Jean Savaron, lieutenant-général de la sénéchaussée d'Auvergne.

Cet homme d'un grand savoir et d'un caractère énergique parla deux fois devant le clergé, et termina ainsi son second discours : « Quand « vous vous buttez à l'extinction du droit annuel, ne donnez-vous pas « à connoître que votre intention n'est autre que d'attaquer les offi- « ciers qui possèdent les charges dans le royaume, puisque vous sup- « primez ce que vous devriez demander avec plus d'instance, à savoir, « l'abolition des pensions qui tirent bien d'autres conséquences que le « droit annuel? Vous voulez ôter des coffres du roi seize cent mille « livres qui lui reviennent par chacun an de la paulette, et voulez sur- « charger de cinq millions l'état que le roi paye tous les ans pour « acheter à deniers comptans la fidélité de ses sujets. Quel bien, quelle « utilité peut produire au royaume l'abolition de la paulette, si vous « supportez la vénalité des offices qui cause seule le déréglement en « la justice?... C'est, messieurs, cette maudite racine qu'il faut ar- « racher, c'est ce monstre qu'il faut combattre que la vénalité des « offices qui éloigne et recule des charges les personnes de mérite et « de savoir, procurant l'avancement de ceux qui, sans vertu bien sou- « vent, se produisent sur le théâtre et le tribunal de la justice par la « profusion d'un prix déréglé qui fait perdre l'espérance même d'y « pouvoir atteindre à ceux que Dieu a institués en une honnête mé- « diocrité. Par ainsi, messieurs, nous vous supplions humblement de « ne nous refuser en si saintes demandes l'union de votre ordre. C'est « pour le peuple que nous travaillons, c'est pour le bien du roi que « nous nous portons, c'est contre nos propres intérêts que nous com- « battons. »

Devant la noblesse, Savaron s'exprima d'un ton haut et fier, et, sous ses argumens, il y eut de l'ironie et des menaces. Il dit que ce n'était point le droit annuel qui fermait aux gentilshommes l'accès des charges, mais leur peu d'aptitude pour elles, et la vénalité des offices; que

(1) « Quelques belles paroles qu'il pût prononcer (l'archevêque d'Aix), si ne put-il ja- « mais faire départir notre compagnie de sa résolution de demander conjointement les- « dites propositions, parce qu'on voyoit clairement qu'il y avoit de l'artifice, et que le « clergé et la noblesse s'entendoient à la ruine des officiers et à la continuation de la « charge et oppression du pauvre peuple, et ne vouloient point qu'on demandât le re- « tranchement de leurs pensions, tant ils faisoient marcher leurs intérêts avant tout. » (*Relation de Florimond Rapine*, p. 182.)

ce qu'ils devaient demander plutôt que l'abolition de ce droit, c'était celle de la vénalité; que, du reste, la surséance de la paulette, la réduction des tailles et la suppression des pensions ne pouvaient être disjointes; que l'abus des pensions était devenu tel, que le roi ne trouvait plus de serviteurs qu'en faisant des pensionnaires, ce qui allait à ruiner le trésor, à fouler et opprimer le peuple, et il ajouta en finissant : « Rentrez, messieurs, dans le mérite de vos prédécesseurs, et les portes « vous seront ouvertes aux honneurs et aux charges. L'histoire nous « apprend que les Romains mirent tant d'impositions sur les Fran- « çais (1), que ces derniers enfin secouèrent le joug de leur obéissance, « et par là jettèrent les premiers fondements de la monarchie. Le peuple « est si chargé de tailles, qu'il est à craindre qu'il n'en arrive pareille « chose. Dieu veuille que je sois mauvais prophète (2) ! » Singulières paroles, qui semblent retentir comme un présage lointain de révolution.

La noblesse ne répondit que par des murmures et des invectives à l'orateur du tiers-état; le clergé avait loué son message en lui refusant tout concours; resté seul pour soutenir ses propositions, le tiers résolut de les présenter au roi. Il en fit le premier article d'un mémoire qui contenait sur d'autres points des demandes de réforme, et il envoya au Louvre, avec une députation de douze membres, Savaron, chargé encore une fois de porter la parole. L'homme qui avait donné aux ordres privilégiés des leçons de justice et de prudence fut, devant la royauté, l'avocat ému et courageux du pauvre peuple : « Que diriez- « vous, sire, si vous aviez vu, dans vos pays de Guyenne et d'Auvergne, « les hommes paître l'herbe à la manière des bêtes ? Cette nouveauté « et misère inouie en votre état ne produiroit-elle pas dans votre ame « royale un désir digne de votre majesté, pour subvenir à une cala- « mité si grande ? Et, cependant, cela est tellement véritable, que je « confisque à votre majesté mon bien et mes offices, si je suis con- « vaincu de mensonge (3). » C'est de là que partit Savaron pour demander, avec la réduction des tailles, le retranchement de tous les abus dénoncés dans le mémoire du tiers-état, et pour traiter de nouveau, avec une franchise mordante, les points d'où provenait le désaccord entre le tiers et les deux autres ordres : « Vos officiers, sire, « secondant l'intention du clergé et de la noblesse, se sont portés à « requérir de votre majesté la surséance du droit annuel qui a causé « un prix si excessif ès offices de votre royaume, qu'il est malaisé

(1) C'est-à-dire les Francs. Le soin de distinguer ces deux noms est une précaution de la science moderne; ici, leur confusion involontaire donnait encore plus de force au discours.

(2) Procès-verbal et cahier de la noblesse ès états de l'an 1615, manuscrit de la Bibliothèque du roi, fonds de Brienne, numéro 283, fol. 52, verso.

(3) *Relation de Florimond Rapine*, p. 198.

« qu'autres y soient jamais reçus que ceux qui auront plus de biens « et de richesses, et bien souvent moins de mérite, suffisance et capa- « cité : considération à vrai dire très-plausible, mais qui semble être « excogitée pour donner une atteinte particulière à vos officiers, et non « à dessein de procurer le bien de votre royaume. Car à quel sujet « demander l'abolition de la paulette, si votre majesté ne supprime de « tout point la vénalité des offices?... Ce n'est pas le droit annuel qui « a donné sujet à la noblesse de se priver et retrancher des honneurs « de judicature, mais l'opinion en laquelle elle a été depuis longues « années que la science et l'étude affaiblissoit le courage, et rendoit « la générosité lâche et poltronne... On vous demande, sire, que vous « abolissiez la paulette, que vous retranchiez de vos coffres seize cent « mille livres que vos officiers vous payent tous les ans, et l'on ne « parle point que vous supprimiez l'excès des pensions, qui sont telle- « ment effrénées, qu'il y a de grands et puissants royaumes qui n'ont « pas tant de revenu que celui que vous donnez à vos sujets pour ache- « ter leur fidélité... Quelle pitié qu'il faille que votre majesté fournisse, « par chacun an, cinq millions six cent soixante mille livres à quoi se « monte l'état des pensions qui sortent de vos coffres! Si cette somme « étoit employée au soulagement de vos peuples, n'auroient-ils pas de « quoi bénir vos royales vertus? Et, cependant, l'on ne parle rien « moins que de cela, l'on en remet la modération aux cahiers, et veut- « on à présent que votre majesté surseoye les quittances de la paulette. « Le tiers-état accorde l'un, et demande très-instamment l'autre (1). »

Cette harangue fut un nouveau sujet d'irritation pour la noblesse, qui en éprouva un tel dépit qu'elle résolut de se plaindre au roi. Elle pria le clergé de se joindre à elle; mais celui-ci, se portant médiateur, envoya l'un de ses membres vers l'assemblée du tiers-état lui exposer les griefs de la noblesse, et l'inviter, pour le bien de la paix, à faire quelque satisfaction. Quand le député eut parlé, Savaron se leva et dit fièrement : que ni de fait, ni de volonté, ni de paroles, il n'avait offensé messieurs de la noblesse; que, du reste, avant de servir le roi comme officier de justice, il avait porté les armes, de sorte qu'il avait moyen de répondre à tout le monde, en l'une et en l'autre profession. Afin d'éviter une rupture qui eût rendu impossible tout le travail des états, le tiers, acceptant la médiation qui lui était offerte, consentit à faire porter à la noblesse des paroles d'accommodement; et pour que toute cause d'aigreur ou de défiance fût écartée, il choisit un nouvel orateur, le lieutenant civil de Mesmes. De Mesmes eut pour mission de déclarer que ni le tiers-état en général, ni aucun de ses membres en particulier, n'avait eu envers l'ordre de la noblesse aucune intention

(1) *Relation de Florimond Rapine*, p. 199 et suiv.

offensante. Il prit un langage à la fois digne et pacifique; mais le terrain était si brûlant, qu'au lieu d'apaiser la querelle, son discours l'envenima. Il dit que les trois ordres étaient trois frères, enfans de leur mère commune la France; que le clergé était l'aîné, la noblesse le puîné, et le tiers-état le cadet; que le tiers-état avait toujours reconnu la noblesse comme élevée de quelques degrés au-dessus de lui, mais qu'aussi la noblesse devait reconnaître le tiers-état comme son frère, et ne pas le mépriser au point de ne le compter pour rien; qu'il se trouvait souvent dans les familles que les aînés ruinaient les maisons, et que les cadets les relevaient (1). Non-seulement ces dernières paroles, mais la comparaison des trois ordres avec trois frères, et l'idée d'une telle parenté entre le tiers-état et la noblesse, excitèrent chez celle-ci un orage de mécontentement. L'assemblée, en tumulte, fit des reproches aux députés ecclésiastiques présens à la séance, se plaignant que l'envoyé du tiers-état, venu sous leur garantie, eût apporté, au lieu de réparations, de nouvelles injures plus graves que les premières. Après de longs débats sur ce qu'il convenait de faire, il fut résolu qu'on irait sur-le-champ porter plainte au roi.

L'audience demandée ne fut obtenue qu'après deux jours; la noblesse en corps s'y présenta. Son orateur, le baron de Senecey, termina un exorde verbeux par cette définition du tiers-état : « Ordre composé « du peuple des villes et des champs : ces derniers quasy tous hom- « magers et justiciables des deux premiers ordres, ceux des villes, « bourgeois, marchands, artisans, et quelques officiers; » et il continua : « Ce sont ceux-ci qui, méconnoissant leur condition, sans l'aveu « de ceux qu'ils représentent, veulent se comparer à nous. J'ai honte, « sire, de vous dire les termes qui de nouveau nous ont offensés; ils « comparent votre état à une famille composée de trois frères; ils di- « sent l'ordre ecclésiastique être l'aîné, le nôtre le puîné, et eux les « cadets, et qu'il advient souvent que les maisons ruinées par les aînés « sont relevées par les cadets. En quelle misérable condition sommes- « nous tombés, si cette parole est véritable!... Et, non contens de se « dire nos frères, ils s'attribuent la restauration de l'état, à quoi comme « la France sait assez qu'ils n'ont aucunement participé, aussi chacun « connoît qu'ils ne peuvent en aucune façon se comparer à nous, et « seroit insupportable une entreprise si mal fondée. Rendez-en, sire, « le jugement, et, par une déclaration pleine de justice, faites-les mettre « en leur devoir (2). » A cet étrange discours, supplique de l'orgueil

(1) Procès-verbal et cahier de la noblesse ès états de l'an 1615, manuscrit de la Bibliothèque du roi, fonds de Brienne, numéro 283, fol. 61, verso. (*Relation de Florimond Rapine*, p. 226.)

(2) Procès-verbal et cahier de la noblesse, manuscrit de la Bibliothèque du roi, fonds de Brienne, numéro 283, fol. 63, verso.

en délire, la foule des députés nobles qui accompagnaient l'orateur fit succéder, en se retirant, des marques d'adhésion unanime et des mots tels que ceux-ci : « Nous ne voulons pas que des fils de cordonniers et « de savetiers nous appellent frères. Il y a de nous à eux autant de dif- « férence qu'entre le maître et le valet. »

Le tiers-état reçut avec un grand calme la nouvelle de cette audience et de ces propos; il décida que son orateur serait non-seulement avoué, mais remercié; qu'on n'irait point chez le roi pour récriminer contre la noblesse, et qu'on passerait au travail des cahiers sans s'arrêter à de pareilles disputes. Alors le clergé vint de nouveau s'entremettre pour la réconciliation, demandant que des avances fussent faites par le tiers-état; le tiers répondit que cette fois, comme la première, il n'y avait eu de sa part aucune intention blessante; que messieurs du clergé pouvaient eux-mêmes le faire entendre à la noblesse, à laquelle il ne voulait donner aucune autre satisfaction, désirant qu'on le laissât en paix travailler à son cahier, et s'occuper d'affaires plus importantes. Mais la brouillerie des deux ordres tenait tout en suspens; le gouvernement, sans se porter juge, redoubla d'instances pour la paix; il vint de la part du roi un commandement au tiers-état de faire quelque démarche qui pût contenter la noblesse; et plusieurs jours se passèrent sans que cet ordre fût obéi. Pendant ce temps, le mémoire contenant les demandes du tiers passa à l'examen du conseil. La noblesse et le clergé en appuyèrent tous les articles, hors celui qui était l'objet de la dissidence; et, quant à celui-là, il fut promis par le premier ministre que le chiffre des pensions serait annuellement réduit d'un quart, et que les plus inutiles seraient supprimées. Ce concours et cette victoire ouvrirent les voies au raccommodement. Le tiers-état fit remercier les deux premiers ordres de leur coopération bienveillante. Ses envoyés auprès de la noblesse ne désavouèrent que l'intention d'offense, et on leur répondit convenablement. Ainsi fut terminé ce différend, d'où ne pouvait sortir aucun résultat politique, mais qui est remarquable, parce que le tiers-état y eut le beau rôle, celui du désintéressement et de la dignité, et que là se montra au grand jour, en face de l'orgueil nobiliaire, un orgueil plébéien nourri au sein de l'étude et des professions qui s'exercent par le travail intellectuel.

Une querelle bien plus grave, et sans aucun mélange d'intérêts privés, survint presque aussitôt, et divisa de même les trois ordres, mettant d'un côté le tiers-état, et de l'autre le clergé et la noblesse. Elle eut pour sujet le principe de l'indépendance de la couronne vis-à-vis de l'église, principe qu'avaient proclamé, trois cent douze ans auparavant, les représentans de la bourgeoisie (1). En compilant son cahier général

(1) Aux états-généraux de 1302.

sur les cahiers provinciaux, le tiers-état prit dans le cahier de l'Ile-de-France, et plaça en tête de tous les chapitres un article contenant ce qui suit : « Le roi sera supplié de faire arrêter en l'assemblée des états, « pour loi fondamentale du royaume qui soit inviolable et notoire à « tous, que, comme il est reconnu souverain en son état, ne tenant sa « couronne que de Dieu seul, il n'y a puissance en terre, quelle qu'elle « soit, spirituelle ou temporelle, qui ait aucun droit sur son royaume « pour en priver les personnes sacrées de nos rois, ni dispenser ou ab- « soudre leurs sujets de la fidélité et obéissance qu'ils lui doivent, pour « quelque cause ou prétexte que ce soit. Tous les sujets, de quelque « qualité et condition qu'ils soient, tiendront cette loi pour sainte et « véritable, comme conforme à la parole de Dieu, sans distinction, « équivoque ou limitation quelconque, laquelle sera jurée et signée « par tous les députés des états, et dorénavant par tous les bénéficiers « et officiers du royaume... Tous précepteurs, régens, docteurs et pré- « dicateurs seront tenus de l'enseigner et publier. »

Ces fermes paroles, dont le sens était profondément national sous une couleur toute monarchique, consacraient le droit de l'état dans celui de la royauté, et déclaraient l'affranchissement de la société civile. Au seul bruit d'une pareille résolution, le clergé fut en alarme; il fit demander au tiers-état et n'obtint de lui qu'avec peine communication de l'article qui, en même temps, fut communiqué à la noblesse. Celle-ci, en délaissant la cause commune des laïques et de l'état, rendit complaisance pour complaisance à la chambre ecclésiastique; mais les démarches collectives des deux premiers ordres furent inutiles auprès du tiers; il ne voulut ni retirer ni modifier son article, et repoussa comme elle le méritait la proposition de s'en tenir à une demande de publication du décret du concile de Constance contre la doctrine du tyrannicide (1). Il s'agissait là de la grande question posée dans la guerre de la ligue entre les deux principes de la royauté légitime par son propre droit, et de la royauté légitime par l'orthodoxie; le débat de cette question, que le règne de Henri IV n'avait point résolue (2), et à laquelle sa fin tragique donnait un intérêt sombre et pénétrant, fut, par une sorte de coup d'état, enlevé à la discussion des ordres, et évoqué au conseil, ou plutôt à la personne du roi.

Sur l'invitation qui lui en fut faite, le tiers-état remit au roi le premier article de son cahier, et, quelques jours après, le président de la chambre et les douze présidens des bureaux furent mandés au Louvre. Quoique Louis XIII fût majeur, la reine-mère prit la parole et dit à la

(1) Voyez, dans la *Relation de Florimond Rapine*, des états-généraux, etc., t. XVI, 2e partie, p. 112-164, le discours du cardinal du Perron, orateur du clergé, et la réplique de Robert Miron, président du tiers-état.

(2) Henri IV n'avait régné qu'en vertu d'une transaction avec ses sujets catholiques.

députation : que l'article concernant la souveraineté du roi et la sûreté de sa personne ayant été évoqué à lui, il n'était plus besoin de le remettre au cahier, que le roi le regardait comme présenté et reçu, et qu'il en déciderait au contentement du tiers-état. Cette violence faite à la liberté de l'assemblée y excita un grand tumulte; elle comprit ce que signifiait et à quoi devait aboutir la radiation qui lui était prescrite. Durant trois jours, elle discuta si elle se conformerait aux ordres de la reine. Il y eut deux opinions : l'une qui voulait que l'article fût maintenu dans le cahier, et qu'on protestât contre les personnes qui circonvenaient le roi et forçaient sa volonté; l'autre qui voulait qu'on se soumît en faisant de simples remontrances. La première avait pour elle la majorité numérique; mais elle ne prévalut point, parce que le vote eut lieu par provinces, et non par bailliages (1). Cent vingt députés, à la tête desquels étaient Savaron et de Mesmes, se déclarèrent opposans contre la résolution de l'assemblée, comme prise par le moindre nombre. Ils demandaient à grands cris que leur opposition fût reçue et qu'il leur en fût donné acte. Le bruit et la confusion remplirent toute une séance, et, de guerre lasse, on s'accorda pour un moyen terme; on convint que le texte de l'article ne serait point inséré dans le cahier général, mais que sa place y resterait formellement réservée. En effet, sur les copies authentiques du cahier, à la première page, et après le titre : *Des lois fondamentales de l'état,* il y eut un espace vide, et cette note : « Le premier article extrait du procès-verbal « de la chambre du tiers-état a été présenté au roi par avance du pré- « sent cahier, et par commandement de sa majesté, qui a promis de « le répondre. »

Cette réponse ne fut pas donnée, et la faiblesse d'une reine que des étrangers gouvernaient fit ajourner la question d'indépendance pour la couronne et le pays. Ce ne fut qu'au bout de soixante-sept ans que les droits de l'état, proclamés cette fois dans une assemblée d'évêques, furent garantis par un acte solennel, obligatoire pour tout le clergé de France. Mais la célèbre déclaration de 1682 n'est, dans sa partie fondamentale, qu'une reproduction presque textuelle de l'article du cahier de 1615, et c'est au tiers-état que revient ici l'honneur de l'initiative (2). Tout ce qu'il y avait de fort et d'éclairé dans l'opinion pu-

(1) Les provinces étaient très inégales en nombre de représentans; mais le vote par bailliages, qui, dans cette occasion, fut réclamé inutilement, répondait presque au vote par tête.

(2) « Nous déclarons, en conséquence, que les rois et les souverains ne sont soumis à « aucune puissance ecclésiastique, par l'ordre de Dieu, dans les choses temporelles; qu'ils « ne peuvent être déposés ni directement ni indirectement par l'autorité des clés de « l'église; que leurs sujets ne peuvent être dispensés de la soumission et de l'obéissance « qu'ils leur doivent, ni absous du serment de fidélité; et que cette doctrine, nécessaire « pour la tranquillité publique, et non moins avantageuse à l'église qu'à l'état, doit être

blique du temps lui rendit hommage et le vengea de sa défaite. Pendant que les ordres privilégiés recevaient de la cour de Rome des brefs de félicitation (1), à Paris des milliers de bouches répétaient ce quatrain, composé pour la circonstance, et qu'aujourd'hui l'on peut dire prophétique :

O noblesse, ô clergé, les aînés de la France,
Puisque l'honneur du roi si mal vous maintenez,
Puisque le tiers-état en ce point vous devance,
Il faut que vos cadets deviennent vos aînés (2).

A la demande de garanties pour la souveraineté et pour la sûreté du prince, le tiers joignit dans son cahier, sous le même titre : *Des lois fondamentales de l'état,* la demande d'une convocation des états-généraux tous les dix ans, et il fut le seul des trois ordres qui exprima ce vœu. Le cahier de 1615 rappelle par le mérite et dépasse en étendue celui de 1560 (3). Il a ce caractère d'abondance inspirée qui se montre aux grandes époques de notre histoire législative. Institutions politiques, civiles, ecclésiastiques, judiciaires, militaires, économiques, il embrasse tout, et, sous forme de requête, statue sur tout avec un sens et une décision admirables. On y trouve l'habileté prudente qui s'attache à ce qui est pratique et de larges tendances vers le progrès à venir, des matériaux pour une législation prochaine, et des vœux qui ne devaient être réalisés que par un ordre de choses tout nouveau. Je voudrais donner une idée complète de cette œuvre de patriotisme et de sagesse (4); mais il faut que je me borne à l'analyse de quelques points. Je choisirai parmi les demandes qui, appartenant au tiers-état seul, ne se rencontrent dans le cahier d'aucun des deux autres ordres :

Que les archevêques et évêques soient nommés suivant la forme prescrite par l'ordonnance d'Orléans (5), c'est-à-dire sur une liste de

« inviolablement suivie comme conforme à la parole de Dieu, à la tradition des saints « pères et aux exemples des saints. » (Déclaration du 19 mars 1682, *Manuel du Droit public ecclésiastique français,* par M. Dupin, p. 126.)

(1) Voyez procès-verbal et cahier de la noblesse, manuscrit de la Bibliothèque du roi, fonds de Brienne, numéro 283, fol. 172.

(2) Manuscrit de la Bibliothèque du roi, collection Fontanieu. (Pièces, lettres et négociations). P. 187.

(3) On y compte 659 articles formant neuf chapitres intitulés : Des lois fondamentales de l'état, de l'état de l'église, des hôpitaux, de l'Université, de la noblesse, de la justice, des finances et domaines, des suppressions et révocations, police et marchandise.

(4) Ce que je dis s'applique à l'ensemble et non à tous les articles du cahier; plusieurs d'entre eux portent la trace inévitable des préjugés qui dominaient alors, tels que le système prohibitif, l'utilité des lois somptuaires et la nécessité de la censure.

(5) Ce mode d'élection mitigée, s'il fut jamais suivi régulièrement, ne put l'être que de 1561 à 1579; l'ordonnance de Blois, rendue à cette dernière date, laisse au roi la faculté de nomination pure et simple.

trois candidats élus par les évêques de la province, le chapitre de l'église cathédrale et vingt-quatre notables, douze de la noblesse et douze de la bourgeoisie; — que les crimes des ecclésiastiques soient jugés par les tribunaux ordinaires; — que tous les curés, sous peine de saisie de leur temporel, soient tenus de porter chaque année, au greffe des tribunaux, les registres des baptêmes, mariages et décès, paraphés à chaque page et cotés; — que les communautés religieuses ne puissent acquérir d'immeubles, si ce n'est pour accroître l'enclos de leurs maisons conventuelles; — que les jésuites soient astreints aux mêmes lois civiles et politiques que les autres religieux établis en France, qu'ils se reconnaissent sujets du roi et ne puissent avoir de provinciaux que Français de naissance et élus par des jésuites français (1);

Que les gentilshommes et les ecclésiastiques ayant domicile ou maison dans les villes soient obligés de contribuer aux charges communales; — que nul gentilhomme ou autre ne puisse exiger aucune corvée des habitans de ses domaines, s'il n'a pour cela un titre vérifié par les juges royaux; — que défense soit faite à tous gentilshommes ou autres de contraindre personne d'aller moudre à leurs moulins, cuire à leurs fours ou pressurer à leurs pressoirs, ni d'user d'aucun autre droit de banalité, quelque jouissance et possession qu'ils allèguent, s'ils n'ont titre reconnu valable; — que tous les seigneurs laïques ou ecclésiastiques soient tenus, dans un délai fixé, d'affranchir leurs mainmortables moyennant une indemnité arbitrée par les juges royaux, sinon que tous les sujets du roi, en quelque lieu qu'ils habitent, soient déclarés de plein droit capables d'acquérir, de posséder et de transmettre librement ce qu'ils possèdent (2);

Qu'il n'y ait plus, au-dessous des parlemens, que deux degrés de juridiction; — que les cours des aides soient réunies aux parlemens; — que les professions soumises depuis l'année 1576 au régime des maîtrises et jurandes puissent s'exercer librement; — que tous les édits en vertu desquels on lève des deniers sur les artisans, à raison de leur industrie, soient révoqués, et que toutes lettres de maîtrise accordées comme faveurs de cour soient déclarées nulles; — que les marchands et artisans, soit de métier formant corporation, soit de tout autre, ne paient aucun droit pour être reçus maîtres, lever boutique ou toute autre chose de leur profession; — que tous les monopoles commerciaux ou industriels concédés à des particuliers soient abolis; — que les douanes de province à province soient supprimées, et que tous les bureaux de perception soient transférés aux frontières (3).

(1) Cahier du tiers-état de 1615, art. 7, 53, 33, 62 et 41. (Manuscrit de la Bibliothèque du roi, fonds de Brienne, numéro 284.)

(2) Cahier du tiers-état, art. 532, 165, 167 et 309.

(3) Cahier du tiers-état, art. 249, 549, 614, 615, 616, 647, 387 et 389.

Il y a là comme une aspiration vers l'égalité civile, l'unité judiciaire, l'unité commerciale et la liberté industrielle de nos jours. En même temps, le tiers-état de 1615 renouvelle les protestations de 1588 et de 1576 contre l'envahissement par l'état des anciens droits municipaux. Il demande que les magistrats des villes soient nommés par élection pure, sans l'intervention et hors de la présence des officiers royaux; que la garde des clés des portes leur appartienne, et que partout où ils ont perdu cette prérogative, ils y soient rétablis; enfin, que toutes les municipalités puissent, dans de certaines limites, s'imposer elles-mêmes, sans l'autorisation du gouvernement (1).

Si l'on cherche dans les cahiers des trois ordres en quoi leurs vœux s'accordent et en quoi ils diffèrent, on trouvera qu'entre le tiers-état et le clergé la dissidence est beaucoup moins grande qu'entre le tiers-état et la noblesse. Le clergé, tiré d'un côté par l'esprit libéral de ses doctrines, et de l'autre par ses intérêts comme ordre privilégié, ne suit pas en politique une direction nette; tantôt ses votes sont pour le droit commun, la cause plébéienne, le dégrèvement des classes pauvres et opprimées; tantôt, lié à la cause nobiliaire, il demande le maintien de droits spéciaux et d'exemptions abusives. Dans les questions de bien-être général, d'unité administrative et de progrès économique, il montre que la tradition des réformes ne lui est pas étrangère, qu'il n'a rien d'hostile au grand mouvement qui, depuis le XIIIe siècle, poussait la France, par la main des rois unis au peuple, hors des institutions civiles du moyen-âge. En un mot, ses sympathies évangéliques, jointes à ses sympathies d'origine, le rapprochent du tiers-état dans tout ce qui n'affecte pas ses intérêts temporels ou l'intérêt spirituel et les prétentions de l'église. C'est sur ce dernier point, sur les questions du pouvoir papal, des libertés gallicanes, de la tolérance religieuse, du concile de Trente et des jésuites, et presque uniquement sur elles qu'un sérieux désaccord se rencontre dans les cahiers du tiers et de l'ordre ecclésiastique (2).

Mais, entre les deux ordres laïques, la divergence est complète; c'est un antagonisme qui ne se relâche qu'à de rares intervalles, et qui, vu du point où nous sommes placés aujourd'hui, présente dans les idées, les mœurs et les intérêts, la lutte du passé et de l'avenir. Le cahier du tiers-état de 1615 est un vaste programme de réformes dont les unes furent exécutées par les grands ministres du XVIIe siècle, et dont les autres se sont fait attendre jusqu'aux jours de 1789; le cahier de la noblesse, dans sa partie essentielle, n'est qu'une requête en faveur de tout ce qui périssait ou était destiné à périr par le progrès du temps

(1) Cahier du tiers-état, art. 593, 594 et 528.

(2) Les concessions faites là-dessus par la noblesse furent ce qui lui gagna l'alliance du clergé dans sa querelle avec le tiers-état.

et de la raison. Ce sont des choses déjà dites pour la plupart aux précédens états-généraux, mais accompagnées, cette fois, d'un emportement de haine jalouse contre les officiers royaux, et, en général, contre la classe supérieure du tiers-état (1). La noblesse ne se borne pas à défendre ce qui lui restait de priviléges et de pouvoir; elle veut rompre les traditions administratives de la royauté française, replacer l'homme d'épée sur le banc du juge (2), et supplanter le tiers-état dans les cours souveraines et dans tous les postes honorables. Non-seulement elle revendique les emplois de la guerre et de la cour, mais elle demande que les parlemens se remplissent de gentilshommes, et qu'il y ait pour elle des places réservées à tous les degrés de la hiérarchie civile, depuis les hautes charges de l'état jusqu'aux fonctions municipales (3). En outre, afin de s'ouvrir à elle-même les sources de richesse où la bourgeoisie seule puisait, elle demande de pouvoir faire le grand trafic sans déroger. Le tiers-état s'oppose à cette requête; il veut que l'égalité soit maintenue dans les transactions commerciales (4).

Cette rivalité passionnée, qui donne tant d'intérêt à l'histoire des états-généraux de 1614, fut pour eux une cause d'impuissance. La coalition des deux premiers ordres contre le troisième, et les ressentimens qui en furent la suite, empêchèrent ou énervèrent toute résolution commune, et rendirent nulle l'action de l'assemblée sur la marche et l'esprit du gouvernement. Au reste, quand bien même la cour du jeune roi, composée des favoris de sa mère, aurait eu quelque amour du bien public, l'incompatibilité de vœux entre les ordres l'eût contrainte à rester inerte, car le choix d'une direction précise était trop difficile et trop hasardeux pour elle. Il eût fallu, pour tirer la lumière de ce chaos d'idées, un roi digne de ce nom, ou un grand ministre. Loin de chercher sincèrement une meilleure voie, la cour de Louis XIII n'eut à cœur que de profiter de la mésintelligence des états pour le maintien des abus et la continuation du désordre. De crainte qu'il ne survînt une circonstance qui fît sentir à l'assemblée la nécessité du

(1) « Sa majesté n'aura, s'il lui plaist, aucun égard à tous les articles qui lui seront « présentés dans les cahiers du tiers-état, au préjudice des justices des gentilshommes,... « attendu que ladite chambre s'étant trouvée composée pour la plus grande partie de « lieutenans-généraux et officiers aux bailliages, leur principal dessein n'a été que d'ac- « croître leur autorité et augmenter leur profit au préjudice de ce que la noblesse a si « dignement mérité... » (Cahier de la noblesse de 1615, fol. 233, 254, 229, 262 et 256.)

(2) Voyez dans le cahier de la noblesse l'article relatif à *l'état des baillis et sénéchaux*, fol. 234.

(3) Cahier de la noblesse, fol. 229, 232, 233, 234, 278 et 229.

(4) L'interdiction réclamée par lui atteint non-seulement les gentilshommes, à cause de leur privilége, mais encore les officiers royaux, à cause de l'influence attachée à leur position. Voyez le cahier du tiers-état, art. 161, et le cahier de la noblesse, fol. 232.

bon accord, elle pressa de tout son pouvoir la remise des cahiers, promettant d'y répondre avant que le congé de départ fût donné aux députés. Ceux-ci demandèrent qu'on leur reconnût le droit de rester réunis en corps d'états jusqu'à ce qu'ils eussent reçu la réponse du roi à leurs cahiers. C'était poser la question, encore indécise après trois siècles, du pouvoir des états-généraux; la cour répondit d'une façon évasive, et, le 23 février 1615, quatre mois après l'ouverture des états, les cahiers des trois ordres furent présentés au roi, en séance solennelle, dans la grande salle de l'hôtel de Bourbon.

Le lendemain, les députés du tiers-état se rendirent au couvent des Augustins, lieu ordinaire de leurs séances; ils trouvèrent la salle démeublée de bancs et de tapisseries, et leur président annonça que le roi et le chancelier lui avaient fait défense de tenir désormais aucune assemblée. Plus étonnés qu'ils n'auraient dû l'être, ils se répandirent en plaintes et en invectives contre le ministre et la cour; ils s'accusaient eux-mêmes d'indolence et de faiblesse dans l'exécution de leur mandat; ils se reprochaient d'avoir été quatre mois comme assoupis, au lieu de tenir tête au pouvoir et d'agir résolûment contre ceux qui pillaient et ruinaient le royaume. Un témoin et acteur de cette scène l'a décrite avec des expressions pleines de tristesse et de colère patriotique : « L'un, dit-il, se frappe la poitrine, avouant sa lâcheté, et vou-« droit chèrement racheter un voyage si infructueux, si pernicieux à « l'état, et dommageable au royaume d'un jeune prince duquel il « craint la censure, quand l'âge lui aura donné une parfaite connois-« sance des désordres que les états n'ont pas retranchés, mais accrus, « fomentés et approuvés. L'autre minute son retour, abhorre le séjour « de Paris, désire sa maison, voir sa femme et ses amis, pour noyer « dans la douceur de si tendres gages la mémoire de la douleur que sa « liberté mourante lui cause.... Quoi, disions-nous, quelle honte, « quelle confusion à toute la France, de voir ceux qui la représentent « en si peu d'estime et si ravilis, qu'on ignore s'ils sont François, tant « s'en faut qu'on les reconnoisse pour députés!... Sommes-nous autres « que ceux qui entrèrent hier dans la salle de Bourbon (1)? » Cette question, qui était la question même de la souveraineté nationale, revint pour une autre assemblée cent soixante-quatorze ans plus tard, et alors une voix répondit : « Nous sommes aujourd'hui ce que nous étions hier, délibérons (2). »

Mais rien n'était mûr en 1615 pour les choses que fit le tiers-état de 1789; les députés, à qui toute délibération était interdite, restèrent sous

(1) *Relation de Florimond Rapine*, IIIe partie, p. 119.

(2) C'est ce mot de Sieyès qui amena le serment du jeu de paume.

le poids de leur découragement. Chaque jour, suivant le récit de l'un d'entre eux (1), ils allaient battre le pavé du cloître des Augustins, pour se voir et apprendre ce qu'on voulait faire d'eux. Ils se demandaient l'un à l'autre des nouvelles de la cour. Ce qu'ils souhaitaient d'elle, c'était d'être congédiés; et tous en cherchaient le moyen, pressés qu'ils étaient de quitter une ville où ils se trouvaient, dit le même récit, errans et oisifs, sans affaires, ni publiques, ni privées. Le sentiment de leur devoir les tira de cette langueur. Ils songèrent que le conseil du roi étant à l'œuvre pour la préparation des réponses à faire aux cahiers, s'il arrivait que quelque décision y fût prise au détriment du peuple, on ne manquerait pas de rejeter le mal sur leur impatience de partir, et que d'ailleurs la noblesse et le clergé profiteraient de leur absence pour obtenir, à force de sollicitations, toute sorte d'avantages. Par ce double motif, les députés du tiers-état résolurent de ne demander aucun congé séparément, et d'attendre, pour se retirer, que le conseil eût décidé sur les points essentiels. Ils restèrent donc, et se réunirent plusieurs fois, en différens lieux, soutenant avec une certaine vigueur, contre le premier ministre, leur qualité de députés. Enfin, le 24 mars, les présidens des trois ordres furent mandés au Louvre. On leur dit que la multitude des articles contenus dans les cahiers ne permettait pas au roi d'y répondre aussi vite qu'il l'eût désiré, mais que, pour donner aux états une marque de sa bonne volonté, il accueillait d'avance leurs principales demandes, et leur faisait savoir qu'il avait résolu d'abolir la vénalité des charges, de réduire les pensions, et d'établir une chambre de justice contre les malversations des financiers; qu'on pourvoirait à tout le reste le plus tôt possible, et que les députés pouvaient partir.

Ces trois points des cahiers étaient choisis avec adresse, comme touchant à la fois aux passions des trois ordres. La noblesse voyait dans l'abolition de l'hérédité et de la vénalité des offices un grand intérêt pour elle-même; le tiers-état voyait un grand intérêt pour le peuple dans le retranchement des pensions; et l'assemblée avait été unanime pour maudire les financiers et réclamer l'établissement d'une juridiction spéciale contre leurs gains illicites. On pouvait même dire que la suppression de la paulette et de la vénalité était une demande commune des états, bien que chaque ordre eût fait cette demande par des motifs différens : la noblesse, pour son propre avantage; le clergé, par sympathie pour la noblesse, et le tiers-état en vue du bien public contre son intérêt particulier. Et quant à l'article des pensions qui avait fait éclater la division entre le tiers et les deux autres ordres, les

(1) Florimond Rapine, député du tiers-état de Nivernais.

trois cahiers en étaient venus à son égard à un accord, plus franc, il est vrai, du côté du clergé que du côté de la noblesse (1). Ainsi, par une circonstance bizarre, sous des votes conformes, il y avait des passions contraires, et les promesses du roi satisfaisaient du même coup des désirs généreux et des intentions égoïstes. Ces promesses, la seule bonne nouvelle que les membres des états eussent à emporter dans leurs provinces, ne furent jamais tenues, et la réponse aux cahiers par une ordonnance royale n'arriva qu'après quinze ans.

Telle fut la fin des états-généraux convoqués en 1614 et dissous en 1615. Ils font époque dans notre histoire nationale, comme fermant la série des grandes assemblées tenues sous la monarchie ancienne; ils font époque dans l'histoire du tiers-état, dont ils signalèrent, au commencement du XVIIe siècle, l'importance croissante, les passions, les lumières, la puissance morale et l'impuissance politique. Leur réunion n'aboutit qu'à un antagonisme stérile, et avec eux cessa d'agir et de vivre ce vieux système représentatif qui s'était mêlé à la monarchie, sans règles ni conditions précises, et où la bourgeoisie avait pris place non par droit, non par conquête, mais à l'appel du pouvoir royal. Entrée aux états du royaume sans lutte, sans cette fougue de désir et de travail qui l'avait conduite à l'affranchissement des communes, elle y était venue, en général, avec plus de défiance que de joie, parfois hardie, souvent contrainte, toujours apportant avec elle une masse d'idées neuves, qui, de son cahier de doléances, passaient plus ou moins promptement, plus ou moins complétement, dans les ordonnances des rois. A cette initiative, dont le fruit était lent et incertain, se bornait le rôle effectif du tiers-état dans les assemblées nationales; toute action immédiate lui était rendue impossible par la double action contraire ou divergente des ordres privilégiés. C'est ce qu'on vit plus clairement que jamais aux états de 1615, et il semble que l'ordre plébéien, frappé d'une telle expérience, ait dès-lors fait peu de cas de ses droits politiques. Cent soixante-quatorze ans s'écoulèrent sans que les états-généraux fussent une seule fois réunis par la couronne, et sans que l'opinion publique usât de ce qu'elle avait de forces pour amener cette réunion (2). Espérant tout de ce pouvoir, qui avait tiré du peuple et

(1) Voyez le cahier du tiers-état, art. 491 et 492; celui du clergé, art. 158; et celui de la noblesse, fol. 214, verso. (Manuscrit de la Bibliothèque du roi, fonds de Brienne, numéros 282, 283 et 284.)

(2) Durant les troubles de la fronde, les états-généraux furent convoqués à deux reprises; d'abord spontanément par la cour en lutte avec la bourgeoisie; ensuite sur les instances de la noblesse unie au clergé. Des philanthropes, joints au parti aristocratique, les réclamèrent au déclin du règne de Louis XIV. Le régent y songea pour étayer son pouvoir, et il n'en fut point question sous le règne de Louis XV. Leur souvenir, presque éteint pour la masse nationale, ne se raviva qu'à l'heure où ils se présentèrent à elle comme la clé d'une révolution.

mis en œuvre par des mains plébéiennes les élémens de l'ordre civil moderne, l'opinion se donna un siècle et demi, sans réserve, à la royauté. Elle embrassa la monarchie pure, symbole d'unité sociale, jusqu'à ce que cette unité, dont le peuple sentait profondément le besoin, apparut aux esprits sous de meilleures formes.

Ici commence une nouvelle phase de l'histoire du tiers-état; le vide que laisse dans cette histoire la disparition des états-généraux se trouve rempli par les tentatives d'intervention directe du parlement de Paris dans les affaires du royaume. Ce corps judiciaire, appelé dans certains cas par la royauté à jouer un rôle politique, se prévalut, dès le XVIe siècle, de cet usage pour soutenir qu'il représentait les états, qu'il avait, en leur absence, le même pouvoir qu'eux (1), et, quand l'issue de leur dernière assemblée eut trompé toutes les espérances de réforme, l'attente publique se tourna vers lui pour ne plus s'en détacher qu'au jour où devait finir l'ancien régime. Recruté depuis plus de trois siècles dans l'élite des classes roturières, placé au premier rang des dignitaires du royaume, donnant l'exemple de l'intégrité et de toutes les vertus civiques, honoré pour son patriotisme, son lustre, ses richesses, son orgueil même, le parlement avait tout ce qu'il fallait pour attirer les sympathies et la confiance du tiers-état. Sans examiner si ses prétentions au rôle d'arbitre de la législation et de modérateur du pouvoir royal étaient fondées sur de véritables titres, on l'aimait pour son esprit de résistance à l'ambition des favoris et des ministres, pour son hostilité perpétuelle contre la noblesse, pour son zèle à maintenir les traditions nationales, à garantir l'état de toute influence étrangère, et à conserver intactes les libertés de l'église gallicane. On lui donnait les noms de corps auguste, de sénat auguste, de tuteur des rois, de père de l'état, et l'on regardait ses droits et son pouvoir comme aussi sacrés, aussi incontestables que les droits mêmes et le pouvoir de la couronne.

Ce qu'il y avait d'aristocratique dans l'existence faite aux cours de judicature par l'hérédité des charges, loin de diminuer leur crédit auprès des classes moyenne et inférieure de la nation, n'était aux yeux de celles-ci qu'une force de plus pour la défense des droits et des intérêts de tous. Cette puissance effective et permanente, transmise du père au fils, conservée intacte par l'esprit de corps joint à l'esprit de famille, paraissait pour la cause des faibles et des opprimés une protection plus solide que les prérogatives incertaines et temporaires des états-généraux. En réalité, l'esprit politique des compagnies judiciaires était moins large et moins désintéressé que celui dont se montraient animés, dans l'exercice de leurs pouvoirs, les représentans élus du

(1) Le parlement disait de lui-même qu'il était *les états-généraux au petit pied*.

tiers-état (1). Si le parlement tenait de ces derniers sous de certains rapports, il en différait sous d'autres; son opposition la plus courageuse était parfois égoïste; il avait quelques-uns des vices de la noblesse, à laquelle il confinait. Mais, malgré ses travers et ses faiblesses, ceux qui souffraient des abus ne se lassaient point de croire à lui et de compter sur lui. Il semble qu'au fond des consciences populaires une voix se fît entendre qui disait : Ce sont nos gens, ils ne sauraient vouloir que le bien du peuple.

Les faits restèrent, dans toute occasion, fort au-dessous des espérances, et il n'en pouvait être autrement. Si les cours souveraines avaient le mérite de parler haut, leur parole manquait de sanction. Instituées par les rois pour administrer la justice, elles n'avaient pas même l'ombre de ce mandat national qui, donné ou présumé, confère, dans telle ou telle mesure, le droit d'agir contre la volonté du monarque. Dès que venait le moment de faire succéder l'action aux remontrances, d'opposer des moyens de contrainte à l'obstination du pouvoir, le parlement se trouvait sans titre et sans force; il devait s'arrêter ou recourir à des auxiliaires plus puissans que lui, aux princes du sang, aux factieux de la cour, à l'aristocratie mécontente. Quand il avait refusé au nom de l'intérêt public l'enregistrement d'un édit ou la suppression d'un arrêt, et conservé une attitude libre et fière malgré l'exil ou l'emprisonnement de ses membres, son rôle était fini, à moins qu'il n'eût fait alliance avec des ambitions étrangères à la cause du peuple et au bien du royaume. Ainsi les plus solennelles manifestations de patriotisme et d'indépendance n'aboutissaient qu'à des procédures sans issue, ou à la guerre civile pour l'intérêt ou les passions des grands. De nobles commencemens et des suites mesquines ou détestables, le courage civique réduit, par le sentiment de son impuissance, à se mettre au service des intrigues et des factions nobiliaires, telle est, en somme, l'histoire des tentatives politiques du parlement. La première de toutes, qui fut, sinon la plus éclatante, au moins l'une des plus hardies, présenta ce caractère qu'on retrouve sur une plus grande échelle et avec de nombreuses complications dans les événemens de la fronde.

Le 28 mars 1615, quatre jours après la dissolution des états-généraux, le parlement, toutes les chambres assemblées, rendit un arrêt

(1) On en vit un exemple en 1615 à propos du droit annuel d'où provenait l'hérédité des charges. La chambre du tiers-état en avait demandé l'abolition, quoique la plupart de ses membres fussent officiers de judicature. Le parlement, dès que les cahiers eurent été remis au roi, s'assembla pour protester contre cette réforme et pour dénoncer en même temps les abus de l'administration, faisant ainsi un mélange bizarre de l'intérêt public et de son intérêt particulier. (Voyez la *Relation de Florimond Rapine*, IIIe part., p. 130, 131 et 137.)

qui invitait les princes, ducs, pairs et officiers de la couronne, *ayant séance et voix délibérative en la cour*, à s'y rendre, pour aviser sur les choses qui seraient proposées pour le service du roi, le bien de l'état et le soulagement du peuple. Cette convocation, faite sans commandement royal, était un acte inoui jusqu'alors; elle excita dans le public une grande attente, l'espérance de voir s'exécuter par les compagnies souveraines ce qu'on s'était vainement promis de la réunion des états. Le conseil du roi s'en émut comme d'une nouveauté menaçante, et, cassant l'arrêt du parlement par un contre-arrêt, il lui défendit de passer outre, et aux princes et pairs de se rendre à son invitation. Le parlement obéit; mais aussitôt il se mit en devoir de rédiger des remontrances : un nouvel arrêt du conseil lui ordonna de s'arrêter; cette fois, il n'obéit point et continua la rédaction commencée. Les remontrances prêtes, le parlement demanda audience pour qu'elles fussent lues devant le roi, et sa ténacité, soutenue par l'opinion publique, intimida les ministres; durant près d'un mois, ils négocièrent pour que cette lecture n'eût pas lieu; mais le parlement fut inébranlable, et sa persévérance l'emporta. Le 22 mai, il eut audience au Louvre et fit entendre au roi, en conseil, ces remontrances, dont voici quelques passages :

« Sire, cette assemblée des grands de votre royaume n'a été proposée « en votre cour de parlement que sous le bon plaisir de votre majesté, « pour lui représenter au vrai, par l'avis de ceux qui en doivent avoir « le plus de connoissance, le désordre qui s'augmente et multiplie de « jour en jour, étant du devoir des officiers de votre couronne, en « telles occasions, vous toucher le mal, afin d'en atteindre le remède « par le moyen de votre prudence et autorité royale, ce qui n'est, sire, « ni sans exemple ni sans raison... Ceux qui veulent affoiblir et dépri- « mer l'autorité de cette compagnie s'efforcent de lui ôter la liberté « que vos prédécesseurs lui avoient perpétuellement accordée de vous « remontrer fidèlement ce qu'elle jugeroit utile pour le bien de votre « état. Nous osons dire à votre majesté que c'est un mauvais conseil « qu'on lui donne de commencer l'année de sa majorité par tant de « commandemens de puissance absolue, et de l'accoutumer à des ac- « tions dont les bons rois comme vous, sire, n'usent jamais que fort « rarement (1). »

Après avoir présenté à sa manière les faits de son histoire, dit qu'il tenait la place du conseil des grands barons de France, et qu'à ce titre il était de tout temps intervenu dans les affaires publiques, le parlement proposait un cahier de réformes à l'instar de ceux des états-généraux. Il demandait au roi de reprendre à l'intérieur et à l'extérieur

(1) *Des États-Généraux*, etc., t. XVII, deuxième partie, p. 141 et 144.

les erremens politiques de son père, d'entretenir les mêmes alliances et de pratiquer les mêmes règles de gouvernement, de pourvoir à ce que sa souveraineté fût garantie contre les doctrines ultramontaines, et à ce que l'intérêt étranger ne s'insinuât par aucune voie dans la gestion des affaires d'état. Il passait en revue tous les désordres de l'administration : la ruine des finances, les prodigalités, les dons excessifs et les pensions de faveur, les entraves mises à la justice par la cour et la haute noblesse, la connivence des officiers royaux avec les traitans, et l'avidité insatiable des ministres; il montrait en perspective le soulèvement du peuple réduit au désespoir, et concluait par ces mots d'une fierté calme : « Sire, nous supplions très humblement votre « majesté de nous permettre l'exécution si nécessaire de l'arrêt du « mois de mars dernier... Et au cas que ces remontrances, par les « mauvais conseils et artifices de ceux qui y sont intéressés, ne puis- « sent avoir lieu et l'arrêt être exécuté, votre majesté trouvera bon, « s'il lui plaît, que les officiers de son parlement fassent cette protesta- « tion solennelle, que, pour la décharge de leurs consciences envers « Dieu et les hommes, pour le bien de votre service et la conservation « de l'état, ils seront obligés de nommer ci-après en toute liberté les « auteurs de tous ces désordres, et faire voir au public leurs déporte- « ments (1). »

Le lendemain, 23 mai, un arrêt du conseil ordonna de biffer ces remontrances des registres du parlement, et défendit à la compagnie de s'entremettre des affaires d'état sans l'ordre du roi. Le parlement demanda une nouvelle audience, elle lui fut refusée, et des ordres réitérés lui enjoignirent d'exécuter l'arrêt du conseil; il résista, employant avec art tous les moyens dilatoires que sa procédure lui fournissait; mais, tandis qu'il soutenait pied à pied la lutte légale, ceux qu'il avait convoqués à ses délibérations quittaient Paris et préparaient tout pour une prise d'armes. Le prince de Condé, le duc de Vendôme, les ducs de Bouillon, de Mayenne, de Longueville et d'autres grands seigneurs soulevèrent les provinces dont ils avaient le gouvernement, publièrent un manifeste contre la cour et levèrent des soldats au nom du jeune roi, violenté, disaient-ils, par ses ministres. Profitant des inquiétudes causées par les complaisances du gouvernement pour la cour de Rome, et par ses liaisons avec l'Espagne, ils entraînèrent dans leur parti les chefs des calvinistes (2), et la cause de la religion réformée, une fois associée à celle de la rébellion aristocratique, resta compromise par cette alliance. Ainsi commença, pour les protestans, la série de fautes et de malheurs qui, terminée par la révolte et le siége de

(1) *Des États-Généraux*, etc., t. XVII, deuxième partie, p. 172 et suiv.

(2) Les ducs de Rohan, de Soubise et de La Trémouille, et même le duc de Sully.

la Rochelle, leur fit perdre successivement toutes les garanties politiques et militaires dont les avait dotés l'édit de Nantes.

La guerre civile, dont les remontrances du parlement étaient le prétexte, se termina sans autre fait d'armes que des marches de troupes et de grands pillages commis par les soldats des princes révoltés. Dans le traité de paix conclu à Loudun et publié sous la forme d'un édit, il fut statué que l'arrêt de suppression des remontrances demeurerait sans effet, que les droits des cours souveraines seraient fixés par un accord entre le conseil du roi et le parlement, que le roi répondrait sous trois mois aux cahiers des états-généraux, et dans le même délai au fameux article du tiers-état sur l'indépendance de la couronne (1). Mais toutes ces stipulations d'intérêt public restèrent en paroles, il n'y eut d'exécuté que les clauses secrètes qui accordaient aux chefs de la révolte des places de sûreté, des honneurs et six millions à partager entre eux. Ainsi satisfaits, les mécontens se réconcilièrent avec leurs ennemis de la cour, et les choses reprirent le même train de désordre et d'anarchie qu'auparavant. Le pouvoir divisé et annulé par les cabales qui se le disputaient; une sorte de complot pour ramener la France en arrière au-delà du règne de Henri IV; des tentatives qui faisaient dire aux uns avec une joie folle, aux autres avec une profonde affliction, que le temps des rois était passé, et que celui des grands était venu (2); la menace toujours présente d'une dissolution administrative et d'un démembrement du royaume par les intrigues des ambitieux unies à celles de l'étranger : voilà le spectacle qu'offrit, au milieu de ses variations, le gouvernement de Louis XIII, jusqu'au jour où un homme d'état marqué dans les destinées de la France pour reprendre et achever l'œuvre politique de Henri-le-Grand, après s'être glissé au pouvoir à l'ombre d'un patronage, s'empara de la direction des affaires de haute lutte, par le droit du génie.

Le cardinal de Richelieu fut moins un ministre, dans le sens exact de ce mot, qu'un fondé de pouvoir universel de la royauté. Sa prépondérance au conseil suspendit l'exercice de la puissance héréditaire, sans que la monarchie cessât d'exister, et il semble que cela ait eu lieu pour que le progrès social, arrêté violemment depuis le dernier règne, reprît sa marche par l'impulsion d'une sorte de dictateur dont l'esprit fût libre des influences qu'exerce sur les personnes royales l'intérêt de famille et de dynastie. Par un étrange concours de circonstances, il se trouva que le prince faible, dont la destinée devait être de prêter son nom au règne du grand ministre, avait dans son caractère, ses instincts, ses qualités bonnes ou mauvaises, tout ce qui peut

(1) Voyez l'édit donné à Blois au mois de mai 1616. (*Recueil des anciennes lois françaises*, t. XVI, p. 83.)

(2) *Mémoires* de Sully, collection Michaud, deuxième série, t. II, p. 388.

répondre aux conditions d'un pareil rôle. Louis XIII, ame sans ressort mais non sans intelligence, ne pouvait se passer d'un maître; après en avoir accepté et quitté plusieurs, il prit et garda celui qu'il reconnut capable de mener la France au but que lui-même entrevoyait, et où il aspirait vaguement dans ses rêveries mélancoliques. On dirait qu'obsédé par la pensée des grandes choses qu'avait faites et voulues son père, il se sentît sous le poids d'immenses devoirs qu'il ne pouvait remplir que par le sacrifice de sa liberté d'homme et de roi. Souffrant parfois de ce joug, il était tenté de s'en affranchir, et aussitôt il venait le reprendre, vaincu par la conscience qu'il avait du bien public et par son admiration pour le génie dont les plans magnifiques promettaient l'ordre et la prospérité au dedans, la force et la gloire au dehors (1).

Dans ses tentatives d'innovation, Richelieu, simple ministre, dépassa de beaucoup en hardiesse le grand roi qui l'avait précédé. Il entreprit d'accélérer si fort le mouvement vers l'unité et l'égalité civiles, et de le porter si loin, que désormais il fût impossible de rétrograder. Après le règne de Philippe-le-Bel, la royauté avait reculé dans sa tâche révolutionnaire et fléchi sous une réaction de l'aristocratie féodale; après Charles V, il s'était fait de même un retour en arrière; l'œuvre de Louis XI avait été près de s'abîmer dans les troubles du XVIe siècle, et celle de Henri IV se trouvait compromise par quinze ans de désordre et de faiblesse. Pour qu'elle ne périt pas, il fallait trois choses : que la haute noblesse fût définitivement contrainte à l'obéissance au roi et à la loi, que le protestantisme cessât d'être un parti armé dans l'état, que la France pût choisir ses alliés librement dans son intérêt et dans celui de l'indépendance européenne. C'est à ce triple objet que le ministre-roi employa sa puissance d'esprit, son infatigable activité, des passions ardentes et une force d'ame héroïque (2). Sa vie de tous les jours fut une lutte acharnée contre les grands, la famille royale, les cours souveraines, tout ce qu'il y avait de hautes existences et de corps constitués dans le pays. Pour tout réduire au même niveau de soumission et d'ordre, il éleva la royauté au-dessus des liens de famille et du lien

(1) Voyez le *Testament politique* du cardinal de Richelieu.

(2) « Lorsque votre majesté se résolut de me donner en même temps et l'entrée de ses « conseils et grande part en sa confiance pour la direction de ses affaires, je puis dire « avec vérité que les huguenots partageoient l'état avec elle; que les grands se condui- « soient comme s'ils n'eussent pas été ses sujets, et les plus puissans gouverneurs des « provinces comme s'ils eussent été souverains en leurs charges..... Je puis encore dire « que les alliances étrangères étoient méprisées; les intérêts particuliers préférez aux « publics; en un mot, la dignité de la majesté royale étoit tellement ravallée et si diffe- « rente de ce qu'elle devoit être, par le défaut de ceux qui avoient lors la principale con- « duite de nos affaires, qu'il etoit presque impossible de la reconnoître. » (*Testament politique* de Richelieu, première partie, p. 5; Amsterdam, 1788.)

des précédens; il l'isola dans sa sphère comme une pure idée, l'idée vivante du salut public et de l'intérêt national (1).

Des hauteurs de ce principe, il fit descendre dans l'exercice de l'autorité suprême une logique impassible et des rigueurs impitoyables. Il fut sans merci comme il était sans crainte, et mit sous ses pieds le respect des formes et des traditions judiciaires. Il fit prononcer des sentences de mort par des commissaires de son choix, frappa, jusque sur les marches du trône, les ennemis de la chose publique, ennemis en même temps de sa fortune, et confondit ses haines personnelles avec la vindicte de l'état. Nul ne peut dire s'il y eut ou non du mensonge dans la sécurité de conscience qu'il fit voir à ses derniers momens (2); Dieu seul a connu le fond de sa pensée. Nous qui avons recueilli le fruit lointain de ses veilles et de son dévouement patriotique, nous ne pouvons que nous incliner devant cet homme de révolution par qui ont été préparées les voies de la société nouvelle. Mais quelque chose de triste demeure attaché à sa gloire; il a tout sacrifié au succès de son entreprise; il a étouffé en lui-même et refoulé dans de nobles ames les principes éternels de la morale et de l'humanité (3). A la vue des grandes choses qu'il a faites, on l'admire avec gratitude, on voudrait, on ne saurait l'aimer.

Les novateurs les plus intrépides sentent qu'ils ont besoin de l'opinion; avant d'exécuter ses plans politiques, Richelieu voulut les soumettre à l'épreuve d'un débat solennel, pour qu'ils lui revinssent confirmés par une sorte d'adhésion nationale. Il ne pouvait songer aux états généraux; membre de ceux de 1614, il les avait vus à l'œuvre, et d'ailleurs son génie absolu répugnait à ces grandes réunions; l'appui

(1) « Les intérêts publics doivent être l'unique fin du prince et de ses conseillers. » (*Test.*, deuxième partie, p. 222.) — « Croire que, pour être fils ou frère du roi ou prince « du sang, on puisse impunément troubler le royaume, c'est se tromper. Il est plus « raisonnable d'assurer le royaume et la royauté que d'avoir égard à leurs qualités..... « Les fils, frères et autres parens des rois sont sujets aux lois comme les autres, et prin- « cipalement quand il est question du crime de lèse-majesté. » (*Mémoires* du cardinal de Richelieu, collection Michaud, deuxième série, t. VIII, p. 407.)

(2) « Le curé lui demandant s'il ne pardonnoit point à ses ennemis, il répondit qu'il « n'en avoit point que ceux de l'état. » (*Mémoires* de Montglat, collection Michaud, troisième série, t. V, p. 133.) — Voyez aussi *Mémoires* de Montchal, Rotterdam, 1718, p. 268.

(3) « Le cardinal de Richelieu a fait des crimes de ce qui faisoit dans le siècle passé les « vertus des Miron, des Harlay, des Marillac, des Pibrac et des Faye. Ces martyrs de « l'estat, qui, par leurs bonnes et saintes maximes, ont plus dissipé de factions que l'or « d'Espagne et d'Angleterre n'en a faict naistre, ont esté les défenseurs de la doctrine « pour la conservation de laquelle le cardinal de Richelieu confina M. le président Ba- « rillon à Amboise; et c'est lui qui a commencé à punir les magistrats pour avoir advancé « des vérités pour lesquelles leur serment les oblige d'exposer leur propre vie. » (*Mémoires* du cardinal de Raiz, collection Michaud et Poujoulat, p. 50.)

moral qu'il désirait, il le chercha dans une assemblée de notables. Il convoqua au mois de novembre 1626 cinquante-cinq personnes de son choix, douze membres du clergé, quatorze de la noblesse, et vingt-sept des cours souveraines, avec un trésorier de France et le prévôt des marchands de Paris. Gaston, frère du roi, fut président, et les maréchaux de la Force et de Bassompierre vice-présidens de l'assemblée; mais les nobles qui y siégèrent, conseillers d'état pour la plupart, appartenaient à l'administration plutôt qu'à la cour; il ne s'y trouva ni un duc et pair, ni un gouverneur de province (1).

Devant cette réunion d'élite, dont les hommes du tiers-état formaient plus de la moitié, Richelieu développa lui-même tout le plan de sa politique intérieure (2). L'initiative des propositions partit du gouvernement, non de l'assemblée; une même pensée pénétra tout, les demandes comme les réponses, et, dans le travail d'où résulta le cahier des votes, on ne saurait distinguer ce qui fut la part du ministre et ce qui fut celle des notables. Des principes d'administration conformes au génie social et à l'avenir de la France furent posés d'un commun accord : l'assiette de l'impôt doit être telle que les classes qui produisent et qui souffrent n'en soient pas grevées; — c'est dans l'industrie et le commerce qu'est le ressort de la prospérité nationale, on doit faire en sorte que cette carrière soit de plus en plus considérable et tenue à honneur; — il faut que la puissance de l'état ait pour base une armée permanente où les grades soient accessibles à tous, et qui répande l'esprit militaire dans les classes non nobles de la nation. Quant aux mesures promises ou réclamées, les principales eurent pour objet l'abaissement des dépenses de l'état au niveau des recettes, et la réduction des dépenses improductives au profit des dépenses productives; l'augmentation des forces maritimes en vue du trafic lointain; l'établissement de grandes compagnies de commerce et la reprise à l'intérieur des grands projets de canalisation; la sécurité des gens de travail garantie contre l'indiscipline des gens de guerre par la sévérité de la police et la régularité de la solde; enfin, la démolition, dans toutes les provinces, des forteresses et châteaux inutiles à la défense du royaume.

L'assemblée des notables se sépara le 24 février 1627, et aussitôt une commission fut nommée pour rédiger en un même corps de lois les réformes nouvellement promises et celles qui devaient répondre aux cahiers des états de 1614. En même temps la plus matérielle, et non la moins populaire de ces réformes, la démolition des forteresses, cantonnemens de la noblesse factieuse et de la soldatesque des guerres civiles, commença de s'exécuter. A chaque époque décisive du progrès

(1) La séance d'ouverture eut lieu le 2 décembre, dans la grande salle des Tuileries.

(2) Voyez son discours et celui du garde-des-sceaux Marillac, dans le procès-verbal de l'assemblée de 1626. (*Des États-Généraux*, etc., t. XVIII, p. 207 et suiv.)

vers l'unité nationale, ce genre de destruction avait eu lieu par l'autorité des rois; Charles V, Louis XI et Henri IV s'attaquèrent aux donjons pour mater l'esprit féodal; en cela comme en tout, Richelieu fit faire un pas immense à l'œuvre de ses devanciers. Les mesures à prendre pour ce qu'on pourrait nommer l'aplanissement politique du sol français furent confiées par lui à la diligence des provinces et des municipalités, et, d'un bout à l'autre du royaume, les masses plébéiennes se levèrent pour abattre de leurs mains les murs crénelés, repaires de tyrannie ou de brigandage, que, de génération en génération, les enfans apprenaient à maudire. Selon la vive expression d'un historien patriote, « les villes coururent aux citadelles, les campagnes aux châteaux, chacun à sa haine (1). » Mais l'ordre, qui souvent marque la profondeur des sentimens populaires, présida à cette grande exécution que le pays faisait sur lui-même; aucune dévastation inutile ne fut commise, on combla les fossés, on rasa les forts, les bastions, tout ce qui était un moyen de résistance militaire; on laissa debout ce qui ne pouvait être qu'un monument du passé.

Pendant ce temps, la commission de réforme législative poursuivait son travail sous la présidence du garde-des-sceaux, Marillac. Il en résulta l'ordonnance de janvier 1629, égale en mérite et supérieure en étendue aux grandes ordonnances du XVIe siècle. Ce nouveau code n'avait pas moins de quatre cent soixante et un articles. Il touche à toutes les parties de la législation : droit civil, droit criminel, police générale, affaires ecclésiastiques, instruction publique, justice, finances, commerce, armée, marine. Inspiré à la fois par le vœu national et par la pensée de Richelieu, il est empreint de cette pensée, quoique le grand ministre ait dédaigné d'y prétendre aucune part, et que l'opposition du parlement, soulevée contre cette œuvre de haute sagesse, y ait, dans un sobriquet burlesque, attaché un autre nom que le sien (2).

L'ordonnance, ou plutôt le code de 1629, eut pour but de répondre à la fois aux demandes des derniers états-généraux et à celles de deux assemblées de notables (3). Parmi les dispositions prises d'après les cahiers de 1615, la plupart furent puisées dans celui du tiers-état; je n'en ferai point l'analyse, j'observerai seulement qu'en beaucoup de cas la réponse donnée reste en arrière ou s'écarte un peu de la demande. On sent que le législateur s'étudie à concilier les intérêts di-

(1) M. Henri Martin, *Histoire de France*, t. XII, p. 527.

(2) Les gens de robe affectèrent de ridiculiser l'ordonnance de 1629 en l'appelant *Code Michaud*, du prénom de son rédacteur, le garde-des-sceaux Michel de Marillac.

(3) Celle de 1617, dont je n'ai pas fait mention, et celle de 1626. — Ordonnance sur les plaintes des états assemblés à Paris en 1614, et de l'assemblée des notables réunis à Rouen et à Paris en 1617 et 1626. (*Recueil des anciennes Lois françaises*, t. XVI, p. 223 et suivantes.)

vergens des ordres, et qu'il veut borner la réforme à de certaines limites. Si la suppression des banalités sans titre et des corvées abusives est accordée au tiers, il n'est point répondu à son vœu pour l'affranchissement des main-mortables (1). Le temps des campagnes libres n'était pas venu, celui des villes libres était passé. Ce n'est qu'en termes évasifs que l'ordonnance répond à la demande d'émancipation du régime municipal, et elle décrète spontanément l'uniformité de ce régime; elle veut que tous les corps de ville soient réduits, autant que possible, au modèle de celui de Paris (2). A ces tendances vers l'unité, elle en joint d'autres non moins fécondes pour le développement national. Elle introduit dans l'armée le principe démocratique par la faculté donnée à tous de s'élever à tous les grades; elle relâche pour la noblesse les liens qui, sous peine de déchéance, l'attachaient à la vie oisive; elle attire la haute bourgeoisie de l'ambition des offices vers le commerce; elle invite la nation tout entière à s'élancer dans les voies de l'activité industrielle. Voici le texte de trois de ses articles :

« Le soldat par ses services pourra monter aux charges et offices des « compagnies, de degré en degré, jusques à celui de capitaine, et plus « avant s'il s'en rend digne.

« Pour convier nos sujets de quelque qualité et condition qu'ils « soient de s'adonner au commerce et trafic par mer, et faire con- « noître que notre intention est de relever et faire honorer ceux « qui s'y occuperont, nous ordonnons que tous gentilshommes, qui, « par eux ou par personnes interposées, entreront en part et société « dans les vaisseaux, denrées et marchandises d'iceux, ne dérogeront « point à noblesse... et que ceux qui ne seront nobles, après avoir en- « tretenu cinq ans un vaisseau de deux à trois cents tonneaux, joui- « ront des priviléges de noblesse, tant et si longuement qu'ils conti- « nueront l'entretien dudit vaisseau dans le commerce, pourvu qu'ils « l'ayent fait bastir en notre royaume et non autrement : et en cas « qu'ils meurent dans le trafic, après l'avoir continué quinze ans du- « rant, nous voulons que les veuves jouissent du même privilége du- « rant leur viduité, comme aussi leurs enfants, pourvu que l'un d'en- « tr'eux continue la négociation dudit commerce et l'entretien d'un « vaisseau par l'espace de dix ans. Voulons en outre que les marchands « grossiers qui tiennent magasins sans vendre en détail ou autres mar- « chands qui auront esté eschevins, consuls ou gardes de leurs corps, « puissent prendre la qualité de nobles, et tenir rang et séance en « toutes les assemblées publiques et particulières immédiatement après « nos lieutenans-généraux, conseillers des siéges présidiaux, et nos

(1) Ordonnance de 1629, art. 206 et 207. — Voyez plus haut l'analyse du cahier de 1615.
(2) Ordonnance de 1629, art. 412.

« procureurs-généraux esdits siéges, et autres juges royaux qui seront « sur les lieux.

« Exhortons nos sujets qui en ont le moyen et l'industrie de se lier « et unir ensemble pour former de bonnes et fortes compagnies et so- « ciétez de trafic, navigation et marchandise, en la manière qu'ils ver- « ront bon estre. Promettons les protéger et desfendre, les accroître « de priviléges et faveurs spéciales, et les maintenir en toutes les ma- « nières qu'ils désireront pour la bonne conduite et succès de leur « commerce (1). »

Tout ce qui était possible en fait d'améliorations sociales au temps de Richelieu fut exécuté par cet homme dont l'intelligence comprenait tout, dont le génie pratique n'omettait rien, qui allait de l'ensemble aux détails, de l'idée à l'action avec une merveilleuse habileté. Maniant une foule d'affaires grandes et petites en même temps et avec la même ardeur, partout présent de sa personne ou de sa pensée, il eut à un degré unique l'universalité et la liberté d'esprit. Prince de l'église romaine, il voulut que le clergé fût national; vainqueur des calvinistes, il ne frappa que la rébellion, et respecta les droits de la conscience (2); enfant de la noblesse et imbu de son orgueil, il agit comme s'il eût reçu mission de préparer le règne du tiers-état. La fin dernière de sa politique intérieure fut ce qui faisait grandir et tendait à déclasser la bourgeoisie, ce fut le progrès du commerce et le progrès des lettres, le travail, soit de l'esprit, soit de la main. Richelieu ne reconnaissait au-dessous du trône qu'une dignité égale à la sienne, celle de l'écrivain et du penseur; il voulait qu'un homme du nom de Chapelain ou de Gombauld lui parlât couvert. Mais, tandis que par de grandes mesures commerciales et une grande institution littéraire (3), il multipliait pour la roture, en dehors des offices, les places d'honneur dans l'état, il comprimait, sous le niveau d'un pouvoir sans bornes, les vieilles libertés des villes et des provinces. États particuliers, constitutions municipales, tout ce qu'avaient stipulé comme droits les pays agrégés à la couronne, tout ce qu'avait créé la bourgeoisie dans son âge héroïque, fut refoulé par lui plus bas que jamais. Il y eut là des souffrances plébéiennes, souffrances malheureusement nécessaires, mais que cette nécessité ne rendait pas moins vives, et qui accompagnèrent de crise en crise l'enfantement de la centralisation moderne.

(1) Ordonnance de 1629, art. 452 et 429.

(2) Aux termes du traité d'Alais, 28 juin 1629, l'édit de Nantes fut confirmé et juré solennellement par le roi.

(3) Voyez les lettres patentes de janvier 1635 pour l'établissement de l'Académie française; les lettres de création de la charge de surintendant de la marine et de la navigation, octobre 1626; les lettres de juillet et novembre 1634, et l'édit de mars 1642, pour la formation et le soutien d'une compagnie des Indes occidentales. (*Recueil des anciennes Lois françaises*, t. XVI, p. 418, 194, 409, 415 et 540.)

Quant à la politique extérieure du grand ministre, cette partie de son œuvre, non moins admirable que l'autre, a de plus le singulier mérite de n'avoir rien perdu par le cours du temps et les révolutions de l'Europe, d'être pour nous, après deux siècles, aussi vivante, aussi nationale qu'au premier jour. C'est la politique même qui, depuis la chute de l'empire et la résurrection de la France libérale, n'a cessé de former, pour ainsi dire, une part de la conscience du pays; c'est celle que la nation demandait avec instance et avec menace à deux régimes qu'elle a brisés, celle que, dans sa pleine liberté d'action, elle veut pratiquer désormais. Le maintien des nationalités indépendantes, l'affranchissement des nationalités opprimées, le respect des liens naturels que forme la communauté de race et de langue, la paix et l'amitié pour les faibles, la guerre contre les oppresseurs de la liberté et de la civilisation générales, tous ces devoirs que s'impose notre libéralisme démocratique furent implicitement compris dans le plan de conduite au dehors dicté à un roi par un homme d'état dont l'idéal au-dedans était le pouvoir absolu (1). Sur la question des droits de la France à un agrandissement qui lui donne ses frontières définitives, question souvent posée depuis trois siècles et aujourd'hui encore pendante, Henri IV disait : « Je veux « bien que la langue espagnole demeure à l'Espagnol, l'allemande à « l'Allemand, mais toute la françoise doit être à moi (2). » Un contemporain de Richelieu, peut-être l'un de ses confidens, lui fait dire : « Le but de mon ministère a été celui-ci : rétablir les limites naturelles « de la Gaule, identifier la Gaule avec la France, et partout où fut l'an- « cienne Gaule constituer la nouvelle (3). » De ces deux principes combinés ensemble et se modérant l'un l'autre, sortira, quand les temps seront venus, la fixation dernière du sol français possédé par nous à

(1) Il est curieux de voir dans quels termes de dévouement à la cause de l'émancipation européenne lui-même parle de son intervention dans les affaires de l'Italie, de l'Allemagne et des Pays-Bas. A chaque événement militaire ou diplomatique, il s'agit d'affranchir un prince ou un peuple de l'*oppression des Espagnols*, de la *tyrannie de la maison d'Autriche*, de la terreur causée par l'*avidité insatiable* de cette maison *ennemie du repos de la chrétienté*, d'arrêter *ses usurpations*, de lui faire *rendre ce qu'elle a usurpé* en Suisse ou en Italie, de garantir *toute l'Italie* de son *injuste oppression*, de veiller au *salut de toute l'Italie*, de sauver et d'assurer contre l'Autriche les droits des princes de l'empire. (*Testament politique* du cardinal de Richelieu, première partie, chapitre 1er, p. 9, 10, 14, 15, 18, 24, 25 et 26.)

(2) *Histoire du règne de Henri-le-Grand*, par Mathieu, t. II, p. 444.

(3) « Hic ministerii mei scopus, restituere Galliæ limites, quos natura præfixit... con- « fundere Galliam cum Franciâ, et ubicumque fuit antiqua Gallia, ibi restaurare novam.» *Testamentum politicum*, ap. Petri Labbe Elogia sacra, etc., ed. 1706, p. 253 et suiv.) — La pièce qui renferme ces mots remarquables, et qui parut moins d'un an après la mort du cardinal, est une amplification incrustée, selon toute apparence, de paroles textuellement recueillies de sa bouche. Richelieu aimait à s'épancher avec ses amis; il dictait beaucoup à ceux qui l'entouraient, et, comme on l'a vu de Napoléon, des personnes curieuses prenaient note de ses entretiens.

titre légitime et perpétuel, au nom du double droit de la nature et de l'histoire.

La conception d'un nouveau système politique de l'Europe fondé sur l'équilibre des forces rivales, et où la France exerçât, non à son profit, mais pour le maintien de l'indépendance commune, l'ascendant ravi à l'Espagne, cette conception de Henri-le-Grand, évanouie à sa mort comme un rêve, fut exécutée par Richelieu à force de négociations et de victoires. Quand le ministre de Louis XIII mourut épuisé de veilles patriotiques (1), l'ouvrage était presque à sa fin; une habile persévérance, jointe à d'éclatans faits d'armes (2), amena, en moins de cinq ans, l'acte fondamental de la réorganisation européenne, le glorieux traité de Westphalie (3). Cette partie de l'œuvre du grand homme d'état, sa politique extérieure, voilà ce qui, de son temps, fut le mieux compris, ce qui parut aux esprits élevés beau sans mélange (4); pour le reste, il y eut doute ou répugnance. Comme après le règne de Louis XI, l'opinion publique réagit contre l'action révolutionnaire du pouvoir. Les classes mêmes à qui devaient profiter le nivellement des existences nobiliaires et l'ordre imposé à tous furent moins frappées de l'avenir préparé pour elles, moins sensibles à l'excellence du but qu'indignées de la violence des moyens, et choquées par l'excès de l'arbitraire. Cette réaction du tiers-état contre la dictature ministérielle, c'est-à-dire contre ce qu'il y avait eu de plus hardiment novateur dans l'action du pouvoir royal, fut le principe et l'aliment des guerres civiles de la fronde.

AUGUSTIN THIERRY.

(1) Le 4 décembre 1642.

(2) Les victoires de Rocroi, de Nordlingen et de Lens.

(3) Signé à Munster le 24 octobre 1648.

(4) Voiture, dans l'une de ses lettres, se place, pour juger Richelieu encore vivant, au point de vue de la postérité : « Lorsque, dans deux cents ans, ceux qui viendront « après nous liront en notre histoire que le cardinal de Richelieu....., s'ils ont quelque « goutte de sang françois dans les veines et quelque amour pour la gloire de leur pays, « pourront-ils lire ces choses sans s'affectionner à lui; et, à votre avis, l'aimeront-ils ou « l'estimeront-ils moins à cause que, de son temps, les rentes sur l'hôtel-de-ville se seront « payées un peu plus tard, ou que l'on aura mis quelques nouveaux officiers dans la « chambre des comptes? Toutes les grandes choses coûtent beaucoup!... » (Lettre LXXIV, édition de 1701, p. 179.)

DEUX

DAMES HUMANITAIRES

D'OUTRE-RHIN.

I. — *Manhold*, roman von Ottilie Kapp, geb. von Rappard. Berlin, 1850, Verlag von Karl Wiegandt.
II. — *Revolution und Contrerevolution*, roman von Louise Aston. Mannheim, J. P. Grohe, 1849.
III. — *Meine Emancipation, Verweisung und Rechtfertigund*, von Louise Aston. Brussel, Vogler, 1846.

Voilà vraiment une pauvre lecture pour une veillée d'hiver, et ce n'est pas de quoi donner des rêves couleur de rose, quand on est tout seul à feuilleter cela au coin de son feu. J'avais cru de bonne foi qu'on pourrait s'égayer davantage avec les romans mignons de ces dames. Je ferme tristement leurs pages satinées, et je me demande combien il faut qu'il y ait dans ce temps-ci d'instincts pervertis et d'idées de travers pour que deux femmes aient mis à écrire ces belles choses leur plaisir ou leur vanité. L'éternelle flétrissure, la profonde misère des dernières vicissitudes que nous avons subies, c'est que le ridicule s'y mêlait partout à l'odieux et ne l'empêchait pas. Tout le monde l'a senti, jusqu'aux plus naïfs, mais tout le monde ne sait pas ce que c'est que le ridicule français traduit en allemand, et quelle pitoyable évidence il gagne à la

traduction. L'on me permettra donc de lui faire ici les honneurs de cette métamorphose.

J'ai vu la république inaugurée par les proclamations tombées de la plume illustre qui avait déclaré la guerre aux maris avant de la déclarer aux rois; j'ai vu placarder sous les yeux du bourgeois hébété ces bulletins pathétiques qui révélaient, hélas! le sexe de la rédaction par l'ardeur jalouse avec laquelle ils défendaient les Hercules du provisoire d'avoir filé trop exclusivement aux pieds des grandes actrices; j'ai vu les débris féminins du troupeau de Saint-Simon recommencer les parades de la rue Monsigny, sauf l'âge de plus et les appas de moins; j'ai vu les sœurs des *frères et amis* leur disputer la tribune et s'en emparer au contentement de leurs propres époux, fiers de ces éloquentes moitiés; j'ai vu la fête de Noël célébrée dans la salle Valentino par des prêtresses qu'on aurait pu prendre pour les nymphes ordinaires de l'endroit, si elles ne s'étaient pieusement étudiées à chanter en fausset les couplets mélancoliques de la religion du *circulus;* j'ai vu pire que tout cela : des femmes socialistes, possédées du démon des vers, accourir du fond de la province, et leur tête chauve mal garnie d'affreux bouquets en papier, leurs bras rouges et nus terminés par de sales gants blancs, monter sur un trépied de cabaret, pour annoncer en froides rimes la prochaine émancipation de leur espèce. Si tout cela n'est pas le ridicule, il n'y en a plus nulle part sous la voûte des cieux.

Et cependant ce ridicule dont nous pensons peut-être avoir épuisé la gloire à nous seuls, il n'est pas complet chez nous; il n'atteint la perfection que chez les plagiaires qui nous l'empruntent. D'abord nous ne le copions pas, nous l'inventons, ce qui lui souffle au moins une sorte d'originalité et ne le laisse point paraître aussi plat qu'il est, une fois la fleur passée. Puis il s'en faut que ce soit toujours un ridicule convaincu; la foi lui manque souvent pour s'adorer suffisamment lui-même, et il spécule assez volontiers en connaissance de cause sur la sottise d'autrui; avec plus de sincérité, il ne serait pas beaucoup moins malhonnête, et il serait plus ennuyeux. Enfin, nous gardons bon gré mal gré dans notre sang un peu de vieille séve gauloise qui part en saillies indiscrètes au milieu des plus touchans accès de l'enthousiasme artificiel et de la fausse exaltation. Les cordes graves n'endurent pas dans nos ames une tension trop prolongée; le lyrisme nous fatigue d'autant plus que nous nous y appliquons davantage, et nous échappons quand même au joug de l'ode par une pointe de madrigal ou de comédie.

Nos folies ne sont achevées et leur mesure n'est entière que lorsqu'elles ont été s'affubler outre Rhin du travestissement sérieux qui convient à l'humeur de nos doctes voisins. Quoiqu'on ait de jour en jour moins d'esprit en France, on y conserve encore une certaine

frayeur du ridicule qui ne lui souffre pas impunément toutes ses aises : c'est pourtant une justice de dire que plus nous allons maintenant, plus nous lui rendons de liberté; mais, en Allemagne, il a toujours eu droit de marcher le front levé sans être salué pour ce qu'il était. Les Allemands n'ont presque pas le sentiment du ridicule, qui n'est point en effet compatible avec la solidité naturelle de leur intelligence. Malheureusement, avec cette excessive solidité, ils s'attachent parfois plus que de raison à nos velléités les plus hétéroclites; ils prennent bravement à leur compte les lubies et les niaiseries que nous poussons dans le monde de notre pied léger. Soit dit sans les offenser, ce sont les plus pédans de tous les révolutionnaires; or, leur pédantisme ne se contente pas de nos à-peu-près de chimères, il veut absolument trouver la logique des plus bizarres aventures de nos cerveaux et prêter du corps à nos ombres de systèmes. Si l'ombre seule avait déjà mauvaise grace et semblait moquable, figurez-vous donc la mine que doit avoir le corps.

Les Allemands se piquent pourtant d'être en tout point des autochthones; à les entendre, ils sont sortis de terre armés de pied en cap; ils ne doivent rien à personne, l'univers leur doit; leur génie s'est produit de prime-saut, et les idées leur sont venues comme les feuilles viennent sur les chênes (le chêne est l'arbre allemand par excellence; depuis que l'Allemagne s'est mise si fort en frais de péroraisons patriotiques, il n'y en a pas une qui finisse sans la comparer au chêne de ses forêts). J'admets de grand cœur que les Allemands n'aient tiré que d'eux-mêmes tout ce qu'ils ont de bon, et je respecte la susceptibilité légitime avec laquelle ils revendiquent leur patrimoine national. Je m'étonne d'autant plus qu'ils s'acharnent si étrangement à contrefaire presque tout ce que nous avons de mauvais. Leurs socialistes se sont notoirement instruits à l'école des nôtres : c'est chez nous qu'ouvriers et docteurs ont voyagé des années durant à la recherche de la sagesse. Il est vrai qu'ils prétendent avoir simplement repris leur bien là où ils le trouvaient; car ils font remonter la science jusqu'aux anabaptistes de Munster, pour ravir à leurs maîtres français le mérite de la découverte. Leur socialisme a toujours de la sorte plus de quartiers que le nôtre, tout en s'en étant inspiré. Notez encore ce trait qui marque les révolutionnaires de souche teutonne : il leur faut des quartiers comme aux plus superbes aristocrates; ils aiment passionnément la poudre des origines antiques. Leur république rouge est là-dessus aussi allemande que Luther; elle se fabrique à tout prix des ancêtres pour ses *propositions*, et, n'ayant pas le choix, elle va quérir n'importe lesquels, pourvu qu'ils soient assez du pays.

Elle ne pourra jamais cependant effacer tout-à-fait ses origines welches, et, par exemple, il lui serait trop difficile de renier le parrainage

de M. Proudhon. Le nom de M. Proudhon était encore obscur en France qu'il rayonnait déjà dans la presse germanique. Nos républicains de la forme, comme on les appelait du temps où ils ne comprenaient pas aussi bien qu'aujourd'hui la nécessité d'être mieux que cela, nos républicains bourgeois étouffaient opiniâtrément sous le boisseau la puissance et la gloire du Vercingetorix socialiste, alors que l'une et l'autre avaient depuis plusieurs années conquis des interprètes et des admirateurs à Leipsig et à Berlin. Dès avant 1848, j'ai plus d'une fois entendu là disserter sur M. Proudhon et sur ses œuvres avec toute la révérence que les anciens commentateurs du divin Alighieri apportaient à leur texte. On disait candidement : *le maître Proudhon* αὐτὸς ἔφα.

Je laisse à penser le contraste bizarre qui ressort inévitablement de la gravité dévotieuse d'une pareille glose mise en marge de l'ironie familière à l'auteur. M. Proudhon est pourtant un homme d'esprit, et l'on ne se déshonore pas à le prendre au tragique; mais ressasser sentimentalement la poussière nauséabonde de nos déclamations humanitaires, ou remuer d'une main furieuse et d'un geste de bacchante ces vieilles cendres froides, en s'imaginant qu'on les réchauffe; rendre à la circulation nos tirades les plus démonétisées sur le progrès du monde en général et sur celui de la femme en particulier; nous emprunter du même coup la phraséologie rebattue de nos bas-bleus socialistes et les lieux communs démagogiques de nos clubs; ajouter à ce désagréable mélange l'effervescence malsaine d'une imagination dévergondée ou la monotonie sentencieuse d'un pédagogue en jupons, c'est tout de bon cette fois la suprême sottise de cette manie d'imitations malheureuses que je reproche à l'Allemagne, et tel est mon irrémissible grief contre les deux chefs-d'œuvre dont j'ai maintenant à parler. J'honore infiniment *la Marseillaise*, quand j'oublie les victimes qu'elle accompagnait à l'échafaud pour ne songer qu'aux soldats qu'elle menait à la victoire : je la trouve abominable et burlesque, lorsque, sous prétexte d'émotion patriotique, je la vois entonnée par des habitués d'estaminet qui la psalmodient en guise d'office et s'agenouillent avec componction à la dernière strophe. La prose échevelée de Mme Aston n'est d'un bout à l'autre qu'une *Marseillaise* de cette façon; Mme Kapp n'a point, à beaucoup près, la verve aussi violente : son roman dithyrambique serait plutôt quelque chose comme une *Marseillaise de la paix;* mais, pour être moins belliqueuse que sa sœur en démocratie, cette autre muse n'a ni le ton moins faux, ni l'allure moins égarée. Les inspirations qu'elle a puisées à nos mauvaises écoles sont aussi directes; seulement elle a donné dans le genre ennuyeux, tandis que Mme Aston a jeté son bonnet par-dessus les moulins, pour arriver d'un trait au sublime du genre débraillé.

Nous avons des modèles blonds et bruns de toutes les aberrations littéraires de l'esprit féminin. Nous avons des héroïnes quasi-méthodistes qui prêchent compendieusement et vertueusement l'émancipation universelle; nous avons des amazones qui paient de leur personne sur ce champ scabreux de la science nouvelle, et qui professent d'autant mieux qu'elles pratiquent. Mme Kapp s'est livrée de prédilection à l'étude dogmatique de ces matières passionnées, et c'est uniquement pour sauver la forme qu'elle a encadré son travail de philosophie régénérée dans une idylle qui n'est pas d'ailleurs autrement malhonnête: son livre tient ainsi tout ensemble et de la pastorale et du manuel classique. Mme Aston a des procédés moins languissans; ce n'est pas trop de la crudité des contes les plus décolletés de M. Eugène Sue, ce n'est pas trop des horreurs de nos plus fougueux mélodrames pour exprimer la vivacité de ses opinions politiques et religieuses, pour lui fournir des personnages qui soient de taille à représenter ses propres impressions. Du reste, à part cette différence extérieure, ces deux dames vivent évidemment sur un fonds d'idées communes. Elles ont le même amour pour les insurrections et les insurgés, le même verbiage républicain, le même fanatisme d'orgueil individuel et d'indépendance désordonnée, la même affectation d'esprit fort, le même besoin d'étaler leur adoration pour le genre humain et leur pitié pour le bon Dieu, enfin, par-dessus tout, la même ardeur à conquérir les droits imprescriptibles de leur sexe. Une dernière ressemblance rapproche encore leurs œuvres : le talent d'invention et de style y manque à peu près au même degré. Ce n'est point de la littérature, et, si je n'y cherchais que cela, je serais vraiment inexcusable d'aller soulever l'ombre qui couvre ces pauvretés; mais il s'agit ici beaucoup plus d'anatomie morale que de critique intellectuelle. Ce sont des végétations maladives qui se produisent à la surface du corps social, et qu'il faut fouiller avec le scalpel, pour se rendre compte de la dissolution intérieure qu'elles accusent. Je regrette que le scalpel soit de sa nature si brutal, et n'ait point à l'occasion la courtoisie qu'il devrait : je prie seulement qu'on n'impute pas au chirurgien la faute de l'instrument.

Après tout, pourquoi n'en conviendrais-je pas? j'en veux à ces petits livres déjà presque ignorés, quoiqu'ils datent d'hier; je leur en veux du contraste choquant par lequel ils finissent de détruire un ancien rêve de ma jeunesse. Autrefois, il y a long-temps, j'avais un songe favori que je voyais volontiers partout comme on entend toujours le refrain qui vous plaît dans la sonnerie des cloches : c'était un idéal du chez-soi, un mirage de béatitude domestique et de paix intérieure que j'appelais la vie allemande, parce que la profondeur de ce calme sympathique me semblait trop en dehors de nos bruyantes frivolités. Mettez-vous à lire par régime les vieux romans d'Auguste Lafontaine, des

ballades d'Uhland et quelque chose des *Reisebilder* de notre pauvre Heine (le spirituel railleur me pardonnera-t-il de le placer dans le voisinage des bourgeois et des Souabes?); ôtez à cette simple histoire d'*Hermann et Dorothée* sa grandeur poétique pour ne lui laisser que sa douceur, — vous comprendrez sans doute mieux que je ne pourrais l'exprimer le genre d'impressions qui se résumaient alors dans mon esprit sous ce mot de vie allemande. Je me charmais moi-même avec ces images de tendresse honnête et d'intimité recueillie; toutes ces pensées murmuraient à mon oreille comme le chant du grillon au coin du foyer; j'aurais juré que le grillon ne chantait nulle part aussi bien qu'au-delà du Rhin, dans le pays des robes de chambre, des longues fiançailles et des arbres de Noël. Plus tard, la réalité est venue écorner mes innocentes chimères, et il me souvient même de m'être attiré d'assez méchantes affaires pour avoir complimenté mal à propos un jeune Teuton de ces bonheurs que je lui supposais peut-être, tant j'avais envie de les découvrir. Jamais cependant l'aimable fiction qui me berçait n'avait reçu d'aussi rude démenti que le sont pour moi les confessions révolutionnaires de Mme Aston et de Mme Kapp. Je ne crois pas assurément qu'elles puissent, l'une ou l'autre, servir de types à de très nombreux exemplaires; c'est assez néanmoins de l'encre qu'elles ont versée sur le papier pour me gâter sans miséricorde tous mes châteaux en Allemagne. Quand on a rencontré coup sur coup ces deux femmes occupées à glorifier les barricades de toutes les sortes, on ne sait plus s'en figurer une seule paisiblement assise devant la table à thé, sous son berceau de lierre, l'éternelle parure du salon de famille à Dresde ou à Berlin.

Goethe écrivait, en 1793, une assez médiocre comédie qu'il n'a point terminée et qu'il intitulait avec une pompe ironique : *les Insurgés, drame politique en cinq actes*. C'est notre révolution parodiée dans une émeute de village. Le personnage sensé de la comédie, la nièce d'un barbier démagogue qui veille et tricote en attendant que son oncle soit sorti d'un conciliabule nocturne, ouvre l'action par ces paroles, qui n'en promettent pas beaucoup : « Ce que la révolution française fait de bien ou de mal, je ne suis point à même d'en juger; tout ce que j'en sais, c'est qu'elle m'aura procuré, cet hiver, quelques paires de bas de plus. Sans elle, je dormirais déjà, au lieu de tricoter en attendant mon oncle, comme il est lui-même en train de pérorer à l'heure où il dormait jadis. » Le temps est passé de cette souveraine ignorance que saisissait à plaisir la malice indifférente de Goethe, et le flux des événemens publics pénètre si avant dans les existences privées, qu'elles ne peuvent guère se soustraire même aux plus lointains. Je ne regrette pas, pour les femmes d'à-présent, cette égoïste et naïve sécurité de la tricoteuse de Goethe : il leur sied mieux de participer davantage aux alternatives

laborieuses de notre destinée; mais devraient-elles jamais boire le vin de colère et de déraison dont l'ivresse déborde dans ces œuvres féminines qui m'arrivent à l'instant d'Allemagne, si galamment brochées en couleur bleu de ciel ou beurre frais?

I.

Manhold est le nom du héros de Mme Kapp; *Révolution et Contre-révolution*, c'est le thème du roman de Mme Aston. Encore une digression pour laquelle je demanderais grace, si cette digression n'était pas en somme le sujet lui-même; encore un chapitre d'exégèse avant d'aborder ces malencontreuses légendes déjà festonnées autour de notre histoire contemporaine : — qui sont les auteurs dont il en faut remercier l'imagination? qui est donc Mme Kapp et qui est Mme Aston?

De la première je ne connaissais absolument rien, lorsque je lus dernièrement dans un journal ces quelques lignes, qui sont tout ce que j'ai appris d'elle : « Mme Ottilie Kapp, écrivait le *rewiever* germanique, appartient à une estimable famille de directeurs de gymnase et de professeurs qui est répandue par toute l'Allemagne, et où les enfans sucent avec le lait la moelle de la philosophie hégélienne. » J'ose dire qu'on s'en aperçoit plus tard, et je m'en tiens là pour toute information, ne voulant point d'ailleurs parler des gens plus qu'ils ne font parler d'eux. Mme Louise Aston est beaucoup moins restée sur la réserve; je n'ai pas de motif pour être à son égard plus discret qu'elle-même. Voici bientôt quatre ans qu'elle a jugé opportun de publier ses propres mésaventures, et je suis obligé de rappeler ici l'autobiographie de 1846, parce qu'elle est peut-être la cause et certainement la clé du roman de 1849. Mme Aston a mis du roman dans ses mémoires; je suis assez tenté de croire qu'elle a mis ensuite plus d'un souvenir personnel dans le roman : la charité m'ordonne de supposer que ce n'est pas aux scènes les plus vives.

Mon Émancipation, mon Bannissement et mon Apologie, par Louise Aston, tel était le titre du petit factum qui parut à Bruxelles en 1846. Il y avait à Berlin, dans les premiers mois de cette même année, une femme qui s'habillait en homme, qui fumait outrageusement, qui dissertait avec audace sur la religion et le salut, avec chaleur sur les libres amours du phalanstère, avec mépris sur les mariages cérémonieux des conseillers intimes et autres philistins. Les correspondans des gazettes allemandes annonçaient, en renchérissant toujours les uns sur les autres, qu'elle allait fonder ou qu'elle avait fondé un club à l'usage de son sexe, qu'on y buvait ou qu'on y boirait des chopes et des grogs, et que les dames, quand on y danserait, iraient elles-mêmes inviter leurs cavaliers. Enfin, quelque *litterat* fouriériste avait jugé à

propos de dédier à cette intrépide un poème qui donnait à la Madeleine, probablement avant sa repentance, un avantage trop marqué sur la froide madone. Cette femme, qui avait pourtant, hélas! une petite fille de quatre ans, était Mme Aston. Berlin jouissait alors du gouvernement de *l'état chrétien*. L'*état chrétien* est une invention si profondément germanique, archéologique, théologique et royale, qu'il faudrait un trop long commentaire pour en donner l'idée à des lecteurs français et républicains de n'importe quelle république, c'est-à-dire iconoclastes de toute façon. Ce que j'en puis au plus dire en passant, c'est que l'*état chrétien* se distingue surtout par la manière peu sentimentale dont il fait la police. La police pria Mme Aston de ne point inquiéter plus long-temps la vertu berlinoise par les exemples qu'elle prodiguait, ou par les rumeurs qu'elle causait. Littéralement, on lui signifia d'avoir à déguerpir sous huit jours. Je voudrais de bonne foi me persuader que la police ne fut pas en cela très noire, et franchement, à lire le récit de cette expulsion, écrit par Mme Aston elle-même, on conçoit que la patience ait manqué, particulièrement à des bureaucrates prussiens. Si Platon chassait les poètes de sa ville modèle, qu'eût-il fait de cette poétesse? Mais moi qui n'ai pas de goût pour habiter la cité de Platon, quand même nos modernes badigeonneurs la récrépiraient à neuf, j'en reste à mes vieilles erreurs libérales, et j'avoue humblement que la police se conduisit là fort mal envers Mme Aston.

Voyez aussi la conséquence! Mme Aston aurait peut-être épuisé son originalité le plus innocemment du monde dans la publication de ses *Roses sauvages*, des vers du cœur qu'elle était alors en train de préparer; elle n'aurait pas eu les honneurs du martyre, et, n'ayant point pris de position officielle parmi les femmes victimes des préjugés sociaux, elle n'eût pas été, j'aime à le croire, jusqu'aux extrémités où son dernier roman la précipite. La police, évidemment trop pressée de sauver cette ame compromise, n'aura donc réussi qu'à la jeter plus avant dans la perdition. La police n'eût-elle même d'autre tort que d'avoir provoqué l'*Apologie* de Mme Aston, ce serait toujours un tort impardonnable.

Cette *Apologie* commence par une courte préface dont j'extrairai quelques mots, qui me paraissent le fondement de la morale spéciale de Mme Kapp aussi bien que de Mme Aston. Ce sont, pour ainsi dire, des axiomes dont nous allons retrouver le développement, dont nous pouvons suivre l'influence à la trace chez l'une comme chez l'autre : c'est le *credo* qui domine également leur imagination et leur conscience. Écoutez seulement, et vous sentirez comme nous sommes loin du vieux monde! Adieu l'austère et pure devise que l'antiquité avait léguée au christianisme, et que le christianisme avait encore sanctifiée :

Casta vixit,
Lanam fecit,
Domum servavit.

Adieu la noble vie de la femme forte! Écoutez les modernes apophthegmes de la femme libre :

« Notre plus haut droit, à nous femmes, notre plus haute consécration, c'est le droit *de la libre personnalité*, le droit de développer tout notre être sans être empêchées ni gênées par aucune force étrangère, le droit d'obéir librement aux puissances intérieures qui font l'harmonie de l'ame, lors même que cette harmonie peut paraître une dissonance en face des croyances qui règnent dans le monde. »

Après la proclamation du droit, la sanction qui le protége. De par sa libre personnalité, Mme Aston veut bien se déshabiller elle-même devant le public, comme on va le voir; mais elle dévoue aux dieux infernaux quiconque respecte assez médiocrement cette personnalité orageuse pour lui demander compte de ses orages.

« Celui qui touche au droit de la personnalité commet un acte de violence brutale; celui qui tire du sanctuaire de notre cœur nos sentimens et notre foi, résultat de nos destinées, propriété de notre vie, pour les jeter à découvert sur la place publique, dans la salle d'un tribunal, sous les pieds de la multitude, celui-là peut bien avoir dans ses mains les balances de la justice, il n'en pèche pas moins contre le salut de notre ame; il se rend coupable d'un sacrilége dont le jugement de l'histoire ne l'absoudra pas. »

Voilà qui va droit à l'adresse de M. de Bodelschwing et de M. de Manteuffel, car ce n'étaient pas des moralistes de moindre étage qui avaient entrepris de donner sur les doigts à la personnalité de Mme Aston; et voici maintenant, pour clore cette introduction, Mme Aston elle-même se regardant poser devant ses persécuteurs :

« O Grèce! ô belle Grèce! tes autels et tes temples sont renversés, ta splendeur est évanouie, et ce qui survit maintenant au fond des grands cœurs, c'est le souvenir d'une des hontes de ton histoire, de ce pouvoir obscurantiste qui s'institua le juge des libres penseurs et traduisit une Aspasie à sa barre pour crime d'impiété! Les générations passent, et les peuples et leurs dieux, mais le préjugé est immortel.

« Signé, Louise Aston. »

Ce n'est pas un caprice de style, un hasard de rhétorique qui réunit dans une même phrase au nom de l'auteur prussien le nom mélodieux de l'amie de Périclès. La figure d'Aspasie exerce évidemment sur Mme Aston une fascination inquiétante. Le rôle qui dans son roman a été l'objet de toutes ses complaisances est un rôle de femme à la fois politique et légère, qui serait bien vraiment une Aspasie berlinoise, s'il pouvait y avoir d'Aspasie ailleurs que dans Athènes. La vie que

d'après son aveu, Mme Aston se proposait de mener à Berlin n'était rien de moins que cette vie d'honnête homme telle que l'entendaient Aspasie et Ninon, au milieu du commerce des beaux esprits et des galans cavaliers; mais, songez un peu, Ninon côte à côte avec de jeunes hégéliens armés de leurs pipes! mais Aspasie habillée des vieilles modes parisiennes! Une semblable métempsycose était un châtiment trop cruel pour la mémoire de ces défuntes pécheresses. Mme Aston a lutté bravement contre l'impossible; son pamphlet justificatif témoigne en même temps et du genre d'idéal qu'elle ambitionnait d'atteindre et du malheur de ses aspirations. Je traduis fidèlement le début de ce récit, où l'auteur entre de lui-même en scène beaucoup plus que je ne me serais permis de l'y mettre.

« J'avais déjà par devers moi les émotions d'une vie trop agitée, lorsque je vins fixer mon séjour à Berlin. Mariée très jeune à un homme qui n'était qu'un étranger pour mon cœur, avant même que l'instinct de l'amour fût devenu vivant en moi, solitaire et désolée au milieu de la situation la plus brillante, avec tous les dehors de la félicité, j'ai appris de bonne heure à connaître la vie moderne dans toutes ses contradictions; j'ai connu le plus violent de ses conflits, celui qui anéantit le cœur de la femme, celui qui menace d'arracher l'ordre social de ses gonds, le conflit de l'amour et du mariage, de l'inclination et du devoir, du cœur et de la conscience.

« Les femmes qui ont en partage une possession paisible et un bonheur idyllique ne comprendront pas cette lutte... Quand on est à l'abri sur la rive, il est facile de défier et de braver l'orage qui bat et dompte l'esquif en pleine mer. J'ai profondément senti ce que la voix prophétique d'une George Sand annonçait aux générations futures : la douleur du temps, le gémissement de la victime torturée jusqu'à mourir dans des liens contre nature. Je sais à quelles indignités une femme est exposée sous la sainte protection de la morale et de la loi; je sais comment les pénates protecteurs du foyer ne sont plus au besoin que des épouvantails inutiles, comment le droit vient en aide à la force brutale; — je n'écris pourtant ni un roman ni une biographie : — notre mariage fut rompu. »

Ne voulez-vous pas redire avec moi le doux et antique refrain pour chasser les miasmes de cette atmosphère de sigisbéisme?

Casta vixit,
Lanam fecit,
Domum servavit.

Ne trouvez-vous pas qu'après avoir flairé cette fade senteur d'alcôve, il fait bon respirer la saine odeur de vertu qu'exhalaient nos vieilles mœurs de ménage?

Je suis convaincu que M. Aston avait tous les torts du mari d'Indiana, et que son prétendu droit n'était qu'impertinence pure; mais comprenez-vous maintenant ce que je voulais dire, quand je parlais

tout à l'heure du surcroît d'emphase ridicule ajouté par les copies allemandes à nos originaux français? Les phrases que vous venez de lire ont-elles jamais chez nous qui en avons les premiers donné l'air, ont-elles jamais eu cet imperturbable sérieux, cette outrecuidante banalité? Cherchez autre part que dans les galeries charivaresques des femmes malheureuses qui glosent sur leurs malheurs avec cette superbe magnificence! Le cri de la prophétesse au manteau de laquelle Mme Aston se raccroche avait du moins un accent de fierté sauvage qui saisit un moment les ames au dépourvu; mais combien d'autres l'ont depuis répété, dont la sauvagerie était le moindre défaut! et d'échos en échos il a passé le Rhin, et il s'est rencontré là de prétentieuses écolières qui l'ont redit sur le ton aigu des oiseaux parleurs.

Quand on s'est ainsi drapé dans le deuil intime de son cœur, la tentation est grande de mettre les choses de son esprit au diapason de ses sentimens. Ce qui prête un faste si détestable à ces tendres infortunes, c'est l'exaspération de l'orgueil intellectuel qui s'en empare et les étale. On souffre avec fierté des souffrances ignorées du commun des martyrs, et l'on s'avoue sans beaucoup de peine qu'il ne faut pas être une bête pour raffiner si délicatement son mal. Le chagrin, en devenant un rôle, conduit vite au métier d'auteur, et de la femme inconsolable il n'y a plus qu'un pas à la femme de lettres : voyez-le franchir. Il paraît que dans la tempête ci-dessus indiquée, l'esquif de Mme Aston avait sombré; devinez ce qu'elle sauva du naufrage?

« De l'universel naufrage où j'avais perdu tout ce que je possédais de plus cher, je ne sauvai rien que la ferme résolution de m'élever au-dessus de ma destinée en portant des regards plus libres sur un plus large horizon, de tremper mon cœur en cultivant mon intelligence, et de comprimer son inquiétude en l'emprisonnant dans le calme de la pensée satisfaite. Telle était mon intention, lorsque j'allai m'établir à Berlin, attirée là par la jeune science vivante, séduite par l'espoir d'oublier, au milieu de ses spirituels représentans, les blessures que j'avais reçues dans le combat de la vie. Je voulais me faire une carrière littéraire, je ne m'y engageais point par un vain dilettantisme : c'était la toute-puissance de mon destin qui m'y poussait, car j'avais connu par ma propre expérience le lot commun de tant de milliers de mes sœurs; j'avais été éprouvée plus avant, jusqu'à l'anéantissement de mon être; la force mortelle de nos liens m'était ainsi plus évidente qu'à personne. Berlin, où la vie de l'esprit est si féconde, Berlin, la ville de l'intelligence et de la pensée, me sembla tout-à-fait approprié à l'exécution de mes plans, à l'accomplissement de ma vocation littéraire. »

Il s'est fait, de la province à Paris, plus d'une émigration analogue à celle-là; mais où est la différence entre les deux langues et les deux natures, c'est que parmi nos émigrées les plus excentriques, pas une n'eût osé donner ses motifs avec une sincérité si altière. Le terroir est

pour quelque chose dans cet épanouissement trop indiscret des appétits du cerveau. L'émancipation féminine nous blesse peut-être encore plus par là que par aucun autre côté; ce serait plutôt par là qu'elle se ferait excuser à Berlin. Berlin s'appelle lui-même la *ville de l'intelligence;* c'est le nom reçu que ses deux vieilles gazettes, la *Spenersche* et la *Vossische*, l'*oncle Spener* et la *tante Voss,* lui répètent tous les matins; c'est le compliment de rigueur à l'adresse du Berlinois, comme il est convenu pour le Parisien que Paris est la *grande cité.* On est très occupé à Berlin de justifier cette louable prétention; la société s'y plaît aux distractions purement scientifiques, et le goût de la science compte au premier rang parmi les élégances d'une femme du monde. Ce n'était pas du moins à ce titre futile que Mme Aston la recherchait, et les *Roses sauvages* ne devaient point être un simple passe-temps d'amour-propre; mais, avant que l'auteur se fût révélé par cette manifestation, la police intervint, et Mme Aston fut priée de quitter Berlin sous huit jours, « parce qu'elle exprimait et voulait réaliser des idées « qui nuisaient au repos et au bon ordre. »

Mme Aston nous raconte un à un les détails de cette exécution, et, quoiqu'elle ait fort envie de mettre les rieurs de son côté, je ne saurais affirmer qu'elle y réussisse. Mandée dans les bureaux, elle ne peut s'empêcher de communiquer ses opinions particulières sur la religion et sur le mariage à un honnête employé qui la laisse causer en prenant note de ses effusions, et il est peu de rencontres plus comiques que cet enthousiasme de muse incorrigible débordant au plus vite devant l'humble *actuarius*, qui verbalise au fur et à mesure pour transmettre à son supérieur les pièces du procès. Puis, Mme Aston obtient une audience de M. de Bodelschwing lui-même, et, telle qu'elle la rapporte, c'est une scène de comédie où le ministre à barbe grise n'a vraiment point le rôle sacrifié. Je ne sais pas lequel serait, en somme, le plus malicieux, voire dans le récit de Mme Aston, ou du sang-froid paternel de son rude interlocuteur, ou du ton grandiose de ses propres reparties.

« Le ministre. — Pourquoi donc affichez-vous de ne pas croire en Dieu?

« Moi. — Excellence, parce que je ne suis point une hypocrite.

« Le ministre. — On vous enverra dans un petit endroit où vous ne serez pas si exposée à vous perdre et où vous pourrez soigner votre ame.

« Moi. — Mais dans l'intérêt de ma carrière littéraire j'ai besoin du séjour de Berlin, où je trouve chaque jour une excitation nouvelle.

« Le ministre. — Mais il n'est pas du tout dans notre intérêt à nous que vous restiez ici pour y répandre vos écrits, qui seront sans doute aussi libres que vos manières de voir.

« Moi. — Excellence, si l'état prussien en est à craindre une femme, j'ai peur qu'il ne soit bien malade.

« Le ministre. — J'ai fort à faire. (Il sort.) »

Cette sortie est évidemment selon toutes les règles du théâtre, c'est-à-dire on ne saurait mieux motivée. Mme Aston, après avoir inutilement porté son recours jusqu'au roi, fut obligée de vider les lieux, et il ne lui resta plus qu'à se pourvoir auprès du public, ce qu'elle ne manqua pas de faire.

Vient donc enfin son *Apologie*. Elle y commence assez adroitement par se moquer des gens qui lui défendent de fumer au nom de l'état; elle demande grace pour avoir elle-même au bal invité ses cavaliers, puisqu'il n'y a pas de salon de ministre où cela ne se voie toutes les fois qu'on y danse un *cotillon germanique et chrétien*. Mme Aston n'était malheureusement pas femme à se contenter d'avoir de l'esprit, et, sautant à pieds joints par-dessus les frivolités de sa cause, elle s'est dépêchée d'arriver au sérieux de son état, à sa philosophie de dame humanitaire. Elle a voulu braver ses dénonciateurs en arborant aussi haut qu'un étendard sa plus intime pensée. Voici la profession de foi qui termine sa publication de 1846; ce n'est ni plus ni moins qu'une déduction logique et pratique du principe de la libre personnalité féminine posé dès la première page de cet étrange petit livre; étrange, répétons-le toujours, non par le fond, que nous connaissons trop, car il nous appartient, mais par l'ostentation naïve avec laquelle nos sottises s'y déploient dans leur nudité. Nous avons eu des nuances et des habiletés de langage pour couvrir toutes les faussetés de situation ou de sentiment qu'il nous plaisait d'inventer; nos traducteurs n'y regardent point de si près et ne font point tant de cérémonie; ils reçoivent et donnent sans scrupule notre mauvaise monnaie pour du bon argent.

« Je ne crois point à la nécessité, je ne crois point à la sainteté du mariage, parce que je sais que son bonheur n'est, le plus souvent, que mensonge et hypocrisie. Je n'admets point une institution qui, tout en affectant de consacrer et de sanctifier le droit de la personnalité, le foule aux pieds et l'outrage dans son sanctuaire, qui, en s'arrogeant la moralité la plus haute, ouvre la porte à toutes les immoralités, qui, sous prétexte de confirmer le lien des ames, ne fait qu'en autoriser le trafic. Je rejette le mariage, parce qu'il donne en propriété ce qui ne peut jamais être une propriété, la libre personnalité de la femme, parce qu'il donne un droit sur l'amour, et que, sur l'amour, le droit ne peut rien prétendre sans devenir aussitôt une brutale iniquité..... Notre siècle cependant est poussé par un ardent désir, par un élan plein d'espérance vers des formes plus libres qui laisseront enfin arriver l'essence humaine à la jouissance de tout son droit. George Sand marche devant nous comme la prophétesse de ce bel avenir, quand elle nous montre, avec une vérité saisissante, les déchiremens de notre condition actuelle. Toute la nouvelle littérature française n'est qu'une procession de douleur et de désir vers le temple du saint amour, hélas! trop profané. La seule émancipation que je rêve, c'est de rétablir le droit et la dignité de la femme sous un plus libre régime, par un plus

noble culte de l'amour; mais, pour cet autre culte, il faut avant tout que les femmes puisent, dans une instruction plus profonde, une plus haute conscience d'elles-mêmes. C'est l'instruction qui prête à la vie et à l'amour cette liberté intérieure sans laquelle toute liberté extérieure n'est qu'une chimère. Il ne s'agit pas ici de l'instruction des jeunes communiantes ou de celle des pensionnats; il s'agit de cette vie sublime de la pensée pour laquelle la femme est aussi bien faite que l'homme. L'idée sans doute, chez elle, tourne vite au sentiment, elle se personnifie, elle s'incarne pour lui aller au cœur... Qu'est-ce que cela prouve, sinon que le sentiment réclame une liberté aussi entière que l'idée, et ne doit point être défloré par une indigne contrainte? De même que les fils de ce siècle qui ont l'instinct du temps où ils vivent réclament la liberté de l'idée pour que le souverain bien de l'homme ne soit plus livré au caprice et au bon plaisir, de même les vraies filles de notre âge veulent la liberté du sentiment. »

Le roman de Mme Aston n'est, d'un bout à l'autre, que cette morale en action. L'action n'est pas si échauffée dans l'églogue de Mme Kapp; mais cela tient sans doute à la diversité des tempéramens, car il y a concordance pour les principes. Et remarquez comme ces principes mènent d'application en application, et par quelle pente la femme auteur vient tomber dans une certaine politique, toujours la même, où la poussent les inexorables conséquences de son début. Cette fureur d'affranchissement individuel, ce besoin de secouer toutes les attaches de la vie privée que Mme Aston exprime avec tant d'énergie vont bientôt la conduire à prendre en main la cause de tous les rêveurs d'indépendance anarchique. Les « fils du siècle » auxquels elle reconnaîtra le privilége d'avoir la conscience de leur temps, ce seront les héros des barricades. C'est un curieux et triste enseignement de voir l'esprit de révolte descendre ainsi dans la rue après avoir germé à l'ombre du foyer domestique. L'abîme appelle l'abîme. Si ce n'est en raison de circonstances aussi exceptionnelles qu'honorables, une femme n'écrit guère pour le public que sous l'influence de deux sentimens, ou parce qu'elle est en insurrection contre tout ce qui l'entoure, ou parce qu'elle est en adoration vis-à-vis d'elle-même. Ces deux états de l'ame se touchent d'ailleurs d'assez près, et l'un et l'autre sont merveilleusement propres à l'incliner vers les passions envieuses qui font l'arsenal ordinaire de toute démagogie. Pour parler sans détour, en prenant les gros mots du langage courant, je ne me permettrais peut-être pas de dire que, lorsque le sexe fragile a chaussé le bas bleu, il est de nécessité absolue réduit à se coiffer du bonnet rouge; mais je ne crois pas du moins qu'on puisse devenir une héroïne de la république sociale sans avoir, au préalable, concouru parmi les muses de la république des lettres. Le chemin se fait si vite! On a perdu les joies de l'intérieur, on ne songe plus à ses enfans que comme un musicien à son motif ou un peintre à son modèle; on ne les porte plus dans son cœur, on les pose

devant son imagination. L'imagination n'est pas, comme le cœur, facile à contenter dans le silence; il lui faut un accompagnement, un orchestre. On va chercher l'orchestre, on en sollicite, on en provoque les fanfares; on quitte la maison pour la place publique. La place publique étourdit et enivre : on se laisse d'autant mieux séduire par les bruyantes récompenses qu'elle décerne, que l'on est moins sensible aux chastes et douces récompenses dont on pouvait jouir au fond de la maison. Or, le bruit de la foule n'est nulle part si enthousiaste qu'autour des grandes idées fausses et des grands mots vides. C'est là qu'il faut courir, parce que l'insatiable passion d'applaudissemens ne donne plus ni repos ni trêve, et aussi, soyons-en sûrs, parce que le souvenir des biens charmans qu'on n'a plus revient avec une amertume dont on se venge en exaltant des biens mensongers. On prêche la fraternité du genre humain faute d'avoir su goûter la paix de la famille, et l'on met son orgueil à conspirer contre les tyrans sur le noir pavé des carrefours pour se dédommager de n'avoir pas compris la dignité d'une vie close sous un toit respecté.

Que ce ne soit pas là l'histoire de toutes, tant mieux; c'est pourtant l'histoire de beaucoup. Toutes ne parcourent peut-être pas la même carrière; il en est qui coulent jusqu'aux bas-fonds de la route, il en est qui s'arrêtent le long de cette route lamentable : le courage leur manque pour aller plus loin, et de place en place elles marquent ainsi les étapes du funeste voyage. Mme Aston, par exemple, est certainement en avance sur Mme Kapp, et je ne les rapproche l'une de l'autre que pour mieux suivre le progrès qui conduit sur cette voie de degré en degré. Et puis le roman de Mme Kapp enveloppe, pour ainsi dire, de longs voiles de lin, d'une longue robe de matrone, les mêmes doctrines que Mme Aston habille à la légère et lance vêtues de court à travers les équipées d'une fantaisie très peu virginale. Le contraste de ces mérites si divers ne les fera que mieux ressortir; la couleur élégiaque et monotone de *Manhold* donnera plus d'effet aux peintures tapageuses de Mme Aston. Je confesse tout bas ce vulgaire expédient de ma critique, et je supplie la gravité de Mme Kapp de ne s'en point trop indigner.

II.

Manhold est un sujet très complexe; je ne serais pas éloigné de penser que l'auteur a changé deux ou trois fois d'idée dans le cours de son œuvre, mais ce sont toutes idées également empreintes de la même foi humanitaire. Je néglige donc les nœuds et les reprises pour suivre de mon mieux le plus gros fil de la trame; quoique confuse, la trame est courte.

Manhold est un enfant de l'amour, né dans de singulières circonstances. Le comte Mœnheim, son père, en même temps qu'il se donnait ce rejeton de la main gauche, avait eu de la comtesse son épouse un fils très légitime. Celle-ci étant morte presque aussitôt, le comte avait choisi la mère de son bâtard pour nourrir l'héritier de son nom, et lui avait ainsi remis de bonne amitié le soin des deux jumeaux ou quasi-jumeaux. Il ne prévoyait pas que la maîtresse délaissée serait femme à se venger par un véritable tour de nourrice, à punir son infidèle en troquant ses nourrissons. Les marmots ne diffèrent, à ce qu'il paraît, l'un de l'autre que par la dimension d'une tache qu'ils ont sur le cou, et le secret de la tache n'est connu que d'une vieille nonne à moitié folle. Sophie, après avoir hésité quelque temps vis-à-vis des deux berceaux, dépose son propre fils dans celui du petit comte et prend ce dernier dans sa famille, car elle entre aussitôt en ménage, vu qu'il s'est trouvé là juste à point un brave homme, patriote avant tout, pour l'épouser, elle et son enfant volé. Le vrai descendant des Mœnheim est donc élevé en qualité de Paul Rollert (c'est le nom du mari de sa prétendue mère), et l'heureux fruit des faiblesses de Sophie succède à son père naturel dans la possession de ses honneurs et de ses biens. Une fois en âge d'homme, ce faux Mœnheim se marie lui-même avec une jeune personne qui est la femme modèle du roman de Mme Kapp, et de cette union naissent deux filles. Je prie qu'on me pardonne l'exactitude scrupuleuse avec laquelle je vais de branche en branche le long de cet arbre généalogique; la simple histoire que je résume tient trois générations.

Ce nouveau comte de hasard chasse de race et n'est pas un plus honnête mari que son père. Après avoir fait pendant très peu de temps le bonheur de son admirable épouse Nanna, il se dérange. Un perfide ami l'entraîne de désordre en désordre, et il gaspille sa fortune tout en courtisant de trop près les soubrettes, les jardinières et les laitières du château. Quand il a mangé son avoir, il court en Amérique après le traître compagnon qui l'a quitté une fois sa bourse vide; il veut se venger et se reconstruire une existence. La triste Nanna, déchue de ses grandeurs, est recueillie par un paysan vertueux, qui la loge dans une petite maison cachée sous les pampres. Pour comble de malheur, Nanna est devenue aveugle, et cela par un accident aussi fâcheux qu'il est peu poétique. Le jour du départ de son terrible mari a été le dernier qui ait lui pour elle. Le brutal, impatient de voir la tendresse conjugale prolonger outre mesure la scène des adieux, a si rudement repoussé la pauvre éplorée qu'elle est allée tomber sur une chaise dont le dossier pointu lui a crevé un œil : l'autre a suivi. Hâtons-nous de dire que Nanna n'en est restée ni moins belle ni moins touchante dans le modeste asile où elle élève philosophiquement ses deux filles.

Fridoline et Elfride. Ces noms-là disent tout : Fridoline sera le page, le gamin de cette bucolique; Elfride en est le saule pleureur, la jeune Anglaise au voile vert et aux lunettes bleues.

Dans le village cependant où s'écoule au milieu d'une paix mélancolique l'obscure existence de ces êtres intéressans, arrive après bien des années un étranger d'apparence fort bizarre, maigre, pâle, le nez marqué d'une cicatrice rouge comme le sang, qui lui partage aussi toute la joue gauche. Cet étranger méconnaissable n'est ni plus ni moins que le mauvais comte, qui a refait ses affaires en Amérique, et qui veut maintenant refaire sa réputation dans son pays. Un coup de tomawhak l'a défiguré, il a même été scalpé, ou à peu près, par les sauvages; mais, corrigé par l'expérience, il ne pense plus qu'à regagner honnêtement tous les cœurs qu'il avait scandalisés. Sous le nom de Manhold, il achète un domaine de paysan à deux pas de la petite maison tapissée de vignes où respire sa famille. Il n'y a pas au monde un meilleur voisin; par toute la Terre-Rouge de Westphalie (c'est là le théâtre de l'action), il n'y a pas un plus sage et plus généreux campagnard. Dans ce voisin sans pareil, Nanna ne devine pas son époux, ses filles n'ont jamais vu leur père : les habitans de l'endroit se demandent bien tout bas si ce n'est pas là leur ancien seigneur; mais il fronce le sourcil quand on a seulement l'air de vouloir lui dire : Votre grace! et, au demeurant, sa rouge cicatrice lui tient lieu de faux nez. Manhold profite en conscience de cet incognito pour réparer tous ses torts d'autrefois, pour remettre à bien les filles qu'il avait mises ou tenté de mettre à mal, pour retirer du vagabondage un méchant drôle issu de ses œuvres, rameau bâtard de la souche bâtarde des Mœnheim. A force de bons soins, le prétendu Manhold rachète ainsi les crimes de l'ancien Mœnheim, qui n'était pourtant pas plus Mœnheim, souvenez-vous-en bien, qu'il n'est maintenant Manhold. La récompense couronne l'expiation; le père de famille se fait reconnaître et rentre dans le giron domestique avec la bénédiction universelle.

Mais alors, nouvelle péripétie : le vrai Mœnheim, qui a grandi, qui a mûri sous le nom de Paul Rollert, apprend de sa vieille nourrice mourante le mauvais tour qu'elle lui a joué lorsqu'il était dans les langes. Aussitôt instruit de son véritable destin, il s'empresse de revendiquer le rang qui lui appartenait, et avec le rang toutes ses dépendances, les domaines dissipés et puis recouvrés par son frère naturel. L'épreuve est cruelle pour Manhold de ne plus pouvoir être désormais que Manhold, s'il n'aime mieux s'appeler à son tour Paul Rollert. C'en est fait néanmoins : la vieille nonne, témoin de la naissance des deux enfans, a déclaré que la vraie tache, le bon signe, n'était pas celui que porte à la nuque le mari de Nanna. Ce sera là désormais son seul titre; il s'enfonce plus courageusement que jamais dans sa médiocrité, et les

deux époux vivent heureux avec leurs filles, quoique l'histoire n'ajoute pas qu'ils aient eu d'autres enfans.

Telle est en raccourci la fable de Mme Kapp, et, réduite à ce trait rapide, elle ne diffère pas beaucoup d'un conte de Berquin. Il n'y aurait point lieu d'y prendre plus d'intérêt, n'était la broderie de la berquinade. Cette broderie n'est point de l'invention de l'auteur; elle est empruntée à tous les artistes que nous avons eu le bonheur de posséder chez nous. Plus le fond lui-même, qui est bien à Mme Kapp, paraît pauvre et dénué, plus il est évident que Mme Kapp n'est pas responsable du luxe de ses fioritures. Elle n'a fait que se baisser pour ramasser à pleines mains le goût du siècle, le nôtre en particulier, et il ne laisse pas d'être piquant de le trouver ainsi jeté par poignées sur cette historiette enfantine comme du gros sel ou du poivre long dans une jatte de lait. Ce Manhold aurait pu vivre à toutes les époques qu'on eût voulu; rien n'empêchait de l'habiller en costume Louis XV ou Louis XIV, même de le barder féodalement. Sa Nanna était un pendant comme un autre à la Griselidis du moyen-âge. Mme Kapp a décidé que ses héros seraient nos contemporains de l'année dernière, et qu'ils parleraient tous les jours de la révolution allemande du mois de mars 1848. Aussitôt que nous sortons du vallon fleuri de la Terre-Rouge et des tonnelles de la petite maison blanche, nous tombons en plein gâchis révolutionnaire. Rien n'y manque : ni les *conquêtes de mars* (*Mœrz-Errungenschaften*), mot sonore et chose éphémère, comme tous les vocables issus de pareilles conjonctures, comme toutes les *glorieuses* que nous avons nous-mêmes baptisées, ni la croisade nationale contre le Danemark, ni le parlement de Saint-Paul, ni le fameux armistice de Malmoë, ni l'émeute de Francfort, ni l'admiration béate pour les étudians de l'*Aula* viennoise, ni la sainte horreur pour les manteaux rouges de Jellachich. On dirait que Mme Kapp a pris à tâche d'enfourner de gré ou de force tous les événemens de l'année courante, pour se donner plus d'*actualité*, comme nous disons dans notre patois d'aujourd'hui.

Ses personnages sont eux-mêmes mêlés à toute la bagarre. Le fils légitime du comte Mœnheim, le Paul Rollert qui vient dépouiller Manhold en lui restituant le désavantage de sa descendance authentique, Paul Rollert est un député de Francfort qui siége à l'extrême gauche selon les principes républicains puisés à l'école de son père putatif; mais bon sang ne peut mentir, et l'aristocrate sans le savoir gronde d'instinct sous sa peau démocratique. « Il avait de beaux yeux brun-clair que ses profondes et sombres pensées avaient changés en une paire de cavernes incendiées par la flamme d'une ame passionnée. Et quand on le voyait ainsi rêver, on avait tout de suite besoin de reposer ses regards dans les clartés azurées des cieux. » C'était donc un de ces radicaux comme il y en a tant, un radical par mauvaise hu-

meur, qui n'avait fait qu'un mariage de dépit avec l'égalité et la fraternité. Aussi, quand il est une fois informé de son état légal, il va s'asseoir à Saint-Paul sur les bancs des privilégiés, des propriétaires et des doctrinaires; il demande une charte avec deux chambres et la paix à tout prix; il affecte d'avoir peur du communisme et du prolétariat; bref, il n'est plus occupé qu'à deux choses : à se contempler au miroir pour se répéter qu'il avait bien le profil d'un grand seigneur, à se démener en l'honneur du progrès modéré et de la monarchie constitutionnelle. Je n'invente rien et je traduis presque. Mme Kapp emprunte à *l'Ami des Enfans* son type du frère égoïste et orgueilleux; mais qu'invente-t-elle pour le punir, lorsque vient l'heure du châtiment? Elle le condamne à passer dans le camp de la réaction. Voilà certainement une poétique et une moralité plus neuves que celles de Berquin.

Cette pauvre constituante de Francfort, qui n'a été chanceuse en quoi que ce soit, n'a pas plus de bonheur auprès de Mme Kapp, et reçoit d'elle à bout portant des complimens très médiocres. Le parti des *professeurs* est représenté dans *Manhold* par un honnête pédagogue qui porte partout avec lui un ennui si épais, qu'il fait figure à part au milieu même des autres. L'objet de toutes les tendresses de l'auteur est au contraire un jeune étudiant de Vienne qui renie le nom de son père, brave capitaine au service de l'Autriche, et ne manque point une émeute, pas plus celles du Mein que celles du Danube. Pierre Meyer exécute avec la langoureuse Elfride un concert patriotique et platonique dont toutes les notes, moitié amoureuses, moitié républicaines, sonnent d'un son faux à faire frémir ou bâiller. C'est une singulière impuissance et qui mériterait un long commentaire que la stérilité misérable de nos modernes rêveries démagogiques pour tout ce qui est œuvre d'art et de goût. Je voudrais prouver qu'elles ne sont point conformes aux notions éternelles du bon et du juste par cela seul qu'elles sont si étrangères à la notion du vrai et du beau. Il y a dans toutes les imaginations une pastorale vieille comme le temps et jeune comme l'amour, j'entends parler de ce drame charmant qui recommence incessamment depuis que le monde est monde, toutes les fois que deux êtres innocens et purs se trouvent à leur insu poussés l'un vers l'autre par ce mystérieux attrait de l'ame et des sens dont la magie les étonne en les subjuguant. Or, apprenez ce que deviennent Daphnis et Chloé, Paul et Virginie, transfigurés à la guise de nos prêcheurs de fraternité; apprenez comment la poésie du progrès nous massacre ces beaux adolescens! Elfride n'est ni plus ni moins que la Chloé, que la Virginie de Mme Kapp. Je sais bien que Mme Kapp ne met pas grande malice à déguiser sous un prestige quelconque la maussaderie de son personnage, et je ne doute pas que l'auteur de *Consuelo* n'en eût, par exemple, tiré meilleur parti; mais cette maladresse même

est précieuse parce qu'elle trahit au naturel la sotte et pauvre mine de semblables créations.

Elfride a été finir son éducation dans une famille des environs de Francfort, où elle rencontre une autre jeune fille nommée Alwine, qui est ou à peu près la fiancée de Pierre Meyer. Celui-ci tombe comme l'éclair entre les nouvelles amies; il arrive en cachette du fond d'un de ces carrefours où périrent Auerswald et Lichnowski. « Permettez, demande Alwine à Elfride, que je vous présente Pierre Meyer, un étudiant de Vienne. — Un étudiant de Vienne! s'écrie Elfride transportée. — En chair et en os, mademoiselle, répond élégamment le trop aimable émeutier. Avez-vous ouï raconter ou lu quelque chose de nous? » — Justement Elfride connaît le nom et les mérites de Pierre Meyer par les journaux qu'elle lisait tous les soirs à sa mère aveugle dans le silence du vallon, *le Peuple* de Westphalie peut-être, ou *le Travailleur* de la Terre-Rouge. O Chloé, ce n'étaient pas les journaux qui vous disaient que Daphnis était Daphnis! O Virginie, les journaux n'arrivaient pas jusque sous l'ombre de vos bananiers! Elfride est même si bien au courant, qu'elle en remontre à Pierre Meyer, « qui n'a pas lu de journaux depuis des siècles; » elle lui annonce la révolution viennoise du 6 octobre, celle dont les héros assassinèrent par façon d'intermède le général comte de Latour, pendirent à une lanterne le cadavre mutilé du loyal soldat, et tirèrent dessus comme dans une cible. L'étudiant s'exclame, désespéré : « Je dois partir, je pars. Les écoles se battent, et je n'y suis point! » N'est-ce pas le vrai Crillon de la république rouge? Alwine, dans l'idée de Mme Kapp, figure une Agnès conservatrice et modérée dont les mesquins sentimens doivent servir de repoussoir à la brillante exaltation d'Elfride. Alwine soupire; elle aurait la faiblesse de vouloir garder auprès d'elle le paladin de l'*Aula*. Le paladin réplique :

« Ah! Alwine, en ce point-là nous ne nous comprenons plus. Raisonnable et prudente comme la vieillesse, vous n'avez pas en politique cette jeunesse dont vous êtes pourtant une si ravissante image. Croyez-vous que si nous nous fussions tant consultés dans l'*Aula*, notre enthousiasme aurait atteint jusqu'à ce degré d'audace? La réflexion eût été pour nous le coup de la mort. Une révolution est un poème que le poète portait en lui-même sans le savoir, sans en avoir conscience, et qui jaillit de sa plume à l'heure de l'inspiration sans autre règle que la loi de sa nature et de son génie. Notre révolution était-elle autre chose? Elle existait dans le cœur des masses, dans l'esprit des libres penseurs, comme le poème existe avant sa révélation dans l'ame du poète. Elle s'est manifestée dans une heure à jamais mémorable. Et comme il est divin de se voir ainsi compris à la première lecture! ajouta-t-il avec un mouvement de joie, et il saisit la main d'Elfride et la baisa. »

Voilà qui vaut mieux que les rondeaux de Benserade : cela s'appelle

mettre l'insurrection en madrigaux, et pour celui-là vraiment la chute en est galante. Ne nous moquons pas trop pourtant de ce jargon d'outre-Rhin, car c'est sur nous, c'est sur notre charade de février, qu'on a pris mesure pour tailler ce bel éloge de l'émeute; c'est nous qui, les premiers, nous sommes prêtés si complaisamment à payer les frais des fantaisies poétiques de nos littérateurs en détresse; c'est chez nous que la révolution a été au pied de la lettre le poème artificiel d'un improvisateur aux abois, la continuation pratique d'un mauvais feuilleton.

Elfride, qui est généreuse, essaie d'excuser l'indifférence de sa compagne, et veut lui donner meilleur air au point de vue démocratique; mais Alwine n'accepte point cette indulgente pitié : « Je ne prends, dit-elle, aucun plaisir à la politique, et tous vos discours sur la liberté, l'unité et la fraternité me font rire comme les querelles de mon chat avec mon chien. » La mutinerie de cette enfant rétrograde n'est pas sans doute un modèle de grace, mais elle a du sens après tout. Pierre Meyer, inexorable, s'en va continuer à Vienne son métier de Francfort, et Elfride s'enfonce dans ses études. Ces deux jeunes cœurs « sont heureux de la hauteur de leurs sentimens; ils nagent comme de hardis nageurs sur les flots du temps... L'ame d'Elfride s'embrasait, elle était tout amour, mais c'était un amour tel que le comporte notre siècle dans les esprits qui aspirent à la liberté; c'était un amour qui, contenu par la conscience la plus sublime, ne pouvait se soumettre ni à prouver sa légitimité par la sèche analyse, ni à subir les liens étroits de la morale usuelle. » Voyez-vous la théorie de la *libre personnalité* que Mme Aston nous exposait tout à l'heure s'infiltrer au plus profond des entrailles de cette vierge socialiste et la conduire, Dieu sait où? La naïve Chloé n'avait pas, à coup sûr, autant de philosophie dans son fait; mais pour aller plus au naturel, le fait en somme était-il bien différent? Mme Kapp n'en est point à s'inquiéter de ces bagatelles; elle prend les gens et les choses de plus haut; son couple amoureux plane sur des cimes où tout autre gèlerait : « O gloire, ô unité de la grande patrie commune! O nos chères espérances détruites! qu'était-ce pour vous ranimer que l'ardeur isolée de cette tendre adolescence? qu'était-ce que ces deux aérolithes dans les sombres régions d'un ciel sans étoiles, ou plutôt dans les steppes et les sables de la stupidité, de l'indifférence et de la paix à tout prix du *bourgeoisisme?* »

Nous n'en finirions pas avec cette histoire d'Elfride; arrivons tout de suite à la conclusion. Pierre Meyer envoie à son amie le journal du siége de Vienne; c'est en prose et en vers comme les *Lettres sur la mythologie*, et cela se termine par un dizain où il est écrit que « Kossuth portera l'oriflamme aussi long-temps que les jours succéderont aux nuits, aussi long-temps que les arbres s'élanceront dans les airs, aussi long-temps, etc., etc. » Pierre Meyer a donc rejoint l'armée des

Magyars quand Vienne a succombé; il est blessé à Kapolna; il revient mourir sous le toit de la famille d'Elfride, en causant politique avec l'idole de son ame. Elfride passe aussitôt à l'état de femme de lettres. Tel est du moins, pour moi, le sens de ces dernières paroles que lui consacre Mme Kapp :

« Elfride sentit ses yeux s'obscurcir de larmes; mais elle ne permit point à ses larmes de tomber sur la poussière de la terre, à laquelle l'ame de Pierre Meyer avait si victorieusement échappé. Pleine d'espérance, elle lui tressa une couronne de lauriers, et garda son souvenir en elle, comme la rose garde dans son calice les gouttes d'une pluie d'orage. Lorsqu'elle exprima son souvenir dans ses chants, on eût dit la vapeur écumante, la fougue déchaînée du jus de la grappe. »

N'entendez-vous pas, dans cette phraséologie, l'écho lointain et grossier de George Sand à ses heures de mauvais style? Le mauvais se prend là-bas plus que le bon.

Toutes ces figures, si germaniques qu'elles soient, portent ainsi des masques où notre empreinte est encore fraîche, et c'est cette laide empreinte que je ne me lasse pas de montrer. Reste, pour compléter la galerie, les portraits des deux principaux personnages, de l'épouse parfaite et de l'époux corrigé, de Manhold et de Nanna. Manhold n'a point de destination politique dans le roman de Mme Kapp; il représente une mission d'un ordre encore supérieur. Ce n'est pas que son opinion soit douteuse, il voit clair aux destinées du monde; il croit fermement que les idées qui le traversent maintenant « à la manière des comètes et des étoiles filantes » le vaincront un jour; il est « sûr que le messie est déjà né. » Sa femme même, la magnanime Nanna, est au moment de l'envoyer, n'importe où, siéger sur les bancs de quelque montagne, ou tirailler derrière les pavés de quelque barricade; mais il lui expose humblement qu'il n'est pas encore assez fixé dans le pays pour être député, et qu'il est déjà de sens trop rassis pour s'aller faire tuer mal à propos. Ce n'est pas là son rôle. Il a été créé et baptisé pour être l'incarnation d'un dogme humanitaire, de la doctrine du châtiment sans douleur et de l'expiation agréable. On se souvient peut-être encore un peu de l'an de grace et d'imprévoyance où la société polie se nourrissait assidument du pain quotidien que lui pétrissait le génie philanthropique de M. Eugène Sue. Hélas! qui est-ce qui n'en a pas vu manger de ce pain-là, bravement, sérieusement, en famille, entre gens éclairés de la meilleure compagnie, entre conservateurs progressistes? et comme on le digérait avec aise! et comme on discutait d'un beau sang-froid les méthodes pénitentiaires de l'auteur des *Mystères de Paris*, les procédés nouveaux à l'aide desquels il moralisait les assassins en évitant de les trop chagriner, — l'assassin par bru-

talité en lui crevant les yeux (bien entendu sans le faire souffrir), pour humilier sa violence devant la faiblesse d'un enfant, — l'assassin par tempérament en lui achetant un étal de boucher, pour le mettre à même de passer ses rouges rages sur d'innocens agneaux.

Vous tous qui avez goûté ces rares inventions, qui vous êtes dit que cela ne serait pas si mal, que la loi était cruellement impitoyable et le criminel éminemment respectable, frappez-vous la poitrine en conscience, car ce sont ces inventions-là et d'autres pareilles qui ont miné sous vos pas le sol moral du pays! Ne rions donc point quand nous les retrouvons rédigées en formules pédantesques ou pathétiques dans le méchant livre d'où sortent toutes ces réminiscences qui m'assaillent : Mme Kapp a été la dupe de notre propre duperie. Voici en quels termes solennels elle annonce et elle explique le genre de réparation qui va replacer Manhold au niveau de la sublime Nanna, et le rendre digne d'une femme si précieuse; nous reconnaîtrons encore nos inspirations au passage :

« Du temps pour s'examiner et se recueillir, on en donne assez aux soi-disant criminels que nous gardons dans nos prisons; mais ce qui leur manque et ce qu'on devrait leur donner, c'est le moyen de s'exercer librement à vouloir et à faire le bien pour arriver à une véritable résipiscence. On croit avoir tout sauvé quand on a mis à la place la prière et la foi... Ah! laissez ce sombre désert de la croyance, cette insoutenable et cruelle théorie de la foi, qui ne peut se manifester par aucune réalité positive, et tournez-vous en vous-même. En vous-même, il existe une morale plus pure et plus amoureuse, un fond plus riche en vertu nourrissante et fortifiante, une nature mieux faite et un développement plus conforme à la nature que dans les dogmes et les mystères de l'église militante et fanatisée. Il y en a qui devancent leur époque, et qui, du haut de leur conscience, comme Moïse du mont Nebo, apercevant cette morale de l'avenir, la saluent comme une terre de promesse; mais il n'est réservé de l'atteindre qu'à d'autres générations. Elle s'approche cependant, et celui-là seul qui ne veut pas entendre n'entend pas son vigoureux coup d'aile.

« Non, ne me conduisez pas auprès de cette femme, de cet homme, auprès de ce jeune garçon ou de cette jeune fille, en me disant : Ils croient et confessent, ils s'abaissent sous la main de Dieu! Je pense, moi, que ce sont ou des natures débiles, trop énervées pour une véritable amélioration, ou bien des hypocrites. Amenez-moi vos prétendus endurcis, les hommes à la puissante volonté, les forts; je vais les tirer de leur prison, les placer là où ils ont failli, les remettre sur le théâtre de leur faute, non pour les y attacher au pilori de la médisance et du préjugé, mais pour les y appeler à une activité plus bienfaisante. Je ne leur dirai pas : Priez et espérez en un meilleur monde! Je leur dirai : Travaillez, rendez-vous utiles aux autres, et cette vie vous offrira encore une plus belle récompense qu'à beaucoup d'entre ceux dont on n'a jamais contesté la valeur morale. »

C'est Mme Kapp qui parle ici en son nom; mais cette dissertation homilétique ne serait pas autrement déplacée dans la bouche de son hé-

roïne, qui, au plus serré du roman, interrompt souvent l'action pour se livrer à ce genre d'éloquence. La vertueuse Nanna n'est pas, on le voit, pourvue d'une piété plus orthodoxe que Mme Kapp elle-même. Nanna, si douce et si compatissante, n'en appartient pas moins à cette fière école de la *libre personnalité* dont Mme Aston nous a révélé le fond; elle y a sans doute introduit sa fille Elfride, et c'est une école qui mène loin. Quel singulier dérangement que celui qui peut assez troubler l'esprit d'une femme pour la porter jusqu'à renier cette naturelle dépendance de son sexe d'où lui vient sa force et son charme! Quelle étrange dépravation d'idées ne faut-il pas pour avoir l'ambition de cette virilité monstrueuse! Écoutez discuter cette thèse à l'allemande. Le député classique de Saint-Paul, le professeur Auring, soutient le droit de la barbe; Nanna lui répond, et c'est un dialogue en règle.

« Lorsque les hommes emploient toutes les forces de leur intelligence à soutenir que la femme a son *moi*, son point d'appui, son centre de gravité hors d'elle-même et seulement dans l'homme, que c'est par l'homme seul qu'elle arrive à la liberté, combien ils s'éloignent de la nature, et comme ils se perdent en partant de ce faux principe! Comme ils méconnaissent le devoir que leur impose notre triste condition présente et notre foi dans un avenir meilleur, le devoir sacré de rendre la femme libre et de lui donner son point d'appui en elle-même! »

Le professeur fait bien quelques objections; il a peur que la tyrannie monocéphale de l'homme ne dégénère en anarchie oligarchique. Mme Nanna le rassure.

« Oh! que vous êtes vraiment un rouge impérialiste et monarchiste de la droite! Est-ce que l'amour n'est pas là pour tout unir, pour tout égaliser, pour vous attirer les sympathies et vous abandonner la souveraineté sans conteste? »

Et plus bas :

« Oh! vous, homme de la science, de l'intelligence nue, pointue, anguleuse, analytique, vous qui n'avez jamais rencontré la femme avec le feu central, le feu solaire, le feu magnétique et fusionniste de son amour, de son intelligence et de sa bonté réunies, vous finissez par vous racornir dans la sécheresse de votre petite raison abstraite et anatomisante, qui ne vous laisse plus rien de votre humanité, etc., etc. »

Molière s'est moqué des précieuses de son temps, dont tout le crime était de vouloir ajouter à la noblesse du beau langage. Que c'étaient pourtant d'aimables pédantes à côté des précieuses du nouveau monde! Il les trouvait trop hardies d'affecter tant d'autorité sur les manières et sur le discours; encore n'était-ce qu'aux bourgeoises savantes, n'était-ce qu'aux fausses précieuses qu'il s'en prenait, et il a soin de nous avertir qu'il respectait les véritables. Nous n'avons plus aujourd'hui que les fausses et les ridicules; seulement leurs prétentions ont changé d'objet. Négligeant beaucoup la grammaire, elles entreprennent de régenter la vie publique; elles ont quitté la physique et les sonnets pour la

science sociale. La révolte de la femme contre l'homme gardait toujours dans Molière, même en son plus bel apparat, tout un côté plaisant par où elle se rattachait à l'ancienne et inoffensive raillerie des fabliaux. Les gausseries du moyen-âge à l'endroit de la comédie conjugale n'étaient que divertissemens purs; on était si sûr du divin fondement des institutions domestiques, qu'on se jouait sans autre conséquence avec les misères et la fragilité de leur humaine enveloppe. Le jeu maintenant est devenu un drame : on dédaignerait d'échapper par légèreté à la discipline de la famille, on brise le joug par système; il n'y a plus de maris trompés, il n'y a que des femmes qui protestent, chacune selon ses moyens.

Les moyens de Nanna sont entre tous des moins criminels; elle est prêcheuse de son métier, et, quand elle arrive de la théorie à la pratique, tout ce qu'elle essaie de plus décisif pour hâter l'émancipation du genre humain, c'est de fonder des salles d'asile, de vraies salles d'asile socialistes par exemple, et dont la donnée pourrait au besoin servir de modèle. On évite soigneusement d'y parler de Dieu aux petits enfans, de les épouvanter de Dieu; en revanche on leur apprend l'entomologie et l'ornithologie. Rien de plus sérieux et de plus onctueux que la façon dont Nanna débite ce salutaire enseignement. Après tout, Nanna ne manque pas d'avoir une religion à sa manière, mais elle y veut marcher « sans balancier; » elle a eu le courage « de déshabiller la madone de Lorette, et ce qui lui est resté, c'est la vierge de Saïs moins son voile. » — « Ah! Nanna, s'écrie une pauvre servante qu'elle étourdit de ce curieux sermon, je ne pourrai jamais atteindre ces hauteurs, et la tête me tourne! » Encore une fois, Nanna n'est qu'une prêcheuse, et il s'en faut que ce soit la prêcheuse de Jean-Jacques, quoiqu'il y ait des gens, dont je ne suis pas, qui prétendraient peut-être qu'elle en descend en droite ligne. Nanna prêche au coin du feu ou à l'ombre de son figuier; elle est assise dans les clartés mourantes du couchant, avec ses paupières immobiles et closes, avec la tête penchée sur son sein, avec sa pâle figure baignée de ses longs cheveux noirs. L'héroïne de Mme Aston entend autrement la protestation des filles du siècle contre les tyrannies du passé. Elle est équipée de pied en cap en soldat du progrès : elle a endossé la blouse des travailleurs, elle a ceint le pantalon des femmes libres, elle tient à la main les pistolets de l'émeute, et, admirez l'inconséquence, Mme Aston n'a pu s'empêcher de l'intituler la baronne Alice. Cette démocratie menteuse a toujours le goût des gens mal élevés pour les clinquans aristocratiques.

III.

Il arrive d'ordinaire, dans les ouvrages d'imagination, que l'auteur s'identifie plus ou moins volontairement avec celle de ses figures dont

il lui plairait le mieux de tenir la place. Il n'y a guère de fable un peu vivante où l'on ne retrouve au premier plan, avec tous les embellissemens de l'idéal, la tête même du poète ou du romancier; c'est comme cela que les vieux maîtres aimaient à se représenter sur un coin de leurs toiles. Je serais bien étonné que Nanna ne fût pas tout le portrait de Mme Kapp, et je n'ai pas le moindre scrupule à risquer cette supposition, car enfin Nanna, pour n'être point de la meilleure espèce des doctrinaires, n'en est pas moins au fond une honnête personne, honnête de la plus ennuyeuse honnêteté. Je n'oserais, au contraire, me permettre de penser que Mme Aston ne fît qu'une seule et même ame, j'ajouterai qu'un seul et même corps, avec la *prima donna* de son roman. Ce serait de ma part une hardiesse trop blessante, et, jusqu'à ce que Mme Aston ait publié de nouvelles confessions, j'ai le droit de distinguer entre elle et le type auquel elle s'est complue. Cette baronne Alice est pourtant bien sa création favorite, et telle est en conscience la nature de ce rôle, que je serais embarrassé d'en parler ici très longuement. Tout ce que j'en puis dire de plus clair, c'est que la baronne use, pour affilier des conspirateurs ou surprendre des conspirations, de la ressource intime que Mme de Warrens employait pour s'attacher de bons domestiques, et cela, il faut l'avouer, avec un zèle d'autant plus vif qu'il est beaucoup moins désintéressé que celui de l'insensible patronne des Charmettes. Le roman dans lequel la baronne tient ainsi le dé d'une conversation difficile à rapporter tout entière ne comporte pas non plus lui-même une analyse très étendue. Il n'y a pas là de ces morceaux de style qu'on puisse citer comme des échantillons de la pensée de l'auteur : la pensée est devenue chair; tout se passe en action, et cette action aussi peu éloquente qu'un mélodrame est l'*illustration* la plus saisissante et la plus brutale des principes dont nous n'avons fait encore qu'examiner la théorie. Allons d'abord au fond du sujet.

On peut dire des révolutions de 1848 que le pied leur a glissé dans le sang de l'assassinat. A Rome, à Vienne, à Francfort, ne parlons point de Paris, elles ont succombé sous l'horreur qui accompagnait leurs débuts. La mort du général d'Auerswald et du prince Lichnowski a déshonoré en Allemagne le parti qui était obligé d'accepter la solidarité de ces abominables violences. Les victimes lui ont été plus redoutables et plus nuisibles du fond de leur tombe que de leur vivant. Le général d'Auerswald ne comptait point au premier rang parmi les membres influens de la droite dans l'enceinte de Saint-Paul. Le prince Lichnowski, malgré la facilité naturelle de son esprit et l'autorité croissante de sa parole, n'avait qu'une position contestée. Il n'était pas destiné sans doute à la gloire de Mirabeau, mais il était aussi mal servi que lui par ses antécédens; sa jeunesse avait été plus orageuse que chevaleresque, et, parmi ses équipées, il y en avait qui sentaient l'aventurier très-moderne un peu plus que le paladin féodal. L'allusion déso-

bligeante que l'auteur d'*Atta-Troll* avait lancée sur ses campagnes et sur ses histoires de la Péninsule répondait dans le temps à un sentiment assez unanime. Les allures de spadassin et l'humeur cassante du gentilhomme errant n'avaient point prévalu jadis contre cette sorte de répulsion dont il restait encore quelque chose chez les honnêtes gens; ses bonnes fortunes même avaient été trop publiques et trop comptées. La fin déplorable de Félix Lichnowski a couvert d'une ombre protectrice toutes les fautes de sa vie en lui ôtant le loisir de les réparer. Il est tombé noblement; il ne s'est point abaissé devant la mort que lui apportaient d'affreuses mains, et, s'il avait méconnu quelquefois le vieil honneur nobiliaire en face du monde des plaisirs et des industries, il a retrouvé devant les bourreaux de l'anarchie tout l'honneur d'un soldat. La postérité n'en demandera pas plus à cette existence si courte; elle ne connaîtra que la gloire de ses derniers momens.

Mme Aston a voulu lui en apprendre davantage : elle a eu le courage de soulever les linceuls ensanglantés pour fouiller les secrets du mort; elle a écarté ce voile de miséricorde et de respect qui devait le défendre contre l'indiscrétion de souvenirs trop profanes. Elle a été ressusciter Lichnowski sous la terre sanglante où il avait cruellement acheté le droit de reposer en paix, et pourquoi ? pour emprunter à sa mémoire un sujet de roman, pour broder à ses dépens sur les rumeurs assoupies de la chronique scandaleuse les fictions indécentes de sa propre invention. Elle s'est acharnée à mettre en une lumière sinistre ou honteuse cette ombre déjà effacée; elle l'a poursuivie de ses invectives, de ses médisances; elle l'a bafouée, calomniée avec une colère inexplicable, et il est vraiment impossible de croire que la passion politique ait seule inspiré cette rage féminine. On dirait quelque maîtresse délaissée qui jette du vitriol à la face de son amant; mais c'est un pâle visage de cadavre que Mme Aston prend ainsi plaisir à déshonorer, et l'on ne sait ce qui manque le plus dans cette indignité, ou du cœur ou de la pudeur.

L'indignité est d'ailleurs d'autant plus choquante, que l'esprit et la vengeance de la femme s'y laissent partout reconnaître à des marques trop certaines. Mme Aston ne s'est pas contentée de nous découvrir que le prince Lichnowski était un parjure et un fourbe en politique; elle lui trouve des torts d'un tout autre genre, mais presqu'également irrémissibles : « sa chevelure bouclée aurait à merveille accompagné son visage, si son front n'eût été trop bas de quelques lignes; il y aurait eu une gracieuse nonchalance dans la manière dont il posait ses gants sur le bord de son chapeau, si cette grace avait pu ne pas être affectée chez une nature qui n'était point réellement aristocratique. » Est-il rien de plus ridiculement odieux que ces réminiscences de boudoir dardées comme des coups d'épingle dans cette chair dépecée par les faux et les coutelas des bandits qui ont les sympathies déclarées de Mme Aston?

Et ce n'est pas assez cependant pour sa rancune; il ne lui suffit pas d'insulter Lichnowski tout seul : elle traîne dans son livre les noms des personnes encore vivantes qui passaient pour avoir reçu les hommages sans doute trop ébruités de ce hardi coureur d'aventures; quand elle ne les écrit pas en toutes lettres, elle ne les déguise qu'à moitié sous de transparens anagrammes. Jugez de la délicatesse qui permet à l'auteur de prendre avec son prochain de pareilles libertés! Peut-être aussi, pour tout dire, Mme Aston n'a-elle pas cru très extraordinaire de raconter du prochain, et d'un prochain très réel, s'il vous plaît, les mêmes faiblesses qu'elle semait à pleines mains sous les pas des beautés imaginaires dont elle a peuplé son roman. La réalité devait même lui paraître assez pâle auprès des innombrables exploits qu'elle prêtait à ses héroïnes, sans seulement avoir l'air de penser qu'elle pût en cela les amoindrir. La duchesse de Nagas, qui existe et qui surtout a existé, est à cent coudées de la baronne Alice, qui n'a vécu que dans la cervelle de Mme Aston. Voilà comment Mme Aston aura lâché ce traître pseudonyme; avec la richesse de son imagination, elle comptait sa perfidie pour peu de chose.

Quant à la fable dans laquelle le pauvre Lichnowski figure ainsi au mépris de toutes les convenances, il est malaisé d'en rencontrer une plus absurde. Mme Aston nous prévient qu'elle a publié ces esquisses révolutionnaires « pour remplir çà et là quelques petites lacunes dans le réseau des intrigues de la contre-révolution, dont le fil rouge échapperait sans elle aux politiques les mieux informés. » Sur ce, elle entre en matière, et la scène s'ouvre à Vienne le long de la promenade qui traverse la place d'exercice. Nous sommes tout d'un coup transportés au beau milieu du terrible réseau dont Mme Aston a démêlé la trame : nous tombons en face de trois curieux personnages, deux femmes d'abord, l'une et l'autre aux yeux bleus et aux cheveux noirs, l'une et l'autre éprouvées par plusieurs amours qui ont conduit l'aînée, la baronne Alice, jusqu'au mépris, peu pratique il est vrai, de tous les hommes, et sa jeune amie, Lydia, jusqu'à une espèce de folie mystique assez prononcée pour la faire aller à la messe. Alice lève fièrement un front chargé de boucles magnifiques; les bandeaux qui s'aplatissent sur les tempes de Lydia sont l'emblème incontestable de sa mélancolie. Devinez un peu quel est le compagnon de ces deux charmantes femmes, dans cette allée où se presse la foule *fashionable*, par un soleil printanier de mars, de mars 1848, ne l'oublions pas, sous ces arbres dont les bourgeons poussent; devinez? Pas un autre que le confesseur de Mme la princesse de Metternich, un bel homme, un peu courbé, qui doit avoir quarante et quelques années, et dont le chapeau à larges bords recouvre une physionomie de marbre éclairée par des yeux où la passion et la froideur se jouent de la plus étrange façon. Mme Aston consent à ne pas livrer son nom, et elle l'appelle tout bonnement le père Angélicus.

C'est pourtant un affreux jésuite qui joue le jeu de la révolution, à cette seule fin de tricher son partner. Il a des vues d'une profondeur qu'on ne saurait calculer d'après les indiscrétions, cette fois très réservées, de Mme Aston. Il fait pour l'instant cause commune avec les révolutionnaires, parce qu'il estime que ses bizarres alliés ne nuisent pas à la contre-révolution. Ceux-ci, de leur côté, professent, par la bouche de Mme Aston, qu'il leur faut une complète réaction pour arriver à une révolution complète. C'est un cercle vicieux qui menace de s'éterniser. Le père Angélicus ne semble pas très inquiet de savoir comment il en sortira. « Nous avons chacun une mission différente, dit-il à la baronne, mais nos moyens sont les mêmes. J'ai besoin, pour accomplir la mienne, de l'appui du parti radical; il vous faut, pour la vôtre, les services du parti catholique. » Il n'y a jamais eu de diplomatie moins jésuitique, et le révérend père donne évidemment bien de l'avantage à celle qu'il ne craint pas d'appeler sa digne amie. Aussi la baronne traite avec lui de pair à compagnon, et lui fait rudement sentir qu'il ne gagnerait pas à rompre le pacte mystérieux. « Vous êtes une puissance, oui, et une considérable : vous représentez l'église; mais moi, prenez-y garde, je suis une puissance aussi : je suis le prolétariat et l'aristocratie en une même personne. » Tels sont les discours échangés par ces promeneurs sans pareils dans les Champs-Élysées de Vienne à l'heure du beau monde.

Par où donc s'était nouée une si incroyable connaissance? Par le procédé le plus simple. La baronne Alice, introduite chez la princesse de Metternich, qui recevait, à ce qu'il paraît, une société assez mêlée, était devenue une favorite dans la maison, et, grace à sa pénétration extraordinaire, elle s'était rendue redoutable au père confesseur lui-même, en scrutant sa vie passée derrière son masque immobile. Celui-ci avait compris qu'il valait mieux l'avoir pour amie que pour ennemie, et c'était ainsi que le prêtre Angélicus et la malicieuse Alice mettaient maintenant leurs complots en commun.

Le prince Lichnowski se trouve pris, pour son malheur, entre ces deux comploteurs de haute volée. Mme Aston suppose qu'il les trahit tous les deux à la fois par la pusillanimité de ses ambitions. Sa mort n'est que l'équitable châtiment de cette trahison double. Ce ne sont point des brigands de bas étage qui ont fait un mauvais coup par hasard, par colère et par ivresse : c'est le saint père Angélicus et l'élégante baronne qui ont décrété, dans leur justice, cette affreuse exécution, pour venger chacun sa grande cause, tout en vengeant chacun aussi des offenses d'un ordre plus intime. Angélicus est probablement le supérieur de quelque confrérie de sanfédistes, un Rodin moins sale et moins virginal que celui de M. Eugène Sue. Lichnowski lui a donné des gages. La baronne est la présidente d'un certain comité des dix-

huit qui doit bouleverser tout Berlin à l'aide des *corporations ouvrières;* Lichnowski s'est entendu avec elle pour commencer le branle à Vienne en déchaînant les sociétés secrètes dans lesquelles il a enrégimenté les étudians. Or, ce même Lichnowski aura l'audace de parler plus tard à Saint-Paul en faveur de l'armistice de Malmoë, d'abandonner le drapeau populaire dans la question du Schleswig, de déserter en plein jour avec armes et bagages. La baronne, qui, malgré ses ressentimens particuliers, le protégeait encore contre l'implacable vindicte du père Angélicus, l'abandonne alors, et il tombe victime de ses infidélités politiques; hélas! non pas seulement de celles-là.

Aimé d'Alice, le beau Lichnowski avait trompé sa tendresse; mais Alice avait tant de fois pris sa revanche et de tant de façons, qu'elle eût pardonné au moment suprême, si la froide fureur du père Angélicus lui eût laissé le temps de la réflexion. Angélicus a vu naguère son bonheur brisé par un caprice de Lichnowski. C'était en Espagne, dans le pays de Valence. Le jeune Prussien avait promis mariage à une brillante señora; mais il est venu un enfant avant la noce, et le futur s'en est allé. La señora n'a plus eu dans le monde que le dévouement du prêtre inconsolable et l'espoir de représailles qui fussent au niveau de son courroux. Son garçon pouvait à peine se tenir sur ses jambes, qu'elle lui a ceint le corps d'une écharpe rouge dans laquelle elle a mis un poignard, et, sur ce poignard, l'enfant a juré de punir l'ennemi détesté de sa mère. La mère et le fils se sont alors mis en route pour ce voyage de vengeance, où le père Angélicus les dirige. Salvador n'a pas encore quinze ans, et déjà toutes les passions de la virilité consument ce frêle petit monstre, éclos au plus chaud des inspirations contre nature de Mme Aston. Il passe et repasse à travers tout le roman avec sa ceinture de soie rouge, sa guitare et son poignard, jusqu'à ce qu'enfin, pour tenir parole à l'enragée señora qui lui a donné l'être, il frappe le premier d'une main fiévreuse le père qu'il exècre, et tourne ensuite sa fureur contre lui-même. Lichnowski mourant apprend de son ancienne maîtresse que son fils était parmi les assassins.

Je n'ai pas le courage de poursuivre plus loin l'analyse de ces sottes horreurs. Je passe les scènes d'alcôve et les scènes de club, les apparitions de la baronne sur les barricades et ses rencontres vagabondes avec ses amoureux de toutes les dates. Je passe jusqu'à ses complaisances pour le mécanicien Ralph, qu'elle porte dans son lit et même dans son cœur d'un aussi beau sang-froid que le volage Lichnowski. Ralph est pourtant une curieuse copie germanique du *Compagnon du tour de France;* Ralph du moins ne s'amuse pas à s'alanguir dans les faveurs d'une belle dame; il explique héroïquement à ses camarades les ouvrages de M. Proudhon, et, retournant le fameux axiome que *la propriété c'est le vol*, il conclut avec une logique imperturbable, il con-

clut à la lettre que *le vol c'est la propriété*. Je passe tout cela; le dégoût viendrait, s'il n'est déjà venu, et je termine en admirant que la révolution puisse enfanter des filles assez indiscrètes pour en écrire les mémoires de cette encre-là. Comment s'y prendra-t-on pour en faire la satire, si c'est ainsi qu'on en célèbre la louange?

Pourquoi maintenant ai-je employé tout ce temps et tout ce papier à retracer ici les pitoyables fictions de ces plagiaires? Était-ce pour le plaisir discourtois de les chagriner et de leur rendre en contrariété le méchant quart d'heure dont je leur suis redevable? Ce serait d'une ame trop noire. Je regrette bien plutôt de n'avoir pas su mettre un peu de miel au bord de la coupe amère; j'aurais voulu ménager davantage ces pauvres victimes d'elles-mêmes que j'aimerais à croire encore pardonnables; je suis moins tenté de les offenser que de les plaindre. Elles ne sont pas les premières coupables et n'ont qu'à moitié la responsabilité de leurs péchés. C'est parce que je tenais à montrer de qui part le mal et d'où il date, que je l'ai pris là sous cette transformation plus que naïve qui n'en déguisait rien. Nous sommes bien forcés de nous reconnaître nous-mêmes dans cette copie trop servile de nos inventions, et, comme la simplicité malavisée de nos imitateurs a justement choisi nos plus détestables endroits pour les reproduire avec une préférence qui les accuse encore davantage, il se pourrait peut-être qu'on en sentît mieux la laideur en les retrouvant ainsi dans le miroir grossissant où la main de l'Allemagne nous les présente. Si, en effet, cette laideur de nos mauvaises chimères et de nos mauvaises passions ressort avec quelque vivacité de plus de la contrefaçon qui nous les emprunte pour les étaler dans des romans tels que ceux de Mme Aston et de Mme Kapp, il valait certainement la peine de faire lire ces choses à des lecteurs français. Nous ne serons jamais trop convaincus de la tristesse de certaines sottises que tant d'entre nous ont jadis plus ou moins caressées, ne fût-ce qu'en les appelant de beaux rêves.

Il est une autre conviction que nous devrions aussi tâcher d'acquérir, et qui se déduit forcément à mon sens de l'histoire même de Mme Aston. Le roman où Mme Aston a déposé sa littérature est de 1849; mais la confession où elle a raconté son cœur est de 1846. Or, l'une était pour sûr le prélude de l'autre, et nous devons en bonne justice faire droit à cette chronologie significative. Nous avons trop de penchant à supposer que le désordre moral, dont nous nous sommes aperçus quand il avait déjà grandi comme un chêne, a poussé d'un seul jet, comme une plante vénéneuse dans une nuit d'orage; nous excusons ainsi trop facilement la défaite qui nous a prouvé le néant de notre confiance, et nous en attribuons la cause au hasard, sans penser que c'est nous qui de longue date avons préparé notre faiblesse. Toutes les inclinations pernicieuses dont le triomphe subit nous a déconcertés s'étaient in-

sensiblement développées sous nos yeux; d'aveugles et niaises sympathies les avaient même plus d'une fois encouragées. La vie privée, la vie civile, étaient déjà sourdement minées par les mêmes vices qui allaient bouleverser l'ordre politique, par l'insuffisance ou l'abaissement de l'esprit d'autorité, par la légitimation de l'esprit d'indiscipline. Il n'est pas inutile de recueillir les témoignages qui attestent cette lointaine filiation de nos malheurs, parce qu'en remontant ainsi vers la source d'où ils découlent, on comprendra mieux qu'il faut que chacun en son particulier se donne quelque peine, s'il tient à l'arrêter. Si chacun sous son toit voulait sérieusement se faire une règle, la règle entrerait d'elle-même dans la cité. Nous n'en sommes pas là.

Je connais d'honnêtes gens qui croient de très bonne foi que la société se porterait encore à merveille, si l'on avait à propos empêché les barricades; ils sont même persuadés qu'il suffirait de remettre tous les pavés à leur place et de les y bien sceller pour guérir la maladie publique. Aussi les entendez-vous demander ardemment un victorieux, un homme fort, qui vienne en un tour de main leur achever cet ouvrage, afin qu'ils n'aient plus ensuite qu'à recommencer de vivre comme ils vivaient autrefois. Les insurrections cependant ne sortent pas toutes seules de dessous terre; il y a quelque chose qui les pousse, qui les invite et qui les accepte : ce sont les mœurs amollies et les idées faussées. Oui, sans doute, il est assez visible qu'il reste encore pas mal de pavés en l'air, et pour moi, certainement, je n'aurais point de goût à médire de celui qui saurait les ranger; mais, les pavés rangés, qui rangera les idées et les mœurs? L'ordre moral ne se rétablit pas comme on rétablit l'ordre dans les rues. Quand la paix des rues est menacée, on livre au premier vaillant que son étoile amène tout ce qu'on peut lui fournir de machines de guerre, et on le charge du salut de tout le monde. Le sauveur de la veille est le maître tout trouvé du lendemain. Quoi de plus facile et de plus commode? On devient ainsi le spectateur de sa destinée sans avoir la responsabilité de sa conduite. Lorsqu'il s'agit au contraire de redresser les voies du for intérieur, il faut absolument que chacun s'y applique pour son compte. Ce n'est pas une besogne dont il soit loisible de se reposer sur autrui. Il n'y a pas là de *Deus ex machina* qui puisse opérer à point nommé le prodige indispensable au dénoûment de la pièce. Il ne sert de rien de se croiser les bras et d'attendre paresseusement une aide étrangère. L'aide est en soi, ou n'est nulle part. Il faut la chercher, la vouloir soi-même, veiller, travailler sous son propre commandement, user de sa propre initiative. Quand est-ce que nous aurons ce courage-là?

ALEXANDRE THOMAS.

LA VIE MILITAIRE

EN AFRIQUE.

ZOUAVES ET SPAHIS.

Si jamais vous devez visiter l'Afrique, si jamais vous avez à traverser la vallée du Haut-Riou, ne vous mettez pas en route pendant le mois de novembre, *le père des tempêtes;* vous resteriez enseveli dans les fortes terres de la vallée que des torrens de pluie ont changées en boues épaisses. Pour nous qui voyagions d'après une consigne, il ne nous était pas permis de compter avec la pluie, la neige ou la fatigue, et, en 1843, une soirée de ce fatal mois de novembre nous trouvait réunis sous une tente de toile, nous réchauffant de notre mieux autour d'un trou creusé en terre qui renfermait un maigre brasier. Les larges gouttes de la pluie rendaient, en frappant la toile, un son sec comme le son d'un coup de baguette : bruit monotone, plein de tristesse, qui dure des heures, des journées entières. Devant nous, nos pauvres chevaux tournaient au vent leurs croupes frileuses, et c'était partout dans le bivouac un grand silence, interrompu seulement de temps à autre par les appels énergiques du maréchal-des-logis de semaine ou de l'officier de service maugréant après les gardes d'écurie, lorsqu'un cheval, pour se dérober au froid, avait rompu ses entraves et se mettait à courir à travers le bivouac.

Malgré le vent et la pluie, quelques officiers de zouaves, bravant

l'orage, étaient venus jusqu'à nous. Des couvertures de cheval furent aussitôt jetées sur des cantines servant à la fois de chaises et de fauteuils; un bol d'eau-de-vie à la flamme bleuâtre fut allumé en l'honneur de nos hôtes, et, chacun tirant de son étui de bois une pipe noircie, la *soirée* commença. « Quand l'estomac est satisfait, la tête chante, » dit le proverbe arabe. Le proverbe a raison, et bientôt ce fut à qui raconterait une des mille aventures de son odyssée africaine. Combats, fêtes, plaisirs, coups de main, razzias, amours même, eurent tour à tour des narrateurs, — bien plus, des auditeurs attentifs. Un souvenir, un regret, étaient donnés en passant à ceux qui, moins heureux, avaient succombé dans la lutte : souvenirs et regrets qui venaient du cœur; car, lorsque le nom, répété un matin par un journal, cité avec honneur, puis oublié l'instant d'après, a disparu de la pensée de tous, ce nom se prononce encore avec émotion dans la famille nouvelle, au régiment.

C'est ainsi qu'on rappela successivement les *volontaires parisiens* et les *bataillons de la Charte*, premier noyau des zouaves, l'assaut de Constantine et le commandant Lamoricière, puis ces combats sans nombre où les zouaves fondèrent leur glorieuse réputation. Ensuite venait le commandant Peyraguay, ce vieux soldat en cheveux blancs, l'ancien sergent du bataillon de l'île d'Elbe, qui, après avoir traversé tant de dangers, est mort à Tlemcen, face à l'ennemi, d'un coup de feu en pleine poitrine. Chacun s'oubliait dans le passé, et je me souviens encore du religieux silence avec lequel nous écoutâmes tous le récit des six mois d'hiver que les zouaves passèrent en 1840 à Médéah, la ville en ruines. — Que ne ferait-on avec nos zouaves! ajoutait le narrateur : pas un sentier où leurs coups de fusil n'aient retenti, pas un buisson qui ne redise une de leurs actions d'éclat. Vous rappelez-vous, l'année dernière, comme vous reveniez de Milianah, nous nous sommes croisés à Karoubet-el-Ouzeri, à l'entrée de la gorge, près de la Mitidja? Eh bien! à côté de ce petit mamelon à la crête blanche où vous avez mis pied à terre, il s'est passé un fait d'armes dont nous conservons tous la mémoire : c'est là que d'Harcourt a été tué en tête de sa compagnie. Le capitaine Bosc ayant quitté trop promptement une position importante, le colonel Cavaignac fut obligé de la faire occuper de nouveau. Lancée au pas de course, la compagnie escalade la colline, et, comme d'Harcourt débouchait le premier, une balle lui casse la tête. L'engagement fut très vif; d'un côté, l'on arrivait au sommet par un sentier que les pluies d'orage avaient profondément creusé. Trois zouaves, un fourrier, un sergent nommé Razin et un caporal indigène, un Kabyle, prenaient ce chemin. Près d'atteindre au sommet de la crête, le vieux sergent décoré se voyait devancé par le fourrier plus jeune et plus ingambe. « Ah çà, conscrit, lui cria-t-il, est-ce que tu as la prétention de passer

avant moi? Fais place à ton ancien, et vivement! » L'autre aussitôt, portant la main à son turban et le saluant à la militaire, lui répond : « C'est juste, » et se place derrière. Il n'avait pas fait trois pas que Razin tombe mort. Le fourrier s'élance, une balle le couche à côté du sergent. Le caporal kabyle court vers lui : « Enlève Razin, crie le fourrier. je me sauverai bien seul; » et, comme le caporal chargeait le cadavre sur ses épaules, une balle le tue raide. Le fourrier alors se précipite sur le vieux sergent, lui enlève sa croix, et, bien que grièvement blessé, il parvient, en se glissant à travers les broussailles, à rejoindre le bataillon; puis, remettant la croix au commandant : « Vous le voyez, mon commandant, si je ne l'ai pas rapporté, c'est que je suis moi-même blessé; mais du moins j'ai sauvé sa croix. » Et il montrait son bras, qui pendait sans mouvement à son côté (1).

Comme l'officier de zouaves achevait son récit, onze heures sonnaient à l'horloge du camp; lorsque je dis l'horloge, j'exagère, en appelant ainsi le modeste tambour de garde à la tente du chef d'état-major, qui battait sur sa caisse un nombre de coups égal au chiffre de l'heure. On releva les factionnaires, et, grace au silence qui régnait depuis quelques instans, nous ne perdîmes rien des facéties d'un sergent qui criait à un soldat retardataire : — Eh! dégourdi! faut-il que j'aille vous chercher?

— Ne voyez-vous pas, répondait l'autre, que j'enfonce dans la boue jusqu'aux jambes? Est-ce qu'on peut marcher là-dedans?

— B... de conscrit! quand on ne peut pas marcher, on court! Vous ne saviez pas ça, vous? répliqua le sergent.

Sur cette saillie, on se souhaita bonne nuit, et ceux qui devaient regagner leur tente pour chercher le repos s'en allèrent, le capuchon du caban rabattu sur les yeux, le pantalon retroussé, jurant comme des païens, au besoin employant le moyen du sergent.

Le lendemain, nos courses recommencèrent, et un mois plus tard, rentrés dans la garnison, nous nous trouvions encore réunis avec ces mêmes officiers, nos compagnons du Haut-Riou. Celui qui nous avait

(1) L'ordre du jour suivant consigne dans les annales des zouaves la brillante valeur de M. Richard d'Harcourt : noble et consolant témoignage pour M. le duc d'Harcourt, qui presque à la même époque apprenait la mort d'un autre de ses fils, officier de marine, victime aussi de son dévouement à ses devoirs.

« Dans la journée du 10 novembre, le jeune d'Harcourt, sous-lieutenant au corps, et le vieux sergent Razin, de la 4e compagnie du 1er bataillon, sont morts en abordant l'ennemi et en devançant les plus braves.

« Le lieutenant-colonel recommande leurs noms à la mémoire des officiers, sous-officiers et soldats du corps. Il les donne aux jeunes gens pour exemples et pour glorieux modèles.

« Le lieutenant-colonel commandant les zouaves,

« Médéah, le 21 novembre 1840. « CAVAIGNAC. »

raconté les rudes épreuves supportées à Médéah par les zouaves pendant l'hiver de 1840 me confia alors un journal dont il m'avait souvent parlé. Confidence de la solitude, curieux chapitre des souffrances de l'armée d'Afrique, le journal de l'officier de zouaves avait pour épigraphe ces paroles de Blaise de Montluc : « Plust à Dieu que nous qui portons les armes prinsions cette coutume d'escrire ce que nous voyons et faisons, car il me semble que cela seroit mieux accommodé de notre main, j'entends du fait de la guerre, que non pas des gens de lettres, car ils déguisent trop les choses, et cela sent son clerc. » Le journal qu'on va lire a besoin de quelques explications. En 1840, la guerre frappait encore aux portes d'Alger, et la Mitidja était coupée; si Médéah et Milianah avaient une garnison française, il fallait une armée pour ravitailler ces villes. Au mois d'octobre de cette même année, on venait de se porter au secours de Milianah, dont la garnison, décimée par la nostalgie, la famine et les maladies, avait presque succombé sous sa tâche : de 1,400 hommes, 720 étaient morts, 500 étaient à l'hôpital; à peine si les autres avaient la force de tenir leurs fusils, et, pour peu que l'on eût tardé de quelques jours, la ville se voyait prise faute de défenseurs. Au retour, ces cadavres vivans furent portés par des bêtes de somme. On conçoit qu'un pareil spectacle avait dû faire une vive impression sur l'armée, car si pendant l'été l'on avait eu à redouter de pareilles souffrances, que serait-ce donc l'hiver venu! Il fallait pourtant relever la garnison de Médéah, comme l'on avait relevé celle de Milianah, et M. le maréchal Valée ne voulut envoyer à ce poste que des hommes endurcis, qui trouvassent dans l'esprit de corps et dans l'honneur attaché à leur nom la force nécessaire pour résister à toutes les privations, à toutes les souffrances de l'isolement. Les zouaves furent désignés pour aller occuper Médéah.

I.

Le 18 novembre 1840, deux bataillons de zouaves, forts de cinq cents hommes chacun, commandés par MM. Renaud et Leflo, prenaient possession de la ville de Médéah, où ils devaient tenir garnison pendant tout l'hiver, sous les ordres de leur lieutenant-colonel, M. Cavaignac, nommé commandant supérieur. L'usage veut que l'on appelle Médéah une ville; mais, pour rester vrai, il faudrait inventer un nom qui pût désigner cet amas de décombres et de masures. Les zouaves relèvent le 23e, et un officier de ce régiment a été pour moi une providence en me laissant une peau de mouton, une table, des bancs, deux coffres, quelques vases, précieuses ressources au milieu de la misère générale.

Le 19, l'armée nous quitte; elle lève son bivouac pour retourner à Alger, et, à sept heures et demie, les derniers pelotons de l'arrière-

garde disparaissent derrière le mont Nador. Il semble qu'avec eux s'éloigne la dernière image, le dernier souvenir de la France. Fasse le ciel qu'il nous arrive quelques aventures, car, sans cela, nos distractions seront rares! Ce matin même, nous avons pu juger de l'étendue de notre territoire. Le colonel Cavaignac a donné l'ordre de charger une des pièces d'artillerie. — Faites tirer à plein fouet, a-t-il dit au capitaine Liedot; et, comme nous regardions le boulet tomber à terre : — Voilà la limite de nos possessions! a-t-il ajouté en se retournant vers nous, et nous montrant la poussière que la chute du boulet avait soulevée.

Le casernement est vraiment dans un état affreux, ou plutôt il n'y a pas de casernement : à peine si les hommes y trouvent un abri, l'hôpital n'est qu'une masure à faire frémir; mais enfin il faut en prendre son parti, accepter ce que l'on ne peut changer. Heureusement on nous a laissé des vivres de bonne qualité, et, grace aux soins prodigués aux troupeaux, nous espérons bien ne pas manquer de viande.

Cinquante hamacs ont été distribués par compagnie; chaque homme a reçu un sac et une demi-couverture de campement. Les transports de l'armée n'ont pu amener la totalité de ces effets; il en manque dix par compagnie, mais l'industrie des zouaves ne leur fait pas défaut : de vieux sacs de l'administration sont remplis d'herbes sèches et se transforment en paillasses; de vieilles laines trouvées dans la ville sont étendues et piquées entre deux toiles de sacs. Ces édredons d'un nouveau modèle remplacent les couvertures qui manquent.

Au point du jour, tous les travaux ont commencé : la petite colonie s'organise; les ouvriers d'art, pris dans chaque compagnie, se mettent à l'œuvre; les jardiniers, sous la surveillance du capitaine Peyraguay, ont tracé l'enceinte du jardin. L'on utilise jusqu'aux peaux de bœufs, qui, préparées avec soin, sont livrées à des soldats transformés en cordonniers pour les réparations de chaque jour. Les zouaves, du reste, sont gais et pleins d'entrain. Le service n'est pas trop fatigant, et, le bon esprit de corps aidant, nous finirons par passer notre exil, si ce n'est d'une façon agréable, au moins sans trop d'ennui.

Nous avons découvert, en nous promenant, sous les murs de la ville, un petit ravin rempli de bécassines et de perdrix; l'augure est favorable, et le bonhomme Noé n'eut pas une joie plus grande lorsque la colombe lui rapporta la branche d'olivier. C'était, du reste, le jour aux bonnes fortunes, car, en rentrant, le télégraphe du poste d'Aïn-Télazit nous a transmis cette dépêche :

« L'armée est rentrée sans coup férir à Blidah.

« La majorité de la chambre a soutenu le nouveau ministère.

« La duchesse d'Orléans est accouchée d'un fils, le duc de Chartres. »

Si nous étions en France ou seulement à Alger, ces nouvelles nous

trouveraient sans doute indifférens; mais, depuis six jours, l'isolement a commencé : nous sommes destinés à passer de longs mois sans recevoir aucun souvenir. Il semble que ces bruits de France nous font prendre part aux émotions de ceux qui sont si loin. Aussi ces nouvelles sont-elles pour nous les bienvenues, et nous les accueillons en amies. Le malencontreux télégraphe était ce soir le sujet de toutes les anecdotes. En voici une entre autres dont je me souviens.

Qui n'a pas sa manie sur la terre? Le général Duvivier avait celle des blocus; une première fois, ce fut à Blidah; la seconde, à Médéah. Nommé commandant supérieur, il se déclara qu'il n'apercevrait pas le télégraphe d'Aïn-Telazit, et qu'il aurait à soutenir un siége en règle envers et contre tous. Le malheureux télégraphe avait beau agiter ses grands bras, l'on était aveugle et muet dans la ville. Le maréchal Valée, impatienté, fit enfin partir la dépêche suivante : « Par ordonnance du 16, vous êtes nommé.... » (Interrompue par le brouillard). Or, il faut savoir qu'à cette époque, le général Duvivier espérait et attendait sa nomination de lieutenant-général. Aussitôt Médéah l'aveugle voit, Médéah la muette parle, et le général demande des explications. Le télégraphe répond tranquillement : « Vous êtes nommé grand-officier de la Légion-d'Honneur. » Puis suivait une série d'ordres.

Par un temps affreux, un vrai temps de décembre, j'achève mon installation. Ma chambre a pour ornement une glace cassée, quatre lithographies du *Charivari*, et une table faite avec une caisse à biscuit; la fenêtre ne laisse point pénétrer trop de vent, la cheminée est bonne; voilà un logement comfortable, où bien des soirées se passeront à jouer au whist avec les trois jeux qui doivent suffire à nos ébats tant que nous serons les hôtes de la ville.

Un voleur de grand chemin qui s'en vient vendre une mule dérobée à quelque douar nous apprend que le bey de Milianah Sid-Embarek est au pont du Chéliff, et El-Berkani, kalifat de l'est pour Abd-el-Kader, à trois lieues de nous au sud. Cet homme est voleur comme nous serions magistrats: c'est une profession qu'il exerce avec honneur et en se faisant mérite de son audace et de son courage.

Pendant une éclaircie, j'ai fait le tour des remparts et, dans un des angles de l'enceinte crénelée, au pied d'un magnifique cyprès, j'ai découvert un tombeau que le général Duvivier a fait élever cet été au lieutenant-colonel Charpenay, tué en avant de la ville; sur la pierre on lit :

A DIEU
POUR LA PATRIE RECONNAISSANTE

A CHARPENAY
LIEUTENANT-COLONEL AU 23e DE LIGNE
COMBAT DU 3 JUILLET
1840.

Près de ce tombeau, et l'entourant comme au jour du combat, se trouvaient les tombes de quatre officiers du même régiment tués à la même affaire.

Le mauvais temps m'a bientôt forcé à rentrer; il dure ainsi depuis plusieurs jours et nous donne les plus vives inquiétudes pour notre troupeau; les cloisons des maisons sont abattues, afin de préparer un abri pour le bétail; ces démolitions nous font découvrir un trésor, du sel mêlé par couches égales à la maçonnerie d'un four arabe. Précieusement recueilli, le sel est porté au magasin militaire, et nos soldats se livrent à de nouvelles recherches.

Deux zouaves indigènes, libérables au mois de janvier, se sont offerts pour aller à Blidah porter de nos nouvelles à M. le maréchal; s'ils accomplissent leur mission, ils auront leur congé en arrivant; la proposition est acceptée, et le lieutenant-colonel les fait partir à l'entrée de la nuit. Que Dieu garde ces deux braves garçons! ils portent une lettre pour ma mère; puissent-ils franchir heureusement tous les dangers! elle sera si heureuse de recevoir un mot, une nouvelle. Nous les quittons comme l'on quitte des gens qui se dévouent; ils sont pourtant pleins de confiance et se voient déjà arrivés.

Depuis notre arrivée à Médéah, nos journées se sont passées à organiser le campement; il n'y a eu aux avant-postes que quelques tirailleries insignifiantes avec des maraudeurs arabes. Le 13, pourtant, nous avons cru à une affaire générale; les hauteurs se sont couvertes de Kabyles, conduits au combat par des cavaliers. Le plus grand nombre s'était porté à l'est du côté de la ferme du bey : la garnison a pris les armes, l'engagement a été assez vif, et nous a coûté plusieurs blessés; mais, par une poursuite de quinze cents mètres, les zouaves ont bien prouvé qu'ils ne se laisseraient pas insulter impunément.

La vie a repris sa monotonie après cet épisode, nous sommes rentrés dans les soucis du ménage, et ce matin l'on était occupé à faire de l'huile avec des pieds de bœufs; on les fait bouillir tout simplement dans l'eau, et l'on écume la matière grasse qui monte à la surface. Clarifiée, cette huile pourrait servir pour les alimens; dans cet état, elle est destinée à l'entretien des armes. Nous avons aussi fabriqué du plomb de chasse, qui nous manquait. Le procédé est très simple : il consiste à établir un petit cadre renfermant une carte à jouer ordinaire; celle-ci est percée de trous, huilée des deux côtés, et saupoudrée d'hydrochlorate d'ammoniaque; ainsi préparée, elle reçoit le plomb fondu, qui tombe en globules dans un vase plein d'eau. Le vase est placé à quatre ou cinq pouces au plus au-dessous du cadre. En versant le plomb, on frappe sur le cadre de manière à lui donner un mouvement d'oscillation aussi régulier que possible : on passe ensuite le plomb par divers cribles de différentes grosseurs; mais le degré de

fusion est le point essentiel, et l'on doit laisser refroidir le plomb jusqu'à ce que le papier soit simplement roussi.

Tandis que les chasseurs travaillent ainsi pour leur plaisir, les zouaves raccommodent leur équipement et en inventent même un nouveau. Par ordre du colonel, l'administration nous livre des sacs. Avec cette grosse toile et des côtes de bœuf, chaque soldat aura une paire de guêtres de rechange. Un zouave, ancien ouvrier boutonnier, est chargé de diriger l'opération : quant au fil nécessaire, d'anciennes gargousses d'artillerie nous fournissent de vieilles étoupes; on en trouve aussi dans les écuries, où elles ont servi à panser des chevaux. Rien de plus original que l'aspect de l'atelier, où de vieux grognards, de vieux zouaves aux longues moustaches, à la barbe épaisse, au teint bronzé, balafrés de cicatrices, filent gaiement comme de vieilles femmes. C'est vraiment une vaillante troupe, bonne au danger, bonne à la fatigue, qu'une situation difficile n'embarrasse jamais; bien commandée, elle fera toujours des prodiges, et, grace au ciel, se tirera dignement, nous l'espérons, de la nouvelle épreuve qui lui est imposée.

Un déserteur nous est arrivé le 17, un homme de Tripoli, enlevé avec une caravane dans le sud; il a été amené, après maintes aventures, à Berkani, et forcé de s'engager parmi les réguliers de l'émir. Cet homme nous sert dans une reconnaissance que nous faisons du côté du Nador, pays couvert de cultures magnifiques où nous trouvons les traces des irrigations les mieux entendues. La tradition a sans doute conservé parmi les Arabes ce système d'irrigations semblables à celles de la Catalogne et du Roussillon. Tout en donnant des détails curieux sur divers engagemens, ce déserteur confirme la présence d'officiers anglais au camp d'Abd-el-Kader, présence déjà annoncée par le maréchal Valée. L'un d'eux se trouvait, le 27 octobre, au bois des Oliviers. Conduit par un Juif de Gibraltar, cet officier, venu par le Maroc, était vêtu en bourgeois; le déserteur l'a vu pendant deux jours, et l'officier anglais n'a disparu qu'au moment où notre division arrivait au col.

En rentrant dans la ville, nous avons trouvé une dépêche télégraphique annonçant l'arrivée à Alger du drapeau depuis si long-temps promis aux zouaves; chacun en est heureux comme d'une bonne fortune particulière, chacun partage la joie du colonel Cavaignac, qui, dans un ordre du jour, « s'empresse de porter cette heureuse nouvelle à la connaissance des officiers, sous-officiers et soldats. Les uns y verront la récompense justement désirée de longs et glorieux services, les autres se feront dire ce qu'il en a coûté pour la conquérir, et penseront bien à ce qu'il doit en coûter encore pour la conserver et s'en montrer toujours dignes; tous se réuniront dans le sentiment unanime d'un dévouement énergique à la gloire de nos armes en Afrique, à l'honneur du corps dont la constitution vient de recevoir une dernière sanction. »

Le 23, à l'entrée de la nuit, deux zouaves partent pour Alger; ce sont deux braves soldats, l'un Turc, l'autre Arabe. Ce dernier voulait d'abord partir seul. — Pourquoi? lui disait-on. — C'est mon idée ainsi; j'aime mieux réussir seul ou mourir seul. — Mais si tu rencontres un danger imprévu, tu le braveras plus volontiers et tu le surmonteras plus aisément en ayant un camarade. — Oh! je n'ai pas peur; je sais bien que ma destinée est marquée, et je suis prêt à la subir quand il plaira à Dieu. C'est tellement vrai que je reviendrai si tu veux, disait-il au colonel, et tu peux dire au maréchal que je ferai le métier de courrier tant qu'il voudra; seulement, je veux passer une semaine à Alger avec ma maîtresse, et ainsi à chaque voyage.

Cette semaine, il la passera, les nuits chez sa maîtresse, les journées dans un café, la barbe parfumée, de l'essence de rose dans son foulard, écoutant une mauvaise musique de guitare, fumant cent pipes de tabac odorant, et buvant sans discontinuer du café et de l'anisette. Ainsi une semaine de mollesse, d'ivresse somnolente, puis, sans transition, sans regrets, une semaine d'activité, de misère, de périls constans!

Ben-Chergui, notre Arabe, voulait partir sans armes, et c'est à grand peine qu'on a pu lui faire prendre un pistolet. Deux jours après, le télégraphe annonçait l'arrivée de nos deux zouaves à Blidah, mais sans nous donner une nouvelle de France. Que fait-on? que devient-on? que se passe-t-il là-bas? L'autre jour, j'entendais un zouave indigène qui psalmodiait cette chanson :

« O vent! fais mes complimens à mes amis, et demande-leur où ils sont allés.

« Du côté de l'Arabie ou du côté de la Perse, partout où ils se sont arrêtés.

« Dis-leur que je songe à eux, et laisse en passant une pensée de moi.

« A tous les oiseaux qui volent je demande de vos nouvelles, et aucun ne m'en dit.

« Caresse de ta plus douce haleine celle à qui j'ai donné mon cœur.

« O vent! tu vas toujours vers elle, et jamais tu ne reviens! »

Ce vieux chant de l'Arabe m'a rempli de tristesse, et, durant toute la soirée, je me suis renfermé chez moi pour songer à ceux que j'aime, à ma mère, à mes sœurs, à un souvenir plus tendre encore peut-être. En France, ils ne savent pas les tortures de la vie que nous menons ici. Se trouver toujours en présence des mêmes visages, de gens que l'on estime, que l'on aime, mais dont on connaît jusqu'à la moindre plaisanterie! Avoir une prison en liberté et des journées entières sans un aliment pour la pensée! Vivre ainsi enseveli, tout près du monde, à quelques lieues des nouvelles, cela est dur, croyez-moi, et les plus fortes ames fléchissent parfois. Les fatigues physiques sont affreuses sans doute : contre la pluie, le froid, la neige, à peine un abri, et une

alerte de chaque heure; mais enfin nos corps, depuis long-temps déjà, sont façonnés à la rudesse : rien n'égale la douleur de l'isolement.

Voilà un moment de faiblesse. Quand l'orage gronde dans l'air, une pluie bienfaisante rend à la terre toute sa fraîcheur; il semble que de temps à autre le cœur éprouve aussi le besoin de gémir; mais, dès qu'il se recueille, le courage revient vite, et l'on ne songe qu'à la grandeur de l'œuvre dont nous sommes les ouvriers. Sauront-ils jamais en France ce que l'Afrique a coûté de sang, de sueur et de larmes?

II.

Quatre jours après avoir fêté Noël et la bûche vénérable du réveillon, les troupes étaient réunies à trois heures du matin, sur la place d'armes, dans le plus grand silence, le fusil en bandoulière, la cartouchière à la ceinture. Nous allions tenter une razzia du côté de la vallée d'Ouzera, dans les pentes nord du Nador. Grace à un temps brumeux et à un grand vent d'est, aucun poste ennemi n'avait signalé notre marche, et la petite colonne, divisée en trois fractions, avait pu gagner les positions convenues. A cette heure, le crépuscule ne paraissait pas encore, et chacun de nous l'attendait accroupi, l'oreille à terre, pour percevoir le plus léger indice d'une existence humaine. A nous voir ainsi, on nous eût pris pour de francs bandits: de fait, cela sentait bien un peu le chasseur libre, le gentilhomme de forêt; mais la guerre est la guerre, et celui qui la fait le mieux, c'est celui qui cause le plus de dommage à son ennemi. La première colonne s'était jetée trop à droite, aussi au point du jour l'on se hâta d'envoyer deux compagnies vers les huttes kabyles que nous apercevions non loin de nous. Déjà les Kabyles commençaient à sortir de leurs cabanes, et l'un d'eux, qui tenait un tison, se trouva tout à coup nez à nez avec un de nos soldats. Dire son effroi serait impossible : le tison lui échappa des mains; il resta immobile, la bouche béante, les bras pendans. *Roumi!* s'écria-t-il enfin; *Roumi! Roumi!* Et à ce cri femmes, hommes, enfans, se précipitent pêle-mêle, cherchant à gagner une ravine boisée à la gauche des huttes; mais, la retraite leur ayant été en partie coupée, tout leur bétail tomba en notre pouvoir.

Nous n'aurions eu qu'à nous féliciter de cette journée, qui, sans compter les haïcks et les burnous dont nos hommes avaient si grand besoin, nous donnait de la viande en abondance, si nous n'avions pas eu à déplorer la perte de M. Ouzarmeau, qu'une balle kabyle frappa au retour. Sa tombe a été creusée près de celle du colonel Charpenay. M. Ouzarmeau est le premier officier que nous laissons à Médéah. Dieu veuille que ce soit le dernier!

Bon jour, bon an! ce sont les paroles que chacun échange ce matin,

car nous sommes au premier de l'an, la grande fête des enfans, le grand ennui des gens âgés, des enfans sérieux. Ennui ou plaisir, c'est le jour de la réunion, la fête de la famille, et ici, loin des nôtres, nous ne pouvons que penser à eux. Ceux que nous aimons sont-ils seulement en vie? Depuis bientôt deux mois nous sommes sans nouvelles.

Au point du jour, à six heures, le planton du colonel Cavaignac est venu l'avertir que le sergent Stanislas demandait à lui parler. — Que peut me vouloir ce sergent? se dit le colonel. Faites-le monter.

— Mon colonel, je viens vous donner des nouvelles d'Alger et vous demander de me pardonner.

Alors seulement le colonel Cavaignac s'est rappelé que, retenu par une blessure, Stanislas était en effet resté au dépôt à Alger. C'était un brave sous-officier, plein d'énergie, mauvaise tête pourtant, et qui devait, il y a quelques mois, à sa brillante conduite une croix noblement gagnée. Puni de salle de police pour je ne sais quel méfait, il s'était dit : Un sous-officier décoré à la salle de police est déshonoré! je ne veux pas y aller. Et pour l'éviter, Stanislas n'avait pas trouvé d'autre moyen que de partir pour rejoindre les bataillons de guerre. Le voilà donc en route, seul, sans armes, en uniforme de zouave, la canne à la main, traversant tout le Sahel, la plaine, le col, afin de gagner Médéah. Il aurait dû périr mille fois; mais que lui importait? il avait laissé sa croix à Alger, afin que, s'il était tué, elle ne servît pas de trophée aux Arabes. « Passe pour ma tête, disait-il; mais quant à ma croix, c'est autre chose. » Stanislas était arrivé à Médéah sain et sauf.

Le froid et la pluie mettent la constance de nos zouaves à une rude épreuve; la terre est restée plusieurs jours couverte de deux pieds de neige. Enfin, le 16, nous pouvons essayer une razzia. C'est l'iman de Médéah, l'un des prisonniers de notre dernière sortie, qui doit nous servir de guide; il s'est offert lui-même, et l'on rapporte qu'il a eu avec le colonel Cavaignac la conversation suivante :

— Tu t'es offert pour servir de guide, lui dit le colonel; es-tu dans les mêmes intentions?

— Je n'ai pas changé, et suis prêt à partir.

— Mais peut-être crains-tu que je ne trouve mauvais que tu aies changé d'avis, et n'oses-tu m'avouer tes répugnances?

— Je ne crains rien; je suis disposé à tenir ma promesse ou mon offre.

— Réfléchis bien; oublie que tu es mon prisonnier, et que je suis le gouverneur de Médéah.

— Je n'ai pas besoin d'oublier, et suis prêt à te conduire.

— Imagine que tu es sur la montagne, libre comme l'oiseau, et que je suis, moi, renfermé dans la ville.

— Je n'ai pas besoin de tout cela, je suis prêt.

— Mais réfléchis bien que plusieurs de tes frères peuvent être tués dans cette expédition, que tu pourras te le reprocher un jour, en souffrir même.

— Cela m'est égal, je suis prêt.

— Pense que tu seras reconnu des tiens.

— Cela est égal, j'irai.

— Ne perds pas de vue non plus que, si tu essayais de me tromper, tu n'aurais pas une heure à vivre.

— Tu m'éprouveras.

— Ainsi, tu es bien décidé?

— Oui.

— Quelle récompense me demanderas-tu, si nous réussissons?

— Celle d'être libre un jour pour aller chercher deux enfans qui me manquent.

— Désires-tu quelque chose dès à présent?

— Oui : une paire de souliers pour marcher dans la montagne, et un capuchon de zouave, afin de n'être pas pris pour un ennemi et tué par tes soldats.

— C'est bien; va te disposer.

— Au revoir.

Une heure après, le colonel réunissait tous les officiers chez lui, leur faisait part de son projet en leur donnant ses instructions. La troupe sera divisée en deux colonnes, l'une de réserve, commandée par le colonel en personne; l'autre, chargée d'exécuter la razzia, sous les ordres de M. le commandant Leflo. A deux heures du matin, on prendra les armes et l'on se mettra en route immédiatement; avant le départ, les recommandations suivantes ont été faites aux commandans des compagnies composant la première colonne :

Silence absolu, toujours et de toute manière;

Étouffer la toux dans les plis du turban;

Pas de pipes;

Si on reçoit des coups de fusil pendant la marche, redoubler de silence, ne pas riposter, doubler le pas;

Faire des prisonniers avant tout;

Ne tuer qu'à la dernière extrémité;

Après les prisonniers s'occuper du troupeau.

La razzia a réussi au-delà de toute espérance; un instant, on l'a crue manquée. Le guide s'était égaré ou nous trompait. Au moment où on allait le fusiller pour le punir de son erreur ou plutôt de sa trahison, la fortune nous a fait rencontrer les populations, et, grace aux mesures prises par le commandant, malgré notre petit nombre, nous avons fait encore des prises considérables. A huit heures du matin, nous rejoignions le colonel, ramenant trente-quatre prisonniers, cent dix-sept

bœufs, dix chevaux ou mulets, une trentaine d'ânes, quinze cents moutons ou chèvres, après avoir tué en outre une vingtaine d'Arabes; c'est l'abondance pour plus de trois mois. Aussi la joie est sur tous les visages, et l'ordinaire le plus modeste est devenu un festin. Par l'ordre du colonel, vingt moutons par compagnie ont été distribués; l'on a donné à chaque officier deux chèvres laitières; les sous-officiers de toutes les compagnies ont reçu aussi un cadeau semblable.

Après cette petite expédition, nos troupes ont repris leurs travaux habituels. Les Kabyles ont paru un instant vouloir les attaquer; mais, malgré les coups de crosse des cavaliers de Berkani, qui les poussaient au combat, il n'y a eu que quelques tirailleries insignifiantes. En revanche, le froid et la neige ont repris de plus belle. Enfin, le dégel arrive; il était temps pour notre troupeau aux abois.

Le 30, les Kabyles reparaissent, poussés par des cavaliers; ils recommencent. Le lendemain, la fusillade a été plus vive; elle a duré environ une heure; puis des pourparlers s'établissent sur plusieurs points à la fois.

Un groupe de cavaliers, remarquables par leurs chevaux et la blancheur de leurs burnous, s'est approché d'une redoute et a demandé des nouvelles des prisonniers, d'un nommé Ben-Abbès entre autres, qu'ils désiraient voir.

— Venez le voir en ville, leur dit-on; vous serez bien reçus et libres de vous en retourner après.

— Nous voulons le voir ici.

— Alors, si vous ne disparaissez à l'instant, nous allons vous tirer des coups de canon.

Et deux minutes plus tard un obus éclatait près d'eux. Aussitôt ils s'éloignent ventre à terre. Non loin de là, un Kabyle qui a déposé son fusil s'est approché de l'un de nos factionnaires, et la conversation suivante s'est engagée :

— Mets ton fusil par terre aussi, et viens de mon côté.

— Voilà! Mais n'as-tu pas un pistolet caché?

— Non, je te le jure : je suis homme de cœur, et honte à celui qui aurait la pensée de manquer à sa parole!

— Que viens-tu faire ici? Pourquoi ne pas rester paisible chez toi à labourer ton champ ou à soigner tes troupeaux?

— Je ne puis pas, les soldats d'Abd-el-Kader me forcent de venir tirer des coups de fusil.

— Mais pourquoi ne viennent-ils pas eux-mêmes? Ce sont des femmes ou des lâches.

— Sans doute, mais ils sont plus forts que nous.

— Eh bien! soumettez-vous, venez avec vos femmes et vos troupeaux : nous vous donnerons des terres et nous vous protégerons.

— Oui, et après vous retournerez à Alger, et vous nous abandonnerez à l'émir, qui tuera nos enfans et enlèvera nos femmes.

— Alors faites-vous garder par ses soldats.

— Ses soldats sont comme une vieille serrure qui ne ferme plus la porte et laisse la maison ouverte.

A ce moment, les camarades du Kabyle le rappelèrent; il reprit son fusil et recommença la bataille. Ailleurs des injures s'échangeaient. Tous ces gens-là n'ont pas l'air disposé à se battre; pourtant l'un d'entre eux s'est avancé, faisant tourner son fusil autour et au-dessus de sa tête, en homme qui a pris son parti. Aussitôt un de nos soldats se jette au-devant de lui, s'avance à cinquante pas, ajuste et fait feu. — Ah! s'écrie ce Kabyle en gémissant et tombant à terre, je suis mort. — Son fusil s'échappe, en effet, de ses mains; nous le croyons tous atteint, et nous disons au zouave : — Cours dessus, et désarme-le. — Mais celui-ci, se grattant l'oreille : — Cet animal-là me tire une couleur, je ne l'ai pas attrapé. Eh! malin, connu! connu! — Et il recharge son fusil sans bouger davantage. Le rusé Kabyle se relève alors, reprend son arme, fait feu à son tour, et se sauve en éclatant de rire.

Ces petits combats nous ont amusés et distraits; mais, le 4 février, nous avons tous été en émoi. A la chute du jour, des feux nombreux ont été aperçus, à deux lieues de la ville, sur le chemin de Milianah. La garnison court aux remparts; sans doute c'est une colonne qui a ravitaillé Milianah; elle vient nous voir au retour. La joie du passager, après une longue traversée, lorsqu'il découvre la terre, n'est pas plus vive que celle de nos soldats : dans les rues, l'on n'entend que ces cris : « la colonne! la colonne! » et, près de moi, un zouave répond à un de ses camarades : — *Tais-toi, tu me fais frémir de la peur de me tromper.* — Ceux-là seuls qui ont connu l'isolement peuvent savoir tout ce que nous avons éprouvé. Dieu veuille enfin que nous recevions des lettres, des nouvelles!

Hélas! les feux d'hier soir n'étaient point les feux d'une colonne française; c'étaient ceux des réguliers du bataillon d'El-Berkani. Le 5 février, dès la pointe du jour, des cavaliers et des Kabyles sont venus tirer des coups de fusil sur nos postes avancés. Bientôt l'attaque devint plus vive, et il fut évident que nous aurions dans la journée un engagement sérieux. A neuf heures, tout ce que nous avions de soldats disponibles était sous les armes, et nous marchions à l'ennemi. De nombreux contingens kabyles et un bataillon régulier étaient devant nous, bien embusqués, bien établis : l'engagement fut vif, et si un second bataillon régulier, masqué jusque-là, eût retardé de quelques instans le mouvement qu'il tenta pour couper notre arrière-garde, nous aurions pu avoir beaucoup de monde hors de combat; mais, faisant face à tous les ennemis, nos petits bataillons en ont eu bientôt raison, et, la mi-

traille aidant, les ont dispersés, après leur avoir tué grand nombre des leurs. Nous avons eu quelques tués et une vingtaine de blessés. Pendant qu'on se battait, une dépêche télégraphique annonçait le départ du maréchal Valée, son remplacement, comme gouverneur, par le général Bugeaud, et l'intérim du général Galbois. Le nom du général Bugeaud inspire confiance; c'est à l'avenir de décider. Jusqu'au 13 février, rien de nouveau : quelques pourparlers pour l'échange des prisonniers, quelques discours avec des Arabes, mais rien de décisif, rien d'important. Le 13, une dépêche télégraphique annonce le départ d'Alger d'un courrier porteur d'une lettre pour Médéah, l'arrivée du général Bugeaud, décidé à faire la guerre à outrance en avril; enfin, que l'Europe est en paix. La dépêche, affichée immédiatement sur la place d'armes et transmise à tous les postes, produit un véritable enthousiasme; chacun est fier maintenant de ses fatigues, de ses souffrances, qui ne seront pas inutiles. Le soir, tous les officiers se sont réunis chez le colonel; on eût dit une fête de famille.

Quand on nous a annoncé ce matin que nous étions au mardi gras, chacun s'est cru dans l'obligation de rire et de s'égayer; mais, hélas! l'on annonce en même temps qu'il n'y a plus de tabac. Entre toutes les privations, celle-ci doit sembler la plus légère, et pourtant c'est la privation la plus sensible à nos soldats; quelques-uns essaient de tromper ce besoin en fumant de vieilles feuilles séchées, des feuilles de vigne ou de fenouil. Parmi nos Arabes, plusieurs ont encore du chanvre précieusement conservé; ils en aspirent la fumée dans des pipes de la grosseur d'un dé.

Des lettres nous sont enfin parvenues, des lettres, des journaux de France; la garnison est comme prise de vertige; chacun cause, parle, commente les événemens. Pour moi, je n'ai pu fermer l'œil de la nuit; je ne suis pas encore revenu de mon saisissement. La joie est partout, partout aussi l'espérance. La mort de nos deux derniers courriers, que nous venons d'apprendre, ne décourage point nos Arabes; trois hommes sont partis ce soir pour Blidah, un Kabyle du pays, Hamed, et les deux zouaves qui nous ont apporté nos lettres. Leur départ a été solennel. Au moment de sortir de chez le colonel, ayant déjà le fusil à la main, un des deux zouaves a pris un pain, l'a coupé en quatre, et, donnant un morceau à l'interprète qui les accompagnait jusqu'à la porte et un morceau à chacun de ses deux camarades, il a dit : Moussa (Moïse) (c'est le nom de l'interprète), je vous prends à témoin du partage égal que j'ai fait de ce pain; que chacun de nous le mange, et qu'il serve de poison à celui qui a dans le cœur quelque chose qu'il n'avoue pas. » Puis, passant la main au-dessus d'un brasier : « Que le feu, a-t-il ajouté, le ciel et l'eau puissent faire périr subitement celui qui a eu la pensée de trahir ses camarades! » Là-dessus, chacun a tendu la main, a juré de se sauver ou de mourir avec ses compagnons, et ils sont sortis.

Le Kabyle Hamed, l'un des courriers, a déjà vécu avec nous à Bouffarik, où il était allé comme travailleur pendant la paix. Ce garçon à la physionomie franche, ouverte et rieuse avait pris goût à notre eau-de-vie, et préférait surtout l'existence d'Alger à toute autre. Là, en effet, il trouvait l'anisette à bon marché, des femmes selon ses désirs et de la musique durant toute la nuit. Revenu plus tard dans ses montagnes, le souvenir d'Alger ne le quittait pas, et un jour il osa proposer à sa femme de se retirer à Blidah, chez les Français. Celle-ci, effrayée, le dénonça au chef de la tribu, qui fit saisir Hamed, le roua de coups, donna sa femme à un autre, et prit pour lui quelques moutons et deux vaches qui composaient toute sa fortune. Pauvre et abandonné, Hamed vint à nous avec la pensée de se venger d'abord, puis de refaire sa fortune, c'est-à-dire de gagner au péril de sa vie, le plus promptement possible, un millier de francs. Lorsqu'il les aura amassés, il enlèvera une maîtresse qu'il a conservée dans une tribu voisine, et ira vivre avec elle à Blidah. Celle-ci, plus aimante et plus dévouée que sa femme légitime, a consenti à le suivre. A chaque voyage, Hamed passe chez sa maîtresse, lui donne un foulard et quelques boudjous. En retour, il reçoit des œufs, des galettes et surtout des caresses, qui ne font jamais faute. Alors il nous revient heureux, confiant, prêt à recommencer ses courses aventureuses. Toutefois il y met une condition : jamais nous n'exigerons qu'il passe de nuit par le col. Pourquoi? le voici.

Le col de Mouzaïa a été le théâtre des principales opérations des campagnes de l'année dernière; beaucoup de gens y sont morts, et les routes, au nord comme au sud, les moindres ravins qui y aboutissent, sont jonchés de cadavres presque tous horriblement contractés par le soleil ou atrocement mutilés. Cet affreux spectacle nous a tous frappés; mais il a surtout agi avec une grande force sur l'imagination des Arabes. Le bruit s'est répandu parmi eux que ces morts sans sépulture n'avaient pu trouver grace devant Dieu à cause de leur mutilation, et qu'ils se réunissaient toutes les nuits sur le col même pour y gémir et y pleurer ensemble. Un malheureux Arabe, en y passant il y a peu de temps, a entendu les lamentations de tous ces désolés; il en est devenu fou de peur, et, dans un moment lucide, il a raconté que, durant plus d'une heure, il avait été poursuivi par ces gémissemens. En vain il s'était enfui, chaque buisson lui jetait un sanglot; enfin il avait fini par perdre le sentiment, et s'était retrouvé le matin étendu près du bois des Oliviers. Cette superstition a gagné tout le pays, et voilà pourquoi Hamed ne passera jamais la nuit sur le col, sa vie fût-elle en jeu.

Il est arrivé, il y a un mois environ, deux déserteurs européens; l'un sort des zéphyrs, l'autre de la légion étrangère. Ce dernier se nomme Glockner; c'est un Bavarois, fils d'un ancien commissaire des guerres au service de la France, neveu d'une des sommités militaires de la

Bavière : son histoire est presque un roman. Il entra d'abord à l'école des cadets de Munich, puis, à la suite de quelques étourderies, fut envoyé dans un régiment de chevau-légers; mais son imagination ardente, son amour des aventures allait bientôt l'entraîner à de nouvelles folies : il déserta et passa en France. Accueilli froidement, comme le sont toujours les déserteurs, il fut inscrit sur les contrôles de la légion étrangère. A peine arrivé en Afrique, sa déception fut plus cruelle encore, et, toujours entraîné par ce désir des choses inconnues qui le tourmentait, il passa un beau matin aux Arabes. Il y est resté trois ans. Enlevé d'abord par des Kabyles, on le vendit sur un marché de l'intérieur à un chef de la tribu des Beni-Moussa; après un an de domesticité, il parvint à s'échapper de la tente de son maître et se mit en route, les jambes nues, le burnous sur les épaules, la corde de chameau autour de la tête et le bâton du pèlerin à la main, se dirigeant au sud à la grace de Dieu. Il alla ainsi jusqu'au désert, s'arrêtant chaque soir au milieu d'une tribu nouvelle et s'y annonçant par le salut habituel du musulman : « Eh! le maître du douar! un invité de Dieu! » A ce titre, bien accueilli, il recevait le manger, l'abri, et repartait le lendemain sans que jamais un Arabe lui ait dit : « Où vas-tu? » Cela ne regardait personne, et personne ne s'en inquiétait. Il suivait sa destinée. Glockner traversa ainsi une partie du Sahara et arriva jusqu'à la ville de Tedjini, Aïn-Mhadi; de là, il est allé à Boghar, Taza, Tekedempt, Mascara, Médéah et Miliana, puis, enrôlé de force parmi les réguliers d'El-Berkani, il a fait avec eux les campagnes de 1839 et 1840. Décoré par Abd-el-Kader à la suite d'une blessure reçue le 31 décembre 1839, blessure qui lui a été faite, à ce qu'il croit, par un capitaine adjudant-major du 2e léger, après avoir encore couru le pays, il nous revient comme l'enfant prodigue, gémissant sur ses folies, songeant en pleurant à sa famille, à son père surtout, et demandant en grace d'être inscrit comme soldat français. Lorsqu'on lui a parlé de retourner à la légion : « Oh! non, je vous en supplie, ne me renvoyez pas à la légion, a-t-il répondu; laissez-moi dans un régiment de France, dans vos zouaves dont le nom est connu de toute l'Europe; vous serez contens de moi. » On l'a engagé comme indigène sous le nom de Ioussef; il n'a que vingt et un ans, est frais comme un enfant, timide comme une jeune fille et d'une simplicité de maintien et de langage vraiment merveilleuse (1).

(1) La fin de l'histoire de Glockner est digne du commencement. Inscrit aux zouaves, sa conduite y fut admirable. A toutes les affaires où il se trouva, il aurait mérité d'être cité. Nommé caporal, puis sergent, il fut envoyé à Tlemcen lors de la formation du 3e bataillon. Recommandé par le colonel Cavaignac au général Bedeau, il rendit de grands services par son intelligence et sa connaissance de la langue arabe. Son père, à qui l'on avait écrit en Bavière, avait confirmé la vérité de ses paroles. Il était heureux, traité avec considération, lorsqu'un beau jour il partit avec un prisonnier politique à qui l'on venait de rendre la liberté, et passa au Maroc. Il y a séjourné long-temps; enfin, il a regagné Tanger, et, renvoyé comme déserteur par notre consul, il allait passer au conseil

Nous sommes dans l'attente, la ville a un aspect inaccoutumé, un air de fête est répandu sur tous les visages, chacun rassemble le peu qu'il possède, et les zouaves, aussi philosophes qu'un sage de la Grèce, se préparent à tout emporter sur leur dos : une dépêche télégraphique nous a, en effet, annoncé l'arrivée prochaine du général Bugeaud, la fin de notre exil, notre retour à la vie humaine.

Le 3 avril, après cinq mois d'isolement, nous retrouvons enfin nos camarades, nos amis, et le général Bugeaud, en passant devant nos rangs, à la vue de l'énergique attitude de nos soldats, a chargé le colonel Cavaignac de nous remercier au nom de l'armée de la vigueur dont les zouaves venaient de donner un nouvel exemple. La plus grande part de ces éloges est bien due au colonel Cavaignac, car, dans la fermeté de sa conduite, la noblesse de ses exemples, l'encouragement paternel de ses conseils, nous avons trouvé un puissant appui. Nos clairons ont sonné la marche, et nos bataillons se sont ébranlés pour venir reprendre leur place de bataille dans la colonne, que nous trouvons tout émue encore de la blessure que le général Changarnier a reçue, il y a deux jours, en descendant le col. Les réguliers ont eu, près du bois des Oliviers, un engagement très vif avec nos troupes. Le commandant de Latour-Dupin venait d'avoir son cheval tué. Une seconde après, au moment où le général Changarnier expliquait un mouvement à un de ses officiers d'ordonnance, une balle l'a frappé au-dessous de l'épaule, près de l'omoplate; il doit la vie à un gros caban de Tunis dont l'étoffe épaisse a amorti le coup. Rien n'était plus curieux, à ce qu'il paraît, que la figure du docteur Ciccaldi, lorsqu'à la nouvelle de la blessure il est accouru près du général; ce dernier avait mis pied à terre sous un gros olivier. « Voyons, docteur, dites-moi votre opinion, et, je vous prie, posez promptement un appareil, car l'affaire continue, et j'ai des ordres à donner. » Les premières paroles du docteur furent pour rassurer le général; mais sa physionomie bouleversée annonçait assez son inquiétude : il se hâta de sonder la plaie, et aussitôt on vit un franc et bon sourire remplacer le sourire d'assurance qu'il avait cherché à se donner. « Mon général, ce n'est rien, s'écria-t-il tout joyeux, l'os n'est pas attaqué, et dans deux mois vous pourrez monter à cheval. — J'y serai plus tôt, mon cher, croyez-le, » lui répondit le général, et le pansement était à peine achevé, qu'après avoir remercié le bon docteur, il remontait à cheval et donnait ses derniers ordres avec son sang-froid et son énergie habituelle. Son accueil a été plein de cordialité. Il espère que de brillans combats viendront nous récompenser de toutes les épreuves supportées depuis cinq mois. Dire nos émotions serait impossible : c'est une confusion de nouvelles, de

de guerre, lorsqu'en considération de ses anciens services, on continua à le traiter en Arabe. Cette manie des voyages est chez lui vraiment extraordinaire, et Glockner prétend qu'il ne voit pas un endroit inconnu sans que le désir de l'explorer ne s'empare de lui.

questions, de réponses; nous ne savons plus rien, nous voulons tout apprendre : le soir venu, nous sommes accablés de fatigue comme à la fin d'une longue marche. Enfin, ce matin, la diane a été battue, et tandis que le 53e s'établit à Médéah, notre tête de colonne s'ébranle dans la direction du col. Deux jours encore, et nous serons à Blidah...

Me voici dans une petite chambre, tout étonné de ne pas voir la pluie pénétrer par le toit, dans une maison solidement bâtie qui défie les orages; je recueille mes souvenirs, pendant qu'autour de moi l'on n'entend que les chansons, les rires de ces corsaires débarqués, de nos zouaves. Tout l'arriéré de la solde leur a été payé, et si pendant cinq mois ils sont restés sans vin, sans eau-de-vie, presque sans tabac, n'ayant pas seulement du pain blanc pour tremper la soupe, trois jours leur sont donnés pour oublier leurs privations et noyer leurs fatigues dans de copieuses libations. Depuis hier, point d'appel, point de service, point de consigne; tous les hommes sont frères; dans la ville, il n'y a que gens qui s'embrassent, qui roulent ensemble sous les tables après avoir mangé en un seul repas les économies forcées de tout un hiver. Après-demain, l'inexorable discipline reprendra ses droits, chacun oubliera sa liberté, et dans huit jours nos vêtemens réparés nous permettront de prendre part aux courses nouvelles que l'on annonce déjà.

III.

« Il va de la douleur, dit Montaigne, comme des pierres qui prennent couleur ou plus haute ou plus morne, selon la feuille où l'on les couche, et qu'elle ne tient qu'autant de place en nous que nous lui en faisons. » L'armée d'Afrique a prouvé la vérité de ces paroles. Courageuse et patiente, elle a su traverser les plus rudes épreuves sans faiblir, supporter tour à tour la fatigue ignorée et sans gloire, et dominer le péril à force d'audace; mais, si l'on doit citer la constance et l'abnégation de cette noble infanterie, dont les zouaves sont l'honneur, que de fois aussi la cavalerie, par sa verve courageuse, ne s'est-elle pas montrée la digne héritière de la furie française!

Deux élémens divers s'unissent dans la cavalerie d'Afrique pour le succès de nos armes : l'élément français et l'élément arabe, le spahi et le chasseur. — Ces grands soldats à la jacquette bleue n'auraient pu, malgré leur courage, exécuter seuls les hardis coups de main qui leur ont valu si grand renom. Pour chasser l'Indien des forêts de l'Amérique, l'Indien fut nécessaire; l'Arabe, sur la terre d'Afrique, était nécessaire pour lutter avec l'Arabe. Au bras qui frappe, il faut le regard qui découvre et guide la pensée. Telle fut l'origine des spahis. L'appât du gain attira des cavaliers arabes; ils eurent une discipline moins sévère que la discipline française, et pour tout uniforme un burnous

rouge s'enlevant au moindre signe du chef. Redevenu Arabe, le spahi pouvait alors exécuter toute mission sans exciter de soupçons : tour à tour courrier, éclaireur, limier ou soldat des avant-postes. Des sous-officiers et des officiers français furent donnés à ces cavaliers indigènes, quelques Européens admis dans le rang, et, ainsi composée, cette troupe a souvent rendu de grands services. « Refuge des pécheurs! » disait-on parfois en souriant, lorsqu'on parlait des spahis; bien des caractères, en effet, qui auraient eu peine à supporter toute la rigueur de la discipline française, allaient leur demander asile : aussi souvent rencontrait-on parmi eux des physionomies étranges, des coureurs d'aventures, dont la vie ressemble à un récit des temps passés détaché d'un vieux livre.

Aujourd'hui ici et demain là, le soldat a pour destinée la volonté du chef. Qu'un ordre arrive, et le voilà séparé pour de longues années de ceux qu'il avait coutume de voir chaque jour. Ce fut l'histoire de nos escadrons. Les zouaves, nos amis du Haut-Riou, étaient bien loin lorsque nous battions l'estrade avec l'escadron des spahis de Mascara.

Dans cet escadron, les types singuliers dont nous parlions tout à l'heure ne manquaient pas. Deux surtout méritent d'être cités : le premier, d'une excellente famille, d'un caractère bizarre et original, se nommait le maréchal-des-logis Alfred Siquot; l'autre, Mohamed-Ould-Caïd-Osman, et avait rang d'officier indigène. Leur courage était égal; ils différaient pour tout le reste. Siquot était par excellence un *humoriste* dans le sens que les Anglais donnent à ce mot. L'air sombre de ce rieur silencieux l'avait fait surnommer *jovial*. Son amour de la solitude et du mouvement, du sans-façon et des accidens, l'attachait à la vie de soldat. L'existence de Siquot n'avait d'ailleurs pas un voile, pas un nuage, et chacun y pouvait lire. Pour Mohamed-Ould-Caïd-Osman, le nom arabe cachait un nom prussien et une vie agitée, pleine de duels et d'aventures, de condamnations à mort et de pendaisons en effigie. Tenez cependant pour certain qu'instruit, plein d'esprit, il avait dans sa brusquerie un grand charme et une bravoure justement renommée qui le faisaient considérer de tous; au demeurant, le vrai type de l'officier de fortune, du lansquenet des temps passés. Son fusil à deux coups aussi redouté des Arabes que des perdrix, son chien nommé Tom, son cheval alezan, vaillante bête, tels étaient en campagne ses seuls amis. A la garnison, une quatrième affection trouvait place dans son cœur : une petite Espagnole, qui n'ouvrait jamais la bouche, et lui était aussi dévouée que son chien. Tom, la *Chica*, le caïd, ne faisaient qu'un alors, vivaient, riaient, pleuraient ensemble. Siquot, le maréchal-des-logis, venait aussi parfois fumer sa pipe au milieu des trois amis.

Quant à la vie d'Afrique du caïd, elle était connue, et ses accidens avaient plus d'une fois égayé les longs repos des jours de bivouac. A

deux reprises différentes, on le vit à Alger, mais avec des fortunes bien diverses. La première fois, dans toute sa splendeur, il voyageait avec le prince Puckler-Muskau, qui en parle dans ses *Lettres*, ne le désignant pourtant que par ses initiales; la seconde, en 1840, il avait revêtu le sac du fantassin et marchait vers le col de Mouzaia, dans les rangs de la légion étrangère. Une des grandes lois de la nature, à laquelle nul ne se soustrait, condamne l'homme, lorsque ses pieds touchent la terre, à n'avancer que par un mouvement régulier des jambes; or ce mouvement déplaisait souverainement au caïd. C'est assez dire que le métier de fantassin n'était guère de son goût. Aussi, après une campagne où les fatigues avaient été si rudes, que dans sa compagnie vingt-cinq hommes seulement sur cent restèrent debout, le caïd se fit remplacer et quitta la légion.

Le voilà libre de nouveau, prêt à courir les grands chemins; mais il avait compté sans l'amour, sans une passion qui dura six mois de Mauresque à Allemand. A mi-côte de Mustapha, une maison entourée de verdure se dressait blanche et fraîche, dominant la baie d'Alger et ses splendeurs. Armide, en ce beau lieu, se nommait Aïcha, et jamais poète de l'Orient n'a rêvé créature plus charmante. Faut-il donc s'étonner si, sous ces ombrages, six mois se passèrent dans la paix, le calme et le repos. Chaque matin, la rieuse jeune femme venait s'asseoir à ses genoux, tandis que sur une petite table arabe, au milieu des parfums et des fleurs, Osman écrivait la vie d'un missionnaire protestant rencontré dans une de ses courses vagabondes (1).

Aïcha était déjà parvenue à prononcer quelques mots allemands : encore deux mois seulement, et certes elle serait devenue une digne Germaine; mais, hélas! dit la chronique, l'amour prussien fut moins constant que l'amour arabe, car un beau matin le bateau à vapeur de l'ouest partit en emportant *César et sa fortune*, c'est-à-dire un fusil et une lettre de recommandation, oubliée depuis deux ans, pour le général Lamoricière, qu'Osman avait connu chef de bataillon aux zouaves.

La province d'Oran, en 1841, était loin d'être soumise; un vaillant cœur et un bon bras avaient alors souvent l'occasion de se montrer. Faut-il ajouter que Mohamed-Ould-Caïd-Osman, inscrit sous ce nom arabe sur les contrôles des spahis, et Siquot, qui s'engageait à la même époque, ne manquèrent pas à la fortune. Peu de temps après, Siquot était blessé, le caïd avait son cheval tué; tous deux étaient mis à l'ordre du jour. Héros illustres ou célébrités inconnues ont toujours des envieux; demandez plutôt au maréchal-des-logis Froidefond, vieux gro-

(1) Ce missionnaire, juif d'abord, s'était fait calviniste à Bâle, puis anglican, enfin missionnaire, moyennant récompense honnête. Il faisait grand commerce de Bibles qu'il vendait aux marchands de Tunis. Les feuillets des livres sacrés servaient à envelopper le beurre et le savon musulman. Le livre du caïd, publié à Carlsruhe, fit du bruit, fut défendu, et, grace à la défense, eut un succès fou.

gnard, qui s'avisa de dire au caïd qu'il n'était bon qu'à se nettoyer les ongles. En rentrant à Mascara, ils se battirent à douze pas : Froidefond tire le premier, le caïd tombe, les chairs traversées au-dessous des reins; on s'élance pour le secourir : « Arrêtez! c'est mon droit de tirer, » cria-t-il, et, se soulevant sur le coude, il étend Froidefond raide mort. Quant au caïd, on le porta tout sanglant à l'hôpital, où il retrouva Siquot, qui se guérissait d'une blessure. A cette nouvelle, la Chica, mêlée à son existence depuis un an environ, sans trop savoir pourquoi, comme les chiens qui, par aventure, s'attachent à un escadron, courut le soigner à l'hôpital, et trois mois après il était sur pieds.

Le caïd venait de se rétablir, lorsqu'en 1843 les escadrons du 4e chasseurs, colonel en tête, entraient à Mascara au son des trompettes, escortant le maréchal Bugeaud. Abd-el-Kader, à cette époque, avait établi le centre de ses opérations au sud de Mascara, et les bois qui séparent le Tell du Serssous servaient de refuge à ses bataillons réguliers, vivant de glands et des dépouilles des tribus voisines. Le général Lamoricière et le général Tempoure ne le laissaient pourtant guère en repos; mais, épuisée par des courses continuelles, la cavalerie de la province, trop peu nombreuse, avait besoin de plusieurs mois pour se remettre en état. Aussi rien ne fut épargné pour obtenir du maréchal Bugeaud les beaux escadrons du 4e. — Le maréchal faisait la sourde oreille. — Chaque jour alors, il arrivait des réguliers déserteurs, qui donnaient des nouvelles de l'émir; ces renseignemens, toutefois, ne paraissaient pas suffisans, lorsqu'un Espagnol fut amené un soir au capitaine Charras, chef du bureau arabe de Mascara. L'œil noir et décidé, les traits expressifs de cet homme, dénotaient l'intelligence et le caractère; il donnait les indications les plus précises, et confirmait toutes les nouvelles que l'on avait d'ailleurs. Séance tenante, on le conduisit au maréchal, qui l'interrogea lui-même. Une heure après, les escadrons du 4e chasseurs étaient accordés, et le maréchal décidait une *chasse* aux bataillons réguliers dont Sidi-Embarek, l'ancien et célèbre khalifat de Milianah, était venu prendre le commandement.

Le général Tempoure fut chargé de cette mission; on lui donna deux bataillons d'infanterie, quatre cent cinquante chevaux réguliers, cinquante spahis et quelques cavaliers irréguliers avec le chef du bureau arabe, le capitaine Charras. Puis, tout le monde, un beau matin, y compris le caïd Osman et Siquot, se mit joyeusement en route vers le sud, tandis que le maréchal Bugeaud et le général Lamoricière s'en allaient à Oran, où les appelaient de graves intérêts.

Si les rapports du *Moniteur* n'en rendaient pas témoignage, si tous ne venaient l'affirmer, vous traiteriez de fable le récit de cette course. Cavalerie et infanterie marchèrent trois jours et trois nuits : le matin, on se reposait une heure et demie, le soir de six heures à minuit. Du jour où l'on était tombé sur les traces de l'ennemi, le tambour ne fut

pas battu une fois. On suivait la piste; comme les chiens, l'on quêtait la proie. Trente spahis précédaient la colonne avec des cavaliers du bureau arabe; ils *lisaient la terre* pendant la nuit. Quelles émotions! On arrivait sur des bivouacs dont les feux brûlaient encore; l'ennemi était parti le matin seulement, et l'on se hâtait de reprendre la marche. Enfin, après deux nuits et deux jours, nos rôdeurs arabes, qui couraient sur les flancs de la colonne, s'emparèrent de deux hommes des Djaffras. Ceux-ci refusèrent d'abord de parler; mais un canon de fusil, appliqué contre leur tête, délia subitement leur langue, et ils apprirent que la veille les réguliers étaient à Taouira. L'on était donc sur la bonne route; on finirait bien par les atteindre.

La colonne se mit de nouveau en mouvement, précédée comme toujours par les spahis. Par momens, il s'élevait des rafales de vent, et la pluie tombait; puis, l'instant d'après, la lune éclairait l'étroit sentier qui serpentait le long des collines à travers les rochers, les thuyas et les genévriers. Pas une pipe n'était allumée, le silence le plus profond régnait, troublé seulement par le bruit d'une chute, lorsqu'un fantassin, dont les yeux saisis par le sommeil s'étaient fermés malgré la marche, trébuchait contre un obstacle du chemin. Il arrivait ainsi aux plus vigoureux de céder à la fatigue; les éclaireurs seuls avaient toujours le regard au guet. Le jour parut enfin, l'on vit une fumée légère; hélas! ce n'était encore qu'une déception : les feux achevaient de se consumer, les réguliers étaient partis. L'espoir qui avait soutenu jusque-là les forces des soldats les abandonna tout à coup, on n'entendit que cris et malédictions; chacun maugréait après le général. La grande halte se fait pourtant dans un bas-fond, et, pendant que les soldats mangent, les batteurs d'estrade annoncent au général que les traces des bataillons sont toutes fraîches et de la nuit même. Le général Tempoure hésita une seconde; son parti fut bientôt pris cependant, et l'ordre du départ fut donné. Alors s'éleva dans le bivouac une grande clameur. — Il veut nous tuer tous! criaient les soldats, qui, depuis soixante-dix heures, n'avaient pris que quelques momens de repos. On obéit pourtant, et l'on se met en marche. Au bout d'une heure, les traces tournent au sud; de ce côté, plus d'eau assurée! N'importe, il faut avancer; mais les traces sont de plus en plus fraîches, voilà un cheval abandonné; à quelque distance, un bourriquet. — Nous les tenons, ces brigands-là! disent les soldats, et ils retrouvent des forces. Enfin, vers onze heures, pendant que la colonne est encore engagée dans une ravine profonde, les éclaireurs aperçoivent derrière une colline une fumée épaisse. Cette fois, l'ennemi est bien là; toute fatigue disparaît aussitôt comme par enchantement; en une seconde, sur l'ordre du général, les manteaux sont roulés, les amorces remplacées, les chevaux ressanglés; on est prêt. Les troupes se forment pour l'attaque.

Trois cents hommes d'infanterie soutiendront trois colonnes de cavalerie; le centre est commandé par le colonel Tartas du 4e. On s'ébranle, et à ce moment un coup de fusil part : c'est une vedette que nos éclaireurs n'ont pu surprendre. L'Arabe gravit au galop la colline, agitant son burnous. Au même instant, les tambours des réguliers battent la générale, un frémissement court nos rangs. La cavalerie prend le trot; l'infanterie oublie ses marches forcées, elle suit au pas de course, et, du sommet de la colline, on voit les deux bataillons réguliers, qui n'ont pu atteindre la crête opposée, s'arrêter à mi-côte. Le sabre est en main, les chevaux sont au galop, le colonel Tartas en tête; un feu de deux rangs part, quelques-uns tombent, mais l'avalanche a brisé l'obstacle, et de tous côtés les fantassins sont percés de coups de sabre. Des cavaliers pourtant cherchent à s'enfuir, les uns sur la gauche, d'autres droit devant eux. Ceux dont les chevaux tiennent encore les poursuivent, et le caïd Osman roule avec son cheval, frappé à la tête. M. de Caulaincourt, admirablement monté, continue la course : il tue un cavalier de l'émir; mais, séparé, par un pli de terrain, de ses chasseurs qu'il a devancés, il est entouré d'ennemis. Sans perdre son sang-froid, il lance son cheval, se fait jour le sabre en main, et, au moment où il va rejoindre sa troupe, un Arabe débouchant d'une clairière lui tire à bout portant un coup de pistolet à hauteur de l'œil. Le cheval continue sa course, l'emmenant vers les chasseurs, qui le reçoivent. Le sang ruisselait, les chairs pendaient; M. de Caulaincourt avait pourtant sa connaissance. Descendu de cheval, un soldat le prend sur son dos et l'emporte à l'ambulance, en traversant le théâtre du combat, un vrai champ des morts. Cinq cents cadavres étaient étendus dans un étroit espace, presque tous affreusement mutilés par les sabres de nos chasseurs.

Un escarpement rocheux avait arrêté les cavaliers qui s'enfuyaient vers la gauche. Plusieurs mirent pied à terre, et, donnant une saccade à leurs chevaux, franchirent l'obstacle. Un seul longeait au pas cette muraille de rochers. La blancheur de ses vêtemens, la beauté de son harnachement, indiquaient un chef. Le maréchal-des-logis Siquot, un brigadier de chasseurs et le capitaine Cassaignoles se dirigèrent de ce côté. Le terrain était affreux, hérissé d'obstacles. Laboulaye, le brigadier de chasseurs, arrive le premier; comme la tête de son cheval touche la croupe du cheval de l'Arabe, le cavalier se retourne avec le plus grand calme, l'ajuste, et l'étend raide mort. A ce moment, Siquot le joint, le blesse; mais un coup de pistolet lui traverse le bras gauche, et va tuer le cheval du capitaine Cassaignoles, qui se trouvait sur la pente un peu au-dessous. Ce grand cavalier se dresse alors sur ses étriers, et frappe Siquot à la tête de la crosse massive de son pistolet, quand le brigadier Gérard des chasseurs, arrivant par la crête, lui en-

voie une balle en pleine poitrine. On s'empare du cheval, admirable animal qu'une blessure à l'épaule avait seule pu empêcher de dérober son maître à la mort. « Voyez si cet Arabe est borgne, crie le capitaine Cassaignoles. » On se penche, un œil manquait. « C'est Sidi-Embarek alors; qu'on lui coupe la tête. » Et Gérard lui sépare avec son couteau la tête du corps, pour que les Arabes ne doutent pas de sa mort; puis tous se rendent au ralliement qui sonnait.

Le maréchal-des-logis Siquot retrouva à l'ambulance M. de Caulaincourt, que l'on espérait sauver. Tous les officiers de chasseurs étaient venus lui serrer la main, lui donner bon courage; il n'en avait pas besoin, car jamais sa fermeté et son sang-froid ne l'abandonnèrent. « C'est égal, mon lieutenant, lui disait avec son accent allemand son ordonnance, qui ne le quittait pas, nous n'avons pas de chance. Ton cheval gris, il est blessé; le noir, il est malade, et toi, tu es à moitié f.... Décidément, mon lieutenant, nous n'avons pas de chance. » Ce fut pourtant, quoi qu'en ait dit le brave Laubeinburger, ce fut une bien heureuse chance de se tirer la vie sauve d'une aussi horrible blessure. Tous ceux qui ont vu alors M. de Caulaincourt diront que sans son énergie il aurait succombé.

La chasse était terminée, les réguliers acculés, détruits; le succès avait récompensé de si cruelles fatigues. Le général Tempoure se hâta de rentrer à Mascara, et un mois après chacun recevait, selon l'expression arabe, *le témoignage du sang*, la croix si glorieuse pour un soldat.

Les hasards de la guerre nous séparèrent alors du caïd; j'appris aussi la rentrée de Siquot en France, où, par une assez singulière coïncidence, ses amis de Paris lui ont donné, assure-t-on, le même surnom que ses amis d'Afrique. Quant au lansquenet allemand, il marqua d'un trait de courage chaque coin de la province d'Oran (1), et, toujours aussi heureux, se retira sain et sauf de toutes les bagarres. Lorsque

(1) Les états de service du caïd Osman, que le hasard nous fait retrouver, sont le meilleur commentaire de ce récit.

« Engagé à Mostaganem, par le général de Lamoricière, aux spahis, 2 octobre 1841.

« Cité à l'ordre de l'armée par le lieutenant-général Bugeaud, comme s'étant distingué au combat de l'Oued-Meoussa (El-Bordj), 8 octobre 1841. A eu son cheval tué sous lui.

« Cité avec éloge dans le rapport du lieutenant-général Bugeaud à l'affaire de Tegmarel, 24 octobre 1841.

« Brigadier, 24 décembre 1841.

« Maréchal-des-logis, nommé à Frenda, 23 mars 1842.

« Cité dans le rapport du général de Lamoricière pour sa belle conduite à Thegighest, aux Flittas, 18 décembre 1842.

« Sous-lieutenant, 22 mars 1842.

« Cité dans le rapport du général Tempoure pour sa belle conduite au combat de l'Oued-Mala contre Sidi-Embareck, 11 novembre 1843.

« Cité dans le rapport du maréchal Bugeaud pour s'être distingué au combat contre les Marocains, 11 juillet 1844. »

je le retrouvai en 1846, Tom, le cheval, la Chica, formaient, comme autrefois, toute sa famille. Pauvre Chica, qui n'avait jamais eu qu'une ambition dans sa vie, porter une robe de soie! Rentrés à la garnison, Tom était le pourvoyeur; ils partaient tous deux à l'aube du jour et ne revenaient qu'à la nuit, harassés, mais contens et le carnier rempli. La Chica, qui avait passé la journée à chanter, mettait le couvert, et les trois amis soupaient tranquillement.

Quelques mois plus tard, après une absence de trois semaines, un de nos escadrons rentrait à Mascara d'une course aux avant-postes. Nous suivions la rue qui mène au quartier de cavalerie, lorsque nous vîmes tous les officiers de la garnison réunis devant la petite maison du caïd. On vint à nous, les poignées de main s'échangèrent, et l'on nous apprit que la Chica, la compagne du caïd, l'amie de tous, était morte.

La pauvre petite souffrait depuis quelque temps; la veille, cependant, elle s'était levée. Il y avait un beau soleil bien chaud, et l'air était plein de parfums. — Chico, dit-elle au caïd, donne-moi ton bras, je veux voir encore le soleil. — Et elle fit quelques pas, se prit à pleurer en regardant les feuilles qui poussaient et la beauté du jour; puis, comme elle regagnait le fauteuil : — Ah! Chico, dit-elle, je meurs! — Et en s'asseyant elle rendit l'ame, sans agonie, sans contraction, souriant encore en regardant le caïd.

A ce moment, le cercueil de la Chica sortait de la maison; tous les fronts se découvrirent, et nous nous joignîmes aux officiers qui l'accompagnaient jusqu'à sa tombe.

Le cimetière de Mascara, rempli d'oliviers et de grands arbres, est situé au milieu des jardins : tout y respire la paix, le calme et le repos. La tombe de la Chica avait été creusée sous un figuier. Les spahis qui la portaient s'arrêtèrent, chacun se rangea en cercle; deux soldats du génie saisirent la bière légère et descendirent la pauvre Chica dans sa dernière demeure. Le caïd était au pied de la fosse. Le soldat lui présenta la pelletée de terre; la rude main du spahi tremblait en la prenant, et quand la terre, rencontrant le cercueil, rendit ce bruit sourd si plein de tristesse, une grosse larme à moitié contenue roulait dans ses yeux.

Depuis ce jour, Tom, que la Chica aimait, devint la seule affection du caïd.

PIERRE DE CASTELLANE.

DE LA DÉMOCRATIE

EN LITTÉRATURE.

I. — *Les Mystères du Peuple*, par M. Eugène Sue.
II. — *Études sur les Hommes et les Mœurs au XIXe siècle*, par M. Ph. Chasles.

Nous sommes engagés, chacun en a le sentiment invincible, dans une de ces épreuves *du feu* d'où il faut que le génie de la civilisation sorte épuré et rajeuni, s'il ne doit y manifester sa corruption et s'y consumer. Et ce qui la caractérise, ce n'est point seulement cette contrainte où s'est trouvée une société, qui croyait à son avenir, de se mettre sous la sauvegarde de la force, d'aller camper tout entière, la main sur le mousquet, à la lueur des étoiles, incertaine du lendemain; c'est bien plutôt la profonde subversion morale qui prépare le tragique enchaînement de ces convulsions extérieures; c'est le désordre effréné des esprits, l'égarement des ames, l'altération des sentimens et des idées; c'est cette immense plaie de l'anarchie enfin, que l'incertitude entretient et envenime, qui s'aggrave par sa durée même, et finirait, en se prolongeant, par livrer un peuple usé à la fatalité des éruptions périodiques. Dans ce bilan de nos misères et de nos anxiétés, ne faut-il point compter aussi cet état compliqué où sont tombées les lettres elles-mêmes, — état d'incohérence et de décomposition où elles se débattent, attendant un peu d'air salubre qui ne vient pas? Oui, pour tout homme qui réfléchit, cette défaillance du principe intellectuel est un des élémens de la crise que nous traversons à grand'peine; mieux encore, elle l'exprime, elle en est l'image. Je n'énoncerai point une vérité nouvelle en rappelant quelle intime connexité existe entre

le développement de la pensée littéraire et le développement social, de telle sorte que tout ce qui se produit dans la littérature, — progrès, stagnation, excès hideux ou décadence, — est l'infaillible indice de ce qui fermente au cœur même de la société. Appliquez cette vérité à notre temps : deux ans sont passés depuis que le *tourbillon d'un jour d'hiver* nous a livrés à l'inconnu; — où avez-vous pu signaler quelqu'une de ces manifestations spontanées et éclatantes qui rendent témoignage d'une vitalité nouvelle? Fécondité de l'art, vivacité de goût, puissance saine de l'imagination, vigueur ou élégance de la raison virile, — tous ces signes d'une société cultivée et heureuse, qui nous les rendra, qui les fera de nouveau surgir à notre horizon? qui rendra la certitude et le courage aux esprits qui les ont perdus? où sont les talens qui attendaient ce jour pour naître? C'est un des spectacles les plus saisissans qui puissent s'offrir à la clairvoyance humaine. Une révolution surgit : ce n'est point la confiance orgueilleuse en elle-même qui lui manque; sans doute, vous le croyez, elle va produire ses orateurs, ses écrivains, ses poètes, ses artistes, comme une émanation propre de son génie; elle va engendrer des caractères et des talens, comme tous les mouvemens profonds et justes. Détrompez-vous! ce qu'elle traîne au grand jour de la scène populaire, c'est l'impuissance arrogante et querelleuse, la médiocrité jalouse, la sottise venimeuse qui se plaît au chaos pour y régner; c'est un composé de caractères déprimés et d'esprits malfaisans ou vulgaires, occupés à rechercher dans les curiosités révolutionnaires du passé quel personnage ils rajeuniront, quelle figure visible ils devront prendre. Elle va recruter un à un, sous nos yeux, les chevaliers errans du paradoxe littéraire, usés déjà dans cette démagogie anticipée qu'ils avaient introduite dans l'art. Incompréhensible régime de stérilité maladive, d'indigence furieuse, de passions basses plutôt que profondes, d'inventions niaises et de langage barbare! Que peut prouver cette manifeste impuissance de l'esprit révolutionnaire depuis deux ans? C'est qu'il faut bien, apparemment, qu'il porte en lui quelque chose qui flétrisse la nature morale, la nature intellectuelle; c'est qu'il faut bien que, dans l'atmosphère créée par lui, il y ait quelque chose d'incompatible avec le développement régulier et sain des facultés humaines, puisque les intelligences s'y énervent, s'y dissipent ou s'y abrutissent. Et quels sont aujourd'hui, au contraire, les hommes qui nous apparaissent comme les dépositaires de la pensée et de l'éloquence dans notre pays, qui grandissent même sous notre regard? Ne sont-ce pas ceux qui luttent contre cette domination, qui s'en font les glorieux rebelles, et signalent chaque jour, avec l'indignation de l'honnêteté révoltée, les progrès de l'envahissement révolutionnaire dans l'ordre politique, comme dans l'ordre moral, comme dans l'ordre littéraire?

L'intérêt profond et actuel de l'heure où nous vivons, c'est de savoir

comment le vrai, le bien et le juste auront raison de cette conjuration du sophisme, des idées perverses et des passions serviles, par quelle série de combats ces élémens, qui sont l'ame même de la civilisation, retrouveront leur action naturelle et légitime au sein de la société pour la vivifier. Ce sont là les véritables opprimés de l'esprit révolutionnaire. Ils ont été vaincus en février surtout; ils l'ont été bien avant. Ils ont été vaincus le jour où, par une pente insensible, la certitude et la foi morale, l'idée du respect, le sentiment élevé et simple du devoir et même ce culte du beau, charme ineffable et sévère des natures d'élite, ont commencé de s'effacer devant je ne sais quel idéal amoindri, je ne sais quels stimulans grossiers, je ne sais quelle interprétation matérialiste de la vie humaine, enseignant à l'homme qu'il n'a que des droits, préconisant la divinité du bien-être et la légitimité du succès. Et qu'on suive maintenant cette altération des notions supérieures, ce désastre des vérités sociales dans leurs conséquences positives, palpables, contemporaines. Ah! je voudrais qu'il se trouvât un de Maistre pour rudoyer un peu les optimismes de toutes les nuances et de toutes les sectes, pour gourmander les infatuations de notre temps en les ramenant impérieusement à la réalité qui nous opprime. A ceux qui disent : Nous élevons l'édifice des destinées nouvelles! la réalité répond par l'accumulation des ruines; à ceux qui disent : Nous poursuivons le bonheur, nous aspirons à son règne! elle répond par la misère, par la tristesse qui envahit les ames, par une sorte d'abâtardissement même dans ce qui nous reste de jouissances; à ceux qui disent : Nous émancipons l'esprit humain, nous lui rendons le sceptre, nous le mettons en possession de la puissance! elle répond par l'appauvrissement du génie intellectuel, par le morcellement des facultés littéraires, par la dépression intérieure du talent. Extrême et douloureuse situation pour des hommes que celle où ils se sentent ainsi frappés dans tout ce qui les fait vivre, dans leur foi sociale ébranlée, dans leurs intérêts qui n'ont plus de sauvegarde, dans leur pensée obscurcie qui ne sait plus où les conduire, dans leur imagination qui ne peut plus même arriver à les charmer, et qui s'amuse à les corrompre!

Quel est, en littérature, ce mal inconnu qui se traduit chez le plus grand nombre en dépravations, en inconsistance, en frivolité ambitieuse, en spéculations éhontées, qui s'insinue parfois jusque dans les meilleurs esprits et les abaisse, et dont la trace se laisse apercevoir dans les applications les plus sérieuses de la pensée? C'est une question d'un ardent intérêt, soulevée dans un livre récent de M. Philarète Chasles. Les *Études sur les hommes et les mœurs au* XIXe *siècle* sont une vive analyse des tendances contemporaines. L'auteur y jette un coup d'œil scrutateur sur les mille nuances intellectuelles et morales de son siècle. Observateur singulier, qui, comme dernier trait caractéristique, n'est point sans porter lui-même l'empreinte de quelques-unes de ces

influences qu'il décrit, et sans laisser apparaître quelques-uns de ces *faibles* pour lesquels il a une ironie qui ne porte pas toujours où il voudrait, et qui s'égare quelquefois ailleurs qu'il ne pense! Le mérite de M. Chasles, c'est de travailler à mettre à nu les origines de ce mal mystérieux dont je signalais l'existence dans la littérature, et qui s'est révélé sous tant d'aspects différens. Les uns l'ont nommé l'industrialisme; d'autres y ont vu surtout l'ardeur brutale du scepticisme moral; chaque difformité, chaque déviation a été observée. L'ensemble de ces vices littéraires contemporains ne s'éclaire-t-il point aujourd'hui, à vos yeux, d'un nouveau jour? n'y reconnaissez-vous pas les faces diverses d'un mal unique, plus profondément inhérent à la condition générale de notre temps : le despotisme dissolvant et corrupteur d'une fausse idée démocratique?

La démocratie est la loi invincible du XIXe siècle, dit-on; elle pénètre notre société par tous ses pores, elle triomphe même des barrières qu'on lui oppose. Soit : le fait frappe assez tous les regards. Il est seulement à craindre qu'elle ne triomphe avant de posséder cette règle idéale, ce frein puissant, cette pensée supérieure destinée à féconder son action. La démocratie elle-même le sent bien lorsqu'elle se met à la recherche d'un ressort nouveau, d'un idéal nouveau qu'elle ne peut trouver, et, en attendant, ce qui apparaît d'elle, comme à l'éclair d'une lumière lugubre, c'est une passion furieuse et aveugle de nivellement, une énergie effrayante et malheureusement victorieuse de dissolution; elle abaisse et elle décompose; elle déploie la force destructive d'un élément révolutionnaire, et rien de plus. Mesurez son action dans la politique : elle a fait voler en poussière les méthodes éprouvées, les combinaisons de la maturité humaine, elle a dissous les idées et les traditions, et de cette poussière des traditions et des grandes idées politiques, vous voyez ce qui naît : la réhabilitation du vice et de la passion famélique, la haine distillée en doctrine, la théorie de l'*anarchie,* la déprédation et la promiscuité érigées en système, — tout ce qui a fait frémir et reculer l'humanité, en se levant devant elle comme une vision sinistre dans ses heures de crise! Observez les mœurs à leur tour : là aussi, ne sentez-vous point vivre et agir la même fureur inexorable de décomposition? La démocratie a dissous les mœurs, à proprement parler, par la puissance de l'envie et de la jalousie qu'elle a fait germer entre les hommes, entre les classes, en énervant l'esprit de famille au profit de je ne sais quel sentiment d'une communauté supérieure, de même qu'elle émousse et éteint l'esprit national au profit de je ne sais quel cosmopolitisme humanitaire. En jetant cette confusion funeste dans les mœurs, sait-on ce qu'elle a détruit? Elle a détruit la base même où s'appuient les caractères, le milieu où ils se forment, où ils se retrempent sans cesse et où ils peuvent contracter quelque originalité et quelque grandeur. Il est resté

cette vie contemporaine sans profondeur et sans fixité, asservie au fait, brisée et dispersée au vent des surexcitations quotidiennes; théâtre mobile où se promènent des fantômes, où s'agitent de quasi-hommes publics, de quasi-orateurs, de quasi-tribuns, occupés à envelopper la société, désarmée et surprise, dans les réseaux de leurs habiletés frauduleuses! Et, dans le domaine intellectuel, quelle condition inévitable et impossible la démocratie a-t-elle faite à la pensée littéraire? Celle de vivre sans la spontanéité individuelle, qui périt dans la déification absolue du nombre, sans la conscience, cette portion morale de l'homme, opprimée et étouffée sous la domination énervante d'un matérialisme qui éteint une à une toutes les inclinations supérieures, sans le goût, cette vertu délicate de l'esprit, qui subit la dépression commune et disparaît dans le naufrage de toutes les distinctions! Là, comme dans la politique, comme dans les mœurs, si vous jugez de haut, vous verrez l'esprit de démocratie, par une action incessante, souvent furtive et inavouée, briser les liens de la discipline intellectuelle, émanciper les ambitions illégitimes, affaiblir l'autorité de l'idéal, scinder les facultés humaines, isoler l'imagination de la conscience, dissoudre, en un mot, dans leur source même, l'inspiration et la moralité littéraires, et préparer ce régime sans nom de vulgarités ou d'excès, de violences et de défections, dont nous sommes les témoins attristés. Cherchez bien, calculez et pesez toutes les causes qui expliquent à vos yeux l'affaissement contemporain; il n'en est point qui ne se rattache à celle-ci : le développement inintelligent et brutal, dans les idées comme dans les faits, d'une fausse notion de démocratie. C'est la raison d'être de cet esprit d'impuissance et d'avortement qui plane tristement sur notre époque. Comprenez-vous maintenant comment il se fait que ce mouvement de février, dernière et gigantesque explosion de l'instinct démocratique livré à lui-même, n'ait produit ni une grande idée, ni un caractère éminent, ni une œuvre littéraire digne d'être remarquée; pourquoi il n'a donné le jour qu'à des destructeurs, des sophistes et des incapables, sans doute pour vérifier le mot rajeuni par M. Proudhon : « Les bêtes elles-mêmes ont parlé; » pourquoi aussi, dans les lettres, il n'a fait naître rien de saillant, rien de victorieux, et est réduit encore aujourd'hui à trouver sa plus fidèle expression dans des œuvres telles que le livre nouveau de M. Sue : — *les Mystères du Peuple,* — où je ne sais ce qui est le plus absent, de l'originalité, de la droiture morale ou du goût!

Serrons de plus près, si l'on veut, ces symptômes intellectuels de notre temps, en les rapprochant de leur source. Que résulte-t-il, en effet, pour la littérature, de ces conditions nouvelles issues d'une malfaisante idée démocratique? La première conséquence visible, c'est que l'instinct du beau, la passion du vrai, le respect des choses sacrées

de l'esprit, ne dominent plus et ne fécondent plus la vie intellectuelle. La pensée et l'imagination cessent d'avoir la conscience de leur but idéal et de leur moralité, et n'ont plus en vue, comme par le passé, d'éclairer les hommes et de les élever en les charmant. Elles se réduisent à ce rôle méprisable de flatter, d'entretenir ou de surexciter tout ce qu'une série de révolutions ont pu éveiller d'instincts avilis, de curiosités versatiles et de fantaisies irritées; elles se font les complaisantes et lâches auxiliaires de cette fièvre de jouissances et de connaissances superficielles qu'on veut bien appeler, je ne sais par quelle ironie, un des signes de notre grandeur, et qui n'est qu'une des faces de la corruption de l'intelligence moderne. N'avez-vous point vu, sous vos yeux, l'inspiration et la science s'amoindrir et se morceler dans mille applications équivoques, dans mille manifestations sans puissance et sans durée? Et peu à peu, dans cet entraînement universel, les qualités viriles de l'esprit se dégradent, la force intellectuelle s'énerve, le niveau général des idées et de l'art s'abaisse jusqu'à un degré où toutes les notions se mêlent et se confondent, où il ne reste qu'un mobile et une mesure à tous les efforts, — le succès, et où se dévoile comme un pandémonium vivant de toutes les impuissances, de toutes les médiocrités, de tous les corrupteurs et les trafiquans vulgaires de la pensée. C'est le demi-talent enivré de lui-même, qui cherche l'originalité et aboutit souvent au cynisme et à la barbarie raffinée du langage en se proclamant l'enfant de la fantaisie; c'est celui qui épie le vent des caprices populaires, qui a toujours une œuvre prête sur le sujet qui devient *actuel*, et prétend, sur toute chose, à la priorité; c'est celui qui parle de tout et de rien, — espèce assez commune de nos jours; — celui qui fera de la philosophie, si vous y tenez, de l'histoire, s'il le faut, de la politique, si vous l'aimez mieux, mettra même en roman nos révolutions, pour peu qu'on l'en sollicite, et concourra à toutes les encyclopédies, à tous les dictionnaires, à tous les almanachs qu'il plaira à une spéculation fiévreuse d'imaginer. La médiocrité apparaît sous mille formes, sous mille aspects, envahissant le domaine avili de la pensée, croyant à sa légitimité, à son droit de vivre littérairement, prenant ses vices mêmes pour des titres à la gloire, et laissant sur tout ce qu'elle touche sa triste et vulgaire empreinte. C'est un phénomène sensible dans notre époque : plus nous avançons, plus il est vrai que la vie littéraire perd de ses conditions de travail, d'élévation et de moralité, plus il est certaines qualités intellectuelles qui pâlissent et s'effacent, — le goût, le bon sens, la simplicité vigoureuse, la rectitude de l'inspiration, l'éclat d'un sentiment pur, l'honnêteté et la grace féconde de l'imagination! Et, tandis que le véritable esprit littéraire se dissout dans cette atmosphère, comme une fleur dans un air malsain, vous voyez grandir un autre esprit, plein des vices des déca-

dences, qui contracte le goût dépravé et frivole, l'amour des corruptions secrètes, le culte du faux éclat, l'impuissance d'un tact émoussé et l'étourderie dans la confusion. Cet esprit a son armée, je l'ai dit, dans cette masse de la médiocrité, jetée en conquérante par l'instinct de démocratie dans l'enceinte démantelée de l'intelligence, et il a aussi ses héros, que j'appellerai les Catilina de l'imagination. Pourquoi ne le dirait-on pas hardiment de ceux qui oublient si aisément parfois leur qualité d'écrivains, et ne s'en souviennent que pour s'éditer eux-mêmes et tenter le public par l'amorce de leur vieille renommée?

Il n'est rien de plus douloureux peut-être, pour un esprit juste et sincère, que de voir cette triste et fatale loi de décadence trouver son application dans une de ces intelligences qu'on s'était accoutumé à invoquer comme une vivante image de la poésie, de sentir se briser une de ces admirations qui vous relèvent vous-même. N'est-ce point un sentiment de ce genre que fait naître M. de Lamartine, quand on mesure les ravages faits dans cette ame par le souffle de tous les scepticismes et de toutes les malfaisantes influences contemporaines, quand on calcule la distance qu'il y a entre *le Lac* ou *le Crucifix* et *les Confidences* ou *Raphaël?* N'êtes-vous point frappé, chez l'auteur de *la Chute d'un Ange,* de cette simultanéité d'abaissement du tact moral et du tact littéraire, dont ses derniers ouvrages, fruits d'une imagination épuisée et qui se surexcite elle-même, sont le vivant témoignage? L'inspiration morale et le talent marchent du même pas dans cette voie de dégradation, et l'auteur en vient à penser, à sentir et à parler comme un héros de décadence. Non certes, ce n'est plus l'admiration qu'inspire aujourd'hui M. de Lamartine; ce n'est point la haine non plus, qu'il en soit sûr; c'est une impression d'une autre nature qu'il éveille, une impression que je ne qualifierai point et dont on ne peut se défendre en voyant cette intelligence naufragée réunir tous les dieux dans le panthéisme grossier de ses appréciations historiques et philosophiques, — le dieu de son enfance et les dieux infimes de la démagogie, — et faire d'elle-même le sanctuaire banal de toutes les contradictions, de toutes les adorations et de toutes les sensualités. C'est avec une sorte de candeur de cynisme que l'auteur des *Confidences* et de *Raphaël* s'obstine à dissiper les illusions que nous avions pu nous faire et à nous dévoiler d'impurs amollissemens, de precoces corruptions, de malsaines inquiétudes dans ce lointain où nous n'apercevions que l'amant de l'idéal, le chantre des nobles mystère du cœur. N'éprouvez-vous pas comme un serrement, en voyant ce poète, qui fut aimé de tous, s'enivrer aujourd'hui d'une phraséologie mystique et sensuelle qui ne laisse rien à profaner dans ses descriptions, — rien, pas même l'heure d'amour à laquelle il doit la lumière, — ou s'amuser à faire revivre ce triste et transparent héros, — Raphaël, — qui ne sait

que déserter les devoirs sévères de la vie et accepte les derniers sacrifices de sa famille appauvrie, afin de pouvoir aller s'imbiber d'amour et se perdre en oisives contemplations aux pieds d'une femme athée qui ne demanderait pas mieux que d'apaiser ses désirs, mais qui est retenue par une ordonnance de médecin? Une ordonnance de médecin! n'admirez-vous pas la forme idéale que revêt, sous la main de l'auteur, le sentiment de la fidélité et du devoir? J'ignore si M. de Lamartine a voulu nous faire aimer Raphaël : il nous le fait connaître du moins, au prix de nos chimères de jeunesse; et dans ce jeune homme, qui se résigne à vendre le dernier diamant de sa mère pour savourer quelques jours de plus une égoïste volupté, n'y a-t-il pas le germe de celui qui, sur une autre scène, peut déchaîner une révolution pour y briller et avoir le droit ensuite d'écrire ses commentaires, de parler de lui comme César? Raphaël peut bien, après cela, s'avouer à lui-même qu'il eût pu être indifféremment Démosthène ou Caton, Tasse ou Mozart; il ne fait que mettre à nu une autre des misères de notre temps, où, par une coïncidence qui n'a rien d'étrange au fond, la corruption de l'intelligence se combine avec la recrudescence de l'orgueil individuel: de l'orgueil! je me trompe encore; ce n'est point même de l'orgueil, c'est une vanité puérile et maladive qui se caresse et s'exalte elle-même. Plus l'idéal des choses pâlit à nos yeux et s'abaisse, plus ce sentiment inférieur s'agite et se dresse comme un venimeux reptile. L'individualisme se couronne même de ses infirmités, la personnalité se fait jour avec un fiévreux emportement, la préoccupation de soi-même sert d'inspiration; l'écrivain monte sur son trépied sans flamme pour vous entretenir de ses ambitions, de ses puérilités et de ses trafics : heureux encore quand il ne vous met pas dans la confidence de la manière dont il a dépecé quelques morceaux de son cœur pour préserver quelques morceaux de ses terres! Voilà un des traits de l'abaissement du niveau moral et intellectuel! Voilà la contagion qui a gagné M. de Lamartine et qu'il propage aujourd'hui!

Et, hier encore, n'aviez-vous pas sous les yeux, dans M. Hugo, une autre des personnifications les plus naïves de ce faux esprit littéraire, adorateur de lui-même, prétentieusement puéril et acharné au succès, qui mutile les élémens humains et les combine, non dans la mesure de la vérité, mais dans la mesure de ses caprices et de ses calculs? Les doctrines de M. Hugo, sur ces crises qui effraient le monde, sont pour vous une énigme peut-être; c'est que vous y cherchez quelque chose de politique et de profond, et ce ne sont vraiment que des doctrines littéraires qui jettent leur dernier venin. Ne vous souvenez-vous plus de l'idée singulière de M. Hugo, que le poète est libre, qu'il peut croire « en Dieu ou aux dieux, à Pluton ou à Satan.... ou à rien? » Oubliez-vous que l'auteur d'*Angelo* se crée, pour son usage, une société mode-

lée sur ses drames, qu'il dispose d'une vérité historique, d'une vérité sociale qui consiste à mettre en opposition l'héroïsme et le génie des bouffons et des laquais et la dégradation des royautés et des noblesses, à faire triompher la vertu des courtisanes des vices des honnêtes femmes? L'antithèse s'use pourtant; on la siffle au théâtre, et il faut bien la rajeunir : de là cette impatience fébrile à se jeter sur cette source immense et douloureuse d'antithèses, la misère! de là ces déclamations symétriques où vous voyez apparaître l'esprit clérical et l'esprit de progrès personnifiés et vivans comme des héros de mélodrame. Il y a pour ce faux esprit littéraire un besoin inhérent à sa nature même : c'est le besoin de paraître, de se draper dans ses métaphores, d'assembler les passans, de tenter sans cesse la popularité et de primer sur tout. Il est donc bien difficile de rester, à son poste, le simple et fidèle soldat du bon sens, de la vérité, de la justice sociale; il y a donc des perspectives bien enivrantes dans le voisinage des armées qui n'ont point de chefs! Olympio se lassait de n'être que Shakspeare ou Molière, il veut être Mirabeau, à moins que les lauriers de M. de Lamartine ne l'empêchent de dormir, et il s'essouffle à poursuivre l'éloquence des tribuns; il médite ses sarcasmes, il discipline ses phrases comme des soldats peints en rouge sur un damier, il calcule ses saillies, il allume à froid ses colères, et, pour prix, il a la chance de voir ses discours propagés avec les almanachs démocratiques, les chansons de M. Nadaud et la prose de M. Joigneaux. N'y pourrait-on pas joindre aussi *Lucrèce Borgia* et *Angelo,* pour édifier la moralité populaire? Les ambitions d'Olympio, au reste, lui réussissent si bien et fécondent si heureusement son génie, qu'il en arrive, de succès en succès, à ramasser, dans ce qu'on a justement et spirituellement nommé « des mélodrames de tribune, » les petites incrédulités du libéralisme de 1820. Olympio est converti à Voltaire, qu'il appelait autrefois un *singe de génie,* et il a aujourd'hui, — qui le croirait? — les hardiesses du *Dictionnaire philosophique!* — S'il faut parler sérieusement, Voltaire du moins, quand il lançait ses injustices, quand il déployait cette verve injurieuse et funeste qui n'a rien épargné, avait en face de lui un clergé en possession des honneurs, des dignités et des richesses; il parlait avant 93, avant l'heure sanglante des épreuves, et nulle ombre sinistre ne se projetait sur son sarcasme. Je crois rendre plus de justice à l'auteur de l'*Essai sur les Mœurs* que M. Hugo, qui l'imite en le diffamant; je crois rendre plus de justice à cet incomparable esprit en me figurant qu'il eût renié, avec cet instinct du courage qui ne s'acharne point aux vaincus, avec cet instinct supérieur du talent qui méprise les déclamations usées, cette postérité bâtarde, occupée depuis soixante ans à exprimer de ses livres tout ce qu'il y a d'humeurs agressives, de caprices injurieux et de vivacités émoussées. Peut-être même

son ironie eût-elle changé de but : il n'eût point manqué surtout, j'imagine, d'étincelans sarcasmes pour livrer à la risée publique ces esprits ambitieux et faux, saturés de fictions corrosives, qui traînent sur tous les théâtres l'orgueil de leurs sophismes vieillis et de leurs chimères; — fatalistes honteux qui parlent hypocritement de Dieu et de la liberté, grands apôtres de morale universelle qui purifient de leur souffle l'adultère et l'inceste et poétisent les courtisanes, grands prétendans au style qui en viennent à recueillir dans les polémiques obscures ces lambeaux de phrases souillées sur le *parti prêtre*, sur les *mystères du confessionnal*, ou *l'ombre des soutanes!*

Un trait commun à ces talens faussés, qui abondent par malheur dans notre temps, c'est que la puissance des catastrophes ne parvient ni à les éclairer, ni à les émouvoir, ni à troubler un instant cette suprême satisfaction d'eux-mêmes où ils vivent. Ils sont aujourd'hui ce qu'ils étaient hier, les hardis et malfaisans spéculateurs de l'imagination. Ils se drapent glorieusement dans leurs haillons déteints, et ils semblent ne se point douter de tous les outrages qu'ils infligent au sentiment moral aussi bien qu'au sentiment littéraire. Ils jouent avec nos malheurs comme avec les élémens d'un roman ou d'un drame, ils triomphent même des ruines. Qu'importe à M. Dumas, l'un des héros de cette vie aventurière de l'esprit, que tout chancelle autour de lui? Il proclamera, dans une *préface*, la souveraineté de l'art, personnifiée en lui sans doute, au-dessus de tous les écroulemens contemporains; il tournera la roue de cette machine à production d'où sont sortis mille plagiats, mille compilations, mille récits sans génie, et d'où s'échappe encore aujourd'hui *le Collier de la Reine*, qui s'arrête modestement au vingt-cinquième volume; ou bien il rédigera un journal pour raconter dans le style de *Monte-Cristo* et des *Filles, Lorettes et Courtisanes*, les révolutions de la Hongrie et les malheurs de Venise. M. Dumas a un mérite original et rare : il trouve moyen de révéler des côtés bouffons et grotesques dans les désastres de l'intelligence littéraire. On oublie presque qu'on vit dans un monde sérieux, en voyant l'auteur des *Trois Mousquetaires* promener sa candidature universelle aux dignités politiques des Pyrénées au Rhin, de France au-delà des mers, et semer dans les journaux ces lettres, précieuses de ridicule, où il dit leur fait aux hommes d'état, — pauvres hommes d'état qui ont le tort de ne point goûter la saveur généreuse des viols d'*Antony*, des accouchemens clandestins d'*Angèle* et même des mystiques hystéries du *Comte Hermann*, cette révélation prophétique de l'art rajeuni! Pourquoi ne point le dire en effet? M. Dumas aspire à une gloire nouvelle, celle de régénérer l'art en le moralisant, en le *spiritualisant*, ainsi qu'il l'affirme. Et comment, je vous prie, travaille-t-il à cette régénération? En offrant comme l'effort sublime du devoir, comme le type de la moralité

idéale, le dévouement d'un honnête mari qui se suicide pour rendre la liberté à sa femme, qui aime un autre homme et est prête elle-même à se suicider avec son amant. L'auteur est-il bien sûr, loin d'avoir corrigé le matérialisme d'*Antony*, comme il l'avance, d'avoir fait autre chose que le compliquer d'un mysticisme prétentieux de sentiment et de langage? N'est-ce point toujours l'idée de la passion primant le devoir, qui s'élève ici à un degré d'incohérence étrange? dernier et curieux spécimen de cette vanité qui se débat dans la confusion morale où elle s'enfonce, dans l'impuissance littéraire qu'elle s'est faite, et qui rêve, elle aussi, les synthèses sociales où apparaissent Louis XVI, Cagliostro, Mesmer, Charles X et Louis-Philippe, passant et se succédant pour aboutir à la profonde et morale création du *Comte Hermann!*

C'est le malheur des lettres contemporaines d'avoir respiré cette corruption et de l'avoir communiquée à leur tour; c'est le malheur de l'esprit littéraire réduit à cette déification vulgaire de lui-même, dénué de ce souffle moral qui fait sa vie et son élévation, de s'être trouvé désarmé contre cette fatalité, qui, à mesure qu'elle lui ravit une ressource, une grace, une vertu, lui crie encore : Marche! marche! et le pousse chaque jour à quelque sacrifice nouveau, à quelque profanation nouvelle. Et observez comme il y a une sorte de logique inexorable dans cette mutilation exercée par l'esprit littéraire sur lui-même, comme les effets désastreux en jaillissent un à un! Quand on est hors des voies fécondes et sévères de l'art, où est le terme, où est le degré dans le morcellement ou dans la licence après lequel on pourra dire : Assez?—L'excès devient le refuge du talent de peu de foi; l'observation, émoussée et inhabile à ressaisir les vraies nuances de l'ame humaine, la gradation naturelle des sentimens, se jette à la poursuite d'un autre élément de succès, ramasse tout ce qui s'offre à elle de voluptés grossières à peindre, d'entraînemens effrénés à reproduire; elle contracte le goût des impuretés et des souillures. Vous avez ce que vous donne aujourd'hui M. Sue, — *les Mystères du Peuple*, — l'idéalisation, si l'on peut se servir de ce mot, de tout ce qui se cache de folies révolutionnaires sous le nom de socialisme! Vous avez la haine, l'envie, la diffamation à l'état brut et grossier. Je donne surtout cette œuvre méprisable comme le résumé de tous les excès et de tous les abaissemens de ce genre de littérature. Qu'est-ce donc que ce livre, imagé, orné de citations de chants bretons, de passages de M. Thierry ou de M. Guizot, qui « émeut, étonne, épouvante, » comme dit l'affiche, et est destiné à opérer « la réconciliation du peuple et de la bourgeoisie? » Écartez cette tactique mielleuse et venimeuse d'une prétendue identification de la bourgeoisie et du peuple par le socialisme, — fantaisie que M. Sue n'a point imaginée, qu'il a reçue des mains d'un maître en ces sortes d'inventions; — le sens des *Mystères du Peuple* n'est point une énigme :

c'est toujours la pensée de la division de la société en deux classes irréconciliables que l'auteur appelle, selon l'habitude, les *opprimés* et les *oppresseurs;* les mots importent peu; — c'est la traduction un peu moins franche de cette terrible parole recueillie dans les manuscrits de Robespierre : « Quand l'intérêt des *riches* sera-t-il confondu avec celui du peuple? — Jamais! » Le livre de M. Sue n'a point d'autre sens que de reproduire cet antagonisme, de lui donner l'intérêt de la fiction romanesque; il en fait la démonstration vivante aux passions contemporaines, dans le passé comme dans le présent; il donne la force des traditions pour appui aux ressentimens modernes, et enracine en quelque sorte la haine dans le sol historique, et Dieu sait quelle image de l'histoire souillée et envenimée se dégage des mains de l'auteur! M. Sue ne remonte pas bien haut, en vérité; il ne remonte qu'aux Francs et aux Gaulois, à Brennus et au druidisme qu'il restaure, sans doute pour opposer la religion des vaincus à la religion des *oppresseurs*. L'un des héros des *Mystères du Peuple* professe le druidisme en effet, et appelle ses enfans Sacrovir et Velléda. Pourquoi, étant en si bon chemin, l'auteur ne remonte-t-il pas, sur les traces de M. Proudhon, jusqu'à Caïn, le premier des propriétaires, et Abel, le premier des prolétaires? Cet antagonisme traditionnel, toujours vivant au dire de M. Sue, a ses personnifications contemporaines dans *les Mystères du Peuple,* dont la fable s'ouvre à la veille de février, à l'heure où va recommencer la lutte entre les vaincus et les vainqueurs, et, on l'imagine, les vices et les vertus sont assez inégalement partagés. Que vous dirai-je? les fils des Francs, ce sont toujours les oppresseurs du peuple, dont la fortune a pour source la rapine, qui ont trempé dans tous les crimes de lèse-humanité et dans toutes les débauches. C'est un comte de Plouernel, colonel de dragons, qui vit avec les courtisanes, qui trouverait assez de son goût de déshonorer une jeune fille, et se console de n'être point marié en songeant qu'il doit bien exister quelque bâtard de son fait pour continuer son nom : soudard, du reste, dont le sabre est au service de toutes les tyrannies. C'est encore un cardinal de Plouernel, selon l'imagination de M. Sue, — grand admirateur des *jolies jambes* de la maîtresse de son neveu, et grand politique aussi, qui raisonne le colonel et lui enseigne ce que c'est que le peuple : « Enchaînée à la glèbe, isolée et abrutie, l'engeance est plus domptable, dit-il; c'est là qu'il faut tendre et arriver. » Je ne vous priverai pas assurément du dernier mot de cette politique des Francs telle que M. Sue la dévoile à ses lecteurs : « ... Cours prévôtales, rappels des crimes de sacrilége et de lèse-majesté depuis 1830, jugement et exécution dans les vingt-quatre heures, afin d'écraser dans leur venin tous les révolutionnaires, tous les impies..., une terreur, une Saint-Barthélemy s'il le faut : la France n'en mourra pas; au contraire, elle crève de pléthore, elle a besoin d'être saignée à blanc de temps à autre... »

Ceux qui sont aussi les Francs, ce sont « les ducs de l'hypothèque, les marquis de l'usure, les comtes de l'agio, » que M. Sue n'oublie pas dans ses peintures. Les fils des Gaulois, ce sont les opprimés, les serfs, les prolétaires, qui portent le poids de toutes les exactions et gardent l'immortelle rancune de la spoliation franque; ce sont tous les génies, les vertus et les héroïsmes auxquels M. Sue donne pour théâtres les clubs, les barricades et les sociétés secrètes. C'est Marik Lebrenn, le héros de la « réconciliation de la bourgeoisie et du peuple, » le marchand qui prend pour enseigne : *A l'épée de Brennus!* qui aune de la toile le jour, préside le soir les sections des sociétés secrètes, et a des momens de lyrisme sur l'organisation du travail, la démocratisation du capital, l'immoralité de la concurrence et la tyrannie des « hauts barons du coffre-fort. » C'est George Duchêne, le sous-officier retiré et méconnu, soldat des conspirations occultes encore, type de vertu et de stoïcisme populaire, dont la fiancée a été jetée par le chômage à la prostitution, et qui fait un cours d'histoire *prolétaire* sur les rois, les grands et leur allié le clergé, sur cette coalition éternelle cimentée par la haine du peuple, des *Gaulois*. J'oubliais un personnage, c'est cette « bonne vieille petite mère l'insurrection, » ainsi que l'appelle M. Sue. Comment l'oublier? c'est la moralité qui plane sur l'œuvre; elle est au frontispice, elle se dégage de toutes les lignes, elle suinte à travers la trame grossière de cette invention repoussante : mélange hideux de cynisme, de venin, de perfidie, d'ignorance calculée et de corruption systématique! Et quel est l'écrivain qui remplit ses pages de ces falsifications de la vérité, de la moralité humaine, de ces appels venimeux adressés à tout ce qui fermente de rancunes obscures, de haines furieuses, d'instincts inassouvis, et qui vient aujourd'hui, sous nos yeux, se faire l'un des héros du socialisme? Ayez un peu de mémoire! C'est celui qui, lorsque le vent soufflait ailleurs, se faisait un autre bagage pour arriver au succès. C'est l'écrivain de *la Vigie de Koat-Ven* qui voyait dans la chute de « l'antique croyance monarchique et religieuse » et dans la disparition des inégalités sociales la source de tous nos malheurs, qui professait un assez aristocratique dédain pour le « philosophisme » et « le parti libéral et progressif, » pour les petits bourgeois besoigneux, pour les rogneurs de budget et pour le paradoxe « de l'égalité et de la souveraineté, » en vertu duquel tous peuvent prétendre à tout. C'est le démocrate assez dissimulé, on en conviendra, qui écrivait ces propres paroles : « Ceux qui méritent l'exécration..., ce ne sont pas ceux qui se battent..., mais ces *habiles* qui, pour parvenir au pouvoir et se le partager, ont dit un jour au peuple : Tu es souverain!... Ce sont les *fous* et les *méchans* qui, avec quelques mots vides et retentissans, le *progrès*, les *lumières* et la régénération, ont jeté en France et en Europe les germes de la plus épouvantable anarchie! » et l'auteur des

Mystères du Peuple appelait cela « la plus inébranlable conviction. » Ah! si le peuple, en effet, — non celui des manifestations, des processions patriotiques et des clubs souterrains, mais ce pur et vrai peuple qu'on caresse, qu'on entoure, qu'on sollicite pour en obtenir, qui la popularité, qui des emplois, qui des souscriptions; — si ce peuple, dis-je, éclairé sur vos variations et vos mobiles, pouvait parler dans la liberté, dans la franchise de sa conscience et de son bon sens, comme il vous jetterait d'un accent fier et résolu ce mot sorti d'entre vos rangs : A bas les masques! Et comme il vous dirait aussi : Vous êtes des écrivains, et vous savez sans doute ce que c'est qu'écrire, ce que c'est que votre art dont je sens la grandeur sans en pénétrer les lois. Ce que je vous demande, ce n'est point de trahir et d'abaisser cet art, de faire de lui le complice de mes faiblesses et de mes passions, comme les marchands de liqueurs fortes spéculent sur les premiers éblouissemens de mon ivresse, ce n'est point de vous faire un esprit et un langage avilis : ce que je vous demande, c'est de me respecter un peu plus et de m'adorer moins; c'est de me procurer quelques connaissances saines, de m'offrir des images qui me rendent meilleur en me conduisant à l'élévation de l'intelligence, à la paix du cœur, au sentiment de la justice! Dans vos livres, destinés, comme vous dites, « à mes ateliers, à mes fabriques, à mes chantiers, » je ne vois que la suspicion jetée sur Dieu et les hommes, je ne vois que la haine suer à chaque page. J'ai l'instinct du mépris secret que vous avez de moi en voyant les travestissemens que vous prenez pour poursuivre vos bonnes fortunes auprès de ma simplicité surprise. »

La corruption du goût, dont *les Mystères du Peuple* sont le plus brutal témoignage, n'est point sans doute un phénomène inconnu et surprenant dans la tradition littéraire; elle a su revêtir plus d'un masque et trouver plus d'une issue. Le XVIIe siècle a eu ses corrupteurs, qui atteignirent même au succès, mais n'empêchèrent pas *le Cid, Phèdre* ou *le Misanthrope;* le XVIIIe siècle en a compté un plus grand nombre encore dans les hasards de sa vie audacieuse. Qu'un esprit de la trempe de Rétif de la Bretonne envahisse le domaine de l'imagination, promène une inspiration malsaine dans les régions honteuses, et se crée une langue digne de cette inspiration; que ce génie des lieux suspects, réduit au cynisme *par un sentiment superbe de son mérite,* ainsi qu'il l'avoue lui-même, élève au niveau de l'histoire l'odyssée grotesque de ses aventures, et laisse tomber de ces paroles qui pourraient être inscrites au frontispice de plus d'une œuvre contemporaine : « Lecteurs, je vous livre mon moral pour subsister quelques jours, comme l'Anglais condamné vend son corps; » que cette intelligence naïvement dépravée ait, elle aussi, son ambition réformatrice, et promulgue ses plans de réorganisation sociale, — c'est une misère qui n'est point nouvelle. Ce qui

est plus nouveau peut-être et plus frappant, c'est que cet hébétement cynique se transforme en idéal, c'est que les habitudes de l'auteur des *Contemporaines* s'étendent et se généralisent, et que ses inventions deviennent un type obsédant les imaginations, se reflétant dans cent œuvres diverses; c'est que, en un mot, au fond de notre temps, vous retrouviez, non comme une exception, mais comme une fatalité de nos entraînemens, cette double altération du sens moral et du goût dans les lettres. — M. Hugo, de ce ton d'ironie légère où il est passé maître décidément après Voltaire, dressait ce qu'il appelait « l'état de services» de l'esprit clérical : ne pourrait-on pas aussi dresser « l'état de services » de cet esprit littéraire qui remplit notre époque de l'éclat de ses caprices? Cet esprit n'a point créé, sans doute, une situation morale d'où il est né, après tout; il en a fécondé les germes, il l'a aggravée et y a ajouté ses propres vices. Voyez-le se déployer dans notre temps sous toutes ses formes, — sous la forme de ces philosophies puériles et creuses trempées dans les vapeurs d'un lyrisme bâtard, sous la forme de ces falsifications passionnées de l'histoire, sous ces formes plus essentiellement littéraires, combinées de manière à vous séduire, à vous irriter, à vous vaincre en détail, à se glisser dans votre intérieur, dans votre foyer, à votre chevet même! Sous toutes ces formes, il a altéré les notions sacrées par le cynisme de ses peintures et de ses sophismes; il a jeté dans les ames la semence de ce scepticisme qui ne distingue plus même entre le vrai et le faux, entre ce qui est beau et ce qui repousse dans une œuvre littéraire, qui se partage indifféremment entre les voluptés âcres, les sensations étranges et l'admiration de la vulgarité; il a énervé le goût général, efféminé les intelligences, saturé les esprits de chimères : — sorte d'opium versé aux imaginations, qui laisse l'engourdissement au sortir d'un sommeil enflammé! Un éloquent anathème était, dans ces derniers temps, jeté avec amertume à cette démagogie politique dont le crime est de faire reculer la liberté et de faire douter les peuples de ses bienfaits. La même haine vigoureuse n'est-elle point due à cette démagogie littéraire, qui crée à l'esprit des jouissances avilies et des goûts suspects, abaisse aux yeux des hommes le prix et la signification de la pensée, livre le monde aux rêves maladifs des intelligences épuisées, et contribue, elle aussi, à faire naître cette situation extrême que dépeignait récemment un écrivain étranger, combattant la réduction des armées? « Ce sont les armes aujourd'hui, disait-il, qui mènent à la civilisation, ce sont les idées qui mènent à la barbarie! »

Et, comme tous les phénomènes se tiennent dans une époque, il ne faut point être étonné d'avoir vu une autre tendance, corrélative de ce déclin moral, envahir audacieusement les mœurs littéraires et y entretenir mille caractères hideux; — c'est le développement d'un maté-

rialisme raffiné ou brutal aboutissant au règne de l'esprit d'industrie. Supprimez les mobiles plus purs, — le respect de la pensée, la fidélité à la conscience, la notion du but élevé de l'art; — à mesure qu'ils déclineront, ce triste et ardent mobile du gain, qui est le piége des talens mal affermis dans leur foi et l'irrésistible appât de la médiocrité envieuse et cupide, apparaîtra dans sa puissance nouvelle comme un des plus actifs dissolvans du principe littéraire. La spéculation intéressée se mêlera à l'imagination dans ses élans, se donnant à elle pour mesure, la pliant aux plus fougueux de ses caprices. Vous avez vu le mercantilisme littéraire dans ses beaux jours, écrivant sa glorieuse histoire, faisant la confidence au public des mystères de la fabrication, paraissant au prétoire, où, par malheur, nul Aristophane n'était caché pour écouter et immortaliser cette bouffonnerie. Vous avez vu de plus récens et de plus tristes exemples encore, — l'auteur des *Méditations* lui-même ne sachant point se préserver d'une telle atteinte, envoyant à domicile ses demandes de souscriptions, et s'annonçant, lui aussi, comme prêt à courir la fortune des romans en seize volumes. Qu'est devenu l'art, livré à cette autre influence, sans force pour lutter contre cet ensemble de causes avilissantes? C'est devenu une industrie dont on a subsisté, qu'on a exploitée, perfectionnée, qui a pu donner à un homme une certaine *surface commerciale*, ainsi que le disait autrefois l'auteur de *la Comédie humaine*. Confondu, par une invincible assimilation, dans la foule des métiers vulgaires, l'art a participé de leurs conditions, a contracté leurs préoccupations et leurs mœurs, et a mis sa vie dans les mêmes moyens : — combinaisons économiques, mutualités besoigneuses, agrégations factices, organisation d'une sorte d'alimentation intellectuelle, d'une sorte d'exploitation réglée des caprices publics! Que sont aujourd'hui *les Mystères du Peuple*, si ce n'est une spéculation, audacieuse et habilement agencée, sur une fureur populaire? L'esprit de démocratie, dans ses aberrations les plus actuelles, a déteint plus qu'on ne pense sur ces mœurs littéraires. L'écrivain, lui aussi, a voulu un jour s'appeler un *travailleur*, et il s'est propagé dans le monde idéal de la pensée cette idée matérialiste d'une espèce de « droit au travail » littéraire analogue au droit à la vie politique, et au « droit au travail » industriel, revendiqué par tout ce qui s'élève de vocations flottantes, de velléités orgueilleuses et de suffisances vulgaires. Que dis-je? *l'association* même n'a-t-elle point eu ses prophètes de fantaisie, qui annonçaient, dans un langage lyrique, les merveilles nouvelles près d'éclore de cette confusion, et rêvaient déjà des œuvres gigantesques, des poèmes immenses comme les épopées indiennes, enfantés en commun par des légions de rapsodes enrôlés sous une *raison sociale?* Crevez l'hyperbole, — vous trouverez les associations avouées ou inavouées, publiques ou anonymes de M. Dumas. Quand

la conscience même des lois primitives et de la nature de l'art s'altère, quand l'originalité s'en va, c'est-à-dire ce qui différencie les hommes, — ce qui fait, ainsi que le remarquait déjà La Bruyère de son temps, que « Virgile fait *seul* l'Énéide, Tite-Live ses Décades, l'orateur romain ses oraisons, » Dante sa *Comédie*, Cervantes *Don Quichotte*, Racine *Phèdre*, Chateaubriand *René*, — pourquoi ne s'associerait-on pas industriellement au point de vue de la production, de l'offre et de la demande? Quand l'idée de la spontanéité individuelle dans les arts périt sous l'action incessante du sophisme démocratique, pourquoi ne se produirait-il pas, pour y suppléer, d'autres combinaisons fondées sur la force collective et le nombre? M. Chasles pénètre avec force dans cette situation dont il sonde la profondeur en artiste peut-être plutôt qu'en philosophe, en fantaisiste plutôt qu'en penseur; il analyse et décrit cette vaste organisation de l'industrialisme littéraire, qui est une des hideuses merveilles de ce temps, et dans ses peintures je vois surtout un coupable : c'est l'écrivain qui ne se respecte pas, qui ne respecte ni son esprit ni son nom.

Observez un moment chacun des traits nouveaux de ces mœurs littéraires, chacune de ces déviations et de ces faiblesses, — un caractère commun se dévoilera à vos yeux dans leur diversité. Ce sont les vices de la démocratie transportés dans les lettres, les imprégnant de leur venin et se résumant dans ces symptômes trop évidens et trop palpables : abolition de la forte et sincère originalité au sein d'une vaste effervescence des imaginations, prédominance des suggestions violentes ou vulgaires sur les inspirations du goût, des ardeurs irréfléchies du succès sur la délicatesse morale, concurrence effrénée vers la fortune, irruption bruyante de la médiocrité dans le domaine intellectuel comme dans un pays livré à la conquête, transformation de l'art en métier, assimilation de l'intelligence à une industrie dans ses conditions, dans ses habitudes, jusque dans ces tentatives artificielles d'association, d'organisation, qui ne font que passer le niveau sur l'ame humaine; — immense et confus travail de nivellement, enfin, où vous voyez les talens éminens périr de leurs secrètes blessures, les talens moyens eux-mêmes s'affaisser encore, et les nullités seules triompher, en s'arrangeant pour vivre de leur vie ambitieuse et vulgaire, et en substituant par degré la douteuse juridiction de leur nombre à la juridiction de la science et de l'inspiration! La démocratie a cru n'atteindre que les supériorités aristocratiques, les immunités sociales; elle a atteint plus que cela, elle a atteint dans leur source la supériorité morale, la supériorité intellectuelle : elle a détruit l'aristocratie de l'esprit, l'idée de la distinction et de la hiérarchie dans les lettres. Le génie littéraire n'échappe pas lui-même à cette singulière logique de mutilation; il me paraît assez traité comme une excroissance féodale,

ou, mieux encore, comme le capital sur lequel le niveau démocratique a hâte de passer. Tandis que les qualités les plus heureuses et les plus profondes de l'art se dissipent ou s'égarent, ne sentez-vous pas comme une sorte d'impuissance ou du moins une incroyable difficulté de rajeunissement? Tandis que les grandes et souveraines intelligences s'en vont, s'en élève-t-il de nouvelles pour recueillir et renouer leur tradition? Aux talens qui fléchissent ou disparaissent, voyez-vous succéder de nouveaux talens? Et de là naît cet inquiétant et douloureux problème : à mesure que la lumière intellectuelle semble se répandre, est-elle condamnée à perdre de son intensité? Il y a aujourd'hui plus d'hommes qui pensent peut-être ou qui ont toutes les apparences de la pensée : — l'intelligence a-t-elle la même force, la même vigueur, le même élan? Le nombre de ceux qui participent à une certaine culture de l'esprit augmente sans doute : — le goût général conserve-t-il sa vivacité féconde, l'inspiration littéraire s'accroît-elle en proportion? Ce phénomène de l'abaissement du niveau des esprits s'est révélé à plus d'une conscience contemporaine; M. Thiers le montrait récemment se cachant sous la passion de la vulgarisation et des connaissances superficielles. Il était apparu à l'auteur du fragment sur l'*Avenir du monde*, qui voyait venir, comme une menace, un *ordre nouveau*, issu de cette fausse et dissolvante démocratie, où les facultés éminentes du génie devraient nécessairement mourir, où l'imagination et les arts iraient se perdre dans les trous d'une « société ruche. » Merveilleux indices des prospérités futures! singulière ébauche de l'humanité nouvelle qu'on nous prépare en commençant par la mutiler dans ses élémens les plus généreux, par la priver de son génie et de son ame, par la dépouiller de ce qui l'honore et la grandit!

Un des plus tristes caractères de cette défaillance du principe intellectuel, ce n'est point peut-être l'excès d'impuissance qui s'y révèle et qui pourrait n'être que le fruit avili de circonstances passagères, une surprise accidentelle de nos instincts trompés; c'est que ces symptômes se produisent avec toute la rigueur d'une réalisation systématique. Ils sont en germe dans nos doctrines sociales, dans nos philosophies sceptiques, qui ont bien soin d'envelopper leur poison de flatteries passionnées, qui, sous cette pourpre équivoque des systèmes, n'offrent autre chose à l'homme que la théorie de son propre abâtardissement. Écoutez le sophisme le plus en faveur, celui qui a fait le plus de victimes peut-être : il vous dira comment le progrès réside justement dans cette annihilation des facultés individuelles; il vous expliquera les merveilles de la répartition égale de l'intelligence; il vous démontrera comment l'humanité, mise en possession d'elle-même, arrivant par degrés au niveau souhaité de vérité et de lumière, ne laisse plus même de place à l'essor et à l'action des talens éminens; il vous révélera le se-

cret de cet avenir où toutes ces choses qu'on nomme le génie, l'éloquence, l'inspiration, sont des priviléges odieux et inutiles auxquels suppléent suffisamment l'instruction primaire et l'enseignement des droits du citoyen. C'est la philosophie de l'ignorance ajoutée à la *philosophie de la misère.* — Admettez pourtant un moment cet étrange idéal d'une sorte de loi agraire intellectuelle : en portant atteinte à ces qualités heureuses et rares par lesquelles les esprits se distinguent, qui les soumettent les uns aux autres et qui sont les mystérieuses faveurs de la nature, — changerez-vous aussi l'essence de cette nature elle-même? l'enchaînerez-vous dans ses besoins incessans, dans ses désirs toujours prêts à renaître? Est-ce que l'immobilité, le repos, — même dans la conquête, — est la loi du développement humain, et y a-t-il autre chose que des haltes passagères? L'homme voit bientôt se rouvrir la série de ses efforts et de ses ardentes recherches de l'inconnu. Telle est sa condition, qu'il se sent pris de dégoût parfois pour ce qui, de loin, lui semblait le plus enviable et ce qui lui a coûté le plus à obtenir, qu'il est forcé de se créer un but nouveau et de reprendre sa marche interrompue. La grande aventure de l'humanité recommence, et c'est là que se retrouve cette noble et heureuse nécessité des supériorités morales et intellectuelles, de cet *héroïsme* idéal dont l'imagination passionnée de Carlyle fait un *culte.* Culte étrange! dira-t-on : — culte juste et fécond, dirai-je, — qui ne fait qu'exprimer ce besoin intime, incessant, pour une société civilisée, de sentir la vie se réfugier et palpiter dans des êtres d'élite, — politiques, penseurs ou artistes! Mais si d'avance vous avez provoqué la stérilité des intelligences, si vous avez travaillé, comme à une œuvre méritoire, à la déconsidération du talent, si vous avez érigé la défiance de ces supériorités naturelles en vertu publique, vous n'aurez pas le despotisme du génie, cela se peut; vous aurez préparé quelque chose de mieux, — le despotisme, la tyrannie des médiocrités, qui se disputeront comme une proie le pouvoir, la science, la gloire politique ou littéraire, et vous feront passer sous les fourches caudines de leurs passions subalternes. Vous aurez les héros de lieux suspects escaladant la vie publique, les déclamateurs de tabagie dans le conseil et « tous les dialectes dans le sénat, » ainsi que le dit M. Chasles.

Ceci est ce qu'il y a de chimérique dans ces doctrines; c'est le rêve creux de ceux qui caressent l'idée de l'égalisation universelle, qui imaginent une humanité abstraite où tout ce qui tend à s'élever est ramené au niveau commun, où la masse est prise pour type et pour idéal. Ce qu'il y a au fond d'hostile pour l'intelligence et pour l'esprit littéraire, qui vit du développement des facultés individuelles, n'est guère déguisé sans doute; voulez-vous voir la traduction franche et brutale de la même pensée mise à nu? jetez les yeux autour de vous et observez ce qui s'est

exhalé, depuis deux ans, de violences, de venimeux outrages adressés à l'art et à l'esprit, de haines matérialistes ou d'injurieuses négations, et que M. Proudhon exprimait avec sa crudité cynique quand il disait : « Travailler et manger, c'est, n'en déplaise aux écrivains artistes, la seule fin apparente de l'homme. Le reste n'est qu'allée et venue de gens qui cherchent de l'occupation ou qui demandent du pain. Pour remplir cet humble programme, le profane vulgaire a dépensé plus de génie que tous les philosophes, les savans et les poètes n'en ont mis à composer leurs chefs-d'œuvre. » C'est ce même sophiste intrépide qui triomphait à prouver dans son livre de la *Philosophie de la misère* que le *talent* est une *difformité,* que la littérature est le « rebut de l'industrie intelligente, » et que, pour l'observateur philosophe, ce qu'on nomme la décadence de l'art n'est, après tout, « que le progrès de la raison virile importunée plutôt que réjouie de ces difficiles bagatelles. » Ne vous souvenez-vous plus de cet obscur déclamateur qui, dans un jour de verve et d'épanouissement, assignait devant son tribunal la gloire de Chateaubriand, la gourmandait dans je ne sais quelle logomachie révolutionnaire, et lui accordait plaisamment quelques années encore pour s'éclipser, comme un astre éteint, du ciel démocratique? Joignez-y cette troupe bariolée d'enfans stériles et mal venus de l'esprit occupés chaque jour à délayer dans une prose malsaine les paradoxes de Rousseau, politiques de club ou de journal, humanitaires, utilitaires; — que sont, pour ces puissans civilisateurs des peuples, et le génie, et l'art immortel, et le bon goût, et l'élégance de la pensée? C'est la tradition rajeunie de ceux qui virent une fois dans les lumières de l'esprit un titre à la proscription, qui rangeaient parmi les *suspects* les *hommes instruits,* et qui écrivaient à la convention ces propres paroles : « L'esprit public est remonté dans ce département; les savans, les beaux esprits, les plumes élégantes ne sont plus!... » C'est la tradition de ce divin M. de Robespierre, qui ne voyait dans les écrivains que des corrupteurs publics. Qu'il y ait pourtant de véritables corrupteurs publics, là n'est point le doute. Ce n'est point peut-être Corneille trempant dans l'airain l'ame de ses héros, ce n'est point Racine idéalisant et purifiant la passion humaine, ce ne sont point tant de maîtres élevés de la science et de l'inspiration, ou même tant de talens dont la première loi est le respect de leur art. Cherchez plus bas : ce sont aujourd'hui ceux-là qui ont « sali l'ame de la France, » ainsi que le disait éloquemment M. de Montalembert; ce sont ceux qui souillent l'imagination de l'homme, lui arrachent une à une ses convictions et ses croyances, et qui, après avoir tout détruit en lui, — tout, sauf la notion de sa propre intelligence, — s'efforcent encore d'obscurcir ce dernier reflet de son immortalité. — Ainsi, soit haine violente et stupide pesant sur l'essor de la pensée, soit corruption secrète s'insinuant dans

les esprits au souffle de cette fausse idée de démocratie qui s'empare du monde, on aboutit, comme à une fatalité de nos malheurs, à cet épuisement de l'énergie intellectuelle, à cette dilapidation des dons sacrés de l'imagination, à cette déconsidération des facultés supérieures.

Quand enfin on aura songé à pourvoir à tous les besoins, à réparer tous les désastres, à relever tous les vaincus dans notre société assiégée et menacée, il faudra bien aussi ne point oublier cet autre vaincu resté sur le champ de bataille de nos passions, — l'art littéraire. Il faudra bien songer à fermer, s'il se peut, cette blessure large et béante faite à l'esprit en France par nos entraînemens et nos doctrines mortelles. Pensez-vous que ce ne fût rien aujourd'hui, pour réveiller le sentiment de la vie, qu'une belle œuvre, un beau poème, un beau travail d'imagination ou de science apparaissant dans son éclat imprévu? Cette vie des lettres, comment renaîtra-t-elle? Sera-ce par ces moyens matériels en quelque sorte, tels que le bienfait d'une loi protectrice sur la propriété littéraire, les encouragemens clandestins ou publics dont les gouvernemens disposent, la destruction de cette audacieuse piraterie de la contrefaçon, l'abolition de la censure? Êtes-vous de ceux qui croient qu'avec un décret, la promesse d'un bénéfice honnête ou la suppression d'une entrave illusoire, on panse les plaies de l'intelligence? Êtes-vous d'avis qu'il suffise de palliatifs et de remèdes de cette nature pour ranimer ces deux choses impalpables qu'on nomme la sécurité, la confiance en politique, — l'inspiration en littérature?

C'est une des merveilleuses fortunes de l'art de ne point être soumis, dans ses prospérités et dans ses revers, à l'action de ces stimulans secondaires. La source de sa vie est ailleurs. C'est dans cette région invisible où fermentent et se transforment les passions, les tendances, les opinions d'une époque, qu'est le secret de la décadence ou du rajeunissement des littératures; c'est dans ce drame de la vie morale d'un peuple que se cache, pour les lettres, le germe de la corruption ou le principe d'une fécondité nouvelle. Toute force, toute croyance, toute illusion généreuse même que vous rendez à la société, n'est-elle pas un élément vierge pour l'art, pour la littérature? Et c'est ainsi qu'au fond ce qu'on nomme la question littéraire n'est qu'une des faces de la grande et populaire question sociale. Grands politiques si ardens et si prompts à assumer l'entreprise du bonheur des sociétés, si jaloux de tenter sur elles l'expérience de vos rêves, ce n'est pas assez d'appeler la poésie et les arts réunis à vos fêtes comme des convives qui peuvent encore faire honneur, de leur demander de beaux ouvrages, des chants ou des statues : ils vous répondront par des hymnes des rues, par la prose des *Bulletins de la république*, ou par ces images monstrueuses et grotesques qui figuraient à vos pompes païennes. Il faudrait commencer par purifier cette atmosphère

où nous vivons, par dissiper ces fanatismes vulgaires qui nous dévorent, par relever nos esprits flétris, rendre quelque noblesse à nos instincts, et raviver dans les cœurs l'intime notion de la vérité, du respect, de la supériorité morale. Il faudrait que le pays se sentît un peu vivre sous la sauvegarde des vérités sociales restaurées, des principes de la civilisation de nouveau confirmés, en quelque sorte, par nos malheurs. Et ce n'est point seulement aux politiques que je m'adresse, c'est aux écrivains eux-mêmes. Les épreuves doivent avoir leur vertu pour les esprits comme pour les cœurs. Les humiliations de l'intelligence contemporaine n'ont point de sens, ou elles veulent dire que les écrivains aussi doivent puiser en eux la force de résolutions nouvelles. Il faut qu'ils épurent cette vie littéraire des élémens malsains qui s'y sont glissés, en rendant au travail son caractère et son prix, en fécondant leur inspiration par l'étude, en se retrempant dans les sévères douceurs de la discipline intellectuelle, en nourrissant l'amour de ces qualités rares qui font la puissance de l'art, en retrouvant le sentiment de la distinction et de la hiérarchie dans les lettres. Il faut aussi qu'il s'éveille une critique vigilante et fidèle, disposée à signaler chaque jour et à chaque heure les révoltes brutales, les défections et les retours heureux. J'en appelle à cet esprit délicat et sûr, trop désintéressé peut-être dans la certitude où il est d'avoir conservé ce que tant d'autres ont perdu, et dont la clairvoyance révélait autrefois l'approche des *barbares* en littérature.

C'est à tout ce qu'il y a de jeune en France aujourd'hui à songer que tout ce qui se tente, se prépare ou s'accomplit, politiquement, moralement et littérairement, c'est son avenir; c'est à tout ce qu'il y a d'ames fières et de raisons viriles à briser ce réseau d'influences désastreuses qui nous enveloppe, à rejeter l'injure de ces odieuses superstitions que l'esprit de sophisme met en honneur, et à se hâter de faire un choix. La démocratie est la loi du XIXe siècle! soit; mais, comme il ne s'est révélé jusqu'ici, dans toutes les voies de l'activité sociale, qu'une démocratie prenant pour symbole le niveau passé sur les facultés humaines, soulevant sur son passage un souffle destructeur de toutes les distinctions et de toutes les supériorités morales, et travaillant à créer une égalité dégradante dans l'abaissement de l'intelligence littéraire comme de l'intelligence politique, il faut bien qu'il existe une autre manière d'entendre la démocratie, qui puisse en faire le règne des émulations généreuses du génie et de la vertu, ou ce ne serait qu'un système indigne de trouver place dans l'ame d'un honnête homme et dans l'esprit d'un penseur.

CHARLES DE MAZADE.

LES PROSCRITS.

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE.

I.

Vous plaît-il d'écouter une simple chronique
Du temps de Bonaparte et de la république?
Mon père me l'apprit qui la tenait du sien,
Et je la sais par cœur comme un rapsode ancien.
C'est une pauvre histoire, aux muses étrangère,
D'une robe sans art vêtue à la légère :
Il s'agit de proscrits errant sans feu ni lieu,
Des enfans, une mère, à la garde de Dieu;
Mais parmi les enfans se trouvait votre père,
Et la mère, plus tard, était madame Mère.
Et puis la poésie, en son libre transport,
Nous montre volontiers ces contrastes du sort,
Ces exemples fameux, ces jeux de la fortune
Qui sortent quelquefois de la règle commune,
Et peut-être ceux-ci, bien qu'encore inconnus,
Bien que les principaux acteurs n'existent plus,
Par la Muse embellis, rajeunis par Orphée,
Vous intéresseront comme un conte de fée.

II.

Louis seize venait de mourir, — le couteau
Ruisselait de son sang dans les mains du bourreau,
Et, dans le camp des rois, tout en tirant l'épée,
La France avait jeté cette tête coupée;
Quatre-vingt-treize était en pleine éruption,
La lave débordait sur chaque nation,
Et la guerre étrangère allait, de ville en ville,
S'allumant au foyer de la guerre civile,
Lorsqu'un rouge brandon, à travers un ciel bleu,
Sur la Corse égaré, vint y mettre le feu.
Les Anglais s'y trouvaient; à l'ancre dans les rades
De l'île, après avoir lancé quelques grenades,
Ils soufflaient, attisaient la discorde, du bord.
Paoli les reçut; le vieux chef avait tort;
Mais, dans sa trahison patriote sincère,
A la mort du monarque, il crut pouvoir le faire.
D'autres (les Bonaparte étaient parmi ceux-là)
N'abandonnèrent pas leur pays pour cela.
Ils crurent qu'il fallait en suivre la bannière,
Et que, le roi tombé, la France était derrière.
Alors il se forma deux camps sous un drapeau;
La montagne insurgée ameuta son troupeau.
Pendant plus d'une année, avec d'égales forces,
Lions contre lions et Corses contre Corses
Luttèrent, et, de l'un contre l'autre parti,
Chaque matin, le cor de chasse retentit.
C'est durant cette époque et de gloire et de honte
Que se sont accomplis les faits que je raconte.
Pardonnez ces détails; rappelez-vous qu'ainsi
La bouche des vieillards m'en a fait le récit,
Et que, depuis Nestor, sur leur lèvre glacée,
La parole ressemble à la neige amassée.

III.

Au seuil de sa maison, au penchant du Mont-d'Or,
Un homme était assis, semblable à Mac-Grégor.
Quant à lui, combattant pour la cause française,
Il n'avait pas pleuré la mort de Louis seize,

Pourvu qu'on lui laissât ses monts et ses forêts
Et qu'il eût de la poudre à tirer aux Anglais.
Autrefois il avait guerroyé chez les Sardes
Avec Napoléon, commandant dans les gardes
Urbaines. C'était là qu'en des rapports fréquens
Tous deux s'étaient liés de l'amitié des camps,
Au pied d'un fort où l'œil voit les traces d'un siége
(Napoléon sortait à peine du collége),
Où la première bombe est conservée encor
Dont le grand artilleur ait dirigé l'essor.
Depuis, — de leurs destins étrange différence! —
L'un était retourné bientôt après en France,
Où grondait l'avenir, où croulait le passé,
Et l'autre dans son île, où nous l'avons laissé.
En ce moment, ses chiens jouaient dans la prairie
Sans pouvoir, par leurs jeux, troubler sa rêverie;
Autour de lui, les champs, les vallons, les coteaux,
Partageaient son silence ainsi que son repos,
Et quelqu'un, ce jour-là, qui, guidé par un pâtre,
Aurait jeté les yeux sur tout ce vert théâtre,
N'eût pas cru que, la veille encore, au même endroit,
La discorde civile avait semé l'effroi,
Mais que c'était un coin d'une fraîche Arcadie
Qu'avait, jusques alors, respecté l'incendie.

IV.

Tout à coup, — n'est-ce pas un cheval qu'on entend? —
Le jeune homme a dressé l'oreille en écoutant :
Un enfant en haillons et couvert de poussière,
Une espèce de Djin, bâtard d'une sorcière,
Chevauchait, en effet, sans bride et sans appui,
Un de ces noirs chevaux, à tous crins comme lui,
Allant comme le vent, petits, maigres et sales,
Qui semblent le produit des boucs et des cavales,
Tourbillon de malheur, centaure de Callot,
Et le tout pêle-mêle arrivait au galop.
L'enfant était porteur d'une lettre pressée,
Mais l'autre avait déjà deviné sa pensée,
Il la prit et la lut de ses yeux étonnés;
Elle ne contenait que ce seul mot : — Venez!

V.

Non, le lion frappé d'une balle invisible
Ne fait pas, que je sache, un écart plus terrible;
Le serpent que, dans l'herbe, a foulé le passant
Ne siffle pas plus haut, certe, en se redressant,
Que lui, lorsqu'il sauta sur son fusil de chasse,
Et d'un sifflet aigu fit retentir l'espace.
Où va-t-il? Demandez à l'éclair dans la nuit,
A la flèche qui passe, au mouffoli qui fuit,
Demandez-leur plutôt le chemin qu'ils vont prendre;
Ils pourront s'arrêter peut-être et vous l'apprendre;
Lui, non! — En Corse encore, on montre deux rochers
Sur un gouffre béant l'un vers l'autre penchés;
En approchant du bord, la bergère prend garde,
Et la chèvre elle-même, en tremblant, s'y hasarde.
Cet endroit périlleux, c'est le Saut de Roland :
L'intrépide chasseur l'a franchi d'un élan.
Par le vent soulevée, une cape de laine
Flotte sur son épaule, — et ses chiens, hors d'haleine,
Qui couraient devant lui, peuvent le suivre encor,
Mais de loin, — à la piste, — à la voix de son cor!

VI.

Cependant, à la nuit, la maison Bonaparte,
Simple à l'extérieur comme celles de Sparte,
Paraissait, du dehors, sans feu, sans habitans;
Mais la confusion, le trouble, étaient dedans.
Madame Mère (ainsi s'exprime la légende),
Le roi de Westphalie et le roi de Hollande,
La princesse Borghèse et le cardinal, tous,
Les hommes inquiets, les femmes à genoux,
Attendaient. — Seulement, leurs fronts sans diadème
N'avaient, en ce temps-là, que leurs noms de baptême!
Une vieille servante, occupée à l'écart,
Comme Marthe, faisait les apprêts d'un départ.
Cette crainte d'ailleurs n'était que trop fondée!
A peine pouvons-nous, nous autres, en idée,
Nous figurer ces temps où chaque citoyen

Se voyait menacé dans sa vie et son bien,
Où le flot qui venait de submerger le trône
Et d'emporter l'autel ne rencontrait personne
Pour l'arrêter. — Hélas! fasse le ciel qu'un jour
Nous ne connaissions pas ces maux à notre tour!
La maison Bonaparte allait être pillée:
Les Barbets s'avançaient, — troupe déguenillée
(Ils avaient depuis peu pris ce nom de Barbets
De leur barbe pointue ainsi que leurs bonnets),
Gens de corde et de sac qui, jusque dans les villes,
Brûlaient, assassinaient et violaient les filles;
Moitié soldats, moitié bandits, nouveaux chouans
Que l'Angleterre avait recrutés dans les clans.
Madame Lœtitia, les enfans, la servante,
Le vieux prêtre, étaient donc glacés par l'épouvante.
Oh! si Napoléon avait été près d'eux,
Quelle colère aurait brillé dans ses yeux bleus!
Lui qui, près de la mer, jouant avec le sable,
Promettait d'être, un jour, pour le moins connétable,
Et plus tard, à Brienne, écolier grace à Dieu,
Sur la neige traçait des figures de feu!
Mais il était absent, oisif, souffrant, malade.
Nommé tout récemment général de brigade,
Impatient d'agir, il frappait, incompris,
De son talon de fer le pavé de Paris.
Quant aux amis, — pas un! ils avaient pris la fuite;
Tous s'étaient éloignés de la maison maudite.
Je me trompe pourtant; en ce pressant péril,
Il leur en restait un. — Celui-là viendra-t-il?
Chut! qui frappe? demande à voix basse, à la porte,
La servante. — C'est moi, répond une voix forte.
Le jeune chef était là, debout. — Mais, avant,
Les chiens s'étaient jetés par terre, en arrivant.

VII.

Adieu, ville; adieu, port, maison sur la colline!
Apprenez le chemin de l'exil, Caroline,
Louis, Jérôme. — Et vous, Pauline, êtes-vous là?
Il faut fuir. — Mais ils n'ont, pour porter la smala,
Hélas! qu'un seul cheval, leur serviteur unique,
Le vieux Colombo, blanc, comme son nom l'indique;

Doux, mais robuste et fier sous ses harnais luisans,
Madame et le défunt chanoine, tous les ans,
Le montaient une fois pour aller à la vigne,
Et Borghèse, au retour, baisait son cou de cygne.
Non, jamais, à Florence, au temps des Gibelins,
Une plus grande veuve et de tels orphelins
Ne sortirent ainsi par la porte du Dante!
Ils s'en allaient le long de la mer mugissante;
Et comme dans la fuite en Égypte, au désert,
Seule à cheval, le front d'une mante couvert,
Madame s'avançait la première. — Le guide
Les conduisait, tenant l'animal par la bride.
Les Barbets cependant, accourus à grands pas,
Traversaient les makis semblables aux pampas;
Leurs molosses hideux, espèce qu'on renomme,
Dressés par ces bandits à la chasse de l'homme,
Que des chaînes de fer tenaient toujours liés,
Libres cette nuit-là, bondissaient sans colliers.
Tout à coup, quel obstacle arrête la colonne
Des fugitifs? — Quel est ce bruit? — C'est la Gravone.
Sept fois le vieux coursier, dans un suprême effort,
Passa, puis repassa de l'un à l'autre bord.
Sept fois le montagnard, pour transporter la troupe,
Fit le trajet, en selle, avec quelqu'un en croupe.
Pauline restait seule, — et, pour la prendre, au gué,
Quand elle vit venir Colombo fatigué,
La jeune fille eut peur, dit la ballade corse;
Il fallut l'enlever, sur les arçons, de force.
Un moment, sous Pauline et sous le cavalier,
Au milieu du torrent le cheval perdit pied.
O prodige! on dirait qu'il vient de reconnaître
La belle et douce enfant, nièce de l'archiprêtre,
L'enfant qui, chaque soir, au retour du jardin,
Flattait son blanc poitrail avec sa blanche main.
Le désir de sauver sa petite maîtresse
Fait plus que l'éperon qui le déchire et presse;
Il s'élance, il atteint la rive, hennissant,
Moins couvert, cette fois, d'écume que de sang!

VIII.

Comme les naufragés, dans l'antique Odyssée,
Les proscrits, de leurs fronts secouant l'eau glacée,
Regardent derrière eux. Au loin, sous le ciel noir,
Une maison brûlait, sans que l'on pût savoir
Si, dans le fond du golfe où la ville repose,
C'était un incendie ou quelque apothéose;
Enfin le sentiment de la sécurité,
La chanson que les flots leur chantaient à côté,
La fatigue, la nuit, ont fermé leurs paupières;
Le guide a rassemblé des branches et des pierres,
Et des rudes sayons que la flamme a séchés
Leur a fait une tente où tous se sont couchés.
C'était un beau spectacle, à la clarté rougeâtre
Qui des monts et des mers dorait l'amphithéâtre.
Que ce bivouac étrange et ce grand nid d'aiglons,
Sous l'aile de la mère endormis dans les joncs.
Deux êtres veillaient seuls aux bords de la Gravone,
Qui berçait les proscrits de son bruit monotone :
Le jeune montagnard attisant le brasier,
Et le vieux Colombo qui broutait l'arbousier.

IX.

Le lendemain matin, lorsqu'au-dessus de l'onde
L'aurore aux voyageurs montra sa tête blonde,
Un bâtiment léger parut à l'horizon,
La plus fière au combat des mouches de Toulon,
De ces oiseaux de mer, de ces fines voilières
Portant une dépêche à travers les croisières.
C'était le général qui l'envoyait chercher
Ce qu'il avait, en Corse, au monde, de plus cher.
Une chaloupe vint à la côte, rapide,
Qui les prit tous à bord, tous, excepté le guide.
Debout sur un rocher et les suivant des yeux,
Il leur fit, de la main, le geste des adieux;
Tant qu'il put du regard les suivre dans l'espace,
Il fit le même signe à cette même place;
Puis, les voyant sauvés et hors de tout péril,
Le chasseur, en partant, déchargea son fusil.

X.

Depuis le temps où se passa cet épisode,
D'autres événemens plus dignes du rapsode
S'accomplirent. Ceux-là sont écrits au burin,
Ceux-là, la renommée aux cent bouches d'airain,
Aux trompettes de bronze assourdissant l'oreille,
Aux quatre coins du monde en a dit la merveille.
L'enfant d'Ajaccio joua long-temps encor
Avec les flots de neige, avec les sables d'or;
Mais ces sables étaient devenus des armées,
Et ces pâles flocons des bombes enflammées.
Long-temps le général ou plutôt l'empereur
Frappa la terre encor de son talon vainqueur;
Mais ce talon alors y laissait une trace,
Et la terre changeait toutes les fois de face.
Enfin, depuis les faits dont je viens de parler,
Tout un siècle, en vingt ans, venait de s'écouler,
Et l'aigle qui, parti des monts que la mer baigne,
Ne volait autrefois que de Corse en Sardaigne,
Avait, pendant ce temps, parcouru des chemins
Et des cieux inconnus à l'aigle des Romains.
Tant que Napoléon de victoire en victoire
Marcha, le principal héros de cette histoire (1),
Au seuil de sa maison, au penchant du Mont-d'Or,
Vécut, toujours couvert du plaid de Mac-Grégor.
Ni la soif des honneurs, troublant sa paix profonde,
Ni l'ouragan de fer qui balayait le monde,
Rien ne put arracher à son ciel indompté
Ce fils de la nature et de la liberté.
Mais si, du continent, une rumeur plus haute
Venait à s'élever; si les forts de la côte,
Jusque dans ses vallons apportaient les échos
D'une victoire, alors, sortant de son repos,
Il se levait, allait trouver ses bœufs sauvages,
Et, tuant de sa main le roi des pâturages,
Comme un prêtre d'Homère, à ce festin sanglant,
Le vieux chef invitait les hommes de son clan,

(1) Grand-père de l'auteur, et un des légataires de l'empereur; il est inutile d'ajouter que tout le fond de ce poème est historique.

Et les chairs rôtissaient sur la braise fumante,
Et les vins ruisselaient de la cruche écumante,
Et, parmi les grands feux, tournoyant à grand bruit,
Les danses du pays hurlaient toute la nuit.

XI.

Cet homme cependant reparut sur la scène :
Ce fut par un beau soir d'été, dans une plaine
De la Belgique, où tous les hommes de ce temps
Avaient pris rendez-vous pour un choc de Titans.
Cette plaine a deux noms également célèbres :
Waterloo, Mont-Saint-Jean, synonymes funèbres,
Si grands qu'il n'en est qu'un de plus grand : Josaphat!
Il était venu là, lui, comme tout soldat,
Comme ce qui portait un fusil en Europe,
L'Écossais, le Cosaque odieux qui galope,
Fantassins, cavaliers, au son de ce tambour
Qui les avait mandés tous pour le même jour.
La lutte était finie, — et, dans la vaste enceinte,
Le soleil, descendant derrière la Haie-Sainte,
Éclairait, comme un coin du jugement dernier,
Cinquante mille morts et pas un prisonnier;
Seulement tous ces morts qui jonchaient cette plaine,
Au lieu de se lever, s'étaient couchés à peine.
L'empereur, accablé de l'immense revers,
Comme un joueur qui vient de perdre l'univers,
S'éloignait lentement de son champ de bataille;
Son cheval harassé buttait sur la mitraille
Sans pouvoir le tirer de ce demi-sommeil
Qui des rêves affreux précède le réveil.
Pendant qu'il s'en allait, courbant son front livide,
Un homme vint qui prit le coursier par la bride :
C'était le montagnard. A ses grands traits hardis,
Il le reconnut bien pour l'avoir vu jadis,
Lorsque, jeunes tous deux, officiers dans les gardes
Urbaines, ils avaient combattu chez les Sardes.
Vingt ans s'étaient passés. En le retrouvant là,
Toute sa vie, un monde entier se déroula.
En ce moment suprême, un boulet qui se joue,
— Le dernier, — à leurs pieds s'enfonça dans la boue.
Cet homme avait, ainsi qu'un envoyé divin,
Vu le commencement et devait voir la fin!

XII.

Pour moi, je n'ai voulu qu'une chose, traduire
Ce que, dans ses roseaux, la Gravone soupire,
Et voir jusqu'à quels tons ou graves ou légers
Peut descendre et monter la flûte des bergers.
Il est, dans mon pays, un instrument barbare,
Un cor, où toujours gronde une sourde fanfare
Dont le son autrefois, pareil à l'ouragan,
Appelait au combat tout un peuple brigand.
Sa voix ne s'entendait sur les monts gigantesques
Que lorsqu'on signalait de loin les Barbaresques;
C'était alors Matra, Paoli, Sanpiero,
Qui de Bastelica réveillaient le taureau,
Et l'on croyait ouïr les troupeaux en voyage,
Les populations que chasse un vent d'orage,
Tandis qu'à l'horizon, où passent des bruits sourds,
La Corse refermait sa ceinture de tours.
Dans une de ces tours, notre beffroi sonore,
Cette conque d'Éole est conservée encore;
Mais une longue paix l'a laissée en repos,
D'une montagne à l'autre elle n'a plus d'échos;
Les hommes d'aujourd'hui, descendus dans les villes,
Feraient, pour en jouer, des efforts inutiles.
J'ai voulu le tenter. — D'un souffle curieux,
Je viens d'interroger le cor mystérieux,
Heureux si j'en ai su tirer, dans ce poème,
Quelque note isolée et le motif que j'aime,
Et si ce faible accord peut rappeler parfois
Ceux dont il remplissait les rochers et les bois!

COSTA DE BASTELICA.

Château de Baratier, janvier 1850.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

28 février 1850.

Il a paru dans cette quinzaine trois documens que ne devront certes pas négliger les futurs historiens des mauvais jours où nous vivons, parce que ces trois documens expriment de la manière du monde la plus curieuse le caractère de notre temps : nous voulons parler de l'apologie du meurtre de M. Rossi, du livre des *Conspirateurs*, et du procès-verbal de la séance électorale des délégués du parti démocratique et socialiste. L'apologie du meurtre de M. Rossi exprime le fanatisme mystique de quelques sectaires; le livre de M. Chenu représente le fond de la révolution de février; la séance électorale des délégués indique l'avenir que le parti démocratique réserve au pays, si ce parti est vainqueur.

Et ce n'est pas sans une sorte d'enseignement que l'apologie du meurtre de M. Rossi se trouve rapproché, par la date de la publication, des étranges révélations de M. Chenu. Le mysticisme du meurtre et la grossièreté du cabaret, voilà sous quels traits différens, mais également odieux, se montre le parti démocratique et social. Quand il n'est pas fanatique jusqu'au meurtre, il est brutal jusqu'à l'ivrognerie. J'hésite devant ce bizarre assemblage de Brutus et de goinfres, et quand je me souviens que c'est entre ces deux genres de dictatures que Rome et Paris ont été partagées, Paris au goinfre sans conscience, Rome au sophiste assassin, je suis forcé de reconnaître que la fortune a souvent de singulières ironies contre les grandeurs de la civilisation. Ici la théorie du meurtre politique assaisonnée de je ne sais quel épouvantable attendrissement sans remords. On plaint la victime, on l'admire même; mais quoi! elle arrêtait la marche de la révolution : il a fallu l'immoler, ou plutôt il a fallu la rendre

immortelle. On a trouvé cet euphémisme pour exprimer l'assassinat. L'inquisition avait aussi la prétention de faire le salut de ceux qu'elle brûlait. Elle commençait par les convertir avec la torture, et, une fois convertis, elle se hâtait de les béatifier par le bûcher. C'est ainsi qu'à Rome l'égoïsme vaniteux d'un tribun devient une idole dont les sacristains viennent d'un air dévot justifier ou demander des sacrifices humains; et quand pour échapper à cet horrible fanatisme, vous venez de Rome à Paris, et que M. Chenu vous fait entrer dans les conseils des gouvernans de février, que trouvons-nous? Ce n'est plus la dictature du poignard, mais la dictature du petit verre et de la queue de billard. Là-bas, le gouvernement sortait d'un conciliabule de fanatiques; ici, il sort d'un estaminet. Là-bas il sentait l'odeur du sang, ici l'odeur du vin et de l'eau-de-vie. Ravaillac, Poltrot, Louvel, Alibaud, et vous, qui que vous soyez, meurtriers inconnus de M. Rossi, n'ai-je donc à choisir pour maîtres qu'entre vous et les don Juan de cabaret que je trouve dans le livre de M. Chenu? Et quel choix faire, quand, dans le pêle-mêle du parti démocratique et social, les Ravaillac de club coudoient les Gargantua de carrefour, et que le fanatisme et la débauche s'y donnent sans cesse des poignées de mains, si bien que les *viveurs* ne nous affranchiraient pas des *tueurs?*

L'apologie du meurtre de M. Rossi, *les Conspirateurs* de M. Chenu, peignent le passé; le procès-verbal de la séance électorale des délégués socialistes montre l'avenir qui nous attend, si le parti l'emporte. Si nous devons en effet en croire ce procès-verbal, il n'y a plus dans le parti démocratique et social de nuance intermédiaire; tout est socialiste. Le parti républicain a disparu, ou plutôt, ce qui est pire, il s'est effacé derrière ses adversaires du mois de juin 1848.

Nous ne connaissons pas dans l'histoire de plus triste déconvenue que celle du parti républicain depuis deux ans. Il a fait la république; mais, comme la république n'avait pas de raison d'être, il a fallu qu'elle en cherchât une hors d'elle-même. Les socialistes alors sont venus à elle et lui ont dit qu'ils allaient lui donner ce qui lui manquait, c'est-à-dire un principe et une cause. Dès ce moment aussi, le parti républicain s'est trouvé privé de vie et d'avenir qui lui soient propres. Il est resté avec un nom pour unique symbole, et avec un nom dont il ne savait que faire. Ce manque de raison d'être a fait tous les malheurs du parti républicain; mais ce qu'il y avait de difficile dans la situation du parti républicain pouvait au moins être corrigé par la fermeté du caractère et par la persévérance dans la conduite. Le parti républicain était devenu une minorité dans la minorité elle-même : c'est un triste rôle, nous le reconnaissons; mais il peut encore s'honorer par la constance. Nous pourrions même citer quelques personnes, dans le parti républicain, qui portent noblement ce rôle de paria qui a si promptement remplacé le rôle de dictateur; mais ce ne sont plus là que des conduites individuelles. Le parti a pris une autre allure. Il a d'abord espéré se réconcilier à son propre profit avec le parti socialiste, il a cru que les transportés de juin voteraient avec les transporteurs; mais, comme les transportés ont refusé énergiquement d'aller trouver leurs vainqueurs, ce sont les vainqueurs qui sont venus trouver les vaincus. Ils ont passé du côté des barricades, et après avoir espéré obtenir les votes du parti socialiste, après avoir espéré recommencer ce que le parti socialiste appelle le grand escamotage de février,

les républicains ont été forcés d'apporter leurs votes au parti socialiste; ils le promettent du moins, et cela avec une humilité singulière.

Curieux spectacle et triste comme tous les spectacles de notre temps! voici un parti qui a le titre légal du gouvernement, qui a fait la constitution, qui a arrangé toutes les institutions à sa guise et selon ses idées : eh bien! ce parti n'est rien, et il est forcé de le reconnaître et d'aller donner sa démission entre les mains du parti qui est le plus hostile à la constitution! Cette démission du parti républicain simplifie singulièrement l'avenir. Si nos adversaires l'emportent, nous savons que nous n'avons pas à espérer qu'il y ait dans leur sein un parti intermédiaire; nous savons que personne ne modérera et ne tempérera plus la révolution. — Tant mieux! dit-on, ce sera plus vite fini. — Oui, mais c'est une raison aussi, selon nous, pour qu'il vaille encore mieux que cela ne commence pas.

Et ceci nous ramène à notre perpétuelle conclusion : l'union du président et de la majorité. C'est là, en effet, qu'est la force, c'est là qu'est le moyen de résister aux efforts du parti socialiste. Nous savons bien que cette union salutaire et nécessaire, tout le monde s'emploie à la prêcher à son voisin plus encore qu'à soi-même, et c'est là ce qui nous fâche. Tout le monde veut l'union, mais on dispute sur les conditions. Chacun ne voudrait sacrifier que le moins possible de ses opinions, de ses préjugés, de ses prérogatives, et chacun voudrait que le prochain fît un sacrifice complet. — Pourquoi, dit le pouvoir exécutif au pouvoir législatif, pourquoi ne vous prêtez-vous pas avec plus de complaisance à ce que demandent les ministres? Pourquoi leur créez-vous des échecs? Vous m'affaiblissez ainsi, et, si je m'affaiblis, cela ne vous fortifie pas, soyez-en bien sûr! — Et, quand nous entendons parler ainsi, nous qui sommes le public, nous disons : — C'est vrai! ce qui affaiblit le pouvoir exécutif ne fortifie pas le pouvoir législatif. — Cependant le pouvoir législatif répond à son tour : — Vous vous plaignez des rebuffades qu'éprouvent les ministres; mais avez-vous songé, en les choisissant, à prendre des personnes qui nous fussent agréables? Vous les avez choisis pour vous et selon vous : c'était votre droit; mais ne nous demandez pas des complaisances là où vous n'en avez pas eu vous-même. Nous votons pour eux quand ils nous semblent avoir raison, et contre eux quand ils nous semblent avoir tort. Nous les faisons vivre selon le droit, comme vous les avez fait naître selon le droit. Et, d'ailleurs, n'aurions-nous pas aussi quelque raison de nous plaindre? L'assemblée est-elle toujours traitée comme il convient dans les publications plus ou moins officielles? N'est-elle pas souvent représentée comme un obstacle? N'essaie-t-on pas de se passer d'elle le plus qu'on peut? On colporte quelques vifs propos tenus sur le pouvoir exécutif; il s'en colporte aussi tenus sur le pouvoir législatif. Croyez-vous que ce qui affaiblit le pouvoir législatif fortifie le pouvoir exécutif? Non! soyez-en bien sûr aussi. — Et, en entendant parler ainsi, nous qui sommes le public, nous disons : — C'est vrai! le pouvoir exécutif ne peut rien gagner à l'affaiblissement du pouvoir législatif. C'est à peine si, en réunissant leurs forces, ils pourront résister à l'ennemi commun. Que sera-ce donc, s'ils se divisent?

Nous ajoutons deux remarques : l'une sur la force réelle des pouvoirs publics, l'autre sur la condition nouvelle que la constitution de 1848 fait aux ministres.

Notre première remarque est qu'aujourd'hui moins que jamais la force de la société réside dans ce qu'on appelait autrefois le pays légal. Ç'a été une des erreurs de la monarchie de juillet, et cette erreur lui a été fatale, de croire que les rapports entre les chambres et le ministère étaient la chose importante et décisive, qu'un ministère qui avait la majorité était tout-puissant dans le pays, et qu'en dehors des chambres, rien ne pouvait être mis en péril. Notre pays malheureusement n'a jamais eu une vie assez régulière et assez légale pour que tout dépendît des chambres et que le jeu de ses destinées fût renfermé dans le cercle des pouvoirs légaux. Le dehors a toujours eu une grande influence sur le dedans. Rien n'est changé depuis deux ans, ou plutôt tout est empiré. La révolution de février a fait violemment sortir le gouvernement du cercle des pouvoirs légaux. Ne croyez pas qu'il y soit encore rentré, sinon en apparence. Ce qui se passe dans l'assemblée entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif, ce n'est pas là ce qui gouverne, c'est-à-dire ce qui maintient l'ordre. Il y a plus de gouvernement dans une revue et dans une patrouille que dans les délibérations de l'assemblée; nous en sommes tristement convaincus : seulement l'assemblée a droit, dans la limite de ses attributions, de gouverner ceux qui gouvernent, c'est-à-dire de faire les lois qu'ils devront exécuter.

Que résulte-t-il de ce que nous venons de dire? Il en résulte d'abord que les délibérations de l'assemblée ont moins d'effet et moins d'importance que les lois qu'elle fait, tandis qu'autrefois, sous la monarchie constitutionnelle, c'était presque le contraire; les délibérations des chambres avaient plus d'importance que les lois même; c'était la discussion qui gouvernait. Cela étant, et les délibérations ayant perdu un peu de leur prestige de gouvernement, l'attitude des ministres dans l'assemblée devient une question moins importante qu'elle ne l'était; le choix aussi des ministres devient moins important. Nous ne concevrions donc pas que cette question de personnes pût jamais devenir un sujet de querelles entre le président et l'assemblée.

Nous arrivons ici à la remarque que nous voulons faire sur la condition nouvelle que la constitution de 1848 a faite au pouvoir ministériel.

Selon nous, le pouvoir ministériel est celui qui a le plus perdu à la révolution de février et à l'établissement de la présidence responsable. Le pouvoir ministériel, sous la monarchie constitutionnelle, était, sans en avoir l'air, une sorte de pouvoir indépendant. Il procédait à la fois du roi et des chambres, du roi par voie de nomination, des chambres par voie d'influence. Il servait d'intermédiaire entre le roi et les chambres, représentant le pouvoir exécutif du roi devant les chambres et répondant de l'exercice de ce pouvoir, représentant le sentiment de la majorité des chambres devant le roi et faisant prévaloir ce sentiment dans les conseils de la couronne. Le pouvoir des ministres tenait à deux principes : d'une part à l'irresponsabilité de la royauté, de l'autre au droit qu'avait le roi de dissoudre la chambre des députés. Ces deux principes ont été supprimés par la constitution, et cette suppression a anéanti le pouvoir ministériel. Le président n'a plus besoin de ses ministres pour répondre devant l'assemblée; il est lui-même responsable. L'assemblée n'a plus besoin d'avoir ses chefs de la majorité dans le gouvernement, afin d'être sûre de n'être point dissoute contre son gré, puisque la constitution l'a faite indissoluble. Nous aurions défié la royauté constitutionnelle de vivre deux jours sans avoir un ministère

puissant et accrédité dans les chambres; nous aurions, d'un autre côté, défié la majorité d'avoir ses chefs en dehors du pouvoir. Tout cela eût été anormal il y a trois ans; mais tout cela est tout-à-fait constitutionnel aujourd'hui. Ainsi, à l'heure qu'il est, les chefs de la majorité sont en dehors du pouvoir. Se sentent-ils plus faibles à cause de cela? S'ils étaient ministres, seraient-ils plus forts? Nous en doutons; nous doutons même qu'ils puissent convenablement être ministres avec et sous un président responsable. Ne demandons donc pas au gouvernement de 1850 de suivre les habitudes du gouvernement de 1847. Ne croyons pas qu'il soit encore nécessaire que les ministres soient inévitablement les chefs de la majorité, et surtout n'allons pas renouveler la querelle des ministres qui sont plus ou moins capables de couvrir la royauté, quand précisément c'est le droit de la présidence de ne pas être couverte. Qu'on soit suffisant ou insuffisant pour couvrir la royauté, comme on disait il y a douze ans, c'était un débat qui pouvait toujours se soulever; mais qu'on ne soit pas suffisant pour découvrir la présidence, nous concevrions mal un débat engagé dans de pareils termes, et pourtant c'est dans ces termes qu'il faudrait l'engager.

On nous demandera peut-être à quoi répondent les réflexions que nous venons de faire sur le pouvoir législatif, sur le pouvoir exécutif, sur le pouvoir ministériel : elles ne répondent, grace à Dieu, à aucun événement; elles répondent aux mille et une conversations qui s'entendent çà et là. Venons maintenant à quelques faits, et d'abord à l'anniversaire du 24 février. Nous n'en pouvons rien dire de plus et de mieux, sinon qu'il nous a satisfaits. Ce qui nous a le plus frappés dans cet anniversaire, ce n'est pas la tiédeur de l'enthousiasme républicain, ce n'est pas l'absence des illuminations, ce qui prouve que nous sommes libres; ce n'est pas les cinq ou six députés de la montagne qui étaient venus à Notre-Dame voir l'absence de la majorité, et qui ont été forcés d'y voir et d'y montrer l'absence de la montagne elle-même : non, il y a un fait plus caractéristique que tous ceux-là, et qui nous a montré d'une façon évidente l'affaissement des partisans de la révolution de février. Voici lequel : la veille de l'anniversaire de cette révolution, M. Thiers a été amené à dire en pleine tribune ce qu'il pensait des journées de février, et il les a qualifiées de *journées funestes*. Le mot était grave la veille d'un 24 février. La montagne a beaucoup crié, et nous pensions qu'elle donnerait le mot à ses partisans du dehors, afin qu'ils fissent de l'enthousiasme pour protester contre la qualification que M. Thiers faisait du 24 février. Il n'en a rien été. Personne ne s'est ému du titre de *funestes* donné aux journées de février, personne n'a songé à les célébrer comme des journées heureuses et glorieuses, et le mot de M. Thiers a si bien rencontré la conscience publique, qu'il n'a étonné personne, pas même en vérité ceux qu'il frappait.

La loi sur l'enseignement secondaire est votée : il ne reste plus que la troisième lecture, qui commencera lundi prochain. Nous ne voulons pas revenir sur les divers incidens de la discussion; nous aimons mieux remarquer combien il a fallu de modération, de fermeté, d'esprit de conciliation dans l'assemblée, pour conduire jusqu'au bout une pareille délibération. Cette loi, comme toutes les lois de transaction, déplaisait un peu à tout le monde, et il est de la nature des lois de ce genre que plus on les discute, plus se révèlent les défauts

inhérens à leur nature. Transaction discutée, transaction avortée, telle est la règle ordinaire. La loi de l'enseignement a échappé à cette règle. Ce résultat, qui est heureux, puisqu'il était nécessaire, et qui ne sera pas compromis, nous le pensons, par la troisième lecture, fait honneur aux chefs de la majorité et à M. le ministre de l'instruction publique, qui a su se faire un rôle à part dans cette discussion, résistant ou cédant à propos aux opinions de la commission. Nous ne voulons pas non plus oublier l'utile concours que M. Barthélemy Saint-Hilaire a apporté par son opposition même. Quant à M. Thiers, une fois qu'il s'est décidé à faire la transaction que tout le monde souhaitait, il s'y est employé avec la vivacité et la hardiesse de son esprit, portant à la tribune les coups les plus habiles et les plus décisifs, et, quand la politique se mêlait à la discussion, comme dans ces derniers jours, enseignant à la république qu'elle ne vit que parce qu'elle n'est pas républicaine, et qu'elle mourra le jour où elle le redeviendra.

Dans l'intervalle d'une délibération à l'autre sur la loi de l'enseignement, l'assemblée s'est occupée de deux questions importantes, celle des associations d'ouvriers et celle des commandemens militaires. Parlons d'abord de cette seconde question.

Il était facile de prévoir que la mesure des commandemens militaires serait violemment attaquée par la montagne. Cette mesure a été prise contre le parti démagogique. Elle a pour but avoué d'intimider et de comprimer l'esprit révolutionnaire, qui se réveille avec une certaine énergie sur quelques points du territoire. Il ne faut pas croire en effet que toute la France soit aussi calme que l'a été Paris durant ces derniers mois. Paris, en ce moment, jouit d'une certaine tranquillité relative, qu'il doit sans doute beaucoup moins à son insouciance ou à la soumission volontaire des ennemis de l'ordre qu'à la vigilance de l'armée et à celle de son illustre chef, le général Changarnier. Paris, du reste, n'a pas oublié le 24 février, ni le 15 mai, ni le 24 juin, ni beaucoup d'autres dates de même espèce, qui sont inscrites en lettres ineffaçables dans son calendrier révolutionnaire, et il serait bien imprudent ou bien magnanime, s'il les oubliait; mais il a ses affaires et ses plaisirs, et, si la politique l'occupe, elle l'occupe sans l'absorber ni le dominer. Il n'en est pas ainsi, malheureusement, de plusieurs contrées de la France, où le socialisme s'est retranché, comme dans son domaine, pour y braver impunément les pouvoirs publics. Là de terribles menaces se font entendre, et les passions de juin semblent prêtes à se rallumer. Le gouvernement ne pouvait fermer les yeux sur de pareils symptômes. Il a compris que son devoir était de se préparer à tout événement. Pour rendre, en cas de besoin, la répression plus prompte et plus sûre, il a concentré les commandemens militaires de plusieurs provinces entre les mains de trois officiers-généraux connus pour leur dévouement inébranlable à la cause de l'ordre. Naturellement, ce système de concentration ne pouvait plaire à la montagne, qui est toujours disposée à croire que la société est trop fortement défendue; naturellement aussi, et par des raisons différentes, il devait convenir au parti modéré. D'ailleurs, la mesure est légale. Le décret du 12 février ne change pas les circonscriptions militaires, il ne raie pas une seule circonscription de la carte. Il a seulement pour objet de conférer à trois

officiers-généraux des pouvoirs supérieurs à ceux des divisions. Or, la réunion de plusieurs divisions dans une seule main n'est pas interdite par la loi, et il y a eu plusieurs exemples de cette mesure sous les gouvernemens précédens. La légalité est donc pour le décret du 12 février aussi bien que l'opportunité.

La montagne aurait bien voulu profiter de cet incident pour faire un coup de théâtre à sa manière. Elle a cru l'occasion favorable pour traduire à la barre de l'assemblée la politique du 10 décembre, et pour dévoiler les desseins de l'Élysée. L'honorable membre qui s'est chargé du rôle d'accusateur a eu néanmoins peu de succès. Il en a été pour ses frais de courage et d'éloquence. Il a eu beau dérouler à la tribune les preuves du grand complot tramé contre la constitution; la majorité, qui entend parler de ce complot tous les matins sans le voir aboutir, et qui, à force d'en entendre parler, est bien excusable à la fin de ne pas y croire, la majorité est restée muette, et a pleinement ratifié par son vote la politique du gouvernement. M. le ministre de la guerre, provoqué par des interruptions violentes, a défendu cette politique avec une fermeté d'attitude et de langage que nous approuvons sans réserve. En résumé, dans les circonstances actuelles, la mesure des commandemens militaires est un service rendu à la société. De la part du gouvernement du 31 octobre, elle a ceci de particulier à nos yeux, qu'elle n'est pas une démonstration vaine, une parade inutile, mais le signe d'une politique nette et résolue, qui procède sans bruit et sans éclat, et qui agit par là d'autant plus sûrement.

Des esprits difficiles ont remarqué qu'aucun orateur de la majorité n'avait pris la parole dans cette discussion. Ils ont regretté que le ministre de la guerre ait été seul à défendre le gouvernement attaqué. A cela, on peut répondre deux choses : c'est que le vote de la majorité ne permet pas d'accuser son silence; c'est qu'ensuite ce silence s'explique par la nature même du débat qui était engagé. La majorité, bien certainement, ne peut désapprouver des actes de vigueur : elle est la première, au contraire, à les réclamer et à en reconnaître l'impérieuse nécessité; mais elle ne peut se dissimuler que la France, ainsi poussée vers des mesures extrêmes par les implacables ennemis de sa liberté et de son repos, s'avance de plus en plus dans une voie qui fait naître de tristes réflexions. Avec l'état de siége rendu permanent sur une partie du territoire, avec des commissaires extraordinaires dans les départemens, avec ces nouveaux commandemens militaires, qui transforment les garnisons de nos provinces en plusieurs armées d'occupation, la France, on est bien forcé d'en convenir, n'est plus que l'ombre d'elle-même. Ce n'est plus ce pays que nous avons connu, si jaloux de son indépendance et de sa dignité, si fier de sa liberté régulière. La caserne et le bivouac deviennent de plus en plus le régime habituel de notre société. Le régime est légal, cela est vrai : il faut le soutenir, puisqu'il est aujourd'hui le plus sûr rempart de l'ordre; mais il est permis de le soutenir silencieusement, avec une attitude de résignation et de tristesse : c'est bien le moins qu'on puisse rendre cet hommage à l'ancienne liberté qu'on a perdue.

Si nous comprenons et si nous approuvons l'attitude que la majorité a prise dans la discussion sur les commandemens militaires, nous comprenons beaucoup moins l'excessive tolérance qu'elle a montrée en faveur de la proposition relative aux associations d'ouvriers. Nous ne voulons pas dire qu'il n'y ait rien

à faire sur ce point. Nous ignorons si, en effet, le principe d'association ne pourrait pas être appliqué d'une manière utile aux classes ouvrières sans ébranler les bases constitutives de l'industrie elle-même; mais il est certain que le problème, dans les termes du moins où on le pose, n'a encore été résolu nulle part, et qu'il l'est moins que partout ailleurs dans le système soumis à l'assemblée. Ce système n'est encore, à vrai dire, qu'une nouvelle rêverie socialiste, aussi dangereuse et aussi subversive dans son application que toutes les chimères du même genre dont la tribune et la presse ont déjà fait justice. Un excellent discours de M. Léon Faucher a rétabli les vrais principes sur cette matière. Nous aurions désiré que ce discours eût produit un résultat plus décisif. Après cette savante analyse et cette réfutation péremptoire, la proposition était jugée; pourquoi n'a-t-elle pas été immédiatement écartée? Pourquoi une seconde délibération, qui n'apprendra rien de plus que la première, et qui fera perdre à l'assemblée un temps précieux?

Puisque l'assemblée a décidé que la question des associations ouvrières serait discutée de nouveau, on trouvera bon que nous disions ici quelques mots du système qui a été proposé.

Que demandent les auteurs de ce système? Ils demandent que les associations d'ouvriers puissent être appelées à exécuter comme concessionnaires les travaux de l'état, ceux des départemens, des communes et des établissemens publics; ils demandent que ces associations soient dispensées de fournir des cautionnemens; de plus, pour les mettre à l'abri de toute concurrence sérieuse, ils demandent que l'état impose aux entrepreneurs la fixation d'un minimum de salaire. Telle est la proposition dans ses termes les plus généraux. On voit que nous revenons au Luxembourg et aux ateliers nationaux. Le socialisme parlementaire d'aujourd'hui n'a pas l'esprit de M. Proudhon ni le genre d'éloquence de M. Louis Blanc; mais il n'est pas moins révolutionnaire. Au fond, c'est toujours la même guerre contre le capital, contre le salaire, contre la concurrence, contre tous les principes qui font la base de l'industrie moderne. On veut supprimer le capital, non pas le capital de l'état, car on compte bien le retenir pour subventionner toutes ces associations, qui, réduites à elles-mêmes, seraient presque toujours sans ressources, mais on veut supprimer le capital des entrepreneurs. On veut pouvoir se passer d'eux; on veut élever l'ouvrier de la condition de salarié à celle d'associé volontaire; on veut supprimer par là ce qu'on appelle les intermédiaires, c'est-à-dire les patrons, les chefs d'industrie, les véritables directeurs du travail, ceux qui ont l'intelligence, la capacité, l'esprit de conduite, ceux enfin sans lesquels l'industrie s'arrêterait et retomberait aussitôt dans la barbarie. On veut supprimer la hiérarchie du salaire, cette hiérarchie légitime qu'on a si indignement calomniée en l'appelant de ce mot ingrat et perfide — l'exploitation de l'homme par l'homme, et qui n'est autre chose que la hiérarchie du bon sens et de la justice. On veut, en un mot, sous le prétexte d'une réforme dans le système des travaux publics, faire une révolution dans le système industriel et dans tout le mécanisme de la société, car il est bien évident que si les associations ouvrières commanditées et patronées par l'état venaient à accaparer une grande partie des travaux publics, qu'elles exécuteraient d'ailleurs fort mal, et à évincer les

entrepreneurs en rendant toute concurrence impossible; il est bien évident, disons-nous, que le système ne s'arrêterait point là, que les associations ouvrières s'étendraient à l'industrie privée comme à l'industrie payée sur les caisses publiques, qu'elles s'étendraient par conséquent aux travaux de l'agriculture, à ceux des manufactures et des usines, tout aussi bien qu'à ceux des canaux et des chemins de fer, — qu'il en résulterait dès-lors une modification profonde dans les conditions respectives du capital et du travail, et par suite un bouleversement général dans les habitudes et dans les lois constitutives de la société.

Si encore l'expérience n'avait rien dit là-dessus, si l'on pouvait croire qu'un pareil système, au prix d'immenses sacrifices et en ne tenant aucun compte de ces situations intermédiaires que l'équité commande et protége, pût faire le bonheur de ceux dans l'intérêt desquels on réclame son application! mais non, l'expérience a déjà parlé. Les faits sont là qui prouvent, avec la dernière évidence, que le système est détestable, et qu'il ne convient pas plus aux intérêts des ouvriers qu'à ceux de l'état.

Un crédit de 3 millions a été voté en juillet 1848 par l'assemblée constituante, pour être réparti, sous forme de prêt, entre les associations d'ouvriers qui se présenteraient pour exécuter certains travaux. Quel a été l'emploi de ce crédit et quels ont été les résultats de la mesure? Une commission de l'assemblée nationale a fait dernièrement une sorte d'enquête à cet égard. Elle nous apprend d'abord que le crédit de 3 millions n'est pas encore épuisé, parce qu'il ne s'est pas trouvé un assez grand nombre d'associations présentant des garanties suffisantes pour être admises à partager la subvention du trésor. Ce ne sont pas les ouvriers qui songent à s'associer et à se soustraire à la tyrannie du capital et des entrepreneurs, ce sont les prétendus amis politiques des ouvriers qui veulent les associer malgré eux. Aussi une cinquantaine d'associations seulement, dont trente à Paris et vingt dans les départemens, ont pris part au crédit, et comment se sont formées ces associations? Est-ce la fraternité qui les a fait naître? Est-ce un sentiment d'indépendance? Est-ce le besoin d'expérimenter en commun une nouvelle théorie sociale? Mon Dieu! non. La plupart sont nées du contre-coup des événemens politiques. C'est la crise industrielle qui les a formées, c'est la nécessité de gagner du pain. Des ouvriers sans travail sont venus chercher un refuge dans ces ateliers temporaires, parce qu'ils ne pouvaient en trouver ailleurs. Un grand nombre y ont trouvé la misère. Sur les trente associations de Paris, il y en a onze qui paraissent avoir fait des bénéfices, il y en a seize qui sont en perte; les trois autres ont déjà fait faillite. La moyenne des salaires a été inférieure à celle des ateliers libres. Là où d'anciens patrons se sont associés avec les ouvriers, l'association a quelquefois réussi; mais là où les ouvriers se sont associés entre eux, la discorde, l'indiscipline, les démissions fréquentes, l'absence de toute direction, ont rendu le succès impossible. Et qu'on ne croie pas que ces associations périssent aujourd'hui parce qu'elles ont été abandonnées à elles-mêmes. L'état, loin de les abandonner, n'a pas cessé d'étendre sur elles une main tutélaire. Après les avoir secourus de son argent, il leur a prêté ses ingénieurs, ses bureaux, sa comptabilité; il est intervenu dans leur gestion pour les éclairer, pour apaiser

leurs différends, en un mot pour les diriger. Après s'être fait leur tuteur, il s'est fait leur patron, il a même été jusqu'à leur assurer certains priviléges dans ses règlemens, et en cela il a été trop loin, car son devoir est de tenir l'équilibre entre tous les intérêts, et il ne faut pas que des encouragemens accordés à des travailleurs subventionnés dégénèrent en un moyen de concurrence contre les travailleurs libres; mais peu importe dans la circonstance. Les vices inhérens aux associations ouvrières étaient tellement profonds, et leur faiblesse était tellement incurable, que cette protection spéciale de l'état n'a pu exercer sur elles qu'une influence restreinte. Elle n'a fait que diminuer le chiffre des ruines.

Chose remarquable cependant : si ces associations ont été si faibles, ce n'est pas qu'elles aient mis en pratique les doctrines industrielles de ceux qui se proclament leurs fondateurs et leurs soutiens. Si elles avaient suivi ces doctrines, nul doute que leur ruine eût été plus prompte; mais elles se sont bien gardées de les appliquer, et c'est là un argument décisif qu'il ne faut jamais se lasser de reproduire toutes les fois qu'on en trouve l'occasion. Qui n'aurait cru, en effet, que ces malheureux ouvriers, à peine sortis de la fournaise du Luxembourg, parvenus enfin à former des associations, maîtres d'eux-mêmes et parfaitement libres d'insérer dans leurs statuts toutes les clauses qu'il leur plairait d'imaginer, ne se fussent empressés de réaliser les chimères dont on avait rempli leur cerveau? Qui les empêchait alors de déclarer que tous les salaires seraient égaux, que tous les pouvoirs seraient également partagés entre les associés, que tout serait de niveau et en commun? Eh bien! c'est justement le contraire qu'ils ont fait. On leur avait dit : Partagez également les salaires; ils ont voulu que les salaires fussent différens, et généralement là où l'égalité des salaires a été proposée, il y a eu des protestations unanimes. On leur avait dit : Partagez également les attributions; ils ont nommé des gérans, des conseils d'administration, des conseils de surveillance; ils ont cherché à organiser, tant bien que mal, une hiérarchie. Ce n'est pas tout. On leur avait dit : Plus de travaux à l'entreprise, plus d'exploitation de l'homme par l'homme, et il est arrivé dans certaines associations que les ouvriers se sont faits entrepreneurs, et que des frères ont exploité leurs frères avec la subvention du trésor. Ces associations, et ce sont à peu près les seules qui aient prospéré, ont appelé auprès d'elles des ouvriers auxiliaires qu'elles ont payés à la journée. Or ce système, en termes d'industrie, s'appelle tout simplement le marchandage, et tout le monde sait que le marchandage est une excellente chose : c'est un progrès réel, un échelon par lequel l'ouvrier intelligent et actif s'élève à la condition d'entrepreneur; mais ce n'est pas un progrès de faire le marchandage avec les fonds de l'état.

Les élections auront lieu le 10 mars. Les partis sont en présence et dressent leurs listes préparatoires. Comme toujours, ce sont les adversaires du parti de l'ordre qui ont pris les devans, et qui lui offrent l'utile secours de leur exemple. Les adversaires du parti de l'ordre seront partout fidèles à leur vieille tactique, qui est de ne pas se diviser au scrutin. Il y a peu de jours encore, on s'injuriait d'un camp à l'autre, on se lançait des anathèmes et des imprécations, on se ridiculisait à qui mieux mieux. Et nous, qui assistions à cette lutte fratri-

cide, nous nous disions : Laissons ces excellens frères se déchirer entre eux, puisqu'ils le veulent; pendant qu'ils se mangeront les uns les autres, ils ne songeront pas à nous dévorer. Mais aujourd'hui la paix est faite; l'harmonie est rétablie entre toutes les sectes. Les démocrates et les socialistes, les purs et les exaltés, les démagogues de toutes couleurs n'auront qu'une seule liste, et, sur cette liste, ce sont naturellement les couleurs les plus tranchées qui domineront. La république pure ira grossir les rangs du socialisme le plus rouge et le plus effréné. Après cela, bien extravagans ou bien coupables seraient ceux qui, dans le parti modéré, s'imagineraient qu'il leur est permis de discuter et de remanier les listes définitives arrêtées par les comités de Paris et des départemens. Électeurs du parti de l'ordre, vous n'avez qu'une seule conduite à tenir. Faites des listes préparatoires : c'est le seul moyen de ne pas éparpiller vos votes. Faites des scrutins préparatoires : c'est le seul moyen de corriger, pour le moment, le suffrage universel, en le transformant en une sorte d'élection à deux degrés; mais, une fois vos listes arrêtées, n'y changez rien. Votez les yeux fermés la liste de vos comités électoraux. Que personne ne s'imagine qu'il a à lui seul plus d'esprit que tout le monde, et qu'il lui est permis de faire usage de son esprit. Autrefois, et dans certaines circonstances, ce pouvait être une preuve de bon sens, et assurément de conscience, de ne pas se mêler au gros de la foule des partis politiques, de garder son indépendance et son libre arbitre, d'observer la neutralité, et cette neutralité intelligente avait quelquefois son bon côté; mais aujourd'hui la politique de tout le monde est d'obéir aveuglément à la consigne. Le suffrage universel avec le scrutin de liste n'admet plus que des automates. Soyons donc des automates, puisqu'il le faut, et puisque d'ailleurs il n'y a pas si grande humiliation à être un automate en politique, quand tout le monde l'est.

Les affaires de la Grèce continuent d'attirer l'attention de l'Europe. Il y a là une grande énigme ou une misérable incartade. Tout le monde maintenant sait quel était le but de lord Palmerston et de ses agens. Il voulait exciter une révolution en Grèce, et nous lisons partout que les agens anglais disent aux Grecs : Voulez-vous vous délivrer d'un blocus qui vous ruine? Renvoyez votre roi! Singulier jeu que celui que joue lord Palmerston! Dans les îles Ioniennes, l'Angleterre réprime avec la dureté la plus énergique les moindres tentatives d'insurrection, et elle se plaint que l'esprit révolutionnaire ait essayé d'agiter le repos des îles de l'Adriatique. En même temps et à quelques pas de là, l'Angleterre essaie elle-même de faire une révolution. Loin d'y réussir, elle ne fait que resserrer les liens qui unissent la Grèce à son roi. Les agens anglais s'étonnent de ce résultat; mais ils n'en persistent pas moins dans leurs mesures de violence. Quant à nous, nous ne sommes pas surpris que les agens anglais aient si mal prévu l'effet du guet-apens qu'ils ont dressé à la Grèce. Les agens anglais ne daignent pas, en général, savoir les sentimens du pays où ils résident; ils se contentent de savoir quel est, dans ce pays, l'intérêt de l'Angleterre; de tout le reste, ils se soucient peu. Auraient-ils vu que l'intérêt de l'Angleterre est que la Grèce ne prospère pas, et qu'elle n'ait ni commerce ni marine? On le croirait, en vérité, à voir l'attention persévérante que met l'Angleterre à entraver les progrès du royaume hellénique.

Si c'est à la Grèce qu'en veut la puissante Angleterre, si c'est la brebis du pauvre que le riche veut immoler, c'est bien misérable, Si c'est à quelque autre puissance que lord Palmerston veut s'attaquer, si c'est avec la Russie qu'il veut engager la grande querelle qui sera la fin de l'Europe, à quoi bon ces détours? Quant à nous, nous ne voulons faire qu'une seule réflexion sur l'agitation de la politique de lord Palmerston. Il peut croire qu'il est bon que le continent, sans cesse occupé et troublé, n'ait pas le temps de se livrer aux travaux de l'industrie et de l'agriculture; il peut croire qu'il est bon que la Suisse soit engagée à résister aux légitimes exigences de l'Allemagne, afin qu'il y ait une guerre ou une crainte perpétuelle de guerre sur le continent et que tout soit toujours tenu en suspens. Mais, quelles que soient les prévisions ou les intentions de lord Palmerston, il est important que la France, dans les questions que suscitera l'Angleterre en Orient à propos de la Grèce, ou en Occident à propos de la Suisse, n'ait jamais qu'une politique purement française. La France a partout intérêt à la paix; c'est son intérêt au dehors, c'est son intérêt au dedans. Au dehors, elle a intérêt au *statu quo* de l'Orient, car il n'y a pas de part pour elle dans le remaniement de l'Orient. En Allemagne, elle a intérêt au *statu quo*, car elle ne peut voir qu'avec peine s'affaiblir de plus en plus les petits états de l'Allemagne qu'elle a toujours protégés, et il est bien évident aujourd'hui que les révolutions et les guerres en Allemagne auront pour premier effet la destructition des petits états. Quant aux grands états de l'Allemagne, la Prusse et l'Autriche, une guerre entre ces deux états les livrerait tous deux, affaiblis et épuisés, au protectorat de la Russie. La France a également intérêt au *statu quo* en Suisse, c'est-à-dire au maintien de l'indépendance helvétique, à condition que la Suisse ne fera pas de son territoire le champ d'asile des révolutionnaires européens; car, si l'indépendance de la Suisse était menacée et surtout menacée par une guerre engagée entre la révolution et la contre-révolution, la situation de la France serait bien difficile : le choix du drapeau lui serait impossible, et la neutralité pourtant lui serait impraticable. Voilà au dehors l'intérêt que la France a à la paix. Au dedans, l'intérêt est aussi grand. Il est des personnes qui croient que la guerre serait une utile diversion à l'esprit révolutionnaire qui nous dévore; nous croyons, au contraire, que le premier effet de la guerre serait d'aviver encore la fièvre révolutionnaire, sans augmenter la force nationale. Nous reviendrons, s'il y a lieu, sur ce grave sujet. Nous ne voulons aujourd'hui qu'arriver à cette conclusion : c'est que, la guerre étant pour nous la plus périlleuse des chances, il ne faut nous y exposer que dans l'intérêt d'une politique toute française. Il ne faut faire la guerre que si nous ne pouvons pas faire autrement. La guerre inévitable est la seule qui ne soit pas un péril social.

En résumant, il y a quinze jours, les premiers débats du parlement anglais, nous disions que le sort du ministère whig nous paraissait dépendre plus que jamais de l'attitude que prendraient vis-à-vis de lui les amis de sir Robert Peel. Nous étions loin de prévoir que nos paroles recevraient si tôt la plus complète justification. Nous avons laissé en présence le ministère, entièrement rassuré par une majorité de plus de cent voix dans la chambre des communes, et la minorité protectioniste déconcertée par la désertion de quelques-uns de ses membres

et l'abstention de quelques autres. Les journaux libre-échangistes célébraient sur tous les tons la victoire qu'avait remportée la cause du *free trade*, et rappelaient sans cesse à leurs adversaires le défi porté par M. Cobden à M. Disraëli d'engager dans la chambre des communes un débat décisif sur la question théorique des avantages et des inconvéniens du libre-échange. Ce défi avait été accepté par M. Disraëli et M. H. Drummond; il fallait que les chefs des tories tinssent cet engagement, afin que le protectionisme demeurât enseveli dans une dernière et honteuse défaite.

M. Disraëli pensait à transporter la lutte sur un tout autre terrain. Il faisait bonne contenance, il annonçait comme prochaine une motion sur les résultats du libre-échange; mais il était trop clairvoyant pour ne pas comprendre que renouveler une pareille lutte, ce serait renouveler les échecs de son parti. Chaque fois que la question se trouverait posée entre la protection et le libre-échange, whigs, peelites et radicaux voteraient ensemble, et ainsi se recomposerait toujours la formidable majorité qui a fait passer l'adresse. M. Disraëli ne pouvait espérer de détacher les radicaux du ministère; le débat sur la conduite du gouverneur de Ceylan lui avait montré avec quel soin les radicaux évitaient de voter avec les tories; on pouvait attendre d'eux tout au plus un vote isolé, mais jamais un concours, l'affinité naturelle des opinions devant les faire pencher toujours du côté du ministère.

M. Disraëli était donc ramené à ne comprendre dans ses calculs que les amis de sir Robert Peel, fraction détachée, il y a quatre ans, du grand parti tory, et qu'il fallait essayer de faire rentrer dans ses rangs. Les débats de la dernière session avaient prouvé que l'ascendant de sir Robert Peel sur ses amis n'était plus le même. Si la retraite pouvait convenir à sir Robert Peel, satisfait d'exercer une sorte de protectorat sur le cabinet whig, il n'en était pas ainsi de quelques-uns de ses anciens collègues, qui, dans la force de l'âge et du talent, devaient difficilement se résigner à un perpétuel effacement. Aussi vit-on l'année dernière le comte de Lincoln, M. Gladstone et quelques autres des anciens collègues de sir Robert Peel se mettre en hostilité ouverte contre le cabinet, et, tout en se distinguant des tories, voter pour lui quand son existence était mise en péril, puis le lendemain l'attaquer sur la politique extérieure ou sur l'administration coloniale, au risque de le mettre en minorité. Leurs efforts n'avaient pas été secondés en 1849 par les tories, qui ne se souciaient pas d'aider des amis de sir Robert Peel à forcer l'entrée du ministère. Le comte de Lincoln s'est décidé cette année à abandonner la partie et à voyager; les autres demeuraient dans la chambre des communes, flottant entre le ministérialisme et l'opposition. Il fallait leur offrir une occasion de se prononcer contre le ministère, sans renier l'appui qu'ils ont donné à la politique libre-échangiste; il fallait donc mettre à l'écart la question du libre-échange et de la protection. Rien ne convenait mieux à M. Disraëli, qui ne croit guère à la possibilité du rétablissement des lois sur les céréales, et qui ne soutient cette thèse que par une nécessité de parti. Il a donc présenté une motion pour une meilleure organisation des *poor-rates* ou contributions pour les pauvres.

L'annonce de cette motion a excité d'universelles risées dans la presse libre-échangiste; le *Chronicle* et le *Daily-News* n'ont pas tari sur ce sujet. M. Disraëli

modifiant l'assiette des contributions pour les pauvres, M. Disraëli parlant finances et impôts, M. Disraëli économiste! c'était à n'en pas revenir. Le parti protectioniste, si dénué de sens et d'idées, avait un chef plus ridicule que lui-même et qu'il fallait mettre aux Petites-Maisons. La proposition de M. Disraëli peut avoir de graves inconvéniens, surtout aux yeux des Anglais qui limitent autant que possible la sphère d'action du pouvoir central; mais elle apporterait un soulagement incontestable à l'agriculture. Elle consiste à mettre à la charge du trésor public les contributions pour les pauvres, auxquelles il est pourvu aujourd'hui par des taxes locales sur la propriété immobilière. Elle dégrève donc l'agriculture sans toucher en rien à la question du libre-échange et de la protection.

La proposition était habilement conçue; elle a été développée avec plus d'habileté encore, et sir Robert Peel lui-même n'a pu s'empêcher de rendre hommage au talent déployé par M. Disraëli. Voici comment celui-ci a posé la question : « Avant d'inaugurer la politique du libre-échange, vous avez employé les excédans de recettes du trésor a soulager les classes manufacturières, vous avez fait disparaître les droits sur les matières premières, vous les avez diminués sur beaucoup d'objets de consommation, vous les avez abolis sur les céréales. Vous vous retrouvez aujourd'hui en présence d'un excédant de 50 millions; faites pour l'agriculture ce que vous avez fait pour l'industrie. De votre aveu, le commerce et l'industrie prospèrent; de votre aveu, l'agriculture seule ne partage pas la prospérité générale, et votre politique en est en partie la cause. Venez en aide à l'agriculture en la déchargeant des contributions pour les pauvres; vous prouverez ainsi qu'en effet vous n'êtes pas ses adversaires systématiques, et que vous n'êtes pas inféodés aux intérêts industriels.

Il n'y avait rien à répondre à cette argumentation, aussi n'y a-t-on pas répondu. Quelques orateurs se sont évertués à prouver que la mesure proposée par M. Disraëli ne produirait aux agriculteurs que la minime économie de quatre ou de six pence par livre sterling d'impositions. Si petite qu'elle fût, l'économie n'en était pas moins réelle. D'autres ont prétendu qu'il serait plus avantageux à l'agriculture de demander le rappel de la taxe sur les briques, qui produit 10 millions au trésor, et qui rend les constructions agricoles plus coûteuses, ou d'obtenir la modification de tel ou tel impôt. C'était là autant d'aveux indirects, qui constataient la légitimité des réclamations de l'agriculture. Personne, du reste, n'a contesté la réalité et l'étendue des souffrances des classes agricoles. La discussion n'a pas tardé à s'animer; sir James Graham et sir Robert Peel sont venus, l'un après l'autre, au secours du ministère, qui n'a réuni néanmoins que 273 voix contre 252, et dont la majorité par conséquent est descendue de plus de 100 voix à 21 seulement.

Ce résultat est dû presque uniquement à la position prise par M. Gladstone, l'un des anciens collègues de sir Robert Peel. Lorsque, dans la session dernière, M. Gladstone attaqua le ministère à propos des affaires du Canada, sir Robert Peel prit la défense du comte Grey, et tança assez vertement ses anciens lieutenans. On peut dire que, cette année, M. Gladstone a pris sa revanche. Il s'est chargé de répondre à sir James Graham, et il l'a fait avec une extrême vivacité. Il a déclaré que, pour sa part, il ne voyait pas que la ques-

tion de la protection eût rien à faire dans le débat, qu'il ne voulait supposer à M. Disraëli aucune arrière-pensée, et qu'au besoin il n'hésiterait pas à séparer la motion de son auteur. L'agriculture souffre profondément par suite des dernières mesures législatives, elle a raison de demander que les premières ressources du trésor soient appliquées au soulagement de sa détresse; la motion de M. Disraëli est donc fondée en droit et en justice, et on doit la voter pour imposer au gouvernement l'obligation de s'occuper des classes agricoles.

Ce discours a produit un effet décisif. Ni sir Robert Peel, ni M. Bright, ni lord John Russell n'ont réussi à détruire l'impression qu'il avait laissée. Non-seulement tous ceux des tories qui, avec lord Drumlanrig, avaient voté pour le ministère dans la discussion de l'adresse, sont revenus au bercail; mais les plus actifs et les plus intelligens des amis de sir Robert Peel, lord Mahon, M. Charteris, M. Monsell, sir Frédéric Thesiger, ont suivi M. Gladstone dans sa défection. M. Sydney Herbert était malade, mais on assure qu'il aurait tenu la même conduite que M. Gladstone, et cependant il est du nombre de ceux des amis de sir Robert Peel auxquels des portefeuilles avaient été offerts par lord John Russell. Enfin les listes du vote constatent que seize députés libéraux ont cette fois fait cause commune avec les tories. Les députés anglais et irlandais se sont trouvés partagés par moitié, et les vingt et une voix qui composent la majorité ministérielle sont exclusivement celles des députés écossais, qui sont désintéressés dans la question. Aussi la presse tory répète sans cesse que, battus numériquement, les protectionistes ont eu moralement la victoire, et elle annonce la prochaine dissolution du ministère.

Il est certain que ce premier avantage a enflé le courage des tories; lord Stanley a pris, dans la chambre des lords, une attitude plus hostile, et il vient de faire échouer un bill présenté par le gouvernement pour réformer l'administration et la répartition des revenus ecclésiastiques. Nous avons peine néanmoins à croire que la chute du ministère whig soit prochaine; il est seulement possible que, pour s'assurer l'appui et le concours assidu de ceux des amis de sir Robert Peel qui n'ont pas encore passé aux tories, il ouvre ses rangs à sir James Graham, qui, après quinze ans d'absence, rentrerait ainsi dans le parti whig. Tout dépend du reste du débat qui va prochainement s'engager sur l'affaire de Grèce. Le *Times* a pris une attitude décidément hostile à lord Palmerston, et celui-ci, par un contraste bizarre, attaqué par les journaux ministériels, a pour défenseurs l'organe des radicaux, le *Daily-News*, et l'organe des ultra-tories, le *Morning-Post*. Ce qui rend l'issue du débat douteuse, c'est que les deux ministres du nom de Grey, adversaires habituels de lord Palmerston, sont cette fois d'accord avec lui. La question des réclamations adressées à la Grèce a été soulevée en effet et engagée par le gouverneur actuel des îles Ioniennes, sir Henry Ward, parent et ami du comte Grey et de sir George Grey. Ceux-ci ne peuvent donc exiger le sacrifice de lord Palmerston sans abandonner en même temps leur parent. L'avenir nous dira s'ils sont capables d'immoler les affections de famille aux rivalités et aux exigences de la politique.

En Espagne, la confirmation officielle de la grossesse d'Isabelle II est venue faire diversion à tous les incidens ordinaires de la politique. Cet événement, en effet, coupe court à la dernière chance de guerre civile. M. le duc de Mon-

pensier a parfaitement réussi au-delà des Pyrénées; mais on se rappelle à quelles odieuses insinuations avait donné lieu la stérilité supposée du mariage de la reine, et, pour qui connaît la farouche susceptibilité du peuple espagnol en matière d'influence étrangère, il n'est pas douteux que, si le cas prévu par la jalousie britannique s'était réalisé, la succession d'Isabelle II aurait donné lieu à des difficultés sérieuses. Lord Palmerston voyait plus loin qu'on ne le croit, lorsque, il y a deux ans, il arrachait au comte de Montemolin une protestation formelle de libéralisme. Dégagé du principe absolutiste, le jeune prétendant eût pu, à un moment donné, faire une pointe dangereuse sur le terrain du sentiment national. Cette chance suprême lui échappe, et, à l'heure qu'il est, il a probablement dû renoncer aux nouveaux projets d'insurrection qu'on lui attribuait depuis quelques mois.

De ces bruits, il reste cependant un fait sérieux et qui impose au gouvernement espagnol une vigilance exceptionnelle.

D'après la rumeur publique, ce n'était plus seulement sur la ligne des Pyrénées que le comte de Montemolin aurait recommencé cette fois ses tentatives : il n'aurait songé à rien moins qu'à s'emparer de l'île de Cuba. Au premier abord, un pareil plan n'est que risible. Comment supposer en effet que le prétendant fût en mesure d'armer une flottille, lui qui ne put même pas, il y a un an, pourvoir à l'entretien de la petite bande recrutée en Catalogne par Cabrera? Mais, en y regardant de près, on ne peut s'empêcher d'entrevoir là la main de l'Angleterre. La conquête, ou tout au moins l'émancipation de l'île de Cuba, a été de tout temps la grande préoccupation de cette puissance. C'est en vain qu'elle a essayé, à diverses reprises, tantôt de faire hypothéquer les créances britanniques sur cette riche colonie, tantôt d'en obtenir la cession directe. L'Espagne a constamment repoussé toute proposition de ce genre. Désespérant d'en venir à ses fins par les voies diplomatiques, l'Angleterre a changé de tactique. Sous la régence d'Espartero, qui était, comme on sait, à la merci du cabinet de Londres, un certain M. Turnbull, consul britannique à la Havane, se mit à prêcher ouvertement l'insurrection aux nègres. Averties à temps de ce fait, les cortès en témoignèrent la plus vive irritation, et le gouvernement britannique se résigna à révoquer M. Turnbull de ses fonctions consulaires, mais en le laissant toujours à Cuba avec le titre aussi nouveau que significatif de *protecteur des nègres*. Devant cette nouvelle provocation, l'indignation des cortès atteignit un tel degré de vivacité, que l'Angleterre, pour sauver son protégé Espartero, céda encore : elle consentit au rappel définitif de M. Turnbull, après avoir toutefois arraché à la faiblesse du gouvernement espagnol un règlement dont la mise en vigueur aurait enlevé aux planteurs toute garantie vis-à-vis des esclaves.

Aujourd'hui que les rapports officiels sont interrompus entre les cabinets de Londres et de Madrid, aujourd'hui que le chef du *Foreign-Office* est lord Palmerston, c'est-à-dire le représentant le plus fougueux de la politique envahissante de l'Angleterre, serait-il déraisonnable d'admettre que les projets du comte de Montemolin sur Cuba se rattachent à une intrigue britannique? Qu'on ne l'oublie pas : lord Palmerston s'est fait ouvertement le protecteur du prétendant, et lord Palmerston a un affront personnel à venger. L'Angleterre se-

rait d'autant plus indulgente pour un coup de main de ce genre, qu'en enlevant Cuba à l'Espagne, elle croirait ne l'enlever qu'aux États-Unis, qui convoitent, eux aussi, très ardemment cette reine des Antilles. Il n'y a pas long-temps qu'une bande d'aventuriers américains tenta de s'en emparer. Le projet échoua complétement; mais, pour qui connaît l'inexorable obstination de la race anglo-américaine, ce n'est là évidemment qu'une partie remise. La réprobation formelle dont ce guet-apens a été l'objet dans le dernier message du président n'est pas de nature à rassurer entièrement l'Espagne. Outre cette irresponsabilité qui caractérise toutes les démocraties, la démocratie américaine a pour elle certaine largeur de conscience qui s'accommode de tous les envahissemens. Le gouvernement central peut empêcher qu'une expédition contre Cuba s'organise dans les ports de l'Union; mais là s'arrêtent de fait et sa responsabilité et son droit. Cette île une fois prise, il ne dépendrait probablement pas de lui d'en empêcher l'annexion, qui ne serait tout au plus qu'une affaire de temps.

Contre ce double danger, l'Espagne a, du reste, une garantie puissante, l'intérêt même des colons. Éclairée par la perte d'une moitié du continent américain sur les vices de son ancien système colonial, l'Espagne a fait à l'île de Cuba une situation telle que cette île a tout intérêt à rester fidèle à la mère-patrie. Depuis 1829, son mouvement commercial avec l'extérieur s'est accru d'un peu plus de 60 pour 100. A l'intérieur, même progression. Le territoire cultivé de la colonie s'est développé de près d'une moitié en sus. L'industrie minière y prospère, et les chemins de fer y présentent déjà un développement de 300 milles anglais. La population blanche s'y multiplie enfin avec une rapidité telle que, sous le rapport de l'immigration, les États-Unis n'ont qu'un avantage de 7 pour 100 sur l'île de Cuba.

Quelques arrestations politiques sans importance, mais qui prouvent cependant que le noyau de la petite conspiration carlo-exaltée n'est pas encore dissous, ont été faites le 22 à Madrid. Depuis quelques semaines, la capitale était inondée de proclamations séditieuses, carlistes ou progressistes, mais généralement dirigées contre le duc de Valence, au nom duquel étaient accolées les plus injurieuses épithètes. On a découvert la source de ces manœuvres révolutionnaires. Deux personnes qui se chargeaient de la distribution de ces papiers ont été mises en prison. L'auteur principal, le colonel Ametller, amnistié, et l'un des membres les plus turbulens du parti progressiste, a pu se soustraire aux recherches de la police.

L'Europe orientale tend de plus en plus ouvertement à rentrer dans sa situation normale. La Russie, dont l'influence a pu paraître un moment fort menaçante, semble s'étudier à rassurer l'opinion. Le cabinet de Saint-Pétersbourg a montré qu'il était fort; peut-être veut-il prouver qu'il est modéré. Il tient plus, dirait-on, à gagner la confiance de l'Occident qu'à lui inspirer des craintes. Les armées russes, en quittant la Hongrie dès le lendemain de leurs succès, ont donné à entendre que le czar ne songe point à faire de conquêtes à l'ouest. En évacuant aujourd'hui partiellement les principautés du Danube, pour se renfermer dans les stipulations de la convention de Balta-Liman, les Russes annoncent à l'Europe que, pour le moment du moins, ils n'ont point l'intention de créer de nouvelles difficultés à la Turquie. Et de fait, si la Russie

porte au maintien de l'ordre autant d'intérêt que son langage voudrait le faire croire, elle ne pouvait suivre une autre marche. Des prétentions conquérantes, une guerre dans l'Europe orientale, auraient plongé ces contrées dans un chaos complet, qui fût devenu peut-être un foyer inextinguible de révolution. Or, il en est en ce point pour le cabinet russe comme pour tous les autres cabinets de l'Europe, l'intérêt de la conservation et de l'ordre est plus pressant que celui de la conquête. Le czar a beau se sentir appuyé sur une grande force religieuse et morale; il comprend de même qu'en favorisant le progrès de l'esprit révolutionnaire chez les autres, il pourrait bien à la fin travailler contre lui-même. L'Europe tout entière doit souhaiter que le czar persévère dans cette pensée.

Si la Russie prend sincèrement cet honorable parti de ne point susciter de nouveaux périls à l'Autriche et à la Turquie, ces deux états sortiront avec honneur de la crise où ils sont engagés avec toute l'Europe. La Turquie a beaucoup à faire pour consolider l'autorité morale qu'elle a ressaisie depuis quelques années au dedans et au dehors, elle a beaucoup à réformer dans l'ordre social comme dans l'ordre politique; mais, depuis que Reschid-Pacha est revenu au pouvoir, on ne peut contester qu'il ait signalé son administration par des actes utiles. Les principes qu'il avait autrefois posés à Gulhané reçoivent chaque jour leur application ou leur développement. La tolérance religieuse est pratiquée, et les chrétiens avouent qu'à cet égard ils n'ont plus de griefs légitimes contre les Turcs. Chaque jour, l'administration s'ouvre aux Grecs, aux Bulgares, aux Valaques ou aux Arméniens. Aussi, en dépit des surexcitations que ces peuples ont ressenties sous le coup des événemens de Hongrie, ils sont plus que jamais portés à se rapprocher du sultan. Les fonctions publiques, qui étaient naguère pour les Turcs un instrument de violence, ont été ramenées à leur vrai caractère. Autrefois les pachas étaient de petits souverains, maîtres absolus dans leurs pachaliks; ils sont aujourd'hui forcés de respecter eux-mêmes les lois qu'ils appliquent; leur responsabilité est réelle : l'un d'eux, qui avait osé abuser de la bastonnade contre son intendant, vient d'être jugé à Constantinople et condamné à balayer les rues dans la ville natale de sa victime, châtiment qui n'est dépourvu ni de bon sens ni de caractère moral. D'autre part, l'état social des diverses populations de l'empire est aussi l'objet des préoccupations actuelles du grand-vizir. Pendant qu'il se rencontre chez nous des gens pour vouloir ramener la propriété à sa forme originaire, à sa primitive incertitude, le gouvernement turc travaille, au contraire, à l'arracher à ces conditions indécises et flottantes par où elle commence dans l'histoire. Il est en train de promulguer de sages lois pour régulariser et étendre le droit de succession parmi les collatéraux. La Turquie mérite ainsi de plus en plus l'intérêt que l'Europe attache à son intégrité et à son avenir.

En Autriche, la situation est analogue et non moins pressante. La révolution de Vienne et celle de Hongrie ayant tout bouleversé, tout est à reconstruire. Rendons justice au cabinet actuel; il déploie une grande activité dans l'œuvre qui lui est imposée de réorganiser de fond en comble le vieil empire d'Autriche. Pendant qu'on l'accuse au dehors de rêver le rétablissement du pouvoir absolu, il réforme, dans une pensée dont le libéralisme ne saurait être contesté, les codes qui régissent la situation des personnes et des propriétés; il

donne aux provinces des institutions beaucoup plus étendues que celles de nos conseils-généraux, et il prépare, quoiqu'on le nie, une constitution parlementaire pour l'empire entier. La difficulté de satisfaire à la fois les Croates, les Serbes, les Valaques, les Slovaques et les Magyars, en divisant la Hongrie, est la seule cause du retard que ce grand travail de législation éprouve. Le prince Windischgraetz, qui, dans son commandement en Hongrie, a donné à la noblesse magyare toutes les preuves possibles de complaisance et de sympathie, semble avoir été choisi dans cette question pour médiateur entre le cabinet et les Magyars. Il est à espérer que les conseils du ban de Croatie seront également pris en considération, et que l'on arrivera à un compromis qui, sans satisfaire entièrement les parties, sera cependant infiniment plus favorable à leurs intérêts que l'état de choses d'avant la guerre. Des symptômes de mécontentement ont éclaté récemment en Dalmatie dans le voisinage des indomptables Monténégrins; plusieurs fois aussi les Serbes de la Waivodie ont montré des dispositions hostiles. Sitôt que la constitution générale de l'empire aura été terminée, les passions suivront un autre cours. Les diverses races dont l'empire est formé ne songeront plus qu'à prendre une position purement légale, et elles ne demanderont plus qu'au triomphe des majorités le succès de leurs prétentions. Le cabinet le sait bien. C'est pour cette raison que d'une part il se hâte de résoudre la question constitutionnelle, et que de l'autre il ne s'effraie point des protestations isolées que sa politique rencontre chez les Dalmates et les Serbes.

REVUE MUSICALE.

HENRIETTE SONTAG. — LES THÉATRES ET LES CONCERTS.

Une des rares consolations qui aient été données aux amis de l'art musical depuis la révolution de février 1848, c'est de voir reparaître sur la scène du monde une artiste célèbre qui en avait été l'ornement. Mlle Sontag, après avoir enchanté l'Europe par la beauté de sa voix, par une vocalisation merveilleuse et les charmes de sa personne, disparut tout à coup aux yeux de ses nombreux admirateurs, et alla enfouir l'éclat d'une gloire incontestée et péniblement acquise sous le voile de l'hyménée. Mlle Sontag devint Mme de Rossi; elle échangea un diadème contre une couronne de comtesse, et la muse de la grace devint une humble ambassadrice. Il a fallu une révolution politique qui a bouleversé toutes les existences pour nous rendre la cantatrice éminente que nous avions tant admirée de 1826 à 1830. Mme de Rossi, qui, fort heureusement pour nos plaisirs, a perdu son ambassade et une partie de sa fortune, assure-t-on, est redevenue Mlle Sontag. Après avoir émerveillé la haute société de Londres, qui l'a accueillie l'hiver dernier avec une grande distinction, Mlle Sontag a voulu se représenter aussi, après vingt ans de silence, devant ce public parisien dont les acclamations intelligentes avaient été jadis son plus beau titre de gloire.

Nous l'avons entendue dans deux concerts qu'elle a donnés dernièrement au Conservatoire; mais, avant d'apprécier un talent encore si admirable, on nous saura gré peut-être de raconter brièvement la jeunesse de cette femme célèbre, tant éprouvée par la destinée.

Henriette Sontag est née à Coblentz, le 13 mai 1805, d'une de ces familles de comédiens nomades dont Goethe nous a donné, dans son *Wilhelm Meister*, la poétique histoire. Éclose, comme l'alcyon, sur la cime des flots orageux, elle connut de bonne heure les vicissitudes et les épreuves de la vie d'artiste. Dès l'âge de six ans, elle débuta à Darmstadt dans un opéra très populaire en Allemagne, *la Fille du Danube* (*Donau Weibchen*), où, dans le rôle de Salomé, elle fit admirer les graces enfantines de sa personne et la justesse de sa voix. Trois ans plus tard, ayant perdu son père, Henriette Sontag se rendit avec sa mère à Prague, où elle joua des rôles d'enfant sous la direction de Weber, qui était alors chef d'orchestre du théâtre. Ses succès précoces lui firent obtenir, par une faveur toute particulière, la permission de suivre les cours du conservatoire de cette ville, bien qu'elle n'eût pas encore atteint l'âge fixé par les règlemens. C'est là que, pendant quatre ans, elle étudia la musique vocale, le piano et les élémens de la vocalisation. Une indisposition de la première cantatrice du théâtre lui permit d'aborder, pour la première fois, un rôle assez important : celui de la princesse de Navarre de *Jean de Paris*, de Boieldieu. Elle avait alors quinze ans. La facilité de sa voix, ses formes naissantes, qui,

> Comme les nœuds formés sous l'écorce des saules,
> Qui font renfler la tige aux séves du printemps,

laissaient entrevoir la beauté future, le trouble qui soulevait son cœur et le remplissait de mystérieux pressentimens, lui valurent un succès qui était de bon augure pour l'avenir de son talent.

De Prague, Henriette Sontag se rendit à Vienne, où elle rencontra Mme Mainvielle-Fodor, dont l'exemple et les bons conseils développèrent les heureuses dispositions qu'elle avait reçues de la nature. Chantant alternativement l'opéra allemand et l'opéra italien, elle put s'essayer ainsi dans ces deux langues si différentes, et se donner le temps de choisir entre les radieux caprices de la musique italienne et les accens sobres et profonds de la nouvelle école allemande. Un engagement lui ayant été proposé, en 1824, pour aller chanter l'opéra allemand au théâtre de Leipzig, elle se rendit dans cette ville, foyer de discussions philosophiques et littéraires, et s'y acquit une grande renommée par la manière dont elle sut interpréter le *Freyschütz* et l'*Eurianthe* de Weber. Les admirateurs du génie de ce grand musicien se composaient de la jeunesse des universités et de tous les esprits ardens et généreux qui voulaient soustraire l'Allemagne à la domination étrangère aussi bien dans l'empire de la fantaisie que dans celui de la politique; ils acclamèrent avec enthousiasme le nom de Mlle Sontag, qui se répandit dans toute l'Allemagne, comme celui d'une virtuose de premier ordre, appelée à renouveler les merveilles de la Mara. C'était à Leipzig que la Mara, cette fameuse cantatrice allemande de la fin du XVIIIe siècle, avait été élevée par les soins du vieux professeur Hiller. On savait gré à Mlle Sontag de consacrer un organe magnifique et une vocalisation peu com-

mune au-delà du Rhin à rendre la musique forte et profonde de Weber, de Beethoven, de Spohr et de tous les nouveaux compositeurs allemands qui avaient rompu *tout pacte avec l'impiété étrangère*, et donné l'essor au génie de la patrie. Entourée d'hommages, célébrée par tous les beaux-esprits, chantée par les étudians et escortée par les *hourras* de la presse allemande, Mlle Sontag fut appelée à Berlin, où elle débuta avec un immense succès au théâtre de Kœnigstadt. C'est à Berlin, on le sait, que fut représenté, pour la première fois, le *Freyschütz*, en 1821. C'est à Berlin, ville protestante et rationaliste, le centre d'un mouvement intellectuel et politique qui cherchait à absorber l'activité de l'Allemagne aux dépens de Vienne, ville catholique où régnaient l'esprit de la tradition, la sensualité, la brise et les mélodies faciles de l'Italie; c'est à Berlin, disons-nous, que la nouvelle école de musique dramatique fondée par Weber avait trouvé son point d'appui. Mlle Sontag y fut accueillie avec enthousiasme comme une interprète inspirée de la musique nationale. Les philosophes hégéliens la prirent pour sujet de leurs doctes commentaires, et ils saluèrent, dans sa voix limpide et sonore, le *subjectif confondu avec l'objectif dans une unité absolue!* Le vieux roi de Prusse la reçut à sa cour avec une bonté paternelle. C'est là que la diplomatie eut occasion d'approcher de Mlle Sontag et de faire brèche au cœur de la muse.

Profitant d'un congé qu'on lui avait accordé, Mlle Sontag vint enfin à Paris, et débuta au Théâtre-Italien, le 15 juin 1826, par le rôle de Rosine du *Barbier de Séville*. Son succès fut éclatant, surtout dans les variations de Rode, qu'elle introduisit au second acte pendant la leçon de chant. Ce succès se confirma et s'accrut même dans la *Donna del Lago* et l'*Italiana in Algeri*, dont elle fut obligée de transposer plusieurs morceaux écrits pour la voix de contralto. De retour à Berlin, elle y fut reçue avec un redoublement d'intérêt. Elle resta dans cette ville jusqu'à la fin de l'année 1826; puis, abandonnant l'Allemagne et l'école qui l'avait élevée au fond de son sanctuaire, elle vint se fixer à Paris. Mlle Sontag débuta par le rôle de Desdemona de l'opéra d'*Otello*, le 2 janvier 1828. Elle fit partie de cette constellation de virtuoses admirables qui charmèrent à cette époque Paris et Londres, et parmi lesquels brillèrent au premier rang Mme Pasta, Mme Pisaroni, Mme Malibran et Mlle Sontag. Entre ces deux dernières cantatrices d'un mérite si différent, il se déclara une de ces rivalités fécondes dont Hoffmann nous a donné une peinture si dramatique. Cette rivalité fut poussée si loin entre l'impérieuse Junon et la blonde Vénus, qu'elles ne pouvaient se rencontrer ensemble dans le même salon. Sur la scène, lorsqu'elles chantaient dans le même opéra, que ce fût *Don Juan* ou bien *Semiramide*, leur jalousie héroïque se révélait par des points d'orgue assassins et des fusées à la congrève qui incendiaient l'auditoire. Tantôt c'étaient les Troyens qui l'emportaient, et tantôt les Grecs. Le parterre se soulevait et se calmait comme les vagues de la mer sous la pression des divinités de l'Olympe. Un jour enfin, Mme Malibran et Mlle Sontag ayant dû chanter ensemble un duo dans une maison princière, la fusion de ces deux voix si différentes pour le timbre et le caractère de l'expression produisit un si grand effet, que le succès des deux grandes cantatrices opéra leur réconciliation. Depuis ce moment, le calme a régné *sul mare infido*.

Toutefois, au milieu de ces succès et de ces fêtes de l'art, un point noir s'é-

levait à l'horizon. La diplomatie travaillait sourdement à brouiller les cartes. Ses protocoles devenaient menaçans, et on apprit tout à coup que Mlle Sontag allait quitter le théâtre pour se vouer à des devoirs plus austères. Un lien secret l'unissait depuis un an au comte de Rossi, qui n'entendait point partager son bonheur. Mlle Sontag fit ses adieux au public parisien dans une représentation au bénéfice des pauvres, qui eut lieu à l'Opéra en janvier 1830. De retour à Berlin, les instances de ses amis et de ses nombreux admirateurs lui firent consentir à donner encore quelques représentations, et elle quitta définitivement le théâtre deux mois avant la révolution de juillet; mais, avant d'accepter le nouveau rôle qu'elle s'était choisi dans la vie, avant de se dépouiller de la brillante renommée qu'elle s'était si justement acquise, Mlle Sontag fit un voyage en Russie, donnant à Varsovie, à Moscou, à Saint-Pétersbourg, et puis à Hambourg et dans d'autres villes importantes de l'Allemagne, des concerts aussi brillans que fructueux. C'est après ce voyage que, sous le nom de Mme la comtesse de Rossi, suivant la fortune de son mari, elle passa successivement plusieurs années à Bruxelles, à La Haye, à Francfort et à Berlin, ne se faisant plus entendre que dans les réunions de cette haute société européenne que la révolution de février est venue ébranler jusque dans ses fondemens.

Mlle Sontag possédait une voix de soprano très étendue, d'une grande égalité de timbre et d'une merveilleuse flexibilité. Dans l'octave supérieure, depuis l'*ut* du médium jusqu'à celui au-dessus de la *portée*, cette voix *tintoit* délicieusement comme une clochette d'argent, sans que jamais on eût à craindre ni une intonation douteuse, ni un défaut d'équilibre dans ses exercices prodigieux. Cette rare flexibilité d'organe était le résultat des munificences de la nature fécondées par des travaux incessans et bien dirigés. Jusqu'à son arrivée à Vienne, où elle eut occasion d'entendre les grands virtuoses de l'Italie, Mlle Sontag n'avait été guidée que par son heureux instinct et le goût plus ou moins éclairé du public à qui elle s'était fait entendre. C'est aux conseils de Mme Mainvielle-Fodor, et plus encore à l'exemple que lui offrait chaque jour le talent exquis de cette admirable cantatrice, que Mlle Sontag a dû l'épanouissement de ses qualités natives qui jusqu'alors étaient restées comme renfermées dans leur calice. La lutte avec des rivales comme Mme Pisaroni et Mme Malibran, ces combats héroïques qu'elle eut à soutenir sur les théâtres de Vienne, de Paris et de Londres achevèrent de donner à son talent ce degré de maturité savoureuse qui avait fait de Mlle Sontag une des cantatrices les plus brillantes de l'Europe.

Dans le magnifique écrin de vocalises de toute nature que Mlle Sontag déroulait chaque soir devant ses admirateurs, on remarquait surtout la limpidité de ses gammes chromatiques et l'éclat de ses trilles qui scintillaient comme des rubis sur un fond de velours. Chaque note de ces longues spirales descendantes ressortait comme si elle eût été frappée isolément et se rattachait à la note suivante par une soudure imperceptible et délicate. Et toutes ces merveilles s'accomplissaient avec une grace parfaite, sans que le regard fût jamais attristé par le moindre effort. La figure charmante de Mlle Sontag, ses beaux yeux bleus, limpides et doux, ses formes élégantes et sa taille élancée et souple comme la tige d'un jeune peuplier achevaient le tableau et complétaient l'enchantement.

Mlle Sontag s'est essayée dans tous les genres. Née en Allemagne au commencement de ce siècle tumultueux, elle a été nourrie de la musique vigoureuse et puissante de la nouvelle école allemande, et a obtenu ses premiers succès dans les chefs-d'œuvre de Weber. A Paris, elle a abordé successivement les rôles de Desdemona, de Semiramide et celui de dona Anna dans le chef-d'œuvre de Mozart. Malgré l'enthousiasme qu'elle paraît avoir excité parmi ses compatriotes par la manière dont elle a su rendre l'inspiration dramatique de Weber, enthousiasme dont on peut trouver l'écho dans les œuvres de Louis Boerne; malgré les qualités brillantes qu'elle a déployées dans le rôle de Desdemona et surtout dans celui de dona Anna, qui lui fut imposé presque par la jalousie de Mme Malibran, c'est dans la musique légère et dans le style tempéré que Mlle Sontag trouvait sa véritable supériorité. Le rôle de Rosine du *Barbier de Séville*, celui de Ninette de *la Gazza Ladra*, d'Aménaïde de *Tancredi* et d'Elena de *la Donna del Lago*, ont été ses plus belles conquêtes. Le cri pathétique ne pouvait pas s'échapper de ces lèvres fines où brillaient la morbidesse et le demi-sourire de la grace; l'explosion du sentiment ne venait jamais altérer les lignes pures de son visage ni colorer de pourpre cette peau blanche et lisse comme du satin. Non, dans ce corps élégant qui fuyait devant le regard avide comme une vapeur légère, la nature n'avait point déposé de germes créateurs. L'étincelle électrique, en traversant ce cœur placide, n'y allumait jamais le foyer divin et n'y faisait point éclater les magnifiques tempêtes de la passion. Voilà pourquoi aussi Mlle Sontag a consenti à courber sa tête charmante sous le joug de l'hyménée et à descendre d'un trône où elle s'était élevée par la toute-puissance du talent pour devenir la comtesse de Rossi. Qui sait pourtant si des regrets amers ne sont pas venus depuis troubler le repos qu'elle s'était promis? qui sait si Mme l'ambassadrice, au milieu des tristesses de la grandeur, n'a pas jeté un regard mélancolique sur les belles années de sa jeunesse, alors que tout un peuple d'admirateurs la couronnait de roses et d'immortelles? M. Auber et M. Scribe, dans leur joli opéra de *l'Ambassadrice*, ne nous auraient-ils pas raconté l'histoire de Mlle Sontag devenue la comtesse de Rossi?

La voix de Mme Sontag est assez bien conservée. Si les cordes inférieures ont perdu de leur plénitude et se sont alourdies un peu sous la main du temps, comme cela arrive toujours aux voix de soprano, les notes supérieures sont encore pleines de rondeur et de charme. Son talent est presque aussi exquis qu'il l'était il y a vingt ans, sa vocalisation n'a rien perdu de la merveilleuse flexibilité qui la caractérisait autrefois, et, sans beaucoup d'efforts d'imagination, on retrouve aujourd'hui dans Mme Sontag le fini, le charme, l'expression tempérée et sereine qui la distinguaient parmi les cantatrices éminentes qui ont émerveillé l'Europe depuis un demi-siècle. Accueillie avec distinction par un public d'élite qui était accouru au bruit de sa gloire et de son infortune, Mme Sontag a chanté avec un grand succès plusieurs morceaux de son ancien répertoire. Parmi ces morceaux on a surtout remarqué les variations de Rode, sorte de canevas mélodique mis à la mode par Mme Catalani, et sur lequel Mme Sontag a brodé les arabesques les plus ingénieuses et les plus adorables. Une gamme ascendante lancée à fond de train et passant devant l'oreille éblouie comme un ruban de feu, a suscité les plus vifs transports. Au second concert

qui a eu lieu mardi dernier, le succès de Mme Sontag a été plus décisif encore, surtout dans un air de la *Semiramide* de Rossini, qu'elle a chanté dans la perfection. Ajoutons aussi que le temps qui semble avoir glissé légèrement sur cette cantatrice charmante ne lui a pas apporté ce que Dieu seul peut donner à ses élus : l'accent du cœur.

L'Allemagne, qui a produit tant de glorieux génies dans la musique instrumentale et de si excellens artistes pour tous les instrumens, a été beaucoup moins heureuse dans le drame lyrique et dans l'art de chanter, qui s'y rattache d'une manière si directe. Excepté Mozart, qui est un miracle de la Providence, excepté quelques compositeurs de second ordre tels que Winter, qui se sont inspirés de Mozart et de l'école italienne, les opéras allemands ont été conçus danc un système qui ne permet pas à la voix humaine d'y déployer toutes ses magnificences. Aussi les chanteurs nés au-delà du Rhin dont la réputation a pu franchir les limites de la nationalité sont-ils extrêmement rares. La Mara (*Schmaeling*), qui naquit à Cassel en 1747, et qui est morte en Livonie le 20 janvier 1833, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, a été, avant Mme Sontag, la seule cantatrice allemande qui ait joui d'une réputation européenne. Cette femme aussi extraordinaire par le talent, par les caprices de son caractère que par les vicissitudes de sa bizarre destinée, a fait pendant quarante ans les beaux jours de Berlin, de Vienne, de Venise, de Paris et de Londres, où elle a régné en *prima donna assoluta* pendant dix ans. Cette capricieuse divinité eut des démêlés avec le grand Frédéric, dont le despotisme *éclairé* s'appesantissait aussi bien sur les cantatrices que sur les philosophes et les poètes. La Mara fut obligée de se sauver de Berlin comme Voltaire, et faillit être aussi appréhendée au lit par un soldat aux gardes. Les temps sont bien changés. Le petit-fils du grand Frédéric a bien autre chose à faire aujourd'hui qu'à jouer de la flûte et à surveiller les points d'orgue des cantatrices. Si les rois règnent encore dans quelque coin de l'Europe, ce sont bien évidemment les cantatrices qui gouvernent, et la réapparition de Mme Sontag, les beaux succès qu'elle vient d'obtenir tant à Londres qu'à Paris, sont un double témoignage de l'instabilité de la fortune et de la toute-puissance du talent.

Les théâtres lyriques de Paris se traînent bien languissamment depuis quelque temps. L'Opéra n'a rien donné depuis *le Prophète* qui soit digne de fixer l'attention du public. Le nouveau ballet qui a été représenté ces jours derniers, *Stella*, est un trop long canevas, sans plan, sans idées et sans le moindre intérêt. M. Saint-Léon, qui en est l'auteur, devrait bien se contenter d'être un danseur remarquable, et laisser à d'autres la conception de ces poèmes chorégraphiques, qui exigent une imagination délicate et des inspirations poétiques dont il ne semble pas richement pourvu. La scène, qui se passe dans le royaume de Naples, a permis à l'administration d'étaler une riche livrée de beaux costumes et quelques décors pittoresques. Un pas de deux au second acte, intitulé *la Sicilienne*, que M. Saint-Léon et Mme Cerrito dansent avec une puissance et un entrain admirables, forme tout l'intérêt de cet interminable ballet, qui est bien loin de la charmante création de *la Filleule des Fées*, où la Carlotta était si ravissante et ne sera pas remplacée. La musique, qui est toujours de la composition de M. Pugni, est agréable, dansante et parfois vigoureuse. M. Pugni a mis

à profit un grand nombre d'airs napolitains, qu'on reconnaît facilement au rhythme bondissant et jovial qui les caractérise. On prépare la reprise des *Huguenots* avec une nouvelle mise en scène, et puis viendra l'opéra de M. Auber.

Le théâtre de l'Opéra-Comique est plus heureux que sage. Tout lui réussit, et la moindre bagatelle lui suffit pour remplir sa caisse de beaux écus d'or. Il se plaint pourtant de sa misère, et voudrait bien qu'on s'apitoyât sur son malheureux sort; mais à d'autres, M. Perrin! Vous ne nous ferez jamais croire que vous ayez besoin que le gouvernement augmente encore la trop large rétribution qu'il vous accorde. Le succès de l'opéra des *Porcherons* se confirme et s'agrandit. On retrouve dans la charmante musique de M. Grisar quelque chose de la veine piquante de Grétry et du charme de Cimarosa. Le troisième acte des *Porcherons* est un morceau vigoureusement conçu, qui présage l'avénement d'un nouveau compositeur.

Que dirons-nous du Théâtre-Italien? Hélas! rien qui puisse intéresser l'esprit et le cœur des vrais dilettanti. M. Ronconi, qui s'obstine à vouloir être un médiocre directeur, au lieu de rester un virtuose de grand mérite, aura contribué à éloigner la société élégante du théâtre qu'elle avait choisi pour lieu de rendez-vous et d'agréable passe-temps. Il est impossible de se faire une idée de la manière dont on a *assassiné*, selon l'heureuse expression d'une femme d'esprit, le chef-d'œuvre de Cimarosa et celui de Mozart. Excepté M. Lablache, qui est partout et toujours un virtuose de premier ordre et le seul représentant qui nous reste de la vieille et bonne école italienne, les autres chanteurs ont paru aussi étrangers au style de l'auteur de *Don Giovanni* que le public a été étonné de les entendre.

Les concerts, et surtout les bons concerts, sont très nombreux cet hiver à Paris. Ceux du Conservatoire jouissent toujours de leur antique renommée, si noblement acquise. Vient ensuite la société de *l'Union musicale*, sous la direction de M. Seghers, artiste sérieux et d'un vrai mérite, qui a eu l'heureuse idée de mettre à la portée des bourses les plus modestes le plaisir exquis d'entendre exécuter les chefs-d'œuvre de la musique instrumentale de tous les genres et de toutes les écoles. Son entreprise a parfaitement réussi, et la société de *l'Union musicale* a désormais sa place à côté de la *Société des Concerts*, dont elle est la fille humble et reconnaissante. MM. Berlioz et Dietsch ont pensé, de leur côté, que le besoin d'une troisième société musicale se faisait généralement sentir : ils ont fondé la *grande Société philharmonique* de Paris, qui doit donner un concert tous les mois. Si cette société se propose un but sérieux et veut contribuer, avec ses deux aînées, à vulgariser les grandes conceptions de l'art musical, elle aura notre concours et celui de tous les juges compétens; mais, si la *grande Société philharmonique* de Paris ne devait servir de théâtre qu'aux tours plus ou moins fantastiques de M. Berlioz, elle ne tarderait pas à succomber sous l'indifférence publique.

P. Scudo.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

Histoire de la civilisation et de l'opinion publique en France, en Angleterre, etc., par William-Alexandre Mackinnon, membre du parlement anglais (1). — Dans un temps d'anarchie intellectuelle, il ne saurait être de sujet plus vaste ni plus grave que celui qui fait la matière de ce livre. Pour oser s'attaquer à des problèmes de cette nature, il faut une grande confiance d'esprit jointe à la connaissance approfondie des faits et des systèmes dont l'enchaînement forme l'histoire du monde. C'est assez dire qu'il n'est point surprenant que l'on échoue en les abordant; il le serait au contraire que l'on pût réussir à pénétrer dans leurs replis obscurs. Une histoire philosophique et complète de la civilisation est une œuvre à peine possible pour le plus haut génie. Il est cependant divers aspects sous lesquels les développemens et les vicissitudes de l'esprit humain pourraient être envisagés avec succès et avec fruit pour l'époque présente. Quels sont les rapports de l'esprit de l'antiquité avec celui des temps modernes? Ou, si l'on voulait se restreindre, quel est au point de vue social le changement que la révolution française a introduit dans les procédés et dans les allures de l'intelligence? Voilà le côté par lequel une histoire de la civilisation eût touché directement aux intérêts du jour. La solution de ce problème nous eût peut-être révélé le secret des défaillances et des égaremens de la pensée moderne, de l'anarchie intellectuelle et de la stérilité philosophique à laquelle la société présente semble condamnée. Quoi de plus digne des préoccupations des écrivains et de l'attention de toute l'Europe atteinte ou menacée du même mal!

M. Mackinnon a passé rapidement sur ce contraste des deux grands principes de civilisation qui se sont jusqu'à ce jour partagé le monde. Et cependant bien des faits contemporains pouvaient le mettre sur la voie. Qu'est-ce que cette perpétuelle oscillation de la pensée qui fait le trait principal de l'histoire contemporaine? Qu'est-ce que cette lutte engagée depuis 89 entre la tradition du passé et les théories! Pourquoi cette alternative de victoires et de défaites parmi lesquelles le passé n'est pas toujours le vaincu? Pourquoi enfin les modernes théories, alors même qu'elles ont été victorieuses et se sont vues armées de la plus grande force possible, n'ont-elles réussi à rien fonder que l'on puisse tenir pour durable? Apparemment parce que l'esprit du passé n'était pas aussi éloigné de la vérité que l'on voudrait nous le faire croire, et parce que l'esprit moderne n'en est point aussi près qu'il le prétend dans son orgueil juvénile. Les deux principes se distinguent, quant à présent, par des résultats tout opposés et qui sont évidemment en faveur du passé. Les principes d'où les sociétés anciennes sont sorties ont produit des croyances fortes, des vertus énergiques; ils ont donné de la puissance aux gouvernemens et de l'essor aux individus; ils ont provoqué l'intelligence et l'activité humaines à se déployer sous leurs formes les plus brillantes et les plus grandioses. Les principes de la société moderne ont sans doute jeté aussi un grand éclat dans leur premier élan; mais

(1) 2 vol. traduits de l'anglais, chez Comon, quai Malaquais, 15.

cet éclat ne s'est point soutenu. Ils ont produit une grande somme de science, de liberté et de bien-être; mais le goût du droit, vivement surexcité, a fait oublier le devoir : l'amour de l'aisance a détourné de la vie de sacrifice et de dévouement; enfin la science, en exaltant la raison pure, a créé dans les consciences un universel scepticisme. Le chef actuel de l'école philosophique en France a divisé les manifestations de l'humaine intelligence en deux époques principales, celle de la spontanéité ou de la foi et des religions, celle de la réflexion ou de la science et des philosophies. Qui vaut le mieux de la spontanéité pure et simple accompagnée de fortes croyances ou de la réflexion suivie du scepticisme?

M. Mackinnon a décliné cette question de principe et de croyance, qui aurait eu pour l'époque actuelle un si vif attrait. En revanche, s'il a négligé la partie métaphysique du problème, il a sainement apprécié le rôle des lois et des hommes dans le mouvement des sociétés. Placé au point de vue de l'Angleterre constitutionnelle, il est dans la position la plus favorable pour juger la civilisation par son côté pratique. Il sait tout ce que son pays doit à la sagesse de sa législation politique et aux vertus civiques de ses hommes d'état. Quoiqu'il faille attacher une importance de premier ordre à la question des institutions, celle des hommes en a peut-être une plus grande encore. L'un des compatriotes de M. Mackinnon, M. Disraëli, dans un de ses romans politiques, a fait remarquer avec raison que les institutions les meilleures du monde ne sont rien sans les hommes, et que les hommes, avec une forte discipline intellectuelle, remédient sans peine au vice des lois. Rien de plus vrai. Nos aïeux, avec des lois détestables, sans équité et sans unité, n'ont-ils pas atteint au plus haut degré de la vie sociale? Tout au contraire, avec des lois incontestablement supérieures sous le rapport de la justice et de la science, nous traînons péniblement une existence sans énergie. Tout revient donc en définitive à une question de discipline intellectuelle.

« C'est dans le gouvernement républicain, dit Montesquieu, que l'on a besoin de toute la puissance de l'éducation. » L'on sait quelle était sur le même sujet la pensée du père de la république démocratique et sociale, de l'auteur d'*Émile;* on sait combien il se montra préoccupé de la discipline propre à faire des citoyens en vue de cet exercice de la souveraineté individuelle, dont il a été le premier théoricien. Tous les maîtres qui, depuis les deux grands disciples de Socrate, ont traité du gouvernement et de la société ont proposé aux hommes d'état l'éducation publique pour principal objet. C'est aux démocraties qu'il est donné de comprendre le mieux cette indication de la science. Elles ne peuvent subsister qu'à force de bon sens et de génie; elles ne parviennent à se maintenir qu'à la condition que les classes lettrées y prennent, par leur intelligence et par leurs vertus, assez d'ascendant pour suppléer à la faiblesse des institutions. En parlant de la charte de 1830, M. Mackinnon a signalé le danger qu'il y aurait eu à étendre la jouissance du droit politique à tout le peuple avant que le caractère moral et politique de ce peuple l'eût rendu apte à en jouir. La force a tranché la question. Le danger a éclaté à la fois dans la moitié de l'Europe. Il s'agit pour les classes lettrées de conserver ou de reprendre avec énergie l'influence et l'empire, ou les sociétés périssent. Par bonheur, l'ascendant des lumières a sur l'ignorance des masses plus d'autorité que

l'on ne pense, à la condition qu'il soit entouré de quelque reflet de grandeur. Pourquoi donc en effet le peuple a-t-il, durant tant de siècles accumulés, si complaisamment supporté la domination pesante des classes privilégiées et des pouvoirs soi-disant de droit divin? Est-ce par bassesse d'ame et par faiblesse de cœur? Non; si le paysan n'a pas secoué plus tôt l'intolérable joug de la féodalité, c'est qu'il sentait une véritable supériorité d'intelligence et de courage en ceux qui lui commandaient, c'est parce qu'il voyait plus de dévouement et d'audace, plus de noblesse d'esprit et de caractère à mener une existence guerroyante pour Dieu et la patrie qu'à labourer un champ. Voyez l'aristocratie et la bourgeoisie anglaises : n'ont-elles pas conservé sur le peuple cet ascendant du génie et du civisme? Le peuple, de son côté, par un long usage de la liberté politique, a contracté l'habitude de s'en reposer sur ses chefs; il a des traditions et des mœurs politiques, il suit des routes battues; il les suit de confiance; il obéit respectueusement, sans susceptibilité ni jalousie. Le peuple anglais croit à la supériorité des hommes qui le gouvernent, parce qu'en effet ils justifient l'opinion que ce peuple a de leur mérite. M. Mackinnon nous indique avec beaucoup de raison que le salut des sociétés est en partie dans le rétablissement de ce respect de la hiérarchie.

A ce point de vue, le malheur de la société française est peut-être que la bourgeoisie n'ait pas toujours bien compris la portée de son rôle, et n'ait pas su le prendre d'assez haut. Il semble, en effet, qu'en succédant à la situation et à l'autorité de l'ancienne noblesse, la bourgeoisie n'ait tenu à lui emprunter que ses dehors et ses vanités, en laissant se dégrader le brillant héritage de dévouement, d'énergie et de sévère hardiesse que la vieille bourgeoisie parlementaire léguait autrefois à ses descendans. La bourgeoisie d'à présent, dépourvue de toute tradition de famille, s'étiole dans le bien-être dès la seconde génération, et les hommes qui depuis de longues années lui ont donné quelque lustre sont pour la plupart des nouveaux venus qui se sont élevés par le labeur et la lutte du fond du prolétariat, comme si elle ne contenait point dans son sein assez de vertus viriles et fécondes pour s'alimenter et se reproduire par elle-même; mais les calamités qui l'ont frappée si profondément depuis deux ans ont été pour elle une leçon, une épreuve dans laquelle elle a déjà puisé une force qu'on ne lui connaissait plus. En ce sens, le malheur lui a été profitable : il lui a inspiré un sentiment plus haut de sa mission; il lui a enseigné que son salut, celui de la société, dépendent de son courage et de son intelligence. Dès à présent, elle a d'autres préoccupations que de vivre heureuse et tranquille. Elle sent qu'elle est responsable de l'avenir du pays et de la civilisation; déjà elle a ressaisi le pouvoir, et, en l'exerçant, elle va se rendre digne de le conserver sans contestation. Ainsi se rétablira ce sentiment de la hiérarchie, cette pondération des forces sociales que M. Mackinnon nous fait remarquer avec complaisance et fierté dans son pays, et qu'il nous montre comme une des principales conditions du progrès de la civilisation.

V. DE MARS.

LES QUESTIONS

POLITIQUES ET SOCIALES.

I.

L'ASSISTANCE ET LA PRÉVOYANCE PUBLIQUES.

RAPPORT DE LA COMMISSION.

Je ne pense pas qu'il soit nécessaire de démontrer à personne que les pouvoirs publics doivent plus que jamais faire les plus grands efforts, afin que la misère tempère ses rigueurs et que la généralité des citoyens arrive à l'aisance par le plus court chemin possible, autant que chacun le méritera par son amour du travail, son aptitude et sa bonne conduite. C'est l'œuvre que 1789 a léguée à notre temps. Comme dit M. Dupin dans son commentaire sur la constitution de 1848, *hoc opus, hic labor.*

La constitution de 1848 ayant assigné, dans les termes les plus formels (1), cette tâche aux pouvoirs qu'elle a institués, l'assemblée ac-

(1) La constitution de 1848 s'ouvre (§ 1er du préambule) par l'engagement des pouvoirs publics « d'assurer une répartition de plus en plus équitable des charges et des avantages de la société, d'augmenter l'aisance de chacun par la réduction graduée des dépenses publiques et des impôts, et de faire parvenir tous les citoyens, sans nouvelle commotion, par l'action successive et constante des institutions et des lois, à un degré toujours plus élevé de moralité, de bien-être et de lumières. »

L'article 13 de la constitution est ainsi conçu :

« La constitution garantit aux citoyens la liberté du travail et de l'industrie.

« La société favorise et encourage le développement du travail par l'enseignement pri-

tuelle chargea une commission, dite de l'assistance et de la prévoyance publiques, de lui présenter un programme à cet effet. Afin d'investir les opérations de la commission de plus de solennité et d'y assurer le concours de plus de savoir et d'expérience, l'assemblée l'avait composée extraordinairement de trente membres, et la plupart des choix étaient tombés sur des hommes considérables, dont plusieurs étaient versés de longue main dans la pratique des affaires. Les élémens dont la commission était formée semblaient garantir qu'il sortirait de ses travaux un ensemble de propositions dignes d'exciter la reconnaissance des masses populaires et celle de tous les bons citoyens, qui souhaitent ardemment que l'état se pacifie.

Au moment de publier ces pages, qui ont pour objet l'examen du rapport de cette commission, j'éprouve un véritable embarras. Ce rapport a été assailli avec une sorte d'acharnement; on en a parlé comme s'il exprimait l'opinion du rapporteur seul, et l'on a accusé celui-ci d'être systématiquement opposé aux intérêts populaires. En critiquant ce document, car j'ai à y signaler, à ce que je crois, de graves défauts, il semble qu'on se rende solidaire de tous ceux qui l'ont déjà blâmé, et c'est cette solidarité que je décline absolument. Je ne considère point le rapport comme appartenant au rapporteur tout seul. Quelle que soit l'influence qu'acquiert bientôt M. Thiers partout où il siége, une grande commission de trente membres, parmi lesquels on compte beaucoup d'illustrations, pense par elle-même. La forme seule est tout entière à M. Thiers; mais, à cet égard, le rapport est une de ces œuvres que, si l'on est juste, on ne peut que louer. Quant au reproche adressé au rapporteur d'être systématiquement l'ennemi des intérêts populaires, je ne le discuterai pas. D'abord, j'ai à m'occuper non du rapporteur, quelque haute position qu'il ait, mais de la commission, qui seule est responsable. En second lieu, il ne s'agit pas de scruter ici la conscience des hommes : c'est Dieu et, quand les événemens sont définitivement consommés, l'histoire qui ont ce droit. La polémique ne l'a pas, quoiqu'elle se l'arroge. Je ne puis cependant m'empêcher de dire que je trouve l'accusation souverainement injuste. Né plébéien, M. Thiers n'a jamais récusé son origine. A une époque où la manie des titres avait

maire gratuit, l'éducation professionnelle, l'égalité de rapports entre le patron et l'ouvrier, les institutions de prévoyance et de crédit, les institutions agricoles, les associations volontaires et l'établissement, par l'état, les départemens et les communes, de travaux publics propres à employer les bras inoccupés; elle fournit l'assistance aux enfans abandonnés, aux infirmes et aux vieillards sans ressources et que leurs familles ne peuvent secourir. »

Divers membres de phrases épars dans les articles de la constitution et dans le préambule sont dans le même sens. Le tout n'est peut-être pas bien philosophiquement coordonné ni toujours clairement exprimé, mais les événemens et l'état des esprits y donnent un commentaire plus que suffisant.

gagné tant de notabilités bourgeoises et où une multitude de personnes, à défaut de parchemins, sophistiquaient leurs noms de manière à y donner une apparence nobiliaire, deux hommes d'état, les plus éloquens de nos assemblées, pour ne pas dire de l'Europe entière, et dont la supériorité était si bien reconnue, qu'ils furent presque toujours ministres, tour à tour ou ensemble (et pourquoi ne fut-ce pas constamment de cette dernière façon!), furent inébranlables dans leur résistance à l'entraînement de l'universelle vanité. Ils se firent un point d'honneur de demeurer roturiers. M. Thiers était l'un des deux. Or, quand on a ainsi à cœur de ne pas se séparer de la masse du peuple, peut-on être accusé d'en être l'ennemi?

Mais trêve de préliminaires. Analysons le rapport. Avant tout, il n'est pas inutile de donner quelques renseignemens sur la teneur de cette pièce et sur la part qui y est faite à chacun des sujets spéciaux. Sur 156 pages, 21 sont consacrées aux principes généraux, à l'exposé des caractères et des conditions de la bienfaisance publique et privée, 9 aux établissemens qui concernent l'enfance et l'adolescence, les *crèches*, les *salles d'asile*, les *sociétés de patronage*, les *hospices de sourds-muets* et *d'aveugles* et autres institutions analogues; 38 à ce qui concerne l'âge mûr, en trois chapitres qui ont pour objet : le *droit au travail*, les *institutions de crédit*, y compris le *crédit foncier*, et les *associations d'ouvriers*. Les *moyens de parer aux chômages accidentels* occupent 16 pages. Vient ensuite la *colonisation*, qui en absorbe 12, dont une partie pour les défrichemens de l'intérieur, ou *colonies agricoles* d'adultes. L'*abolition de la mendicité* par le moyen des *dépôts* prend 2 pages; l'*amélioration des logemens*, 3; les sociétés de *secours mutuels* en ont 9. Les institutions qui sont destinées à soulager la vieillesse, mais dont les ressources sont amassées par l'âge mûr, les *caisses d'épargne* et la *caisse des retraites*, remplissent 30 pages. Quelques aperçus sur les *hospices* en forment 3, et une dizaine de pages consacrées à résumer tout ce qui précède couronnent le document.

Essayons maintenant de qualifier les diverses parties du rapport.

Au sujet de l'enfance, des projets de loi sont annoncés : l'un sur les *tours* pour les enfans abandonnés, un autre sur le *travail des enfans dans les manufactures*, un troisième sur l'*apprentissage*, le dernier sur les *jeunes détenus*, qu'on enverrait tous dans des colonies agricoles pénitentiaires du genre de celle de Mettray. La sous-commission qui a formulé ces projets de loi examinera s'il ne serait pas possible de multiplier les *maisons de sourds-muets* et de *jeunes aveugles*, qui sont admirablement tenues chez nous, mais dont le nombre est bien disproportionné aux besoins. On recherchera aussi les moyens à employer pour propager les crèches et les salles d'asile, pour mieux régler les bureaux de nourrices, pour mieux garantir contre la cupidité des

femmes de la campagne les enfans abandonnés que l'administration leur confie. Il est facile de voir que presque toutes ces améliorations supposent une augmentation du budget de l'état, des départemens ou des communes, afin de nommer des inspecteurs et de multiplier les inspections, de fournir aux salles d'asile et aux crèches des locaux spacieux et bien aérés, de payer des mois de nourrices et des subventions aux hospices dans lesquels seront rétablis les tours. De même la bonne exécution d'une loi sur le travail des enfans suppose que les familles soient moins dénuées. Ainsi les vues de la commission en faveur de l'enfance impliquent un accroissement dans la richesse de la société; notons cette conclusion pratique, nous en ferons usage plus tard.

La section du rapport qui concerne l'âge mûr est celle qui offre la discussion la plus forte. Les inconvéniens, les périls extrêmes du *droit au travail* sont lucidement déduits. L'idée d'*institutions de crédit* où tout le monde pourrait puiser indistinctement et presque à volonté est chimérique : où est donc le capital que ces institutions auraient à distribuer? Le rapport fait bonne justice de ce plan avec lequel on a un moment abusé les imaginations populaires. Quant au *crédit foncier*, il est incontestable que c'est un mot qui a fait naître bien des illusions; cependant la commission le traite trop sévèrement. Que les associations qui ont fait tant de bien dans l'Allemagne du nord et en Pologne soient, telles qu'elles existent dans ces contrées, inapplicables chez nous, on ne saurait se refuser à le reconnaître. L'Allemagne du nord et la Pologne sont des pays de grande propriété, et c'est principalement pour la petite propriété que, chez nous, le crédit foncier est réclamé. Cependant il ne ressort pas de la nature des choses que l'homme qui offre un gage aussi solide, aussi impossible à détourner que la terre, n'emprunte qu'à 10 pour 100, ainsi qu'on le voit en France. Un taux aussi élevé de l'intérêt est non-seulement regrettable, mais remédiable.

Les *associations d'ouvriers* commanditées par l'état ont contre elles une objection invincible : pour les commanditer, l'état n'aurait d'autre moyen que de puiser dans la bourse des contribuables, dont la majorité est pauvre. Prendre aux pauvres pour fournir à une classe de personnes moins nécessiteuses dans beaucoup de cas le moyen de s'élever au rang d'entrepreneurs d'industrie, serait d'une injustice extrême; le rapport le montre de cette manière saisissante qui est propre à M. Thiers. Les associations de ce genre qui furent constituées avec les 3 millions votés en 1848 ne pouvaient s'accepter que comme des expériences d'économie sociale : comme institutions destinées à se multiplier indéfiniment, il n'y faut pas songer, c'est évident; mais est-ce là tout ce qu'il y avait à dire sur le principe d'association dans ses rapports avec le travail?

M. l'archevêque de Dublin, dans un discours prononcé en 1847, a dit que tout le monde, sans exception, faisait, bon gré, mal gré, de l'économie politique par le fait même de disserter sur les questions sociales et financières. Seulement, ajoute le savant prélat, les uns la font bonne, ce sont ceux dont les raisonnemens reposent sur des principes, tandis que d'autres la font détestable, ce sont ceux qui prennent leur point de départ dans des préjugés vulgaires ou dans des sophismes qui, pour être rhabillés de neuf, n'en sont pas moins le plus souvent aussi anciens que la sottise humaine. En 1848, les ouvriers, sur la trace des meneurs auxquels ils se confiaient alors, faisaient de l'économie politique radicalement mauvaise, quand ils applaudissaient au système des associations dites fraternelles, dans lesquelles le patron, avec le capital dont il est le représentant, sinon le propriétaire, n'eût été et dans la répartition des produits n'eût obtenu rien de plus que le dernier homme de peine. Leur économie politique n'était pas moins vicieuse, quand ils réclamaient que l'état se chargeât de leur fournir des *instrumens de travail,* c'est-à-dire des capitaux; mais on en ferait d'une qualité bien suspecte, si l'on prononçait une condamnation absolue contre le principe d'association, traduction et développement de la sociabilité même. Voilà pourtant ce qu'a fait la commission, ou tout au moins ce qu'elle semble faire. Nous citons textuellement : « Elle (la commission) déclare qu'elle ne croit pas à des collections d'individus les propriétés nécessaires pour l'exploitation d'une industrie quelconque, » et j'ai vainement cherché dans le rapport un passage qui corrigeât l'absolu de cette sentence, en laissant quelque chance à l'esprit d'association appliqué au travail. L'assemblée constituante de 1789 se laissa entraîner un jour jusqu'à décréter que les personnes d'une même industrie ne peuvent avoir des *intérêts communs* (décret du 17 juin 1791); une erreur qui, chez la glorieuse assemblée de 1789, s'expliquait par l'ardeur de la lutte contre les ci-devant corporations d'arts et métiers, dont les tronçons s'agitaient et cherchaient à se rejoindre dans un sentiment contre-révolutionnaire, serait sans excuse de nos jours. Depuis nos orages, plusieurs esprits d'une rare distinction, après avoir analysé la société dans le but de découvrir ce qui lui manque pour sa stabilité et sa liberté, se sont accordés à reconnaître que l'esprit d'association, sous les mille formes qu'il peut légitimement revêtir, donnait le moyen de lever une foule de difficultés, de pourvoir à une foule de besoins et d'instituer de fortes garanties. Il y a dix années au moins que M. Rossi, dans un savant mémoire sur les changemens qu'appelait la législation française, insistait sur la part qu'il fallait accorder à l'association, part que la constituante, la convention, l'empire et les régimes suivans, sous le joug de préoccupations diverses, mais également fâcheuses, avaient eu le tort de lui

refuser. Dans cette œuvre, qui porte l'empreinte d'une méditation profonde, et qui mériterait bien aujourd'hui d'être elle-même méditée par les publicistes, Rossi s'exprimait en ces termes : « Il faut que l'association puisse se plier aux phases diverses du phénomène de la production et à celles du fait encore plus compliqué de la distribution de la richesse. » Que les associations que Rossi avait dans la pensée fussent différentes des ateliers sociaux de M. Louis Blanc ou des associations ouvrières de 1848, on n'en saurait douter; mais l'esprit d'association reste avec la certitude d'un immense avenir. Les ouvriers sont destinés à en recueillir le fruit, tout comme les autres classes de la société. C'est, au reste, un sujet sur lequel il y aurait lieu à s'étendre beaucoup. Pour aujourd'hui, je me réduis à cette observation, que la commission a traité de la façon la plus sommaire un principe d'où il y a de magnifiques résultats à attendre avec l'aide du temps, et dont dès aujourd'hui il est possible de signaler les bienfaits envers les ouvriers eux-mêmes. De bonne foi, convient-il de juger un principe d'après les caricatures qu'en ont faites de maladroits amis?

Les *moyens de parer aux chômages*, que propose la commission et qu'elle-même ne recommande qu'avec réserve et timidement, consisteraient à ménager les travaux nombreux et variés que l'état fait exécuter, de manière à avoir de l'emploi à offrir aux bras inoccupés pendant les crises industrielles. Quand on examine le sujet de près, on ne voit pas qu'il y ait rien d'important à tirer de là. L'état, dit le rapport, n'a pas seulement des terrassemens à offrir aux ouvriers inoccupés, « il a des fossés à creuser, des murailles à élever autour de ses places fortes, des ouvrages d'art à construire sur les routes; il a des machines à fabriquer pour les chemins de fer qui lui sont confiés, et surtout pour les nombreux bâtimens de la marine militaire; il a de plus à confectionner des voitures pour l'artillerie et la cavalerie, enfin de la chaussure, des vêtemens, du linge pour le soldat, et, même sous une république, il a des palais nationaux à décorer. Il a donc, l'orfévrerie et les ouvrages de mode exceptés, presque tous les genres de travail à faire exécuter. »

Si jusqu'ici l'état, dans les cas de chômage, s'est borné à offrir des terrassemens aux ouvriers, avec un peu de maçonnerie, c'est que c'est le seul emploi qu'on ait de disponible à peu près partout, sur place ou à peu de distance, et auquel puissent s'adapter tous les ouvriers. L'état a beau avoir des machines à vapeur à commander pour sa marine, il ne peut les offrir aux canuts de Lyon ou aux tisserands de Lille. Il ne peut davantage faire faire à Saint-Quentin, à Mulhouse, des voitures et harnachemens pour l'artillerie et la cavalerie. Ces articles-là ne peuvent être confiés à des ouvriers novices : pour l'artillerie, ce sont presque des ouvrages de précision, et on les fait exécuter par des compagnies

d'ouvriers militairement organisés à cet effet. Une machine à vapeur exige des mains plus exercées encore. Les approvisionnemens de l'armée en chaussures et vêtemens ont besoin d'être préparés d'avance et bien confectionnés, ce qui rend impossible d'en charger le premier venu, et d'attendre, pour les commander, qu'une crise ait éclaté. Quand l'industrie spéciale des constructions mécaniques est en souffrance, l'état déjà a contracté l'habitude de commander d'avance, autant que le budget le permet, quelque machine à M. Cavé ou à MM. Cail et Derosne, ou à M. Schneider. Il ne laisse pas non plus quelquefois de faire des demandes extraordinaires d'autres articles, pour empêcher les fabriques de fermer; mais tout cela est extrêmement borné. Reste cependant que l'état a pris les devans sur la commission. Quand il s'agit d'occuper des bras tels que ceux des populeuses industries qui préparent les tissus de soie, de coton ou de laine, comme il faut les employer sans déplacement, il n'y a rien de mieux à leur proposer que de grands terrassemens, avec quelques muraillemens de l'espèce la plus commune. Ce que l'état pourrait faire, ce qu'il est répréhensible de ne pas faire assez, c'est d'avoir, dans les cartons du ministère des travaux public ou de la guerre, des projets de ce genre parfaitement étudiés, qui puissent, sur un signe du gouvernement, être mis aussitôt à exécution. Il est déplorable qu'après la révolution de février, à Paris même, on ait été réduit, faute d'avoir rien prévu, à des terrassemens puérils au Champ-de-Mars, à une gare inutile du chemin de fer de l'ouest au boulevard du Mont-Parnasse, où l'on dépensera 8 millions au moins pour étendre une ligne de fer, de combien? de 400 mètres. Il y a lieu de croire que si les ateliers nationaux du Champ-de-Mars et autres similaires démoralisèrent si profondément les hommes qui y étaient réunis, il faut l'attribuer en partie à ce que ces ouvriers comprenaient qu'on les appliquait à des travaux dérisoires.

La commission a eu, relativement aux chômages, une autre idée, qui est encore moins pratique : ce serait que l'état s'abstînt de travaux publics aux époques où l'industrie privée est très occupée, et qu'il réservât « et ses travaux utiles et ses ressources financières » pour le moment où, « des milliers d'ouvriers se promenant oisifs sur nos places publiques, ils deviennent les dociles et funestes instrumens des factions. » A cet arrangement, il y aurait un double avantage, dit-on : pendant les jours de prospérité, on détournerait moins de bras de l'agriculture, on n'occasionnerait pas une hausse factice des salaires et des matériaux, et, la crise venue, on aurait de la besogne à offrir aux ouvriers. La proposition n'est que spécieuse. L'état et l'industrie privée font l'un et l'autre de grands travaux dans les temps de prospérité, parce qu'alors les ressources abondent. Les particuliers ont fait des profits dont ils cherchent le placement, et l'impôt, par l'extension de la con-

sommation et des affaires, rendant davantage, les chambres alors se montrent faciles pour ouvrir des crédits aux entreprises de l'état. État et particuliers, tout le monde entreprend plus dans les temps prospères que dans les temps calamiteux, quand on a des capitaux que quand on en manque. Ainsi a marché le monde, ainsi il marchera toujours. Les expédiens neufs que la commission propose, pour parer aux chômages, manquent donc d'efficacité.

Il est une observation utile que la commission pouvait mettre en relief à ce sujet : lorsque la bienfaisance privée est en éveil, l'autorité, en se concertant avec elle, obtient les plus heureux résultats. Une somme même médiocre peut suffire à adoucir les rigueurs d'une crise industrielle, pourvu que celle-ci soit locale, car, lorsque le chômage est la conséquence d'une catastrophe politique et qu'ainsi il est général, il n'y a pas de force humaine qui puisse empêcher les populations de souffrir, la société d'être envahie par la misère. La commission aurait pu fort opportunément rappeler comme un modèle à imiter ce qui se passa à Lyon il y a quelques années. On a une grande force en pareilles matières quand on s'appuie sur des expériences positives. En 1837, la crise des États-Unis eut un violent contre-coup à Lyon : vingt mille ouvriers furent presque subitement sans travail. Une réunion libre de bons citoyens, qui, je le crois, existait déjà sous le titre de commission de prévoyance, se mit à l'œuvre de concert avec le préfet, qui était M. Rivet. Une souscription ouverte dans la ville produisit 55,000 francs; M. le duc d'Orléans envoya 50,000 francs; un concert donné à Paris rendit environ 20,000 francs : on eut en tout 127,000 francs. Qu'était-ce, pour couvrir une perte de salaires qui allait à 2 millions par mois? Mais le zèle intelligent du préfet et des membres de la commission fit de ces 127,000 francs un trésor inépuisable. On donna une feuille de route aux ouvriers qui n'étaient pas Lyonnais, on en casa dans les villes du voisinage; plusieurs, qui avaient des ressources, attendirent chez eux. On n'eut, en fin de compte, que six mille personnes à nourrir; mais, à 1 franc par jour seulement, en trois ou quatre semaines tout l'encaisse eût été consommé. Le problème semblait donc insoluble. Au lieu de désespérer, la commission, puissamment soutenue par le préfet, se fit, à ses risques et périls, adjudicataire de divers travaux des ponts-et-chaussées et de la guerre, *dont les plans étaient tout prêts,* et dont l'utilité était constatée. Elle y distribua son monde avec un soin et un ordre remarquables, avec des attentions toutes paternelles. Dans les ateliers les plus éloignés de la ville, il y avait des cantines où l'on vendait les vivres au prix coûtant. On garantit un minimum de salaire de 1 franc 50 centimes; mais, au-delà d'une certaine tâche, les ouvriers devaient recevoir une haute paie proportionnelle à ce qu'ils auraient fait. Le tarif était assez large pour

qu'un homme robuste pût gagner jusqu'à 3 francs. Un membre de la commission, ancien officier du génie, M. Monmartin, organisait et dirigeait les travaux. Il était de sa personne partout où il y avait un ordre à donner, une réprimande à administrer, un encouragement à décerner, une injustice à réparer. Ce déploiement de sollicitude cordiale, cette activité généreuse, empressée, électrisèrent les ouvriers, parce qu'en même temps on se montrait envers eux clairvoyant, ferme sur l'article du devoir, et, en cas de nécessité, sévère. L'ouvrier est loin de détester la sévérité; il l'aime, pourvu qu'elle soit juste et impartiale. Il n'est docile et soumis qu'envers ceux qu'il estime, et il n'estime ses chefs que quand il les sait non-seulement éclairés, équitables, probes et bons, mais aussi très résolus à maintenir la discipline et à se faire respecter. On travailla donc très sérieusement aux ateliers de Lyon; on y travailla bien. La commission n'eut, en définitive, à débourser de son fonds que 55,000 francs. Elle commandita en outre de 10,000 francs une caisse particulière, qui faisait des avances aux ouvriers sur leurs métiers sans en demander le dépôt; elle remit aussi 5,000 fr. au mont-de-piété, pour qu'il augmentât ses avances, et la crise fut traversée.

Le chapitre de la *colonisation* comprend et les colonies agricoles à l'intérieur, c'est-à-dire le défrichement des terrains jusqu'ici incultes, qui sont assez étendus en France, et la fondation de colonies au dehors, ou plus généralement l'envoi de populations plus ou moins nombreuses dans d'autres contrées, placées ou non sous la loi de la France. La commission considère comme *chimérique* l'idée de colonies agricoles dans l'intérieur. Elle a raison, si elle veut dire que l'organisation, sur le sol français, de colonies agricoles dont les élémens, ramassés de toutes parts, seraient juxtaposés sur la base mouvante du phalanstère ou casernés sous une discipline militaire, aurait l'inconvénient de coûter beaucoup pour rapporter médiocrement. Des colonies formées de cultivateurs qu'on attirerait par des concessions de terre gratuites ou à bas prix dans des terrains de qualité passable réussiraient beaucoup mieux que la commission ne paraît le croire; mais des terres en friche de qualité passable, le gouvernement n'en a pas, si ce n'est quelques forêts nationales en plaine dont la surperficie est bornée. S'il fallait qu'il acquît d'abord le terrain, la colonisation reviendrait fort cher. Et puis ici revient la même objection qu'on a justement élevée contre le système d'après lequel l'état serait tenu de fournir des capitaux aux citoyens. De quel droit l'état imposerait-il tous les contribuables, qui en majorité sont pauvres, pour fournir un domaine à quelques-uns qui n'ont pas plus de titres que leurs voisins?

Elles-mêmes cependant, les colonies agricoles soumises à une discipline plus ou moins militaire, tout en offrant un mode de culture plus

coûteux que le travail libre, se recommanderaient d'un certain point de vue où en des temps tels que le nôtre l'autorité est admise à se placer. Par là on pourrait fixer et surveiller une partie de cette population flottante et déclassée qui s'agite dans notre pays, et qui est toujours prête à le bouleverser. Ce serait même, circonstance précieuse, le moyen de la moraliser. Sous cette forme, la contrainte que la société est en droit, pour sa légitime défense, d'exercer contre les vagabonds, serait moins dure que sous aucune autre. On dit que le travail paisible des champs guérit les fous, à plus forte raison pourrait-il calmer des esprits en révolte et rétablir des corps épuisés, tantôt par le besoin, tantôt par l'inconduite. L'expérience faite par la Hollande autorisait, à cet égard, des espérances.

Quant aux colonies extérieures dans des possessions françaises et aux émigrations sur des territoires lointains où flotte un autre drapeau que celui de la France, la commission estime que l'inaptitude à coloniser, dont on accuse les Français, nous est calomnieusement imputée, et elle espère que l'Algérie en donnera la preuve. A son gré, la colonisation en Algérie offre une belle carrière à ceux de nos compatriotes qui veulent se faire par leur travail le patrimoine que ne leur ont pas légué leurs pères. Eh bien! colonisons l'Algérie; mais comment s'y prendre? La commission ne l'indique pas, même en termes généraux. Après avoir exprimé le désir de détourner vers nos possessions d'Afrique « ce courant d'émigrans qui abandonne l'ancien monde pour le nouveau, » elle se contente de dire : « Cette colonisation sera impossible sans l'intervention de l'état. » Qu'entend-elle par là? Que l'état ne s'est pas encore assez mêlé de la colonisation de l'Algérie? On aurait plutôt lieu de soutenir que l'état s'en est trop mêlé. En m'exprimant ainsi, je n'ai pas en vue seulement les essais désastreux de colonisation qui ont été si légèrement tentés depuis la révolution, en 1848 et 1849, et où chaque famille a coûté à l'état, infructueusement dans beaucoup de cas, 6,000 francs environ, somme qu'elle eût regardée comme une fortune, et qui l'eût été dans le plus grand nombre des cas, si on la lui avait remise dans la métropole. Si, comme le rapport l'affirme, et je ne le contredirai pas, « l'Afrique abonde en *vegas* tout aussi belles que la plaine de Grenade, qui n'attendent que la main de l'homme, » mais que l'homme ne vient pas chercher, il faut s'en prendre à ce que le régime de l'Algérie repousse les gens qui, du pays de Bade ou de la Suisse, vont au loin s'établir sur l'Ohio et le Mississipi. Le régime de l'Algérie plaît fort peu aux hommes industrieux, parce qu'on y sent beaucoup trop la main de l'état. Un pays d'où la moindre affaire est renvoyée, par-delà les mers, à Paris, pour recevoir une solution ou plutôt pour l'attendre, n'attirera jamais les bons colons. L'Afrique, telle que nous la gouvernons, ruine nos finances sans

nous procurer même une gloire véritable. Ce n'est pas que nos soldats n'y aient fait preuve de la plus admirable bravoure, et nos officiers d'un prodigieux et infatigable dévouement à la patrie; mais cet héroïsme est rendu vain pour la gloire de la France, parce que nous ne le fécondons pas par une administration intelligente. En fait de colonies, la gloire solide n'existe pas, s'il n'y a pas quelque profit à côté, car une colonie n'est fondée et ne perpétue la mémoire de ses fondateurs, peuple ou chef, que lorsqu'elle rapporte quelque chose, c'est-à-dire lorsqu'elle a une agriculture, un commerce, une population civilisée fixée sur le sol. Tout cela manque en Algérie; nous n'avons pas su l'y mettre. Là-dessus la commission, pour justifier ce qui s'est fait, répond que l'Afrique « a formé les soldats et les généraux qui ont défendu la France contre l'anarchie, et qui la font aujourd'hui respecter du monde. » Je ne conteste pas que nous n'ayons eu de cette manière une certaine compensation des trésors que nous y avons dépensés; mais ce n'est pas là de la colonisation. Qu'on nous vante tant qu'on le voudra l'Algérie comme une école militaire, nous aurons encore le droit de trouver que, comme telle, elle coûte cher; mais pas de confusion. Ne raisonnons pas à la façon des grognards qui, de quelque sujet qu'on leur parle, répondent par un épisode de la bataille d'Austerlitz. La commission n'avait pas reçu le mandat de rechercher les moyens de faire l'éducation de l'armée française. Elle avait à signaler les moyens de faciliter le travail, d'assister l'homme industrieux dans sa lutte contre la misère, dans ses efforts pour s'élever à l'aisance. Il est possible que l'Algérie soit destinée à y servir : c'est un espoir qu'il est certainement permis de conserver; mais, encore une fois, quel est le chemin à suivre? La commission ne l'a pas montré, ou elle ne l'a montré qu'à rebours. En Algérie, il faudrait à l'homme industrieux, à l'esprit d'entreprise en général, plus de liberté; on ne nous parle que de l'intervention directe de l'autorité.

Puisque la commission s'occupait de la colonisation, on pouvait s'attendre à ce qu'elle mentionnât les plans qui se sont produits depuis quinze ou vingt ans en Angleterre, qui y ont été l'objet de la discussion publique et de la délibération officielle, et qui ont été adoptés par des associations puissantes auxquelles ils ont valu des succès désormais constatés. Nous voulons parler, par exemple, des idées de M. Wakefield, consignées par lui dans un traité spécial, qui sont en vigueur à l'égard de la partie la plus florissante de l'Australie. Jamais une colonie n'a réussi que lorsqu'elle a eu un système d'économie industrielle et sociale qui fût en rapport avec le climat, avec l'aptitude et les penchans des colons. Dans le Canada, que la commission nous vante plus que de raison, car ce n'était qu'un embryon lorsque nous le perdîmes, il y avait une donnée sociale assez arrêtée, on y avait transporté la te-

nure féodale des terres; mais on ne savait quoi produire au-delà des plus stricts besoins des colons, et c'était une raison suffisante pour que la colonie végétât. A Saint-Domingue, qui était une colonie magnifique, la perle des Indes occidentales, on avait copié l'esclavage antique et on avait une production parfaitement appropriée, le sucre. C'est sur des bases analogues, la culture du coton et l'esclavage, qu'est fondée la grandeur des états du sud de l'Union américaine. Ni la féodalité, ni l'esclavage ne sauraient être proposés aujourd'hui pour l'économie sociale d'une colonie française. Les Anglais paraissent avoir trouvé, selon la diversité des cas, divers programmes dans lesquels une donnée d'économie industrielle, je veux dire une certaine production, une certaine culture, se combine avec une donnée sociale sympathique à la liberté. Celles de leurs colonies qui se développent sont ainsi pourvues chacune du sien. Les Américains du nord des États-Unis en possèdent un qui est libéral et qui va admirablement au climat moyen des régions dites de l'Ouest. Jusqu'à quel point la pensée de M. Wakefield ou le système américain, ou quelque autre des combinaisons déjà expérimentées, cadre-t-il avec les circonstances qu'offre l'Algérie? Le sujet méritait d'être traité par la commission, et il était digne du rapporteur. Tant que la commission ne l'abordera pas, elle ne produira sur la question de la colonisation que des dissertations sans issue (1).

L'abolition de la mendicité serait fort désirable. La mendicité dépouille l'homme même qui est dans la nécessité d'y recourir — de cette fierté qui est l'un des attributs de l'homme honnête et libre. A plus forte raison, est-ce une flétrissure, lorsqu'elle est volontaire et préméditée, lorsqu'on s'en fait par goût une profession. Le pauvre alors n'est plus un concitoyen digne d'intérêt, c'est un fainéant qui appartient à la police. D'un autre côté, les dépôts de mendicité ne sont pas des écoles de moralité. En améliorer la tenue exigera de grands efforts dont le succès n'est pas certain; les multiplier requerrait de fortes sommes : ce ne pourra être que l'œuvre du temps, la commission l'entend ainsi.

Au sujet de l'*amélioration des logemens*, comment faire et quoi faire? Déjà la police municipale a le droit d'astreindre les propriétaires à certains soins dans l'intérêt de la santé publique. On va, par une loi spéciale, qui a déjà subi l'épreuve de deux lectures au sein de l'assemblée, l'armer de dispositions nouvelles à l'aide desquelles elle pourra commander des mesures d'assainissement peu coûteuses (2). Envers

(1) Le sujet de la colonisation a été traité en détail par M. Wakefield dans un ouvrage intitulé *a View of the art of colonization*, et par M. Merivale, actuellement sous-secrétaire d'état des colonies, dans un cours d'économie politique fait à l'université d'Oxford, et publié en deux volumes, sous le titre de *Lectures on the colonization and colonies*.

(2) La proposition est de M. de Melun (du Nord); le rapporteur de la commission spéciale est M. de Riancey.

les *garnis* spécialement affectés aux ouvriers, la surveillance minutieuse de l'autorité est facile à justifier. Il n'en est pas de même pour les logemens ordinaires. Jusqu'à quel point l'autorité pourrait-elle interdire la location de pièces qui ne présenteraient pas certaines conditions d'aérage, de lumière, d'espace, et en général de salubrité? Telle pièce où un homme seul sera assez bien, s'il y porte quelque attention, deviendra un séjour malsain pour trois ou quatre personnes; mais une seule personne malpropre, qui aura par exemple les habitudes des chiffonniers de Paris, dont M. Frégier a tracé le triste portrait, empestera le local où quatre personnes soigneuses vivraient sainement. Quand il assume la responsabilité de provoquer, de la part des autorités municipales, des règlemens sur le régime intérieur des habitations, le législateur ne saurait être trop circonspect, trop réservé. On tombe facilement alors dans l'inquisitorial. Pour avoir trop voulu protéger l'ouvrier, fréquemment on l'aura vexé, et en pure perte. Que lui répondre, s'il allègue qu'il n'a pas le moyen de louer une pièce plus spacieuse? Y aurait-il alors des indemnités de logement comme celles qu'on donne aux officiers de l'armée?

Il y a une classe de logemens qui est essentiellement malsaine, ce sont les caves où vivent beaucoup d'ouvriers en tous pays d'Europe, et qui, en France, offrent des spectacles affligeans, que récemment a décrits M. Blanqui pour la ville de Lille. S'il y a des logemens à frapper d'interdit, ce sont ceux-là. Dans cette humidité, au milieu de cet air lourd qui ne se renouvelle pas, dans ces tanières où jamais n'entra un rayon de soleil, l'homme s'étiole et dépérit; mais il faut des cas aussi bien caractérisés pour que le législateur puisse donner aux autorités locales un droit exorbitant sur la propriété, tel que celui de la frapper d'interdit. Avec des administrations municipales comme on en voit en temps de révolutions, une loi pareille mènerait loin; même dans les temps réguliers, il est impossible que le vague des indications ne donne pas lieu à des abus; dans les lois et les règlemens, le vague engendre l'arbitraire, et l'arbitraire sème l'irritation dans le public.

C'est ce que les Anglais ont bien senti. Dans une loi toute récente (31 août 1848) sur la matière, ils ont accordé a des corps administratifs, constitués pour la surveillance de l'hygiène des villes, la faculté de l'interdit, mais il est expressément stipulé que c'est contre les caves seules, et encore, pour ce qui est des constructions existantes, contre certaines caves très clairement désignées. Voici la teneur de l'article : « Aucune cave établie, à partir de la présente loi, ne pourra être louée comme habitation, et on ne pourra louer de même aucune cave antérieurement bâtie qui n'aura pas été louée encore. Quant aux caves déjà occupées comme logement, on ne pourra les louer séparément pour cet usage, à moins qu'elles n'aient 1° 7 pieds anglais (2 mètres

10 centimètres) de haut, dont 3 (91 centimètres) au-dessus du niveau de la rue; 2° en avant un fossé d'environ 2 pieds 6 pouces de largeur au bas, creusé jusqu'à 6 pouces au-dessous du fond de la cave, lequel fossé devra être bien asséché; 3° un foyer, un réceptacle au balayage (*ash-pit*), des lieux d'aisances et une fenêtre commode qui ne soit pas condamnée. Toute infraction à cet article entraînera une amende de 20 livres sterling (500 francs). Pour se conformer à la loi, les propriétaires de caves actuellement louées n'ont qu'un délai d'un an. » Au lieu de s'en tenir à des prescriptions de ce genre, la commission spéciale, dont la commission générale et jusqu'à présent l'assemblée elle-même ont approuvé le travail, a sacrifié à la manie réglementaire, qui est le travers de l'administration française, et c'est ainsi que l'interdit est admis en termes généraux et illimités; il est aussi accompagné de cette série de formalités qui font que, chez nous, la moindre affaire dure quelquefois autant que le siége de Troie (1).

Pour que le logement de l'ouvrier soit sain, il faut deux choses : 1° qu'il veuille lui-même le tenir propre et exempt de miasmes, ce qui est possible jusqu'à un certain point dans la plupart des cas, pourvu que certaines conditions générales aient été remplies dans la voirie de la cité et dans la construction des maisons; 2° qu'il ait une certaine aisance, afin qu'il puisse payer un logement passablement spacieux et s'entourer de ces soins qui contribuent tant à assurer la pureté de l'air. Avec ces deux conditions, tout devient possible; hors de là, on aura beau tracer des règlemens minutieux pour la tenue intérieure des maisons, l'on n'obtiendra rien d'important. La bienfaisance privée bâtira quelques cités ouvrières, où il n'y aura place que pour une toute petite minorité, et le grand nombre continuera de croupir dans les gîtes qu'il occupe aujourd'hui. En fait de propreté, il n'y a de règlement sûr d'être obéi que celui qu'on se fait soi-même. La moyenne des populations françaises n'a pas autant que d'autres peut-être l'instinct de la propreté; nous sommes sous ce rapport inférieurs au Hollandais, au Belge, à l'ouvrier saxon, qui tient sa chambrette si propre avec un médiocre salaire. Rassurons-nous cependant : l'ouvrier français a le ferme désir de s'élever; il est jaloux de se bien vêtir; le culte de la personne lui vient quand il en a le moyen; la propreté du domicile vient forcément avec celle du vêtement, et, une fois qu'il a goûté des jouissances de la propreté, le Français y tient tout autant qu'un autre.

Pour être praticable et pour avoir de la portée, une loi sur la salubrité des habitations doit consister en deux séries distinctes de prescriptions, relatives l'une à la voirie générale de la cité, l'autre à la construction même des maisons, afin qu'elle soit en rapport avec cette

(1) Le recours au conseil d'état est admis pour les cas d'interdit dans le projet de loi.

voirie générale; la première, comprenant un système d'égoûts, des conduites et distributions d'eaux, un bon pavage, un bon plan d'alignement, des ordonnances pour l'enlèvement des boues et immondices; la seconde, embrassant les dispositions nécessaires pour que les égoûts de la cité servent à assécher chaque maison d'une manière permanente, tant dans les allées et les cours que dans l'intérieur des logemens, et pour qu'il n'existe aucun cloaque ni aucun dépôt d'eaux menagères. Quelques ordonnances spéciales règlent des sujets spéciaux, tels que les garnis et les caves. L'autorité alors a fait tout ce qui dépend d'elle pour la salubrité publique; pour le reste, on s'en remet aux citoyens eux-mêmes. Quand l'autorité tente d'aller au-delà, elle s'expose à fatiguer les citoyens, à les blesser et à s'épuiser elle-même en efforts stériles. C'est ainsi que l'a compris le parlement anglais dans la grande loi d'assainissement qui porte la date du 31 août 1848, loi dont, à en juger par leurs rapports, il ne paraît pas, chose surprenante, que la commission générale de l'assistance et de la prévoyance publiques ni la commission spéciale des logemens aient eu connaissance (1), car elles ne l'ont pas mentionnée.

On pourrait rattacher aux travaux de la voirie municipale la reconstruction de quartiers tout entiers, après avoir exproprié ceux des propriétaires qui ne cèderaient pas leurs maisons à l'amiable. La question de savoir jusqu'à quel point la faculté d'expropriation pour cause d'utilité publique devrait recevoir cette extension a donné lieu à une vive controverse. Quand il s'agirait de quartiers tout entiers, l'utilité publique serait facile à établir; hors de là, elle serait bien moins certaine. La commission spéciale, et jusqu'ici l'assemblée sur ses traces, admet l'expropriation pour des cas où il s'agirait des moindres acquisitions. Elle semble même ne l'admettre que pour ces cas-là. Sous cette forme, l'abus serait plus probable. On n'entreprend pas de vexer cent ou cent cinquante propriétaires à la fois, en leur achetant leurs maisons malgré eux; l'enjeu de la commune serait trop gros. On se gêne moins pour en tourmenter un ou deux.

C'est ici le lieu de signaler à la reconnaissance publique le nom de M. de Germiny, qui avait pris l'initiative d'un grand projet destiné à assainir un vaste quartier de Rouen, tout occupé par les ouvriers (le quartier Martainville). La proposition de M. de Germiny vient d'être rejetée par le conseil municipal de Rouen. Elle n'aurait cependant que médiocrement coûté à la commune, ou, pour parler plus exactement, elle ne lui aurait coûté que pour des travaux de voirie, tels que des égouts et des élargissemens de la voie publique. Il est à souhaiter, pour

(1) Cette loi, qui est un modèle, n'a été citée dans les délibérations de l'assemblée sur ce sujet que par un seul orateur; encore cet orateur proposait-il un amendement contraire à l'esprit de la loi anglaise.

l'honneur du conseil municipal de Rouen, qu'après un plus ample informé, il revienne sur sa décision négative.

J'ai déjà été bien long sur ce sujet des logemens : il me faut pourtant dire encore que l'autorité excède ses pouvoirs d'une façon dangereuse, quand elle tente de réglementer par le menu une affaire de ce genre. C'est s'ingérer dans les détails de la vie intime plus qu'il ne convient. Si l'autorité s'immisce dans les logemens autrement que par des prescriptions générales analogues à la législation anglaise, pourquoi ne pas s'occuper de même en détail de la nourriture, et puis de l'habillement, du chauffage, de l'éclairage? Nous nageons alors en plein socialisme : l'état se mêle de tout, préside à tout, envahit tout, et la société devient un couvent ou une caserne. Quand on combat le socialisme, on doit être attentif à ne pas le copier.

La commission a accordé une attention particulière aux caisses de *secours mutuels*, aux *caisses d'épargne*, à la *caisse des retraites*. Elle a pour les caisses d'épargne un grand respect que tout le monde doit partager; elle leur maintient le patronage de l'état, qui consiste en ce qu'il se fait le dépositaire de leurs fonds, en garantit la restitution, et en sert un intérêt convenable. Elle étend aux caisses de secours le bienfait de cette protection sous plusieurs formes; non-seulement le trésor sera leur caissier, mais encore le conseil d'état examinera leurs statuts, afin qu'ils soient conformes à la raison, et qu'ils cessent de contenir des calculs que l'arithmétique désavoue, source d'irréparables désappointemens pour les sociétaires. Après cet examen, on leur accorderait la qualité d'établissemens d'utilité publique, afin qu'elles fussent aptes à recevoir des dons et des legs.

Relativement aux caisses de secours mutuels, la commission expose, peut-être trop en raccourci, et sans en tirer de conclusion suffisante, quelques observations d'un grand intérêt. En soi, la pensée de ces sociétés est utile et morale; elles ne sont cependant pas sans inconvéniens possibles, je ne dis pas assez, sans périls. Dans un assez grand nombre de circonstances, les sociétés de secours mutuels, telles qu'elles ont été jusqu'ici presque toutes, c'est-à-dire uniquement composées de personnes de la classe ouvrière et administrées par les ouvriers seuls, sont devenues des sociétés politiques où l'on a discuté, exclusivement du point de vue de l'ouvrier, les questions sociales. On s'y communiquait les griefs qu'on avait ou qu'on croyait avoir contre les chefs d'industrie, et les notions d'économie sociale qu'on avait puisées à des sources trop souvent suspectes. On s'y est ainsi aigri mutuellement : déplorable mutualité! Les hommes ardens s'y sont érigés en meneurs et ont intimidé ceux qu'ils ne pouvaient convaincre. Les sociétés secrètes ont cherché à y exercer de l'influence, et elles y sont parvenues. Bientôt, sous le prétexte, plausible au premier aspect, de parer aux

souffrances du chômage, on a dénaturé les caisses de secours. On les a rendues plus onéreuses aux ouvriers, parce qu'alors il n'a plus suffi d'avoir en réserve une petite somme proportionnée aux chances de maladie de 3 ou 400 personnes; il a fallu amasser une sorte de trésor, et, après avoir réuni ainsi de fortes sommes, on leur donnait une destination préjudiciable aux hommes laborieux, qui sont l'immense majorité, et funeste à l'ordre public. C'est de cette manière qu'on a soutenu bien souvent, en Angleterre et en France, des grèves auxquelles le grand nombre était contraint de participer par les menaces d'une minorité audacieuse et sans frein, et qui toujours étaient sans résultat, excepté pour quelques meneurs avides de faire sentir leur domination à tout hasard, et peu amoureux du travail. Quelquefois même les sociétés de secours mutuels se sont changées en instrumens de guerre civile. Il n'est personne qui ne sache l'histoire des *mutuellistes* et des *ferrandiniers* de Lyon et de Saint-Étienne. Au commencement, c'étaient des associations de secours mutuels très-recommandables; en 1834, elles formèrent l'armée de la rébellion qui désola nos métropoles manufacturières du sud-est.

Une société de secours mutuels, pour bien réussir, je veux dire, pour n'imposer que de modiques sacrifices aux sociétaires et remplir leur attente, pour accomplir sa mission d'humanité sans mélange de désordre public, doit être strictement limitée à secourir les malades et à aider leurs familles. Elle doit s'abstenir de donner des retraites; beaucoup de celles qui l'ont tenté s'y sont ruinées. Elle doit s'interdire de fournir quoi que ce soit en cas de chômage. Si la commission avait ouvert une enquête, elle aurait obtenu de chefs d'industrie de Paris et de la province, surtout de l'Alsace, des renseignemens très curieux. Je connais, à Paris, une société de secours, instituée dans un établissement qui compte quatre cents ouvriers, et où il suffit d'une cotisation mensuelle de 80 centimes par tête. Il est vrai que, dans cet établissement que dirige un homme éclairé et excellent (1), on est parvenu à vaincre la répugnance que l'hôpital inspire à la plupart des ouvriers : alors le secours, fixé à 1 fr. 50 c. par jour, profite à la famille; mais il ne faudrait porter le versement qu'à 1 fr. 60 c. par mois ou 19 fr. 20 c. par an, pour que l'indemnité quotidienne fût de 3 fr., ce qui est élevé.

Les statuts des sociétés de secours mutuels seraient combinés d'une manière plus avantageuse aux sociétaires et plus conforme à l'ordre public, si les intéressés consentaient à les soumettre à la sanction du conseil d'état; à cela, l'état peut non les contraindre, mais les engager par l'octroi de quelques services et de quelques faveurs. Encore faudrait-il cependant que ces faveurs ou ces services fussent assez con-

(1) M. Claude Arnoux, ancien élève de l'École Polytechnique.

sidérables pour persuader les sociétaires, et la commission ne paraît point y avoir assez songé. Sous ce rapport, le gouvernement a beaucoup mieux apprécié la position; il offre, sous condition, un subside qui n'a rien de compromettant pour les finances de l'état. La commission enfin n'a tenu aucun compte d'une pensée féconde dont le gouvernement l'avait saisie à l'occasion des sociétés de secours, et qui eût trouvé aussi son application ailleurs; nous y reviendrons un peu plus loin, le sujet en vaut la peine. En résumé, voilà encore un sujet à l'égard duquel le travail de la commission est médiocrement satisfaisant.

A l'égard de la caisse des retraites, a-t-elle fait beaucoup mieux? Elle se prononce énergiquement contre la retenue obligatoire. Les motifs de sa résistance, que le rapporteur expose parfaitement, ne laisseront de doute à aucun de ceux qui jugent ces questions-là avec leur raison. L'état ne peut gérer de force les intérêts de trente millions de personnes. De ce que les individus peuvent mal conduire leurs affaires, il ne suit pas qu'on doive se substituer à eux. Une société où l'état se mettrait à la place de tous, et s'érigerait d'autorité en dépositaire des économies de presque toute la nation, serait sous une loi despotique. Le gouvernement qui assumerait tant de responsabilité serait insensé. La chance du mal est la conséquence inévitable de la liberté humaine. Il ne faut pas que, dans nos sociétés civilisées, amoureuses de liberté, lors même qu'elles paraissent la répudier, les gouvernemens veuillent faire autrement que Dieu même, qui, en donnant aux hommes le libre arbitre, a entendu qu'ils pourraient faire bien ou faire mal, et qui leur a préparé à tous la récompense ou la peine, selon leur choix. La retenue obligatoire, quand on l'envisage de près, se montre impraticable, et par rapport aux ouvriers et par rapport à l'état. Par rapport aux ouvriers, il en est un grand nombre qu'on ne pourrait faire contribuer régulièrement, à moins d'organiser l'inquisition. Par rapport à l'état, la difficulté est d'un autre genre. L'état deviendrait le gardien de sommes inouies, dont aucun gouvernement ne voudrait ni ne pourrait accepter le dépôt, qu'il échouerait à faire valoir. Selon les différens calculs que présente M. Thiers, en se plaçant dans différentes hypothèses, on se trouverait en effet, au bout d'un certain nombre d'années, en face de 30 milliards, ou de 23, ou au moins de 15. Réduisez à moitié encore, et la somme restera exorbitante. Cette objection cependant perdrait de sa force, si on prenait le parti de substituer à une caisse unique, administrée par l'état, un grand nombre de caisses locales que l'état pourrait surveiller, mais dont l'administration et les ressources resteraient distinctes : parti fort sage, car ce serait le seul moyen d'attirer à l'institution une certaine quantité de dons volontaires. Beaucoup de personnes se décideraient à une donation immédiate, ou à un legs en faveur de la caisse des retraites de leur ville

ou de leur profession dans la ville, qui y seraient beaucoup moins portées, si leur largesse devait aller s'engloutir dans une caisse unique, dont l'avoir profiterait à la France entière. C'est un aspect de la question qui a échappé à la commission, quoiqu'il eût été signalé par plusieurs personnes.

La retenue obligatoire une fois écartée, la caisse des retraites, ne s'alimentant plus que de dépôts volontaires, devient une institution fort désirable. Le gouvernement la proposait peu de semaines avant la révolution de février, il avait bien raison; il l'aurait eu davantage, si la proposition fût venue quelques années plus tôt. La commission cependant y est peu sympathique. Elle n'y consent que par manière de concession aux erreurs du public, comme pour faire la part du feu. On n'aurait songé à la caisse des retraites, suivant elle, qu'au moment où les fausses doctrines, inventées pour séduire et tromper la multitude, commençaient à s'élever comme le lit d'un torrent qui déborde. L'appréciation est injuste. Qu'on dise que l'ouvrier qui met des fonds à la caisse d'épargne, qui les y laisse prudemment grossir, et se forme un petit capital avec lequel il devient chef d'industrie à son tour sur une petite échelle, est un homme très recommandable, qui enrichit la société en lui formant du capital, en lui suscitant en sa personne un membre de plus en plus utile, par la sollicitude duquel une famille tout entière sera élevée à une condition bien meilleure, on n'exprimera rien que de vrai; mais faudra-t-il réprouver comme un *égoïste* (le rapport ajoute *à vue assez étroite*) (1), celui qui, au lieu d'aller à la caisse d'épargne, passe à la caisse des retraites, pour y placer 20 ou 30 francs par an, dans la supposition même où cette caisse serait constituée sur la base des tontines, et où par conséquent l'argent qu'elle recevrait serait placé à fonds perdu? Tenons compte de ce que le même homme, dans le même esprit, se cotisera vraisemblablement de 20 ou 30 francs par an aussi pour la caisse de secours mutuels. Or, quand un ouvrier a distrait de son salaire une somme annuelle de 40 à 60 francs, il a déjà fait beaucoup; je suppose un ouvrier ordinaire et non l'homme d'élite, qui reçoit un salaire exceptionnel. Si, au lieu d'aller frapper à la porte de la caisse des retraites, il eût pris le chemin de la caisse d'épargne, et qu'il y eût déposé 20 ou 30 francs, est-ce qu'il aurait pu avoir amassé, une fois à la force de l'âge, une somme qui lui permît de rien entreprendre? Non, car il faut une durée de trente-six ans pour qu'un dépôt de 30 francs par an engendre, avec les intérêts cumulés, une somme de 3,000 francs. Au moins dans ce cas, dira-t-on, il eût mieux agi dans l'intérêt de ses

(1) Page 118, plus loin, page 119, il est dit un *égoïste insouciant;* on va jusqu'à dire, page 131, qu'admettre le principe des tontines, c'est *passer par-dessus toutes les raisons de moralité et de propriété*.

enfans. Ce n'est pas certain, par plusieurs motifs. S'il avait eu la faculté de retirer ses fonds à volonté, il est permis de craindre qu'il n'eût été tenté de le faire souvent dans ce laps de temps de plus d'un tiers de siècle, pour s'engager dans des spéculations aventureuses, pour dépenser inconsidérément dans le plaisir. Il n'en serait rien resté alors, ni à ses enfans ni à lui-même. Sa vieillesse eût obéré sa famille. Ainsi qu'il était dit dans le travail d'une commission libre, qui s'était constituée, il y a sept ans, sous la présidence de M. Molé, et dont le rapport a servi de point de départ à la plupart des études sur la matière, « à l'inverse de ce qui a lieu dans les familles aisées, où des rentes viagères ne semblent pouvoir être constituées au profit des ascendans qu'au détriment des héritiers, la constitution d'une pension de retraite sur la tête des chefs de famille qui vivent de salaire, dans des classes où l'héritage est presque inconnu, empêche les vieillards d'être à la charge de leurs enfans, leur permet d'achever leurs jours au milieu d'eux, entourés de soins que la pension qu'ils apportent rend et plus faciles et plus affectueux. Les maires des villes populeuses peuvent certifier ce que nous avançons ici touchant les conditions d'existence des vieillards qui appartiennent aux classes ouvrières. Il y a tel arrondissement de Paris où il a suffi d'une allocation de 8 francs par mois pour retenir au sein de leur famille ceux que l'âge et le dénûment allaient en exiler. »

Même avec le caractère de la tontine, la caisse des retraites est déjà une forme de la prévoyance, forme imparfaite, soit; mais il y a quelque chose de bien plus imparfait, c'est de n'avoir de prévoyance d'aucune sorte et d'aller au cabaret boire ce qu'il serait possible d'épargner. Si vous retirez du cabaret, par le moyen d'une prévoyance tout individuelle, l'homme qui est enclin à le fréquenter, c'est déjà un service que vous lui rendez. Vous lui donnez le commencement de la prévoyance, le reste viendra ensuite, très probablement, par un enchaînement naturel.

Mais le gouvernement n'est pas forcé, s'il ouvre des caisses de retraite, de les organiser toutes sur le pied de la tontine; il peut bien, à côté des placemens en viager, instituer des caisses où la totalité des versemens en capital, sans les intérêts, reviendrait à la famille; il peut donner la faculté de passer de celle-ci, qui semble avoir moins de déférence pour le sentiment de la famille, à celle-là qui le ménagerait davantage, sans réciprocité. Enfin il peut n'instituer que cette dernière sorte de caisse de retraites. Avec ce système, la quotité des pensions différerait assez peu de ce qu'on obtient par la tontine (1). Cette combi-

(1) La différence équivaut à peu près à 1 pour 100 dans le taux d'intérêt qui sert à calculer les pensions. C'est comme si on prenait le taux de 4 au lieu de 5. C'est ce qui résulte des calculs exposés (page 51) dans le premier rapport de M. Benoist d'Azy, dont il va être parlé.

naison moyenne se présente comme une transaction à laquelle la commission aurait dû donner un assentiment explicite, par le motif suivant :

Une commission spéciale de l'assemblée a été chargée de présenter un rapport sur la caisse des retraites. Ce rapport est déposé depuis le 6 octobre. Il a été imprimé et il est dans le domaine public. Il est d'un homme dont la capacité financière est notoire, M. Benoist d'Azy. On y trouve des renseignemens curieux sur l'Angleterre, la Prusse, la Belgique, où la caisse des retraites est en vigueur sur la base de la tontine. L'institution y est disculpée particulièrement du reproche d'égoïsme (pages 16 et 52). Cependant, pour écarter toute objection et mieux assurer le succès de la loi dans le sein de l'assemblée, la commission spéciale a renoncé au principe des tontines, et stipulé que tous les versemens en capital, mais sans intérêt, seraient restitués à la famille. La grande commission de l'assistance et de la prévoyance publiques avait donc sur ce point la besogne toute faite. Il est vrai qu'elle conclut par deux lignes d'approbation de la caisse des retraites ainsi conçue, mais c'est après une suite de raisonnemens qui les condamne fort au long.

La commission de l'assistance et de la prévoyance publiques exprime, même avec une singulière vivacité, son dissentiment au sujet de la subvention qui, dans le projet du gouvernement, serait accordée à la caisse des retraites. Elle adresse à ce projet, non directement, mais par la méthode meurtrière du tir à ricochet, le mot d'*extravagance*. Elle aura à se mettre d'accord avec la commission spéciale des caisses de retraites, qui a le bon esprit d'adopter, sauf quelques modifications de détail, l'idée du gouvernement (1). C'est ici le lieu d'une réflexion qui se présente plus d'une fois à l'esprit quand on lit le rapport de la commission de l'assistance et de la prévoyance publiques : on serait quelquefois tenté de croire qu'elle a oublié la situation politique et sociale dans laquelle nous nous trouvons engagés. Certainement, si nous étions aux États-Unis, où l'aisance est à peu près sans exception, où le travail est abondant et la rétribution large, l'état pourrait complètement se dispenser de toute espèce de coopération en faveur des institutions de prévoyance; mais nous ne sommes pas aux États-Unis. La misère prend notre société à la gorge, et la sécurité sociale en est compromise. Des passions violentes ont été soulevées, et si aujourd'hui elles nous laissent une trève, elles peuvent recommencer demain. Quand tout marche régulièrement, quand la prospérité est générale, il serait absurde, *extravagant*, que l'état s'ingérât dans les institutions de prévoyance pour y jeter l'argent des contribuables; mais faut-il hésiter, quand on est en présence de souffrances cruelles, quand il s'agit de ramener, par quel-

(1) Voyez le rapport supplémentaire présenté au nom de la commission des caisses de retraites et de secours, par M. Benoist d'Azy, le 18 février 1850.

ques témoignages de bienveillance, des classes entières, quand il est si urgent d'accoutumer le grand nombre à la pratique d'une vertu qui est un des attributs distinctifs de l'homme libre et la sauvegarde de l'ordre social? Considérez, si vous le voulez, comme des sommes dépensées pour l'éducation publique, ces subventions fort modiques après tout (1); qu'y trouverez-vous alors à redire?

La commission termine son examen par les *hospices*. Elle serait d'avis que, pour en rendre l'usage moins pénible aux classes pauvres, qui s'en trouvent humiliées, on employât, dans certains cas, les nouvelles ressources dont on disposerait, en secours distribués à domicile, quand il s'agirait de maux temporaires, — en petites pensions de plus longue durée, quand les infirmités seraient incurables. Elle pense pourtant qu'à cet égard une solution définitive ne peut être adoptée « avant beaucoup de discussions et d'expériences. » C'est que les soins, en cas de maladie, sont plus intelligens à l'hospice que dans la famille du pauvre, où tout art manque, où l'aérage et le chauffage sont imparfaits, et la même somme dépensée dans un établissement commun produit une plus grande étendue de bien.

Je crois avoir maintenant analysé fidèlement et discuté avec toute l'impartialité qui est en mon pouvoir le programme de la commission. Pour le qualifier d'un mot, il est négatif. Des dispositions positives de quelque efficacité, on les y chercherait en vain. Ce qu'elle recommande au sujet des chômages serait de la plus médiocre vertu; les chapitres sur la colonisation, sur les logemens, sur les caisses de secours et sur presque tous les autres sujets pratiques, sembleraient attester même qu'elle ne s'est pas livrée à une étude approfondie des moyens organiques à faire intervenir. Sa préoccupation principale, exclusive, aura été d'avertir les ouvriers, le public tout entier, de la périlleuse voie où certaines doctrines entraînaient l'opinion. Elle se sera dit : Le plus grand service que nous ayons à rendre à la France est d'écarter ce mauvais vent qui souffle sur le pays. Pour nous abriter contre ce torrent d'innovations malfaisantes, opposons-nous à toute innovation. La négation est ainsi devenue pour elle une idée systématique. Quelqu'un disait après avoir lu ce rapport : « Nous sommes heureux de posséder les hospices, car s'ils n'existaient pas, et qu'on les eût proposés à ce moment, la commission eût trouvé des raisonnemens sans réplique pour démontrer qu'ils sont impossibles. »

Cette situation d'esprit n'est pas politique. Ce n'est pas que l'enseignement ainsi donné au public par la commission ne soit opportun et ne doive rester. La morale de cet enseignement, c'est, en effet, qu'il

(1) Il s'agit d'une somme de 25 francs par souscripteur qui serait acquise seulement aux cent mille premiers, sous la condition d'un versement de 15 fr. au moins par an répété pendant cinq ans : c'est en tout 2,500,000 francs.

faut se déshabituer du détestable penchant que nous avons tous à attendre de l'état l'amélioration de notre sort. On a fait de l'état une divinité semblable aux génies des *Mille et une Nuits*, qui instantanément changeaient la face de toute chose et disposaient d'inépuisables trésors, tandis qu'il n'a aucune ressource qui lui soit propre, et que tout ce qu'il distribue, il le tire de nos bourses, il le prend sur les fruits du travail de la masse des citoyens, qui est pauvre, car, en tant que nation, nous sommes dans une affligeante pauvreté. Le riche est une rare exception, et on ne peut retirer de lui, par l'impôt, qu'une petite fraction des revenus de l'état, à moins de le spolier, ce qui serait nuisible au peuple lui-même, en ce sens que de cette manière on dissiperait le capital qui alimente le travail national et lui donne quelque fécondité au profit de toutes les classes. Il faut donc renoncer aux rêves dont nous avons été bercés, que l'état peut être une providence pour chacun de nous, nous trouver du travail, nous procurer des capitaux, veiller sur chacun de nos pas, assister comme un ange gardien à tout ce que nous faisons, soit comme producteurs, soit comme consommateurs. Ce tuteur, s'il se mettait à nous accompagner, nous embarrasserait et nous déplairait fort, car ce serait ce préfet, ce sous-préfet, ce procureur de la république, ce gendarme, que, tous tant qu'ils sont, dans un accès d'insubordination, nous avons pris en haine ou en défiance. Et enfin qu'est-ce que le culte en vertu duquel nous allons demander notre salut à l'état, converti, dans notre imagination, en une idole toute-puissante, sinon la répudiation de la liberté, pour la possession de laquelle notre patrie a fait tant de sacrifices? Ce n'est pas à l'état, c'est à nous-mêmes qu'il faut que nous nous adressions avant tout. Nous devons être à nous-mêmes notre première providence. Si nous ne pouvions l'être, c'est que nous aurions eu un accès de vanité misérable quand nous cherchâmes à être libres. L'assistance publique a souvent à agir; mais, si elle devenait envers des individus une habitude de tous les instans, envers quelques classes une loi permanente, au lieu de leur être vraiment utile, elle leur nuirait; elle leur désapprendrait les vertus qui font la force de l'esprit, la noblesse de l'ame, elle amollirait le nerf de leurs bras, et, dans aucun cas, il ne faut l'ériger en un droit. Dès qu'il s'agit d'assistance et de bienfaisance, ne prononçons pas le mot de droit; ainsi qu'on l'a dit dans un des plus beaux discours qui aient été entendus depuis la révolution de février, tenons-nous-en à la formule du devoir. La bienfaisance est un devoir pour le riche, un devoir pour l'état, dans la limite de sa puissance; mais ce devoir, tout impérieux qu'il est, ne crée pas, pour le pauvre, un droit qu'il puisse revendiquer comme un homme libre réclame son dû. Le sentiment du droit enivre aisément celui qui l'invoque. Du sentiment du devoir, au contraire, naissent les

plus belles passions, et c'est lui qui excelle à rapprocher et à unir les hommes (1). L'assistance, la charité, la fraternité, peu importe le nom, en même temps que c'est l'accomplissement d'un devoir chez le riche, impose au pauvre un devoir réciproque, celui de se rendre digne d'être le concitoyen et l'égal devant la loi, le frère devant Dieu, d'hommes bienfaisans, celui de témoigner, lui aussi, par son affection et sa reconnaissance, qu'il est imbu du sentiment de la charité, et c'est ainsi que chacun concourt au bonheur de tous et sert au bon ordre dans l'état.

Telles sont les idées que la commission, les jugeant ébranlées dans les esprits, a cru à propos de raffermir; hors de là, en effet, pas de société possible. Les hommes qui parlent ainsi ne sont pas les ennemis du peuple; les ennemis du peuple ne sont pas ceux qui rappellent au peuple les vrais principes. S'il y avait en France des ennemis systématiques du peuple, ce serait plutôt ceux qui lui promettent l'impossible et qui confondent tous les principes sociaux; mais ne nous accusons pas les uns les autres d'être les ennemis du peuple : cette polémique envenimée ne fait pas les affaires des classes pauvres. Unissons-nous, concertons-nous sincèrement, loyalement; c'est ce qui améliorera le sort de ceux qui souffrent et fera les affaires de tous.

Mais, si l'on ne peut, sans une injustice extrême, prétendre que le langage de la commission soit celui d'ennemis du peuple, est-ce à dire que ce soit celui d'hommes d'état ayant conscience de ce que la situation actuelle de la société a de menaçant, et appréciant l'urgence d'une conciliation entre les intérêts sociaux qu'on est parvenu à diviser? Non. La commission a exposé quelques principes généraux parfaitement sains, et elle en a fait des applications critiques qui, pour la plupart, sont exactes. De la part d'un prédicateur dans sa chaire, ou de philosophes réunis en académie, c'eût été suffisant peut-être : on demande à des hommes politiques des conclusions plus pratiques et plus prochaines. Le prédicateur a rempli sa tâche quand il a déposé dans notre cœur le germe d'un bon sentiment, le philosophe quand il a éclairé notre raison. L'homme politique, le législateur est tenu à des actes (2) : or, je ne vois point quel acte de quelque portée ressort du travail de la commission; je n'y lis même rien qui témoigne du penchant à agir. On a fait table rase de différens faux systèmes; c'est bien : d'autres l'avaient déjà fait d'une manière moins brillante, n'importe, il était bon d'y revenir; mais quel système a-t-on? car il en faut un. L'amélioration de son sort que la multitude cherchait de bonne foi dans le *droit au travail*, dans toutes les impraticables combinaisons des écoles socialistes, la commission me montre clairement qu'elle ne

(1) Voyez le discours de M. Dufaure, séance du 14 septembre 1848.

(2) Dans le langage politique des Anglais et des Américains, une loi s'appelle un *acte*.

réside ni dans la formule de celui-ci, ni dans le plan de celui-là; elle ne m'indique point où elle peut être. Elle m'avertit que dans certains parages de l'espace ouvert devant nous il y a un abîme béant : grand merci! mais n'avez-vous pas une boussole à me donner, pour que je marche vers le but? La multitude est là, qui grondait en 1848, et jusqu'au 13 juin 1849, qui maintenant est moins agitée, mais dont les passions ne sont qu'endormies. Il faudrait pourtant avoir quelque bonne parole à lui apporter, quelque parole qui dût être suivie d'effet, car tout ce qui sera *verba et voces, prætereaque nihil*, n'est plus de mise. A la foule de ces hommes qui souffrent, il faut une ferme espérance à laquelle ils puissent se cramponner. Dégoûtée des rêves dont on l'avait bercée, elle sent que les changemens à vue sont impossibles dans la société; mais, pour être irrévocablement pacifiée, elle a besoin d'un idéal auquel elle puisse croire, non-seulement pour l'autre monde, mais pour celui-ci. Elle se contenterait de voir poindre l'aurore de cet avenir, si elle croyait qu'il luira de plus en plus sur les générations suivantes, sous la condition de s'en montrer de plus en plus dignes. Or, que lui offre-t-on en perspective? Rien. Quel idéal lui montre-t-on? Aucun. Comme si la civilisation française était parvenue à ses colonnes d'Hercule, qu'il n'y eut rien à y changer, rien à y ajouter!

La commission de l'assistance et de la prévoyance publiques ne s'est donc point acquittée de sa tâche. Dès que je me place à quelque point de vue autre que celui d'une polémique négative, je n'aperçois plus que des lacunes dans son programme.

D'abord, pour nous en tenir aux institutions de bienfaisance proprement dites, voici une double catégorie d'omissions qu'on peut y signaler : 1° pour ce qui est de la bienfaisance *publique*, elle a trop restreint son examen, elle a négligé des institutions qui auraient exigé une discussion toute particulière. En ce temps-ci, les élucubrations mêmes des théoriciens purs méritent qu'on s'y arrête; c'est ainsi que la commission a insisté sur le *droit au travail*, conception qui, grace à Dieu, est restée dans le domaine de la spéculation théorique. A plus forte raison devait-elle examiner ce qui, chez de grandes nations, a été sanctionné par l'expérience : elle s'en est abstenue. 2° Sans doute la commission n'avait pas à entrer dans le détail des manifestations de la bienfaisance *privée;* mais il est des cas où celle-ci se combine de la façon la plus heureuse avec la bienfaisance publique, où elle lui communique une vertu extraordinaire, et où, par son concours, elle assure des effets d'une grande portée politique, qu'autrement on ne saurait comment atteindre. La commission n'en pouvait ignorer, d'abord parce que le mot d'ignorance ne saurait, sous aucun prétexte ni sous aucune forme, être appliqué à une réunion d'hommes aussi distin-

gués; ensuite l'assemblée était officiellement saisie de projets de la compétence directe de la commission, et qui avaient ce caractère : cependant la commission n'en a pas dit un mot.

Ainsi, pour citer quelques exemples de ces deux sortes d'omissions, la commission a complétement passé sous silence la taxe des pauvres, qui, en Angleterre, date du règne d'Élisabeth, et qui, établie en vertu d'une série de lois amendées et recomposées en un corps homogène par l'acte de 1834, semble devoir s'y perpétuer indéfiniment. Le régime actuel de la taxe des pauvres, en Angleterre, a au moins deux avantages : la subsistance est assurée aux populations dans les chômages ordinaires, et il n'y a plus rien qui favorise le penchant à l'oisiveté, parce que l'homme valide, du moment qu'il reçoit du secours, est soumis à une contrainte qui lui pèse et qu'il secoue dès qu'il le peut : c'est d'être enfermé dans la maison de travail (*workhouse*). Les événemens feront inévitablement revenir la taxe des pauvres dans la discussion publique en France. Il paraît impossible qu'on s'en passe dans tout pays où le système des grandes manufactures s'est développé; elle est en usage dans l'Union américaine, au sein des états même les plus renommés pour leur civilisation, le Massachusetts, le Connecticut. C'est donc, dans le travail de la commission, une lacune qu'on s'explique difficilement.

Il y avait pourtant une bonne raison pour que la commission ne tînt pas ainsi dans un oubli complet la taxe des pauvres, considérée comme une mesure générale de la bienfaisance publique : c'est que nous avons beau croire ne pas l'avoir, nous la possédons positivement, sous un autre nom, avec une destination spéciale qui ne laisse pas que d'être fort étendue. Ce que les intéressés glorifient et font glorifier sous le titre pompeux de la protection du travail national n'est que la taxe des pauvres, et ne peut même se défendre qu'à ce titre. Je défie que, pour motiver ce système de politique commerciale, on trouve une autre raison que celle-ci : « Dans le cas où l'on supprimerait la protection, les ouvriers de telle et de telle industrie seraient sans emploi, et il faut bien les nourrir. » Dans ce dire, il y a beaucoup d'exagération : je le montrerais, je le crois, si c'était ici le lieu; admettons-le pourtant comme parfaitement exact. Il n'en sera pas moins vrai que la protection se résout en un impôt mis sur le consommateur au profit de ces industries, et, du point de vue de l'égalité devant la loi, c'est un système insoutenable, car aucun Français n'a le droit d'imposer à son bénéfice le reste de ses concitoyens, et l'on ne doit d'impôt qu'à l'état; mais, à titre de charité, et, à ce titre seul, la mesure s'explique et on peut en soutenir la convenance. Quand bien même ce système protecteur ne serait pas une des formes de la taxe des pauvres, du moment qu'elle est en pleine activité, depuis trois siècles, chez une grande na-

tion, notre proche voisine, et qu'elle y est à demeure; du moment qu'une autre grande nation, éminemment digne, malgré l'étendue de l'océan qui nous en sépare, de l'attention de nos hommes publics par ses institutions et sa prospérité, se l'est assimilée, la grande commission de l'assistance et de la prévoyance publiques ne pouvait se dispenser de la discuter; elle ne l'a même pas nommée.

Comme exemple des cas où la bienfaisance privée intervient à côté de la bienfaisance publique, pour rendre des services signalés, revenons aux caisses de secours mutuels, sujet plus complexe qu'il ne le semble au premier abord.

L'absence de représentans plus ou moins nombreux des classes aisées dans les sociétés de secours mutuels a des inconvéniens de bien des genres, une comptabilité mal tenue, une mauvaise administration, parfois même du gaspillage et de la débauche (1), et, ce qui est plus grave encore, les fonds, qui étaient destinés à soulager des malades et à empêcher les enfans de souffrir pendant que le père est éloigné du travail par la maladie, sont détournés de leur destination sacrée pour soutenir des coalitions; ils l'ont été pour salarier des agens de discorde et solder la guerre civile au sein de nos cités. Le concours de la bourgeoisie dans les sociétés de secours mutuels produirait de grands biens sans mélange de mal. Plus habilement administrées, les caisses auraient toute leur puissance de secours; leurs ressources recevraient la meilleure destination, la seule légitime. Il serait impossible désormais d'en faire des foyers de discorde; les agitateurs y seraient contenus ou s'en écarteraient d'eux-mêmes. Le malheur de notre temps, c'est qu'on est parvenu à couper la société en deux camps, entre lesquels un fossé profond est creusé, la bourgeoisie d'un côté, les ouvriers de l'autre. Vainement ces deux intérêts sont, de par la force des choses, solidaires; on les a mis en état d'hostilité, tantôt flagrante, tantôt dissimulée. Le rapprochement entre ces deux forces si bien faites pour s'entr'aider sera le signe que la révolution est terminée et que nous sommes sauvés. Tout ce qui est de nature à favoriser cet accord doit être accueilli avec empressement et reconnaissance. Or, on concevrait difficilement rien qui y fût plus propre qu'une institution au sein de laquelle le bourgeois et l'ouvrier réunis spontanément, en grand nombre, s'occuperaient, à titre d'associés et de collègues, d'une œuvre de bienfaisance dont profiteraient les classes nécessiteuses en y contribuant elles-mêmes. Il y aurait là de quoi adoucir les cœurs les plus ulcérés et ramener les ames les plus rebelles. Toutes les occasions qu'on pourra faire naître, à propos des caisses de secours ou autrement, de mettre

(1) Je renvoie sur ce point aux écrits de MM. Degérando, Alban de Villeneuve-Bargemont, etc.

en contact les ouvriers et la bourgeoisie sur ce pied-là, auront les effets les plus salutaires; ce ne sera pas de la philanthropie creuse, ce sera de la politique grande et féconde.

En m'exprimant sur ce ton d'espérance, ce n'est pas du roman que je fais, je suis les indications de l'histoire. La ville de Nantes possède une institution trop peu imitée, la *Société industrielle*, qui, parmi ses utiles attributions, comprend une caisse de secours mutuels qu'alimentent des souscriptions d'ouvriers et de bourgeois. En 1834, lorsque Lyon était en pleine rébellion, et que Paris même était le théâtre d'une émeute formidable, une fermentation sourde régnait à Nantes. On montait à ce moment une machine à vapeur destinée à mouvoir une scierie mécanique. Les scieurs de long, se jugeant menacés dans leur gagne-pain, avaient comploté de la briser. Les sociétés secrètes, qui étaient répandues sur tout le territoire de la France, prêtes à souffler le feu dès qu'apparaissait une étincelle, les y excitaient. La démonstration, si elle avait eu lieu, eût entraîné vraisemblablement dans Nantes un soulèvement qui, répondant à la levée de boucliers de Lyon et de Paris, aurait pu avoir les plus funestes conséquences; mais la Société industrielle intervint comme médiatrice. Le président de la caisse de secours, M. Dechaille, convoqua les scieurs de long qui étaient sociétaires. Les scieurs de long, exhortés par cet homme de bien, promirent de rester tranquilles, et, en gens d'honneur qu'ils étaient, ils tinrent parole (1).

L'idée d'utiliser la bienfaisance privée en appelant les personnes des classes aisées à concourir à la formation des caisses de secours mutuels, sert de base à un projet de loi très remarquable, dont le gouvernement a saisi l'assemblée. Les personnes aisées deviendraient membres des sociétés de secours, sous le titre de fondateurs, en fournissant une cotisation au moins double, en échange de laquelle elles auraient le droit de déverser les secours sur des ouvriers qui n'auraient pu payer eux-mêmes. La bienfaisance publique s'associerait à la bienfaisance privée au moyen de diverses dispositions dont la plus saillante serait la répartition annuelle, entre les sociétés conformes à la loi, d'une somme d'un million à prendre sur les fonds de secours attribués au ministère du commerce. Le président de chacune des sociétés qui voudraient participer au bénéfice de la loi serait nommé par le président de la république. De cette façon, dans chaque ville, des hommes entourés de l'estime de tous, attachés à l'ordre, pénétrés d'un véritable esprit de conciliation, emploieraient leur influence bienfaisante en faveur des sociétés de secours, et la feraient sentir aux sociétés elles-mêmes.

(1) M. Dechaille est mort depuis plusieurs années; il avait constitué la Société industrielle de Nantes avec M. C. Mellinet et M. Brieugnes, morts tous les deux aussi.

Cette simple idée d'un rapprochement libre et amical, flatteur pour l'ouvrier sans offrir rien dont la dignité des classes aisées pût souffrir, méritait le meilleur accueil. Dans mon humble opinion, si on la mettait seule dans un des plateaux de la balance, en plaçant de l'autre côté le programme tout entier de la commission, son rapport et ses promesses, c'est elle qui l'emporterait. Alors je me demande comment il a pu se faire que la commission, qui en était officiellement saisie, n'ait pas cru devoir y accorder la moindre mention dans son rapport général.

Autre lacune, qui frappe le lecteur attentif : la commission a entièrement laissé de côté une question éminemment pratique et bien intéressante, celle du personnel de la bienfaisance publique. A cette question s'en rattache, par un lien étroit, une autre dont l'importance est aisée à sentir : y aurait-il moyen de faire concorder, dans un assez grand nombre de cas, la bienfaisance publique et la bienfaisance privée, en donnant à celle-ci, autant qu'elle y pourrait consentir, une action collective par une certaine organisation du personnel charitable, organisation qui serait sanctionnée par la loi et tirerait de la loi une certaine force? Cette question a été traitée par un homme généreux, M. Armand de Melun, dans un petit écrit que tout le monde a entre les mains (1). La bienfaisance privée, quand elle agit collectivement, est non-seulement plus éclairée, mais encore plus active que lorsque chacun suit son impulsion solitaire; elle y gagne donc beaucoup en utilité. Jusqu'à quel point la loi peut-elle intervenir, non précisément pour réglementer cette action collective, mais pour la faciliter? N'existe-t-il pas des corps qui deviendraient naturellement les centres de cette action collective? En d'autres termes, convient-il ou ne convient-il pas d'agrandir le rôle qu'ont si naturellement déjà le clergé et les communautés religieuses dans l'œuvre de la bienfaisance, en respectant la liberté de tous? Je n'ai pas la prétention de résoudre cette question, je l'énonce; on en reconnaît, sur le simple énoncé, la grande portée, et, sans être injuste, on peut reprocher à la commission de ne l'avoir pas abordée.

Il y aurait maintenant à examiner le rapport d'un point de vue tout différent, duquel on domine mieux le sujet. Dans la série des chapitres que nous avons passés en revue, sur les traces de la commission, à chaque pas pour ainsi dire on se heurte contre une pierre d'achoppement, qui est toujours la même : la pauvreté de la société. Multiplier les crèches, les salles d'asile, les maisons d'aveugles et de sourds-muets, serait très bien; mais il faudrait pour cela augmenter les impôts, et la société française est déjà trop chargée, elle est trop pauvre. La loi sur le travail des enfans est une loi d'humanité, mais ce sont les parens d'abord qui se refusent à s'y conformer; ils ne sau-

(1) *De l'Intervention de la Société pour prévenir et soulager la misère.*

raient se passer du salaire que leur procure le travail précoce de leurs enfans, ils sont trop pauvres. La réouverture des tours, encore une affaire de budget qu'entravera (en supposant que la mesure ait été jugée bonne en soi) la pauvreté publique; de même l'établissement de colonies pénitentiaires pour les jeunes détenus. Le crédit, dont des novateurs brouillés avec les principes de l'économie sociale voudraient subitement étendre les avantages aux ouvriers par des procédés dénués de bon sens et d'équité, le crédit manque non-seulement aux ouvriers, mais à d'intelligens entrepreneurs d'industrie et aux cultivateurs, par divers motifs, dont le principal est que le capital est rare, ou que la société est pauvre. La modicité des salaires, qui empêche les ouvriers, ou beaucoup d'entre eux, de faire des réserves pour les temps de chômage, est l'effet de plusieurs causes, dont la plus puissante est que la société est pauvre. La colonisation obérerait le trésor et le public par la même raison, la publique pauvreté. Les dépôts de mendicité, quand bien même ils seraient irréprochables aux yeux du moraliste, ne sauraient se multiplier : l'obstacle est toujours le même. Une partie des logemens des ouvriers est d'une saleté hideuse, est fétide et malsaine, parce que d'une part les entrepreneurs de bâtimens ne trouveraient pas assez de capitaux pour faire la spéculation d'en ériger de nouveaux, et, d'autre part, l'ouvrier reste dans ces bouges, parce qu'il n'a pas le moyen de payer le logement plus salubre qui est tout auprès. Ainsi de suite.

Arrêtons-nous un peu plus sur cette pauvreté collective de la société; elle est le nœud de la question. C'est le sentiment de cette pauvreté qui aura paralysé la commission et lui aura inspiré l'humeur négative dont son travail est empreint dans toutes ses parties. La commission se sera dit qu'il était impossible de pousser plus avant l'action de la bienfaisance publique, que la société n'en avait pas le moyen. — Il n'est que trop vrai; mais alors c'était à cette pauvreté collective de la société qu'il fallait s'attaquer. Là est le point stratégique; il fallait y porter toutes ses forces.

La société est pauvre; si l'on développe cette proposition, voici ce qu'on y trouve :

Le revenu brut de la société, ce fonds sur lequel elle vit en le régénérant sans cesse par son travail, et qu'elle augmente dans les temps réguliers, quand elle est sobre, sage et bien gouvernée, ce fonds est trop peu considérable, relativement à la population, pour que celle-ci tout entière ait de l'aisance. Une fois que la répartition de ce revenu brut a eu lieu conformément aux principes sur lesquels se sont constituées civilement toutes les nations de l'Europe, la charité publique et la charité privée ont beau s'ingénier pour accroître la part des malheureux, cette part reste faible, insuffisante, non-seulement relativement à leur ambition, qui, par instans, sous le souffle des passions

révolutionnaires, devient excessive, mais relativement aux vœux de la philanthropie la moins exigeante. Elle reste insuffisante, parce que c'est inévitable du moment que le fonds commun est exigu eu égard au nombre des parties prenantes. Les réformateurs contemporains ont presque tous imaginé qu'il fallait changer le mode de répartition des produits du travail, et leurs innovations ont consisté à proposer des modes de répartition qu'ils supposaient neufs, quoique ce fût quelque peu renouvelé des Grecs. Ces réformateurs se sont trompés: erreur fatale, qui, si l'on s'y laissait aller, nous conduirait à un abîme dont nous avons pu de l'œil mesurer la profondeur, car, après la révolution de février, la société française roula tout au bord. Les principes qui président aujourd'hui à la répartition des produits du travail sont ceux qui conviennent à une société libre; ils découlent de la liberté même. La société ne peut s'y soustraire qu'en abjurant la liberté, et la prétendue organisation du travail qu'on opposait à ces principes n'eût organisé que la servitude et la misère générale. Ces principes, contre lesquels on a poussé beaucoup de clameurs depuis quelques années et surtout depuis la révolution de février, n'eussent pas cessé d'être entourés de respect, si l'on se fût souvenu que, de même que tous les principes sociaux, ils n'ont pu dire leur dernier mot du premier coup, et qu'ils sont, avec le temps, avec et par le progrès des mœurs, perfectibles dans leurs applications successives; mais je n'ai pas ici à défendre ces principes : la commission ne les attaque point, elle en a garde; ce qu'elle sait le mieux, c'est de faire la guerre à ceux qui les dénigrent. L'amélioration populaire en masse, le bien-être de chaque ouvrier des villes ou des champs en particulier, dépendent de la grandeur de la richesse produite par le travail collectif de la nation et par chacun particulièrement. Le problème est de rendre fécond le travail de tous et de chacun. Une fois ce point obtenu, le reste, c'est-à-dire l'aisance générale et individuelle, ira de soi. S'il est une vérité bien établie aux yeux de ceux qui sont versés dans l'économie sociale, c'est celle-ci : à mesure qu'augmente, proportionnellement au nombre des hommes, la quantité de richesse produite par le travail de la société, la part qui revient à la foule, à l'ouvrier, devient plus grande, non-seulement en quantité absolue, mais relativement. Tout le monde s'en trouve mieux, mais c'est l'ouvrier qui reçoit le supplément le plus gros. Vérité consolante pour l'homme qui souffre! vérité rassurante pour l'homme qui aime ses semblables, de même que pour l'homme d'état, auquel la misère apparaît comme une cause de perturbations publiques, et qui cherche la paix de la société dans la conciliation des intérêts! vérité qui n'est pas seulement démontrée par les raisonnemens et les observations de la science économique, mais qui aujourd'hui ressort comme un cri de la conscience du genre humain par l'esprit

du siècle, car elle revient à définir le progrès : un mouvement qui rapproche tous les hommes d'un niveau qui monte sans cesse!

Le problème qui pèse comme un cauchemar sur nous ne peut se résoudre sérieusement que de cette manière : accroître la puissance productive du travail de la société. Hélas! parmi les hommes, il y aura toujours des malheureux, ceux-ci poursuivis par une fatalité inexorable, ceux-là dépouillés par des accidens politiques ou commerciaux; le progrès lui-même, l'invention d'une machine plus parfaite ou d'un procédé nouveau, ravira à d'autres leur pain. Il y en aura toujours qu'une incorrigible paresse ou les dérèglemens de leur vie enchaîneront à la misère. Il restera donc toujours des souffrances sur lesquelles la charité publique et la charité privée auront à répandre leur baume; mais, par le développement de la puissance productive du travail, le nombre des malheureux ira en diminuant sans cesse, et ce ne seront plus des classes entières qui sembleront vouées à la privation. Les moyens même que chacun aura de soulager les incurables et les victimes que la civilisation aura broyés sous son char seront beaucoup plus étendus : une société riche a plus de ressources pour la charité qu'une société pauvre.

Parlons la langue du pot au feu, c'est de notre sujet : en ce moment, la société française ne réussit pas à se procurer, par le moyen de son travail (que ce soit directement, ou indirectement à l'aide des échanges avec les autres peuples, ce n'est pas ce qui importe ici), en alimens sains, en vêtemens divers, en matières propres au chauffage et à l'éclairage, en meubles, en livres, en toutes les choses enfin qui répondent aux besoins de l'homme civilisé, une quantité qui soit suffisante pour le bien-être de trente-six millions d'hommes. Voilà ce que veulent dire ces mots : la France est pauvre. Cette insuffisance de la production, cette stérilité relative du travail national est-elle un mal absolu, irrémédiable? Non, car s'il est vrai que l'on ne puisse signaler sur la terre aucun peuple qui soit parfaitement exempt de la lèpre de la misère, on peut du moins en indiquer quelques-uns chez lesquels la quote-part du commun des hommes est assez grande pour qu'on puisse raisonnablement la qualifier de bien-être. Il en est au moins deux, les habitans de la Grande-Bretagne (1) et les Américains des États-Unis. L'infériorité de la France en fait de richesse, par rapport à d'autres peuples aujourd'hui, aurait-elle pour origine que nous soyons une nation subalterne par nos qualités? Non, personne au monde n'oserait le soutenir, et, si quelqu'un le tentait, quatorze siècles d'histoire et le témoignage du genre humain tout entier protesteraient contre l'assertion et imposeraient silence au téméraire. Alors viendrait-elle de

(1) En disant la *Grande-Bretagne*, j'exclus l'Irlande.

ce que notre territoire soit ingrat? Non, car de toutes parts on s'accorde à en célébrer la fertilité en même temps que le charme de notre climat. Si la France est pauvre, il faut l'attribuer à des causes qui sont essentiellement artificielles, et à l'influence desquelles nous pouvons nous soustraire graduellement. C'est le moment ou jamais de faire un effort.

La pauvreté relative de la nation française ne peut s'expliquer que parce qu'on y aura été moins heureux qu'ailleurs, depuis un siècle ou deux, dans le choix de la direction à donner aux intérêts de la société; elle ne peut provenir que de certains caractères imprimés à notre législation, à notre système administratif, à notre politique intérieure et extérieure. Comme des nations puissantes et éclairées ne sont jamais gouvernées malgré elles, il faut bien confesser en toute humilité que nous tous du public, nous devons avoir eu de grands travers d'esprit ou de funestes passions, probablement les deux, qui nous auront troublé la vue. Toutes ces causes auront agi, les unes immédiatement, les autres d'une façon médiate, sur le travail national. C'est ainsi qu'il a été et qu'il est moins fécond que celui des Anglais ou des Américains. Et pourtant ces deux peuples conçoivent pour eux-mêmes un ordre social meilleur, je veux dire plus favorable à l'aisance générale; ils pensent y atteindre par la modification successive de leurs lois, en rendant celles-ci de plus en plus conformes aux principes qui régissent les peuples libres. Pour les personnes qui scrutent le fond des choses, l'histoire de la civilisation même, sous un certain aspect, n'est que le développement successif de la puissance productive du genre humain, c'est-à-dire l'agrandissement graduel de la quantité d'objets répondant aux besoins des hommes qui résulte du travail journalier d'un individu (1). Ce n'est donc point s'aventurer que d'affirmer qu'il y a lieu d'accomplir chez nous une œuvre législative très vaste et très variée d'où résulterait immanquablement un surcroit de fécondité dans le travail national, et par conséquent la diminution de la misère. Sans doute, avec cette législation devrait aller de pair le progrès des mœurs, *quid leges sine moribus,* a dit le poète il y a dix-huit siècles. Eh! qui donc le conteste? Ce ne sera pas l'œuvre d'un jour ni d'un an; mais qui donc le prétend? Mettons-nous promptement et résolûment à l'œuvre, et ne nous en laissons pas distraire : nous n'y serons ainsi que tout juste le temps nécessaire.

Mais ce changement successif et gradué de la législation, en quoi peut-il consister? Pour l'indiquer avec quelque précision, il aurait fallu faire la biographie de l'homme industrieux, un exposé de sa vie

(1) On trouvera quelques observations sur ce sujet dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 mars 1848, article intitulé *Question des travailleurs.*

réelle, telle qu'elle se passe chez nous, et mettre en parallèle le tableau correspondant en Angleterre et aux États-Unis. Il y aurait eu à prendre l'homme du moment qu'il entre dans l'atelier ou dans sa profession, du moment même qu'il s'y prépare, et le placer successivement en présence des différentes lois qui peuvent affecter le travail, de la loi politique, de la loi civile, de la loi militaire aussi bien que de la loi commerciale et de la loi administrative. Comme producteur et comme consommateur, il y aurait eu à le placer successivement en présence de l'autorité communale, en présence de l'état, en présence du maître d'école qui façonne son esprit; il eût fallu surtout lui ménager un tête-à-tête avec le fisc. De cette étude faite simultanément sur les trois pays aurait jailli une vive lumière. Il en serait ressorti que l'homme qui travaille, et par là j'entends le chef d'industrie tout comme l'ouvrier, est beaucoup plus gêné dans l'exercice de ses facultés chez nous que dans la Grande-Bretagne et aux États-Unis. Le Français industrieux est, par rapport à l'Anglais ou à l'Américain, ce qu'est l'homme qui a une main liée derrière le dos par rapport à celui qui a la libre jouissance de ses deux bras. Comment s'étonner qu'il ait une moindre puissance dans le travail?

La commission a entièrement négligé cette partie du sujet dévolu à ses méditations, quoique ce fût la principale : c'est ce qui l'a condamnée à l'impuissance, malgré la réunion de talens et de capacités qu'elle offrait. Les plus habiles gens ne sauraient avancer devant eux, quand ils se sont jetés dans une impasse.

Impuissance! c'est le mot de la situation, c'est le nom de l'époque. La commission de l'assistance et de la prévoyance publiques s'est trouvée impuissante, il n'en pouvait être autrement, parce que l'assemblée, dont elle est le reflet, l'est elle-même à un degré dont l'histoire offrirait peu d'exemples. L'assemblée est dans l'impuissance, parce qu'elle est l'image du pays, qui a cessé d'avoir une idée nette et une volonté positive sur quoi que ce soit. Chacun, reployé sur soi, caresse ses petites opinions ou plutôt ses petites vanités. Nous sommes la caricature de l'homme juste d'Horace; l'univers ébranlé tomberait en éclats, le choc de ses débris ne nous réveillerait pas de nos rêves d'amour-propre. Et voilà pourtant le spectacle dépourvu de noblesse et de sérieux qu'offre en ce moment la société française! Mais elle changera d'attitude; elle en changerait, quand bien même il ne lui resterait plus qu'à périr, et je proteste contre cette opinion désespérée. Elle trouverait en elle-même la force de s'appliquer la pensée de César qui disait à son moment suprême : Il faut qu'un empereur meure debout.

MICHEL CHEVALIER.

BELLAH.[1]

V.

Sire, ne chevauche plus avant; retourne, car tu es trahi. (ANCIENNE CHRONIQUE.)

Ce terrible fardeau de la vie ne semble-t-il pas léger à porter, quand, au soleil du matin, sous un ciel profond et pur, on se met en marche, à pied ou à cheval, le long des haies fleuries ou en vue d'horizons bleuâtres, la poitrine pleine d'un air frais comme la rosée?

Dans ce premier instant de rajeunissement et de bien-être, avec toute la vivacité des organes reposés, on éprouve comme une révélation lumineuse du bienfait de l'existence; on s'étonne de l'avoir méconnu, en contemplant le cadre enchanteur dans lequel Dieu l'a placé; on se réjouit d'être né. Passe un homme qui vous parle du cours de la rente ou des élections, le charme est rompu; la création divine est gâtée.

La sérénité de ces sensations irréfléchies se peignait sur le visage de nos voyageurs. Hervé et le vieux garde-chasse avaient seuls le front soucieux. Hervé marchait quelques pas en avant, cherchant à mettre un peu d'ordre dans sa conscience émue et dans son esprit tourmenté. Après ce qui s'était passé, il ne pouvait plus lui rester de doute que sur la nature de la perfidie dont il était le jouet. Son droit, son devoir même était de refuser une plus longue protection à celles qui abusaient si clairement de sa bonne foi; chaque pas qu'il faisait le rendait complice d'une trahison inconnue, mais certaine. D'un autre côté, inter-

(1) Voyez la première partie dans la livraison du 1er mars.

roger, avec la rigueur d'un juge et d'un ennemi, ces femmes envers qui le liaient des souvenirs si puissans, c'était une tâche pour laquelle il manquait de courage; c'était d'ailleurs ouvrir les yeux aux soldats sur une duplicité dont un de leurs camarades avait péri victime, c'était abandonner sans réserve les émigrées à des lois effrayantes; Andrée elle-même pouvait se trouver enveloppée dans des périls encourus à son insu; c'était enfin livrer des femmes, livrer son propre sang, et Hervé, malgré la sévérité de ses principes, n'était pas assez stoïque pour charger sa mémoire d'un de ces traits que les exagérations passagères d'une politique peuvent vanter, mais que les lois éternelles gravées dans le cœur de l'homme réprouvent et jugent infâmes. Pour échapper à ces anxiétés, Hervé prit la résolution de continuer le voyage jusqu'à Kergant, espérant qu'une occasion se présenterait de réparer cet oubli momentané de son devoir absolu, et se promettant en tout cas de se mettre, aussitôt arrivé, à la disposition du général, en lui avouant franchement ses torts.

Plus libre alors, la pensée de Hervé se reporta sur un objet plus léger, mais à peine moins délicat, c'est-à-dire sur la plume blanche envolée de la fenêtre de Mlle de Kergant, et dont le sens précis était difficile à pénétrer. Et d'abord la plume était-elle bien celle de Bellah? Un prompt regard de Hervé l'assura que le feutre élégant de la jeune fille n'était plus orné de son panache. Cela semblait décisif; mais en même temps il put reconnaître, et ce fut avec ennui, que le chapeau de la petite Andrée avait également perdu sa flottante parure, ce qui remettait tout en question. Andrée, qui était aux aguets depuis le moment du départ, n'avait eu garde de laisser passer, sans le remarquer, le double regard de son frère. Elle donna aussitôt un coup de cravache à son cheval, qui vint toucher celui du jeune homme : — Eh bien! mon frère, dit-elle, voilà une matinée délicieuse... Vous avez là un singulier chapeau, commandant?

Au mot de chapeau, Hervé, qui se méfiait déjà passablement de sa petite sœur, sentit croître son trouble, et se mit à siffloter en gourmandant son cheval pour avoir un prétexte de ne pas répondre; mais Andrée n'était point femme à se laisser dépister si aisément : — Commandant, reprit-elle, vous avez un singulier chapeau. Un singulier chapeau vous avez, commandant.

— Et en quoi singulier? dit enfin Hervé, voyant qu'on ne pouvait l'éviter.

— En quoi? mais il me paraît plat, ce chapeau... Pourquoi n'y mettez-vous pas un panache?

Panache était de tous les mots de la langue celui qui était le mieux fait en cet instant pour importuner Hervé. — Panache! répéta-t-il machinalement et à demi-voix.

— Panache, dit Andrée en dansant sur sa selle.

— Avez-vous bien dormi cette nuit? demanda Hervé.

— Mais pas mal, pas mal, commandant, si ce n'est que j'ai eu un panache, je veux dire un rêve, de toutes couleurs, autrement dit panaché.

— Sur quel panache avez-vous marché ce matin, petite sœur? Et, à propos, qu'avez-vous fait du vôtre?

— Comment! est-ce que je ne l'ai plus? Ah! mon Dieu! j'oubliais que le vent l'avait emporté cette nuit.

— Et le vent, à ce qu'il paraît, n'a pas eu plus d'égards pour votre amie?

— Ah! ah! s'écria en riant la jeune fille, nous y voilà! Non, le vent n'en a emporté qu'un; mais lequel? C'est précisément, citoyen, ce que j'ai promis de ne pas vous dire, parce que si je vous le disais, vous seriez trop heureux, et c'est pourquoi, bref, je ne vous le dis pas. — En achevant ces mots, Andrée fit faire une volte à son cheval, et retourna au petit galop vers ses compagnes.

Pendant que le commandant Hervé oubliait dans des méditations plus heureuses les chagrins de son équivoque situation, le lieutenant Francis étudiait du coin de l'œil, avec une complaisance peu dissimulée, les traits et les façons de la charmante sœur de son ami. Le jeune garçon semblait trouver dans cette étude un intérêt si particulier, et s'y livrait d'ailleurs avec une telle assiduité, que Mlle de Pelven n'eût pu manquer d'y prendre garde, quand elle n'eût pas été douée d'une merveilleuse vivacité de perception. Il est rare qu'une femme se sache mauvais gré d'attirer l'attention d'un homme d'un maintien convenable, et tout aussi rare qu'elle sache mauvais gré à l'homme qui la juge digne de cette attention. On peut ajouter que si l'observateur se trouve classé, pour quelque raison de politique ou de coterie, parmi les ennemis de la dame, cette circonstance a pour effet ordinaire de prêter au régal une saveur plus piquante. La svelte tournure de Francis, sa mine turbulente, la coquetterie d'adolescent qui retroussait sa moustache naissante et plantait son chapeau de côté sur sa tête bouclée, lui composaient une vraie physionomie de page à la fois naïve, impudente et gracieuse. Mlle Andrée n'avait donc aucune bonne raison pour se formaliser outre mesure de ce qui lui arrivait. Seulement, comme toute jeune fille qui se sent observée avec une curiosité spéciale, tantôt elle demeurait plus silencieuse et plus calme que de coutume; tantôt, fort au contraire, elle paraissait possédée d'un démon loquace et mobile, qui communiquait à sa langue et à toute sa personne une activité prodigieuse. Francis, qui croyait déjà être amoureux depuis plusieurs siècles, jugea qu'il passerait pour un sot, s'il ne se déclarait pas sans retard d'une manière significative. Il éperonna

tout à coup son cheval, passa et repassa devant Hervé comme pour exercer sa monture, disparut une minute dans un fourré, et revint au galop, en cachant avec précaution un petit bouquet de primevères, de jonquilles et de fleurs de bruyères, sur lesquelles il avait entendu Andrée s'extasier un instant auparavant. Par bonheur, Andrée précédait alors la chanoinesse de quelques pas; Francis s'arrêta brusquement devant elle : — Mademoiselle, lui dit-il en lui présentant son bouquet, c'est de la part de votre frère.

Le mensonge était flagrant. Si Andrée eût seulement eu le temps de prévoir l'événement et d'y réfléchir, le jeune homme était perdu; mais l'ignorance du danger et la témérité admirable qu'elle donne aux amoureux de l'âge de Francis leur assurent le bénéfice souvent considérable de la surprise. Andrée, ne sachant trop ce qu'elle faisait, prit les fleurs et s'inclina en balbutiant un remercîment.

On pense bien qu'une telle scène n'était point de celles que la chanoinesse pouvait contempler d'un œil insoucieux. Elle prit aussitôt un trot saccadé qui sema l'air sur son passage d'un nuage de poudre parfumée, de sorte qu'on eût pu la suivre à la trace comme une déesse antique, et, fixant sur le visage ému d'Andrée des yeux où s'annonçait un orage : — Qu'est-ce? dit-elle. Que vous chantait ce troubadour patriote?

— Il me priait, madame, reprit Andrée, de vous offrir ce bouquet, n'osant le faire lui-même à cause du respect que lui inspire votre physionomie... Comment disait-il?... altière... oui, altière... extraordinairement altière.

Pendant ce discours, les fleurs avaient passé de la main fine et rose d'Andrée dans la paume flétrie de la chanoinesse. Francis enfonça ses éperons avec force dans le ventre de son cheval, qui rua, se cabra et faillit le désarçonner.

— Hé! m'sieu! jeune homme! dit la vieille dame : comment appelle-t-on ces gens-là? mon ami! lieutenant!

— Citoyen, madame, dit Andrée.

— M'sieu le citoyen! cria la chanoinesse; puis, voyant de plus près les traits agréables du jeune officier, qui s'était enfin rapproché : Mon enfant, reprit-elle, où avez-vous appris à avoir du respect pour les femmes?

— Chez ma mère, madame, répondit sèchement Francis.

— C'est bien dit, répliqua la chanoinesse, et je garde votre bouquet. Vous êtes égaré de bonne heure dans une triste route, mon enfant.

— Triste, non, madame, dit le jeune garçon en souriant, puisque j'ai l'honneur de vous y rencontrer.

— Voilà du singulier! reprit Mme de Kergant. Et comment se fait-il

qu'un jeune homme bien né, comme vous paraissez l'être, se soit voué au service de ces malappris féroces, de ces rustauds sanguinaires...

— De la convention nationale? interrompit Francis. Madame, j'aime naturellement la bataille, et naturellement aussi j'aime mieux batailler pour mon pays que pour l'étranger.

— Malheureux enfant! s'écria la chanoinesse, on vous a faussé le jugement par de grands mots dont vous ne pouviez comprendre le sens; mais comment votre mère, puisque vous en parliez...?

— J'en parlais, mais n'en parlons plus, madame, je vous prie, dit vivement Francis. En même temps ses paupières, frangées de longs cils comme celles d'une femme, s'abaissèrent avec hâte comme pour arrêter deux larmes qui avaient jailli sur ses joues.

Un instant de silence suivit cette expression involontaire d'une douleur mystérieuse. Puis Andrée, reprenant tout à coup la parole avec une insouciance apparente que démentait l'humidité de ses yeux : — Voyons, ma tante, dit-elle, est-ce que cela sent quelque chose, ces jonquilles? — Et tout en parlant la petite fille enlevait des mains de la chanoinesse deux ou trois fleurs, qu'elle eut soin de garder après les avoir respirées. Francis répondit à ce procédé par un regard dont la tendre reconnaissance couvrit de rougeur le front de sa délicate consolatrice. En cet endroit, une nouvelle disposition du terrain força le jeune officier à se séparer des deux dames, et Andrée n'en fut pas fâchée.

Le pays que traversait le détachement avait peu à peu changé d'aspect. La vue n'était plus attristée par l'âpre nudité des cimes; l'horizon se rétrécissait; les chemins se régularisaient entre des haies vives, exhaussées comme des retranchemens naturels et soutenues à des intervalles rapprochés par de gros arbres chargés de feuilles; ces haies servaient de clôture à des champs ou à des prairies plantés de pommiers aux fleurs blanches et roses. Au bruit des chevaux, de grands bœufs avançaient à travers les taillis leurs têtes méditatives et contemplaient les voyageurs d'un air abstrait. Çà et là apparaissaient parmi les arbres de basses chaumières, revêtues d'une enveloppe de lichens et de mousse. Les chênes des haies et les pommiers des champs, se rapprochant et se massant à une certaine distance, semblaient couvrir toute la campagne d'une épaisse forêt, au milieu de laquelle la pointe frêle des clochers indiquait de temps en temps la place d'un village.

Mais les sentimens de paix et de bonheur qu'éveillait ce paysage champêtre cédaient aux souvenirs récens et désastreux marqués presque à chaque pas par des ruines, des débris incendiés, ou de longs tertres tumulaires. La vivace nature de ce sol s'empressait en vain, comme par une pudeur maternelle, de recouvrir de fleurs et de douces images les traces des crimes et des malheurs des hommes : les champs

étaient en friche; ceux qui auraient dû les cultiver engraissaient de leurs dépouilles les sillons inutiles. De temps à autre, les voyageurs entendaient un sanglot ou le sourd murmure d'une voix derrière un buisson; ils apercevaient des femmes ou des enfans agenouillés et priant, effigies vivantes, sur des tombeaux ignorés. Des troncs d'arbres rompus, des branches hachées, des trouées sinistres dans les haies, les empreintes encore fraîches de piétinemens désespérés, la couleur étrange de la boue des fossés, dénonçaient de place en place le théâtre d'un de ces combats où la gloire du vainqueur, quel qu'il fût, se perdait dans la faute du fratricide.

— Il faut avouer, commandant, dit tout à coup Francis, rompant le silence sous lequel il avait dissimulé jusque-là, comme tout le reste de la troupe, les pensées que soulevaient les tristes vestiges, il faut avouer que la guerre civile est une détestable horreur.

— Dites la guerre, Francis, civile ou non. Pensez-vous que ce qui est un malheur ici n'en soit pas un là? Le crime, s'il y a crime, s'arrête-t-il juste au poteau qui marque nos frontières? Croyez-vous que les douleurs et les malédictions soient moins amères ou moins légitimes, parce qu'elles s'expriment dans une langue qui n'est pas la nôtre? Il faut des siècles à l'esprit humain pour généraliser l'idée la plus simple; il ne conçoit les vérités que peu à peu, et il n'en saisit d'abord que les détails qui le touchent de plus près. On commence à appeler le duel d'homme à homme un absurde préjugé, et le duel de peuple à peuple, qui n'est qu'une application en grand du même principe, est regardé comme raisonnable. Qu'appelons-nous guerre civile, nous, fils de cette philosophie chrétienne aux yeux de qui l'humanité n'est qu'une famille? Si la terre n'est qu'une patrie commune, dont tous les hommes sont citoyens, toute guerre est une guerre civile, toute guerre est une barbare extravagance.

— Et vous êtes soldat? dit Francis en regardant Hervé avec un peu de surprise.

— Le moment où une vérité se fait jour n'est pas celui où elle est applicable, répondit le jeune commandant. On peut penser autrement que son temps, mais il faut agir comme lui.

— Mais au moins, monsieur Hervé, cette épouvantable guerre intestine est finie?

— Oui, pour quelques jours, pour quelques heures peut-être, répondit Hervé avec mélancolie.

Il n'est pas inutile de dire ici sur quelle apparence se fondait cette opinion du jeune commandant, qui était partagée secrètement par les chefs des deux partis, et que l'événement était si près de justifier. Les traités de La Jaunaye, de la Mabilaye et de Saint-Florent, signés successivement par Charette, par Cormatin et par Stofflet, semblaient,

il est vrai, avoir embrassé dans la pacification tous les pays insurgés, l'Anjou, la Bretagne et la Haute-Vendée; mais les représentans et les généraux républicains connaissaient trop bien les intrigues persévérantes des agences royalistes de Paris et de Londres, pour avoir eu, en proposant cet armistice, un autre but que d'augmenter les divisions dans les rangs des rebelles et de détacher les paysans de la guerre par l'habitude, reprise peu à peu, de leurs paisibles travaux. D'un autre côté, l'excès même des avantages faits aux royalistes dans les clauses patentes ou secrètes de ces traités aurait suffi à éveiller la méfiance des chefs de ce parti, quand même ils auraient apporté aux conférences une sincérité que les documens les moins cachés de l'histoire ne permettent pas de leur supposer. L'amnistie avait pu sans doute être proposée et acceptée avec une bonne foi réciproque; mais il n'en pouvait être de même des articles qui, organisant en gardes territoriales, sous le commandement des généraux royalistes, les Vendéens et les chouans les mieux aguerris, laissaient subsister un état dans l'état, un foyer permanent de rébellion au sein de la république. Il n'en pouvait être de même surtout de ces concessions secrètes et inouies, parmi lesquelles on comptait l'engagement de rendre le jeune Louis XVII aux chefs armés en son nom, et dont l'authenticité n'a pu être accréditée que par un témoignage impérial. La crédulité des diplomates vendéens en face de ces invraisemblances politiques ne se concevrait pas, si l'on ne savait que, tout en feignant de les prendre au mot, ils prouvaient par leurs menées qu'ils en appréciaient exactement la valeur. Cette paix enfin n'était, au moins dans la conviction de ceux qui l'avaient conclue, qu'une suspension d'armes dans laquelle chacun des deux partis avait cru également trouver son intérêt. Toutefois il est permis de penser que quelques chefs royalistes avaient pu regarder comme sérieuses les obligations les plus incroyables de ces traités volontairement suspects.

Il était nécessaire de rappeler ce détail de l'histoire du temps pour faire comprendre la suite de ce récit; mais on ne voudra pas conclure de cette digression superficielle que ce roman ait la moindre prétention historique : c'est un titre qu'il ne peut soutenir d'aucune façon, et qui nous engagerait bien au-delà de nos connaissances et de nos forces. Un conte doit s'efforcer sans doute de ne pas choquer d'une manière inconvenante les vraisemblances de l'époque et des mœurs dont il affiche les couleurs; mais sa frivolité avouée nous paraît le dispenser d'un scrupule plus sérieux.

La caravane fit halte dans un village, et prit une heure de repos tout en dînant; puis le voyage continua jusqu'au soir, sans autre incident que la rencontre de quelques cantonnemens républicains, avec

lesquels on échangeait un mot d'ordre. Le crépuscule commençait à accuser plus nettement sur le ciel les contours des horizons, quand le timide Colibri adressa cette question au circonspect Bruidoux : — Suis-je dans mon tort, sergent, quand je me figure que l'Amérique est un pays où la plupart des hommes sont des singes?

Le sergent haussa les épaules par un brusque mouvement dont le contre-coup fit tressaillir le petit captif à cheveux longs qu'il traînait à sa remorque. — Marche donc, jeune houspin! dit Bruidoux. — Je te dirai d'abord, Colibri, et par forme de préambule, que ce petit fédéraliste commence à me scier le dos d'une façon bizarre. Quant à l'idée que tu te formes de l'Amérique et de ses habitans, que tu prends pour des singes, elle te ferait prendre toi-même pour un âne dans toute société... Marcheras-tu, moitié de coquin! Avise-toi de tirer encore sur la corde, et tu vas connaître la configuration de mon pied... Il n'y a pas de singes, Colibri : c'est une bête inventée par les prêtres et par les tyrans pour humilier l'homme libre. L'Amérique, Colibri... — Tu tires sur la corde, gamin! apprête tes flûtes... je vais en jouer!... L'Amérique, mon garçon, est précisément faite comme je te le disais... Hu! dia! petit Cobourg... Et tu pourras en causer maintenant avec aisance et... Très bien, mon poulet! tu ne pèses pas une plume à cette heure... Avec aisance et facilité, Colibri, mon ami... Hé! vingt mille calottes! où est le fils de chouan? Mort du diable! il a coupé la corde! Arrêtez! arrêtez le prisonnier!... Dans le champ, à droite!

L'enfant venait, en effet, de profiter des premières ombres du soir pour accomplir une évasion dont il avait sans doute trouvé les moyens à la halte du dîner. Il courait alors à perte d'haleine dans un champ labouré, que l'étroite douve d'un fossé séparait du chemin. Bruidoux enjamba la douve et s'élança sur les pas du fugitif : les soldats le suivirent en poussant de grands cris; mais ils n'étaient pas au milieu du champ, que déjà l'enfant avait escaladé la haie qui en barrait l'autre extrémité, et qui était contiguë à un bois épais. Il se retourna, quand il se vit maître de cette position, et fit un signe de la main, comme s'il voulait parler. Une dizaine de fusils s'abaissèrent dans la direction du petit gars. — Qu'est-ce que c'est? s'écria Bruidoux d'une voix haletante, le premier qui fait feu, je le crosse! Est-ce que nous avons des tueurs d'enfans ici? Parle, mon bijou.

— Ayez bien soin de ma toupie, cria le captif envolé. Puis il sauta dans le bois et disparut.

— Eh bien! dit Bruidoux en regagnant le chemin au milieu des rires mal contenus de ses camarades, ne vous gênez pas, mes enfans. Est-ce que personne ne viendra me chatouiller un peu le dessous du nez?... Ta toupie, petit clampin! ajouta le vieux sergent entre ses

dents. Que je vive assez pour te retrouver avec de la barbe au menton, et si je ne te la fais pas avaler, ta toupie, avec la corde et le clou, et la chèvre et le chou...

— Eh bien! sergent, interrompit Hervé, dissimulant à peine la satisfaction qu'il éprouvait du résultat de l'aventure, vous voilà donc passé aux royalistes?

— Ma foi, citoyen commandant, répondit Bruidoux avec un peu d'humeur, si vous voulez dire qu'il fallait laisser fusiller le mioche, qu'on me loge cinq billes dans la tête et n'en parlons plus. Ce n'est pas ma manière de voir.

— Ni la mienne, vieux Bruidoux, dit Hervé. Je sais ce que vous valez en face d'un homme. Quant aux femmes et aux enfans, laissons-les aux geôliers et aux bourreaux qui déshonorent la république.

Le brave sergent, complétement réhabilité aux yeux de ses inférieurs par les paroles du jeune commandant, détacha la courroie inutile qui ceignait ses reins, et s'en servit pour informer les plus rieurs de la troupe qu'il n'avait pas oublié leurs indiscrètes gaietés. Il fut interrompu dans cette récréation par le garde-chasse Kado, qui lui tendit sa gourde avec cordialité en lui disant :

— Nous ne pensons peut-être pas de même sur bien des choses, camarade; mais tout ce que je possède est au service de l'homme qui a de la pitié dans le cœur pour les créatures faibles.

Le sergent parut surpris plus que fâché de cette ouverture; il se recueillit un instant en accolant la gourde jusqu'à ce qu'il se sentît près d'être suffoqué. La rendant alors au Breton : — Tous les braves, dit-il gravement, ont les mêmes idées sur certains articles.

On avait repris la marche, et, sous l'influence de la fatigue et de la nuit, le silence se fut bientôt rétabli dans les rangs de la colonne. Hervé, ayant remarqué plus d'une fois qu'Andrée chancelait sur sa selle comme si elle ne résistait qu'avec peine au sommeil, s'était placé à ses côtés et s'y maintenait avec sollicitude. La jeune fille, sous cette protection, s'abandonna avec une confiance naïve à un assoupissement que berçait l'allure tranquille de son cheval. Elle ne se réveilla qu'aux sons distincts, quoique éloignés encore, d'une petite cloche qui tintait onze heures. Andrée l'écouta attentivement, et, poussant soudain un cri de joie : — A moi, Bellah! dit-elle, c'est notre Kergant! c'est la cloche de la chapelle! Pardon, mon frère... je vais devant; vous permettez?... Et, sans attendre la réponse, la gracieuse enfant s'élança au galop dans une large et sombre avenue au bout de laquelle étincelaient entre les arbres des lumières pareilles à des vers luisans dans l'herbe.

Le manoir seigneurial de Kergant était une construction d'un aspect austère et presque claustral. Il présentait la forme d'un triangle à peu

près régulier dont chaque côté était fermé par une haute tourelle à toit pointu. Les fondemens plongeaient dans des fossés pleins d'eau; mais un pont permanent remplaçait le pont-levis et donnait accès sous la porte principale. La petite chapelle dont la cloche venait de retentir s'élevait, à droite du château, sur un monticule dont les pentes étaient tapissées de gazon. Plusieurs bâtimens, servant de fermes et d'écuries, contribuaient, avec la chapelle, à encadrer l'espace qui s'étendait devant la façade du manoir et qui tenait lieu de cour. Au milieu de cet espace, des domestiques portant des flambeaux écoutaient avec respect les ordres que leur donnait un homme dont l'âge avait blanchi les cheveux sans pouvoir fléchir sa haute taille, sans détendre les muscles de son mâle et rigide visage. Le marquis de Kergant était vêtu uniformément de noir; il avait le bras enveloppé d'un crêpe, et un pareil symbole de deuil était attaché à la poignée du couteau de chasse qui pendait à son côté. Andrée et Bellah descendirent de cheval en même temps, et le marquis les serra toutes deux à la fois sur son cœur. La chanoinesse s'approcha ensuite et se jeta dans les bras de son frère, puis elle lui parla un moment à voix basse. Le vieux seigneur s'avança alors vers la soubrette écossaise et lui montra le château de la main en s'inclinant avec une politesse cérémonieuse. La fille des Mac-Grégor prit le bras de la chanoinesse et se dirigea vers l'entrée du château.
— Suivez-les, mes filles, dit le marquis; vous devez être mortes de fatigue.

— Pardon, mon père, interrompit Andrée d'un ton suppliant, mais nous ne sommes pas venues seules, il y a quelqu'un... mon Dieu!... quelqu'un...

— Allez, mon enfant, reprit le marquis. La chambre de votre frère est prête.

Andrée porta vivement à ses lèvres la main de son père adoptif, la mouilla de ses larmes et se retira avec son amie. M. de Kergant suivit les jeunes filles jusqu'au pont qui était jeté sur les fossés. Là il s'arrêta, fit ranger ses gens derrière lui et attendit.

En ce moment, le détachement républicain entrait dans la cour du château. Hervé mit pied à terre et s'avança vers le marquis avec une émotion dont il avait peine à se rendre maître. Francis et les soldats l'accompagnaient à une petite distance. Arrivé devant la porte, il se découvrit et salua profondément le vieillard.

— Monsieur, dit le marquis de Kergant en lui rendant son salut, recevez mes remerciemens.

— Je souhaite, monsieur, répliqua Hervé, qu'ils me soient adressés d'aussi bon cœur que je voudrais les mériter.

— Soyez sûr, citoyen commandant, puisque c'est votre titre, reprit le marquis, que je ne suis pas de ceux dont la bouche dit oui quand

le cœur dit non. Permettez-moi d'offrir au fils du comte de Pelven l'hospitalité pour la nuit.

Hervé fut surpris et offensé de l'accent amer et hautain qui marquait ces paroles.

— Monsieur, dit-il, j'ai à vous demander la même faveur pour mon lieutenant et pour mes soldats.

— Et ces messieurs sauront la prendre, n'est-ce pas, en cas de refus?

— De grace, monsieur...

— C'est au reste, interrompit le marquis en haussant le ton, ce que je suis curieux de voir. J'ai fait serment de ne jamais laisser pénétrer sous mon toit, moi vivant, aucun des égorgeurs de votre prétendue république, et c'est assez que je manque à mon serment pour le fils de votre père.

A cette déclamation provoquante, un murmure de colère éclata dans les rangs des grenadiers. Hervé leur imposa silence de la main, et se retournant vers le marquis :

— Et puis-je vous demander, monsieur, dit-il, si vous avez fait ce serment le jour même où vous avez signé un traité avec nos représentans et accepté l'amnistie de notre prétendue république?

— Non! s'écria avec force M. de Kergant; mais je l'avais fait le jour où vous avez teint vos drapeaux dans le sang de votre roi, et je l'ai renouvelé le jour où j'ai su l'état qu'on devait faire de votre parole,— hier même, en apprenant que vous aviez lâchement étouffé dans sa prison le fils du martyr! Il n'y a plus de traités, il n'y a plus de paix. Assez. Entrez, citoyen Hervé, et ne craignez rien; mais n'en demandez pas plus.

— Vous ne pouvez sérieusement me croire capable de subir une pareille hospitalité, dit Hervé avec un sourire dont la tranquille politesse fit monter la rougeur au front du vieux gentilhomme. Puisque je suis sur une terre ennemie, je sais comment un soldat y passe la nuit. Venez, mes enfans, nous bivouaquerons ensemble.

Les grenadiers répondirent par une acclamation et suivirent le jeune homme, qui s'éloignait du château à pas précipités.— Mon commandant, dit Bruidoux, il ne serait pas si fier s'il n'avait dans ses caves quelques douzaines de chouans. C'est égal, dites un mot, et nous verrons qui est-ce qui couchera dehors cette nuit.

— Non, répondit Hervé; ils diraient encore que nous violons les traités. Je ne suis pas fâché d'ailleurs de la réception; elle m'épargne... Mais qui donc nous suit là? Ah! c'est vous, Kado? Eh bien! mon ami, faites-moi un plaisir : prenez soin de nos chevaux. Je suppose que les pauvres bêtes ne sont pas comprises dans le serment.

— Cela sera fait, monsieur. Ne voulez-vous rien de plus?

— Ces braves gens ont le ventre creux, mon bon Kado. Allez jusqu'au village, apportez-leur à souper. Vous nous retrouverez sur la lande aux Pierres. Voici ma bourse.

— Mais, monsieur Hervé...

— Prenez ma bourse, vous dis-je, et, sur votre vie, payez tout, quand vous devriez mettre de l'argent dans la main de ce vieillard.

VI.

> Ta voix m'est agréable, enfant de la nuit :
> Car les fantômes n'effraient point mon ame.
> Ta voix est charmante à mon cœur.
>
> (CHANTS OSSIANIQUES.)

Guidé par les souvenirs encore vivans de son enfance, le commandant Hervé entra avec sa troupe dans un dédale de sentiers qui les conduisit, après quelques minutes de marche, au pied d'une lande escarpée et déserte. A part quelques touffes d'ajoncs, l'unique végétation qui germât sur le sol ingrat de cette montagne était une herbe fine et rase comme de la mousse qui la recouvrait depuis la base jusqu'au sommet, et sur laquelle le pied avait peine à se fixer. Du reste, on n'apercevait ni un roc ni même le plus petit caillou qui pût justifier le nom de lande aux Pierres que lui avait donné Hervé. Les soldats s'arrêtèrent, hésitant à gravir cette aride pente tristement balayée par le vent de la nuit, et qui semblait, de tous les lieux du monde, le moins propre à leur prêter un abri.

— Patience, mes amis, dit le jeune homme, je vous ménage une surprise là-haut. Les soldats montèrent alors résolûment par le premier chemin qui se présenta. Hervé les suivait, quand les sons d'une voix haletante qui l'appelait par son nom l'arrêtèrent soudain. — C'est votre sœur, dit Francis... — Oui, oui, cela devait être, murmura Hervé. Conduisez-les, mon ami, je vous rejoindrai bientôt. — Le jeune lieutenant s'éloigna, et, au même instant, Andrée tombait éperdue et hors d'haleine dans les bras de son frère.

— Voyons, mon enfant, voyons, dit Hervé, nous devions nous y attendre. Pas d'attendrissement, je vous en prie.

Andrée releva la tête pour répondre, mais une explosion de douleur la rejeta suffoquée et palpitante sur la poitrine du jeune homme. — Pauvre petite! allons, un peu de courage, murmura Hervé. — Puis, dressant vers le ciel, par un geste subit de désespoir, son front contracté, tandis qu'Andrée continuait de sangloter comme si son cœur était près de se briser sur le cœur de son frère : — O Dieu! dit-il, mon Dieu! elle prie pour la paix! Écoutez-la! elle vous conjure pour la fin de nos discordes. Dieu de bonté, exaucez-la!

— Emmène-moi, emmène-moi d'ici! s'écria Andrée.

Hervé la fit asseoir près de lui, et lui prit la main : — T'emmener, chère enfant? Où? Dans un camp, dans une prison?

— N'importe, mon frère; je ne puis rester sous un toit d'où l'on vous a repoussé avec insulte.

— Mais vous vous trompez; on m'a simplement traité en ennemi, comme je le suis en effet. Il est naturel que le bruit vrai ou faux de la mort du jeune prétendant ait exaspéré M. de Kergant jusqu'à lui faire oublier toute dignité.

— Vous ne voulez pas m'emmener, Hervé? dit Andrée d'une voix tendre comme une caresse.

— Tant que je n'ai pas un asile sûr et honorable à vous offrir, mon enfant, je dois vous laisser dans celui que notre père vous a choisi. — Hervé se leva en achevant ces mots. — Il faut nous séparer, ajouta-t-il; je ne veux pas laisser le temps à nos soldats de concevoir la pensée que je les abandonne.

— Nous séparer! répéta Andrée... Ne nous sommes-nous revus que pour nous séparer si tôt et de cette manière?...

— Je vous promets, Andrée, de ne point partir demain sans vous avoir revue.

Andrée lui fit répéter cette promesse, et Hervé, après l'avoir serrée sur son cœur, se détourna brusquement, et se mit à gravir la lande en courant.

La pente de la lande était trop raide, et l'herbe qui la recouvrait trop glissante pour qu'il fût prudent de l'escalader en ligne droite. Même dans les agiles excursions de son enfance, Hervé avait coutume de suivre, pour arriver sur le haut, un petit sentier, dont les détours couraient entre d'étroites gorges d'un plateau à un autre; mais les obstacles et les périls qui arrêtent le promeneur de sang-froid sont ignorés ou dédaignés de celui qu'agitent de violens sentimens ou de fortes préoccupations d'esprit; ils lui offrent même l'avantage d'une âpre distraction, qui, réveillant l'inquiétude des instincts naturels, donne à l'ame l'illusion momentanée du repos par la différence du tourment. Hervé, le cœur torturé, s'était élancé avec une sorte de frénésie sur la rampe la plus âpre de la colline; vers le milieu de son ascension, ses pieds ne pouvant plus mordre sur l'herbe desséchée, il se mit à genoux, et continua de monter en rampant, contraint souvent, pour ne pas rouler au bas de la lande, de saisir des touffes d'ajoncs épineux qui ensanglantaient ses mains. Francis, attiré sur le revers de la croupe par le bruit de l'escalade et par la respiration haletante d'Hervé, s'imagina que son ami était en butte à une poursuite acharnée : — Courage! cria-t-il, vous êtes arrivé... Avons-nous encore des lavandières? Au nom du ciel, qu'y a-t-il? — Il n'y a rien, si ce n'est que j'en perdrai l'esprit, je

crois, dit Hervé en tombant épuisé, et le front ruisselant de sueur, aux pieds du lieutenant.

Le sommet de la lande formait un vaste plateau uni comme une pelouse, et dont les bords s'affaissaient doucement vers des pentes abruptes; son aspect singulièrement sauvage n'avait d'autre borne qu'un ciel orageux où la lumière intermittente de la lune échancrait les nuages en bizarres déchirures. Vers le centre du plateau, un large espace était semé de blocs de pierre, qui de loin ne présentaient à l'œil qu'un chaos confus pareil aux énormes éclats d'une carrière granitique; mais, en s'approchant, on reconnaissait qu'un certain ordre mystérieux présidait à l'irrégularité de ces entassemens. Ces pierres étaient de toutes formes et de toutes dimensions; les unes se dressaient isolément comme des aiguilles colossales, ou s'alignaient symétriquement sur de longues lignes parallèles, comme des théories de fantômes pétrifiés dans leurs manteaux grisâtres; d'autres étaient superposées, imitant grossièrement une table longue et étroite montée sur un pied unique; un grand nombre reposaient horizontalement sur deux assises, par ce principe élémentaire d'architecture que les enfans mettent en pratique dans la base de leurs châteaux de cartes. Enfin, le même principe avait combiné des séries de blocs massifs et de pierres plates, de manière à former des galeries basses et couvertes qui étaient closes à l'une de leurs extrémités. Là semblait s'être arrêté, comme au point culminant de l'art, l'édificateur inconnu de ces informes monumens.

Les soldats s'étaient groupés avec curiosité autour des débris; aucune pointe de rocher ne perçait la surface de la lande; aucune excoriation du sol n'indiquait la place d'où avaient été tirés ces matériaux gigantesques. Il fallait donc qu'ils eussent été transportés sur cette cime du fond des vallées. Par quels moyens et dans quel but? C'était une question contre laquelle venaient se briser la sagacité et l'expérience de Bruidoux lui-même. Toutefois un des axiomes favoris du sergent était qu'un chef militaire ne doit jamais se mettre dans le cas d'être taxé d'ignorance par ses subalternes. Aussi ne se fit-il aucun scrupule de certifier hautement à Colibri que, dans un temps assez reculé, le fils d'un certain aristocrate de géant s'était amusé à placer ces cailloux les uns sur les autres, au lieu d'aller tranquillement à l'école, comme c'était son devoir; car, ajouta le sergent, on doit obéir à son père, quand ce père serait un ogre, et le fils de Pitt et Cobourg lui-même doit obéissance à Pitt et Cobourg, si étrange que cela puisse paraître.

Ces moralités furent interrompues par l'arrivée de Kado, qui chassait devant lui un petit cheval accablé sous une provision de vivres et de bois sec, à laquelle les soldats firent aussitôt leurs politesses. Le vieux

garde-chasse leur offrit son aide pour allumer du feu, échangea une poignée de main avec le sergent, et se retira en promettant à Hervé et à Francis de leur amener leurs montures au bas de la lande, le lendemain dès la pointe du jour.

Après le souper, les grenadiers se choisirent leurs couches à l'abri des voûtes druidiques, et chacun s'endormit en paix sous ces pierres où la rouille des siècles recouvrait une rouille de sang humain. Francis lui-même céda tout doucement au sommeil à l'entrée d'une de ces grossières galeries dont nous avons parlé, pendant que Hervé lui contait qu'il avait vu autrefois des vieillards prier traditionnellement sur ces reliques du culte de leurs ancêtres. Le jeune commandant sourit en voyant qu'il avait perdu son public; il arrangea avec un soin paternel les plis du manteau que Francis avait laissé ouvert dans la surprise de son sommeil, et s'éloigna en donnant un soupir de regret à l'âge où les paupières se ferment par ces enchantemens imprévus.

Après avoir fait quelques pas autour de l'enceinte autrefois sacrée, Hervé s'assit sur une des tables qui s'élevaient çà et là. Ce lieu gardait encore dans la mémoire des habitans du pays un vague reflet de son caractère antique. L'incertitude de la crainte ou du respect, tantôt les éloignait de la lande comme d'une place maudite, tantôt les prosternait, les douces prières de l'Évangile sur les lèvres, au pied de ces autels impitoyables. Ce sentiment de curiosité superstitieuse qui a tant de pouvoir sur l'enfance, et dont l'esprit de l'homme ne s'affranchit jamais tout-à-fait, avait marqué ce lieu parmi les souvenirs les plus vifs des premières années de Hervé. Tout enfant, l'esprit imbu des légendes du coin du feu, il avait été attiré sur la lande aux Pierres par cette volupté de la peur que nous recherchons comme les émanations enivrantes de certains poisons dont une trop forte dose nous devient mortelle. Il se souvenait de s'être engagé un soir sous la sombre voûte d'une galerie couverte; comme la nuit était tombée sans qu'il fût rentré au château, on se mit en quête et on le trouva évanoui au milieu de la galerie, comme s'il eût rencontré tout à coup face à face l'horreur du dieu que les anciens prêtres allaient chercher en rampant au fond de ces temples, faits comme des repaires.

La jeune Bellah, dont le naturel songeur et le penchant d'esprit devaient être vivement sollicités par l'attrait de ce site romanesque, accompagnait souvent Hervé sur la montagne druidique. Quand la nuit venait peupler d'ombres douteuses cette morne cité de pierres, la jeune fille alarmée faisait appel à l'âge et à l'expérience de son frère adoptif, et ce charme de la protection donnée et reçue avait été pour eux comme le pressentiment d'une affection plus tendre et le premier anneau d'une chaîne plus étroite. C'était là que leurs jeunes imaginations aimaient à évoquer les traditions gracieuses ou terribles de la

contrée natale, tantôt réveillant sur la mousse des cavernes les danseuses de minuit, tantôt recherchant dans les sinistres ouvertures des autels la trace de rites sanguinaires. C'était là enfin que les deux enfans avaient éprouvé les premières palpitations d'un danger partagé, les premières joies d'un échange de rêves et d'illusions. Ces souvenirs se pressaient dans la tête de Hervé : exténué de fatigue et ne pouvant dormir, il s'était à demi couché sur la table de pierre, dans l'attitude d'une statue penchée sur un tombeau, et il regardait passer ses jeunes années. Tout à coup il tressaillit : au milieu des quartiers de roc, la forme blanche d'une femme s'abaissant et s'élevant sans bruit semblait glisser d'une pierre à l'autre et s'avancer vers lui. Hervé se leva brusquement, en portant la main à son front, avec l'émotion violente d'un homme qui doute de sa raison; mais déjà la blanche apparition le touchait, et il reconnut Bellah.

— Vous! vous en ce moment! vous, ma sœur! s'écria-t-il en saisissant la main de la jeune fille.

Mlle de Kergant retira sa main : — Le commandant Hervé, dit-elle d'un ton froid, peut-il m'accorder quelques minutes d'entretien?

Hervé, rappelé à la réalité du présent, s'inclina et se découvrit. Puis, voyant que les yeux inquiets de Bellah cherchaient à percer les ténèbres autour d'elle : — Mademoiselle de Kergant peut parler sans crainte, dit-il; mes hommes dorment là-bas, auprès de ces feux.

La jeune fille s'accouda sur la pierre près de laquelle Hervé se tenait debout, et se recueillit un instant en silence.

— Monsieur, dit-elle enfin, votre gouvernement a brisé, par un nouveau crime, les traités qui nous liaient à lui.

— C'est ce que j'ignore, mademoiselle, dit Hervé.

— Je vous le dis, reprit Mlle de Kergant. — Hervé salua. — Monsieur, poursuivit-elle, vous faites-vous une telle idée du devoir que vous vous jugiez engagé d'honneur vis-à-vis d'un gouvernement parjure? Êtes-vous résolu à vous charger des plus odieuses complicités qu'il plaira à votre république de vous imposer?

— Mademoiselle de Kergant, répondit Hervé, me permettra de répudier la complicité dans laquelle elle m'enveloppe. Je ne réponds que de moi, mais j'en réponds. Je ne sers point des hommes, je sers des idées. Ces idées, je déplore les vertiges qu'elles donnent, je voudrais les punir; je plains les martyrs qu'elles font et je voudrais les sauver, mais, jusque dans la poussière des ruines et dans le sang dont on les obscurcit, ces principes restent purs, ils restent dignes de la fidélité que je leur ai vouée. C'est un langage qu'il me coûte de parler à une femme, mais j'y suis réduit. Quant à ce nouveau crime, mademoiselle de Kergant souffrira qu'avant de le juger, j'aie appris à le connaître d'une bouche impartiale.

— Doutez-vous de ma parole, monsieur? dit Bellah avec l'accent d'un amer dédain.

— Je doute de votre parole, oui! s'écria Hervé dans un transport subit de colère qui touchait à la violence, je doute de votre parole! je doute de votre voix même.... je doute de ces lèvres glacées et des mots étranges qu'elles prononcent! Qui êtes-vous? que me voulez-vous? qu'êtes-vous venue faire ici? qui vous a envoyée? Ici, à cette place même, avoir choisi cette place pour m'accabler! Par le ciel! c'est un courage inoui! c'est une cruauté qui dépasse la pensée d'un homme! Retirez-vous!

A l'éclat soudain de cet orage, la résolution de la jeune fille parut s'être brisée, et ce fut d'une voix faible et basse, comme celle d'un enfant soumis, qu'elle répondit : — Mon Dieu! Hervé, je m'en vais. — Mais, au lieu de s'éloigner, elle s'appuya sur l'autel de pierre et posa ses deux mains sur son cœur pour en comprimer les battemens.

— Bellah, reprit Hervé avec douceur, pardonnez-moi; mais vous avez comblé la mesure de mes chagrins. Daignez vous retirer. Vous laissez ici un homme dont l'ame ne peut contenir une douleur de plus. Votre tâche est faite; adieu.

— Oh! pas encore, pas ainsi, Hervé! Je suis venue.... j'espérais.... oui, j'espérais être protégée, en ce lieu au moins, par vos souvenirs. Quelles qu'aient été pour vous les deux longues années qui nous en séparent....

— Elles ont été telles, interrompit Hervé, que je les donnerais, et toutes celles qui suivront, pour une heure du temps passé.

— Oh! que Dieu soit mille fois béni, s'il en est ainsi! Ce temps peut revenir, Hervé. Vous pouvez rentrer dans cette famille qui est la nôtre à tous deux, retrouver un père, des sœurs, nous retrouver tous, mon frère! Vous le pouvez. Le voulez-vous?

— Si j'espérais seulement que cela devînt possible un jour! dit le jeune homme en secouant tristement la tête.

— Ce jour est venu, reprit vivement Bellah. Écoutez, Hervé, la guerre va recommencer; je pourrais vous dire,... j'aurais des raisons positives pour vous affirmer que notre cause triomphera... Mais peu vous importe, je le sais... Cette cause est celle de vos pères, des malheureux, c'est la cause de Dieu! Vous avez pu vous y tromper, Hervé... mais maintenant vos yeux sont ouverts... Il est impossible qu'ils ne le soient pas... Oh! comme nous vous aimerons, Hervé!... C'est notre rêve, à tous. Mon père a déjà ses projets ambitieux pour vous. Il veut que l'on rende justice à vos talens et à votre courage, et cette justice, vous l'obtiendrez, n'en doutez pas. S'il vous en faut des preuves, Hervé, tenez. — En prononçant ces mots, elle tira de son sein un pli qu'elle mit dans la main du jeune homme; mais celui-ci, le jetant aus-

sitôt à ses pieds : — La justice que je mériterais, dit-il, ce serait le mépris de mes amis, le mépris de mes ennemis et le vôtre, Bellah!

— Le mien! Vous vous trompez! Je ne mépriserai jamais l'homme qui répare noblement ses torts!

— Vous la première, Bellah, et vous feriez bien. Pas un mot de plus là-dessus, je vous en supplie.

— Oh! Dieu!.. Et si je vous disais, Hervé, que vous ne pouvez retourner chez les républicains... que la mort vous y attend?..

— C'est une chance familière dans le métier que je fais. Chaque instant de ma vie m'y rend plus résigné.

— Oui, reprit la jeune fille sur un ton de conviction incompréhensible, vous êtes prêt à mourir en soldat... mais le supplice, la mort ignominieuse, la mort d'un traître, en voulez-vous, dites?

— D'un traître? répéta Hervé; c'est impossible.

— Vous serez accusé... vous le serez! Au nom du ciel, n'en doutez pas!

— Mais encore de quelle trahison? puis-je le savoir?

— Hélas! quand il s'agirait de la vie de mon père, comme il s'agit de la vôtre, c'est ce que je ne pourrais vous dire.

— Soit. Mes juges me l'apprendront.

— Hervé! votre cœur s'est endurci parmi ces hommes de sang... Vous sacrifiez votre vie, sans songer qu'elle n'appartient pas à vous seul. La pauvre Andrée...

— S'il m'arrivait malheur, dit Hervé en détournant la tête, je sais quel cœur je laisse près du sien.

Bellah saisit, par un mouvement brusque et violent, le bras du jeune homme, et, tendant vers lui ses grands yeux humides : — Et moi? dit-elle.

Le geste désespéré de Bellah, son accent bas et confus, prêtaient à ce mot une telle expression, que Hervé se sentit pénétré jusqu'au fond du cœur, comme si les lèvres de celle qu'il aimait eussent touché les siennes. Il prit d'une main tremblante celle que Mlle de Kergant lui abandonnait, et, regardant avec passion la jeune fille, qui se tenait droite, les paupières abaissées et le sein haletant : — Bellah, dit-il, je vous aime ardemment. Ma vie, depuis deux ans, ne compte pas une seule minute où la trace de cet amour ne soit imprimée. Tout le reste ne sert que d'inutile distraction à cette pensée; mais, que je m'abuse ou non, je ne vois pas d'honneur hors du devoir que je me suis fait, et je ne saurais vivre déshonoré... même près de vous... surtout près de vous.

Comme il achevait ces mots, Mlle de Kergant laissa tomber avec accablement sa tête sur son sein : — Mon Dieu! murmura-t-elle, je n'ai pourtant rien de plus à lui dire, rien!.. Hervé, poursuivit-elle d'une

voix brisée, je comprends que cela est irrévocable; c'est donc un adieu suprême, éternel, et c'est ici que vous me le faites!... Nous ne nous verrons plus nulle part... tout est fini... tout est fini! Que Dieu me pardonne de vous avoir parlé en mon nom... J'ai mêlé l'intérêt d'un misérable cœur de femme... J'ai cru bien faire... malheureuse! parce que rien au monde ne m'eût autant coûté... J'ai cru bien faire... et ce n'est qu'une honte...

— Bellah! chère Bellah! vous me déchirez le cœur... Adieu!..

— Adieu donc! s'écria la jeune fille en paraissant invoquer tout son courage. Adieu, homme sans mémoire, sans ame, sans pitié! Mon devoir sera implacable comme le vôtre... Adieu!...

Et elle s'éloigna à la hâte, mais d'un pas si léger, que son départ, comme sa venue, semblait être la vision silencieuse d'un rêve.

Dès qu'elle eut disparu dans un des sentiers qui tournaient sur le flanc de la lande, Pelven se rapprocha avec empressement des bords du plateau, afin de recueillir les derniers murmures de ce bonheur qui lui échappait à jamais... Il crut entendre une voix d'homme se mêler à la voix de Bellah. L'idée que la tentative de Mlle de Kergant avait eu un confident et qu'une sorte de concert diplomatique avait présidé à sa démarche se présenta aussitôt à l'esprit de Hervé sous les couleurs les plus vives et les plus fâcheuses. Prenant un sentier plus direct, il descendit quelques pas avec précaution, et il put apercevoir, à côté de Bellah, un homme à la taille élégante, au pas élastique, au geste vif et jeune. Mlle de Kergant semblait interrompre de temps à autre, par de courtes objections, la parole animée de son compagnon, qui tantôt s'élevait jusqu'aux modulations les plus sonores, et tantôt s'abaissait au ton de la plus intime confidence. Quand ils furent arrivés au bas de la lande, Hervé, grace à la connaissance minutieuse qu'il avait du pays, put continuer de les suivre à travers champs sans être découvert. Il essayait d'appliquer à la tournure gracieuse de l'inconnu, au timbre particulier de sa voix quelque souvenir de sa vie passée qui, du moins, fixât une partie de ses doutes, et livrât un nom à ses angoisses, un homme à sa haine : c'était en vain.

Comme ils n'étaient plus qu'à deux cents pas du château, l'inconnu s'arrêta brusquement, prononça quelques paroles véhémentes, et saisit avec vivacité le bras et la main de Mlle de Kergant. Hervé, laissant échapper une sourde exclamation de rage, sauta en bas de la haie où il se tenait caché, et il se précipitait déjà vers la place où se passait cette scène suspecte, quand un incident inattendu le retint immobile : Mlle de Kergant avait dégagé son bras; elle prit à son tour la main de son hardi cavalier, et y posa ses lèvres en s'inclinant jusque dans la poussière du chemin. Après quoi elle se dirigea à grands pas vers le

château, suivie lentement par celui qui venait d'être l'objet de cette faveur extraordinaire.

Hervé, quittant alors tout mystère et dominé par une colère irrésistible, s'avança rapidement : — Eh! monsieur, s'il vous plaît! cria-t-il d'une voix contenue, mais très distincte.

L'inconnu se retourna : — Qui va là? qui m'appelle? dit-il.

— Moi, monsieur. Veuillez avoir patience deux secondes, je vous prie, répondit le jeune commandant en pressant le pas.

— Allons! c'est ce diable d'officier, murmura l'inconnu. Là-dessus, il haussa les épaules avec humeur, et accéléra sa marche de telle sorte que Hervé, ne pouvant le suivre dans l'enceinte même du château, dut renoncer à un entretien plus satisfaisant.

— Non, se disait le jeune homme en regagnant la lande, jamais les fantaisies les plus inouies d'une nuit de délire ne m'ont fait passer devant l'esprit de telles images! Bellah, la fière, la chaste fille, à genoux devant un homme, recevant... que dis-je? prévenant ses caresses... et cela quand ses lèvres frémissaient encore de l'aveu fait à un autre! Bellah essuyant des larmes de comédienne avec une main de courtisane! Au moins, Dieu merci, me voilà tranquille... Et la main convulsive du jeune homme, fouillant sa poitrine, en retirait la plume blanche, souvenir importun d'un moment plus fortuné, la froissait avec fureur et en semait sur le sol les légers fragmens.

Après cette exécution en effigie, le commandant Hervé se rapprocha des feux à demi éteints du bivouac et se coucha à quelques pas de Francis. L'accablement de cette journée de fatigue et de soucis finit par dominer son agitation d'esprit, et il fallut, aux premières lueurs du jour, que la main du ponctuel Bruidoux l'arrachât à un profond sommeil.

Peu de momens après, la petite Andrée arrivait tout essoufflée sur le sommet de la lande; elle parcourut le plateau d'un regard, et, le voyant désert, elle poussa un cri de douleur navrant; puis, se laissant tomber sur le sol, elle sanglota long-temps, la tête dans ses mains.

VII.

> La république, madame, ne le peut perdre, quelque négligente qu'elle soit à le conserver.
>
> (LETTRES DE VOITURE.)

Le principal corps de l'armée républicaine avait alors ses quartiers à Vitré, sur la limite de l'Ille-et-Vilaine et de la Mayenne. Le général en chef occupait, entre Rennes et Vitré, une habitation de modeste ap-

parence, tenant le milieu entre le manoir et la ferme, et qui n'avait d'autres titres à l'honneur d'un tel hôte que sa situation agreste et retirée. C'est dans la cour de cette résidence que nous prions le lecteur de se transporter, en le prévenant qu'il s'est écoulé quatre jours entre les dernières scènes de notre récit et celles qui vont suivre.

Il était une heure de l'après-midi : au milieu du terrain enclos de murs qui s'étendait devant le principal corps de logis, des soldats aux uniformes divers jouaient ou causaient avec une liberté mêlée d'une certaine réserve qui décelait la présence du maître; les plus actifs s'occupaient de fourbir au soleil des armes ou des mors de chevaux; les plus mélancoliques, couchés sur le sol dans des attitudes variées et souvent opposées, paraissaient les uns suivre les nuages dans leurs combinaisons mobiles, les autres se livrer à des études botaniques. Un coin caractéristique de ce tableau était formé par deux grenadiers à moustaches grisonnantes, qui, ayant posé une longue planche en équilibre sur un tronc d'arbre abattu, se balançaient avec une gravité silencieuse, comme si le salut de leur ame eût dépendu de cette affaire. Ce fut vers ce groupe que se dirigea un jeune officier qui traversait la cour en ce moment, des papiers à la main et une plume entre les dents : — Eh bien! Mayençais, dit-il, est-ce que le commandant Pelven n'est pas encore revenu? — Pas encore, répondit Mayençais, qui était alors au plus haut degré de son ascension. — N'en a-t-on aucune nouvelle? — Aucune, dit Mayençais redescendant majestueusement vers l'abîme. — Prends garde de choir, vieux porc-épic, reprit le jeune homme, un peu offensé du laconisme de son interlocuteur et poussant du pied le fragile théâtre des jeux de Mayençais. La planche, cédant à cette impulsion, pivota d'abord sur elle-même, et finit par glisser sur le gazon avec ses adhérens, à la vive satisfaction du public.

Pendant que les deux vieux jouteurs appliquaient tous leurs soins et leur sérieux imperturbable à replacer leur marotte sur son point d'équilibre, la sentinelle, postée extérieurement près d'une grande porte cintrée qui ouvrait sur la campagne, fit entendre un qui vive! auquel répondit une voix rude et brève : la sentinelle présenta les armes; l'instant d'après cinq cavaliers, les vêtemens en désordre et souillés de taches d'écume, entraient bruyamment dans la cour. Quatre d'entre eux avaient l'uniforme des hussards de la république; le cinquième, celui qui était entré le premier, paraissait étranger à l'armée : il ne portait d'autres signes distinctifs qu'une ceinture et un panache tricolores. Le silence soudain qui succéda dans la cour du manoir au tumulte d'une récréation militaire, et l'espèce de timidité avec laquelle on se murmura le nom du nouveau venu, témoignèrent qu'il était pour le plus grand nombre des assistans une ancienne connaissance,

et une connaissance qu'on revoyait avec plus de respect que de plaisir. Celui qui venait de recevoir l'hommage équivoque de cet accueil le justifiait suffisamment, quelques droits qu'il pût y avoir d'ailleurs, par la sévérité ascétique de ses traits et l'expression de son regard, doué d'une fixité particulière et comme implacable. Laissant aux mains d'un soldat les rênes de son cheval, il franchit rapidement l'espace qui le séparait de l'entrée du manoir, monta l'escalier intérieur, et parvint bientôt dans une antichambre où veillaient deux sentinelles : écartant de la main, avec un geste d'extrême préoccupation, un des soldats qui, tout en lui faisant le salut militaire, semblait hésiter à lui livrer passage, il ouvrit une double porte, pénétra dans la pièce contiguë, et parut avoir trouvé enfin ce qu'il cherchait avec tant de hâte et si peu de cérémonie.

Deux personnes occupaient le salon où venait d'avoir lieu cette invasion discourtoise : au bruit que fit la porte en s'ouvrant, l'une d'elles, une jeune fille blonde, svelte et mignonne comme un enfant, avait quitté brusquement le coin d'un canapé sur lequel elle était assise ou plutôt blottie à la turque; en apercevant le visage austère qui se présentait, elle poussa un cri, glissa deux ou trois pas sur le parquet, et disparut derrière la tapisserie d'une portière. Cette fuite rapide laissait l'indiscret visiteur en tête-à-tête avec un homme d'une taille élevée et élégante, et dont les traits rayonnaient d'une mâle beauté unie à tout l'éclat de la jeunesse. Ce personnage portait l'habit militaire, brodé de feuilles de chêne d'or au collet et aux paremens : devant lui, une écharpe tricolore et un sabre étaient posés sur l'angle d'une table, à quelques pas du canapé où une place venait de rester vide. En voyant le trouble singulier dont son arrivée était l'occasion, l'individu à mine peu prévenante, qui nous a fait pénétrer à sa suite dans cette scène intime, s'arrêta court, le sourcil froncé et la bouche plissée d'une ride dédaigneuse : une légère rougeur nuança les joues de celui à qui s'adressait ce reproche muet; il se souleva à demi, puis, se rasseyant avec une nonchalance un peu hautaine : — Citoyen représentant, dit-il sèchement, tu me traites en ami.

— C'est une fâcheuse habitude que j'ai, citoyen général, de négliger, vis-à-vis des autres, des précautions d'étiquette dont je n'ai jamais senti le besoin pour moi-même. S'il le faut cependant, je m'en excuse; je m'en excuse, dis-je, ne voulant pas invoquer pour si peu les droits illimités dont nous arment le pouvoir de la convention et l'intérêt de la république.

— Vos droits! la république! interrompit avec impétuosité le jeune général. Il n'y a qu'une république au monde, et c'est la république masquée de Venise, qui ait jamais conféré des droits pareils à ceux que

vous vous arrogez! Je dois te rappeler, citoyen commissaire, qu'il y a un point où la surveillance la plus légitime dépasse son but et change de nom.

— En sommes-nous déjà là? dit le représentant d'une voix creuse et lente : explique-toi, citoyen; si tu n'as voulu que me faire une offense personnelle, je ne suis pas de ceux qu'elles peuvent détourner de leur devoir public; mais si c'est au pouvoir de la convention que tu prétends assigner des bornes, dis-le : si c'est à la convention que s'adressent l'insulte et la menace, encore une fois, dis-le; il est bon que je le sache, avant d'ajouter une parole.

Le front contracté du général, le frémissement passager qui agita ses lèvres, indiquèrent qu'il ne subissait pas sans un effort pénible le joug qu'appesantissait sur sa tête victorieuse la lourde main du conventionnel. Il se leva enfin, et reprit avec un sourire contraint : — J'aimerais assez, je l'avoue, à être comme le charbonnier, maître dans ma maison. Au reste, si un premier mouvement, excusable peut-être, m'a fait oublier le respect que je dois à la convention et à tous ceux qui sont marqués de son caractère souverain, je le regrette. — Tu sembles avoir fait une longue route, citoyen; m'apportes-tu des ordres?

— Non, mais des nouvelles.

— Et de quelle nature?

— Je dirais qu'elles sont bonnes, si je les jugeais au point de vue étroit de mon orgueil, car elles confirment toutes mes prévisions, elles justifient tous mes avertissemens mal écoutés. Tu as de grands talens, citoyen général; mais tu es jeune. Les époques révolutionnaires ne sont pas celles des illusions chevaleresques. Les couronnes civiques ne sont point tressées par la main des femmes. Ton ame est grande, je le répète, mais elle est trop sensible aux flatteries d'une popularité trompeuse. Celui qui met la main à la besogne révolutionnaire doit se résigner à voir son nom maudit, pourvu que son œuvre soit bonne. Tu n'as pas voulu m'entendre; tu as voulu traiter où il fallait combattre, guérir où il fallait couper; je t'ai dit alors que toutes tes paroles de conciliation, toutes tes concessions et toutes tes graces n'étaient que des semences d'ingratitude et de trahison : aujourd'hui je t'annonce que la moissson est levée.

— C'est-à-dire, je suppose, répondit le jeune général, qui avait paru réprimer avec peine son impatience pendant la tirade du sombre républicain, c'est-à-dire que la pacification est rompue.

— Ouvertement et audacieusement.

— Et est-ce moi qu'on en accuse, citoyen représentant? Ose-t-on s'en prendre au système de modération et d'humanité que j'ai voulu introduire dans cette malheureuse guerre? Ai-je été secondé? ai-je

été même obéi? Est-ce moi qui ai fait assassiner, au mépris de mes traités, les ci-devant comtes de Geslin et de Tristan? Est-ce moi qui ai fait promener la tête de Boishardy à travers les campagnes, pour leur montrer quels effets devaient suivre mes paroles de paix? Ces crimes, malgré mes instances, sont encore impunis. Eh bien! les brigands, comme nous disons, ont du sang dans les veines, et ils le prouvent! — Ainsi, nous avons des chouans en armes, disais-tu?

— Le pays est en feu depuis le Bas-Maine jusqu'au fond de la Bretagne: Pluvigner est aux mains des brigands. Ils ont surpris et capturé dans les eaux de Vannes une de nos corvettes. Duhesme a été battu devant Plélan, Humbert à Camors. Nos magasins de Pont-de-Buis, dans le Finistère, sont pris; nos cantonnemens dans tout le Morbihan forcés et détruits.

— Est-ce tout? dit le général, qui affectait d'écouter le récit de tous ces désastres avec autant d'indifférence que le représentant mettait de complaisance à les énumérer.

— Non, ce n'est pas tout : un Bourbon est à la tête des rebelles.

— Que dis-tu? c'est impossible! s'écria le jeune chef républicain, perdant tout à coup l'air d'insouciance dont il avait couvert jusque-là sa fierté blessée. Ce serait terrible!... ajouta-t-il d'une voix plus basse.

— Cela est certain. Duhesme et Humbert l'ont vu; Humbert même lui a parlé pendant le combat. C'est, dit-on, le ci-devant comte d'Artois, un frère de Capet.

— Le comte d'Artois! Impossible! dit encore le général, dont les gestes animés trahissaient une profonde agitation d'esprit. Il n'y a qu'un instant, quand tu es entré justement, on m'apprenait l'arrivée de son aide-de-camp, le ci-devant marquis de Rivière, au quartier de Charette; mais du prince, rien; il n'avait pas quitté le sol anglais... Et par où? — comment? — à quelle minute fatale aurait-il pu mettre le pied en Bretagne?

— C'est sur cette question précisément, citoyen général, que je désire prendre ton avis. La surveillance active pratiquée sur tous les points de la côte donne à l'apparition du ci-devant prince un tel caractère, qu'on ne peut l'expliquer sans de fâcheuses conjectures. Le mot de trahison a été prononcé.

Le général, sortant de son attitude pensive, se redressa avec vivacité, et croisant son regard de feu avec l'œil dur et froid du conventionnel, il répéta, d'une voix que l'émotion faisait trembler : — Le mot de trahison a été prononcé? — Contre qui?

— C'est te méprendre à plaisir sur la portée de mes paroles, citoyen général, personne ne songe à te soupçonner.

— Et pourquoi non? répliqua le jeune homme avec amertume. N'ai-je pas dû m'y attendre du jour où j'ai voulu rendre cette

guerre plus digne d'un siècle et d'une nation civilisés? Il fallait, continua-t-il en faisant quelques pas précipités à travers la chambre, il fallait combattre, — couper, — détruire! Est-ce donc une armée ou une ville que j'ai devant moi? C'est un peuple. Jetez-le dans l'Océan, si vous le pouvez, et passez la charrue sur la moitié de la France! Je ne tenterai pas, quant à moi, cette atroce folie. Si c'est là de la trahison, soit. Qu'on me soupçonne, qu'on me dénonce : peu m'importe. Je suis las aussi bien de cette guerre de sauvages où je dois périr ignominieusement un de ces matins, au coin de quelque hallier, comme un chef de bandits. Qu'on m'ôte cette épée, j'y consens; je le demande! Qu'on m'envoie regagner un à un tous mes grades sur de vrais champs de bataille, où l'on n'achève pas les blessés, où l'on ne mutile pas les morts!

— Tu perds ton calme, citoyen général, et tu en auras besoin cependant pour écouter ce qu'il me reste à t'apprendre. Je t'ai dit qu'aucun soupçon ne s'élevait contre toi : cela est vrai; mais on te reproche de placer ta confiance avec trop de facilité, de laisser ton amitié s'égarer sur des suspects. Je parle d'un de tes officiers, de celui à qui tu accordes la plus large part dans ton intimité, du ci-devant comte de Pelven.

— Le commandant Pelven, citoyen représentant, a fait à la république plus de sacrifices que toi et moi. En le laissant depuis deux ans dans l'humble grade qu'il occupe, on a commis une injustice criante que je ne tarderai pas à réparer.

— Hâte-toi donc, si tu ne veux pas être prévenu; car le Bourbon, s'il n'est pas un ingrat, doit une haute récompense au pur patriote qui est allé le recevoir à son débarquement, et qui lui a fait cortége jusqu'au milieu de l'armée des brigands.

— As-tu des preuves de ce que tu avances, citoyen commissaire?

— Voici, dit le conventionnel, tirant une lettre des plis de son portefeuille, voici ce que m'écrit un de nos agens d'Angleterre; tu jugeras toi-même si ces renseignemens, rapprochés des faits que tu connais déjà, constituent des preuves suffisantes. Cette lettre par malheur m'est arrivée deux jours après l'événement qu'elle était destinée à parer. Écoute. « La frégate anglaise *Loyalty* va jeter en Bretagne un Bourbon qu'on dit être le duc d'Enghien, fils de Condé, ou le comte d'Artois : ce dernier est plus probable. Il voyage sous un déguisement de femme, à la suite de la sœur et de la fille du ci-devant Kergant, qui ont obtenu un permis de séjour par l'entremise du ci-devant Pelven, officier républicain, fort avant dans la faveur du général en chef. On compte sur la connivence de Pelven pour protéger le débarquement, qui s'effectuera un des jours de la prochaine décade sur la côte

sud du Finistère; l'ouest, y compris cette fois la Normandie, n'attend que ce chef tant de fois promis pour se soulever en masse. »

Le général, pendant cette lecture, était demeuré immobile, tous ses traits exprimant la stupeur. — Est-ce vrai? est-ce clair? ajouta le représentant en lui montrant la lettre. — Le jeune homme la parcourut rapidement; une sorte de gémissement s'échappa de sa poitrine; il se laissa tomber sur le canapé, et resta quelque temps le front dans sa main, absorbé dans de douloureuses pensées.

L'unique témoin de cette angoisse n'était pas d'un caractère qui pût faire espérer quelque sympathie pour une faiblesse humaine, si généreuse qu'en fût la source : on pouvait même soupçonner un secret sentiment de triomphe dans le regard douteux avec lequel il contemplait l'accablement du jeune général républicain.

— Ce qui te surprendra, reprit-il, c'est le degré d'audace où s'aventure ton ci-devant ami. Au lieu de rester sagement près de celui qu'il a si bien servi, on m'assure qu'il revient près de toi pour continuer par l'espionnage ce qu'il a commencé par la trahison.

— Espion! Pelven! murmura le général, comme si l'accouplement de ces deux mots eût présenté à son esprit une énigme indéchiffrable.

— Il faut avant tout, citoyen général, continua le conventionnel, que justice soit faite.

Le général fit attendre quelques instans sa réponse; puis enfin, relevant la tête, et comme sortant d'une profonde méditation, il dit : — C'est bien, citoyen représentant du peuple, elle le sera.

— Je vais attendre le retour de ce Pelven; tu me donneras une escorte suffisante pour le conduire à Rennes, où je veux l'interroger devant mes collègues. — Après quoi, il sera jugé révolutionnairement.

— Je te dis, citoyen, que justice sera faite; tu m'entends.

— Nullement, répondit le représentant avec l'air d'une vive surprise. Dois-je comprendre que tu refuses de livrer ce grand coupable à la vindicte de la nation?

— Je tiens de la nation tout le pouvoir qu'il faut pour la servir et la venger! je n'ai besoin d'en emprunter à personne.

Le général parlait avec un accent réfléchi et une décision tranquille qui réussirent à troubler le sang-froid du conventionnel.

— Jeune homme, s'écria-t-il avec violence, j'ai beaucoup souffert de toi, beaucoup plus que mon caractère et mon devoir ne pouvaient le faire attendre; mais voilà qui dépasse toute mesure et toute patience! Oublies-tu qui je suis? oublies-tu que si j'ouvre cette fenêtre, si je prononce deux paroles, je te fais arracher tes épaulettes par tes propres soldats?

— Essaie, dit le général, qui, ayant pris une fois sa résolution, paraissait se complaire dans sa récente et dangereuse indépendance.

— C'est de la démence! murmura le représentant, tout près de voir, en effet, un acte dénué de toute raison dans ce défi jeté à son terrible pouvoir.

— C'est simplement, reprit le général sur le même ton de calme extraordinaire, c'est simplement une épreuve que je tente. L'un de nous deux, citoyen, est de trop dans la confiance de la nation. Il s'agit de savoir lequel. L'occasion s'en présente, et je la saisis. Puisque cette guerre immense, effrayante, s'allume de nouveau, ce n'est pas moi qui essaierai de l'éteindre, si l'on ne m'ôte du pied d'abord cette chaîne de fer que vous y attachez, si je dois voir encore tous mes mouvemens contrôlés par une outrageante inquisition, mes intentions suspectées par le fanatisme, mes plans contrariés par l'ignorance.

— Est-ce ainsi? reprit le conventionnel. Eh bien donc! malheur à toi, ou sinon, — sinon, malheur à la république!

— La république! répondit le jeune homme, dont un éclair d'enthousiasme illumina le front superbe, elle est ma mère : je lui dois tout, je l'aime avec passion, je l'ai prouvé, et je le prouverai encore, s'il plaît à Dieu; mais cette république n'est pas la vôtre. L'image que j'en porte gravée dans le cœur n'est pas celle que vous avez intronisée face à face avec l'échafaud sur nos places terrifiées! Je voudrais, au prix de ma vie, arracher de l'histoire la page de deuil, la page de sang que vous y avez cousue sous ce titre sacré. Les générations futures ne vous pardonneront pas d'avoir rendu néfaste, dans la mémoire du monde, ce grand nom de république, le dernier mot de leurs espérances. Elles vous accuseront d'avoir légué, par vos fureurs, un éternel prétexte aux lâches, une excuse éternelle aux tyrans. — Laisse-moi achever. Aussi bien, tu n'as rien à m'apprendre; je sais de quels argumens vous avez coutume de soutenir vos effrayans vertiges. Je ne prétends pas discuter avec toi. Interroge seulement mes soldats; demande-leur s'ils avaient besoin pour vaincre d'entendre derrière eux les bruits sinistres dont vous emplissiez la patrie. Et quant aux ennemis de l'intérieur, avant que vos cruautés en eussent centuplé le nombre, le contre-coup de nos victoires eût suffi à leur courber la tête. L'inhumanité n'est point la force, la haine n'est point la justice, la république n'est pas la terreur! J'ai confessé ma foi sous la hache de tes amis tout-puissans; j'ai été l'hôte de leurs cachots. Si je n'en suis sorti que pour subir la férule du dernier d'entre eux, il est temps de m'en rouvrir les portes. — Pars maintenant, va me dénoncer : le comité jugera entre nous; mais, crois-moi, citoyen, pas d'épreuve imprudente de ton pouvoir; tu peux comprendre que ma patience est à bout comme

la tienne, et personne, sous mes yeux, ne provoquera impunément mon armée à l'indiscipline. Adieu.

Pendant cette explosion impétueuse d'un orage long-temps amassé et péniblement contenu dans l'ame du jeune général en chef, le visage du conventionnel s'était soudainement couvert d'une teinte de pourpre presque aussitôt remplacée par une pâleur livide. Ses lèvres agitées parurent se refuser à l'expression de la colère qui soulevait sa poitrine. Il ne put répondre que par une sourde exclamation à l'adieu menaçant de son rival, et quitta brusquement la chambre, en faisant de la main un geste d'implacable ressentiment.

Mais déjà le temps n'était plus où le signe d'une telle main pouvait imprimer la mort au front de toute gloire et de toute puissance, comme de toute beauté, et, dans la balance du comité de salut public, les talens et les services du vainqueur de Wissembourg devaient avoir plus de poids que le puritanisme farouche et les vertus barbares du survivant de thermidor.

Plus d'une fois, même avant cette période de l'époque révolutionnaire, la tente des généraux de la république avait été le théâtre de scènes analogues à celle que nous avons essayé de mettre sous les yeux du lecteur; mais c'était plus fréquemment dans l'intimité de leur état-major que les chefs militaires donnaient un libre cours aux sentimens d'amer découragement qu'engendrait au fond de leur cœur la présence ombrageuse des représentans en mission. L'unité et la dignité du commandement compromises, la science de la guerre ou l'inspiration du champ de bataille discutées et entravées par les froides objections d'hommes étrangers au métier des armes, tels étaient les textes avoués de ces plaintes et de ces discordes souvent fatales, souvent mortelles; il y fallait joindre la jalousie du pouvoir partagé, l'orgueil toujours exclusif de l'uniforme, et les effets sans nombre des passions mesquines qui trouvent à se loger même dans les ames héroïques. L'histoire a enregistré quelques-uns des faits d'ignorance et de présomption dont les généraux républicains s'armaient à bon droit contre leurs collègues civils; mais, pour être juste, elle n'a pas dû oublier que, parmi ces avocats et ces législateurs à cheval, plus d'un releva fièrement notre drapeau sous les balles et ramena des vétérans à l'ennemi.

Après la réaction thermidorienne, la plupart des représentans en mission aux frontières ou dans l'ouest, ne se sentant plus soutenus au même degré par l'autorité centrale, avaient assoupli leur rôle aux circonstances, et laissé se détendre entre leurs mains les liens affaiblis de leur souveraineté. Quelques-uns seulement, soit par défaut de sagacité, soit par une résistance calculée au nouveau cours des choses,

continuaient obstinément l'anachronisme de leurs allures proconsulaires. Parmi ces derniers figurait au premier rang l'homme que nous avons introduit dans cet épisode : il avait dû à sa réputation de courage et à sa moralité privée d'être respecté par les mesures d'épuration qui suivirent le triomphe du parti modéré; mais l'aigreur de ses relations avec le jeune général en chef, que gênaient les traditions impérieuses, les préjugés impitoyables, et parfois même les vertus du sectaire, s'était envenimée de jour en jour jusqu'à la haine. Nous venons de voir dans quelle occasion et par quel éclat décisif le jeune général avait cru pouvoir enfin payer à son redoutable adversaire toute sa dette arriérée.

VIII.

> Cette gloire était due aux mânes d'un tel homme,
> D'emporter avec eux la liberté de Rome!
> (*Cinna.*)

Nous devons nous excuser d'avoir placé dans le coin d'un tableau frivole une des figures les plus brillantes, et la plus pure peut-être, dont nos annales révolutionnaires aient gardé l'empreinte. — Lazare Hoche, alors général en chef de l'armée des côtes de Brest, et qui devait bientôt réunir sous son commandement toutes les forces de la république en Bretagne et en Vendée, n'avait pas encore atteint vingt-sept ans. La fleur de la jeunesse s'épanouissait sur la maturité de son génie. Sa haute stature, la beauté singulière de ses traits, sa physionomie ouverte et martiale, la gravité modeste de son maintien, tout en lui était marqué du cachet de la force, de l'intelligence et de la droiture : il imposait le respect et attirait la confiance. Aucune gloire et aucune fortune ne paraissaient déplacées sur ce front que la nature avait fait pour commander et pour séduire. Comme l'ambassadeur romain, le jeune héros de la nouvelle république portait à la fois dans son regard toutes les menaces de la guerre et toutes les clémentes promesses de la paix. Seul, par les rares qualités d'un génie flexible et complet, il fut capable de reconquérir à la nationalité française ces provinces braves et malheureuses qu'en séparaient de sanglans abîmes; seul peut-être, à ce débordement de passions anarchiques et d'ambitions gigantesques où périt notre première république, il eût opposé avec succès la personnalité puissante et désintéressée d'un Washington. On lui a fait du moins l'honneur d'une rivalité posthume avec celui qui mit trop de gloire à la place de trop de liberté.

Mais la Providence avait marqué d'étroites bornes à cette existence

d'élite. L'illustre républicain écrivait à grands traits son nom dans l'histoire, comme si sa main eût été hâtée par un triste pressentiment. Sur ce fier visage et à travers ce sourire, on pouvait lire par instants ce caractère fatal de mélancolie, qui prête encore après des siècles une grace touchante au souvenir de Germanicus et qui manquait à César.

C'est une des misères, sinon un des crimes du romancier, que de réduire aux proportions puériles de son cadre les géans de l'histoire. Il peut à la vérité invoquer pour excuse l'espèce d'intérêt particulier avec lequel on voit toujours ces demi-dieux descendre de leur piédestal sur le terrain commun de l'humanité; mais les gens chagrins n'en ont pas moins le droit de le comparer à un enfant qui prétendrait utiliser dans ses jeux les formidables machines de la guerre et de l'industrie. Quoi qu'il en soit, convaincu que les torts avoués sont à moitié pardonnés, nous reprenons avec une conscience plus légère le fil de notre récit.

Le général, délivré de la présence du conventionnel, demeura quelques minutes à la même place, la tête penchée et l'œil rêveur. Puis, faisant tout à coup le geste d'un homme qui s'abandonne résolûment à toutes les conséquences d'une action irréparable, et qui passe à un autre ordre d'idées, il se leva et s'approcha d'une fenêtre qui donnait sur la cour; il ne parut pas y voir ce qu'il y cherchait, et commença à travers la chambre une promenade impatiente qu'il interrompait souvent par de courtes stations près de la fenêtre ou vis-à-vis d'une pendule placée sur une console. Par intervalles, les pensées dont son esprit était agité s'échappaient comme involontairement de sa bouche distraite. — Quelle déception! murmurait-il. Ce sont les hommes! Rude leçon, et inattendue... Sa dupe... c'est le mot... Son jouet... si long-temps..., si franchement. Et quels malheurs il va causer!... Que de sang! Insulte à moi... Crime public... Tout... Misérable!...

Le bruit d'une main qui heurtait légèrement à la porte interrompit le général. Après qu'il eut dit qu'on pouvait entrer, la porte s'ouvrit, et la personne distinguée et délicate du commandant Hervé de Pelven se présenta aux yeux de Hoche.

Le général s'avança lentement vers celui qu'une heure auparavant il appelait son ami et se mit à le considérer avec une singulière curiosité, comme s'il cherchait à démêler dans ces traits bien connus quelque signe secret, quelque trace hideuse jusqu'alors inaperçue. Terminant tout à coup son examen par un mouvement d'épaules expressif, il s'assit à demi sur l'angle de la table où son sabre était posé, et, sans cesser d'étudier du regard le visage de Pelven :

— Où est Francis? dit-il.

Cette question ne put faire sortir Hervé du muet étonnement où l'avait plongé l'accueil inexplicable du général en chef.

— Je vous demande où est Francis, répéta celui-ci en élevant la voix : qu'en avez-vous fait?

— Mon général, dit le jeune commandant, Francis est en bas dans la cour. Nous arrivons ensemble.

— Ah! — Eh bien, dites-moi, monsieur de Pelven, vous avez réussi selon vos souhaits, n'est-ce pas?

— Oui, général, répondit sèchement Hervé, dont l'orgueil s'alarmait peu à peu de ces procédés et de ce langage si différens de la familiarité cordiale à laquelle il était habitué.

— C'est fort heureux pour vous comme pour moi, monsieur.

— J'ai le regret de ne pas vous comprendre, général.

— Ah!... Eh! dites-moi, la graine de chouans pousse-t-elle dans le pays?

— Tout ce que j'ai vu, citoyen général, est menaçant et annonce une levée d'armes prochaine. Nous avons même cru entendre le canon hier et cette nuit.

— Vraiment! Vous avez fait là, en effet, une dangereuse campagne, et qui ne restera pas sans récompense, s'il y a encore quelque justice dans le monde; mais il faut d'abord, je suppose, vous féliciter de votre merveilleux talent dans la spécialité que vous avez eu le bon goût de choisir, monsieur de Pelven : jamais masque d'infamie ne ressembla si bien, je l'avoue, à un visage d'honnête homme.

Une vive rougeur colora subitement les joues et le front du jeune commandant; mais ce fut la seule marque d'émotion que son empire sur lui-même ne put parvenir à dissimuler.

— Je n'en suis pas à m'apercevoir, dit-il, que je me trouve ici sur un banc d'accusé : on me l'avait prédit; mais je croyais pouvoir attendre du général Hoche que l'explication précéderait l'outrage.

Bien que l'hypocrisie qui se sent dévoilée trouve quelquefois dans l'inspiration du péril des attitudes et des accens d'une déplorable vérité, la contenance de Hervé, la fermeté de sa voix, ébranlèrent la conviction du général; mais, avant qu'il eût pu lui répondre, son attention fut attirée du côté de la cour par un bruit de chevaux, suivi d'un tumulte de voix. Peu d'instans après, le lieutenant Francis entrait dans la chambre d'un air affairé, tenant à la main un paquet de lettres.

— Pardon, mon général, dit-il; ce sont des dépêches qu'apportent deux dragons des divisions Humbert et Duhesme. Il paraît que le four chauffe par là-bas.

Le général, qui avait touché amicalement l'épaule du petit lieutenant, ouvrit les dépêches avec vivacité, et en commença une lecture rapide qu'il interrompit fréquemment par des exclamations irritées; puis, jetant tout à coup avec violence les lettres sur le parquet et s'adressant à Francis d'un ton qui indiquait une fureur difficilement

maîtrisée : — Vous allez faire en une minute, mon enfant, lui dit-il, un grand pas dans l'expérience de la vie. Voici M. de Pelven, notre ami commun; regardez-le bien, et souvenez-vous le reste de vos jours que sous cette physionomie, loyale entre toutes, se cachait l'ame d'un espion et d'un traître.

— On vous a menti, général, dit froidement Hervé, tandis qu'un cri de surprise et d'incrédulité sortait des lèvres du jeune lieutenant.

— Tant que la lumière ne m'a pas crevé les yeux, j'ai douté, reprit Hoche; mais il y a véritablement une négligence impardonnable, monsieur de Pelven, quand il est connu que nous avons aussi nos espions, à laisser traîner derrière vous des pièces aussi capitales que celle-ci. — En même temps, il mettait sous les yeux des deux officiers un papier froissé et taché de boue, sur lequel était écrite cette ligne : « Sauf-conduit au comte Hervé de Pelven, maréchal-de-camp dans l'armée catholique et royale. — Signé : Charette. »

Hervé regarda le petit lieutenant, et murmura le nom de Bellah.

— Ce sauf-conduit, ajouta le général, a été trouvé par un de nos agens secrets sur la lande de Kergant, où vous avez passé une nuit. Il ne manque pas d'autres preuves, mais celle-ci me suffit. Maintenant je dois vous demander, monsieur, si vous avez quelque chose à dire pour défendre votre vie, car je vous avertis qu'elle est en danger. Désarmez-vous, s'il vous plaît.

Hervé détacha les agrafes de son sabre, et le remit à Francis, qui le prit d'une main tremblante.

— Général, dit alors le jeune commandant, devant Dieu et sur mon honneur, je ne suis pas coupable. Je succombe sous des apparences auxquelles je ne puis opposer que ma parole. Ce sauf-conduit est authentique, mais je ne l'ai jamais accepté. Je peux encore ajouter que ces hommes, qu'on fait mes amis, attentaient à ma vie il n'y a pas cinq jours.

— Vous ont-ils blessé? demanda Hoche avec empressement. Pouvez-vous me montrer la trace d'une blessure?

— Aucune, malheureusement.

— Mais, général, s'écria Francis, j'y étais, je l'ai vu : ils ont assommé le commandant!

— Avec égards, à ce qu'il paraît, dit le général, qui avait repris son calme inquiétant. Assez, Francis. Vous n'êtes pas un enfant, vous, monsieur de Pelven, et vous savez assez quelle peut être la conclusion d'une pareille affaire. Désirez-vous que tout se termine ici entre nous deux, ou dois-je assembler un conseil?

— Je ne souhaite aucun autre juge que vous, général

— Certes, vous n'en pouviez avoir un plus prévenu en votre faveur. Vous m'avez étrangement trompé, Pelven, cruellement, puis-je dire.

Après tout, il peut y avoir une espèce de grandeur dans ce rôle; mais elle n'est pas de celles que j'aurais ambitionnées. Assurément, monsieur, continua-t-il avec une inflexion de voix plus douce et presque attendrie, j'étais loin de m'imaginer que nos relations d'estime, d'amitié, aboutiraient à un moment semblable : ce n'est pas sans une douleur profonde... Le général, distrait par le bruit des sanglots que le pauvre Francis n'avait plus la force d'étouffer, se tut subitement. Il ouvrit la porte, et appelant un des soldats qui veillaient dans l'antichambre : — Le citoyen Pelven, lui dit-il, est votre prisonnier; vous m'en répondez. Lieutenant Francis, allez m'attendre, là.

Le jeune lieutenant jeta sur son protecteur un regard suppliant; un nouveau signe impérieux lui répondit, et l'enfant se réfugia dans la pièce voisine avec une hâte désespérée.

— Monsieur Pelven, reprit alors le général, on voulait vous conduire dans les prisons, et de là vous savez où. J'ai cru que, malgré tout, vous aimeriez mieux avoir la fin d'un soldat.

— Merci, général, dit Hervé.

— Vous avez un quart d'heure, monsieur. — Hoche se détourna brusquement en achevant cette phrase, et, fermant la porte derrière lui, il rejoignit Francis dans l'antichambre. Un vieux sous-officier se tenait près d'eux, la main respectueusement ouverte à la hauteur du bonnet de police; le général l'appela : — Tu vas prendre avec toi quinze grenadiers, lui dit-il; conduis-les dans le champ qui est à gauche de la ferme, fais charger les armes et attends l'homme que je t'enverrai. — Puis, entraînant par le bras son jeune aide-de-camp tout éperdu, il le fit entrer à sa suite dans une chambre qui s'ouvrait sur l'autre face de l'escalier.

On a pu remarquer avec surprise qu'entre le juge et l'accusé il n'y avait eu aucune explication suffisante pour faire connaître à celui-ci la nature et l'étendue du crime qu'on lui imputait; mais, d'une part, le général ne croyait rien avoir à lui apprendre sur ce point; de l'autre, Pelven avait vu dans ce qui lui arrivait la conséquence logique des manœuvres qui avaient eu pour but de l'attacher à la cause royaliste en le rendant suspect à son parti. C'était plus qu'il n'en fallait, au temps où vivait Pelven, pour motiver une condamnation capitale. Ainsi se vérifiaient d'ailleurs et la prédiction que lui avait faite Mlle de Kergant sur la lande aux Pierres et toutes les vagues appréhensions que les souvenirs de sa malheureuse expédition avaient laissées dans son esprit.

Cependant Hervé, demeuré seul sous la garde de la sentinelle, cherchait à se rendre maître des révoltes instinctives, du chaos d'idées et de sentimens que soulève dans tout être humain la perspective prochaine et réfléchie de sa dissolution. Ses regards se portèrent malgré lui sur l'ai-

guille de la pendule : quelque chose comme le souffle de la vision biblique sembla glisser devant sa face et la couvrir d'un nuage blanchâtre. Passant à plusieurs reprises la main sur son front, le jeune homme fit quelques pas rapides dans le salon, après quoi il s'arrêta, et respira longuement avec une sorte de satisfaction, comme se sentant vainqueur dans la lutte suprême qu'il venait de soutenir. Il s'assit alors devant la table, et traça précipitamment quelques lignes destinées à sa sœur. Dix minutes s'écoulèrent, et il était encore plongé dans l'amertume de cette dernière effusion, quand un léger bruit lui fit retourner la tête du côté de la porte. Son regard rencontra celui de Hoche.

— Pardon, monsieur, si je vous trouble, dit le général tenant attentivement ses yeux fixés sur ceux du jeune homme; mais, dans l'état où sont les choses, il doit vous être indifférent de me dire, et moi, je désire connaître exactement le nom du Bourbon qui a débarqué sous un déguisement de femme, à la suite de vos parentes, et par vos bons soins?

A cette question détaillée, une telle expression d'ininteiligence pétrifia l'œil ordinairement pénétrant de Hervé, un hébétement si sincère se peignit sur ses lèvres entr'ouvertes, que le général ne put réprimer un faible sourire.

— J'en étais sûr, mon général! j'aurais parié vingt fois ma tête!...

— A bas les jacobins et les dénonciateurs! s'écria Francis en s'élançant follement dans la chambre.

— Allez-vous-en, vous, dit Hoche avec une impatience à laquelle son petit aide-de-camp ne jugea pas nécessaire d'obéir. — A ce qu'il me paraît, monsieur Pelven, continua le général, vous ne me croyiez pas si bien instruit?

— Il est innocent comme le bon Dieu, général! reprit Francis avec une exaltation croissante.

— Véritablement, général, balbutia Hervé, je ne sais pas du tout... Je ne comprends rien à ce que vous me dites.

Un nouveau sourire plus franc et plus distinct éclaira les beaux traits du jeune général en chef.

— Vive la république! cria Francis en sautant au cou de Hervé dans un accès d'affectueux enthousiasme.

— Vous voyez, commandant, dit Hoche, que M. Francis vous a rendu son estime. Vous voudrez bien m'excuser de ne pas me montrer aussi prompt. A mes yeux, vous êtes toujours coupable, au moins d'une excessive imprudence. La vérité est que nous avons, grace à vous, un Bourbon sur les épaules. Je n'ai pas besoin de vous énumérer les malheurs qu'une telle complication porte en soi; mais comment puis-je concevoir que les incidens suspects de votre voyage n'aient pas éveillé plus sérieusement votre défiance?

Un seul point mis en lumière dans une trame dont nous avions été la dupe suffit souvent à nous en faire aussitôt saisir tous les fils. Ce fut ainsi que la mémoire de Hervé rassembla instantanément, de manière à en former un corps de délit complet, toutes les circonstances équivoques de sa campagne, la réserve extrême de l'Écossaise, les scènes du château de la Groac'h, le langage et l'insistance étrange de Bellah sur la lande aux Pierres, et enfin le caractère mystérieux de l'individu qui avait suivi Mlle de Kergant dans son excursion nocturne. Ce dernier souvenir pénétra plus profondément que tous les autres dans le cœur ulcéré du jeune homme.

— Mon général, dit-il, j'ai été joué et bafoué indignement. Ma sœur est une enfant qui a cru se prêter à une excellente plaisanterie. Quant aux autres..., le commandant Pelven acheva sa pensée par un signe de tête lent et prolongé qui indiquait un amer ressentiment.

Le général s'était approché d'une fenêtre : il demeura quelques instans les yeux fixes dans le vide et les sourcils contractés, comme en proie à une pénible irrésolution; puis, se retournant soudain : — Je suppose, reprit-il, que je prenne sur moi de vous rendre votre liberté, quel usage en feriez-vous? car je ne puis songer à vous employer, quant à présent du moins. — Voyons, que feriez-vous?

— J'irais droit aux chouans, droit au quartier du prince, puisque prince il y a.

— Êtes-vous fou?

— Je reprendrais mon nom et mon titre, continua le jeune homme avec chaleur; car j'ai besoin du privilége qu'ils me donnent pour dire au héros de cette comédie jouée à mes dépens : Monsieur ou monseigneur, peu m'importe, voici un gentilhomme comme vous qui vous demande compte du péril où vous avez mis, par un calcul déloyal, non sa vie, mais son honneur.

— Et ses amours! ajouta le général en riant et en levant le bras par un mouvement charmant de jeunesse. Par ma foi! Hervé, si c'est une folie, elle me plaît. Je ne suis pas né gentilhomme, bien loin de là, comme vous savez; mais j'ose dire que je le serais devenu dans le temps où il ne fallait pour cela que le goût des aventures et deux grains d'audace dans le cœur. Toutefois ce projet est absolument déraisonnable, et je ne puis rien dire à l'appui, si ce n'est que je ferais de même à votre place. Quoi qu'il en soit, s'il vous arrivait malheur, vous laissez ici des compagnons qui courront sus au malandrin pour vous délivrer ou vous venger. N'est-il pas vrai, Francis?

— Je pars avec lui, moi, dit Francis, pour voir les dames de la cour.

— Vous voudrez bien m'attendre, monsieur. — Pelven, reprenez votre épée; mais je vous conseille de quitter l'uniforme. Il faut aussi vous munir de ce malheureux sauf-conduit. Autrement il vous serait

impossible de pénétrer chez ces messieurs, qui sont en force et sur le pied de guerre dans toute la contrée. — Et attendez, poursuivit le général, en écrivant deux lignes à la hâte sur un carré de papier, cachez cela dans la doublure de vos habits, afin d'être également en mesure vis-à-vis de la république.

— Mon général, votre bonté me rend confus.

— Je voudrais vous faire oublier ce mauvais quart d'heure, Pelven. Allez maintenant à la garde de Dieu. J'espère que vous me quittez sans rancune.

Hervé prit de ses deux mains la main que le général lui offrait, et la serra avec émotion. — Adieu, général, dit-il, je vais acheter le droit de vous revoir et de continuer à vous servir.

— Non pas moi, Pelven, jamais moi, mais la France, mais la république, la république forte, patiente et généreuse.

— C'est comme je l'entends, dit Hervé. Il s'inclina avec une courtoisie affectueuse, et sortit accompagné de Francis.

Quelques instans plus tard, Pelven et le petit lieutenant galopaient dans la direction de Rennes; mais, au bout de deux lieues, Hervé dut prendre un chemin de traverse, afin d'éviter la ville, qui pouvait être dangereuse pour lui. Ce fut là que les deux jeunes amis se séparèrent, deux heures environ avant le coucher du soleil, l'un pour retourner près du général en chef, l'autre pour courir les nouveaux hasards où le poussaient, contre tous les conseils de la prudence, les sentimens fougueux de l'homme outragé et de l'amant jaloux.

OCTAVE FEUILLET.

(*La troisième partie au prochain n°.*)

ISMAËL ER-RASCHYDI

RÉCIT DES BORDS DU NIL.

I. — LE FELLAH.

Aux environs de Rosette, sur les bords du Nil, vivait un vieux fellah, pauvre comme ils le sont tous. En Égypte, le paysan ne profite guère de la prodigieuse fertilité du sol qu'il laboure et arrose avec tant de fatigue : ce qu'il gagne, le fisc le lui enlève. De plus, la guerre avait privé cet homme de ses enfans, qui étaient allés porter les armes en Arabie. Il restait seul avec sa femme, trop âgée pour travailler à la terre; leur vie se passait dans la misère et la tristesse. Moins heureux que les vieux époux bénis des dieux dont parle La Fontaine,

> *Qui* surent labourer, sans se voir assistés,
> Leur enclos et leur champ par deux fois vingt étés,

ils avaient dû prendre à leur service un orphelin du voisinage nommé Ismaël. Tous les trois ils habitaient une de ces cabanes à moitié enfouies sous le sol et bâties avec le limon du Nil, qui ressemblent plus à la tanière d'une bête fauve qu'à la demeure d'un être humain. Sur le toit, formé de roseaux et de feuilles sèches, et crevé en maints endroits, dormaient des chiens maigres qui, au moindre bruit, se dressaient sur les pattes en poussant des hurlemens féroces. Qu'avaient à

garder ces animaux si vigilans? Un rouet piqué des vers, une demi-douzaine de cruches fêlées; quant à de l'argent, si le fellah en possédait quelque peu, il le cachait prudemment dans le fond de sa bouche, comme le singe dépose dans ses abajoues le fruit qu'il vient de cueillir. De cette hutte obscure sortait une fumée noire et tourbeuse qui semblait salir l'azur du ciel. A l'ombre des quelques dattiers qui l'abritaient se tenait blotti un gros chat auquel les souris fournissaient une pâture abondante; aussi était-ce le seul hôte de ce logis qui mangeât son content et ne souffrît point de la pauvreté de ses maîtres.

Deux ou trois arpens de terre, — divisés en carrés réguliers et environnés de canaux propres à conduire l'eau dans les sillons, — composaient la ferme du fellah. A l'époque du labourage, il attelait à sa charrue un chameau et un buffle, animaux d'aptitudes diverses, que Dieu n'a point créés pour travailler ensemble. L'un tirait lentement et d'un pas égal, flairant le sol, la tête basse; l'autre, dressant le cou, jetant par soubresauts, en avant et de côté, ses jambes grêles. Ismaël, armé d'un fouet, marchait devant et traînait après lui cet attelage boiteux; il frappait avec impartialité tantôt les côtes pelées du chameau, tantôt le dos rugueux du buffle. Le sillon se traçait ainsi tant bien que mal, à la grande fatigue des deux bêtes, qui se nuisaient mutuellement par l'inégalité de leur allure. Le travail était pénible aussi pour Ismaël, qui foulait sous ses pieds nus un terrain brûlant; le vieux paysan se courbait haletant sur sa charrue. Pas un nuage ne tempérait la chaleur du jour; le soleil dardait ses rayons impitoyables sur la face ridée du fellah à barbe grise, comme sur la nuque rasée du jeune garçon. Aux instans de repos, ils s'asseyaient à l'ombre d'une touffe de tamarisques pour ronger en silence un oignon et une galette d'orge. Parfois une brise bienfaisante que leur envoyait le Nil les rafraîchissait au passage en agitant leurs sayons de toile bleue troués par de longs services, et puis ils se remettaient au labour avec résignation. Quand les semailles étaient finies, il s'agissait d'arroser les terres. Assis de chaque côté d'un fossé, Ismaël et son maître prenaient en main les extrémités d'un grand cuir qu'ils plongeaient dans l'eau d'un mouvement rapide; ils l'en relevaient tout plein et le vidaient par-dessus le talus d'une digue dans les rigoles communiquant aux sillons. Cette besogne machinale disloquait les épaules du petit Ismaël; ses larmes se mêlaient à la sueur qui coulait de son front. Il eût demandé grace, s'il l'eût osé; mais son maître secouait rudement le cuir, et l'enfant, relancé par cette saccade, travaillait de plus belle, comme l'âne harassé reprend son trot sous le bâton pointu qui lui pique les flancs. Le soir, quand il rentrait à la ferme, la femme du fellah envoyait Ismaël à la fontaine. Elle le malmenait et s'en prenait à lui de ce que son fil s'embrouillait sur le dévidoir. Si les chiens affamés

plongeaient leur museau dans le chaudron où cuisait le *dourrah* (1), le vieux paysan accusait Ismaël d'avoir prélevé double part sur le souper. L'âge et la pauvreté faisaient de ce couple souffrant des maîtres peu charitables. Trop craintif pour braver les paroles amères et les réprimandes qu'il n'avait pas méritées, Ismaël dévorait à la porte sa maigre pitance. Ces splendides soirées d'Égypte où l'on voit les étoiles s'allumer tout à coup sur la voûte sereine du firmament, le pauvre enfant les passa souvent à pleurer, assis contre les parois de la cabane, et en vérité il eût été difficile de rencontrer plus de misère sous un ciel plus enchanté.

Dès que les champs commençaient à se couvrir de moissons, Ismaël était chargé de les garder. On lui remettait une fronde avec un sac rempli de cailloux, et, ainsi équipé, il allait se placer, pour faire sentinelle, sur un tertre qui dominait la campagne. Les oiseaux s'abattaient-ils en troupes sur les épis jaunissans, il frappait dans ses mains, poussait des cris et faisait siffler sa fronde. C'étaient là ses instans de bonheur! Heureux de sa liberté, il promenait sur les plaines verdoyantes un regard épanoui. Le gazouillement des volatiles qu'il effrayait avec ses pierres le ravissait; le croassement des corneilles lui semblait un doux chant comparé aux gronderies éternelles de la vieille femme qu'il avait laissée au logis. Que lui importait ce soleil de feu tombant d'aplomb sur ses épaules? Mille pensées que la privation et la contrainte avaient refoulées au fond de son cœur s'éveillaient tout à coup et agitaient sa jeune tête. Cloué sur l'étroit espace où il était réduit, pour tout mouvement, à tourner sur lui-même, il se dressait sur la pointe des pieds pour découvrir au-delà de son horizon de chaque jour. Du côté de la plaine passaient des chameaux chargés qui se déroulaient en longues caravanes, ne montrant que leurs têtes au-dessus d'un nuage de poussière. Du côté du fleuve, par-dessus la ligne de saules et de roseaux qui marque la rive, glissaient au loin les voiles des barques. Sur le ciel volaient en tourbillonnant les oiseaux pillards attirés par les moissons; le long des fossés pleins d'eau couraient les bécassines et s'abattaient les cigognes. Autour de lui, tout marchait et se mouvait librement. Qui donc l'enchaînait sur ce tertre, comme un mannequin planté au bout d'un bâton pour faire peur aux corbeaux? Et, tout en rêvant, il écoutait la brise murmurer dans les blés.

Quand il revenait le soir, après ces journées passées au grand air dans une indépendance complète, combien lui paraissait plus triste encore cette cabane obscure, enfumée, au fond de laquelle il n'apercevait que les figures mornes et revêches du vieux paysan et de sa femme! Peu à peu, l'idée de fuir s'empara de lui plus vivement. Le besoin de

(1) Espèce de mil cultivé en Égypte et dans l'Inde.

l'inconnu, qui peut tourmenter l'esprit d'un petit fellah comme l'ame d'un poète, le sollicitait nuit et jour à s'élancer au-delà de cette sphère, où rien ne souriait à sa jeunesse. Il hésita d'abord entre la terre et l'eau, entre le désert et le Nil. On sait que les caravanes, se montrant tout à coup à l'horizon comme le navire sur la mer, au retour d'expéditions lointaines et mystérieuses, exercent d'ordinaire sur l'imagination de l'Africain un attrait irrésistible; mais, pour l'Égyptien, le Nil est la route sacrée qui mène aux lieux où le soleil se lève. Ce fut donc le fleuve qui l'emporta; déposant à ses pieds la fronde et le sac plein de cailloux, Ismaël se mit à courir droit au rivage.

Que savait-il de la vie nouvelle qui l'attendait à bord de ces barques dont il avait de loin entrevu les voiles? Rien; cependant il bondissait comme un chevreau, satisfait d'avoir brisé sa chaîne et de tourner le dos à la cabane inhospitalière de ses vieux maîtres.

II. — LE MOUSSE.

La première fois qu'Ismaël se vit emporté par une brise fraîche sur les eaux du Nil, il se crut ravi au troisième ciel. Les voiles triangulaires frémissaient sur les vergues; la *canja* (1), inclinée sous la pression du vent, glissait en se balançant avec légèreté autour des grèves, rasait les îles couvertes d'une végétation abondante, et dépassait, dans sa marche rapide, les villages cachés sous les dattiers.—Que le monde est vaste, qu'il est beau! pensait Ismaël; labourez vos champs... moi, je navigue! —Et, couché au pied du mât, le petit mousse se laissait nonchalamment emporter à travers l'espace. Les femmes qui marchaient le long des digues une cruche sur la tête, les pâtres qui conduisaient les buffles dans les hautes herbes, les barques à l'ancre devant les hameaux, les maisons des paysans perdues dans la campagne, tout cela passait devant ses yeux comme une vision. Il respirait à pleins poumons l'air vivifiant du fleuve et se sentait renaître. Malheureusement, au plus fort de son extase, un coup de corde, vigoureusement appliqué sur ses épaules par la main du patron, vint lui apprendre qu'un mousse n'est pas embarqué pour se croiser les bras et regarder couler l'eau. La *canja* avait touché sur une grève, l'équipage se jetait par-dessus le bord, et chaque matelot, en poussant avec son dos, cherchait à la remettre au milieu du courant. Plus petit que ses compagnons, Ismaël plongeait dans les flots jusqu'à la bouche. Ses pieds glissaient sur le sable; déjà il regrettait le tertre sur lequel il faisait naguère tournoyer sa fronde en terre ferme. Comme il allait perdre pied,

(1) Barque du Nil.

le patron, l'attrapant par les oreilles, le ramena vivement sur le pont, et l'envoya, pour se sécher, carguer les voiles qui battaient le long des mâts.

Tel fut le début d'Ismaël dans la carrière de marin. Avait-il gagné au change? je ne sais; toujours est-il qu'il ne se découragea point pour si peu. La Providence, qui prend en pitié les enfans, a donné aux mousses la faculté d'oublier bien vite les corrections qu'ils reçoivent; ils les acceptent sans se plaindre, comme ils se soumettent aux alternatives d'orage et de beau temps. Tout en se frottant l'épaule, Ismaël se sentait moins humilié d'avoir été battu par un homme auquel obéissaient de grands et robustes matelots, qu'il ne l'était auparavant, quand ses vieux maîtres le grondaient sans raison. Et puis la vie errante sur le Nil lui plaisait; orphelin et délaissé, il trouvait dans sa barque une patrie, dans ses compagnons une famille. En dépit des inconvéniens du métier, il navigua.

Un jour, la *canja* qu'il montait prit terre à Fouah, ville fort ancienne, située sur la rive droite du Nil, à peu près en face du point où débouche le canal Mahmoudiéh, qui vient d'Alexandrie. Les voyageurs s'y arrêtent pour rechercher dans la campagne environnante l'emplacement du port de Naucratis, « seule ville, dit Hérodote, où, du temps des Pharaons, les vaisseaux grecs pouvaient aborder, » et pour visiter ce qui reste des ruines de Saïs. Les mariniers qui font le commerce entre Rosette et le Caire y abordent aussi, parce que ses bazars sont abondamment pourvus de volailles et de fruits de toute espèce; ils y trouvent en outre à acheter les cordages dont ils ont besoin pour leurs bateaux. Fouah est une des villes de la Basse-Égypte les plus florissantes. A certaines époques de l'année, à l'automne surtout, des centaines de barques encombrent les quais. A peine distingue-t-on, à travers les antennes et les mâts, le cours majestueux du Nil, si large en cet endroit qu'on le prendrait pour un lac, et tout parsemé d'îles riantes qui sortent du milieu des grèves comme des oasis. Une foule de minarets s'élancent au-dessus des coupoles et des maisons à toits plats; les uns sont anguleux et pointus comme des flèches romanes, les autres, arrondis en tourelles, se terminent par un bourrelet en forme de turban. Des bananiers et des figuiers, qui laissent pendre sur les murs leurs larges feuilles et leurs branches épaisses, font ressortir encore la couleur éclatante des édifices rangés le long du fleuve. En somme, c'est une ville d'un effet pittoresque, tout orientale, digne de se mirer dans les flots du Nil.

Au moment où la barque d'Ismaël relâchait à Fouah, une brume assez intense voilait l'horizon. Le soleil se levait à peine; il s'en fallait d'une heure que la brise du nord, sur laquelle les marins comptent toujours pour remonter le Nil, ne dissipât ces vapeurs. En attendant

l'instant de se remettre en route, l'équipage sauta à terre, ne laissant à bord que le mousse Ismaël. La barque était amarrée devant une petite place dont un groupe de dattiers marque le centre. Le côté qui fait face au fleuve est occupé par une vieille mosquée bâtie en briques, ainsi que le minaret à deux étages qui la surmonte. A droite et à gauche s'étendent de chétives boutiques et des échoppes de barbiers. On y voit aussi des cafés, tentes légères soutenues par des piquets. A cette heure matinale, les marchands turcs et égyptiens, mêlés aux marins arabes, y buvaient le moka dans des tasses microscopiques, en fumant leur fin tabac de Syrie dans des pipes longues comme des lances. Devant les maisons, des femmes de fellahs, vêtues de saies bleues à larges manches et le visage couvert d'un voile, offraient aux acheteurs des oranges et des dattes dont elles écartaient les mouches à coups d'éventail. Les milans affamés piaulaient en volant autour de la mosquée, les tourterelles roucoulaient sur les balcons, et les chiens fauves, moitié loups et moitié renards, se faufilaient dans les jambes des passans. Ni l'âne patient trottant dans la poussière, ni le dromadaire qui se repose en allongeant son cou sur le sable, ne manquaient à ce tableau, que complétait la présence d'un *aïta*. On appelle ainsi, en Orient, les soldats irréguliers connus en Occident sous le nom d'Arnautes et d'Albanais. Cette race de pandours, qui fait la joie des peintres par l'éclat de son costume et l'extravagance de son équipement, cause la terreur des populations asiatiques par ses déportemens et ses violences. Rien ne représente mieux la force brutale que ces gens hargneux et féroces qui portent sur eux tout un arsenal de pistolets, de couteaux et de yataghans; ils sont, à vrai dire, la monnaie d'un pacha.

Celui qui venait de faire son apparition sur la petite place de Fouah s'y promenait en vainqueur, d'un pas ferme et solennel; chacun se rangeait et laissait l'espace libre autour de lui. Ses vastes pantalons chamarrés de broderies s'engouffraient dans une paire de bottes turques. Comme il faisait chaud, il ne portait pas de veste; ses bras longs et nerveux flottaient dans des manches de toile d'une ampleur démesurée, que le temps avait usées en maints endroits. Tantôt il rejetait ses mains derrière son dos en levant la tête, tantôt il les reposait sur deux pistolets qui sortaient de sa lourde ceinture et lui montaient jusqu'au menton; souvent aussi il bâillait. Dans toute sa personne, il y avait quelque chose de terrible et de grotesque, qui tenait du bourreau et du matamore.

Cependant Ismaël, resté seul dans sa barque, chantait gaiement. C'est un si beau moment pour un mousse que celui où l'équipage, quittant le bord, le laisse maître absolu dans l'étroit espace où il a coutume d'être l'esclave de chacun. Ismaël allait et venait sur le pont, de la proue à

la poupe, furetant partout. La pipe du patron lui tomba sous la main, et il se mit à fumer. L'heure du déjeuner approchant, il attisa le feu sous la chaudière et fit cuire les pains d'orge sous la cendre. D'une voix insouciante, il jasait avec les jeunes marins qui, chargés eux aussi de garder leurs bateaux, se livraient à de bruyans ébats. La brise qui commençait à déchirer le voile de vapeurs étendu sur le Nil et paraissait ranimer la nature endormie excitait encore sa joyeuse humeur. Bientôt le soleil parut; une forte chaleur, mêlée à une vive clarté, se répandit instantanément sur la ville, sur la campagne et sur les eaux. Au même moment, l'aïta, fatigué d'arpenter le terrain avec la régularité d'un balancier d'horloge, s'assit au pied d'un des dattiers plantés au milieu de la place. Il goûtait déjà les douceurs du sommeil, quand une corneille qui becquetait à la cime de l'arbre une grappe de fruits mûrs lui en fit choir sans façon une demi-douzaine sur la face. Brusquement réveillé, l'aïta se frotte le nez et se lève; il promène sa vue autour de lui, et ses regards furieux rencontrent ceux du mousse, qui éclatait de rire... L'enfant chercha à cacher l'expression de son visage, mais il était trop tard; l'aïta l'avait vu. La preuve, c'est qu'il le tenait déjà au bout d'un de ses longs pistolets. La détente partit... et le coup rata.

Ismaël avait tourné derrière le mât comme l'écureuil se cache derrière la branche pour éviter le fusil du chasseur; il épiait les mouvemens de son ennemi, dont la colère allait croissant. Les marchands assis à la porte des cafés allongeaient la tête et regardaient en tenant à la main leurs pipes allumées.... L'aïta se précipitait vers la barque; il tira de sa ceinture son second pistolet et fit feu. Cette fois, le coup partit : la balle coupa le cordage qui soutenait la voile, la vergue pesante tomba sur le pont avec fracas, et dans sa chute elle renversa la chaudière où cuisait le déjeuner de l'équipage. A ce moment-là, le patron de la barque, suivi de ses matelots, arrivait sur la place; quant au mousse Ismaël, prompt comme l'éclair, il avait fait un bond par-dessus le bord.

La pensée que l'enfant avait dû périr dans les eaux du fleuve consola sans doute l'aïta de ne l'avoir pas tué. Il replaça majestueusement ses armes dans sa ceinture, après les avoir rechargées; puis, comme un homme qui vient d'accomplir une action héroïque, il lança sur la foule un regard dédaigneux, rejeta en arrière son bonnet rouge à houppe bleue, et reprit sa promenade solitaire.

— Retournerai-je à bord? pensait Ismaël, qui se tenait tapi dans une barque voisine. — Mais l'aïta ne s'éloignait pas, et le mousse n'osait se montrer. A la vue du dégât que la balle venait de causer dans sa *canja*, le patron, qui ne savait pas au juste ce qui s'était passé, entra en fureur contre Ismaël. Courant sur le pont, il le cherchait et l'appelait

avec des paroles si peu rassurantes, que le pauvre enfant, loin de venir vers son maître, enjamba par-dessus le bord d'une seconde barque, puis d'une troisième. Enfin, il gagna le quai et se mit à fuir à toutes jambes. La brise soufflait, le Nil se couvrait de tant de voiles qu'on eût dit une troupe de goëlands qui déployait ses ailes. Pauvre mousse! lui qui espérait aborder au Caire dans trois jours et voir la grande ville, le voilà à pied, comme un mendiant, sans asile, ne possédant pour toute fortune qu'une demi-douzaine de piastres (1) nouées dans un pan de sa tunique.

III. — LE PATRE.

A quelques lieues au-dessus de Fouah, sur la rive droite du Nil, s'avance une pointe escarpée que ronge le courant. Quand les eaux sont basses, les barques la côtoient de très près, afin d'éviter les grèves qui, en cet endroit, barrent presque entièrement le lit du fleuve. Sur cette langue de terre, fertilisée par l'inondation, s'épanouit une végétation puissante. Des champs de coton et de maïs s'étendent dans le voisinage, coupés par des canaux profonds, sur le bord desquels se promènent gravement le héron et la cigogne. Çà et là on distingue des espaces plus maigres où poussent les dattiers épineux, et des clairières semées de buissons aux branches noires et tortues, où le feilah conduit ses troupeaux de buffles. Dans les parties de la campagne les plus sablonneuses, on voit surgir la bosse de quelque chameau solitaire; tandis qu'il broute, l'ibis blanc se pose sur son dos dans l'attitude mystérieuse que lui donnent les hiéroglyphes. Non loin de là, une chétive mosquée annonce la présence d'un hameau. Les maisons en sont si basses, qu'on ne les aperçoit pas du rivage; seulement, on découvre une foule de petits édifices en forme de ruches et assez élevés, que l'on reconnaît pour des colombiers à la multitude de pigeons qui volent alentour. Ce fut dans ce hameau qu'Ismaël vint chercher un refuge à la suite de la catastrophe qui lui fit abandonner sa barque. Poussé par la faim, ne sachant que devenir, il erra quelque temps autour des habitations; le souvenir de la ferme où il avait passé quelques années dans la misère l'empêchait de frapper à aucune porte; enfin, il en trouva une ouverte et entra. Le maître de la maison, riche laboureur, lui offrit de garder ses buffles. C'était au moins vivre dehors, au grand air; Ismaël accepta.

Le lendemain, il partit avec son troupeau : les buffles, attirés par la fraîcheur des eaux, l'entraînèrent du côté du Nil, et il les suivit tristement. Bien des voiles se croisaient sur les flots légèrement soulevés

(1) La piastre turque est une petite monnaie qui ne vaut plus aujourd'hui que 35 centimes environ.

par la brise. Des *canjas* remontaient dans la direction du Caire pour y déposer des pèlerins qui se rendaient à la Mecque; d'autres barques, plus grandes, portant le pavillon rouge, semé de trois croissans, descendaient vers Alexandrie avec un chargement d'esclaves pris dans les hautes régions du Nil. Une foule de têtes noires et crépues se pressaient aux étroites lucarnes de l'entrepont pour humer l'air et regarder les interminables rives de ce fleuve si long à parcourir. En voyant ces Nubiens arrachés à leur pays et voués à l'esclavage, Ismaël se sentit moins malheureux. — Il y a sur la terre des gens plus à plaindre que moi, pensa-t-il. — Et ses regards inoccupés se portèrent sur une *canja* qui s'approchait du rivage pour doubler le promontoire dont nous avons parlé. C'était celle qu'il avait désertée la veille. Il distinguait la figure sévère du *reïs* (1) coiffé de son turban de mousseline blanche; les matelots, assis en cercle à la proue, se reposaient en racontant quelqu'une de ces fantastiques légendes qui l'avaient tant de fois charmé. Hélas! sa vie aventureuse était-elle finie? Condamné à suivre le pas lent de ses buffles, ne devait-il plus voguer sur le grand fleuve?

— Si je hèlais la barque? se dit-il à lui-même. Tout est réparé à bord... On me battra, je reprendrai mon poste, et je jure de ne plus jamais rire à la face d'un aïta.

Il faisait un pas en avant, puis en arrière, hésitant encore à prendre un parti, quand il vit une jeune fille sortir de dessous les arbres, prêter l'oreille au sillage de la barque et courir en chantant. Le *reïs*, sans rien répondre, lui lança quelques pièces de monnaie enveloppées dans un chiffon, et la voile disparut. La mendiante s'était arrêtée au bruit qu'avait fait l'aumône du marinier en tombant à terre; mais, bien qu'elle remuât les touffes d'herbe et soulevât les branches d'arbres inclinées sur le sol, Ismaël remarqua qu'elle ne trouvait rien. Il lui parut tout simple de l'aider; mais celle-ci, dès qu'il approcha, porta ses mains à son visage pour se cacher; puis, comme il avançait toujours, elle se tapit sous un buisson.

Cependant le soleil montait. Sur l'autre bord du Nil, les sables des grèves, se confondant avec ceux du désert, commençaient à miroiter comme une plaque de fer rougie au feu. Les buffles essoufflés, se frayant un passage parmi les joncs, s'allongeaient dans les flots et s'y baignaient comme des caïmans; ils ne laissaient voir que leurs cornes noires et leur museau épaté. C'était le moment où les pâtres s'abritent sous les saules pour dormir. Ismaël, étendu à l'ombre, fermait les yeux, lorsque la petite mendiante, quittant sa retraite, marcha doucement de son côté.

(1) Patron de barque. Ce mot arabe a passé, avec beaucoup d'autres, dans la langue portugaise. On l'emploie sur le Tage comme sur le Nil.

— As-tu trouvé la pièce de monnaie? lui demanda-t-il sans se déranger. — La jeune fille tressaillit, s'arrêta court et fit un pas en arrière.

— Est-ce que je te fais peur? reprit le pâtre en se levant. Tu ne me vois donc pas? — Et, comme elle répondait par un signe négatif : — Pauvre petite! lui dit-il, tu es aveugle! Comment oses-tu courir si près du bord de l'eau?

— Oh! répliqua-t-elle un peu rassurée, je connais cette pointe et les environs à cent pas à la ronde, et je peux suivre seule le chemin qui mène d'ici chez ma mère à l'entrée du village.

— Veux-tu que je te conduise à l'ombre? ajouta Ismaël; ne reste pas là où tu es, le sable brûle les pieds! viens!...

— Non, non; quand il fait bien chaud, j'entrevois du côté du soleil une lueur qui me réjouit. Et puis il faut que je guette les barques, c'est par ici que je vais au-devant de celles qui remontent à la voile. J'entends le bruit du courant qu'elles refoulent, et je demande l'aumône aux *reïs*. Ce qu'ils me jettent tombe souvent dans les épines; je passe bien du temps à chercher, je m'écorche les mains et les pieds; mais enfin Dieu est grand, et, à force de patience, je trouve...

— Pourquoi t'es-tu cachée quand je me suis approché de toi ce matin?

— J'ai cru que quelque méchant pâtre des environs venait pour me voler, répondit-elle; les autres mendians sont jaloux de moi, parce que cette place est bonne. Il y a aussi des enfans qui me jouent de mauvais tours; ils lancent de petites pierres dans l'herbe, et me crient : — Cherche, Fatimah! cherche!... Et, quand ils m'ont fait chercher pendant une demi-heure, ils se sauvent en se moquant de moi.

— Je te défendrai, dit Ismaël. — Et il la fit asseoir près de lui.

Chaque jour, ils se retrouvaient ainsi à la même place. Entre ces deux enfans que la Providence semblait avoir oubliés, il s'établit bientôt une intimité facile à comprendre. La petite mendiante Fatimah, à qui ces jours sans lumière, passés dans la solitude, paraissaient bien longs, avait trouvé une voix compatissante qui répondait à la sienne. Avant elle, qui avait aimé Ismaël? Personne; le jeune pâtre s'attachait donc au seul être qui ne le repoussât pas dans son délaissement. Le hasard lui avait fait rencontrer une créature plus faible que lui et qu'il protégeait. De plus, il prêtait à la petite fille aveugle le secours de ses yeux; du plus loin qu'il découvrait des barques, il les lui signalait, de sorte que, certaine de ne pas les manquer, celle-ci pouvait dormir en paix sous le buisson où elle s'était fait un gîte. Quand les mariniers lui lançaient quelque aumône, elle se plaisait à la ramasser elle-même. — Laisse-moi chercher, disait-elle à Ismaël. C'est ma joie, mon travail à moi! N'est-ce pas la seule chose au monde que je puisse faire?

— Pendant la chaleur du jour, elle venait parfois poser sa tête sur les genoux du pâtre, et elle s'écriait avec ravissement : — Je te vois, Ismaël!... Tiens, place-toi devant le soleil; oh! je vois une ombre, c'est toi, c'est toi! — Le soir, lorsque la fraîcheur du Nil se répandait sur les rives et que les oiseaux chantaient, elle appelait le jeune pâtre, et lui mettait la main sur l'épaule en lui disant : — Courons, courons! mène-moi loin, bien loin,... plus loin que je n'ai jamais été!

Et tous deux ils couraient d'un pas leste à travers la lande où le latanier pousse parmi les sables. Peu à peu la petite aveugle, qui avait vécu cachée sous un buisson dans de continuelles alarmes, devint moins craintive; sa figure, jusque-là morne et contractée, s'illumina d'un rayon de jeunesse, comme s'épanouit au fond d'une cour humide la fleur languissante que le soleil a touchée en passant.

Ainsi s'écoulaient leurs jours, qui, pour se ressembler tous, n'en étaient peut-être pas moins heureux. Un matin qu'il avait plu beaucoup et que le Nil commençait à croître, Fatimah se tenait en vigie à sa place accoutumée, cachée jusqu'aux épaules dans les herbes humides. Une barque s'approchait; la petite aveugle crut distinguer des voix qui parlaient une langue étrangère, et elle s'en réjouit; le voyageur qui s'aventure en pays lointain est assez porté à semer des aumônes sur son passage. — Béni soit Dieu, qui m'envoie des *Franguis* (Européens)! dit Fatimah. Et le cœur lui battait bien fort. Elle courut vite en chantant sa chanson; la barque voguait rapidement, car la brise la poussait en poupe, et bientôt l'aveugle entendit le bruit de plusieurs pièces de cuivre enveloppées ensemble qui tombaient entre les arbres.

— Prends garde! lui cria le *reïs,* comme elle avançait à travers les broussailles, prends garde à toi!...

La pluie du matin avait détrempé la terre; sous les pas de Fatimah s'ouvrait un trou profond qu'elle ne connaissait point encore et dans lequel elle roula. Étourdie de sa chute, elle resta sur la grève, sans mouvement; ses mains crispées s'enfonçaient dans le sable, comme si elle eût craint d'être entraînée par les eaux du Nil, qui murmuraient à son oreille. Elle appela Ismaël, mais le jeune pâtre était allé cueillir des joncs qui lui servaient à tresser des corbeilles; à peine si on eût pu entendre du rivage le mugissement de ses buffles, qui paissaient épars dans la campagne.

Cependant les passagers de la barque faisaient serrer les voiles et tourner la proue vers la terre. Quand ils abordèrent, Fatimah, un peu remise de sa chute, s'efforçait de retrouver son chemin. Ce bruit de pas derrière elle l'inquiétait, et elle avait honte d'être tombée, elle qui avait passé tant de journées à fouler en tous sens, pour apprendre à le mieux connaître, l'espace borné qui formait tout son univers! Tremblante d'impatience et de crainte, elle tâtait le rivage abrupt qui se

dressait au-dessus de sa tête, lorsque le patron du bateau, mécontent de cette relâche imprévue qui le retardait, dit à l'un des voyageurs européens :

— *Ekim bouzourg* (médecin vénérable), vous voyez bien qu'elle ne s'est pas fait de mal. Partons avant que la brise cesse, et demain nous serons au Caire, s'il plaît à Dieu !

Sans rien répliquer, le médecin à qui s'adressait cette allocution prit la petite aveugle par la main, et la regardant en face avec attention : — Ne crains rien, lui dit-il, et réponds-moi. Quel âge as-tu ?

— Quatorze ans, répliqua Fatimah tout émue.

— Tes yeux ont-ils toujours été fermés?

— Non; mais il y a si long-temps qu'ils sont malades, que je n'ai pas souvenir d'avoir vu.

— Veux-tu me suivre au Caire, et peut-être... je te guérirai ?

A ce moment-là, Ismaël, surpris de voir une barque à l'ancre devant la pointe, s'approchait furtivement le long du rivage, et écartait les roseaux en regardant avec inquiétude. Les étrangers avaient aidé la petite aveugle à remonter, et, tandis qu'ils s'acheminaient vers le village, celle-ci marchait du côté de la campagne, prêtant l'oreille, se penchant à droite et à gauche. Au bruit que fit Ismaël en sortant de sa cachette, elle se précipita à sa rencontre; elle avait reconnu son pas, et lui saisit vivement les deux mains. Sa physionomie portait les traces d'une si forte émotion, que le pâtre restait immobile sans oser l'interroger.

— Ismaël, lui dit-elle après un instant de silence, tu vois ces *Franguis?* Ils veulent m'emmener... pour...

— Pourquoi? demanda brusquement le jeune pâtre.

— Pour me guérir, pour m'ouvrir les yeux!... Ils sont allés chercher ma mère, qui me suivra... Tu ne réponds rien, Ismaël? Moi qui suis si heureuse!... Je verrai aussi, moi, je verrai, répétait-elle avec exaltation, et je reviendrai ici te rejoindre.

— Quand tes yeux seront ouverts, tu n'auras plus besoin de moi, dit le pâtre, et tu m'oublieras.

Fatimah pleurait de joie, et Ismaël de chagrin. Le lendemain, de bonne heure, les matelots arabes montaient à la pointe des vergues pour déferler les voiles, tandis que le *reïs*, debout au gouvernail, regardait du côté de la terre. Bientôt Fatimah parut, accompagnée de sa mère, qui portait un petit paquet fort léger : c'étaient leurs effets, tout ce qu'elles possédaient à elles deux. On eût dit que l'enfant avait déjà recouvré la vue, tant elle marchait vite. A peine appuyait-elle sur le sol le bâton recourbé qui lui servait d'ordinaire à guider ses pas mal assurés. Aucun de ses mouvemens n'échappait à Ismaël; il l'attendait sur la route, immobile et le cœur gros. Quand deux amis se séparent,

celui qui reste est si à plaindre! Comme Fatimah passait près de lui, il fit de son côté un pas qu'elle entendit; ses yeux fermés se tournèrent vers le pâtre; puis, comme si elle eût craint d'attirer l'attention de sa mère, elle continua d'avancer. D'ailleurs, derrière elle venaient les passagers de la barque, et à leur tête le médecin, qui lui inspirait un respect mêlé de frayeur. Celui-ci remarqua bien qu'Ismaël observait tout ce qui se passait; il lui adressa quelques questions, mais le pâtre ne répondit rien.

— Ce conducteur de buffles, dit le médecin à ses compagnons, m'a tout l'air de nous faire la mine parce que nous emmenons cette petite infirme! — Et s'adressant à Ismaël qui semblait l'écouter : — Tiens, mon garçon, prends ce *bakchich* (1) pour te consoler.

Le pâtre secoua la tête d'un air qui signifiait : Je ne suis pas un mendiant.

— Diable! reprit le médecin; un fellah qui refuse l'argent qu'on lui offre!... Cela ne s'est jamais vu! Comment t'appelle-t-on?

— Ismaël.

Tout à coup la brise rida la surface du Nil; on la voyait arriver de loin, soulevant la poussière des plaines, courbant les saules et les roseaux, animant de son murmure le paysage endormi. Quand le premier souffle atteignit le bout des voiles, la barque s'inclina, prit son élan comme un cheval qui sent l'éperon, puis partit, laissant derrière elle un sillon d'écume. Fatimah cherchait à se reconnaître sur cet élément nouveau; surprise par le balancement inattendu de la *canja*, elle s'accrochait aux cordages; cependant son visage se penchait vers la rive avec une certaine obstination, et Ismaël, qui la suivait du regard, comprit qu'elle lui disait adieu. A mesure que la barque s'éloignait, il approchait plus près du bord de l'eau, au point que son pied touchait déjà le sable humide. Là, sous une touffe de joncs, il découvrit le baton recourbé que l'aveugle y avait laissé comme un souvenir. Il le ramassa : c'était une tige de palmier lisse et flexible.

Les voiles du bateau, cachées de temps à autre par les îles du fleuve, se montraient encore à l'horizon, mais enfin elles cessèrent d'être visibles, et Ismaël, après s'être plus d'une fois retourné en arrière, monta de nouveau sur le rivage. Ses buffles oubliés paissaient à l'aventure; le mouvement qu'il se donna pour les rallier l'empêcha de sentir trop vivement le chagrin qui l'oppressait. Pendant quelques jours, il s'occupa à parcourir pas à pas les sentiers à travers lesquels il avait souvent conduit la petite Fatimah; mais peu à peu l'empreinte de leurs pieds s'y effaçait. Bientôt aussi, l'époque des crues arrivant, le

(1) Aumône, présent, pourboire, que les pauvres et en général les gens des basses classes en Orient réclament des étrangers.

Nil débordé de toutes parts prit les proportions d'une mer. Les sables étaient submergés; les flots plus profonds, battus par la brise, écumaient contre les palmiers baignés jusqu'à la cime. Il n'y avait plus pour les barques de route précise; elles coupaient au plus court, loin de la pointe dont les basses eaux les forçaient auparavant de se rapprocher. Les buffles, animaux presque amphibies, se trouvaient à merveille de ces inondations qui formaient dans la plaine des lacs et des marais; mais le pauvre Ismaël se voyait doublement délaissé, seul sur un rivage déserté par les navigateurs. Rien ne l'attachait plus à ce promontoire : aussi, quand le Nil rentré dans son lit lui permit de faire route, il prit congé du maître de la ferme.

Où allait-il? Au Caire; d'abord parce qu'il avait plus de chances de trouver à vivre dans une grande ville, et puis pour une autre raison qu'il ne s'avouait qu'à demi.

IV. — L'ANIER.

« Qui n'a pas vu le Caire n'a rien vu, dit quelque part un personnage des *Mille et une Nuits;* son sol est d'or, son ciel est un prodige!... Le Caire est la capitale du monde! » Dans ces paroles de l'écrivain arabe, il faut faire la part de l'emphase et de l'exagération. Cependant il serait difficile de trouver, même en Asie, une ville plus riche que la capitale de l'Égypte en monumens du meilleur style mauresque. Quelle cité musulmane offre à l'œil ébloui une plus grande variété de mosquées et de minarets, une pareille profusion de portiques et de coupoles? Est-il dans tout l'Orient une capitale qui puisse se vanter d'être assise sur les bords d'un fleuve à la fois plus célèbre et plus majestueux? C'est à nous, habitans des latitudes froides, que son ciel doit paraître un prodige! Quant à son sol, il n'est pas d'or, mais bien de sable et de terre grise; aussi, lorsque les dromadaires, les chameaux et les ânes débouchent au trot sur une grande place coupée comme une clairière dans cette forêt de maisons, ou se précipitent pêle-mêle avec les porte-faix chargés dans les rues étroites et tortueuses, quels tourbillons de poussière! Ajoutez à cela les cavaliers qui passent rapides comme l'éclair, fiers de leurs yataghans recourbés, de leurs selles de velours rouge, se redressant sur leurs larges étriers et laissant flotter au gré du vent leurs vestes chamarrées d'or. A les voir galoper comme des furieux à travers la foule, on se rappelle le vers d'un poète persan : « La source du soleil est obscurcie par la poudre que font voler leurs coursiers pleins de colère et d'ardeur! »

On conçoit qu'Ismaël, au sortir des tranquilles pâturages où il menait paître ses buffles, dut se sentir étourdi en abordant une ville pareille; il n'avait jamais vu que les petits ports des environs de Rosette.

Perdu au milieu de cette multitude qui s'engouffre dans toutes les ruelles comme les eaux du Nil débordé dans les canaux qui coupent la campagne, il errait à l'aventure. La fatigue cependant le força de s'arrêter. Il s'assit à l'angle d'une place, au pied d'un grand mur ombragé par quelques sycomores. Devant lui, sous les tentes d'un café, causaient en fumant des chefs arabes, reconnaissables à leurs manteaux noirs. L'un disait : « L'énergie de l'homme est au-dessus des caprices du sort. Vis de la fatigue de ton bras et de la sueur de ton front; et si ton courage vient à défaillir, prie Dieu qu'il te vienne en aide! »

Un autre disait : « Si la lune ne marchait pas, elle resterait toujours à l'état de croissant. Je voyagerai dans les contrées de l'orient et du couchant; je ferai fortune, ou je mourrai loin de mon pays. — Si les chiens voient un homme en haillons, ajoutait un troisième, ils aboient après lui et grincent des dents; mais qu'ils voient venir un homme dans l'opulence, ils vont vers lui en agitant la queue! »

Ces discours graves et sages frappèrent vivement l'esprit d'Ismaël; il les eût écoutés long-temps, si une demi-douzaine de jeunes garçons, âniers de leur métier, qui jusque-là avaient dormi paisiblement auprès de lui, ne se fussent éveillés aux braiemens de leurs bourriques. Ces animaux, abandonnés en plein soleil par leurs maîtres qui reposaient doucement à l'ombre, faisaient entendre leurs plaintes. Après les avoir rappelés à l'ordre, les âniers se mirent à jaser gaiement; chacun raconta ses courses de la journée et fit sauter dans sa main l'argent qu'il avait reçu. Ismaël les considéra avec attention; pareil au ramier qui, chassé de sa forêt, s'est abattu au milieu d'une troupe de pigeons domestiques, il reconnaissait bien dans ces enfans des fellahs comme lui, mais leur allure effrontée le tenait à distance. Cependant une heure s'était écoulée sans qu'ils eussent pris garde à lui.— Si je leur parlais? se disait-il; ils connaissent la ville... Venus comme moi de la campagne, ils ont trouvé le moyen de vivre ici! — Et, après avoir bien examiné ces vauriens à l'œil vif et rusé, il avisa le plus petit de la bande, comme étant celui qui se laisserait aborder le plus facilement. Il se leva donc, et sa bouche s'ouvrait pour parler, quand le petit ânier le toisant d'un air moqueur :

— Qui es-tu? lui dit-il, d'où viens-tu, paysan? Tu n'es pas des nôtres.

Confus et interdit, Ismaël battait en retraite.

— Tiens, dit un second, vas-tu à la Mecque? Tu as à la main un bâton de pèlerin. — C'était celui de la petite aveugle, que le pâtre avait emporté.

— Laissez-le, cria un grand garçon plus fort que les autres, et écartant ses camarades, qui faisaient cercle autour du nouveau venu : — Parle, lui dit-il; ton nom?

— Ismaël.

— De Rosette, n'est-ce pas?

— Oui, répondit le pâtre.

— Tu es cet Ismaël Er-Raschydi (1) qui a déserté sa barque à Fouah? Ah! mon garçon, tu as bien fait de partir; si le patron t'avait tenu!... Là-dessus, il raconta à ses compagnons l'aventure de l'aïta endormi au pied d'un dattier, et comment celui-ci, à son réveil, avait déchargé ses pistolets sur le mousse. L'histoire fut très goûtée des conducteurs d'ânes, qui, avides d'en apprendre la suite, se rapprochèrent d'Ismaël.

— Et moi aussi, reprit l'ânier, j'ai déserté le même jour. Ma barque s'en allait dans ton pays, à Rosette, et je me suis glissé dans une autre, qui m'a conduit au Caire. Je m'en suis fort bien trouvé... Voyons, toi, que fais-tu ici?

— Rien encore, dit Ismaël; j'arrive, et...

— Et tu ne sais quoi devenir?

— Non, dit le pâtre en baissant les yeux.

— Eh bien! mon garçon, fais-toi ânier. Le métier n'est pas difficile. Tu te mets au service d'un patron qui te loue sa bourrique, tu te plantes le matin à l'entrée du quartier des Francs, et, dès que tu vois paraître un de ces étrangers qui ressemblent à une paire de pincettes coiffée d'un chaudron (2), tu cries : *Good dunkey, signore, very good dunkey;* un bon âne, seigneur, un bien bon âne! Ces *Franguis* veulent tout voir : tu les mènes à la citadelle, aux tombeaux des sultans mamelouks, au bazar des esclaves....

— Il faut bien du temps pour apprendre à connaître tout cela, dit Ismaël, et moi qui ne sais pas même le nom de cette place.

— Bah! reprit l'ânier, dès qu'une pratique a enfourché ton âne, tu piques ta bête et au galop! Tu demandes ta route au premier camarade qui se rencontre. Si tu t'égares, tant mieux, la course est plus longue, et tu te fais payer davantage. Et puis, quand le *Frangui* te donne de l'argent, pleure, crie, ameute les passans; dis que l'infidèle, le *cafir* t'a refusé le pourboire qui t'est dû. L'étranger aura peur, et il te jettera une poignée de piastres.

Et en parlant de la sorte il se tourna vers ses camarades, comme pour leur dire : — N'est-ce pas que cela se pratique ainsi?

L'éloquence de l'ânier avait produit une certaine impression sur l'esprit d'Ismaël.

— Et le patron, demanda-t-il, comment s'arrange-t-on avec lui?

— Le maître qui te loue son âne n'est pas là pour te surveiller comme le patron d'une barque, répondit le jeune garçon. Tu dois te faire tirer

(1) De Rosette. Le nom arabe de cette ville est Raschid.

(2) Bien qu'elle soit peu poétique, cette comparaison est familière aux Orientaux.

les deux oreilles au moins trois fois avant de lui lâcher l'argent. Et puis, crois-moi, ne cours point après ces vilains Juifs qui ont le nez si pointu : ce sont des chiens avares; ni après les Coptes, qui portent un encrier à leur ceinture : ce sont des renards rusés, et on ne gagne rien avec eux; ni après les Turcs coiffés de gros turbans qui leur tombent sur les yeux : ce sont des gens rudes au pauvre monde; mais, quand tu vois un Franc, bats-toi avec les camarades pour l'avoir : il appartient de droit au premier qui touche son habit.

Et après un moment de silence : — As-tu dîné? demanda l'ânier.

— Non, dit Ismaël avec la modestie d'un invité qui répond à son hôte.

— Tant mieux, répliqua son nouvel ami; viens avec moi.

Et il le fit entrer dans une petite boutique où l'on vendait des fruits. Il y prit quelques douzaines de bananes, plus deux à trois livres de ces pâtés qui se composent de dattes si bien écrasées qu'on ne voit plus qu'une masse de noyaux et de mouches pétries dans un suc noir. Ces friandises furent déposées dans le bonnet d'Ismaël; et comme il s'extasiait sur l'abondance des provisions : — C'est toi qui régales, lui dit l'ânier; donne-moi ta bourse, que je paie.

Ismaël tira quelques piastres de sa ceinture; une fois dehors, le conducteur d'ânes appela ses camarades. Tous se jetèrent à l'envi sur les bananes et sur le pâté de dattes. Une fontaine qui coulait à quelques pas de là, sous une voûte de pierre ornée de fines arabesques, leur fournit une eau limpide. Ismaël avait payé sa bienvenue; il était ânier. Dès le lendemain, le tuyau de la pipe passé dans le collet de sa tunique, les manches retroussées et les jambes nues, il courait à travers la grande ville du Caire, de la place de l'Ezbékieh à la mosquée de Touloun, de Birket-al-Farrayn à la place de Roumey. Comme il semblait plus naïf que ses confrères, les voyageurs étrangers l'employaient de préférence aux autres, et il faisait de bonnes journées. Cependant, ni ces courses multipliées, ni les avantages de sa nouvelle condition, ne lui faisaient oublier le temps où il gardait les buffles sur le bord du Nil. Quand il avait tout le jour piqué les flancs de son âne, crié aux passans et à sa bête ces mots invariables : *Ar-réguel-eik* (gare la jambe), *al-émin-eik* (à droite), *al-schémal-eik* (à gauche), quand il avait trotté comme un chien maigre aux quatre coins du Caire, il pensait aux soirées un peu tristes, mais douces à son souvenir, où il courait côte à côte avec la jeune aveugle. Alors il cachait sa tête dans ses mains pour mieux se rappeler les scènes regrettées qui lui revenaient obstinément en mémoire, et il croyait entendre encore la voix de Fatimah, quand elle chantait en marchant à la rencontre des barques. Une chose le consolait, c'est qu'il mettait en pratique la maxime d'un des trois

Arabes dont les paroles l'avaient frappé : « Vis de la fatigue de ton bras et de la sueur de ton front ! »

Un matin qu'il arrivait de bonne heure à sa place accoutumée, un Européen monta sans rien dire sur son âne, et s'achemina vers le quartier des chrétiens. Il y a là un labyrinthe obscur de ruelles, de cours et de passages couverts qui se ferment chaque soir, et dans lesquels il est assez facile de s'égarer en plein jour. Ismaël suivait pas à pas, la main sur la croupe de sa bête. L'Européen le regardait de temps à autre, et, quand ils débouchèrent sur une rue mieux éclairée, Ismaël crut reconnaître le médecin qui avait emmené la petite aveugle. Comme s'il eût voulu faire ranger les passans, il se plaça à la tête de son âne, et jeta derrière lui des regards furtifs, si bien que le médecin, — car c'était lui, — le reconnut à son tour.

— Ah ! ah ! lui dit celui-ci, refuses-tu toujours les pourboires que l'on t'offre ?

— Ismaël répondit par un geste qui signifiait : Faites-en l'essai, et vous verrez !

— Tu as déjà exercé bien des métiers, reprit le médecin; Fatimah, qui sait ton histoire, me l'a contée... Tu as un bon cœur, Ismaël; du courage, mon garçon, et Dieu t'aidera !

Puis, comme l'ânier lançait sur lui des regards interrogatifs : — Mon enfant, ajouta-t-il, je ne suis point un santon qui guérit les malades avec des prières, ni un derviche qui a le don des miracles. Fatimah ne voit pas encore... La guérison sera longue. — Cela dit, il s'arrêta devant une porte qui s'ouvrit pour le laisser entrer, et disparut après avoir payé généreusement Ismaël.

Parfois le petit ânier avait des pratiques à conduire au Vieux-Caire, et, à la vue des barques innombrables rangées dans le port, il sentait renaître plus vivement le désir de naviguer qui ne s'effaçait point en lui. Les récits de voyages qu'il entendait à la porte des cafés excitaient encore son humeur vagabonde. Il se mêlait aux aventures racontées dans ces lieux de réunion, devant un auditoire attentif, bien des fables, bien des circonstances merveilleuses qui leur prêtaient un grand charme. Ignorant et pauvre, Ismaël regardait avec admiration les marchands au brillant costume qui parlaient de Bagdad et de Samarcande, de Ceylan et du Cachemire. La fortune habitait donc ces lointaines contrées; mais comment s'y rendre? comment faire le premier pas dans cette route qui conduit à la richesse? C'était là ce qui l'embarrassait, ce qui l'arrêtait court quand il essayait de former des projets. Cependant le hasard, qui se plaît à servir les gens simples et les hommes de bonne volonté, se chargea de le mettre sur la voie. Un *steamer* anglais partait de Suez pour l'Inde; beaucoup de voyageurs

s'étaient acheminés vers la mer Rouge dans l'intention de le rejoindre. La veille du jour où le bateau allait lever l'ancre, un voyageur attardé rencontra Ismaël, qui l'aborda avec la formule accoutumée: *Very good dunkey, sir!*

— Ton âne est-il vraiment bon? demanda l'étranger.

— Excellent, répondit l'ânier.

— En ce cas, partons; si tu me mènes à Suez en vingt-quatre heures, je te paie la valeur de ta bête!

Ismaël accepta cette offre avec empressement; le voyageur arriva à Suez au moment où le canon annonçait le départ du *steamer*, si bien qu'il eut le temps de prendre une barque et d'atteindre le paquebot qui se mettait en marche. Pendant cette course forcée de vingt-quatre heures, Ismaël ne s'était guère reposé, la fatigue l'accablait; il se coucha et dormit long-temps. Quand il s'éveilla, son âne était encore étendu sur la paille; la pauvre bête ne devait plus se relever!

— Béni soit Dieu qui m'a conduit ici! s'écria Ismaël. Voici la route qui mène aux pays dont j'ai tant de fois entendu parler, je la suivrai. Je reviendrai avec des pièces d'or plein ma ceinture, je roulerai sur ma tête le turban de mousseline, je jetterai sur mes épaules le cafetan brun comme les marchands du Caire. Fatimah ne sera plus aveugle!... Ma voix aura changé, et elle ne me reconnaîtra plus; mais le bâton de palmier qu'elle a laissé sur le sable, je l'ai toujours! — Là-dessus, il alla trouver un de ses camarades qui retournait au Caire. — Tiens, lui dit-il, voici le prix de mon âne; porte-le à mon maître. Au revoir! chien qui court trouve sa vie!..... Un jour je reviendrai, s'il plaît à Dieu!

V. — LE NAKODA.

Assis sur le bord de la mer Rouge, au fond de la baie où l'Asie et l'Afrique mêlent leurs sables, Ismaël regardait les grèves immenses que la marée, en se retirant, laissait à découvert. Les eaux rougeâtres et troublées du golfe Arabique ne lui rappelaient guère les flots si bleus de la Méditerranée. Suez, qui ressemble à une ville pétrifiée, ne lui donnait point un avant-goût des pays merveilleux si vantés par les voyageurs. Derrière lui campaient des chameliers arabes qui retournaient en Syrie; ils rangeaient leurs armes en faisceau, faisaient sortir leurs femmes des cages dans lesquelles ils les transportent comme des captives; puis, le repas achevé, ils reprenaient leur chemin, disparaissant bientôt dans les plaines sans bornes du désert comme une troupe d'oiseaux dans l'immensité du ciel. Ces nomades ne lui paraissaient aller ni assez vite, ni assez loin. Il n'avait nulle envie de les suivre; ne pou-

vaient-ils pas d'ailleurs le vendre en route, comme les fils de Jacob leur frère Joseph? Il y avait bien à une grande distance du port de lourdes barques qui fixaient son attention, mais elles restaient immobiles sur leurs ancres. Cependant Ismaël songeait toujours à cette parole mystérieuse qu'il avait entendue au Caire : « Je voyagerai dans les contrées de l'orient et du couchant; je ferai fortune, ou je mourrai loin de mon pays! »

Comme il persistait dans son désir de visiter les régions lointaines, il arriva des caravanes portant des marchands turcs et égyptiens qui venaient s'embarquer à Suez, un peu pour aller en pèlerinage à la Mecque et beaucoup pour trafiquer dans les villes de la côte d'Arabie. Abrités sous des parasols aux couleurs bizarres, ils se balançaient dans des cacolets suspendus aux dos des chameaux, pareils aux singes que le saltimbanque empile dans des mannequins accrochés au bât de son âne. Dès que ces marchands parurent sur le quai, les barques s'animèrent tout à coup. Des canots vinrent à terre pour chercher les passagers. Le mousse, assis à la proue, poussait un cri perçant et modulé, et les matelots, esclaves nubiens, plongeaient leurs rames dans l'eau en lui répondant par un croassement guttural : on eût dit un duo entre un rouge-gorge et une troupe de corbeaux. A la poupe se tenaient les capitaines, gens de l'Yémen, à la barbe noire, au visage austère. Ismaël aborda un de ces graves personnages et lui demanda de l'embarquer à son bord. Sa proposition fut agréée; il navigua dans la mer Rouge pendant quelque temps, puis franchit le détroit de Bab-el-Mandeb et se lança dans l'Océan indien.

Plusieurs années s'écoulèrent ainsi; Ismaël n'était plus ce petit pâtre ignorant, cet ânier craintif que la mauvaise fortune semblait prendre à tâche de poursuivre. La vie active de marin l'avait rendu fort et robuste, vif et alerte. Il savait lire, ce qui le mettait au-dessus de plus d'un pacha, et ses connaissances dans l'art de la navigation, sans être très étendues, lui avaient valu, parmi les musulmans, le titre et le rang de *nakoda* (capitaine).

En sa qualité d'Égyptien, Ismaël était économe, ce qui chez nous s'appellerait avare; les Orientaux le sont tous par goût d'abord et puis par crainte. Comme ils vivent d'une façon plus retirée que nous, ils aiment à cacher leurs trésors dans leurs maisons, à tenir leur fortune sous leur main. D'ailleurs, qui ne viserait à paraître pauvre dans un pays où la richesse éveille si vite la cupidité des pachas, des aghas et des beys? Ismaël, fidèle aux habitudes de sa race, ne portait donc pas la tête plus haute, bien qu'il eût amassé une somme assez ronde. S'il entrevoyait le jour où il serait en état de ne plus courir les mers, il se gardait d'en rien dire à personne. Peut-être aussi, comme le joueur

qui hésite à quitter la partie tant que dure la veine favorable, reculait-il involontairement l'heure de la retraite. Toujours est-il que, cinq ans après son départ du Caire, le navire qu'il commandait se trouvait à l'ancre en rade de Moka : c'était une de ces énormes barques à un mât qu'on nomme *bagglow*. Les dernières balles de café arrivaient à bord; prêt à mettre à la voile pour l'Inde, le nakoda Ismaël n'avait plus qu'à régler ses affaires avec les négocians arabes et persans établis dans la ville.

Quand il eut parcouru les bazars, échangeant avec celui-ci quelques paroles d'adieu, recevant de celui-là une lettre qu'il plaçait dans les plis de son turban (c'est le sac aux lettres des nakodas), il se rendit sur la place où campent les caravanes qui viennent de l'intérieur. Cette place s'étend le long des murailles de la ville de Moka, au midi. On y débouche par une porte étroite, flanquée de deux hautes tours à créneaux et que sont censés surveiller douze ou quinze aïtas. A la vérité, ils dorment là, sous un auvent, étendus pêle-mêle au milieu des sabres, des pistolets, des fusils cannelés, dans le désordre traditionnel d'un corps de garde turc. Le vent de la mer et le mouvement des chameaux soulèvent, dans ce grand espace vide, une poussière étouffante, et pourtant on y respire plus librement que dans la ville, dont les murs trop élevés empêchent la circulation de l'air. A l'horizon, on aperçoit les montagnes de Senna, la patrie du café; l'œil trouve à se reposer sur un peu de verdure, chose bien rare dans cette Arabie Heureuse, partout si triste et si désolée. Enfin, on y rencontre des arbres avec leurs feuilles, de gracieux acacias qui donnent une ombre infiniment plus étendue que le palmier. Aussi, sous leur abri, a-t-on installé des cafés, établissemens d'une simplicité extrême, qui consistent en une demi-douzaine de tasses rangées autour du foyer où l'eau bout, un faisceau de pipes, quelques narguilés et un sac à tabac suspendu aux branches. Les consommateurs s'asseient sur des divans qui ne sont autre chose que des espèces de paniers en forme de cages à poulets. Ce fut sur un de ces siéges qu'Ismaël prit place. Comme il humait lentement la fumée de sa pipe, un marchand égyptien de sa connaissance s'approcha de lui.

— Quoi de nouveau au pays de Senna? lui demanda Ismaël; les Arabes pillent-ils toujours les caravanes?

— Mes chameaux sont arrivés à bon port, grace à Dieu! répondit le marchand. La campagne est sûre maintenant, mais la ville ne l'est guère. — Et se penchant à l'oreille d'Ismaël : — Tu sais, nakoda, ajouta-t-il, ces belles perles de Ceylan que je cachais dans ma cave, ces perles fines que je comptais vendre à Constantinople..... on me les a volées!

— Il y a ici une douzaine de vauriens..... répondit Ismaël en jetant

un regard sur les aïtas qui s'allongeaient à l'ombre comme des léopards; je n'aime pas ces Turcs-là.

— Leur chef, Ali-Agha, est de mes amis, répliqua le marchand; un brave homme, point fier, qui m'a emprunté quelque argent. Il m'a promis de chercher le voleur. Pour exciter son zèle, j'ai promis une récompense de mille sequins à qui me rapporterait mes perles..... Ça n'est pas la dixième partie de ce qu'elles valent.... Connais-tu cet Ali-Agha?

— Non.... Et il s'est occupé de courir après le voleur?

— A l'instant même. Il est parti hier pour arrêter quelques-uns de ses hommes qui ont déserté avec armes et bagages... avec mes pauvres perles aussi, j'en suis sûr.

Là-dessus ils se séparèrent. Le lendemain soir, comme la brise commençait à souffler, le *bagglow* d'Ismaël levait l'ancre. Les Nubiens, qui formaient la presque totalité de l'équipage, hissèrent, au son du tambourin la voile gigantesque; la vergue, longue de trente coudées, se dressait lentement, en cadence, par secousses régulières. Enfin, quand le vent s'engouffra dans la masse de toile subitement déployée, la barque s'abattit sur la vague et s'éloigna du rivage. Les derniers rayons du soleil faisaient étinceler les sables de la côte d'Arabie; encadrée entre la mer et un vaste horizon de montagnes, la ville de Moka ne présentait plus qu'une ceinture de murailles flanquées de tours au-dessus desquelles se détachaient çà et là l'aiguille d'un minaret, le panache vert d'un dattier ou le feuillage glauque d'un térébinthe.

De Moka au détroit de Bab-el-Mandeb, on ne compte que douze lieues; poussé par une brise favorable, le *bagglow* franchit cette distance pendant la nuit. Quand Ismaël parut sur le pont, il fut quelque peu surpris d'apercevoir à la proue de son bâtiment un passager qu'il ne se rappelait pas avoir pris à bord. L'inconnu portait, à la manière des musulmans de l'Inde, le pantalon court et large, la tunique blanche agrafée sur le côté gauche, et, au lieu de turban, une calotte pointue qui laissait surgir librement une paire de longues oreilles. Aux questions que lui adressa Ismaël, il répondit avec beaucoup d'humilité en déclarant qu'il était un pauvre pèlerin hindou revenant de la Mecque. Embarqué furtivement la veille au matin, il avait dû se tenir caché dans la cale pour éviter que le capitaine ne le renvoyât à terre. — Au nom du Dieu clément et miséricordieux, ajoutait-il, je me recommande à votre charité. Un pèlerin tient peu de place et porte bonheur à qui lui accorde l'hospitalité sur mer comme sur terre. — Les matelots, à qui il avait donné quelque argent pour être reçu à bord, parurent fort édifiés de ses paroles; de son côté, Ismaël ne vit pas grand inconvénient à laisser s'arranger en un coin du tillac ce pauvre diable, vagabond ou pèlerin. D'ailleurs, la présence d'un indigent embarqué de contrebande

à bord d'un navire persan ou arabe est un incident fort ordinaire. L'équipage ne fait point difficulté de partager son repas avec le mendiant voyageur, que chacun considère comme l'hôte de Dieu.

Pendant quelques jours, le pèlerin, incommodé sans doute par le roulis de la mer, auquel il paraissait peu habitué, demeura blotti à la proue du bâtiment. Les jambes croisées sur sa natte, la tête enveloppée d'une couverture, il remuait entre ses doigts le chapelet à grains d'ambre, récitant avec componction les innombrables noms d'Allah. Les matelots lui apportaient des fruits et des morceaux de ce nougat fort estimé des Arabes, qui se compose de miel et de lait de chamelle. La pipe et le café lui étaient présentés souvent par Ismaël, qui, en se promenant sur le pont, lui adressait de bienveillantes paroles. Peu à peu le pèlerin mangea de meilleur appétit; il sortit de sa torpeur, et, comme un homme qui a besoin d'exercice, se mit à faire aussi les cent pas sur le tillac. Sa démarche devenait de plus en plus assurée; il se tenait droit, la tête haute, les mains derrière le dos, si bien qu'Ismaël commença à trouver que, pour un Hindou, il avait une allure un peu militaire. Cette remarque le conduisit à exercer sur son passager une certaine surveillance, mais sans trahir sa défiance d'aucune façon. Un jour donc, Ismaël, ayant nettoyé ses pistolets rouillés par l'humidité de la mer, les laissa, comme par hasard, sur le cabestan, à la proue du navire; puis il se retira derrière la galerie de la cabine. Le pèlerin ne tarda pas à approcher; il prit les pistolets d'une main ferme, en fit jouer les ressorts, et les tint à pointe de bras, comme s'il eût ajusté un ennemi.

— Voilà un pèlerin qui manie les armes mieux encore qu'il ne fait tourner les grains d'un chapelet! se dit Ismaël. Cet Hindou est né plus près de Smyrne que de Madras!... J'ai vu cet homme-là quelque part, un turban sur la tête, des pistolets aux poings comme tout à l'heure! C'est un Turc qui a changé de peau!

Cependant le *bagglow* naviguait dans la mer des Indes et faisait bonne route. Fidèle à son rôle de pèlerin, l'étranger racontait aux matelots ce qu'il avait vu dans son voyage à Médine et à la Mecque; ceux-ci lui témoignaient de grands égards; ils se réunissaient le soir autour de lui pour écouter ses conseils et faire la prière sous sa direction. Pour la plupart, ils étaient nègres, comme nous l'avons dit, par conséquent ignorans, crédules et peu portés au travail. Les Arabes qui servaient à bord en qualité d'officiers se plaignaient à Ismaël de ce que l'équipage oubliait la manœuvre pour écouter les histoires du *haddji* (pèlerin); quelques coups tombaient sur les épaules des noirs, qui couraient aussitôt à la proue demander des consolations au saint personnage. Ces détails n'échappaient point au nakoda Ismaël. L'influence exercée

par l'inconnu sur ses matelots nuisait à sa propre autorité, et lui causait une inquiétude croissante; il résolut d'épier plus attentivement encore la conduite du pèlerin. Pour cela, il se blottit un soir sur le pont, enveloppé dans un caban de laine qui cachait ses traits; les Nubiens, selon leur usage, formaient un cercle autour du passager.

— Mes enfans, leur disait celui-ci, vous faites un rude métier. Vous êtes bien battus, mal payés...

— Et mal nourris, répondit un nègre aux formes athlétiques, affligé d'un de ces appétits formidables que rien ne peut rassasier.

— Dieu est grand! continua le pèlerin; il peut vous livrer les trésors enfouis dans les entrailles de la terre et au fond de l'océan! Je sais des pays où l'on trouve des sequins en abondance, où l'on pêche des perles à poignées (les nègres écoutaient la bouche béante), où l'on vit heureux et sans rien faire à l'ombre des bananiers!...

— Y a-t-il bien loin d'ici à ce paradis-là, *haddji?* demandèrent plusieurs voix.

— Pas si loin que d'ici au paradis de Mahomet, répliqua le pèlerin, et je saurais bien vous y conduire!... si je vous commandais.....

Et il se tut; Ismaël en avait entendu assez pour deviner les projets du passager : il s'agissait d'enlever le navire, ce qui ne pouvait guère se faire qu'en se débarrassant du capitaine. Provoquer l'explosion du complot avant qu'il fût tout-à-fait mûr, aller au-devant de l'ennemi et le surprendre, ce fut le plan qu'il adopta. Son premier soin avait été de mettre les armes hors de la portée des noirs; il les distribua à ses Arabes en les exhortant à se tenir sur leurs gardes. Le lendemain, pour sonder les dispositions de ses gens, il les fit impitoyablement manœuvrer depuis le lever du soleil jusqu'à la nuit; puis, comme ils murmuraient, il les envoya dormir sans souper. — Allez, chiens, leur dit-il, allez vous remplir l'estomac avec les sentences du *haddji!*

Les nègres consternés se retirèrent à la proue; ils demeurèrent quelques instans silencieux, puis ils se mirent à parler à voix basse, puis le bruit de leurs plaintes devint plus articulé; enfin ils éclatèrent en clameurs. L'orage qui grondait sur le tillac du *bagglow* avait grossi aussi rapidement qu'un ouragan de la mer des Indes. Le grand Nubien à l'appétit de chakal criait avec rage qu'il fallait piller les vivres; d'un œil hagard il cherchait une arme quelconque pour défoncer le capot de l'entrepont. Le soleil se couchait, jetant sur les visages noirs et diaboliques de ces matelots insurgés une teinte couleur de sang; cependant, les hautes montagnes des environs de Bombay se montrant à l'est, la vue de la terre sembla un moment calmer l'effervescence des Nubiens.

— Cette terre-là, dit tout bas le pèlerin, n'est pas celle où je vous

conduirais, si j'étais votre chef! Obéirez-vous à un homme qui vous fait mourir de faim, qui demain vous fera fouetter et jeter en prison, là, sur ce rivage!...

— Silence! dit Ismaël, d'une voix ferme; préparez les ancres!

— Donnez-nous à souper, hurlaient les matelots tenus en respect par l'attitude calme du nakoda.

— Préparez les ancres! répéta celui-ci.

— A l'eau, à l'eau, le nakoda avec ses Arabes! murmura le pèlerin caché derrière les matelots, — et il tirait de dessous sa tunique une paire de *tabantché* (1), pareils à ceux que portent les aïtas.

Excités par les paroles du *haddji*, qui attisait leur colère, les noirs poussaient des rugissemens sauvages; aucun d'eux n'osait encore s'approcher du capitaine. — Lâches, répétait le pèlerin, jetez-les par-dessus le bord, et le navire est à nous avec tout ce qu'il renferme! — Et, en parlant ainsi, il faisait mine de se mettre à leur tête. Ce mouvement en entraîna quelques-uns; le plus hardi, brandissant une rame, courut comme un furieux vers la poupe. Ismaël, qui le suivait du regard, l'abattit d'un coup de pistolet, et s'élança sur le pèlerin. Ses Arabes marchaient avec lui; leurs armes menaçaient à bout portant l'instigateur de la révolte, qui, subitement abandonné par les noirs, se retira à reculons aussi loin qu'il le put. Appuyé contre le bord, il tenait ses pistolets le canon en bas dans l'attitude d'un homme pétrifié; les matelots nègres, épouvantés de la mort de leur camarade, cessèrent leurs clameurs, tombèrent à genoux en sanglotant et demandèrent pardon.

— *Haddji!* cria Ismaël, jette bas les armes, ou tu es mort!

Celui-ci ouvrit les mains, et ses pistolets glissèrent sur le tillac.

— Tu es un menteur et un traître, *haddji*, continua Ismaël; je t'ai vu à Fouah; ces pistolets que voici, tu les as tournés contre moi; — tu étais un aïta dans ce temps-là, — et tu as fait feu! Ce petit mousse de Fouah te tient à son tour sous ses pieds!

— Grace, dit l'aïta; fais-moi grace, je te paierai généreusement ma rançon.

— Ne mens pas, répliqua Ismaël en le couchant en joue.

— Par le prophète, je dirai la vérité... En bas, dans la cale, il y a un paquet qui contient mes habits d'aïta... Dans la ceinture,... je ne mens pas! cherche bien, et tu trouveras quatre grosses perles...

— De Ceylan, n'est-ce pas?

— Oui, sur ma tête, des perles de Ceylan, et d'un grand prix.

— Que tu as volées, brigand!

— Que j'ai trouvées, balbutia l'aïta.

(1) Pistolets turcs.

— Tu mens, cria Ismaël d'une voix terrible; tu les as volées à un marchand égyptien qui t'a prêté de l'argent: ton nom est Ali-Agha; tu les as volées!

L'aïta laissa tomber sa tête sur le bord du navire comme un homme qui attend le coup de la mort. — Enfans, dit le nakoda Ismaël à ses matelots, préparez les ancres! — Ils obéirent cette fois avec la docilité de gens qui ont quelque peccadille à se faire pardonner. — Maintenant, jetez à l'eau le corps de ce mutin qui tache le tillac de son sang, et puis mettez aux fers ce Turc qui a trahi l'hospitalité!

Deux jours après cette scène, le navire prenait sa place dans la rade de Bombay. Ismaël rendit la liberté à l'aïta, et, l'ayant conduit lui-même à terre : — Va au diable, lui dit-il; te voilà dans une contrée où règnent les *Franguis;* ceux-là pendent les voleurs, les assassins et les traîtres; ainsi prends garde à toi! — Quant à lui, il vendit son *bagglow*, et revint à Moka sur un navire étranger : après ce qui s'était passé à bord, il n'osait plus confier à son équipage et sa fortune et sa propre personne. En débarquant, il alla voir son ami le marchand égyptien.

— Eh bien! lui dit-il, as-tu retrouvé ton voleur?

— Hélas! non, répliqua tristement celui-ci.

— Ali-Agha, ce brave homme point fier, a donc échoué dans ses recherches? — Et, comme son ami ne répondait pas : — Tiens, ajouta-t-il, j'ai été plus heureux que lui. Voici quatre perles que le hasard m'a fait rencontrer; si elles pouvaient remplacer celles que tu as perdues?

Le marchand les regarda de cet œil expérimenté du berger qui reconnaît sa brebis entre mille; puis il remit à Ismaël la somme promise à celui qui les lui rapporterait.

— Merci, dit le nakoda, j'ai bien gagné tes sequins; mais tout est bien, qui finit bien; je dis adieu à la mer, et retourne aux bords du Nil.

VI. — LE REÏS.

Le turban de mousseline blanche, le cafetan brun et la ceinture remplie de sequins, ces trois choses ardemment désirées, Ismaël les possédait enfin; de plus, il avait la satisfaction de les devoir à son travail, à sa persévérance et à son courage. Le hasard voulut que l'âne sur lequel il revint de Suez au Caire fût conduit par ce grand garçon qui l'avait jadis reçu lui-même dans la confrérie des ânier. Il ne paraissait pas que le fellah eût fait fortune. Ismaël, l'ayant reconnu, lui dit avec bonté : — Mon ami, tu dois être bien ennuyé de courir sur le sable derrière ta bête depuis si long-temps.

— C'est mon métier, répliqua l'ânier.

— Il y en a d'autres et de meilleurs! Veux-tu me suivre? Je vais à Rosette acheter une barque, tu navigueras avec moi.

— Bah! dit le fellah, j'aime mieux la vie que je mène. Ne suis-je pas libre comme l'air? Point de soucis; point d'argent à cacher, je le dépense à mesure qu'il me vient, de peur des voleurs. Quand je suis las de travailler, qui m'empêche de me coucher à l'ombre, sous le porche d'une mosquée? Navigue qui voudra... moi, je reste ânier!

— A ton aise, mon ami, dit Ismaël. — Et il se rappela le temps où cet insouciant garçon lui paraissait un important personnage.

Les aventures de son enfance et de sa jeunesse lui revenaient plus vivement en mémoire à mesure qu'il avançait. Bientôt il arriva sur les collines du haut desquelles on découvre le Caire tout entier s'allongeant au pied de la citadelle, le Nil qui serpente à perte de vue, tantôt pressé par les sables, tantôt bordé de jardins, et à l'horizon les pyramides, pareilles à trois tentes gigantesques plantées à l'entrée du désert. Ce magnifique spectacle arrache des cris d'admiration et des larmes de joie aux pèlerins qui reviennent d'Arabie; il fit battre le cœur d'Ismaël, qui revenait de bien plus loin. Quand il trotta dans les rues de la ville, combien lui parurent misérables les hommes de peine et les porteurs d'eau qu'il rencontrait, courant dans la poussière, jambes nues et manches retroussées! C'étaient cependant ces mêmes gens dont il avait, à une autre époque, partagé la condition, dont il avait même envié le sort à son arrivée dans la grande ville, où il ne savait sur quelle pierre reposer sa tête. Un grand nombre d'aveugles lui demandaient l'aumône, — on les compte par milliers dans la capitale de l'Égypte! — et il leur donnait avec émotion. Chaque fois qu'une femme privée de la vue s'approchait de lui, il tremblait de reconnaître Fatimah, la petite aveugle des bords du Nil.

Dès le lendemain de son retour au Caire, Ismaël se fit conduire chez le médecin européen : celui-ci, ayant prospéré dans ses affaires, occupait une jolie maison du quartier copte, entre une cour où murmurait une fontaine et un jardin planté de vignes et de figuiers. En frappant à la porte, l'Égyptien se troubla, et, quand un domestique la lui ouvrit, il eut beaucoup de peine à balbutier quelques mots. — Faites entrer, dit le médecin; qui me demande? — Et comme il s'avançait du côté de la cour, il vit Ismaël debout, la main à son front, qui s'inclinait respectueusement vers lui, à la manière d'un client qui aborde son patron.

— Excellent seigneur, protecteur du pauvre, consolateur de ceux qui souffrent, que votre bonheur augmente de jour en jour, que la lumière de vos prospérités reste toujours brillante....

— Après? dit le médecin.

— Votre seigneurie ne me reconnaît pas? demanda Ismaël tout interdit.

— Non. De quelle maladie vous ai-je guéri?

— Ce n'est pas moi que vous avez soigné, reprit Ismaël, mais une petite aveugle....

— Fatimah? interrompit le médecin en levant les yeux sur lui. En ce cas, tu es Ismaël, le mousse, le pâtre, l'ânier.... et puis quoi encore?

— Le nakoda, répliqua Ismaël; j'ai navigué dans la mer des Indes.

— Et tu y as fait ta fortune?... Enchanté de te revoir! Asseyez-vous, nakoda.

Le médecin frappa dans ses mains pour qu'on apportât la pipe et le café : l'infidèle et le vrai croyant se placèrent sur un divan, côte à côte, près d'une fenêtre qui laissait voir dans le jardin. Les enfans du médecin s'y promenaient à l'ombre, conduits par une jeune fille vêtue de ce gracieux costume oriental que les femmes portent dans l'intérieur des maisons. Une écharpe de mousseline blanche entourait sa tête et lui enveloppait le cou; sa taille était serrée dans une petite veste de drap turc, et sous sa tunique descendaient de larges pantalons brodés qui lui retombaient sur les pieds. Elle chantait à demi-voix, en cueillant des raisins et des figues. Pendant qu'ils fumaient l'un et l'autre, le docteur interrogeait Ismaël sur ses voyages, et celui-ci, trop bon musulman pour jeter autour de lui des regards curieux ou indiscrets, répondait aux questions de son hôte avec beaucoup de gravité. Il avait aussi des questions à faire, mais il ne savait trop comment s'y prendre. Et puis, si Fatimah eût été guérie, le médecin le lui eût sans doute appris au moment même où il l'avait reconnu?

— Ainsi, mon ami, reprit le docteur après un moment de silence, et comme s'il eût voulu prolonger la conversation, Dieu t'a récompensé? Je te l'avais prédit.... Moi aussi, j'ai assez bien réussi au Caire; quelques cures heureuses.... Tu vois, Ismaël, j'ai une jolie maison, un jardin.

En parlant ainsi, il attira Ismaël vers la fenêtre. La jeune fille chantait toujours sous les figuiers, et sa voix fit tressaillir l'Égyptien. En voyant leur père à la croisée, les enfans étaient accourus; ils apportaient des fruits que le docteur offrit à Ismaël; mais celui-ci, immobile, le regard fixe, cherchait à découvrir les traits que la jeune fille, en l'apercevant, avait cachés sous son voile. Il la considéra ainsi quelques minutes, comme le marin qui s'efforce de reconnaître une terre sous les vapeurs changeantes d'un nuage; puis, tout à coup, il appela : Fatimah! et lança dans le jardin le bâton recourbé qu'il tenait à la main.

A ce cri, la jeune fille dressa la tête, puis elle se baissa en tremblant, prit dans ses mains la tige de palmier lisse et flexible, et, comme suf-

foquée par le souvenir que lui rappelait cet objet oublié, elle fondit en larmes. — Voyez, dit Ismaël, elle pleure en me retrouvant comme j'ai pleuré quand elle m'a quitté.

— Je ne crois pas que ce soit de chagrin! répliqua le docteur. Tu te souviens que tu me regardais bien noir, Ismaël, quand je l'ai emmenée; et moi, je t'en veux, car tu vas m'enlever l'amie de mes enfans! Les soins que je lui ai prodigués pendant sa maladie, elle me les a payés par son affection pour eux. Nous sommes quittes... Prends-la... Si j'ai mis tout à l'heure ta patience à l'épreuve, c'est qu'en te voyant entrer ici, j'ai compris que tu venais me la redemander.

Ismaël a acheté à Rosette une barque qu'il commande lui-même en qualité de reïs. C'est une belle *canja* à deux mâts, montée par dix matelots arabes et un mousse qui a le bonheur d'être rarement battu; comme elle m'a porté d'Atfèh au Caire, je puis rendre témoignage de la propreté de sa cabine, ainsi que des façons parfaitement honnêtes du patron. A la pointe où se tenait jadis Fatimah, il y a encore aujourd'hui une petite mendiante aveugle, et il y en aura toujours, parce que la place est excellente.

La mère de Fatimah ayant désiré retourner à son village, Ismaël y a fait bâtir une maison où la vieille se trouve très heureuse; comme beaucoup de bonnes femmes de son pays, elle croit que le médecin *frangui* est un sorcier et que tous les Européens sont des médecins. Malgré la grande affection qu'il porte à Fatimah, même depuis qu'elle est sa femme, Ismaël continue de naviguer; le Nil n'avait-il pas été sa première passion? A son arrivée à Rosette, il a eu la curiosité de voir la cabane du fellah chez qui il avait servi dans son enfance. Le vieux couple était sans doute mort, car il ne le retrouva plus; le toit de la hutte s'était affaissé; il n'y restait d'autre habitant que le chat devenu maigre et à moitié sauvage. Quant aux chiens, ils erraient dans les environs, plus affamés que jamais. Cependant, au lieu d'aboyer en voyant passer Ismaël comme auparavant, ils semblaient réclamer sa protection, ce qui rappela au fellah devenu riche les paroles d'un des trois chefs arabes de la place du Caire : « Si les chiens voient un homme en haillons, ils aboient après lui et grincent des dents; mais qu'ils voient venir un homme dans l'opulence, ils courent au-devant de lui en agitant la queue! »

TH. PAVIE.

SOUVENIRS

D'UN NATURALISTE.

La Baie de Biscaye.

II.

SAINT-SÉBASTIEN. [1]

I.

En sortant de Saint-Jean-de-Luz pour se rendre en Espagne, la route serpente au milieu des riantes collines du pays basque, rencontrant çà et là tantôt quelque village semblable à Guettary, tantôt quelque maison isolée qui montre à travers un bouquet d'arbres ses murs blanchis et ses volets rouges. Elle s'élève ainsi peu à peu, et tout à coup, arrivé en haut d'une côte longue et rapide, vous découvrez une belle vallée qui se rétrécit sur la gauche pour se perdre à l'horizon dans les gorges des Pyrénées, tandis que sur la droite elle s'ouvre largement et va s'échancrer à la mer entre la pointe Sainte-Anne et le cap du Figuier. La Bidassoa, l'île des Faisans, sont à vos pieds. Deux grands noms en géographie et en histoire! Hélas! la première a si peu d'eau, qu'à marée

(1) Voyez la livraison du 15 janvier dernier.

basse elle se perd dans les sables avant d'atteindre l'Océan; la seconde, rongée par les crues de chaque printemps, n'est plus qu'un banc de sable où poussent quelques saules à demi déracinés; mais à ce ruisseau finit la France, mais dans cet îlot se rencontrèrent Louis XIV et Philippe IV. La grandeur des souvenirs, le sentiment inexplicable qu'on éprouve toujours au moment de franchir ses frontières nationales, compensent la petitesse réelle des objets, et vous descendez la côte, vous traversez Béhobie et son pont de bois, vous vous trouvez en Espagne et à la porte de la douane d'Irun sans presque vous apercevoir du trajet. A peine aurez-vous jeté un coup d'œil distrait sur Fontarabie, la ville hispano-moresque, qui du haut de son roc isolé allonge ses bastions dans la plaine et élève vers le ciel ses tours et ses clochers comme pour mieux veiller sur sa baie sablonneuse.

Grace à la route directe qui relie aujourd'hui Irun et Saint-Sébastien, la diligence vous porte en deux heures dans la capitale du Guipuzcoa. Entrez au *Parador Real*, le meilleur hôtel de la ville, et, si vous êtes naturaliste, demandez une chambre placée sur le derrière, grande comme une salle de bal, éclairée par une haute fenêtre à double châssis qui permet d'entrevoir l'écueil de Santa-Clara et l'entrée de la rade. Installez votre microscope, vos crayons, vos pinceaux sur une table solide que l'hôtesse apportera avec empressement; distribuez vos vases, vos flacons sur le large buffet qui occupe tout un côté de la pièce; puis, certain d'avoir tout le jour, tout l'espace nécessaires à vos travaux, traversez la ville du sud au nord et gravissez les sentiers en zigzag du mont Orgullo. Vous tournerez tout autour de la montagne, vous passerez à côté des batteries qui protégent l'entrée de la rade, vous admirerez la beauté sauvage du *cimetière des Anglais*, où s'élèvent, au milieu de roches bouleversées, les tombes de quelques officiers tués dans la guerre de don Carlos; vous atteindrez enfin les donjons du Castillo, et votre œil embrassera d'un regard Saint-Sébastien et tous ses environs.

Un amphithéâtre de collines bientôt assez élevées pour mériter le nom de montagnes se courbe devant vous en demi-cercle et projette dans la mer, à gauche, la pointe et les falaises du mont Ulia, à droite, le phare et les rochers du mont Igueldo. Une langue de terre étroite et basse se détache du continent, partage en deux parties à peu près égales ce bassin de trois quarts de lieue de large sur un quart de lieue de profondeur, et s'élargit un peu en atteignant le mont Orgullo. C'est là qu'est bâti Saint-Sébastien. A l'est, au pied des remparts de la ville, vous voyez l'embouchure de l'Urumea, dont l'œil suit le cours tortueux jusqu'à ce qu'il disparaisse à un redan de vallée pour se courber du côté d'Astigaraga. La rade proprement dite est de l'autre côté. Protégée par les roches avancées du mont Orgullo, par l'îlot de

Santa-Clara et la chaîne d'écueils qui rattachent ce dernier au mont Igueldo, cette rade ne présente à la mer qu'un étroit goulet. Une magnifique plage l'entoure d'un demi-cercle de sable fin, interrompu seulement par la pointe rocheuse où s'élevait, avant les dernières guerres, la chapelle de *la Antigua*. Cette plage, plongeant dans la mer sous une pente à peine sensible, est chaque été le rendez-vous de nombreux baigneurs, qui, de tous les points de l'Espagne, viennent chercher ici le plaisir ou la santé. Le port lui-même est placé immédiatement au pied du mont Orgullo, complétement abrité de toutes parts et couvert, même du côté de la rade, par quatre jetées qui se protégent mutuellement.

Certes, on croirait trouver toutes les conditions de sécurité dans cette rade, dans ce port, que l'art et la nature semblent avoir pris plaisir à mettre à l'abri de toute atteinte; il n'en est rien cependant. C'est qu'ici il est des jours où les vents et les flots ont une puissance dont rien ne saurait donner une idée. J'ai vu à Saint-Sébastien ce qu'on aurait nommé partout ailleurs une effroyable tempête, ce que les gens du pays appelaient un fort coup de mer. Qu'on ne craigne pas une description. Je ne connais ni plume ni pinceau qui puisse rendre ces déchirements de l'atmosphère, ce vent qui pendant quarante-huit heures soufflait comme il souffla quelques instans à Paris le jour de la trombe de Monville, ces vagues énormes, tantôt balayées par l'ouragan en écume qui volaient sur la plage comme des flocons de neige, tantôt remontant en masse les talus inclinés de Santa-Clara, comme des cataractes renversées, couronnant le sommet de l'écueil à peu près aussi haut que la plate-forme de Notre-Dame, et obscurcissant l'atmosphère d'une poussière humide, qui s'élevait jusqu'au phare à une hauteur au moins égale à celle de Montmartre. De ces lames gigantesques, ce qui passait par le goulet se déployait dans la baie comme un large éventail, et la violence du flot diminuait en proportion. Pourtant, dans le port, les navires se heurtaient à se briser, et un malheureux brick, après avoir cassé ses amarres, après avoir vainement cherché un refuge derrière le Castillo, dut céder à cet effroyable remous, et fit côte au fond de la rade.

Au milieu de ce désordre des élémens, des goëlands au blanc plumage, des aigles de mer aux couleurs roussâtres, se jouaient tranquillement devant ma croisée, mêlaient leurs cris au fracas de la tempête, décrivaient en l'air mille courbes capricieuses, et parfois, plongeant entre deux vagues, reparaissaient bientôt tenant au bec quelque poisson. Leur vol, rapide comme la flèche quand ils se laissaient emporter par le vent, se ralentissait quand ils faisaient face à l'ouragan; mais ils planaient avec la même aisance dans les deux directions, sans paraître donner un coup d'aile de plus que par les plus beaux jours. Il

y avait quelque chose d'étrange à voir ces oiseaux, les ailes étendues et complétement immobiles, au moins en apparence, remonter d'un mouvement uniforme ces rafales terribles qui auraient renversé l'homme le plus vigoureux. Déjà MM. Quoy et Gaymard avaient signalé ce singulier phénomène chez les oiseaux grands-voiliers des mers antarctiques. Tous deux, après avoir observé mille fois les albatros et les frégates, ont hésité à hasarder une explication. D'autres ont été moins timides, et, après avoir examiné les mêmes espèces à travers les vitraux de nos collections, ils ont décidé que ce mode de locomotion était la chose du monde la plus simple. Ils ont parlé de *vitesse acquise*, de *trémulation invisible des ailes*.... Pour nous, après avoir vu, nous pensons exactement comme MM. Quoy et Gaymard, et nous imiterons leur réserve.

Des fortifications à la Vauban, un rempart élevé dont les fossés se remplissent à marée haute, occupent toute la largeur de l'isthme qui joint Saint-Sébastien au continent et le protégent du côté de la terre. Tapie au pied du mont Orgullo, comme si elle aussi cherchait un abri contre le vent du nord, arrêtée par ses murailles que la mer bat des deux côtés, la capitale du Guipuzcoa forme un carré irrégulier, dont la surface est moindre que celle de l'entrepôt des vins de Paris (1); mais cet espace étroit a été mis à profit autant que possible. Deux églises paroissiales, un couvent, un arsenal, une caserne, tels sont les principaux édifices publics, presque tous rejetés sur les dernières pentes du mont Orgullo. Au centre de la ville, l'hôtel de l'*ayuntamiento* occupe tout un côté d'une place à arcades, espèce de Palais-Royal au petit pied. Le reste des terrains est entièrement occupé par de hautes maisons bordant des rues presque toutes en ligne droite, et dont la largeur semble avoir été strictement calculée d'après les nécessités de la circulation. Ici, point de jardins, à peine quelques cours intérieures. Grace à cette économie du sol, près de neuf mille ames ont trouvé à se loger. Malgré cette accumulation d'habitans, malgré les professions assez sales de plusieurs d'entre eux, on voit régner partout une propreté bien rare dans nos grandes villes. Ce fait s'explique surtout par le mode de répartition de la population. Saint-Sébastien n'a pas de ces rues, de ces quartiers, ramassis de masures et de bouges, qui défigurent nos plus riches cités et où s'entassent les classes peu aisées. Partout les maisons sont à peu près semblables et comptent des locataires de toute sorte. Le commerçant, le propriétaire, occupent le rez-de-chaussée et les premiers étages; le manœuvre du port, le pêcheur, l'artisan, se logent dans les greniers et les combles. Un grand bien

(1) La halle ou entrepôt des vins a 134,000 mètres carrés en superficie. Saint-Sébastien ne compte que 110,000 ou 112,000 mètres carrés en surface. Ainsi la différence est au moins de 20,000 mètres carrés.

résulte de cette espèce de mélange. Chaque riche connaît plus vite et soulage plus aisément des misères qui le coudoient, et le pauvre, sans cesse en contact avec les classes aisées, est mis forcément en garde contre le laisser-aller, qui dégénère si vite en incurie et en malpropreté.

Saint-Sébastien est en entier une ville neuve. A part les églises et quelques maisons placées dans leur voisinage, toutes les autres bâtisses sont récentes : les plus vieilles comptent au plus trente-six ans d'existence. En 1813, les Anglais et les Portugais, ces alliés que l'Espagne soulevée contre Napoléon saluait du titre de libérateurs, ont réduit en cendres l'antique *Donestia* (1). Peut-être nous saura-t-on gré de donner sur cet événement fort étrange et fort mal connu quelques détails d'une authenticité incontestable (2).

Depuis cinq ans, les Français étaient maîtres de Saint-Sébastien et de la province, lorsque, le 28 juin 1813, les trois bataillons de Guipuzcoa, commandés par le colonel don Juan Jose de Ugartemendia, parurent sur les hauteurs de San-Bartolome et commencèrent l'investissement de la place. Les habitans pensaient alors comme toute la nation espagnole; à leurs yeux, les Français étaient des oppresseurs; aussi accueillirent-ils avec la plus vive joie l'espoir d'être bientôt délivrés. Bon nombre d'entre eux s'échappèrent de la ville et coururent au-devant des alliés. Cette émigration devint même si générale, que le général Emmanuel Rey, commandant des troupes françaises, crut devoir y mettre un terme. Toutefois il s'abusait si peu sur les disposi-

(1) Nom basque de Saint-Sébastien.

(2) La plupart des détails relatifs à l'incendie et au sac de Saint-Sébastien m'ont été racontés par des témoins oculaires. Cependant je n'avancerai rien ici qui ne soit justifié par deux publications officielles que j'ai pu consulter à loisir. L'une est un manifeste rédigé par l'autorité municipale et les notables de Saint-Sébastien; il renferme l'exposé des faits qui se sont passés le 31 août 1813 et jours suivans, et le récit que je mets sous les yeux du lecteur n'est qu'un extrait de ce manifeste. L'autre est un recueil de pièces justificatives contenant la correspondance des mêmes autorités avec Wellington, duc de Ciudad-Rodrigo, général en chef de l'armée alliée, et avec la régence du royaume d'Espagne. Ces deux documens sont aujourd'hui extrêmement rares. Pendant la guerre de don Carlos, les officiers de la légion étrangère, venue à Saint-Sébastien à titre d'auxiliaire, en ont recherché avec le plus grand soin tous les exemplaires pour les emporter ou les détruire. Voici les titres de ces deux publications :

1° *Manifesto que el ayuntamiento constitucional, cabildo eclesiastico, illustre consulado y vecinos de la Ciudad de San-Sebastian presentan a la nacion sobre la conducta de las tropas Britanicas y Portugesas en dicha plaza el* 31 *de agosto de* 1813 *y dias sucesivas.* — Anno 1814. — En Tolosa : por D. Francisco de la Lama, impressor de esta M. N. y M. L. Provincia de Guipuzcoa y su Junta diputacion.

2° *Primer Suplemento al manifesto publicado el* 16 *de enero ultimo por el ayuntamiento constitucional, corporationes y vecinos de San-Sebastian.* — Anno 1814. — En Tolosa : por D. Francisco de la Lama, impressor de la M. N. y M. L. Provincia de Guipuzcoa y su diputacion.

tions des Saint-Sébastenais, que le 7 juillet il fit enlever et transporter au Castillo toutes les armes, piques, pioches, cordes, échelles, etc. Au reste, les Saint-Sébastenais cachaient peu leurs sympathies; les femmes surtout les affichaient avec une sorte d'ostentation. Aucun officier français n'avait pu être admis chez ces fières Basquaises, dont les frères, les maris et les pères avaient si mal reçu le roi Joseph. Au contraire, les prisonniers anglais et portugais étaient accueillis par elles avec un empressement extrême, et les demoiselles des plus nobles familles portaient elles-mêmes des vivres, des vêtemens, des médicamens aux blessés qu'elles soignaient dans deux églises converties en hôpitaux. Le manifeste invoque ici le témoignage de plusieurs officiers des deux nations, et spécialement celui de don Jose Gueves Pinto, capitaine au 15e régiment de Portugal, et celui de don Santiago Siret, lieutenant au 9e régiment anglais.

Cependant les troupes alliées, sous les ordres du général sir Thomas Graham, avaient relevé les bataillons guipuzcoans. Le blocus avait été changé en siége. Une escadre, composée de neuf bâtimens de guerre, entourait le Castillo du côté de la mer. Cent trente-deux pièces d'artillerie, distribuées sur l'îlot de Santa-Clara, dans les dunes sablonneuses de l'Urumea et sur toutes les hauteurs voisines, complétaient ce cercle de feu. Certes, les Saint-Sébastenais devaient s'attendre à voir les projectiles de leurs alliés respecter leurs habitations, et s'attaquer uniquement aux remparts. Il n'en fut pas ainsi. Du 23 au 29 juillet, les batteries anglo-portugaises brûlèrent ou détruisirent soixante-trois maisons dans le quartier voisin de la brèche. Toutefois les efforts de la population, dirigés par l'ayuntamiento, parvinrent à concentrer et à éteindre cet incendie. A partir du 29 juillet, le feu ne se montra sur aucun autre point de la ville, si ce n'est dans la soirée du 31 août et après l'entrée des alliés (1).

Les troupes anglaises et portugaises avaient livré inutilement un premier assaut le 25 juillet; elles furent plus heureuses le 31 août. Les Français, repoussés de la brèche, se défendirent quelques instans dans les rues, puis se retirèrent dans la citadelle et dans les maisons adossées aux rochers du Castillo. A deux heures et demie, tout combat avait cessé (2). A l'instant même, les sentimens de la population, long-

(1) « ..... Y non hubo despues fuego alguno en el cuerpo de la ciudad hasta la tardeada del 31 de agosto despues que entraron los aliados. » (*Manifesto...*) Le manifeste revient à diverses reprises sur cette circonstance très importante en ce qu'elle est en contradiction formelle avec les assertions du duc de Ciudad-Rodrigo, reproduites par tous les journaux du temps et généralement acceptées comme l'expression de la vérité.

(2) « Triumfa la buena causa, siendo dueños los aliados de toda la ciudad pura la dos y media de la tarde. » (*Manifesto.*) Le dernier coup de canon fut tiré près de l'église de Sainte-Marie par un sergent d'artillerie nommé Lafitte, qui vit encore à Saint-Sébastien.

temps comprimés par la sévérité militaire, se manifestèrent de la façon la moins douteuse. Les cris de joie, les vivats retentissaient dans toute la ville; les mouchoirs s'agitaient à toutes les croisées, à tous les balcons. Qu'on juge de la stupeur de ces pauvres citadins en voyant les vainqueurs dont ils célébraient le triomphe répondre à cet accueil par des coups de fusil, et frapper de leurs balles plusieurs personnes à ces mêmes balcons, à ces mêmes croisées d'où partaient d'enthousiastes félicitations (1)!

Dès le commencement de l'assaut, les autorités civiles et les notables s'étaient réunis à l'hôtel-de-ville, dans l'intention d'aller au-devant des alliés. Dès que la première colonne de troupes se présenta sur la place Neuve, les alcades s'avancèrent avec empressement, embrassèrent le commandant, et mirent à sa disposition toutes les ressources de la ville; puis, se frayant un chemin au milieu des cadavres, ils se dirigèrent vers la brèche. Déjà sur ce trajet ils durent avoir de cruels pressentimens. Le capitaine anglais qui commandait aux portes insulta l'un d'eux et le menaça de son sabre (2). Enfin, arrivés à la brèche, ils y rencontrèrent le major-général Hay, qui les accueillit avec bienveillance, et leur donna une garde pour faire respecter l'hôtel-de-ville.

Cette apparence de protection ne devait être que momentanée. Pendant que les Français se retranchaient paisiblement dans la citadelle et aux abords du mont Orgullo, pendant qu'on négligeait à leur égard jusqu'aux plus simples précautions indiquées par l'art militaire, Saint-Sébastien était mis à sac par ses prétendus libérateurs. Une soldatesque effrénée, et que pas un officier ne tenta d'arrêter, pillait les maisons, massacrait les habitans, outrageait l'épouse sous les yeux de son époux, la fille sous les yeux de sa mère. Ici le manifeste signale des actes d'une barbarie atroce (3). Enfin, l'incendie vint couronner dignement ces effroyables scènes. Dans la soirée, les soldats anglais et portugais mirent le feu à une maison de la Grand'Rue, puis sur d'autres points en-

(1) « Los pamuelos que se tremolaban a las ventanas y balcones al propio tiempo que se asomaban las gentes a solemnizar el triumfo, eran claras muestras del afecto con que se recibia a los aliados : pero insensibles estos a tan tiernas y decididas demostraciones, corresponden con fusilazos a las mismas ventanas y balcones de donde les felicitaban y en que perecieron muchos victimas de la efusion de su amor a la patria. » (*Manifesto.*)

(2) « Pero antes de llegar a ella y averiguar en donde se hallaba el general, fue insultado y amenazado con el sable por el capitan Ingles de la guardia de la puerta uno de los alcades. »

(3) « Una desgraciada joven ve a su madre muerta violentamente y sobre aquel amado cadaver sufre los lubricos insultos de una vestida fiera en figura humana. Otra desgraciada muchacha cujos lastimosos gritos se sitieron en la esquina de la calle de San-Geronimo, fue vista quando rayo el dia, rodeada de soldados, muerta, atada a una barrica, enteramente desnuda, ensangrentada, y con una bayoneta atraversada por cierta parte del cuerpo que el pudor no permite nombrar. » (*Manifesto.*)

core, et dansèrent à la lueur des flammes (1). Ce fut en vain que quelques habitans demandèrent qu'il leur fût permis d'éteindre les flammes; ce fut en vain qu'un ordre dérisoire, arraché par les instances des alcades, fut donné dans ce sens. Les charpentiers, qui s'étaient offerts, bien loin de se voir escorter, furent maltraités, contraints d'indiquer les maisons où le pillage devait être le plus lucratif, et forcés de s'enfuir pour sauver leur vie. Ainsi, pendant que la cité brûlait d'un côté, le viol, le meurtre, continuaient de l'autre. Le manifeste cite ici les noms de quelques-unes des victimes les plus remarquables, et parmi elles on voit figurer des magistrats et des prêtres.

Pendant toute la nuit, les portes de Saint-Sébastien avaient été fermées. Enfin, le jour parut, et, sur les vives instances des alcades, il fut permis aux habitans de quitter leur patrie en ruines. La plupart se hâtèrent de fuir. Une foule absolument sans ressources, des femmes entièrement nues, des vieillards couverts de blessures, s'échappèrent dans la campagne, où un grand nombre périrent. Quelques personnes restèrent, espérant que, la première soif de pillage apaisée, elles pourraient sauver les débris de leur fortune; mais l'incendie durait toujours, et, quand les alliés crurent n'avoir plus rien à prendre, ils trouvèrent que les flammes allaient trop lentement. Alors ils eurent recours à des cartouches incendiaires qu'on leur vit préparer ouvertement dans la rue de Narrica (2). Grace à l'emploi de ces artifices destructeurs, le feu se propagea avec une effrayante activité. Saint-Sébastien tout entier fut détruit. Trente-six maisons demeurèrent seules debout, la plupart adossées aux rochers du Castillo qu'occupaient les Français, les autres attenantes aux deux églises qui servaient d'hôpital et de caserne aux vainqueurs. Livres, registres publics et privés, archives civiles et ecclésiastiques, tout fut réduit en cendres, et l'on évalua à plus de 100 millions de réaux (3) les pertes immédiates résultant de cette épouvantable agression.

Les troupes qui étaient montées à l'assaut ne prirent pas seules part

(1) « Qual podria ser este suerte quando... y quando ardio la ciudad habiendola pegado fuego los aliados por la casa de Soto en la calle mayor... Quando otras casas fueron incendiadas igualmente por los mismos. »

« ..... Pues hubo quienes despues de haver incendiado a las tres de la madrugada de primero de septiembre una casa de la calle mayor, baylaron a la luz de las llamas. » (*Manifesto.*)

(2) « Quando se creyo concluida la expoliacion parecio demasiado lento el progreso de las llamas y ademas de los medios ordinarios para pegar fuego que antes practicaron los aliados, hicieron uso de unos mixtos que se habian visto preparar en la calle de Narrica en unas cazuelas y calderas grandes, desde las quales se vaciaban en unos cartuchos largos. De estos se valian para incendiar las casas con una prontitud asombrosa. » (*Manifesto.*)

(3) Environ 27,500,000 f ancs.

au pillage. Des soldats venus sans armes du camp d'Astigarraga, distant d'environ une lieue, se joignirent à leurs compagnons. Les mulets qui suivaient l'armée servirent à enlever le butin, et les employés des brigades alliées aidèrent eux-mêmes à les charger. Les équipages de vaisseaux anglais mouillés au port des Passages eurent leur part, comme l'armée de terre. Vingt-quatre jours après l'assaut, Anglais et Portugais fouillaient encore les cendres de Saint-Sébastien pour y découvrir quelque objet de la plus mince valeur, et, pendant ce long intervalle de temps, pas un effort ne fut tenté pour réprimer ces excès, pas un officier ne chercha à arrêter les soldats. Bien plus, les objets volés, quelle que fût leur nature (1), étaient étalés et mis publiquement en vente au quartier-général de l'armée alliée. En présence de ces faits, attestés par une population entière, il est impossible de douter de la connivence des officiers, il est impossible de ne pas faire remonter jusqu'à eux, et surtout jusqu'au général Graham, la responsabilité de ces effroyables événemens (2).

L'incendie et le sac de Saint-Sébastien laissaient plus de quinze cents familles sans asile, sans pain, presque sans vêtemens. Quatre mois après, le tiers de cette population avait péri de misère et de faim (3). Les autorités civiles, retirées à Zubieta, après avoir fait constater les faits par une enquête solennelle (4), demandèrent des secours temporaires et une indemnité qui leur permît de relever leurs habitations; mais en vain s'adressèrent-elles à Wellington, à la régence d'Espagne ou congrès national : l'un et l'autre leur fut refusé. Alors elles publièrent le manifeste et les correspondances d'où nous avons tiré ces détails. Elles en appelèrent à l'Europe entière pour flétrir la conduite des alliés, et ouvrirent une souscription publique dont le montant devait servir à

(1) Au milieu du butin, mis en quelque sorte à l'encan, on remarqua les vases sacrés de l'église de Sainte-Marie et le saint ciboire de l'église de Saint-Vincent, rempli d'hosties consacrées.

(2) « Rapacidad que... y que a los 24 dias despues del asalto se exercia en materias poco apreciables. »

« No solo saqueaban las tropas que entraron por asalto, no solo las que sen fusiles vinieron del campamento de Astigarraga distante una lega, sino que los empleados en las brigadas acadian con sus mulos a cargar los de efectos, y aun tripulaciones de transportes ingleses, surtos en el puerto de Pasages, tuvieron parte en la rapiña, durando este desorden varios dias despues del asalto sin que se hubiese visto ninguna Providencia para impedirlo, ni para contener a los soldados... lo que al paracer comprueva que estos excesos los autorizaban los gefes, siendo tambien de notarse que los efectos robados o saqueados dentro de la ciudad y a las abanzadas, se vendian poniendolas de manifesto a publico a la vista e inmediaciones del mismo quartel general del exercito sitiador por Ingleses y Portugeses. » (*Manifesto.*)

(3) « ..... Y en fin la muerte, causada por la hambre y la desnudez, de la tercera parte de los que pudieron salvarse de entre las manos de las fieras Anglo-Lusitanas. » (*Suplemento,* pièce nº 10.)

(4) *Suplemento,* pièce nº 10.

rebâtir Saint-Sébastien. Ici encore le mécompte fut aussi complet que possible. Seul, un négociant allemand, établi à Bilbao, s'inscrivit pour une demi-once (1). Après quelques mois d'attente, l'ayuntamiento dut remercier son unique souscripteur dont l'offrande isolée devenait inutile; mais les registres de la ville constatent encore aujourd'hui que Saint-Sébastien, brûlé par ses alliés, abandonné par ses compatriotes, ne trouva de sympathies pour ses malheurs que chez un seul homme et chez un étranger.

On comprend que les chefs de l'armée anglo-portugaise ne pouvaient accepter aisément l'odieux des faits que nous venons de rappeler. Aussi, dans ses réponses à l'ayuntamiento, Wellington cherche-t-il à rejeter l'incendie de Saint-Sébastien, tantôt sur les nécessités de la guerre (2), tantôt sur les Français (3). Cette contradiction, à elle seule, aurait dû faire accueillir avec réserve ces versions diverses, qui sont pourtant les plus accréditées. Si nos troupes avaient fourni le moindre prétexte, comment croire que les Saint-Sébastenais eussent hésité un instant à les accuser? Comment admettre qu'ils aient calomnié de gaieté de cœur ceux-là même qui venaient les délivrer d'un joug étranger qu'ils ne portaient qu'en frémissant? Aux assertions vagues et contradictoires du général anglais nous opposerons les termes du manifeste et de la correspondance. L'un et l'autre sont aussi explicites que possible. On nomme la maison qui fut brûlée la première, tout-à-fait au cœur de la ville, sur un point qui ne se prêtait à aucune manœuvre stratégique; on précise l'heure de ce premier acte de vandalisme, accompli long-temps après la retraite des Français : on constate que ces derniers n'ont pas tiré une seule fois sur la ville dans cette terrible nuit (4); partout enfin on fait peser sur les alliés seuls une accusation qui porte non-seulement sur l'incendie même, mais encore sur un pillage organisé, prolongé pendant près d'un mois, et auquel participe toute l'armée. Enfin, une enquête solennelle, faite sous les yeux d'un commissaire envoyé par la régence d'Espagne, donne à tous ces détails le cachet d'une entière authenticité (5). On ne peut donc en

(1) Environ 40 francs.

(2) « El bien general exigia que la plaza fuese atacada y tomada, y en los esfuerzos que al efecto se hicieron se pego fuego à la ciudad, resultando los males y desgracias que V. SS. indican. » (*Suplemento*, pièce nº 3.)

(3) « El curso de las operaciones de la guerra hizo necesario el que la expresada plaza fuese atacada para hechar el enemigo del territorio español; y fue para mi un asunto del mayor sentimiento el ver que el enemigo la destruyo por su antajo. » (*Suplemento*, pièce nº 6.)

(4) Après le dernier coup de canon dont nous avons parlé plus haut, il n'y eut plus aucun acte d'hostilité entre les Français et les alliés. Le général Rey avait compris que toute résistance était inutile, et il obtint peu de jours après une capitulation honorable.

(5) « ..... Y el fuego que por primera vez se descubrio hacia el anochecer muchas ho-

douter, le 31 août 1813, Saint-Sébastien a été détruit par ses propres alliés, et sa ruine était préméditée.

La responsabilité de cette destruction retombe évidemment tout entière sur les généraux anglais qui commandaient l'armée assiégeante et qui tenaient des événemens une véritable omnipotence. Quelle raison pouvait motiver, de leur part, une conduite aussi étrange qu'odieuse? Certes ils n'obéissaient pas à un instinct de barbarie gratuite, qui n'est nullement dans le caractère de leur nation. Au moment même où les soldats pillaient et massacraient leurs alliés espagnols, on les voyait accueillir avec une générosité chevaleresque les Français pris les armes à la main (1). Ils n'avaient pas non plus à faire un exemple, à terrifier des populations hostiles. Comme toutes les provinces d'Espagne, le Guipuzcoa les accueillait en libérateurs. Saint-Sébastien, pour parler le langage du temps, était une cité *loyale*, détestant la France et les Français, prête à se dévouer pour quiconque s'offrait à elle comme ennemi de Napoléon : jamais ses habitans n'avaient déguisé ni leurs affections ni leurs haines; mais cette ville était le chef-lieu d'une de ces provinces basques où l'industrie et le commerce ont toujours tendu à se développer; elle avait été le siége de riches compagnies qui exploitaient les colonies espagnoles (2) : le retour de la paix allait raviver les rapports actifs avec la France, que sa position géographique rend inévitables. Pour cela seul peut-être, Saint-Sébastien devait périr. Tout en faisant la guerre à Napoléon, les Anglais profitaient de l'occasion pour assurer leur commerce, pour étouffer jusqu'aux moindres germes dont le développement aurait pu soustraire leurs alliés à ce vasselage industriel que subit encore le Portugal. En

ras despues que los Franceses se habian retirado al Castillo... Entre tanto se iva propagando el incendio, y aunque los Franceses no disparaban ni un solo tiro desde el Castillo, no se cuido de atajar lo. » (*Manifesto.*)

« Muy lastimosa es sin duda la desgracia de unos pueblos tan benemeritos (*Numancia, Sagunto*) . Pero la infeliz ciudad de San-Sebastian destruida por la inhumanidad de nuestros aliados mismos, sumergida por su insensibilidad en un cabos de calamitades, insultada por ellos en su honor, precisada a luchar contra su obstinacion en negar los hechos mas notorios, que consuelo puede esperar para el alivio de tan graves males? »

« El ayuntamiento faltaria a su deber si en tan triste situacion difiriese el suplicar a V. A. se digne comunicar al congreso nacional el resultado de las informaciones judiciales recibidas en esta ciudad, Pasages, Renteria, Tolosa y Zarauz sobre los funestos acontecimientos del dia del asalto y sucesivos. » (*Suplemento*, pièce n° 10.)

(1) « Pues no impedio que la tropa se entregase al saqueo mas completo y a las mas horrorosas atrocitades, al proprio tiempo que se via no solo dar quartel, sino tambien recibir con demostraciones de benevolencia a los Franceses cogidos con las armas en las manos. » (*Manifesto*) Le manifeste revient souvent sur cette circonstance avec un sentiment d'amertume assez facile à expliquer.

(2) La compagnie des Philippines avait son siége dans Saint-Sébastien même; la compagnie de Caracas avait le sien au port des Passages, à une petite lieue de Saint-Sébastien.

Catalogne et jusqu'aux portes de Madrid, les soldats de Wellington brûlaient les fabriques de draps, de cotonnades et de porcelaines; en Andalousie, ils détruisaient les plantations de cannes à sucre (1). Le sac de Saint-Sébastien n'eut sans doute pas d'autre cause. C'était toujours cette politique implacable qu'on retrouve au fond de tous les actes de l'Angleterre, et qui lui ferait brûler la moitié du monde pour être seule à vendre des cotons à la moitié restante.

Quoique abandonné à ses seules ressources, Saint-Sébastien s'est entièrement relevé du milieu de ses ruines. A l'époque de mon séjour, quelques murs éboulés, quelques tas de décombres placées entre mes croisées et le port, rappelaient seuls les fureurs de l'armée anglaise. La vieille capitale du Guipuzcoa a repris son rang. L'industrie, le commerce surtout, ont ramené l'aisance dans ses murs. Comme par le passé, Saint-Sébastien est aujourd'hui un des principaux centres des populations basques. On comprend avec quel intérêt j'étudiai cette race remarquable, sans parenté aucune avec les autres nations européennes, et dont l'origine est un des plus difficiles problèmes que puisse aborder l'ethnologie (2). Il ne mériterait pas le titre de naturaliste, celui qui, occupé exclusivement des animaux, négligerait l'étude de l'espèce humaine et n'attacherait pas la plus haute importance à tout ce qui peut jeter quelque jour sur l'histoire de ses innombrables variétés.

II.

Les Basques, appelés par divers auteurs Cantabres, Euskariens, Euskaldunes, se donnent à eux-mêmes le nom d'*Eskualdunac* ou mieux d'Euskaldunac (3). Ils parlent une langue sans analogie avec les idiomes européens, la langue *eskuara* ou *euskara* (4). Distincts de toutes les populations voisines par les caractères physiques, les mœurs, les institutions, ils en différaient encore autrefois par les traditions et les

(1) Au nombre des établissemens les plus regrettables que les Anglais détruisirent soit par eux-mêmes, soit par leurs agens, il faut placer le jardin botanique créé par le prince de la Paix aux environs de Séville. On y avait réuni avec succès plusieurs végétaux utiles des pays chauds, entre autres ceux qui fournissent la cannelle, le cacao, la cochenille, l'indigo, etc. Le but du fondateur était de propager ces diverses cultures dans le midi de l'Espagne. (*Histoire de la Vie de Ferdinand VII;* Madrid, 1842.)

(2) L'ethnologie, science assez récente pour que son nom ne soit pas connu de tous nos lecteurs, est cette branche de nos connaissances qui s'occupe des caractères, de l'origine et de la répartition actuelle des diverses races humaines.

(3) Ce mot est formé par contraction de *Eskua-alde-dunac*, et signifie peuple *qui a la main favorable* ou *adroite*. (*Histoire des Cantabres ou des premiers colons de toute l'Europe, avec celle des Basques, leurs descendans directs*, par l'abbé d'Hiarce de Bidassouet; Paris, 1825.)

(4) *Langue de main, science du geste.*

croyances religieuses. Les anciennes fables euskariennes parlaient, disent quelques auteurs, de la destruction d'un monde antérieur, à laquelle échappèrent seulement quelques hommes *rares comme les olives qui restent sur l'arbre après la récolte, comme les grappes qui pendent aux pampres après la vendange* (1). De ce nombre fut Aïtor, l'ancêtre des Euskaldunac. Retiré avec sa compagne dans une grotte inaccessible, Aïtor vécut pendant une année, voyant à ses pieds l'eau et le feu se disputer l'empire. Frappé de terreur, il oublia tout ce qu'avaient pu lui transmettre ses ancêtres sur le passé du monde, et inventa jusqu'à un nouveau langage. Les fils d'Aïtor, descendus dans les plaines, s'étendirent rapidement et formèrent de puissantes nations, mais toujours ils conservèrent fidèlement la langue et la religion du *père descendu des hauts lieux, de l'ancêtre des montagnes* (2). Le polythéisme, dans ce qu'il a de grossier et de matériel, a toujours été inconnu des Euskariens. Ces peuples adoraient un être suprême, créateur et conservateur des mondes, le *Jao-on-Goïcoa* (3); ils commençaient et terminaient la journée en lui adressant des prières; ils lui offraient en sacrifice les fruits de la terre par l'intermédiaire des anciens de la tribu; mais ils ne lui élevaient aucun temple. Les cérémonies religieuses, toujours très simples, avaient lieu à certaines époques déterminées par les phénomènes célestes et se passaient sous le même chêne où ces vieillards, devenus chefs par le privilége de l'âge, rendaient la justice et réglaient les affaires de la nation. Les Basques croyaient à l'immortalité de l'ame, à des récompenses et à des punitions après cette vie. Pour eux, la mort naturelle n'était qu'un long sommeil, et la tombe s'appelait le *lit du grand repos* (4).

Un peuple dont la religion avait toujours été spiritualiste devait embrasser facilement le christianisme. Aussi les Basques ont-ils la prétention d'avoir été le premier peuple chrétien (5). Leurs traditions nationales se sont facilement accordées avec ces nouvelles croyances. Les Euskariens ont, pour ainsi dire, confisqué à leur profit les préten-

(1) *Philosophie des religions comparées*, par Augustin Chaho, Paris, 1848.

(2) *Artagoia, Arbassoa*, noms donnés à Aïtor. (*Philosophie des religions comparées.*)

(3) Ou par contraction *Jainkoa, le Seigneur d'en haut.* (Augustin Chaho, l'abbé d'Hiarce.)

(4) Augustin Chaho. Nous laissons à cet écrivain, à l'abbé d'Hiarce et aux auteurs basques qui les ont précédés dans cette voie, toute la responsabilité de ces assertions sur l'ancien spiritualisme des Euskariens. M. d'Avezac, dont l'opinion doit être ici d'un grand poids, regarde toutes ces prétendues traditions comme autant d'inventions modernes. Cependant il nous a paru intéressant de faire connaître ce que la science indigène ou les égaremens d'un patriotisme exagéré ont inspiré de plus récent aux Basques sur leur propre race.

(5) *Histoire des Cantabres ou des premiers colons de toute l'Europe, avec celles des Basques, leurs descendans directs*, par l'abbé d'Hiarce de Bidassouet; Paris, 1826.

tions soulevées par les autres Espagnols sur l'antiquité de leur propre race. Ceux-ci s'étaient donné pour ancêtres les descendans immédiats de Noé, sans toutefois s'accorder exactement sur l'époque où ces premiers colons arrivèrent en Espagne. Mariana, Joseph Moret, Gabriel de Henao, Florian d'Ocampo, Ferreras..... avaient adopté la version qu'Alfonse Tostat avait puisée dans la *Leyenda pendolada*, écrite en 1073, par Herman Llanes (1). D'après eux, Thubal, fils de Japhet, serait venu directement se fixer à l'extrémité occidentale de l'Europe cent trente et un ans après le déluge, et cette souche primitive aurait, plus tard, couvert de ses colonies l'Europe, les côtes septentrionales de l'Afrique et même une portion de l'Asie. D'autres écrivains, tels que Bochart, Ponce de Léon, Joseph Pellicer, Xavier de Garma, Manuel de la Huerta, etc., admirent que les fils de Japhet, marchant de l'est à l'ouest, avaient commencé par peupler les parties centrales de l'Europe, et n'étaient arrivés en Espagne que cinq cent trente-cinq ans après le déluge, sous la conduite de Tarsis, cousin-germain de Thubal. Ces deux versions, vivement attaquées et soutenues, partagèrent les esprits. De part et d'autre, on invoquait des passages tirés des livres saints. Les tribunaux ecclésiastiques, appelés à prononcer, prirent du moins un parti assez sage. Ils admirent que les deux opinions étaient également probables, mais que la vérité ne pouvait se trouver que dans l'une d'elles. Cette décision devint un article de foi, et jusqu'à la fin du dernier siècle il n'eût pas été prudent à un auteur espagnol de reconnaître d'autre chef de race que Thubal ou Tarsis; l'inquisition eût fort bien pu lui demander compte de ses opinions comme d'une hérésie.

Les Basques, qui se considèrent comme les seuls représentans des anciennes populations ibériques, n'ont pas manqué d'accepter les résultats de cette controverse. Une sorte de mythologie chrétienne a remplacé chez eux les vagues traditions d'autrefois. Aïtor est devenu Noé. Il est le père des Euskaldunac, d'où il résulte que ceux-ci sont les pères de toutes les autres nations. L'Espagne, en particulier, a été peuplée directement par les compagnons de Thubal ou de Tarsis (2), dont les descendans ont couvert au moins l'Europe tout entière. La langue euskara est-elle bien réellement, comme l'affirme le vulgaire, celle que parlaient Adam et Ève dans le paradis terrestre? Ce serait possible, car Noé a pu la recevoir par tradition, et, dans ce cas, il a dû

(1) *De l'Ibérie, ou Essai critique sur l'origine des premières populations de l'Espagne*, par L.-F. Grastin, ancien consul de France à Santander.

(2) Nous retrouvons chez les auteurs basques les plus récens les deux opinions qu'ont soutenues les écrivains espagnols. Ainsi l'abbé d'Hiarce regarde Tarsis comme le fondateur de la première colonie ibérienne, tandis que Larramendi, suivi en cela par M. Chaho, fait remonter son origine jusqu'à Thubal.

la transmettre à ses descendans. Il est vrai que ceux-ci, ayant voulu braver le Très-Haut en élevant la tour de Babel, furent frappés de confusion, et que soixante-douze langues remplacèrent subitement la langue unique qu'ils tenaient de leurs pères; mais l'Écriture ne dit pas en quelle année l'orgueil des hommes leur attira cette punition. Il ne serait donc pas impossible que la colonie appelée à peupler l'Europe et l'Espagne fût partie avant cette époque (1). Elle aurait ainsi emporté avec elle le langage parlé dès les premiers âges du monde, et dès-lors les croyances populaires pourraient bien être l'expression de la vérité. En tout cas, la langue euskara est infiniment supérieure à toutes les langues connues, par sa *priorité*, son *universalité*, son *inépuisabilité*, son *naturalisme*, ses *inflexions*, ses *nuances*, ses *désinences*, ses *allusions*, et son *mécanisme verbal* : elle renferme en elle seule plus de radicaux qu'il n'en aurait fallu pour suffire à la formation des soixante-douze langues nées au pied de la tour de Babel (2). Donc aucune langue ne se rapproche autant qu'elle du langage révélé à Adam par le Père éternel (3). Inspirée par Dieu, la langue euskara est aussi naturelle à l'espèce humaine que le roucoulement au pigeon, l'aboiement au chien, le mugissement au taureau. Tout homme qui commence à bégayer parle basque. *Papa, titi, mama, caca,* ces mots enfantins qu'on retrouve chez tant de peuples sont du plus pur euskarien, et signifient *manger, mamelle, téter, saleté* (4). Cette langue ayant ses racines dans la nature même des choses, son étude suffit pour nous faire retrouver l'origine de tous les arts, de toutes les sciences. Ses noms de nombre renferment, dans treize paroles, tous les principes fondamentaux de la philosophie naturelle, et les mystères numériques de Platon ou de Pythagore n'ont pu être établis que sur les principes de la numération basque. L'alphabet euskarien est à lui seul toute une révélation. Son nom est *Yesus*. L'ensemble des cinq voyelles, prises dans le même ordre qu'en français, présente une idée complète du monde primordial et de la création (5). Trois d'entre elles, *i, a, o,* réunies en un seul

(1) L'abbé d'Hiarce.

(2) D'après don Pablo de Astarloa, la langue basque possède plus de quatre milliards de mots d'une, de deux, ou de trois syllabes, non compris ceux qui en ont un plus grand nombre et ceux qui résultent de la combinaison de ces divers radicaux. (*Apologia de la lengua bascongada;* Madrid, 1803.) Ajoutons qu'il existe en basque des mots qui ont jusqu'à seize syllabes.

(3) Conclusions des treize théorèmes grammaticaux que l'abbé d'Hiarce croit avoir démontrés. Déjà don Pablo de Astarloa avait soutenu les mêmes prétentions dans l'ouvrage que nous venons de citer.

(4) L'abbé d'Hiarce.

(5) L'abbé d'Hiarce, *Histoire des Cantabres*. Don Juan Bautista de Erro y Aspiros, *Alfabeto primitivo de la lengua primitiva de España*, Madrid, 1806, et *El Mundo primitivo*, Madrid, 1815.

mot, résument en entier le verbe adamique, expriment à la fois la *vie, l'incarnation et l'esprit, le commencement, la fin et le milieu. Iao,* tel est le seul vrai nom de Dieu, nom sublime, révélé dans le premier âge aux patriarches du Midi, défiguré par les lévites hébreux et les pontifes celto-romains, mais conservé de tout temps et vénéré de nos jours encore par les Euskariens (1).

En laissant de côté ce qu'ont d'exagéré et d'absurde les prétentions linguistiques des Basques, il n'en faut pas moins reconnaître que leur langue est vraiment remarquable et présente des caractères tout-à-fait spéciaux. G. de Humboldt pense qu'on ne peut la rattacher à aucune langue de la famille indo-germanique. Elle est, entre autres, entièrement distincte des dialectes celtiques. Les seules langues dont elle se rapprocherait par son mécanisme grammatical seraient, d'après Humboldt, quelques langues américaines. D'un autre côté, l'abbé d'Hiarce a signalé, dans un vocabulaire rapporté par Péron de la terre de Van-Diémen, plusieurs mots qu'il assure être rigoureusement basques. Il est assez étrange qu'il faille aller chercher aussi loin les seules analogies que cet idiome présente avec les langages connus. La langue basque est d'ailleurs presque impossible à apprendre pour des étrangers. Quelques-uns des *théorèmes grammaticaux* de l'abbé d'Hiarce donneront une idée de ses difficultés. En basque, les noms, les pronoms, les adjectifs, se changent en verbes, et les verbes se métamorphosent en noms et en adjectifs. Les propositions, les adverbes, les conjonctions, les interjections, les caractères mêmes de l'alphabet, se déclinent comme noms ou comme adjectifs, et se conjuguent comme verbes. Chaque nom a six nominatifs et douze cas différens; les adjectifs comptent jusqu'à vingt cas. Le nom change souvent selon l'état de l'être, de la chose qu'il sert à désigner. Chaque verbe français est représenté par vingt-six verbes qui expriment chacun une modification spéciale, soit de l'action, soit de l'être ou de la chose sur laquelle s'exerce cette action. Il y a de plus quatre conjugaisons différentes, selon qu'on s'adresse à un enfant, à une femme, à un égal ou à un supérieur... Ces quelques citations de notre auteur suffiront, je pense, pour réfuter une de ses assertions, savoir, que la langue euskarienne pourrait très aisément devenir un langage universel. Bien loin qu'il en soit ainsi, elle est toujours restée confinée chez les Basques. Ceux-ci apprennent assez facilement l'espagnol ou le français; mais la réciproque n'a jamais lieu.

Une histoire qui commence au plus tard cinq cent trente-cinq ans après le déluge doit présenter quelque étrangeté. Aussi voit-on bientôt paraître à côté des patriarches des personnages d'origine fort différente. Après la mort de Tarsis, les Euskariens d'Espagne élisent pour

(1) *Philosophie des religions comparées,* par Augustin Chaho.

roi Géryon, qui, pour immortaliser le souvenir de son règne, fait bâtir deux villes puissantes : Gironne au nord, Cadix au midi; mais ce souverain, oubliant qu'un roi ne doit être que le père de ses sujets, veut régner en tyran sur les Euskariens. Ceux-ci se révoltent; Osyris, roi d'Égypte, leur prête l'appui de ses armes; Géryon est défait et tué dans les champs de Tarifa, non loin du détroit de Gibraltar. Ses trois fils lui succèdent; mais, trop semblables à leur père, ils font assassiner Osyris par Typhon. Orus, l'*Hercule libyen*, accourt du fond de la Scythie, les appelle en combat singulier, les tue, et, comme monumens de sa victoire, élève les deux célèbres colonnes qui portent son nom. Deux compagnons d'armes d'Hercule, Hispale et Atlante, se succèdent sur le trône d'Espagne. Sicule, fils du dernier, règne à la fois sur ce pays et sur l'Italie, comprime la Sicile et le peuple d'Euskarie. Après Sicule, la race de Tarsis ressaisit le pouvoir, jusqu'au moment où Abidès, le grand législateur, renonce volontairement au trône, et organise l'Ibérie en une vaste république fédérative, 1014 ans avant la fondation de Rome. D'Abidès ou de ses contemporains sont descendus tous les *ducs* ou chefs des républiques fédérées, tous les héros dont s'enorgueillit l'Espagne, et en particulier Pélage et ses compagnons. Ainsi, de nos jours encore, la nation espagnole est gouvernée par une famille euskarienne ou *basque*, et la reine Isabelle descend en ligne directe de Tarsis et de Noé (1).

On le voit, jusqu'à ce jour les historiens basques ont écrit sous l'empire de préoccupations qui ne permettent guère d'accepter leurs idées. Ce fait est d'autant plus regrettable, qu'en secouant les préjugés d'un faux orgueil national, leurs recherches auraient certainement conduit à des découvertes curieuses. Au milieu même de leurs exagérations, on peut dégager un résultat important. On trouve dans la langue euskara l'étymologie d'un grand nombre de noms de fleuves, de montagnes, de provinces, de localités où n'existe plus la race basque (2).

(1) L'abbé d'Hiarce rattache la généalogie de Pélage à un certain Lopez Ier, qui aurait vécu du temps d'Auguste. Il va sans dire qu'il manque à notre auteur bien des intermédiaires soit avant, soit après cette époque, mais il n'en formule pas moins ses conclusions avec la plus entière assurance. Au reste, l'opinion de M. d'Avezac, que nous avons rapportée plus haut, s'applique à ces prétendues traditions historiques aussi bien qu'à ce qu'on nous raconte des anciennes légendes religieuses. Les Basques n'ont presque rien écrit. Le plus ancien monument national de leur histoire paraît être une espèce de ballade où il est fait allusion aux guerres contre les Romains, et dont G. de Humboldt a imprimé quelques couplets. Un autre chant sur la bataille de Roncevaux a été publié en 1834. (D'Avezac, *Encyclopédie nouvelle*, article *Basques*.)

(2) Larramendi, Astarloa, de Erro, l'abbé d'Hiarce... Ces auteurs ont cependant donné à leurs systèmes étymologiques une extension exagérée. Ils ont voulu, par exemple, que les noms de Suède, de Norwége, de Danemark, ainsi que ceux d'Hélicon, de Chypre, de Délos, etc., fussent des noms primitivement basques. Ils ont étendu la même prétention aux noms de Lutèce, de Versailles, d'Orléans et d'Arras, etc. La conclusion naturelle de

Ce fait, accepté par l'illustre Guillaume de Humboldt, qui fit le voyage de Biscaye tout exprès pour en vérifier l'exactitude, confirme au moins une des traditions euskariennes. Depuis Leibnitz, les noms de lieu, qui changent si difficilement, sont considérés avec raison comme un des indices les plus constans qui puissent nous aider à retrouver la trace de populations éteintes ou transportées. En combinant les données fournies par cette étude avec quelques passages des historiens grecs et romains, on est conduit à admettre que la race basque a eu jadis une extension de beaucoup plus considérable qu'aujourd'hui. Il est probable qu'elle occupait une grande portion de l'Italie, les côtes orientales de la Gaule, l'Espagne tout entière, et qu'elle se partageait les îles de la Méditerranée avec les Libyens (1). C'est aux peuples de cette race que Prichart donne le nom d'*Ibères*. Ces peuples paraissent avoir atteint de bonne heure un certain degré de civilisation. Ils connaissaient l'écriture, et leur alphabet, dérivé sans doute de l'alphabet phénicien, ressemblait à celui de quelques anciennes nations italiques.

La science moderne a été moins heureuse quand elle a cherché à rattacher les Espagnols primitifs à l'une des grandes familles qui servent à classer les races humaines. Ici, tout est conjecture. Bory Saint-Vincent a fait venir les premiers habitans de l'Espagne de la fabuleuse Atlantide de Platon (2). M. Petit-Radel les regarde comme sortis du Latium et de l'Étrurie (3). MM. Michelet (4) et de Brotonne (5) voient en eux une race celtique. M. Graslin en fait un rameau celto-scythique (6). Quelques-uns de ces auteurs distinguent en outre les premiers *Ibères* des peuples qui parlent euskara, et refusent à ces derniers l'importance que nous leur avons accordée avec les ethnologistes les plus distingués (7). Deux savans du plus grand mérite ont cherché à rattacher les Euskariens aux Finois (8). M. Dartey, de son côté, les rap-

toutes ces étymologies forcées est toujours que les Basques sont la race primitive, et que l'Europe entière a été peuplée par eux.

(1) Les Libyens sont les ancêtres des Berbères modernes, et formaient un rameau de la grande race *sémitique* ou *syro-arabe*. Ils occupaient la côte septentrionale de l'Afrique, depuis l'Égypte jusqu'au détroit de Gibraltar, et toute la portion occidentale du continent africain connu des Romains et des Grecs. (Prichart, *Histoire naturelle de l'homme*, traduit par le docteur Roulin; Paris, 1843.)

(2) *Essai géologique sur le genre humain;* Paris.

(3) *Mémoire sur les anciennes villes d'Espagne;* Paris, 1837.

(4) *Histoire de France.*

(5) *Histoire de la filiation et de la migration des peuples;* Paris, 1837.

(6) *De l'Ibérie;* conclusions.

(7) Abel de Rémusat, G. de Humboldt, A. de Humboldt, Prichart, etc.

(8) MM. Arndt (*Uber die Verwandschaft der europæischen Sprachen;* 1810) et Rask (*Uber das Alter und Echteil der Zend-Sprache;* 1826). La race finoise, venue de l'Asie, paraît, d'après les travaux de ces savans, confirmés par les recherches ostéographiques de M. Retzius, avoir occupé une grande partie de l'Europe antérieurement à l'invasion cel-

proche des Sémites (1), et cette opinion nous semble la moins improbable. Toutefois, en présence du manque absolu de renseignemens précis, nous confesserons l'impuissance actuelle de la science. Tout en réservant l'avenir, nous verrons avec Prichart, dans les Euskariens, un débris de l'ancienne race ibérique, et dans celle-ci une *race aborigène*, c'est-à-dire une population qui, antérieurement à nos temps historiques, vivait sur le sol où nous en trouvons encore aujourd'hui les restes.

Quoi qu'il en soit, les Ibères paraissent avoir subi une première perte de territoire, lorsque les Liguriens, partis des bords du fleuve Ligys, que l'on croit être la Loire, s'emparèrent des côtes comprises entre le Rhône et l'Italie. Plus tard eut lieu la grande invasion des peuplades celtiques dont les descendans occupent presque tout l'occident de l'Europe. Les Celtes, plus forts, plus guerriers, exterminèrent partout les Euskariens, qui ne trouvèrent d'asile que dans les gorges sauvages des Pyrénées (2). Là, favorisés par la nature des lieux, aguerris par la nécessité, les débris de ces nations formèrent plusieurs petites républiques confédérées (3), et luttèrent avec avantage contre des invasions nouvelles. A dater des temps historiques, nous voyons tous les conquérans venir se briser contre les forteresses naturelles que le courage des montagnards rendait imprenables. Carthaginois, Romains, Goths, Francs, Sarrasins, essaient tour à tour de subjuguer les Basques. Ils les battent souvent en bataille rangée, ils ravagent leurs vallées et leurs collines, parfois même ils les soumettent momentanément; mais cette sujétion n'est jamais que temporaire ou nominale, en ce sens que les Euskariens ne perdent jamais leur nationalité et repoussent obstinément tout ce que leur apporte l'étranger, mœurs et langage. A vrai dire, les populations euskariennes étaient, pour leurs prétendus do-

tique. C'est d'elle, entre autres, que descendent les Magyars, dont l'origine a été si longtemps un problème, qui, eux aussi, ont eu la prétention de descendre en ligne droite des premiers patriarches et de parler la langue d'Adam. Les traditions du Nord nous représentent les premiers Finois comme des hommes très grands, à peau blanche, à cheveux rouges et à yeux bleus. On retrouve toujours des traces plus ou moins profondes de ces caractères physiques chez les peuples sortis de cette souche, et nous verrons plus loin combien ce type est éloigné du type basque.

(1) *Recherches sur l'origine des peuples du Nord*. M. Vivien de Saint-Martin, qui a bien voulu me communiquer ses notes sur les travaux de Arndt, de Rask et de Dartey, regarde l'opinion de ce dernier comme insoutenable historiquement, mais comme probable, si l'on se place au point de vue des caractères physiques. Tel est aussi notre avis.

(2) D'après M. Chaho, les géans, *tartaro*, dont il est question dans les contes populaires, ne seraient autre chose que les Celtes.

(3) Les principales tribus euskariennes étaient, à l'époque des guerres puniques, les Cantabres et les Vascons. Ces derniers ont donné plus tard leur nom à l'ensemble de ces provinces et aux populations elles-mêmes. Les Basques actuels sont les descendans immédiats de la race vascone.

minateurs, plutôt des alliés qu'il fallait ménager que de véritables sujets. Toujours prêtes à reconquérir une entière indépendance, on les voit saisir hardiment la première occasion de prendre de sanglantes revanches, et l'on compte plus d'une localité dont le nom est répété dans le pays basque avec autant d'orgueil que celui de Roncevaux. Toutefois, à mesure que les états voisins de la confédération euskarienne se développaient, ils absorbaient les membres de ce corps qui n'avait jamais été bien homogène (1); mais partout nous voyons les souverains accorder à ces nouveaux feudataires des priviléges exceptionnels et les laisser se gouverner selon leurs us et coutumes (2). Mieux que toutes les autres provinces basques, la Biscaye et le Guipuzcoa ont conservé le langage, les mœurs, les institutions de leurs ancêtres, et il y a certes quelque chose d'étrange à retrouver en plein XIXe siècle, à deux pas de la France, une société du moyen-âge (3).

Les franchises du pays basque, devenues si célèbres sous le nom de *fueros*, réglaient à la fois les rapports avec la couronne d'Espagne et l'organisation intérieure de chaque province. Sur le premier point, elles étaient à peu près les mêmes pour la Biscaye et le Guipuzcoa. Le roi de Castille était seigneur suzerain; on lui devait foi et hommage; il prélevait une légère redevance sur quelques maisons et sur le pro-

(1) Le *Garazi*, habité par les Basques navarrais, fut réuni au royaume de ce nom en 906 par Sanche-le-Grand. L'*Alava* reconnut volontairement la souveraineté d'Alphonse XI, roi de Castille, en 1330. Trois années après, ce souverain reçut aux mêmes conditions la soumission du *Guipuzcoa* et de la *Biscaye*. La *Terre de Labourt*, ou *pays basque français*, resta long-temps à l'état de lande sauvage et inculte. Il fut acheté en 1106 par les Basques guipuzcoans, qui, pour 3,306 florins d'or, obtinrent de Guittard, vicomte de Labourt et de Marennes, le droit de le défricher et d'en jouir en toute franchise. Depuis cette époque, le Labourt partagea toutes les vicissitudes de cette portion du territoire, et fut définitivement réuni à la France par Charles VII en 1451. (*Histoire des Cantabres.*)

(2) En France même, les Labourtains étaient exempts de toute taxe, taille et impôt, moyennant une subvention annuelle de 353 livres 10 sols et l'entretien d'un corps de milice de mille hommes, destinés à la garde des frontières. Pendant les guerres de Louis XIV, le Labourt s'imposa volontairement un subside de 22,600 livres, mais en faisant toutes réserves pour ses priviléges, qui furent respectés jusqu'à l'époque de la révolution.

(3) On sait combien étaient minutieuses les précautions prises par les Basques pour assurer le maintien de leurs franchises contre les envahissemens de la couronne. En Biscaye, le *seigneur de Biscaye*, — car les fueros ne donnent pas d'autre titre au roi de Castille, — devait venir en personne jurer de les maintenir. Il prêtait quatre sermens solennels : le premier aux portes de Bilbao, devant l'assemblée générale; le second à San-Meterio Celedon de Larravezua, devant le clergé en habits pontificaux, et portant le corps consacré de Notre-Seigneur; le troisième sous le fameux chêne de Guernica, où se tenaient les juntes de Biscaye; le quatrième, enfin, sur l'autel de sainte Euphémie, dans la ville de Bermeo. Faute d'avoir rempli ces formalités un an après en avoir reçu sommation, le roi de Castille perdait tout droit aux redevances de la province, et l'on n'était plus tenu d'obéir à ses injonctions.

duit des forges. En cas d'envahissement du territoire, la population devait se lever en masse. A ces conditions, les provinces étaient exemptes de tous droits, tailles et impôts; leur commerce était entièrement libre, et elles n'accordaient en hommes ou en argent que ce qu'elles jugeaient convenable. Le Guipuzcoa, placé à l'extrême frontière, avait sur son territoire quelques places fortes où les rois d'Espagne tenaient garnison. Il recevait en outre un commandant-général, qui habitait d'ordinaire à Saint-Sébastien (1); mais cet officier ne pouvait rien par lui-même, et son rôle se bornait à s'entendre avec les *alcades* sur les questions relatives à la défense du pays. Quant à la Biscaye, un de ses droits les plus essentiels était de n'avoir dans toute l'étendue de son territoire ni troupes ni forteresses royales; le souverain lui-même, lorsqu'il entrait dans certaines villes, devait laisser en dehors tous ses hommes d'armes et ne garder autour de lui qu'une faible escorte dont le chiffre était soigneusement spécifié. Le régime intérieur de la Biscaye et du Guipuzcoa différait à certains égards; mais il y avait ceci de commun, qu'indépendamment des franchises générales chaque ville, chaque village, pour ainsi dire, avait son administration particulière entièrement indépendante, et souvent ses lois à part, ses priviléges spéciaux. La province était en réalité un état fédératif, composé d'un grand nombre de petites républiques gouvernées par leurs *alcades* et leurs *ayuntamientos* (2), et qui toutes avaient leurs représentans dans les états provinciaux, appelés *bilzar*. A ceux-ci étaient réservés l'administration générale, la fixation des impôts, et surtout le soin de conserver intact le dépôt des *fueros*.

Pour faire partie de cette assemblée nationale, il suffisait d'être Basque ou plutôt propriétaire. La hiérarchie féodale, telle qu'on la retrouve partout ailleurs en Europe, n'a jamais existé chez les Euskariens. Il est vrai que tous les Guipuzcoans étaient nobles de naissance et jouissaient en Espagne de tous les droits attachés à cette qualité; il est vrai que certaines villes de la Biscaye et de l'Alava conféraient les mêmes avantages à leurs habitans; mais c'étaient là autant de priviléges extérieurs en quelque sorte, et qui n'avaient aucune valeur dans les pays basques. Les titres même les plus élevés, conférés par les rois d'Espagne à certaines familles, n'établissaient en leur faveur aucune distinction réelle parmi leurs concitoyens. En Guipuzcoa, en Biscaye,

(1) Cette circonstance a fait regarder Saint-Sébastien comme la capitale du Guipuzcoa; mais cette expression est loin d'être exacte, car, dans cette province, le siége du *bilzar* ou assemblée générale annuelle et de la junte gouvernementale change tous les ans. Il n'y a donc pas de capitale proprement dite.

(2) La Biscaye comptait cent dix *infanzonades* ou petites républiques ayant droit d'envoyer des délégués à l'assemblée générale. Le Guipuzcoa était moins divisé. (*Aperçus sur la Biscaye, les Asturies et la Galice*, par le comte Louis de Marillac; Paris, 1807.)

en Alava, la constitution ne reconnaissait ni nobles, ni marquis, ni ducs : en revanche, personne n'était roturier. Pour faire partie des assemblées délibérantes, pour prendre part à l'administration, il fallait seulement être *etcheco-yauna*, c'est-à-dire *maître de maison*, et cette qualité, attachée à la possession du sol, se transmettait avec lui. Un étranger, quelque infime que fût sa naissance, en achetant la terre, acquérait ce titre, et pouvait prendre ceux de *noble*, de *gentilhomme*, de *hidalgo*, que les Basques ne considéraient que comme des équivalens du premier. L'*etcheco-yauna* ne jouissait d'ailleurs d'aucun privilége (1). Toutes les professions étaient regardées comme également dignes d'estime, aucune d'elles n'entraînait l'idée de *dérogation*. On comprend quelle égalité profonde devait résulter de ces principes entre tous les citoyens. Aussi, à Saint-Sébastien même, lorsque l'*ayuntamiento* donnait un bal, on ne faisait aucune invitation spéciale; on se contentait d'afficher dans la ville : — Il y a bal ce soir, — et allait danser qui voulait. Aujourd'hui encore il reste de nombreuses traces de ces mœurs patriarcales. Sans doute elles s'effacent à mesure que les Basques se mêlent davantage aux populations voisines; sans doute ici, comme ailleurs, la vanité des uns, la jalousie des autres, tendent à établir des distinctions sociales de plus en plus tranchées. Cependant, aux réunions de chant, aux soirées dansantes des dimanches et jours de fête, j'ai vu réunis des nobles titrés, des négocians et jusqu'à des personnes qui, chez nous, seraient à peine au-dessus des artisans. Des marquis, des comtes, figuraient à la même contredanse avec des tailleurs ou des marchands quincailliers, et ce rapprochement paraissait tout simple.

Les fueros basques, sérieusement exposés à périr par la guerre de don Carlos, ont échappé à ce danger, grace à la convention de Bergara et à la prudence du gouvernement espagnol. Ils n'ont subi que deux attentes fort légères en réalité. Les *carabineros*, qui font le service de la gendarmerie, ont été installés dans les trois provinces, et les douanes ont été portées aux frontières de France (2). Sous ce rapport même,

(1) *Histoire des Cantabres*. Cette égalité générale ne subissait qu'une seule exception. Quelques maisons dites *infanzones* donnaient à leur propriétaire une place distinguée dans certaines églises, et le droit de carillonnement en cas de décès; mais il est à remarquer que ces maisons, conservées avec beaucoup de soin et d'orgueil dans les mêmes familles, sont presque toutes restées entre les mains de simples cultivateurs, qu'on appelle en France de simples paysans.

(2) Depuis que la ligne de douanes a été transportée des bords de l'Èbre aux Pyrénées, il s'est manifesté dans le pays basque espagnol, et surtout en Guipuzcoa, un mouvement bien fait pour nous interesser. La France joue ici un rôle qu'on est généralement peu porté à lui attribuer : celui d'initiatrice en matière de négoce et d'industrie. Les maisons de Bayonne se sont transportées à Saint-Sébastien. Par leur activité, elles ont révolutionné complétement, au grand avantage des consommateurs, le commerce des denrées coloniales, en multipliant leurs opérations, en ne faisant sur chacune d'elles que

une exception considérable a été faite en faveur des pays basques. Le sel, le sucre, le tabac, assujettis, pour le reste du royaume, à des droits très élevés, jouissent ici d'une franchise presque entière. Pas plus que par le passé, le roi d'Espagne ne peut lever ni un homme ni un réal sans le consentement exprès des états, et toute tentative pour établir un système quelconque d'impôts ou de conscription serait très probablement suivie d'une insurrection nouvelle. Lorsqu'ils se battaient pour don Carlos aux cris de *viva el rey neto!* Biscayens, Alavais et Guipuzcoans entendaient parler du roi absolu de Castille, simple suzerain des Euskaldunac; leur vrai cri de guerre, celui qui résumait toutes les affections, était : *Viva los fueros!*

Un peuple dont tout individu doit prendre part à chaque instant aux moindres détails de son administration intérieure possède la véritable vie politique. Quelque grande que soit son activité, il trouvera toujours à l'exercer sans sortir de chez lui et l'exercera sagement. Ce peuple s'occupera beaucoup de ses propres affaires, il songera peu à celles de ses voisins. Prêt à résister à toute agression extérieure, il sera peu enclin

le tiers ou le quart du bénéfice accoutumé. L'industrie manufacturière, trouvant dans la population même des ouvriers nombreux, actifs et intelligens, s'est développée avec une rapidité remarquable, et là encore c'est la France seule, pour ainsi dire, qui a donné l'impulsion et la direction. On en jugera par le tableau suivant, dressé d'après des notes que m'a fournies un des membres les plus distingués de cette colonie française sur la nature et l'origine des principales manufactures établies de 1842 à 1847.

NOM DE LA VILLE.	NATURE DES INDUSTRIES.	ORIGINES DES CAPITAUX.	DIRECTION.	OBSERVATIONS.
Tolosa.	Fabrique de papiers.	Espagnols et français.	Française.	Cette manufacture est très considérable, puisqu'elle peut produire par jour jusqu'à 1,000 kilogr. de papier de toute qualité. Tous les contre-maîtres et principaux ouvriers sont Français.
Id.	Fabrique de draps.	Espagnols et français.	Française.	C'est peut-être un des plus beaux établissemens de ce genre. La laine entre brute dans les usines et en sort convertie en étoffes remarquables par leurs qualités.
Id.	Fonderie de fer.	Français.	Française.	
Irun.	Fabrique de papiers.	Français.	Française.	
Id.	Filature de cotons et de laines.	Français.	Française.	
Id.	Fabrique de bonneterie.	Français et espagnols.	Française.	Il est à remarquer que les Anglais ne sont pour rien dans ce mouvement industriel, et que partout, pour ainsi dire, les ouvriers contre-maîtres, ces véritables initiateurs de l'industrie pratique, sont exclusivement Français.
Hernani.	Fabrique de bougies et d'allumettes chimiques.	Français.	Française.	
Renteria.	Fabrique de fil de lin.	Français.	Française.	
Saint-Sébastien.	Fabrique de papiers peints.	Français.	Française.	
Passages.	Corderie pour les navires.	Espagnols et français.	Française.	

à attaquer les étrangers. Si la constitution et les mœurs consacrent en outre parmi tous ses membres l'égalité réelle résultant d'un pareil état de choses, il en résultera un développement à peu près uniforme. Tel est, en effet, le tableau que nous présente l'ensemble de la race euskarienne. Cette race n'a jamais été ni opprimée ni oppressive. Elle n'a pas été conquise, elle n'a pas fait de conquêtes (1). On ne rencontre pas chez elle le contraste affligeant de l'extrême misère et de la richesse exagérée. Une aisance générale, basée sur la culture du sol, semble avoir de tout temps régné dans ce pays, qui a dû aussi ses prospérités au commerce maritime. Admirablement propre à toute profession qui exige du courage, de l'adresse et de l'agilité, les Basques ont été longtemps les plus hardis marins de l'univers, et soutiennent encore aujourd'hui leur vieille réputation. Au moyen-âge, ils savaient seuls attaquer et vaincre les baleines, très nombreuses alors dans nos mers. Ce fut sans doute en poursuivant ces cétacés qu'ils laissèrent le long de nos côtes des colonies où l'on retrouve encore, au milieu de populations d'origine très différente, l'incontestable empreinte du type euskarien (2). Les Basques poussèrent fort loin leurs expéditions de pêche. Ils fréquentèrent de très bonne heure l'Islande et le Groenland, et, à en croire quelques auteurs, ils auraient découvert le banc de Terre-Neuve et le Canada environ cent ans avant que Christophe Colomb abordât en Amérique.

La race euskarienne est extrêmement remarquable par la beauté de son type, dont les principaux caractères ethnographiques sont un crâne arrondi, un front large et développé, un nez droit, une bouche et un menton très finement dessinés, un visage ovale plus étroit dans le bas, de grands yeux noirs, des cheveux et des sourcils noirs, un teint brun et peu coloré, une taille moyenne, mais parfaitement proportionnée, des pieds et des mains petits et bien modelés. Grace à la rareté des croisemens, ce type s'est conservé, surtout dans les montagnes du Guipuzcoa et de la Biscaye, avec une pureté surprenante. Bien des fois j'ai admiré à Saint-Sébastien des réunions fort nombreuses, où, pour

(1) La domination de quelques chefs basques au-delà de leurs frontières n'a jamais été que passagère; toutes les fois que cette race a cherché à s'étendre, elle a été refoulée.

(2) Les habitans de quelques îles de la Bretagne, ceux de quelques ports de la Normandie, doivent peut-être les caractères qui les distinguent à un mélange de l'élément euskarien avec l'élément celtique. Ce fait me semble probable pour l'île de Bréhat; il me paraît incontestable pour Grandville. Les femmes de ce port de mer rappellent tout-à-fait les Basquaises par l'ensemble de la physionomie, par la beauté et le caractère spécial du visage, et surtout par la forme gracieuse de la ligne qui s'étend de la tête jusqu'au bas des épaules. Ce dernier trait me semble vraiment caractéristique. M. Vivien de Saint-Martin a fait des observations analogues sur la population des pêcheurs de Boulogne; il pense même que l'élément ethnologique à cheveux noirs qui s'est mêlé à l'élément celtique blond sur plusieurs points occidentaux de l'Europe pourrait bien être en entier d'origine euskarienne.

une figure peu agréable, on en comptait vingt ou trente de vraiment magnifiques. Les femmes principalement possèdent à un haut degré les traits caractéristiques de leur race (1). Leur figure à la fois régulière et animée, leurs grands yeux remplis d'expression, leur bouche presque toujours entr'ouverte par un sourire quelque peu moqueur, leurs longs cheveux tombant en tresses jusque sur les jambes ou roulés autour de la tête comme un diadème naturel, frappent tout d'abord l'observateur le moins attentif. Presque toutes ont les épaules et le cou remarquables par la pureté des lignes, et ce trait de beauté, si rare d'ordinaire, donne à la plus humble paysanne quelque chose de gracieux et de noble qu'envierait plus d'une duchesse. Je n'exagère pas, il y a jusque dans les démarches de ces *aguadoras* en haillons, qui portent sur leur tête de lourds seaux d'eau, l'aisance et presque la majesté de la Diane chasseresse. Les hommes ont peut-être moins de distinction que les femmes dans les traits du visage, mais ils ne leur cèdent en rien sous le rapport de l'élégance des formes, de l'harmonie des mouvemens. La ceinture rouge autour des reins, la veste jetée sur l'épaule gauche comme le dolman d'un hussard, le berret légèrement incliné sur l'oreille, le bâton à la main, les Guipuzcoans semblent toujours prêts à bondir, et, quand ils saluent en gardant la tête haute et le regard fier, on sent une vraie courtoisie dans cet acte parfois teinté ailleurs de servilité. En voyant ces populations où chacun sait garder sa dignité personnelle tout en respectant celle d'autrui, je comprenais les vieilles chartes octroyées par les rois d'Espagne. Les Guipuzcoans, les Basques, sont bien une nation de ***nobles***.

Dès les premiers temps de mon séjour à Guettary, j'avais été frappé de ne voir jamais les deux sexes réunis pour se livrer aux jeux du dimanche. Dans les villages où m'ont conduit depuis mes courses géologiques, j'ai eu souvent l'occasion de faire la même remarque. Presque toujours les hommes jouent à la paume ou aux quilles, les femmes dansent entre elles. Il y a là un contraste frappant avec ce qu'on voit chez les populations celtiques ou germaniques. Les Basques montagnards présentent un trait de mœurs plus caractéristique encore. Quand une femme accouche, le mari se met au lit, prend le nouveau-né avec lui et reçoit ainsi les complimens des voisins (2), tandis que la femme se lève et vaque aux soins du ménage. M. Chaho explique cette singu-

(1) C'est là du reste un fait général bien connu de tous les ethnologistes. Les caractères essentiels d'une race se retrouvent presque toujours avec un cachet plus prononcé et surtout avec plus de constance chez la femme que chez l'homme.

(2) Cet usage étrange existe dans quelques peuplades de l'Afrique et chez quelques sauvages de l'Amérique. Il paraît avoir aussi existé chez les *Tibari*, peuples scytiques qui habitaient les bords du Pont-Euxin. On le retrouvait autrefois, d'après Diodore de Sicile, dans l'île de Corse. (Graslin, *de l'Ibérie*.) Y a-t-il là l'indice d'une origine commune perdue dans la nuit des temps?

lière coutume par la légende d'Aïtor. Pendant son exil sur la montagne, ce père des Euskaldunac eut un fils, et la mère, craignant pour les jours de cet enfant, si elle restait seule auprès de lui, le laissa sous la garde de son mari pendant qu'elle allait elle-même chercher la nourriture nécessaire à toute la famille. Depuis lors, les Basques ont conservé cette espèce de cérémonie en souvenir de la rude existence de leurs premiers parens. On comprend que nous ne saurions admettre cette explication d'un usage si contraire à nos mœurs, et nous aimons mieux y voir un reste de cette barbarie qu'on trouve chez tant de peuples sauvages, où l'homme, *le guerrier*, est tout, et la femme rien.

Les caractères moraux et intellectuels de ces populations répondent pleinement à leur extérieur. Une propreté vraiment recherchée et qui frappe surtout chez les Basques français, annonce chez les Euskariens ce respect de soi-même trop souvent oublié par nos paysans et nos ouvriers. Le sentiment de l'indépendance, l'amour de leur pays, sont les deux plus grands mobiles de leur vie. Fiers de leur origine, ils dédaignent tous leurs voisins espagnols ou français; toutefois les Castillans et les Galiciens sont plus particulièrement l'objet de leur mépris. Entreprenans, actifs, ils quittent facilement leur patrie, mais c'est pour y revenir après avoir fait fortune. Capables de se livrer aux travaux les plus soutenus, ils deviennent promptement d'excellens ouvriers, et cette qualité seule, à une époque industrielle comme la nôtre, assure, dans un avenir peut-être prochain, aux provinces basques espagnoles une prépondérance décisive sur les autres populations de cet état. Doués d'un esprit vif et pénétrant, ils sont enclins à la plaisanterie, à la moquerie même. L'instinct de la poésie et de la musique, favorisé par une langue où les mêmes consonnances reviennent à chaque instant, est très développé chez eux. Parfois, dans une fête, les habitans de deux villages se livrent à de véritables joutes poétiques. Pendant des journées entières, les improvisateurs des deux camps opposés se défient et se répondent en vers, tantôt parlés, tantôt chantés sur ces airs nationaux qu'on appelle des *sorsicos*. Le moindre événement devient le thème d'une chanson qui court bientôt le pays, et c'est là une arme redoutable qui sert à faire justice de bien des petits méfaits. Par exemple, tout amant trahi ou trompé chansonne sa maîtresse, et de quelque temps celle-ci ne peut sortir de chez elle sans entendre jusqu'au dernier gamin fredonner ses infidélités. Cette abondance de productions a peut-être son inconvénient. Les nouvelles venues font oublier les anciennes, et, de plusieurs chansons que je me suis fait traduire, une seule m'a présenté des caractères d'antiquité. Il faut aujourd'hui aller jusqu'au centre des montagnes pour trouver quelque vieillard sachant encore ces vieux chants qui datent de Charlemagne et racontent les antiques traditions des Euskaldunac.

III.

Sans cesse entouré de Basques pendant près de huit mois, j'avais peu de peine à recueillir des observations ethnographiques qui s'offraient à moi d'elles-mêmes. Aussi, à Saint-Sébastien comme à Guettary, les rochers et la mer se partageaient mon temps. Spécialement chargé par le Muséum de recueillir les fossiles encore assez peu connus de ces côtes, je recherchais avec ardeur ces débris, véritables documens archéologiques laissés à la science par les créations qui nous précédèrent à la surface du globe. A cet égard, je ne pouvais guère mieux rencontrer, et, dès les premiers jours de mon arrivée, je pus espérer de remplir avec succès la mission qui m'était confiée. En poussant des reconnaissances dans les vallées voisines de Saint-Sébastien, je découvris plusieurs gisemens encore inexplorés. Des végétaux, des animaux rayonnés, des mollusques vinrent s'entasser dans mes caisses, et la baie elle-même me fournit quelques-uns de mes plus curieux échantillons. De ces derniers, il en est un qui mérite une mention spéciale. Sur une pierre récemment détachée des couches calcaires de l'*Antigua*, je trouvai le moule parfait d'un annelé gigantesque, d'un ver qui devait avoir plusieurs pieds de long sur plus d'un pouce de large. Les parois du corps et de l'intestin, les cloisons membraneuses de l'intérieur se distinguaient nettement sur ce fragment de roche qui prenait à mes yeux toute la valeur qu'une médaille inédite et à fleur de coin peut avoir pour un antiquaire. Malheureusement ce magnifique exemplaire était scellé dans la maçonnerie d'un canal public d'assèchement : je ne pouvais faire ici usage de mon marteau sans une autorisation préalable; mais, grace à l'activité de M. Tastu, notre consul, les difficultés furent bientôt levées, et l'ingénieur en chef de la province, M. Peroncelli, vint présider en personne à l'enlèvement de la précieuse pierre. Aujourd'hui elle fait partie des collections du Muséum, et chacun peut y reconnaître non-seulement des caractères extérieurs, mais encore des dispositions anatomiques qui prouvent que, bien des milliers de siècles avant l'apparition de l'homme, le type des annelés comptait sur notre globe des représentans fort semblables à ceux d'aujourd'hui (1).

(1) Les annelés tubicoles à tubes solides, comme les serpules, ont laissé un grand nombre de fossiles; mais il n'en est pas de même des annelés, dont le corps est nu et mou comme celui des annélides errantes, des némertes... On comprend qu'il a fallu des circonstances toutes particulières pour que la vase durcie par l'action des siècles conservât leur moule ou leur empreinte. Aussi les fossiles de cette nature ont-ils un grand intérêt. D'ailleurs aucun de ceux qu'on connaissait ne fournissait, je crois, de renseignemens sur l'organisation anatomique des annelés de ces antiques mers. A cet égard, l'échantillon que j'ai rapporté de Saint Sébastien est peut-être unique. Malheureusement la roche en est fragile et friable, et le voyage a quelque peu altéré des détails qui se voyaient auparavant avec la plus entière netteté.

Mes premières courses zoologiques furent assez peu productives. La mer, comme la terre, a son temps de repos, et, arrivé à Saint-Sébastien aux débuts de l'hiver, je pus craindre un moment de ne pas trouver grand sujet d'études. Les roches feuilletées de l'Antigua, les sables et les vases de l'Urumea me montraient de nombreuses traces du séjour d'animaux marins; mais les tubes, les galeries étaient vides pour la plupart. Leurs habitans avaient émigré vers des régions plus profondes (1). Déjà je tremblais à la pensée de revenir à vide, lorsque, dans un de ces petits golfes que le port des Passages enfonce comme autant de digitations entre les montagnes et les collines, je trouvai des morceaux de bois percés de larges et profondes galeries. Je reconnus l'ouvrage des *tarets;* bientôt je découvris les animaux eux-mêmes, et dès-lors je fus pleinement rassuré sur l'avenir de ma campagne; ce n'était pas trop de deux ou trois mois pour étudier à fond ce singulier et trop célèbre mollusque.

Les tarets sont des *mollusques acéphales;* ils appartiennent à la même classe que l'huître, les moules, etc., et pourtant rien de moins semblable au premier coup d'œil. Qu'on se figure une espèce de ver d'un blanc légèrement grisâtre, ayant parfois jusqu'à un pied de long sur six à huit lignes de diamètre, terminé d'un côté par une sorte de tête arrondie, de l'autre par une sorte de queue bifurquée; tel est l'aspect que présente un taret sorti de son tube et entièrement développé. La tête est formée par deux petites valves assez semblables aux deux moitiés de la coque d'une noisette qu'on aurait profondément échancrées. Elles sont immobiles et ne protégent qu'une faible portion du corps proprement dit. Le foie, les ovaires, sont placés l'un à la suite de l'autre, bien en arrière de ce rudiment de coquille; les branchies sont rejetées tout-à-fait à la partie postérieure du corps. Le *manteau*, formant une sorte de fourreau charnu, enveloppe tous ces viscères et se divise ensuite en deux tubes que l'animal allonge ou raccourcit à volonté. L'un de ces tubes sert à introduire l'eau aérée qui va baigner les branchies et porter jusqu'à la bouche les molécules organiques nécessaires à la nutrition de l'animal; l'autre reporte au dehors cette eau épuisée qui entraîne en passant les résidus de la digestion. Ainsi, dans le taret, les organes, au lieu d'être placés *à côté* les uns des autres, sont disposés les uns *derrière* les autres. Ce fait seul entraîne dans leur forme, dans leurs proportions, dans leurs rapports, des modifica-

(1) Ces migrations des animaux inférieurs sont encore fort peu connues. A diverses reprises, j'ai pu reconnaître qu'elles étaient aussi rapides et aussi générales que celles des animaux plus élevés dans l'échelle des êtres. C'est ainsi qu'à la fin d'octobre, sur les côtes de Normandie, on ne trouve quelquefois pas un seul oursin là où huit jours avant on les rencontrait par milliers. J'ai fait l'année dernière encore une observation toute semblable sur une des plus curieuses annélides de nos côtes. On voit que ces rayonnés, ces annelés, montrent ici autant d'instinct que nos passereaux de montagne, qui, à l'approche de l'hiver, abandonnent les hauteurs pour les plaines et les vallées.

tions profondes. Toutefois cette organisation, fort étrange au premier abord, est au fond celle de tous les acéphales, et l'anatomiste philosophe saura sans peine y retrouver les caractères essentiels du type général.

A voir cette coquille si mince et si fragile, ces tissus demi-transparens, ce corps mou et presque incapable de mouvemens, nul ne soupçonnerait que le taret puisse être à craindre, et pourtant ce mollusque est pour l'homme un ennemi des plus redoutables. Les tarets attaquent tous les bois submergés à peu près comme les larves d'insectes vulgairement appelés *vers* attaquent les bois exposés à l'air libre. Qu'on se figure ce que deviendraient nos arbres, nos meubles, les poutres et les solives de nos toits rongés par des vers d'un pied de long, et l'on comprendra les ravages exercés par ces mineurs obscurs dont rien ne trahit le travail. En quelques mois, en quelques semaines, des planches épaisses, des madriers de chêne ou de sapin parfaitement intacts en apparence sont quelquefois vermoulus de telle sorte qu'ils n'offrent plus aucune résistance, et cèdent au moindre choc. Aussi a-t-on vu des navires s'ouvrir en pleine mer sous les pieds des marins que rien n'avait avertis du danger; aussi dans le commencement du dernier siècle, la moitié de la Hollande faillit-elle périr sous les flots, parce que les pilotis de toutes ses grandes digues s'étaient rompus à la fois, minés par les tarets. Pour prévenir à coup sûr le renouvellement de pareils désastres, on n'a encore trouvé qu'un seul moyen, c'est de revêtir les constructions en bois sous-marines d'une véritable cuirasse de métal. Le doublage en cuivre des vaisseaux a principalement pour but de les protéger contre l'atteinte des tarets (1). Malheureusement ce procédé est inapplicable dans les magasins de bois submergés, et chaque année les chantiers publics ou privés paient à ces mollusques destructeurs un tribut considérable. De nos jours cependant, la science tient à la disposition de l'industrie des ressources inconnues à nos pères, et il est, je crois, très facile de détruire les tarets dans un espace déterminé, par conséquent de mettre les chantiers complétement à l'abri de leurs attaques. Comme presque toutes les applications, celle-ci touche à quelques-uns des points les plus délicats de la zoologie, elle se rattache à l'étude de ces fécondations artificielles dont j'ai déjà parlé dans cette *Revue* (2), et quelques détails deviennent ici nécessaires.

Parvenus à l'état adulte, les tarets vivent seulement dans leurs ga-

(1) D'après quelques expériences faites en Angleterre, les bois qui ont long-temps macéré dans une dissolution de sublimé corrosif ne sont plus perforés par les tarets; mais ce procédé de conservation est beaucoup trop dispendieux pour être appliqué en grand. On pourrait cependant, ce nous semble, employer des planches minces rendues aussi inattaquables pour le doublage au moins des petits caboteurs qui fréquentent les ports infectés par ces mollusques. Il y aurait certainement économie à les substituer au cuivre.

(2) Livraison du 1er janvier 1849, article intitulé *Animaux utiles*, — *le Hareng*.

leries, et celles-ci, tapissées d'une couche calcaire que sécrète l'animal, ne communiquent jamais entre elles. Cette circonstance avait dû faire ranger les tarets parmi les animaux privilégiés qui sont à la fois mâles et femelles. En effet, cette opinion a été généralement admise. Elle n'est pourtant pas fondée. Ici comme dans bien d'autres cas, la nature a résolu le problème à l'inverse de nos prévisions. Malgré leur vie de cénobite, les tarets ont les sexes séparés. A une époque variable, selon les espèces (1), les femelles émettent leurs œufs, et ceux-ci s'arrêtent dans les replis de l'organe respiratoire. C'est dans ce singulier nid que les petits naissent et vivent pendant quelque temps sous une forme bien différente de celle qu'ils auront un jour. Au moment de subir leur dernière métamorphose, ces jeunes tarets quittent la branchie de leur mère, vont se fixer sur le premier morceau de bois venu, commencent leurs galeries, et à partir de ce moment, ils sont à l'abri de toute attaque. Il faut donc les détruire avant cette époque, ou, ce qui est à la fois plus sûr et plus économique, il faut les *empêcher de naître*. Pour atteindre ce but, il suffit de dissoudre dans l'eau que respirent les mères une quantité infiniment petite d'un sel de mercure de plomb ou de cuivre.

En effet, on sait que l'œuf, ou élément *femelle* fourni par la mère, a besoin, pour se développer, d'être *fécondé*, c'est-à-dire d'être *mis en contact* avec un élément particulier venant du *mâle*. Chez tous les animaux étudiés jusqu'à ce jour, cet élément fécondateur, examiné au microscope, s'est montré composé de la même manière. Dans un liquide parfaitement transparent, on voit se mouvoir de petits corps très singuliers, ayant comme une tête plus ou moins arrondie et une longue queue qui leur sert à nager avec beaucoup de rapidité. Soumis à l'action de divers agens, ces corpuscules se conduisent comme les infusoires. On les empoisonne avec les substances vénéneuses : on les foudroie avec l'étincelle électrique. Séduits par ces expériences, les premiers observateurs virent en eux de véritables animaux, et, à raison de leur petitesse, les appelèrent du nom d'*animalcules* associé à un adjectif qui indiquait leur origine (2). Des recherches plus approfondies nous ont donné aujourd'hui des idées plus justes sur leur véritable nature. Ces petits corps sont produits par des organes spéciaux tout comme les simples granulations si abondantes dans les liquides des êtres vivans.

(1) On a cru long-temps, et quelques naturalistes semblent croire encore que nos mers ne possèdent qu'une seule espèce de taret. C'est là une erreur bien évidente. Aux Passages, je trouvai deux espèces parfaitement distinctes. La ponte de l'une était terminée vers la fin d'octobre, et je ne trouvais dans ses branchies que des larves déjà mobiles. L'autre doit pondre au printemps, car pendant tout l'hiver j'ai trouvé des œufs dans les femelles et du liquide fécondateur dans les mâles.

(2) Bien que cette expression d'*animalcules* soit inexacte, nous continuerons à l'employer pour éviter de nous servir d'un mot par trop technique.

Ce sont en quelque sorte des organes, mais des organes chargés de remplir leurs fonctions hors des individus dont ils émanent, et qui reçoivent dans ce but une certaine part de vitalité qui leur permet de vivre et de se mouvoir pendant quelque temps à peu près comme le fait la queue d'un lézard séparée du tronc. Ces corpuscules sont les instrumens immédiats de la fécondation; c'est à eux, et à eux seuls, qu'est confié l'accomplissement de l'acte qui assure la conservation de presque toutes les espèces animales. Arrêter leurs mouvemens par un moyen quelconque, *les tuer*, c'est enlever au liquide qui les renferme toute sa mystérieuse puissance. Or, chez les tarets, les mâles émettent au hasard leur liquide fécondateur; les animalcules disséminés dans la masse d'eau environnante sont entraînés par les courans, et toujours quelques-uns d'entre eux, pénétrant dans les branchies des femelles, y rencontrent les œufs et les vivifient par leur contact. *Tuer* ces animalcules avant qu'ils aient atteint les œufs, c'est empêcher à coup sûr le développement de ceux-ci. Eh bien! par des expériences répétées, je me suis assuré que un vingt millionième de dissolution mercurielle versé dans l'eau où s'agitent par myriades des animalcules de taret suffit pour les rendre tous immobiles en deux heures de temps. Un deux millionième de dissolution produit le même effet en quarante minutes, et cette eau, qui auparavant jouissait à un très haut degré du pouvoir fécondateur, en est ainsi entièrement dépouillée. Sans présenter la même énergie, les sels de cuivre et de plomb ont la même propriété. Pour préserver les bois de nos chantiers marins, il n'y a donc qu'à les placer dans des bassins où l'on jettera de temps en temps quelques poignées de ces diverses substances. Toute fécondation sera ainsi arrêtée, et les œufs périront sans se développer. La suppression des pertes annuelles occasionnées par les tarets couvrira bien vite et au-delà les premiers frais d'installation (2).

Les hermelles de Guettary, les tarets de Saint-Sébastien, se prêtaient admirablement à l'emploi des fécondations artificielles. Pour avoir une couvée de trente à quarante mille œufs, il me suffisait d'ouvrir un mâle et quatre à cinq femelles et de les vider dans un vase plein d'eau de mer. Cet accouchement forcé ne nuisait nullement au succès de l'expérience. En quelques instans, le mystère était accompli, le travail vital commençait, et, au bout de quinze à dix-huit heures, chaque œuf était devenu une *larve* agile qui nageait en tous sens. Armé du microscope, j'ai suivi bien souvent la succession des phéno-

(1) Ces premiers frais, se bornant à l'établissement d'un mur d'enceinte, seraient évidemment peu considérables. On comprend d'ailleurs que je ne puis entrer ici dans les détails pratiques. Si dans l'application en grand tout se passait comme dans mes expériences, une livre de sublimé ou deux livres d'acétate de plomb suffiraient pour détruire tous les animalcules contenus dans 20,000 mètres cubes d'eau; mais il est probable que cette proportion devrait être augmentée.

mènes qui amenaient ce merveilleux résultat, et, tandis que mon œil épiait les moindres modifications appréciables, tandis que ma main ébauchait ou terminait les dessins destinés à les reproduire, je sentais se presser dans mon esprit toutes les grandes questions de philosophie naturelle que soulève l'embryogénie. Tracer ici le tableau complet des problèmes posés ou résolus par cette étude serait et trop difficile et trop long. Arrêtons-nous à ceux qui surgissent tout d'abord devant les premiers rudimens d'une organisation qui commence. Demandons-nous d'où vient le germe du nouvel être, quelle loi générale préside à son développement, quel est le rôle probable des deux élémens qui, presque toujours, interviennent pour assurer la perpétuité des espèces, et gardons-nous bien dans cette recherche de séparer les plantes des animaux; car, dans les deux règnes, la matière brute, mise en œuvre par la vie, s'élève jusqu'à l'organisation sous l'empire des mêmes lois.

Tout être vivant vient d'un œuf, — *omne vivum ex ovo*, — a dit je ne sais lequel de nos prédécesseurs. S'il fallait entendre par ce mot quelque chose de toujours identique et plus ou moins semblable à l'œuf de poule, la fausseté de cet aphorisme serait évidente. Le végétal se multiplie par graines, par bourgeons, par bulbilles, par boutures...; les animaux nous présentent des faits tout pareils. Prenez une de ces hydres d'eau douce si communes dans nos étangs, coupez-la par morceaux, et, au bout de quelques jours, chaque fragment sera redevenu une hydre complète. Observez-la dans un vase où vous aurez jeté pour la nourrir des larves d'insecte ou des naïs, et vous la verrez tantôt pondre des œufs recouverts d'une coque solide, tantôt pousser des boutons qui grandissent, s'organisent de plus en plus et deviennent bientôt une petite hydre pourvue de tous ses organes. D'abord adhérente à la mère et en communication directe avec elle, cette nouvelle venue vit tout-à-fait en parasite; elle est comme un rameau trop jeune qui tire toute sa nourriture du tronc. Au bout de quelques jours, quand la bouche est ouverte, quand les bras se sont allongés, la petite hydre fait la chasse de son côté et contribue à l'entretien général : c'est le rameau dont les feuilles plus développées puisent dans l'atmosphère leur part de principes nutritifs. Celui-ci, il est vrai, ne quitte jamais la tige qui lui donne naissance; l'hydre, au contraire, devenue assez forte, se sépare du corps qui l'a nourrie, et mène à son tour une vie entièrement indépendante.

Entre la graine proprement dite qui reproduit le végétal et le bourgeon qui se développe en rameau, on trouve chez certaines plantes une espèce d'intermédiaire : c'est le *bulbille*. Celui-ci ressemble au bourgeon ordinaire par sa composition; mais, comme la graine, il peut se détacher du végétal, se développer isolément et donner naissance à un nouvel individu. Eh bien! les animaux nous montrent de même des corps reproducteurs qui tiennent à la fois du bouton par

leur structure, de l'œuf par leurs fonctions. Examinez avec moi ces *synhydres*, espèce de polypes que j'ai trouvée le long de nos côtes de la Manche. Sur quelque vieille coquille abandonnée, vous voyez s'étendre une couche assez mince de substance charnue, hérissée de petits mamelons et soutenue par un lascis de matière cornée : c'est le *polypier*, véritable corps commun auquel tient toute la colonie. Les animaux, fort semblables aux hydres d'eau douce, ont un corps allongé, terminé par une bouche qu'entourent six ou huit tentacules mobiles, remplissant les fonctions de bras et de mains. Des canaux étroits, formant un réseau, vont d'un individu à l'autre, et mettent en communication toutes les cavités digestives, de telle sorte que la nourriture prise par chaque polype profite directement à la communauté entière. Cet étrange animal se multiplie de trois manières différentes. Du polypier charnu, dont nous avons parlé, s'élèvent des *bourgeons* qui croissent et s'organisent à la façon de ceux de l'hydre, mais sans abandonner jamais le lieu de leur naissance; dans l'épaisseur du même polypier se développent des *œufs* proprement dits; enfin, un certain nombre d'individus sont chargés d'engendrer de véritables *bulbilles*, et, comme si c'était assez pour eux que de remplir cette fonction, ils n'ont ni bras ni bouche, et sont nourris par leurs voisins. Les bourgeons ovoïdes qui naissent sur leur corps se détachent à certaines époques et sont entraînés par les courans. Beaucoup périssent sans doute, mais ceux qui rencontrent un lieu favorable se fixent, s'allongent, et, en quelques jours, donnent naissance à un polype, qui, d'abord isolé, devient à son tour la souche d'une nouvelle colonie.

On le voit, entre la graine et le bourgeon végétal, entre l'œuf et le bourgeon animal, la différence n'est pas aussi profonde qu'on pourrait le croire d'abord. Dans les deux règnes, le bulbille sert d'intermédiaire. Pour désigner ces divers corps reproducteurs, employons donc un terme plus général, et nous pourrons les définir d'une manière plus précise. Le bourgeon est un *germe* qui, pour se développer, a besoin d'adhérer au parent, lequel ne mérite ici, en réalité, ni le nom de mâle ni celui de femelle; le bulbille est un *germe* qui se détache du parent et se développe sans fécondation; l'œuf est un *germe* qui, pour se développer, exige le concours des deux sexes et se détache du parent (1). Tout être vivant provient d'un germe existant avant lui : telle est la véritable traduction qu'il faut donner de la phrase latine citée plus haut.

Rappeler ici tout ce qui a été dit sur l'origine, la nature, le mode de développement de ces germes, serait chose impossible. L'absurde

(1) On sait aujourd'hui que les animaux *vivipares* proviennent d'un œuf aussi bien que les animaux *ovipares*. La seule différence existant entre ces deux modes de développement consiste en ce que, dans le premier cas, l'œuf détaché de l'ovaire se développe dans l'intérieur de la mère. L'homme lui-même n'échappe pas à cette loi.

et l'incompréhensible se rencontrent à chaque instant dans la plupart de ces rêveries, dont le plus petit nombre méritent à peine le nom d'hypothèse ou de système. Pour donner une idée générale des conceptions de l'esprit humain sur ce point, nous ramènerons à trois doctrines fondamentales ce qu'ont écrit les hommes les plus justement célèbres, ceux qui ont au moins cherché à mettre d'accord leurs théories et la science du temps. Nous distinguerons la doctrine de l'*évolution*, celle de l'*accolement*, celle de l'*épigénèse*.

D'après le système de l'évolution, les germes sont aussi anciens que le monde lui-même; en d'autres termes, Dieu, en formant l'univers, a créé à la fois tous les êtres organisés qui devaient le peupler jusqu'à la fin des temps. Chacun de ces germes est en raccourci, soit une plante complète avec ses racines, son tronc, ses branches, ses feuilles, soit un animal parfait, auquel il ne manque rien, pas même un poil ou une plume. Placée dans des conditions favorables, cette espèce de *miniature animée* grandit, il est vrai; jamais elle n'ajoute la moindre partie nouvelle à celles qu'elle possède depuis la création du monde. Jusque-là les évolutionistes sont à peu près unanimes, mais l'accord disparaît quand il s'agit d'expliquer la répartition actuelle de ces germes. Les uns, comme Bonnet, le célèbre naturaliste genevois, veulent que les germes infiniment petits et indestructibles de leur nature soient répandus partout. Ils les voient circuler dans la séve des arbres, dans le sang des animaux, prêts à se développer en tout ou en partie, soit pour donner naissance à un embryon, soit pour reproduire quelque organe perdu par l'être vivant qui les renferme. Le jeune oiseau, le petit mammifère, sont des germes qui subissent une évolution complète; la patte d'écrevisse qui repousse après avoir été arrachée, la tête ou la queue d'un lombric qui se reproduisent après avoir été tranchées, sont la patte, la tête, la queue d'autant de germes qui profitent de l'occasion pour développer une portion de leur être, tandis que le reste demeure à l'état rudimentaire. D'autres évolutionistes, et parmi eux nous plaçons avec regret le grand Haller et Cuvier lui-même, admettent que les germes ne se trouvent que dans certains organes. Or, comme un germe ne peut renfermer ses descendans que dans l'organe où il était lui-même contenu par ses ascendans, il résulte de cette première donnée que les germes de toutes les générations passées, présentes et futures ont été et sont encore contenus les uns dans les autres par *emboîtement*. Dans cette hypothèse, un animal est une espèce de boîte d'escamoteur, et, quand un individu nouveau vient à naître, c'est tout simplement qu'un des doubles fonds de la boîte a été enlevé. Pour réfuter de semblables idées, il suffit aujourd'hui de les énoncer.

La doctrine de Buffon, celle que nous appellerons doctrine de l'accolement, n'est guère plus rationnelle. D'après cet illustre naturaliste,

il existe dans la nature une *matière primitive* commune aux animaux et aux végétaux. Cette matière est composée de *particules organiques* vivantes, incorruptibles et toujours actives. Ces particules universellement répandues servent à la nutrition et à l'accroissement; le surplus de ce qui est nécessaire pour atteindre ce résultat est envoyé de toutes les parties du corps dans certains organes spécialement destinés à servir de magasin. Quand ces molécules sont déposées dans un lieu convenable, il se fait une sorte de triage. Toutes celles qui viennent, soit du pied, soit de la main, s'attirent réciproquement et s'agrégent en conservant l'ordre qu'elles occupaient auparavant. Par conséquent, elles reproduisent en petit le *moule intérieur* dont elles faisaient partie. On voit que dans cette hypothèse le nouvel être ne peut se former qu'à l'aide de matériaux fournis immédiatement par chacun des organes du parent, et que par conséquent un père et une mère manchots ne pourraient pas avoir d'enfans possédant leurs deux bras. Cette objection que le bon sens indique n'a pas empêché les idées de Buffon d'être adoptées ou reproduites de nos jours encore avec quelques modifications par des hommes éminens. Oken, entre autres, le patriarche des *philosophes de la nature*, admet un *mucilage primitif* (1) fort semblable à la matière primitive du naturaliste français, et assigne aux infusoires un rôle à peu près identique à celui des molécules organiques. Pour lui, tous les êtres vivans ne sont que des agrégats de monades enchaînées les unes aux autres par un architype qui donne ou imprime la forme, et si celles-ci semblent naître dans les infusions animales ou végétales, c'est qu'elles sont remises en liberté.

Dans la doctrine de l'épigénèse, presque universellement admise aujourd'hui, les premiers rudimens de l'être vivant se forment de toutes pièces, et l'organisme se complète par des additions successives. Hippocrate, ce génie si juste et si droit, a déjà résumé clairement cet ensemble d'idées, lorsque, parlant de la formation de l'homme, il compare le fœtus à un arbre, et les membres ou les viscères à des branches, à des rameaux qui viennent successivement s'ajouter à la tige. Dans cette doctrine, chaque *naissance* est en quelque sorte une *création*, chaque individu nouveau est vraiment un *produit* de l'individu qui l'engendre. Mais lequel des deux du père ou de la mère est le véritable *parent*? Le vulgaire a-t-il raison de croire que le poulet a son origine dans le sein de la poule, la datte dans la fleur du dattier femelle (2)? Bon nombre de naturalistes, égarés par l'esprit de système ou par des observations imparfaites, ont répondu : Non. A les en croire, le mâle est seul chargé de la préparation du germe. Le futur embryon,

(1) Traduction littérale du mot *Urschleim*.

(2) Rappelons ici que, chez les dattiers comme chez bien d'autres plantes, les sexes sont séparés, et que pour féconder les individus femelles on secoue sur leurs fleurs des bouquets de fleurs mâles.

c'est un animalcule ou un grain de pollen qui pénètre dans l'ovule, soit animal, soit végétal, et qui se développe dans cette espèce de *nid*. Pour eux, la femelle est entièrement passive, et n'est pour ainsi dire qu'une espèce de *serre chaude* ou une *machine à couver* plus parfaite, il est vrai, que le four des Égyptiens ou nos couveuses de fer-blanc (1).

Des observations plus précises, des méthodes plus sévères, ont fait justice de ces dernières erreurs. Après avoir trop long-temps cherché à suppléer par l'imagination à ce que leur refusait la science, après avoir voulu expliquer ce qu'on n'explique pas, les embryogénistes en reviennent, de nos jours, à l'expérience seule. Eh bien! celle-ci nous apprend que dans les deux règnes l'épigénèse, ou *formation successive*, est la grande loi qui préside non-seulement au *développement*, mais encore à l'*organisation* même des germes. Bourgeons, bulbilles, œufs ou graines, tous ces corps reproducteurs naissent d'un individu déjà existant, qui les fabrique de sa propre substance, sous l'influence de la vie et par suite de phénomènes de nutrition et de sécrétion semblables à ceux d'où résultent tous les autres produits de l'organisme. D'abord imparfaits, ces germes se complètent *successivement*, et ne deviennent aptes à remplir leurs importantes fonctions qu'après être parvenus à *maturité*. Les uns, comme nous l'avons dit plus haut, possèdent en eux-mêmes toute l'activité vitale nécessaire à leur développement: il n'y a alors, à proprement parler, ni père ni mère; d'autres, au contraire, ont besoin de l'intervention d'un agent spécial, et alors seulement apparaît la distinction des sexes qui, tous deux, concourent *activement* à la reproduction de leur espèce. Dans la plante comme dans l'animal, la femelle *sécrète* un germe qui devra être fécondé; le mâle *produit* un liquide fécondateur. Du contact de ces deux élémens résulte l'apparition d'un nouvel être. Quel est donc le rôle qui revient à chacun d'eux dans l'accomplissement de cet acte?

Animal ou végétal, le bourgeon est *vivant*, puisqu'il n'est qu'une partie de la mère. Animal ou végétal, le bulbille est *vivant*, puisque, séparé de la mère, il croît et se développe. La graine, l'œuf fécondé, sont également *vivans*, quoique l'un et l'autre puissent présenter, pendant un laps de temps plus ou moins considérable, les apparences d'une matière inerte. L'œuf que vous conservez pour les besoins du ménage est-il *mort*? Non; car, placé sous la poule couveuse, il donnera naissance à un poulet. Les céréales trouvées dans les tombeaux de Thèbes par les savans de l'expédition d'Égypte étaient-elles *mortes*? Non; car, jetées en terre, elles ont germé et reproduit leurs parens disparus depuis trente ou quarante siècles. Dans les deux cas, la vie était *à l'état latent* : elle attendait, pour se manifester, un concours de circon-

(1) On sait que les œufs d'oiseaux peuvent être couvés artificiellement, et que les Égyptiens employaient des fours construits d'une manière particulière pour faire éclore à la fois un grand nombre de poulets.

stances favorables. Comme celle des individus adultes, *la vie des germes* a ses bornes, qui varient selon les espèces. Trop long-temps conservé, l'œuf entre en décomposition, et certaines semences perdent assez promptement la faculté de germer. Mais cette vie de l'élément femelle lui appartient-elle en propre? L'œuf *non fécondé* est-il déjà organisé et vivant, ou bien l'élément mâle a-t-il agi comme le flambeau de Prométhée? a-t-il vraiment *vivifié* une matière jusque-là inerte? Ce qui se passe chez les hermelles nous permet de résoudre cette curieuse question au moins pour les animaux.

Au sortir du corps de la mère, l'œuf de ces annélides se compose, comme tout œuf complet, de quatre parties distinctes, savoir : d'un jaune ou *vitellus*, d'une *vésicule germinative* ou *vésicule de Purkinje*, placée dans l'intérieur du jaune; d'une *tache germinative* ou *tache de Wagner* renfermée dans la vésicule; enfin d'une membrane très fine qui enveloppe le tout (1). La tache et la vésicule sont deux petits globules transparens. Le jaune est formé de granulations opaques très fines réunies par une *gangue* parfaitement diaphane. Plongez un de ces œufs dans l'eau de mer où nagent quelques animalcules fécondateurs, et, après quelques instans d'immersion, vous le verrez devenir le siége d'un travail que l'on suit aisément au microscope. Une force mystérieuse semble pétrir en tous sens ses élémens pour les mélanger l'un à l'autre. Le jaune éprouve des mouvemens alternatifs de contraction et d'expansion; la tache, la vésicule, disparaissent successivement; un globule transparent s'échappe du milieu du vitellus, et alors commence le singulier phénomène découvert par MM. Prévost et Dumas (2). Un sillon circulaire se creuse autour du vitellus, qui se partage spontanément, d'abord en deux, puis en quatre, et va se subdivisant ainsi successivement jusqu'à n'être plus composé que de très petits globules. A mesure que ce fractionnement avance, les granulations opaques du vitellus diminuent, puis disparaissent. La masse entière prend l'aspect des jeunes tissus. A cette époque, on ne tarde pas à voir s'élever quelques petits filamens, d'abord immobiles, qui bientôt s'agitent et frappent le liquide à coups saccadés. Ces filamens se multiplient de plus en plus. Alors la jeune hermelle, après s'être balancée quelque temps comme pour essayer ses organes naissans, quitte tout à coup le plan solide qui la portait et s'élance dans le liquide sous la forme d'une petite larve irrégulièrement sphérique, entièrement hérissée de cils vibratiles.

Tels sont en résumé les phénomènes que présente l'œuf fécondé des

(1) On sait que dans les œufs d'oiseau, par exemple, le *blanc* ou *albumen* et la *coque* ne sont que des parties accessoires.

(2) Le fractionnement du vitellus découvert par ces physiologistes dans l'œuf des grenouilles a été depuis retrouvé chez tous les animaux qu'on a étudiés dans des conditions favorables.

hermelles. En douze, quinze heures au plus, cet *œuf* est transformé en un *animal* qui nage, s'arrête et se dirige en donnant des signes évidens de spontanéité. Le même œuf, abandonné dans le liquide et sans contact avec l'élément fécondateur, se décompose au bout d'environ quarante à cinquante heures; mais qu'on ne croie pas qu'il reste inactif pour cela. Le travail caractéristique des premières phases du développement se manifeste chez lui aussi bien que dans l'œuf fécondé. Le jaune se dilate et se contracte; la tache, la vésicule, disparaissent; le vitellus se fractionne et s'éclaircit. Pendant les premières heures, il est presque impossible de distinguer l'un de l'autre un œuf fécondé et celui qui ne l'est pas. Chez ce dernier cependant, les mouvemens sont de plus en plus rapides, de moins en moins réguliers, et, au lieu d'aboutir à *l'organisation d'un nouvel être,* ils ont pour résultat la *destruction du germe;* mais prenez quelques-uns de ces œufs déjà avancés et qu'on croirait prêts à se dissoudre, mettez-les en contact avec des animalcules fécondans; bientôt les mouvemens se ralentiront, se régulariseront, et des œufs de trente-neuf heures vous donneront parfois de nombreux essaims de larves. Ces faits, que j'ai bien des fois vérifiés, me paraissent aussi décisifs que possible. Ils nous apprennent que les mouvemens dont l'œuf devient le siége immédiatement après la ponte sont entièrement indépendans de la fécondation. La disparition de la tache et de la vésicule germinatrice, les oscillations du jaune et son fractionnement sont, dans *l'élément femelle* isolé, autant de signes d'une *activité propre,* d'une *vie* qui lui appartient. Quand ces mouvemens s'arrêtent, quand l'œuf se décompose, c'est qu'il vient de *mourir.*

Ainsi les *animalcules* fécondateurs, en s'isolant du *père,* emportent avec eux une certaine somme de vitalité. De même, en se séparant de la *mère,* les *œufs* possèdent une *vie* propre et *individuelle.* Chez les œufs, *même non fécondés,* cette vie se manifeste par des mouvemens *spontanés et caractéristiques,* tout comme on l'observe chez les animalcules. Chez ces derniers, la vie s'épuise constamment au bout d'un temps assez court; il en est exactement de même pour les œufs *non fécondés.* Dans les *œufs fécondés,* au contraire, les mouvemens vitaux se prolongent et aboutissent à l'organisation complète d'un être vivant. Le contact des animalcules a donc pour but non pas de *donner* ou de *réveiller* une vie qui existe déjà dans l'œuf et qui se manifeste par des phénomènes appréciables, mais bien de *régulariser l'exercice de cette force et d'en assurer ainsi la durée* (1).

(1) Plusieurs naturalistes avaient entrevu les mouvemens que présentent les œufs non fécondés; mais, préoccupés de l'idée que l'élément mâle était nécessaire pour *vivifier* le germe, ils avaient regardé ces mouvemens comme dus à un commencement de putréfaction. C'est surtout à cette croyance que répond l'expérience que nous avons citée plus haut. Il est évident que des œufs déjà atteints jusque dans leur composition *chimique*

Sous l'influence de la fécondation, l'œuf de la hermelle, celui du taret, se changent en animal, et cela de *toutes pièces*. Leur masse entière se transforme en tissu; leur membrane extérieure devient la peau du nouvel être. Certes, il y a là *métamorphose* dans le sens le plus rigoureux de ce mot, et comme des phénomènes plus ou moins semblables à ceux dont nous venons d'esquisser le tableau se passent chez toutes les espèces ovipares et vivipares, comme les bourgeons et les bulbilles nous présenteraient des faits analogues, il en résulte que cette expression proscrite par les évolutionistes devrait au contraire être généralisée et appliquée au développement de tous les êtres vivans. L'embryogénie pourrait, à proprement parler, être définie *la science des métamorphoses*. Ce dernier mot prendrait ici un sens général et désignerait la succession des faits épigénétiques qui font du germe un végétal ou un animal parfait. Toutefois on ne l'a guère appliqué jusqu'ici qu'à des modifications très apparentes subies par certains animaux après leur sortie de l'œuf, et nous nous conformerons à l'usage. Même dans cette acception restreinte, les métamorphoses sont un fait beaucoup plus commun qu'on ne l'avait cru. Long-temps on les a regardées comme caractérisant pour ainsi dire la classe des insectes et le groupe des reptiles batraciens (1). Aujourd'hui, on les retrouve chez un grand nombre d'annelés, chez la plupart des mollusques; on les découvrira peut-être chez tous les rayonnés, et, à mesure que ce phénomène remarquable apparaît dans des types plus nombreux et plus variés, il se montre de plus en plus sous des jours tout nouveaux. Par exemple, on croyait que les métamorphoses avaient toujours pour but d'élever l'organisme à un état plus parfait. Il en est ainsi pour le têtard devenu grenouille, pour la chenille changée en papillon; mais souvent le résultat est précisément inverse. Par le fait même de la métamorphose, l'organisme se dégrade, et *l'animal adulte* n'a plus que des facultés inférieures à sa *larve*. Ici le *papillon* semble devenir *chrysalide* (2).

Voyons ce qui se passe chez le taret. La larve, d'abord à peu près sphérique et entièrement couverte de cils vibratiles, ressemble à un très petit hérisson dont chaque épine serait un organe de natation. Elle nage en tous sens avec une agilité extrême, et ce premier état dure environ un jour et demi. Vers cette époque, la peau extérieure

n'auraient pu se réorganiser pour donner naissance à des larves. Au reste, depuis que j'ai fait connaître ces recherches, les résultats en ont été confirmés par divers observateurs.

(1) Grenouilles, salamandres... Ces animaux sont les seuls appartenant au type des vertébrés qui présentent de véritables métamorphoses.

(2) M. Edwards a proposé de désigner par l'expression de *types récurrens* ces animaux, chez lesquels les progrès mêmes du développement ont pour résultat l'abaissement organique de l'individu.

se fend, s'encroûte de sels calcaires, et devient une coquille d'abord ovale, puis triangulaire, et enfin à peu près sphérique. Pendant la formation de la coquille, les cils vibratiles ont disparu; mais le petit animal n'est pas pour cela condamné à l'inaction. A mesure que les cils extérieurs diminuent, on voit apparaître et se développer un bourrelet également cilié qui s'élargit et s'étend de manière à figurer une grande collerette garnie de franges. Ce nouvel organe de locomotion peut se cacher en entier dans la coquille ou bien se déployer au dehors, et agir alors à peu près comme une roue de bateau à vapeur. Grace à cet appareil, la jeune larve continue à nager avec autant de facilité que dans son premier âge; mais elle a acquis, en outre, un organe qui lui sert à marcher sur un plan résistant, à s'élever, par exemple, le long des parois d'un vase de verre. C'est une sorte de pied charnu assez semblable à une longue langue très mobile qui s'allonge et se raccourcit à volonté. La larve du taret possède, en outre, des organes auditifs pareils à ceux de plusieurs autres mollusques, et des yeux analogues à ceux de certaines annélides. Pendant cette période de son existence, notre mollusque jouit donc à un haut degré des facultés caractéristiques de *l'être animal;* il se meut, et il est en relation avec le monde extérieur par des appareils spéciaux. Eh bien! vienne une dernière métamorphose, ce même taret va perdre ses organes de mouvemens et de sensations, et devenir une espèce de masse inerte où la vie végétative remplace presque entièrement la spontanéité active de l'animal.

Si je ne suis pas resté trop au-dessous de ma tâche, le lecteur, même le plus étranger aux sciences zoologiques, doit comprendre à présent l'attrait qui s'attache à ces recherches d'embryogénie. La naissance et le développement d'un germe, les métamorphoses de l'être qui lui doit l'existence, sont un des spectacles les plus propres à captiver quiconque sait penser et sentir. A eux seuls, les faits bruts ont souvent un intérêt immense par les questions qu'ils soulèvent ou qu'ils résolvent; mais, au-delà des modifications de la forme, des transformations de la matière, il est impossible de ne pas reconnaître quelque chose de supérieur. Partout, dans ces phénomènes, la *vie* apparaît comme une force distincte agissant dans un but spécial que ne sauraient atteindre les autres agens, faisant naître les germes, les façonnant chacun selon son espèce, et, toujours une dans son essence, mais infinie dans ses manifestations, jetant sur la matière *inorganique et morte* le riche manteau de la création *organisée.* Cette force, nous la reconnaissons à ses effets; nous ne saurons sans doute jamais sa nature. Là est certainement le plus profond des mystères de ce monde; au-delà de cette cause première il n'y a plus que *la cause des causes,* il n'y a plus que Dieu.

A. DE QUATREFAGES.

LA RUSSIE

ET

LA CRISE EUROPÉENNE.

1. *Les Slaves*, par Adam Mickiewicz, 5 vol. in-8o, Paris. — II. *Le Panslavisme*, par le comte Adam Gurowski, 1 vol. in-8o, Florence. — III. *La Russie en presence de la crise européenne*, par M. Tourgueneff, in-8o, Paris. — IV. *Paroles d'un Prêtre ruthénien aux Slaves sur le slavisme*, in-8o, Paris. — V. *L'Europe révolutionnaire*, par Ivan Golowine, 1 vol. in-8o, Paris. — VI. *Études sur la Situation intérieure, la Vie nationale et les Institutions morales de la Russie*, par le baron Auguste de Haxthausen, 2 vol. in-8o, Hanovre. — VII. *Le Protectorat du Czar*, par J. R., in-8o, Paris.

Si l'on voulait approfondir l'esprit et les institutions de la Russie, ce ne pourrait être l'œuvre d'un jour. Ce pays, on peut le dire, est un monde inconnu, d'un accès difficile; une haute barrière nous en sépare. Je parle moins des lois sévères qui en gardent l'entrée, et de la surveillance dont l'observateur y est trop souvent entouré, que de l'originalité des mœurs et des idées, de la singularité des principes qui distinguent la vie sociale et politique des Russes de celle des peuples occidentaux. Aujourd'hui cependant il ne nous est plus permis de négliger l'étude de cette civilisation, de cette politique russes, restées long-temps, pour nous, à l'état de problèmes. Le gouvernement russe est entré dans des rapports nouveaux avec l'Europe, et il convient de rechercher, d'une part, quelle idée nous devons avoir de sa force; de l'autre, ce que l'Europe peut en espérer ou en redouter.

Si l'attitude du cabinet russe inspire à quelques esprits une confiance excessive, elle excite, en revanche, bien des craintes légitimes ou déplacées. Que la Russie joue aujourd'hui en Europe un rôle très influent, qu'elle y exerce une grande autorité morale, certes on ne peut le contester. Sans doute, son état de civilisation ne semble point répondre à toutes ses ambitions politiques, et cependant, au milieu des calamités dont l'Occident est frappé, la Russie ne semble-t-elle pas contempler avec la sérénité du sage les agitations stériles de nos sociétés vieillies? Bien mieux; elle fait avec aisance la critique de nos libertés sans règle, de notre philosophie sans issue. Il n'est pas jusqu'à nos églises dont elle ne signale la décadence et ne prétende redresser l'esprit. Écoutez quelques-uns de ses écrivains; elle se prépare, avec ses populations jeunes et religieuses, à succéder au vieux monde, épuisé de sentimens et d'idées. Qu'est-ce à dire, sinon que la Russie prétend au rôle de puissance conservatrice, et se vante d'être plus apte à le remplir qu'aucun autre état en Europe?

Sans nul doute, s'il était en ce moment un pays qui eût conservé le vrai dépôt des grandes notions politiques, sociales et religieuses: s'il existait une nation assez sainement organisée pour être heureuse et libre sous un pouvoir fort et respecté; si, à défaut d'un modèle de sagesse dans ses lois civiles et dans les principes fondamentaux de son gouvernement, elle pouvait du moins présenter aux cabinets conservateurs la garantie d'un concours diplomatique à la fois sincère et désintéressé, ce serait, pour les amis de l'ordre, aux prises avec des difficultés sans cesse renaissantes, une consolation et une garantie qu'ils ne devraient point dédaigner.

Il est certain que la société et le pouvoir sont fondés en Russie sur des bases imposantes, que la hiérarchie y est fortement assise, et que dans aucun temps, sous aucun climat, l'autorité souveraine ne fut plus profondément respectée. Cependant cette puissante autorité, de qui tout dépend, n'est point restée à l'abri des atteintes de l'esprit du jour. Pourquoi? — Parce qu'elle a peut-être, si l'on ose le dire, manqué de mesure; parce que, dans l'effort constant auquel elle est condamnée pour se maintenir à cause de son étendue même, elle s'est laissé entraîner plus loin qu'elle ne le voulait sans doute; parce qu'enfin, en s'efforçant d'asseoir son avenir sur la double condition de la souveraineté et de l'unité absolues au dedans, de la conquête au dehors, elle a éveillé au sein de l'empire et dans les états voisins un sentiment du droit qui, s'envenimant sous la compression, est capable de lui créer un jour de grandes difficultés. L'esprit révolutionnaire peut surgir de deux sources: d'une extension excessive du pouvoir absolu tout aussi bien que de l'abus de la liberté. Si la France et l'Allemagne démocratiques ont donné le jour aux empiriques qui prétendent reconstruire les so-

cités sur le modèle de leurs rêves, la Russie absolutiste et conquérante a enfanté le mystique humanitaire, le messianiste qui nous apporte à la place de l'Évangile une nouvelle édition de l'Apocalypse, et l'émigré polonais qui est naturellement et par la force des choses un soldat préparé pour toute insurrection. Si la Russie continuait de peser sur les peuples de l'Europe orientale, nous verrions bientôt avec l'émigré magyar des émigrés moldo-valaques, serbes ou bulgares, et toutes ces nationalités en conspiration permanente contre la conquête seraient amenées promptement à faire cause commune avec les plus détestables partisans de l'esprit révolutionnaire. Voilà le danger que la Russie doit éviter avant tout, si elle ambitionne de représenter essentiellement en Europe le principe de conservation.

Bien des esprits sérieux seraient peut-être tentés de supposer que le gouvernement russe refusera de sortir de ses voies ordinaires pour se placer dans ces conditions de modération. Je suis, pour mon compte, très loin de penser qu'il soit réconcilié avec les idées constitutionnelles, ou qu'il songe aucunement à leur donner chez lui droit d'asile; on ne renonce point spontanément à la souveraineté absolue, au pouvoir sans contrôle. Je suis tout aussi éloigné de croire que ce gouvernement veuille laisser de côté les grandes ambitions diplomatiques que ses chefs se lèguent par héritage depuis Pierre-le-Grand. Néanmoins j'ai la conviction que les événemens accomplis depuis février en Europe ont été pour la Russie des leçons qu'elle médite aujourd'hui. Elle a évidemment compris qu'une politique trop tendue et trop ambitieuse, en précipitant la décomposition d'une partie de l'Europe, aurait un contre-coup funeste dans son propre sein. Elle a compris qu'en provoquant la guerre sur tel ou tel point de l'Orient et de l'Occident, elle pourrait momentanément s'agrandir, mais non sans créer aux autres états des difficultés qui, mettant partout la société en question, réagiraient bientôt sur elle-même, et finiraient peut-être par l'emporter avec toute la civilisation dans un abîme commun. Aussi la diplomatie russe semble-t-elle entrer dans une voie nouvelle en cherchant aujourd'hui sa force non dans des accroissemens de territoire ni dans des abus trop sensibles de son influence, mais dans une politique qui s'efforce de paraître modérée et conciliante. C'est en ce sens que la Russie peut être conservatrice, et si elle adopte cet esprit de transaction, de bonne entente avec les cabinets de l'Occident, elle facilitera honorablement leur tâche.

Je voudrais montrer que la politique agressive de la Russie a sa principale origine dans le caractère spécial de l'autorité suprême, du czarisme; que le czarisme lui-même a une double base, ou, si l'on veut, un double instrument : le pouvoir religieux, et ce patriotisme d'un genre particulier que l'on appelle panslavisme. Lorsque cette affir-

mation aura reçu sa preuve et que l'on aura vu quelle force singulière le czarisme tire de ses attributs religieux et de cette idée de race, en soulevant le voile, on remarquera que, du sein ou à côté de cette église et de ce panslavisme officiels, surgissent dès à présent des idées religieuses et politiques qui font un contraste bien tranché avec celles du czarisme. Il sera facile de reconnaître que ce contraste est la conséquence naturelle de l'exagération du principe de la souveraineté absolue et de la conquête. Si donc le gouvernement russe veut se mettre en mesure de coopérer avec les autres cabinets au salut des sociétés modernes, il faut qu'à l'exemple de l'aristocratie anglaise et de tous les pouvoirs sagement inspirés, il tienne compte de cet esprit qui lui échappe, ou même qui le combat ouvertement. A cette condition d'une politique moins exclusive au dedans et moins conquérante au dehors, il peut aspirer sérieusement et avec succès à ce rôle conservateur qu'il semble ambitionner.

I.

Le gouvernement du czar est revêtu de l'autorité la plus absolue; pour se maintenir dans sa plénitude, cette autorité a besoin de s'affirmer constamment, — en un mot, d'exercer sans relâche sur la nation un prestige plus fort que le sentiment de ses droits. Si l'on s'en rapporte à un écrivain qui a pénétré fort avant dans le caractère des Russes, qui ne leur est point hostile, M. Mickiewicz, ce peuple est éminemment spiritualiste; le gouvernement ne le domine et ne le conduit qu'à l'aide d'une puissante influence morale. Cette influence, au premier regard, c'est la crainte, mais la crainte fortifiée par l'enthousiasme, sans lequel elle ne serait que corruption et impuissance. « La discipline russe frappait l'ame et partait d'un principe de terrorisme spirituel, » dit M. Mickiewicz en parlant du rôle des Russes dans la guerre de sept ans. A ce sujet, il met en regard les procédés de Frédéric, fusillant ses soldats quand ils manquaient à leur devoir, et ceux du général russe Munnich, publiant, au milieu d'une campagne contre les Turcs, un ordre du jour par lequel il défendait aux soldats d'être malades, d'avoir la peste, sous peine d'être enterrés vifs, et parvenant ainsi, par ce prodigieux effet de terreur, à éloigner le fléau. « L'enthousiasme moral donne de la force, ajoute M. Mickiewicz; la terreur peut de même électriser l'homme et l'élever au point de vaincre toutes les difficultés physiques, même le mal corporel. Pour produire un tel effet, l'enthousiasme suffisant n'existait plus dans les armées de l'Occident, tandis que la terreur existait dans l'armée russe et lui assurait partout le triomphe. »

Entretenir dans le cœur de ses sujets ce terrorisme spirituel, voilà

donc la préoccupation permanente du gouvernement russe. Comment y réussir, sinon en s'emparant de tous les attributs moraux de la souveraineté et en recherchant incessamment de nouvelles occasions de paraître grand? Il est curieux de voir jusqu'à quel degré cette politique a porté le respect dont la majeure portion du pays entoure aujourd'hui la souveraineté. M. Mickiewicz en a tracé le tableau, en essayant d'en définir l'esprit. « L'idée fondamentale de la souveraineté russe, dit l'écrivain polonais, est essentiellement différente de celle sur lesquelles sont basées les royautés européennes. Le czar ne gouverne pas en vertu du droit qui lui est conféré par le sacre; il ne règne pas en vertu de son titre d'empereur; le sacre, les titres, même les droits légitimes de succession au trône n'entrent absolument pour rien dans le poids de son autorité souveraine. Le peuple connaît à peine le titre d'*empereur;* un paysan, un soldat russe n'emploie presque jamais ce titre pour désigner son souverain. Dans la conversation, dans le langage familier, on l'appelle seulement *gasudar,* c'est-à-dire *grand-juge...* Jamais un consul ou un tribun romain n'a traité un chef militaire de ses ennemis comme son égal en dignité. D'après les mêmes idées, le peuple russe serait très scandalisé si son empereur s'avisait d'avouer publiquement qu'il n'est que l'égal d'un empereur ou d'un roi... Suivant les mystiques, Dieu passe son éternité à sonder les abîmes de sa toute-puissance, dont il ignore lui-même les principes et les limites. Il en est de même de l'empereur de Russie. »

Ne l'oublions point, ce respect de la multitude s'adresse bien plus à l'idée de la souveraineté qu'à la personne du czar, et par cela même chaque souverain est obligé à des efforts en quelque sorte gigantesques pour remplir l'idéal que ses sujets portent ainsi dans leur vive imagination. Les czars ont cru trouver dans la fusion en leur personne du pouvoir religieux avec le pouvoir politique et militaire la solution de cette difficulté. On sait comment, depuis Pierre-le-Grand et surtout depuis quelques années, la famille du souverain a peu à peu envahi toutes les cérémonies religieuses, où il est beaucoup plus souvent question du souverain et des princes que du Christ et des saints. Bornons-nous à constater que le gouvernement, convaincu de la faiblesse de son administration civile, cherche la force qui lui manque dans le concours et l'action d'un clergé soumis et docile. Sans cesse attentif à flatter et à favoriser l'église *orthodoxe* aux dépens de toutes les autres communions de l'empire, il augmente le nombre des prêtres grecs bien au-delà des besoins de la population. Autant de prêtres, autant d'instrumens zélés dont il tient le dévouement en haleine en leur donnant à croire qu'il pourra un jour leur distribuer des places lucratives dans toute l'Europe. Qu'ils prient et qu'ils persévèrent dans leur docilité aux vœux du chef de l'église; la miséricorde de Dieu se fera bien-

tôt sentir : tous les infidèles, c'est-à-dire les catholiques et les protestans, reviendront avec repentir au giron de la véritable église, qui est l'église d'Orient. D'où il suit que l'église russe est destinée à gouverner le monde. Toute nation qui résiste aux exigences du gouvernement russe est envisagée comme rebelle et impie; toute guerre que le czar entreprend est une guerre sainte.

Trop souvent la politique des cabinets et celle des peuples sont venues favoriser et fortifier cette croyance. Ainsi, par exemple, plus l'Europe a fait de concessions à la Russie, plus l'orgueil de ses souverains est devenu exigeant. Bien loin de limiter leur ambition par le système des complaisances, on l'a encouragée outre mesure. Plus on a reculé dans la question de Pologne, plus le cabinet russe a avancé dans celle de Turquie. Et ce n'est point là un fait isolé, c'est une sorte de nécessité de situation. Recherchait-on l'alliance du czar? sur l'heure naissaient de formidables projets de partage et de conquête, dans lesquels tout l'avantage était fatalement pour lui, et plus il obtenait, plus il désirait encore. Non, dans les conditions politiques et religieuses où il s'est placé, où il doit rester s'il veut continuer d'être absolu, le czar ne peut être ni l'ami ni l'allié de personne sur le pied d'égalité. Vis-à-vis de son peuple, il est dans la nécessité de traiter les autres gouvernemens comme des vassaux ou comme des rebelles destinés à être un jour châtiés par sa main. Dans l'imagination de ses paysans et de ses prêtres, c'est un dieu auquel l'humanité doit se soumettre sans conditions. Il sait bien qu'il est condamné à rester dieu ou à cesser d'être absolu. S'il traite avec vous, c'est pour mieux vous dominer; vous êtes son inférieur, vous devenez l'instrument du prestige qu'il exerce sur ses peuples. Au lieu de limiter sa puissance, vous la rendez plus formidable. On arrive au même but par le système opposé. Des écrivains et des politiques habitués à la violence du langage, ne sachant pas distinguer entre le gouvernement et la nation, offensent l'esprit national, le repoussent, le contraignent de s'attacher plus étroitement encore au czarisme. En général, c'est beaucoup moins le gouvernement russe que la nation que l'on semble mettre au ban de l'humanité. Le Russe, reçu partout comme une sorte de barbare, rentre donc dans son pays le cœur gros de haine contre l'Europe civilisée, et, ne voyant pas d'autre manière de se venger de cet affront, il se réfugie avec toute l'ardeur de son ressentiment dans les bras du czarisme, où il se console par l'espoir de la domination universelle. Menacez-le de la guerre; son patriotisme prend feu, et le voilà prêt à tous les sacrifices pour servir la gloire et augmenter la force du pouvoir qui l'opprime et l'écrase. Que sera-ce si, comme il est trop souvent arrivé, on prétend le combattre par des agitations prématurées, sans ensemble et sans vigueur, pareilles à celles dont le Danube vient d'être

le témoin? On fournira au czar une magnifique occasion de vaincre à peu de frais; l'on donnera au peuple russe lieu de croire que son souverain est déjà plus qu'à demi maître de l'Europe, et qu'il lui suffit de se montrer pour conquérir le monde.

En somme, que voyons-nous? D'un côté, que le czarisme, grace à la réunion en lui du caractère religieux au pouvoir politique, possède plus d'influence morale qu'aucun gouvernement en Europe; de l'autre, que les invectives adressées à la nation russe, les vaines menaces de guerre, les insurrections mal combinées, tout, jusqu'aux complaisances de la diplomatie pour le cabinet du czar, ne fait qu'accroître cette mystique influence.

Au dehors, et particulièrement sur le terrain de l'empire turc, le czarisme exerce une influence analogue à celle qu'il possède en Russie même, et qui ne vise pas moins au gigantesque. L'idée religieuse, qui lui sert à contenir ses propres sujets, lui a servi plus d'une fois à tenter ceux du sultan, et, dans les derniers temps, une idée nouvelle, l'idée de race, est venue fortifier entre ses mains l'autorité religieuse qu'il avait su conquérir.

L'action du czarisme en Orient a un nom en diplomatie : c'est le protectorat. On sait à la suite de quels événemens le protectorat s'est établi, comment la Russie, intervenant naguère entre les rayas chrétiens et les Ottomans, est parvenue à se faire reconnaître pour garante des droits des chrétiens, comment enfin, par une interprétation arbitraire du mot de garantie, elle a prétendu au droit de protectorat. Ce protectorat ne s'étend que sur les trois principautés du Danube, la Moldavie, la Valachie et la Servie; mais, de ces trois points, la Russie peut agir à la fois sur l'empire ottoman tout entier. Comment se présente-t-elle aux populations? Comme la vraie, l'unique dépositaire de la foi chrétienne. Sans avoir pris aucune part aux croisades, elle a, dit-elle, hérité directement de la pensée qui les inspira; elle a reçu de la Providence la mission de rejeter les Turcs en Asie; elle est de droit divin la protectrice de tous les peuples chrétiens de l'empire ottoman. Depuis que le sentiment religieux a perdu la force qu'il tirait d'une lutte armée contre l'islamisme et que l'idée de race est devenue un grand moyen d'action, le czarisme a modifié habilement cette tactique, caressant l'idée de race sans cesser de flatter l'idée religieuse. De là le panslavisme officiel que le czar essaya d'identifier avec l'orthodoxie grecque, afin que l'action de chacune des deux idées s'accrût par leur alliance même. Cette doctrine à la fois politique et religieuse, professée dans les écoles russes, visa surtout à plaire aux populations slaves de la Turquie. Qu'est-ce au fond que ce panslavisme officiel? Un slaviste, M. Cyprien Robert, en ouvrant son cours de cette année au Collége de France, a caractérisé exactement cette théorie en disant que son principe, c'est

l'unité absolue et l'identification complète de la race slave avec la *Sainte-Russie*, depuis ses plus obscures origines jusqu'à nos jours. Quant au but, ajoute M. Robert, c'est la centralisation impériale et la personnification du slavisme dans l'autocratie. Aussi bien, que font les écrivains officiels? Dans l'histoire comme dans la politique, leur constant effort n'est-il pas de ramener toute la race à l'unité? L'écrivain Vénéline ne voyait dans les Serbes qu'une branche des Cosaques émigrée au-delà du Danube, dans les Bulgares que les Russes du Volga passés avec le temps en Thrace et dans le Balkan, où ils n'ont pas, disait-il, cessé un moment d'être des fils dévoués de la Russie, destinés à rentrer un jour dans le giron de leur mère-patrie. Il s'est rencontré de même des historiens pour prouver que la Pologne n'avait jamais eu d'existence distincte, qu'elle est sortie du sein du peuple russe, et qu'elle y retourne de droit et de fait.

Le comte Adam Gurowski, auteur d'un livre sur le panslavisme, est plus explicite encore que les écrivains officiels de la Russie. Suivant lui, cette puissance, après avoir fait entrer les Slaves dans la véritable vie historique, arrive sur la scène du monde avec toutes les conditions requises pour leur assurer une grande action dans le présent et un développement immense dans l'avenir. Aucune nation n'a pris place dans le rang des états avec une telle plénitude, une telle vigueur des élémens primordiaux nécessaires à la fondation et à la durée d'un empire. La Russie, d'après M. Gurowski, possède l'unité religieuse, et la religion, échauffant, animant les cœurs des Slaves, ses coreligionnaires, constitue leur unité nationale. Enfin, tous ces principes de vie morale se concentrent, pour leur plus grande expansivité, dans un pouvoir énergique et suprême en qui est incarnée la mission même des races slaves. « Quand la pensée s'engage dans cette immensité, dans ces profondeurs incommensurables, s'écrie M. Gurowski, quand on contemple les ressources inépuisables de cet empire, la raison sent qu'elle ne peut presque y suffire, et, à la vue de ce mystérieux infini, un sentiment d'une vague terreur s'empare de l'ame. Et pourtant la Russie, c'est la plus pure affirmation de l'existence originelle, indépendante, politique et intellectuelle du Slave, existence dont depuis long-temps l'Occident s'est constitué la négation. — L'immense Slavie, ajoute M. Gurowski, est bien autrement indivisible, comme œuvre de la création, que ne l'étaient les empires de l'antiquité reculée, que ne le furent la république romaine et la république française, ou l'empire napoléonien! Et la Russie est non-seulement le cœur, mais à elle seule presque tout le corps qui représente cette indivisibilité. Ce qui reste encore en dehors de son orbite y gravitera en vertu des lois éternelles d'attraction applicables aussi bien aux corps physiques qu'aux races et aux nations. » En d'autres termes, selon les panslavistes officiels, la

Russie, qui, au temps de Pierre-le-Grand et de Catherine, ne parlait encore que de l'affranchissement du christianisme en Turquie, serait destinée à absorber dans son sein non-seulement toutes les églises, mais toute la race slave depuis Saint-Pétersbourg jusqu'à Constantinople et Venise, et à jeter sur ce colossal territoire les fondemens d'une civilisation nouvelle.

On ne peut nier que la Russie n'ait trouvé au dehors, comme au dedans, des hommes de bonne volonté pour être les intermédiaires de sa pensée. Il serait facile de désigner les prêtres grecs ou les poètes panslavistes qui, en Turquie et en Autriche, ont pris ouvertement le parti du czarisme. En Bulgarie, les chefs du clergé, choisis imprudemment par les Turcs dans les monastères qui relèvent du Mont-Athos et des saints lieux protégés spécialement par la Russie, ne sont pour la plupart que de complaisans serviteurs de l'église russe. Le siége apostolique et patriarcal n'est plus pour eux à Constantinople, mais en réalité à Saint-Pétersbourg, d'où ils ne cessent de recevoir des encouragemens.

En Servie, le haut clergé, étant de race serbe comme les simples popes, a conservé à l'égard du czarisme plus d'indépendance : il écoute les flatteries de l'église russe, il reçoit même les cadeaux du chef de cette église, mais sans y répondre autrement que par des politesses très dignes et très réservées. En revanche, dans les principautés de la rive gauche du Danube, une partie du clergé supérieur et les nombreux monastères dont les revenus immenses appartiennent aux saints lieux sont souvent, comme les évêques bulgares, les instrumens dociles de l'église russe. Est-il besoin d'ajouter que, pour être plus sûr d'exercer librement son influence sur le clergé orthodoxe de la Turquie, le czar s'est étudié avec succès à gagner les bonnes graces de ce même patriarche de Constantinople, aujourd'hui son vassal après avoir été autrefois le chef de l'église d'Orient? Si, par exception, tel ou tel patriarche montre à la diplomatie russe quelque sentiment de défiance ou de crainte, ou annonce l'intention d'être le fidèle sujet de la Porte, bientôt il est circonvenu, et bien rarement il ose résister. Voilà les hommes dont le czar dispose en Orient comme chef de l'église russe; voici ceux qu'il domine comme chef du plus vaste des états slaves. Ce sont en général des ambitieux politiques qui, pour faire leur chemin, ont besoin d'une influence étrangère, ou des écrivains pourvus de plus d'imagination que de raison et susceptibles de se laisser éblouir par l'éclat et l'ampleur des mots. La demi-indépendance dont jouissent les principautés du Danube a donné une assez grande liberté au jeu des partis et aux manifestations de la pensée. Ces petits états sont devenus pour la Russie un terrain très favorable. Les consulats-généraux de Bucharest et de Belgrade sont en quelque manière le siége de

la souveraineté, ou tout au moins le chemin du pouvoir. Veut-on être hospodar? désire-t-on un portefeuille ministériel? Il est un moyen de succès presque toujours sûr : c'est d'entrer en relations amicales avec le consulat russe, qui trop souvent tient les rênes de l'administration et dispose des faveurs. Lorsque les écrivains réfléchissent à ces primes assurées à quiconque se fait le soutien de l'influence russe, ils n'ont pas toujours l'énergie de conscience nécessaire pour résister à l'attrait de si beaux avantages, si faciles à obtenir.

Il n'est pas en Orient un centre petit ou grand d'activité politique où ne se rencontrent des écrivains enrôlés sous le drapeau du protectorat et du panslavisme. Que dirai-je des panslavistes de bonne foi? Ils ne sont pas les moins puissans : plus leur parole a l'accent de la sincérité, plus ils entraînent d'imaginations faibles et rêveuses. En se dégageant du sein de ces populations au moment où elles se réveillaient d'un sommeil séculaire, l'idée slave a pris d'abord, comme la plupart des choses naissantes, un caractère indécis et vague. Elle est née sous une forme nuageuse et flottante : c'était une vaste synthèse, dont les contours n'étaient nullement accusés et dont le fond lui-même était difficile à saisir. Elle était propre à inspirer les poètes; plusieurs, séduits par ce qu'elle avait de nouveau et de grandiose, l'embrassèrent avec ardeur : ce fut de leur part, du moins dans le premier élan de l'inspiration, un culte, une foi vive et puissante. Il suffit de rappeler le nom de Kollar pour que l'on sache à quel degré d'enthousiasme le panslavisme russe a pu entraîner un homme estimé pour sa vertu. Il ne s'est point trouvé dans les principautés du Danube d'écrivain panslaviste de la valeur du poète slovaque; en revanche, elles ont eu la monnaie de Kollar, et, grace à cette séduction exercée sur quelques esprits par le panslavisme littéraire, cette théorie, dont le czar tenait le premier fil, a eu dans tout l'Orient européen un retentissement prodigieux : en maintes occasions, elle a semblé être agréée par les populations elles-mêmes. C'est ainsi que le czarisme s'est creusé des chemins dans la direction de Constantinople; c'est ainsi qu'il est parvenu à se créer un prestige au dehors comme au dedans, et qu'il paraît avoir associé les peuples à ses espérances.

Nous ne sommes pas de ceux qui doutent de l'avenir de la Russie. Dût-elle perdre les conquêtes qu'elle a faites depuis un siècle, elle aurait encore un territoire plus vaste et plus riche en matières premières qu'aucune nation de l'Europe. Elle posséderait toujours une population supérieure en nombre à celle des plus grands états de l'Occident; elle aurait toujours à son service d'admirables soldats et tous les élémens d'une société capable du plus brillant essor d'esprit. La nation russe, avec ces dons précieux de pénétration, de sociabilité et de courage qu'elle tient du sang slave, aurait encore devant elle un vaste champ

ouvert, et, dans l'empire des idées, elle pourrait encore développer un jour, avec la plus profonde énergie, un des côtés de l'esprit slave. Nous parlons donc de la Russie comme d'un état qui, dans toutes les hypothèses, dans celle même d'une restauration de la Pologne, resterait appelé à un très grand rôle. Force nous est cependant de reconnaître qu'en donnant à son pouvoir et à son influence une si grande extension au dehors comme au dedans, le czarisme a semé sous ses pas des germes de résistance dont on peut déjà remarquer et suivre le développement. Au moment où le czarisme semble aspirer à combattre la révolution dans toute l'Europe, il éveille chez lui des instincts de constitutionnalité, et, qui plus est, de démocratie radicale, dont il peut avoir un jour quelque chose à craindre, et sur sa frontière, chez les peuples du Danube, il suscite involontairement des dispositions hostiles, qui font beau jeu aux ennemis de l'ordre et de la paix européenne. Il diminue ainsi la force du magnifique instrument de conservation qu'il a dans les mains, s'il veut imprimer à sa politique intérieure une marche moins absolue, et à sa diplomatie une impulsion moins ambitieuse.

II.

Au dedans, disons-nous, la nation russe, si profond que soit son respect pour le pouvoir souverain, n'est pas livrée tout entière à l'idolâtrie du czarisme. Le sentiment national, blessé de longue date par les innovations de Pierre-le-Grand, par les habitudes occidentales qui se sont introduites à la cour sous ses successeurs, le vieux sentiment slave a plus d'une fois rompu l'uniformité de cette obéissance; plus d'une fois l'influence des fonctionnaires allemands a provoqué jusque dans Saint-Pétersbourg des manifestations hostiles. Il est arrivé à l'empereur d'entendre dire à ses oreilles qu'il était lui-même un Allemand. Or cette terreur religieuse, cette soumission mystique que M. Mickiewicz a décrites comme les mobiles actuels de la nation russe, se compliquent du sentiment de race et ne s'adressent qu'à un czar qui soit du sang de la nation et vive de sa vie. L'empereur Nicolas l'a très habilement senti. Aussi, quels n'ont point été ses efforts pour se montrer à ses sujets sous ces dehors, avec ces allures du vieux moscovitisme qui leur plaisent! Peu de temps après son avénement, on le vit éloigner nombre d'Allemands de son entourage; il introduisit les costumes nationaux à la cour. On put reconnaître que dans son langage en public il recherchait souvent l'archaïsme et ne dédaignait point les expressions même vulgaires qui avaient une couleur nationale. Au fond, l'empereur Nicolas, élevé dans le commerce des princes de Prusse, marié à une princesse allemande, avait beaucoup à faire pour échapper à

l'influence des mœurs allemandes. Plus il a tenté d'efforts pour y réussir, plus il a cru devoir flatter le sentiment national, plus aussi il s'est vu débordé par ce patriotisme de race dont il semblait encourager les espérances.

Le czarisme avait à craindre que des idées plus ou moins libérales ne vinssent se mêler à ce grand mouvement, qui, par lui-même, n'avait rien que de favorable à la nation russe. Le libéralisme, en effet, s'est glissé peu à peu sous ce manteau jusqu'au sein de la Russie. Pourtant il a dû faire un long détour; c'est en remontant aux origines mêmes des peuples slaves qu'il s'est éveillé ou fortifié. Le jeu semblait bien innocent tout d'abord : des savans, des poètes épris des charmes d'une époque qui leur apparaissait sous les couleurs de l'âge d'or, ont remarqué que la simplicité des mœurs et des lois de ce temps s'alliait avec certaines notions de liberté. En examinant de près cette liberté, ils ont reconnu qu'elle affectait les formes de la démocratie, démocratie toute primitive sans doute, mais d'autant plus parfaite que les intérêts sociaux étaient plus simples. Qu'étaient les Slaves à l'origine? Une multitude de petites communautés établies sur le pied de l'égalité des droits et des fortunes, indépendantes et se gouvernant elles-mêmes partout où elles avaient pu échapper à l'invasion des peuplades étrangères. L'admiration que les slavistes russes professaient pour ces institutions oubliées du peuple paraissait bien inoffensive. Peu à peu, toutefois, en redescendant le cours de l'histoire, ils voyaient ces libertés passer l'une après l'autre aux mains d'une classe privilégiée dont les priviléges succombaient à leur tour devant le progrès triomphant du czarisme. Alors cette idée, que la liberté est ancienne et le despotisme nouveau, se présentait naturellement à leur esprit. L'impulsion qu'ils recevaient du gouvernement tendait à les détourner du spectacle de la démocratie telle qu'elle est conçue depuis la révolution française chez les nations de l'Occident; mais ils en retrouvaient l'image dans l'histoire même de leur race, et ils s'attachaient à cette image de tout l'amour que le panslavisme officiel leur inspirait pour les origines du peuple russe. On ne doit pas perdre de vue que ce culte est de nature à rencontrer des prosélytes dévoués dans cette portion de la vieille noblesse qui a conservé le souvenir encore peu ancien de la perte de ses priviléges politiques. Les grandes familles russes n'ont qu'à ouvrir leurs archives pour y trouver les témoignages du rôle qu'elles ont joué durant toute l'époque normande et jusqu'à l'avénement des Romanoffs.

Le pouvoir absolu n'a point de base solide, s'il n'est fondé sur l'égalité absolue : la raison et l'histoire le prouvent. Que la noblesse russe présentât parmi toutes les castes privilégiées ce phénomène particulier d'un manque complet d'ambition et eût pris son parti de subir éternellement une souveraineté illimitée, il serait difficile de le croire, lors

même que l'on ne saurait point ce que sont les rancunes du vieux moscovitisme, et combien elles laissent encore deviner par momens de vivacité. Il est des esprits prévenus contre la nation russe, qui se refusent à reconnaître le progrès accompli dans les sentimens de la jeune noblesse d'à présent. Dans le double trajet de l'armée à travers la Pologne avant et depuis la guerre de Hongrie, la plupart des familles polonaises qui ont dû recevoir des officiers russes ont été frappées de cette liberté de langage qui s'escrimait avec aisance aux dépens du pouvoir. Quelques-uns l'ont prise pour une sorte de dérision, d'autres pour une pure politesse, d'autres encore pour une affectation et une mode sans conséquence. Ne serait-ce point plutôt un symptôme de l'esprit public qui se réveille? Aussi bien la noblesse russe, si rudement dépouillée de ses priviléges par les premiers des Romanoffs, n'avait-elle pas reçu de Catherine une impulsion toute philosophique, au point même d'être voltairienne, et le pieux Alexandre ne lui avait-il pas inspiré des pensées d'un libéralisme un peu mystique, mais réel? Ne lui avait-il pas laissé croire qu'avec le progrès du temps, la Russie se verrait dotée des mêmes institutions parlementaires que les traités accordaient à la Pologne? Les hommes de la génération de l'empereur actuel ont suivi le mouvement de résistance auquel il a spontanément obéi en présence des événemens européens de 1830. Des esprits élevés sous l'influence du règne de Catherine et qui avaient été libéraux avec Alexandre, émus des conséquences que la révolution de Pologne pouvait avoir pour le pays, ont reculé des confins de l'idée d'aristocratie constitutionnelle jusqu'au régime du czarisme absolu. C'est le sort de tout mouvement excessif en un sens, de donner lieu à un retour en sens opposé, et la jeune noblesse d'à présent suit l'impulsion naturelle de ce retour. Elle voit l'Europe entière, la Prusse et l'Autriche elle-même, en possession de lois constitutionnelles qui, dans ces deux pays comme en Angleterre, assurent une large part d'action à la classe aristocratique. Toutes les idées avec lesquelles elle s'est trouvée en contact dans l'Occident, en Angleterre, en Allemagne, jusque dans la récente guerre de Hongrie, enfin les bruits qui lui arrivent par-dessus les frontières russes de tous les points de l'Occident, de la Suède jusqu'aux bouches du Danube, agissent nécessairement sur son esprit; et quand même la générosité innée du sang slave ne serait pas une garantie des sentimens de cette jeune noblesse, les idées modernes l'assiégent et la sollicitent de telle façon, qu'il est difficile de la supposer sourde et indifférente. Le danger pour le czarisme est précisément de méconnaître et de blesser ces velléités remarquables de la génération moderne. Voici, en effet, ce qui résulterait de cette politique : c'est qu'il se rencontrerait des impatiens et des casse-cou pour prendre les devans.

Sans ranger M. Tourgueneff dans cette dernière catégorie, nous ne

pouvons cependant envisager ses écrits autrement que comme l'un des symptômes de l'existence d'un parti plus ou moins nombreux, déjà beaucoup moins patient que la jeune noblesse, et destiné lui-même à être bientôt dépassé. M. Tourgueneff est un émigré russe; gardons-nous toutefois de voir en lui un démocrate ou un partisan furieux des idées de l'Occident; il est arrivé à l'idée constitutionnelle par la double voie du panslavisme et des souvenirs aristocratiques; et s'il conseille à la politique russe d'entrer dans une voie plus libérale, il a soin de dire que c'est dans l'intention de lui assurer toute la puissance d'attraction qu'elle devrait, suivant lui, exercer sur le monde gréco-slave, et d'abord sur la Pologne. Voilà bien le panslaviste; voici le libéral. « Nous nous bornerons, dit-il, à poser cette question, et la poser, c'est la résoudre : — La Russie pourra-t-elle rester à jamais inaccessible à l'influence morale du monde civilisé, de l'esprit européen? Nommez cet esprit comme vous voudrez, esprit révolutionnaire, esprit de désordre, esprit de vertige soufflé par les enfers pour précipiter les peuples dans le néant : à votre aise, messieurs les adorateurs du *statu quo;* mais vous le voudriez en vain, vous ne sauriez vous dissimuler la puissance de cet esprit : il avance toujours, quoi qu'on fasse, même quand il semble reculer, comme aujourd'hui, par exemple, que les doctrines socialistes et communistes voudraient faire remonter les peuples vers la barbarie. » Suivant M. Tourgueneff, le salut de la Russie, la condition impérieuse de sa grandeur, de sa puissance, de sa prospérité, c'est la civilisation. Quels sont pour ce pays les moyens de civilisation? Ceux-là même qui ont réussi au monde civilisé. Qu'entend par là M. Tourgueneff? Le régime constitutionnel représentatif appliqué à l'empire russe proprement dit et à la Pologne, soit fondus en un même corps, soit unis seulement dans la personne du souverain et séparés par l'administration. Sans doute, l'essai du régime constitutionnel en Pologne n'a pas été heureux sous tous les rapports. M. Tourgueneff répond à l'objection ainsi posée en faisant remarquer que la Pologne constitutionnelle était liée à une Russie absolutiste. Quand le régime représentatif serait commun aux deux pays, les difficultés disparaîtraient en partie; il n'y aurait plus d'obstacle au développement régulier et pacifique des idées libérales chez les deux peuples unis à la même destinée.

M. Tourgueneff n'est point le dernier terme des idées libérales en Russie. Il est distancé de très loin par le parti démocratique et révolutionnaire, qui plusieurs fois et tout récemment encore a conspiré. Il ne faudrait pas attacher à cette dernière conspiration plus d'importance que ne lui en ont accordé les Russes eux-mêmes. Comme la plupart des entreprises de ce genre, qui ne sont pas appuyées sur un grand mouvement d'opinion, c'était une puérilité de gens disposés à jouer follement leur tête. Il faut cependant remarquer d'abord que

cette conspiration était exclusivement russe et ne contenait aucun élément polonais, en second lieu, qu'elle renfermait des hommes de toutes les classes de la société russe. Les conspirateurs avaient voulu indiquer par là l'esprit démocratique qui les inspirait. Si l'on désirait connaître la pensée de ce parti, nous ne pourrions faire mieux que de mentionner les écrits de M. Ivan Golowine; et si l'on souhaitait poursuivre plus loin cette étude, on arriverait à apercevoir, par-delà les conspirateurs de 1849 et les fantaisies assez peu saisissables de l'auteur de *la Russie sous Nicolas,* les germes d'un socialisme extravagant, représenté par un autre émigré russe, M. Bakounine, dans la presse radicale de Paris, sur plusieurs barricades germaniques, et notamment sur celles de Prague, à la suite du congrès slave.

Comme il y a des panslavistes dissidens, constitutionnels, démocrates même et socialistes, il y a aussi et en grand nombre des chrétiens qui admettent à regret ou repoussent entièrement la papauté de l'empereur. Chacun se rappelle les débats et les négociations auxquels a donné lieu la situation des grecs-unis, c'est-à-dire des peuples dont les croyances sont catholiques et romaines sous un rite oriental. Depuis bien long-temps, ils sont en butte aux efforts du pouvoir politique, préoccupé de l'unité religieuse de l'empire. Cinq millions d'entre eux, cédant à la nécessité, ont dû, il y a peu d'années, renoncer à leur foi et embrasser le symbole de l'église grecque. Environ trois millions, répandus dans la Petite-Russie, sont demeurés fidèles à l'église romaine, de même que les neuf millions de catholiques purement polonais. Chez ceux qui ont abjuré comme chez ceux qui ont pu résister jusqu'à ce jour, vous retrouverez les mêmes préoccupations, les mêmes anxiétés, des regrets et des craintes que chaque jour on songe moins à dissimuler. Un prêtre ruthénien, appartenant à l'église grecque-unie, a récemment adressé aux Slaves, et un peu aussi aux catholiques de l'Occident, un écrit où cette situation est définie avec une certaine vigueur. Aux prétentions de l'église grecque à être la vraie église nationale chez les Slaves, le prêtre ruthénien oppose l'histoire de la prédication du christianisme parmi ces peuples. Il établit catégoriquement que la croyance romaine, revêtue des formes orientales, est leur foi primitive. Bien que les Russes proprement dits aient plus tard suivi l'exemple de Byzance et abandonné Rome, tandis que la majeure partie des Polonais, les Bohèmes, la moitié des Illyriens, consentaient à devenir purement latins, la Petite-Russie à peu près entière a persisté dans la foi originaire et vraiment slave des apôtres Cyrille et Méthode. Si cette foi n'a pas conservé plus d'empire, si elle n'a pas repris l'influence qu'elle avait perdue, la faute en est, suivant le prêtre ruthénien, au clergé et à l'épiscopat latins, qui, en dépit même des conseils ou des ordres du saint-siége, se

sont rendus coupables de beaucoup de torts envers l'église gréco-catholique. D'après le même écrivain, ces torts viendraient principalement de l'ignorance des choses slaves, des rapports inexacts des missionnaires latins. Le collége des cardinaux, qui devrait être le vrai sénat de l'église universelle, n'est composé que de prélats du rite latin, étrangers aux langues et aux usages gréco-slaves, et il suffirait qu'aux cardinaux latins fussent adjoints, dans le sacré collége, des cardinaux de tous les autres rites catholiques avec une commission de prêtres orientaux, pour que la papauté pût regagner en Russie tout le terrain qu'elle a perdu.

Ces difficultés, à la vérité, ne sont point de celles que l'on peut appeler révolutionnaires; il en est d'autres qui sortent du sein même de l'église grecque, et qui, se combinant avec certaines idées philosophiques, conduisent aux plus redoutables excès de la pensée. Tout ce que le philosophisme de l'Allemagne a pu imaginer de plus profondément radical se rencontre là, non point à l'état de théorie, mais à l'état d'essai, non point seulement dans les classes lettrées, mais dans le peuple. On le sait, sous le règne de Catherine et sous celui d'Alexandre, un mouvement religieux empreint d'un certain mysticisme qui devait être raillé par Catherine, mais qui ne pouvait point déplaire à Alexandre ni à son peuple, occupa plus d'une fois les imaginations. Un Français, Saint-Martin, lui avait donné l'impulsion en l'enveloppant sous une forme maçonnique. Des laïques des plus hautes familles, des évêques même, se laissèrent enrôler dans cette secte, qui, mêlant plus tard les doctrines de M. de Maistre à celles de Mme de Krüdner, donna naissance à une sorte de néo-christianisme très difficile à définir. Ces vagues tendances, étrangères à l'église officielle, n'ont point disparu avec les martinistes. Certains slavistes, plus ou moins libéraux, de la couleur du Lithuanien Towianski, s'en sont emparés. De là le messianisme, théorie démocratique et sociale dont quelques Polonais se sont faits les adeptes, et qui est aussi la philosophie de la plupart des panslavistes russes. La pensée des écrivains, ne pouvant guère prendre les allures franches du rationalisme, portée d'ailleurs à beaucoup accorder au sentiment, se cache sous les voiles religieux du mysticisme. Quant à la noblesse, également éloignée de l'orthodoxie de l'église et du mysticisme des écrivains, on pourrait dire qu'elle en est, en matière religieuse, au voltairianisme pur et simple. Les enseignemens de Catherine lui ont en ce point profité plus que ceux d'Alexandre. On ne remonte guère du scepticisme à la foi de l'église. Et si l'on considère combien le mysticisme est naturel à la nation russe, si l'on se rappelle que des hommes tels que Potemkine et Souwaroff, par exemple, furent, aussi bien qu'Alexandre, de dévots apôtres de cette doctrine, on concevra difficilement que la noblesse russe sorte de son scepti-

cisme sans entrer et séjourner même dans les régions du mysticisme. Un historien éminent de la philosophie l'a fait observer, c'est la marche ordinaire de la pensée humaine, et à bien plus forte raison en doit-il être ainsi dans un pays où la pensée semble instinctivement portée à suivre ces voies de la religiosité rêveuse.

Ces doctrines, disons-nous, ont pénétré jusque dans le peuple des campagnes, et, pour en fournir de curieuses preuves, nous n'aurons besoin que de signaler les sectes nombreuses qui se développent à côté de l'église en dépit des rigueurs du pouvoir. Joseph de Maistre, qui avait eu le loisir de faire une étude approfondie de l'église russe, osait la comparer à un cadavre sur lequel pulluleraient des milliers d'êtres immondes nés de sa décomposition. Un voyageur d'un esprit aussi calme que distingué, qui d'ailleurs ne parle de la Russie qu'avec le respect dû à un grand peuple, M. le baron de Haxthausen, est entré en rapports avec les chefs de quelques-unes de ces sectes. Il n'en a point fixé le nombre; mais il a entendu dire qu'elles peuvent s'élever au chiffre de deux cents. Nous ne parlerons point de celle des *morelstschiki* (lesquels s'immolent partiellement ou en entier), ni de celle des *skaptzi* (origénistes ou eunuques), dans laquelle les hommes mariés subissent la mutilation aussitôt après la naissance de leur premier enfant mâle. Bien que cette dernière soit très nombreuse dans Saint-Pétersbourg parmi les marchands et très puissante par l'accumulation des fortunes qui ne sont point exposées au partage, elle n'est, pas plus que la première, de celles que le czarisme doive beaucoup redouter. M. de Haxthausen a insisté principalement sur les sectes qui sont sorties directement de l'église grecque sans trop de mélange de paganisme. L'une des plus importantes et des plus nombreuses est celle des *starowers* ou vieux croyans. Les *starowers* se font remarquer, non point par un amour trop vif du progrès, mais, suivant M. de Haxthausen, par un attachement servile à la tradition, par un penchant exclusif et fanatique pour l'ancienne organisation de l'église qu'ils voudraient conserver ou rétablir dans sa pureté primitive. Les starowers, dit-il encore, exercent sur la Russie et son gouvernement une influence morale tout-à-fait mystérieuse. A chaque innovation religieuse, à la mesure la plus insignifiante de politique intérieure, à chaque projet d'amélioration ou au moindre changement, on ne manque jamais de se demander : Qu'en diront les starowers? — Le starower ne s'en prend pas seulement à ce qu'il peut y avoir d'élémens germains dans le pouvoir, mais aussi aux habitudes et aux modes mêmes peu nationales de la cour; et, pour rendre à cet égard la pensée des starowers, on raconte par manière d'anecdote le refus fait par un soldat de cette secte de prêter serment à l'empereur, par cette raison qu'il porte un uniforme, un chapeau à trois cornes et une épée au côté, comme les autres sol-

dats. Cette secte des vieux croyans hostile au czarisme moderne se rattache directement au slavisme, qui, lui aussi, se nourrit de traditions et tire sa principale force des origines de la race.

A côté de cette secte puissante, qui regrette ainsi le passé, combattu par Pierre-le-Grand et ses successeurs, il y a d'autres sectes d'une tendance tout opposée. Ici, suivant M. de Haxthausen, règnent un esprit réformateur et des idées essentiellement destructives des principes fondamentaux de l'église. Si l'église orientale ne sort pas bientôt de la sphère mystique de ses formes, si elle ne développe pas sa théologie, elle sera enfin entamée par les tendances spéculatives qui germent au fond de ces hérésies, et finira par en recevoir de périlleuses atteintes. Parmi ces sectes, l'écrivain allemand cite principalement les *malakani* et les *douchoborzi*, qui datent du siècle dernier. Quand Napoléon pénétra en Russie, les malakani crurent voir en lui le lion de la vallée de Josaphat venant détrôner le faux empereur et rendre la couronne au véritable czar blanc. Ceux du gouvernement de Tambow résolurent de lui envoyer une députation qu'ils habillèrent de blanc, et qu'ils dirigèrent à sa rencontre pour le complimenter. Ces envoyés traversèrent la Petite-Russie et pénétrèrent jusqu'à la Vistule, où ils furent faits prisonniers ou dispersés. Les douchoborzi, connus aussi sous le nom de francs-maçons, issus des malakani, ont donné la formule de la pensée commune. Cette pensée a été exposée par les sectaires eux-mêmes avec éloquence, à la fin du siècle dernier, au sujet d'une enquête dirigée contre eux. Ils l'ont depuis portée à un plus haut degré de précision. Voici les paroles que M. de Haxthausen attribue à ces simples paysans : « Le Christ était fils de Dieu, comme nous pouvons l'être également. Croyez-nous, nos anciens en savent encore plus que le Christ; interrogez-les. Le Christ était homme comme nous, car il naquit de la chair. Il demeure en nous, car, conçu spirituellement comme dans le sein de la vierge Marie, il naît dans l'esprit de chaque chrétien. Bientôt il se retire dans le désert, c'est-à-dire dans la chair, où il est tenté par le diable, qui fait parler en lui les appétits sensuels, l'orgueil et la soif des honneurs et des biens de ce monde. Quand il s'est fortifié en nous, il nous adresse des paroles d'enseignement, et, après de nombreuses persécutions, il subit la mort sur la croix; il descend au tombeau de la chair, ressuscite le troisième jour, resplendissant de gloire céleste dans l'ame de ceux qui souffrent jusqu'à la dixième heure du soir, réside en eux quatre jours, embrase leur cœur d'amour divin et conduit l'ame aux cieux, où il la dépose sur l'autel de Dieu, comme une sainte et agréable offrande. » A la suite de troubles qui éclatèrent parmi les douchoborzi de la Malotschna, une commission, nommée en 1835 par l'empereur, se livra à une enquête minutieuse, qui ne dura pas moins de quatre ans. Leurs doctrines ont paru si dangereuses,

qu'en 1841 un grand nombre ont été transférés et colonisés dans le Caucase; mais la secte, loin d'être éteinte, semble destinée à faire chaque jour de nouveaux prosélytes. Comme les starowers, par leur fidélité excessive aux vieilles mœurs nationales, se rattachent aux doctrines du panslavisme historique, les douchoborzi, dont la prétention est de substituer l'esprit à la lettre de l'Écriture, se rattachent directement aux panslavistes mystiques. Or, les tendances de ce panslavisme mystique ne vont pas tout droit à la démocratie; elles suivent un chemin détourné à travers le socialisme. La plupart de ces paysans sectaires vivent sous le régime de la propriété communale; ce que veulent les panslavistes mystiques, c'est aussi la substitution absolue de cette communauté des immeubles à l'état de choses créé par l'institution de la féodalité et du servage. Les partis religieux donnent ainsi la main aux partis politiques les plus avancés sur le terrain de l'organisation sociale. L'union peut devenir d'autant plus étroite un jour, que les partis démocratiques sont en même temps préoccupés d'idées religieuses, et que les partis religieux se recrutent principalement et presque exclusivement au sein de la classe populaire la plus pauvre et la plus facile à séduire. Les adversaires du czarisme n'ont eu garde de négliger ce moyen d'action. Aussi est-il hors de doute que les sectes religieuses ne soient en train de devenir des sociétés secrètes dans le sens moderne du mot, et que les conspirateurs ou les écrivains démocratiques n'en viennent à chercher là de préférence leur point d'appui. Nous avons vu le parti de l'aristocratie constitutionnelle devancé par les radicaux socialistes; les douchoborzi nous montrent les partisans d'une sage liberté religieuse, les grecs-unis, devancés par le philosophisme le plus téméraire. Telle est la contre-partie des principes de force et de conservation sur lesquels le czarisme a basé sa puissance.

Dans son action au dehors, chez les peuples soumis au protectorat, ces mêmes prétentions de religion et de race rencontrent des obstacles analogues; la résistance est même là plus libre et aussi plus violente. D'abord, dans les trois principautés, si l'on excepte le haut clergé qui se recrute, comme on sait, non dans le clergé inférieur, mais dans les monastères, l'église est essentiellement nationale, indépendante, hostile à toute pensée qui prétendrait la rattacher à un centre. Si les peuples de l'Europe orientale se sont si facilement séparés de l'église romaine, c'est par la raison que l'église d'Orient respectait davantage les nationalités et se prêtait plus complaisamment à l'indépendance. Cette habitude d'identifier les croyances religieuses avec les croyances politiques est entrée profondément dans les mœurs. Les Moldo-Valaques reconnaissent encore la suprématie du patriarche de Constantinople. Déjà cependant, les Serbes, plus hardis et plus pressés d'arriver à na-

tionaliser entièrement leur église, pour échapper dans l'avenir à cette suprématie, ont contribué récemment de toute leur influence à l'érection du patriarcat de Carlowicz dans la Servie autrichienne.

Loin donc que les églises grecques des principautés du Danube soient disposées à s'absorber dans l'unité à laquelle aspire l'église russe, elles ne songent qu'à se renfermer de plus en plus en elles-mêmes, à s'allier plus étroitement à la pensée du pays, à s'isoler dans le sentiment de l'autonomie de chaque nationalité. Ce sentiment domine, en effet, les idées. Si la diplomatie russe est quelquefois victorieuse sur le terrain de l'administration, les idées échappent presque toujours à son influence et souvent lui sont hautement hostiles. Quoique défendu par quelques écrivains de talent, le panslavisme n'a pas jeté de grandes racines dans les principautés du Danube. On sait que les deux principautés de la rive gauche appartiennent à une race qui n'a rien de commun avec les Slaves. Les mots slaves introduits dans leur idiome par le voisinage des Slaves et par la liturgie de leur église, qui fut primitivement en langue slavone, ne suffisent pas pour infirmer cette croyance d'ailleurs profondément enracinée dans leurs esprits. Aussi le panslavisme leur est-il plus que suspect. Cette vaste prétention à l'unité qui ne pourrait se réaliser sans les englober leur inspire des craintes et une répulsion instinctive qu'elles ne dissimulent point. Tout ce qui peut les éloigner de cette doctrine, les Moldo-Valaques le recherchent avec ardeur. Il est des écrivains qui ont poussé cette ardeur jusqu'à frapper d'interdit et de proscription les mots slaves qui se rencontrent dans la langue de leur pays. Chez les Serbes, la défiance que le panslavisme provoque n'a pas les mêmes causes. Les Serbes se reconnaissent pour des Slaves, et il y a dans cette race peu de tribus qui soient aussi fières de cette origine. Il n'y en a point, pourrions-nous ajouter, qui ait plus religieusement conservé l'esprit slave; il est là tout entier, depuis des siècles, comme en réserve. C'est là qu'il le faut étudier, si l'on veut le comprendre. Or, l'une des conséquences de cette pureté des traditions slaves en Servie, c'est une forte tendance à la décentralisation, et en même temps un goût essentiel pour une certaine forme de démocratie quasi-patriarcale. Comment ce besoin d'indépendance et de liberté qui constitue l'esprit public s'accorderait-il avec l'idée du panslavisme officiel? Les Serbes sont entrés de bon cœur dans le mouvement simultané des peuples slaves; mais, comme les Polonais et les Tchèques, ils n'ont vu dans cette unité d'action qu'un moyen et non un but. Ils veulent bien se concerter pour le progrès de la commune civilisation, ils consentent même à se rapprocher des Bulgares, des Bosniaques et de tous les Illyriens d'Autriche, qui appartiennent à la famille serbe; mais ils répugnent naturellement et vivement à toute idée d'unité slave, qui leur enlèverait leur individualité historique, leur autonomie locale.

Ces instincts religieux et politiques sont plus profonds qu'ils ne le paraissent au premier aspect. Écoutez les écrivains de ce pays; feuilletez par exemple les écrits publiés pour la justification de cette révolution de Bucharest, qui a donné lieu à l'entrée des Russes en Turquie. Comme cette révolution s'est accomplie en haine du protectorat russe, ces écrits sont remplis de plaintes amères, de récriminations et d'invectives contre la Russie et le czar. Ces cris douloureux que la Pologne a poussés en tombant, ces appels de désespoir qu'elle n'a pas cessé d'adresser à l'Europe, sont aujourd'hui le langage quotidien des populations protégées par le czarisme. Le système de la conquête a suscité comme de nouvelles Polognes sur les deux rives du Danube. Là encore le czarisme a manqué ce moyen terme auquel une plus grande modération l'eût conduit. En se tenant avec plus de désintéressement dans la limite du droit de garantie, il était à la fois civilisateur et conservateur; il aidait au développement des races chrétiennes de la Turquie, et en même temps il les contenait, par son influence, dans la voie des progrès pacifiques. En essayant, au contraire, de transformer le protectorat en domination absolue, il a provoqué une réaction violente; il a donné lieu, il y a quelques années, à la révolution de Belgrade, qui a renversé la dynastie de Milosch, plus récemment à celles d'Iassy et de Bucharest, qui ont amené la chute de Stourdza et de Bibesco; enfin il a poussé une partie de la jeunesse de ces contrées à s'associer de fait et d'espérance à l'insurrection de Hongrie; et, pour peu que la situation de ces émigrés se prolonge, qui sait si nous ne les verrons pas, comme l'émigration polonaise, devenir, par découragement, de malheureux champions de la cause révolutionnaire en Europe? Voilà où peut aboutir fatalement au dehors la politique conquérante du czarisme.

III.

Avec ce prodigieux respect des masses pour le pouvoir souverain, avec ces dispositions profondément religieuses qui se retrouvent jusque chez ses sectaires, la Russie est en mesure de fournir à l'Europe de grands exemples de sentimens oubliés ou méconnus dans l'Occident; mais elle ne pourrait conserver dans leur pureté ces précieux dons de la nature et de l'histoire, si le mysticisme et le radicalisme dont nous avons signalé l'existence continuaient à se développer dans son sein ou à côté d'elle. Qu'elle sache en prévenir le progrès, et elle sera longtemps assez puissante dans ses principes de conservation pour rendre des services précieux à la cause des sociétés européennes. Or, comment peut-elle accomplir cette tâche, qui serait vraiment digne d'une grande ambition? Par un ajournement raisonné et définitif de ses pensées de conquête, par une politique résolûment modérée qui laisse aux autres

cabinets toute la liberté de leur action, en un mot par une attitude hautement et systématiquement pacifique.

Si l'on suit avec attention la conduite du cabinet de Saint-Pétersbourg depuis la révolution de février, à côté d'actes conçus dans l'esprit ancien de la politique russe, tels que l'occupation des principautés du Danube et la demande d'extradition adressée au sultan, on remarquera d'autres actes qui portent l'empreinte d'un esprit différent, et semblent révéler des intentions plus conciliantes. L'évacuation de la Hongrie dès le lendemain de la dernière bataille, les concessions récentes faites à la Turquie sont des symptômes d'un genre nouveau. Le gouvernement russe prend un visage moins menaçant pour l'Occident et l'Orient à la fois.

Il est clair que la Russie ne songe point à s'étendre du côté de l'Occident. Elle en aurait trouvé l'occasion avant février, lorsque les tristes événemens de la Gallicie amenèrent la confiscation de la république cracovienne. La Russie aurait pu tout aussi facilement adjoindre ce petit état au royaume de Pologne que l'adjuger à l'Autriche. Que l'on se rappelle à quel degré le gouvernement autrichien et toute la bureaucratie allemande étaient devenus impopulaires en Gallicie à la suite du massacre des deux mille nobles Polonais; que l'on se souvienne des sentimens panslavistes qui éclataient dans la *Lettre d'un gentilhomme polonais à M. de Metternich;* n'est-il pas vrai que la Russie eût pu profiter d'une si belle occasion pour exploiter la haine du germanisme et jeter en Gallicie les bases d'une prochaine conquête? Enfin, en présence du désarroi où l'Autriche s'est un moment trouvée, n'est-il pas manifeste que la Russie aurait pu exiger, comme prix de ses services, quelque concession territoriale qui eût arrondi favorablement sa frontière de l'ouest? Dans quel intérêt d'ailleurs la Russie chercherait-elle à s'agrandir de ce côté? — Pour unir aux populations polonaises déjà si difficiles à contenir les populations de Posen et de la Gallicie imbues de l'esprit du jour? Pour concentrer en un seul et unique foyer les ressentimens et l'action de la Pologne sous l'influence des pensées de socialisme qui se sont enracinées dans le cœur des paysans de la Gallicie? Ces pays ne sont-ils pas rongés par la misère? Le gain compenserait-il le péril? Aussi l'annexion de Posen et de la Gallicie à l'empire russe fût-elle aujourd'hui facile, n'y eût-il qu'à menacer pour l'obtenir, la Russie se sentirait retenue par les considérations de la plus vulgaire prudence. Elle a montré, sous ce rapport, ses intentions à l'Europe en quittant la Hongrie avec toute la promptitude imaginable; afin de jeter plus de lumière sur cette résolution, elle est pleine de ménagemens avec l'Autriche, et en tout elle évite de peser trop directement sur la politique du cabinet de Vienne.

Que la Russie soit également désintéressée du côté de l'Orient, il est

plus difficile de le croire; elle a des traditions et une sorte d'instinct qui la poussent vers les riantes et riches contrées du midi. Une conquête aux dépens de la Turquie donnerait à l'empire russe des populations qui, tout animées qu'elles sont de l'esprit libéral, n'ont point été aussi profondément révolutionnées que celles de Posen et de la Gallicie. Les lettrés des principautés du Danube ont puisé abondamment aux sources occidentales; mais le fond même du pays, le peuple, est encore dans un état voisin de celui du peuple russe. Le sol de la Turquie septentrionale, avec ses entrailles fécondes et ses sillons échauffés par un soleil généreux, a un attrait bien autrement puissant que les régions nébuleuses et pauvres de la Pologne occidentale. La Russie ne renoncera pas facilement à l'ambition de reculer ses frontières vers ces chaudes et fertiles contrées. Cependant elle n'est point aussi pressée qu'on l'imagine de tenter cette conquête, et, en retirant aujourd'hui une partie de ses troupes des principautés du Danube, elle indique au moins qu'elle ne croit pas le moment venu de rien entreprendre sur ce terrain. Elle a remarqué, d'une part, que les élémens d'une force respectable se sont développés au sein de l'empire ottoman, que cet état s'affermit sous l'influence d'une politique intelligente et juste; d'autre part, que les cabinets de l'Occident, même gênés par la révolution, n'ont point encore renoncé à maintenir l'intégrité de la Turquie. La diplomatie russe, dirigée avec la pénétration la plus éclairée, sans abdiquer les ambitions que chacun lui connaît, se replie donc sur elle-même et change son front de bataille. Ce n'est plus comme avide de conquêtes et hostile à telle ou telle forme de gouvernement que la Russie essaie de se poser en Europe : elle déclare qu'elle n'a point de parti pris, si ce n'est contre la politique révolutionnaire; elle propose aux cabinets le concours de son influence pour ramener le calme partout où la paix sera troublée, soit par le parti radical, comme en Autriche, soit par tel ou tel cabinet, comme naguère en Holstein et hier en Grèce.

Et de fait, quand la Russie voit que tout ébranlement nouveau mettrait en péril les principes fondamentaux des sociétés et ce qui reste de sentimens sacrés dans le cœur des hommes, pourrait-elle s'entêter dans le périlleux égoïsme de l'esprit de conquête et choisir, au milieu de tant de grandes choses à faire avec honneur, le rôle le moins glorieux? Quand elle se sent elle-même menacée de près ou de loin, comme état et comme nation, par toute guerre qui surgirait aujourd'hui sur le continent, peut-on croire qu'elle voudrait poursuivre à ce prix de solitaires pensées d'agrandissement, et mettre le feu à l'Europe pour être elle-même atteinte par l'incendie qu'elle aurait allumé? Nous préférons lui attribuer des intentions à la fois plus équitables et plus désintéressées. L'occasion d'en faire preuve n'est-elle pas d'au-

tant plus belle, que la politique révolutionnaire trouve en ce moment un appui dans le cabinet qui semblait le mieux placé pour donner de bons exemples? Que l'on nous permette donc cette supposition : la Russie cesse de menacer l'Orient, et, pesant d'un poids moins lourd sur les peuples du Danube, elle marche d'accord avec les intérêts conservateurs de l'Autriche et de la Turquie. Dès-lors qu'arrive-t-il? Non-seulement les révolutions ne sont plus possibles dans ces deux empires, mais l'Europe occidentale, rassurée sur le dehors, maîtresse chez elle, travaille librement à sortir du chaos où elle se débat. Qui doute à cet égard, malgré de récens déboires, qu'elle ne soit en voie de progrès? Si l'Europe occidentale n'est pas obligée d'abandonner sa tâche au dedans pour faire face à des embarras extérieurs, combien sa rude mission n'est-elle pas facilitée! Certes la paix ne dépend pas exclusivement de la Russie; toutefois il dépend de chacun des cabinets de l'Europe de concourir à éloigner les périls sociaux qui pourraient surgir de la guerre, et parmi ces cabinets celui de Russie est l'un de ceux qui sont le plus en position de la prévenir.

Ne serait-ce point un beau rêve de penser que la Russie se séparera ainsi de ses plus vieilles et de ses plus intimes traditions? L'avenir seul pourra nous l'apprendre; mais du moins, en ce moment, l'intérêt même de la Russie nous rassure : elle a besoin pour sa tranquillité d'une Europe calme et pacifique. Tout ainsi la détourne de la pensée des conquêtes. Ajoutons que, sans cesser d'être fier en face de l'Europe, son langage contient dès à présent de belles promesses. Si, d'un côté, le patriotisme nous commande de n'accueillir ces promesses que sous toutes réserves, il nous défend aussi de les méconnaître. Voici donc la conclusion que nous voulons tirer de l'état intérieur et de l'attitude présente du gouvernement russe. La prétention de fournir aux vieilles sociétés de l'Occident des notions infaillibles sur les principes organiques des sociétés, comme l'entendent les panslavistes officiels, n'est qu'une séduisante utopie, une sorte d'hallucination mystique. Le czarisme, en exagérant l'autorité politique et religieuse, a suscité dans le sein même de l'empire, non-seulement l'idée constitutionnelle, qui est bonne en soi, mais l'idée radicale, — non-seulement l'idée de la liberté des consciences, mais l'idée du mysticisme philosophique et communiste de certaines écoles allemandes. Que si le gouvernement russe, plus modeste et plus pratique que ses panégyristes, ambitionne simplement de rivaliser avec les autres cabinets dans la pacification de l'Europe, il le peut avec avantage pour l'Occident et pour lui-même; il semble même indiquer qu'il le veut, et, dans l'intérêt de la paix du monde, nous nous réjouirions de voir cette curieuse métamorphose de la politique moscovite.

H. Desprez.

REVUE LITTÉRAIRE.

LE THÉATRE ET LE ROMAN.

Il n'est pas rare de voir les gens dont les affaires vont mal se prendre tout à coup d'un beau zèle pour les comptes d'arithmétique, rassembler intendans et majordomes, et se faire présenter des mémoires, des plans d'amélioration, qui le plus souvent n'améliorent rien. Une bonne terre bien cultivée ou un bon capital bien placé leur servirait mieux à sortir d'embarras. Nous songions involontairement à ces gens-là en parcourant le volumineux dossier de la commission d'enquête chargée de préparer la loi sur les théâtres. Les documens officiels que renferme ce recueil seront assurément fort utiles à nos législateurs; il est permis de supposer pourtant qu'une bonne comédie ou un bon drame résoudrait encore mieux les questions qui se rattachent à la décadence ou à la prospérité théâtrale.

Ce n'est pas, selon nous, sur les moyens d'améliorer la situation de nos diverses scènes, sur les inconvéniens ou les avantages d'une liberté illimitée dans l'exploitation ou le répertoire, que les procès-verbaux de cette enquête jettent le jour le plus vif et donnent les renseignemens les plus piquans : nous le répétons, ces questions générales, traitées théoriquement et *à priori*, seront toujours quelque peu illusoires; mais, ce qui l'est beaucoup moins, ce qui nous offre tous les caractères d'une leçon fort concluante et d'un spectacle fort instructif, c'est la petite comédie d'intérieur et d'à-propos qu'ont jouée à cette occasion quelques-uns des personnages consultés. Nous nous plaignons parfois de la rareté ou de la faiblesse de l'élément comique dans les pièces nouvelles : cet

élément abonde dans certaines dépositions, signées de noms célèbres, et qui ont dû parfois faire sourire les membres de la commission d'enquête. Singulier temps que celui où nos poètes dramatiques, interrogés sur les moyens de ramener la prospérité des théâtres, donnent envie de penser que le problème serait résolu, si leurs pièces étaient aussi plaisantes qu'ils le sont eux-mêmes!

Il s'agissait de déterminer s'il est utile ou nuisible que les théâtres jouissent sans limites d'une double liberté, industrielle et morale; qu'ils puissent se multiplier à l'infini, et jouer, sans autre contrôle que celui du public, tout ce qui leur paraîtra de nature à attirer la foule et à piquer la curiosité. Nous avouons ne pas comprendre comment le plus léger doute peut planer encore sur ces deux questions. La multiplication indéfinie des théâtres ne saurait qu'être également funeste aux nouveaux et aux anciens. Ceux qui existent peuvent à peine se soutenir, et la décadence théâtrale a commencé avec cet accroissement numérique, beaucoup trop favorisé par les divers gouvernemens qui se sont succédé en France depuis vingt années. Le nombre des spectateurs n'augmentant pas en proportion, les acteurs excellens étant toujours fort rares, les prétentions de ceux-ci grandissent à mesure que le chiffre de ceux-là diminue : double condition d'une ruine rapide et certaine, qui engloutit dans le même naufrage, avec le spéculateur aventureux et coupable, le capitaliste crédule et le travailleur confiant qui ont concouru à sa dérisoire entreprise! Chance funeste, qu'on essaiera nécessairement de conjurer, en entassant les monstruosités les plus révoltantes, pourvu qu'elles réveillent l'attention blasée du public! Ceci touche à la seconde question, plus grave encore que la première, celle de moralité. Sans prendre au sérieux l'amélioration morale du genre humain par le théâtre, cette complaisante utopie de nos dramaturges modernes, à qui la plupart de leurs ouvrages donnent un éclatant démenti, tout en reconnaissant que le théâtre ne sera jamais, quoi qu'on fasse, une école de vertu et de bonnes mœurs, par la raison que ce qui surexcite l'imagination et les sens ne saurait être pour la conscience et l'esprit un exercice salutaire, on peut désirer pourtant qu'il ne se mêle aux séductions qui attirent au spectacle aucun de ces appâts grossiers qui repoussent ou font rougir les honnêtes gens, aucun de ces désastreux scandales qui déshonorent le sens moral et compromettent le repos d'un pays. Quelle que soit notre admiration pour Corneille et pour Molière, nous nous permettons de douter que *le Cid* ou *Nicomède* ait jamais inspiré de l'héroïsme à un poltron, que *Tartufe* ait converti un seul hypocrite, et qu'un seul avare ait été ramené aux idées généreuses par le monologue d'Harpagon; mais en même temps nous nous hâtons de constater que, pour la littérature qui a produit, sous le régime de l'autorité, ces admirables chefs-d'œuvre, il y aurait à tomber, par le fait de la liberté absolue, dans l'exploitation licencieuse de toutes les mauvaises passions, quelque chose d'ignominieux et de dégradant, qui rejaillirait à la fois sur les lettres, sur la liberté et sur notre époque. Les prétendus moralisateurs par le théâtre ont un système tout différent du nôtre : ils prétendent que le théâtre est une école de bonne morale, et ils ajoutent qu'il doit être libre de représenter des pièces aussi immorales qu'il le voudra : toujours la même plaie, le même travers, si fatal à notre temps, la glorification du superflu aux dépens du nécessaire!

Quoi qu'il en soit, nous ne nous lasserons pas de le redire, ces questions,

pour un homme sensé, ne peuvent être douteuses. Tel n'est cependant pas l'avis de quelques-uns des auteurs qu'a interrogés la commission d'enquête théâtrale. Ils ont profité de la circonstance pour se lancer dans des digressions superbes où perce constamment, à travers d'ambitieux paradoxes, l'excessive préoccupation de soi-même, cette muse de notre siècle. Leurs réponses, consignées tout au long dans les procès-verbaux de la commission, sont donc significatives et curieuses, au moins sur un point : si elles donnent des renseignemens peu concluans sur le sujet qu'ils avaient à éclaircir, elles en fournissent de très nets sur eux-mêmes. L'ensemble de ces réponses a un autre avantage; il permet, dès l'abord, de reconnaître et de classer deux familles bien distinctes parmi ces brillans esprits : celle des esprits justes et celle des esprits faux. On peut même faire à ce propos une remarque : c'est que les écrivains qui représentent le plus complétement, dans leurs personnes et dans leurs ouvrages, les tendances de la littérature moderne, ceux qu'on est convenu d'appeler les plus *littéraires*, sont ceux dont les réponses révèlent le moins d'idées droites, pratiques, applicables, ceux qui paient le plus large tribut aux paradoxales allures d'un individualisme puéril, regardant toutes choses à travers le prisme de la vanité. Plus on s'éloigne de cette extrémité, de cette sorte de petite église littéraire et poétique; plus on approche des régions tempérées, des hommes d'esprit qui ne se croient pas de grands hommes, plus on trouve de rectitude, de netteté et de justesse dans les explications données et reçues; enfin, lorsqu'on arrive aux hommes spéciaux, compétens, qui n'ont ni rêvé ni écrit, mais qui ont vu, pratiqué, jugé, et dont les raisonnemens reposent sur des faits recueillis pendant une longue et sérieuse carrière, on a sous les yeux la vérité et l'évidence même : utile leçon qu'il serait facile de généraliser, et qui expliquerait, au besoin, des événemens plus graves que la chute ou la prospérité des théâtres! Serait-ce donc une des douloureuses conditions de notre époque, que quiconque a bu aux philtres de la rêverie, s'est enivré des enchantemens de la poésie et de l'art, doive perdre le sentiment du bien et du mal, la conscience du vrai et du faux, la proportion du possible et de l'impossible dans le domaine des choses réelles? Est-ce le châtiment de l'orgueil chez les imaginations brillantes, l'expiation des plaisirs que nous donnent leurs décevantes fictions? Est-ce le résultat logique de cette maladie toujours croissante parmi les contemporains célèbres, et qui consiste à tout ramener à eux-mêmes, à se préférer à tout? On le voit, la question s'agrandit, et cette comédie-là ouvre, elle aussi, d'assez lumineuses perspectives sur les misères de notre temps, les faiblesses du cœur humain, et les secrets mobiles qui dirigent, modifient ou transforment l'opinion de nos illustres.

L'espèce de classement intellectuel que nous indiquons ici peut se faire à chaque page du procès-verbal de l'enquête. Tous ceux qui ont quelque raison de préférer les données de l'expérience aux chimères de la vanité sont unanimes à proclamer ce qu'il y aurait de désastreux et de funeste dans la liberté absolue. Tous constatent la nécessité d'une restriction et d'une censure préventive. Les écrivains chez lesquels domine l'esprit critique ou l'esprit observateur sont du même avis. De l'autre côté se rangent les *poètes*, M. Dumas, M. Hugo surtout; et, comme pour se conformer au système dramatique de ce dernier, qui veut que le grotesque ait sa place dans toute représentation théâ-

trale, à côté de la déposition de M. Hugo, nous avons celle d'un acteur qui nous donne, sur l'art du comédien érigé en instrument d'agitation politique, d'assez piquantes révélations.

On le sait, la prétention de M. Dumas est de personnifier le théâtre moderne pour le glorifier davantage, et de diviniser l'art afin de se diviniser lui-même. L'auteur du *Comte Hermann* est un Bias dramatique, portant tout avec lui, drame, préface, acteurs, décorations, salle et mise en scène. On conçoit dès-lors qu'il soit peu soucieux des lois restrictives, de la distinction des genres, de la nécessité des études spéciales et du sage tempérament de la liberté par l'autorité. Ce ne sont là pour lui que de stériles obstacles, des entraves gênantes pour l'essor de sa pensée, pour le développement des drames innombrables toujours prêts à sortir tout armés de son cerveau, comme sortit du cerveau de Jupiter la déesse de la Sagesse, avec laquelle ils n'ont d'ailleurs aucun autre trait de ressemblance. L'opinion de M. Hugo a des allures plus sérieuses : est-elle plus sérieuse en effet? Nous ne le croyons pas. M. Hugo ne sait pas s'arrêter dans les limites du sujet; il passe du théâtre à la société tout entière, à l'histoire des temps anciens et modernes. — « Vous touchez, s'écrie-t-il, dans la matière spéciale qui vous occupe, à la grande, à l'éternelle question qui reparaît sans cesse, et sous toutes les formes, dans la vie de l'humanité. Les deux grands principes qui la dominent dans leur lutte perpétuelle, la liberté, l'autorité, sont en présence dans cette question-ci comme dans toutes les autres; entre ces deux principes, il vous faudra choisir. »

Loin de nous l'idée de médire de la liberté et de vouloir la sacrifier partout et toujours à l'autorité, sa rivale! Cette partialité aurait en ce moment trop d'à-propos pour qu'il n'y ait pas quelque sagesse à s'en méfier, et on y verrait peut-être un reste de rancune électorale. Toutefois nous pourrions répondre à M. Hugo que cet antagonisme entre la liberté et l'autorité est en effet un des douloureux problèmes contre lesquels se débat l'humanité, que cette lutte entraîne avec elle des malheurs immenses, des déchiremens inouis, et que probablement cette lutte serait moins sanglante, ces malheurs moins grands, ces déchiremens moins redoutables, si les hommes de talent ou de génie, *pastores hominum*, ne sacrifiaient trop souvent leur rôle de conciliateurs entre les deux principes à une vaine ambition de popularité. Voilà ce que nous pourrions répondre à M. Hugo; tout nous porte à croire qu'il ne serait pas de notre avis, et sa conduite sur un théâtre plus vaste que ceux dont il s'agit ici ne laisse là-dessus aucun doute.

Nous croyons pourtant que ce n'est pas dans cet antagonisme de la liberté et de l'autorité qu'il faut chercher l'opinion réelle, la pensée favorite de M. Hugo en matière théâtrale. Il a dit de fort belles choses sur le siècle de Louis XIV, sur le principe d'autorité, qui a arrêté l'essor de Corneille et froissé son robuste génie, sur Molière, qui n'a dû ses immunités de comédien et de poète qu'à son titre de tapissier du roi, et qui n'a été libre que parce qu'il a été valet : antithèse brillante qui rentre parfaitement dans les procédés habituels de M. Hugo, mais que d'autres ont eu le mérite d'indiquer avec lui; et cependant nous parierions volontiers que cette étude littéraire du grand siècle vu à vol d'oiseau ou de poète, que l'appréciation un peu hautaine du XVIIIe siècle, proclamé par M. Hugo une époque de complète *dégradation* dramatique, en dépit de Mari-

vaux, de Voltaire et de Beaumarchais, que même ces malheureuses tragédies de Voltaire, que nous ne prétendons pas défendre, et que l'auteur d'*Angelo* range parmi les œuvres les plus *informes* de l'esprit humain, n'ont été pour lui que des moyens adroits d'arriver à l'époque impériale. On sait en effet que c'est là l'idée dominante de M. Hugo : une sorte d'assimilation involontaire entre son génie et celui de l'empereur; le regret de n'être pas venu de son temps pour gagner des batailles en poésie pendant que Napoléon écrivait des poèmes sur les champs de bataille, pour créer une littérature impériale pendant que Bonaparte créait un code, une société, une dynastie et un monde. D'après M. Hugo, c'est là la seule chose qui ait manqué au héros des temps modernes, la seule lacune qu'on aperçoive dans la gloire de son règne. Cette lacune, l'empereur l'a sentie lui-même, car son goût littéraire, nous dit encore M. Hugo, était supérieur. Il aurait donné des millions, des provinces, des royaumes pour un seul de ces chefs-d'œuvre dramatiques qui devaient éclore, vingt-cinq ans plus tard, de *Hernani* aux *Burgraves*. Par malheur, M. Hugo venait à peine de naître, et Napoléon fut réduit à se contenter de Raynouard, de Baour, de Luce de Lancival, des *Templiers*, d'*Omasis* et d'*Hector* : ce fut là la plaie secrète de son empire, le regret qu'il emporta à Sainte-Hélène, où il en éprouva probablement quelques autres plus sérieux que celui-là. Ah! si *Marie Tudor* et *le Roi s'amuse* avaient été joués en 1810, Napoléon n'aurait rien regretté à Sainte-Hélène, et peut-être n'y serait-il jamais allé. M. Hugo ne nous l'affirme pas, mais il nous le laisse entendre. Seulement, pour rester dans le domaine de la vraisemblance et ne pas ajouter trop notoirement le don de seconde vue aux autres qualités du génie impérial, il évite de se nommer et ne nomme que Corneille; mais c'est évidemment un pseudonyme. L'empereur a parlé de Corneille parce qu'il l'avait lu; il n'a rien dit de M. Hugo parce qu'il n'avait fait que le pressentir.

Telle est la pensée *intime*, secrètement caressée dans les rêves du poète, et qu'il a déguisée tant bien que mal en précis historique de la lutte entre l'autorité et la liberté. On le voit, cette façon de cacher sous un système général une prétention personnelle n'a rien de bien concluant en ce qui touche à la régénération théâtrale. Aussi, nous le confessons humblement, les documens publiés sur la question des théâtres nous paraissent faciliter médiocrement la solution du problème. Ils placent sous un nouveau jour quelques excentricités contemporaines, mais ils apprennent fort peu de chose sur le principal sujet de ces investigations. Ce qui est positif, ce qui résiste même aux belles digressions de MM. Hugo, Dumas et autres, c'est que la multiplication illimitée des théâtres, leur indépendance absolue, la confusion des genres, l'éparpillement des talens, achèveraient de tout perdre. Il n'y a déjà que trop de théâtres; c'est cette production excessive, multiple, hâtive, stérile dans sa fécondité apparente, disproportionnée avec les besoins de la consommation véritable, qui paralyse les efforts de l'art sérieux, accélère la décadence littéraire et dramatique, et ruine du même coup les directeurs, les auteurs et les libraires.

Veut-on savoir à quoi s'en tenir sur la liberté illimitée de production? qu'on la juge par les résultats qu'a amenés l'excès de la production littéraire pendant ces dernières années. Cet indice est d'autant plus instructif, qu'il se rattache à un mouvement général d'abaissement intellectuel que nous avons déjà signalé.

Après 1830, il y eut quelque ralentissement dans le groupe poétique et novateur qui avait jeté tant d'éclat sur les dernières années de la restauration; mais le roman eut alors une phase d'épanouissement magnifique, de floraison soudaine et prospère, où se révélaient mille dons heureux d'imagination et de style, et où, malgré les premiers symptômes d'une fécondité inquiétante, l'excès et l'abus ne se trahissaient pas encore. Puis vint la seconde phase du roman, cette famille de conteurs qui s'adressa à une curiosité frivole ou maladive plutôt qu'au bon sens et au bon goût. Ces conteurs sont aujourd'hui plus célèbres et plus populaires qu'ils ne l'étaient alors; il semblerait que la circulation de leurs ouvrages devrait être plus générale, que le nombre de leurs lecteurs devrait s'être accru, et pourtant les indications statistiques donnent un résultat tout contraire.

Qu'on nous permette de citer ici quelques chiffres : les écrivains dont les livres se tiraient à deux mille exemplaires, M. Dumas, par exemple, et Mme Sand, ne sont plus tirés qu'à mille ou même à sept cents. M. Eugène Sue est tombé de quinze cents à sept cents, excepté lorsqu'il s'adresse aux passions coupables que flattent et surexcitent ses romans socialistes. En général, les auteurs qui se sont le moins prodigués sont aussi ceux pour qui le tirage est resté à peu près le même. Une pensée politique, bonne ou mauvaise, change immédiatement cette proportion; en ce moment, *les Mystères du Peuple* se tirent, dit-on, à dix mille exemplaires, et récemment *Jérôme Paturot à la recherche de la meilleure des républiques* s'est tiré à treize mille in-18 et à cinq mille in-8° illustré, ce qui laisse encore un léger avantage au bon livre sur le mauvais. Ce qu'on peut dire, c'est que les ouvrages de pure imagination, ceux dont l'intérêt romanesque n'est relevé par aucun mérite d'*actualité*, ont perdu, de 1842 à 1850, environ moitié du débit qu'ils trouvaient de 1830 à 1842. Plusieurs même des célébrités du roman moderne ne trouvent plus d'éditeur. L'imagination contemporaine expie, par un commencement d'abandon et de déchéance, les entraînemens déplorables où l'a poussée, dans un temps meilleur, une prospérité factice. Elle avait fait descendre les lois immortelles de l'art aux conditions matérielles du métier; elle s'était fait gloire d'improviser, sans lassitude et sans fin, ces gigantesques épopées, où des aventures, toujours nouvelles et toujours les mêmes, s'enchevêtraient en cent façons, tour à tour suspendues, reprises, déroulées à travers d'interminables chapitres, pâture à peine suffisante pour la curiosité mondaine. Le jour est venu où cette curiosité s'est lassée par l'excès même de ce qu'on entreprenait pour elle, où elle a refusé de s'intéresser à ces tours de force de l'impromptu en vingt volumes, et où il a fallu, pour l'éveiller et la tenir en haleine, mêler aux fictions des enseignemens révolutionnaires propres à passionner les lecteurs turbulens, ou des protestations satiriques qui satisfissent de justes rancunes. Oui, les livres, comme les théâtres, rencontrent d'infaillibles chances de souffrance et de ruine dans cette production exagérée, dans cette diffusion funeste qui est un des caractères et un des fléaux de notre époque. L'émancipation intellectuelle et littéraire, lorsqu'elle arrive à cette conséquence extrême, est plus fâcheuse que l'oppression, car celle-ci n'arrête que pour un temps l'essor de la pensée; parfois même elle la retrempe et la fortifie par les entraves qu'elle lui impose, et l'idée qui lutte

contre ces obstacles y trouve une salutaire épreuve d'où elle sort plus nette et plus vive, à peu près comme l'image poétique, gênée par les difficultés de la rime ou de l'hémistiche, s'y précise et s'y illumine. L'émancipation au contraire, la dispersion qu'elle amène, les excès qu'elle autorise, étouffent ce qui mériterait l'attention sous un amas de médiocrités qui la repoussent, compromettent le talent par le voisinage des vulgarités, et présentent à la curiosité du lecteur un tel pêle-mêle, que, ne pouvant plus s'y reconnaître, il prend le parti de ne plus rien lire.

C'est dans ces conditions défavorables que paraissent aujourd'hui les romans; remarquons en outre que là aussi le niveau s'est abaissé, qu'en se reportant en souvenir vers les livres qui défrayaient, il y a quinze ans, les cabinets de lecture, on peut constater parmi ceux d'aujourd'hui une infériorité relative. Ce sont en général ou des histoires embrouillées et bizarres, en qui se reconnaît encore, altérée et grossie par une imitation lointaine, la poétique des *Mystères de Paris* et de *Monte-Cristo*, ou des esquisses d'un monde bâtard, sans poésie et sans grace, encore et toujours la Bohême, avec ses mœurs suspectes, ses personnages équivoques, avec ses scènes de carnaval, d'orgie, de plaisir, de fantaisie et de misère, qui attirent peu la bonne compagnie et donnent une assez pauvre idée de la mauvaise. Décidément M. de Balzac, M. Dumas, M. Sue, valaient mieux que leurs successeurs, ou plutôt ils n'ont pas encore de successeurs, et il serait plus juste de dire qu'ils se succèdent et se survivent à eux-mêmes. C'est à peine si, dans cette foule d'œuvres incolores ou enluminées, l'on découvre de temps à autre un livre et un nom qui se recommande à une attentive sympathie, et encore on peut être sûr que ce nom et cette œuvre se rattachent au premier groupe des romanciers et des conteurs. Il faut ranger dans ce nombre les derniers récits de Mme Reybaud : *Clémentine*, *Félise*, *Hélène*; nous avons en grande estime le talent de Mme Reybaud, qui ne s'est jamais livré aux prodigalités énervantes où se sont gaspillées, de nos jours, tant de brillantes facultés. Peut-être ce talent manque-t-il un peu d'élévation et d'idéal; mais il y a, dans les romans de Mme Reybaud, des qualités solides, sérieuses, attachantes, un sentiment très sincère de la nature, une habileté très réelle pour faire croître l'émotion à mesure que le récit avance, pour ménager jusqu'au bout la vérité des caractères, et fondre dans un harmonieux ensemble les personnages et les incidens avec le paysage où elle les place et l'époque où elle les fait vivre. Ces qualités, on les retrouve, bien qu'à des degrés différens, dans *Hélène*, dans *Félise*, dans *Clémentine* surtout, qui nous paraît un des romans les plus remarquables de Mme Reybaud, et dont on a pu apprécier ici même l'intérêt saisissant et pathétique. Dans ces trois romans, l'action, d'abord un peu traînante, un peu embarrassée, se dégage bientôt des lenteurs du début; il vient un moment où la curiosité s'éveille, où l'émotion commence à poindre, entremêlée d'un sentiment vague qui en augmente le charme; dès ce moment, le lecteur est conquis, et le romancier sait le fixer ou l'attendrir jusqu'à la dernière page. Dans *Hélène* pourtant, quelques parties gardent l'empreinte d'une précipitation que nous n'avions pas encore aperçue dans les précédens ouvrages de l'auteur. Le caractère de l'héroïne, intéressant d'abord et bien posé, perd, dans les derniers chapitres, un peu de sa précision et de sa grace. L'action

marche par soubresauts, tantôt trop lente, tantôt trop rapide; il y a des défauts inhérens à certains modes de publication, et dont les meilleurs esprits ne sauraient se garantir.

Peut-on parler du roman, de l'époque où il prospérait, des auteurs qui lui maintiennent encore un peu de son éclat et de son prestige, sans donner un souvenir et un regret à la mémoire d'un spirituel écrivain qui s'est éteint, il y a quelques jours, et dont la mort a été silencieuse, discrète, comme l'avait été sa vie? M. Charles de Bernard n'était pas de ceux qui s'étudient à faire de leur personne une réclame à leurs ouvrages; on eût dit qu'il désirait qu'on parlât de ses ouvrages sans parler de lui. Il ne voulait réussir que par ses livres, et ses livres réussissaient à juste titre par des qualités aimables, une grande finesse d'aperçus, une observation délicate, rarement profonde, mais toujours juste, un enjouement de bon goût, qui parfois laissait entrevoir, par de soudaines échappées, un fonds de désabusement et de tristesse. *La Femme de quarante ans*, *le Paratonnerre*, *le Pied d'argile*, sont d'attrayans récits encore présens à la mémoire de bien des lecteurs, qui y reconnaissaient avec charme l'expérience mondaine au courant des faiblesses du cœur et des misères de la vie, les recueillant sans fiel et sans amertume, et les encadrant dans d'agréables fictions, où l'intérêt et la grace ne font jamais défaut. Ce qui a manqué au talent de M. Charles de Bernard, c'est cet achèvement suprême, cette distinction de forme et de style sans laquelle il n'est pas d'œuvre durable. L'homme du monde, chez lui, dominait l'artiste. On peut croire aussi qu'il a cédé à ce sentiment de découragement et de lassitude dont sont atteints, dans les temps mauvais, les esprits justes et fins, qui n'ont pas en eux-mêmes une foi assez robuste pour s'isoler dans leur orgueil. M. de Bernard, nous le pensons, s'est volontairement amoindri, parce qu'il était trop spirituel et trop raisonnable pour se grandir démesurément : triste époque, où ceux qui ne s'admirent pas se découragent!

Quelques semaines auparavant était mort un autre écrivain, fort spirituel aussi, et qui avait eu son temps de célébrité et d'influence littéraire, M. de Féletz. Celui-là laisse un fauteuil vide à l'Académie française, et déjà, en vue d'une élection prochaine, l'opinion désigne quelques noms parmi lesquels aura à choisir la docte assemblée. Ce qui a soutenu, dans ces derniers temps, à travers nos agitations et nos secousses, la dignité de l'Académie, c'est le tact parfait, l'exquise mesure avec laquelle elle s'est placée en dehors des entraînemens, des préoccupations étrangères à sa pacifique mission. Saluer, en deux hommes d'élite, l'alliance des distinctions de la littérature et du monde, au moment même où ces distinctions semblaient près de se briser et de disparaître au contact des passions révolutionnaires, c'était faire acte de goût; c'était se montrer digne de contribuer pour sa part à cet ensemble de résistance, de *réaction* contre les idées destructives, œuvre réparatrice et salutaire où les supériorités littéraires peuvent avoir leur place comme les supériorités politiques. Il nous semble qu'il y aurait aujourd'hui quelque exagération à trop persister dans cette voie, et que les gens d'esprit doivent éviter l'exagération pour garder le droit de la reprocher à leurs adversaires. Il est bon que l'Académie conserve le caractère qui fait sa force et sa gloire, qu'elle reste avant tout le sanctuaire

des lettres, et qu'elle ne consente jamais à se faire l'exécutrice testamentaire d'un corps politique.

Il y a quelque chose de douloureux et de consolant à la fois à observer les efforts de la société pour se distraire de ces sombres inquiétudes que vient raviver de temps à autre quelque nouvel épisode de nos malheurs et de nos folies. Cette lutte des instincts et des goûts de la civilisation contre les maux qui la menacent prouve une force intellectuelle qui, bien employée, peut prévaloir contre la barbarie envahissante; mais en même temps elle attriste par le contraste de ces récréations élégantes avec ces sujets permanens de trouble et d'angoisse. Cette pensée nous dominait l'autre soir à la Comédie-Française, où un public spirituel et choisi était convié à une de ces tentatives qui ont au moins le mérite de révéler des tendances sincèrement littéraires. On jouait *le Carrosse*, pièce extraite du *Théâtre de Clara Gazul*, et qui avait paru d'abord sous le titre du *Carrosse du Saint-Sacrement*. Remarquons, en passant, que lorsque le Théâtre-Français veut faire un pas sur cette route qui l'éloigne du genre faux et mesquin de la comédie moderne, il est obligé d'avoir recours à des œuvres écrites, il y a quinze ou vingt ans, par des hommes qui marquèrent alors leur place et qui ont su la garder. Ceci soit dit pour mémoire, et sans aucune intention maligne de décourager la génération nouvelle!

Quoi qu'il en soit, cette pièce du *Carrosse*, qu'on pourrait intituler aussi *la Périchole*, du nom de sa fantasque héroïne, est un canevas espagnol, brodé par une des mains les plus sûres et un des esprits les plus nets de ce temps-ci. Dès les premières scènes, on a pu reconnaître une vivacité de dialogue, une justesse de ton et d'allure qui n'a rien de commun avec les *concetti* et les *à peu près* des pâles successeurs de Marivaux. La scène principale, celle où la capricieuse et sémillante comédienne s'amuse à courroucer et à apaiser tour à tour l'amoureux vice-roi, de qui elle finit par obtenir plus encore qu'elle ne venait lui demander, est vraiment éblouissante de verve, de saillie et d'entrain. C'est la vérité même prise sur le fait et transportée sur le théâtre par un homme qui ne donne rien au hasard, et dont l'art profond consiste à se cacher sans cesse derrière la réalité. Le dénouement du *Carrosse* est trop espagnol pour pouvoir nous plaire; en Espagne, le mélange des joies profanes et des idées religieuses n'a rien qui froisse ou qui étonne. C'est le génie même de la nation qui respire tout entier dans ces brusques transitions du boudoir à l'église, des vives allures du plaisir aux austères rigueurs de la pénitence. En France, pays essentiellement logique et raisonneur, on ne peut admettre qu'une comédienne qui a commencé sa journée en dupant un vice-roi la termine en se prosternant au pied des autels, et en offrant au saint-sacrement un carrosse qu'elle a extorqué de la crédulité d'un vieux libertin. Ajoutons que la vue des vêtemens ecclésiastiques et des insignes du culte produit toujours sur notre théâtre, même lorsqu'on les entoure de respect, un fâcheux effet, dont nous ne saurions ni nous étonner, ni nous plaindre. Dans un pays sceptique, cette exhibition ressemble presque à un sacrilége; dans un pays de foi, elle est encore un hommage.

Malgré un léger mécontentement causé par l'entrée en scène de l'évêque de Lima, *le Carrosse* a fait plaisir, et s'est joué au milieu d'éclats de rire que jus-

tifie la franchise de cette veine comique. Les spectateurs sentaient que, dans cette légère esquisse, ils avaient affaire à un maître, et, sans donner à sa pièce plus d'importance qu'il n'y en attache lui-même, chacun convenait que, par sa manière large et sobre, vive et saisissante, l'auteur du *Théâtre de Clara Gazul* était appelé, s'il l'avait voulu, à de grands succès dramatiques. Hélas! dans un temps comme celui-ci, l'expression même d'une sympathie méritée, d'une admiration bien sentie, prend involontairement la forme d'un regret. C'est encore un regret que l'on apporte, malgré soi, en allant entendre l'éminente cantatrice qui est revenue, après vingt ans, nous rendre un des plus élégans et des plus mélodieux souvenirs de nos jeunes années; seulement, pour ceux qui applaudissent aujourd'hui Mme Sontag, après l'avoir applaudie avant 1830, ce regret-là ne s'adresse pas au talent de la virtuose, qui a conservé toute sa perfection et toute sa grace : il s'adresse à ce temps évanoui, à ce monde lointain où elle nous apparut d'abord, et auquel ce talent a survécu. Mme Sontag est toujours la même : c'est toujours cette méthode exquise, cette distinction souveraine, cette finesse d'ornementation et de broderie, courant à travers la mélodie originale; mais, nous qui allons l'écouter et qui prêtons une oreille charmée à cette voix délicieuse comme à un écho des jours envolés, que nous reste-t-il de ce qui faisait alors la vie intellectuelle d'une génération toute frémissante d'ardeur et d'enthousiasme? Qu'avons-nous fait de ces rêveries qui devaient régénérer le monde et qui n'ont su que l'égarer? de cet art nouveau qui s'ouvrait des perspectives inconnues? de ces chaleureuses croyances qui promettaient à la littérature, comme à la politique, de magnifiques destinées? Le temps a fait un pas : royautés, grandeurs, poésie, travaux commencés, illusions généreuses, nobles aspirations du talent, délicates jouissances des civilisations heureuses, première explosion des célébrités naissantes, tout s'est amoindri ou effacé, et ce qu'il y a de plus fragile au monde, la voix d'une femme, a duré plus long-temps que nos espérances et que nos rêves!

ARMAND DE PONTMARTIN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 mars 1850.

Les élections de Paris sont un échec pour le gouvernement et pour le parti modéré : voilà ce que nous ne voulons pas nier. On a beau discuter et équivoquer, il y a toujours une grande différence entre ces deux mots-ci : être vainqueur; être vaincu. Ne l'eussions-nous emporté que de 1000 voix sur nos adversaires, c'eût été une victoire, tandis qu'aujourd'hui nous sommes vaincus. Cela dit, expliquons quelle est, selon nous, la portée de cette défaite et quelles en sont les conséquences, afin de ne pas aller dans nos alarmes au-delà du danger qui nous menace.

Et d'abord, nous dirons franchement que l'élection du 10 mars n'a ouvert les yeux que de ceux qui jusque-là voulaient les tenir fermés. Qui donc ignorait le perpétuel péril du suffrage universel? Qui donc croyait que nous pouvons vivre avec ce genre de votes, organisé comme il l'est? Qui donc ne savait pas que nous avions une maladie chronique dont les accès pouvaient être plus ou moins graves, mais qui doit nous tuer au bout d'un certain temps? Oui, l'élection du 10 mars est une première attaque d'apoplexie; mais qui donc ne savait pas que nous sommes fatalement voués à l'apoplexie, si nous attendons tranquillement les atteintes du mal? En vérité, nous ne sommes étonnés que de l'étonnement que nous rencontrons, et cet étonnement nous montre combien notre pauvre pays sait peu son état et combien il est prompt à se faire illusion. Il y avait bien des gens qui disaient hautement que nous sommes très malades, et qui, au fond, ne le croyaient pas. Ils parlaient de leurs maux comme on en parle dans un salon, aux eaux, à Bade ou à Vichy, où il est de règle que personne ne se porte bien. Leur maladie n'était qu'une grimace de bonne compagnie, et cependant leur santé n'était que l'aveuglement d'esprits faibles et légers.

Pendant que le beau monde vivait dans cette sécurité oublieuse, pendant qu'il se livrait aux plaisirs du luxe, qu'il érigeait de temps en temps en services rendus à la société, parce qu'il est convenu maintenant que, lorsque les femmes font beaucoup de toilette et consentent à porter des diamans, c'est pour faire aller le commerce et pour soutenir le gouvernement en témoignant de la sécurité publique; pendant enfin que chacun reprenait petit à petit son festin de Balthasar, que fesaient et que pensaient ces ouvriers auxquels le beau monde s'empressait de rendre service par sa charité déguisée en luxe? Les ouvriers reprenaient leurs mauvaises passions. Il y a beaucoup de gens, en effet, chez qui, quand l'intérêt souffre, quand la gêne arrive, les passions se taisent; mais, quand la prospérité revient, les passions reprennent le dessus. Ils sont sages quand ils sont malheureux; ils sont d'autant plus envieux qu'ils sont plus heureux. Cela veut-il dire qu'il faut qu'ils soient toujours malheureux? — Non, mille fois non! Ce serait là une doctrine impie et stupide. Cela veut dire seulement que les institutions qui donnent aux passions inévitables du cœur humain l'occasion de se satisfaire à l'instant même aux dépens de la société sont de mauvaises institutions. Nous n'avons entendu en confession aucun de ceux qui, quoique ayant tous leurs intérêts dans le travail et dans l'industrie, ont cependant voté contre le travail et contre l'industrie en votant pour la liste démocratique et sociale; mais nous savons les argumens qui ont décidé ces pauvres ames. — Eh bien! vous le voyez, tout va bien; voilà le travail qui reprend. Oui, et l'on disait qu'avec la république tout irait mal, que nous autres commis marchands nous ne vendrions plus rien, ou que nous autres ouvriers nous ne travaillerions plus, erreurs ou calomnies que tout cela! Les affaires peuvent aller aussi bien en république qu'en monarchie, et cela est si vrai, que voyez les riches cet hiver! comme ils s'amusent, comme ils dansent, comme ils courent à leurs pièces de théâtre réactionnaires! On voit bien qu'ils ne souffrent pas, et qu'ils ne s'inquiètent pas, puisqu'ils rient tant. Ils sont déjà aussi orgueilleux qu'ils l'étaient, aussi insoucians des souffrances du pauvre monde. Que voulez-vous? les riches seront toujours les riches. — Ah! voilà le mal. — Est-ce que vous voterez pour eux? — Moi! non, certes. — Prenez donc ma liste, c'est la bonne, la liste de la blouse. — Et l'autre? — La liste des habits noirs. — Je n'en veux point! » Voilà comme une conversation, qui n'est que l'épanchement naturel du cœur de l'homme et de ses mauvais instincts, devient, grace à la facilité des institutions, un vote dangereux pour l'ordre social. Les institutions autrefois étaient faites, non pas pour favoriser, mais pour contenir les mauvais penchans du cœur humain. Nous avons changé tout cela, et ce sont les institutions qui viennent au secours de toutes les tentations et de tous les caprices! Cela s'appelait dans la langue des vieux proverbes : porter de l'eau à la rivière, ou du bois à la forêt; cela ne s'appelait pas un gouvernement.

A quoi bon se dissimuler le mal et la cause du mal? La cause du mal est tout entière dans le suffrage universel, tel qu'il est organisé par la constitution. Nous l'avons dit sans cesse : les élections du 10 mars viennent de le dire d'une manière plus significative encore.

Nous avons contre nous nos institutions, et c'est malgré nos institutions que nous devons nous sauver. Tel est le problème que notre pauvre société a à ré-

soudre. En face d'un pareil problème, tout change : il ne faut plus s'inquiéter des questions qui nous préoccupaient autrefois, au temps de la monarchie, savoir, quelle part il faut faire à la liberté et quelle part il faut faire à l'autorité. Laissons de côté cette théologie constitutionnelle et libérale. Nous sommes en guerre; il y a d'un côté, à Paris, 128,000 hommes qui disent : Nous voulons le retour du gouvernement provisoire, la permanence des ateliers nationaux, le triomphe de l'insurrection de juin 1848; il y a de l'autre côté 122,000 hommes qui disent : Nous ne voulons rien de tout cela, car c'est la ruine de la société. La ligue qui veut la destruction de la société actuelle a pour elle la plupart des institutions de 1848; la ligue opposée a pour elle la majorité dans l'assemblée et le président de la république, c'est-à-dire le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif; elle a pour elle les soldats, qui, grace au ressort encore existant de la discipline, se battent bien les jours d'émeute, quoiqu'ils votent mal les jours d'élection, et l'on peut craindre que les soldats ne soient tentés de mettre un jour d'accord leurs votes et leurs baïonnettes. La société actuelle, quoique vivement attaquée, quoique fortement ébranlée, peut donc encore se défendre; mais combien de temps peut-elle se défendre? On peut calculer, comme dans une place assiégée, combien il nous reste encore de munitions et de vivres. Une fois les munitions épuisées, il faudra se rendre. Nous pouvons, en lisant la constitution, calculer combien de temps elle nous laisse à vivre. Encore faut-il défalquer de la vie le temps de l'agonie. Que nous reste-t-il donc? Dix-huit mois à peu près. Si M. Hugo n'était pas occupé d'autres pensées, il aurait une belle occasion de refaire son roman, *le Dernier jour d'un condamné*; il l'appliquerait à la société.

Quels tristes augures! dira-t-on. — Mais qui peut avoir quelque bon espoir pour une élection législative ou pour une élection présidentielle dans l'état actuel des esprits et des institutions?

Nous ne dirons pas que nous avions prévu le résultat des élections de Paris et des départemens. Non, quelle que soit la défiance que nous a toujours inspirée le suffrage universel, nous n'aurions jamais prophétisé la défaite que vient d'essuyer le parti modéré. Nous n'aurions pas prévu qu'après le 24 février et le 24 juin 1848, une partie de la bourgeoisie de Paris voterait pour cette trinité socialiste que l'on appelle M. Carnot, M. Vidal et M. de Flotte. Nous n'aurions jamais pensé que d'honnêtes gardes nationaux, d'excellens pères de famille, pour donner une leçon au gouvernement à propos des jésuites, iraient s'enrôler au scrutin dans les rangs de l'armée révolutionnaire. Cette partie de la bourgeoisie parisienne avait été cependant bien avertie. Elle avait eu, pour s'éclairer, les conseils de ses amis et les menaces de ses ennemis, car les socialistes, il faut le dire, n'y ont pas mis cette fois la moindre hypocrisie. Ils ont joué cartes sur table. On ne dira pas qu'ils ont mis le drapeau rouge dans leur poche. S'ils ne l'ont pas promené dans les rues, ils l'ont montré assez visiblement dans leurs discours pour que personne n'ait pu se méprendre à leurs intentions. Qui n'a pas lu les procès-verbaux des assemblées préparatoires de leurs comités? Qui n'a pas entendu les cris sauvages proférés contre l'infame capital, contre l'infame propriété, contre la religion, contre tous les principes des sociétés civilisées? On a dit aux bourgeois : Nous règlerons vos comptes! On a dit à tous ceux qui possèdent : Nous vous ferons rendre

gorge! On a dit à la ville de Paris que la Banque de France serait remplacée par la banque du peuple, et chacun sait ce que cela veut dire! Personne n'ignore que les millions de la Banque agissent d'une façon particulière sur l'imagination des orateurs socialistes, et que c'est un sujet sur lequel ils aiment à revenir fréquemment. Si la Banque a été oubliée jusqu'ici dans les plans de l'insurrection parisienne, on peut croire qu'elle n'aura pas le même bonheur dans les insurrections futures. C'est là une réflexion qui a dû être faite avant nous, et pour cause, par les boutiquiers et les commerçans du troisième arrondissement de Paris. Pourquoi donc là, comme ailleurs, tant d'honnêtes citoyens ont-ils déchiré les bulletins de l'*union électorale* pour prendre ceux de la république rouge? Quel est donc en révolution cette fureur du martyre qui pousse les victimes dans les bras de leurs bourreaux? Est-ce assez d'aveuglement? et n'est-il pas temps d'y songer?

Il n'a manqué qu'une seule chose, jusqu'ici, au président de la république et à la majorité parlementaire pour faire plus de bien qu'ils n'en ont fait, et pour résoudre les difficultés de la situation : — ç'a été de s'unir par une intimité plus étroite, — comme aussi il n'a manqué qu'une seule chose à la majorité pour exercer sur les affaires une influence plus décisive : — ç'a été de maintenir l'accord entre ses diverses nuances et de les confondre dans une politique commune. Après les élections du 10 mars, on doit croire que le président et l'assemblée n'auront plus qu'une même pensée, et qu'il n'y aura plus qu'une même politique sur les bancs de la majorité. S'il peut y avoir quelque chose de consolant dans la nouvelle épreuve que subit la France en ce moment, c'est qu'elle est de nature à convaincre les esprits les plus rebelles et à ouvrir les yeux aux plus aveugles. Nous n'avons jamais pris parti pour la politique pessimiste, nous n'avons jamais conseillé de chercher le bien dans l'excès du mal : nous reconnaissons cependant que la défaite du parti modéré peut avoir son côté utile; le tout est de savoir en profiter. Le malheur peut servir autant que la fortune. Il faut que le malheur du parti modéré lui serve à réparer ses fautes, et ce serait plus qu'une faute aujourd'hui de se diviser. Il doit y avoir désormais dans le parti de l'ordre une consigne sévère. Chacun doit rester à son rang et à son poste. L'union entre toutes les nuances du parti de l'ordre est à elle seule une solution, car avec elle toutes les solutions sont possibles. Avec l'union, le parti de l'ordre est sûr de tout gagner; par la désunion, il peut tout perdre.

Ces réflexions sur la nécessité de l'union entre les diverses nuances du parti de l'ordre nous amènent naturellement à parler de la loi des maires, et de la scission qu'elle a fait éclater au sein de la majorité. Il y a huit jours, cette scission était la grande affaire. C'est un événement presque oublié aujourd'hui, et si nous en parlons, c'est tout simplement pour constater qu'il n'aura pas les suites fâcheuses qu'on pouvait craindre. Les bases d'un arrangement ont été convenues, dit-on, sous les auspices de M. Molé et de M. Berryer; et quand même cet arrangement n'existerait pas, les élections du 10 mars sont là aujourd'hui pour nous garantir que chacun fera son devoir, et que personne ne songera à se passer ses fantaisies. La loi des maires sera une des premières occasions de montrer que le faisceau de la majorité, loin d'être rompu, est plus fortement resserré qu'il ne l'a jamais été. Les allées et venues de droite à

gauche et de gauche à droite sont un divertissement qui n'est plus de saison. Laissons la montagne refuser au gouvernement les armes nécessaires à la défense de la société; c'est le rôle de la montagne, ce n'est pas celui du parti légitimiste. Craindrait-on aujourd'hui de fortifier le président en fortifiant le pouvoir? On a déjà joué ce jeu-là pendant dix-huit ans. On a affaibli le pouvoir pour affaiblir une dynastie. Qu'en est-il résulté? Craindrait-on, en fortifiant le pouvoir, de fortifier la république? Ce serait confondre deux choses tout-à-fait distinctes. Les destinées du pouvoir et celles de la république ne sont pas solidaires. Enfin, craindrait-on d'introduire dans la législation de ce temps-ci des armes que le parti révolutionnaire, devenu maître du gouvernement, pourrait tourner plus tard contre la société? Singulière précaution, en vérité! comme si le parti révolutionnaire, maître du pouvoir, était jamais embarrassé par des scrupules de légalité, et comme s'il n'avait pas toujours la violence à son service, quand la légalité ne lui suffit pas!

La loi des maires n'est pas seulement une loi de circonstance, c'est une loi de principe. Comme loi de circonstance, il suffit, pour en reconnaître l'absolue nécessité, de regarder ce qui se passe dans un grand nombre de communes où les trois ou quatre républiques qui ont précédé celle du 10 décembre ont laissé successivement des magistrats de leur couleur. Ici, ce sont des maires qui refusent de répéter les paroles du télégraphe; là, ce sont des maires qui abolissent de leur autorité privée le culte catholique; ailleurs, ce sont des maires qu'on est forcé d'habiller par respect pour la décence publique. A Fénestrange, dans la Meurthe, c'est un maire qui, pour mieux célébrer l'anniversaire du 24 février, fait sortir de prison des musiciens ambulans, et parcourt à leur tête le territoire de sa commune, en dansant au son des instrumens, comme les prêtres des religions antiques. Voilà les magistrats municipaux du gouvernement provisoire! Nommés sous l'influence des commissaires de M. Ledru-Rollin, ils ont conservé fidèlement les traditions du premier âge de notre république. Ils étaient les dignes auxiliaires du gouvernement de février; mais on comprend qu'ils soient devenus un grave embarras pour le gouvernement de ce temps-ci. La loi de 1848, en abandonnant le choix des maires au suffrage universel, a réservé, il est vrai, au pouvoir exécutif le droit de suspension et de révocation; mais ces mesures sont des occasions de conflits entre le gouvernement et les communes. D'ailleurs, lorsqu'elles arrivent, le mal est fait, et, en présence du résultat des dernières élections, il est inutile de dire quelle peut être l'étendue du mal.

Les mêmes garanties que l'on a données au pouvoir exécutif du côté des instituteurs primaires, comment ne jugerait-on pas nécessaire aujourd'hui de les lui accorder du côté des maires? Les dangers sont les mêmes et appellent les mêmes remèdes. On a bien reconnu qu'il était indispensable que le gouvernement eût le droit de nommer les instituteurs; comment laisserait-on aux communes le droit de nommer les maires? En 1848, on est sorti des vrais principes sur cette question; il faut y rentrer. On a fait une loi d'anarchie et non pas une loi de gouvernement. Le maire est à la fois l'agent de la commune et l'agent du pouvoir exécutif. Comme agent de la commune, il doit émaner de l'élection; mais, comme agent du pouvoir exécutif, il doit être choisi par le gouvernement. Or, ces deux conditions étaient parfaitement remplies dans le sys-

tème de la loi de 1831, qui faisait élire le conseil municipal par la commune et réservait au gouvernement le droit de choisir le maire dans le conseil municipal. La loi de 1848 a détruit cet équilibre que la législation antérieure avait sagement établi entre les droits de la commune et ceux de l'état. Cet équilibre si nécessaire, il faut le rétablir, et nous n'avons pas besoin de rappeler au parti légitimiste que la loi de 1831, dont le gouvernement invoque le principe, n'est pas autre chose que le projet de loi présenté en 1828 par M. de Martignac.

La question du choix des maires se mêle, pour le parti légitimiste, à une autre question qu'il affectionne vivement, celle de la décentralisation. Ce n'est pas le moment de toucher à ce grand débat; nous aurons l'occasion d'y revenir plus d'une fois. Disons seulement que l'on se fait sur cette question d'étranges illusions. Le contre-coup de février a pu réveiller dans plusieurs parties de la France le souvenir des libertés communales; on a pu, un instant, chercher dans l'indépendance locale un refuge contre les dangers de la centralisation révolutionnaire, et il restera quelque chose de ce mouvement : il en restera ce qui est nécessaire pour protéger désormais la France contre un coup de main; mais la concession n'ira pas plus loin. La centralisation, qui est une des lois de la civilisation moderne, peut avoir ses inconvéniens et ses périls; mais l'indépendance anarchique du moyen-âge avait aussi les siens, et la France ne voudra pas retourner au moyen-âge pour échapper aux dangers de la civilisation.

Nous croyons en avoir dit assez sur la loi des maires pour démontrer que c'est une loi de salut public, une mesure de nécessité, que le parti de l'ordre ne peut refuser au gouvernement. Dans les circonstances présentes, nous ne voyons que la montagne qui ait intérêt à la repousser, et nous espérons bien qu'elle sera seule à l'attaquer.

Nous n'avons pas à suivre plus long-temps aujourd'hui le détail des travaux de l'assemblée. Que dirions-nous de la discussion de la loi sur l'enseignement, dont la troisième lecture a commencé au milieu de l'agitation produite par les nouvelles des élections de Paris? Que dirions-nous de la première lecture du projet de loi sur le chemin de fer de Paris à Avignon? L'assemblée a décidé en principe que le chemin serait exécuté; mais quel sera le mode d'exécution? Où sont aujourd'hui ces compagnies qui venaient faire concurrence à la compagnie unique? Le scrutin électoral ne les a-t-il pas déjà dispersées? Et si les capitaux privés reculent, si la rente baisse, si les recettes de l'état diminuent, si le déficit du trésor augmente, qui se chargera de terminer cette grande entreprise, dont le moindre avantage serait de ranimer l'industrie dans plusieurs départemens et de donner du travail pendant quatre ans à quatre-vingt mille ouvriers? M. Carnot, M. Vidal et M. de Flotte vont-ils nous apporter la solution de ce problème?

Nous passons du dedans, qui est triste et agité, au dehors, qui s'obscurcit, au lieu de s'éclaircir.

Avant la révolution de février et les tristes questions qu'elle a partout suscitées en Europe, il y avait une question qui restait depuis long-temps suspendue sur la politique européenne : c'était ce qu'on appelait la question d'Orient. Cette question se ranimait de temps en temps, comme pour avertir l'Europe

des périls qui menaçaient son repos; puis elle s'apaisait et semblait s'amortir pour un moment, grace aux efforts de la diplomatie. La diplomatie européenne, rendons-lui cette justice, a fait depuis trente ans des efforts heureux pour empêcher l'orage de crever en Orient; mais elle n'a pu qu'ajourner l'éruption du mal, elle n'a pas pu le guérir. Aussi voyons-nous de temps à autre l'inquiétude renaître. Il suffit du moindre incident, de la première incartade d'un amiral ou d'un ministre plénipotentiaire pour ranimer la question d'Orient et lui rendre toute sa gravité. C'est ce que nous voyons aujourd'hui en Grèce.

Il a plu à lord Palmerston, après avoir ordonné à l'amiral Parker d'avoir un coup de vent qui le fît entrer dans les Dardanelles, de lui prescrire d'aller se faire huissier et recors contre la marine grecque. L'amiral Parker est entré dans le Pirée, et a mis le séquestre sur tous les bâtimens grecs. Du jour au lendemain, il n'a plus été permis aux Grecs de naviguer et de commercer. Il a été dit du jour au lendemain à un peuple commerçant et navigateur, qui ne vit que par la marine et par le commerce, qu'il lui fallait mourir de faim, à moins qu'il n'aimât mieux faire une révolution et chasser son roi. Loin d'obéir à cette odieuse contrainte, le peuple grec s'est serré avec une affection patriotique autour de la royauté que voulait destituer lord Palmerston. De la violence du ministre anglais, la Grèce en a appelé à la justice de l'Angleterre et à l'indignation de l'Europe. Les deux sentimens qu'invoquait la Grèce ne lui ont pas fait défaut. La France, qui, à Athènes, au moment de l'iniquité britannique, protestait si noblement et si spontanément par la bouche de M. Thouvenel contre l'atteinte portée à l'indépendance hellénique, la France a vivement réclamé à Londres. L'Angleterre s'est émue contre lord Palmerston; elle s'est émue, voyant qu'on faisait de la puissante marine de l'Angleterre la persécutrice acharnée et destructive de la petite marine grecque. C'est en effet ici l'histoire de la brebis du pauvre. Le prophète Nathan dit au roi David :

« Il y avait deux hommes dans une ville dont l'un était riche et l'autre était pauvre.

« Le riche avait un grand nombre de brebis et de bœufs;

« Le pauvre n'avait reçu du tout qu'une petite brebis qu'il avait achetée et avait nourrie, qui était crue parmi ses enfans en mangeant de son pain, buvant de sa coupe et dormant dans son sein, et il la chérissait comme sa fille.

« Mais le riche prit la brebis du pauvre homme.

« David entra dans une grande indignation contre cet homme, et dit au prophète Nathan : Vive le seigneur! celui qui a fait cette action est digne de mort.

« Il rendra la brebis au quadruple pour en avoir agi de la sorte et pour n'avoir point épargné ce pauvre.

« Alors Nathan dit à David : C'est vous-même qui êtes cet homme! »

Tous les journaux anglais sont en ce moment les Nathans qui disent à lord Palmerston : C'est vous qui êtes l'homme qui avez tué la brebis du pauvre; c'est vous qui détruisez la pauvre marine grecque, vous le ministre d'un pays qui a tant et tant de vaisseaux! Nous aimons cette malédiction universelle; mais, si David s'est incliné et repenti sous la parole de Nathan, lord Palmerston ne paraît pas disposé à la repentance. Voyez son procédé avec le gouvernement français, qui s'était empressé de se porter médiateur. Il semble en ce moment que lord Palmerston veuille se racheter d'avoir été injuste avec

la Grèce, en se montrant impertinent avec la France. Le procédé est peut-être habile, il réussira peut-être : qui sait? Mais nous ne pouvons pas oublier que toutes les impertinences de lord Palmerston contre la France sont en même temps des ingratitudes, car lorsqu'il a voulu, il y a plusieurs années déjà, entrer au ministère avec les whigs, lord Palmerston est venu chercher un *satisfecit* à Paris. Le roi Louis-Philippe le lui a donné et a fait que, depuis ce jour-là, lord Palmerston ne peut plus être impertinent contre la France qu'en étant ingrat. Il ne peut plus avoir que deux roueries à la fois, et l'une gâte l'autre.

Nous voudrions de bien bon cœur, et pour nous-mêmes et pour lord Palmerston, que son procédé au sujet de la médiation française dans l'affaire de la Grèce ne fût pas une impertinence; mais il nous est impossible de le prendre pour autre chose. Voyez en effet comment les affaires se sont passées. Le gouvernement français offre sa médiation : lord Palmerston répond qu'il accepte les bons offices de la France. Cela semblait vouloir dire qu'au lieu de persister dans l'emploi des mesures de contrainte envers la Grèce, l'Angleterre remettait sa querelle à l'arbitrage officieux de la France. Il faut bien en effet que les bons offices de la France aient quelque sens favorable pour la Grèce, et que le premier effet en soit de suspendre les rigueurs du blocus. Offrir ses bons offices, ce n'est pas, je pense, offrir d'être témoin d'un duel, c'est offrir de s'arranger. Lord Palmerston n'entend pas la chose de cette manière. Il a, il est vrai, écrit au ministre et à l'amiral anglais en Grèce de ne rien ajouter aux mesures de coaction qu'il avait prescrites, et là-dessus le gouvernement français s'est pressé de s'applaudir de l'heureux résultat de son intervention; mais lord Palmerston n'a pas promis et n'a pas écrit de suspendre le blocus, ou d'en adoucir la rigueur. A quoi donc se réduit la gracieuseté de lord Palmerston envers la France? Et, pour en revenir à la parabole de la Bible, que penseriez-vous, si le riche, ayant fait prendre et tuer la brebis du pauvre, s'avisait de dire d'un air aimable et doux à ses serviteurs et à ses agens : Comme le prophète Nathan est venu vers moi me parler de la brebis du pauvre homme et que je veux être agréable au prophète Nathan, continuez à faire cuire la brebis prise, mais n'en prenez pas une seconde! — Eh! comment en prendre une seconde, puisqu'il n'y en a qu'une? Voilà l'histoire du blocus du Pirée et de la médiation française. Comme lord Palmerston avait prescrit d'avance tout ce qui pouvait ruiner la Grèce, il a consenti, par égard pour la France, à n'y rien ajouter.

C'est sur ces entrefaites qu'a paru la note russe, qui a montré, dès les premiers mots, quelle était la gravité de la question. La note russe ne considère pas l'affaire grecque comme une affaire particulière, mais comme une affaire européenne. Un journal anglais disait que, depuis les décrets dans lesquels Napoléon mettait l'Angleterre au ban du continent, il n'avait pas paru semblable pièce dans l'histoire. Le journal anglais a presque raison : c'est, en effet, au nom du continent que la Russie se plaint du privilége que l'Angleterre s'arroge, grace à la supériorité de sa marine, d'attaquer, selon sa fantaisie, les états du littoral européen; c'est au nom du continent, si tristement troublé par les agitations de l'esprit révolutionnaire, que la Russie se plaint que l'Angleterre aille risquer ou peut-être essayer une révolution en Grèce. L'Angleterre est une puissance insulaire et une société aristocratique. Si ces deux circonstances lui font croire qu'elle n'a rien à craindre de la contagion

démagogique, il est d'autant moins généreux de sa part d'aviver sur le continent la fièvre dont elle ne redoute pas les atteintes. C'est la première fois, si nous ne nous trompons, que la Russie s'adresse ainsi à l'Angleterre au nom du continent, et cette plainte au nom du continent contre l'Angleterre sera, nous n'en doutons pas, approuvée sur plusieurs points du continent : en Grèce d'abord, cela est tout simple; à Naples, où l'on se souvient encore des encouragemens que l'Angleterre a donnés à la révolution sicilienne; en Espagne, où l'Angleterre, récemment encore, semblait favoriser une insurrection démagogique, et d'où le ministre anglais a dû être expulsé : voilà dans quels pays la note russe trouvera de l'écho.

L'empressement que la Russie a mis à se porter le représentant du continent est-il le commencement de cette grande lutte entre la Russie et l'Angleterre que nous apercevons dans les lointains de l'avenir, et qui doit, selon nous, être la fin de l'Europe? A Dieu ne plaise que, dans nos téméraires conjectures, nous marquions les temps et les momens de cette lutte! Nous sommes convaincus que la lutte sera long-temps éludée et détournée, qu'il y aura des alliances et des trèves, surtout des concessions réciproques; mais nous sommes convaincus en même temps que cette lutte est dans l'avenir et dans la force des choses.

Quoi! dira-t-on, la guerre et ses horreurs, de nos jours, en pleine civilisation! — Oui, et l'on oublie toujours que la civilisation, arrivée à un certain point, loin d'exclure la guerre, l'appelle et l'enfante. Elle appelle d'abord la guerre civile par le développement qu'elle donne aux mauvaises passions du cœur humain : cela ne peut guère être contesté. Voyez l'Europe, voyez la France à l'heure qu'il est. Quant aux guerres d'ambition, la civilisation ne les étouffe pas, elle les excite, parce qu'en face de nations livrées à la faiblesse et à l'épuisement que causent les agitations révolutionnaires, les nations qui ont encore gardé quelque séve et quelque vigueur morale sont tentées de conquérir les premières, ne fût-ce que pour les contenir et pour les empêcher de troubler perpétuellement le monde. Quel temps fut plus civilisé que le temps où la Grèce, depuis la mort d'Alexandre-le-Grand jusqu'à la conquête romaine, pendant plus de cent soixante ans, flotta entre la liberté, la domination macédonienne et la domination romaine, et quel temps fut plus rempli de guerres et de carnages? Ne disons donc pas que nous vivons en des temps trop civilisés pour être malheureux; la civilisation n'exclue pas le malheur et l'aventure, elle l'aggrave au contraire, en nous rendant plus délicats et plus sensibles. A Rome, depuis la mort de Néron jusqu'à Constantin, même spectacle et même leçon; beaucoup de civilisation, surtout comme nous entendons la civilisation, c'est-à-dire beaucoup de luxe, beaucoup de plaisirs, et même beaucoup de livres : en même temps beaucoup de guerres civiles et beaucoup de massacres. Nous disons cela afin qu'il soit bien entendu que, lorsque les peuples civilisés se passent leurs fantaisies de licence et d'anarchie, ils ne jouent pas sur le velours, comme au fond ils aiment à le croire.

L'affaire de la Grèce contient la question d'Orient, c'est-à-dire la question qui a précédé la révolution de février, et qui, après comme avant cette révolution, continue à peser sur l'Europe. Les affaires d'Allemagne, au contraire, sont une question qui procède essentiellement de la révolution de février, mais

qui en procède déjà de loin et avec je ne sais combien d'altérations ou de métamorphoses progressives, si bien que tout est changé en chemin, hommes et choses.

Quand, il y a dix-huit mois, il n'était bruit que du parlement de Francfort, qui aurait pu croire que la diète de 1813 pût encore ressusciter? De nos jours, qui pourrait croire que le parlement de Francfort pût aussi ressusciter? Rien n'est plus vrai cependant, et si le traité des trois rois de Bavière, de Saxe et de Wurtemberg parvient à vivre, si, d'un autre côté, la Prusse ne renonce pas au parlement qu'elle a convoqué à Erfurth pour le 20 mars, nous sommes en train de voir un parlement à Francfort, un parlement à Erfurth, comme nous voyons dès ce moment une commission fédérale intérimaire à Francfort et un conseil d'administration fédératif à Berlin. Evidemment, si l'Allemagne n'est pas représentée et administrée dans cette unité qui lui est si chère, ce ne sera pas faute de parlemens, de conseils, de comités et même de constitution. En ce moment, il est vrai, de tous ces conseils et de tous ces parlemens germaniques, aucun n'est mort et aucun n'est vivant. Tout est dans les limbes de la création ou du néant; tout est entre la vie et la mort. Essayons cependant de caractériser rapidement cet état crépusculaire où se tient l'Allemagne, sans que nous puissions savoir encore si ce crépuscule est celui qui précède la nuit ou celui qui précède l'aurore. Parlons d'abord du parlement d'Erfurth.

Le parlement d'Erfurth procède de deux pensées : une pensée libérale et une pensée prussienne. Il se rattache par la pensée libérale au parlement de Francfort, c'est-à-dire à la représentation la plus populaire de l'unité germanique; il en est l'héritier sans en être le continuateur. Né de ce qu'on a appelé le traité des trois rois, c'est-à-dire de la Prusse, de la Saxe et du Hanovre, qui sentirent, dès les premiers jours de 1849, la nécessité d'arrêter l'essor de la démagogie et les funestes entraînemens du parlement de Francfort, le parlement d'Erfurth a commencé par être le rival éventuel du parlement de Francfort : c'était le parlement modéré opposé au parlement exagéré; mais, le parlement de Francfort ayant bientôt disparu dans la démagogie et s'y étant abîmé, l'idée du parlement d'Erfurth devint l'espoir du fédéralisme allemand. On se flattait que l'unité germanique serait représentée par le parlement d'Erfurth, et c'est là ce qui rattachait à ce parlement les amis de M. de Gagern, c'est-à-dire les libéraux de Francfort.

D'un autre côté, il est vrai, ce parlement procédait d'une pensée égoïste de la Prusse. La Prusse s'est imaginée, dès le commencement de la révolution en Allemagne, que cette révolution devait tourner à son profit; il y a eu même un moment où elle a cru que le roi de Prusse allait être nommé empereur héréditaire d'Allemagne, et que la maison de Hohenzollern allait remplacer la maison de Hapsbourg. Il n'en a rien été. Ne pouvant pas avoir tout, la Prusse alors a cherché à avoir la plus grosse part possible. Elle a fait son traité avec la Saxe et le Hanovre; elle a proposé le parlement d'Erfurth; elle a fondé enfin ou essayé de fonder un état fédératif restreint, *imperium in imperio*, morcelant ainsi l'unité germanique et faisant une grande Prusse ou une petite Allemagne.

Comme il y avait dans l'alliance de la Prusse un boulevard contre la démagogie, la Saxe et le Hanovre consentirent, en commençant, aux projets de la Prusse, aimant mieux, après tout, médiatisation pour médiatisation, être mé-

diatisés par la Prusse que de l'être par la démagogie. Le joug devait être moins dur. Cependant, à mesure que la peur de la démagogie diminuait, la peur ou la jalousie de la Prusse devenait plus grande dans l'ame des rois de Saxe et de Hanovre, si bien qu'ils ne cherchaient qu'une occasion, après s'être délivrés de la démagogie à l'aide de la Prusse, de se délivrer de la Prusse elle-même. L'occasion est venue. L'Autriche, libre des embarras que lui donnaient la Hongrie et l'Italie, a commencé à reparaître en Allemagne, et les petits états allemands, qui s'affligeaient de n'avoir plus à choisir qu'entre la Prusse et la démagogie, ont pu espérer de trouver dans l'Autriche un protecteur désintéressé. Alors s'est faite, sous les auspices de l'Autriche, l'alliance de la Bavière, du Wurtemberg et de la Saxe, qui s'est retirée de l'alliance prussienne. Cette triple alliance représente l'Allemagne méridionale toujours opposée à l'Allemagne du nord. Et comme ce qui faisait auprès des Allemands la popularité de la Prusse, c'était ce parlement d'Erfurth que la Prusse avait suscité pour représenter l'unité de l'Allemagne, idée toujours chère à l'Allemagne, et qui finira par trouver son expression le jour où elle trouvera les limites dans lesquelles elle doit se renfermer, la ligue méridionale n'a pas manqué, dans son projet de constitution germanique, de susciter aussi un parlement de Francfort. De ces deux parlemens qui veulent représenter l'unité germanique, celui d'Erfurth et celui de Francfort, celui du nord et celui du midi, quel est celui qui prévaudra? Nous ne savons. Quoi qu'il en soit, nous aimons à constater qu'en Allemagne l'idée d'un parlement germanique n'est pas une idée abolie et éteinte, nous aimons à constater cela, parce que partout, et en Allemagne surtout, nous aimons à voir le libéralisme triompher de ses deux ennemis acharnés, le despotisme et la démagogie; mais, pour que le libéralisme triomphe, il faut qu'il sache nettement ce qu'il veut, assez et pas trop. Sous ce rapport, les attributions que la ligue méridionale fait au parlement de Francfort nous paraissent sagement réglées.

Le parlement d'Erfurth doit s'assembler le 20 mars; déjà, plusieurs fois, on a dit que l'ouverture en serait retardée. Quant à nous, nous offrons de parier pour une première séance; nous ne parions pas pour la seconde. Le point important est de savoir si ce sera un parlement tout prussien, ou si ce sera un parlement allemand. Si c'est un parlement prussien, comme il y en a déjà un à Berlin, nous ne voyons pas à quoi servirait le parlement d'Erfurth. Serait-ce l'instrument de l'agrandissement de la Prusse? Serait-ce une chambre de réunion comme celle que Louis XIV avait instituée à Metz? Mais, derrière la chambre de réunion, il y avait une armée : derrière le parlement d'Erfurth, y a-t-il une armée? Alors c'est quelque chose; mais, derrière le parlement de Francfort, il y aura alors aussi une armée : ce sera une armée autrichienne. Seulement il est bon que les deux parlemens, celui d'Erfurth et celui de Francfort, sachent bien que, si les armées qui sont derrière eux entrent en ligne, ce seront les deux parlemens qui, le lendemain de la victoire et quel que soit le vainqueur, resteront sur le champ de bataille.

L'incertitude continue de régner dans les affaires du Danemark, et il se pourrait que la paix fût encore assez éloignée, tant la Prusse apporte ostensiblement de mauvais vouloir dans les négociations. Il est des esprits portés à l'optimisme, qui aiment à croire à un progrès accompli dans les rapports des peuples depuis

deux siècles; nous les engageons à étudier l'historique des manœuvres par lesquelles on voit la diplomatie prussienne se signaler sur ce terrain. Rien qui rappelle mieux la politique ultra-machiavélique de l'auteur de l'*Anti-Machiavel*. Sans remonter dans le passé au-delà du dernier armistice conclu en juillet 1849, nous voulons dire un mot des ruses à l'aide desquelles la Prusse en a éludé les principales stipulations, pendant que le gouvernement danois donnait l'exemple d'une probité patiente et scrupuleuse. Aux termes de l'armistice, en attendant la paix, la partie méridionale du Schleswig doit être occupée par un corps prussien de six mille hommes, le nord par un corps suédois, et l'île d'Als, située sur les flancs du duché, par une garnison danoise. En outre, le gouvernement du pays est confié à un comité d'administration composé de deux membres choisis l'un par le roi de Prusse, l'autre par le roi de Danemark, et d'un commissaire anglais chargé du rôle d'arbitre en cas de différends. Les troupes d'occupation sont à la disposition du comité administratif pour le maintien de l'ordre légal. Tel est l'esprit de l'armistice.

Le Danemark a mis autant de promptitude que de scrupule à exécuter pour sa part les conditions du traité; mais le parti rebelle du Schleswig-Holstein a continué de trouver un appui dans la Prusse pour les menées les plus déloyales. Le Danemark réclamait naturellement la destitution des fonctionnaires nommés par la révolte victorieuse et la réintégration de ceux qu'elle avait éloignés. La Prusse a défendu et fait prévaloir l'état de choses créé par l'insurrection. En plusieurs endroits, le comité ayant cru indispensable de congédier quelques employés de cette origine révolutionnaire qui lui refusaient obéissance, ceux-ci résistèrent avec l'appui des agens de perturbation, et les troupes prussiennes assistèrent à ces désordres, sans rien entreprendre pour les réprimer. On ne tarda pas à connaître que les instructions secrètes des Prussiens étaient de n'user de leur force que s'ils se voyaient eux-mêmes insultés par la population et de ne prêter qu'une assistance nominale au comité d'administration. Dans la ville même de Schleswig, résidence du général commandant des troupes prussiennes, des fonctionnaires envoyés en mission par le comité administratif ont été insultés dans les rues, poursuivis à coups de pierres jusque dans leurs maisons, obligés de fuir, au péril de leur vie, sans recevoir aucune assistance de la force publique.

Avec la volonté la plus droite, le comité administratif échoue dans le midi du Schleswig contre cette opposition systématique, tantôt sourde et tantôt patente, fomentée par les rebelles du parti germanique et tolérée par les troupes prussiennes. On sait que le Holstein a conservé son gouvernement insurrectionnel. Comment use-t-il de son pouvoir? Il envoie dans le Schleswig des émissaires et de l'argent pour entretenir l'esprit révolutionnaire et alimenter la résistance. Il y fait lever secrètement les impôts, que l'on refuse ensuite aux autorités légales. D'ailleurs, ce gouvernement ne recule devant l'emploi d'aucun moyen pour donner à croire que le Schleswig supporte avec peine l'autorité du comité administratif. La Prusse seconde ces manœuvres; le roi et les ministres reçoivent des députations du Schleswig-Holstein; ils affectent de compatir aux malheurs de ces populations que l'on aime à dire tyrannisées par le gouvernement danois. Enfin, les troupes rebelles du Holstein sont encore aujourd'hui commandées par un général prussien, qui sert ainsi de lien entre la Prusse et la rébellion.

De tels faits expliquent suffisamment l'allusion transparente et directe que, dans un discours récent, faisait le roi de Danemark à une grande puissance protectrice de ses sujets révoltés. Si le roi de Danemark s'est permis cette légitime et digne représaille, ce n'est pas, on le pense bien, qu'il veuille ajourner la paix. Le royaume a trop d'intérêt à une prompte solution pour que le cabinet danois ne travaille pas de tout son pouvoir à la poursuivre. Dès les premiers jours qui ont suivi la conclusion de l'armistice, il a nommé ses plénipotentiaires, qui se sont sur-le-champ rendus à Berlin. La Prusse, au contraire, a usé de tous les subterfuges pour éloigner les explications sérieuses. Les six mois d'armistice sont expirés, et les négociateurs danois n'ont pu obtenir une conférence; ils attendent encore aujourd'hui une première réponse à leurs premières ouvertures.

Dans la position bizarre et difficile qui lui est ainsi faite, le comité administratif a cru devoir communiquer aux trois cabinets d'Angleterre, de Prusse et de Danemark une note formelle sur le non-accomplissement des conditions de l'armistice, sur les menées des partisans de l'insurrection et sur l'impuissance de l'autorité légale à se faire obéir, par suite du mauvais vouloir des troupes prussiennes; mais cette note elle-même est restée sans résultat. Comment le Danemark sortira-t-il de cette situation qui, par momens, semble sans issue? Nous espérons encore que l'amitié de l'Angleterre, de la France et de la Russie finira par le tirer de ces embarras sans cesse renaissans; mais n'est-il pas étrange que la solution d'une question en réalité si claire et si simple se fasse si long-temps attendre? Et que doit-on penser de la Prusse, qui, l'ayant suscitée, ne craint pas, pour l'envenimer, de faire alliance avec le radicalisme révolutionnaire?

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

La commune, l'église et l'état dans leurs rapports avec les classes laborieuses, par M. Ferdinand Béchard, membre de l'assemblée nationale (1). — L'auteur de ce petit volume n'avait d'abord d'autre pensée que d'apporter son tribut à l'œuvre commune de la commission législative d'assistance publique; une fois la plume à la main, il a cru nécessaire de préciser les principes fondamentaux qui doivent, suivant lui, présider à l'organisation des classes ouvrières. C'est ce qui fait qu'à côté des questions particulières qu'il s'était proposé de traiter, nous trouvons dans son ouvrage comme un projet nouveau de constitution politique. Ce projet, dans son ensemble, peut être ainsi formulé : à l'unité gigantesque de l'état, qui entraîne dans sa sphère les départemens et les communes également asservis, qui a absorbé les anciens corps, qui menace d'envahir la famille et la propriété même, en épuisant par l'impôt les fortunes patrimoniales, substituer un vaste système d'associations qui, de la commune à l'état, embrasse successivement tous les droits et tous les intérêts, l'agriculture et l'industrie, le commerce et les professions libérales, l'élection des magistrats et la gestion des affaires. Il y a là de la hardiesse assurément, mais de la hardiesse qui se souvient plus que de celle qui innove.

(1) Giraud, rue Guénégaud, 24.

Notre histoire compte deux époques principales. Dans la première, qui s'étend de la conquête au règne de Hugues Capet, tous les efforts sont vains pour retenir ensemble ou relier l'une à l'autre les différentes portions du pays; la résistance est générale, elle est dans les lois, les hommes et les choses. Dans la seconde, qui des Capétiens se continue jusqu'à nous, le spectacle contraire s'offre aux regards, sauf de rares interruptions. Chaque pas qu'on fait est un pas vers l'unité : unité de sol, unité de pouvoir, unité de condition pour les personnes. Or, à ce mouvement vers l'isolement local ou vers la concentration et l'homogénéité politiques, correspond de près et en sens opposé le mouvement qui porte les individus tantôt à s'associer étroitement, tantôt à relâcher de plus en plus les liens qui les unissent. Le livre de M. Béchard est, sous certains rapports et dans une certaine mesure, une protestation contre l'impulsion double qui, avec l'aide du temps, a fait de la France un pays d'indépendance individuelle et de forte unité nationale.

Ceci nous conduit à dire un mot des publicistes qui, dans le passé et dans des momens également critiques pour la liberté, soutinrent des opinions dont la trace et l'influence se retrouvent vivantes presque à chaque page du livre de M. Béchard. Au XVIIe siècle, un monarque superbe, dont la pensée est admirablement résumée dans des paroles célèbres, écrivait que les biens de leurs sujets, tant ecclésiastiques que laïques, étaient à la disposition des rois pour en user comme de bons et sages économes, et, conformant ses actes à sa maxime, il supprimait les états particuliers des provinces du domaine; soumettant les autres à la tutelle royale, il portait le dernier coup à l'indépendance des communes en s'emparant de l'élection de leurs officiers et en intervenant dans leurs affaires. A ces empiétemens du pouvoir despotique, des plaintes s'élevèrent des degrés même du trône, et des plans réparateurs furent conçus, préparés dans l'ombre. Un prélat illustre, ancien précepteur et conseiller intime du prince héritier de la couronne, un duc et pair chaudement épris de l'orgueil de ses titres, Saint-Simon et Fénelon, nous en ont transmis le témoignage et les détails. Les mêmes efforts reparaissent sous la convention, et la gironde républicaine caresse, sous une forme cette fois démocratique, les plans décentralisateurs des grands seigneurs de la cour de Louis XIV. Issus également d'une pensée libérale, les projets anciens que nous rappelons et le projet nouveau de l'écrivain légitimiste diffèrent en des points essentiels. Les élections ne doivent, selon Fénelon, porter que sur des personnages de choix; Brissot appelle au vote tous les citoyens à la fois électeurs et éligibles. M. Béchard se borne à souhaiter que la vertu, les lumières, l'illustration du sang, obtiennent du suffrage libre l'honneur des services gratuits, mais il veut que le droit de commune soit la source du droit de vote, et que ce droit soit réglementé et soumis, quant à son obtention, à des conditions de résidence, de moralité, de travail. Il désire, en outre, que le vote par circonscriptions électorales ait lieu dans les grandes villes par professions et non par quartier, afin que chaque intérêt légitime puisse se faire jour et obtenir une représentation proportionnée à son importance. Il est d'autres différences capitales entre les plans dont nous parlons. L'archevêque de Cambrai ne s'occupe point de la commune : toute sa sollicitude est tournée vers l'établissement d'assemblées de diocèses chargées de l'assise et de la levée des impôts, d'états provinciaux ayant pouvoir de *policer, corriger et mesurer les impôts sur la richesse naturelle du pays et destiner les fonds,*

et d'états généraux exerçant un haut contrôle sur les états provinciaux, délibérant sur les charges extraordinaires à imposer, donnant leur avis dans toutes les grandes affaires du pays et s'assemblant de droit toutes les trois années (1). — L'état, la province et la commune, dans leurs rapports entre eux et avec les citoyens, forment l'objet complexe où s'applique l'esprit du publiciste de la Gironde, et il confère à la province et à la commune des attributions qui renferment en même temps la surveillance publique et le soin de leurs intérêts spéciaux. — Se préoccupant avant tout de l'état et de la commune, l'honorable représentant du Gard professe ces maximes : *Aux élus des localités, l'administration des affaires locales; aux agens directs du pouvoir central, la police générale.*

Le livre de M. Béchard offre un double plan d'attaque. Si, d'une part, il bat en brèche la centralisation administrative, de l'autre, il réagit contre les théories économiques du *laissez-faire*, du *laissez-passer*, théories d'où découlent, comme autant de conséquences inévitables, « la concurrence sans frein, la production sans limites, l'antagonisme perpétuel entre les maîtres et les ouvriers, l'alternative des exigences immodérées des travailleurs et de l'abaissement indéfini des salaires, la transformation de chaque industrie en une arène, de chaque ville manufacturière en un foyer permanent d'émeutes. » Est-ce à dire toutefois qu'en haine du principe de liberté sans bornes, il faille se rejeter dans les liens assujétissans des anciennes associations ou recourir à la servitude rêvée par les socialistes sous le nom de *solidarité des intérêts?* M. Béchard est un esprit trop judicieux pour tomber dans l'un ou l'autre excès. Dans leur formule un peu vague, voici le résumé de ses idées à cet égard : « Libre expansion de l'activité humaine à tous les degrés de l'échelle, depuis la famille jusqu'à l'état, sous la garantie des lois protectrices des intérêts généraux; organisation au sein de chaque commune, sous la direction de mandataires librement élus et sous la surveillance de l'état, d'un système d'associations libres pour les progrès de l'agriculture et de l'industrie, du culte, de l'enseignement, de la bienfaisance publique. »

C'est un problème grave que le double problème posé dans l'ouvrage de M. Béchard. La logique historique, inflexible jusqu'à ce jour dans sa marche vers l'unité de plus en plus générale et absolue, va-t-elle se donner un démenti à elle-même et remonter sa vieille pente? Cette grande conquête de nos pères, dont ils furent si heureux et si fiers, — la liberté du travail, — n'est-elle qu'un héritage, ou funeste et qu'il faille répudier, ou douteux et qu'il soit prudent de n'accepter que sous bénéfice d'inventaire? Redoutables questions! qui feront le tourment et le trouble de cet âge, et de la solution desquelles dépend peut-être en partie l'accroissement nouveau de nos destins ou notre décadence irrémédiable! Le mal actuel de la société est, nous le craignons, plus profond que M. Béchard ne l'imagine; il n'a point son siége principal où il le dit, et les voies de guérison qu'il indique sont sûrement insuffisantes. Les municipalités romaines avaient plus d'attributions que l'honorable représentant ne propose d'en accorder à nos communes pour les vivifier, l'industrie et les métiers y étaient organisés par fortes corporations, et néanmoins le plus puissant des empires s'est lentement affaissé sur lui-même avant de finir de la main des bar-

(1) *Plans de Gouvernement*, œuvres complètes de Fénelon, t. XXII, p. 579-82.

bares. Ce qui l'a tué, c'est la lourdeur croissante des tributs, le dédain toujours plus grand du pouvoir pour les droits essentiels de la personnalité. Esclave du fisc, semant et récoltant pour lui, l'homme s'est détourné du labeur et a fui la propriété !... *Domos suas deserunt, ne in ipsis domibus torqueantur... ad hostes fugiunt ut vini exactionis evadant.* — Ces paroles de Salvien, témoin attristé d'une époque où tout se précipitait vers la chute, s'élèvent comme un douloureux témoignage contre ces doctrines nouvelles d'universelle et complète solidarité qui ne peuvent avoir qu'un résultat : l'absorption dans l'état des individualités humaines, c'est-à-dire la servitude générale dans la misère commune. Si tel était notre aveuglement qu'il fallût choir dans l'abîme et que les avertissemens fussent vains, peut-être reverrait-on, dans ses traits les plus sombres, le tableau peint par Salvien d'une plume si désolée : nos enfans abandonnant le champ paternel, le foyer domestique, et devançant la conquête, forcés, contre le sentiment de leurs cœurs, de rechercher l'exil pour éviter l'oppression : *Exilia petunt, ne supplicia sustineant.*

— Huet, évêque d'Avranches, ou le scepticisme théologique, par Christian Bartholmess (1). — Le livre de M. Bartholmess a le mérite rare, traitant d'opinions anciennes, de se rencontrer dans le courant des opinions du jour. En cette heure de doute obscur et de vaste incertitude, quel est l'esprit élevé qui ne se demande avec anxiété si la raison est un guide très sûr, si la nouvelle souveraine des hommes n'inaugurera point, où régnaient sans contradiction l'autorité et la foi, le régime de l'anarchie et du chaos? Aux lieux où elle a passé il n'est que ruines ou fondemens découverts, aucune chose qui ait véritablement signe de vie et de certitude. La liberté de conscience a porté au christianisme un coup fatal, le doute méthodique a conduit à l'incrédulité; la souveraineté populaire, pour l'école radicale de M. Proudhon, devient la négation absolue du pouvoir. En présence de ces destructions et de cette fureur qui porte les générations nouvelles à nier tout successivement et à tout abattre, on comprend qu'un retour s'opère dans les pensées effrayées, et qu'à côté des gens qui disent : *Détruire c'est créer*, il y ait des hommes qui s'écrient : *Hors de l'autorité point de salut.*

Les sceptiques sont différens de nature, et tous ils ne sont pas inscrits à même école. L'inquiétude d'un génie à la recherche continuelle de la vérité qui continuellement lui échappe fit de Pascal, dans un temps de paix pour les cœurs et de forte croyance, un chrétien plein de trouble et de sombre hésitation, une ame qui, égarée et comme suspendue entre mille chemins et mille abîmes, et dans l'impossibilité de reconnaître jamais sa route, se jeta violemment, moitié par sagesse, moitié par désespoir, dans la folie de la croix. Montaigne, venu dans un siècle d'ébranlement général et de vaste examen, fut sceptique par goût autant que par la faveur des circonstances; trouvant tout en question, et voyant ici et là la vérité et l'erreur, il se fit de l'ignorance et de l'incuriosité deux commodes oreillers pour sa tête, et, comme un enfant indolent et fantasque, se berça dans son doute. M. de Maistre, après Huet, a professé le scepticisme théologique; mais ce qui excitait l'amer dédain de l'auteur des *Considérations sur la France*, du *Pape* et des *Soirées*, c'était le spec-

(1) Franck, rue Richelieu, 69.

tacle prochain de nos crimes, le souvenir présent des saturnales de la raison. Voilà pourquoi il le prenait de si haut avec les savans. « Il appartient aux prélats, aux nobles, aux grands officiers de l'état d'être les dépositaires et les gardiens des vérités conservatrices; d'apprendre aux nations ce qui est mal et ce qui est bien, ce qui est vrai et ce qui est faux dans l'ordre moral et spirituel; les autres n'ont pas droit de raisonner sur ces sortes de matières (1). » L'évêque d'Avranches, au contraire, disciple autrefois de Descartes, et vivant en une époque où la philosophie avait prêté plus d'armes à la religion qu'enlevé d'enfans à l'église, n'eut d'autre dessein probablement que de faire une niche au maître qu'il quittait. Peut-être aussi, comme le fait remarquer M. Bartholmess, eut-il la présomption d'élever chaire contre chaire, le désir de venger, sur un sage un peu dédaigneux de la science acquise dans les livres, l'antique érudition, qu'à juste titre il se piquait de cultiver. Il dit, en parlant de Descartes : *Minimè contemtor sui, intemperanter ostentator et gloriosus.*

Huet, en antagonisme complet avec l'auteur des *Méditations* et du *Doute méthodique*, se déclare pour les preuves tirées des sens contre la logique de l'idée, pour le scepticisme absolu contre le scepticisme hypothétique. La raison, dont Descartes a fait un auxiliaire pour la foi, il la met, lui, à la suite, il la relègue aux fonctions de servante humble et soumise. « Il est faux qu'il y ait dans l'entendement quelque chose qui n'ait été dans les sens. » Enfin l'évêque d'Avranches, dans le procès éternel en ce monde de la libre pensée et de l'autorité religieuse, rend, dans des termes différens, un arrêt qui est aussi celui de Blaise Pascal et de Joseph de Maistre : « Que la raison abandonne à la foi la solution des problèmes qui touchent Dieu, notre ame et la liberté, et la foi laissera la raison étudier à son gré les choses naturelles et profanes, la physique et l'histoire. »

Dans sa savante dissertation, M. Bartholmess a fait ressortir avec beaucoup d'art la flagrante contradiction des diverses parties dont Huet a formé le corps de sa doctrine, l'étrangeté monstrueuse d'un système où le matérialisme et le scepticisme sont chargés de préparer les voies à la foi et au spiritualisme chrétiens. Il a très bien montré comment peuvent, au contraire, s'accorder sans trop d'efforts la philosophie cartésienne et les dogmes évangéliques, la raison guidée par la sagesse et la révélation divine. S'aidant, en cette double tâche, tour à tour de citations fournies par la science et d'argumens donnés par la logique, il a atteint son but, qui était de convaincre le lecteur des erreurs de Huet. A cette rapide analyse du solide ouvrage de M. Bartholmess, nous n'ajouterons qu'un mot. Plus que ses erreurs même, un fait condamne Huet. Le XVIIe siècle, dont le caractère propre est d'avoir réuni dans un culte semblable la foi et la raison, dans un même respect la pensée indépendante et l'autorité religieuse, fut cartésien par ses grands hommes. Quand la philosophie de Huet parut, les docteurs de Port-Royal la réprouvèrent hautement, et Bossuet l'accueillit avec un froid silence. P. R.

(1) *Soirées de Saint-Pétersbourg*, t. II, p. 131.

V. DE MARS.

LES RÉPUBLIQUES

DE

L'AMÉRIQUE DU SUD.

I.

LA RÉPUBLIQUE PÉRUVIENNE.

Il y a quelques années à peine, pour se rendre d'un port de France dans l'Amérique du Sud, il fallait se résigner aux lenteurs et aux fatigues d'un voyage de long cours. On s'embarquait au Havre ou à Bordeaux, sur un de nos bons, mais modestes bâtimens de commerce, qui, malgré leur titre de *paquebots*, laissent encore beaucoup à désirer. Après une traversée dont la durée dépassait quelquefois cent vingt jours, on atteignait le port de Valparaiso, terme ordinaire d'une navigation dont le calme ou la tempête, les chaleurs de la ligne ou les glaces du cap Horn, avaient seuls varié la monotonie. Aujourd'hui, c'est en quelques semaines qu'on fait le voyage. Un excellent bateau à vapeur part tous les mois de Southampton et va jeter l'ancre dans la baie de Chagres, après avoir salué sur son passage les Bermudes et Porto-Rico, Haïti et la Jamaïque. Les ressources les plus variées du comfort britannique concourent, avec les plus splendides aspects de la nature, pour abréger les heures toujours si longues qu'on passe sur le pont du *steamer* ou dans les rares stations de la côte. A

bord, on retrouve tous les raffinemens du luxe européen; à terre, c'est une végétation luxuriante qui se montre au passager dans l'infinie diversité de ses aspects, jusqu'au jour où le bateau à vapeur s'arrête enfin sur la côte orientale de l'isthme de Panama.

Là pourtant le voyage n'est pas terminé; des canots, faits d'un seul tronc d'arbre et conduits par des Indiens à demi nus, reçoivent le passager au sortir du bâtiment européen dont la gigantesque mâture domine la rade presque déserte. Ces canots vont remonter lentement la petite rivière à laquelle la ville de Chagres a donné son nom. Je ne sais si l'ancien ou le nouveau monde offre rien de comparable aux majestueuses solitudes que l'on découvre en se rendant ainsi de Chagres à Panama. La rivière sur laquelle glisse le frêle canot qui vous porte ne tarde pas à se perdre au milieu des forêts. De tous côtés, ce ne sont qu'immenses profondeurs de verdure encadrées magnifiquement par un ciel chaud et bleu. Des singes, des perruches, mille oiseaux à l'éclatant plumage, se bercent ou se poursuivent sur les branches des grands arbres, mêlant leurs cris bizarres au bruit cadencé de la pagaye des Indiens. Les roseaux, les marécages qui bordent la rivière ont aussi leurs hôtes : ce sont des hérons qui marchent à pas comptés dans la vase humide, puis d'énormes crocodiles qui dorment la gueule entr'ouverte, et ressemblent de loin à des troncs d'arbres morts étendus au soleil. De distance en distance, une hutte indienne s'élève entre les arbres, au milieu d'un petit champ à demi défriché : unique indice qui rappelle au voyageur qu'il n'est pas tout-à-fait seul dans cette vaste enceinte de forêts.

On arrive ainsi au petit village de Cruces, groupe de maisons chétives où l'on quitte le canot pour prendre des mules et franchir par terre, mais toujours au milieu des bois, les quelques lieues qui vous séparent encore de Panama. Cette ville n'est guère aujourd'hui qu'un lieu de passage; mais sa situation sur le point central où doivent s'unir les deux Amériques lui promet de grandes destinées, un avenir immense. Elle s'élève au fond d'une large baie, sur un terrain plat et uni, entrecoupé tristement de grands marais dont les eaux stagnantes, accrues par les pluies torrentielles qui tombent de mai à novembre, corrompent l'air pendant la saison des chaleurs et déterminent souvent des fièvres funestes aux Européens. Aussi ne fait-on en général que traverser Panama : de là partent tous les mois des bateaux à vapeur qui correspondent avec ceux d'Europe, bien que moins grands et moins beaux. Vous pouvez à volonté vous rendre par ces paquebots soit sur les côtes de la Californie, le nouvel Eldorado si long-temps ignoré, soit sur celles du Pérou. L'un de ces pays commence à être connu de l'Europe; l'autre a encore pour nous bien des mystères : c'est peut-être une raison pour nous y arrêter de préférence. Les côtes

sablonneuses du Pérou n'ont pas sans doute pour le voyageur le même attrait que les riantes plaines de San-Francisco : il y a là néanmoins un travail de régénération politique et commerciale que la France doit observer avec sollicitude; et n'est-ce pas, après tout, un spectacle curieux à plus d'un titre que celui d'une société qui passe de l'anarchie la plus complète au déploiement régulier de sa force et de son activité?

Si la France pouvait jamais oublier quel doit être le rôle de l'armée dans un gouvernement libre, l'exemple du Pérou aurait quelque poids, nous le croyons, pour conjurer une pareille erreur. Nous savons quel énergique appui une bonne armée peut prêter aux principes conservateurs; nous ignorons encore, Dieu merci! jusqu'à quel point les passions anarchiques peuvent abuser de la force militaire. L'histoire du Pérou nous l'apprendra : elle nous révélera aussi un autre danger des pays libres, l'absence de principes fixes dans l'autorité qui gouverne. C'est là, au reste, un trait de ressemblance du Pérou avec la plupart des républiques hispano-américaines. Ce qui frappe surtout dans les révolutions de l'Amérique du Sud, c'est l'avilissement où tombe le pouvoir par suite de son instabilité plus encore que de son incapacité. On trouva un matin à Lima ces mots écrits sur la porte du palais présidentiel : *Esta casa se alquila al mes* (cette maison se loue au mois). C'est qu'en effet quelques mois se passaient à peine sans qu'une révolution vînt expulser l'hôte passager de cette demeure. L'avénement des classes moyennes, dont l'influence succéda, dans les états républicains de l'Amérique du Sud, à la domination de l'aristocratie espagnole, fut pour la plupart de ces états un malheur plutôt qu'un bienfait. Ces classes n'étaient pas prêtes au grand rôle qui leur était brusquement échu, et une foule d'intrigans obscurs se disputèrent sous leur bannière, non pas les honneurs, mais les profits du pouvoir. Le règne des médiocrités subalternes fut ainsi inauguré à la faveur des grands mots de *liberté*, de *constitution*, et le nom de *république* servit de prétexte à un impitoyable despotisme. Quelques hommes de désordre se partagèrent une des plus magnifiques, une des plus riches portions du globe; les immenses ressources de ces contrées privilégiées furent gaspillées ou détruites par des mains coupables. Sauf de rares exceptions, les chefs des républiques espagnoles songèrent moins à leur préparer un meilleur avenir qu'à perpétuer par tous les moyens leur dictature éphémère. De là une longue série de guerres civiles, de révolutions militaires, qui, chez plusieurs d'entre elles, se prolonge malheureusement encore; de là ces terribles crises qu'une transition mieux ménagée eût épargnées aux populations sud-américaines, trop brusquement transportées du despotisme à la liberté.

La nécessité de cette transition n'avait pas échappé à l'illustre libé-

rateur de l'Amérique espagnole. Après les batailles de Junin et d'Ayacucho, les anciens sujets de l'Espagne se croyaient libres, parce qu'ils avaient chassé leurs maîtres. Bolivar savait pourtant que son œuvre était loin d'être accomplie; il avait affranchi ses compatriotes, mais il n'avait pas constitué leurs gouvernemens, et là commençait la partie la plus difficile de sa tâche. Dans le premier enthousiasme de la victoire, en haine du despotisme de Madrid, les Américains du sud avaient proclamé la république. Bolivar eût préféré un régime moins contraire aux habitudes et aux souvenirs des sociétés hispano-américaines. Son vœu secret était la fondation d'un vaste empire sud-américain, sur le trône duquel se serait peut-être assis un prince français. Bolivar fut débordé par ses généraux, par ses amis même, et ses rivaux l'accusèrent d'aspirer en secret à cette couronne, dont certes il n'eût pas voulu (1). Cette tactique triompha, et le gouvernement républicain fut inauguré dans toutes les anciennes colonies de l'Espagne. Des présidens furent choisis, des constitutions furent votées et débattues. Dès-lors l'Amérique espagnole entra dans l'ère des aventures politiques, et il fut aisé de prévoir qu'elle n'en sortirait pas sans de longs et douloureux efforts. Vingt-six ans se sont passés depuis la bataille d'Ayacucho, livrée en 1824, et c'est par exception que pendant ce quart de siècle elle a connu quelques jours de repos sous des chefs légalement établis. Pour ne parler ici que du Pérou, l'histoire de ce pays, depuis son émancipation jusqu'à l'avénement du général Castilla, est tristement significative. Nulle part peut-être les causes d'anarchie ne se sont montrées aussi nombreuses, aussi puissantes. Bien que ces causes aient en partie cessé d'agir aujourd'hui, il ne sera pas inutile de jeter quelque lumière sur cet étrange dédale de révolutions et de guerres où l'initiative imprudente de quelques chefs ambitieux avait lancé un des plus florissans états de l'Amérique méridionale. Il est surtout un caractère commun des révolutions péruviennes qu'il importe de noter : c'est la prédominance des questions de personnes sur les questions de principes. Que pouvait être le gouvernement là où les ambitions personnelles s'érigeaient seules en influences politiques? Dignité, autorité, stabilité, tout lui manquait de ce qui fait la réalité du pouvoir. On s'attachait à un chef dès qu'on espérait parvenir avec lui; on l'abandonnait, on le trahissait dès que la fortune penchait vers un rival plus heureux. Quant à la volonté du pays, c'était de quoi les républicains du Pérou s'inquiétaient le moins. L'histoire de ces conflits personnels,

(1) Les derniers jours du *libérateur*, malgré ce beau nom qui lui avait été donné, furent bien tristes et bien amers. Après avoir failli être assassiné plusieurs fois, il mourut, non de vieillesse, mais de chagrin, dans cette Amérique qu'il venait de rendre indépendante.

si mesquins qu'ils paraissent, est donc bonne à connaître, et le tableau des influences de races, de climat, qui l'ont dominée, en forme naturellement le premier chapitre.

I.

Le Pérou s'étend le long de l'Océan Pacifique, du 3e au 21e degré de latitude sud, entre la rivière de Loa et le désert d'Alcanca, qui, au midi, le séparent du Chili, et la rivière de Tombes, qui, au nord, le sépare de l'Équateur. A l'est, il confine avec la Bolivie, avec le grand lac de Titicaca (1), et atteint aux vastes contrées où vivent, le long du Marañon et de l'Ucayali, des tribus indiennes encore insoumises, bien que le Portugal et l'Espagne se soient disputé long-temps le droit stérile de leur imposer des lois. La capitale du Pérou, Lima, s'était, sous la domination espagnole, élevée à un haut degré de richesse, de luxe et de puissance, que de brillans vestiges attestent encore. Résidence des vice-rois, chef-lieu d'un immense empire qui s'étendait sur toute la côte occidentale de l'Amérique du Sud, Lima comptait jusqu'à quatre-vingt mille habitans, et semblait devoir jouer de tout temps le premier rôle dans l'histoire des colonies espagnoles du Nouveau-Monde. Plusieurs grandes familles s'étaient fixées dans cette ville, dont la population était plus éclairée, plus polie que celle de la plupart des cités sud-américaines. En dépit même du despotisme de Madrid, qui, en comprimant l'essor intellectuel de ses colonies, voulait étouffer leur esprit d'indépendance, une université avait été fondée à Lima dès l'an 1551. On peut voir encore les vastes et beaux bâtimens qu'occupait cette université sur l'ancienne place dite de l'Inquisition, car l'inquisition a pénétré jusqu'à Lima, quoiqu'elle n'y ait pas fait de nombreuses victimes. L'édifice où siégeait le redoutable tribunal s'élevait tout près de l'université; les deux palais, celui de la science comme celui du saint-office, sont aujourd'hui sur le point de tomber en ruines. De l'inquisition on a fait la prison de la ville : les cachots étaient tout prêts; l'université, déserte et abandonnée, n'entend plus guère aujourd'hui d'autres discours que ceux des députés de la république, qui tous les deux ans, à l'époque de la réunion du congrès, s'assemblent dans son ancienne chapelle, au pied d'une chaire transformée en tribune.

La partie du Pérou que baigne l'Océan Pacifique est en général aride et nue. Il n'y faut point chercher cette grandeur, cette puissance de végétation qu'on admire dans d'autres contrées de l'Amérique. Les Cordilières, qui dominent ces côtes sablonneuses, poussent çà et là

(1) C'est là que fut déposé, suivant la légende indienne, le premier des Incas par son père le Soleil.

leurs blocs calcinés jusque dans les flots. Ces montagnes forment un sombre amphithéâtre dont les divers étages font face à l'Océan. Deux chaînes à peu près parallèles courent du sud au nord; une neige éternelle en couvre les tristes sommets, qu'aperçoit de loin le voyageur embarqué sur les nombreux bateaux à vapeur qui longent en toute saison les côtes de l'Amérique du Sud. Quelques petites rivières, coulant de l'est à l'ouest, répandent cependant un peu de fraîcheur sur ce morne paysage. Dans tous les enfoncemens où pénètrent leurs eaux, des orangers, des bananiers, des citronniers, hauts comme de jeunes chênes, forment de fraîches oasis sur le fond grisâtre des rochers. Entre chacun de ces petits vallons règne un véritable désert de sable, et l'espace compris entre les deux chaînes parallèles des Cordilières n'est lui-même qu'une suite de collines, de plateaux arides, où l'on ne rencontre que bien rarement des traces de culture. Sur ces hauteurs stériles, l'Indien mène tristement sa vie pauvre, monotone et insouciante, au milieu des nombreux troupeaux de llamas, d'alpacas, dont les marchands de la côte viennent tous les ans lui acheter les laines. C'est pourtant dans les plus sombres gorges de ces montagnes, dans leurs profondeurs les plus désolées que se cachent des mines d'argent, de fer, de cuivre, de mercure, de plomb, justement célèbres dans le monde entier; c'est là que les Espagnols venaient chercher ces lingots dont ils chargeaient leurs galions; c'est là que le commerce trouve encore l'argent que le Pérou envoie tous les ans à l'Europe en échange des marchandises et des produits de l'ancien continent.

Tel est l'aspect des Cordilières dans la partie occidentale, celle qui avoisine l'Océan. Le versant oriental n'est pas moins digne de l'attention du voyageur. Au pied de ce versant commence le vaste plateau des Amazones, où déjà se révèle la puissante végétation du Brésil. Ces magnifiques contrées ont échappé jusqu'à ce jour à la domination des Européens; quelques Indiens nomades en sont les seuls habitans. Les Chipeos, les Caparachos, les Antis, tels sont les noms des tribus principales auxquelles appartiennent ces tristes descendans des hommes que vainquit Pizarre. Bien que de courageux missionnaires les aient visitées quelquefois et tenté de les instruire, on sait bien peu de chose sur les sauvages habitans des bords de l'Amazone et de ses principaux affluens, l'Ucayali, le Beni, le Montaro. On peut affirmer seulement que, s'ils ont défendu jusqu'à ce jour leur indépendance contre les efforts de la domination européenne, ils n'ont gardé aucune trace de la civilisation des anciens Incas.

Le versant des Cordilières qui avoisine l'Amazone est cependant la plus belle partie du Pérou, celle qui semble appelée au plus brillant avenir, quand nos bateaux à vapeur, remontant les grands fleuves de l'Amérique du Sud, la mettront pour ainsi dire en communication di-

recte avec l'Europe, et iront échanger les produits de notre industrie contre des richesses naturelles trop long-temps négligées. Les Espagnols ne s'étaient guère préoccupés de ces richesses, et les montagnes de la côte convenaient mieux que celles de l'intérieur à ces conquérans installés en si petit nombre dans un pays où les communications étaient d'ailleurs si difficiles. Le Pérou espagnol, si je puis m'exprimer ainsi, ne comprend guère que la langue de terre qui s'étend du Chili à l'Équateur, sur les côtes de l'Océan Pacifique. C'est là que se sont élevées, dans un fouillis inextricable de montagnes et de plateaux, les grandes cités hispano-américaines, presque toutes à portée de la mer, sillonnée incessamment par les galères de la métropole. C'est là que se concentre la vie politique du Pérou. Les diverses phases de cette vie agitée se sont tour à tour déroulées au pied de ces âpres montagnes, tantôt à Aréquipa, tantôt au Cusco, tantôt à Lima. Il convient de nous arrêter un peu sur ce théâtre du drame dont nous avons à retracer les principales scènes.

La configuration même du Pérou suffit presque pour expliquer la multiplicité des révolutions qui s'y sont succédé. Les villes, séparées les unes des autres par de grandes distances, enfouies dans les terres ou perdues sur le bord de l'Océan, ne peuvent y vivre que difficilement d'une vie commune. Ces grands centres de population, chefs-lieux puissans de provinces rivales et jalouses, sont reliés à peine entre eux par de mauvaises voies de communication (1). Plus d'une fois Aréquipa, le Cusco, ont rêvé de s'ériger en capitales indépendantes. Entre ces chefs-lieux de provinces, d'autres villes, moins considérables, servaient de satellites à leur ambition plutôt que d'obstacles à leurs projets : c'étaient Tacna, Puno, le Cerro, et enfin les nombreux ports de l'Océan Pacifique, dont l'importance s'accroît tous les jours : Arica, qui exporte presque tous les produits de la Bolivie; Iquique, qui nous donne ses salpêtres; Islay, d'où s'extraient les laines du Collao; Pisco, devant lequel sont les îles Chincha, où nos navires vont charger le huano; le Callao, qui est le port de Lima; Payta, non loin duquel se récoltent les cotons qu'on demande au Pérou. Ces villes, d'ailleurs, et un faible rayon autour d'elles, sont les seuls points habités du Pérou. Le reste du pays est désert, et, sauf des groupes de cabanes dressées sur le bord des rivières, de petits villages qui ne méritent pas

(1) Il est juste de reconnaître que des améliorations ont été récemment introduites dans le système des voies de communication au Pérou. Ainsi, tous les ports de cette république sont aujourd'hui parfaitement reliés entre eux par un service de bateaux à vapeur, que les Anglais ont établi de Valparaiso à Panama; mais l'époque n'est pas encore bien éloignée où le voyage d'Arica au Callao, contrarié par le vent du sud, durait quelquefois douze ou quinze jours, au lieu de quarante-huit heures, qui suffisent amplement aujourd'hui pour ce trajet.

d'être nommés, on ne rencontre, dans l'ancien empire des Incas, d'autres habitations que des maisons de poste, encore assez rares, où quelques mauvais chevaux suffisent tant bien que mal au service des courriers et aux besoins des voyageurs. C'est à cheval en effet que l'on parcourt l'intérieur du Pérou. N'y cherchez point de chemins battus, contentez-vous de quelques sentiers à peine tracés, suspendus souvent au-dessus de précipices dont le regard n'ose sonder la profondeur, et le long desquels le pied de la mule peut seul s'aventurer. N'espérez point non plus trouver d'autre gîte pour la nuit que de pauvres huttes indiennes qu'on n'est pas même toujours sûr de rencontrer au terme d'une journée de fatigues. Qu'on imagine maintenant ce que peut être une insurrection dans un pays où la capitale et les principales villes sont si complétement isolées, où les rapports de l'autorité centrale avec les provinces sont entravés par de tels obstacles. On peut affirmer que bien des révolutions qui ont agité le Pérou auraient été étouffées ou prévenues sans peine, si le gouvernement avait pu agir avec la rapidité nécessaire. Faute de cette facilité d'action, il a vu souvent se tourner contre lui les chefs militaires qui, sous le nom de préfets, commandent dans chaque département. Ces chefs peuvent, s'ils le veulent, se rendre à peu près indépendans; une foule toujours nombreuse de mécontens est là pour les appuyer. Une fois leur plan bien arrêté, ils lèvent des troupes, frappent des impôts, et, sous le prétexte éternel que *la constitution est violée,* marchent sur la capitale. Voilà une révolution, quelquefois une guerre civile, qui commence, et presque toujours la lutte n'a pour résultat que la substitution d'un chef à un autre.

Telles sont les facilités que prête à l'anarchie la configuration du territoire péruvien. Trois autres causes concourent avec celle-là pour entretenir au Pérou une agitation que la ferme volonté de son président actuel a pu seule contenir : je veux parler des rivalités de villes, des rivalités de races, et enfin de la mauvaise organisation de l'armée.

Antique résidence de l'aristocratie espagnole, Lima, on l'a vu, est la capitale du pays, le centre nécessaire de l'autorité gouvernementale. Deux autres villes lui disputent cependant ce privilége, et offrent aux faiseurs de *pronunciamientos* militaires un point d'appui qu'ils n'ont garde de négliger. Ce sont Aréquipa et le Cusco. Aréquipa est comme la capitale du Pérou méridional. A une vingtaine de lieues de la mer, dont elle est séparée par un désert de sable, cette ville s'élève sur les bords de la petite rivière Chile, au milieu d'une campagne magnifique qui forme une espèce d'oasis entre les plaines sablonneuses de la côte et les plateaux désolés des Cordilières. Un volcan, éteint aujourd'hui, mais dont la lave couvrit jadis une grande étendue de pays, le Misti, domine les maisons d'Aréquipa, et à voir, par une belle nuit, ce cône immense, couronné de neiges éternelles, détacher sa masse puissante

sur le sombre rideau des Cordilières, on dirait quelque géant protecteur de la cité et veillant debout sur sa population endormie. Aréquipa compte environ 25,000 habitans. On y trouve peu de nègres, beaucoup d'Indiens et quelques familles blanches, qui, ici comme partout en Amérique, forment l'aristocratie du pays. En général, le sang y est plus beau, les hommes y sont plus forts, plus robustes qu'à Lima, et si cette dernière ville se vante à juste titre du vernis de civilisation qu'elle doit au contact des étrangers, Aréquipa se prétend bien supérieure à la capitale du Pérou par l'intelligence et l'énergie de sa population.

Une rivalité plus marquée divise le Cusco et Lima. Le Cusco est la ville indienne par excellence, la vieille capitale de l'empire des Incas. Là tout encore est plein de leurs souvenirs. Les ruines de la grande métropole percent de toutes parts sous les constructions neuves de la cité moderne. A quelques pas de son enceinte, sur une montagne qui la surplombe, on voit les débris gigantesques de la forteresse qu'habitaient autrefois les Incas. Il n'est pas jusqu'au fameux temple du Soleil, transformé aujourd'hui en une église chrétienne, qui ne soit debout, comme un dernier témoin de cette grandeur déchue. Secouer le joug de Lima où domine la race blanche, reconstruire l'empire détruit de Manco-Capac, rendre à la capitale des Incas son ancienne gloire, c'est un rêve que les Indiens font quelquefois, et qui s'associe malheureusement dans leur imagination à un vague espoir de vengeance sanglante contre les Européens.

Les rivalités de races sont plus implacables au Pérou que les rivalités de villes; peut-être même celles-ci ne sont-elles que le masque de celles-là. Sous l'antipathie, par exemple, qui divise les hommes de la côte et les hommes de la montagne ou *serranos*, on sent la lutte de la société conquérante et de la société conquise qui se perpétue sourdement. Les montagnes sont peuplées surtout d'Indiens et de métis, tandis que la race blanche se tient de préférence dans le voisinage de la mer. Le *serrano* regarde avec dédain une population qui lui est inférieure en force physique, et les Liméniens de leur côté, fiers de leur civilisation à demi européenne, rougiraient de se comparer à un *serrano*, dont le nom seul dans leur bouche est presque une insulte.

On peut distinguer au Pérou trois races principales, entre lesquelles le travail de fusion d'où pourrait sortir l'unité du peuple péruvien n'a encore fait que bien peu de progrès : les blancs, les métis et Indiens, les nègres. La race blanche est restée jusqu'à ce jour la race supérieure, la race aristocratique, de *sangre asul* (de sang bleu), comme on dit à Lima. En dépit de l'égalité proclamée dans les constitutions républicaines de l'Amérique du Sud, le culte de l'aristocratie y a survécu à toutes les révolutions. Comment pourrait-il en être autrement? L'aris-

tocratie régnante est celle de la couleur, la plus exclusive de toutes par conséquent, et celle qui se mésallie le moins. La race blanche méprise les métis et les Indiens comme les noirs; elle regarde les uns comme un peuple conquis, les autres comme un peuple acheté. La différence, à ses yeux, est peu de chose, et elle maintient avec un orgueil jaloux les barrières qui la séparent du reste de la population.

Cependant les métis, particulièrement ceux de sang indien, les *cholos*, occupent depuis l'émancipation des places importantes dans l'armée et le gouvernement. Un homme qui a joué un grand rôle au Pérou, le général Santa-Cruz, descend par sa mère des anciens caciques ou chefs indiens. Dès l'époque même de la conquête, on avait vu les Espagnols s'allier aux principales familles indigènes, et les comtes de Montezuma, dont le nom indique assez l'origine, donnaient au Mexique un de ses derniers vice-rois. La guerre de l'indépendance exalta l'ambition des métis. Les Péruviens de race blanche, pour s'assurer en eux des auxiliaires, leur firent espérer l'établissement d'un nouvel empire, continuation de l'empire des Incas, dont la grandeur passée vit encore dans la mémoire de tous les Indiens du Pérou. La révolution de Bolivar devint ainsi pour eux comme une réaction armée contre la conquête de Pizarre. Aussi Indiens et fils d'Indiens se levèrent-ils en masse, et sans cette puissante intervention de la race indigène, jamais les Espagnols n'auraient perdu leurs colonies. La récompense de ce concours prêté à la révolution par les métis fut leur admission à la vie politique, dont ils n'avaient jamais connu ni les droits ni les devoirs. On leur confia des postes importans, et un grand nombre des principales familles, particulièrement de Lima, ayant affecté, après la proclamation de l'indépendance, de se tenir à l'écart du nouveau gouvernement, les métis mirent à profit cette indifférence dédaigneuse pour garder les positions qui leur avaient été confiées. Les blancs auraient d'ailleurs eu quelque peine à reprendre ces positions, car la force militaire est tout au Pérou, et c'étaient des Indiens qui formaient alors comme aujourd'hui la majorité de l'armée.

Le *cholo* est fils de l'Indien et du blanc; il est petit et trapu; il a le front bas, la face large et aplatie, les pommettes saillantes, les cheveux noirs, raides et durs, le teint jaune, tous les caractères enfin de la race primitive du pays. Il est paresseux et rusé, doux et insouciant comme l'Indien. Ceux des *cholos* qui n'ont pu se fixer dans les villes mènent une existence misérable dans quelque petite *chacra* (ferme) au milieu des Cordilières. Il en est qui vivent de la pêche le long des côtes, réunis dans de petits villages au fond de quelque anse retirée. Les noirs sont en très petit nombre au Pérou; mais leurs fils, les *sambos*, issus de leur mélange avec les blancs, sont répartis sur tout le littoral. Le

sambo est vif, intelligent, actif, mais corrompu et méchant. Il méprise l'Indien, il déteste le blanc. C'est parmi les *sambos* que les cités de la côte recrutent leurs plus adroits ouvriers.

Tels sont les types principaux qui se trouvent en présence dans la société péruvienne. Pour qu'un travail de fusion plus complet s'opérât entre eux, il faudrait que le Pérou jouît d'une de ces longues périodes de calme et de prospérité qui seules peuvent éteindre les haines, amortir les rivalités locales. Malheureusement la lutte des races n'est pas la seule cause de désordre au Pérou, et j'ai dit qu'il en existait une autre : la mauvaise organisation de l'armée.

Il y a bien loin de l'armée péruvienne, telle qu'elle est aujourd'hui, à ce qu'elle était lors de la grande guerre de l'indépendance. A cette époque, les populations soulevées marchaient en masse sous la conduite d'officiers braves et expérimentés, dont plusieurs avaient appris dans les rangs des Espagnols eux-mêmes la discipline et l'art de la guerre. Maintenant il en est bien autrement. Les Indiens, que n'excite plus un intérêt national et américain, ne prennent part au service que contraints par la force. Sans affection pour un gouvernement qui n'est pas celui de leurs pères, ils ne sauraient défendre sa cause avec le courage dont ils firent preuve jadis en face des Espagnols. Les officiers sont plus mauvais encore que les soldats. Créés par l'intrigue et les révolutions, depuis le simple *cadete* jusqu'aux colonels et aux généraux, ignorant quelquefois les premiers élémens de la science militaire, bons seulement à promener dans les rues leurs grands panaches et leurs uniformes dorés, quelle confiance peuvent-ils inspirer à des soldats enrégimentés par surprise ou par force autour d'un drapeau que ces mêmes officiers sont trop souvent, au jour de l'action, les premiers à déserter ?

C'est dans les derniers rangs du peuple et par la *presse* que se recrute l'armée péruvienne. Quand on a besoin d'en compléter les cadres, de nombreuses patrouilles sillonnent les rues des villes, ramenant indistinctement tous les Indiens, tous les *sambos* qu'elles rencontrent en état de porter les armes. Conduits immédiatement à la caserne, ces malheureux y sont inscrits et enrôlés. Quelques jours se passent à faire des exercices, à prendre les premières notions du maniement du fusil; puis on les envoie dans les différens corps, où ils ne restent que pour attendre l'occasion de déserter. Cette occasion, c'est ordinairement la bataille qui la leur fournit. Le tumulte et le désordre qui la suivent ou la précèdent servent à merveille les projets des nombreux mécontens que traîne à sa suite toute armée péruvienne. Chacun alors choisit un moment favorable pour jeter bas le lourd équipement du soldat, et s'en aller reprendre la vie du pâtre dans les montagnes ou la vie de l'ouvrier dans les villes. Cela n'empêche pas, après la victoire,

le général en chef de lancer des proclamations magnifiques, des ordres du jour qui laissent bien loin derrière eux toutes les hyperboles de la jactance castillane. Les journées d'Austerlitz et de Marengo sont éclipsées par les hauts faits des Péruviens. Jamais armée n'a accompli ce qu'ils viennent d'accomplir. Aussi est-il fier de les commander. L'Europe entière a les yeux sur eux, et le monde va apprendre avec étonnement et admiration la nouvelle de leur victoire! En même temps, pour combler les vides que la mort, comme je l'ai dit, n'a pas tous faits, on fait entrer les prisonniers dans les rangs de l'armée victorieuse, où ils combattront, si la guerre se prolonge, le parti pour lequel ils allaient se faire tuer la veille. Et qu'importe à l'Indien le drapeau sous lequel il marche? Un chef, pour lui, en vaut un autre; du jour où il est entré sous les drapeaux, il n'est plus qu'un instrument entre les mains des ambitieux. Le *cholo* cependant est bien loin de manquer de courage. Il est robuste, infatigable et sobre. Un peu de maïs, quelques feuilles de *coca* (1), lui suffisent pour une journée. Avec de la discipline et de bons officiers, il n'est pas douteux que l'on pût développer chez lui de précieuses qualités militaires.

Rien n'est plus curieux que le départ d'une armée péruvienne qui entre en campagne. Des femmes et des enfans marchent au milieu de la longue file de soldats qui se déploie confusément dans la direction indiquée par les chefs. Des ânes, des mules chargés de bagages suivent la colonne et se jettent à chaque pas au milieu des rangs. Rien n'a été prévu d'ailleurs; tout manque, les provisions, les soins, la paie même. Aussi vit-on presque toujours aux dépens du pays qu'on traverse, et les compagnes ordinaires du soldat, connues sous le nom de *rabonas*, remplacent pour lui l'administration militaire. L'usage d'emmener les femmes en campagne est d'origine indienne. Si l'on ne s'y soumettait, il serait impossible de retenir un seul homme sous les drapeaux. Épouses ou concubines du soldat, les *rabonas* sont avec lui partout, elles le suivent dans ses marches les plus pénibles, tenant quelquefois un enfant sur les épaules et un autre suspendu à leurs vêtemens. On a vu l'armée péruvienne commandée par le général Santa-Cruz faire jusqu'à vingt lieues par jour dans les montagnes sans que jamais les femmes l'abandonnassent. Cette persévérance est réellement remarquable. La *rabona* est cependant moins la femme que l'esclave du soldat. Battue, maltraitée trop souvent, elle ne touche aux repas qu'elle-même a préparés qu'autant que son rude compagnon veut bien les partager avec elle. Si dure et si fatigante que soit cette vie, la *rabona* semble l'aimer. Quand le soldat rentre dans sa caserne, elle l'y

(1) Plante qui croît au Pérou, et dont l'Indien mâche la feuille à peu près comme nos matelots mâchent le tabac.

suit, et là encore se charge de tous les soins du ménage. Si l'ordre de partir est donné de nouveau, elle se remet gaiement en route. La marche d'une armée péruvienne escortée de ces femmes intrépides ressemble assez à une de ces migrations des anciens peuples indiens chassés de leur territoire par les empiétemens de la race blanche. Ce ne sont pas des régimens, ce sont des populations tout entières qu'un général péruvien traîne derrière lui.

Rivalités de villes, rivalités de races, mauvaise organisation de l'armée, voilà trois grandes causes de désordre. L'histoire du Pérou depuis l'émancipation nous les montrera exerçant tour à tour, et quelquefois simultanément, leur funeste influence. Ce pays serait-il donc condamné à d'éternelles agitations, à des luttes toujours renaissantes? Je ne le crois pas, et, pour répondre à cette question, il me suffira, après avoir raconté ses révolutions, d'indiquer aussi les germes de prospérité, de progrès matériel et moral, qui semblent près de s'y développer.

II.

Le premier de ces dictateurs éphémères qui se succédèrent si rapidement à la tête de la république péruvienne est le président La Riva-Aguero. La victoire d'Ayacucho venait d'assurer l'indépendance du Pérou, dont les Espagnols se préparaient à quitter le territoire. La Riva-Aguero ne devait faire qu'une courte apparition sur le siége présidentiel. Un colonel Lafuente, qu'on retrouvera dans toutes les agitations de la république naissante, ne se vit pas plus tôt en face d'un pouvoir régulier, qu'il ourdit la première de ces conspirations militaires dont le retour allait si fréquemment désoler le Pérou. La conspiration réussit, et les troupes s'étant prononcées contre La Riva-Aguero, le congrès dut lui donner un successeur. Son choix se porta sur le grand-maréchal Lamar (août 1827). Ce n'était point là le compte du colonel Lafuente, qui avait cru s'emparer de la présidence, et qui ne gagnait à sa victoire que le grade de général de brigade. L'infatigable conspirateur se remit aussitôt à l'œuvre, et une nouvelle intrigue militaire renversa le président Lamar pendant qu'il était occupé à guerroyer contre la Colombie, car à la guerre civile venait déjà se joindre, pour le Pérou, le fléau de ces guerres non moins déplorables que les républiques espagnoles, au lieu de s'unir et de s'entr'aider, se font entre elles, sous les plus misérables prétextes. Cette fois encore, l'ambition de Lafuente fut déçue. On ne le nomma que général de division. Un des deux généraux avec lesquels il s'était uni contre Lamar, le général Gamarra (l'autre était le général Santa-Cruz), fut élu président. De ces

trois hommes, c'était le plus médiocre qui arrivait au pouvoir. Santa-Cruz avait en lui quelques-unes des qualités d'un chef de gouvernement, et il se dédommagea bientôt de cet échec en se faisant nommer président de la Bolivie. Quant à Lafuente, né d'une mulâtresse et d'un Espagnol d'Aréquipa, il offrait en sa personne le type d'un de ces créoles actifs et entreprenans qui suppléent à l'insuffisance de l'éducation première par une rare vivacité d'intelligence. Lieutenant d'abord dans l'armée espagnole, il était devenu capitaine, puis colonel en se ralliant aux patriotes, et général en organisant des *pronunciamientos* militaires. Du reste, officier médiocre, Lafuente avait laissé plus d'une fois soupçonner son courage.

La présidence de Gamarra mécontentait trop d'ambitions pour ne pas attirer sur le Pérou de nouveaux orages. Une insurrection militaire, ayant éclaté, en 1830, au Cusco, ne put être étouffée que dans le sang de son chef, le colonel Escobedo, qui fut pris et fusillé avec les principaux conjurés. Des troubles nombreux éclatèrent sur divers autres points du territoire, et Gamarra n'atteignit le terme légal de son pouvoir (18 décembre 1833) qu'à travers des embarras de toute sorte. Le congrès élut alors le général Orbegoso.

Orbegoso appartenait à une des meilleures familles du Pérou, ce qui lui valut d'abord les sympathies de toute l'ancienne aristocratie espagnole, très puissante encore par ses richesses et son influence morale. Aucun des prédécesseurs d'Orbegoso à la présidence n'avait pu obtenir le concours de cette aristocratie. Jusqu'à ce jour, en effet, la plupart des hommes portés au pouvoir par la révolution n'appartenaient pas même à la race blanche. Jeune encore et doué de toutes les qualités brillantes qui plaisent aux masses, Orbegoso, déjà soutenu par l'aristocratie, se fit dans le peuple même un parti considérable. Sa présidence commença sous de favorables auspices. Une conspiration militaire, ourdie par l'ex-président Gamarra et le général Bermudez, avait intimidé un moment la capitale; mais ce court triomphe ne servit qu'à mieux constater l'influence d'Orbegoso. Bientôt la population montra quel cas elle faisait de la pression des baïonnettes; elle se souleva tout entière, chassa la garnison après une lutte sanglante, et ramena en triomphe le président, qui s'était retiré, pendant le combat, dans la forteresse du Callao (28 janvier 1834).

C'était là, on pouvait le croire, une manifestation significative; ce n'était pourtant que le début de la guerre civile. Gamarra, qui avait organisé la conspiration, se maintenait dans l'intérieur du pays à la tête de forces considérables. La situation demeurait donc, malgré les événemens de Lima, assez grave pour nécessiter des mesures extrêmes. C'est à ce moment qu'un homme, qui devait plus tard jouer le premier rôle au Pérou, essaya de se mêler comme acteur au drame com-

mencé par la conspiration de Gamarra : cet homme était le général Santa-Cruz, devenu président de la Bolivie, et qui offrait à Orbegoso de le soutenir contre Gamarra. L'ambition du général Santa-Cruz n'était pas tout-à-fait une ambition frivole. Il y avait chez lui un talent d'organisation qui semblait répondre à tous les besoins de la société péruvienne. La présidence de la Bolivie ne suffisait pas à Santa-Cruz, il lui fallait un plus vaste théâtre, et Lima seul pouvait le lui offrir.

Orbegoso hésita long-temps avant de répondre aux avances de Santa-Cruz. La guerre civile commença même avant toute intervention des Boliviens. Le lieutenant de Gamarra, le général San-Roman, battit sous les murs d'Aréquipa (2 avril 1834) le général Nieto, qui commandait dans cette place une division pour Orbegoso. Le général Nieto avait imploré, mais trop tard, le secours de Santa-Cruz. Orbegoso, qui était sorti lui-même de Lima à la tête de ses troupes, n'avait guère été plus heureux contre un complice de Gamarra, le général Bermudez. La révolution menaçait donc de triompher sur tous les points, quand il se fit un revirement inattendu, et comme on n'en voit qu'au Pérou. Le corps d'armée que commandait Bermudez, immédiatement après avoir vaincu Orbegoso, se déclara en faveur de celui-ci, et alla même jusqu'à lui livrer son général, qui fut exilé. Un autre corps révolté, sous les ordres du colonel Guillen, suivit cet exemple; la ville du Cusco se soumit à son tour, et Orbegoso, revenu à Lima, put de nouveau croire son pouvoir mieux affermi que jamais. Un décret de bannissement à perpétuité fut lancé contre Gamarra et San-Roman. Santa-Cruz n'avait pas trouvé l'occasion d'intervenir; il se consola aisément, car il savait que cette occasion s'offrirait tôt ou tard.

Orbegoso cependant pouvait se faire quelque illusion sur la portée de son triomphe. Tout, en effet, semblait indiquer un retour à la tranquillité, à la confiance. Le 19 juin 1834, une nouvelle constitution fut proclamée; l'effectif de l'armée fut considérablement réduit. Ce ne fut là qu'une courte trève. La guerre qui devait suivre cet armistice devait avoir, pour le Pérou, des conséquences plus graves qu'aucune des crises précédentes.

Le signal de cette guerre fut donné par une insurrection qui éclata à Puno, et qui obligea le président à réclamer des pouvoirs extraordinaires. Investi de ces pouvoirs, Orbegoso quitta Lima le 10 novembre et se dirigea vers le sud. Le voyage d'Orbegoso ne servit malheureusement qu'à provoquer de nouvelles conspirations. Dès le 1er janvier 1835, la garnison du Callao se soulevait et proclamait le général Lafuente. Ce mouvement, qu'on n'eut pas de peine à réprimer, ne fut que le prélude d'une insurrection plus redoutable. Parmi les lieutenans qu'Orbegoso avait laissés à Lima se trouvait le colonel Salaberry. Cet officier jouissait de toute la confiance du président : il était loin

de la mériter. Jeune, actif, entreprenant, Salaberry aspirait depuis long-temps à la dictature; il avait réussi à se faire un parti dans l'armée. L'insurrection du Callao fut pour lui une occasion qu'il se hâta de saisir. Après avoir repris cette forteresse sur les partisans de Lafuente, il s'y installa lui-même et se munit amplement de vivres, d'armes, de provisions de guerre. Le faible gouvernement de Lima prit sur lui de confirmer à Salaberry un commandement qu'il n'osait pas lui enlever. Reconnu dans ses fonctions usurpées, Salaberry parvint à attirer au Callao, sous divers prétextes, la plus grande partie de la garnison de Lima. Il se l'attacha par de belles promesses, et quand il se vit bien sûr de ses soldats, il leva lui-même l'étendard de la révolte. Il ne faut pas de bien grandes armées au Pérou pour renverser un gouvernement. Salaberry était à la tête de six cents hommes, quand il marcha sur Lima, alors dégarnie de troupes, et y entra sans rencontrer aucune résistance. Il est vrai qu'il fut favorisé en secret par les partisans de Gamarra, qui espéraient trouver en lui un instrument facile pour l'accomplissement de leurs desseins. Leur attitude lui ouvrit bientôt les yeux. Ce n'était pas d'ailleurs un homme avec lequel il fût prudent de se jouer ainsi. Il résolut d'assurer sa domination par la terreur. Un emprunt fut imposé aux principales familles; un décret confisqua les propriétés de tous les émigrés qui ne seraient pas rentrés dans le délai de quinze jours; un autre décret enjoignit, sous les peines les plus sévères, à tous les déserteurs, à tous les officiers réformés, de revenir se ranger sous les drapeaux. Il forma ainsi autour de lui une armée considérable.

Le général Orbegoso, averti de ce qui se passait à Lima, avait envoyé contre Salaberry un corps de cinq cents hommes, qui débarquèrent à Pisco, sous les ordres du général Valle-Riestra. En même temps le général Miller, Anglais de naissance, bon soldat qui avait fait la guerre de l'indépendance, partait du Cusco à la tête d'une seconde division et marchait sur Jauja, où Orbegoso devait réunir toutes ses forces. Salaberry, qui n'avait que quelques centaines d'hommes, semblait perdu, lorsque tout à coup la division Valle-Riestra, qui avait débarqué à Pisco, se soulève et livre son général, qui est lâchement fusillé. En même temps les villes de Puno, Ayacucho, Cusco, abandonnent la cause d'Orbegoso, et déclarent se confédérer entre elles, se séparer de Lima et ne vouloir prendre aucune part à la lutte qui vient de s'engager; les troupes que commandait Miller l'abandonnent elles-mêmes et reconnaissent le nouveau gouvernement fédéral. Le général Nieto, dans le département de la Libertad, soutenait encore la cause d'Orbegoso. Salaberry marche contre lui à la tête de quatre cent cinquante hommes, et ce général lui est encore livré par ses propres soldats. Enfin, les commandans des bâtimens de guerre péruviens pro-

clament à leur tour Salaberry et viennent mettre leurs navires à ses ordres. Toutes ces trahisons, fruit honteux de la politique corruptrice de ce chef audacieux, souillèrent l'histoire de la milice péruvienne, et n'assurèrent pourtant à Salaberry qu'une supériorité passagère.

Aréquipa seul lui résistait. Orbegoso, qui s'y trouvait avec deux mille hommes, trop faible pour lutter contre son ennemi, se vit obligé d'implorer encore le secours de Santa-Cruz. Cette fois les troupes boliviennes étaient prêtes. Le général Santa-Cruz, qui attendait depuis si long-temps le moment d'entrer au Pérou, le saisit avec empressement, et concentra immédiatement ses forces sur la frontière. Gamarra avait été jusque-là retenu en Bolivie, où il s'était réfugié après sa tentative de révolution à Lima. Santa-Cruz chercha en lui un auxiliaire. Lui rendant toute liberté de rentrer dans son pays, où il savait qu'il avait encore de nombreux partisans, il conclut avec lui et Orbegoso une convention par laquelle ils s'unissaient tous les trois contre Salaberry. Aussitôt et avec cette malheureuse versatilité que nous avons déjà remarquée tant de fois, les troupes qui se trouvaient au Cusco se prononcèrent pour le général Gamarra, qui ne tarda pas à en aller prendre le commandement. Une seconde division, sous le colonel Larenas, passa également de son côté, et ces mêmes soldats, qui venaient, quelques jours auparavant, de proclamer Salaberry, l'abandonnèrent comme ils avaient abandonné Orbegoso.

Cependant Salaberry ne se laissa pas abattre. Il répondit aux proclamations de ses ennemis par un décret de *guerre à mort aux Boliviens*, réunit toutes ses troupes dans un camp retranché à peu de distance de Lima, au petit village de Bella-Vista, et se disposa à la plus énergique résistance. Quelque faibles que parussent ses ressources comparées à celles de la coalition, une chance de succès lui restait encore. Il était impossible que la bonne harmonie se maintînt long-temps dans le camp de ses ennemis. L'idée dominante du général Santa-Cruz avait toujours été de réunir la Bolivie et le Pérou par un lien fédératif qui des deux républiques n'en aurait fait qu'une seule, dont il se serait réservé à lui-même la haute direction. Cette idée, qu'il nourrissait depuis l'année 1828, quand il trama avec Lafuente et Gamarra la révolution qui renversa le président Lamar, comptait de nombreux partisans. On doit croire que la position géographique de son pays, qui n'a que le mauvais port de Cobija, et se trouve par là condamné, pour son commerce, à de très grands désavantages, fut ce qui inspira à Santa-Cruz la première idée de cette confédération. En même temps, pour que la Bolivie, ainsi réunie à un état beaucoup plus riche et plus étendu qu'elle, ne pût pas en être considérée comme une simple dépendance, le Pérou devait être divisé en deux républiques dont les

ressources se trouveraient dès-lors à peu près égales à celles de la Bolivie.

Santa-Cruz étant parvenu à faire partager ses projets au général Orbegoso, un nouveau traité fut conclu entre eux dans ce sens. Gamarra n'eut pas plus tôt connaissance de cette convention, qu'il fit secrètement proposer à Salaberry de s'unir à lui pour repousser les Boliviens : ils se seraient ensuite entendus entre eux sur la question de la présidence. Si Salaberry avait accepté, peut-être aurait-il pu résister à Santa-Cruz; mais il n'ignorait pas que plusieurs de ses officiers étaient dévoués à Gamarra : il craignit d'être abandonné, sacrifié par eux; il refusa. Gamarra, qui se trouvait déjà à la tête de forces assez considérables, crut pouvoir se prononcer seul, et se sépara ouvertement de ses anciens alliés. Ainsi trois partis, trois gouvernemens différens se trouvaient en présence et divisaient le Pérou : Orbegoso à Aréquipa, Salaberry à Lima, Gamarra au Cusco : triste état dans lequel ce malheureux pays s'est tant de fois trouvé depuis l'expulsion des Espagnols!

Avant de marcher sur Lima, il importait surtout à Santa-Cruz de détruire Gamarra, qui achevait de consolider son pouvoir dans les départemens du Cusco et de Puno. Les troupes boliviennes, réunies à celles d'Orbegoso, marchèrent en conséquence à sa rencontre. La bataille se livra dans les montagnes, près d'un petit village nommé Yanacocha (13 avril 1835). Gamarra fut entièrement défait, et les départemens qui venaient de le reconnaître obligés de se soumettre au vainqueur. Quant à lui, sans essayer même de réunir les débris de son armée, qu'il savait incapables de résister désormais, il alla chercher un refuge à Lima, où il avait encore des partisans.

Bien que Salaberry eût refusé de s'entendre avec Gamarra pour résister à l'ennemi commun, la ruine d'un chef qui pouvait faire une si puissante diversion en sa faveur n'en fut pas moins un coup terrible pour sa cause. Sans se laisser décourager cependant, et avec une force de caractère que peu de généraux ont montrée au Pérou dans des circonstances aussi difficiles, Salaberry résolut d'aller lui-même au-devant de ses ennemis. Un décret appela sous les drapeaux tous les hommes en état de porter les armes de dix-neuf à quarante ans. Étant parvenu à réunir ainsi quatre mille cinq cents soldats autour de lui, Salaberry leva son camp de Bella-Vista et se dirigea vers les départemens du sud. Soit qu'après la défaite de Yanacocha il crût Gamarra dans l'impossibilité de lui nuire, soit plutôt qu'il sentît la nécessité de le ménager, il l'avait accueilli à Lima avec une sorte de bienveillance, et était même allé jusqu'à lui offrir la présidence du conseil de gouvernement qu'il y laissait à son départ. Gamarra, qui le premier avait trouvé Salaberry rebelle à ses propositions d'alliance, crut devoir refuser à son tour et feignit de vouloir rentrer dans la vie privée. Il

avait parmi ceux mêmes à qui Salaberry avait confié les emplois les plus importans des hommes entièrement dévoués à sa cause, et il attendait; mais il était difficile de cacher long-temps ses desseins à un chef aussi soupçonneux que Salaberry. Quelques semaines s'étaient à peine écoulées qu'un ordre arriva tout à coup d'arrêter Gamarra et cinq de ses plus chauds partisans. Conduits à Pisco, où se trouvait le quartier-général de l'armée, leur cause fut promptement instruite, et leur arrêt n'aurait pas tardé à être prononcé par celui qui avait fait fusiller le malheureux général Valle-Riestra, si Salaberry n'avait encore été retenu par la crainte de s'aliéner une partie de ses soldats. Les détenus furent condamnés à être déportés à Costa-Rica (13 octobre 1835).

Le général Santa-Cruz, de son côté, n'était pas resté oisif. Après avoir fait son entrée au Cusco, dont la défaite de Gamarra lui avait ouvert les portes, il se rendit à Aréquipa, où, toujours fidèle à son idée de fédération du Pérou et de la Bolivie, il voulait présider lui-même à l'érection du nouvel état sud-péruvien. Celui-ci devait comprendre les départemens du Cusco, Ayacucho, Puno et Aréquipa. Une assemblée devait se réunir à Sicuani le 26 octobre, pour poser les bases de la nouvelle constitution, et Santa-Cruz n'était pas fâché d'y faire peser son influence par la présence de son armée.

Pendant ce temps, Lima était en proie aux plus grands désordres. Salaberry, pour grossir les rangs trop faibles de son armée, en avait enlevé, en partant, tous les hommes chargés ordinairement de la police et du maintien de la tranquillité publique. Au milieu des agitations de la guerre civile, il s'était formé, aux environs mêmes de la ville, des bandes de *montoneros*, — espèce de *guerillas* que les troubles soulèvent toujours au Pérou, — qui, sous le prétexte de défendre la cause d'Orbegoso, se livraient à des pillages que nulle force ne pouvait plus arrêter, et menaçaient même le gouvernement. Les choses en vinrent à ce point que le colonel Solar, qui commandait à Lima pour Salaberry, dans la crainte de ne pouvoir leur résister, si la ville était attaquée sérieusement par eux, ordonna à tous les employés de se rendre au Callao, où il voulait établir le siége du gouvernement, pour le mettre à l'abri d'un coup de main hardi, mais possible.

Le Callao est le port de Lima; une distance d'environ deux lieues le sépare de la ville. Il avait alors peu d'importance; mais les Espagnols y avaient construit une forteresse magnifique, dont les feux peuvent balayer, d'un côté, la rade qui s'ouvre devant elle, et, de l'autre, la route entièrement découverte de Lima. C'est là que Solar se retira momentanément avec la famille de Salaberry et le peu de soldats qui lui restaient. Dès-lors Lima, entièrement abandonné par les troupes, fut rempli de *montoneros* (26 décembre), et on aurait pu avoir à déplorer les plus grands excès, si des marins débarqués des bâtimens de guerre

étrangers n'étaient venus assurer par leur présence la tranquillité de la ville. L'arrivée du général Vidal, qui prit le commandement de ces bandes et essaya de les organiser, sembla promettre un peu de calme. En vain le colonel Solar, s'en reposant sur la discipline supérieure de ses soldats, tenta de surprendre Lima : la haine qu'avait inspirée le gouvernement de Salaberry était telle que la population tout entière s'arma, et Solar, honteusement repoussé, fut obligé de se renfermer de nouveau dans sa forteresse. Enfin, le général Orbegoso lui-même revint à Lima, où il fit son entrée le 9 janvier 1836. Son premier soin fut de mettre le siége devant la citadelle du Callao, qui capitula presque immédiatement à des conditions honorables. La famille de Salaberry se retira sur la frégate française *la Flore*, d'où elle se rendit au Chili.

De ce jour, les affaires de Salaberry déclinèrent rapidement. Le général Pardorela, qui commandait pour lui un corps de cinq cents hommes dans le département de la Libertad, abandonna sa cause. Cependant les forces que Salaberry avait amenées de Lima étaient encore intactes, et, bien qu'inférieures en nombre, il comptait sur elles; lui-même il recherchait un combat comme son unique chance de salut. L'action s'engagea entre ses troupes et celles de Santa-Cruz près du petit village de Socobaya, à quelques lieues d'Aréquipa. Salaberry fut complétement défait. Tombé au pouvoir de son ennemi, il fut condamné à mort avec huit de ses principaux officiers et fusillé. La flotte elle-même, à cette nouvelle, ne tarda pas à faire sa soumission.

Ainsi finit la révolution qui, le 23 février, avait renversé à Lima le gouvernement d'Orbegoso, et, dans l'espace de moins d'un an, causé tant de mal au Pérou. De toutes celles qui s'y sont faites, elle a été une des plus désastreuses comme des plus coupables. Et cependant depuis quelques années, c'est-à-dire depuis la chute de Santa-Cruz et l'extinction complète de son parti, on a cherché à grandir la mémoire de Salaberry; on a voulu faire de ce hardi conspirateur comme le héros en même temps que le martyr de l'indépendance péruvienne, un instant opprimée par les Boliviens. Il y avait là deux sentimens distincts : l'un d'amour-propre national blessé, et certes bien facile à comprendre après les défaites de Yanacocha et de Socobaya; l'autre n'est qu'un sentiment de parti, de réaction, si je puis dire, contre Santa-Cruz et les hommes qui l'avaient appelé ou servi, réaction d'autant plus forte, d'autant plus vive que, même après la chute du protecteur, la lutte s'est prolongée entre ces derniers et les *restaurateurs*, qui arrivèrent au pouvoir avec Gamarra. Toutefois, pour juger Salaberry, ce n'est à aucun de ces deux points de vue que se placera l'histoire. Quelque courage personnel qu'il ait montré, de quelque énergie qu'il ait fait preuve pendant la lutte contre les Boliviens, on ne saurait voir en lui qu'un

ambitieux coupable qui, pour saisir le pouvoir, n'a pas craint de se soulever contre son chef légal, contre son bienfaiteur et son ami, de jeter enfin son pays dans la guerre civile et les révolutions dont il se remettait à peine. Le sang du malheureux général Valle-Riestra, que des troupes corrompues lui avaient livré, restera d'ailleurs sur son nom comme une tache ineffaçable.

III.

La victoire de Socobaya termine une première période de l'histoire du Pérou, celle où des intrigues militaires toujours incessantes ôtent toute efficacité, toute autorité à l'action du pouvoir. Cette victoire ne ferme pas l'ère des révolutions; mais, en livrant le gouvernement du Pérou à des mains plus fermes, elle permet déjà de tenter quelques efforts pour consolider l'édifice chancelant de ses institutions. La présidence du général Santa-Cruz est d'ailleurs marquée par des guerres extérieures avec les républiques voisines plutôt que par des luttes civiles. C'est un progrès.

Au lendemain de la bataille de Socobaya, Santa-Cruz était maître de la situation. L'assemblée de Sicuani, qui n'avait pu se réunir l'année précédente à cause de la guerre, fut aussitôt convoquée pour le 16 mars 1836. Le premier acte de cette assemblée fut de proclamer l'érection des départemens de Moquégua, d'Aréquipa, Puno, le Cusco et Ayacucho en état indépendant, sous le nom d'*état sud-péruvien*. La nouvelle république devait s'unir au Pérou septentrional et à la Bolivie par un lien fédératif, et remettait l'autorité supérieure entre les mains du général Santa-Cruz, nommé *protecteur*.

Fatigués des révoltes militaires dont Lima était sans cesse le théâtre, les départemens du sud, en se détachant du Pérou septentrional, cherchaient un repos dont ils avaient surtout besoin, et qu'ils espéraient trouver dans une administration distincte. La ville du Cusco fut choisie pour être le siége du gouvernement. Capitale de l'ancien empire du Pérou sous les Incas, elle était habitée presque entièrement par les fils des Indiens. En plaçant leur ville à la tête d'un état indépendant, on flattait leur amour-propre. Il leur semblait retrouver par là quelque chose de son glorieux passé, et l'idée d'un nouvel empire indien vint de nouveau se mêler à leurs rêves.

En Bolivie, l'érection de la république sud-péruvienne ne fut pas accueillie moins favorablement. En effet, le pacte qui unissait cette république à la Bolivie, en assurant à celle-ci les ports dont elle avait besoin sur l'Océan, devait doubler son commerce et la valeur de tous ses produits. C'était d'ailleurs son propre président qui allait se trouver

à la tête de la confédération, et l'influence bolivienne y était par conséquent assurée; aussi des cris de joie et d'espérance saluèrent-ils le grand acte proclamé à Sicuani.

Il était difficile pourtant que cet acte fût accueilli de même à Lima et dans le nord du Pérou, qui perdaient de riches départemens à la suite de victoires remportées par des étrangers. Cependant, comme toute résistance était pour le moment au moins impossible, les esprits finirent par se calmer peu à peu, et une autre assemblée fut convoquée à Huaura pour le 15 juillet, à l'effet de constituer aussi le nouvel état composé des provinces du nord. L'influence de Santa-Cruz y fut encore souveraine. Les départemens des Amazones, de Junin, de la Libertad et de Lima furent érigés en république séparée, qui prit le titre d'*état nord-péruvien*. Santa-Cruz fut proclamé protecteur de la confédération, le général Orbegoso président à Lima, et le général Herrera au Cusco. Ces deux derniers n'étaient plus, par le fait, que les lieutenans de Santa-Cruz.

Celui-ci était donc arrivé enfin au terme de ses longs efforts. Il avait réuni dans sa main le gouvernement des deux républiques du Pérou et de la Bolivie. Lima devenait sa capitale; il allait jouer le premier rôle dans l'Amérique du Sud. Son ambition était surtout d'appeler sur lui l'attention de l'Europe, qu'il admirait et qu'il enviait à la fois. Il voulait se poser à ses yeux comme le successeur de Bolivar, l'homme chargé de continuer et de terminer l'œuvre commencée par le *libertador*, en constituant les peuples que Bolivar avait seulement rendus indépendans. Aussi appela-t-il autour de lui un grand nombre d'étrangers auxquels il confia souvent les emplois les plus importans. En même temps, dans ses rapports avec les agens diplomatiques de l'Europe, il affecta des formes et un bon vouloir que ceux-ci n'avaient pas toujours trouvés chez ses prédécesseurs. Enfin, l'administration dirigée par lui prit une marche plus ferme et plus franche, et, malgré les guerres qui entravèrent si souvent ses efforts, qui finirent même par le renverser, le pays fit des progrès rapides. Lima, en particulier, parut recouvrer quelque chose de son ancienne splendeur.

Un reproche grave cependant a été fait avec raison au gouvernement du général Santa-Cruz. Pressé souvent par le besoin d'argent pour résister à ses ennemis, tant intérieurs qu'extérieurs, il prit la fatale résolution d'altérer les monnaies d'argent, dans lesquelles il introduisit près d'un tiers d'alliage. Il espérait sans doute un jour pouvoir retirer aisément ces monnaies de la circulation; mais ce jour, qu'il croyait prochain, n'est jamais venu : il est tombé lui-même sous les efforts de ses ennemis, et la fausse monnaie créée par lui est demeurée au Pérou et en Bolivie, qui en voient la quantité s'accroître encore tous les jours.

La paix intérieure était partout rétablie, et il ne restait plus à Santa-Cruz qu'à consolider son ouvrage. Malheureusement de nouvelles difficultés, auxquelles il ne s'attendait pas, devaient lui venir de l'étranger. Le Chili, qui avait profité des troubles du Pérou pour appeler dans ses ports presque tout le commerce de l'Europe, dont Valparaiso était devenu comme le vaste entrepôt, le Chili craignit de perdre cet avantage, si la tranquillité se rétablissait à Lima. Santa-Cruz venait d'ailleurs de rendre un décret qui l'atteignait directement en soumettant à une forte augmentation de droits les bâtimens qui avaient touché dans l'un de ses ports avant d'entrer dans un port du Pérou. Évidemment, un grand nombre de navires allaient désormais se rendre en droiture au Callao, qui leur offrait le marché du Pérou et de la Bolivie réunis, beaucoup plus riche, beaucoup plus considérable que celui du Chili. C'était là, pour cette dernière république, une question de la plus haute importance. Elle n'y vit d'autre solution que la ruine du gouvernement fédéral et la chute de Santa-Cruz. La guerre fut résolue; les prétextes dès-lors ne pouvaient manquer.

Le général Freyre, ex-président de Santiago, exilé au Pérou, avait armé secrètement au Callao deux navires avec lesquels il avait tenté de débarquer sur les côtes du Chili pour y renverser l'administration du général Prieto. Il est difficile de supposer que le général Santa-Cruz ait ignoré les projets du général Freyre, mais il est certain aussi qu'il ne lui prêta aucun appui. Le Chili n'en crut pas moins devoir user de représailles, et, bien que Freyre eût échoué dans son entreprise, il envoya au Callao un bâtiment de guerre, le brick *l'Achille*. Entré comme navire ami et sans que personne pût avoir le moindre soupçon de ses projets, le brick chilien saisit, pendant la nuit du 21 au 22 août 1836, trois bâtimens de guerre péruviens, qui se laissèrent surprendre dans leur propre rade. Or, non-seulement aucune déclaration de guerre n'avait eu lieu, mais aucune réclamation même n'avait été adressée au Pérou par le gouvernement de Santiago pour l'affaire du général Freyre. Ce ne fut que le lendemain de cet acte de piraterie qu'une note du commandant du brick *l'Achille* fit savoir à Lima que la capture de ces trois navires n'était que le prélude d'hostilités plus sérieuses. On comprend quel effet dut produire cette étrange déclaration. Dans le premier moment de sa colère, le général Santa-Cruz fit arrêter le chargé d'affaires chilien. Celui-ci ne tarda pas, il est vrai, à être remis en liberté; mais il reçut en même temps ses passeports avec l'ordre de quitter immédiatement le territoire de la république.

Cependant le Chili, pour soutenir les menaces du commandant de *l'Achille* et continuer les hostilités, envoya une escadre sous les ordres de l'amiral Blanco, qui ne tarda pas à paraître à l'entrée de la rade du Callao. Il voulait évidemment la guerre; pour garder du moins

quelques dehors de modération, il envoyait avec son escadre un ministre plénipotentiaire, M. Egaña, chargé de proposer un accommodement. C'était le 31 octobre 1836 que l'escadre chilienne arrivait au Callao. Le général Santa-Cruz, qui sentait que son pouvoir ne pourrait s'affermir que par la paix, consentit à recevoir M. Egaña. Les conférences s'ouvrirent; mais on dut bientôt voir qu'il serait impossible de s'entendre. Le Pérou ne pouvait pas accepter les conditions humiliantes que voulait lui imposer le Chili, et M. Egaña se refusait à toute concession. Faisant une dernière tentative pour la conservation de la paix, Santa-Cruz lui proposa alors de soumettre leur différend aux agens diplomatiques étrangers résidant à Lima et de s'en rapporter à leur décision. Cette ouverture fut repoussée comme les autres, et dès-lors la guerre devint inévitable entre les deux républiques. Elle fut déclarée le 28 décembre 1836, et, peu de temps après, le gouvernement argentin s'unit également au Chili pour renverser la confédération.

Les préparatifs de guerre n'empêchèrent pas Santa-Cruz de s'occuper activement de l'organisation définitive des trois républiques unies. Il savait en effet qu'il pouvait avoir bien plus à craindre de ses ennemis intérieurs que de ses ennemis extérieurs. La marine chilienne était sans doute supérieure à la sienne, surtout depuis la capture des trois navires surpris par *l'Achille;* mais le Pérou et la Bolivie pouvaient mettre sur pied une armée considérable et défendre aisément tous les points de leurs côtes ouverts à l'invasion. Toute la question pour lui était donc dans la conservation de la tranquillité intérieure. Aussi le vit-on courir incessamment du nord au sud, du Pérou dans la Bolivie, sur tous les points de l'immense pays qu'il gouvernait, partout où il pensait que sa présence pouvait être nécessaire. En même temps, une assemblée fut convoquée à Tacna pour rédiger la constitution des républiques fédérées. Le général Santa-Cruz s'y rendit tant pour la présider que pour réunir ses forces dans le sud et faire ses préparatifs de défense contre les tentatives d'invasion probables de la part du Chili.

L'assemblée de Tacna confirma à Santa-Cruz le titre de *protecteur de la confédération* que lui avaient donné les assemblées de Sicuani et de Huaura. En laissant du reste à chacun des trois états son gouvernement particulier, elle établit un gouvernement général, composé d'un congrès divisé en deux chambres électives, qui se réunissaient tous les deux ans dans chacune des trois républiques alternativement. La nomination du protecteur suprême appartenait au congrès, et devait être renouvelée tous les dix ans; mais le protecteur sortant pouvait être réélu. Telles étaient les principales dispositions de la constitution votée à Tacna; il ne restait plus qu'à la faire ratifier par chacun des trois états. Malheureusement des difficultés se rencontrèrent là précisément où on devait le moins s'attendre à en trouver. Pendant l'absence de Santa-

Cruz, une forte opposition s'était formée contre lui en Bolivie. Le congrès, assemblé sous la présidence de M. Calvo, renfermait dans son sein un parti puissant qui repoussait le système de la confédération. Ce parti, mécontent des tendances trop favorables à Lima qui se manifestaient chez Santa-Cruz, craignit de voir la Bolivie, absorbée par le Pérou, perdre un jour sa nationalité indépendante et ne plus devenir qu'une province de son heureuse rivale. Le pacte fédéral, à peine conclu, était donc sur le point de se briser. Santa-Cruz crut devoir se rendre immédiatement lui-même en Bolivie; mais il put se convaincre que, dans les circonstances présentes, toute discussion serait dangereuse. Il trancha la difficulté en prorogeant indéfiniment le congrès.

Déjà précédemment il avait été obligé de faire aux embarras de la situation un sacrifice important. Les réformes à apporter à l'administration intérieure avaient, de tout temps, appelé son attention particulière, et une des plus urgentes était, sans contredit, celle de la législation. Aussi, peu de temps après son arrivée à Lima, avait-il promulgué un nouveau code civil, rédigé en grande partie dans l'esprit du code français, et qui devait remplacer le dédale des lois et ordonnances espagnoles qui seules encore avaient régi le Pérou jusqu'à ce jour. L'établissement de ce code rencontra une forte opposition, particulièrement dans la magistrature et dans le barreau, arrachés tout d'un coup à leur routine, et aussi dans le clergé, dont il diminuait les trop nombreux priviléges. Une députation à la tête de laquelle se trouvait l'archevêque de Lima se rendit au palais pour supplier le protecteur de modifier le nouveau code. Santa-Cruz, dont le gouvernement n'était pas encore suffisamment bien établi, crut prudent de céder pour le moment. Une commission fut nommée pour en revoir les dispositions, et l'application en fut suspendue provisoirement. A la chute de Santa-Cruz, ses ennemis, par haine du chef qu'ils venaient de renverser, détruisirent tout ce qu'il avait établi, et le nouveau code, qui ne rencontrait d'ailleurs que trop d'opposition, disparut nécessairement avec celui qui l'avait donné.

Pendant que Santa-Cruz parcourait les provinces du Pérou pour assurer partout la tranquillité intérieure, le Chili avait précipité ses armemens, et au mois d'octobre 1837, sa flotte parut devant le petit port de Hornillos, près de Quilca, où elle débarqua deux mille huit cents hommes d'infanterie et six cents chevaux, qui marchèrent immédiatement sur Aréquipa. Trop faible pour résister, la garnison de cette ville se retira dans les montagnes, où elle attendit l'arrivée de Santa-Cruz, qui se trouvait encore en Bolivie, et qui se hâta de réunir ses troupes pour s'opposer à l'invasion. Il arriva à la tête de forces considérables; mais, pour détruire les Chiliens, il n'avait pas même besoin de leur livrer bataille. J'ai dit déjà quelle est la position d'Aréquipa. Une

immense plaine de sable, qu'il faut traverser pour y arriver, s'étend entre la ville et la côte, distante de plus de vingt lieues. De l'autre côté sont les Cordilières, dont quelques hommes suffiraient seuls pour défendre le passage à une armée. Les Chiliens, qui n'avaient pu pénétrer plus avant, se voyaient par conséquent enfermés entre le désert et les soldats de Santa-Cruz, qui arrivaient bien supérieurs en nombre. Affaiblis d'ailleurs par les maladies, ils étaient tout-à-fait hors d'état de combattre. L'amiral Blanco se trouvait entièrement à la disposition de son ennemi : il comprit qu'il n'avait plus qu'une voie à tenter, celle des négociations.

Santa-Cruz était à Paucarpata, petit village à une lieue d'Aréquipa; c'est là qu'il reçut les ouvertures du général chilien. Il sentait plus que jamais le besoin de la paix; il l'avait toujours désirée; il eut le tort d'écouter ces propositions avec trop d'empressement, et surtout de ne pas exiger des garanties suffisantes pour assurer l'exécution du traité conclu avec Blanco. Une fois l'armée chilienne sortie de l'impasse où elle s'était lancée, le gouvernement de Santiago se croirait-il lié par la parole de son général? Sans se préoccuper assez de cette question, Santa-Cruz signa la paix, le 17 novembre 1837, à des conditions honorables pour les deux partis, mais non aussi avantageuses pour le Pérou que Santa-Cruz aurait pu les imposer. L'amiral Blanco se retira et se rembarqua sans être inquiété. Quatorze mois plus tard, ces mêmes troupes que Santa-Cruz avait épargnées opéraient une nouvelle descente près de Lima et remportaient la victoire de Yungay, qui mit fin à la vie politique du protecteur.

Après le départ de Blanco, Santa-Cruz comprit trop tard la faute qu'il avait commise. Le Chili ne ratifia pas le traité conclu à Paucarpata, et la guerre, un instant suspendue, recommença plus vive que jamais. Le Chili voulait à tout prix détruire la confédération péru-bolivienne. Il craignait la concurrence que le port du Callao pouvait faire à Valparaiso; il redoutait surtout les talens supérieurs du général Santa-Cruz, et, pour conserver sa suprématie commerciale, il ne voyait d'autre moyen que la guerre. Le général Santa-Cruz fut donc obligé de reprendre les armes malgré lui.

L'escadre ennemie, composée de cinq bâtimens, sous les ordres du commandant Postego, ne tarda pas à se montrer devant la rade du Callao (3 mai 1838). Cependant elle était trop faible pour inspirer des craintes sérieuses de débarquement, si la tranquillité intérieure n'était pas troublée. Par malheur, un sourd mécontentement se faisait depuis long-temps pressentir dans l'état nord-péruvien; il n'avait jamais vu avec plaisir la confédération s'établir et les départemens du sud se séparer de lui pour former un état indépendant. Gamarra y avait toujours de nombreux partisans, ennemis par conséquent de

Santa-Cruz et disposés même pour le renverser à tendre la main aux Chiliens. Ceux-ci comptaient sur ces mésintelligences. La présence d'une armée bolivienne dans les environs de Lima, le grand nombre de places importantes occupées dans l'administration par des Boliviens, qu'en dépit du pacte fédéral on continuait à regarder comme des étrangers, avaient froissé l'amour-propre national des Péruviens, et la confédération se trouvait déjà menacée bien plus fortement par ces germes de discorde que par les armes du Chili. Enfin, la guerre, que l'on savait uniquement dirigée contre Santa-Cruz, pesait particulièrement sur les départemens du nord, les moins disposés à le soutenir. La reconnaissance tardive de la confédération par le congrès bolivien, assemblé à Cochabamba (30 mai 1838), n'était pas une compensation aux coups qui lui étaient portés à Lima. Une tentative de révolution y avait eu lieu : elle fut réprimée; mais l'opinion publique ne s'en prononçait pas moins contre le système fédératif, et tous les partisans des gouvernemens déchus, tous les ambitieux qui ne voyaient dans une révolution qu'un moyen d'arriver au pouvoir, travaillaient ardemment à exciter les haines de la population péruvienne contre les Boliviens. Déjà le général Nieto, commandant militaire de l'état du nord, avait des intelligences avec l'amiral chilien. Les généraux Gamarra et Lafuente, réfugiés au Chili, entretenaient des correspondances secrètes avec les mécontens, et animaient le cabinet de Santiago dans ses projets de descente. Ils comptaient pour l'appuyer sur leurs partisans, et pour cela ils cherchaient à présenter la guerre, non plus comme une lutte de nation à nation, mais comme celle d'un parti appuyé sur l'intervention armée du Chili contre un autre parti appuyé sur l'intervention armée de la Bolivie. Pour atténuer autant que possible le mauvais effet d'une invasion étrangère, ils étaient encore parvenus à faire donner à des officiers péruviens, exilés comme eux, plusieurs commandemens importans dans l'armée chilienne, et eux-mêmes devaient prendre place dans ses rangs.

C'est alors que le général Orbegoso, soit qu'il regrettât secrètement de voir son pouvoir borné à l'état nord-péruvien sous le protectorat de Santa-Cruz, soit qu'il crût que les intérêts du pays lui commandaient un changement de conduite, se déclara à son tour contre le système fédératif. Le général Santa-Cruz, obligé de se transporter souvent sur les différens points des deux républiques qu'il gouvernait, était en ce moment dans le sud du Pérou; ses ennemis avaient le champ libre. Les troupes restées fidèles au protecteur se virent contraintes d'abandonner Lima et se retirèrent au Callao. Les Chiliens trouvèrent le moment favorable pour une descente et en profitèrent. Ils venaient de recevoir des renforts. Après avoir croisé encore quelque temps devant le Callao, ils entrèrent dans la petite rade d'Ancon,

à quelques lieues au nord de Lima, et y débarquèrent, sous les ordres du général Bulnes (8 août 1838).

Ici encore se présente une de ces complications si communes dans l'histoire du Pérou. Orbegoso s'était prononcé contre Santa-Cruz et la confédération péru-bolivienne; il n'entendait point cependant accueillir en amie une armée qui envahissait le territoire du Pérou. Lafuente et Gamarra, deux conspirateurs incorrigibles, se trouvaient d'ailleurs dans les rangs des envahisseurs. Il n'en fallut pas davantage pour décider Orbegoso à marcher, à la tête de deux mille cinq cents hommes, contre les Chiliens. Tout en séparant sa cause de celle de la confédération, Orbegoso allait combattre pour son propre compte les ennemis de Santa-Cruz.

Le 17 août, les Chiliens se portèrent sur la route du Callao, à une lieue et demie de Lima. Le 21, un combat décisif se livra sous les murs mêmes de la ville. L'armée péruvienne se battit bien, mais elle était de beaucoup inférieure en nombre; d'ailleurs, un corps considérable, sous les ordres du général Nieto, qui avait des intelligences avec le général Bulnes, ne prit aucune part à l'action; les troupes d'Orbegoso furent entièrement défaites, et Lima tomba au pouvoir des Chiliens. Le général Gamarra se fit immédiatement proclamer président provisoire (24 août) par une assemblée de notables qu'un décret de Bulnes convoqua à cet effet. Orbegoso, après s'être d'abord enfermé dans la forteresse du Callao, se retira à bord de la frégate française *l'Andromède*. Ce ne fut que le 10 novembre que le général Santa-Cruz, après avoir réuni ses troupes, parut devant Lima, à la tête de six mille cinq cents hommes. Bulnes ne crut pas devoir l'y attendre, et rétrograda du côté de Huaras; mais, au lieu de le poursuivre sans relâche dans sa marche et de le rejeter à la mer, Santa-Cruz perdit à Lima un temps précieux qui permit aux Chiliens de se fortifier.

Santa-Cruz, en s'arrêtant à Lima, était préoccupé d'un plan dont malheureusement l'exécution ne répondit pas à ses espérances. Non content de chasser les Chiliens du Pérou, il voulait surtout détruire leur marine; mais, comme il n'en avait lui-même aucune à leur opposer, il favorisa l'armement de corsaires qui se recrutèrent particulièrement parmi les matelots déserteurs de toutes les nations que l'espoir d'un butin facile attira en grand nombre. Des bâtimens de commerce furent achetés et armés en guerre. Munis de lettres de marque, portant d'ailleurs le pavillon péruvien, ils devaient courir sus à tous les navires du Chili et ruiner son commerce maritime. Un Français, M. Blanchet, créé capitaine de vaisseau par Santa-Cruz, reçut le commandement de ces corsaires, et ne tarda pas à sortir du port du Callao. Les premières rencontres furent heureuses; elles enhardirent Blanchet, qui osa alors attaquer l'escadre chilienne réunie. La fortune d'abord sem-

bla vouloir encore le favoriser. Engagé dans une lutte corps à corps avec le navire que montait le commandant chilien, Blanchet était parvenu, par la supériorité de son artillerie, à lui causer des avaries qui allaient lui permettre de tenter l'abordage, quand il tomba frappé à mort. Découragé par la perte de son chef, l'équipage suspendit le combat; les deux navires se séparèrent, en se contentant de s'observer mutuellement et sans recommencer leur feu. Les corsaires péruviens rentrèrent au Callao; mais la mort de Blanchet les avait désorganisés. La discorde se mit parmi ces hommes de nations, de langages différens, que la cupidité avait pu seule réunir un instant; il fallut désarmer les navires qu'ils montaient.

C'était un échec pour Santa-Cruz. Les Chiliens demeuraient maîtres de la mer, et il n'avait plus aucun moyen de les attaquer. Il se résolut enfin à quitter Lima et à marcher sur Bulnes, qui était resté à Huaras. Les forces du protecteur étaient bien supérieures à celles de son ennemi, et tout semblait annoncer que cette fois il allait l'écraser; mais la trahison était depuis long-temps dans le camp péruvien. Les deux armées se rencontrèrent près du petit village de Yungay (20 janvier 1839), lieu devenu célèbre, car de la bataille qui y fut livrée datent la ruine du gouvernement protectoral et la chute du général Santa-Cruz. Celui-ci, au reste, ne fit pas preuve pendant l'action du courage et du sang-froid qu'il aurait dû montrer. Trahi d'ailleurs par ses lieutenans, il fut complétement défait, et, abandonnant les débris de son armée, il courut à Lima porter lui-même la nouvelle de son désastre, en demandant de nouveaux secours. Des trois états qui composaient la confédération, le Nord-Pérou, comme je l'ai dit, lui était le moins favorable, et il fallait que Santa-Cruz se fît une étrange illusion pour compter sur son appui après la défaite qu'il venait d'essuyer. Les agitateurs qu'il avait comprimés un instant ne virent dans sa chute prochaine que l'occasion de se montrer de nouveau, de s'emparer de la scène politique, de dominer à leur tour. Plusieurs aussi étaient d'accord avec les Chiliens; aucun ne pensa à les repousser. Ils affectèrent même de voir en eux non des ennemis qui envahissaient leur territoire, mais des alliés qui venaient les délivrer des Boliviens. On put prévoir que le Pérou célébrerait un jour l'anniversaire de la bataille de Yungay comme une victoire.

Ne pouvant rien obtenir de Lima, Santa-Cruz se rendit à Aréquipa, où il avait laissé un corps de réserve. Il savait le sud mieux disposé pour lui que le nord, et, avec l'appui des provinces méridionales, il se flattait de rétablir bientôt ses affaires. Il allait en effet se voir à la tête d'une nouvelle armée : le Pérou méridional avait conservé toutes ses ressources, et, si les habitans de ces provinces étaient réellement

dévoués à Santa-Cruz, la lutte était loin d'être finie, les Chiliens pouvaient être repoussés; mais en Amérique les amis prêts à se dévouer pour un chef vaincu sont plus rares que partout ailleurs. A Aréquipa comme à Lima, toutes les petites ambitions personnelles étaient déjà en mouvement; chacun ne songeait qu'au parti qu'il pouvait tirer du changement politique qui allait s'accomplir, et la cause du pays envahi par des étrangers disparut là aussi, étouffée sous des intérêts particuliers. Le général Santa-Cruz, trahi de nouveau par ses soldats, obligé de résilier le pouvoir, et bientôt même de fuir et de se cacher, put à peine arriver sain et sauf à bord d'un bâtiment de guerre anglais, où il se réfugia (23 février 1839). Quelques jours après, le général Gamarra rentrait à Lima avec les Chiliens, et les Boliviens lui remettaient la citadelle du Callao, qu'ils occupaient encore.

Ainsi finit la confédération péru-bolivienne. Édifice trop vaste, réunion mal affermie d'états que mille rivalités divisaient, quel que fût le génie de son chef, elle ne devait pas durer, et dès le premier jour on pouvait en annoncer la ruine. Ce n'est pas seulement l'intervention chilienne qui l'a détruite, c'est la force même des choses. L'intervention du Chili n'a été redoutable que par le mécontentement des peuples de la confédération même. Santa-Cruz aurait vaincu à Yungay, qu'il aurait succombé plus tard, ou du moins son successeur aurait succombé. L'édifice ne pouvait avoir de durée, il péchait par la base. Pour réunir dans les mains d'un seul homme des pays aussi étendus, et où les rapports entre les différentes villes sont si difficiles encore, il fallait au protecteur des lieutenans intelligens et fidèles, sur lesquels il pût compter entièrement, et une marine à vapeur pour transporter rapidement ses forces et se transporter lui-même sur les points menacés. Santa-Cruz ne pouvait pas même compter sur sa marine à voile, qui, sentant son infériorité, n'osait plus sortir depuis l'apparition de la flotte chilienne. L'esprit remuant et ambitieux de ses lieutenans ne lui faisait que trop sentir d'ailleurs combien peu ils méritaient sa confiance.

Aux termes de la constitution votée au congrès de Tacna, le gouvernement protectoral devait être transporté alternativement dans chacun des différens états de la confédération; cependant, par le fait, Santa-Cruz avait fait de Lima le siége presque permanent du protectorat. Il semblait qu'il eût besoin d'un grand théâtre, où toute l'Amérique pût le contempler, et, sous ce rapport, sans doute il ne pouvait mieux choisir; mais au point de vue politique il commit une grande faute. Foyer perpétuel d'intrigues et de révolutions, Lima était la dernière ville où il pût espérer d'affermir son pouvoir. Toujours considéré comme un étranger par les Péruviens, Santa-Cruz froissait malgré lui

leur amour-propre national, tandis qu'il s'aliénait aussi, par cette préférence, l'esprit des Boliviens, ses plus chauds partisans. La Bolivie, en effet, n'était-elle pas réduite à un rôle secondaire? Ainsi, de l'un et de l'autre côté, Santa-Cruz avait préparé sa ruine.

IV.

La chute du gouvernement du général Santa-Cruz fait époque dans l'histoire du Pérou. Malgré ses fautes et ses erreurs, cet homme ne saurait être confondu avec les intrigans de bas étage, les fauteurs de révolutions militaires qui s'étaient succédé dans le gouvernement de ce pays. Supérieur à ces aventuriers par l'intelligence, Santa-Cruz l'était surtout par le sentiment national et américain. Uniquement préoccupé de la grandeur de sa patrie, il sut poursuivre son but, sinon avec toute l'adresse, toute la fermeté désirables, du moins avec une loyauté, une noblesse qu'on ne saurait méconnaître. Aussi a-t-il laissé dans les pays qu'il a gouvernés, et qu'il n'habite plus aujourd'hui, des souvenirs et des regrets qui avaient toujours manqué à ses prédécesseurs. Une période d'anarchie avait précédé la présidence de Santa-Cruz : une période non moins triste la suivit; mais elle aussi devait aboutir à une ère de repos et de progrès. La chute du général Santa-Cruz, décidée, comme on l'a vu, par la perte de la bataille de Yungay, amena au pouvoir le parti dit *restaurateur*, et le général Gamarra fut proclamé président. Ce parti, dont les principaux chefs s'étaient unis un instant pour renverser le gouvernement établi, ne tarda pas à se diviser lui-même, et la seconde présidence du général Gamarra fut encore troublée par plus de désordres et de tentatives insurrectionnelles que la première.

Les amis de Santa-Cruz, bien que déconcertés un instant, étaient nombreux et puissans encore, et, en Bolivie particulièrement, l'ex-protecteur pouvait conserver l'espérance de ressaisir un jour le pouvoir. Dans le courant de 1841, une insurrection ayant renversé le général Velasco, la majeure partie des provinces boliviennes proclamèrent de nouveau le général Santa-Cruz; les autres reconnurent le général Ballivian, son lieutenant et son ami, mais qui ne confondait pas en tous points ses intérêts avec ceux du protecteur. Le gouvernement de Lima, uniquement composé de *restaurateurs*, s'émut nécessairement d'une pareille révolution, accomplie si facilement. Des pouvoirs extraordinaires furent immédiatement donnés au président Gamarra, et l'armée, renforcée par de nombreuses levées, reçut l'ordre d'aller jusque sur l'extrême frontière se placer en observation. C'était pour la Bolivie une menace directe. Gamarra, non content encore de cette

provocation, entra sur le territoire de la république bolivienne, sous le prétexte d'y étouffer la révolution. Il pénétra jusqu'à La Paz, et voulut y dicter la volonté du Pérou, qui, à aucun prix, ne pouvait permettre que Santa-Cruz commandât encore à Chuquisaca (1).

Le sentiment de la nationalité est un des plus vifs chez les Américains. En présence du drapeau péruvien qui flottait sur leur territoire, en face de ces soldats qu'ils avaient vaincus à Yanacocha et à Socobaya, les Boliviens, divisés en deux partis, se réunirent. Ceux qui appelaient Santa-Cruz se joignirent sans hésitation à ceux qui avaient proclamé Ballivian; celui-ci avait l'avantage de se trouver sur les lieux; le commandement en chef de l'armée lui fut donné d'un commun accord, et la bataille d'Ingavi (1841), où périt Gamarra, couronna glorieusement le généreux et patriotique effort des Boliviens en rejetant leurs adversaires vaincus au-delà des frontières de la république.

Fort du prestige de la victoire qu'il venait de remporter avec des forces bien inférieures en nombre à celles de l'ennemi, le général Ballivian n'eut pas de peine à se faire maintenir le pouvoir, que les *santa-crucistes* ne lui avaient cependant confié que momentanément et en raison des circonstances impérieuses où était la Bolivie. Au Pérou, le parti de Santa-Cruz ne se trouva pas davantage en mesure de profiter des chances favorables que la mort de Gamarra paraissait devoir lui offrir. Là, comme en Bolivie, l'éloignement du chef de ce parti compromit sa cause. Santa-Cruz manqua de résolution en ne se hâtant pas de débarquer sur les côtes du Pérou, dans les départemens du midi, qui lui étaient plus particulièrement dévoués. Gamarra avait, il est vrai, avant de quitter Lima, pris ses précautions contre une tentative pareille. Aussitôt que les hostilités avec la Bolivie avaient éclaté, le président du conseil d'état, M. Menendez, avait, aux termes de la constitution, été chargé du pouvoir exécutif. Ce n'étaient point là pourtant des obstacles sérieux pour Santa-Cruz, et on peut s'étonner qu'il n'ait pas cherché plus résolûment à ressaisir le pouvoir confié à de si faibles mains.

Après la défaite d'Ingavi et la mort de Gamarra, le devoir de Menendez était de convoquer immédiatement le congrès pour procéder à la nomination d'un nouveau président de la république. Ce devoir, Menendez hésita à le remplir. Il voulait garder le pouvoir et ne chercha qu'à retarder la réunion du congrès. Il ne comprenait pas qu'il donnait ainsi aux ambitions surexcitées par la mort de Gamarra des armes contre lui-même. Les agitateurs ne désiraient, en effet, qu'un prétexte pour crier à la constitution violée. Après la défaite d'Ingavi, une nouvelle armée péruvienne avait été mise sur pied, et le général

(1) Chuquisaca est la capitale de la Bolivie.

Lafuente en avait reçu le commandement. Menendez ne vit pas ce qu'avaient de redoutable pour lui les menées de ce chef ambitieux. Lafuente se hâta de traiter avec Ballivian au lieu de le combattre, et, à la tête de ses troupes, se disposa alors à jeter le poids de leur influence dans le choix qui allait être fait du nouveau chef du pouvoir. Menendez reconnut enfin la faute qu'il avait commise en confiant à cet infatigable conspirateur le commandement de l'armée du Pérou. Pour parer à ce danger, et, sous le prétexte de quelques craintes de guerre que l'Équateur inspirait, il fit lever immédiatement une seconde armée, et la confia à Torrico, général jeune encore, sans antécédens politiques et connu seulement par une charge de cavalerie qui lui avait donné une grande réputation de valeur. Cet homme peu capable, mais plein de prétentions, se croyait, comme tant d'autres, le seul en état de sauver la république. Le premier soin de Torrico, aussitôt qu'il eut son armée, fut de renverser Menendez, qui dut se retirer au Chili (16 août 1842).

Du reste, rien de plus pacifique, rien de moins révolutionnaire au fond que ces révolutions péruviennes. La conspiration se trame quelque temps dans l'ombre, garantie par le secret le plus profond, la dissimulation la plus impénétrable. Les rôles sont assignés, les proclamations préparées, les emplois distribués, les récompenses promises; puis, le jour venu, un régiment, quelques compagnies font leur *pronunciamiento;* cinq ou six personnes parmi les plus influentes sont arrêtées dans leurs maisons, les autres se cachent; quelques aides-de-camp portant des ordres parcourent les rues au grand galop de leurs chevaux. Aussitôt toutes les portes se ferment, le mot *révolution* court de bouche en bouche; quelques têtes curieuses, insouciantes pour la plupart, se montrent seules aux fenêtres; les proclamations s'affichent, et la révolution est faite. La lie du peuple, à qui on donne quelques pièces de monnaie et de l'eau-de-vie de Pisco, va aussitôt saluer de ses vivats le nouveau chef du pouvoir, afin que le lendemain le journal officiel puisse, suivant l'éternel usage, dire que le gouvernement a été *acclamé par le pays tout entier;* il en avait dit autant du gouvernement tombé, il en dira autant du gouvernement futur. La scène est la même toujours; les noms seuls sont changés.

Pendant que Torrico faisait sa révolution à Lima, Lafuente faisait aussi la sienne dans le midi; seulement il se cachait sous le nom du général Vidal, son lieutenant, deuxième vice-président du conseil d'état, qui, comme tel, se proclamait chef de la nation sous le prétexte que Menendez, dont il ignorait encore la chute, était entièrement sous la dépendance de Torrico et de ses soldats, et que le premier vice-président, M. Figuerola, était incapable, par son âge et le mauvais état de sa santé, de gouverner la république dans les circonstances difficiles où elle se trouvait. Les deux prétendans étaient chacun à la tête d'une

armée; il était évident que le sort des armes devait seul décider entre eux. Ce fut ce qui arriva. Torrico sortit de Lima et alla lui-même au-devant de son ennemi. Il le rencontra près du petit village d'Agua-Santa (octobre 1842); mais, dans ce combat, Torrico, bien que supérieur en force, ne soutint pas la réputation de courage qu'il s'était acquise dans une occasion précédente. Battu complétement, il revint à Lima de toute la vitesse de son cheval, suivi seulement de quelques-uns de ses officiers, traversa la ville sans s'y arrêter, et alla au Callao se jeter éperdu à bord de notre brick de guerre *l'Adonis*. Dans l'Amérique du Sud, les bâtimens de guerre et les maisons des consuls sont le refuge général où se précipitent tous les pouvoirs déchus, les faiseurs de révolutions avortées, les aventuriers politiques de toute sorte, qui croient avoir besoin de mettre momentanément leurs têtes à l'abri. Ils passent de là dans quelque pays voisin où ils se voient, se concertent, s'entendent entre eux, correspondent avec leurs amis, avec leurs partisans demeurés dans leur patrie, et attendent tranquillement et en sûreté que le moment soit venu d'essayer une nouvelle révolution. En l'absence de tout principe politique, de toute idée supérieure à celle d'un simple intérêt personnel, il n'existe trop souvent au Pérou que deux partis : ceux qui sont au pouvoir et ceux qui veulent s'en emparer, les premiers se défendant au nom de la constitution, les autres les attaquant au nom de la constitution, et s'appuyant sur la masse, toujours trop nombreuse, des mécontens de bas étage.

A propos de ces révolutions incessantes, il faut bien dire aussi un mot du rôle qu'y jouent les femmes. Spirituelles, vives, aimant l'intrigue, en général très supérieures à leurs maris, les Liméniennes savent au besoin réagir sur les résolutions les mieux arrêtées, et bien souvent par le fait elles conduisent les affaires les plus importantes. Favorisées par un costume aussi bizarre que gracieux, qui ne laisse voir de leur figure que la prunelle de leur grand œil noir, elles peuvent aller partout sans être reconnues, tout voir, tout visiter, intriguer partout. Aussi ne s'est-il pas fait une révolution, un *pronunciamiento* à Lima, où les femmes n'aient eu la plus large part. Ce sont elles qui excitent leurs maris, les poussent, les animent, réchauffent leurs partisans, déroutent leurs adversaires, prévoient tout, préparent tout pour le triomphe. Libres de tout dire sous la *saya y manto* (c'est le nom de leurs costumes inviolables), sous un masque que l'opinion publique rend sacré en quelque sorte, elles n'ont aucune crainte de compromettre ni elles-mêmes ni leurs familles; tout au plus, si elles échouent, jugent-elles prudent de s'enfermer pour quelques mois dans l'un des nombreux couvens de femmes de Lima. Ces couvens sont l'asile le plus sûr et le plus commode à la fois, car aucun pouvoir n'oserait le violer, et les agitatrices politiques de Lima peuvent y conti-

nuer leurs intrigues par correspondance, quelquefois même en sortir encore à la faveur de la *saya*.

Lafuente, qui avait commandé seul à Agua-Santa, aurait pu facilement, s'il l'avait voulu, s'emparer de la présidence. Il préféra s'abriter sous la légalité bâtarde du général Vidal, et fit procéder aux élections et à la convocation du congrès. Il espérait arriver légalement au pouvoir et se donner ainsi une force morale qu'il n'aurait pas eue autrement; mais l'administration du général Vidal, presque uniquement signalée par des actes de violence et d'incapacité, ne tarda pas à irriter l'opinion publique, et Lafuente, que l'on savait gouverner sous son nom, dut nécessairement subir toutes les conséquences de cette impopularité. Cependant il aurait peut-être encore pu se faire élire, si le parti santa-cruciste, vaincu à Yungay, ne s'était relevé à son tour, et, sans oser mettre en avant l'ex-protecteur, qui se tenait toujours trop prudemment à Guayaquil, n'avait fait proclamer le général Vivanco, alors préfet d'Aréquipa, jeune homme intelligent, mais peu familiarisé avec la conduite des affaires. L'armée elle-même, sous les ordres du général Pezet, reconnut Vivanco, et Vidal se vit obligé de se retirer, sans avoir même essayé de se défendre, en remettant le pouvoir au premier vice-président du conseil d'état, M. Figuerola, vieillard infirme dont il avait lui-même quelques mois auparavant proclamé l'incapacité. Ce gouvernement dérisoire dura trois jours, au bout desquels M. Figuerola fut déposé, et le général Vivanco, reconnu partout, ne tarda pas à faire une entrée triomphale à Lima.

La nouvelle administration commença sous les auspices les plus favorables. Malgré le vice de son origine, on eut confiance en elle. Il semblait qu'on dût attendre beaucoup d'un homme qui se trouvait à peu près étranger aux erremens de tous les anciens gouvernemens, et qui d'ailleurs promettait hautement toutes les réformes que depuis long-temps réclamait le pays. Le mot même de *régénération du Pérou* fut prononcé souvent, et les jeunes gens surtout affectèrent de le répéter avec confiance; mais cette confiance même, que la flatterie entretenait déjà, et à laquelle l'esprit un peu léger du général Vivanco se livra trop aveuglément, fut précisément la cause première des fautes qu'il commit alors, et qui finirent par amener sa ruine. C'est ainsi que, pour faciliter la marche de son administration, le jeune président, qui d'abord avait annoncé n'établir qu'un gouvernement provisoire, et qui s'était contenté du titre modeste de directeur, osa renverser par un simple décret cette même constitution au nom de laquelle il avait levé son drapeau et qu'il avait juré de défendre. Après cette première faute, au lieu de hâter l'installation du congrès, il convoqua de son autorité, devenue tout à coup presque dictatoriale, non le congrès, mais une assemblée constituante. Et cependant, tant il est

vrai que le sens politique finit par s'émousser chez les peuples fatigués de révolutions, ce n'est aucun de ces actes étranges qui devait émouvoir et soulever le pays. Vivanco tomba non pour avoir supprimé d'un mot la constitution, mais pour avoir entrepris une chose utile, nécessaire, pour avoir osé, sans attendre que son pouvoir fût suffisamment bien affermi, s'attaquer à l'armée, dont il voulut opérer la réduction immédiate et la réforme. Cette réforme pourtant était indispensable, et l'opinion publique, qui se prononçait tous les jours davantage contre les militaires, la réclamait hautement; mais elle était difficile, elle était intempestive surtout, et malheureusement, aveuglé par un excès de confiance en lui-même, convaincu que rien ne lui était impossible, Vivanco n'hésita pas à l'entreprendre. Témoin de tout le mal que l'armée avait si souvent fait au pays, il avait eu l'idée de lui substituer une garde nationale bien organisée, idée heureuse peut-être, et à laquelle tout le monde eût applaudi, s'il avait été assez fort pour l'exécuter. Il ne l'était pas encore, et, par sa tentative imprudente, il ne fit que mécontenter inutilement ceux à qui il devait son élévation, et qui dès-lors commencèrent à comploter sa chute.

Un des premiers instigateurs de la révolte fut le général Ballivian; autrefois ami de Santa-Cruz, il occupait maintenant sa place en Bolivie. Ballivian chercha à saper par tous les moyens le pouvoir de Vivanco. L'armée péruvienne était mécontente et paraissait regretter le général Torrico, bien certaine que ce dernier n'aurait jamais entrepris les réformes dont Vivanco la menaçait si imprudemment. Le président de la Bolivie n'eut pas de peine à s'entendre avec le général Torrico. Un assez grand nombre de Péruviens étaient demeurés en Bolivie depuis la bataille d'Ingavi. Ballivian les lui livra; on y joignit quelques nouvelles recrues : Torrico se mit à leur tête, et, précédé de nombreuses proclamations adressées à l'armée, dont il voulait, disait-il, venger les droits méconnus par Vivanco, il passa la frontière, et entra sur le territoire péruvien. Il espérait y relever son ancien parti et appeler en même temps à lui tous les mécontens, en leur présentant un premier noyau auquel ils pussent se rallier. Ce n'est pas autrement que les révolutions se font d'ordinaire en Amérique; mais cette fois la tentative insurrectionnelle avorta complétement, d'abord parce qu'il n'y avait pas de troupes dans les provinces où Torrico pénétra, ensuite à cause du peu d'influence que son nom avait dans le pays. Toutefois cette échauffourée eut des suites fâcheuses pour le gouvernement de Vivanco, car elle absorba son attention au moment où un danger bien plus grave le menaçait sur un autre point du territoire.

La ville de Moquégua n'avait jamais voulu reconnaître le gouvernement directorial. Elle s'était levée avec vigueur au nom de la constitution violée, et ses seuls habitans avaient déjà repoussé plusieurs fois

victorieusement les troupes qui avaient été envoyées pour la soumettre, quand le général Castilla, que Vivanco venait d'exiler au Chili, parvint à s'échapper du navire qui l'y portait, se rendit à Moquégua, prit le commandement des gardes nationales qui s'y battaient, et y installa avec les généraux Nieto et San-Roman, sous le nom de *junte constitutionnelle*, un gouvernement en opposition avec celui de Lima. Ce mouvement, d'abord considéré comme insignifiant, prit bientôt assez d'importance pour que Vivanco envoyât sur les lieux le ministre de la guerre lui-même, le général Guarda, à la tête de trois mille hommes, c'est-à-dire d'une armée très forte pour le Pérou. Une rencontre eut lieu près de la petite ville de San-Antonio, et, soit qu'il y eût trahison dans les troupes de Vivanco, soit qu'il n'y eût qu'ineptie et incapacité chez le général Guarda, celui-ci ne fut pas seulement défait, mais obligé de mettre honteusement bas les armes et de livrer son armée tout entière à un ennemi inférieur en nombre et à peine armé. La question alors changea de face. Ainsi qu'il arrive le plus souvent au Pérou en pareille circonstance, presque tous les prisonniers, c'est-à-dire presque toute l'armée de Guarda, vinrent grossir les rangs de l'armée de Castilla, et ce général se trouva à la tête de forces considérables, possesseur en outre d'armes et de munitions de guerre de toute espèce, qui lui avaient surtout manqué jusqu'à ce jour.

Tel était l'état des choses dans le midi du Pérou, quand un nouvel incident vint fortifier encore l'autorité du général Castilla. On apprit tout à coup que le général Santa-Cruz venait de débarquer dans la petite baie de Mejillones, et qu'il avait été fait prisonnier. Santa-Cruz n'avait jamais perdu l'espérance de revenir au pouvoir. Pendant que son parti faisait proclamer le général Vivanco à Lima, il travaillait non moins activement en Bolivie, où une immense conspiration en faveur de l'ex-protecteur n'attendait plus que sa présence pour éclater; mais, cette fois encore, Santa-Cruz manqua d'énergie ou de résolution : la conspiration fut découverte, et deux de ses neveux, entre autres, payèrent de leur vie leur attachement à sa cause. Cependant le parti santa-cruciste était si fort, que la conspiration, un instant déconcertée, se renoua de nouveau. Honteux d'avoir deux fois manqué par son absence des occasions en apparence infaillibles de ressaisir le pouvoir, Santa-Cruz, qui comptait d'ailleurs sur le gouverneur de Lima, sortit enfin de Guayaquil, et alla débarquer dans le sud du Pérou. Malheureusement les vents contraires avaient retardé son arrivée, et, quand il débarqua, Castilla était déjà presque maître de la situation. Là où Santa-Cruz croyait trouver des amis, il ne rencontra que des adversaires. Tombé entre leurs mains presque immédiatement après avoir débarqué, il fut remis par Castilla au gouvernement chilien, à la suite

d'un traité conclu entre ce gouvernement, la Bolivie et la junte constitutionnelle. Retenu d'abord prisonnier dans la petite ville de Chillian, Santa-Cruz n'obtint la liberté qu'à la condition de quitter pour toujours l'Amérique, où, du reste, il dut comprendre que son rôle politique était à jamais fini.

Depuis la bataille de San-Antonio, tout le midi du Pérou reconnaissait le général Castilla. Aréquipa, Lima et les départemens du nord appartenaient au contraire à Vivanco. Ce dernier y leva une seconde armée, se mit cette fois lui-même à sa tête, et partit pour Aréquipa, dont il fit son quartier-général et le pivot de ses opérations. Ses forces étaient supérieures à celles de son ennemi, mieux payées, mieux équipées surtout; aussi tout le monde s'attendait à une bataille, et les chances, en effet, semblaient devoir être favorables à Vivanco. La fortune pourtant ne tarda pas à se déclarer contre lui. Le président du Pérou, très médiocre général du reste, était surtout extraordinairement indécis. Au lieu d'attaquer Castilla, il se borna pendant plusieurs mois à des marches et à des contre-marches sans but à travers les montagnes. Dans ces opérations inutiles, il perdit par la désertion et les maladies une grande partie de ses soldats, et finit par se voir acculer sous les murs mêmes d'Aréquipa avec des troupes fatiguées, démoralisées, en présence d'un adversaire actif, entreprenant, enhardi par de nombreux succès. Aussi le résultat de la lutte ne semblait-il plus guère être douteux, quand un nouveau *pronunciamiento*, fait à Lima contre Vivanco, vint le rendre plus certain encore.

Lorsque Vivanco avait quitté Lima pour prendre lui-même le commandement de son armée, il y avait laissé, avec le titre de préfet et les pouvoirs les plus étendus, un homme encore inconnu jusque-là dans l'histoire des révolutions de son pays, mais d'une haute capacité et d'une influence plus grande encore, don Domingo Elias, à qui seul il dut pendant long-temps tous les secours d'hommes et d'argent qui lui permettaient de soutenir la lutte. Effrayé sans doute de la position où allait le placer la chute imminente de Vivanco, de la ruine de son commerce et de son immense fortune territoriale qui allait en être la suite, Élias n'hésita pas à porter lui-même au directeur le dernier coup en le déclarant *incapable de répondre plus long-temps aux besoins de la nation*, et en se chargeant provisoirement à sa place du pouvoir exécutif (17 juin 1844).

Vivanco n'avait plus dès-lors qu'un parti à prendre : livrer enfin bataille à Castilla et tenter de rétablir par une victoire ses affaires, tant de fois compromises par ses fautes et ses hésitations; vainqueur, en effet il n'était pas douteux que Lima lui serait revenu. Aréquipa lui était dévoué; son armée restait nombreuse encore malgré ses pertes :

il ne sut jamais se décider, et pendant qu'il perdait un temps précieux à prendre et à quitter des positions sans savoir pourquoi, quelques compagnies ayant été surprises à Yanahuara par les tirailleurs de Castilla et repoussées violemment, d'autres compagnies marchèrent pour les soutenir. Castilla, de son côté, appuya les siens, et, sans que Vivanco eût donné un seul ordre, avant même qu'il eût été prévenu, la lutte s'engagea entre les deux armées, lutte confuse, désordonnée du côté des troupes du directeur, qui, après une courte résistance, se débandèrent et rentrèrent à Aréquipa (22 juillet 1844).

Vaincu presque sans avoir combattu, Vivanco, avec quelques officiers plus particulièrement dévoués ou plus compromis, se retira à Islay. Il avait là trois ou quatre navires sur lesquels il voulait s'embarquer, revenir à Lima et tenter un dernier effort auprès d'Élias pour le ramener à lui; mais, comme il aurait dû s'y attendre, l'escadre refusa de lui obéir, maintenant qu'elle le savait vaincu et impuissant. Elle s'empressa, au contraire, de faire sa soumission à Castilla, entre les mains duquel Vivanco lui-même aurait probablement fini par tomber, s'il n'était parvenu à se jeter à bord d'un des bateaux à vapeur qui font le service mensuel de Valparaiso au Callao. Vivanco put donc atteindre ce dernier port, d'où il fut exilé par Élias dans l'Amérique centrale.

Cependant un des lieutenans de Vivanco, le général Échenique, se trouvait à la tête de dix-huit cents hommes dans le département de Junin; à la nouvelle du *pronunciamiento* d'Élias, il avait marché sur Lima dans l'espoir d'y étouffer ce nouveau parti à sa naissance et de conserver la capitale au directeur; mais Élias s'y était déjà fortement établi. Pendant son administration, il avait su se faire aimer de la population. Ce fut à elle qu'il fit appel pour défendre Lima. S'emparant habilement de l'idée première qu'avait eue Vivanco de remplacer l'armée par la garde nationale, il organisa celle-ci au moyen des armes et des équipemens de toute sorte qu'il avait d'abord préparés contre Castilla, et se mit hardiment à la tête du parti bourgeois contre le despotisme militaire, qui écrasait le pays depuis si long-temps. Quelques centaines d'hommes qu'il fit venir de la province d'Ica, qui lui était entièrement dévouée, formèrent le noyau autour duquel se rallièrent les gardes nationaux. Quand Échenique, qui ne s'attendait à aucune résistance, parut sous les murs de la ville, il dut reconnaître l'impossibilité absolue d'y entrer, et reprendre le chemin des Cordilières, où il perdit, par la misère et la désertion, plus de la moitié de son corps d'armée.

Délivré de ce premier danger, mais sans interrompre pour cela ses préparatifs de défense, Élias, qui, après tout, avait rendu à Castilla le plus grand service qu'il pût lui rendre, lui envoya des commissaires chargés

de traiter avec lui et de l'amener à un arrangement. Il n'avait jamais songé sérieusement à garder lui-même le pouvoir; toute résistance était d'ailleurs impossible après San-Antonio et Yanahuara; les bases de l'accord à intervenir ne furent pas très difficiles à poser. Seulement, comme Castilla avait toujours combattu au nom de la constitution, il exigea, pour s'y conformer, qu'Élias remît le pouvoir à Menendez, comme président du conseil d'état et seul chef légal du gouvernement depuis la mort de Gamarra. Menendez, qui, en vertu d'une amnistie générale donnée par ce même Élias, était déjà de retour à Lima, se trouva ainsi, par un singulier jeu de la fortune, reporté momentanément au pouvoir; mais il était bien clair qu'Élias devait en demeurer le chef réel, au moins jusqu'à l'arrivée de Castilla. C'est ce que Menendez ne voulut pas comprendre. Guidé encore par de mauvais conseils et une présomption que rien chez lui ne justifiait, il essaya, au contraire, de lui faire une opposition impossible, et quelques jours s'étaient à peine écoulés, qu'il était obligé lui-même de se retirer en remettant, sous le prétexte de sa mauvaise santé, le pouvoir entre les mains du vice-président, M. Figuerola. Celui-ci, vieillard presque octogénaire, nomma Élias son ministre général, et ne fut là, en effet, que pour donner sa signature.

Cependant on procédait partout aux élections pour la présidence de la république. Le résultat ne pouvait en être douteux, et si Élias, dont le parti dominait pourtant à Lima et dans les départemens du nord, avait pu se faire un moment quelque illusion, il ne dut pas tarder à être désabusé. En proie d'ailleurs à bien des attaques de la part des amis de Vivanco pour l'opposition qu'il lui avait faite après l'avoir soutenu si long-temps, peu habitué aux luttes ardentes des partis et des intérêts politiques, il se retira, fatigué de son rôle et abreuvé de dégoûts. Avec lui, M. Figuerola se retira également. Menendez put donc, par conséquent, reprendre une troisième fois le pouvoir et le garder jusqu'à la proclamation du général Castilla comme président de la république.

Ici finit l'histoire des dernières révolutions du Pérou; jusqu'à ce jour du moins, la présidence du général Castilla n'a point été troublée par les orages qui avaient agité la république péruvienne sous ses prédécesseurs. Cette tranquillité se maintiendra-t-elle, et par quels moyens sera-t-il donné au Pérou de prévenir le retour des tempêtes politiques dont il a tant souffert? Quelques mots en finissant sur la république et sur les institutions qui la régissent actuellement répondront peut-être à cette question.

V.

Une ère nouvelle allait enfin s'ouvrir pour le Pérou. Après tant de révolutions, le pays fatigué se repose, depuis quelques années du moins, sous une main plus ferme et une administration plus intelligente. Le général Castilla, qui n'est qu'un brave soldat, a eu la sagesse d'appeler auprès de lui des hommes capables et expérimentés, afin de pouvoir s'aider de leurs conseils et s'entourer de leurs lumières. On n'ose cependant entrevoir sans inquiétude le moment où le président du Pérou, qui, aux termes de la constitution nouvelle, n'est pas rééligible, devra remettre le pouvoir à un successeur moins heureux peut-être que lui. L'Amérique républicaine du Sud devrait pourtant être bien dégoûtée des révolutions. Que lui ont rapporté ces *pronunciamientos* de tous les jours dont le récit attriste les premières pages de son histoire? Du sang répandu, des finances obérées, des existences détruites et la prospérité même du pays compromise; puis des constitutions qu'un congrès improvise et qu'un décret abolit : feuilles inutiles dont le nom peut tout au plus servir de jouet à des peuples enfans qui ne le comprennent même pas. Le Pérou seul a déjà eu tant de constitutions depuis vingt-cinq ans, que lui-même en sait à peine le nombre. Je me bornerai à indiquer les principales dispositions de celle qui le régit aujourd'hui, et qui fut proclamée par le congrès assemblé à Huancayo après la chute de Santa-Cruz.

A la tête de l'état est un président élu pour six ans et chargé du pouvoir exécutif. A côté de lui, un conseil d'état, siégeant en permanence, prépare les lois, et son président remplace le président de la république en cas d'absence ou de maladie.

Le congrès, composé de deux chambres, le sénat et la chambre des députés, est nommé au suffrage universel et s'assemble tous les deux ans. Les sessions durent à peine quelques mois. Le président les ouvre en personne par un court exposé de la situation du pays, que chaque ministre développe plus tard dans un rapport imprimé et soumis aux membres du congrès. Le congrès vote ensuite les lois qui lui sont proposées, ratifie les traités de commerce et de paix, et s'occupe des questions d'intérêt majeur qui lui sont présentées. Pour tout le reste, le pays s'en rapporte au pouvoir exécutif, qui de fait est encore beaucoup plus puissant que la lettre de la constitution ne le laisserait supposer.

La république est divisée en départemens, à la tête desquels est un préfet, chef militaire et administratif à la fois. Il a sous ses ordres le

commandant d'armes (*comandante de armas*), qui est à la tête des troupes du département; les sous-préfets, qui administrent les arrondissemens ou provinces (*provincias*); les alcades ou maires, et en général tous les employés municipaux. Aux principaux chefs-lieux de départemens réside en outre une cour supérieure de justice, à laquelle il est appelé des tribunaux de première instance, et dont les décisions ne peuvent être cassées que par la cour suprême qui siége à Lima.

Les ressources financières du Pérou se bornent à peu près au revenu des douanes, dont les droits sont souvent très élevés, et auxquels s'est ajoutée depuis quelques années la vente du huano des îles Chincha, qui a produit des sommes très considérables. Ces revenus devraient suffire et auraient suffi en effet aux besoins du pays, si les révolutions et les désordres qu'elles entraînent à leur suite n'étaient venus si souvent bouleverser la république naissante et lui imposer des charges sous lesquelles ses finances ont dû plier plus d'une fois. Parmi ces charges, la plus pesante est celle des militaires de tout grade et des employés de toute sorte que chaque révolution improvise, casse ou reprend tour à tour, et à qui il faut payer toujours des soldes de non-activité, ou *monte pio*, qui absorbent le plus clair des revenus de l'état. Il y a peu de pays en effet où la manie des places soit aussi grande qu'en Amérique, où on arrive plus rapidement à des emplois publics, et où on les perde avec plus de facilité. Une révolution vous élève, une autre vous renverse : la conséquence est forcée; mais aussi il s'ensuit trop souvent que des hommes arrivés de la sorte, prévoyant, dès le jour de leur élévation, le jour de leur chute, songent plutôt à leurs intérêts propres qu'à ceux de l'administration qui leur a été confiée. La fidélité et l'intégrité, il faut bien le dire, ne sont pas toujours les premières vertus des fonctionnaires péruviens.

Un tel état de choses réclame assurément bien des réformes, et n'explique que trop les épreuves qu'a traversées le Pérou depuis l'indépendance. Malheureusement il y a des réformes que le temps seul peut accomplir. Ce ne sont pas les institutions qu'il faudrait changer au Pérou, ce sont les mœurs. J'ai dit, par exemple, ce que c'est que l'armée péruvienne. On a vu ses chefs arriver au pouvoir par l'intrigue et les conspirations pour tomber par d'autres intrigues et d'autres conspirations. Plus que toute autre cause peut-être, cet avilissement de l'autorité militaire a contribué à démoraliser le pays. Instrumens de révolutions dont ils deviennent tour à tour les héros, les jouets ou les victimes, les chefs de l'armée péruvienne ne savent même pas racheter par le courage le vice de leur élévation ou la honte de leur chute. Il est triste d'avoir à porter un jugement tout aussi sévère sur d'autres corps qui, non moins que l'armée, devraient être jaloux de

leur dignité, de leur influence morale : je veux parler du clergé et de la magistrature. Là encore la réforme est urgente, indispensable, et personne au Pérou ne l'ignore. Avant que le gouvernement puisse agir efficacement lui-même, peut-être la presse américaine pourrait-elle contribuer fortement à préparer cette réforme, si la presse à Lima, au lieu de se prêter à des récriminations personnelles qui finissent le plus souvent par tomber dans de grossières injures, comprenait mieux le grand rôle qu'elle pourrait jouer.

Malgré tant de mauvaises influences qui pèsent sur ses destinées, il n'est pas douteux cependant que, depuis quelques années surtout, le Pérou est en voie de progrès. Que leur faut-il, en effet, à ces beaux pays de l'Amérique pour devenir chaque jour plus riches et plus florissans? La paix, la tranquillité surtout. Bien différens de notre vieille Europe, où l'homme qui travaille n'est pas toujours sûr de gagner le pain de sa famille, les jeunes états de l'Amérique du Sud appellent au contraire les travailleurs et offrent à l'activité de l'homme un champ illimité. Là, ce n'est pas la terre qui manque aux bras, ce sont les bras qui manquent à la terre. Les gouvernemens, s'ils entendaient mieux leurs véritables intérêts, devraient donc s'efforcer d'y appeler les émigrans européens de tout leur pouvoir. Malgré la distance, l'émigration ne tarderait pas à se porter dans un pays où un ouvrier peut facilement gagner 8, 10 francs par jour et davantage. Par malheur il existe, il a toujours existé dans la race espagnole une prévention hostile contre les étrangers, et cette prévention domine encore au Pérou comme dans toute l'Amérique du Sud. Il y a là une tendance fâcheuse que le rôle d'un gouvernement éclairé serait de combattre.

Cette prévention, qui est faite pour décourager les émigrans, ne s'étend pas, j'ai hâte de le dire, aux voyageurs isolés : ceux-ci sont parfaitement reçus, ils trouvent partout un accueil bienveillant, parfois même une hospitalité que bien peu d'autres pays pourraient leur offrir; mais, pris en masse, Anglais, Français, Italiens, hommes de l'Europe enfin, de quelque pays, de quelque nation qu'ils soient, sont cordialement détestés du gros de la population, qui les subit comme une nécessité, et qui ne demanderait pas mieux que de les chasser tous du sol américain, si l'occasion s'en présentait jamais. Je sais que les étrangers ont parfois d'assez graves torts à se reprocher vis-à-vis des Américains; mais ce ne sont pas ceux que les Américains leur supposent. Les Américains sont persuadés que les Européens ne viennent chez eux que pour les dépouiller; que cet argent que nous exportons de leur pays en échange de nos étoffes, de nos tissus, de nos produits de toute espèce, nous le prenons à leur détriment, et qu'ils seraient beaucoup plus riches, s'ils ne nous connaissaient pas. Ils oublient ce

que nous leur donnons, ils ne voient que le métal que nous allons chercher chez eux, et le métal, or ou argent, est encore aux yeux d'un grand nombre la seule, l'unique richesse d'un pays.

Ces idées absurdes, et les préventions contre l'Europe qui en sont la suite naturelle, doivent tendre nécessairement à disparaître peu à peu. L'Amérique, en s'éclairant, comprendra qu'elle a besoin de l'Europe, comme l'Europe a besoin d'elle. Dieu n'a pas fait les peuples pour s'isoler, mais pour s'entr'aider mutuellement. L'Amérique a ce que nous n'avons pas : les matières premières qui alimentent nos fabriques, et que nos bâtimens vont lui demander; elle a besoin, en retour, des produits de ces mêmes fabriques, qu'elle ne peut pas créer encore, qu'elle n'aura même pas intérêt à créer de bien long-temps. L'Amérique et l'Europe doivent se tendre la main, si elles veulent prospérer l'une et l'autre. Il est d'ailleurs pour la race espagnole de l'Amérique du Sud un ennemi bien autrement envahisseur, bien autrement redoutable que les hommes de l'Europe : c'est la race anglo-saxonne des États-Unis. Elle vient de s'emparer de la moitié du Mexique; elle dit déjà tout haut qu'avant trente ans elle sera à Panama, et qui sait si elle s'y arrêtera? Ce danger vaut la peine que les Hispano-Américains y réfléchissent. S'ils ne se fortifient pas par les immigrations européennes, quelle barrière opposeront-ils aux Anglo-Américains?

La politique à suivre pour les républiques hispano-américaines peut donc être résumée en quelques mots : prospérité matérielle, progrès intellectuel. Ce double but, que, depuis son émancipation, l'Amérique espagnole ne devrait jamais perdre de vue, elle ne l'atteindra que par le concours des émigrans d'Europe : c'est à elle de voir si elle préfère s'obstiner dans la voie funeste au bout de laquelle l'attend la ruine, ou si elle veut encourager le mouvement d'immigration qui seul peut lui donner la grandeur commerciale aussi bien que l'indépendance politique.

A. DE BOTMILIAU.

BELLAH.[1]

IX.

Bois ton sang, Beaumanoir : ta soif se passera.
(Ancienne Ballade.)

Le lendemain, à la même heure avancée du jour, le commandant Pelven, en petite tenue militaire, parcourait la route de Plélan à Ploermel, et il essayait, en pressant le pas de son cheval, de gagner cette dernière ville avant que l'orage qui menaçait dans le ciel eût éclaté. Une nuée sombre, s'étendant jusqu'à l'horizon, s'abaissait peu à peu vers la cime des grands arbres au feuillage immobile. Par intervalles, la poussière du chemin se mouchetait de larges gouttes d'eau. Aux alentours, dans la campagne, régnait ce silence inquiet, ce calme solennel où la nature tout entière semble se recueillir à l'approche du danger. Soudain un éclair déchira profondément les flancs du nuage; une double détonation éclatante fit trembler le sol; en même temps, un déluge de grêle et de pluie se précipitait du ciel entr'ouvert, obscurcissant le jour d'une brume épaisse. Le cheval du voyageur, ébloui par la foudre, aveuglé par la pluie, fit un bond de côté, s'arrêta court, puis repartit tout à coup au galop avec un emportement impétueux que son maître ne put réussir à dompter.

Pelven avait fini par s'abandonner sans résistance, et non sans une sorte de sensation agréable, à cette course furieuse à travers les élémens déchaînés, quand, à un détour de la route, il faillit être renversé par le choc d'une vingtaine de cavaliers qui venaient à sa rencontre, et

(1) Voyez les livraisons des 1er et 15 mars.

qui passèrent, comme un tourbillon, à ses côtés. Hervé n'eut que le temps de reconnaître des dragons de la république et de leur demander ce qui les pressait si fort; mais la rapidité avec laquelle il continuait d'être entraîné et les bruits formidables de la tempête ne lui permirent pas d'entendre la réponse. Il vit seulement un des soldats se retourner en lui faisant un geste de la main comme pour l'engager à ne pas poursuivre son chemin. A une demi-lieue de là, Pelven aperçut une nouvelle troupe de cavaliers qui accourait sur lui avec la même apparence de hâte et de désordre. Le jeune commandant, qui s'était enfin rendu maître de son cheval, se plaça en travers de la route et fit signe aux fuyards, — car ces gens n'avaient guère la mine de marcher à l'ennemi, — qu'ils eussent à s'arrêter. Le torrent d'hommes et de chevaux n'essaya pas de lutter contre la faible digue qui lui était opposée; il se divisa humblement en deux courans qui, laissant Hervé maître absolu de sa position, se furent bientôt rejoints derrière lui :

— Bandits! cria le jeune homme indigné. En même temps, il lançait son cheval sur les traces de la colonne, et, saisissant un dragon par le ceinturon, il lui dit avec une colère que la figure éplorée du captif changea aussitôt en une forte envie de rire : — Où vas-tu si vite, drôle ?

— A Plélan, mon officier, au premier cantonnement républicain.

— Est-ce que vous êtes poursuivis ?

— Je n'en sais rien, mon officier. On disait à Ploermel que les chouans arrivaient. Je ne le crois pas; mais j'ai suivi les camarades.

— Et d'où diable venez-vous ?

— Nous sommes de la division Humbert, qui doit être à Quimper maintenant; mais nous avons été coupés de notre brigade dans la déroute....

— Comment! la déroute, coquin!

— Ah! dame, mon officier, ça y est! Je ne vous conseille pas d'aller vous promener pour votre agrément passé Ploermel. Il y a là un bout de pays que c'est comme dans le tropique, qui s'y frotte s'y pique.

— Et qui est-ce qui commande les chouans ?

— Ah! c'est un solide, et qui n'a pas peur de se démancher le poignet. Joli comme un amour avec ça!

— Mais qui est-il, animal?

— Eh! c'est le ci-devant prince, leur dieu, leur idole, quoi! On dit que c'est un officier des nôtres qui l'a aidé à se débarquer. Mon compliment à celui-là!

— Et dis-moi, interrompit Hervé avec une certaine vivacité, où avons-nous été battus?

— A Pluvigner, et puis plus haut, à Camors, mais sans faire honte au drapeau, mon officier; il leur venait des recrues de partout... A

Camors, où c'est une enfilade de bois, le général nous avait démontés pour faire le coup de feu; nous avons tenu douze heures d'arbre en arbre,... même que leur prince était là... j'ai eu la chance de le dévisager tout à mon aise... — Eh! général, a-t-il dit au citoyen Humbert de derrière son arbre, où il mangeait tranquillement un morceau sur le pouce en attendant qu'on reprît la danse,... eh! général, dit-il.... vu qu'on était convenu de cesser le feu pendant une demi-heure pour faire visite à la cantine...

— Et finalement, qu'est-ce qu'il lui dit? demanda Hervé, secouant son manteau, qui ruisselait de pluie.

— Eh! général, dit-il, sans compliment vous avez là les plus braves grenadiers, dragons et autres que j'aie jamais vus en ligne. — J'en ai autant à vous offrir, monsieur que je ne connais pas, a répondu le citoyen Humbert; vous avez vous-même des gars soignés, et vous n'en êtes pas le plus dédaigneux.

— C'était bien parlé de part et d'autre, dit gravement Hervé; mais où est l'armée des bleus dans ce moment-ci?

— Ah! où est-elle? voilà! reprit le dragon. Imaginez-vous, mon officier, que tout a disparu : infanterie, cavalerie, les canons qu'ils nous ont pris, les munitions, tout est rentré sous terre. Ni vu ni connu. On n'en a pas de nouvelles. Le pays a l'air tranquille comme Baptiste, d'autant qu'il n'y a plus personne; mais ça sonne creux sous le pied, comme si on marchait sur un caveau. Est-ce que vous ne revenez pas avec nous, mon officier?

— Non, dit Hervé. Va, mon ami, va te sécher.

Le dragon, portant une main à son casque, prit de l'autre la rarete que lui offrait Pelven sous la forme d'une pièce d'argent, et repartit au galop.

Une demi-heure après, le jeune commandant descendait de cheval devant le seuil d'une auberge qui présentait sur le bord du chemin, à une portée de fusil de Ploermel, sa façade modeste, embellie toutefois par le bouchon traditionnel de gui de pommier. Confiant sa monture à un petit gars en sabots qui le contemplait avec un air de timidité défiante, Pelven entra dans la cuisine de l'auberge, où trois paysans, assis dans l'intérieur d'une vaste cheminée, causaient à demi-voix avec l'apparence d'une vive animation. Ils se levèrent aussitôt comme par respect et cessèrent de parler; puis, se rapprochant de la porte par une série d'évolutions savantes, tandis que Hervé adressait quelques questions indifférentes à l'hôtesse, ils disparurent l'un après l'autre en jetant sur l'uniforme du républicain un regard qui n'avait rien d'amical. L'hôtesse, femme d'une quarantaine d'années, fortement bâtie et haute en couleur, n'avait pas semblé au premier abord voir d'un œil beaucoup plus bienveillant l'honorable pratique que le ciel et

l'orage lui envoyaient; mais, frappée de la bonne mine du jeune homme et de la politesse avec laquelle il s'exprimait, elle laissa peu à peu les lignes de son visage circonspect se détendre jusqu'au sourire, et répondit qu'assurément elle ferait son possible pour que le jeune gentilhomme, — elle voulait dire le digne citoyen, — ne regrettât point d'être entré chez elle.

Pendant que cette femme lui préparait à souper, Hervé prit place sur un des bancs qui meublaient le réduit de la cheminée, et, tout en faisant sécher ses bottes et son manteau à la chaleur d'une attisée d'ajoncs, il s'informa de ce qui se disait dans le pays : à quoi la discrète matrone répondit qu'il ne s'y disait rien de bien neuf ni qui valût la peine d'être répété, que chacun savait d'ailleurs ce qu'il avait à dire ou à taire, que trop gratter cuit et trop parler nuit, que quant à elle, le bon Dieu aidant, on n'ignorait pas qu'elle avait toujours eu plus de propension à se coudre la bouche qu'à se dépendre la langue. — Se gardant bien de lui contester ce point, contestable pourtant, Hervé répliqua qu'il la priait de voir en lui un simple voyageur qui était loin de prétendre lui arracher ses secrets, qu'il désirait seulement savoir s'il était question de l'arrivée des bandes royalistes à Ploermel. A en croire l'hôtesse, il n'y avait rien de semblable dans l'air, et les cavaliers républicains, qu'il avait sans doute rencontrés, s'étaient alarmés de leur ombre; ce que le jeune commandant n'eut pas de peine à se persuader, ayant vu souvent les meilleurs soldats céder à ces paniques inexplicables.

Pendant qu'il soupait, Hervé essaya de renouer l'entretien avec sa prudente hôtesse; il commença par la complimenter sur son mérite culinaire et sur la propreté du service, après quoi il se jugea en assez bonne posture auprès d'elle pour lui demander des détails plus explicites sur l'état du pays et sur les chances qu'il pouvait avoir d'y voyager avec sécurité. L'hôtesse lui riposta que, Dieu merci, elle n'avait pas coutume d'empoisonner les gens qui mangeaient chez elle, et que si le jeune gentilhomme, — elle voulait dire le citoyen officier, — restait à coucher dans son auberge, il verrait que les draps étaient aussi propres que la nappe et la vaisselle, en quoi elle ne disait que la stricte vérité, comme Hervé eut l'ennui de s'en convaincre un peu plus tard. La bonne femme ajouta que pour ce qui était de l'état du pays au-delà de Ploermel, n'y ayant point mis les pieds depuis une dizaine d'années, elle n'en pouvait rien dire avec certitude, sinon qu'il avait pu s'y passer bien des choses qu'elle ignorait; que, du reste, le jeune gentilhomme, — elle entendait dire le noble officier, — ne pourrait manquer de savoir pertinemment à quoi s'en tenir, s'il continuait son voyage, ce qu'elle ne lui conseillait pas, bien qu'elle n'eût aucune raison de l'en détourner.

Hervé dut se contenter de ces renseignemens, dont nous n'avons donné au lecteur que la substance; il se leva de table, et, voyant que la nuit était tout-à-fait tombée, il dit à l'hôtesse qu'il allait faire un tour à la ville et qu'il désirait trouver sa chambre prête à son retour. Une heure après, il rentra, portant sous son bras un assez gros paquet enveloppé de serge; il paya sa dépense en annonçant qu'il comptait partir le lendemain de bonne heure, et se retira dans sa chambre, dont l'hôtesse lui détailla minutieusement tous les agrémens, laissant à l'expérience le soin de l'édifier sur le reste.

Le lendemain, comme le riant soleil d'une matinée de juin faisait étinceler à l'extrémité des feuilles les diamans liquides qu'avait semés l'orage de la veille, un voyageur solitaire suivait au petit trot de son cheval la route qui s'étend à l'ouest de Ploermel. C'était un homme au printemps de la vie : un chapeau à larges bords voilait en partie des traits d'une distinction peu commune, qui formaient un contraste peut-être trop frappant avec la rude étoffe de laine, la chemise de toile grossière et les lourdes guêtres dont se composait le reste de son costume. Sa main était armée, en guise de cravache, d'un bâton de houx à cordon de cuir. En somme, l'extérieur du cavalier, sauf quelques détails dont un observateur particulièrement méfiant se fût seul préoccupé, était celui d'un maquignon campagnard en tournée.

A la sortie de Ploermel, le maquignon avait fait la rencontre de quelques paysannes qui allaient porter du lait à la ville et qui s'étaient retournées, après lui avoir rendu son bonjour, pour le considérer avec un air d'étonnement naïf; mais, depuis qu'il avait dépassé une lande plate, célèbre dans les souvenirs héroïques du pays, aucun être vivant ne s'était trouvé sur son chemin : le petit nombre d'habitations qu'il apercevait étaient closes et muettes, comme si la peste en eût muré les portes. Dans cette solitude étrange, au milieu d'une nature qui montrait partout l'empreinte de la main des hommes, le voyageur éprouvait quelque chose de l'impression triste et solennelle que l'on ressent en parcourant un cimetière. A ce sentiment se mêlait un peu d'alarme, car de temps à autre le jeune homme se soulevait sur ses étriers pour plonger un regard dans les champs, au-dessus des bouquets d'ajoncs aux fleurs jaunes qui hérissaient le revers des fossés. Cependant, bien qu'une ou deux fois il eût cru voir des formes humaines se glisser entre des buissons éloignés, il avait toujours reconnu que son œil était dupe des illusions de l'habitude.

Sa surprise s'accrut et lui serra le cœur d'une étreinte plus glaciale, lorsqu'en entrant dans une petite ville assise sur les bords d'une rivière, il la trouva déserte. Les maisons étaient debout et intactes; mais aucune trace de fumée au-dessus des toits, aucun visage aux fenêtres, aucun bruit dans l'intérieur des habitations. Le voyageur n'entendait

que le retentissement sonore du fer de son cheval sur le mauvais pavé des rues. Il se demandait où étaient les malades, les vieillards, les enfans, et il songeait en frémissant à la terrible énergie des convictions ou des sentimens qui avaient commandé et obtenu un sacrifice si violent et si unanime; ses yeux interrogeaient avec une curiosité douloureuse, à travers les portes béantes, tous ces foyers désolés, ces magasins et ces ateliers silencieux, le berceau de l'enfant vide à côté du siége de l'aïeule et du rouet abandonné, tous les doux symboles de la paix du ménage détruite, toutes les traces du bonheur domestique anéanti. Il lui semblait qu'il était le jouet d'un rêve sinistre, ou qu'il traversait une de ces cités prises toutes vivantes par la mort, et dont, après des siècles, le linceul de cendres vient d'être soulevé.

Le cavalier s'empressa de quitter la ville veuve; il traversa le pont, dont un des parapets portait une croix de pierre, dernier signe d'espérance qui console toutes les ruines. Il ne mit pied à terre que lorsqu'il eut perdu de vue les tours antiques d'un château dont le charme pittoresque l'eût sans doute arrêté en des temps meilleurs. Débarrassant son cheval de la bride, il le laissa paître en liberté le gazon humide et frais qui tapissait le bord du chemin, sous un bouquet de chênes touffus; puis, s'asseyant près d'une source vive qui courait sur la lisière du petit bois, le jeune maquignon tira de son porte-manteau quelques provisions, et commença un repas d'écolier qu'il interrompit souvent pour prêter l'oreille aux confuses rumeurs de la solitude. Une demi-heure après, il se remit en selle, et, jetant tour à tour ses regards sur deux chemins qui se croisaient en face du petit bois, il demeura quelques instans comme incertain de la direction qu'il devait prendre. Enfin, il poussa son cheval dans le chemin qui conduisait vers le sud.

Environ deux lieues plus loin, le voyageur aperçut sur sa droite les ruines d'un village incendié : remarquant un nuage épais de fumée qui s'élevait d'un champ voisin, il s'en approcha, malgré la résistance opiniâtre de son cheval, et, écartant du bout de son bâton les branches d'une haie d'épine chargée de fleurs, il vit, sous un amas de paille à demi consumée, un hideux entassement de cadavres d'hommes et de chevaux. Ce spectacle lui arracha une exclamation d'horreur et de dégoût, et il s'éloigna avec hâte de ce lieu funeste.

Cependant les heures s'écoulaient; le soleil était déjà haut dans le ciel, et la chaleur devenait accablante. En quittant les odieux vestiges qui attestaient le voisinage de l'homme, le voyageur avait d'abord marché avec plus de précaution, s'arrêtant même par intervalles pour écouter; mais, autour de lui, le silence n'était troublé que par les vagues bruissemens des plantes et des insectes sur les landes desséchées, ou quelquefois par les tristes coassemens qui s'élevaient d'un marécage. S'habituant par degrés à la singularité presque fantastique de

cet isolement prolongé au milieu d'une contrée civilisée, il cessa de s'en préoccuper et tomba peu à peu dans une profonde rêverie. Comme il achevait de gravir une côte longue et rapide, un bruit pareil au craquement d'une branche le tira brusquement de sa distraction et attira ses yeux du côté d'un groupe de grands hêtres qui dominait la hauteur et qu'il venait de dépasser. Ne voyant rien de suspect sous ces arbres ni dans la masse de verdure que formaient leurs branches rapprochées, il reprit tranquillement sa marche; mais, au bout d'une dizaine de pas, un mouvement à peine réfléchi lui ayant fait de nouveau retourner la tête, il aperçut quelque chose de surprenant : c'était, dans un encadrement de feuillage, le visage d'un homme, un œil fermé et l'autre luisant d'un éclat farouche; puis, au-dessous, le canon d'un fusil braqué entre deux branches avec une précision effrayante.

— Eh! le gars! cria le cavalier, est-ce qu'on fusille les Vendéens par ici?

— Ah! ah! c'est différent, dit l'homme du hêtre, relevant un peu son fusil et rouvrant à demi son œil; et, s'il vous plaît, quelle heure est-il?

Cette question, toute simple qu'elle était, ne parut pas embarrasser médiocrement l'aventureux maquignon : il croyait comprendre, en effet, qu'on lui demandait un mot d'ordre qu'il n'avait point, et ce soupçon se changea en une affligeante certitude, quand il vit, après ce moment d'hésitation, l'œil du questionneur se refermer et le fusil reprendre sa position horizontale.

— Tu vas faire un malheur, mon gars, dit-il alors avec cette froide intrépidité que l'extrême péril donne aux ames généreuses, et un malheur dont tu te repentiras dans cette vie et dans l'autre. Je viens de l'Anjou : comment veux-tu que j'aie votre passe? Allons! poursuivit-il d'un ton d'autorité, descends, et je te vais montrer une passe qui vaut bien la tienne. En achevant ces mots, il tirait d'une poche de sa veste un morceau de papier qu'il agita d'un geste impérieux.

Le mystérieux habitant du hêtre se rendit à cette invitation avec un empressement tempéré par la prudence. Il se dégagea du fourré de verdure où il était tapi, et, montrant au voyageur le costume d'un paysan breton en tenue de guerre, il se laissa glisser en bas de l'arbre; puis, après avoir de nouveau armé son fusil qu'il avait mis en bandoulière pour opérer sa descente, il s'approcha du cavalier et prit à distance le papier que celui-ci lui présentait. Il lut avec attention, et non sans quelque difficulté apparente, les deux lignes qui y étaient tracées. L'expression de sauvage défiance qui n'avait pas cessé d'assombrir ses traits fit place aussitôt à une sorte de joyeuse grimace; il cligna de l'œil d'un air d'intelligence en rendant le papier au maqui-

gnon, ôta son chapeau et dit en pliant les genoux plusieurs fois coup sur coup : — Et il va bien, M. Charette, mon maître?

— Le mieux du monde, mon enfant. Tu me prenais pour un espion des bleus, pas vrai?

— En bonne foi de Dieu, oui.

— Et qu'est-ce que tu fais sur ton arbre, toi?

Le paysan branla la tête; un sourire d'astuce dilata sa bouche jusqu'aux oreilles, et il répondit à demi-voix : Hé! je les guette venir.

— Mais les bleus sont bien loin, mon garçon : je les ai laissés à Vitré avant-hier.

— Ils en sont partis, mon maître, et ils arrivent grand train. Ceux de là-bas, — le paysan étendait la main vers le nord, — ont appris ça hier, et ils ont déménagé dans la nuit. Et où va le gentilhomme, sans lui commander? à Vannes?

— Non, à Pluvigner; je compte y trouver les chefs à qui j'apporte un message du général.

— Quels chefs donc?

— Mais... lui..., répondit le maquignon en posant affectueusement une main sur l'épaule du chouan.

— Fleur-de-Lys?

— Sans doute.

— Ah ben, joliment! Vous lui tournez le dos.

— Est-ce qu'il est à Kergant, Fleur-de-Lys? reprit le voyageur en retirant sa main avec vivacité.

— Eh oui, et M. George aussi, et tous nos messieurs, tantôt l'un, tantôt l'autre.

— Il faut alors que je retourne sur mes pas. On m'avait dit que vous aviez occupé Pluvigner.

— Oui d'abord; mais c'est changé, et ça vaut mieux comme ça est, répliqua le paysan en plissant son front d'un air entendu. On vous contera tout ça là-bas.

— Et vous en êtes contens de Fleur-de-Lys, hé! les gars?

— Sainte Vierge! dit le Breton, qui éleva son chapeau au-dessus de sa tête par un élan d'enthousiasme naïf, si nous en sommes contens! C'est un ange du ciel! Vous le verrez, mon maître : il ressemble au saint George qui est au-dessus du maître-autel de notre paroisse. Mon Dieu! qu'il est donc brave! Les balles des bleus n'y peuvent rien. Il les cueille avec sa main comme des fleurs de haie. Il y a aussi son grand cheval noir qui mange de la poudre comme les autres de l'avoine. Quand les bleus les voient venir, blanc sur noir, comme ils disent, ils crient : Voilà le diable qui arrive! parce que c'est comme ça qu'ils appellent le bon Dieu. Et puis il faut les voir courir : il en est encore

passé une cinquantaine par ici hier matin, et même, ajouta le paysan avec un sourire d'une expression sinistre, il y en a sept à huit qui se reposent dans le champ de Marie Brech, à une lieue d'ici. Le gentilhomme a peut-être senti le rôti en passant?

A cette question, le voyageur tressaillit; un éclair jaillit de ses yeux, et ses doigts serrèrent convulsivement la poignée de son bâton. Ces signes équivoques n'échappèrent pas au chouan, qui, reculant aussitôt de deux pas, attacha un regard de soupçon sur le visage ému du cavalier.

— Tu me donnes des regrets, mon garçon, reprit aussitôt celui-ci. J'aurais voulu être là pour dire deux mots de plus à ces vauriens. Tu ne peux croire combien j'aurais eu de plaisir à jouer du sabre pour la bonne cause.

— Ah! mon maître, là où vous allez, vous le trouverez sous peu, le plaisir, répliqua le paysan en riant.

— C'est sur quoi je compte, mon enfant, et j'espère que nous nous reverrons. Allons, bonsoir, car je ne peux marcher vite avec un cheval éreinté, et je ne veux pas arriver trop tard à Kergant.

— Ah! dame, vous n'y serez guère avant la nuit, et encore il faudra prendre à travers le pays. Après le champ de Marie Brech, vous trouverez un petit chemin sur votre gauche, et puis vous n'aurez plus qu'à suivre tout droit.

— Merci, mon garçon. Je me souviendrai de ta figure, va.

— Et tenez, reprit le chouan en cassant le bout d'une branche de hêtre; mettez ce brin de verdure-là à votre chapeau, car il y a dehors plus de fusils qu'on n'en voit.

Le maquignon obéit à cette prudente recommandation, remercia encore une fois son dangereux ami, et commença à redescendre la côte au haut de laquelle il avait fait cette rencontre, qui heureusement n'avait pas tenu tout ce qu'elle promettait. A l'angle du champ qui servait de tombeau aux malheureux dragons, il trouva en effet un chemin étroit, profondément encaissé entre deux fossés, et tellement propre aux embuscades qu'il eût fort hésité à s'y engager, si la branche de hêtre ne lui eût paru une sauvegarde suffisante contre les surprises de cette nature. Le reste de son voyage ne fut marqué par aucun incident particulier : il traversa deux ou trois villages ruinés et abandonnés; il entendit souvent, dans les buissons qui bordaient le chemin, des mouvemens et des murmures de voix qui ne laissaient pas de lui causer un peu d'inquiétude, malgré le signe protecteur qui ombrageait son chapeau; enfin, deux fois il eut l'occasion d'adresser un salut amical à des paysans qui paraissaient s'occuper de travaux agricoles avec un intérêt auquel l'état de la terre ne répondait point; mais, à part les difficultés d'une route à peine tracée, aucun obstacl

n'entrava sa marche. Toutefois le crépuscule faisait déjà place aux ténèbres, lorsque le cavalier entra dans la longue avenue d'arbres séculaires qui servait d'accès au manoir de Kergant.

Vers le milieu de l'avenue, il mit pied à terre et attacha son cheval au poteau d'une barrière qui s'ouvrait sur une prairie. Il franchit ensuite la barrière, traversa la prairie dans une direction diagonale, et, après avoir escaladé un fossé dont il paraissait parfaitement connaître le côté faible, il se trouva dans un vaste jardin qui s'étendait parallèlement à l'aile gauche du château. Plusieurs fenêtres éclairées projetaient une lueur assez vive sur les allées étroites que des bordures de buis dessinaient entre les plates-bandes. Le jeune homme s'arrêta et parut hésiter; bientôt cependant il reprit sa marche, en ayant soin de se tenir en dehors de la zone lumineuse, mais son allure était plus lente : elle avait pris l'incertitude d'une promenade sans but. Ses regards semblaient percer l'obscurité et découvrir presque à chaque pas des objets dont ils avaient peine ensuite à se détacher : c'était un arbre, un banc, le piédestal d'une statue, ou le socle d'un vase gigantesque; il s'en approchait, il les touchait, et n'en retirait sa main que pour la porter à ses yeux. Il semblait que chaque coin lui fût un souvenir, et chaque souvenir un ami.

Une pente rapide le mena, à travers un dédale de charmilles, dans une partie du jardin qu'on appelait le bois, et où la nature avait été à peu près abandonnée à elle-même. De place en place cependant, des clairières ménagées entre les masses noires des sapins laissaient pénétrer sur des pelouses la douteuse lumière d'une nuit étoilée. Cette retraite était animée par le murmure d'une eau courante, qui, tombant de cascade en cascade, s'allait perdre au pied du bois dans les grandes herbes d'un marais. Le jeune homme suivait depuis quelques instans un des sentiers qui serpentaient sous les voûtes de feuillage, et il venait de traverser un petit pont jeté sur le ruisseau, quand un bruit de voix arriva à son oreille, si distinct, si rapproché, que ceux qui parlaient ne devaient pas être à dix pas du promeneur. Il s'arrêta soudain; puis, se courbant vers le taillis, il put apercevoir, sur un banc de gazon circulaire auquel le sentier aboutissait après un brusque détour, la silhouette élégante d'une femme enveloppée d'une mante à capuchon. Près d'elle, appuyé contre un arbre, se tenait un homme de petite taille qui se penchait un peu en avant pour parler : — C'est de la déraison et de l'ingratitude, disait l'inconnu avec un accent d'une douceur caressante; vous savez combien ma vie est occupée, et de quelle façon; j'ai de grands, de terribles devoirs; si je les négligeais, vous seriez la première à me le reprocher, ou vous êtes bien changée... Et comment voulez-vous que je ne sois pas par instans distrait, avec de pareilles choses dans la tête?...

— Oui, interrompit la jeune femme d'une voix étouffée par l'émotion ou par la prudence; oui, mais il ne faut pas me tromper, n'est-ce pas? Vous ne savez pas, vous ne pouvez pas savoir ce que je souffre quand cette pensée me vient, et tout ce qui me passe alors par l'esprit...

— Voyons, reprit l'inconnu, ce sont là des misères vraiment. Cela est sans motif... Je ne vous reconnais pas; vous, le cœur intrépide, l'ame vaillante, vous vous laissez abattre ainsi par des pressentimens puérils!

— Vous me reconnaîtriez, si vous me trompiez jamais, Fleur-de-Lys!

— A la bonne heure. C'est pour cela que je vous aime, ma fière enfant, que je vous aime tendrement.

Ces mots et le ton dont ils furent prononcés semblèrent avoir rendu un peu de confiance à la jeune femme; elle abandonna sa main à celui qu'elle avait appelé Fleur-de-Lys, et commença de lui parler avec une vivacité passionnée, mais d'un ton si bas, qu'elle ne pouvait être entendue que de lui. A un mouvement qui se fit dans le taillis, elle se leva brusquement, et, saisissant le bras de son compagnon, elle murmura d'une voix que la terreur rendait sifflante : — Mon père! — Au même instant, un nouveau son frappa leurs oreilles attentives; c'était comme le bruit sec que fait le ressort d'une arme à feu. La jeune femme ne put retenir un nouveau geste d'alarme : elle éleva ses mains jointes devant son visage et ne respira plus.

Après quelques secondes de cette anxiété : — Venez, chère enfant, dit Fleur-de-Lys; ce n'est rien. La nuit et les bois sont pleins de ces bruits inexplicables, — et, tout en parlant, il remontait avec la jeune femme les détours du sentier. — Dès qu'ils eurent passé le petit pont du ruisseau, l'étranger que le hasard avait fait assister à cette scène mystérieuse quitta le refuge qu'il avait cherché derrière le tronc colossal d'un sapin, et, remettant au repos la batterie d'un pistolet qu'il tenait à la main : — Ce n'est pas ma sœur! dit-il. C'est elle! — Il faut attendre.

X.

> Vite, une chaise et un couvert.... A la santé
> du commandeur!
> (MOLIÈRE, *le Festin de Pierre.*)

Dans la même soirée, la salle à manger du château de Kergant, vaste pièce lambrissée de chêne jusqu'au plafond, réunissait autour d'un souper somptueux une vingtaine de convives. Mlle Andrée de Pel-

ven occupait, avec plus de grace que de majesté, la droite du marquis de Kergant, tandis que la chanoinesse tenait la gauche de son frère avec plus de majesté que de grace. Mlle Bellah de Kergant, sévère et souriante comme une jeune reine, était assise au centre de la table, en face du marquis, parcourant de l'œil avec une sollicitude discrète le cercle des convives et résumant de temps à autre ses observations par des ordres jetés *sotto voce* à des laquais en livrée ponceau qui s'empressaient derrière elle.

Les laquais, aussi bien que leur livrée ponceau, sembleront peut-être inattendus, sinon dérisoires, au milieu d'une guerre civile flagrante; mais la chanoinesse Éléonore était pour que l'on gardât jusqu'au bout sa qualité : elle avait beaucoup reproché à la reine des écarts d'étiquette qui avaient été, suivant sa manière de voir, la cause principale de la révolution française; elle admirait fort les sénateurs romains attendant l'ennemi sur leurs chaises d'ivoire, et la livrée ponceau de ses laquais, obstinément conservée aux dépens de sa cassette particulière, lui paraissait devoir former une sorte de pendant honorable à ce beau trait des anciens. M. de Kergant, tout en reconnaissant ce qu'il pouvait y avoir de puéril dans cette fanfaronnade, y donnait les mains de bonne grace à cause d'une certaine hauteur d'ame qui s'y montrait et à laquelle il était sensible. On remarquait dans le reste du service le même décorum et le même apprêt : la table, éclairée avec luxe, était couverte d'orfévrerie et de porcelaine précieuse; elle était servie avec cette abondance excessive qui était alors, comme aujourd'hui, particulière à la province.

Si le marquis et sa sœur étaient parvenus à flatter leurs souvenirs et à tromper leurs regrets par cet appareil emprunté à de meilleures années, leur succès s'arrêtait à la mise en scène matérielle du repas; les acteurs ne secondaient point l'illusion; plus d'un, parmi eux, portait la veste grossière du paysan : des mains durcies à la charrue maniaient l'argenterie blasonnée. Le marquis appelait des héros, et il avait raison, ces hôtes rustiques, que peu d'années auparavant il reconnaissait à peine pour des hommes; mais il avait vu couler leur sang et l'avait trouvé pareil au sien. Ainsi cette révolution que le vieux gentilhomme combattait au dehors avec désespoir, elle avait un pied sur son foyer domestique; il la traitait noblement à sa table de famille; elle y faisait régner le premier de ses bienfaits, la seule égalité sociale qui ne soit pas une chimère d'illuminés ou un rêve ignoble de l'envie, celle qui fait asseoir au même banquet d'honneur toutes les vertus, tous les talens et tous les courages. La coiffe plébéienne d'Alix, la fille du garde-chasse, brillait à une des extrémités de la table et ajoutait un détail gracieux à tous ces contrastes. M. de Kergant, esprit généreux quand la passion n'en altérait point le naturel, avait voulu ré-

compenser par cette faveur le dévouement que la jeune fille avait montré à ses compagnes d'exil. La pointilleuse chanoinesse ne pouvait se dissimuler tout ce qu'une semblable bigarrure de mœurs et de costumes avait de fatal pour les pures traditions classiques; elle sentait au fond du cœur le coup qu'une telle discordance portait à ses laquais ponceau, mais elle se consolait en prêtant à cette mortification une couleur religieuse : elle comparait ces réunions mélangées aux repas libres des premiers chrétiens.

Le hasard nous procura, il y a peu d'années, l'avantage de connaître un des rares survivans de la grande chouannerie : par goût de jeunesse, à ce qu'il nous semblait, plutôt que par une bien forte conviction, il avait pris une part active aux intrigues comme aux guerres de la Bretagne royaliste; il y avait même trouvé tant de plaisir qu'il était, je crois, tout prêt à recommencer, quand il mourut, fort heureusement, le printemps dernier. Ce bon vieillard, qui avait tué beaucoup d'hommes autrefois, nous étonnait souvent en nous contant avec quel appétit il prenait ses repas et avec quelle tranquillité il suivait la routine de sa vie au milieu des mortelles et incessantes appréhensions de la guerre civile. — Quand le péril, disait-il, nous assiége du matin au soir et du soir au matin, il a le sort d'une maîtresse maladroite, il perd sur nous son empire. Il ajoutait qu'à son avis Damoclès devait être un étrange poltron, pour ne point s'être habitué à une chose aussi simple que d'avoir une épée suspendue sur la tête. Il comprenait que cela fût gênant le premier jour, mais il déclarait que, dès le second, il n'en aurait pas, quant à lui, perdu un coup de dent, et que l'épée en eût été pour ses frais. Il allait plus loin; il se sentait capable, sous la menace de quelque péril que ce pût être, pourvu qu'il fût un peu prolongé, de soutenir avec une entière liberté d'esprit la thèse la plus légère, sinon la plus galante. A l'appui de cette déclamation, il nous citait de véritables tours de force que nous avons le regret de ne pouvoir faire figurer dans cette histoire; mais l'obligeance, parfois un peu avantageuse peut-être, du vieux partisan nous permet au moins de faire connaître au lecteur quelle espèce de conversation pouvait remplir les courts intermèdes d'un drame sanglant, quel sujet d'entretien pouvait défrayer un souper de chouans, entre deux de ces combats où l'on ne faisait point de prisonniers et à huit jours de Quiberon.

— Ah çà! mais, véritablement, c'est un souper de noces, cela, mon cher hôte, et de noces royales, disait en riant un jeune homme qui occupait la place d'honneur à côté de Mlle de Kergant, et dont toutes les paroles étaient accueillies avec un respect extraordinaire : je vous soupçonne d'avoir ouvert un refuge dans votre château à tous les cuisiniers illustres que la révolution a cassés aux gages, et ce souper m'a tout l'air d'être le produit de la reconnaissance combinée de ces mes-

sieurs. En tout cas, un tel souper vaut seul un long poème, voilà ma façon de penser, d'autant plus qu'en fait de poèmes, les plus courts m'ont toujours paru les meilleurs..... Ah! mon Dieu! Mlle de Kergant a froncé le sourcil..... J'ai eu le malheur de professer quelque hérésie.

— Vous vous êtes simplement enferré jusqu'à la garde vis-à-vis de Mlle Bellah, monsieur le duc, dit un jeune abbé à l'œil fin et à la mine déliée, qui était placé près de la chanoinesse.

— Ma fille, monsieur le duc, ajouta M. de Kergant, a le travers d'aimer la poésie avec passion.

— Eh bien! reprit celui qu'on appelait M. le duc, je n'ai pas dit de mal de la poésie, moi; j'ai parlé des poèmes.

— Mais, monsieur, demanda Bellah en souriant, qu'entendez-vous donc par poème?

— Par poème, mademoiselle, j'entends... mais dame! j'entends *la Henriade,* que je n'ai jamais lue, mais qui est bien ennuyeuse.

— Outre que l'auteur était un polisson, fit observer la chanoinesse. Je n'ai jamais lu non plus sa *Henriade,* mais on dit que Jeanne d'Arc y est indignement traitée.

— Vous me l'apprenez, madame, reprit le jeune duc, et j'ajoute ce grief à ceux que j'avais déjà contre cette épopée. Quant à la poésie, j'ai le bonheur de partager le goût passionné qu'elle inspire à Mlle de Kergant; mais je suis loin d'honorer indifféremment sous ce titre toutes les lignes d'écriture d'inégale longueur. On n'est pas poète, à mon avis, parce qu'on évite d'appeler les choses par leur nom et parce qu'on mesure des syllabes avec plus ou moins d'habileté, suivant un rhythme convenu. La naïveté, le naturel, la bonne foi, qui sont les caractères de la poésie telle que je l'entends, n'appartiennent qu'aux premiers âges des peuples comme aux premières années de l'homme. Les imaginations, les sentimens, les rêves d'un enfant sont de la poésie; un jeune homme qui aime est encore un poète; mais, sous peine d'affectation et de ridicule, il faut renoncer, après la première moitié de la vie, à des formes de sensibilité et de langage qui cessent d'être sincères et touchantes. Vous avez, mademoiselle, des trésors de vraie poésie dans vos vieilles ballades bretonnes..... Ah! je suis ravi de voir votre front s'éclaircir.... C'est mon pardon, n'est-ce pas? Eh bien! messieurs, j'offense peut-être ici quelque barde inconnu, mais c'est mon sentiment : une civilisation qui commence est poétique, car l'enfant pleure, rit et chante avant de parler.... Un peuple mûr, à plus forte raison un vieux peuple, n'est poète que par artifice.... C'est un barbon avec une guitare.... Un art poétique chez une nation signifie que l'ère de la poésie est close.... Aussi depuis Boileau, et je dirais volontiers inclusivement, je ne vois pas un poète en France.... Vous souriez, chevalier?

Si vous en connaissez un, quand ce serait vous-même, je suis prêt à lui rendre hommage, sur des pièces probantes, s'entend.

Celui à qui le jeune duc adressait ces paroles était un homme d'une cinquantaine d'années, long de taille, sec et jaune de visage et poudré avec soin. Il était assis près de Mlle Andrée, à laquelle il paraissait conter, de l'air le plus sérieux du monde, des choses fort plaisantes, si l'on en jugeait par les éclats de rire de la jeune demoiselle.

— Votre théorie, monsieur le duc, dit-il avec gravité, me blesse, je vous l'avoue, dans mes plus chères affections. Elle refuse le titre de poète à un homme qui fut mon ami et dont Apollon taillait la plume lui-même, à ce que je crois. Il sut d'ailleurs faire entrer dans la poésie un élément qui n'y figure point d'ordinaire, bien à tort selon moi, je veux dire l'utilité.

— Et le nom de ce beau génie? demanda le duc.

— Son nom, monsieur le duc, est écrit au Parnasse, je n'en doute point, comme il l'est dans mon cœur; mais je confesse à regret que ses contemporains n'ont pas eu la curiosité de percer l'anonyme dont il aimait à voiler sa muse.

— Voyons ses vers en ce cas.

Le chevalier médita un instant et passa la main sur son front; puis il reprit : — Je m'en rappelle fort heureusement quelques-uns. Ce grand homme, messieurs, n'était pas seulement mon ami, il était encore celui de l'humanité. Il se plaisait, tout en la charmant, à lui donner de salutaires avis. C'est ainsi qu'il a dit :

Aux gens que pas à pas conduit vers le tombeau
La phthisie ou la fièvre lente,
Je conseille le lait de chèvre ou de chameau,
Ou celui de jument, comme chose excellente.

Les convives n'entendirent point cette belle pièce sans donner des signes d'une vive gaieté; Andrée surtout applaudit en battant des mains avec la folle joie d'un enfant. — Encore, chevalier! encore, je vous en prie! s'écria-t-elle.

— Volontiers, mademoiselle, reprit l'imperturbable chevalier; c'est encore mon ami qui a dit spirituellement de l'oie, considérée comme aliment :

L'oie est un animal stupide,
Qui doit être sans cesse en un séjour humide;
Il la faut abreuver; l'axiome est certain :
Vive, elle veut de l'eau; morte, elle veut du vin.

C'est toujours mon ami, messieurs, qui a révélé au monde un certain nombre de vérités neuves dans le goût de celle-ci :

Laver ses mains est une propreté
Qui contribue à la santé.

Quand l'admiration expansive que ne pouvaient manquer d'exciter de pareils chefs-d'œuvre se fut un peu calmée : — Ma foi! messieurs, dit M. de Kergant, ce sont là assurément de fortes platitudes; mais je crois que je les préfère encore à ces madrigaux, à ces impromptus et à toutes les fadeurs pastorales dont nous inondaient, il y a vingt ans, une foule de petits vagabonds...

— Tout beau! mon frère, interrompit la chanoinesse; les poéticules dont vous parlez étaient, j'en conviens, des impertinens à fouetter en place publique; mais ils avaient bien de l'esprit! Vous n'avez pas toujours eu vous-même pour le genre de leurs productions le dédain que vous professez aujourd'hui. Je suis fâchée de rappeler publiquement des vers que fit, en l'an de grace 1775, un certain marquis dont je me borne à taire le nom. Les voici, ajouta la chanoinesse en donnant à ses lèvres un tour précieux et enfantin : *A une dame qui avait un chien sur ses genoux...*

— Ma sœur!... dit vivement le marquis.

— Mon frère, je ne nomme personne, reprit la chanoinesse.

A UNE DAME QUI AVAIT UN CHIEN SUR SES GENOUX.

Grace à vous, cruelle beauté,
Malgré leur peu de ressemblance,
Nous voyons la fidélité
Sur les genoux de l'inconstance.

— Ah! monsieur! dit Bellah en jetant à son père un regard charmant de tendre reproche et de pudeur filiale.

— Eh bien! mais c'était fort joli, cela, marquis! dit le brillant jeune homme, qui semblait être le roi de la fête. Je comprends, au reste, que Mme la chanoinesse défende un genre littéraire qui a produit le gracieux rondeau que je vais vous dire, lequel, je pense, a été fait pour elle :

A UNE DAME QUI DEMANDAIT UN RONDEAU.

On n'en fait plus, ma chère Éléonore,

C'est votre nom, je crois, madame,

On ne fait plus de ces jolis rondeaux
Dont la cadence agréable et sonore
Droit au refrain marchait à pas égaux.
Dans ce siècle plus sage ou plus froid que les autres,

Il faudrait que nos cœurs fussent toujours émus
Par des yeux aussi vifs, aussi beaux que les vôtres :
On n'en fait plus!

Les complimens sont le fard du poète :
J'en ai fait mille, ils étaient superflus;
Mais, dès l'instant où l'on vous les répète,
On n'en fait plus!

— Dites donc que cela n'est pas adorable! s'écria la chanoinesse; et ceux-ci, monsieur le duc :

A ÉGLÉ.

Vous accusez l'Amour, l'Amour en rit tout bas;
Car, en le décriant, vous augmentez sa gloire.
Quand vous niez ce dieu, vous nous forcez d'y croire,
Et vous le faites naître en disant qu'il n'est pas.

— Voilà qui est sans doute fort bien filé, dit le jeune abbé, mais il me semble que je trouve dans ma mémoire quelque chose de plus vif encore. Jugez-en, madame :

— A ce bouquet charmant que pour toi l'on a fait,
Je vois, gentille Églé, qu'aujourd'hui c'est ta fête!
— Non, me répondit-elle avec un air honnête,
C'est moi qui l'ai cueilli pour orner mon corset.
— C'est donc, lui dis-je alors, la fête du bouquet!

— Ah! mon Dieu! s'écria le duc avec un air d'enthousiasme exagéré, que celui-là me plaît! Véritablement, mesdames, c'est comme qui ferait une chute sur un lit de roses!...

— Moi, dit M. de Kergant, je voudrais qu'on nourrît les auteurs de ces choses-là avec de la pommade!

— Tenez, notre hôte, quand on a fait en personne un quatrain à une dame qui avait un chien sur ses genoux, on est mal venu...

— Permettez, monsieur le duc, interrompit en riant le vieux marquis, il faut savoir l'histoire de ce quatrain : je l'ai fait, c'est vrai...

— Ah! ah! dit le duc, nous vous tenons!

— Mais c'était un défi; ma parole était engagée, il fallait le faire... ou mourir.

— Parbleu! marquis, vous teniez donc bien à la vie dans ce temps-là?

M. de Kergant se préparait à répondre sur le même ton de légèreté, quand tout à coup il vit sa fille se lever, puis demeurer droite et immobile, les yeux pâles et l'œil fixé avec une expression de stupeur vers l'angle de la salle où s'ouvrait la porte d'entrée. La moitié des

convives avaient en même temps porté leurs regards dans cette direction avec un air d'extrême surprise et même d'alarme. M. de Kergant se retourna avec précipitation et aperçut près de la porte le commandant Hervé en uniforme républicain, la tête nue et sans épée. Le marquis se leva. Andrée avait poussé un cri.

— Monsieur le marquis, dit aussitôt Pelven, dont le visage doux et grave était un peu altéré par la fatigue et par l'émotion, je viens vous demander l'hospitalité. Pour des motifs qu'il vous est aisé de deviner, il n'y a plus de sûreté pour moi dans les rangs républicains. Averti à temps du sort qui m'attendait, j'ai cru qu'il y aurait plus de folie que de courage à ne pas m'y soustraire. Puisque je suis un proscrit, je viens parmi les proscrits. Si j'ai trop compté, monsieur, sur votre ancienne amitié, j'irai traîner ailleurs une vie malheureuse, dont ne veut plus cette cause terrible à laquelle j'avais tant sacrifié.

Tous les convives avaient écouté dans un silence morne les paroles du jeune officier; tous les yeux étaient attachés sur le marquis, dont les traits avaient perdu leur expression passagère de bonhomie enjouée pour reprendre le caractère de noble sévérité qui leur était habituel. — Monsieur de Pelven... dit-il en faisant un pas vers son hôte inattendu; mais, au lieu de poursuivre la phrase solennelle que ce début annonçait, il saisit tout à coup le jeune homme par la main, et, l'attirant brusquement sur sa poitrine : — Hervé! s'écria-t-il d'une voix attendrie, mon fils, mon enfant, soyez le bienvenu!

Cet accueil, que Hervé n'avait pas espéré, le troubla jusqu'au fond du cœur. En recevant l'embrassement chaleureux du vieillard, il sentit passer dans ses veines un frisson glacial. La pensée du double rôle qu'il jouait pour la première fois de sa vie lui traversa l'esprit comme un remords, et, tandis qu'il balbutiait les mots de reconnaissance et de dévouement, une teinte plus vive nuança ses joues brunies; mais, son œil ayant rencontré soudain le regard étincelant du personnage que Mlle de Kergant avait à sa droite, il recouvra à l'instant toute la fermeté de sa résolution.

Cependant le marquis s'était retourné vers ses convives : — Messieurs, leur dit-il, voici le fils du comte de Pelven. Il a été entraîné aux idées révolutionnaires par l'enthousiasme de jeunesse qui égara nos plus grands noms à l'aurore trompeuse de ces jours de deuil. Je ne doute pas qu'il n'eût reconnu dès long-temps et déploré ses illusions. Des circonstances que vous connaissez viennent de briser les chaînes qu'un point d'honneur exagéré lui avait forgées. Je vous prie de l'accueillir comme un homme de cœur et comme le fils de mon affection.

Les convives répondirent par une vive acclamation accompagnée du choc bruyant des verres; un seul, celui qui, malgré sa jeunesse, pa-

raissait être le premier parmi eux, se contenta d'incliner la tête avec une gravité polie.

Hervé, sur l'invitation du marquis, avait pris place à côté d'Andrée, qui lui faisait fête par ses transports mêlés de rires et de larmes. Mlle de Kergant, plus réservée ou plus pénétrante, n'avait accordé au compagnon de son enfance d'autre témoignage de bienvenue qu'un sourire triste et froid; les regards qu'elle jetait sur lui à la dérobée paraissaient empreints d'un sentiment de doute et d'inquiétude.

Un silence embarrassé succédait peu à peu au mouvement tumultueux dont l'arrivée du républicain avait été l'occasion. Le remarquable voisin de Mlle de Kergant avait seul conservé son air d'aisance supérieure; il essayait, avec une sollicitude pleine de bon goût, de ranimer l'entretien que la présence d'un uniforme exécré semblait avoir glacé sur les lèvres des assistans. Le timbre de sa voix, d'une sonorité mélodieuse et doucement métallique, frappa Hervé comme un souvenir. Le jeune commandant ne doutait pas qu'il n'eût devant lui ce chef mystérieux, l'ennemi et le rival qu'il était venu chercher, le héros royaliste qui, en si peu de jours, avait porté si haut l'éclat de son nom de guerre. Il l'étudiait avec une curiosité émue et sombre. C'était un homme de la plus petite taille qui se puisse concilier avec la beauté mâle et avec la grace: il pouvait avoir de vingt-cinq à trente ans, des cheveux noirs encadraient son front élevé et large, sa bouche était dessinée avec une délicatesse un peu molle; mais ce détail, d'un charme à peine digne d'un homme, était racheté par la fierté du front, par les lignes hardies d'un nez aquilin aux ailes un peu ouvertes, et surtout par le rayonnement presque insoutenable du regard.

Pelven crut retrouver dans la physionomie de l'inconnu quelques-uns des traits caractéristiques d'une famille illustre; mais il devait à son éducation patricienne des renseignemens trop précis et trop minutieux sur le personnel de la maison de Bourbon, pour ne pas reconnaître sur-le-champ qu'aucun des noms attribués par l'opinion publique au jeune chef qu'il avait devant les yeux ne lui appartenait réellement. Quel qu'il fût toutefois, son attitude et ses façons étaient souveraines : nul ne paraissait lui contester le droit d'agir en prince, et il en usait avec une assurance tempérée par la plus exquise politesse. Sa parole courait comme une flamme à travers le cercle des convives, rapide, affable, entraînante, pénétrant dans les esprits les plus rudes comme dans les plus cultivés, appropriant la plaisanterie ou l'éloge au goût et aux habitudes de chacun avec une flexibilité surprenante de ton et de langage. Toutes les séductions et tous les genres de victoire semblaient promis à cette nature comblée de tous les dons, qui alliait une sorte de grace voluptueuse à l'attrait imposant de la force, et qui parlait avec la même éloquence aux soldats et aux femmes. Toutefois

cette riche médaille ne pouvait manquer d'avoir son revers : un appréciateur délicat eût été choqué par l'éclat même de tant de ressources et de qualités jetées en dehors, pour ainsi dire, sans réserve, et qui pouvaient faire douter s'il restait quelque chose au fond. Il paraissait plus naturel d'accepter ce jeune homme pour maître que de le prendre pour ami.

Hervé ne put s'empêcher de tressaillir quand il s'entendit nommer par celui qui était l'objet de son avide attention, et à qui nous donnerons désormais son surnom de Fleur-de-Lys : — Monsieur de Pelven, disait-il en le saluant de son verre, souffrirez-vous que je boive à l'heureux accident qui nous vaut l'avantage, très apprécié par nous, de vous posséder?

— Monsieur, répondit Hervé en s'efforçant de sourire, ou je me trompe fort, ou c'est vous qu'on en doit remercier, s'il y a lieu toutefois à des remerciemens.

— Mon Dieu! monsieur le comte, reprit Fleur-de-Lys avec un accent pénétré et affectueux, ou je me trompe fort moi-même, ou vous ne me pardonnez pas, mais là, bien chrétiennement, la liberté que j'ai prise de disposer de vos services à votre insu.

— Ma foi, monsieur, dit gaiement Hervé, je vous avoue que j'ai encore sur la conscience un certain coup d'assommoir...

— Ah! Dieu merci! je ne l'ai pas sur la conscience, moi. George, je vous en prie, mon ami, revendiquez vos actes... Je ne veux pas que votre poing reste entre M. de Pelven et moi... Voici l'assommeur, mon cher comte, ajouta le jeune homme en montrant à Hervé une espèce de paysan aux épaules carrées, à la tête ronde, dont la cravate flottante laissait voir un cou d'Hercule... Vous pardonnerez à George quand vous l'aurez vu au feu, j'en suis sûr.

— Excusez, monsieur le comte, dit George en faisant entendre un gros rire, mais il s'agissait de nous sauver tous, et puis un coup de poing ne déshonore pas.

— Je ne dis pas qu'il m'ait déshonoré, répliqua Hervé, mais il m'a fait mal. Je suppose, monsieur George, que vous étiez une des dames qui lavaient leur linge cette nuit-là dans la vallée de la Groach? Puis-je vous demander sans indiscrétion le motif de cette mascarade, tout aimable d'ailleurs?

— Ah! ne m'en parlez pas! dit Fleur-de-Lys; ces Bretons sont si braves, qu'ils en sont fous! Ils voulaient me faire accueil par cette drôlerie qui nous causa tout l'embarras du monde.

— Et ne puis-je savoir, monsieur George, reprit Hervé, en vertu de quelle sorcellerie vous avez pu essuyer notre feu impunément?

— Ah! monsieur, répondit George, c'est que mes gars ont de l'aplomb, voyez-vous! Je les ai habitués à courir sur l'artillerie en se

jetant à plat ventre de temps en temps pour laisser passer la mitraille... Vous avez pu juger vous-même avec quelle précision ils font cette manœuvre.

Mlle de Kergant se leva de table comme l'intrépide partisan achevait de parler; elle prit la main que lui offrait Fleur-de-Lys, et tous les convives passèrent à leur suite dans un salon voisin, que décoraient des portraits de famille. Hervé, en revoyant ces graves figures d'ancêtres, témoins vénérés de son enfance, protecteurs domestiques de ses paisibles années, ne put se défendre d'un retour amer sur les chagrins et les agitations de l'heure présente. Tandis que la société, dispersée par groupes dans le salon, se livrait à une de ces conversations expansives auxquelles dispose un bon repas, il se retira dans l'embrasure profonde d'une fenêtre. Il y était à peine, qu'il vit Bellah s'approcher avec une apparence souriante et distraite, en lançant quelques mots derrière elle aux personnes voisines; puis, changeant de ton et de visage dès qu'elle fut tout près de lui : — Hervé, que venez-vous faire ici? dit-elle rapidement et à demi-voix.

— Dieu m'est témoin, répondit le jeune homme, que j'aurais souffert la mort la plus ignominieuse plutôt que d'y mettre les pieds, si j'avais pu soupçonner ce que j'y devais voir, ce que j'y devais entendre.

— C'est une énigme, monsieur de Pelven? demanda Bellah avec cette hauteur tranquille qui était une de ses graces.

— J'étais, il y a une heure, dans le bois de sapins, Bellah.

— Dans le bois de sapins? répéta Mlle de Kergant en répondant au coup d'œil accusateur de Hervé par un regard d'une limpidité virginale. La voix de son père qui l'appelait coupa court à cette explication; la jeune fille haussa légèrement les épaules, leva ses beaux yeux vers le ciel, et s'éloigna d'un air pensif.

Quand on s'étonne de la facilité avec laquelle un homme d'esprit se laisse tromper par la femme qu'il aime, on oublie le penchant naturel de notre cœur à l'espérance. La perspective du malheureux est pleine d'illusions; il est le complice empressé des ruses dans lesquelles on l'enveloppe : ce sont nos faibles mains qui présentent à une femme le voile dont elle nous aveugle. Un seul mot, un geste de surprise, avaient suffi pour combattre et pour vaincre à demi dans l'esprit de Hervé des témoignages qui, l'instant d'auparavant, lui semblaient irrécusables. Il se rappelait l'ame fière et innocente de sa sœur d'adoption, il voyait encore briller la pure lumière de ses yeux, il oubliait la perfection d'hypocrisie qui peut ceindre un front pervers de cette auréole décevante, et il se reprochait déjà d'avoir outragé, sur de vagues soupçons, une créature digne de son respect. Cependant cette scène du bois de sapins était bien réelle. Au moment où ce souvenir plongeait Hervé

dans de nouvelles anxiétés, une femme frôla en passant le rideau derrière lequel il était à moitié caché; il leva la tête et reconnut la figure pâle et énergique d'Alix. Quelque invraisemblable que pût être l'idée qu'éveilla soudain cette vision dans l'esprit du jeune homme, il ne laissa pas de l'accueillir comme un renfort pour ses doutes et pour ses espérances; mais, en reportant son attention vers un groupe animé où figuraient Bellah et Fleur-de-Lys, Hervé put se convaincre que le jeune héros royaliste, s'il n'avait pas encore à sa haine tous les titres qu'il lui avait supposés, ne négligeait rien du moins pour les obtenir. On voyait que la présence de Bellah l'élevait au-dessus de lui-même et qu'il prétendait lui plaire : c'était à elle que ses yeux dédiaient chacune de ses paroles; il faisait étinceler devant elle toutes ses richesses, il l'environnait de tous ses prestiges, comme d'un cercle magique. Bellah, quelle que fût la profondeur de ses impressions, était évidemment sous le charme de cette fascination; Hervé put même lire dans les yeux de la jeune fille une sorte d'admiration passionnée, qui fit aussitôt renaître tous ses doutes et toute sa colère. Se rappelant le but véritable de son voyage à Kergant, il s'accusa de n'être pas encore sorti de son rôle emprunté et de garder son masque plus long-temps qu'il n'était nécessaire. Il se rapprocha sans affectation de son redoutable rival, et, saisissant un moment où celui-ci cessait de parler : — Monsieur, lui dit-il, me serait-il permis de vous entretenir un instant avant de me lier pour jamais à la cause que vous représentez si bien? Je ne suis pas assurément dans une situation à mettre un prix à mes services; mais mon caractère parmi vous a besoin d'être clairement défini pour votre satisfaction comme pour la mienne, j'ajoute pour mon honneur. Je ne crois pas me tromper, monsieur, en vous attribuant toute l'autorité qu'il faut pour prononcer sans appel dans tout ce qui me regarde.

L'œil perçant du jeune royaliste n'avait pas cessé, pendant ces paroles, d'étudier attentivement le visage de celui qui les prononçait; un sourire d'une expression singulière apparut sur ses lèvres, quand il répondit : — Je suis tout à vos ordres, monsieur de Pelven, et vous ne faites que prévenir mes vœux... La soirée est belle, je crois... une promenade au jardin vous agrée-t-elle?... Nous causerons là tout à notre aise. — Hervé s'inclina. — Mais, mon Dieu! mon cher hôte, reprit Fleur-de-Lys en s'adressant au marquis de Kergant, est-ce que nous traitons M. de Pelven en prisonnier? Je remarque qu'il n'a point d'épée : c'est, pour un brave militaire comme lui, une mortification bien imméritée, qui ne se prolongera pas une minute de plus, si vous avez un peu d'égard à ma prière.

— Vous me faites souvenir, monsieur le duc, dit le marquis, que le moment est venu de restituer à Hervé une partie de son héritage dont

je l'ai frustré jusqu'ici. — Tout en parlant, le marquis s'était approché d'une console; il y prit une épée qui reposait sur un carreau de velours, et la présentant à Hervé : — Mon cher enfant, reprit-il, ceci est à vous; l'épée de votre père ne pouvait armer qu'une main fidèle. Je vous la remets avec la confiance qu'elle ne sera jamais tournée contre notre croix sainte ni contre nos saintes fleurs de lys.

A ces mots, le jeune duc sourit encore. — Je me porte garant pour M. de Pelven, dit-il, que cette confiance est bien placée.... et qu'elle vient fort à point, ajouta-t-il plus bas en tournant sur ses talons et en se dirigeant vers la porte. — Pelven ceignit l'épée en remerciant M. de Kergant avec cette réserve un peu froide qui avait marqué depuis son arrivée toute sa conduite vis-à-vis du vieux gentilhomme, et que celui-ci expliquait par l'embarras naturel de ce retour obligé. Puis il suivit Fleur-de-Lys hors du salon.

Les deux jeunes gens traversèrent un vestibule pavoisé de vieilles armures, passèrent un pont jeté sur les fossés et se trouvèrent bientôt dans le jardin du château. Par un accord tacite, ils continuèrent de marcher rapidement, comme s'ils ne trouvaient pas de lieu assez solitaire pour l'explication qui se préparait, et dont chacun d'eux semblait également avoir mesuré la portée. Comme ils approchaient du bois de sapins, un bruit de pas précipités se fit entendre derrière eux. Ils s'arrêtèrent; l'instant d'après, Mlle de Kergant les rejoignit. — Pardon, messieurs, dit-elle d'une voix haletante; monsieur Hervé, il faut que je vous parle.

Hervé ne put réprimer un geste de violent dépit. — Mademoiselle, veuillez m'excuser, dit-il; mais vous avez entendu la requête que j'ai adressée à monsieur.... à monsieur le duc; il a bien voulu me l'accorder, et il serait en droit d'accuser ma courtoisie, si je différais...

— Monsieur le duc, interrompit Bellah avec vivacité, est trop courtois lui-même pour ne pas me céder son tour d'audience.

— Assurément, dit Fleur-de-Lys sur un ton contraint qui ne lui était pas ordinaire, mademoiselle de Kergant ne peut attendre de moi qu'une absolue soumission à ses moindres désirs; mais monsieur de Pelven serait injuste envers moi s'il croyait être le seul que ce délai afflige. — S'inclinant profondément sur ces paroles, le jeune chef quitta la place et disparut dans l'épaisseur du bois.

Mlle de Kergant remonta de quelques pas dans le jardin, jusqu'à ce qu'elle fût certaine de n'être entendue que de celui à qui elle s'adressait : — Hervé, dit-elle alors en s'arrêtant et en lui touchant le bras, cela ne sera pas.... cela ne peut pas être!

— Que voulez-vous dire? répliqua Hervé; vous vous méprenez certainement sur mes desseins.

— Pas plus qu'il ne s'y est trompé lui-même; mais cela ne sera pas,

non! quand je devrais aller chercher mon père et lui dire tout. Hervé, ne me réduisez pas à cette extrémité horrible, je vous en supplie.

— Cette extrémité est bien inutile, puisqu'il vous suffit d'un mot pour m'ôter tout désir et tout prétexte raisonnable de pousser plus loin cette affaire; mais écoutez-moi bien : si vous refusez de dire ce mot, il ne vous restera, je vous le jure, qu'à me livrer de vos propres mains à la mort, car vous connaissez votre père. Bellah, la femme que j'ai vue, il y a une heure, près d'ici, dans les bras de ce jeune homme.... cette femme, voyons, parlez!

Mlle de Kergant chancela; elle vint s'appuyer contre le piédestal d'une statue et demeura quelque temps la tête baissée sans répondre; sa respiration était pressée et douloureuse; enfin, elle parla sans lever les yeux. — Cette femme, dit-elle d'un accent étouffé, c'était moi.

— Vous! vous! puissances du ciel! s'écria Hervé en reculant de deux pas avec une sorte d'épouvante. — Ainsi, reprit-il après un court silence... oui, je veux encore cet aveu de vos lèvres... ainsi, il est votre amant?

Bellah, dont l'attitude était brisée, cacha sa tête dans ses deux mains, et sa voix, faible comme un souffle, murmura : — Mon amant, oui.

— C'est bien. Adieu, dit Hervé.

— Où allez-vous? reprit Mlle de Kergant en saisissant par un geste d'égarement la main de Hervé; qu'allez-vous devenir?.... que voulez-vous?... que vais-je dire à mon père?

— Dites-lui que j'étais venu ici comme espion; chargez-moi des noms les plus vils; peu m'importe : votre bouche ne peut plus flétrir personne. Adieu.

En achevant ces mots, Hervé secoua doucement la main qui s'attachait à la sienne et s'éloigna d'un pas rapide, tandis que la jeune fille éperdue tombait à genoux devant le piédestal, les cheveux épars et la poitrine agitée de sanglots, image d'une suppliante au pied d'un autel antique.

XI.

> Vous m'êtes, en dormant, un peu triste apparu :
> J'ai craint qu'il ne fût vrai; je suis vite accouru.
> (La Fontaine, *Les Deux Amis.*)

Pelven franchit la brèche du fossé qui séparait le jardin de la prairie voisine, et rentra dans la sombre avenue par la barrière à laquelle son cheval était encore attaché. Le pauvre animal, oublié au milieu de tant de préoccupations, fit entendre un faible hennissement en reconnaissant son maître, et allongea sa tête fatiguée pour implorer une ca-

resse. Il n'y a pas d'homme dont la vie n'ait compté une de ces heures, marquées par la trahison et l'ingratitude, où un témoignage d'attachement de la part de l'être le plus humble nous pénètre l'ame et nous rend plus vive l'idée de notre abandon. Quand notre cœur est plein, il faut peu de chose pour le faire déborder. Hervé, murmurant quelques mots confus, flatta de la main son vieux compagnon de périls et de batailles, puis il s'assit sur le revers de la haie, et deux larmes tombèrent de ses yeux.

Après quelques minutes données à d'amères méditations, le jeune homme se leva et redressa le front avec énergie, comme pour faire face à la destinée. Il y a du moins cela de bon dans la certitude d'un malheur, qu'elle ôte tout prétexte à ces alternatives de crainte et d'espoir qui énervent l'ame. De quelque côté que Hervé tournât sa pensée, elle ne rencontrait que des douleurs, des obstacles et une sorte d'impossibilité de vivre. En même temps que le passé, l'avenir manquait sous ses pieds : les rêves de noble activité, de services rendus, de gloire acquise, toutes les mâles consolations auxquelles un homme peut demander l'oubli d'une faiblesse inutile et le repos d'un cœur dédaigné, tout lui était refusé. Contre toute prévision, sa folle entreprise n'avait sauvé ni son amour ni son honneur, et elle lui laissait la vie. Seul, dans ce pays ennemi, quel espoir lui restait maintenant de reconquérir par une action d'éclat l'estime des siens? Où irait-il, également suspect aux deux partis, traître aux yeux de l'un et de l'autre? Sous quelle tente ou sous quelle chaumière abriter, même pour une nuit, sa tête, dévouée aux vengeances des deux camps?

Perdu dans ces réflexions sans issue, le jeune homme était arrivé, dans sa promenade distraite, à l'extrémité de l'avenue la plus éloignée du château, quand son oreille fut frappée soudain par le bruit mesuré d'une marche militaire; avant qu'il eût pu se mettre sur ses gardes, il se vit entouré de baïonnettes et sentit la pointe d'un sabre sur sa poitrine : — Rends-toi, qui que tu sois, dit une voix brève et impérieuse.

— Francis! s'écria Pelven.

— Hervé! répondit le petit lieutenant en abaissant son sabre et en saisissant la main de son ami, Hervé! que Dieu soit loué! Je n'espérais pas vous revoir vivant!

— Francis! répéta Hervé au comble de la surprise, que signifie cela? D'où venez-vous?... Comment avez-vous pu?... qui avez-vous là?

— C'est nous autres, dit une voix rauque, les sans-peur, Colibri et moi, qui venons chercher notre commandant ou la mort, à cause de l'effet moral.

— Ah! mon vieux Bruidoux! reprit Hervé; tu ne crois donc pas que j'aie trahi, toi?

— Allons donc, mon commandant! est-ce que nous n'avons pas tous avalé la couleuvre de l'Écossaise? Il n'y a que Colibri, qui a un nez étonnant pour son âge...

— Mais, au nom du ciel, Francis, interrompit Hervé, comment avez-vous pu me suivre si promptement et parvenir jusqu'ici?... Où est l'armée?... où est le général?

— Un peu plus loin que je ne voudrais, commandant... Mais, avant tout, dites-moi où vous en êtes de l'aventure : êtes-vous entré au château?

— J'y suis entré et j'y ai trouvé tous ceux que j'y cherchais. Pour le reste, j'ai échoué complétement et cruellement. Ne m'en demandez pas davantage. Maintenant mettez-moi au courant de ce qui s'est passé, car je ne sais encore si je dois me féliciter de cette rencontre.

Francis, ayant alors emmené le commandant un peu à l'écart, lui conta que, dans la nuit même qui avait suivi son départ, l'armée républicaine avait quitté ses quartiers : le corps principal était déjà à Ploermel; trois bataillons, parmi lesquels se trouvait celui de Hervé, avaient même poussé une reconnaissance jusqu'à la petite ville déserte que Pelven avait traversée le matin. Le bruit courait que les forces des Blancs étaient concentrées un peu plus vers le nord, à Pontivy. Le général, inquiet du sort de Hervé, avait recommandé à Francis de faire, pour le salut de leur ami commun, si l'occasion s'en présentait, tout ce qui pourrait être tenté sans une trop forte imprudence. Francis, se voyant à trois petites lieues de Kergant, avait résolu de s'avancer jusque-là par une marche de nuit : il s'était fait accompagner d'une soixantaine d'hommes, parmi lesquels avaient été admis, sur leur demande expresse, tous ceux qui avaient figuré dans l'escorte des émigrées. Au milieu d'un pays qui paraissait complétement abandonné, la petite troupe, protégée d'ailleurs par l'obscurité, n'avait rencontré aucun obstacle. Francis demanda ensuite au jeune commandant si le château avait une garnison nombreuse, et s'ils ne risquaient pas d'être enveloppés. Hervé lui répondit qu'il n'avait vu trace de garnison ni dans le château ni aux environs, qu'on ne semblait pas s'y douter encore de l'approche de l'armée républicaine, et qu'une quinzaine d'officiers royalistes y venaient de souper fort tranquillement. Il ajouta quelques détails sur la personne de Fleur-de-Lys, dont il ne croyait pas que le véritable nom justifiât toutes les appréhensions du général en chef. — Et que comptez-vous faire maintenant? poursuivit Hervé.

— Mais, en vérité, s'il en est ainsi, commandant, nous ne pouvons nous dispenser de mettre la main sur cette nichée de rebelles. La capture de Fleur-de-Lys vaut une victoire.

— Cela est impossible! dit vivement Hervé.

— Impossible? pourquoi? Rien n'est plus simple, au contraire, d'a-

près les renseignemens que vous venez de me donner vous-même; si je ne m'abuse, ce serait manquer à tous nos devoirs que de n'en pas profiter.

— Est-ce vous qui prétendez m'apprendre mes devoirs, monsieur? s'écria Pelven.

— Monsieur Hervé! dit le jeune lieutenant sur le ton d'une pénible surprise.

— Eh bien! oui... oui... j'ai tort, j'ai tort mille fois, cela est vrai, reprit Hervé dont l'agitation était excessive : le devoir ici est, en effet, évident, incontestable;... mais comment voulez-vous que moi, moi, je prête les mains à cette violence, sanglante peut-être, contre qui? contre l'ami de mon père, contre le protecteur de mon enfance! que j'aille prendre ce vieillard au collet dans sa propre maison, dans la maison même où il m'a traité si long-temps comme un fils? C'est impossible, Francis! Et ces femmes, vais-je les arrêter aussi? Et ce jeune homme lui-même, quel qu'il soit, est-ce à moi de le livrer? Non, tout cela est odieux, impossible, je vous le répète... et, au péril de ma tête, je ne le ferai ni le souffrirai.

— J'espère, commandant, répliqua Francis, vous faire envisager avec moins de répugnance la nécessité où nous nous trouvons. Le général a prévu qu'elle pourrait se présenter, si je vous rencontrais à Kergant; ses instructions vont au-devant de vos scrupules. Il m'a prescrit d'abord de n'arrêter aucune femme : pour M. de Kergant, comme son nom n'est pas encore ouvertement compromis dans les actes hostiles qui ont brisé les traités, le général le laissera libre de passer en Angleterre. Vous voyez qu'en usant de l'avantage considérable que la fortune nous livre, loin de nuire réellement à M. de Kergant, nous l'empêchons de consommer sa ruine; car cette guerre désespérée ne peut que l'engloutir un jour ou l'autre, lui et les siens. — Hervé fit un signe d'assentiment. — Et, quant à Fleur-de-Lys, reprit Francis, ce n'est pas un Bourbon, dites-vous?

— J'en suis convaincu.

— En ce cas, quel qu'il puisse être, il rentre dans la classe des autres prisonniers que nous pourrons faire. Le général s'engage à les traiter comme s'ils s'étaient rendus volontairement : ils seront simplement détenus jusqu'à la fin de la guerre.

— Je ne puis que vous croire, Francis, dit Hervé, et, cela étant, je dois souhaiter votre succès dans l'intérêt de ceux que j'ai tant aimés. Allez donc et faites; mais, dans la situation où je suis, je n'ai aucun droit de commander à vos hommes, quand même je le voudrais. Faites votre devoir, vous dis-je; quant à moi, que je fasse le mien ou non, je ne vous suivrai pas.

Francis, quoique évidemment contrarié de cette résolution, craignait

que de nouvelles objections ne parussent lui être dictées par une arrière-pensée indigne de lui, et, sans ajouter un mot, il fit reprendre les rangs à ses soldats; mais Hervé changea tout à coup d'avis : il lui sembla qu'en s'abstenant de prendre un rôle dans le drame qui se préparait, il obéissait à un sentiment de faiblesse plutôt qu'à un véritable point d'honneur. Sa présence pouvait au moins adoucir les effets d'une catastrophe devenue inévitable; son âge et son rang inspireraient une confiance qui pourrait être refusée au jeune lieutenant; peut-être dépendait-il de lui d'empêcher que des scènes de sang ne désolassent cette demeure presque paternelle, l'asile de sa sœur. Faisant part à Francis de ces réflexions, Hervé lui déclara qu'il l'accompagnerait, mais qu'il lui laissait le commandement et toute la direction de l'entreprise, voulant se borner lui-même à n'être pas absent.

La petite troupe se remit alors en marche. Elle fit une courte halte devant la barrière latérale qui marquait le milieu de l'avenue : grace aux confidences amicales de Pelven, le jeune lieutenant avait dès longtemps dans l'esprit un plan détaillé de Kergant; il ordonna à Bruidoux de traverser la prairie avec vingt grenadiers, d'escalader le jardin par la brèche et d'occuper de ce côté l'entrée du château. Le vieux bâtiment, entouré d'eau de toutes parts, n'avait d'autres communications avec le dehors que les deux ponts remplaçant des ponts-levis, dont l'un donnait accès sur le jardin et l'autre dans la cour. Tout moyen d'évasion était donc fermé dès ce moment au marquis et à ses hôtes. Pendant ce temps, Pelven avait débarrassé son cheval de la selle et de la bride, et l'avait laissé en liberté dans la prairie.

Réduite à une cinquantaine d'hommes, la colonne républicaine continua de s'avancer avec précaution vers le château. Le bruit des pas était étouffé. Par intervalles, le nom de Fleur-de-Lys était prononcé à voix basse dans les rangs. Pendant le reste du trajet, les deux jeunes officiers n'échangèrent pas une parole; tous deux étaient émus et tristes : les devoirs du soldat ont besoin de l'éblouissement du danger. Hervé surtout éprouvait, avec une sorte d'étonnement, que son cœur n'avait pas encore usé toutes les angoisses. Jamais l'horreur des guerres civiles et les combinaisons douloureuses qu'elles enfantent ne lui étaient apparues sous un jour aussi lugubre; c'était en vain qu'il appelait sa raison au secours de ses instincts révoltés, qu'il invoquait à l'appui de sa fermeté défaillante sa conscience et sa loyauté irréprochables : quand il aperçut les tourelles du vieux manoir, quand il mit le pied dans l'enceinte de la cour, il ne put retenir un gémissement, et, saisissant d'un geste convulsif le bras de son ami : Francis, dit-il d'une voix sourde, voilà un moment terrible. — Le jeune lieutenant lui serra la main sans répondre et fit hâter le pas à sa troupe.

Telle était la sécurité où s'endormaient les habitans du château, que

le détachement républicain parvint à l'entrée du pont sans avoir été aperçu. La porte était ouverte; une dizaine de degrés intérieurs conduisaient du seuil dans le vestibule. Francis, laissant la moitié de ses hommes dans la cour, gravit l'escalier à la hâte, accompagné de Pelven et suivi par le reste des grenadiers.

Deux ou trois domestiques qui se trouvaient dans le vestibule, frappés de stupeur par cette invasion subite, n'essayèrent point de faire résistance. Francis, s'étant assuré que Bruidoux occupait le poste qui lui avait été assigné, recommanda de n'exercer aucune violence, mais de ne laisser sortir personne; il s'engagea ensuite, escorté de quelques soldats, dans les pièces qui précédaient le salon, dont il avait remarqué du dehors les fenêtres éclairées. Le jeune lieutenant, par un scrupule qu'il n'est pas nécessaire d'expliquer, prenait toutes ses mesures sans adresser une seule question à Hervé : celui-ci continuait de marcher à ses côtés, pareil à une ombre. Dans la grande salle où avait eu lieu le souper, ils rencontrèrent le garde-chasse Kado, qui, à la vue des baïonnettes, demeura comme pétrifié, les lèvres béantes et muettes.

— Kado, dit Hervé, sortant alors du silence morne qu'il avait gardé jusque-là et contenant sa voix, point de bruit, pas de lutte inutile. On est maître du château.

— Seigneur! murmura Kado, est-ce possible, monsieur Hervé! vous! c'est vous qui...

— Silence! joignez-vous à moi pour prévenir de plus grands désastres. Tout le monde aura la vie sauve. Qui avons-nous là? — Hervé indiquait le salon voisin.

— Toutes les dames, les pauvres dames... et M. le marquis...

— Les autres?

— Tous sont partis..., excepté M. George et... Seigneur! monsieur Hervé, est-ce possible!

— Et Fleur-de-Lys? dit Hervé. — Le garde-chasse tordit ses mains avec désespoir.

— Si le lieutenant le permet, reprit Hervé, Kado va nous précéder, par égard pour de malheureuses femmes.

— Entrez, Kado, répondit Francis.

Kado parut hésiter; puis, sur un signe expressif de Hervé, il ouvrit la porte du salon. Près du seuil, il s'arrêta, promenant ses yeux vagues sur le cercle des femmes effrayées, comme s'il ne trouvait point de paroles; enfin, de la voix d'un juge qui prononce un arrêt de mort : — Les bleus! dit-il.

A ce mot répondit un faible cri de terreur, qui vint retentir dans l'ame de Hervé : c'était la voix plaintive d'Andrée. Les autres femmes comprimèrent l'épouvante qui avait pâli leurs visages. Fleur-de-Lys et George, qui étaient, en effet, les seuls convives encore présens,

portèrent avec précipitation la main à leur poitrine; M. de Kergant, saisissant son sabre posé dans l'angle de la cheminée, s'élança en avant; mais déjà la porte était murée par un rempart de soldats, et les deux officiers républicains, le sabre au fourreau et la tête découverte, étaient entrés dans le salon.

— Messieurs, dit Francis, le château est cerné. Vous êtes mes prisonniers. — Un moment de silence suivit cette déclaration. Andrée, en apercevant son frère, avait étendu les bras avec une expression déchirante; sa tête décolorée se pencha sur son épaule; puis l'innocente victime s'affaissa doucement comme une fleur que la faux a brisée dans le pied. Hervé accourut pour la soutenir; mais Bellah le prévint: avec l'aide d'Alix, elle avait reçu dans un fauteuil le corps inanimé de sa sœur adoptive, et elle l'approcha d'une fenêtre qu'elle entr'ouvrit.

Pelven se retournant alors vers le marquis : — Monsieur, lui dit-il, ce malheur n'est pas mon œuvre; je n'ai pu ni le prévoir ni l'empêcher. Je n'espère pas que vous puissiez rendre justice au sentiment qui m'a fait affronter les épreuves poignantes auxquelles je m'attendais. Je veux vous dire seulement que je n'ai aucun pouvoir, aucun droit ici que celui de la prière. Je vous supplie, monsieur, de ne pas aggraver, par une résistance impossible, le coup qui vous frappe. Comptez sur la parole de ce jeune officier, qui a toute la confiance du général en chef.

— Et qui m'assurera de votre parole, à vous qui m'assurez de la sienne? dit le marquis.

— Parlez, monsieur Francis, reprit Hervé, respectez surtout ceux qui ne peuvent répondre à un outrage. — Pelven alors se retira un peu à l'écart et se tint immobile, appuyé contre la muraille, comme résolu de ne plus prendre aucune part à ce qui se passait.

— Messieurs, dit à son tour Francis, après avoir fait signe aux soldats de quitter le salon, j'aurais hésité à me charger de cette mission, si la générosité du général en chef ne m'en avait allégé le fardeau. Voici les conditions qu'il m'a permis de vous offrir. — Le jeune lieutenant informa alors les chefs royalistes, qui ne l'écoutèrent point sans témoigner quelque surprise, des égards qui lui avaient été recommandés vis-à-vis des femmes, et de la modération avec laquelle Hoche prétendait traiter ses prisonniers.

— Cependant, messieurs, ajouta Francis, je dois vous prévenir que notre général n'a pas les pouvoirs nécessaires pour disposer à son gré d'un membre de la famille royale déchue : si cette restriction menace l'un de vous, vous seuls pouvez le savoir.

Francis ayant cessé de parler, le marquis commença à voix basse avec ses deux hôtes une conférence qui fut courte. Ce fut Fleur-de-Lys qui répondit ensuite à l'officier républicain : — De la part de votre

général, monsieur, aucun trait magnanime ne peut surprendre. Ses engagemens valent des faits, nous le savons. Par malheur nous savons aussi qu'il y a au-dessus de lui une puissance qui peut lui faire ouvrir les mains, quoique liées par sa parole, et lui arracher ses captifs. Or c'est une chance que ces messieurs et moi nous refusons décidément de courir. A nous, Kado! — Le garde-chasse, se rendant à cet appel, vint se placer près de son maître.

— Dois-je comprendre, monsieur, dit Francis, que vous avez la folle pensée!...

— De nous défendre, oui, monsieur! La lutte est inégale, nous le savons; mais aussi des soldats privés de leurs chefs font de triste besogne. — En parlant ainsi, Fleur-de-Lys, mit posément son épée nue sous son bras gauche, et tira de son sein un pistolet qu'il arma. Ses trois compagnons l'imitèrent aussitôt. A ce mouvement menaçant, Mlle de Kergant et la fille du garde-chasse tombèrent à genoux près du fauteuil où reposait Andrée toujours évanouie. Francis recula d'un pas, en saisissant un des pistolets qui étaient passés dans sa ceinture; un pli de sombre inquiétude contracta son front, et il jeta un regard furtif sur Hervé : mais celui-ci, adossé au mur, les bras croisés sur la poitrine, conservait son attitude calme et comme indifférente.

Cependant les grenadiers, qui étaient dans la salle voisine, attirés par le bruit de l'acier, avaient de nouveau encombré la porte.

— Rangez-vous, mon lieutenant, cria un des soldats, vous nous empêcherez de tirer.

— Messieurs, reprit Francis d'une voix altérée, je vous conjure encore une fois, si vous avez quelque humanité, quelque sentiment de pitié pour ces femmes infortunées!...

— George, interrompit Fleur-de-Lys avec une vivacité terrible, vous allez répondre à monsieur!— Puis, se postant brusquement lui-même en face de Hervé : — Commandant Pelven! poursuivit-il, gardez-vous, au nom de Dieu!

Hervé secoua lentement la tête, et ne bougea point. Fleur-de-Lys s'écarta de quelques pas; un étrange sourire retroussa ses lèvres, laissant voir ses dents blanches et fines, et prêtant à sa physionomie une expression presque féroce : il leva son pistolet avec décision; mais tout à coup sa main s'abaissa comme frappée d'inertie, et laissa tomber l'arme sur le parquet. Un bruit inexplicable à cette heure mortelle, le bruit d'un éclat de rire sonore et prolongé, avait au même instant suspendu toutes les menaces et glacé tous les cœurs.

— C'est ma sœur! dit à demi-voix M. de Kergant au milieu du silence profond qui avait remplacé le tumulte des apprêts du combat. — Tous les yeux suivirent avec anxiété la direction qu'indiquait la

main tremblante du vieillard : la chanoinesse, debout dans l'embrasure de la fenêtre qu'on avait ouverte pour porter secours à Andrée, semblait regarder fixement au dehors; elle continuait de rire, mais par intervalles son rire se brisait en sanglots. Soudain elle se retourna vers les assistans, et faisant quelques pas au-devant de son frère, d'une démarche saccadée : — Pourquoi ne riez-vous pas? dit-elle. Vous êtes singuliers. N'avez-vous jamais vu une noce?... Dès que les violons seront venus, nous danserons... ils ne tarderont pas... car le fiancé vient de partir; il n'y a pas loin, et il est jeune... Ces messieurs sont invités sans doute?... Des parens, j'imagine... nos parentés de Bretagne sont longues... je le dirai au roi... Jean, donnez des siéges... Messieurs, je n'ai pas voulu vous offenser..... La belle nuit..... il me semble que dehors on serait mieux pour danser... et puis l'air manque ici... l'air... oui... je ne sais pas... qu'est-ce que c'est! mon Dieu!... — La voix de la vieille dame s'éteignit dans un râle effrayant; sa tête se renversa en arrière; elle poussa un cri aigu, et tomba toute raide dans les bras de son frère.

Comme paralysés par l'impression de cette scène cruelle, républicains et royalistes en suivaient tous les détails d'un œil de pitié, oubliant leur querelle et leurs dangers. L'énergique figure de George lui-même portait les marques de l'irrésolution et de l'abattement. Fleur-de-Lys échangea avec le rude partisan quelques paroles rapides; puis, haussant les épaules d'un air de résignation, il s'avança vers Francis : — Voici mes armes, monsieur, lui dit-il. C'est assez d'affliction pour une nuit. Nous sommes prêts à vous suivre. M. de Kergant ne me démentira pas, j'en suis certain. — Le marquis, détournant un peu la tête, fit un signe d'approbation. Francis exprima avec politesse le chagrin qu'il éprouvait d'avoir été l'occasion d'un malheur de famille : c'était un véritable désespoir pour lui de l'accroître encore en arrachant M. de Kergant à des soins si légitimes; mais il ne pouvait différer son départ d'un seul instant sans oublier son devoir. Il annonça en même temps que Fleur-de-Lys, George et le marquis seraient seuls contraints de l'accompagner, que les autres habitans du château auraient la liberté d'y demeurer, mais qu'ils y seraient prisonniers pendant quelques heures, car il ferait rompre les ponts des fossés après la sortie du détachement, pour empêcher qu'on ne répandît l'alarme dans le pays. Le jeune lieutenant ordonna dès ce moment aux soldats d'abattre le pont du jardin.

Durant ces explications, la chanoinesse était revenue à la vie; mais ses réponses bizarres et sans suite aux questions inquiètes de son frère témoignaient que le désordre de son cerveau se prolongeait. La tranquillité même de sa démence pouvait faire appréhender qu'elle ne fût

durable. Dans une autre partie du salon, Andrée était suspendue au cou de Hervé, et, la tête appuyée sur la poitrine du jeune homme, elle donnait un libre cours à sa douleur silencieuse.

S'apercevant que Fleur-de-Lys et George étaient déjà dans la pièce voisine, M. de Kergant se tourna avec précipitation vers Francis : — Me sera-t-il permis de voir ma famille, monsieur? dit-il.

— Je n'en doute pas, monsieur.

— Eh bien! donc, reprit le marquis, point d'adieux. — Et il sortit à la hâte du salon. Pelven, sans prononcer un seul mot, avait soulevé Andrée dans ses bras et l'avait couchée sur le canapé près duquel se tenait Bellah. Avant de sortir, il attacha son regard sur Mlle de Kergant en lui montrant le corps brisé de sa jeune sœur; puis il alla rejoindre Francis, qui avait rassemblé tous ses hommes dans le vestibule.

Kado ne voulut pas abandonner son maître et suivit le détachement hors du château avec les trois autres prisonniers. Pendant que les soldats jetaient dans les fossés les planches dont le pont était formé, Francis demanda à Fleur-de-Lys de lui donner sa parole qu'il ne tenterait pas de fuir. Fleur-de-Lys lui répliqua en riant qu'il la lui donnait au contraire de faire tout ce qu'il pourrait pour cela.

— Tant pis, monsieur, reprit Francis; vous me forcez à une surveillance impitoyable. La double haie des grenadiers se referma aussitôt sur les captifs, et, pour surcroît de précaution, chacun d'eux fut placé sous la garde spéciale d'un soldat qui reçut les ordres les plus rigoureux. Après ces dispositions, le signal du départ fut donné, et la colonne entra dans l'avenue.

Le lieutenant Francis, un peu glorieux dans son cœur du succès de son expédition et soulagé de la plus grande part des inquiétudes qu'elle lui avait causées, ouvrait la marche d'un pas allègre, respirant avec sérénité l'air frais de la nuit et fouettant les buissons de son sabre. Hervé, enveloppé dans son manteau, s'avançait à ses côtés d'une allure plus réfléchie. Au bout d'une demi-heure, on arriva au bord d'une rivière qui coulait de l'ouest à l'est, sur la gauche du chemin que suivait le détachement. — Si je ne m'abuse, commandant, dit Francis, rompant un silence qui lui pesait, cette rivière est celle qui traverse le gros bourg où sont logés nos bataillons d'avant-garde. Vous devez connaître tout ce pays sur le bout de votre doigt? — Hervé lui répondit qu'il ne se trompait pas, que la route qui côtoyait la rivière les menait directement à la petite ville où il avait passé lui-même le matin, et qu'effectivement les souvenirs de son enfance lui rendaient présens les moindres détails de cette contrée. — Mais, dit Francis, il me semble que vous pourriez reprendre le commandement à présent?

— Non, en vérité, mon cher Francis, vous vous en acquittez trop

bien. Vous avez conduit toute cette affaire de la façon la plus honorable.

— Mon Dieu! commandant, le hasard m'a servi beaucoup plus..... beaucoup plus que.... Enfin, Dieu merci! tout est terminé aussi heureusement que possible.

— Je le souhaite, dit Pelven.

— Comment! avez-vous remarqué quelque chose de suspect?

— Que pensez-vous, Francis, de la folie subite de la vieille dame?

— Elle était jouée, vous croyez? s'écria Francis.

— Peut-être était-elle jouée à moitié et à moitié réelle : les femmes ont ce don singulier; mais, jusqu'à ce que nous soyons arrivés, je craindrai que cette crise n'ait servi de prétexte à quelque avis mystérieux.....

Hervé s'interrompit en voyant tout à coup passer sur les feuilles des arbres qui avoisinaient la route une lueur faible et fugitive.

— Qu'est-ce là? dit Francis en se rapprochant des soldats.

— Rien, mon lieutenant, répondit Bruidoux; les prisonniers qui allument leurs pipes.

Francis reconnut en effet que cette interruption n'avait pas eu de cause plus sérieuse : George et Kado, toujours enfermés dans les rangs de l'escorte, se donnaient l'innocente distraction de fumer. Dans l'épaisseur des ténèbres, les deux petits fourneaux incandescens répandaient sur le groupe des captifs une lumière intermittente.

Le jeune lieutenant rejoignit Pelven. Le chemin que la colonne gravissait péniblement depuis quelques minutes tournait, en montant, au pied d'un amphithéâtre de collines chargées d'arbres et de genêts; à gauche, il était coupé par les bords de plus en plus escarpés de la rivière. — Je suis fâché, reprit Francis en jetant autour de lui un regard inquiet, de n'avoir pas suivi l'autre rive, comme en venant, quitte à allonger le voyage. Ce défilé prend un air de coupe-gorge. Cette montagne, à droite, est sombre comme l'enfer. Et puis, je ne sais si les oreilles me tintent, si c'est le bruit de la rivière ou le souffle du vent; mais n'entendez-vous pas une espèce d'agitation?...

— Défendez aux prisonniers de fumer, dit vivement Hervé.

Francis se retourna pour donner cet ordre; mais, avant qu'il eût fait un pas, une triple détonation illumina d'un éclair subit les collines et la route : en même temps, une immense clameur s'élevait des hauteurs qui dominaient le défilé. Trois des hommes qui gardaient les captifs étaient tombés; George étendit le quatrième à terre d'un coup de poing, et se précipita, la tête basse comme un taureau furieux, du côté de la colline, rompant la haie des grenadiers et ouvrant le passage à ses compagnons, qui disparurent à sa suite dans l'obscurité du

taillis. Une nouvelle tempête de cris retentit, puis s'éteignit aussitôt. Quelques coups de feu tirés au hasard par les républicains n'avaient eu aucun résultat.

Le théâtre de cette attaque imprévue avait été choisi avec un sûr discernement. C'était le point le plus élevé du défilé : en avant, à quelque distance, la voie était fermée par une masse noire et mouvante qui était descendue du coteau comme un torrent; en même temps le sourd murmure qui venait des collines, pareil au bruit d'une mer houleuse, annonçait qu'elles continuaient d'être occupées par des forces considérables. Les républicains se voyaient perdus, s'ils faisaient un seul pas en arrière, sous la menace de cette double ligne ennemie. La première pensée de Hervé fut de marcher en avant et de forcer à la baïonnette la barrière vivante qui coupait le passage; mais il réfléchit qu'avant d'avoir pu la joindre, il aurait perdu les deux tiers de ses hommes sous le feu plongeant des collines, et l'ordre ne fut point donné.

Du côté opposé aux bois, la route s'élargissait en demi-cercle, formant une sorte de promontoire étroit sur une falaise de rochers dont le talus à pic allait plonger dans la rivière à une trentaine de pieds plus bas. Sur ce petit cap, quelques arbres touffus et un fouillis de buissons épineux ajoutaient leurs ombres à celles de la nuit. C'était à l'abri de ces ténèbres impénétrables que les grenadiers s'étaient réfugiés en désordre dans le premier moment de leur surprise. Adossés à l'abîme et parqués dans ce petit espace, vis-à-vis de l'ennemi invisible, ils attendaient en silence.

— Lieutenant Francis, dit Hervé assez haut pour être entendu des soldats, je reprends le commandement.

— Bon! murmura Bruidoux. Je m'en réjouis. Ce n'est pas pour faire affront au lieutenant, qui est un fameux bout d'homme; mais ici, mille z'yeux, il faut un homme tout entier, ou jamais.

Hervé ordonna aux soldats de se placer sur trois rangs, faisant face au coteau; puis, s'approchant du bord extrême de la falaise, et se penchant sur le gouffre au fond duquel bouillonnait la rivière, il parut examiner avec une attention extraordinaire la pente raide du talus. Il revint ensuite se poster à côté de Francis, sur le flanc du détachement.

— Noyés ou fusillés, n'est-ce pas? demanda laconiquement Francis.

— Silence! écoutez, dit Hervé. — La voix vibrante de Fleur-de-Lys venait de s'élever du milieu du taillis. — Commandant Pelven, dit-il, vous m'entendez, n'est-il pas vrai?

— Oui, monsieur, répondit Hervé en s'avançant à découvert dans le chemin, devant le front de son peloton.

— Vous êtes enveloppés, monsieur, reprit Fleur-de-Lys. Avec les forces dont je dispose, je puis vous détruire jusqu'au dernier sans qu'une seule goutte de sang coule de notre côté. Je le ferai certainement si vous m'y contraignez. Nous connaissons votre bravoure et votre attachement au devoir; mais le devoir s'arrête à l'impossible. Rendez-vous prisonniers.

— Dans la position particulière où je suis, monsieur, répliqua Hervé, je ne puis vous répondre qu'après avoir pris l'avis de mon lieutenant : m'en laissez-vous le loisir?

— Faites, monsieur, dit Fleur-de-Lys. Rien ne nous presse.

Hervé se rapprocha du jeune lieutenant, et, l'emmenant à la hâte sur le bord de l'escarpement : — Écoutez-moi bien, dit-il au milieu de l'attention religieuse des soldats : il faut rendre à ces gens-là leur plaisanterie des lavandières; il ne s'agit que de faire, pour sauver notre honneur et notre vie, ce que j'ai fait vingt fois en ce lieu même par pure bravade de jeunesse. Grace à la nuit et à ces arbres, tous nos mouvemens sur ce coin de terrain sont perdus pour l'ennemi. Vous voyez cet angle rentrant dans les rochers; jusqu'aux deux tiers du talus, ce n'est qu'un escalier un peu malaisé avec une rampe de racines; arrivé là, vous ne trouverez plus qu'une surface perpendiculaire unie comme une table; laissez-vous glisser hardiment; vous tomberez sur une étroite langue de sable au pied de la falaise : entrez dans la rivière vis-à-vis du rocher vertical, et traversez-la : il y a un gué; vous n'aurez de l'eau qu'à mi-jambes, — ou à la ceinture, si la rivière est haute. Que chacun garde son rang jusqu'à ce que son tour vienne. Le sergent veillera à ce qu'aucun homme ne commence à descendre avant que le précédent soit hors de vue. Moi, je parlementerai le plus qu'il sera possible pour gagner du temps. Allons, mes enfans, du sang-froid. Le lieutenant va vous montrer le chemin. Tenez-vous aux racines, Francis.

Francis voulut répliquer. Hervé lui ordonna sèchement d'obéir. L'instant d'après, le jeune garçon avait disparu sur le versant du précipice. Un des soldats le suivit aussitôt. Cette étrange opération et cette perspective soudaine de salut avaient réveillé la gaieté parmi les grenadiers. Bruidoux, agenouillé sur la corniche du rocher, accompagnait chaque départ d'un mot d'adieu burlesque : — Bon voyage! bien des choses chez toi, mon petit!... Rappelle-moi à son souvenir, mon enfant!... Ne flâne pas en route, toi!... Prends garde de te crotter, citoyen!... Écris-nous, hein, Colibri?

Quoique ce plan singulier, pour être expliqué et pour recevoir un commencement d'exécution, n'eût demandé que peu d'instans, Hervé craignit de provoquer la méfiance par un plus long délai; il recom-

manda à Bruidoux de l'avertir quand le premier rang resterait seul sur l'esplanade; puis il retourna se poster au milieu du chemin.

— Monsieur, dit-il en haussant la voix, voici ce que je puis vous proposer; je me rendrai à merci, et mon lieutenant avec ses soldats rejoindra son corps sans être inquiété.

— Cela n'est pas sérieux, commandant, dit Fleur-de-Lys. Quand le tout est dans nos mains, nous ne pouvons nous contenter d'une partie, si importante, si précieuse qu'elle puisse être.

— Je vous remercie, monsieur, dit Hervé, qui ne demandait pas mieux que de prolonger les cérémonies, je vous remercie pour mon compte personnel; mais, si vous montrez trop d'exigence, vous n'aurez pas aussi bon marché de nous que vous semblez le croire. Il n'est pas sage de réduire un ennemi au désespoir, si faible qu'il soit.

— Je vous répète, monsieur, répliqua Fleur-de-Lys d'une voix plus brève et plus menaçante, que cela n'est pas sérieux. N'avez-vous rien de plus à dire?

— Quelles conditions nous assurez-vous, si nous nous rendons?

— La vie, pourvu que vous vous engagiez à servir sous les drapeaux du roi.

— C'est du propre, ton roi, murmura Bruidoux qui venait de toucher le bras de Hervé. Mon commandant, ajouta-t-il, il n'y a plus que le premier rang.

— Qu'on s'apprête à répondre à leur feu, dit Hervé. Et, se retirant de quelques pas : — Monsieur Fleur-de-Lys, reprit-il, cela est déshonorant, nous refusons.

— Eh! les gars! cria aussitôt Fleur-de-Lys d'une voix tonnante, feu sur l'esplanade!

La colline s'éclaira d'une ceinture de flamme, et une explosion formidable alla frapper l'écho des vallées. A la lueur rapide de cette décharge, les chouans aperçurent la première ligne des républicains l'arme au bras, et ils ne purent soupçonner la disparition des autres. Pelven avait prévu cette chance terrible; mais, comptant sur l'incertitude du tir dans l'obscurité et sur l'éparpillement des soldats derrière les arbres, il avait préféré courir ce risque que de laisser deviner trop tôt à l'ennemi le secret de l'évasion. Trois grenadiers seulement étaient tombés.

— Feu! mes enfans, dit Hervé, et sauvez-vous. — Le peloton républicain riposta et gagna ensuite le revers de la falaise avec une vivacité facile à concevoir. Bruidoux s'obstinait à ne pas quitter le commandant; mais il reçut l'ordre impérieux de suivre ses camarades.

Hervé, demeuré seul au milieu d'une fumée qui épaississait encore les ténèbres, se retourna vers le coteau et éleva la voix : — Messieurs

les royalistes, dit-il, mon lieutenant et moi, nous nous rendrons sans condition...

— Criez vive le roi! répondit Fleur-de-Lys; criez, je vous en prie, car vous êtes un brave, après tout.

Hervé jeta un rapide regard derrière lui; croyant voir encore deux ou trois ombres debout sur le bord du rocher, l'intrépide jeune homme fit de nouveau face à l'ennemi, et essaya de parler encore : — Pour sauver le reste de mes hommes, dit-il...

— Criez vive le roi! répéta Fleur-de-Lys. Non! eh bien! feu! — Une nouvelle détonation retentit. Pelven entendit siffler autour de lui l'ouragan sinistre; mais les balles respectèrent ce sein généreux. Cependant l'éclair avait passé sur l'esplanade vide : — Qu'est-ce là! dit Fleur-de-Lys avec éclat. Par tous les saints! ils nous échappent!

— Oui, monsieur, et vive la république! dit Pelven en agitant son épée dans l'exaltation du danger et du triomphe, et il s'élança sur la pente de l'abîme qui avait englouti tous ses compagnons. Avant qu'il fût au bas des rochers, des coups de feu éclatèrent au-dessus de sa tête, et des éclaboussures de pierre jaillirent autour de lui; mais il tomba sain et sauf sur la lisière sablonneuse qui bordait la rivière. Quelques minutes plus tard, une acclamation bruyante et joyeuse, partant de la berge opposée, annonça aux chouans, qui couronnaient alors la crête de la falaise, que le commandant Hervé était en sûreté au milieu des siens.

Avant même que Pelven eût mis le pied sur le rivage, Francis s'était jeté à son cou; les deux jeunes gens s'embrassèrent avec effusion. Après un moment d'attente, la petite troupe républicaine fut assurée que les blancs, effrayés de la difficulté du passage, renonçaient à la poursuite, et elle s'éloigna d'un pas rapide à travers la campagne.

OCTAVE FEUILLET.

(La quatrième partie au prochain n°.)

LES QUAKERS.

GEORGE FOX ET LES PREMIERS PROPHÈTES.

I. *A Popular Life of George Fox* (*Biographie populaire de George Fox*), par Josiah Marsh; 1 vol. in-8o, London, C. Gilpin.
II. *A History of the Society of Friends* (*Histoire de la Société des Amis*), par W. R. Wagstaff; 1 vol. London, Wiley and Putnam.
III. *Observations on the distinguishing Views and Practices of the Society of Friends* (*Observations sur les Doctrines et Usages particuliers de la Société des Amis*), par J.-J. Gurney; 1 vol. Norwich, Josiah Fletcher.
IV. *A Memoir of the Life of Elisabeth Fry* (*Mémoires d'Élisabeth Fry*); 2 vol. in-8o, London, C. Gilpin.
V. *Life of William Allen* (*Vie de W. Allen*), 3 vol. London, C. Gilpin.

La mort a récemment enlevé deux bienfaiteurs de l'humanité, tous deux membres de la *Société des Amis*, et leurs mémoires, livrés à la publicité, sont comme un appel interjeté devant notre époque pour réclamer la réparation d'une longue injustice. Pendant long-temps, catholiques, anglicans et calvinistes s'étaient accordés à représenter la secte des quakers « comme une mauvaise herbe engendrée par le mépris et la négation de la raison humaine. » La logique s'était prononcée (1); elle avait déclaré que leurs principes ne pouvaient engendrer que fanatisme ou inertie. A l'heure qu'il est, deux siècles ont passé sur

(1) Je ne fais pas d'exception pour Voltaire, Raynal et autres encyclopédistes. Leur admiration tant soit peu railleuse pour les quakers n'était qu'une manière indirecte de faire l'apologie du déisme, et de dénigrer les croyances, les sacremens et les raffinemens de civilisation rejetés par les coreligionnaires de Guillaume Penn.

la Société des Amis; nous sommes à même de la juger d'après ses œuvres, et il se trouve que ces hommes, dont les principes ne pouvaient engendrer que fanatisme ou inertie, ont été dans leur vie privée des commerçans actifs et honnêtes, dans leur vie publique des promoteurs dévoués de toutes les idées de paix et de charité; il se trouve qu'entre toutes les communions religieuses de l'Europe, celle des quakers a été la première à reconnaître comme vraies toutes les églises chrétiennes; et si leur philanthropie n'a pas été exempte d'illusions, au moins n'a-t-elle jamais cessé de regarder du bon côté, en prêchant le respect de la loi et en cherchant un remède pratique aux souffrances du pauvre, non dans les révolutions et l'intervention de l'état, mais dans les institutions de prévoyance, la moralisation et l'éducation des classes indigentes.

Devant des prévisions aussi énergiquement démenties par les faits, il y a lieu, ce me semble, d'ouvrir une nouvelle enquête; jetons donc un regard sur l'origine et les dogmes de cette société si longtemps méprisée. Pour les retrouver, il nous faudra marcher dans la poussière du passé, réveiller des questions théologiques bien oubliées maintenant: que cela ne nous effraie point. Si, dans les doctrines qui ont remué l'Europe pendant plus de deux siècles, on veut voir seulement ce qu'elles affirmaient, les définitions qu'elles donnaient de Dieu et du devoir, elles peuvent apparaître à juste titre comme des subtilités surannées. Si, au contraire, on envisage en elles ce qu'elles exprimaient, — les conceptions, les caractères, les tendances dont elles n'étaient que des manifestations, — tout change soudain, et on s'aperçoit qu'elles sont encore toutes vivantes. Entre ces systèmes théologiques et nos systèmes politiques, on découvre d'intimes relations. Le but des spéculateurs a changé; mais on reconnaît vite que, si nos penseurs donnent telle ou telle solution au *problème social*, c'est uniquement parce qu'ils ont telle ou telle manière de concevoir l'homme, telle ou telle *théorie,* dont quelque vieille opinion religieuse était simplement aussi la conséquence et l'application dans un autre sens. Bien plus, les troubles au milieu desquels le quakérisme a pris naissance ne font pas seulement passer sous nos yeux des pensées sœurs de nos pensées; ils nous présentent, sur un autre terrain, la lutte des forces vives qui se disputent à cette heure le gouvernement de la société. Tous les combattans de la France actuelle sont là, avec leurs projets et leurs illusions; ils y sont avec le jugement de Dieu écrit sur leur front. On peut comparer la moisson sur laquelle ils avaient compté et la moisson que la force des choses a fait sortir de leurs semailles. La révolution d'Angleterre a consulté l'oracle pour l'instruction de tous, et je ne sache pas une autre page de l'histoire où il y ait autant d'indications à recueillir sur ce que nous pouvons attendre de nos réformateurs.

I. — GEORGE FOX.

Certes, c'était un triste spectacle que celui de la société anglaise au commencement du XVIIe siècle. On a accusé les Stuarts d'avoir été la cause de la révolution. Ils en furent sans doute l'occasion, mais était-il en leur pouvoir de conjurer l'orage? Cela est fort douteux, car l'esprit de système était alors déchaîné au milieu d'un amas de convictions divergentes. Si les partis n'étaient point encore aigris comme ils le furent plus tard, ils n'en formaient pas moins des sectes dogmatiques aveuglément résolues à attaquer quand même tout ce qui ne découlait pas de leurs principes; et, comme ils partaient tous de principes opposés, ils ne pouvaient manquer tôt ou tard de se heurter. La confusion datait de loin, et tout semblait s'être réuni pour la rendre irrémédiable. Un beau jour, Henri VIII, tout en se piquant d'orthodoxie, avait défendu à toutes les consciences de son royaume de reconnaître la suprématie du pape, et le statut 32 de son règne avait décidé que « tout ce que sa majesté ordonnerait en matière de religion serait obligatoire pour tous ses sujets. » Après Henri VIII, qui avait ordonné à l'Angleterre de rester à demi catholique, Édouard VI était venu lui enjoindre de se faire calviniste; puis Marie l'avait sommée de redevenir catholique, et Élisabeth lui avait commandé de reprendre les croyances protestantes d'Édouard. A leur tour, les Stuarts ne se firent pas faute d'user des mêmes priviléges. Par des amendes, des emprisonnemens et des décrets, ils essayèrent successivement de faire prévaloir une foi et une discipline plus ou moins arminiennes, plus ou moins favorables à la hiérarchie épiscopale. En réalité, depuis Henri VIII jusqu'à l'ouverture du long-parlement, le pays avait donc traversé sept ou huit révolutions religieuses, et il en était résulté ce qui résulte en politique des procédés de pareille nature. En appelant sans cesse l'attention générale sur les mêmes questions, ces violentes secousses avaient changé toutes les têtes en autant d'alambics constamment occupés à élaborer des vérités incontestables. On ne saurait mieux se faire une idée des exaltations de l'époque qu'en se rappelant l'état moral de la France après février, alors que de la Manche à la Méditerranée il n'y avait pas un homme, avocat, tailleur ou cuisinier, qui n'employât toutes ses heures à sauver l'humanité, pas un qui n'eût sa façon à lui de comprendre les droits immuables, les principes éternels et tout ce qui s'ensuit. En Angleterre seulement, c'était le problème religieux que les oracles travaillaient à résoudre, et la liberté de la chaire remplaçait alors nos clubs et nos journaux. Du reste, chacune des sectes rivales croyait, comme chez nous, que son système était de droit divin et que son devoir était de subjuguer tous les autres. Bref, c'était le chaos, et le chaos sans une lueur d'espérance. S'il était évi-

dent (s'il l'eût été du moins pour quiconque eût su voir) que les diverses méthodes employées jusque-là pour établir l'ordre n'avaient plus cette fois la puissance de triompher des dissensions, il ne l'était pas moins que les sages du jour n'avaient encore imaginé aucun nouveau talisman pour construire une société. « J'entends, avait dit Jacques Ier, qu'il n'y ait qu'une seule doctrine, une seule discipline, une seule religion comme substance et comme forme. » Son successeur n'avait pas eu d'autre politique, et, quand une révolution eut répondu à ses prétentions, le parlement ne sut que l'imiter, décréter, comme lui, une orthodoxie, en substituant l'absolutisme d'une convention à celui d'un roi.

Dès ses premières séances (1er décembre 1641), le parlement déclarait « qu'il n'entendait pas permettre aux individus et aux congrégations particulières d'adopter telle forme de culte qui pourrait leur plaire, » et un de ses derniers actes, en 1648, fut de voter une longue liste d'hérésies et d'erreurs, qu'il était défendu de professer, les premières sous peine de mort, les secondes sous peine d'emprisonnement jusqu'à rétractation. Cette liste embrassait à peu près toutes les opinions des sectes opposées au calvinisme. Quant aux presbytériens, aux Écossais surtout, leur intolérance furibonde est proverbiale. De fait, dans la lutte engagée, il ne s'était pas agi un seul instant de liberté jusqu'au coup d'état de Cromwell. Le parti royaliste prétendait que c'était à la couronne et aux évêques qu'appartenait exclusivement le droit de déterminer ce que tous devaient être tenus de croire et pratiquer; les presbytériens réclamaient précisément le même droit pour leurs synodes, et le parlement, de son côté, le disputait au presbytériat et à la royauté pour se le réserver à lui seul. Tous d'ailleurs étaient d'accord pour proclamer que la première nécessité était de punir sans pitié les hérésies; tous croyaient, comme nos communistes le croient encore, que l'art d'organiser une nation était simplement l'art d'organiser l'absolutisme d'une doctrine, d'un système unique. La sagesse du passé n'était pas allée plus loin. Une autorité pour formuler des principes généraux, la théorie abstraite du légitime et de l'illégitime, une force publique pour l'imposer à tous dans toutes ses conséquences, tel était le seul moyen qui eût encore été mis en usage pour associer entre eux des hommes. L'empire universel des Romains, la monarchie absolue, les monastères, le catholicisme papal, la religion du renoncement, n'étaient qu'autant de variations d'un même type, autant de combinaisons destinées à empêcher les individus de s'entre-choquer en les empêchant de différer d'opinions et de se diriger eux-mêmes. On avait rêvé autre chose; on n'avait rien pu faire de mieux, sans doute parce que les hommes n'étaient point encore en état de différer d'opinions sans se mépriser et s'attaquer l'un l'autre.

Une nouvelle ère cependant allait s'ouvrir. Ce qui avait été possible jusque-là ne l'était plus. Face à face s'étaient rencontrées des personnalités trop tenaces et trop tranchées pour pouvoir accepter en commun une même manière de voir. Le jour où elles se heurtèrent eût pu être le commencement de la décadence de l'Angleterre; il l'eût été, si les convictions incapables de se convertir l'une l'autre fussent restées incapables de vivre côte à côte sans renoncer à s'assaillir; ce jour de décadence ne se leva point pour la Grande-Bretagne. Chose remarquable! c'était au sein de la race la plus impérieuse, mais en même temps la mieux douée de l'instinct d'observation, que devait naître l'idée appelée, je l'espère, à écraser la tête du serpent. Bien entendu que je ne parle pas de la théorie des droits de l'homme, de l'idée que chacun est libre de penser et de faire ce qu'il veut. Ce dogme-là n'avait pas besoin d'être inventé, et ce n'est pas lui assurément qui est le père de la liberté. Toutes les déclarations, réclamations et tentatives qui n'ont pour base que *le droit, la justice, ce qui doit être,* ne fonderont jamais rien, tant que le désir ne sera pas la puissance d'obtenir. Ce qui enfante un progrès, c'est ce qui le rend possible; ce qui donne aux hommes la liberté des cultes religieux ou politiques, c'est ce qui les rend aptes à ne point menacer l'indépendance d'autrui; c'est la sagesse qui comprend que le premier des devoirs est de ne point combattre l'erreur, de ne point descendre dans l'arène pour obliger l'univers à se faire calviniste ou à vivre sous le régime de la communauté. Or, ce devoir, nul, avant le XVIIe siècle, ne l'avait seulement entrevu, pas plus Luther que Calvin. Eux aussi se proposaient encore de convertir toute l'humanité à la vérité, c'est-à-dire à un même système, alors qu'ils annonçaient comme la règle souveraine des actes et des croyances, l'un la foi qui vient de la grace, l'autre le texte de la Bible. Ainsi que nos radicaux, s'ils demandaient la liberté, c'était simplement parce qu'ils prenaient leurs conceptions pour la vérité éternelle et incontestable et parce qu'ils avaient la ferme conviction que les hommes, une fois émancipés de la dictature de Rome, ne pourraient manquer d'adopter unanimement leur doctrine. Avant de comprendre qu'il était sage et nécessaire de respecter les convictions individuelles, justes ou erronées, il fallait que les intelligences eussent d'abord bien compris qu'il était impossible, même aux *principes incontestables*, de plier de force tous les esprits sous le joug d'une même théorie. Dieu sait que les diverses sectes de l'Angleterre ne se résignèrent pas sans de longues hésitations à reconnaître une pareille monstruosité. Les raisons ne leur manquèrent pas pour expliquer comment telle ou telle confession de foi n'avait pu réussir à conquérir toute la nation. Évidemment cela prouvait uniquement que cette confession n'était pas la vérité, dont le caractère est l'évidence, et chacune des autres théologies ne s'en croyait

pas moins parfaitement de force à accomplir elle-même la grande œuvre, absolument comme le fouriérisme, le communisme et le radicalisme se font forts chez nous de convaincre toute la France de leur excellence, pour peu qu'on leur permette de la contraindre d'abord à subir leur empire.

A la fin, cependant, il se rencontra des penseurs assez audacieux pour admettre ce qui résultait des faits plutôt que ce qui résultait de leurs systèmes. Roger Williams fut un des plus prompts à profiter des révélations de l'expérience. Puritain lui-même et victime de l'intolérance, il osa, dès 1630, soutenir, au nom de la sainteté de la conscience, que le magistrat civil avait mission de réprimer le crime, mais que ni lui ni personne n'était jamais autorisé à contrôler les croyances. Exilé du Massachusets pour avoir avancé des opinions si malsonnantes, il alla fonder dans le Rhode-Island la première société qui ait reconnu la liberté de conscience à une époque de foi, la première association qui n'ait point exigé que ses membres acceptassent tous une même loi. En 1645, un pamphlet, écrit en réponse aux ministres puritains de Londres, reprenait la thèse de Roger Williams à un point de vue plus pratique et plus utilitaire. Il s'appliquait à montrer que l'état ne devait point avoir de principes, et que le secret d'établir l'harmonie était de laisser chacun disposer de ses convictions en chargeant uniquement le pouvoir civil de veiller à ce que les diverses convictions ne se tyrannisassent point entre elles. Parmi les sectes dont l'influence était alors prépondérante, il en existait même une qui avait à peu près inscrit ces dogmes en tête de son *credo*. Cette secte, c'était celle à laquelle appartenait Olivier Cromwell. Issus des brownistes, que les persécutions avaient forcés à se réfugier en Hollande, les indépendans voulaient que chaque congrégation ne relevât que d'elle seule, et formât ainsi une église à part avec pleine liberté de choisir et de renvoyer ses ministres ou ses diacres, en un mot de s'administrer elle-même sans que ni le pouvoir civil, ni aucun synode eût autorité pour la régenter. Réclamer un semblable gouvernement ecclésiastique, c'était assurément émanciper les congrégations et établir le régime de la liberté dans la discipline. Toutefois les indépendans n'avaient attaqué, si je puis ainsi parler, que les branches du principe de toute tyrannie. Pour sa racine, ils n'y avaient point touché. A tout prendre, ils étaient encore des dogmatiques; à leurs yeux, leur *système* était le meilleur, parce qu'il était *de droit divin,* parce qu'il était conforme aux prescriptions de la Bible. Comme les presbytériens, d'ailleurs, ils croyaient fermement que la vérité est une, que le devoir est de se guider quand même d'après les Écritures sans s'inquiéter des résultats, et pratiquement leur doctrine revenait à dire aux hommes : Regardez tous ceux qui pensent autrement que vous comme des ennemis de

Dieu; seulement ne leur faites pas violence, laissez-les prêcher en paix Satan. Restait à savoir si les croyans pourraient contenir leur indignation. Malgré leur profession de foi, les indépendans eux-mêmes ne furent pas toujours capables d'un tel héroïsme. Ils votèrent en Angleterre pour une tolérance limitée dont les bénéfices ne s'étendraient pas aux papistes, et en Amérique ils punirent même de mort les opinions contraires à ce qu'ils nommaient les dogmes fondamentaux du christianisme.

Une secte nouvelle, fondée par un simple berger, était destinée à faire un pas de plus et à saper les bases mêmes de tout dogmatisme.

George Fox, le fondateur de la Société des Amis, était né, en 1624, à Drayton, dans le comté de Lancastre. Lui-même nous a laissé un récit de sa vie (*Fox's Journal*), dont sir James Mackintosh a parlé comme d'une « œuvre des plus extraordinaires et des plus instructives, que nul lecteur compétent ne peut parcourir sans admirer et révérer la vertu de son auteur. » Peut-être l'admiration du docte historien s'est-elle laissé entraîner bien loin par le souvenir des injustes dénigremens du XVIIIe siècle. En tout cas, la naïve biographie de Fox est certainement un livre plein d'intérêt. Malgré l'ignorance de l'apôtre quaker, les angoisses et les épreuves dont il est sorti avec la conviction qu'il avait reçu une mission divine offrent plus d'un point de ressemblance avec celles qu'ont traversées saint Augustin, Luther et saint François d'Assise.

Fils d'un tisserand, et n'ayant appris qu'à lire et à écrire, Fox avait fait preuve, dès son plus bas âge, d'un tempérament grave, doux et mélancolique. Au lieu de jouer, son bonheur était de lire la Bible. Frappés de sa piété, ses parens avaient eu l'idée de le destiner à l'église; mais il se refusa à leurs désirs, et à douze ans il fut placé en apprentissage chez un cordonnier, qui faisait également le commerce des bestiaux. Déjà l'esprit volontaire de la jeunesse se tournait chez lui vers la dévotion. Les propos impies des autres apprentis lui étaient si pénibles à entendre, qu'il se réfugiait pour travailler dans quelque coin solitaire. Bientôt même il quitta l'établi, et prit soin comme berger des troupeaux de son maître. Sa nature inquiète toutefois ne lui permit pas de s'en tenir à cette nouvelle existence, et, ayant quelques ressources du côté de sa famille, il ne tarda pas à renoncer à toute profession. Un jour qu'il errait seul à travers champs (il avait alors dix-neuf ans), des pensées plus fortes que lui s'emparèrent de son esprit; il se prit à songer à l'aveuglement avec lequel les hommes s'abandonnaient à l'impiété, à la débauche, au mensonge, aux blasphèmes, à l'ivrognerie, et, dans sa douleur, il demanda à Dieu avec larmes et prières comment il était possible d'arracher les impies à leurs iniquités, comment surtout il devait faire, lui, jeune homme perdu au

milieu de ce monde pervers, pour échapper aux dangers qui l'enveloppaient. Alors il entendit une voix qui lui répondait : « Tu vois comment la jeunesse tombe dans les vanités : à mesure qu'elle croît en années, elle croît en mensonges et en légèretés; la vieillesse arrive, et, endurcie dans des habitudes de perversité, elle tombe dans la mort. En conséquence, il faut que tu t'éloignes de tous les hommes vieux et jeunes, et que tu sois pour eux comme un étranger. »

Fox quitta donc sa famille et ses amis pour errer de côté et d'autre comme une ame en peine. A partir de ce moment, il abandonna son ancien costume, et, pendant de longues années, on ne le vit plus que vêtu de cuir de la tête aux pieds. Tantôt renfermé dans sa chambre, tantôt passant des journées entières accroupi dans le creux d'un vieil arbre, toujours jeûnant, priant et méditant les Écritures, il fut assailli de tentations et de découragemens. Plusieurs fois, il vint demander conseil à des ministres dont il avait entendu vanter la science et la vertu. L'un d'eux lui recommanda de « prendre du tabac et de chanter des psaumes; » un autre lui prescrivit « des saignées et des purgations; » un troisième enfin le mit à la porte de chez lui. De tous, il s'éloigna avec un sentiment d'indignation, en s'apercevant qu'ils ne pratiquaient pas ce qu'ils professaient. Si grands étaient alors son abattement et son chagrin, nous apprend-il, qu'il formait souvent le souhait « de n'être jamais venu au monde ou d'être né aveugle pour ne pas voir la malice des hommes, sourd pour ne pas entendre leurs vaines paroles et leurs blasphèmes. »

Vers cette époque, il eut plusieurs révélations qui le frappèrent d'étonnement. Il lui *fut ouvert* que tous les chrétiens, protestans ou papistes, étaient des *croyans*, des *fils de Dieu*, qu'ils le devenaient du moins en passant de la mort à la vie, mais que la simple profession d'une croyance ne donnait pas la qualité de *croyant*. Il lui fut manifesté encore que l'éducation des universités n'était pas suffisante pour faire d'un homme un ministre de l'esprit, et que Dieu, qui avait créé l'univers, n'habitait pas dans les temples construits de main d'homme. Désormais Fox ne donna plus aux églises de pierre que le nom de *maisons à clocher*. Les tentations cependant ne cessaient de l'obséder. Effrayé et désolé de ne trouver d'appui nulle part, il fut enfin consolé par une voix qui disait dans son cœur : « Il y a quelqu'un qui peut te comprendre et t'aider, c'est Christ lui-même. » Soudain son ame tressaillit de joie. Il sentit « qu'il ne devait rien attendre des hommes, parce que toute sa confiance devait être dans le Seigneur, qui seul est capable de sauver. » Il sentit que « la mort, par Adam, s'était répandue sur toute la création, mais que par Christ, qui était mort pour tous, tous pouvaient être délivrés; que Christ apparaissait dans le cœur de tous, et qu'un discernement spirituel lui était donné à lui-même, par

lequel il voyait ce qui voilait son esprit et ce qui l'ouvrait, et comment tout ce qui ne pouvait se résigner à mourir sur la croix et à accepter la volonté de Dieu était de la chair. »

A peine âgé de vingt-deux ans (1646), Fox commença à prêcher le repentir et les bonnes œuvres; néanmoins il ne semble pas que sa vocation fût alors tout-à-fait arrêtée, et lui-même ne fait remonter qu'à l'année suivante le début de son apostolat. Ainsi que saint François d'Assise, ce fut durant une vision qu'il reçut la consécration de l'esprit. Pendant quatorze jours, il resta plongé dans une sorte de léthargie, et, tandis que son corps était comme mort, « son regard plongea dans ce qui était sans fin et dans des choses que la langue ne peut exprimer. » — « Je vis, ajoute-t-il, la grandeur, l'infinitude et l'amour de Dieu, qui ne sauraient être rendus par des mots, car j'avais traversé et franchi l'océan même de ténèbres et de mort, le pouvoir de Satan; oui, par l'éternelle et glorieuse puissance du Christ, un passage m'avait été ouvert à travers toutes ces ténèbres qui couvraient l'univers entier, et qui retenaient tout enchaîné et enfermé dans la mort... Alors pouvais-je dire que j'étais sorti de la Babylone et de l'Égypte spirituelles... et j'apercevais la moisson blanche, la semence de Dieu gisant à terre aussi épaisse que le fut jamais la semence du grain semé extérieurement, — et personne pour la recueillir, — et, à cause de cela, je me désolais avec larmes. »

Peu après, il se retira dans la vallée de Bevor, et là, « sans l'aide d'aucun homme et d'aucun livre, par les seules manifestations de la lumière, la mission qu'il avait à accomplir lui fut nettement indiquée... Tout ce qui m'avait été ouvert (écrit-il), je ne savais pas alors où le trouver dans les Écritures, quoique plus tard, en cherchant dans les Écritures, je l'y aie découvert; car j'avais vu par la lumière et l'esprit qui étaient avant que les Écritures fussent publiées, par cette même lumière et ce même esprit qui les avaient inspirées aux saints hommes de Dieu. » Ce qui lui avait été révélé, c'est que les psalmodies, les communions et les cérémonies étaient des formes sans puissance, des pratiques païennes; c'est que Dieu défendait à l'homme de jurer et de verser le sang, que les dîmes et les traitemens des professeurs qui vendaient l'Évangile à tant par an étaient des inventions de la cupidité et de l'orgueil, que les ergotages et les arguties des docteurs patentés n'étaient que vent et mensonge, et que la règle du chrétien, la puissance qui sauve et purifie, ne résidait point dans les vains systèmes des discoureurs ni dans le texte de la Bible même, mais dans la révélation intérieure qui brille au fond du cœur, comme le feu du raffineur; car « le Seigneur lui avait montré comment chaque homme est éclairé par la divine lumière du Christ : cette lumière, il l'avait vue briller à travers tous les vivans, et il *savait infailliblement qu'elle ne tromperait*

jamais personne, et que tous ceux qui y croyaient passaient de la réprobation à la vie, mais que ceux qui la haïssaient et n'y croyaient pas étaient condamnés par elle, quoiqu'ils fissent profession de Christ. »

Et lui, Fox, il était appelé à détacher les hommes de leurs images, leurs signes de croix, leurs aspersions d'enfans, leurs saints jours et toutes leurs traditions judaïques. Il était envoyé pour les enlever à leurs misérables livres, aux inventions et aux opinions humaines, aux écoles où se fabriquent des ministres du Christ, qui ne sont que des docteurs de leur propre façon. Par la puissance divine, il devait leur faire abjurer toutes les religions du monde pour les ramener au *Christ intérieur,* à l'esprit même qui a dicté les Écritures, afin qu'ils pussent ainsi avoir la vraie religion, visiter l'orphelin, la veuve et l'étranger, et se tenir purs eux-mêmes de la contagion. Bien plus, il lui avait été enjoint d'arracher les hommes à la vanité, au mensonge, à la violence et à ses causes, au glaive du magistrat comme à tout ce qui le rend nécessaire, et, alors qu'il avait reçu mission de porter témoignage contre toutes ces choses, le Seigneur lui avait ordonné de dire *tu* et *toi* à tout homme et à toute femme riche ou pauvre, « de ne jamais souhaiter le bonjour ou le bonsoir, ni tirer la jambe devant personne, ni ôter son chapeau enfin à qui que ce fût, parce que l'honneur du chapeau était un honneur d'en bas que Dieu traînerait dans la poussière, un honneur que les orgueilleux exigeaient de leurs semblables, sans chercher l'honneur qui vient de Dieu seul. »

Tout le reste de sa vie, — et il vécut jusqu'à soixante-sept ans, — George Fox le consacra scrupuleusement à accomplir ce qu'il regardait comme son devoir. Insensible aux fatigues et sans cesse absorbé dans son idée fixe, il allait de village en village, de ville en ville, confessant intrépidement sa foi partout où il y avait des hommes pour l'écouter. Tour à tour et à diverses reprises, il visita ainsi les divers comtés de l'Angleterre, l'Écosse, l'Irlande, la Hollande et l'Amérique du Nord. Dans les marchés, il venait dénoncer les faux poids, les marchandises de mauvaise qualité, les fraudes et les escroqueries, sommant les marchands d'être honnêtes, d'avoir des *oui* qui fussent des *oui,* des *non* qui fussent des *non,* et rappelant à tous le terrible jour du Seigneur auquel nul ne pouvait échapper. Entrant dans les tavernes, il prêchait contre l'ivrognerie, les rixes et les blasphèmes, et il exhortait les cabaretiers à ne point servir à leurs visiteurs « plus de boisson qu'il ne leur en fallait pour leur bien. » Il allait avertir les douaniers et les collecteurs d'impôts que Dieu défend d'opprimer le pauvre. Il se présentait dans les écoles, les ateliers, les maisons particulières, pour recommander aux instituteurs et aux chefs de famille de donner eux-mêmes l'exemple des vertus aux enfans confiés à leurs soins et de les élever dans la crainte du Seigneur et la sobriété. Dans le pays de Cor-

nouailles, il parcourait le littoral en menaçant du courroux céleste ceux qui pillaient les vaisseaux naufragés. Entendait-il parler d'une foire ou d'une fête, il y accourait, « afin d'élever la voix contre toute espèce de musique, contre les danses et les vanités, contre les baladins faisant des tours sur leurs tréteaux; » mais « ce qui l'indignait surtout, c'était l'esprit mondain et ténébreux des prêtres, » et, quand il entendait les cloches sonner pour convoquer les fidèles dans les *maisons à clocher*, cela « le blessait au cœur de sa vie, car les cloches étaient comme une cloche de marché appelant les chalands, afin que le prêtre pût étaler sa marchandise. » A l'heure du service, Fox se rendait souvent dans les églises, et, quand le ministre avait achevé son sermon, il s'adressait lui-même à la congrégation : on le battait, on le chassait; il attendait à la porte de la maison à clocher que l'office fût terminé, et, du haut d'un mur ou d'un arbre, il adressait à la foule de longues allocutions; il tonnait avec passion contre les dîmes, les taxes ecclésiastiques, les imposteurs qui faisaient payer ce que le Christ avait ordonné de donner librement. Il engageait ses auditeurs à abandonner comme des pharisiens tous les professeurs qui parlaient du Christ, discutaient du Christ, maudissaient au nom du Christ, et n'oubliaient qu'une chose, de pratiquer la charité, la tolérance, l'humilité, en un mot tout ce qu'ordonnait le Christ.

Un dimanche, en 1649, « il se sentit appelé à entrer dans la cathédrale de Nottingham, afin d'y porter témoignage contre la grande idole. » Le ministre venait de monter en chaire, et, s'appuyant sur un texte de saint Pierre : *Nous avons aussi une parole de prophétie par laquelle vous ferez bien de vous laisser guider*, il s'appliquait à montrer que les saintes Écritures étaient la pierre de touche infaillible dont l'apôtre avait voulu parler. « Non, non, s'écria tout à coup la voix de Fox, ce n'est point l'Écriture qui est la règle et la mesure, c'est la révélation intérieure. Les Juifs avaient la Bible, et cependant ils ont rejeté le Sauveur. » Pour avoir ainsi interrompu le service, il fut jeté en prison.

Les prisons devaient être les auberges de sa route; neuf fois dans sa vie il y fit de longues stations, et c'étaient de terribles lieux que les maisons de force de cette époque, des lieux où les détenus étaient abandonnés à toute la brutalité des geôliers et trop souvent retenus au gré de la haine des juges. L'imagination aurait peine à concevoir rien d'aussi horrible que le donjon de Launceston où l'apôtre fut plus tard enfermé. Comment il survécut à sa captivité, il est difficile de le comprendre, car son cachot n'était rien moins qu'une sentine servant d'égout, un cul de basse-fosse où les excrémens des prisonniers s'étaient accumulés depuis des années, et, dans cet infect cloaque, il eut à attendre les prochaines assises, sans pouvoir obtenir un botte de

paille pour se coucher, sans avoir une pierre où se reposer. Son seul crime cependant, cette fois, était d'avoir offensé un certain major Ceely, qui l'avait abordé en lui disant : Votre serviteur, maître Fox. « Major Ceely, s'était écrié l'enthousiaste, prends garde à l'hypocrisie et à la corruption du cœur; quand ai-je été ton maître et quand as-tu été mon serviteur ? » Blessé de cette réponse, le major l'avait accusé de conspirer contre le parlement, et, quoique l'accusateur eût été convaincu de faux témoignage, Fox avait été emprisonné pour avoir refusé de se découvrir devant le juge.

Que les calomnies de tout genre ne lui aient pas été épargnées, qui s'en étonnera ? Il soulevait les passions des masses contre leurs ministres; il venait dire aux hommes de guerre que leur cœur était plein de haine et que leur métier était un crime devant Dieu; il reprochait aux hommes d'état d'être des instrumens de Satan; il niait les sacremens, il niait tout ce que la foi de son temps était accoutumée à respecter; il bafouait la sagesse et traitait la raison d'autrui de folie. Naturellement les haines qu'il avait soulevées lui attribuèrent toutes les abominations. On l'accusa de se donner pour un dieu, on l'accusa d'être un *ranter* et de soutenir que le mal moral n'était pas un péché. Pour expliquer toutes ces injustes imputations, il n'est nul besoin de suspecter la bonne foi de ses ennemis, comme l'ont fait certains écrivains quakers.

Peu importaient du reste les motifs au nom desquels l'enthousiaste était traîné à la barre des tribunaux. Il refusait d'ôter son chapeau ou de prêter les sermens qui lui étaient demandés, et, comme il se faisait un devoir de ne jamais acquitter les amendes dont on le frappait, presque toutes ses arrestations se terminaient par un emprisonnement. Vaine sévérité, violences inutiles. Pendant que le geôlier le frappait, l'apôtre « chantait des psaumes, et son cœur était plein d'allégresse. » — Était-il arrêté, il annonçait aux soldats de son escorte la parole de Dieu. Amené devant ses juges, il les jugeait lui-même et distribuait des écrits dans l'auditoire. Durant ses captivités, il convertissait les prisonniers et les porte-clés; il écrivait aux magistrats, aux ministres des diverses communions, au parlement, à l'assemblée de Westminster, aux princes de l'Europe et au pape lui-même. Il rédigeait des pamphlets, il adressait des épîtres même aux carillonneurs des églises pour leur faire savoir que l'usage de sonner les cloches en signe de fête était une pratique impie qui n'engendrait que vanité et immoralité. A peine libre, il recommençait ses courses et ses prédications au milieu des avanies et des mauvais traitemens de toute nature. Pour lui, c'était chose ordinaire d'être accablé de coups. Les femmes l'accusaient d'ensorceler leurs maris, les prêtres déchaînaient contre lui la populace, et jamais il ne se défendait. Au lieu de résister, il levait les

bras au ciel en s'écriant : Voici mes mains, ma tête et mon corps. S'il entendait dire que des menaces de mort eussent été proférées quelque part contre lui, il y courait aussitôt. Presque toujours son exaltation et sa patience fascinaient ou épouvantaient ses assaillans : plus tard, ils revoyaient en esprit le prophète qu'ils avaient outragé, et les malheurs qui leur arrivaient devenaient, à leurs yeux, des punitions du ciel.

Ainsi vécut-il, sinon jusqu'à son dernier jour, au moins jusqu'à l'avénement de Charles II. Soit que les changemens survenus dans l'état de la société eussent rendu impossibles d'aussi fougueuses prédications, soit que l'âge eût quelque peu tempéré son insatiable besoin de mettre en accusation l'univers entier, les dernières années de sa vie furent plus calmes; il les employa à organiser son église avec le concours de ses principaux disciples. Sa parole avait fructifié. Les habitans des campagnes surtout avaient embrassé avec enthousiasme sa doctrine. Les quakers formaient déjà une véritable population.

En racontant la vie de Fox, j'ai raconté celle des premiers apôtres qui se levèrent à sa voix pour aller porter témoignage contre les superstitions, la vanité, la violence et le mensonge. Comme lui, tous étaient profondément convaincus de leur infaillibilité, tous se regardaient comme des saints délivrés de tout péché, tous étaient doués du don de prophétie; mais tous aussi avaient en eux un certain héroïsme, le mépris du danger et la passion de la sincérité.

Qu'étaient-ce donc que ces hommes étranges? quel sens devons-nous attacher à ce berger-prophète? Ne nous hâtons pas trop de sourire; ne nous exagérons pas surtout ce qu'il pouvait y avoir de personnellement exceptionnel dans le réformateur lui-même. Ce qu'il avait vraiment de particulier resterait insaisissable pour nous, si nous ne distinguions pas bien d'abord ce qu'il devait à son temps et aux faiblesses communes à tous les temps. Qu'un homme exalté et ignorant se soit cru capable de régénérer l'humanité, il n'y a rien là d'insolite. Nous aussi nous n'avons pas manqué de prophètes, qui, sans rien savoir, ont crié malheur sur la société, et qui, avec des mots, n'ont pas douté de pouvoir renverser les lois naturelles de l'univers. Nous aussi nous avons vu nos sages, nos mathématiciens et nos philosophes écouter gravement de semblables entrepreneurs de miracles, et dans deux siècles je ne sais trop ce qui paraîtra le plus fabuleux, de l'Angleterre qui produisait des Fox, ou de la France qui s'applaudissait de ses clubs comme d'un réveil de l'humanité. La présomption a pris un autre cours, et le langage n'est plus le même, voilà tout. En 1848, on parle de principes incontestables d'où découlent des conséquences nécessaires; en 1648, au lieu d'attribuer ses convictions à l'évidence de la vérité, on les attribuait à une révélation. « La religion était la

mode du jour, » a dit un écrivain des plus religieux (Daniel Neal, l'historien des puritains). Ceci encore, il ne faut pas l'oublier. Les officiers prêchaient, les femmes montaient en chaire, les enfans recevaient les prénoms de *Dieu soit loué par...* ou le *Seigneur a pour serviteur...* Chacun expliquait les volontés du Très Haut comme s'il eût eu en main le registre des décisions divines. Le parlement et l'assemblée de Westminster décrétaient des jeûnes en spécifiant avec une exactitude de teneurs de livres comment c'était pour tels ou tels motifs et non pour d'autres que le courroux céleste était déchaîné contre l'Angleterre. Dans un pareil milieu, l'enthousiasme religieux de George Fox paraissait si peu une anomalie, qu'en 1651, durant sa captivité à Derby, le parlement lui fit offrir le grade de capitaine dans les troupes qu'il levait alors pour combattre le roi (1). Je ne citerai point toutes les autres marques d'estime que lui donnèrent de hautes intelligences. Un seul fait en dit assez. Lors de sa première entrevue avec Cromwell, le protecteur lui prit affectueusement la main, et lui adressa, les yeux humides, ces paroles d'adieu : « Reviens me voir; si chaque jour nous passons une heure ensemble, nous nous rapprocherons de plus en plus l'un de l'autre. » Qu'est-ce à dire? que Fox, loin d'être une anomalie, était, sous plus d'un rapport, le contraire même d'une anomalie : à savoir un prophète populaire, ou, si l'on veut, une exagération de son temps. Le siècle lui avait donné sa direction, et l'ignorance avait poussé

(1) Fox répondit à ces avances qu'il ne voulait prendre les armes ni pour ni contre le roi et qu'il foulait aux pieds l'honneur qui lui était fait. Néanmoins il ne semble pas qu'il eût encore eu aucune révélation positive contre la guerre, car l'armée de Cromwell compta des quakers dans ses rangs jusqu'en 1654, époque à laquelle ils furent congédiés pour avoir refusé de prêter un serment de fidélité, et, en 1659, Fox se plaignait dans une lettre « de ce que tant de vaillans capitaines et soldats, dont chacun, disait-on, valait plus de sept hommes, avaient été renvoyés en raison de leur fidélité envers le Seigneur. » En cette même année si féconde en complots, le comité de sûreté invita George Fox à prendre les armes, et ce fut alors seulement, il paraîtrait, qu'il lui fut enjoint d'engager son peuple à n'appuyer aucun des partis « qui s'étaient tournés contre le juste, et que le juste en conséquence déchaînait l'un contre l'autre, de peur que les enfans du Seigneur ne succombassent au milieu des incirconcis. » Peu après, il présenta au roi une renonciation à toute guerre et violence de la part des chrétiens appelés quakers. (Voir *Edinburg Review*, avril 1848.) Qu'il ait cru, comme il le dit dans cette déclaration, que ses principes avaient toujours été les mêmes, cela ne saurait faire doute; mais il y a lieu de penser que les quakers modernes, en se prononçant même contre la légitime défense, n'ont peut-être pas interprété avec justesse l'esprit de ses paroles. Comme il est facile de le voir, d'après une lettre fort étrange qu'il adressa à Cromwell, le mépris des querelles humaines et de leurs causes entrait pour beaucoup dans son témoignage contre la guerre. « Mes armes ne sont pas charnelles, mais spirituelles, écrivait-il; je suis mort à toutes ces choses, et je suis prêt à sceller cet aveu de mon sang, moi que le monde nomme George Fox, et qui suis envoyé pour déposer contre toute violence et pour convertir les hommes des ténèbres à la lumière et pour les arracher aux occasions de toute guerre. » Fox protestait contre le métier des armes, parce qu'il croyait pouvoir rendre les hommes parfaits.

ses idées fixes jusqu'au donquichottisme en lui faisant prendre ce qu'il désirait pour ce qu'il pouvait. Ce fut là une des principales causes de ses extravagances, ce fut là aussi une des causes de l'action puissante qu'il exerça sur le monde par lui-même et par ses successeurs; car, s'il avait en lui les illusions de ses contemporains, il avait également en lui presque toutes les tendances vivaces de sa race. Il était venu au moment où allait s'écrouler une ancienne civilisation, et dans sa nature se trouvaient entassés pêle-mêle une infinité de besoins qui n'avaient pas été satisfaits, et d'où devait sortir l'avenir, une infinité d'instincts qui déjà étaient développés et qui n'avaient point encore été définis et formulés. Les faits mêmes ont prouvé que sous son exaltation se cachait quelque chose de profondément vrai, de profondément humain. Le don qu'il avait d'entraîner les masses n'est point, je le sais, un argument à invoquer. Il avait foi en lui-même, il se faisait fort d'accomplir l'impossible, et de tout temps les fanatiques qui ont promis de faire disparaître la misère ou le péché, en un mot de métamorphoser la terre en un paradis, n'ont jamais eu peine à passionner la foule; mais Fox n'a pas seulement soulevé des passions pour qu'elles allassent bientôt se briser contre la nécessité : son œuvre à lui n'a pas été une fièvre suivie de mort. Après avoir séduit les ignorans par ce qu'elle avait de mensonger, la doctrine du berger de Drayton a su se faire adopter par des raisons clairvoyantes. Le quakérisme, pour tout dire, a survécu; il avait donc un principe de vie.

II. — PRINCIPE DU QUAKÉRISME. — LES PREMIERS PROPHÈTES.

Ce principe, quel était-il? Assurément ce n'étaient point les idées de Fox. On a beaucoup discuté sur son intelligence (1). Bunyan, Prynne, Ch. Leslie, Bennet, et maints autres docteurs, ont écrit de gros livres pour démontrer qu'il n'était qu'un déiste, un hérétique néo-platonicien. A mon sens, ceux qui dans ses écrits ont ainsi cherché des *opi-*

(1) Jusqu'à quel point ses nombreux écrits, épîtres et traités, ont-ils été rédigés par lui ou ses secrétaires, il est difficile de le dire. D'un côté, Guillaume Penn et Thomas Elwood, l'ami de Milton, portent aux nues le berger du Lancashire comme un homme d'une haute capacité et d'une inépuisable bonté; de l'autre, Gérard Croes, le consciencieux auteur de l'*Historia Quakeriana* (Amsterdam M.DC.IVC.), et avec lui presque tous les écrivains contemporains, le représentent comme un enthousiaste mélancolique qui n'était pas capable d'écrire une lettre sans le secours d'un secrétaire. A l'égard de son style, le fait est que plusieurs fragmens qui semblent avoir été conservés tels qu'ils étaient sortis de sa plume sont tout enchevêtrés de phrases sans commencement ni fin. Ce qui paraît également hors de doute, c'est que ses œuvres, comme les *Lettres des premiers Amis*, n'ont été imprimées qu'après avoir subi de grandes modifications. Toutefois, si la forme de ses écrits a été changée, je ne doute pas que leur esprit n'ait été fidèlement conservé.

nions, pour les opposer ou les reprocher à la Société des Amis, ont voulu y découvrir ce qui ne s'y rencontrait nullement. Bien qu'il fût loin d'être sans capacité, bien qu'il y eût même dans son esprit beaucoup plus de choses que dans les idées des savans discoureurs de son siècle, tout ce qui composait son être ne s'y trouvait qu'à l'état embryonnaire, à l'état d'impressions, d'antipathies surtout. Ses phénomènes intérieurs étaient à un système d'idées arrêtées ce qu'une nébuleuse est à un monde. Ce qui était le plus clair pour lui, ce qui lui avait été réellement *ouvert,* c'est qu'il éprouvait une invincible répulsion pour la vanité des mondains et le dogmatisme hargneux des dévots qui l'entouraient. Pour avoir l'explication du caractère de Fox et de son influence, il faut, avant tout, se rappeler où en étaient les hommes de son temps.

Depuis Luther, le sens attaché au fameux axiome : *c'est la foi seule qui sauve,* avait étrangement varié. Par la foi, le moine saxon avait entendu la ferveur, l'amour, et, persuadé comme il l'était que cette foi-là était un don direct et gratuit de la grace, il avait conclu que tous les hommes, pourvu qu'ils désespérassent d'eux-mêmes afin de laisser faire la grace auraient infailliblement la même sainteté et la même croyance. L'événement avait tristement répondu à ces prévisions du rêveur : au lieu de faire de l'humanité une communauté de saints, le sentiment n'avait enfanté que schismes et fanatismes. Alors était venu Calvin, qui, à son tour, avait cru accomplir par la logique ce que le sentiment n'avait pu réaliser. «La Bible, toute la Bible, rien que la Bible, » avait-il dit, et il s'imaginait avoir ainsi résolu le problème et rendu tout dissentiment impossible désormais. Malheureusement il s'était trouvé que les hommes n'avaient point interprété de même les Écritures, et le protestantisme, à force de discuter, d'argumenter et de prouver quelle était la véritable signification des textes, était à peu près revenu à l'état où se trouvait le catholicisme avant Luther. De nouveau, il avait réduit la foi en recettes et transformé le devoir religieux en une sorte d'art. Le moyen de se sauver, *l'art du salut,* ne consistait plus, il est vrai, à porter des cilices, à allumer des cierges, à monter à genoux des escaliers, mais il consistait à tirer les vraies conséquences du Nouveau-Testament, à entendre des sermons un jour donné, à communier assis plutôt que debout, et, par-dessus tout, à damner et à exterminer ceux qui n'expliquaient pas logiquement la Bible, et qui ne regardaient pas une certaine forme de discipline comme prescrite par une épître des apôtres. Toutes les parties de la doctrine luthérienne avaient été ainsi défigurées. En annonçant que *le Christ seul peut éclairer et sauver,* ce n'était pas l'homme que le réformateur allemand avait accusé d'impuissance; c'étaient les procédés inventés par l'école pour arriver mécaniquement à la vérité et à la sainteté. Fils de son époque, Luther était sans cesse préoccupé des prétentions d'un sacerdoce qui

avait répété au chrétien que, par lui-même, il ne pouvait rien, et que, pour échapper à l'enfer, il avait besoin d'un médiateur, d'une église qui offrît pour lui des sacrifices, qui lui remît ses péchés, et qui, à force de méditations, découvrît ce qu'il devait croire. Quel que soit le sens apparent de certaines paroles du moine protestant, au fond l'esprit qui l'animait n'avait rien de décourageant pour l'individu. La voix qui sortait de Wittenberg n'avait qu'un refrain : « Aie bon courage, compte sur toi seul, ne tremble pas; tu n'as besoin de personne. Aime; tu as Christ, avec lui tu peux te suffire. »

A ces rassurantes paroles, Calvin avait fait succéder de moroses amplifications sur la perversité de la nature humaine. Il était logicien; comme tous les logiciens qui commencent par prendre leurs maximes pour des vérités incontestables, il ne voyait qu'anomalie et monstruosité dans l'humanité, qui ne s'empressait pas de les admettre. Son œuvre à lui avait été de parler de saints qui naissent impeccables, de réprouvés qui naissent incapables de se sauver, et d'un Dieu qui, dans sa justice, donne le ciel aux premiers, l'enfer aux seconds. En résumé, le pape avait été supprimé, sans que la liberté spirituelle y eût rien gagné. Au lieu d'être esclaves d'un dictateur infaillible, les esprits étaient soumis à un système, à un catéchisme infaillible, dont toutes leurs idées ne devaient être que des applications. La morale n'était guère mieux traitée que la liberté. Tandis que, sur les lèvres de Luther, la formule que *la foi seule sauve* avait été une noble glorification de la sincérité, un hommage rendu au parfait accord de l'action avec l'intention, — sur les lèvres de Calvin, la même formule n'avait plus guère eu qu'un sens : c'est que, pour être sauvé, il fallait professer la doctrine presbytérienne, c'est-à-dire croire en particulier que tout ce qui venait de l'homme était radicalement mauvais. De fait, sinon d'intention, le calvinisme allait droit à étouffer tout effort vertueux sous la conviction que l'homme ne peut rien d'agréable au ciel.

Voilà où en était la religion de l'époque, la science des théologiens, celle que Fox avait entendu bruire à ses oreilles. Sa seule science à lui, je le répète, était de savoir que le langage des docteurs l'avait indigné, et que quelque chose d'irrésistible le forçait à leur répondre : « Ce n'est pas vrai, ce n'est pas vrai, l'homme n'est pas sur la terre pour discuter et tirer les conséquences de la Bible ! » Ce *quelque chose d'irrésistible,* Fox le prit pour une révélation. Il fit comme on faisait alors. Son dogme du Christ était simplement la meilleure raison qu'il eût pu imaginer pour s'expliquer comment il n'était pas forcé d'accepter les doctrines qu'il jugeait inacceptables. L'explication était naïve, cela est certain; elle était dangereuse, nous le verrons; elle n'était au fond qu'une négation, je l'ai déjà dit : toujours est-il que cette négation-là était de nature à avoir de l'écho, et qu'elle répondait bien à un besoin

fort enraciné dans l'Angleterre de tous les temps. Le berger avait beau n'être qu'un ignorant, il reprenait la tentative de Luther étouffée par Calvin. Ce qu'il venait dire, c'était encore ce que la race germanique, avec la ténacité de ses convictions individuelles, a toujours dit à la race gallo-romaine, ce que les Anglais et les Américains de nos jours redisent en glorifiant le *self-reliance* (l'esprit qui s'appuie sur lui-même), ce que Bacon enfin avait exprimé sous une autre forme, et que nous pourrions ainsi traduire : « Finis-en avec les arts du raisonnement, les mécaniques de la déduction, les initiations de l'école et les traitemens orthopédiques des médecins de l'entendement; oublie les pratiques sacramentelles de la dialectique, les mortifications disciplinaires de l'intelligence et tous les arts et procédés que l'on t'enseigne pour arriver à la vérité absolue en violentant la nature. Étudie, observe, regarde, laisse faire en toi les influences de la réalité, laisse tes impressions se combiner librement suivant leurs lois, et tiens ce qu'elles écriront en toi pour un oracle. »

Par un point déjà, par son mépris pour les formules, Fox était donc comme le champion des répugnances et des sympathies de sa race. A bien d'autres égards encore, il avait avec lui et les instincts de l'Angleterre et l'avenir. Si la vanité et le bon ton des hommes du monde lui étaient odieux, tant s'en fallait qu'il fût seul de son avis. Le grand siècle, il faut bien le reconnaître, n'avait su donner d'autre mobile à l'homme que l'amour de l'approbation. Le but de la politique et de la vie publique, c'était la gloire; le but de la vie privée, c'étaient les sourires des belles ou la réputation de bel-esprit. Le savoir-vivre consistait à avoir les manières réputées de bon goût, et à déguiser sa pensée sous les complimens érigés en devoirs; la pensée, la littérature, la philosophie, étaient l'art d'employer les locutions reconnues comme poétiques, d'éviter les mots proscrits comme des vulgarités et d'exprimer les jugemens qui passaient pour le vrai. L'idéal en un mot, c'était le brillant Richelieu, habile aux doux mensonges, et, en fin de compte, avec toutes ces élégances, on était arrivé au plus dur des esclavages. Le suffrage universel des médiocrités et des caprices avait statué comment chacun devait marcher, parler, s'habiller, aimer sa femme, et, pour faire respecter ses statuts, la raillerie exerçait une police non moins terrible que l'inquisition.

A tout cela, Fox ne répondait encore que par une négation; mais ici encore sa négation renfermait bien des choses, car elle revenait à annoncer la mâle sincérité comme la *noblesse des noblesses*, la morale comme le premier des devoirs religieux. Tandis que Luther lui-même n'avait mis la charité qu'en sous-ordre, après l'adoration, le berger de Drayton avait osé croire et prêcher que la grande chose était de bien user de la vie; tandis que l'idéal des mondains était le vice élégant

et dissimulé, l'idéal du berger, c'était l'esprit sérieux et sincère qui examine de son mieux, qui tâche virilement de vouloir ce qui est juste, de penser ce qui est le plus raisonnable, et qui, ne pensant et ne voulant jamais que par lui-même, ne dit jamais que ce qu'il pense et ne fait que ce qu'il a besoin de faire. De l'idéal de Fox ou de celui des mondains, on sait lequel a triomphé.

Fox était-il donc un génie? Il faudrait bien l'admettre, si le génie, comme on l'a dit, consistait seulement à exprimer le premier les vagues idées de tous. Malheureusement le génie, quoi qu'on en ait dit, est quelque chose de plus élevé, de plus rare encore; il consiste surtout à ne vouloir que le possible, à tenir compte de toutes les nécessités, et l'ignorance est prédestinée de sa nature au culte de l'impossible. Quand Fox niait de par son instinct ce qui blessait son sens propre, il pouvait être un prophète, car c'étaient bien des lois de droit divin et d'origine divine qui se révoltaient en lui; mais quand il prétendait révéler ensuite comment le monde devait être reconstruit, quand il annonçait comme la vérité et la justice absolues les idées et les volontés qui étaient simplement l'expression de son individualité, il n'était plus qu'un visionnaire. Prenant sa propre organisation pour le seul type normal, il voulait réduire l'humanité aux seules facultés qui étaient développées chez lui-même. Il était parfaitement décidé à ne point permettre que toutes les forces jetées par la main de Dieu dans l'univers travaillassent à y réaliser l'idéal de Dieu. Dans son idée, c'était l'univers de Dieu qui devait se conformer à l'idéal de George Fox. Comme les fondateurs des ordres monastiques, il s'était d'ailleurs proposé d'établir une communauté d'*êtres sans péchés*, une *église de saints* où ne seraient admis que des *saints*. Bref, il avait le germe de tout fanatisme. Il croyait à la possibilité de la perfection, c'est-à-dire à la possibilité de ce qui lui semblait à lui la perfection, de ce qu'il rêvait et désirait. Son secret pour rendre l'humanité parfaite était le grand moyen des idéalistes : la destruction, l'anéantissement de toutes les inventions de l'expérience. Lui aussi pensait que, « l'église du Christ étant une assemblée de régénérés, elle devait être exempte de toutes les institutions que la prudence humaine suggère pour contenir les passions dangereuses (1). » Cet idéal, remarquons-le, est une rêverie de tous les temps, une conclusion à laquelle ont abouti tous les utopistes religieux ou politiques, socialistes, quinto-monarchiens, proudhonistes, antinomiens, anabaptistes et radicaux. Sous prétexte que l'homme, parfait, n'a pas besoin de telles ou telles entraves pour l'empêcher d'abuser de sa liberté, les uns et les autres ont décidé qu'il fallait supprimer toutes ces entraves, comme si les précautions nécessitées par les im-

(1) Remarque du docteur Mosheim à propos des anabaptistes.

perfections humaines en étaient la cause. Tous, dans la pratique, ont déclaré que la première chose à faire était de tout briser, de tout déblayer, pour préparer l'avénement du Christ ou le règne des principes éternels. Entre Fox et les autres rêveurs, il y avait une importante différence, cela est certain : il repoussait l'emploi de toute violence, de toute force matérielle, et cela seul le place très haut pour nous; mais après tout que faisait-il, sinon démolir par la parole, supprimer tout enseignement, prêcher l'abolition des rites, des cérémonies et du sacerdoce? Parce que des ministres parfaits devaient être des inspirés de l'esprit saint, il condamnait les universités et toutes les combinaisons mises en usage pour empêcher les grossières ignorances d'égarer les masses; parce que des chrétiens parfaits devaient adorer Dieu en esprit, il abrogeait les sacremens et tous les autres moyens de dévotion nécessités par l'imperfection humaine, qui ne permet d'arriver à l'ame que par des signes, des emblèmes extérieurs. Lui Fox, il *savait infailliblement* que la voix qu'il avait entendue était celle d'un oracle permanent, d'un Christ mystérieux que chacun portait au fond de son cœur. Lui Fox, il savait infailliblement que cet oracle ne pouvait jamais tromper personne, et qu'il suffisait de s'y abandonner pour s'élever à la pureté d'Adam avant son péché, bien plus « à la haute stature de la perfection infinie du Christ. » En conséquence, pour diviniser l'humanité entière, il s'agissait seulement d'émanciper l'homme de toute obligation, de toute règle, de toute convention sociale.

Ce n'était pas une idée nouvelle que cette croyance en une révélation immédiate, et bien avant Luther, qui, dans son *Traité sur la liberté du chrétien*, était allé tout aussi loin que Fox, elle avait souvent remué le monde, en marquant chaque fois son passage par d'assez tristes résultats. Barclay s'applique à prouver par des extraits que les principaux pères de l'église primitive avaient tous présenté Christ comme pouvant seul instruire et diriger. Barclay eût pu aussi bien dire qu'il y avait eu des quakers de tous les temps et dans toutes les branches de l'activité humaine, en philosophie et en politique comme en théologie. De même que les sociétés n'avaient trouvé qu'un moyen d'ordre, de même les adversaires de l'ordre établi n'avaient trouvé qu'un moyen de progrès. Les choses s'étaient passées partout à peu près de la même manière. Pour se garder contre les écarts des tendances individuelles, les communautés, ai-je dit, décrétaient une règle ou statut destiné à fixer pour tous le vrai ou le juste; puis, avec le temps, la règle, qui d'abord n'avait fait qu'ériger en vérité et en justice éternelles les idées que les intelligens du moment se formaient de la réalité et de l'ordre, finissait toujours par ne plus être en harmonie avec la raison et la conscience générale. Un jour venait où des individus, plus dominés que d'autres par leurs impressions, se révoltaient

contre une autorité qui les sommait d'accepter comme le vrai et le juste ce qui contredisait leur conception de la justice et de la vérité. Évidemment tous ces protestans ne pouvaient accuser la loi d'erreur qu'au nom de leur sens propre. Leurs croyances étaient pour eux incontestables, parce qu'elles étaient irrésistibles, et si quelques-uns s'étaient donnés pour des prophètes chargés de révéler une fois pour toutes la science suprême, le plus grand nombre avait simplement glorifié le sentiment intime comme le guide suprême et le maître infaillible. Pour ne nous occuper que du christianisme, à chaque siècle de son histoire on avait vu la même protestation successivement reprise par l'église primitive contre les gnostiques et la philosophie de l'Orient, par saint Augustin contre Pélasge, par les mystiques, les *beghards,* les turlupins, les ordres mendians, les premiers luthériens, les anabaptistes, etc., contre l'église établie. Avec un langage différent, les uns et les autres plaidaient la même cause que les quakers; seulement leur manière à eux de revendiquer les droits du sens propre, c'était de soutenir que l'homme n'est pas libre, que sa foi et ses volontés ne viennent pas de lui, et que nulle loi comme nulle doctrine n'a puissance pour régenter la divine fatalité qui pense et veut dans l'être humain.

Si nombreuses qu'elles eussent été, toutes ces tentatives d'émancipation s'étaient heurtées au même écueil : à l'idée que la vérité est une, que le législateur intérieur, puisqu'il est infaillible, ne peut manquer de prononcer chez tous les mêmes oracles, et qu'en conséquence toute autorité, tout enseignement, sont ou superflus ou coupables : superflus s'ils confirment ce qui est manifesté à chacun, coupables s'ils contredisent cette révélation intérieure. Au bout de ces illusions était l'anarchie, le déchaînement des instincts aveugles, et les novateurs avaient toujours fini par être écrasés ou par se renier eux-mêmes. Les uns s'étaient perdus dans leurs propres excès, en persistant à enseigner, comme Fox et nos socialistes, que l'individu devait rejeter toute règle, nier toute expérience, s'insurger contre toute convention sociale. Les autres n'avaient échappé au naufrage qu'en arrêtant de nouveau, comme Luther, une confession de foi, c'est-à-dire en déterminant ce que tous étaient tenus d'admettre, bien qu'ils eussent commencé par proclamer que chacun ne devait s'en rapporter qu'à sa lumière intérieure.

Pendant quelque temps, on put croire que les disciples de Fox partageraient le sort des premiers. Ils étaient sans doute en progrès sur leurs devanciers : ainsi ils ne prêchaient point la communauté des femmes et la légitimité de toute immoralité, comme l'avaient fait les *beghards;* loin de là, ils étaient honnêtes, chastes, inoffensifs, scrupuleux observateurs de la justice. Toujours est-il que l'idée fixe d'une

communication immédiate avec le ciel faisait d'étranges dégâts dans les cerveaux trop faibles. Le nom de quakers ou trembleurs, qui leur fut donné par dérision, rappelle à lui seul bien des exaltations désordonnées. Le dogme fondamental de la Société des Amis obligeait tout quaker à se croire doué du don de prophétie, et aux premiers jours de fièvre elle compta dans son sein nombre de prophètes convulsionnaires chez qui les visites de l'esprit s'annonçaient par des tremblemens, des soupirs, d'indicibles épouvantes. Trop souvent aussi l'oracle infaillible avait de bizarres caprices. Une prophétesse se rua toute nue dans la chapelle de Whitehall, en présence du protecteur (1); une autre quakeresse reçut du ciel l'ordre de se présenter devant le parlement une cruche en main et de la briser à terre en s'écriant : « Ainsi serez-vous mis en pièces. » Certain fanatique d'humeur plus sombre avait été appelé à tuer tous les représentans des trois royaumes, et, armé d'un sabre, il blessa plusieurs personnes avant qu'on eût pu l'arrêter. L'enthousiasme religieux se manifestait de bien d'autres façons. Fox lui-même s'était dit délivré de tout péché. James Nayler s'adora ou se laissa adorer comme « l'éternel fils de la justice, le prince de la paix, » et, à l'imitation de l'entrée du Christ à Jérusalem, il fit sa propre entrée à Bristol, au milieu d'une troupe d'hommes et de femmes qui étendaient leurs vêtemens sous les pieds de son cheval et allaient criant devant lui : « Saint, saint, saint est le Seigneur Dieu des armées; hosannah au plus haut des cieux! » En Hollande, des quakers poussèrent si loin la haine des distinctions et le fanatisme niveleur, qu'ils publièrent des livres sans lettres majuscules.

On peut dire, et jusqu'à un certain point on a droit de dire, que c'étaient là des aberrations individuelles; mais ce qui n'était nullement une exception, et ce qui n'en dépassait pas moins toutes les limites admissibles, c'était l'esprit de prosélytisme de la secte naissante et son parti pris de porter témoignage contre tout ce qu'elle désapprouvait. Les quakers se regardaient comme un peuple choisi par le Seigneur pour le service de celui dont le royaume n'est pas de ce monde, et autant ils dédaignaient de prendre part aux vaines agitations des hommes, autant ils se faisaient un devoir de mépriser les usages et les convenances, de se refuser à payer les dîmes et à se découvrir devant les magistrats, de dénoncer aux masses, comme des

(1) La passion des symboles et figures était presque universelle chez les premiers quakers. Fox lui-même écrivait : « Plusieurs ont été poussés par le ciel à aller nus par les rues et sous ce règne et sous l'autre pouvoir, en signe de la nudité des hommes du jour, et ils ont déclaré à leur face que Dieu les dépouillerait de leurs dehors hypocrites pour les laisser aussi nus qu'eux-mêmes; mais les hommes du jour, au lieu de tenir compte des avertissemens des prophètes, les ont fréquemment fouettés ou accablés d'autres outrages. »

abominations, et le culte établi et les croyances de toutes les autres communions. Ce n'était pas seulement une noble conviction, c'était encore une folie résolue à ne pas tenir compte de l'impossible, qui poussait une prédicante quakeresse à aller jusqu'à Andrinople catéchiser le sultan Mahomet IV, ou qui excitait un ministre important de la société, Samuel Fisher, à faire entendre au parlement un pareil langage : « Le poids de la parole du Seigneur Dieu du ciel et de la terre, tel qu'il est tombé sur moi le vingt-deuxième jour du mois dernier, et tel qu'il m'oppresse encore, m'oblige à te parler en son nom, à toi, Olivier Cromwell,... à vous tous, députés de l'Angleterre, de l'Écosse et de l'Irlande... Comme vous n'êtes ni trop élevés, ni trop grands, ni trop saints pour que le Seigneur vous adresse la parole, et comme vous ne voulez pas vous exposer au crime de dire aux voyans : Ne voyez pas, — aux prophètes : Ne prophétisez pas, ne nous prophétisez pas la justice et la vérité; mais prophétisez-nous les choses agréables, prophétisez-nous le mensonge... vous tous, je vous somme, au nom du Dieu vivant, que cela vous plaise ou vous déplaise, d'écouter sans interruption et sans opposition la parole du Seigneur. »

Que les persécuteurs eussent plus ou moins contribué à exaspérer ces ardeurs, il n'en fallait pas moins que les quakers s'amendassent ou fussent anéantis, car les nécessités, plus fortes que toute volonté, ne pouvaient s'arranger d'une secte aussi convaincue de son infaillibilité et aussi résolue à ne souffrir aucune contradiction, à ne laisser personne en paix.

Les fautes et les illusions des premiers quakers retombèrent en tout cas lourdement sur leur tête : l'obstination de leurs adversaires répondit à leur obstination. Jusqu'au protectorat, les haines implacables qu'ils avaient soulevées trouvèrent contre eux un arsenal d'armes terribles dans les lois décrétées par le long-parlement. La liberté de conscience établie par Cromwell ne diminua en rien le nombre des martyrs. Au lieu de poursuivre les disciples de Fox comme hérétiques, on les poursuivit comme perturbateurs. Adressaient-ils une exhortation à quelque congrégation, ils étaient arrêtés pour avoir interrompu le culte public; portaient-ils témoignage dans la rue, ils étaient accusés d'avoir excité des tumultes; pour avoir gardé leur chapeau en présence des magistrats, on les condamnait à des emprisonnemens, à des saisies, à des amendes exorbitantes. Les lois contre le vagabondage et la profanation du sabbat servaient d'ailleurs à leurs ennemis pour les faire incarcérer et fouetter en place publique. Il en fut à peu près de même au retour de Charles II, ou du moins la liberté des cultes promise par sa déclaration de Bréda ne leur valut qu'un court répit. Comme ils avaient été accusés de vouloir renverser la république, on les accusa de vouloir renverser le trône, eux qui, loin de conspirer, étaient plutôt coupa-

bles de la grande erreur des quiétistes, d'un souverain mépris pour les choses de ce monde et pour la tâche que Dieu y a donnée aux hommes. Lors du complot des quinto-monarchiens (1660), une ordonnance royale défendit aux quakers et aux anabaptistes de tenir aucune assemblée, et, par suite de ce décret, les Amis virent leurs réunions brutalement dispersées par la force armée, leurs personnes outragées par la populace, leurs maisons livrées au pillage. A Bristol, 190 d'entre eux furent jetés en prison. Dans le comté de Lancastre, les emprisonnemens s'élevèrent à 270; dans le Yorkshire, à 355; dans le Westmoreland, à 116. On sait comment, sous Charles II, la politique du parlement et de la couronne fut alternativement dominée par le désir de rétablir une religion d'état et par celui d'émanciper les consciences. L'ordonnance lancée contre les quakers n'avait été qu'un premier pas vers le rétablissement d'une orthodoxie obligatoire. Quand ils se furent justifiés de toute intention de complot, on exhuma contre eux les vieilles lois d'Élisabeth et de Jacques, qui punissaient de lourdes amendes et d'autres peines quiconque négligeait d'assister le dimanche au service de sa paroisse, ou refusait de prêter les sermens de suprématie et d'allégeance. En 1662, quatre mille deux cents membres de la Société des Amis encombraient les cachots. Les prétextes seuls variaient. L'acte contre les conciliabules (*conventicle act*) s'appesantit sur eux plus lourdement que sur tous les autres dissidens et mit à la disposition des juges un nouveau genre de vengeance. La déportation étant la punition fixée en cas de seconde récidive, on se bornait à infliger quelques jours de prison aux contrevenans lors de leurs deux premières arrestations, et de la sorte on était sûr d'arriver plus vite à une sentence d'exil, car rien ne pouvait les détourner de s'assembler pour prier; d'ailleurs, une visite faite à un malade était qualifiée de conciliabule. Les juges s'inquiétaient peu de la loi, et plusieurs fois des jurés furent frappés d'amende pour avoir prononcé des acquittemens.

Dans les dernières années du règne de Charles II, les souffrances des malheureux quakers ne firent qu'augmenter. A diverses reprises, il est vrai, le roi se montra personnellement favorable à leurs requêtes, et ordonna même l'élargissement de quelques Amis; mais aux captifs délivrés d'autres succédaient bientôt. En 1683, il n'y en avait pas moins de sept cents dans les diverses maisons de force. Des documens de la même année portent à 16,400 livres sterling les sommes enlevées aux Amis en vertu du seul statut d'Élisabeth, qui défendait, sous peine de 20 livres d'amende par mois, de s'absenter des offices. Qu'on juge par là de ce que leur coûta l'invincible obstination qu'ils mettaient à ne point acquitter les dîmes. Pour une dette de 15 livres, le montant des saisies et frais de procédure s'éleva dans un cas jusqu'à 800 livres. La justice ne se bornait pas à faire vendre les marchandises

de leurs magasins et les récoltes de leurs champs, elle ne respectait pas même les lits des malades et des infirmes.

Je n'ai rien dit encore des mauvais traitemens que tout venant était libre de faire subir à ces nouveaux juifs. Quand leurs lieux de réunion n'étaient point démolis par ordre de l'autorité, c'était la populace qui se chargeait d'en briser les fenêtres à coups de pierres, et de les couvrir eux-mêmes d'ordures ou de les traîner dans les ruisseaux. A l'accession de Jacques II, treize cent quatre-vingt-trois quakers étaient encore détenus dans les prisons, et, depuis l'année 1660, trois cent cinquante de leurs coreligionnaires étaient morts au fond des cachots.

Ce n'étaient pas les quakers pourtant qui devaient se lasser les premiers. Les lois pénales, qui étaient à peu près parvenues à étouffer les autres sectes, n'avaient pu empêcher leur société de prendre un rapide développement. Barclay avait lieu de le dire avec orgueil dans sa dédicace à Charles II : « Jamais on ne les a vus se cacher dans des coins obscurs, ni tenir leurs assemblées en secret comme l'ont fait tous les autres dissidens... Pour les découvrir, on n'a pas eu besoin d'espions ni de délateurs, car chaque jour, à l'heure fixée et au lieu convenu, on était assuré de les trouver publiquement réunis pour rendre leur témoignage à Dieu. » Un hiver où le froid fut assez vif pour faire geler la Tamise, ils s'assemblèrent trois mois en plein air sur les ruines de leur salle de réunion. Quand les hommes étaient emprisonnés, les femmes venaient seules prier; quand elles étaient arrêtées, les enfans prenaient leur place. Assurément, il y a quelque chose de grandiose et d'héroïque dans la ténacité surhumaine avec laquelle les convictions de ces hommes réussirent à conquérir droit de cité, et cela sans menaces, sans émeutes, sans même user du droit de légitime défense. C'est là ce qui établit une profonde différence entre les quakers et tous les autres exaltés du passé. Tous leurs principaux ministres, Fox, Whitehead, Burrough, Hubberton, Penn, se sont invariablement prononcés contre tout recours à la violence. La non-résistance absolue n'a pas eu d'avocats plus infatigables. L'histoire ne mentionne pas un seul quaker qui se soit cru autorisé à employer la force, même pour résister à l'illégalité et à l'injustice. Je ne sache pas qu'elle en cite plus d'un qui ait rendu coup pour coup. A Colchester, la lame du sabre d'un soldat s'étant détachée de sa garde tandis qu'il frappait un quaker, le quaker la ramassa et la lui rendit en disant : « Je désire que le Seigneur ne mette pas à ta charge l'œuvre de cette journée. » Toute la société était prête à agir de même.

La déclaration d'indulgence, qui fut cause de la chute de Jacques, vint enfin arrêter ces rigueurs. A la suite de la révolution de 1688, le parlement ne tarda pas à abroger, à l'égard des Amis, les lois pénales qui n'avaient été suspendues qu'arbitrairement par le roi déchu, et, à

partir de ce moment, les quakers, loin d'être persécutés, ont obtenu divers priviléges refusés aux autres sujets anglais, en particulier, celui d'être dispensés de tout serment juridique. Les dîmes, qu'ils n'ont jamais consenti à payer, les exposent seules maintenant à des poursuites qui, du reste, se dénouent le plus souvent par la simple saisie de la somme légalement due.

Ce sont donc les prétentions de l'orthodoxie qui ont été vaincues. En se brisant contre les disciples de Fox, elles n'ont servi qu'à faire ressortir un utile enseignement : c'est que la contrainte et les décrets sont impuissans à anéantir les croyances sincères, et que les convictions sont certaines de se faire accepter quand, pour obtenir que la force ne soit pas tournée contre elle, elles commencent par renoncer elles-mêmes à la violence. Toutes les légitimes prétentions des quakers ont triomphé : la loi n'a pu leur enlever la liberté de croire personnellement ce qu'ils avaient besoin de croire. Toutes leurs dangereuses présomptions ont été écrasées, la loi a su les forcer à s'abstenir de tous les écarts d'enthousiasme qui pouvaient attenter à la liberté d'autrui. A l'heure qu'il est, la Société des Amis peut avouer sans honte son passé; je crois qu'elle doit aussi se le rappeler sans colère; ses épreuves lui ont été utiles. Durant une des extases de Fox, « il lui avait été clairement *ouvert* par l'éternelle lumière que tout s'accomplit en Christ et par Christ, et que tous ses troubles étaient pour son bien; » peut-être était-ce aussi pour le bien de ses disciples que tant de souffrances leur étaient mesurées; peut-être, afin d'être à même de vivre parmi les hommes, avaient-ils besoin d'apprendre ce que tout enfant doit apprendre : *Abjurer l'esprit volontaire de la jeunesse et laisser chacun faire à sa guise.* Si les colères qui se sont acharnées contre eux ont été désordonnées, souvent odieuses, c'est à elles cependant qu'ils doivent d'avoir survécu, non moins qu'à la persistance de leurs propres convictions, et à ce conflit d'opiniâtretés nous devons nous-mêmes d'avoir vu la cause des anciens mystiques faire un pas de plus.

Il n'est que juste de l'ajouter : quelles que fussent les illusions des quakers, leurs adversaires n'avaient pas moins de choses à apprendre qu'eux-mêmes; ils avaient surtout à s'accoutumer au respect de la légalité, comme à l'idée que, même avec des lois, on ne peut pas l'impossible, et qu'en conséquence, au lieu de ne consulter que ses désirs et ses systèmes, il est bon, avant de voter des décrets, d'examiner ce que l'on peut. Les quakers se chargèrent de donner ces leçons aux hommes qui ne partageaient pas leurs croyances, et ils le firent avec une noble audace. Devant les tribunaux ou dans les cachots, dans leurs requêtes ou leurs écrits, ils parlèrent et agirent toujours en hommes; jamais ils ne voulurent accepter de grace. A l'illégalité, ils répondaient en citant la

loi; aux violences légales, ils répondaient en dénonçant la loi comme illégitime et funeste, en adressant des pétitions au parlement, en s'adressant à l'opinion publique et surtout en réclamant pour tous, sans exception, la tolérance qu'ils demandaient pour eux-mêmes. Ce terrain, ils ne l'ont pas abandonné un seul jour. Au plus fort de la tourmente, en même temps qu'ils sollicitaient de Charles II l'élargissement de leurs amis détenus, ils sollicitaient également celui des prisonniers des autres communions. Dans le même écrit, Guillaume Penn réfutait les doctrines des catholiques et revendiquait pour eux la liberté. Pendant sa première captivité à la Tour (car il fut emprisonné trois fois), il écrivait un traité : *England's present Interest,* dans lequel il s'appliquait à montrer qu'une liberté illimitée de conscience était parfaitement compatible avec la paix publique, et que « pour calmer l'aigreur des intérêts opposés, le meilleur spécifique était une législation impartiale assurant à chacun ses droits d'Anglais, et un gouvernement aussi zélé à se maintenir en équilibre entre les divers intérêts religieux qu'à développer la religion pratique. » Défendre ainsi les droits de la conscience au nom des avantages pratiques de la tolérance, c'était un grand symptôme de progrès.

La société entière des Amis commençait à partager cette sagesse. En remerciant Jacques II de sa déclaration d'indulgence, elle exprimait l'espérance « que les effets salutaires qui en résulteraient pour le commerce, la prospérité et la paix du royaume engageraient le parlement à assurer ce bienfait à leur postérité. » De telles paroles ne ressemblaient guère aux déclamations de Samuel Fisher. En réalité, l'église fondée par Fox était entrée dans une nouvelle phase. L'ère des miracles et des prophéties s'était fermée pour elle. En 1666, le fils de l'amiral Penn avait mis au service de la société sa haute intelligence. En 1675, Robert Barclay, l'élégant écrivain, issu d'une famille où la vocation littéraire n'était qu'un héritage, dépossédait l'enthousiasme au profit de la raison en publiant son *Apologie.* Le quakérisme, tel que nous le connaissons, tel qu'il nous occupera encore prochainement, remonte à deux hommes, Penn et Barclay. Le premier a donné aux Amis leurs tendances, le second leur a donné leur doctrine et leur dogmatisme. Par une curieuse analogie, ce fut un penseur de race celtique, un Écossais du moins, qui réduisit en système les impressions de l'Anglais Fox, comme un autre Celte, Calvin, avait systématisé la protestation de Luther. L'esprit de théorie semble être le privilége ou le malheur de notre race.

J. Milsand.

LES QUESTIONS

POLITIQUES ET SOCIALES.

II.

DES CONDITIONS DE LA PAIX SOCIALE.

S'il y a un fait menaçant dans la situation politique et sociale de la France et de la majeure partie du continent européen, c'est la division qui partage la société en deux camps : d'un côté, les classes riches ou aisées; de l'autre, le grand nombre qui vit d'un labeur manuel dans les villes et dans les campagnes. Les ouvriers comparent leur condition à celle des classes mieux pourvues : c'est la maladie du siècle, une épidémie qui a envahi toute la société du haut en bas, de ne regarder qu'au-dessus de soi, pour y prendre ses termes de comparaison. Moins dénué que ses devanciers, l'ouvrier est bien plus privé et plus mécontent, parce que le contentement résulte de l'équilibre entre les désirs et les jouissances, équilibre rompu désormais. L'ouvrier est persuadé que la misère qui le serre de près et qui saisit son voisin, sinon lui-même, est la faute de la société, le crime des riches. Les démagogues le lui ont dit avec le langage de la passion, et ils ont été écoutés, parce que le cœur de l'ouvrier était, à l'image de celui du riche, vide de toute croyance et par conséquent de sympathies larges et franches. L'âme de l'homme qui a cessé de croire est comme un

lieu inoccupé; il est facile à la haine et à l'égoïsme d'y pénétrer et de s'y établir en maîtres.

Voilà où en est la société française, je devrais dire la société de l'occident de l'Europe continentale. Le mal est si grand, que je sais plus d'une personne d'une grande intelligence dont l'opinion est que notre civilisation y succombera. Ne nous laissons pas aller à ces défaillances, ne désespérons point de l'avenir, quelque sombre que soit le présent. La civilisation doit sortir triomphante de cette rude épreuve, mais c'est à la condition de beaucoup d'efforts sur nous-mêmes et sur les autres, et d'un peu d'assistance d'en haut, ce qu'on nomme communément du bonheur.

La maladie aiguë dont est prise la société est double : la misère matérielle et la misère morale, l'absence des élémens du bien-être, la présence de passions haineuses sans cesse au moment de faire explosion. Chacun de ces maux réclame un traitement spécial qui y soit bien approprié.

Pour ce qui est de la misère matérielle, la bienfaisance publique et privée n'y saurait remédier que d'une façon restreinte, parce que, prise collectivement, la société française est pauvre, et l'on a beau déplacer, par le libre arbitre de ceux qui possèdent (c'est la seule méthode qui puisse avoir de bons effets), une partie de ce qu'a celui-ci pour le transmettre à celui-là : de la pauvreté collective il n'y a pas moyen de faire sortir l'aisance générale. Le superflu d'une toute petite minorité, quelque abondant qu'il semble, disparaît dans le gouffre de la détresse publique, comme l'eau d'un ruisseau dans le lit large et profond d'un fleuve immense. La société française est pauvre, cela signifie que le revenu brut de la société, ce fonds sur lequel elle vit en le régénérant sans cesse par son travail, et qui se compose d'objets de toute sorte en rapport avec nos besoins, alimens, vêtemens et le reste, est insuffisant pour donner un bien-être élémentaire à trente-six millions d'hommes; mais ce fonds peut augmenter. Il augmente à mesure du progrès de la civilisation, parce qu'en vertu de ce progrès, lorsque celui-ci est réel et non imaginaire, la puissance productive du travail humain va toujours croissant, et ainsi le travail d'une même quantité d'hommes produit une quantité d'objets divers de plus en plus grande. De ce point de vue, la question de restreindre la misère et de la parquer dans une enceinte de plus en plus étroite se présente en ces termes : — qu'est-ce qu'il est possible de faire pour augmenter la puissance productive du travail de la nation française?

Pour donner sur ce sujet les développemens que j'entrevois, je remets à un autre jour. Pour aujourd'hui, j'aurai fort à faire en essayant de traiter, même sous un seul de ses aspects, de la misère morale. De nos deux maladies, c'est celle qui gagne le plus, celle qui gangrène le

plus profondément la société; mais aussi bien c'est celle dont les progrès peuvent être le mieux surmontés dans un court espace de temps, si tous ceux qui y peuvent quelque chose s'y prêtent, et si la Providence, qui dispose des événemens généraux, est propice aux hommes de bonne volonté.

Contre la misère morale, la bienfaisance recouvre la puissance que le raisonnement conduit à lui dénier envers la misère matérielle. Quand la bienveillance ne se lasse pas, il n'est point de mauvais sentimens dont elle ne triomphe. La reconnaissance est dans le cœur de l'homme comme l'herbe dans les prairies : elle y germe spontanément. Il n'est pas au pouvoir de l'homme de la tenir refoulée indéfiniment sous la pression de la colère ou de l'envie. Il est à souhaiter que la bienfaisance publique et la bienfaisance privée s'exercent à l'envi l'une de l'autre, tantôt combinant leurs efforts, tantôt les séparant pour le plus grand succès de l'œuvre. En ce temps-ci, ce n'est pas seulement la religion ou le sentiment d'humanité inné chez les honnêtes gens qui dit à la charité de se déployer. La politique en fait une loi. Nous sommes engagés dans un passage très difficile : pour en sortir noblement, la charité nous offre un point d'appui; mais ce n'est pas la politique, c'est la religion seule qui pourra donner une vive impulsion aux œuvres de la charité. Celui qui règne dans les cieux est la seule autorité au nom de laquelle il soit permis de faire entendre des paroles rudes et menaçantes au riche qui oublie qu'on souffre auprès de lui pendant qu'il se livre au plaisir, parce que le Seigneur, qui ordonne la charité à qui peut la faire, commande en même temps la résignation à qui vit de privations et d'amertume, et qu'il réserve sa plus inexorable sévérité pour l'homme emporté et violent.

Toutes les manifestations de la charité ne sont pas également efficaces, je veux dire ne soulagent pas une égale somme de souffrances matérielles pour une égale somme de sacrifices. Dans l'organisation de la charité, il faut redoubler d'attention afin de choisir entre tous les moyens les plus puissans. Cependant, quelque importante que soit cette règle, elle est primée par une autre. Notre plaie la plus cruelle et la plus dangereuse, c'est, avons-nous dit, la haine qu'on a infusée au pauvre contre le riche, et à laquelle celui-ci répond par une stupeur au moins méfiante. Les institutions publiques ou particulières ou les pratiques individuelles qui sont de nature à préparer la réconciliation sont celles qui méritent la préférence; c'est là ce qui appelle la sollicitude toute spéciale des ames bien placées, des esprits prévoyans et des pouvoirs de l'état.

Les sociétés de secours mutuels, telles que le gouvernement les avait officiellement proposées à l'assemblée, par les bons rapports qu'elles tendraient à établir entre les classes aisées et les ouvriers,

sans contrainte pour personne, en ménageant la dignité de tous, en flattant l'amour-propre de l'ouvrier sans abaisser le riche, étaient dignes de l'appui de tous les bons citoyens. Par quelle fatalité les commissions de l'assemblée nationale y ont-elles refusé leur approbation?

Quand on étudie la société anglaise et qu'on se demande comment elle a pu s'exempter des secousses qui ont ébranlé depuis soixante ans la France, et après celle-ci tous les autres peuples continentaux de l'Europe, à l'exception de la Russie, on ne tarde pas à reconnaître que, de toutes les sociétés européennes, c'est la seule (1) où des relations fréquentes, dignes pour tous, soient organisées entre les différentes classes de la société par le moyen d'institutions multipliées et d'usages divers qui sont fixés dans les mœurs. Un écrivain, qui a fait, il y a plus de vingt ans, un livre intéressant sur l'esprit d'association, a figuré avec bonheur la différence qui existait, avant 1789, entre l'Angleterre et la plupart des autres nations européennes (2). « Je me représente, dit-il, la société sous la forme d'une échelle divisée en compartimens de plusieurs nuances, marquant chacune les conditions et les rangs. La dernière, formant la base, sera le peuple, l'ouvrier, le cultivateur; plus haut viendra la bourgeoisie, le commerce, la finance; au-dessus, la magistrature; enfin, la noblesse, le haut clergé et la maison souveraine. Si vous considérez cette échelle par ses divisions horizontales, vous aurez le système d'isolement ou de corporation, comme jadis en France et dans la plupart des états de l'Europe, c'est-à-dire une suite de rangs marqués qui s'excluent mutuellement ou dont les couleurs paraîtraient se ternir en se mêlant; si, au contraire, vous tracez des lignes perpendiculaires sur tous les compartimens et que vous preniez la division du sommet à la base, vous aurez alors le système complet d'association ou d'union tel qu'il est en Angleterre, en Hollande et en Suisse, c'est-à-dire un peu de noblesse, de magistrature, de finance et de bourgeoisie (3) réunies dans presque toutes les institutions, les rangs se croisant sans cesse et se prêtant un mutuel appui qui les garantit de tout trouble et de toute atteinte. »

Depuis 1789, à peu près tous les corps et toutes les associations qui existaient dans la société française ont été détruits. Sous prétexte qu'il personnifiait en lui l'unité nationale, l'état a successivement confisqué et absorbé tous les pouvoirs et toutes les attributions qui formaient le domaine des corps de toute espèce, si bien qu'il n'y a plus rien qui

(1) Je devrais nommer aussi un peuple extrêmement estimable, à qui il n'a manqué qu'un plus vaste territoire pour arriver aux plus imposantes destinées, la Hollande.

(2) Alexandre de Laborde, *de l'Esprit d'Association*, page 25.

(3) M. de Laborde ici, dans ce mot de bourgeoisie, comprenait sans doute les artisans et les ouvriers, qu'il a soin de nommer dans son énumération précédente.

vive de soi-même en France que l'individu solitaire, universellement dépouillé du prestige qui jadis entourait au moins les grandes existences, et un colosse dominateur insatiable, l'état. Entre les deux, pas d'intermédiaire. Les différens peuples de l'Europe continentale se sont de plus en plus rapprochés de ce modèle. L'Angleterre est demeurée fidèle à son ancienne donnée d'associations fortement constituées, robustes, n'ayant à demander à personne la permission d'exister, et tenant à toutes les classes de la société par leur composition même. Au lieu de porter atteinte à leur existence, le législateur britannique l'a consacrée par des témoignages nouveaux de son respect. Cette différence entre la politique française et la politique anglaise depuis 1789 a peut-être été commandée par l'esprit différent qui autrefois animait les ordres divers dans les deux pays, ce que M. de Laborde a dépeint par la figure que nous lui avons empruntée : esprit de caste de ce côté-ci du détroit, esprit national de l'autre, ce n'est pas ce que j'ai à examiner ici. Aujourd'hui voici les résultats de ces systèmes opposés : l'Angleterre est un corps dont les membres bien proportionnés et bien nourris s'assistent les uns les autres; la France est une tête énorme, unie à des membres grêles et chétifs, dont aucun ne peut grand'chose pour le salut ou le bien-être du reste. Ou, pour choisir une comparaison qui réponde à notre crainte des bouleversemens, l'Angleterre est comme une construction vaste et diverse, dont toutes les parties reposent sur des fondations faites de matériaux massifs, durables et bien liés; la France est un édifice qui peut séduire les regards par sa régularité savante, mais qui repose sur un amas de grains de sable. Sur sa base mouvante, il penche tantôt d'un côté, tantôt de l'autre; il est sujet à se lézarder dans tous les sens, et menace de crouler subitement alors qu'on croit avoir le mieux réparé les dommages causés par les ébranlemens antérieurs.

Les hommes qui ont étudié l'Angleterre dans ces derniers temps ont été frappés de ce penchant qui y rapproche tout naturellement, en certaines circonstances, les personnes des diverses classes de la société. Les observateurs les plus intelligens n'ont pas manqué de remarquer que, dans les rapports entre des personnes de positions si différentes, on n'apercevait rien de cette égalité farouche dont en France on mettrait volontiers l'empreinte sur toutes les relations sociales, et cependant la dignité de chacun y est parfaitement respectée. Les Anglais y apportent un sentiment que je ne crains pas de qualifier de patriotique, car l'estime des concitoyens les uns pour les autres, la satisfaction qu'ils éprouvent à se retrouver, l'absence complète dans le contact, de morgue chez celui-ci, de bassesse chez celui-là, ce n'est rien de moins qu'une haute expression du patriotisme en même temps

que de la civilisation. La charité fournit beaucoup d'occasions de ces bons rapports. La *Revue des Deux Mondes* donnait, il y a quelques mois, un morceau de M. Nisard sur *les classes moyennes en Angleterre*, où, à propos de la charité même, cette habitude de rapprochement entre les riches et les pauvres est ingénieusement dépeinte. Les femmes, en pareil cas, ont leur rôle tout indiqué. C'est, par exemple, une femme jeune, élégante, qui tous les samedis se fait institutrice, dans une des salles de sa belle demeure, pour les jeunes ouvrières de la fabrique voisine. « Ces pauvres filles viennent dans cette maison, un moment la leur, dit M. Nisard, entendre une lecture religieuse que la maîtresse accompagne d'interprétations familières (1). » Beaucoup d'écoles du dimanche sont tenues de même, en Angleterre, par les fils et les filles des manufacturiers ou des nobles. Ainsi les relations d'estime et de sympathie entre les classes les plus fortunées et les ouvriers commencent dès l'enfance. On s'accoutume ainsi à avoir confiance les uns dans les autres; c'est déjà une grande raison pour qu'on fasse une nation qui soit forte et heureuse, et où aucun intérêt respectable ne soit sacrifié.

Je ne tracerai jamais une ligne d'où l'on puisse inférer que je conteste l'excellence ou l'autorité de la charité. De tout temps ce fut et jusqu'à la fin des siècles ce sera une admirable vertu que celle qui fait ouvrir la main du riche, afin qu'il y ait du pain dans celle du pauvre, du baume sur ses plaies. Les sentimens bienveillans sont nécessaires à l'harmonie de la société, comme l'attraction universelle l'est au maintien du système du monde. Les pratiques charitables nous seront du plus grand secours pour franchir le défilé où nous nous trouvons engagés. Il faut pourtant le dire : il n'y a pas lieu d'attendre de la charité toute seule la fin de nos discordes.

On s'abuserait extrêmement sur les sentimens des classes ouvrières, si l'on supposait qu'elles soient avides de ce qu'elles savent être de la charité. Individuellement ou en masse, elles sont certainement sensi-

(1) « Tout plaisir, toute distraction cesse, ajoute M. Nisard, dès que l'heure du devoir envers le pauvre a sonné. Des prix sont distribués, à certaines époques de l'année, aux plus attentives, sans que celles qui l'ont été moins s'en retournent les mains vides. C'est encore de la charité aimable, là où les mérites sont inégaux et où les besoins sont les mêmes, de savoir récompenser les mérites sans paraître frustrer les besoins. Les prix sont des objets d'habillement. Plusieurs de ces jeunes filles doivent à l'intelligence et à l'attention qu'elles ont montrées dans ces exercices une toilette décente qui contribue à les relever à leurs propres yeux.

« Ailleurs on reçoit les petites économies qu'elles font sur le prix de leurs journées; on les fait valoir, on le leur dit du moins, et aux approches de la mauvaise saison on leur achète des habillemens qu'elles croient avoir payés. On leur cache ce que la charité de leurs banquiers ajoute au capital et aux intérêts; on risque qu'elles soient moins reconnaissantes pour qu'elles soient plus prévoyantes. » (*Revue des Deux Mondes*, 15 décembre 1849.)

bles aux bons procédés, à tout ce qui atteste, chez les personnes plus fortunées, de la sympathie et de la confiance; mais désormais elles ont très peu de goût pour le patronage, et il y a en elles une fierté, excessive peut-être, qui les indispose contre la charité, du moment que celle-ci devient aumônière. Dès-lors elles en sont blessées. Je ne parle pas seulement de ceux des ouvriers qui, dans les temps agités, jouent le rôle de meneurs; ceux-là sont souvent des exaltés, des paresseux ou des hommes dissipés, dont l'influence cesse avec les circonstances révolutionnaires qui l'avaient fait naître. J'ai en vue ici la partie des ouvriers qui a l'habitude de réfléchir et de raisonner, qui est la véritable élite des classes ouvrières, et qui dans les temps réguliers conduit le reste. Les personnes qui sont le mieux placées pour connaître la vérité en ont fait l'observation, les ouvriers attendent l'amélioration définitive de leur sort, non de la bienfaisance des classes aisées, non d'un patronage dont je n'aperçois guère les élémens chez nous, sur une grande échelle du moins, mais bien de l'application qui leur serait faite plus complétement des indications de la raison et de la justice. Ils sont peu éclairés, et comment le seraient-ils davantage? C'est pourquoi, depuis la révolution de février, ils se sont grandement trompés sur ce que c'est que la justice et la raison. En avril, mai et juin 1848, ils croyaient, ou la plupart d'entre eux croyaient, que le système de l'*organisation du travail* de M. Louis Blanc et toutes les folies débitées au Luxembourg étaient l'expression de la justice et de la raison pures. Le *droit au travail* leur semblait un principe parfaitement équitable d'économie sociale, et il est vraisemblable que le nombre de ceux qui conservent cette illusion reste fort grand. Cependant, quelles que soient les doctrines qu'ils ont aimées et auxquelles beaucoup d'entre eux malheureusement restent fidèles, tenons pour certain qu'ils ne veulent être traités que comme des hommes libres et justes. Donnons-leur de bonnes notions sur la liberté et l'égalité, sur le juste et l'injuste, et ils y feront bon accueil; ils le feront avec empressement, pourvu qu'ils nous croient bienveillans, pleins du sentiment de leur dignité. S'ils se sont montrés ardens pour des maximes ou des systèmes où la spoliation est pourtant flagrante, c'est qu'ils ne l'y voyaient pas.

Nous avons donc à traiter avec les ouvriers comme il convient avec des hommes qui sont placés désormais sur le terrain du droit. Le temps est passé où, toute seule, la bienveillance des classes aisées ou riches aurait suffi à conserver l'harmonie dans la société; il est passé depuis que, sur le cadran de l'histoire de France, la main de la bourgeoisie elle-même a placé l'aiguille sur l'heure des révolutions. Depuis 1789, il n'était plus possible de douter qu'à un moment plus ou moins prochain, les ouvriers des champs et des villes voudraient des droits politiques et prétendraient être une force reconnue dans l'état.

Nous sommes, je ne puis dire le plus raisonnable des peuples, mais le plus raisonneur et le plus logicien; il était donc impossible que les ouvriers ne se réclamassent pas du principe de l'égalité devant la loi, afin qu'il eût pour eux spécialement des conséquences politiques plus ou moins semblables à celles qu'il a eues pour la bourgeoisie de 1814 à 1848.

Quand la loi a dit à un homme qu'il est arrivé à l'âge de majorité, le tuteur ne saurait indéfiniment le retenir sous sa direction étroite. A force de ménagemens et de bons procédés, il peut bien déterminer le ci-devant pupille à accepter, quelques mois, quelques années, des conseils officieux : il peut en obtenir, tout le reste de ses jours, des témoignages de reconnaissance et de respect; mais le pupille n'en est pas moins son maître, et bientôt il tient à ce que ce soit constaté pour tout le monde. L'oiseau, dès qu'il a ses plumes, ne peut demeurer dans le nid et part à tire d'aile; il reste à la nature humaine quelque chose de cet instinct.

Si la noblesse, au lieu de blesser le tiers-état par l'exclusif et le hautain de ses prétentions, lui avait témoigné de l'estime et de la condescendance, et qu'elle lui eût cédé sur quelques-uns des points où c'était de la plus palpable justice, l'esprit de réforme n'eût probablement pas éclaté avec la fureur dévastatrice qui caractérisa la révolution française; mais des actes du genre de l'ordonnance, intervenue sous Louis XVI, qui enjoignait, avec une recrudescence de rigueurs, que nul qu'un noble ne fût officier dans l'armée; mais la résistance anti-patriotique de la noblesse à porter sa part proportionnelle de l'impôt; mais les mille détails par lesquels les privilégiés s'obstinaient à faire sentir leur esprit de caste, tout cela avait comblé la mesure : le vase devait déborder, et dès qu'il fut constaté que le prince qui occupait le trône était un esprit sans portée, un caractère sans force ni volonté, une révolution fut inévitable. On s'aventurerait même fort en disant que, si la noblesse avait eu d'autres allures envers le tiers, la révolution eût pu en être reculée; on pourrait plutôt soutenir qu'elle en eût été avancée. Les événemens, pareils à la marée montante, poussaient le tiers-état. Les tardives concessions de la noblesse n'eussent probablement servi qu'à accélérer cette marche ascendante. Seulement on peut croire que, dans ce cas, la révolution n'eût pas laissé dans nos annales la trace de ruines et de sang qui marque la place de la première république. L'unité de loi et l'égalité de droits n'en fussent pas moins devenues les principes fondamentaux de la constitution française.

A bien plus forte raison aujourd'hui, après les révolutions antérieures qui ont tracé la voie en conquérant à la bourgeoisie des positions politiques, après la révolution de 1848 qui a conféré la domination au

grand nombre, ce serait s'abuser que de croire à la bienveillance, aux bons procédés, au patronage, aux diverses formes de la charité enfin, sans rien de plus, la puissance de satisfaire les classes qu'on nomme le peuple. On l'a bercé de tant de promesses, que le peuple ne renoncera pas sans de sérieuses compensations aux rêves qu'il caresse et qu'on a soin d'entretenir chez lui. Il veut des garanties politiques, afin d'être certain que ses intérêts seront désormais pris davantage en considération; il ne cessera pas de les vouloir. Je ne m'occupe pas en ce moment de savoir s'il se fait une idée juste de ce que ces garanties doivent être, et si la constitution de 1848 est viable. Ce sont des questions différentes que pour aujourd'hui je laisse de côté.

J'entends d'ici le lecteur se récrier contre cette opinion, que les bons procédés, le patronage, le ban et l'arrière-ban des manifestations de la charité ne suffiront pas à combler définitivement les vœux des classes ouvrières, et que l'on n'accomplira point avec ce seul secours le grand œuvre de la pacification de la société. Rien n'est plus vrai pourtant, et c'est notre vanité bourgeoise qui, nous mettant un bandeau devant les yeux, nous a empêchés de nous en apercevoir. Qu'on veuille bien y réfléchir : la charité, réduite à être seule, est du même ordre que le *bon plaisir* considéré comme la base unique du gouvernement. Eh! sans doute, il est d'une grande utilité que la charité se montre intelligente, active, infatigable, de même qu'il est avantageux dans une monarchie que le prince ou ses conseillers soient distingués par leurs lumières et d'un naturel bienveillant. L'un cependant ne suffit pas plus que l'autre. Nous n'avons voulu du *bon plaisir* à aucun prix; une charte octroyée n'a pas été assez pour nos exigences. L'ouvrier n'acceptera pas davantage la charité pure et simple, tant publique que privée, sous quelque figure que ce soit, pour garantie de l'amélioration de sa condition.

Je suis peiné de détruire le rêve de certains hommes, qui se flattent que la fougueuse démocratie, semblable à un fleuve débordé, ne pourra faire autrement que de rentrer tôt ou tard dans son lit pour couler doucement entre les rives, et qui, en retour de la soumission qu'ils espèrent, se promettent d'être d'excellens princes, toujours affables et gracieux. C'est un idéal qui sourit vivement aux imaginations romanesques et auquel se prennent même des personnes sensées que les bouleversemens périodiques ont dégoûtées de la liberté. On nous a tant parlé du moyen-âge, de ses châtelains chevaleresques et de ses châtelaines modèles d'amour ou de piété; on nous a fait sur la toile et en marbre, comme en prose et en vers, des représentations si élégantes des vertus propres à ce temps-là, que cette perspective se présente à nous pour ainsi dire d'elle-même, quand nous nous détachons du présent, qui nous afflige ou nous épouvante, pour songer à l'ave-

nir. Pourtant ce n'est là qu'un vain songe. Nul d'entre nous n'aura le bonheur de posséder des vassaux ou d'être un chef de clan comme Mac-Callum More. Nous ne rendrons pas la justice au pied d'un chêne, assistés de notre bailli; faisons-en notre deuil : tout cela est fini pour la France, irrévocablement fini. Et quand on se met à y regarder d'un peu près, en s'aidant de l'histoire plus que des récits pittoresques des romanciers, on reconnaît que le moyen-âge, avec les relations sociales qu'il comportait, n'était beau qu'en peinture pour le commun des hommes, à peu près comme les magnifiques armures en fer ciselé de ce temps-là que l'on conserve dans nos musées; c'est agréable à voir sur la scène : pour celui qui s'en affuble, c'est une prison et une torture.

Je ne conteste pas que l'organisation du moyen-âge, ou celle des clans écossais, comme celle plus ancienne du patriarcat, dont nous trouvons le type sous la tente d'Abraham ou de Melchisédech, ne mît en jeu d'admirables sentimens. La protection affectueuse quelquefois, communément vigilante et active, de chefs résolus et courageux inspirait à l'inférieur une juste reconnaissance et un profond dévouement, échange de pensées généreuses et touchantes. C'est un ordre de choses où le pathétique a une grande place, et je ne m'étonne pas que nos romanciers s'y soient attachés. D'où vient cependant l'intérêt des scènes du moyen-âge? pourquoi ce dramatique et ce pathétique dont quelques personnes d'un cœur excellent se sont éprises au point de penser que, pour le bien du genre humain, des relations sociales de même nature devraient se renouer? Le secret de ce déploiement de vertus attendrissantes et de nobles sentimens dans les rapports entre l'inférieur et le supérieur, c'est que, sous un autre aspect, la société d'alors offrait d'une manière continue le spectacle d'un horrible brigandage. Le faible, dans ce *bon vieux temps,* était exposé à toute espèce de méfaits, d'excès et de violences de la part d'hommes audacieux que l'action de la loi ne pouvait atteindre, parce qu'il n'y avait de loi que la volonté du vainqueur. La protection du seigneur était si nécessaire, qu'elle était accueillie avec transport, à quelque condition qu'elle s'exerçât. Le faible ne se plaignait pas de ce que la dépendance fût complète : il n'en était que plus assuré d'être défendu. Les rapports sociaux du moyen-âge entre le chef et l'inférieur, avec les caractères qui en font le charme dans les romans, naissaient donc des crimes et des maux de l'époque. La cause a disparu pour toujours, je l'espère; l'effet ne peut reparaître. Un philosophe contemporain, M. J. Stuart Mill, qui a écrit quelques excellentes pages sur ce sujet, remarque avec un grand sens qu'aujourd'hui les hommes ont la protection de la loi, qui manquait entièrement aux populations du moyen-âge; que c'est le patronage qu'ils préfèrent désormais, le seul dont ils veuillent;

que la relation de dépendance envers un protecteur leur pèse pour peu qu'elle se fasse sentir. L'émancipation est consommée en droit; elle est dans l'esprit des institutions; on s'en imbibe dans le courant de la vie; on la respire avec l'air. Rétablir la dépendance dans les faits et les lois est la plus chimérique des espérances. Toute tentative de coercition à cet effet dans l'Europe occidentale y serait le signal d'épouvantables orages (1).

M. Mill insiste sur ce que, quand bien même les classes ouvrières n'y seraient pas rebelles, le rétablissement d'un ordre social fondé sur le patronage serait matériellement impossible. « Parmi les populations agricoles, dit-il, des comtés méridionaux de l'Angleterre, qui sont plus passives, moins imbues de l'esprit moderne que celles des comtés septentrionaux et de l'Écosse, il ne serait pas impossible aux riches de maintenir quelque temps les liens de l'antique déférence et de la soumission d'autrefois par l'appât de salaires élevés, qui ne fissent jamais défaut, et par une condescendance extrême en toute chose; mais ce sont des clauses à l'observation desquelles les riches ne pourraient s'astreindre indéfiniment. (M. Mill aurait pu ajouter qu'il n'en était pas question dans le patronage du *bon vieux temps*.) Pour avoir le moyen de maintenir aux cultivateurs cette douce existence, il faudrait pouvoir les assujettir à un travail productif, qui fût soutenu, et les empêcher de pulluler au-delà des besoins de la culture. C'est là que les admirateurs du bon vieux temps trouveraient que leur entreprise est impossible et leur rêve insensé. Tout l'échafaudage de relations sociales à l'image de la féodalité ou du patriarcat, qu'on aurait essayé de fonder sur une condescendance sentimentale envers l'ouvrier, serait renversé de fond en comble par la nécessité de restrictions sur le modèle de notre loi des pauvres. »

Après les personnes qui rêvent naïvement comme remède à nos maux le rétablissement d'un système de patronage plus ou moins imité du moyen-âge, et où, bien entendu, elles auraient le rôle de seigneurs, dont elles ne manqueraient pas, c'est convenu, de s'acquitter avec une grace toute parfaite, il y a la catégorie des hommes plus positifs, qui sont partisans de la toute-puissance de l'état plus que de celle d'une aristocratie, et dont la formule moins poétique, mais plus précise, est celle-ci : *Tout pour le peuple, rien par le peuple*. Certainement l'histoire signale des positions où le gouvernement a observé avec une remarquable fidélité les deux termes de ce programme : tels Manco Capac au Pérou et Moïse avec les Hébreux dans le désert, tels les jésuites au Paraguay; mais ces dictatures, dans lesquelles une personnalité prodigieusement douée ou bien une agglomération d'hommes intelligens et

(1) J. S. Mill, *Principles of Political Economy*, livre IV, chap. VII, § 1.

actifs, qui, par la vigueur de leur discipline, composent à peu près un homme de génie, entreprend l'éducation d'un peuple dans l'enfance et le façonne par des moyens héroïques, ne sont plus de mise parmi nous. Ce ne fut jamais bon nulle part que pour un court intervalle de temps, après quoi, si on l'eût maintenu, c'eût été une intolérable tyrannie, dont la formule eût été rien *pour* le peuple aussi bien que rien *par* le peuple. Telle est l'inévitable issue de ce système, parce qu'il est dans la nature des choses que les classes qui n'ont en elles-mêmes aucun moyen de se protéger et de se défendre soient sacrifiées. L'*exploitation de l'homme par l'homme*, comme on dit dans la langue du jour, est certaine après quelque temps, si la dépendance est complète. Pour conquérir une condition passable ou pour la conserver, le faible a dû devenir fort et constater sa force.

Ceci n'est pas l'appel à la force brutale comme à la suprême raison; quand le serf et l'esclave s'affranchissent, quand les inférieurs en général parviennent à une condition meilleure, c'est, avant tout, que leurs idées et leurs sentimens se sont améliorés, purifiés, élevés. Hors de là pas de progrès possible; mais sur le chemin du progrès il y a des obstacles matériels, et on est sujet à y rencontrer des forces qui barrent le chemin. Il faut de la vigeur pour ouvrir la voie, ou pour déterminer à se tenir à l'écart ceux qui auraient songé à l'obstruer. On l'a dit justement, la civilisation est un composé de lumières et de forces.

L'histoire de la liberté ou de la civilisation (c'est la même chose) peut se résumer ainsi : des classes jusque-là déshéritées trouvent en dehors d'elles une assistance morale; à la faveur de cette assistance et par un pénible labeur, elles éprouvent un double agrandissement : l'un est de l'ordre moral, l'autre est l'acquisition des attributs visibles de la puissance. Dès qu'elles se sentent grandes et fortes, elles aspirent à prendre en main leurs propres affaires. Ainsi se sont passées les choses à l'égard des communes et du tiers-état, en France, en Angleterre, dans toute l'Europe, depuis les beaux jours de la féodalité jusqu'à nous. Ainsi elles s'accompliront toujours. Supposer qu'il puisse en être autrement, c'est nier que l'homme porte en lui le ressort de la personnalité; c'est le réduire à un état passif que démentent la religion et la philosophie, et contre lequel les annales tout entières du genre humain sont une longue protestation.

Le système *tout pour le peuple, rien par le peuple*, a été tenté de nos jours par plusieurs gouvernemens, surtout par M. de Metternich en Autriche et par le roi Frédéric-Guillaume III en Prusse. Dans ces deux états, l'expérience a été soutenue : elle a duré un tiers de siècle en Autriche; elle a été menée avec conscience et habileté de part et d'autre. L'idée faisait école sous le titre de *despotisme éclairé*, et l'on pensait à en faire son profit dans d'autres états, lorsque tout à coup

l'appareil a éclaté, non sans meurtrir les gouvernemens qui auraient voulu le perpétuer, et un système représentatif, qui fait une part à toutes les classes sans exception, en a pris la place. En cela, les soins empressés et intelligens du feu roi de Prusse et de M. de Metternich ont porté les seuls fruits qu'ils pussent produire. Si, comme on le dit, l'illustre chancelier de l'empire d'Autriche a été saisi d'étonnement quand l'explosion l'a renversé du pouvoir et l'a lancé jusque par-delà la Manche, il est injuste envers lui-même. Quoi! en Prusse et en Autriche, le gouvernement avait tout fait pour répandre l'instruction et les habitudes d'un travail intelligent parmi les populations; on leur avait donné la force morale; on avait favorisé l'acquisition par la bourgeoisie d'un grand capital, c'est-à-dire de ce qui constitue la puissance matérielle dans une société civilisée; on avait détruit toutes les illusions au sujet de l'antique ordre social, en retirant à peu près tous les priviléges nobiliaires; on avait mis les roturiers en position d'affirmer que même le métier de la guerre, autrefois l'apanage tout spécial de la noblesse, ils l'entendaient aussi bien qu'elle; on avait formé des citoyens, et on a été surpris de rencontrer autour de soi des hommes revendiquant leurs droits de cité, le pouvoir de s'immiscer dans le gouvernement! C'est votre étonnement même qui est fait pour exciter la surprise.

En Prusse, les choses avaient pris, depuis 1840, un tour particulier qui mérite d'être noté. Frédéric-Guillaume III mourut au bon moment. Le respect et la reconnaissance de la nation prussienne tout entière ont escorté son cercueil. Son fils, un des princes les plus instruits et les plus spirituels de l'Europe, vit bien que le temps du despotisme éclairé était passé, et il consentit à donner une constitution, tout en maugréant contre les *feuilles de papier;* mais son érudition lui porta malheur : il avait dans l'esprit trop de réminiscences du moyen-âge; il voulut en reproduire quelques traits, et, parmi les hommes qui ont le coup d'œil politique, personne ne doutait de l'avortement de cette tentative de restauration archéologique, quand la révolution de février ébranla toute l'Europe et détermina l'écroulement de cet édifice bizarre. Nos admirateurs du moyen-âge devraient faire comme le roi de Prusse, profiter de la leçon.

Il pourra être objecté que les révolutions de Prusse et d'Autriche n'ont rien à faire ici, que ce ne sont que des événemens fortuits, un contre-coup accidentel de la révolution de février, car il y a des gens qui en sont là; il n'en manque pas qui considèrent 1830 et même 1789 comme des émeutes. La révolution de février n'a pas été étrangère aux révolutions de la Prusse et de l'Autriche; néanmoins elle n'a fait que précipiter le changement par l'audace qu'elle a inspirée aux novateurs. Par l'ascendant qu'elle a momentanément donné à des doc-

trines exagérées et à des passions subversives, elle a rendu la crise violente et très douloureuse; toutefois, avant la révolution de février, il n'y avait pas de force humaine qui pût empêcher désormais la Prusse et l'Autriche de faire l'expérience complète du système représentatif. Ce serait grandement se méprendre sur ces deux puissantes nations, ce serait leur manquer de respect que de ne voir dans leurs révolutions qu'un misérable plagiat. La preuve que ce ne sont pas simplement des orgies d'étudians répétant les scènes de Paris, à peu près comme à Valenciennes on fait en carnaval une mascarade à l'instar de Bruxelles ou de Gand, c'est que les souverains eux-mêmes de la Prusse et de l'Autriche, lorsqu'ils ont eu secoué le joug des émeutiers et la tutelle des exaltés, se sont inclinés devant la démocratie, et l'ont admise à partager l'empire avec eux. Restituons aux événemens du dehors leur véritable sens, c'est le moyen d'éviter de fâcheuses erreurs dans l'appréciation des nôtres.

Les adversaires de l'admission des classes populaires à l'exercice de la liberté politique essaieront peut-être de soutenir que la révolution de Prusse et surtout celle d'Autriche ne prouvent rien contre l'idée d'appliquer en France le *despotisme éclairé* aux ouvriers, attendu qu'en Prusse les réminiscences classiques du prince en faveur du moyen-âge avaient inquiété la bourgeoisie, et qu'en Autriche M. de Metternich exerçait le *despotisme éclairé* envers toutes les classes de la nation, tandis qu'en France la bourgeoisie et en général les classes riches et aisées continueraient de participer au gouvernement. Il me semble au contraire que les événemens de Prusse et d'Autriche prouvent beaucoup par leur résultat final, qui a été d'investir toutes les classes sans exception d'une part d'influence directe dans le gouvernement, au moyen du droit de suffrage; mais allons au fond de la question. Pour que, chez nous, le système du *despotisme éclairé* fût mis en vigueur à l'égard des ouvriers, pendant que la bourgeoisie resterait nantie de la liberté politique, il faudrait qu'il fût établi que la bourgeoisie et en général les classes aisées ont le sens politique à un degré remarquable, et que les ouvriers en sont complétement dépourvus. Examinons donc. Est-ce bien la noblesse qui possède un sens politique si distingué? Sans remonter jusqu'à l'émigration, ce qui me donnerait trop d'avantages, la conduite du parti légitimiste pendant les dix-huit années du gouvernement de juillet est un fait sur lequel on peut se former une conviction, je suppose. Est-ce la classe moyenne qui brille tant par l'intelligence politique? L'absence de sens politique dans une partie notable de la bourgeoisie est au contraire un des symptômes les plus tristes de notre temps. La garde nationale, la bourgeoisie armée, a eu si peu le sentiment de l'ordre public, qui est l'un des élémens principaux du sens politique, que, peu d'années après la révo-

lution de juillet, il a fallu la dissoudre dans presque toutes les grandes villes, parce qu'elle eût prêté main-forte à l'esprit de désordre. A Paris, elle s'est associée aux manœuvres séditieuses qui ont précédé la révolution de février; elle a été la dupe et l'instrument des sociétés secrètes : on lui a insinué de crier vive la réforme! et elle a crié à tue-tête. Elle ne voulait pas la révolution, et elle l'a faite. Elle avait alors la république en horreur, et elle a livré les clés de la place aux républicains. Une portion assez considérable de la bourgeoisie, celle qui est signalée pour avoir fourni beaucoup de voix à la liste rouge aux élections du 10 mars 1850, a et doit garder, plus que le populaire, deux sentimens qui oblitèrent le sens politique : l'envie contre toute supériorité et la passion de contrecarrer le gouvernement. L'envie envers le riche est, je le crois, fort développée aujourd'hui chez l'ouvrier; mais il ne paraît point impossible de l'y amoindrir. Envers l'autorité, l'ouvrier n'a pas une malveillance systématique, parce qu'à chaque instant il a lieu de s'apercevoir qu'il faut du commandement en toute chose. Enfin, jusqu'à présent, ce n'est que par exception ou par hasard qu'on a pu faire suivre à la bourgeoisie une certaine discipline en politique, tandis que les ouvriers se montrent admirablement disciplinés dans les circonstances où ils en ont besoin. C'est donc une assertion hasardée que de représenter l'ouvrier comme inférieur à toutes les autres classes en intelligence politique.

Eh bien! reprend-on, nous élèverons assez le cens pour qu'il n'y ait d'électeurs que ceux qui sont au-dessus d'un certain niveau; nous laisserons à l'écart non-seulement tous les ouvriers, mais une bonne partie des bourgeois. Ceux qui ont *in petto* ce plan de régénération politique de la France devraient dire comment ils s'y prendront pour le mettre à exécution. Les événemens nous aideront, disent-ils; les dures leçons de l'expérience détermineront la nation à renoncer à toutes les chimères du jour. — Je ne garantis pas que l'expérience ne nous réserve point de sévères leçons; mais, quoi qu'il arrive, quand même on serait parvenu à faire accepter un régime électoral analogue à ce qu'était, par exemple, celui de la restauration, où il fallait payer cent écus de contributions directes pour être électeur, on n'aurait pas fait dix ans de ce régime, que déjà l'opinion l'aurait miné. L'intelligence revendiquerait ses droits, et il faudrait les lui reconnaître, parce que la civilisation moderne n'admet pas qu'ils soient long-temps foulés aux pieds, et, quand une brèche aurait été faite au système, il croulerait. La donnée des électeurs gros censitaires a fait son temps.

Il faut pourtant, en toute chose, s'inspirer de l'esprit général de la civilisation. Une nation peut se tromper, et même dix nations à la fois peuvent se laisser séduire par une combinaison vicieuse, déception éphémère, condamnée à périr presque aussitôt qu'elle est née. Cependant,

quand une tendance se remarque chez toutes ou presque toutes les nations à la fois, il est presque certain, non qu'elle est parfaite, mais qu'elle recèle au moins un bon germe destiné à croître et à se perpétuer. De ce point de vue, l'idée de constituer chez nous un corps électoral sur la base d'un cens, je ne dis pas de 200 francs (c'est une cote jugée, je l'imagine), mais de 300 ou de 400 francs, de manière à exclure les classes ouvrières en bloc et une partie considérable de la bourgeoisie, me paraît n'avoir aucune chance d'avenir. Je remarque, en effet, chez tous les peuples qui ont le représentatif, qu'on modifie de temps en temps la loi électorale de manière à abaisser le cens, quand il y en a un, à admettre à l'électorat un nombre toujours croissant de citoyens, et à en ouvrir enfin les rangs aux classes ouvrières des champs et des villes. Depuis soixante ans, ce mouvement est à peu près continu et universel : c'est notoire pour les États-Unis, où les nouveaux états confèrent le droit de suffrage à tout homme blanc de vingt-et-un ans, et où les anciens états ont graduellement modifié leur constitution de manière à se rapprocher plus ou moins de ce type radical, que certes je n'entends pas glorifier. Les états allemands sont à peu près sous la loi du suffrage universel; de même la Suisse. L'Angleterre n'en est pas là; sa loi électorale est complexe, elle varie selon les lieux. Il est à remarquer qu'en 1832, quand fut votée la grande loi de la réforme parlementaire, on retira à certaines catégories dans les villes, mais pour l'avenir seulement, je veux dire pour les générations suivantes, la franchise électorale dont elles jouissaient sans avoir à justifier d'aucun cens ni de rien de plus que d'être des habitans de l'endroit. Il y eut un petit nombre d'autres restrictions; mais il ne faut pas oublier que les conditions de cens sont restées très libérales : dans les comtés, par exemple, il suffit d'être fermier d'un coin de terre rapportant 40 shellings ou 50 francs de revenu; dans les villes, quiconque a un loyer de 250 francs a aussi droit de suffrage; il y a même des classes d'électeurs qui sont astreintes à infiniment moins, indépendamment des catégories qui, comme je viens de le dire, sont destinées à disparaître (1). Enfin, il est à présumer que les conditions mises au droit de suffrage en 1832 seront bientôt adoucies en Angleterre. De toutes parts donc, c'est une tendance marquée, et même un fait accompli, d'admettre les classes ouvrières à l'exercice des fonctions électorales dans une certaine mesure. Ainsi, autant que le présent et un passé déjà imposant autorisent à juger de l'avenir, il n'y a pas lieu de croire qu'on puisse rétrograder jusqu'à un système électif qui aurait pour base un cens élevé.

(1) M. J. Lemoinne a résumé le système électoral de l'Angleterre dans un petit volume publié en 1841, *les Élections en Angleterre;* on y voit à quel point les ouvriers ont leur part dans la distribution du droit de suffrage.

Les adversaires de l'admission des masses populaires au droit politique résistent à ces observations. Ils citent la révolution française comme la preuve de la nécessité qu'ils signalent de revenir sur les franchises électorales quand on n'a pu éviter de les accorder aux classes ouvrières. D'après la constitution de 1791, et plus tard sous la constitution de l'an III, le droit de suffrage était reconnu à une multitude de personnes. Sous l'empire, le droit de suffrage fut illusoire, et puis, pendant la période florissante qui sépare 1815 de 1848, le droit de suffrage a été limité à ce qu'on a appelé une oligarchie de cent mille ou deux cent mille électeurs. Je n'éprouve aucune difficulté à admettre que toutes les fois que les populations abuseront des droits politiques, comme sous la première république, le despotisme sera la conséquence obligée de l'abus. La dictature de Napoléon est le fruit légitime des horreurs de 1793 et des désordres du directoire. Si le grand nombre aujourd'hui abusait du droit de suffrage de manière à renouveler la terreur et l'anarchie, nous aurions à nous prosterner encore devant un sabre : mêmes causes, mêmes effets; mais la dictature n'est que pour un temps. Quand la nation a recueilli ses esprits, elle se prend à vouloir de nouveau de la liberté. Après le despotisme impérial, nous eûmes le régime constitutionnel. Sans la charte, Louis XVIII était impossible. Après la charte de 1814 vint celle de 1830, qui doubla le nombre des électeurs, et en 1848 le gouvernement lui-même admettait qu'il fallait, comme l'opinion le demandait, agrandir le cercle électoral. Quand même la révolution de février n'aurait pas éclaté, la loi électorale aurait été remaniée; de proche en proche, il était inévitable qu'elle le fût de fond en comble : on n'eût pas empêché les classes ouvrières de s'y faire jour après un peu de temps. Ainsi, après une période despotique une période représentative où successivement le droit de suffrage est de plus en plus élargi, forcément, tout comme on est forcé de descendre quand on s'est placé sur une pente rapide. Si la nation ne supporte pas le régime représentatif ainsi plus ou moins généralisé, elle retourne au despotisme une fois de plus, pour recommencer le même cercle. Elle consume dans une rotation stérile le plus pur de sa substance; elle dépérit pendant que les autres, qui ont su s'accommoder de la liberté politique, avancent dans la carrière sans jamais revenir sur leurs pas. Le sceptre de la civilisation est désormais aux nations qui sauront conserver la liberté.

Dans nos nations homogènes, on ne concevrait même pas que les classes ouvrières fussent absolument impropres à jouir, dans une certaine mesure, des franchises politiques, à moins que les classes bourgeoises elles-mêmes n'y fussent à très peu près impropres pour leur compte, car c'est le même sang et le même tempérament. Il y a chez l'ouvrier le plus souvent une moindre culture intellectuelle; mais dans

les états modernes tous les individus reçoivent quelque éducation, ou se la donnent à eux-mêmes, lorsqu'on a le tort de la leur refuser ou de la leur mesurer à trop petite dose. La différence des degrés d'instruction n'est pas assez grande pour justifier une distinction aussi tranchée et aussi rigoureuse que celle qui consisterait à attribuer à la bourgeoisie la franchise électorale et à la refuser aux ouvriers. Il y a aujourd'hui chez la plupart des ouvriers un grand désir de s'instruire, et, chez ceux de certaines professions, on rencontre des connaissances plus solides peut-être que celles qui existent habituellement parmi certaines fractions de la bourgeoisie.

Il ne s'agit donc pas de pleurer sur les ruines du passé, ni d'épancher nos regrets sur les bons sentimens du temps ancien, sur les beaux traits qui distinguaient le système où le patronage d'un homme puissant était le seul refuge du grand nombre. Il ne s'agit pas davantage de s'attendrir sur les résultats avantageux qu'a eus récemment dans certaines contrées le système du despotisme éclairé, et sur les merveilles qu'il allait produire quand il a éclaté dans la main de ceux qui s'en servaient; c'est comme Aladin, qui est toujours au moment de devenir le plus heureux des hommes quand il perd sa lampe miraculeuse. Vite essuyons nos larmes et coupons court à nos soupirs. Nous n'avons plus le loisir de nous répandre en sanglots et en regrets. Le flot de la démocratie nous presse; la vague mugissante blanchit de son écume nos derniers remparts. Notre seule chance est que nous réussissions à développer chez les populations ouvrières les vertus propres à l'indépendance, puisque la dépendance a fini son temps. Les habitudes de soumission et de déférence ne sont pas encore tellement effacées en elles, que nous ne puissions utiliser ce qui en reste en nous y prenant bien, je veux dire avec intelligence, avec loyauté, avec bienveillance, et aussi avec courage et fermeté, car malheur à nous, si nous étions pusillanimes! mais nous ne pouvons en attendre qu'un service passager. Il faut nous proposer pour idéal, non de leur retirer les droits politiques, mais de les leur administrer selon la dose qu'elles en peuvent porter, en n'épargnant rien pour agrandir à cet égard leur capacité; car le danger est que, cédant à l'impatience qui est native chez la race française, elles n'en veuillent avoir à chaque instant au-delà de ce que leur avancement comportera. Et si l'un de ces jours il était démontré, ce qu'à Dieu ne plaise, que le salut de la société exige la suppression momentanée de la liberté politique, en supposant que nous eussions découvert l'homme de génie et d'autorité qui pourrait, sans ployer sous le fardeau, être investi de la magistrature dictatoriale, il faudrait que, pendant ce sommeil temporaire de la souveraineté nationale, l'exercice de la liberté politique fût uniformément retiré à

tout le monde; la reprendre aux ouvriers seuls ne serait pas juste et serait une imprudence extrême.

Il est au moins fort douteux qu'il soit possible de rétablir chez nous la déférence du pauvre envers le riche, non à l'imitation du moyen-âge, mais même au degré où elle existe encore en Angleterre. Il est trop tard. Des liens de ce genre, une fois qu'ils ont été rompus, ne se renouent pas solidement. Les Anglais n'ont pas eu, certes, une politique immobile, à beaucoup près : ils ont eu le culte du progrès autant que d'autres; mais ils l'ont entendu d'une autre façon que nous. Ils ont considéré qu'une nation ne devait pas répudier son passé et secouer la tradition; de même qu'une génération est le fruit de celles qui précèdent, ils ont pensé qu'en politique les institutions d'une époque devaient naturellement et régulièrement procéder des âges antérieurs. Ils ont fait des modifications graduelles à leurs lois, ils ont évité les changemens à vue, ils ont en horreur les transformations brusques par le procédé révolutionnaire. C'est ainsi que la société anglaise, telle qu'elle est aujourd'hui, dérive, par une filiation continue, de la vieille société anglaise d'il y a plusieurs siècles, tout en lui ressemblant fort peu, et que les relations de patronage ont pu se conserver jusqu'à un certain point dans la Grande-Bretagne, sans que la liberté et la dignité du commun des hommes cessassent d'y recevoir de nouvelles garanties. Nous, au contraire, nous avons subitement entrepris de faire *ab ovo* une société nouvelle. Nous démolîmes l'ordre social tout entier en 1789 et pendant les années suivantes. La constituante rompit tous les liens sociaux, et les événemens qui se sont passés depuis n'ont pas été de nature à rattacher ce qui était séparé. La manœuvre fut-elle judicieuse? Fîmes-nous bien de céder à l'impatience de notre tempérament dans la poursuite du progrès social et politique? Tout ce qui se passe ne montre-t-il pas que la tâche assumée par nous en 1789 est infiniment plus lourde que nous ne l'avions pensé? Les Anglais, qui ont eu des allures moins précipitées, et qui, au lieu de nos révolutions périodiques, se livrent à une évolution graduée et régulière, ne sont-ils pas pour le moins aussi avancés que nous? Quoi qu'il en soit, il ne nous est plus possible de quitter notre méthode pour prendre celle de nos voisins. Nous ne pouvons faire que ce qui est accompli ne le soit pas, que les coutumes que nous avons secouées subsistent encore. Quelque effort que nous fassions pour développer parmi nous la pratique de la bienfaisance, je ne crois donc pas que nous réussissions à restaurer chez nous les mœurs du patronage au point où les Anglais les ont gardées. Supposons cependant que ce soit praticable, serait-ce à dire que les ouvriers n'auraient rien à attendre de plus, et qu'ils devraient, en retour, renoncer à l'exercice des droits

politiques? C'est l'Angleterre qui répondra à cette question. Le patronage exercé envers les classes ouvrières chez le peuple anglais implique si peu leur renonciation aux droits politiques, que, dans la Grande-Bretagne même, les ouvriers des champs et des villes ne laissent pas que de participer au droit de suffrage. La Grande-Bretagne, avec son système de patronage, n'en est pas moins un foyer d'où le vote à peu près universel rayonne dans le monde entier. Les essaims que la Grande-Bretagne envoie dans toutes les parties habitables de la planète pour y fonder de nouveaux empires ne manquent jamais de se constituer conformément au système représentatif, en admettant tous ou presque tous les citoyens actifs au droit de suffrage. Au Canada, dans l'Australie, partout c'est de même, et c'est de l'Angleterre que les États-Unis ont emporté le germe qui n'a pas eu à se développer infiniment pour devenir le suffrage universel des blancs.

On pourrait contester aux classes ouvrières le droit de suffrage, s'il était démontré qu'en l'absence de libertés politiques leurs intérêts seraient suffisamment défendus, et que leur avancement graduel n'en souffrirait pas; mais c'est trop souvent le contraire qui arrive. On peut consulter l'expérience des dix-huit années de la monarchie de juillet : ce fut le règne des classes moyennes encore plus que celui du prince qui avait été porté au trône en 1830 et des ministres dont il s'entoura. Ce serait une grande injustice de prétendre que dans cet intervalle de dix-huit ans il n'a rien été fait pour l'amélioration populaire. Cependant, pour être dans le vrai, il faut avouer que presque tout ce qui a été réalisé en ce genre est émané du gouvernement beaucoup plus que de la chambre qui personnifiait les classes moyennes, la seule des deux chambres qui eût de l'autorité. La loi de 1833 sur l'instruction primaire, un des *actes* les plus insignes qui recommandent à la reconnaissance populaire le gouvernement de juillet, fut votée par la majorité avec un certain empressement; mais pendant les quinze années florissantes de 1833 à 1848, alors que nos finances étaient dans une prospérité jusque-là sans exemple, on ne put obtenir qu'il fût fait aux instituteurs un sort moins indigne de leurs fonctions. A mesure qu'on s'était éloigné du point de départ, cette loi de 1833 avait excité dans une partie des classes riches ou aisées une animadversion qui, sans l'insistance du gouvernement du 10 décembre, eût laissé dans la loi toute récente sur l'instruction publique des traces bien regrettables pour l'honneur de notre nation.

Sous le gouvernement de juillet, il a existé, parmi les classes moyennes, une sorte de parti qui ne pouvait revendiquer comme sien aucun des hommes politiques les plus éminens, mais qui, suppléant au nombre et au talent par l'activité et par l'intrigue, jouissait d'un grand crédit. Ces deux ou trois coteries, car ce n'était guère plus, pro-

fitaient des embarras parlementaires du gouvernement pour lui imposer leurs idées mesquines, leurs petites passions et leur sot esprit de caste. Elles se mettaient à peu près systématiquement en travers de tout ce qui était de nature à donner quelque relief aux classes populaires. Toute chose qui eût tendu à élever la position de celles-ci était signalée par cette poignée d'égoïstes et de peureux comme un acheminement à un nouveau 1793. Quiconque nourrissait quelque projet d'amélioration populaire leur était suspect et était dénoncé comme un révolutionnaire; je sais là-dessus quelques traits assez curieux. L'apathie, l'absence d'initiative et de prévoyance dont, pour le malheur de la patrie, est affectée la masse des classes moyennes aussitôt que les temps sont calmes ou semblent l'être, donnait beau jeu à ces médiocrités retardataires. Il en est résulté que si les classes ouvrières ont pris part au mouvement d'amélioration qu'a éprouvé la France de 1833 à 1848, le plus souvent ce n'a pas été en vertu d'une sollicitude spéciale dont elles fussent l'objet de la part des pouvoirs dominans, c'était seulement en vertu de l'action générale qu'exerçaient les principes de 1789, tels qu'ils étaient formulés dans les lois. Après une révolution comme celle de 1830, qui, accomplie par le bras populaire, à la face d'une armée pleine de bravoure et de discipline, avait révélé aux classes ouvrières toute l'étendue de leur force, éveillé en elles de très grandes espérances, de très grandes prétentions, la prudence la plus vulgaire commandait d'adopter, en faveur des ouvriers, toutes les mesures d'amélioration qui seraient à la fois conformes aux principes fondamentaux des sociétés et compatibles avec l'état des mœurs et les nécessités publiques. Il eût été sage d'initier peu à peu l'élite des ouvriers à la vie politique, dont on pouvait prévoir qu'à la première occasion les masses forceraient l'entrée, et pour cette initiation même on avait quelques occasions exemptes de péril; j'en signalerai bientôt un exemple. Ces satisfactions diverses auraient eu un grand effet; mais il était écrit que la fausse sagesse des coteries à courte vue auxquelles j'ai fait allusion devait prévaloir!

Citons des faits précis. Il y a un vaste programme d'amélioration populaire qui se résume nettement en ces simples paroles : *la vie à bon marché*, et dont la réalisation implique la refonte d'un certain nombre de lois fiscales et commerciales. Le beau idéal de ce programme peut se voir aujourd'hui, à peu de chose près, complet en Angleterre. Il y a été réalisé par une série de réformes législatives depuis 1824 jusqu'à ce jour, mais surtout depuis 1842. Tout ce que la loi pouvait afin que le pauvre eût à bas prix les articles de première nécessité, alimens, vêtemens, combustibles, le législateur anglais l'a voté sur la proposition du gouvernement. Les réformes de ce genre, pour s'accomplir avec succès sans qu'aucun intérêt considérable en soit com-

promis, réclament des temps prospères. Qu'est-ce qu'on a fait dans ce genre chez nous pendant la période d'une si remarquable prospérité qui de 1833 s'étend à 1847? Rien. Et voici pourquoi : si le gouvernement avait nourri de pareils desseins, s'il eût tenté de se rapprocher du système fiscal et commercial qui triomphe en Angleterre (il y a lieu de penser que sa propre inclination l'y portait), le ministère qui en eût fait la proposition à la chambre des députés eût été foudroyé par la majorité et par l'opposition coalisées. Je n'ai pas à rechercher s'il n'eût pas été beau de braver ces foudres; je constate que les hommes d'état les entendaient toujours gronder au-dessus de leurs têtes.

Autre exemple. La conscription militaire est un impôt que je crois peu conforme au principe fondamental de l'égalité devant la loi. Il est extrêmement onéreux pour les classes ouvrières; pour le riche, il se réduit à une contribution insignifiante. Ce système a d'ailleurs toute sorte d'inconvéniens. En Angleterre, la conscription n'existe pas; c'est toujours dans ce pays, qu'on nous dépeint comme essentiellement aristocratique, qu'il faut aller chercher les institutions essentiellement populaires. L'armée anglaise ne se recrute que par l'enrôlement volontaire. L'abolition de la conscription a été promise chez nous depuis 1814; ce ne serait que revenir à l'ancien régime, qui, sur ce point, était meilleur ménager de l'intérêt populaire que nous. Les classes ouvrières, celles des campagnes surtout, seraient infiniment sensibles à cette amélioration. Or, qu'a-t-on fait dans ce sens pendant la domination des classes moyennes? Rien encore. Les propositions qui eussent allégé cet impôt sans rien coûter au trésor public n'ont cependant pas manqué. Elles se sont produites quelquefois sous le patronage de noms illustres; mais les meneurs des classes moyennes n'ont pas jugé le sujet digne d'eux. Ils avaient bien d'autres affaires! Ceux qui se montraient les plus ardens pour les principes de liberté et d'égalité s'occupaient d'émouvoir la nation à l'occasion d'un missionnaire obscur du nom de Pritchard, qui, sur une petite île de l'Océan Pacifique, où flotte notre pavillon on ne sait pourquoi, s'était fait malmener par nos marins pour son prosélytisme acrimonieux, et que le gouvernement, par un sentiment de probité, indemnisait des pertes matérielles qu'il avait subies. Chose pénible à avouer, les classes moyennes se laissaient persuader que cet incident misérable était la grande affaire du temps. On sait que ce fut le mot d'ordre aux élections générales de 1842, et que le ministère y fut battu (1).

(1) La majorité se trouva cependant acquise au ministère, parce que la mort du duc d'Orléans, qui suivit de quelques jours les élections, fit une vive impression dans le public, et retourna quelques députés. Sans ce fatal événement, le ministère était renversé pour le fait de l'indemnité Pritchard.

Dans leur désir de s'élever, les classes ouvrières eussent été ravies d'exercer dans Paris, pour leur part, une magistrature à laquelle l'ouvrier est appelé par décret impérial depuis 1806, celle des prud'hommes. Les conseils des prud'hommes, par leur composition mixte de chefs d'industrie et d'ouvriers, sont des institutions très recommandables, très utiles, propres même à concourir à la tranquillité de la société. Ils ont dépassé l'attente de leur glorieux fondateur. Il n'en existait pas à Paris, lorsqu'après 1840 le gouvernement de juillet, sollicité par les chefs d'industrie et par quelques personnes honorables (1), se montra disposé à déférer à ce vœu. Le projet, dès qu'il fut ébruité, causa une grande émotion chez les personnes officieuses qui s'agitaient en se donnant pour les représentans et les gardiens des intérêts de la bourgeoisie. Elles allèrent chez les ministres remontrer que la société était compromise, si les ouvriers de Paris recevaient à un titre quelconque, et avec quelque précaution que ce fût, un droit de suffrage. C'est ainsi que fut retardée pendant quelque temps la constitution des conseils de prud'hommes à Paris. Comment veut-on que les classes ouvrières se croient convenablement et équitablement représentées, si, dans les conseils de la nation, il n'y a place que pour les classes au nom desquelles, sans être désavoués hautement, de prétendus amis de l'ordre public élevaient ces prétentions exclusives?

Dans le débat entre les classes aisées et les ouvriers, la solution conciliatrice doit être bien moins embarrassante à découvrir que dans le conflit qui éclata, il y a soixante ans, entre la noblesse et le tiers. Les prétentions de la noblesse étaient incompatibles avec celles de l'autre ordre. La noblesse avait des priviléges qu'elle voulait perpétuer, et le tiers-état voulait l'abolition des priviléges de toute espèce, de ceux même qui existaient dans son sein en faveur des corporations d'arts et métiers. Il prit pour devise l'égalité de droits et l'unité de loi, c'était la négation de l'ordre nobiliaire même. Il est vrai que le tiers avait engagé une autre lutte contre la royauté, afin d'obtenir pour tous la liberté, qui n'existait pour personne. La noblesse devait ainsi profiter individuellement des efforts du tiers; mais, à l'exception d'une minorité, elle n'envisagea pas assez ce que, pour une classe qui était encore nantie de la majeure partie de la richesse, qui avait l'ascendant d'une éducation distinguée, d'un savoir-vivre exquis, cette compensation, mince en apparence, avait de large au fond. Elle s'absorba dans le regret des priviléges dont il fallait se démettre. On sait la fin.

Entre les classes aisées et les ouvriers, il ne s'agit de priviléges à

(1) L'une des personnes qui travaillèrent le plus à éclairer l'opinion et l'autorité sur ce qu'il convenait de faire en cette circonstance fut M. Mollot, actuellement juge au tribunal civil à Paris.

ravir à personne; des priviléges, à proprement parler, il n'y en a plus, ou, s'il en subsiste quelques restes, ils sont condamnés virtuellement, et chaque jour le courant en emporte un lambeau. L'égalité de droits et l'unité de loi sont des conquêtes faites en commun par le corps entier du tiers-état, bourgeois et ouvriers. Il n'y a plus de principe neuf qu'il s'agisse sérieusement d'introduire dans la société. Il est bien vrai qu'au gré de quelques insensés, pour accomplir l'amélioration populaire, il faudrait inaugurer de prétendus principes, destruction ou affaiblissement de notions sacrées et éternelles telles que la propriété et la famille; mais ce ne sont pas des principes, ce sont des erreurs grossières, devant la pratique desquelles on reculera toujours, quand bien même ceux qui les préconisent deviendraient pour un instant les maîtres. La clameur du genre humain proteste contre ces extravagances; sans la propriété et la famille, il n'y a plus rien de possible en faveur de l'ouvrier; la société en masse rétrograde jusqu'à la barbarie, jusqu'à la vie sauvage. Les principes dont l'ouvrier doit attendre l'amélioration de son sort sont acquis. Il ne peut plus être question que de faire de ces principes souverains, au fur et à mesure du progrès des mœurs, une application toujours plus étendue et plus équitable, où l'ouvrier trouverait son avantage, mais où, par la nature même des choses, ce qu'il obtiendra ne sera pris à personne, si bien que ce sera l'avancement général de la société en même temps que le sien.

Le peuple, dira-t-on, a des prétentions fort exagérées. — Il n'est que trop vrai; mais il y a des exagérations que je redoute autant que les siennes, ce sont les nôtres. Ce sont celles-ci qui nous feront le plus de tort; elles contribuent à le rendre de plus en plus outré dans ses erreurs et de plus en plus obstiné. En politique, on succombe pour ses propres fautes et non pour celles de ses adversaires. Soyons modérés dans la véritable acception du mot, si nous voulons qu'on le soit envers nous. Reconnaissons les droits d'autrui, c'est ainsi qu'on obtient le respect pour les siens. Nous possédons plus de lumières que les ouvriers, nous sommes persuadés que nous leur sommes bien supérieurs en sagesse et en patriotisme : de par les événemens, nous sommes mis en demeure d'en administrer la preuve, en faisant, à ce titre, les premiers pas dans la voie de la conciliation; c'est pour la patrie la voie de salut. Pour les classes qui représentent particulièrement les forces conservatrices de la société, c'est à la fois aussi la voie de l'honneur, celle du devoir et celle de l'intérêt.

Je me résume : les classes ouvrières constituent-elles dans la société une force distincte? — Oui. — Cette force est-elle imposante? — Évidemment. — S'ignore-t-elle, ou au contraire a-t-elle pleine conscience d'elle-même? — Elle est remplie du sentiment de ses droits, son pen-

chant est même en ce moment de se les exagérer. Est-elle reconnue par la loi? — Incontestablement; la constitution de 1848 fait plus que de la reconnaître : elle lui accorde une influence excessive, elle lui décerne la domination dans l'état. — Cette force, qui n'est pas seulement imposante, qui a le sentiment outré de ce qu'elle mérite et de ce qu'elle peut, qui a la sanction de la loi, est-elle en elle-même digne de respect? — Oui, pourvu que, comme toute autre force sociale, elle ne réclame rien que ce qui est conforme aux principes fondamentaux de liberté et de justice pour tous, et que ce qui est humainement possible. — Les droits politiques qui seraient reconnus aux classes ouvrières sont-ils nécessaires à la protection des intérêts légitimes de ces classes? — Il n'est plus permis d'en douter. Il ressort de là l'indication d'une ligne de conduite pour les classes riches ou aisées, et cette ligne serait différente de celle qui est suivie depuis plusieurs mois, depuis la réunion de l'assemblée.

Puisse-t-on donc se hâter, par des actes formels, d'effacer de l'esprit des classes ouvrières l'opinion qu'elles ont pu se former, que nous n'adhérions pas franchement à un régime où l'amélioration de leur sort fût la tâche principale du gouvernement, et où elles en eussent la garantie par une équitable participation aux droits politiques!

Cette adhésion loyale et explicite de notre part n'interdirait pas d'apporter à la constitution de 1848 les changemens qu'indique l'expérience, et que commande une saine appréciation du caractère français et de la société française. Loin de là, elle faciliterait l'entreprise. Il faut pourtant en venir à cette révision aussitôt que possible : nous ne pouvons demeurer dans ces conditions manifestement révolutionnaires où la constitution de 1848 nous a placés. Pour que la révision soit bien faite, pour qu'elle ait un résultat de quelque durée, pour qu'elle ferme la porte aux déchiremens, il est nécessaire qu'elle s'opère d'un commun accord entre les grandes fractions de la société. L'accord est impossible pourtant, si les classes diverses ou les grands partis nourrissent la pensée de s'annuler mutuellement et de s'arroger seuls l'empire; il devient aisé, s'il est évident que chacune des grandes forces qui sont en présence renonce à l'espoir d'exclure les autres et de les dominer, et si l'on donne des gages de la disposition où l'on est de vivre à côté les uns des autres. La constitution révisée ne doit point être la proclamation du triomphe de l'un des grands élémens de la société sur un autre. Ce doit être un pacte d'alliance, un traité de paix, et les préliminaires d'un traité de paix consistent à prendre une attitude conciliante.

C'est le cas ou jamais pour tous les élémens conservateurs de la société d'agir de concert, de s'organiser autrement que sur le papier, de s'unir par les liens d'une étroite intimité. Que ne prennent-ils mo-

dèle sur leurs adversaires! Qu'ils fassent abnégation de leurs prétentions particulières pour ne plus se souvenir que de leurs désirs communs. Il faut, certes, que, pour traiter avec les élémens novateurs, ils les abordent avec un loyal esprit de conciliation, sans arrière-pensée; mais, à plus forte raison, entre eux, doivent-ils nourrir ces sentimens les uns pour les autres. Être autrement, ce serait se condamner à périr.

Que si l'on dit que la ligne de conduite recommandée ici est loin d'être dégagée de périls, je supplie qu'on nous en montre une autre qui n'en offre pas davantage, qu'on indique, pour sortir des difficultés qui nous pressent, une issue où nous n'ayons pas à laisser plus de notre honneur, de notre autorité dans le monde, de nos richesses publiques et privées. Quand les hommes généreux qui firent la révolution de 1789 prirent la détermination de démolir toute la société, sauf à en reconstruire ensuite une autre de toutes pièces, ils nous jetèrent sur un océan inconnu, semé d'écueils, sujet à être soulevé par de terribles tempêtes. Nous constatons sans cesse, à la sueur de nos fronts, que la carrière de la liberté, quand on y entre de cette façon, est fort périlleuse; mais avec de l'esprit politique, avec du patriotisme, avec les sentimens et les vertus qui forment la substance même de la civilisation, et qui permettent à l'homme de puiser, dans le sein de ses semblables et dans de plus hautes régions, des forces toujours nouvelles, on déjoue toutes les mauvaises chances, on surmonte ou l'on aplanit tous les obstacles. Continuons donc, avec une résolution calme plus bienveillante pour autrui et plus sévère pour nous-mêmes, le laborieux pèlerinage auquel nous ne pouvons nous soustraire. Acceptons-en franchement les épreuves qu'il ne nous est pas donné d'éviter;

Faisons notre devoir, les dieux feront le reste.

MICHEL CHEVALIER.

CHARLOTTE CORDAY

PAR M. PONSARD.

Le sujet choisi par M. Ponsard présente certainement de graves difficultés; cependant je ne crois pas que la figure de Charlotte Corday doive être bannie du théâtre. Il y a dans le courage viril de cette jeune fille une donnée tragique dont la poésie peut s'emparer. Sans doute cette donnée présente plus d'un écueil; le dénoûment prévu d'avance, gravé dans toutes les mémoires, semble condamner l'action à l'immobilité; les préparatifs du meurtre sont tellement connus, il serait tellement insensé de vouloir les changer, que le poète, au premier aspect, paraît condamné à transcrire l'histoire. Toutefois l'étude approfondie de cette question délicate nous conduit à une conclusion bien différente. S'il n'est pas permis au poète, en effet, d'altérer le témoignage de l'histoire, si le meurtre de Marat est trop près de nous pour que l'imagination la plus hardie ne soit pas obligée d'en respecter, d'en reproduire les circonstances principales, le poète a le droit d'interpréter à sa manière le récit de l'historien. Derrière les faits accomplis, il a le droit de chercher, l'espérance de trouver les idées qui ont servi de germe au projet de Charlotte Corday, les passions qui ont ébranlé son courage, les réflexions qui l'ont raffermi. Et si dans la poursuite et la découverte de ces mobiles mystérieux, indiqués plutôt qu'expliqués par l'historien, il prend pour guide l'austère philosophie, il peut tirer de la vie et de la mort de Charlotte Corday une tragédie émouvante et vraiment pathétique. Non pas que je conseille à l'imagination, en présence de cette grande figure, d'oublier, de méconnaître ses devoirs jusqu'à greffer le roman sur l'histoire : à Dieu ne plaise qu'une pareille folie entre jamais dans ma pensée! mais, sans recourir au roman, il

est permis d'ouvrir devant nous l'ame toute romaine qui a conduit le bras de Charlotte Corday. C'est là la vraie tâche du poète dramatique. Certes, il ne faut pas négliger de nous montrer, de nous peindre à grands traits l'état de la France six mois après la mort de Louis XVI; toutefois ce serait s'abuser étrangement que de subordonner la conduite de Charlotte Corday au tumulte des factions; le drame ainsi compris descendrait fatalement à des proportions mesquines; la jeune fille héroïque ne serait plus qu'un instrument aveugle entre les mains du hasard. Pour que Charlotte nous intéresse, nous émeuve, nous frappe d'admiration et d'épouvante, il faut qu'elle domine l'action générale du poème; il faut que tous les événemens trouvent dans son ame généreuse, non pas seulement un écho plus ou moins retentissant, mais un juge sévère; à cette condition, le drame s'agrandit, et l'héroïne, bien que placée près de nous dans l'ordre des temps, que nos pères ont vue marcher au supplice, se transfigure, et, d'un battement d'ailes, s'élève jusqu'aux régions les plus sereines de la poésie.

Charlotte avait vingt-cinq ans lorsqu'elle conçut le projet de délivrer la France en poignardant Marat. Privée de sa mère par la mort, séparée de son père et de ses sœurs par la pauvreté, éloignée de ses frères qui servaient dans l'armée des princes, confiée aux soins d'une vieille tante, c'est-à-dire livrée à elle-même, Charlotte avait grandi dans la solitude et l'indépendance. Ne consultant pour le choix de ses lectures que sa seule volonté, quittant, reprenant ses études sans recevoir jamais ni conseil ni réprimande, elle se nourrissait de Corneille, dont la sœur était son aïeule, de Plutarque, dont les mâles récits la charmaient, de Raynal, dont les principes généreux enflammaient son cœur. Ainsi, quand la montagne commença contre la gironde cette bataille furieuse qui devait coûter tant de sang à la France, Charlotte s'était déjà préparée depuis long-temps au sacrifice de sa vie; sans savoir encore de quel côté se tournerait son dévouement, elle éprouvait le besoin impérieux de se dévouer. Et comme les passions qui agitent le cœur des jeunes filles se taisaient en elle, comme sa vie solitaire n'avait pas été troublée par les rêves enivrans de l'adolescence, son ardeur de sacrifice devait naturellement s'adresser à la patrie. MM. de Belzunce et de Pontécoulant ne paraissent pas avoir inspiré à Charlotte un sentiment plus tendre que l'amitié. Son ame appartenait tout entière à la France quand les girondins fugitifs vinrent à Caen chercher un asile et des vengeurs. Le cœur de Charlotte s'est-il attendri pour le plus beau, le plus courageux des girondins, pour Barbaroux? En lisant la lettre qu'elle lui écrivait la veille de sa mort, il n'est guère permis de le penser, car cette lettre, charmante au début, grave et solennelle dans les dernières lignes, ne trahit aucun regret, aucun regret du moins qui porte l'empreinte de la passion. Il règne dans toute cette lettre une sérénité et

parfois un enjouement railleur que la passion ne permettrait pas. Quant à la lettre de Charlotte à son père, c'est d'un bout à l'autre le langage d'une Romaine; il est difficile d'imaginer plus de simplicité dans la grandeur. Si l'ame de la jeune fille se sent un instant ébranlée en songeant aux larmes que son père va répandre, elle reprend bien vite son courage et sa vigueur au spectacle de la France délivrée. Elle parle à son père comme une fille qui sent couler dans ses veines le sang de Corneille, le sang d'Émilie.

Une ame ainsi faite, ainsi douée, préparée aux actions héroïques par le commerce familier des ames les plus mâles de l'antiquité, n'est pas, à coup sûr, un champ stérile pour la poésie dramatique; mais si Charlotte n'a jamais aimé, d'où viendra le combat? d'où naîtra la péripétie? Si elle a pu dire à Barbaroux, dire à son père : « Ne pleurez pas ma mort; pourquoi me pleurer? qu'ai-je à regretter? ma nature, je le sens, ne m'appelait pas au bonheur; » si, pour armer son bras du poignard, pour se résoudre au sacrifice de sa vie, elle n'a pas à consommer dans son cœur un premier sacrifice; si elle n'a pas de lutte à soutenir, pas de bonheur à immoler, comment se nouera l'action? Cette question, je l'avoue, a quelque chose de décourageant, et pourtant je crois qu'il n'est pas impossible de la résoudre victorieusement. Si Charlotte, en effet, n'a jamais aimé, si elle a ignoré la seule passion qu'elle ait jamais inspirée, l'amour enthousiaste, la mystique adoration qu'Adam Lux devait sceller de son sang; si elle a rencontré sans émotion les regards ardens qui l'ont suivie jusqu'au pied de l'échafaud, ne croyons pas qu'elle ait quitté la vie sans déchirement. Elle avait pour son père, pour ses sœurs, pour sa vieille tante, une tendre affection; chaque fois qu'elle prenait un enfant sur ses genoux, qu'elle passait la main dans sa blonde chevelure, ses yeux se mouillaient de larmes involontaires; son cœur, que la passion n'avait pas troublé, songeait, à son insu, aux joies de la maternité. Belle et n'ayant pour dot que la pauvreté, quoique jamais aucune plainte ne soit sortie de sa bouche, sans doute elle ne voyait pas sans une secrète amertume ses amies de couvent échanger leur nom contre le nom d'un homme préféré. Malgré les consolations stoïques adressées à son père, tous les témoignages s'accordent à nous montrer Charlotte Corday comme une femme faite pour comprendre, pour aimer la vie de famille, pour jouir pleinement du bonheur que donne le foyer domestique. Si l'héroïsme a triomphé dans son cœur, le triomphe n'a pas été obtenu sans combat, sans blessure; plus d'une fois les affections humaines ont élevé la voix avant de consentir à s'immoler. Eh bien! c'est dans cette lutte intérieure que le poète doit chercher les principaux développemens de l'action dramatique, et cette lutte est assez vive, assez cruelle pour offrir tous les élémens d'une véritable péripétie.

Cependant je ne voudrais pas réduire à cette donnée purement psychologique l'intérêt du drame tout entier. Les trois hommes qui se partageaient alors le gouvernement de la montagne, qui disposaient à leur gré du sort de la France, Robespierre, Danton et Marat, doivent tenir une place importante dans un poème baptisé du nom de Charlotte Corday. Pour amener le spectateur à bien comprendre le dévouement de l'héroïne, il est nécessaire de lui montrer la guerre intestine qui déchirait alors la convention. Si Robespierre, Danton et Marat ne viennent pas expliquer devant lui les passions qui les dévorent, les principes dont la mise en œuvre a coûté tant de sang et de larmes, les rêves insensés qu'on ne peut écouter sans épouvante, la résolution de Charlotte n'est plus que le caprice d'une imagination en délire. Ici se présente un nouvel écueil. La guerre qui déchirait la convention était si terrible, semée d'épisodes si étranges, si imprévus, la France haletante contemplait avec une si cruelle anxiété cette assemblée où l'injure et la menace prenaient trop souvent la place des argumens, qu'il semble bien difficile de mettre aux prises la gironde et la montagne sans absorber l'attention tout entière. Oui, sans doute, c'est là un écueil dangereux, mais que le poète peut éviter. Pour peu en effet qu'il possède le sentiment des proportions, il comprend bien vite que la convention, malgré sa terrible grandeur, ne doit servir qu'à expliquer la résolution de Charlotte. La montagne et la gironde se résument en quelques hommes, et sans nous ouvrir les portes de la convention, sans nous montrer les tribunes furieuses dont les clameurs ajoutaient encore à la colère des combattans, il suffit d'amener devant nous les chefs de la montagne et de la gironde. Quand je parle de les amener devant nous, ce n'est pas sans dessein que j'emploie cette expression. Il faut en effet qu'on les voie, qu'on les entende, il faut qu'ils nous révèlent dans un entretien familier ou dans une querelle acharnée le secret de leurs pensées, de leurs espérances. Laisser à d'autres le soin de nous les peindre, de nous initier aux mystères de leur conscience, serait méconnaître le but naturel, les devoirs évidens de la poésie dramatique. Dans un tel sujet, il faut se défier des portraits, car les portraits les plus habiles, tracés de la main la plus sûre, ne sauraient jamais remplacer l'homme même que le poète a voulu peindre. Quelques vers bien frappés, écrits d'un style précis et sévère, ne produiront jamais sur l'ame du spectateur une impression aussi profonde que la vue même du personnage. Cette pensée, bien qu'elle se trouve dans l'épître aux Pisons, est encore aussi vraie aujourd'hui que le jour où elle fut exprimée pour la première fois, et je ne crains pas en la reproduisant le reproche de plagiat.

Comment nous montrer Robespierre, Danton et Marat, Barbaroux, Buzot et Louvet, sans nous ouvrir les portes de la convention? Pour

les trois derniers, la réponse est toute simple. Les girondins sont proscrits; nous les trouverons à Caen. Quant aux trois chefs de la montagne, il faudra trouver moyen de les réunir dans une délibération sur leurs communs intérêts. La diversité de leurs caractères, l'opposition, la contradiction des systèmes dont ils poursuivent l'accomplissement à travers les ruines amoncelées à leurs pieds, ne tarderont pas à éclater. Une fois en présence, ils ne s'entretiendront pas long-temps avant d'en venir à l'ironie, à la menace. Cette manière de nous les révéler par eux-mêmes n'a rien que la raison ne puisse avouer. Reste la difficulté de mettre dans leur bouche des paroles que l'histoire ne désavoue pas.

Le triumvirat de la montagne offre au poète trois caractères profondément distincts. Robespierre, dont le nom reste attaché au régime de la terreur; Danton, dont le nom rappelle à toutes les mémoires les journées de septembre; Marat, qui se disait l'ami du peuple et qui a demandé, qui a obtenu tant de têtes, réunis pour le triomphe de la révolution, étaient fatalement condamnés à s'entre-détruire, car chacune de ces trois natures devait se défier des deux autres. Robespierre, dévoré de la soif du pouvoir, poursuivait froidement, mais avec une persévérance infatigable, avec une obstination que rien ne pouvait décourager, le but marqué d'avance dans ses desseins. Calme et prudent, profitant habilement des fautes commises par ses adversaires, il n'allait pas volontiers au-devant du danger; affrontant, méritant parfois le reproche de lâcheté, il dédaignait de répondre aux accusations qui ne compromettaient pas l'accomplissement de sa volonté. C'est peut-être la figure la plus terrible de cette époque orageuse, et cependant Robespierre a connu la plus douce des passions humaines. La richesse n'attirait pas cette ame singulière; s'il abat les vieilles institutions, s'il proscrit les grands, ce n'est pas pour se loger dans les palais déserts. Non, il veut régner, il veut tenir la France dans sa main. La douceur même de ses mœurs ajoute à l'effroi qu'il inspire. Il y a dans toute sa conduite un si parfait désintéressement, ses ennemis eux-mêmes sont tellement convaincus qu'il ne garde rien pour lui de la dépouille des victimes, tous ses discours sont dictés par une logique tellement inflexible, que la sérénité de son intelligence au milieu de l'orage lui donne une sinistre grandeur.

Danton, malgré les journées de septembre dont il n'a pas répudié la responsabilité, effraie moins que Robespierre, car l'ambition n'est pas le mobile unique de toute sa conduite. En poursuivant la conquête du pouvoir souverain, ce n'est pas le pouvoir seul qu'il veut conquérir; il veut satisfaire, il veut assouvir toutes ses passions, tous ses appétits, depuis sa gourmandise jusqu'à sa luxure. Arrivé à Paris pauvre et obscur, il veut la popularité, il veut la richesse pour épuiser toutes

les jouissances. Ardent, audacieux jusqu'à la témérité, il joue avec le danger et se complaît à le braver. Il n'est jamais mieux inspiré, plus éloquent, plus abondant en images, plus railleur, plus puissant qu'en face du danger. Il ne choisit pas ses paroles, il ne passe pas son temps à les trier, il ne relit pas, comme Robespierre, les plus belles pages de Rousseau pour préparer ses discours; pour lui, la tribune est un champ de bataille. Il lance ses argumens à la tête de ses ennemis comme un frondeur la pierre qu'il vient de ramasser. Danton semble né pour les révolutions. Il ne cache pas ses vices, il s'en glorifie. Si quelqu'un lui dit qu'il s'est vendu à la cour, il répond hardiment que c'est un marché nul, que la cour ne l'a pas estimé assez haut. Et pourtant, malgré cette misérable jactance, il n'a pas dit un éternel adieu à tous les bons sentimens; il ne verse pas le sang par cruauté, pour le plaisir de le voir couler. Pour lui, la hache n'est qu'un moyen de supprimer les obstacles: il accepte la hache comme une nécessité; mais une fois les obstacles supprimés, rendu à sa nature, il combat avec énergie toutes les mesures violentes qui n'ont pas la nécessité pour excuse.

Marat semble frappé de vertige. Il y a dans sa cruauté quelque chose que la haine la plus ardente ne peut expliquer. Quelque aversion qu'on lui suppose pour l'aristocratie, de quelque jalousie qu'il soit animé contre la société tout entière, qui n'a pas voulu reconnaître en lui le rival, le successeur de Newton, il est impossible de trouver dans l'aversion la plus violente, dans la plus implacable jalousie, la clé de cette étrange et sauvage nature. La folie seule, la plus terrible de toutes les folies, peut résoudre le problème. Aussi comprend-on sans peine que le choix de Charlotte Corday se soit arrêté sur Marat.

Il y a dans le drame de M. Ponsard plusieurs scènes faites avec un remarquable bonheur, une incontestable habileté; mais dans le drame tout entier il n'y a pas trace de composition. On peut louer sans flatterie telle ou telle partie qui se recommande par l'élégance ou l'énergie; avec la meilleure volonté du monde, il est impossible de découvrir dans cette œuvre une idée génératrice qui en domine, qui en relie tous les élémens. On dirait que le hasard seul a présidé à la distribution des scènes. Le banquet chez Mme Roland me semble parfaitement inutile, car rien dans la conversation des convives n'annonce la vengeance qui se prépare. L'accueil dédaigneux fait à Danton par les girondins ne suffit pas pour transporter le spectateur dans le domaine tragique, et puis n'y a-t-il pas quelque chose de singulièrement mesquin à mettre en scène des hommes tels que Sieyès et Vergniaud pour leur confier des rôles de comparses? Le tableau suivant, qu'on peut appeler le tableau des faneuses, n'est à mes yeux, comme le précédent, qu'un véritable hors-d'œuvre. La conversation politique à laquelle nous venons d'assister chez Mme Roland ne

nous a pas appris grand'chose sur le sujet que le poète se propose de traiter; cette idylle, qui, partout ailleurs, pourrait séduire par son élégance, dépayse le spectateur. A quoi bon nous montrer Charlotte Corday occupée de travaux champêtres? A quoi bon la placer sur la route suivie par les girondins fugitifs? Une rencontre ainsi amenée ne manque-t-elle pas à la fois de vraisemblance et de grandeur? Après les terribles journées de mai et de juin, il est probable que Charlotte pensait moins à vendre les foins et les pommes de sa tante qu'à sauver la France en frappant un grand coup. Je veux bien qu'elle fût excellente ménagère, mais je trouve dans cette idylle un caractère puéril. Les girondins proscrits ne devaient pas demander le chemin de Caen; ils savaient très bien se diriger seuls et sans conseil vers l'asile qu'ils avaient choisi. Le poète nous introduit dans la famille de Charlotte. Ici, ici seulement, commence l'intérêt dramatique. Les plaintes, les lamentations du vieillard qui se dispose à émigrer, les soins touchans dont Charlotte entoure sa vieille tante, le bruit des clairons qui annonce la réunion et le prochain départ des volontaires, l'exclamation généreuse qui échappe à la jeune fille, son indignation, son mépris pour les jeux frivoles qui occupent ses hôtes, composent une scène pleine d'attendrissement et de grandeur. Malheureusement la scène suivante, qui se passe à l'hôtel-de-ville de Caen, est loin d'offrir le même mérite. La conversation de Barbaroux et de Charlotte Corday, moitié politique, moitié amoureuse, a le tort très grave d'être beaucoup trop longue. Barbaroux, au lieu de répondre simplement, rapidement, aux questions de Charlotte, se met à réciter sur les chefs de la montagne un morceau très habilement écrit, j'en conviens; mais enfin c'est un morceau, et j'avoue que la patience de Charlotte me semble difficile à comprendre. Alarmée par les dernières nouvelles venues de Paris, tremblant pour le sort de la patrie, comment peut-elle écouter ces portraits tracés d'une main savante? Ne doit-elle pas interrompre Barbaroux dès qu'elle le voit parler pour le plaisir de s'entendre bien plus que pour l'instruire? Ne doit-elle pas tressaillir de dépit, et traiter cette vaine éloquence comme elle traitait tout à l'heure les hôtes réunis chez Mme de Bretteville autour des tables de jeu? L'énergie de son patriotisme peut-elle s'accommoder de ces périodes combinées avec tant de coquetterie? J'ai grand'peine à le croire. La déclaration adressée à Charlotte me semble une invention malheureuse. Que Barbaroux, saisi d'admiration pour la beauté, pour l'ame généreuse de la jeune fille, ne puisse se défendre de l'aimer, je le conçois volontiers; mais qu'il choisisse pour lui exprimer son amour le moment où elle l'interroge d'une voix frémissante sur les malheurs et les dangers de la France, je le conçois difficilement. C'est le plus sûr moyen de s'amoindrir aux yeux de la femme qu'il aime. Les railleries

de Louvet sur l'entrevue de Barbaroux et de Charlotte ne sont pas dictées par un goût très délicat. Le souvenir de *Faublas* intervient assez mal à propos. Le pardon de Charlotte se comprendrait plus facilement sans ce malencontreux souvenir, car sans doute Charlotte, qui n'a pas lu *les Amours de Faublas,* en a plus d'une fois entendu parler, et le nom seul de ce livre, rapproché de son nom, doit offenser sa pudeur et sa fierté.

Je n'aime pas la scène qui se passe au Palais-Royal, quoiqu'elle soit applaudie. Ce club en plein vent, cette harangue débraillée, interrompue par de plats quolibets, s'accorde mal avec la gravité du sujet. Il ne sied guère de tourner en ridicule cette foule ignorante que Marat gouverne à son gré, qui obéit aveuglément à tous les caprices de son maître, dont la colère une fois déchaînée ne recule devant aucun crime. Chercher dans les passions, dans les espérances, dans les illusions de la foule, un sujet de rire, est, à mes yeux, une étrange aberration que la morale réprouve aussi bien que le goût. L'achat du couteau en présence du spectateur n'est qu'un détail inutile. Les caresses prodiguées par Charlotte à l'enfant qui vient jouer près d'elle amènent sur les lèvres de l'héroïne des paroles attendrissantes; mais je renoncerais de grand cœur aux petites filles qui dansent en rond, aux petits garçons qui sautent à la corde, et je verrais même disparaître sans regret la jeune mère qui demande à Charlotte son état, ses ressources, et qui, la voyant pour la première fois, lui offre une place dans l'atelier et à la table de son mari. L'amour du simple et du naturel entraîne ici M. Ponsard beaucoup trop loin.

Enfin, nous sommes chez Marat. Danton et Robespierre délibèrent avec lui sur le parti qu'ils doivent prendre. La république leur appartient; que vont-ils en faire? La scène est bien posée, bien conduite. Les trois personnages se dessinent tour à tour, j'allais dire se confessent, avec une franchise qui ne laisse rien à désirer. C'est, à mon avis, la plus belle scène de l'ouvrage. Le langage de Robespierre contraste heureusement avec le langage de Danton et de Marat. Le rhéteur, l'homme d'action et le fou sanguinaire se justifient tour à tour avec adresse, avec audace, avec effronterie, échangent les conseils et les railleries, les reproches et les menaces. Cette délibération suffirait seule pour assigner à M. Ponsard un rang élevé dans la poésie contemporaine. Le monologue de Marat nous révèle pleinement tous les secrets de l'ami du peuple. Quand Marat s'écrie : O mort! attends un peu; quelques têtes encore, et puis tu me prendras, — le frisson vous saisit, et l'on ressent pour le poète une admiration mêlée d'épouvante. Je n'ai rien à dire du meurtre de Marat; l'attitude et les paroles de Charlotte après l'accomplissement de sa résolution héroïque sont ce qu'elles doivent être. Quant à la scène qui termine l'ouvrage, quoi-

qu'elle soit remplie de grandes pensées noblement exprimées, elle n'a qu'un seul défaut, c'est d'être absolument impossible. Danton et Charlotte se jugeant mutuellement, et se jugeant eux-mêmes comme la postérité les jugera, se condamnant, se résignant sans colère aux reproches qu'ils ont mérités, ajoutant une page à la *Science nouvelle* de Vico, aux *Idées* de Herder sur la philosophie de l'histoire, sont une fantaisie par trop hardie et que je ne puis pardonner à M. Ponsard. Danton essayant de sauver Charlotte Corday, lui proposant de haranguer le peuple pour dérober sa tête à l'échafaud, n'est pas une invention moins singulière. Sans doute, il ne fallait pas baisser le rideau sur le meurtre de Marat; mais la conclusion morale ne devait être énoncée ni par Danton ni par Charlotte. Et puis cette conclusion, pour être acceptée, devait tenir compte des personnages qui l'entendent bien plus encore que des spectateurs assis dans la salle. Sieyès lui-même, malgré toute sa pénétration, malgré la sagacité prodigieuse de son esprit, ne pouvait pas juger la convention comme nous la jugeons aujourd'hui, cinquante-sept ans après la mort de Marat. La vérité placée par M. Ponsard dans la bouche de Danton et de Charlotte Corday est une vérité trop vraie, puisque le poète ne tient pas compte du temps.

Il y a malheureusement, dans le drame nouveau, comme dans *Lucrèce*, comme dans *Agnès de Méranie*, plusieurs sortes de style qui s'accordent assez mal. La conversation chez Mme Roland est écrite avec une simplicité qui parfois devient prosaïque. La scène des faneuses rappelle André Chénier; le langage de Barbaroux dans son entrevue avec Charlotte manque de franchise, et, par ses nombreuses périphrases, reporte la pensée vers les tirades de la tragédie impériale. La délibération des triumvirs est écrite, d'un bout à l'autre, avec une vigueur toute cornélienne. L'élévation, la noblesse, la familiarité, sont les caractères distinctifs de cette belle et grande scène.

Quant à l'impartialité que M. Ponsard nous annonce dans le prologue par la bouche de Clio, je ne saurais l'approuver, puisqu'elle aboutit dans *Charlotte Corday* à l'impersonnalité. S'il s'agissait du meurtre de Pisistrate, si à la place de Charlotte Corday nous avions devant nous Harmodius et Aristogiton, j'accepterais à peine l'impartialité du poète, car le poète doit toujours prendre parti pour les vainqueurs ou les vaincus; mais lorsqu'il s'agit d'un meurtre accompli à la fin du siècle dernier, d'un meurtre béni par nos pères, et qui pourtant devait hâter la mort des girondins que Charlotte espérait sauver, l'impartialité est-elle permise? Je sais bien que, malgré les promesses du prologue, M. Ponsard n'a pas réussi à déguiser complétement ses sympathies, je sais bien qu'il trahit malgré lui ses affections girondines; mais il ne demeure pas moins vrai que dans *Charlotte Corday* l'impersonnalité

domine. Or l'impersonnalité, à peine acceptable chez l'historien, puisqu'elle le transforme en chroniqueur, puisqu'elle supprimerait le génie de Thucydide et de Tacite, ne peut se concilier avec les devoirs du poète. Il n'y a pas de poésie lyrique, épique ou dramatique, sans passion, et je m'étonne que M. Ponsard ait pu se méprendre aussi étrangement sur les lois de son art. Toutefois, si *Charlotte Corday* n'est pas une composition dramatique, la scène des triumvirs, pour le fond et pour le style, vaut mieux, à mon avis, que les précédens ouvrages de l'auteur.

Si M. Ponsard n'ajoutait pas foi à la justesse de nos remarques, s'il voyait dans notre langage une sévérité excessive, l'attitude du public pendant la représentation de *Charlotte Corday* pourrait servir à lui démontrer que notre opinion n'est pas une opinion solitaire. Si nous réservons nos louanges pour la scène des triumvirs, si nous blâmons sans hésitation, sans ambages, la succession substituée à la génération, nous ne sommes pas seul à blâmer; le public, sans prendre la peine d'analyser l'impression qu'il a reçue, s'est rangé à notre avis. Il a écouté avec bienveillance, avec attention, toutes les parties de cette œuvre que ses deux sœurs aînées, *Lucrèce* et *Agnès de Méranie*, recommandaient hautement; mais il est demeuré froid pendant toute la première moitié de la soirée, et sa froideur est, à nos yeux, une preuve de clairvoyance. Il a compris sans peine qu'une galerie de tableaux, quelle que soit d'ailleurs l'habileté du peintre, n'est pas, ne sera jamais une œuvre dramatique. Il a très vivement applaudi les sentimens élevés que M. Ponsard rencontre sans effort et traduit dans une langue harmonieuse, il a témoigné à plusieurs reprises qu'il s'associait aux grandes pensées présentées sous une forme concise; mais il n'a pas renoncé à ses droits, et son silence pendant les scènes inutiles ou placées au hasard renferme une leçon dont M. Ponsard doit profiter. Si le public pris en masse se préoccupe rarement des questions de style, et l'on concevrait difficilement qu'il en fût autrement, car les questions de style exigent des études spéciales, il juge très sainement tout ce qui se rattache à l'intérêt dramatique. Or l'intérêt dramatique commence trop tard dans l'œuvre de M. Ponsard, et non-seulement il commence trop tard, mais il est permis d'affirmer que l'auteur n'en a pas tiré tout le parti qu'on pouvait espérer. Charlotte une fois armée du poignard, la tragédie ne pouvait plus attendre; mais, avant d'armer la main de l'héroïne, le poète devait nous montrer les combats intérieurs de cette ame généreuse, et c'est ce qu'il n'a pas fait. Il s'est contenté de quelques vagues indications, comme si le temps lui manquait pour dessiner complétement sa pensée; et cependant quel temps n'avait-il pas perdu avant d'aborder le véritable sujet de sa composition! Éclairé par la réflexion, M. Ponsard ne tardera pas à comprendre, s'il ne com-

prend déjà, que ses études, poursuivies d'ailleurs avec une louable persévérance, ne peuvent être acceptées comme une œuvre poétique. Qu'il s'agisse en effet d'une ode, d'un roman ou d'un drame, il ne suffit pas de réunir les élémens de sa pensée et de les offrir au lecteur ou au spectateur comme un échantillon de son savoir; il faut les combiner, les relier ensemble par une étroite alliance. C'est à cette condition seulement que le poète mérite vraiment le nom qu'il porte; c'est à cette condition seulement qu'il invente, qu'il crée. Je sais que l'invention semble se mouvoir moins librement dans l'histoire moderne que dans le champ de l'antiquité, je sais que les événemens dont les témoins vivent encore se prêtent plus difficilement que les souvenirs des siècles lointains aux combinaisons poétiques; toutefois des exemples éclatans, dont l'autorité ne peut être récusée, sont là pour démontrer que les choses et les hommes peuvent être idéalisés par l'imagination fermement résolue à user de tous ses droits. Voyez Shakspeare en effet : il écrit sous le règne d'Élisabeth, et il met en scène Henri VIII aussi librement, aussi poétiquement que Jules César ou Coriolan. Une fois qu'il a pris possession de son sujet, il ne s'inquiète pas de savoir si les témoins de l'action qu'il a choisie vivent encore, s'il est exposé à les coudoyer en sortant du théâtre. Il manie l'histoire d'hier comme l'histoire d'autrefois; sans se permettre jamais d'en altérer les données fondamentales, il agrandit pourtant ce qui lui paraît trop mesquin, il efface ou relègue sur les derniers plans ce qui n'a pour l'expression de sa pensée qu'une importance secondaire. Or, ce que Shakspeare a fait, toute proportion gardée entre le génie et le talent, pourquoi M. Ponsard ne le ferait-il pas aujourd'hui? Pourquoi, en traduisant sur la scène les souvenirs de la révolution française, se montre-t-il plus timide qu'en développant quelques pages de Tite-Live? Que le poète ne s'y trompe pas : le public, loin de voir dans sa réserve une preuve de sagesse, n'y voit qu'un doute, une hésitation contraire à toute poésie. On peut respecter l'histoire sans la transcrire littéralement, et l'auteur de *Charlotte Corday* paraît l'avoir oublié.

Ainsi, ma pensée sur l'œuvre nouvelle de M. Ponsard se réduit à des termes très simples et très clairs. Je lui adresse trois reproches : absence de composition, impersonnalité, absence d'unité dans le style. Quant au premier reproche, je crois en avoir établi nettement la légitimité. Il est impossible, en effet, de se rappeler la galerie de tableaux que M. Ponsard nous a présentée sans se rappeler en même temps tout ce qu'il y a de capricieux, de fortuit dans la succession des scènes offertes à nos regards. Était-il facile de supprimer le caprice, d'effacer le hasard et de soumettre tous les incidens, tous les ressorts du drame à l'empire d'une volonté unique et constante? Non, sans doute; mais le problème d'unité de conception n'est pas plus insoluble pour Char-

lotte Corday que pour Lucrèce ou Agnès de Méranie. Qu'il s'agisse de la convention ou de l'aréopage, du sénat de Rome ou du parlement anglais, partout et toujours il faut, dans une œuvre poétique, une idée dominante, une volonté souveraine qui serve de centre et de pivot à toutes les évolutions de la fantaisie. Or, dans *Charlotte Corday*, cette loi est évidemment méconnue. Il fallait entrer dès le début au cœur du sujet, et ne pas essayer de nous y mener à travers une série d'épisodes. Une fois engagé dans cette voie épisodique, M. Ponsard devait se complaire dans l'achèvement de chaque tableau, et perdre de vue le but véritable, le but unique de son œuvre. Quel que soit le talent empreint dans chacun de ces tableaux, rien ne saurait masquer l'absence de composition générale. L'admiration la plus complaisante ne saurait aller jusqu'à prendre cette suite de scènes pour une œuvre dramatique. La seconde vient après la première, mais non à cause de la première. Or, malgré la différence profonde qui sépare la méthode scientifique de la méthode poétique, il faut, dans la poésie aussi bien que dans la science, dans l'invention aussi bien que dans la démonstration, dans la série des scènes aussi bien que dans la série des argumens, établir et maintenir la relation de la cause à l'effet. Que cette relation, évidente dans la science, soit plus difficile à saisir dans la poésie, je le veux bien; cependant, pour être moins frappante dans le domaine de l'invention, elle n'en est pas moins réelle, moins nécessaire. A cet égard, Sophocle procède comme Euclide; les plus beaux théorèmes de géométrie ne s'enchaînent pas mieux, ne sont pas déduits avec une logique plus rigoureuse que l'*Œdipe roi*.

Le reproche d'impersonnalité est-il moins clairement justifié? Y a-t-il dans l'ouvrage entier une scène qui révèle sans ambiguïté les sympathies politiques de l'auteur? On me répondra qu'il est girondin comme Charlotte Corday. Je consens à le croire; toutefois, à parler franchement, cette opinion, qui se laisse deviner, n'est nulle part affirmée en termes précis. Tous les partis sont traités dans le drame de M. Ponsard avec une indulgence qui équivaut à l'indifférence. Si le cœur du poète préfère la gironde à la montagne, pourquoi n'avoue-t-il pas hautement sa prédilection? Pourquoi enveloppe-t-il sa pensée d'un nuage? Craint-il qu'on ne l'accuse d'injustice envers la montagne? S'il croit avoir contenté les admirateurs de Robespierre et de Danton, il s'abuse étrangement. Les paroles hardies placées dans la bouche des montagnards ne rachètent pas aux yeux de leurs disciples fervens les tirades récitées par Barbaroux, et ces tirades mêmes n'expient pas aux yeux des girondins de notre temps les paroles prononcées par Danton et Robespierre. Je laisse Marat hors de cause, parce qu'il excitait l'horreur et le dégoût parmi les montagnards comme parmi les girondins.

Il faut pourtant, me dira-t-on, que chaque parti parle son langage. Sans cette faculté accordée à tous d'exprimer librement les sentimens

qui les animent. il n'y a pas de vérité. Oui, sans doute, chaque parti doit parler son langage; mais il faut cependant que le poète manifeste sa prédilection pour tel ou tel personnage. Tout en laissant à chacun la libre expression de sa pensée, il peut désigner clairement le personnage qu'il préfère. En poésie, il n'y a pas de préférence sans sacrifice. M. Ponsard n'a-t-il pas méconnu cette vérité tellement évidente qu'elle n'a pas besoin d'être démontrée? A-t-il sacrifié les montagnards aux girondins, ou les girondins aux montagnards? Malgré le meurtre de Marat, poétiquement parlant, la montagne n'est pas sacrifiée, car Robespierre, Danton et Marat confessent leur foi comme des apôtres en possession de la vérité. La gironde n'est pas sacrifiée, car Barbaroux adresse à la montagne les invectives les plus sanglantes, il la flétrit avec l'indignation la plus énergique. Si bien que M. Ponsard, pour avoir voulu contenter tout le monde, n'a contenté personne.

Le style, ai-je dit, manque d'unité. Faut-il essayer de prouver cette dernière affirmation? Dans la conversation politique engagée chez Mme Roland, le langage des interlocuteurs n'est guère que de la prose rimée. Pas une image, pas une comparaison qui élève la pensée au-dessus de la réalité. Supprimez la rime, et vous aurez le langage de la tribune ou des journaux. Dans la scène des faneuses, le style s'élève, mais à quelle condition? C'est le style de l'élégie ou de l'idylle plutôt que le style dramatique. Dans l'entrevue de Barbaroux et de Charlotte Corday, troisième forme de style, que j'ai déjà caractérisée. Enfin, dans la scène des triumvirs, nous avons le style cornélien. J'admire sincèrement l'énergie, la franchise, la familiarité empreintes dans cette scène. Pourtant, comme en poésie l'originalité est la première, la plus précieuse de toutes les qualités, tout en reconnaissant que M. Ponsard n'a jamais rien écrit qui surpasse ou même qui égale cette scène, je regrette que cette dernière forme de style n'appartienne pas en propre à l'auteur de *Charlotte Corday*. Si le style de Pierre Corneille convient mieux au théâtre que le style d'André Chénier, la critique ne doit pas cependant mettre l'imitation la plus heureuse, la plus habile, la plus savante, au même rang que l'originalité. Le style, pour mériter une approbation sans réserve, doit puiser sa raison d'être dans la pensée même de l'auteur; et quoique le public ne soit pas juge compétent dans les questions de style, il en tient grand compte à son insu. Il ne devine pas, il ne cherche pas à savoir de quels élémens se compose la trame du langage; mais la diversité des styles employés dans un même ouvrage distrait son attention sans qu'il s'en aperçoive, et l'auteur porte la peine de cette distraction. C'est pourquoi M. Ponsard fera bien d'employer pour son prochain ouvrage un style qui lui appartienne, qui n'appartienne qu'à lui seul; c'est l'unique moyen de conquérir une solide renommée.

GUSTAVE PLANCHE.

L'ÉPOPÉE CHRÉTIENNE

DEPUIS

LES PREMIERS TEMPS JUSQU'A KLOPSTOCK.

SANNAZAR ET VIDA.[1]

Nous avons vu l'épopée du Christ pendant le moyen-âge, et nous en avons étudié les principaux caractères. Comme il est de la nature de cette épopée d'être, pour ainsi dire, aussi éternelle que le christianisme, et que chaque siècle a voulu la faire en y mettant son sentiment et sa pensée particulière, il faut voir quelles couleurs prend cette épopée dans la poésie latine au XVe et au XVIe siècles, c'est-à-dire à l'époque de la renaissance.

Ici nous ne trouverons plus ce style imparfait et grossier du moyen-âge : la poésie devient plus élégante, le style est meilleur, on sent l'étude des poètes de l'antiquité; mais, en gagnant l'élégance, peut-être l'épopée chrétienne a-t-elle perdu l'originalité. Le style du moyen-âge porte l'empreinte d'une conviction profonde, et je dirais volontiers qu'à cette époque l'épopée chrétienne est toute d'une pièce pour le style comme pour les pensées. Dans le siècle de la renaissance, au contraire, l'expression semble se séparer de la pensée, car la pensée est chrétienne; mais le style, plein du souvenir des auteurs anciens, est païen. La poésie de Sannazar et de Vida est, de ce côté, une poésie singulière. Elle est

(1) Voyez les deux premières parties dans les livraisons des 1er mai et 15 août 1849.

pleine de réminiscences, et pourtant elle n'est pas sans originalité; c'est une nouvelle langue latine, toute différente de celle du moyen-âge, plus pure, plus correcte, plus élégante, et qui cependant n'est pas non plus la langue de l'antiquité. C'est un mélange bizarre d'idées chrétiennes et de traditions païennes, une sorte de contraste entre la pensée et les mots, tout cela pourtant sauvé par une élégance et une grace originales. Je ne puis mieux comparer cette littérature qu'à la peinture même de cette époque. Ainsi, dans Raphaël (1), les sujets païens font le pendant des sujets chrétiens : l'École d'Athènes est placée en face du Saint-Sacrement, et le Parnasse avec Apollon et les Muses en face du Miracle de Bolsène. Souvent même les sujets chrétiens et païens sont mêlés dans le même tableau. Cependant, malgré ces disparates bizarres, la peinture de cette époque est neuve et originale. Le mérite de l'art couvre le tort des anachronismes. Il en est de même de la poésie : tout est confus et mêlé; mais cette confusion ne manque ni de hardiesse ni d'agrément. On sent une pensée vigoureuse qui, en face de deux grandes sources d'inspiration, l'antiquité païenne et la religion chrétienne, essaie de puiser également dans l'une et dans l'autre.

Il faut, pour étudier et pour imiter l'antiquité, sans perdre soi-même toute originalité, il faut beaucoup de talent et même de génie. Les poètes médiocres échouent dans ce métier; ils deviennent des copistes et des plagiaires; ils font, sans le vouloir, des centons de Virgile ou d'Ovide. Les grands poètes savent seuls porter aisément le poids d'une pareille imitation.

Cette remarque s'applique avec justesse à Sannazar et à Vida; car, selon moi, il y a entre eux une grande différence : l'un, Sannazar, est un poète original, quoique imitateur des anciens, et on sent partout dans ses vers l'inspiration de la poésie moderne, malgré ses mots et ses tournures imités de Virgile; l'autre, Vida, est surtout un imitateur élégant, mais froid, et qui étouffe l'originalité des sujets modernes qu'il chante sous le poids de l'imitation de la phrase antique. L'un, enfin, me semble un poète moderne, quoique latin, et l'autre n'est qu'un versificateur. Justifions ces idées par l'examen de deux poèmes qui rentrent dans l'épopée chrétienne; je veux parler du *De Partu Virginis* (*la Naissance du Christ*) (2) de Sannazar et de la *Christiade* de Vida.

Sannazar ne craint pas, en commençant son poème, d'invoquer les muses : « Et vous, muses, dit-il, divin appui des poètes, laissez-moi approcher de la source qui vous est chère; laissez-moi pénétrer dans vos bois sacrés. N'êtes-vous pas toujours les filles du ciel? n'avez-vous pas maintenu dans le vieil Olympe le culte de la virginité et de la pudeur? Ins-

(1) Voyez les *Stanze*.

(2) Colletet a traduit ce poème sous ce titre : *les Couches de la vierge Marie*.

pirez-moi donc! ouvrez-moi la route; entrez avec moi dans les demeures célestes. Ah! je sais combien est grande la grace que je vous demande; mais qui peut me l'accorder mieux que vous? qui a pu mieux que vous, vierges célestes, contempler la grotte sacrée où la Vierge enfanta le Sauveur, les astres nouveaux qui étincelèrent au ciel, et les rois de l'Orient marchant sur la foi de ces astres (1)? »

Sannazar dans cette invocation, comme Raphaël et Michel-Ange dans leurs tableaux, essaie d'unir les traditions chrétiennes et les traditions païennes. On dirait que les arts, à cette époque, cherchent à faire une sorte de croyance commune du paganisme et du christianisme, et à montrer que, sous des formes différentes, respirent la même pensée et le même sentiment religieux. L'idée de cette singulière association date de loin. Dans les premiers temps du christianisme, les sibylles, ces vieilles interprètes des oracles païens, étaient devenues des personnages presque chrétiens, et c'est ainsi qu'elles ont leur place dans les peintures des églises chrétiennes (2). Les muses sont presque sœurs des sibylles, et je conçois que Sannazar veuille les attirer au christianisme au nom du culte même de la virginité; mais il y a d'autres personnages de la poésie païenne qui ne peuvent guère se prêter à cette alliance. Alors Sannazar, sans paraître se douter du contraste entre le sujet qu'il a choisi et les ornemens qu'il emprunte, devient un poète tout païen. Cerbère hurle de douleur de la défaite des enfers, et ses aboiemens épouvantent encore les ombres coupables. A côté du vieux merveilleux du paganisme, banni depuis long-temps par la religion chrétienne et qui semble rentrer triomphant dans la poésie, paraît une nouvelle sorte d'allégorie, non plus l'allégorie mystique chère au moyen-âge, non plus l'allégorie morale dont Gerson savait si bien se servir, mais l'allégorie poétique et tous ses personnages de convention, la joie, la terreur, l'envie, la colère, ces qualités enfin ou ces vices de l'humanité dont le christianisme avait fait des vertus théologales ou des péchés capitaux, et qui reprennent, dans les poètes de la renaissance, une forme et une parole. Ainsi, dans cette nuit de salut qui donne nais-

(1) Nec minus, o musæ, vatum decus, hic ego vestros
Optarim fontes, vestras, nemora ardua, rupes :
Quandoquidem genus è cœlo deducitis, et vos
Virginitas sanctæque juvat reverentia famæ,
Vos igitur, seu cura poli, seu Virginis hujus
Tangit honos, monstrate viam, qua nubila vincam,
Et mecum immensi portas recludite cœli.
Magna quidem, magna, Aonides, sed debita posco,
Nec vobis ignota; etenim potuistis et antrum
Aspicere, et choreas; nec vos orientia cœlo
Signa, nec eoos reges latuisse putandum est.

(2) Voyez la Sixtine et les mosaïques de Sienne.

sance à Jésus-Christ, comment pensez-vous que Sannazar exprime la joie du monde régénéré? La poésie chrétienne, à l'aide des psaumes de la Bible, avait chanté la joie de la terre *qui enfante son Sauveur*, image grande et simple, qui tenait de la poésie sans cesser d'être la vérité, puisqu'il a plu au Christ de naître sous la forme mortelle. La poésie de la renaissance ne peut pas se contenter de cette simplicité biblique, et, pour célébrer cette nuit de réparation, elle appelle la Joie, personnage allégorique... « la Joie, dit Sannazar, éternelle habitante des demeures célestes et qui rarement vient visiter la terre, jeune et douce vierge qui ignore les soucis et les larmes et qui chasse les soupirs loin du ciel. Docile à l'ordre du Très Haut, elle paraît devant lui, et il lui ordonne de descendre sur la terre. Alors elle adapte à ses épaules ses ailes légères et appelle ses compagnes de voyage. A sa voix, accourent les chants, les danses, les rires et l'amour honnête, et la Foi et l'Espérance, sœurs chéries qui marchent sur les pas de la Joie. Derrière elle s'avancent l'irréprochable volupté et la grace, et la concorde qui inspire la paix. »

Où va tout ce cortége mythologique? Il va éveiller les bergers qui doivent adorer la crèche. J'aime mieux les anges qui descendent du ciel pour annoncer aux pasteurs la venue du Christ. C'est peut-être aussi une mythologie, mais c'est la mythologie du sujet.

Parlerai-je du Jourdain et des nymphes, ses filles, Glaucé, Callirhoé, Phéruse, Lamprothoé, toutes l'épaule et le sein nus, et la belle Anthis, les cheveux parfumés, toutes gracieuses et jeunes, toutes vêtues de blanc, toutes chaussées de cothurnes de pourpre (1)? Un fleuve qui a un pareil cortége de nymphes ne peut manquer d'avoir son urne mythologique, et sur cette urne, invention singulière, est gravé, par une sorte de sculpture prophétique, le baptême de Jésus-Christ; mais le Jourdain contemple, sans en comprendre le sens, ces ciselures merveilleuses, et il faut qu'un autre dieu de la mythologie, le vieux Protée, lui en révèle la signification et lui prédise ce jour dont la gloire l'élèvera au-dessus du Nil aux sept embouchures, au-dessus de l'Indus et du Gange, du Danube aux deux noms, du Tibre enfin et du Pô (2).

Que ces inventions sont petites et mesquines à côté de la scène du baptême du Sauveur, telle qu'elle est racontée dans les Évangiles! Là, point

(1) Nudæ humero, nudis discinctâ veste papillis,
Ore omnes formosæ, albis in vestibus omnes,
Omnes puniceis evinctæ crura cothurnis.

(2) Adveniet, mihi crede, inquit (certissima cœlum
Signa dedit, nec me delusum oracula fallunt),
Qui te olim Nili supra septemplicis ortus,
Supra Indum et Gangem, fontemque binominis Istri
Attollet famâ, qui te Tyberique, Padoque
Præferet, atque tuos astris æquabit honores.

de merveilleux, point de prodiges, rien qui sente la poésie de convention et qui rappelle l'opéra : un solitaire vêtu de peaux, saint Jean-Baptiste, baptisant dans le Jourdain, au fond d'une vallée solitaire, ceux qui viennent à lui! Tout cela est plus grand dans sa simplicité que les machines poétiques du paganisme, qui sont toutes empreintes d'un caractère particulier de petitesse et d'humanité. Dans le paganisme, en effet, c'est toujours la forme qui est substituée à l'idée, et cette forme, tout élégante et toute gracieuse qu'elle est, n'atteint pas à la hauteur de l'idée toute simple. La pensée de l'homme, en présence de Dieu, sera toujours plus grande et plus belle que tous les personnages allégoriques de la mythologie. A part la bizarrerie des contrastes, n'est-ce pas singulièrement diminuer l'imposante simplicité du baptême du Christ, accompli, selon les prophéties, par les mains du précurseur, que de faire accourir à ce baptême les nymphes du Jourdain, les mains chargées d'encens et de parfums, que de les montrer s'empressant de préparer des bancs de mousse verdoyante et de suspendre aux colonnes de leurs palais de cristal des guirlandes de fleurs tressées de roses, d'hyacinthes et de lis (1)? Le mystère chrétien disparaît sous ces réminiscences mythologiques.

Sannazar et les poètes de son école ne comprenaient pas le ridicule presque sacrilége de ce mélange d'idées diverses. Préoccupés de leurs études antiques, ils dédaignaient de parler le simple langage de l'Évangile, qui leur paraissait incorrect et grossier, et, quand le Christ marche sur les eaux du lac de Tibériade, ils ne manquent pas de faire venir les Néréides, qui nagent auprès de lui, et Neptune, qui, aplanissant sous ses pas les vagues irritées, s'empresse avec son cortége des dieux de la mer, et baise les pieds divins du Sauveur.

Voilà comment l'étude de l'antiquité égarait les poètes de la renaissance, voilà comment, à force de beau style, ils devenaient ridicules et manquaient aux lois du bon goût en croyant y obéir. Parfois cependant ils savaient faire un heureux usage de la poésie antique. Nous en avons déjà vu un exemple dans l'invocation où Sannazar, attestant les Muses, ces vierges antiques, les prie de l'inspirer au moment où il va chanter la Vierge-mère. J'en trouve un autre exemple, et plus curieux encore, dans le poème de Sannazar.

On sait que la quatrième églogue de Virgile,

Ultima Cumæi venit jam carminis ætas,

(1) Ite citæ, date thura pias adolenda per aras,
Cæruleæ comites, viridique sedilia musco
Instruite, et vitreis suspendite serta columnis;
Purpureas miscete rosas, miscete hyacinthos,
Liliaque, et pulchro regem conspergite nimbo.

a été expliquée par les chrétiens comme une prophétie de la naissance du Christ. Cette églogue, en effet, qui semble annoncer la régénération du monde, s'appliquait admirablement à la venue du Sauveur; aussi était-elle presque devenue un monument chrétien. Sannazar l'applique, en la paraphrasant, à la naissance de Jésus-Christ, et là il n'y a plus, pour ainsi dire, ni anachronismes ni contrastes. J'ajoute, à l'honneur de Sannazar, que les vers qui accompagnent cet emprunt fait à Virgile ne le déparent pas trop. C'est le seul exemple que je connaisse d'un centon qui n'ait pas quelque chose de gêné et de gauche. L'églogue de Virgile s'encadre sans effort et sans peine dans le poème de Sannazar, et, quoique païenne, s'adapte naturellement à l'épopée chrétienne (1).

Après avoir parlé des défauts de Sannazar, je voudrais essayer de faire sentir ce qu'il y a de charme naturel dans sa poésie, en dépit de ses réminiscences païennes; mais, pour cela, il faudrait avoir affaire à un public qui eût quelque peu le goût de la poésie latine moderne. A Dieu ne plaise que, dans ma prédilection pour les vers latins, j'aille aussi loin que Commire, qui, dans une ode faite pour opposer les poètes latins du règne de Louis XIV aux poètes français du temps, ne craint pas de promettre l'immortalité aux poètes latins, parce que, dit-il, ils écrivent dans une langue indépendante désormais des vicissitudes de l'usage et des caprices de la mode, tandis que, dans la poésie française, la langue change, pour ainsi dire, de siècle en siècle (2)! Le mérite

(1) Ultima Cumæi venit jam carminis ætas,
Magna per exactos renovantur sæcula cursus,
Scilicet hæc virgo est, hæc sunt Saturnia regna,
Hæc nova progenies cœlo descendit ab alto,
Progenies, per quam toto gens aurea mundo
Surget, et in mediis palmes florebit aristis,
Qua duce, si qua manent sceleris vestigia nostri,
Irrita perpetua solvent formidine terras,
Et vetitum magni pandetur limen Olympi.
Occidet et serpens, miseros quæ prima parentes
Elusit, portentificis imbuta venenis.
(Lib. III.)

(2) Nescis ut patrio novam
Sermoni faciem quæcumque ferat dies?
Nam quas nunc misere anxias
Scriptor quærere amat delicias, brevi
Usus, si volet, insolens
Spretas rejiciet non sine nausea.
. . . . . .
At certus Latiis honos
Et vani haud metuens tædia sæculi
Perstat gratia vatibus.....
(Ode de Commire à Santeuil.)

que je trouve aux vers de Sannazar ne tient pas du tout à l'immobilité de la langue qu'il a choisie. Je suis même tenté de croire que la poésie latine moderne n'est pas plus à l'abri des changemens du temps que la poésie française ou italienne. Ce qui me le fait penser, c'est que le style de Sannazar n'est pas le même que le style de Vida ou de Fracastor, c'est que la poésie latine italienne ne ressemble pas à la poésie latine française, ni celle-ci à la poésie latine anglaise, et que, dans ce genre de poésie, les différences de siècles se font sentir aussi bien que les différences de pays.

Ce que je loue dans Sannazar, ce n'est donc pas, comme le voudrait Commire, la stabilité de la langue qu'il a choisie, mais le bonheur de l'inspiration et de l'expression poétique. Essayons d'en donner quelques exemples. Voici comment, dans la scène de la salutation angélique, il peint l'étonnement de la Vierge, dans une comparaison pleine de grace et de naïveté : « La Vierge demeure étonnée, baisse les yeux et pâlit. Telle, aux rivages de Myconi ou de Sérípho, une jeune fille, occupée à recueillir des coquillages, errant les pieds nus au bord de la mer, si, de loin, elle aperçoit un vaisseau s'avançant les voiles déployées, surprise et n'osant plus remuer, elle oublie d'abaisser son voile et de rejoindre ses compagnes : elle regarde immobile le vaisseau qui fend la mer; mais, pendant qu'elle regarde, le vaisseau s'éloigne, voguant fièrement sur les flots avec ses voiles qui blanchissent sous les rayons du soleil (1). »

Sannazar, dans sa jeunesse, avait, dit-on, voyagé en Grèce, et cette comparaison pleine, pour ainsi dire, de la beauté des mers et des rivages grecs, cette scène paisible et douce fait souvenir des voyages de l'auteur. Peut-être même, pour goûter le charme de ces vers, faut-il avoir touché des yeux ce climat enchanté, avoir vogué entre les îles de l'Archipel, avoir vu, étant soi-même sur le pont de quelque vaisseau, par un beau jour et sous ce beau ciel reflété dans cette belle mer, avoir vu, comme Sannazar, quelque jeune fille qui regarde passer le vaisseau, s'être abandonné à la contemplation de ces enchantemens du ciel, de la terre et des eaux, avoir pensé que cette jeune fille, entrevue à peine dans sa pure et lointaine beauté, les contemple et les ressent

(1) ..... Stupuit confestim exterrita virgo,
Demisitque oculos, totosque expalluit artus.
Non secus, ac conchis si quando intenta legendis,
Seu Micone parva, scopulis seu forte Seriphi,
Nuda pedes virgo, lætæ nova gloria matris,
Veliferam advertit vicina ad littora puppim
Adventare, timet; nec jam subducere vestem
Audet, nec tuto ad socias se reddere cursu;
Sed trepidans silet, obtutuque immobilis hæret.
(Lib. I.)

comme nous, avoir enfin goûté le charme mystérieux et comme la sympathie de ces deux regards, des siens et des nôtres, qui s'unissent dans l'admiration du même spectacle et dans l'émotion du même sentiment. Je l'avoue même, en parlant ainsi, je prête à la comparaison de Sannazar des sentimens qu'elle n'a pas : Sannazar n'a voulu peindre que l'étonnement naïf de la jeune fille qui voit un beau vaisseau passer dans l'azur du ciel et de la mer; mais le paysage où il a placé sa gracieuse figure prête à son tableau un charme indéfinissable, et que ceux-là seulement peuvent bien sentir qui ont goûté ce qu'il y a de douceur dans la contemplation d'un beau lieu sous un beau climat.

Sannazar, plus hardi que beaucoup d'autres poètes, a osé décrire le mystère de l'incarnation, et il a réussi dans sa hardiesse. C'est ici que la traduction est impuissante à rendre la témérité discrète de la poésie; il faut se contenter de citer :

..... Repente nova micuisse penates
Luce videt : nitor ecce domum complerat; ibi illa
Ardentum haud patiens radiorum, ignisque coruscí,
Extimuit magis. At venter, (mirabile dictu!
Non ignota cano) sine vi, sine labe pudoris,
Arcano intumuit verbo. Vigor actus ab alto
Irradians, vigor omnipotens, vigor omnia complens,
Descendit; Deus ille, Deus! totosque per artus,
Dat sese miscetque utero. Quo tacta repente
Viscera contremuere; silet natura, pavetque
Attonitæ similis, confusaque turbine rerum
Insolito, occultas conatur quærere causas (1).

Et, comme si c'était peu d'avoir osé décrire ce prodige, il fait plus, il essaie de l'expliquer, et il l'explique, mais en poète, par une image ingénieuse et brillante : « Tel un rayon de soleil pénètre le verre, lumière puissante et forte qui traverse le cristal sans le briser. »

Ce sont là, si j'ose le dire, des difficultés vaincues qui honorent la poésie, non que je fasse grand cas des tours de force qu'on appelle en littérature les *difficultés vaincues*. Si j'admire les vers de Sannazar sur l'incarnation, ce n'est pas parce qu'ils étaient difficiles à faire, c'est parce qu'ils sont brillans et ingénieux, en dépit d'un sujet qui se prête

(1) « Une soudaine lumière remplit et illumine la salle où la Vierge était agenouillée; sous l'éclat de ces rayons ardens, Marie baisse ses regards éblouis; mais en même temps son sein (je chante des prodiges vénérés par la foi), son sein se gonfle, plein du Verbe divin. Sa pudeur n'a ressenti aucune atteinte. C'est une force qui rayonne autour d'elle, une force divine et toute-puissante, une force qui la pénètre : c'est un Dieu, c'est Dieu lui-même qui descend dans son sein, qui s'unit et s'attache à elle. Ses entrailles ont tressailli profondément, et la nature se tait comme interdite d'effroi. Frappée d'une confusion inattendue, elle cherche à pénétrer les causes du mystère qui s'accomplit contre ses lois. »

mieux aux pieuses obscurités de la foi qu'à l'éclat de la description poétique.

Je n'oserais comparer à ces descriptions élégantes et spirituelles qu'une description d'un genre complétement opposé, je veux dire celle des légendes apocryphes. Là, le récit est plein d'imagination à force d'être crédule. Telle est aussi bien la nature de l'imagination : il faut, pour qu'elle plaise, qu'elle croie tout, ou bien, si elle a des doutes, il faut qu'elle les cache sous l'éclat de la poésie. Encore faut-il dire que cette dernière ressource lui réussit moins bien. L'imagination plaît plus quand elle est naïve que quand elle est savante. Les descriptions de l'enfantement de la Vierge que je trouve dans les apocryphes sont bien différentes de celles de Sannazar; mais elles sont aussi chastes, si même elles ne le sont pas plus, parce que l'imagination, dans les apocryphes, jette un voile sur ces descriptions à force de naïveté et de foi, comme, dans Sannazar, à force d'élégance et de grace.

Dans Sannazar, lorsque le Christ est conçu, la nature, interdite et confuse, s'étonne et demande les causes du changement de ses lois ordinaires. Le poète s'est contenté de mettre en scène la nature, être de raison, ce qui sent l'allégorie; l'imagination des apocryphes est plus hardie (1).

« Le Christ allait naître. Joseph vit tout à coup le ciel s'arrêter, l'air rester immobile, et les oiseaux interrompre leur vol. Il regarda sur la terre, il vit une barque pleine de vivres et des paysans qui déchargeaient la barque; mais, quand leurs mains voulaient prendre, elles ne prenaient pas; quand leur bouche voulait saisir la nourriture, elle ne la saisissait pas; et, comme malgré eux, leur visage était tourné vers le ciel. Il vit des brebis dispersées çà et là; elles n'avançaient plus et restaient immobiles; le pasteur levant le bras pour les frapper de sa houlette, le bras restait levé et suspendu. Joseph regarda aussi dans le fleuve, les chèvres penchées sur le bord pour boire ne buvaient pas. Tout restait immobile et interdit. »

Je ne sais si je me trompe, mais cette suspension du mouvement de la nature, ce ciel, cet air, ces oiseaux qui s'arrêtent, ces mains qui restent levées, ces chèvres mêmes penchées sur l'eau et demeurant sans mouvement, tout cela me semble une invention plus hardie et plus poétique peut-être que l'étonnement du personnage allégorique de la nature. Je vois ici comment la foi invente, ailleurs comment l'imagination et l'esprit cherchent à inventer.

Le moment où le Christ naît fait dans Sannazar un tableau plein de grandeur, souvent reproduit par les peintures italiennes. Joseph, prenant entre ses mains l'enfant qui vient de naître, se sent pour ainsi dire inspiré par l'haleine naissante qui sort de la bouche divine :

(1) Évangile de saint Jacques-Mineur, chap. 18.

. . . . . Ibi auram,
Insperatam auram divino efflantis ab ore,
Ore trahens, subito correptus numinis haustu,
Afflatusque Deo.....

Ainsi, dès sa naissance, le Christ est déjà Dieu; il l'est même aussi dans le sein de sa mère. Ne nous étonnons pas maintenant que les légendaires, dont l'imagination va plus loin que celle des poètes, aient fait parler Jésus dans le sein même de sa mère. Ne nous étonnons pas non plus de lire dans l'Alcoran (1) que, Joseph voyant la grossesse de Marie et ayant conçu des doutes, l'enfant Jésus, élevant la voix du sein de sa mère, dit : « O Joseph! que veulent dire ces soupçons? Lève-toi, va à tes affaires, et demande pardon de ton péché. » Chose curieuse, ce n'est pas seulement dans les apocryphes que Mahomet a pris cette tradition de Jésus parlant du sein de sa mère. Les apocryphes l'avaient eux-mêmes peut-être empruntée aux fables répandues sur la naissance d'Apollon et de Diane. Callimaque, dans son hymne sur Délos, raconte que, Latone chassée de Thèbes et songeant à chercher un asile dans l'île de Cos, Apollon prit la parole dans le sein de sa mère pour lui conseiller d'aller chercher asile à Délos.

Sannazar finit son poème par une prédiction des miracles du Christ, prédiction mise dans la bouche de Protée. C'est toujours le même système de confusion et d'alliances qui caractérise l'époque de la renaissance; mais, malgré cet anachronisme, je ne veux point oublier les derniers vers de son poème, vers charmans, pleins du charme du climat de Naples, pleins de la beauté de cette mer d'azur qui vient en caresser les bords : « C'est ici que je termine mes chants sur l'enfantement divin que j'ai osé célébrer. Et maintenant les frais ombrages du Pausilippe, les rivages de la mer, Neptune, ses tritons, le vieux Nérée et ses nymphes m'invitent au repos; vous surtout, bords charmans de Mergellina, avec vos grottes chères aux Muses, avec vos orangers chargés de fleurs odorantes, l'oranger qui donne à nos climats la beauté des bois de l'Orient et ceint mon front d'une couronne plus belle que le laurier (2). »

Je serai plus court sur Vida que sur Sannazar. Les vers de Vida,

(1) On sait que l'Alcoran a beaucoup puisé dans les faux évangiles répandus en Orient.

(2) Hactenus, ô superi, partus tentasse verendos
Sit satis; optatam poscit me dulcis ad umbram
Pausilypus, poscunt Neptunia littora, et udi
Tritones, nereusque senex, Panopeque, Ephyreque,
Et Melite, quæque in primis mihi grata ministrat
Otia, Musarumque cavas per saxa latebras,
Mergellina, novos fundunt ubi citria flores,
Citria Medorum sacros referentia lucos,
Et mihi non solita nectunt de fronde coronam.

dans les six chants de sa *Christiade*, me semblent avoir un grand inconvénient : ils se ressemblent tous, ils sont tous faits, pour ainsi dire, sur le même patron, ils rendent tous le même son. Dans Sannazar, malgré les anachronismes, il y a de l'inspiration poétique. Dans Vida, il y a les mêmes anachronismes, la même confusion de souvenirs païens et de traditions chrétiennes; mais, au lieu d'inspiration poétique, je ne trouve plus que ce que j'appelle la rhétorique poétique. Je ferais dater volontiers de Vida l'introduction, dans la littérature du xve siècle, de la paraphrase et de la périphrase. Ce sont là les deux grandes machines de la poésie de Vida. Tout est paraphrasé, c'est-à-dire que le récit a toujours une sorte de mouvement oratoire au lieu du mouvement libre et aisé de la narration; et, comme si ce n'était pas assez d'altérer les événemens par cette perpétuelle paraphrase, de leur ôter leur caractère particulier pour les métamorphoser en lieux communs, la périphrase est là pour effacer le peu qui resterait de vérité. Ainsi, le mot propre disparaît perpétuellement sous la périphrase, comme l'événement sous la paraphrase. N'espérez plus trouver ici rien qui rappelle la simplicité naïve des scènes de l'Évangile : l'Évangile n'est qu'un texte oratoire.

Citerai-je quelques exemples? J'ai raconté avec plaisir, je l'avoue, la description naïve que les évangiles apocryphes font des miracles qui accompagnent la fuite en Égypte. Déjà, dans Gerson, ces miracles étaient indiqués plutôt que racontés, et ils étaient devenus un sujet de réflexions plutôt que de descriptions. Dans Vida, ils se métamorphosent en descriptions presque banales, faites à l'aide d'hémistiches empruntés aux auteurs anciens :

Auræ omnes terrent pavidos, capitique timentes,
Tam caro; at puero blandiri murmure silvæ
Lauricomæ, et ramis capita accurvare reflexis
Aurarumque leves animæ indulgere susurro.

Les vers sont élégans, mais c'est une élégance vieille et morte. Il n'y a pas, dans Vida un miracle de Jésus-Christ enfant qui ne soit, pour ainsi dire, un plagiat des poètes anciens. L'auréole même que nous sommes habitués à voir autour de la tête du Christ n'est, dans Vida, qu'un reflet de cette flamme mystérieuse qui, dans le deuxième livre de l'Énéide, s'attache à la chevelure du jeune Jules (1).

A la paraphrase et à la périphrase, qui sont déjà les deux plaies de

(1) ..... Quoties sanctos expavimus ignes,
Flammarumque globos, et terrificos fulgores,
Sæpe quibus visus puer est ardere nitentem
Cæsariem, cœli dum splendet luce corusca?
(Lib. III.)

ce poème, ajoutez l'allégorie, et une allégorie qui a toujours soin d'être une imitation de l'antiquité. Les personnages allégoriques me semblent avoir, dans les sujets chrétiens, un inconvénient tout particulier. Dans le paganisme, chaque vice et chaque qualité étaient déifiés, et, quand l'homme agissait, c'était d'après l'inspiration d'une de ces divinités. La liberté de l'ame humaine disparaissait sous l'ascendant de ces divinités fabuleuses. Le christianisme a rendu à l'ame humaine son indépendance et sa responsabilité. L'homme, dans le christianisme, agit en vertu de ses affections et de ses sentimens, et non plus d'après l'ordre de je ne sais quel dieu. Aussi l'introduction de personnages allégoriques dans un sujet chrétien devient une sorte de contradiction choquante. Pourquoi, en effet, faire intervenir une divinité là où l'homme suffit? Que penser, par exemple, de Vida, qui, pour expliquer le reniement de saint Pierre et cette peur si naturelle et si humaine dont le fidèle apôtre est saisi quand il se trouve seul au milieu des serviteurs de Caïphe, que penser de Vida, qui évoque des enfers la Peur, divinité qu'accompagnent, dit-il, l'Engourdissement et la Lâcheté aux yeux baissés (1)?

Jamais l'horreur du mot propre et l'effort pour trouver le mot prétendu élégant n'ont été poussés plus loin. On sait quelles ont été les bizarreries de ce paganisme littéraire du XVe et du XVIe siècles, en Italie surtout, quand l'excommunication devenait, grace au purisme, l'interdiction de l'eau et du feu; quand les saints s'appelaient les dieux immortels, *superi immortales;* quand le bon Dieu prenait le nom du Dieu très bon et très grand; quand enfin des évêques, de peur de gâter leur belle latinité, obtenaient un bref du pape qui leur permettait de lire leur bréviaire en grec. Vida est de cette école de puristes. Dans ses vers, le Saint-Esprit s'appelle *Aura,*

Aura, veni, afflanti Patris omnipotentis ab ore,

parce que, sans doute, le mot *spiritus,* étant le mot théologique, n'est pas assez élégant. L'eucharistie devient le présent de Cérès, *Cerealia dona;* enfin, quand Jésus-Christ, par le miracle de la multiplication des pains, a rassasié la foule accourue pour l'entendre, au lieu de dire le Sauveur ou Jésus, Vida le désigne par ces mots : *Rex optimus,*

Ut compressa fames, surgit rex optimus ipse.

C'est ainsi que, pendant tout le poème, la couleur chrétienne disparaît sous je ne sais quel vernis brillant, mais faux, emprunté à l'antiquité.

(1) Tristior haud ulla est umbrosis pestis in oris
Scilicet, atque hominum egregiis magis æmula cœptis;
Frigus ei comes, et dejecto Ignavia vultu.

La *Christiade* de Vida est le commencement et l'original de ce que j'appelle le poème épique et classique, poème de convention, réglé et taillé sur le modèle de l'ancienne épopée et surtout de l'Énéide, où il y a nécessairement une tempête, parce que Virgile en a une, et un récit qui dure plusieurs chants, en mémoire aussi du récit d'Énée dans Virgile : poèmes où l'étude est tout, qui n'ont ni inspiration ni liberté, littérature de deuxième main, qui semble n'avoir de cause que dans les bibliothèques et non dans les sentimens et les émotions du cœur humain. Non que je refuse à Vida le mérite d'une versification élégante et correcte; ce mérite est presque son défaut. Parfois cependant ce genre de mérite apparaît dégagé des défauts que je lui ai reprochés. Je ne citerai pas, pour donner une idée de la poésie de Vida, la mort de Jésus-Christ, morceau très vanté, et qui me paraît sentir singulièrement la déclamation. Je citerai plutôt quelques traits de l'entrée triomphante de Jésus-Christ aux enfers. Là il y a quelques beaux vers, et il n'y a pas en même temps trop d'anachronismes de langage, je veux dire trop de réminiscences païennes. Peut-être cela tient-il au sujet, car l'enfer a toujours été un peu païen, même dans les croyances chrétiennes, et il n'y a guère de différence entre l'enfer des anciens et l'enfer des modernes. Vida peint d'abord la joie des élus quand ils pressentent l'arrivée du Christ :

« Telles étaient leurs pensées; tous frémissaient de joie et de bonheur. Ainsi, quand les habitans d'une ville long-temps assiégée, après avoir vu l'ennemi ébranler pendant long-temps leurs murailles et menacer leurs demeures, voient de loin arriver l'armée amie qui doit les délivrer, tous tressaillent de joie, et leur ame abattue se reprend à l'espérance. . . . . .

« Jésus s'arrête aux portes de l'enfer; il les pousse de sa main. A ce coup, la terre épouvantée tremble et retentit, les astres chancellent, et l'enfer mugit au loin dans la profondeur de ses ténèbres. A ce bruit, du fond des vallées infernales accourent les démons épouvantés (1); c'est en vain qu'ils exhalent de leurs gosiers béans un feu terrible et des tourbillons de fumée : la force du Dieu tout-puissant se fait sentir, et les portes, bondissant sur leurs gonds, s'entr'ouvrent d'elles-mêmes. Alors apparaît l'intérieur de cette maison de confusion; les ténèbres s'éclaircissent, la nuit se dissipe, tant est vive la lumière qui jaillit du visage du Christ... Les démons, reconnaissant la figure du Christ, objet de leur colère, cette figure étincelante de rayons et de lumière, cherchent en vain l'obscurité, et, repliant timidement leurs queues de dragons sous leur corps, poussent dans leurs cavernes de tristes et impuis-

(1) Vida les appelle *Lucifugi fratres*, les frères qui fuient la lumière, et les représente sous la forme humaine jusqu'au milieu du corps, avec des queues de dragon au lieu de pieds.

sans hurlemens. Tels ces habitans barbares des Alpes qui supportent l'effort des vents et des orages déchaînés sur ces monts, si tout à coup une armée romaine, avec ses armes étincelantes, apparaît dans leurs retraites, alors, avançant timidement la tête du fond de leurs cavernes et bientôt se dispersant sur les montagnes, on les voit s'asseoir sur quelques roches escarpées, et de là, immobiles d'effroi, contempler les bandes guerrières qui marchent au fond des défilés (1). »

Outre sa *Christiade*, Vida a fait aussi des hymnes consacrés à Dieu, à Jésus-Christ, au Saint-Esprit, à la Vierge, aux principaux apôtres, et ces hymnes, qui ne sont pas, il est vrai, destinés à être chantés dans l'église, ne sont guère plus chrétiens de forme et d'expression que son poème épique. Ce sont des hymnes faits à l'imitation de ceux d'Homère et de Callimaque. Seulement Callimaque recherchait avec une sorte de curiosité d'antiquaire les légendes mythologiques. Vida, au contraire, fuit avec soin les légendes chrétiennes. Il est d'une piété trop éclairée pour les admettre comme chrétien, et d'un goût trop sévère pour les chanter comme poète. Dans ses hymnes, il est un peu théologien, mais du côté où la théologie touche à la philosophie (2), et surtout il tâche d'exprimer en beau style les mystères de la trinité et de l'incarnation. Il se félicite, en commençant, d'avoir réconcilié le Parnasse avec le Calvaire; il croit même, singulière illusion, avoir créé la poésie chrétienne, au moment où il la défigurait par l'étrange confusion de son style (3).

La philosophie platonicienne et le beau langage ont failli détruire la poésie chrétienne en Italie au xve siècle, et, s'ils n'ont pas tout-à-fait arrêté l'essor de cette poésie, ils l'ont au moins beaucoup contrarié. La renaissance a donné à la littérature moderne un esprit païen qui y est

(1) Ut vero in mediis Divum penetralibus hostes
Videre, et faciem invisam agnovere per umbras,
Ardentem radiis ac mira luce coruscam,
Protinus aspectu subito terrentur, et imas
Conjiciunt sese in latebras, linguaque remulcent
Commissas utero caudas, stratique tremendum
Nequicquam umbrosis in speluncis ulularunt.
. . . . . .

(2) Je citerai quelques-uns de ces vers, moitié théologiques et moitié philosophiques. Ainsi, quand il essaie de définir Dieu :

Quidquid es o, seu vis, seu mens, seu spiritus ille
Qui mare, qui terras, qui cœlum numine comples;
Tu tibi principium, tibimet tu terminus ipse,
Incipis abs te, si incipis; in te desinis ipsum.

(3) Carmina enim mutanda; novo nunc ore canendum;
Jamque alias sylvas, alios accedere fontes
Edico.

resté. Cet esprit a aidé au bon goût, il a nui à la foi. C'est dans Vida et dans les poètes de cette école qu'on peut le mieux observer le travail qui se fait alors dans la littérature. Nous avons vu tout à l'heure combien Vida, dans sa *Christiade,* avait de répugnance à se servir, pour désigner le Saint-Esprit, du mot théologique de *spiritus*; dans ses hymnes, il n'est pas moins embarrassé pour définir le Saint-Esprit d'une manière à la fois philosophique et élégante : « C'est, dit-il, cet amour que dans sa bonté le maître souverain de l'Olympe a pour les mortels, cet amour que dans notre reconnaissance nous avons pour lui à notre tour, que les habitans du ciel et de la terre ont les uns pour les autres, et qui les rend frères, cet amour enfin qui est le mutuel penchant du ciel et de la terre, le feu qui anime tout, le nœud indestructible et doux qui unit les élémens, la force des ames divines, le don infini de Dieu. C'est de là qu'émanent la piété et la vertu. Souffle puissant, amour plein de force, Dieu qui partout respire, esprit enfin, dont les créations sont partout répandues, c'est toi que partout nous voyons, toi que partout nous entendons (1). » Il y a dans ces vers de l'éclat et de l'élévation; mais ils ne se sentent guère de l'inspiration de l'Évangile, et cette divinité partout répandue pour tout animer, cet amour qui unit le ciel et la terre, ressemble beaucoup plus à l'amour, au dieu primitif chanté par le vieil Hésiode, qu'au Saint-Esprit, qui, sous la forme d'une colombe, préside au baptême de Jésus-Christ, ou, sous la forme de langues de feu, vient inspirer les apôtres.

Il y a au XVe siècle, en Italie, parmi les lettrés, deux sortes de paganismes, le paganisme qui prête au christianisme ses mots, ses images, ses idées et presque ses sentimens : c'est celui de Vida dans son poème et dans ses hymnes; le paganisme qui emprunte au christianisme ses idées et ses sentimens : ce dernier genre de paganisme est le plus curieux et témoigne de l'étrange confusion qui s'était faite alors dans les esprits. Il y avait des poètes qui, dans leur passion pour l'antiquité, s'étaient élancés du premier bond jusqu'au paganisme littéraire le plus absolu, et qui chantaient Jupiter, Junon, Minerve, Apollon et Vénus plutôt que la Vierge et les saints : tel est, par exem-

(1) Hic amor est quo mortales regnator Olympi
Prosequitur bonus; hic idem quo nos quoque contra
Grati illum ardemus, quo se superique hominesque
Mutuâ amant inter sese pietate foventes.
Hic amor est cœli; terrarum hæc mutua flamma,
Cuncta fovens, nodusque tenax et amabile vinclum,
Cælestum vis magna, dei immemorabile donum.
Hinc omnis pietas, hinc omnis denique virtus;
Aura potens, amor igne potens, spirabile numen,
Spiritus ipse, tui apparent vestigia ubique
Numinis ampla; tuum est quodcumque, ubicumque videmus.

ple, le poète Marullus; mais, arrivés là, les poètes de cette école reculaient bientôt, comme malgré eux, vers les idées chrétiennes, et pendant que Vida dans ses hymnes rapproche Jésus-Christ de Jupiter, et le Saint-Esprit de l'amour primitif, Marullus dans ses hymnes rapproche, au contraire, Jupiter de Jésus-Christ et l'amour mythologique de l'amour divin. Voyez ces vers de l'hymne de Marullus à Jupiter : « C'est lui que nous adorons, le créateur du monde et le maître des cieux, qui n'a ni commencement ni fin, ni naissance ni mort, qui gouverne tout, n'est asservi lui-même à aucune loi, et qui, tout entier en lui-même, échappe aux vicissitudes du temps par son éternité, et donne au monde l'abondance des jours. Il n'a qu'un fils, l'unique objet de son amour, éternel comme lui, pur et sans tache; c'est à lui qu'il a confié le soin de l'univers, la tutelle de son empire; c'est avec lui qu'il partage son pouvoir (1). » C'est ainsi qu'au XVe siècle, par un perpétuel échange d'idées, le Christ est païen et Jupiter est chrétien, tant les deux inspirations du moyen-âge et de l'antiquité se mêlent dans l'esprit des poètes du temps, qui ne peuvent se décider ni à renoncer à l'élévation des idées chrétiennes, même quand ils célèbrent le paganisme, ni à l'élégance et à la beauté de la poésie antique, même quand ils chantent des sujets chrétiens.

SAINT-MARC GIRARDIN.

(1) Et rerum autorem dominumque agnoscimus æthræ,
Quem non principium, non ulla extrema fatigant,
Expertem ortus atque obitus; qui cuncta gubernas,
Nescius imperii, totusque inte ipse vicesque
Despicis æternas et tempora sufficis ævo :
Unigenam sancto prolem complexus amore
Æterno æternam et perfectam, labe carentem,
Cui rerum late custodia credita cessit
Et regni tutela tui consorsque potestas
Temperat acceptas sine fine et tempore habenas.
(Hymnes de Marullus, liv. Ier.)

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

31 mars 1850.

« Les élections du 10 mars! la révolution commence! » tel est le titre d'une brochure que nous voyons affichée ces jours-ci sur les murs de Paris. Nous ne sommes pas de l'avis de la brochure ou de son titre. La révolution ne commence pas; elle continue et elle se développe. Nous consentons à croire que le 24 février n'a pas été une révolution. Ç'a été une grande surprise; mais la révolution s'est faite par les décrets du gouvernement provisoire, qui a créé une révolution pour justifier le coup de main qui l'avait porté au pouvoir.

Parmi tous les décrets révolutionnaires du gouvernement provisoire, le plus révolutionnaire est celui qui a établi le suffrage universel et qui l'a organisé tel qu'il est, avec le scrutin de liste et l'élection directe. Ce décret-là, n'hésitons pas à le dire, établit la révolution en permanence, non pas que le suffrage universel, quand il est libre, ne tourne souvent contre ses auteurs; cela s'est vu et pourrait se voir encore. Quand la démagogie s'empare du pouvoir, comme elle fait à l'instant même la misère du pays, le pays, aussitôt qu'il est consulté, vote contre la démagogie et lui ôte le pouvoir; mais supposez un gouvernement honnête et sage, comme ce gouvernement est forcé de contenir et de réprimer les mauvaises passions qui luttent contre la société, comme tout gouvernement est une police, dans le sens élevé de ce dernier mot, le suffrage universel se tourne promptement contre le gouvernement. Le suffrage universel semble avoir pour but de mettre en action le vers de La Fontaine :

Notre ennemi, c'est notre maître.

D'où il suit que le suffrage universel est la révolution en permanence, ce qui est un bien quand on est mal, ce qui est un mal quand on est bien ou passablement bien. Qui ne comprend néanmoins que cette impossibilité même de s'arrêter à

un point quelconque, cette instabilité perpétuelle est une maladie qui doit tôt ou tard tuer la société qui en est atteinte? Au lieu d'employer son activité à travailler, à fabriquer, à commercer, à augmenter la somme de la richesse sociale, la société emploie son activité à changer sans cesse ses institutions. C'est une machine qui dépense sa force à se faire mouvoir elle-même, au lieu de faire mouvoir l'industrie et le commerce. Ajoutez que, si cette société versatile et improductive est en même temps pauvre et besoigneuse, le danger est deux fois plus grand. Les institutions et le suffrage universel en particulier deviennent une arme dont chaque portion de la société se sert pour arracher à l'autre sa subsistance : nous ne parlons pas de l'aisance; il n'en peut plus être question dans une société qui, au lieu de produire du pain, s'occupe à produire des révolutions.

Le suffrage universel n'est pas autre chose que l'action de la multitude. Or, dans tous les temps et dans tous les pays du monde, l'action de la multitude est aveugle et grossière. Par quelle fatuité croyons-nous que la multitude française est éclairée et intelligente? Est-ce à dire que nous voulons condamner l'espèce humaine en bloc et la déclarer incapable de se gouverner? A Dieu ne plaise! La multitude est capable de se gouverner, quand elle est capable de se maîtriser, et elle est capable de se maîtriser, quand elle est encadrée dans les liens d'une société qui a de vieilles mœurs et de vieilles traditions, et où le bon sens de chaque individu, sa modération, ses habitudes sages et régulières font, en se réunissant, la sagesse du peuple. Donnez-moi, dans toute la France, la population de la Bretagne, c'est-à-dire une population pieuse et régulière, point envieuse, point livrée au démon de la concupiscence, et j'adopte volontiers le suffrage universel; mais, avec la population de nos grandes villes, qu'est-ce que le suffrage universel, sinon la facilité de satisfaire ses rancunes, ses envies, ses convoitises? Les institutions démocratiques ont besoin d'être tempérées par les mœurs, et c'est un axiome de tous les temps que la liberté a besoin de la vertu pour contre-poids. Dans nos grandes villes, au contraire, les mœurs gâtent les institutions, loin de les corriger. N'oublions pas surtout que l'organisation de notre suffrage universel le rend encore plus mauvais qu'il ne le serait déjà par lui-même, à cause des mœurs de nos grands centres de population. Le scrutin de liste en altère profondément la sincérité. La constitution veut que tous les Français votent : le scrutin de liste fait qu'il n'y a que quelques hommes dans chaque département qui sont électeurs pour tous les autres. C'est l'oligarchie dans la démagogie.

Pour s'en convaincre, il suffit de voir comment se sont faites les élections à Paris. Nous ne voulons pas ici médire du résultat, nous voulons seulement examiner les procédés électoraux adoptés des deux côtés, dans le parti modéré et dans le parti socialiste, afin de savoir si c'est vraiment là le suffrage direct et universel que proclame l'article 24 de la constitution.

L'union électorale procède avec une grande bonne foi et tâche de corriger de son mieux les défauts du suffrage universel. Son élection préparatoire est une sorte de premier degré, et à ce premier degré les électeurs ne peuvent se plaindre de n'être pas libres : ils peuvent vraiment nommer qui bon leur semble; mais, au second degré, c'est-à-dire à l'élection définitive, à celle qui procède uniquement de la loi et non plus des mesures prises par l'union électorale, il

faut bien, bon gré mal gré, si l'on ne veut pas perdre sa voix, voter pour la liste qu'ont formée par leurs votes les électeurs du premier degré. Que devient alors le suffrage direct de la constitution? Autre observation : dans l'élection préparatoire même, la liste qui est proposée aux suffrages des électeurs par le comité de l'union électorale a de grandes chances pour avoir la majorité des électeurs qui prennent part à cette opération préliminaire. C'est ainsi que, cette année, les trois premiers noms mis sur la liste par le comité de l'union électorale ont été aussi les trois premiers noms qui sont sortis du scrutin préparatoire, si bien que, même à ce premier degré, le suffrage non plus n'est pas direct, et que le comité de l'union électorale est amené, malgré lui, à voter pour les électeurs. Et notez bien que nous ne voulons pas ici blâmer l'union électorale, personne ne reconnaît plus hautement que nous les grands services que rend cette union; mais la nature du suffrage universel l'emporte sur les intentions de l'union électorale. Le suffrage universel ne peut pas agir seul : il a besoin d'être préparé et dirigé, nous allions dire remplacé ou suppléé. Laissé à sa propre force, c'est un chaos; il lui faut pour pouvoir marcher des lisières et des guides; il a besoin, enfin, d'abdiquer entre les mains de quelqu'un. Nous nous félicitons donc que, dans le parti modéré, le suffrage universel ait abdiqué entre les mains de l'union électorale. Nous nous en félicitons, mais nous le constatons.

Dans le parti socialiste, les choses se passent d'une manière bien plus contraire encore à l'article 24 de la constitution. C'est là que le suffrage direct se trouve complétement aboli : il n'y a pas d'élection préparatoire pour former la liste proposée aux suffrages des électeurs définitifs. Ce respect de la liberté des votes ne convient qu'aux hommes qui se rattachent aux habitudes de la monarchie constitutionnelle. Le socialisme a des allures plus oligarchiques et plus dictatoriales. Un comité qui se nomme et s'installe lui-même, à peu près comme s'est nommé et installé le gouvernement provisoire le 24 février 1848, rédige une liste et l'imprime; puis les électeurs sont tenus de la voter, sous peine de perdre leurs voix. N'êtes-vous pas édifiés de la liberté et de la vérité du suffrage universel ainsi enrégimenté, ainsi discipliné? Quelques dictateurs de bas étage au lieu d'un peuple, voilà le suffrage universel, tel que l'entend et le pratique le parti socialiste.

Ne craignons pas de le dire, puisque l'expérience le dit plus haut que nous, le suffrage universel, tel qu'il est organisé chez nous avec le scrutin de liste et le vote au chef-lieu, est un mensonge et un danger perpétuel. Nous sommes même forcés de remarquer que la constitution se contredit d'une manière évidente dans l'organisation du suffrage universel, quand on rapproche l'un de l'autre l'article 23 et l'article 30.

Que dit l'article 23? « L'élection a pour base la population. » Voilà un principe tout-à-fait analogue au principe et à la source même du suffrage universel. Le suffrage universel en effet procède du droit qu'on attribue au nombre. Selon le suffrage universel, on ne vote pas parce qu'on est capable de voter, capable de discerner le bien du mal; on vote parce qu'on est homme. Si on vote parce qu'on est homme, il faut que le vote d'un homme soit égal au vote d'un autre homme, il faut que chaque vote ait un égal effet, comme il a une égale valeur. Il ne faut pas surtout que le vote d'un habitant du Finistère ait

plus ou moins d'effet que le vote d'un habitant de Seine-et-Oise. Or, pour égaliser ainsi les effets des votes, il faut régler le nombre des représentans d'après le chiffre de la population, et, pour cela, faire ce qu'avaient fait les constitutions diverses de la première république, décider par exemple qu'il y aurait un député par chaque cinquante mille ames de population, faire enfin des groupes égaux de population électorale; telle était la conséquence naturelle de l'art. 23. Au lieu de cela, que fait l'article 30? Il fait rentrer tant bien que mal la répartition de l'électorat dans le cadre des circonscriptions administratives. Ce n'est plus chaque groupe électoral qui a un certain nombre de représentans, c'est chaque département. De cette manière, la proportion est arbitraire au lieu d'être exacte et précise, et *l'élection n'a plus pour base la population* du territoire général de la république, mais la population particulière de chaque département; de cette manière encore, les votes n'ont plus une égale valeur, ou plutôt ce sont les départemens qui sont tant bien que mal égalisés les uns aux autres, eu égard au chiffre de leur population, chiffre essentiellement variable d'année en année. Supposez qu'un département gagne en dix ans cinquante mille ames de plus, la constitution ne dit pas qu'il aura droit pour cela à un représentant de plus. Il faudra une loi pour attribuer un représentant de plus à ce département progressif; mais ce représentant que vous donnerez en plus à l'est, je suppose, il faudra l'ôter à l'ouest, car l'article 21 fixe à 750 le nombre des représentans du peuple français, comme si on avait pensé qu'en république la population ne doit pas augmenter. Les États-Unis ne sont pas de cet avis.

Quoi qu'il en soit, entre l'article 23 et l'article 30, il y a une contradiction de principes, sinon de mots, qui est évidente. Or, quand deux articles se contredisent, qui est chargé de les accorder, sinon la loi? Il ne s'agit pas ici de réviser la constitution, il ne s'agit pas non plus de la violer; il s'agit de l'interpréter et de mettre d'accord l'article 30, qui n'est qu'un article réglementaire, avec l'article 23, qui est un article de principe. Le suffrage ne doit pas seulement être universel et direct, il doit être égal. Or il n'est pas égal, il n'a pas des effets égaux, quand l'élection ne se fait pas par groupes égaux de population, mais par départemens, c'est-à-dire par groupes inégaux.

M. de la Rochejaquelein a proposé à l'assemblée de consulter la nation sur le choix à faire entre la république et la monarchie, et, comme on a dit à M. de la Rochejaquelein qu'il semblait avoir mauvaise grace à revenir sur le choix qu'il avait fait lui-même de la république au 24 février 1848, M. de la Rochejaquelein a répondu assez lestement qu'il avait voulu faire l'essai de la république. Il paraît que l'essai n'a pas plu ou n'a pas réussi, selon M. de la Rochejaquelein. C'est pourquoi il pense qu'il serait bon d'adresser au pays une de ces questions qu'on ne fait en général que lorsqu'on est sûr de la réponse. Puisque M. de la Rochejaquelein était en train de questionner le pays sur la constitution, nous aurions voulu qu'il l'interrogeât un peu sur le scrutin de liste et sur l'organisation actuelle du suffrage universel; nous sommes persuadés, en effet, que le nœud de nos destinées sociales est dans l'organisation du suffrage universel. Toute mesure, toute démarche qui aura pour but d'améliorer cette organisation nous paraîtra une mesure décisive, un remède analogue au mal. Toute autre mesure nous laissera indifférens. Nous n'en voulons pas à M. de la Rochejaquelein de sa question; nous serions même disposés

à croire qu'il est bon que le pays comprenne qu'il n'est pas absolument tenu de mourir selon les règles. Oui, cherchons des remèdes, puisque nous nous sentons malades, puisque la phthisie légale qui nous consume a des signes de plus en plus évidens; mais, si nous cherchons des remèdes, cherchons-les qui soient vraiment opposés au mal. Or, le mal actuel, le mal urgent, c'est la mauvaise organisation du suffrage universel. Pourquoi donc hésiter à faire une loi électorale qui corrige les vices incontestables du suffrage universel actuel, qui donne à l'article 23 de la constitution ses conséquences légitimes, et qui substitue à la circonscription administrative des départemens de véritables circonscriptions électorales déterminées par le chiffre de la population? L'art. 76 de la constitution permet à la loi de changer la division administrative; à plus forte raison, il permet, j'imagine, de séparer la circonscription administrative de la circonscription électorale.

Nous avons souvent cherché à nous expliquer pourquoi, tout le monde voyant le mal, personne ne voulait aborder le remède; pourquoi, tout le monde sachant que le suffrage universel, tel qu'il est organisé actuellement, doit nous tuer à jour fixe, personne ne proposait de corriger cette organisation destructive. On nous a dit que le parti légitimiste ne voulait pas qu'on touchât à l'organisation du suffrage universel, parce qu'il croyait que le suffrage universel lui était favorable. A cela nous avons toujours répondu deux choses : la première, c'est qu'il ne s'agissait pas de détruire le principe du suffrage universel. La seconde chose, c'est que le parti légitimiste doit calculer combien de temps encore le suffrage universel lui sera favorable. Il jouit du passé en ce moment, il n'est pas sûr de l'avenir. D'ailleurs, quand même nous supposerions que le parti légitimiste garderait son ascendant électoral dans les provinces où il l'a maintenant, quel avantage y trouverait-il, si partout ailleurs dans la France le suffrage universel donnait la majorité au parti socialiste? Le parti légitimiste viendrait dans l'assemblée jouer le rôle de minorité, et nous doutons beaucoup que la majorité socialiste laissât à la minorité légitimiste la moindre liberté. Dans une assemblée socialiste, la minorité légitimiste aurait le rôle de victime ou de complice. Cela n'est pas tentant.

Il est impossible que le parti légitimiste, éclairé par l'expérience, ne comprenne pas qu'il a le même intérêt que le reste du parti modéré à modifier l'organisation du suffrage universel. Faire des lois sur la presse et sur les clubs, c'est fort bien, et nous serions disposés à les voter, sauf amendemens; mais ces lois auraient besoin, selon nous, d'être précédées d'une autre loi plus décisive, nous voulons dire d'une loi électorale. La loi sur la presse et la loi sur les clubs peuvent bien compléter un système de gouvernement que nous approuvons, puisqu'il est nécessaire; mais elles ne créent pas ce système. Ne voyez-vous pas, en effet, que ces lois que vous proposez et que vous votez à grand'peine, le parti socialiste s'en moque au fond du cœur, parce qu'il croit maintenant que le suffrage universel, tel qu'il l'a organisé, lui donnera infailliblement la majorité, et qu'alors, une fois maître du pouvoir, il balaiera d'un seul coup toutes ces lois si péniblement élaborées? Le calme qu'il garde en ce moment et qu'il impose à sa turbulente armée n'a pas une autre cause. Il espère et il attend. Les lois de la presse et des clubs lui déplaisent, et il les maudit; mais il se gardera bien de venir les combattre dans la rue. Il est patient, parce qu'il

se croit maître de l'avenir. Il se trompe peut-être; mais il se trompera encore bien plus, si vous essayez de modifier l'organisation du suffrage universel. C'est alors que vous l'entendrez crier et menacer; c'est alors qu'il ne pourra plus être patient. Ainsi, dira-t-on, vous voulez provoquer le parti socialiste? Non; mais nous voulons que la société se défende. Si nous en sommes à ce point que tout ce qui est destiné à défendre la société soit une provocation au parti socialiste, il n'y a rien, selon nous, qui décèle mieux la gravité de la crise où nous sommes et l'urgence d'une initiative légale.

Au point de vue où nous nous plaçons, les lois nouvelles sur la presse et sur les clubs n'ont pas l'importance qu'on leur attribue soit en bien, soit en mal. La loi sur les clubs est, en général, approuvée dans la majorité. Elle ne confère pas au gouvernement des pouvoirs beaucoup plus étendus que ceux qu'il avait déjà; seulement, elle les lui confirme. Dans les temps de crise, ces confirmations sont souvent nécessaires. Quant à la loi sur la presse, ou plutôt quant à la loi sur le timbre, elle a excité de grands dissentimens dans la majorité et de grands mécontentemens dans les journaux quotidiens qui soutiennent le gouvernement. C'est pour eux une question d'état, et nous concevons l'importance qu'ils y attachent; mais ce ne sera pas pour eux une question de cabinet et de gouvernement : voilà ce qui est certain et ce qu'il est bon de constater.

Quant aux journaux du parti socialiste, qui déclament contre la loi et qui prétendent qu'on veut par là aristocratiser la presse, nous serions tentés de les prendre au mot et de faire un éloge à la loi de ce dont ils lui font un reproche. Oui, si nous avions un gouvernement stable et régulier, si nous revenions, sauf la forme du gouvernement, à l'état politique de la France de 1823 à 1830, ou de 1835 à 1848, oui, nous aimerions mieux une presse aristocratisée par les frais mêmes de son établissement et de son maintien qu'une presse démocratisée outre mesure par le bon marché et par le rabais; nous aimerions mieux quelques grands journaux de l'opposition que beaucoup de petits. Les temps où il y a de grands journaux sont ceux où il y a aussi de grands partis régulièrement organisés, ayant un esprit de suite, un système, une doctrine; ce sont des temps politiques. Les temps, au contraire, où il y a beaucoup de petits journaux sont des temps où il y a des factions et des émeutes, des temps agités et stériles, des temps révolutionnaires. Autre raison qui nous fait préférer la grande presse à la petite, la qualité des journaux à leur quantité, c'est que nous croyons qu'il est bon que les journaux ne soient pas trop bon marché. On va se récrier; on va dire que nous voulons évidemment diminuer le nombre des lecteurs : notre raison a quelque chose de plus particulier, et qui tient de plus près à l'honneur et à la dignité de la presse. Il est important, selon nous, que les journaux soient vendus ce qu'ils coûtent. Quand le journal est vendu ce qu'il coûte, ce qui est la règle dans tous les commerces, il n'est pas tenté de chercher, pour se soutenir, des moyens étrangers à l'art d'exprimer ses pensées et au devoir de défendre ses convictions politiques.

Quant à nous, quelque bruit qui se fasse autour de la loi sur la presse, nous ne sommes pas disposés à nous associer pour le moment à cet émoi. Ce n'est pas dédain ni indifférence, à Dieu ne plaise, c'est seulement préférence de notre part pour une loi sur l'organisation du suffrage universel, loi que nous trouvons plus nécessaire et plus urgente que les lois récemment proposées.

Mentionnons maintenant quelques-unes des discussions qui ont occupé l'assemblée dans cette quinzaine.

La nouvelle loi du timbre, qui a déjà subi l'épreuve de deux lectures, a vivement ému le monde financier par les dispositions qu'elle contient sur les transferts de rente. Les conséquences de ces dispositions sont faciles à comprendre. Lorsque l'état grève d'un impôt la négociation d'un titre de rente, il agit comme s'il imposait la rente elle-même, car il déprécie le titre entre les mains de celui qui le possède. Or, l'état a-t-il le droit d'imposer la rente? La loi qui a constitué le grand livre dit positivement que la dette consolidée sera exempte de toute retenue, présente ou future. Lorsque l'état impose une retenue sur la rente, ou, ce qui revient au même, sur la négociation du titre de rente, il manque donc à ses engagemens. Il viole le contrat passé entre lui et ses créanciers, et non-seulement il nuit à ses créanciers, mais encore il se nuit à lui-même, car, après avoir touché à l'inviolabilité de la rente, il n'a plus devant lui que des prêteurs défians, qui lui feront perdre dans ses emprunts futurs bien au-delà du revenu qu'une taxe injuste et imprudente aura versé dans sa caisse.

Pourquoi ces vérités si simples, et qui acquéraient une si grande autorité en passant par la bouche de M. Berryer, n'ont-elles pas convaincu la majorité? C'est que beaucoup de gens, même au Palais-Bourbon, se seront dit : Voici une occasion de frapper le capital, profitons-en. D'autres n'auront pas été fâchés de frapper la rente, peu populaire, comme on sait, dans nos départemens. A Paris, la rente est chose sacrée, c'est l'arche sainte; mais allez dans nos provinces, et tâchez de faire comprendre à l'agriculteur, au vigneron, au propriétaire foncier, que l'inscription de rente est un contrat qui oblige l'état envers ses créanciers : vous verrez comme on vous écoutera! Ajoutons que ce titre de rente, ce chiffon de papier, que les gens de la campagne apprécient peu sous beaucoup de rapports, a cependant, à leurs yeux, une vertu qui excite au plus haut point leur jalousie. La rente se paie à échéances fixes; le rentier, à moins d'un cataclysme, est toujours sûr de toucher son terme à chaque semestre; toutes les années sont bonnes pour lui, tandis que, pour le rentier de la terre, il y a de bonnes et de mauvaises saisons. Si la récolte ne se vend pas ou se vend mal, la terre coûte au lieu de rapporter. De là une certaine hostilité de la propriété territoriale contre la rente, et cette hostilité, nous en sommes sûrs, n'aura pas peu contribué à porter malheur aux rentiers dans cette discussion de l'impôt du timbre.

Si la loi passe, et cela est malheureusement probable aujourd'hui, quelques propriétaires ruraux se frotteront les mains; qu'auront-ils gagné cependant? Ne dit-on pas tous les jours que la propriété rurale a besoin de capitaux, que la terre ne trouve pas à emprunter? Et que fait-on par l'impôt sur les transferts de rente? Au lieu d'attirer les capitaux sur le marché français, on les excite à émigrer; au lieu d'abaisser l'intérêt de l'argent en facilitant les transactions, on élève le taux de l'intérêt en grévant la circulation des valeurs. L'argent qui se prête à la Bourse sur les titres de rente, au moyen des reports, coûtera désormais à l'emprunteur 8 pour 100 au lieu de 6. Si l'intérêt de l'argent s'élève à 8 pour 100, nous nous demandons ce que les campagnes auront gagné à l'article du timbre sur les transferts!

Mais, dit-on, il faut bien arrêter le jeu, l'agiotage! Nous craignons bien

qu'on n'ait pas pris pour cela la meilleure voie. Le jeu est souple et inventif; il est par-dessus tout opiniâtre. Quand on le chasse par une porte, il rentre par l'autre. Nous ne voyons pas d'ailleurs les grands crimes qu'ont commis ces malheureux capitalistes de la Bourse depuis deux ans. Toutes les fois que la république a eu besoin d'eux, elle les a rencontrés sous sa main. Elle a trouvé dans leurs écus plus de confiance et de sécurité qu'ils n'en avaient eux-mêmes. Ce n'est pas avec des mesures comme celle d'un impôt sur les transferts de rente qu'on encouragera leur bon vouloir; ils y verront pour le moins un précédent fâcheux, que la logique révolutionnaire ne manquera pas d'exploiter. De pareilles mesures sont nuisibles en temps de prospérité, à plus forte raison sont-elles dangereuses et impolitiques dans des temps de crise, quand on a un budget en déficit, et lorsque les circonstances peuvent d'un moment à l'autre placer le gouvernement dans la nécessité de négocier un emprunt.

La discussion du budget de 1850 a marché jusqu'ici assez rapidement. Selon l'usage, on a parlé un peu de tout dans la discussion générale. Il est juste de dire cependant qu'on ne s'est pas trop écarté, cette fois, du sujet principal, et qu'il a été plus souvent question d'administration et de finances que d'autre chose. La montagne a été sobre de développemens sur ses systèmes économiques. Elle en a dit assez néanmoins pour nous faire comprendre à quoi nous devons nous attendre, si jamais ses théories financières sont appliquées. La montagne, comme on sait, possède plusieurs théories financières de différente nature, et par conséquent plusieurs formes différentes de budget. Elle a d'abord le budget de M. Proudhon, lequel est le plus simple de tous, puisque M. Proudhon ne veut ni administration, ni gouvernement. Elle a ensuite le budget de M. Pelletier. Celui-là coûte plus cher. M. Pelletier est de l'école communiste. Il veut que l'état soit chargé de tout faire, et que nous soyons gouvernés à la manière des fellahs d'Égypte. Pour donner à l'état les moyens de tout faire, M. Pelletier propose un budget d'environ deux milliards par an; ce n'est pas trop : mettons-en trois, et nous serons encore loin de compte. Enfin, après le budget de M. Pelletier, il y a le budget de M. Mathieu de la Drôme, cet honorable montagnard qui vient d'être si rudement traité par M. Mortimer Ternaux. C'est une histoire curieuse, en vérité, que celle du budget de M. Mathieu de la Drôme. Ce grand économiste, qui s'annonce un beau jour à la tribune comme ayant une merveilleuse recette pour rétablir l'équilibre du budget; ce grand financier, qui a découvert un moyen infaillible de procurer au trésor une économie annuelle de 639 millions, et qui, le jour de la discussion, au lieu d'être à son banc, se promène tranquillement avec ses électeurs de la Drôme : quelle comédie, et comme cela peint bien l'une des espèces de nos révolutionnaires modernes, gens qui ne prennent pas même au sérieux leurs idées ni leurs personnes, révolutionnaires de parade, plus hâbleurs encore que méchans! Quoi qu'il en soit, M. Mortimer Ternaux, en homme sérieux qui n'entend pas raillerie sur de pareilles matières, a eu la cruauté d'amener M. Mathieu de la Drôme à la tribune, et de le forcer à s'expliquer. Les explications de l'honorable montagnard, comme on devait s'y attendre, n'ont prouvé qu'une chose : c'est qu'il avait espéré que personne ne viendrait faire violence à sa discrétion, et que son secret mourrait avec lui.

Des attaques très vives ont été dirigées contre le budget par les adversaires

de la centralisation. Il y a du vrai dans quelques-uns des reproches adressés au système administratif et financier de la France par l'honorable M. Hovyn de Tranchère; mais à côté du vrai il y a des exagérations regrettables. Oui, l'intervention de l'état n'a pas toujours produit les effets qu'on aurait pu désirer. L'état n'est pas toujours un bon instituteur, un professeur irréprochable, un astronome assez vigilant. Les astronomes de l'état, quoique très savans, ne sont pas toujours les premiers à découvrir les comètes. L'état n'est pas toujours un constructeur habile, un entrepreneur économe. Nos ingénieurs, au lieu de se borner à faire des ouvrages utiles, ont trop souvent la manie d'élever des monumens. Les usines de l'état sont les plus dispendieuses de toutes. Leurs produits coûtent plus cher que ceux de l'industrie privée. Nous savions tout cela depuis long-temps, et l'administration elle-même n'en disconvient pas. De même, tout le monde est d'accord pour dire que l'intervention de l'état a exercé une influence fâcheuse sur le moral du pays. Elle a énervé les volontés individuelles. Elle a habitué chaque citoyen à ne pas se confier suffisamment dans ses propres forces et à attendre du gouvernement plus que de lui-même. Elle a eu aussi pour résultat, en multipliant les emplois, de surexciter les ambitions, et de créer, à côté d'une classe immense de fonctionnaires, une classe plus nombreuse encore de gens qui veulent à tout prix le devenir et qui font pour cela des révolutions. Voilà les torts de la centralisation administrative et politique : qu'y faire?

C'est une raison sans doute pour corriger les abus de la centralisation; mais est-ce une raison pour détruire la centralisation elle-même et pour mettre le moyen-âge à la place? Veut-on que l'état n'ait plus que la police et la force publique à diriger? Veut-on qu'il n'enseigne plus, qu'il ne professe plus, qu'il ne construise plus rien, pas même des temples et des églises? qu'il ne subventionne plus rien, pas même le Théâtre-Français et l'Opéra? Alors c'est une autre société que l'on veut. Ce n'est plus la société française telle qu'elle est sortie de 89 et telle que l'ont façonnée l'empire et le gouvernement représentatif. La société française est une démocratie, et c'est parce qu'elle est démocratie qu'elle échappera, nous l'espérons encore, à l'immense danger de devenir une démagogie. Dans une démocratie, les individus sont peu de chose par eux-mêmes, et n'ont de puissance que par la force collective qu'ils mettent entre les mains de l'état. La démocratie française ne ressemble pas d'ailleurs à la démocratie américaine. Elle n'est pas exclusivement vouée aux intérêts matériels. Elle a une littérature, une histoire, un passé dont elle s'honore, même en le calomniant. Elle aime à consacrer ses souvenirs dans des monumens. Elle a conservé le sentiment du beau et du grand dans les arts. Et qui pourrait encourager et diriger l'expression de ce sentiment, si ce n'est l'état, qui, s'il ne peut donner le génie, a au moins, pour le découvrir, pour le stimuler, pour le soutenir dans ses épreuves, des ressources que possèdent rarement les particuliers? Par tous ces motifs, la démocratie française a besoin de s'appuyer sur le concours de l'état pour prospérer. Nous ne parlons pas d'ailleurs des raisons d'indépendance territoriale et de susceptibilité nationale qui imposent à la France une forte centralisation politique. Les adversaires du budget et de la centralisation nous citent toujours l'exemple de l'Angleterre. On leur a répondu mille fois que l'Angleterre est une aristocratie, et que si le gouverne-

ment y fait peu de chose relativement, c'est que les individus y sont assez riches et assez puissans par eux-mêmes pour faire beaucoup. Du reste, c'est une erreur de se figurer que l'Angleterre dépense moins que nous pour ses services publics. En Angleterre, la dépense des routes, des canaux et des chemins de fer, celle des musées, des chapelles et des écoles, celle des établissemens de bienfaisance, enfin la plus grande partie des dépenses publiques se dissimule sous les péages ou dans les comptabilités locales, tandis que chez nous tout est porté au compte de l'état. De là une grande différence dans les chiffres comparatifs des budgets de France et d'Angleterre, mais cette différence n'est qu'apparente.

Nous n'avons pas le fanatisme de la centralisation, ni le culte passionné des gros budgets; mais nous avons peu de goût pour les pratiques administratives des temps passés. Il y a une juste mesure à garder dans les éloges et les critiques que mérite le système administratif et financier de la France. Cette mesure, nous la trouvons dans le rapport de l'honorable M. Berryer, organe de la commission du budget. M. Berryer blâme ce qu'il faut blâmer, il attaque ce qui peut être attaqué sans péril; mais il conserve et il respecte ce qui ne peut être supprimé sans que l'unité du pays soit atteinte, et sans que la marche des services soit arrêtée. Les esprits exigeans trouveront que la commission du budget n'a pas tranché dans le vif, qu'elle n'a pas présenté des économies suffisantes. Ils diront que c'est peu de chose d'avoir économisé, sur un budget de 1,500 millions, 40 millions de dépenses ordinaires et 44 millions de dépenses extraordinaires! Nous voudrions les voir à l'œuvre. Quand ils auraient commencé par réduire les chiffres du budget à leur véritable expression, quand ils auraient effacé d'abord un chiffre fictif de 307 millions, qui ne figure que pour ordre au budget; lorsque ensuite ils auraient mis de côté 326 millions pour la dette publique et les pensions, et 122 millions pour acquitter le recouvrement des impôts; lorsque enfin il ne leur resterait plus dans les mains qu'une somme de 612 millions pour solder toutes les dépenses d'administration et de gouvernement, que feraient-ils? Quelles réductions viendraient-ils nous proposer sur la magistrature, sur le clergé, sur l'enseignement, sur les dépenses des préfectures, sur les traitemens de nos agens diplomatiques, si mal rétribués en comparaison des agens étrangers? Quelles économies nouvelles feraient-ils sur les travaux publics, réduits depuis février de plusieurs centaines de millions, lorsque l'humanité et la politique nous commandent de faire les plus grands sacrifices pour ce budget, qui est le budget des ouvriers? Et la marine, et l'armée, qu'en feraient-ils? Viendraient-ils proposer la destruction de la flotte et l'abandon de l'Algérie? Nous pensons qu'il y a des économies sérieuses à faire sur l'organisation de l'armée; mais ces économies ne sont pas celles qui semblent plus particulièrement désirées par la montagne. Demandez au général Lamoricière, qui s'y connaît, qui a vu les choses de près, et qui doit savoir à quoi s'en tenir sur le véritable sens de l'élection du 10 mars, demandez-lui si le moment est venu de licencier l'armée de Paris!

Le discours du général Lamoricière est une excellente préface de la discussion qui doit avoir lieu bientôt sur l'organisation de l'armée. Cette discussion se trouvera également simplifiée par un ouvrage très remarquable que vient de publier le général Paixhans. Dans ce livre, qui est le fruit de sa longue expérience, et qui est tout-à-fait digne de sa réputation militaire, l'honorable

général propose des économies que nous voudrions voir réaliser, et dont la plupart nous semblent très praticables. Elles ont surtout le mérite de se rattacher à un système qui tend à resserrer la discipline, et à fortifier le commandement au lieu de l'affaiblir, et par là elles répondent au principal besoin du pays.

Disons toute la vérité, ce n'est pas le budget qui est trop lourd pour les forces de la France; la France rendue à sa sécurité, au travail, porterait bien facilement le poids des charges que lui imposent annuellement le soin de sa dignité et de son honneur, le maintien de son indépendance nationale, le mécanisme de son administration et de son gouvernement. 600 millions de dette flottante seraient peu de chose pour un pays dont la rente serait cotée à 120 francs, et qui aurait à sa discrétion tous les banquiers de l'Europe. Ce qui pèse sur les finances de la France, c'est l'anxiété des esprits; la maladie du trésor, c'est cette fièvre qui nous consume et qui nous mine. Voyez le contre-coup du 10 mars sur l'industrie et le commerce. Que de commandes retirées, que de vaisseaux rentrés dans les ports pour n'en plus sortir! et ce chemin de fer de Paris à Avignon, que l'on voulait discuter d'urgence il y a un mois, tant la chose était pressée, tant les capitaux étaient impatiens de se jeter dans cette nouvelle entreprise, la seule qu'on eût osé mettre en avant depuis février, ce projet de loi si ardemment controversé et si vivement défendu, où en est-il aujourd'hui? La discussion sera reprise jeudi prochain, mais au milieu de quel découragement! La raison nous dit cependant qu'il faut reprendre au moins une apparence de confiance et faire de nouveaux efforts pour ranimer l'industrie, qui s'éteint et qui meurt, si l'on ne va pas à son secours. En aidant l'industrie, on servira peut-être la politique. Nous avons déjà exprimé notre pensée sur cette question du chemin de Paris à Avignon. Nous sommes de ceux qui désirent, avant tout, que le chemin se fasse, n'importe par qui et comment. Nous ne voyons que trois systèmes en présence : la construction et l'exploitation par l'état, la concession à une ou deux compagnies financières, la construction et l'exploitation par des compagnies industrielles pour le compte de l'état. Le premier système rallierait aujourd'hui bien peu de sympathies; le second ne peut plus être discuté, s'il est vrai que les compagnies financières ont fait retraite. Dans ce cas, nous nous trouverions aujourd'hui en présence du troisième système, dont on ne reconnaît réellement le mérite que lorsqu'on se trouve dans la nécessité de se prendre corps à corps avec lui. Ce système, c'est la conciliation prudente des deux autres. On leur prend ce qu'ils offrent d'avantageux, on répudie ce qu'ils ont de mauvais ou d'incomplet. L'état reste propriétaire, l'industrie construit et exploite à forfait. Dans cette combinaison nouvelle, le gouvernement n'aliène pas une richesse nationale, il n'abandonne pas 154 millions, il ne garantit pas 13 millions pendant quatre-vingt-dix-neuf ans; connaissant le prix de la construction et celui du fermage, il est à l'abri des mécomptes; se réservant l'application des tarifs, il peut satisfaire librement aux besoins des populations. Ce sont là des avantages qu'il faut sérieusement méditer, et ils seront sans doute pesés dans la discussion.

Disons maintenant quelques mots de la politique extérieure. Nous sommes toujours embarrassés quand nous voulons nous occuper de l'Allemagne. Il n'y a pas, par un contraste singulier, de peuple plus sincère et moins réel. L'Allemagne aime la liberté; qui peut en douter? Elle aime l'unité; personne non

plus ne peut le contester. Depuis deux ans, elle travaille à réaliser ses vœux de liberté et d'unité. Jusqu'ici, elle n'a pas pu y parvenir. Ce n'est pas faute de projets de constitution et faute d'assemblées constituantes assurément; mais les constitutions et les assemblées allemandes s'évaporent et s'évanouissent avant d'arriver à la réalité. Ce sont des ombres qui ne peuvent pas supporter la clarté du jour. L'Allemagne conçoit beaucoup, mais elle accouche peu.

En ce moment, nous sommes en Allemagne en face de deux apparences de constitutions et d'assemblées. Les deux constitutions sont celle que la Prusse propose à l'assemblée d'Erfurth, et celle que les rois de Saxe, de Bavière et de Wurtemberg proposent à l'assemblée qui doit quelque jour, je ne sais pas quand, se réunir à Francfort. Essayons de saisir sous ces apparences de constitutions et d'assemblées ce qu'il y a de réel. Ici nous sommes forcés de revenir aux plus anciens souvenirs de l'histoire d'Allemagne.

Il n'est pas de Teuton et d'ami du teutonisme qui ne sache que la lutte entre l'Allemagne du nord et l'Allemagne du midi a commencé avec la querelle qui s'engagea entre Arminius et Maroboduus, dans les premières années de l'empire romain. Hermann et Marbod ont commencé la lutte. Le roi de Prusse d'un côté et les rois de Bavière, de Saxe et de Wurtemberg la continuent aujourd'hui. Les armes ont changé, les causes de guerre ont changé aussi; mais la même antipathie entre le Rhin et le Danube, entre le nord et le midi, semble encore subsister, et il est curieux de voir comment tant de magnifiques espérances d'unité n'ont abouti qu'à raviver le dissentiment des climats. On a passé par toutes les théories de la philosophie et de la politique pour aboutir au vieux débat géographique.

L'assemblée constituante d'Erfurth est ouverte. Que fera-t-elle? Sera-t-elle le noyau d'une Allemagne unitaire et libérale? sera-t-elle seulement l'instrument de l'ambition du cabinet prussien? La situation de la Prusse en ce moment est vraiment singulière. La Prusse est sur le point non plus seulement d'être une puissance libérale, mais une puissance révolutionnaire, elle qui, l'année dernière, était la puissance réactionnaire. Même destinée pour l'assemblée d'Erfurth. Elle a été inventée pour combattre et pour anéantir l'assemblée constituante de Francfort, voici qu'elle est sur le point de la remplacer. Et comme s'il était décidé que cette pauvre Allemagne aura toujours à choisir entre l'ombre et le corps de son unité, sans jamais pouvoir discerner clairement où est le corps et où est l'ombre, voilà que l'Allemagne du midi présente à l'Allemagne du nord une autre constitution et une autre assemblée que celle d'Erfurth. De même que la constitution d'Erfurth était opposée à la constitution de Francfort, la constitution des trois rois est opposée à la constitution d'Erfuth. Laquelle de ces deux constitutions sera la constitution de l'Allemagne? Ni l'une ni l'autre, voilà notre augure. La constitution d'Erfurth a mangé la constitution de Francfort, et elle n'en est pas plus forte pour cela. La constitution des trois rois mangera la constitution d'Erfurth, et n'en sera pas plus forte non plus. Ces constitutions, qui n'ont de force que pour s'entre-détruire, sont un acheminement au retour pur et simple de l'Allemagne aux institutions de 1815. Ce qui nous fait croire que l'Allemagne est sur le chemin qui la reconduit à 1815, c'est que nous voyons qu'à chaque nouvelle constitution elle s'en rapproche davantage chaque fois. La constitution de Francfort était celle

qui s'éloignait le plus de 1815, et cet éloignement, qui a fait sa popularité en 1848, est ce qui a fait sa perte en 1849. On ne passe pas sans transition d'un régime à un autre, et de la fédération de 1815, qui comportait l'indépendance presque absolue des divers états de l'Allemagne, à la centralisation politique et administrative la plus complète. C'est par là que la constitution de Francfort a péri. La constitution d'Erfurth a beaucoup plus accordé à l'indépendance des états de l'Allemagne, au *particularisme*, pour parler comme on parle de l'autre côté du Rhin. Cependant, comme la constitution d'Erfurth procédait de la constitution de Francfort, tout en étant destinée à la combattre, elle accordait encore beaucoup au pouvoir central. Maintenant, la constitution des trois rois diminue singulièrement les prérogatives de ce pouvoir central, et c'est ainsi que se rapprochant à chaque degré des institutions de 1815, l'Allemagne est tout près d'y revenir. Une fois qu'elle y sera revenue, y restera-t-elle? Nous avouons franchement que si tel devait être le dénoûment du long pèlerinage de l'Allemagne à travers toutes ses théories d'unité, nous plaindrions son sort. Tant tourner et si peu marcher, c'est triste. Nous espérons que la sagesse des princes et du peuple allemands préviendra ce pénible et ridicule dénoûment. Les épreuves des deux dernières années auront prouvé à l'Allemagne que l'unité politique et administrative lui est impossible; mais l'unité de droit civil et criminel est encore à tenter, et c'est de ce côté que l'Allemagne pourra se tourner. Cette fois, nous le pensons, ce ne sera plus vers un horizon qui fuit à mesure qu'on s'en approche.

REVUE LITTÉRAIRE.

LE THÉATRE ET LES LIVRES.

S'il est vrai, comme l'assure Cicéron, que la littérature compte parmi ses plus précieux priviléges celui de charmer nos ennuis et de nous distraire de nos chagrins, il faut convenir que le théâtre et les livres, depuis quelque temps, s'y prennent mal pour accomplir cette tâche consolatrice. *Qui nous délivrera des Grecs et des Romains?* disait-on il y a trente ans. Qui nous délivrera, dirons-nous aujourd'hui, des Romains de 93 et des Grecs de 1848? Qui nous délivrera des souvenirs, des récits, des héros, des querelles, des noms et des dates révolutionnaires? Croyez-vous donc que ce soient là de bien attrayantes images, de bien aimables délassemens? Quoi! nous sommes poursuivis, assaillis, absorbés par les anxiétés qu'amènent les crises politiques : elles ne nous laissent pas un moment de trève, elles remplissent nos conversations, elles s'asseoient à notre foyer, elles attristent nos joies, nos projets et nos espérances, elles éclatent jusque dans nos efforts pour leur échapper, et lorsque nous ouvrons un livre ou que nous allons demander à la scène quelques momens de distraction, d'apaisement et d'oubli, qu'y trouvons-nous? Les portraits de famille des révolutions passées ou présentes; des narrations, des discussions et des scènes dans lesquelles reparaissent, sous des formes anciennes ou nouvelles,

sous des noms vieux ou récens, ces réalités qui nous obsèdent! En vérité, c'est cruauté ou maladresse. Comment ne comprend-on pas qu'il ne saurait y avoir pour nous de sujets moins agréables que ceux qui nous remettent ainsi en présence de nos misères? Il est de règle de ne jamais parler devant les gens des choses qui les divisent ou les affligent. Cette règle élémentaire, le théâtre et les livres l'oublient quand ils nous retracent les révolutions qu'ont faites nos pères, ou qu'ils nous racontent celles que nous avons faites nous-mêmes.

On doit donc regretter que M. Ponsard se soit laissé séduire par le sujet de *Charlotte Corday*. N'est-ce pas une téméraire entreprise que de faire parler et agir sur le théâtre des personnages politiques, lorsque l'époque à laquelle ils appartiennent est assez rapprochée de nous pour nous teindre encore de ses couleurs et nous agiter de ses passions? Pour réussir avec éclat, pour donner à son œuvre le mouvement, l'ardeur et la vie des événemens qu'il retrace ou des caractères qu'il peint, il faudrait que le poète se passionnât comme eux, qu'il fît passer dans ses vers un peu de cette fièvre étrange qui, à certains momens, déplace les notions du bien et du mal, frappe de vertige les plus vigoureuses intelligences et pousse une nation vers les hasards et les précipices; il faudrait qu'il se rangeât franchement dans un camp ou dans un autre, qu'il fût partial comme l'est nécessairement un peuple en révolution, tant que cette révolution n'est pas finie, tant que les intérêts qu'elle menace, les inquiétudes qu'elle excite ou les espérances qu'elle attise flottent encore au gré des influences mobiles qui dominent, en ces instans, les pouvoirs établis et les conditions véritables d'ordre et de stabilité. Mais alors quel péril pour l'écrivain qui, en désignant ainsi son ouvrage aux sympathies enthousiastes d'un parti, le désigne aux colères du parti contraire! Quelles rumeurs, quelles collisions peut-être autour de ces peintures où chacun vient chercher l'ennemi qu'il veut haïr ou le modèle qu'il veut imiter! Et comme ce triomphe, en supposant qu'on l'obtienne, est peu digne, après tout, du but sacré de l'art, de la paisible initiative des lettres et de la vraie mission du poète!

L'impartialité est moins dangereuse : est-elle bien possible? Cette immobilité sereine d'un esprit ferme que rien ne fait pencher à droite ni à gauche, peut-on l'espérer sur un terrain où des ébranlemens nouveaux rappellent et continuent les secousses passées? M. Ponsard paraît avoir voulu y croire, et rien ne nous permet de révoquer en doute sa sincérité. Dans un prologue élégamment écrit, et qui promettait des allures plus libres et plus poétiques, l'auteur de *Charlotte Corday*, évoquant la muse de l'histoire, a placé sur ses lèvres une sorte d'appel à cette impartialité austère qui remplace pour la postérité les passions contemporaines. Toutefois, la *postérité* a-t-elle bien réellement commencé pour la révolution française, et n'est-il pas beaucoup plus exact de dire que cette révolution dure encore? Robespierre, Danton, Sieyès, les montagnards, les girondins, sont-ils bien pour nous des personnages historiques? Ne sont-ils pas plutôt des contemporains auxquels des catastrophes récentes donnent une *actualité* posthume et comme une seconde vie? Lorsque M. de Lamartine publia son livre des *Girondins*, les hommes clairvoyans comprirent qu'il y avait tout un élément d'agitations nouvelles dans la puissance magique avec laquelle l'historien avait tout à coup rallumé dans le présent cet incendie du passé, et quelques voix prophétiques s'élevèrent pour demander si ces pages ardentes

n'évoqueraient pas bientôt dans la rue les mouvemens fébriles qu'elles ranimaient dans les esprits. Si cette impression fut réelle et sincère en 1847, lorsque rien n'était dérangé encore à l'ordre établi, ne doit-elle pas être plus vive aujourd'hui que les spectateurs du drame sont placés au même point de vue que les acteurs? M. Ponsard ne s'est pas effrayé de cet inconvénient; il nous a rappelé, par la bouche de Clio, sa poétique patronne, que les Athéniens, nos modèles, aimaient à voir représenter sur leur théâtre les grandes scènes de la vie politique de leur temps. Peut-être ne faudrait-il pas trop abuser de cette comparaison de la France avec Athènes depuis la république de février. Les deux républiques se ressemblent assez peu, et l'érudition la moins pédante pourrait faire là-dessus les plus complètes réserves; en outre, il n'est guère prudent de nous rappeler que s'il y a eu en France, depuis deux ans, quelques velléités attiques, elles se sont trouvées justement chez ceux qui ne tenaient pas à faire de leur atticisme le complément de la forme républicaine, et y cherchaient, au contraire, une sorte de protestation épigrammatique contre des ridicules ou des travers plus spartiates qu'athéniens et plus béotiens que spartiates. A Athènes d'ailleurs, le théâtre offrait-il les mêmes spectacles que ceux que nous présente aujourd'hui l'histoire de notre révolution? Lorsque Eschyle, dans un cadre dont la grandeur, le mouvement et l'audace n'ont jamais été dépassés, déroulait devant son auditoire transporté le magnifique drame des *Perses*, il faisait tressaillir tout un peuple au tableau de ses luttes et de ses victoires contre ses plus terribles ennemis; mais ces ennemis étaient les Perses, ce peuple était homogène, sa république ne condamnait pas une caste au profit d'une autre, ne faisait pas de la consécration d'un principe ou d'un intérêt la ruine d'autres intérêts ou d'autres principes. Xercès ne comptait pas un ami parmi les spectateurs d'Eschyle, et la simplicité sublime de l'action, du spectacle et du langage n'était que l'expression vivante, colorée, irrésistible d'un sentiment patriotique qui vivait dans toutes les ames. Donnez une valeur poétique, une forme vraiment littéraire à ces grands drames qui retracent, sur nos scènes populaires, les épisodes militaires de l'empire; admettez-y même, si vous le voulez, les gloires guerrières de la république : vous aurez quelque chose d'analogue à ces drames athéniens où un poète de génie éveillait les ombres glorieuses de Marathon et de Salamine; mais Danton! Robespierre! Sieyès! Vergniaud! Louvet! Barbaroux! quels que soient vos efforts pour rester équitable, pour observer la proportion et la mesure, vous ne parviendrez jamais à faire de ces noms, des idées qu'ils représentent et des souvenirs qu'ils rappellent, un point de ralliement où puissent se rencontrer et s'unir les spectateurs que vous convoquez. Il y en aura, je le crains, pour qui Robespierre ne sera pas Xercès, et il y en aura aussi, je le crois, pour qui Vergniaud ne sera jamais Thémistocle.

M. Ponsard, par un sentiment moins original que méritoire, ne veut pas qu'on accuse la liberté des excès qui se commettent en son nom : c'est là une vérité pour laquelle, comme pour beaucoup d'autres, le mérite de l'à-propos nous a toujours paru indispensable. Il ajoute que les rois, si l'on y regardait de près, fourniraient aussi leur contingent de crimes, et qu'il y aurait autant d'injustice à rendre la république responsable des forfaits de Robespierre et de Marat qu'à s'en prendre à la royauté des vices de Néron, de Richard III et de Macbeth.

Ce raisonnement est plutôt d'un royaliste que d'un républicain. Si le théâtre a pu sans danger nous montrer des souverains vicieux et criminels, c'est probablement que tout le monde était du même avis sur leurs crimes, que leur exemple ne pouvait faire illusion à personne, et que ces mauvais instincts, développés par la puissance ou inhérens à des natures perverses, devenaient entre les mains de grands poètes les instrumens d'une moralité austère et d'une irréfutable leçon. Racine et Shakspeare n'ont pas, que nous sachions, failli à cette tâche, et leur œuvre venge ou rétablit ces grandes lignes, ces principes immortels que brisent ou altèrent pour un temps les crimes des rois comme ceux des peuples. En est-il de même de ces personnages sur lesquels se débattent encore les contradictions passionnées des partis? Qui sera Macbeth ou Duncan, Néron ou Britannicus, Richard ou Édouard, dans cette poétique des drames révolutionnaires? Vous ferez-vous, comme les poètes de *Britannicus*, de *Macbeth* et de *Richard III*, le vengeur de l'humanité, flétrissant les excès et les crimes, qu'ils partent d'en bas ou d'en haut? Mais où commence-t-elle pour vous, cette humanité? Les girondins votant sans conviction la mort du roi qu'ils auraient pu sauver vous semblent-ils beaucoup plus *humains* que les montagnards, parce qu'ils font de beaux discours et citent Horace? Sieyès ajoutant à son vote cette cruauté laconique : *La mort sans phrase*, vous paraît-il plus *humain* que Danton? Et Danton lui-même, tout sanglant encore des massacres de septembre, mérite-t-il que vous fassiez en son honneur une bien glorieuse exception? Un écrivain très distingué, M. de Molènes, a fort spirituellement remarqué que se faire l'historien d'une révolution, c'est déjà l'accepter, y croire et s'y complaire; nous ajouterons que c'est en subir, à son insu, l'impitoyable logique. Il y a dans ces grandes violations du repos public, des lois établies, des institutions d'une société et d'un pays, je ne sais quel entraînement fébrile qui vous saisit, vous pousse et vous précipite aux extrêmes, dès qu'on y porte la main ou le regard. M. de Lamartine n'avait pas su se garantir de ce péril, et M. Ponsard n'y a pas échappé. Nous sommes persuadé qu'à l'instar de son brillant prédécesseur il s'était mis à l'œuvre avec des prédilections girondines : eh bien! cédant comme lui à la force des choses, à ce *crescendo* révolutionnaire dont on devient le complice en le retraçant, il a fini par s'éprendre de la figure plus accentuée de Danton; même, l'oserons-nous dire? il y a une scène, la scène capitale du drame, où Danton pâlit, et où Marat paraît être le seul logicien de la révolution : logique de cannibale et de bête fauve, mais dont l'énergie sauvage domine la phraséologie sonore de Danton et les réticences hypocrites de Robespierre. Cette préférence, nous le savons, est bien loin de la pensée de M. Ponsard : ne suffit-il pas cependant, pour condamner son système, que les spectateurs superficiels ou vulgaires puissent un instant s'y tromper?

Il existe, selon nous, une impartialité plus haute, plus décisive et plus féconde que celle dont M. Ponsard a fait sa muse : c'est celle qui, écartant les distinctions politiques, les querelles de partis et les passions du moment, peu soucieuse de savoir si les actions qu'elle juge émanent d'un roi ou d'un peuple, soumet ces actions aux lois éternelles qui régissent l'humanité, et y reconnaît, comme base de ses arrêts, tantôt la passion étouffant la conscience, tantôt la conscience triomphant de la passion. Que celle-ci soit revêtue de la pourpre souveraine ou de haillons déguenillés, qu'elle profite, pour s'assouvir, de l'om-

nipotence royale ou de l'omnipotence populaire, elle est toujours la même. C'est toujours le *moi* humain, la personnalité enivrée d'orgueil et de pouvoir, se préférant aux règles générales de la conscience. Et voilà pourquoi les révolutions sont si dangereuses, voilà pourquoi les hommes qu'elles mettent en scène méritent si rarement une admiration ou une sympathie sans réserve. Elles favorisent et amplifient ce règne du *moi*, si cher à la vanité, à la révolte intérieure, à toutes les secrètes faiblesses de l'ame sans foi et de l'intelligence sans principes; elles le substituent à ce faisceau de croyances et de devoirs qui unit dans une même tâche et sous une même autorité la grande famille humaine. Abandonné à ce libre arbitre de l'individualisme émancipé, chacun s'y produit avec ses instincts, et l'homme qui mêle au mal qu'il fait ou qu'il accepte un peu de générosité, d'enthousiasme ou de bravoure, obtient, par comparaison, par complaisance ou par peur, des hommages immérités.

C'est là ce qui explique comment certaines renommées révolutionnaires conservent plus de prestige que les autres, comment Danton, par exemple, est jugé avec plus d'indulgence que ses féroces émules, et comment les girondins ont trouvé des admirateurs parmi ceux qui flétrissent la montagne. M. Ponsard n'aurait pas dû tomber dans cette faute, et nous regrettons que Clio ne lui ait pas enseigné une impartialité moins mesquine. Celle qu'il a prise pour règle l'a gêné plutôt que servi. A tous momens, on sent, en écoutant *Charlotte Corday*, l'embarras d'un homme qui se préoccupe, avant tout, de l'effet que produiront sur ses auditeurs les sentimens et les idées qu'il prête à ses personnages. Chose étrange! ce qui a refroidi le succès de ce drame, c'est que l'auteur ne s'y passionne pas, c'est que son ame n'y vibre pas dans le langage de ses héros, c'est qu'il s'est fait, pour ainsi dire, *impersonnel*, afin de ne heurter aucune opinion; et en même temps, ce qui donne à sa pièce une allure si glaciale et si guindée, c'est qu'il n'y abdique jamais, qu'il ne s'en remet pas un instant à ses acteurs du soin de nous émouvoir et de nous entraîner à leur guise, qu'il est sans cesse derrière eux, calculant la portée de chaque hémistiche, donnant à tous les partis des satisfactions successives, leur distribuant une somme égale de concessions, de restrictions et de maximes, s'efforçant en un mot de contenter tout le monde, et, ainsi qu'il arrive d'ordinaire, ne réussissant à contenter personne. Or, s'il est vrai, comme l'a dit un contemporain illustre, que, parmi les ouvrages de l'esprit, les plus excellens sont ceux qui n'ont pas été écrits en vue du public, mais pour répondre à une nécessité du moment ou à une inspiration soudaine, il faut en conclure que, sous ce rapport du moins, le drame de *Charlotte Corday* occupe l'extrémité contraire. Non-seulement cet ouvrage a été écrit en vue du public, mais de plusieurs publics, et c'est ce qui en a altéré les conditions d'entraînement, d'émotion et d'unité.

L'auteur a-t-il réussi du moins à caractériser et à peindre son héroïne d'une façon nette et précise? Est-il parvenu à se rendre compte de cette physionomie de Charlotte, mêlée de tons éclatans et de teintes factices dans le romanesque épisode des *Girondins?* Charlotte Corday appartient à cette famille de caractères qu'il est difficile de juger d'après les lois communes. Aux belles époques, aux époques chevaleresques, où l'héroïsme n'est et ne peut être que l'expression la plus haute et la plus complète du devoir, Charlotte Corday s'appelle Jeanne d'Arc; ses magnanimes instincts la poussent au combat; elle se revêt d'une ar-

mure et livre bataille à l'étranger, à l'ennemi de la France. Dans les temps mauvais, dégénérés, sous la double influence de l'esprit philosophique et de l'esprit révolutionnaire, Jeanne d'Arc devient Charlotte Corday; l'armure se change en poignard, le combat en meurtre; au lieu d'être l'accomplissement suprême du devoir, l'héroïsme s'en isole; il le froisse pour l'agrandir; il manque au nécessaire en visant au superflu. Peut-être ce contraste que nous indiquons eût-il pu former la donnée historique et morale du drame de *Charlotte Corday;* peut-être un penseur austère, un poète préoccupé des grandes vérités de la philosophie et de l'histoire, eût-il pu en faire jaillir une leçon salutaire et féconde; peut-être aussi, pour nous intéresser davantage à Charlotte, eût-il suffi de nous la montrer plus simple, plus naturelle, plus jeune fille, jusqu'au moment où un éclair terrible, une force surhumaine la précipite, un couteau à la main, vers la baignoire de Marat. M. Ponsard, cédant à son goût d'accommodemens, n'a pas pris de parti décisif; il a admis, dans la composition de ce caractère, des élémens divers qui nuisent à l'intérêt de l'ensemble. Ainsi Charlotte nous apparaît au milieu d'une prairie normande; elle prend part aux travaux de la campagne; elle soigne, avec une grace filiale et touchante, sa vieille tante de Bretteville, mais, en même temps, elle lit Rousseau; elle cite l'histoire romaine, elle se livre à des déclamations ambitieuses sur la politique et la liberté, et lorsqu'arrive le moment qui la transforme en héroïne, cette transition, noyée dans un déluge de beaux vers, n'est ni assez préparée pour qu'on y reconnaisse le développement logique du caractère de Charlotte, ni assez soudaine pour qu'on y voie ce coup de foudre, cette inspiration mystérieuse qui imprime à certaines actions humaines le sceau d'une mission divine. Tel est, selon nous, le principal défaut de la Charlotte Corday de M. Ponsard : elle n'est pas assez femme, assez jeune fille; elle nous toucherait davantage, si, avant d'être saisie de cette résolution suprême qui la condamne à immoler dans son ame tout ce qui rêve, aime ou espère, elle s'abandonnait un peu plus aux sentimens naturels, un peu moins aux déclamations politiques.

Presque partout, dans l'œuvre de M. Ponsard, ces déclamations remplacent le drame; c'était l'écueil du sujet, et l'auteur ne l'a pas évité; mais ne pouvait-il pas tirer meilleur parti de cette grande page d'histoire révolutionnaire? Puisqu'il s'affranchissait, dans cet ouvrage, des entraves et des unités classiques, puisque son talent sage, mesuré, correct, séduit, j'allais dire égaré par le livre des *Girondins*, s'y décidait à prendre des libertés shakspeariennes, ne pouvait-il pas s'ouvrir un champ plus vaste, jeter dans le cadre qu'il avait choisi plus de variété, de mouvement et d'ampleur? Là encore, ce qui lui manque, c'est la décision et le parti pris. Nous entendions dire par un homme d'esprit que *Charlotte Corday* lui faisait l'effet de l'*Histoire des Girondins* racontée par Théramène; il y a du vrai dans cette saillie. M. Ponsard a trop recherché, au point de vue du procédé littéraire, cet esprit d'accommodement qu'il apportait dans ses appréciations politiques. Il a compris qu'un sujet aussi actuel, aussi voisin de notre époque, de nos passions et de nos idées ne pouvait s'arranger du rigorisme traditionnel de la forme classique; mais, timide encore dans ses hardiesses, il n'a pas osé aborder de front l'histoire, se prendre corps à corps avec elle, en ouvrir la veine féconde, et en tirer une de ces œuvres puissantes dont la libre allure eût rappelé les tragédies nationales de Shakspeare. Il s'est borné à nous

laisser entrevoir le côté extérieur, sommaire, l'abrégé de son sujet et de ses personnages, nous en donnant comme un *spécimen* écourté et amoindri, ici une miniature d'émeute, là un écho de club, plus loin une musique lointaine jouant *la Marseillaise* dans la coulisse, ailleurs un souper girondin avec accompagnement obligé de souvenirs d'Athènes et de citations d'Horace; enfin il a substitué trop souvent l'entretien politique à la politique elle-même, le récit à l'action, le portrait au caractère.

Faut-il s'étonner, après cela, que l'impression générale de la représentation de *Charlotte Corday* ait été froide, presque triste? Ce n'est jamais impunément que le poète dramatique renonce aux sources naturelles d'intérêt, de curiosité, d'attendrissement ou d'émotion, pour demander le succès à des moyens d'un autre genre, à des idées d'un autre ordre. L'allusion politique est fatale au théâtre, soit qu'elle froisse, soit qu'elle caresse les opinions du public. On peut même, à ce propos, faire une remarque : tout ce qui tient à la passion, à l'étude sincère du cœur humain, tout ce qui repose sur une observation exacte et pénétrante est à l'instant accepté et reconnu comme vrai, comme sympathique, par ceux-là même qui sont le plus étrangers aux passions, aux sentimens, aux situations morales que le poète a décrits. Pourvu qu'il ait frappé juste, l'effet est unanime parmi toutes ces intelligences, toutes ces ames si diverses auxquelles il s'adresse; la vibration gagne de proche en proche, à travers son auditoire, les fibres les plus rebelles. La politique, au contraire, surtout dans les temps où l'on est tourmenté de préoccupations analogues, fatigue, attriste, irrite au théâtre ceux même que l'auteur semble avoir eu le plus en vue en écrivant ses allusions et ses maximes. Pour qu'elle attire à soi les esprits sérieux, les spectateurs attentifs, il faut au moins qu'elle s'élève au-dessus des intérêts mesquins, des questions de détail, des querelles de partis, qu'elle plane dans ces hautes régions où elle cesse d'être l'expression plus ou moins contestable d'opinions passagères ou relatives, pour devenir la morale même de l'histoire, la grande voix du genre humain cherchant, comme le chœur antique, dans les événemens et les catastrophes qui nous épouvantent, un immortel enseignement. Corneille, Shakspeare, Alfieri même et Schiller ont de ces échappées soudaines, de ces généreux coups de main dans le domaine des vérités générales.

Après la représentation de *Charlotte Corday*, il demeure évident que certains événemens et certains hommes, abordés même avec précaution et appréciés avec mesure, trouveront toujours dans les ames une sorte de résistance inquiète, d'antipathie confuse. Ce sentiment d'anxiété et de tristesse qu'a éveillé chez les spectateurs l'œuvre de M. Ponsard a toute la portée d'une leçon qui s'adresse à d'autres encore qu'à l'auteur de *Charlotte Corday*. Il est bon qu'en dehors de toute dissidence, de toute récrimination de parti, une méfiance silencieuse et inflexible s'attache à ce qui ne devrait jamais être qu'un grand et douloureux avertissement donné au présent par le passé, non pas aux dépens de la liberté contre l'autorité, de l'autorité contre la liberté, des rois contre les peuples ou des peuples contre les rois, mais en honneur de cette loi imprescriptible, inaltérable, qui veut que, sous les républiques comme sous les monarchies, le mal ne puisse jamais être pris pour le bien, et le bien pour le mal. Voilà ce qu'ont oublié les personnages révolutionnaires et ce qu'oublient leurs

historiens et leurs poètes. A propos de cette morale éternelle qui domine toutes les opinions politiques, comment ne pas songer à M. de Lamartine? L'historien des *Girondins* n'est pas encore dégoûté du rôle d'éditeur responsable de la république de février; il continue de se raconter à lui-même les destinées de cette république et de se montrer aussi content de son ouvrage que si nous en étions encore à la lune de miel républicaine. Les illusions paternelles ont quelque chose de respectable, et l'on éprouve une certaine répugnance à réveiller ce poétique Épiménide de la révolution de 1848, à l'avertir que nous ne sommes plus tout-à-fait au temps où sa lyre servait de symbole à la démocratie triomphante. Aussi dirons-nous peu de mots de son nouvel ouvrage : *Le Passé, le Présent et l'Avenir de la République*. C'est une centième variation sur ce thème obligé qui défraie les livraisons, les supplémens et les appendices du *Conseiller du Peuple*, et qui consiste à séparer tant bien que mal l'élément démocratique des enjolivemens démagogiques, socialistes et communistes qu'y ajoutent la marche du temps, le progrès des idées et la logique révolutionnaire. Cette séparation serait sans doute chose fort désirable, et nous serions les premiers à remercier M. de Lamartine, s'il nous la donnait. Par malheur, il ne semble pas que nous soyons en voie de l'obtenir, et il est permis de penser, au contraire, que c'est la démocratie intelligente, éclairée, civilisatrice, telle que la conçoit ou que la rêve M. de Lamartine, qui s'apprête à se fondre et à s'annuler dans la démagogie. Quoi qu'il en soit, l'obstiné poète, pour nous préserver de ce péril, nous offre ce nouveau catéchisme de la république honnête, religion bizarre dont il est à peu près le seul dieu, le seul prêtre et le seul fidèle. Sous des formes toujours brillantes, on y sent l'affaiblissement graduel d'une pensée qui s'use et s'amortit en se répétant, et puis il y a dans cette persistance à rappeler toujours la même histoire, à se glorifier dans un événement dont les conséquences funestes frappent tous les regards et navrent tous les esprits, à fouiller d'une main que rien ne lasse dans les cendres d'une gloire éteinte pour y retrouver un reste de lueur et de flamme, quelque chose de puéril qui attriste. Un critique, qui paraît avoir fait de la déification hebdomadaire de M. de Lamartine une spécialité politique et littéraire, assurait l'autre jour que l'illustre écrivain était à l'égard de la république de 1848 ce qu'est le père à l'égard de son enfant qu'il *engendre* autant de fois qu'il lui apporte de sentimens, d'idées et de forces pour développer son existence. Plaignons M. de Lamartine des peines que son enfant lui donne et des louanges que ses flatteurs lui décernent!

Nous ne sommes pas quittes encore avec les souvenirs et les récits de février. Voici Daniel Stern et son nouvel ouvrage : *Histoire de la Révolution de* 1848. Quel est le but de ce livre? Daniel Stern a-t-elle voulu simplement se donner le plaisir de retracer la défaite d'une société qu'elle a sans doute des raisons de traiter en ennemie? A-t-elle voulu marquer d'avance sa place parmi les sibylles démagogiques, s'assurer, en cas de victoire, les bonnes graces du socialisme? On trouverait aisément, nous le croyons, dans les rangs de ces austères démolisseurs du vieil édifice social, de ces fervens consolateurs des souffrances populaires, bon nombre de gens que le peuple serait fort surpris et médiocrement édifié d'avoir pour auxiliaires, s'il savait ce qui lui vaut ces violentes et soudaines amitiés. Que d'anathèmes contre l'inégalité des fortunes et l'oppression des riches qui s'expliqueraient par une fortune perdue et des richesses dis-

sipées! Que de récriminations puritaines, jetées à tout ce que la société renferme d'abusif, de révoltant et d'immoral, dont on découvrirait la cause dans une rupture forcée avec ce monde qu'on cesse souvent de trouver digne de soi, parce qu'on n'est plus digne de lui! Voilà malheureusement ce que le peuple ignore et ce qu'il serait bon de lui rappeler; il serait bon de lui redire que ces volontaires de la croisade socialiste, qui lui arrivent d'un camp opposé, ne sont pas toujours, comme il se l'imagine, de pures et nobles exceptions dans cette société égoïste ou corrompue, que ce n'est pas toujours par haine de l'iniquité, pitié pour les misères ou abnégation personnelle, qu'ils établissent ainsi un contraste entre leurs opinions et leurs intérêts apparens. Une plaie secrète, une blessure de vanité, le besoin de haïr, de calomnier et de combattre des lois qu'ils ont froissées et qui les condamnent, tel est souvent le seul mobile qui pousse ces recrues bizarres à changer de drapeau et de consigne.

Il y a d'étranges disparates dans l'ouvrage de Daniel Stern; çà et là, il semble qu'on y retrouve l'écho lointain, le reflet fugitif d'un temps meilleur; le nouvel historien de la révolution de février conserve encore de son passé je ne sais quelle trace confuse qui rend ses attaques plus doucereuses et plus perfides. En d'autres endroits de son livre, on se demande comment elle a pu être si bien informée, par quelles ramifications mystérieuses elle a pu pénétrer toutes ces régions souterraines de la conspiration de bas étage, avoir accès dans les coulisses de ces tristes comédies d'émeutiers, de factieux et de tribuns. Ces deux élémens singuliers, contradictoires, réminiscences de la grande dame déchue sachant encore ce qui se passe dans les palais, et initiation de la néophyte socialiste n'ignorant rien de ce qui se passe dans les clubs, se croisent et s'entremêlent dans cette *Histoire de la Révolution de* 1848; ils lui donnent un caractère particulier assez analogue au rôle même joué par l'auteur parmi les héros de cette révolution. Ces héros, elle les a vus de près, et elle nous donne successivement leurs portraits avec une complaisance de connaisseur et d'artiste. Ils y passent tous, et tous sont pris au sérieux, même M. Cabet, même M. Sue. Avons-nous besoin d'ajouter que, pour relever encore l'éclat de ces nobles figures, l'auteur a soin de leur opposer, comme contraste, les défenseurs de cette société où ses amis sont venus rétablir l'ordre, la justice, la vertu et l'harmonie? Hélas! la *Revue des Deux Mondes* a sa place dans cette galerie de personnages sacrifiés; elle a sa part de l'indignation vertueuse de l'austère écrivain contre les corrompus st les corrupteurs. Pourquoi faut-il que cette pudeur posthume, à laquelle nous serions heureux de vouer une admiration sans mélange, soit quelque peu gâtée, dans nos souvenirs, par une circonstance que Daniel Stern a sans doute oubliée au milieu des soucis de son apostolat? Pourquoi sommes-nous forcé, bien à contre-cœur, de nous rappeler qu'en 1844, en plein ministère Guizot, l'auteur de *Nélida* s'est livrée aux plus persévérans efforts pour s'introduire et se maintenir dans cette triste phalange de jeunes talens *disciplinés et déprimés par la Revue?* C'est probablement qu'elle espérait nous convertir, ou qu'elle se sentait incorruptible; car supposer que le mauvais succès de ses démarches d'alors est pour quelque chose dans son rigorisme d'aujourd'hui, qu'elle veut nous faire expier à distance le tort de n'avoir pas apprécié à leur juste valeur ses avances réitérées, ce serait donner à ses attaques rétrospectives une explication bien peu digne de ce détachement des

faiblesses et des vanités humaines que doit professer un apôtre du socialisme. Qui sait pourtant? Les blessures de la vanité sont vindicatives, et personne ne le prouve mieux que Daniel Stern. En nous parlant, dans son préambule, des signes précurseurs qui annoncèrent ou préparèrent la révolution de février, elle énumère avec une complaisance perfide ces événemens déplorables, qui, pendant les derniers temps de la monarchie, semèrent dans les salons la stupeur et l'effroi, et contribuèrent, ajoute-t-elle, « à la déconsidération des classes élevées. » Elle a soin de n'omettre aucun fait, de ne taire aucun nom, et, quand elle a bien tout cité et tout nommé, « qu'on m'épargne, s'écrie-t-elle, la triste énumération de ces hontes aristocratiques! » Nous nous trompons; Daniel Stern n'a pas complété cette énumération qui paraît lui être si pénible. Dans cette nomenclature où elle a fait figurer tous ceux qui ont eu le malheur de compromettre, par un acte insensé ou criminel, ces classes élevées dont le discrédit lui inspire une si honorable sollicitude, elle a oublié la patricienne douée de toutes les distinctions de la fortune et du monde, née pour être l'ornement d'une civilisation que tant de dangers menacent, que tant de haines calomnient, et se faisant la complice de ces dangers et de ces haines, reniant son sexe et son rang pour mieux froisser les devoirs de l'un et les intérêts de l'autre, et cessant d'être une femme d'élite pour devenir un sectaire et un démagogue.

Lorsqu'on voit à quels abîmes conduit l'oubli des lois positives, des règles certaines où s'abrite la conscience et le sentiment du devoir, on n'accueille plus qu'avec précaution et méfiance tout ce qui porte l'empreinte de ces théories vagues, indéterminées, où un spiritualisme superbe, mais stérile, remplace les contours arrêtés d'une religion et d'une foi. C'est là l'impression que nous avons éprouvée en lisant un roman tout nouveau, dont l'auteur nous est inconnu, et qui est intitulé *Jeanne de Vaudreuil*. Nous croyons ne pas nous tromper en attribuant ce livre à une femme. Tout, dans le plan comme dans l'exécution, trahit l'inexpérience, l'absence de métier littéraire poussée jusqu'au dédain ou à l'ignorance des plus simples notions du style, de l'arrangement et du récit, et cependant *Jeanne de Vaudreuil* n'est pas, selon nous, une œuvre vulgaire. A côté de pages mal écrites que l'on dirait pensées dans une langue étrangère ou au moins genevoise, on rencontre des passages où la finesse des aperçus révèle une observation pénétrante et une main délicate. *Jeanne de Vaudreuil* a d'ailleurs, à nos yeux, le grand mérite d'appartenir à cette classe de romans où l'analyse psychologique et l'étude du cœur humain sont substituées à ce talent vulgaire qui sollicite la curiosité par l'habile entassement des catastrophes et des péripéties. Il y a très peu d'événemens dans ces pages, où nous voudrions qu'il y eût aussi un peu moins de métaphysique et de dogmatisme. Jeanne, l'héroïne du livre, est une femme d'un noble cœur et d'un esprit éminent, dont l'esprit et le cœur n'ont pas cru déroger en se soumettant au joug austère de la foi et de la pratique religieuses. Elle se rencontre, dans ce milieu de piété et de traditions chevaleresques, avec le marquis de Vaudreuil. Ils s'aiment, et leur amour n'est, pour ainsi dire, que le rayonnement de ces belles croyances qui rendent leur union plus pure, plus enthousiaste et plus intime. Par malheur, M. de Vaudreuil touche à l'arche sainte; il veut se rendre compte de ce qu'il croit : il aborde de front et d'un regard téméraire ces questions redoutables que les esprits les plus fermes n'effleurent jamais sans ébranlement

et sans trouble. Cette périlleuse épreuve le conduit au doute, et le doute devient un élément de désunion et de dissidence entre sa femme et lui. Le roman pourrait devenir pathétique et touchant, lorsque M. et Mme de Vaudreuil, perdant leur unique enfant, sont de nouveau rapprochés par le lien d'une douleur commune, et placés en face l'un de l'autre, devant un berceau vide, avec un enthousiasme éteint et une affection brisée; mais l'auteur, au lieu d'entrer franchement dans une situation si favorable au développement des émotions vraies et des sentimens naturels, continue de décrire, chez ses deux principaux personnages, des phénomènes psychologiques qui les isolent, pour ainsi dire, du drame attendrissant dans lequel ils occupent la première place. Les deux époux finissent par revenir l'un à l'autre; hélas! à quel prix? Jeanne de Vaudreuil, frappée au cœur, est atteinte d'une maladie mortelle; son ame, prête à se détacher de ce monde, voit ses horizons s'agrandir, ses croyances perdre de leur aridité dogmatique pour s'élever à l'*esprit* même de l'Évangile. En d'autres termes, elle cesse d'être chrétienne pour mourir spiritualiste et déiste. C'est là un triste dénoûment, et il serait, ce nous semble, plus consolant et plus vrai que, sans entrer dans toutes ces subtilités de théologien ou de philosophe, la perte d'un enfant chéri, la vue d'une femme d'élite lentement conduite au tombeau par de douloureuses dissidences, anéantissent, chez M. de Vaudreuil, toute cette froide enveloppe de raisonnemens et de systèmes, et unissent enfin les deux époux dans une même foi et une même tendresse. On le voit, ce qui manque à ce roman, c'est le naturel : nous approuvons fort que le romancier préfère aux péripéties matérielles la peinture des faits intérieurs, du drame mystérieux dont l'ame humaine est le théâtre; mais, pour éviter un excès, il ne faudrait pas tomber dans l'excès contraire, il ne faudrait pas oublier que ce drame intime ne peut se suffire à lui-même, qu'il doit se lier aux événemens qui l'expliquent, et surtout répondre aux sentimens qu'il éveille chez ceux que l'auteur y fait assister. Ajoutons qu'il serait bien temps d'en finir avec ce lyrisme religieux qui prétend embellir la religion pour se dispenser de la pratiquer, avec ces perpétuelles invocations au grand Être, au Réparateur, au Christ, à l'immortel et universel amour, défigurés jusqu'ici par les traditions ou les dogmes, et rendus à leur pureté primitive par de nouveaux messies qui paraphrasent, assouplissent ou enjolivent à leur guise le catéchisme et l'Évangile. Notre siècle doit savoir à quoi s'en tenir sur la valeur réelle de ces esprits nébuleux ou excessifs qui affectent d'être plus vrais que la vérité, plus justes que la justice, plus moraux que la morale et plus chrétiens que le christianisme. Il y a d'ordinaire, entre ce qu'ils rêvent et ce qu'ils font, un contraste fort instructif : leurs pratiques se mesurent à leurs passions et leurs théories à leur orgueil.

C'est à cette famille d'esprits malades, stériles, tourmentés d'une sorte d'idéal menteur qui ne leur permet de chercher ni le vrai dans leurs idées, ni le bien dans leurs actes, qu'appartient évidemment l'auteur du petit livre intitulé : *la Foi nouvelle cherchée dans l'art, de Rembrandt à Beethoven.* Quand même nous ne saurions pas que l'auteur de ce livre pense et écrit sous l'influence immédiate et presque paternelle d'un de nos prédicateurs de réforme sociale, philosophique et religieuse, nous le devinerions au vague de ses aperçus, au chaos de cette intelligence où les notions d'art se transforment en élémens de croyance,

où l'œuvre des grands artistes devient une manière d'évangile, et où les jouissances et les chimères de l'imagination sont constamment confondues avec les lois austères de la conscience et de l'ame. Rien de mieux assurément que d'admirer Rembrandt et Beethoven, de parler de leurs ouvrages avec cet enthousiasme fécond qui n'exclut pas le discernement. Toutefois nous pensons, jusqu'à meilleur avis, que la *Symphonie pastorale* ou le tableau des *Disciples d'Emmaüs* n'ont rien à démêler avec les vérités qu'il s'agit de croire ou les devoirs qu'il s'agit d'observer. Si nous insistons sur ce point, à propos de quelques pages qui ne méritent ni discussion, ni critique, c'est que cette confusion bizarre et décevante est une des manies de notre époque et peut-être une des causes de nos infortunes. « Dieu et l'art! » s'écrient de prétendus poètes qui ne demanderaient pas mieux que de s'adjuger à eux-mêmes les honneurs exclusifs de cette double formule d'une même divinité. « Dieu et l'art! » répètent de prétendus penseurs, qui, incapables de rien conclure, aiment mieux tout rêver, et cherchent dans une symphonie ou dans une toile ces solutions que leur esprit superbe ne leur donnera jamais. L'artiste, l'homme toujours prêt à substituer aux véritables intérêts de l'humanité, au but sérieux de la raison, un je ne sais quoi qu'il compose de ses admirations, de ses songes et de ses vanités, voilà l'être séduisant et coupable qui, sous mille formes diverses et mille noms différens, étend aujourd'hui son influence dissolvante sur la société tout entière. On le retrouve dans la politique, dans les livres, dans l'atmosphère intellectuelle que nous respirons tous, dans les événemens qui nous passionnent, dans les catastrophes qui nous épouvantent. Il est pour quelque chose dans nos erreurs, nos déceptions et nos fautes, dans tout ce que nous avons souffert, dans tout ce que nous souffrirons encore. Il a remplacé les lois positives qui font l'homme sage et l'honnête homme par des théories flottantes, capricieuses, flexibles, baignées de lumière et d'ombre, pleines d'accommodemens et d'amorces pour les faiblesses du cœur. On comprend que cet être bizarre soit accueilli, choyé, fêté, dans les temps de prospérité et de calme, par une société qu'il charme ou qu'il amuse en l'égarant. Aujourd'hui, ces condescendances ne sont plus permises. Le péril ne s'arrange pas des *à-peu-près* de l'imagination; il exige les notions droites, précises, du bien et du mal, du juste et de l'injuste, de la vérité et du mensonge. Ces notions-là, la société menacée doit les rétablir dans toute leur netteté, si elle veut reconquérir tous ses droits et toutes ses forces dans l'exercice d'une légitime défense. Autrement, la défense serait illusoire et l'attaque irrésistible.

A. DE PONTMARTIN.

V. DE MARS.

BELLAH.

DERNIÈRE PARTIE.[1]

XII.

MON PERE.

En vérité, Trim, je suis fort content de toi.

LE DOCTEUR SLOP.

Et moi aussi.

(STERNE.)

Les guerres civiles de l'ouest avaient souvent déconcerté la science militaire la plus habile et la plus pénétrante; elles étaient dirigées du côté des royalistes par des capitaines improvisés, qui improvisaient au jour le jour une tactique sans précédens, appropriée aux circonstances locales, aux difficultés du pays, aux mœurs et au génie particulier de leurs soldats, suppléant à l'expérience par l'invention, et à la méthode par l'audace. — L'armée républicaine, après les marches forcées qui l'avaient conduite à Ploërmel, y demeurait inactive et inquiète, le bras levé sur une solitude. Des reconnaissances poussées dans les environs étaient restées sans résultat. Deux ou trois bataillons avaient battu le pays en descendant de quelques lieues vers les côtes; ils l'avaient trouvé ou désert ou tranquille. Aucune apparence n'était venue confirmer le bruit qui courait alors du prochain débarquement d'un corps royaliste sous la protection des canons anglais. Le nombre, les mouvemens, la position même des forces insurgées, étaient l'objet de rapports vagues et contradictoires qui plongeaient le général en chef dans une étrange perplexité. — Les grands talens militaires ne mettent jamais le pied qu'avec répugnance sur le terrain inconnu des guerres indisciplinées,

(1) Voyez les livraisons du 1er mars, du 15 mars et du 1er avril.

comme les maîtres en fait d'armes n'aiment pas à croiser le fer avec un novice résolu, dont la fougue imprévue déjoue toutes les combinaisons de l'art.

Depuis le coup subit et hardi que les insurgés bretons avaient frappé comme pour fêter avec éclat l'arrivée de leur nouveau chef et pour lui donner occasion de gagner son épée de commandement, ils ne s'étaient plus montrés en campagne jusqu'au moment où nous les avons vus accourir à la délivrance de Fleur-de-Lys. Une brigade républicaine, lancée à leur poursuite dès le lever du jour, n'avait rencontré qu'une vingtaine de paysans éparpillés dans les champs ou sur le seuil des chaumières : ces bonnes gens révélèrent en confidence aux soldats qu'ils avaient cru entendre le bruit d'une fusillade vers une heure du matin : c'est pourquoi ils les engageaient à se méfier. Les officiers empêchèrent avec peine qu'on ne malmenât ces goguenards. On avança encore de deux lieues environ vers le nord, au-delà de Kergant, qui fut trouvé sans habitans; quelques cavaliers qui avaient galopé jusqu'à Pontivy revinrent en annonçant que les blancs n'y avaient point paru. La brigade, après cette course inutile, regagna Ploërmel.

Parmi les rumeurs singulières qui étaient répandues dans la ville, celle que le général avait accueillie d'abord avec le plus d'incrédulité donnait pour refuge à l'armée royaliste la vaste forêt de la Nouée, qui s'étend à cinq lieues nord-ouest de Ploërmel, sur la frontière du Morbihan. De pareilles retraites avaient plus d'une fois protégé, dans le cours des dernières campagnes, les débris des troupes vendéennes et bretonnes; mais il était difficile d'imaginer qu'une armée victorieuse, maîtresse de toute la contrée, se fût jetée délibérément dans la profondeur d'un bois, ne gardant de toutes ses conquêtes que la position la plus indifférente, sinon la plus dangereuse. Toutefois, après le retour des expéditions qui avaient éclairé sans succès le centre du pays et le voisinage des côtes, le général, cédant au bruit public, si invraisemblable qu'il lui parût, alla reconnaître lui-même avec un fort détachement les approches de la forêt suspecte. Contre toute attente, ce qu'il vit ne put lui laisser aucun doute sur la présence de l'ennemi : tous les chemins dans la direction de la Nouée étaient sillonnés par les marques récentes du passage d'une multitude; des traces de roues, des piétinemens d'animaux avaient effondré le terrain et brisé les cultures tout autour de la forêt. Le sol était jonché de lambeaux de vêtemens, de meubles épars, de chariots rompus. — Le général surpris s'était arrêté sur une hauteur, et attachait son regard pensif sur la masse sombre des bois, vers laquelle convergeaient tous les indices révélateurs. Soit illusion de son esprit préoccupé, soit réalité, il croyait ouïr un murmure lointain, semblable au bourdonnement d'une ruche immense. Deux compagnies reçurent l'ordre de s'avancer sur la lisière

de la forêt : elles furent repoussées par une vive fusillade. — Ainsi l'ennemi était là et ne paraissait pas se soucier de cacher sa présence, pourvu que ses desseins demeurassent impénétrables. Il laissait le piége ouvert et visible, et n'en dissimulait que les ressorts. Il ne refusait pas le combat, mais il prétendait le livrer à son heure, à sa façon et dans le champ qui lui convenait.

Le général en chef regagna son quartier : la certitude qu'il venait d'acquérir n'avait fait qu'augmenter ses anxiétés; le but de cette manœuvre inouie échappait à toutes ses conjectures; les nouvelles, les renseignemens, qui lui étaient adressés de l'intérieur ou des villes de la côte par les représentans en mission, étaient confus, souvent opposés, et ne lui apportaient aucune lumière. La trahison ne le servait pas mieux : les traîtres avaient toujours été rares parmi les Bretons; ils l'étaient davantage depuis que la chance des armes semblait tourner de leur côté. Quelques espions se risquèrent dans la forêt mystérieuse; aucun ne reparut.

Le général ne pouvait se soumettre aux conditions de combat que l'ennemi lui posait; il hésitait devant l'inconnu, toujours redoutable. Quatre jours s'écoulèrent au milieu de cette indécision : l'armée républicaine avait ses lignes étendues sur un espace de trois lieues, depuis Ploërmel jusqu'à la rivière dont nous avons plus d'une fois parlé et à la petite ville qui en gardait le passage. Un dernier détail topographique est indispensable à l'intelligence des événemens qui nous restent à raconter; il nous importe de fixer les idées du lecteur sur la position relative des trois points entre lesquels doit se partager l'intérêt, si intérêt il y a, des faits qui dénoueront ce récit. Nous le prions donc de se figurer que Ploërmel à l'est et Kergant à l'ouest forment deux côtés d'un plan à peu près triangulaire, dont la forêt de la Nouée marque le sommet vers le nord.

La hache des défricheurs n'avait pas encore, à cette époque, creusé dans la partie méridionale de la forêt la profonde échancrure qui en diminue aujourd'hui l'étendue et qui en a violé la majesté. La lisière des grands bois s'allongeait spacieusement sur les terrains maintenant dépouillés où le fracas industriel a remplacé le silence des solitudes. C'était vers ce point de la forêt que s'acheminaient, dans la soirée du 22 juin, deux personnages du plus pitoyable aspect : l'un d'eux était un mendiant dont l'âge et les infirmités ralentissaient la marche; il était soutenu et guidé par une jeune fille dont la taille eût semblé extraordinaire pour une femme, si la fatigue et peut-être la misère n'en eussent affaissé les proportions. Cette malheureuse avait recouvert sa jupe informe des restes d'une mante à capuchon, qui encadrait des traits repoussans par leur expression à la fois hébétée et sournoise. Le vieillard, dans l'attirail compliqué de ses haillons, présentait à l'œil le

type sordide et pittoresque du mendiant classique, race qui se perd comme tant d'autres; une coquetterie, ressuscitée de la cour des Miracles, avait arrangé savamment sur la personne du vieux chercheur de pain une superposition de lambeaux sans nom et sans couleur appréciable. Une de ses jambes paraissait ankylosée au genou et se repliait sur un support de bois cerclé de fer. Pour comble de maux, ou pour supplément de toilette, le bonhomme était aveugle.

Le soleil, déjà descendant sur l'horizon, bordait de franges d'or les déchirures sombres d'un ciel orageux, et les ombres des vieux chênes grandissaient dans les clairières, quand le couple disgracié s'arrêta à l'entrée d'un sentier qui fuyait à travers la forêt. Malgré le voisinage des bois et l'heure avancée du jour, la chaleur était étouffante; aucun souffle n'agitait les feuilles; par intervalles, des grondemens sourds et prolongés roulaient dans l'atmosphère, et des nuées de corbeaux s'envolaient d'un arbre à l'autre en poussant des cris d'alarme. — J'ai été un peu marin dans mon temps, dit le vieillard en haillons, et je puis te dire, ma jolie fillette, que nous essuierons cette nuit un furieux grain. — La jolie fillette, qui était bien la personne la moins avenante de son sexe, ne répondit pas; ses yeux, tournés vers la forêt, en sondaient la profondeur avec un air de préoccupation pénible. Le vieux mendiant, tirant sa compagne par le bas de sa mante, la fit asseoir à ses côtés sur un tertre revêtu de mousse : il lui parla à voix basse pendant quelques minutes, paraissant tantôt la gourmander avec sévérité, tantôt la favoriser d'exhortations et d'instructions paternelles. Après cette conférence, le bonhomme se leva résolûment et entra clopin-clopant dans la futaie, appuyé sur le bras de sa conductrice.

Ils n'avaient pas fait cent pas, quand soudain trois hommes, tombant des arbres voisins comme des fruits mûrs, leur barrèrent le passage : en même temps une dizaine d'individus armés de fusils sortirent du fourré et entourèrent le couple aventureux. Les gens de l'embuscade se faisaient reconnaître pour des insurgés bretons à leur longue chevelure et à leurs jaquettes de peaux de chèvre garnies de poil.

— Qui êtes-vous? où allez-vous? dit celui qui paraissait être le chef.

— Eh! fillette, dit l'aveugle, il n'y a pas de bleus ici, hein?

— Non, père, répondit la grande fille à la cape d'une voix tremblotante et nasillarde : ce sont tous des bons. Vous pouvez causer. Pas vrai, messieurs?

— Qu'il cause, reprit le chouan. On l'écoute.

— Ne te trompes-tu pas, petite? dit le mendiant : les serviteurs du bon Dieu et du roi n'ont pas ordinairement le verbe si dur avec les pauvres.

— Les temps sont mauvais, bonhomme, répliqua le chouan, et le diable est fin...

— Oui, mon fils, et la défiance est de saison... Laisse-moi toucher les habits, car il y a long-temps que mes pauvres yeux ne sont plus de ce monde. — Le vieillard promena sa main sur la poitrine du chouan. — Le cœur et la croix... poursuivit-il, c'est bon... vive le roi, mes enfans! Où est Fleur-de-Lys, que saint Yves et tous les saints gardent? où est-il? il faut que je lui parle.

— Fleur-de-Lys n'a pas de temps à perdre, mon vieux.

— Et il n'en perdra pas avec moi, mon beau garçon, je t'en réponds. Mène-moi près de lui : j'ai fait bien du chemin avec ma pauvre fillette qui tremble encore des fièvres, et je voudrais bien me reposer; mais le service du roi avant tout. Et nous allons donc revoir son règne auguste, à ce bon roi, mes enfans? Jour de Dieu! c'est alors qu'on pourra m'enterrer sans que j'y fasse opposition...

— Vous causez trop, mon père, dit d'un ton d'humeur et d'impatience la compagne du vieux fanatique : vous savez qu'on nous a dit que cela pressait.

— Oui, véritablement, fillette, tu as raison. Où est Fleur-de-Lys? j'ai quelque chose pour lui; quelque chose qui a passé sous le nez des bleus. — Le vieillard se mit à rire, et, plongeant sa main dans le dédale de ses haillons, en retira un paquet de lettres cacheté avec soin : l'enveloppe était marquée, à l'un des angles, d'un signe particulier en forme de croix fleurdelysée. Le chef de l'escouade des chouans n'hésita pas plus long-temps; il dit aux deux aventuriers de le suivre et s'engagea dans les défilés de la forêt.

Ils furent bientôt arrêtés par un retranchement d'arbres abattus, derrière lequel campait une bande d'une centaine d'hommes. Ce poste les laissa passer après l'échange d'un mot d'ordre; mais, à une courte distance, il fallut franchir une nouvelle barricade : la forêt paraissait être coupée dans tous les sens par des fortifications de ce genre, dont quelques-unes étaient entourées de fossés. Dans chacune des enceintes ouvertes par les défrichemens bivouaquaient des corps nombreux d'insurgés. La plupart n'avaient d'autre costume de guerre que la veste du paysan breton, traversée en écharpe par des lisières de serge servant de bretelles de fusil. Presque tous étaient chaussés de lourds sabots remplis de paille. Des femmes et des enfans, mêlés aux soldats, faisaient le ménage des bivouacs, s'agitant autour des foyers qui pétillaient sur le sol. La forêt tout entière offrait l'aspect d'une ville sauvage; çà et là des pâtres armés étaient couchés sur l'herbe au milieu de troupeaux de chèvres ou de moutons; des bœufs mugissaient au fond des halliers : un bruit confus de voix, d'armes, de pas, montait incessamment sous les arcades de feuillage, tantôt éclatant comme une clameur, tantôt s'apaisant dans un tumulte monotone. A part le caractère de la végétation et des costumes, on eût dit une oasis du désert, emplie de tribus nomades et guerrières.

Après une marche d'une demi-heure, entravée par de fréquens obstacles, le guide annonça au vieux mendiant qu'ils touchaient au but de leur pénible trajet; au même instant, il quitta le milieu de la futaie où il n'était pas prudent, dit-il, de faire un pas de plus, et il entra dans une allée large de six ou sept pieds, au-dessus de laquelle des branchages recourbés et entrelacés formaient une espèce de plafond : sous cette voûte continue, le demi-jour du crépuscule pénétrait à peine; le silence qui régnait dans cette partie privilégiée de la forêt rendait plus saisissante l'impression de ces ténèbres subites. L'aveugle sentit frissonner la main de sa compagne. — Qu'est-ce que c'est? dit-il à voix basse, tandis que le guide les précédait à quelque distance. Quel effet moral éprouves-tu donc pour le quart d'heure?

— Sergent, répondit la jeune fille du même ton, je suis troublée et par instans je m'affadis.

— Diable d'effet moral! reprit le vieillard : allons! tiens ferme et serre le coude à gauche, mon garçon! Représente-toi que ce vilain bosquet est pour nous comme qui dirait le ci-devant temple de la gloire.

— Oui, de la gloire, sergent.

— Et de la mémoire, mon ami : veux-tu que ton nom figure dans l'histoire en lettres d'or, ou simplement en bâtarde, voilà la question?

— En bâtarde, oui, sergent.

— Comment, diable! en bâtarde! à quoi pense la créature!... Heu! qu'est-ce que c'est que cette machine-ci? un canon, sur ma parole! satanée forêt! jamais boutique de bric à brac... — Le bonhomme murmura le reste de sa phrase entre ses dents. Le guide s'était arrêté; il interrogeait d'une voix discrète deux sentinelles postées à l'extrémité de l'étrange avenue; les dernières clartés du crépuscule permettaient de distinguer, dans un large espace circulaire, une disposition symétrique de tentes et de chaumières basses; quelques-unes de ces chaumières paraissaient d'une construction plus solide et moins récente que les autres : elles marquaient sans doute l'emplacement d'un de ces refuges célèbres que les chouans s'étaient ménagés dès les premiers temps de l'insurrection. Plusieurs chemins couverts, pareils à celui que venaient de suivre les aventuriers, donnaient accès dans la clairière qu'enserrait de toutes parts une futaie inextricable; à quelques pas en avant de la futaie s'étendait une ligne de fossés et de barricades. Ce camp semblait tenir dans la forêt la place que tenait le donjon dans les forteresses du moyen-âge; on y avait rassemblé tous les élémens d'un combat à outrance et d'une défense désespérée. L'ordre et le calme qui y étaient religieusement observés annonçaient la présence des chefs les plus importans et la discipline d'une troupe d'élite : en effet, parmi les soldats qu'on apercevait étendus sur le gazon, ou causant à voix basse sur le seuil des cabanes, le plus grand nombre por-

tait l'habit vert et le gilet rouge, uniforme des chasseurs royalistes; c'était ce corps redoutable qui, organisé à l'abri des traités, avait enfermé dans ses cadres tous les héros des vieilles guerres.

Depuis que le guide et ses deux compagnons avaient pénétré dans l'enceinte, et pendant qu'ils passaient devant le front du camp, des feux s'étaient allumés dans les cabanes et jetaient leurs reflets tremblans sur la multitude éparse dans la clairière : des figures résolues et farouches sortaient à demi de l'obscurité et s'y replongeaient tout à coup comme des visions évanouies. Le guide s'arrêta vers le milieu du camp, devant une des chaumières de l'ancien refuge, autour de laquelle veillait un poste nombreux. Il y entra seul : quelques minutes après, il revint chercher le vieil aveugle et la pauvresse, et les introduisit en présence de Fleur-de-Lys.

Le jeune chef, debout derrière une table, s'entretenait avec George; deux hommes en habit ecclésiastique écrivaient sur un coin de la table; quelques officiers étaient disséminés par petits groupes dans l'intervalle qui séparait la table de la porte. Toutes les conversations cessèrent à l'entrée du mendiant : sa fille l'amena en face du chef et se retira de quelques pas en faisant de gauches révérences. Le bonhomme, son paquet de lettres à la main, la tête baissée et le corps penché dans une attitude d'humilité respectueuse, parut attendre qu'on lui adressât la parole. Fleur-de-Lys dirigea la lumière d'une lampe sur le mystérieux messager; après que son œil pénétrant l'eut étudié minutieusement des pieds à la tête : — D'où viens-tu, dit-il, et qui t'envoie?

— C'est donc vous, Fleur-de-Lys? dit le vieillard.

— C'est moi.

— Quelle misère que d'être aveugle! reprit le bonhomme en branlant la tête. Ce serait un aimable spectacle pour un ancien soldat que de voir votre visage, Fleur-de-Lys.

— Tu as servi, vieux père?

— J'étais à Fontenoy, mon général : c'est là que j'ai eu le genou brisé. Le roi Louis XV y était aussi; nous lui fîmes un lit pour la nuit avec des drapeaux anglais, et je me rappelle qu'il dit qu'un roi de France ne devait aimer ce drapeau-là que sous ses pieds. Pardon la compagnie, si je vous offense; mais c'est la vérité que sur un champ de bataille il faut, pour bien faire, que nous ayons les Anglais en face et pas à côté.

Au souvenir royal évoqué par le vieillard, tous les assistans avaient découvert leur tête, et s'étaient inclinés en regardant Fleur-de-Lys. Une vive émotion colora les traits du jeune chef : — Eh bien! messieurs, dit-il avec un sourire, voilà un soutien inattendu qui m'arrive. Le sang des vaincus de Crécy et d'Azincourt coule encore dans toutes les veines françaises, vous le voyez; — mais d'où viens-tu, mon vieux brave?

— Je viens de Normandie, mon général. M. de Frotté m'a fait conduire en carriole jusqu'à Fougères; j'ai traversé la ligne ennemie pour vous apporter ce paquet.

— Ah! tu es Normand? dit Fleur-de-Lys. De quel endroit?

— Des environs de Coutances, mon général.

— Ah! reprit Fleur-de-Lys en portant ses yeux sur la grande fille au capuchon; de Coutances? Et ça brin de criature lauré, c'est i ta quenaille?

— Vère, m'namin.

— Et c'est i venu do té dedpis ilo jusqu'ichin?

— Vère, et à pi aco, et quasiment sans mougi rin en tout, à cause que san paure corps est tout remué des fièvres, vchin pu de six més, qu'no dit que cha fait pou à vé.

— Allons! messieurs, dit en riant Fleur-de-Lys, c'est du pur normand; puis il ouvrit la dépêche. Après qu'il eut parcouru les lettres qui y étaient contenues, il ramassa l'enveloppe qu'il avait jetée à terre, et en considéra attentivement le cachet rompu; puis son regard étincelant se fixa un moment sur l'aveugle avec une expression d'inquiétude, mais la physionomie tranquille et vénérable du bonhomme parut dissiper aussitôt le nuage de défiance qui avait obscurci le front du jeune chef. Il s'assit devant la table : — Mon vieux père, dit-il, tu vas être forcé de te remettre en route cette nuit. C'est bien de la fatigue; mais je ferai en sorte que tu ne regrettes pas ta peine. Tu trouveras à l'auberge du *Pommier-Fleuri*, à une demi-lieue de Plélan, un agent de M. de Frotté qui t'épargnera le reste du chemin. Si tu aimes le roi, fais-toi hacher plutôt que de laisser prendre le billet que je vais te confier. — En achevant ces mots, Fleur-de-Lys écrivit quelques lignes à la hâte. La lettre pliée et cachetée, il la tendit au bonhomme par-dessus la table. Celui-ci, sans autre avis, avança la main pour la recevoir. — Ah! tu y vois donc, l'ami! s'écria Fleur-de-Lys en retirant vivement son bras. Holà! les gars du roi, trahison! arrêtez l'espion et sa fille! — A la voix de Fleur-de-Lys, une dizaine de soldats se précipitèrent dans la cabane; mais déjà les officiers s'étaient rendus maîtres du faux aveugle et de la pauvresse, après une résistance que le bras terrible de George avait abrégée. La jambe de bois du mendiant, sa barbe grise et les cheveux roux de sa fille s'étaient détachés pendant la lutte.

— Ton nom, camarade? dit alors Fleur-de-Lys en s'adressant au plus âgé des captifs.

— Bruidoux, sergent de grenadiers, bataillon des *Sans-peur*.

— Tu connais les lois de la guerre et tu sais le sort qui t'attend. As-tu quelque chose à dire?

— Pour moi, rien. Pour ce garçon, j'ai à dire que je l'ai entraîné presque malgré lui dans cette expédition, et que si vous lui laissez la

vie, vous me rendrez facile la chose de mourir moi-même de ma personne. Voilà.

— Impossible, camarade. Cependant nous pouvons nous entendre : veux-tu t'engager au service du roi?

— Pourquoi pas au service du pape? dit Bruidoux avec gravité.

— Et toi, jeune homme? dit Fleur-de-Lys en s'approchant de l'autre prisonnier.

Cette question fut suivie d'un intervalle de silence pendant lequel le visage de Bruidoux se contracta peu à peu jusqu'à l'expression d'une angoisse indicible.

— Monsieur, murmura enfin le jeune captif d'une voix faible, le sergent est mon supérieur; il a parlé pour deux.

A ces mots, les traits du vieux sergent furent comme détendus par un subit attendrissement; ses yeux s'agitèrent dans leurs orbites, et une larme glissa sur sa joue bronzée.

— C'est dommage, reprit Fleur-de-Lys, nous aimons les cœurs vaillans. Songez que je ne vous propose pas de trahir votre patrie. Nous servons la France comme vous, mieux que vous. Allons, je vous laisse une heure pour y réfléchir, car je vous regrette. — Benedicité, ajouta le jeune homme en se tournant vers un des chasseurs, conduis-les dans la cabane vide qui est au bout du camp; qu'ils soient garrottés, et fais bonne garde. S'ils n'ont pas changé d'avis dans une heure, vous les passerez par les armes. Il est inutile de reprendre mes ordres à ce sujet. D'ailleurs, je ne serai plus au camp.

Benedicité, vieux chouan à mine renfrognée, plaça les prisonniers au milieu d'une escouade de chasseurs et sortit avec eux de la hutte. La nouvelle du coup hardi tenté par les deux espions républicains s'était répandue dans le camp, et la foule des soldats accourut sur leur passage avec une curiosité empressée, mais plutôt respectueuse qu'insultante, car un pareil trait d'audace devait plaire à ces esprits aventureux autant qu'intrépides, pour qui toute science de la guerre se résumait en deux mots : bravoure et ruse.

On fit entrer les captifs dans une chaumière un peu isolée des autres, située à l'extrémité du camp, et qui s'adossait contre un chêne gigantesque. Cette masure n'avait point de fenêtres; l'air s'y renouvelait suffisamment par les ais disjoints d'une porte grossière. Benedicité et ses hommes laissèrent les deux républicains étendus sur le dos au milieu de la cabane, les bras et les jambes serrés par des liens solides. Benedicité revint quelques minutes après, et, posant dans un coin une petite lampe : — C'est votre horloge dit-il; quand vous la verrez près de s'éteindre, votre heure finira. — Le chouan sortit après cet avertissement.

— Voilà, mon garçon, dit Bruidoux après avoir médité un instant.

voilà une aventure qui n'est pas couleur de rose. Par-dessus le marché, cette canaille m'a enfoncé les cordes dans la chair. Je n'ai pas voulu me plaindre, à cause de ma dignité de citoyen; mais j'ai peur qu'on ne t'ait pas traité plus amicalement, mon pauvre Colibri?

— Non, sergent, dit Colibri; mais qu'est-ce que ça fait maintenant?

— J'entends ce que tu veux dire, reprit Bruidoux d'une voix qui semblait altérée. Hem! hem!... est-ce que je m'enrhume, moi? Ah ça! Colibri, ne va pas t'imaginer que le cœur de ton sergent s'amuse à faire le plongeon.... Voici ce qu'il y a, mon garçon : j'éprouve un effet moral qui m'étouffe clandestinement, et cela à ton sujet; c'est moi, oui, c'est moi, le diable m'emporte! qui t'ai amené dans cette caverne; j'ai cru bien faire;—sur ma parole, j'ai cru bien faire, Colibri... dans ton intérêt capital. Ayant toujours eu pour toi de l'amitié, j'ai prétendu te décrasser d'un seul coup de brosse et te caser tout de suite au meilleur rang dans l'esprit de tes supérieurs et dans le sentiment de tes camarades.... C'était une bonne idée, jour de Dieu! c'était une idée excellente, l'idée d'un ami et d'un père.... et pourtant c'est une idée qui me gêne à l'heure qu'il est.... et il faut que tu me dises, Colibri, il faut absolument que tu me dises, mon garçon, si... si... allons, c'est le mot, si tu me pardonnes, oui ou non!

— Je vous pardonne de tout mon cœur, sergent, répondit Colibri; je sais que c'était pour mon bien, quoique ça n'ait pas réussi.

— Tu es un brave, dit Bruidoux, dont la voix s'enroua tout-à-fait. Après un silence, il reprit d'un ton plus ferme : — Oui, tu es un brave, Colibri, et, depuis que tu as envoyé paître le ci-devant prince et ses mamours fédéralistes, tu peux te vanter d'avoir mon estime, bien que je ne voie pas à quoi elle te pourra servir désormais.

— Ainsi, sergent, dit Colibri, il n'y a plus aucun espoir?

— Hem! hem! mon garçon.... je te demande pardon.... il y a toujours de l'espoir, disent les savans, tant que notre corps n'est pas réduit en poussière.... Quant à t'affirmer que notre position soit brillante, non..... non..... Il est certain que l'ennemi a pris sur nous un avantage considérable, un avantage qui paraît décisif.... car il me répugnerait de te tromper dans un moment comme celui-ci.... dans un moment où chacun, suivant ma manière de voir, est libre de faire les réflexions.... qui conviennent à son tempérament.

Un nouveau silence succéda à la déclaration entortillée, mais fort claire toutefois, du vieux sergent. Un éclair, pénétrant soudain à travers les fentes de la porte, fit pâlir la faible lueur de la lampe; un roulement solennel retentit peu d'instans après, annonçant que l'orage, qui avait grondé toute la soirée, était près de se déchaîner sur la forêt.

— Dans la ferme, chez mon père, reprit Colibri, j'ai passé bien des nuits debout par un temps pareil. C'est que le feu du ciel a bientôt

fait de dévorer une grange, sergent : aussi, tant que l'orage durait, mon père ne cessait de marcher à grandes enjambées dans la chambre; mais la bonne femme disait ses prières dans le coin de l'âtre, et c'était une chose qui rassurait mon père.

— Sans doute, mon garçon, dit Bruidoux, et quelles prières est-ce qu'elle disait comme cela, ta bonne femme de mère?

— C'étaient des prières au bon Dieu, sergent, au bon Dieu d'autrefois.

— Mais les sais-tu par cœur, Colibri?

— Je crois, sergent... oui, je crois que je me les rappelle.

— C'est que, vois-tu, garçon... Ah! mille z'yeux, j'ai cru que celui-là m'allait rendre aveugle pour de bon! Et puis, l'artillerie maintenant. Ah! ça chauffe là-haut..... Eh bien! Colibri, si la république a eu un tort, selon moi, ç'a été d'affronter le ci-devant qui bougonne en cet instant sur nos têtes... car il y a des circonstances où les droits de l'homme et du citoyen sont une chétive consolation pour le moral d'une créature.... Quant à moi, Colibri, si je n'ai jamais fait de mal ni à une femme, ni à un enfant, ni même à un chien, ça n'a pas été autant en vue de mon avancement que pour ne pas désobliger le particulier en question.... c'est pourquoi si tu as un bout de prière dans la mémoire, et si ça peut être une satisfaction pour toi de le dévider, dévide-le hardiment.

— Sergent, ça me contentera, dit Colibri.

— Et même, poursuivit Bruidoux, si tu veux prouver catégoriquement à ton ancien que tu ne lui gardes pas rancune, tu vas causer tout haut, vu que, sur l'article, je te considère comme mon supérieur.

Le sergent cessa de parler; Colibri ferma les yeux et parut se recueillir. — Sergent, reprit-il après une pause, voici ce que disait la bonne femme... — Colibri s'arrêta tout à coup; la porte venait de crier sur ses gonds rouillés, et les prisonniers n'étaient plus seuls; mais, dans l'attitude pénible où ils étaient maintenus par leurs liens, ils ne purent apercevoir celui qui venait les interrompre à cette heure suprême.

— La lampe n'est pas morte, dit sèchement Bruidoux; on ne doit pas tricher un ennemi dans le malheur.

— Plus bas, monsieur le sergent, dit une voix mâle, mais contenue.

— Je connais cette voix, murmura le sergent; qui es-tu, l'ami?

— Kado.

— Ah! le père du petit citoyen à la toupie. Viens-tu nous sauver, mon vieux?

— Plus bas; la porte est grande ouverte, et la sentinelle ne fait que passer et repasser devant le seuil.

Au même instant, le soldat de garde s'arrêtait près de la porte.

— Les prisonniers, dit Kado, me demandent de les aider à changer de position.

— Fais, dit le soldat, et il reprit sa courte promenade.

Kado se mit à genoux et se pencha vers les captifs en laissant glisser hors de sa manche un couteau dont la lame affilée étincela au reflet de la lampe; en deux coups, il trancha les cordelettes qui serraient les poignets et les jambes du sergent : — Sur votre vie, dit-il, ne bougez pas! — Venant ensuite à Colibri, il le délivra de ses liens avec la même adresse et la même promptitude. Cette opération terminée, le garde-chasse se releva et se tint debout en face des prisonniers attentifs; puis il commença de leur parler, tantôt avec une lenteur grave, tantôt à la hâte, modifiant le son de sa voix et le sens de son discours suivant que le bruit des pas de la sentinelle s'éloignait ou se rapprochait.

— Vous n'avez plus qu'une petite demi-heure; le roi est un bon maître... Il ne faut pas songer à sortir du camp à travers trois lignes de sentinelles; d'ailleurs, vous tomberiez nécessairement dans un des postes de la forêt.... Vous servirez avec de bons camarades.... Voici le seul moyen de salut : dans dix minutes, quand l'orage battra son plein et quand les bruits du ciel rempliront les bois, levez-vous; vos membres alors seront dégourdis... Oui, Fleur-de-Lys vous promet à chacun un brevet d'officier.... Je vous laisse mon couteau, ici, sous la paille; servez-vous-en pour effondrer le chaume au-dessus de votre tête, à l'endroit où le tronc du chêne s'enfonce dans le toit, puis montez sur le toit par l'ouverture.... La cause du roi est celle de Dieu; elle triomphera.... Les branches du chêne s'étendent jusqu'au fourré voisin; le fourré est plein de piéges; vous y péririez sûrement.... Il n'y a pas de honte à rentrer dans le chemin le plus honnête.... mais la branche la plus basse et la plus grosse va s'enlacer dans le treillage qui recouvre l'allée la plus proche; suivez cette branche jusqu'à la voûte, et puis traînez-vous à genoux au-dessus des branchages... J'en suis fâché; c'est une triste fin pour des hommes de cœur... Quand la voûte manquera, descendez; vous trouverez le petit gars que vous avez sauvé de la fusillade.... Adieu donc, puisque vous le voulez!

— A quoi se décident-ils? demanda la sentinelle qui venait de mettre un pied dans la cabane.

— A mourir, répondit Kado. Laissons-les. Bonsoir, camarade.

— Voilà la pluie, reprit le soldat; je vais rester à l'abri là-dedans, jusqu'à ce que l'heure soit finie.

— Comme tu voudras, dit Kado; pourtant, si tu en étais où ils en sont, tu ne serais pas bien aise qu'on t'empêchât de causer librement avec un ami.

Le soldat se rendit à cette objection d'un air de mauvaise humeur; il sortit avec le garde-chasse. Dès que la porte se fut refermée derrière eux, Bruidoux poussa un bruyant soupir que Colibri répéta en écho : — Eh bien! mon garçon, dit le vieux sergent, voilà une chose bien fortuite qui nous arrive... Qu'en penses-tu?

— [illegible]

— Il y a, Colibri, une maxime de toute beauté qui dit qu'il n'est pas de petit buisson qui ne porte son ombre. Qui se serait avisé de croire néanmoins que ce gamin à la toupie me protégerait un jour de son ombrage, moi, Bruidoux? Personne ne s'en serait avisé, pas même toi, Colibri, bien que je me plaise à te reconnaître désormais toutes les qualités de l'esprit et du cœur.

— Mais, sergent, demanda Colibri, avez-vous compris un seul mot au système embrouillé du citoyen chouan?

— Je l'ai compris de pied en cap, mon enfant, et je vais consacrer à te l'expliquer les minutes assommantes que l'engourdissement de nos jarrets nous force de passer encore dans cette enceinte.

Pendant que le sergent Bruidoux détaillait avec calme à son subalterne le plan d'évasion qui était proposé à leur sang-froid et à leur audace, les lueurs de la foudre se succédaient plus pressées et plus éblouissantes; l'intensité de l'orage montait peu à peu. Bientôt le murmure lointain et profond de la tempête se changea en un concert sauvage d'éclats assourdissans et de sifflemens aigus, auxquels se mêlait le crépitement d'une pluie diluvienne; la porte de la masure s'agitait et geignait sous l'effort des rafales, et l'eau filtrait en ruisseaux à travers le seuil. Soudain un coup de tonnerre, plus violent que les autres, déchira l'air, et sembla briser les dernières entraves des élémens; un tourbillon furieux fit trembler jusqu'aux racines le chêne énorme qui était enclavé dans une des parois de la cabane. — Voici le moment, garçon, dit Bruidoux en se levant avec résolution. Il saisit aussitôt le couteau du garde-chasse, se haussa sur la pointe des pieds, et plongea la lame tranchante dans la corniche du toit de chaume, qu'il détacha du tronc de l'arbre; puis, soutenu au-dessus du sol par Colibri, à qui les angoisses du moment prêtaient une force convulsive, il élargit l'ouverture avec ses mains. Le vent s'engouffra avec bruit dans la hutte par cette issue nouvelle, et la lampe s'éteignit. — Courage, enfant, dit Bruidoux; je ne t'abandonnerai pas. — En même temps ses deux mains se crispaient sur le revers extérieur de la toiture, et il se soulevait au dehors. Dès qu'il eut pris pied sur le chaume, où la pluie rejaillissait de toutes parts, il étreignit le chêne d'un bras, et aida de l'autre son compagnon à achever l'escalade.

— Voici l'arbre, dit Bruidoux à voix basse; mais je ne trouve pas la branche; la vois-tu? — Colibri ne répondit pas. Tous deux, étonnés par les ténèbres, aveuglés par l'ouragan, haletans d'anxiété, palpaient en vain de leurs mains émues l'écorce noueuse du chêne. — Mille millions! reprit le sergent, pas plus de branche que dans mon œil, et la lampe éteinte va nous trahir!... Comme il parlait, un double éclair sillonna les sombres profondeurs du ciel, et montra aux fugitifs la branche qu'ils cherchaient; elle sortait du tronc deux ou trois pieds

plus bas, et s'étendait horizontalement dans l'espace. — Suis-moi, dit Bruidoux; pends-toi à mes loques; à cheval sur la branche jusqu'à ce que nous trouvions le bout. — Le sergent, serré de près par Colibri, avait déjà enfourché le rameau colossal, qui, selon la promesse du garde-chasse, devait leur servir de pont pour gagner la voûte de l'allée voisine. La branche plia sous leur poids; mais, soutenue à son extrémité la plus faible par les entrelacemens de la voûte, elle ne céda pas.

Ils étaient à peine engagés dans leur trajet aérien, quand le cri: Aux armes! retentit derrière eux. — Ferme, garçon, maintiens ton moral! murmura Bruidoux. Quelques secondes plus tard, les deux fugitifs avaient gagné le couloir suspendu comme un dais au-dessus de l'avenue du camp. Ils se traînèrent à genoux sur cette claie vive jusqu'à ce qu'un bruit de voix et de pas précipités qui semblait se diriger vers eux les arrêtât immobiles et muets; une bande d'hommes armés et agitant des torches passa en courant sous leurs pieds. Dès qu'ils cessèrent d'apercevoir la lueur des torches, ils se remirent à ramper avec une hâte silencieuse. Tout à coup un sourd gémissement s'échappa des lèvres de Colibri. Le sergent se retourna : — Qu'y a-t-il donc, enfant? demanda-t-il.

— Mon pied a coulé à travers les branches, sergent; la jambe y a passé, et je ne peux pas la retirer.

— Ah! bon! c'est cela; amusons-nous à faire des farces... Allons! tire vigoureusement.

— Impossible, sergent,... je ne peux plus vous suivre;... mais sauvez-vous, je ne veux pas être cause...

— N'insulte pas ton supérieur, toi. On va t'aider; attends.

— Tout est perdu, sergent, reprit Colibri en se collant à l'oreille de Bruidoux et en parlant d'une voix à peine distincte. Quelqu'un me tient la jambe! — Bruidoux saisit violemment sans répondre la main du jeune homme. Une minute mortelle se passa. Puis une voix douce et frêle murmura d'en bas : — Est-ce vous, monsieur le sergent?

— Vive le bon Dieu! c'est le petit gars à la toupie, s'écria Bruidoux en reprenant longuement haleine. Oui, c'est nous, mon amour. Tout le monde va bien chez toi?... Attends seulement une couple de rapides instans, et nous sommes à toi. Tout en causant, le vieux sergent était parvenu à désempêtrer la jambe de Colibri; il sauta dans le fourré, passa dans le chemin, et serra sur son cœur le fils du garde-chasse.

Le petit garçon, guidant les fugitifs à travers le dédale le plus épais des halliers, les conduisit sans accident jusqu'à la lisière de la forêt. Bruidoux ne le quitta pas sans l'avoir embrassé de nouveau, et sans lui avoir promis de lui rendre sa toupie à la première occasion qui s'en présenterait.

XIII.

Sa présence en ces lieux m'est toujours redoutable.
. . . . . .
Il est puissant; il m'aime, et vient pour m'épouser.
(CORNEILLE.)

Au moment où les deux captifs républicains accomplissaient leur évasion avec un bonheur qui manque rarement au courage, un jeune officier de l'armée catholique et royale traversait seul la forêt, se dirigeant vers la lisière occidentale; il marchait d'un pas rapide sous les cascades qu'épanchaient les cimes inclinées des arbres, indifférent au fracas de la tempête, et secouant de temps à autre d'un air distrait son manteau alourdi par la pluie. Les sentinelles qu'il croisait à de fréquens intervalles s'empressaient, sur quelques mots échangés tout bas, de le saluer militairement; reconnu à la clarté vacillante d'un feu de bivouac, comme il franchissait un poste considérable, il fut aussitôt entouré par une foule respectueuse qui mêla des clameurs enthousiastes aux mille bruits de l'ouragan. Les femmes et les enfans des proscrits, arrachés à leur sommeil, sortirent à la hâte de leurs misérables abris, répétant avec une admiration naïve le nom de Fleur-de-Lys; on accourait de toutes parts; on se pressait autour du jeune chef; quelques-uns s'efforçaient de toucher ses mains ou ses habits; sa présence semblait éveiller l'idée d'un être supérieur à l'homme. De pareilles ovations arrêtèrent plus d'une fois le général royaliste dans les divers carrefours de la forêt.

Nous devons dépouiller ici d'une partie de ses voiles cette jeune tête qu'environnait une popularité approchant de l'adoration. Ce personnage avait paru d'abord en Vendée vers la fin des grandes guerres. Il ne portait pas alors le nom sous lequel il est désigné dans ce récit. Le cours des événemens l'ayant jeté dans le Bas-Maine, et plus tard dans le nord de la Bretagne, il y réunit les élémens épars de la chouannerie. Le premier, il fit sortir les chouans de leurs positions défensives pour les mener au grand jour du champ de bataille. Une étonnante fortune suivait ses armes; on ne citait pas un combat où elle l'eût trahi. Longtemps avant qu'il marchât à leur tête, les insurgés bretons avaient subi l'influence de sa renommée, qui était singulière. On ne vantait pas seulement ses qualités militaires, son activité fougueuse réglée par un sang-froid inaltérable, le rare mélange de témérité et de calcul qui dirigeait chacun de ses mouvemens; quelque chose de mystérieux, répandu sur sa personne et sur sa destinée, achevait d'enchanter ces imaginations simples et ardentes. Sa beauté, son langage choisi, sa libéralité, qui ne lui laissait jamais d'autre possession propre que son

cheval de combat, tous les dons gracieux et puissans qu'éclairait sa jeunesse, étaient autant de traits brillans dont la superstition et l'amour du merveilleux avaient fait une figure surnaturelle. Il montrait une vraie folie de bravoure, chargeant l'ennemi le sabre au fourreau, et chantant avec une allégresse bizarre, au milieu du feu, des hymnes de guerre qu'il avait composés. Les gars le croyaient invulnérable.

Les autres chefs et la noblesse, moins sensibles à ces éblouissemens, ne laissaient pas de se rendre au génie spécial que le célèbre partisan semblait avoir reçu pour le genre de guerre qu'on avait à soutenir; mais ils se rendaient surtout au prestige d'une ressemblance illustre, empreinte sur ce front vaillant. Cette ressemblance n'était point trompeuse : derrière les nuages dont s'enveloppait l'origine de cette existence extraordinaire se cachaient la honte d'une femme et le crime d'un roi. Les nobles de l'ouest avaient en quelque sorte légitimé par leurs égards les titres de ce jeune homme au respect particulier des insurgés royalistes. Ils avaient fait briller ce lambeau de pourpre aux yeux de leurs naïfs soldats, comme pour leur voiler l'absence affligeante de ceux qui avaient un droit plus direct à de tels hommages.

Cependant l'adresse du jeune chef à s'emparer de toutes les circonstances qui pouvaient accroître son empire, ses allures dominatrices, son individualité de plus en plus absorbante, ne tardèrent pas à inquiéter ceux même qui avaient prêté les mains au culte dont il était l'objet. Le bruit de ses succès, l'éclat de sa popularité, allèrent jusqu'aux oreilles des princes émigrés : un serviteur si puissant leur déplut. Le comte de Puisaye lui écrivit d'Angleterre une lettre de félicitations qui lui marquait sa dépendance. On en était là quand les négociations s'ouvrirent pour la paix avec la république. L'heureux aventurier refusa d'y prendre part. Les intrigues qui s'agitaient autour de lui depuis quelque temps le laissèrent tout à coup isolé et sans moyens de prolonger sa résistance. Traqué par les bleus, il fut contraint d'abandonner la terre de Bretagne. Une barque de pêcheur le recueillit sur une plage déserte, à peu de distance de Saint-Brieuc; une petite troupe de chouans assistait à son départ. Avant de quitter le rivage, il brisa une fleur de lys d'or qui surmontait le pommeau de son épée et la donna à ces amis fidèles. Cette relique devint bientôt dans la légende populaire le nom du héros disparu. Dans plus d'une paroisse, les prêtres, pour complaire à un enthousiasme exalté par le charme des souvenirs, durent ajouter, aux vœux pour le roi, une prière distincte pour la fleur de lys.

Délivrés de l'ombrage de sa présence, ses ennemis secrets le regrettèrent. Sur le point de rentrer en guerre, ils retrouvaient bien les vieilles bandes de la chouannerie prêtes à l'action, mais éparpillées et désorganisées comme aux premiers temps des soulèvemens. Aucun

parmi eux ne se sentait de taille à serrer les liens du faisceau redoutable qu'ils avaient brisé imprudemment dans la main de Fleur-de-Lys. Le jeune chef était en Angleterre; l'émigration l'y fêta. Un des princes exilés, qui s'y trouvait en même temps, lui fit grand accueil, témoignant qu'il attendait encore de lui des services. Fleur-de-Lys reçut même alors, dit-on, un titre qui rappelait le théâtre de ses premiers faits d'armes, et qui était emprunté aux souvenirs de la famille légitimée de Louis XIV. Aucune explication n'accompagna d'ailleurs cette allusion détournée et flatteuse aux droits équivoques du jeune duc.

Quelques semaines plus tard, le cabinet anglais se décidait à jeter en Bretagne une division d'émigrés; un des princes, oncle du jeune roi captif au Temple, devait commander le corps de débarquement. On sait avec quelles instances la présence de ce personnage avait été de tout temps sollicitée par les chefs vendéens. On n'ignore pas avec quel découragement, avec quelle amertume, souvent même peu mesurée dans son expression, les plus fameux défenseurs de la cause royaliste supportèrent l'éternelle déception de leur espoir le plus légitime.

L'expédition était prête : il s'agissait de remettre en mouvement dans toute la Bretagne les masses insurgées, afin de balayer du pays les forces républicaines et d'assurer le débarquement de la flottille. Fleur-de-Lys parut le mieux fait pour cette tâche; il l'accepta. Son nom, encore grandi par l'absence, dépeupla en deux jours toutes les chaumières, et il eut une armée. L'espèce d'investiture officielle qu'il venait de recevoir lui prêtait, aux yeux des autres chefs, un nouveau caractère de supériorité : aucun ne le lui contesta. En une courte campagne, il accomplit, comme nous l'avons vu, la mission dont il s'était chargé; mais la flotte anglaise ne parut pas au jour fixé. On fit passer à Fleur-de-Lys de nouvelles instructions auxquelles il obéit, en modifiant ses premiers plans. Ce fut alors qu'il abandonna le voisinage des côtes.

Cependant ce retard, qui n'était pas sans quelque couleur de trahison, avait profondément blessé l'ame impétueuse du jeune général; il se voyait à demi sacrifié pour prix de son dévouement. Sa haine déclarée pour les Anglais en devint plus violente : il avoua plus hautement son opposition à toute mesure où leur politique mettrait sa main déloyale. Quelques indiscrétions de langage échappées à son ressentiment réveillèrent les défiances autour de lui. Une partie des chefs lui demeura sincèrement attachée; mais d'autres, dans le secret de leur cœur, subissaient son joug avec ennui : ils s'inquiétaient de l'enivrement qu'il puisait dans l'idolâtrie de toute une province; ils remarquaient avec aigreur dans ses paroles cette espèce de fatalisme personnel qu'inspire aux favoris de la fortune l'habitude d'un succès infaillible, et sous lequel germent souvent les arrière-pensées ambi-

tieuses. Nous saurons bientôt ce que pouvaient avoir de fondé ces appréhensions de la jalousie.

Fleur-de-Lys, parvenu à la lisière du bois, y trouva campé un fort parti de cavalerie, le seul corps de cette arme que comptât l'armée royaliste; encore était-il très imparfaitement équipé : la moitié des cavaliers, comme la plupart des volontaires de la forêt, avaient pour chaussure des sabots, au-dessus desquels ils ajustaient des tiges de cuir en guise de bottes. — Le jeune chef prit un cheval, et se dirigea à toute bride vers le château de Kergant.

La forêt de la Nouée avait servi d'asile au marquis et à tous les siens pendant la journée qui suivit la surprise du château par le détachement de Francis. On fut informé le même jour que les républicains avaient occupé Kergant et l'avaient aussitôt abandonné, se retirant sur le quartier-général. Le marquis, voulant épargner jusqu'au dernier moment à sa famille les fatigues d'une vie de proscription, s'était déterminé à rentrer avec elle dans son manoir héréditaire. Fleur-de-Lys se chargea d'entretenir par ses espions une surveillance qui prévînt toute surprise nouvelle. Le plan secret des chouans était d'ailleurs de nature à faire cesser dans un délai prochain cette situation précaire.

On avait repris au château toutes les habitudes de la vie de famille. On cherchait à se donner ainsi l'illusion de la sécurité des anciens jours; mais ce calme factice n'aveuglait personne : de cruelles préoccupations se révélaient dans les paroles et encore mieux dans le silence de chacun. Bellah était tombée dans un état de langueur alarmant; Andrée elle-même ne souriait plus qu'en rêve. Dans la soirée où nous a conduits le cours de ce récit, tous les membres de la famille s'étaient séparés, comme de coutume, vers dix heures. Bellah, retirée dans sa chambre depuis quelques minutes, était demeurée debout, une main posée sur le dos d'un fauteuil, le cou penché et le regard fixe dans le vide; elle semblait écouter avec un intérêt mélancolique les bruits de l'orage au dehors et les tristes échos dont il emplissait les corridors du vieux château. Les beaux traits de la jeune fille étaient profondément altérés, mais sa pâleur même et le sillon sombre dont l'arc se dessinait sous ses yeux ne faisaient que lui rendre le seul charme de son sexe qui lui eût manqué, la séduction de la faiblesse.

Quittant enfin son attitude distraite, elle vint s'asseoir devant une petite table qui servait de base à une élégante bibliothèque en ébène sculpté. Elle tira des rayons un gros livre à reliure de velours, que fermait une agrafe en forme de croix; mais elle le repoussa doucement avant de l'avoir ouvert, puis, secouant la tête avec une expression douloureuse, comme quelqu'un qui ne peut résister à un désir qu'il condamne, elle arracha une feuille d'un album, et se mit à écrire avec une vivacité fébrile. Voici ce qu'elle écrivait :

« Hervé, mon frère, je ne pense plus vous voir jamais. Votre mépris, — bien injuste, Dieu sait! — me tue cependant. Vous auriez déjà peine à me reconnaître, mon ami. On croit autour de moi que c'est la fatigue, l'émotion; je laisse croire, mais je me meurs. Je me figure que c'est mon cœur qui est atteint : tantôt il bat si vite que je ne puis plus respirer, tantôt il s'arrête, et je crois que tout va finir. Je suis brisée. J'ai aussi du désordre dans l'esprit. L'orage terrible de ce soir me bouleverse. Il me semble que chaque tourbillon passe à travers moi comme au travers d'un frêle arbuste, que chaque rafale déracine un peu de la vie qui me reste. Si je me trompais, si je devais vivre, vous ne liriez jamais ces lignes. Ainsi en voilà trop sur ce sujet.

« Hervé, ma vie tout entière a été donnée au devoir; pour lui obéir, elle s'est volontairement flétrie; mais je demande qu'au moins ma tombe m'appartienne, et qu'elle soit pure aux yeux de tous, surtout aux vôtres. Quand je ne serai plus, cela ne peut nuire à personne que vous me pleuriez, mon ami, et c'est une pensée qui m'est bien douce à moi, dans l'état où je suis. Il faut qu'il n'y ait pas grand mal dans cette faiblesse qui m'entraîne à vous écrire, car ma conscience en murmure à peine, et pourtant c'est toujours ma pauvre conscience d'autrefois, — vous vous rappelez, Hervé, — ma conscience de sensitive, et de sensitive malade encore, disiez-vous... Où est ce temps-là, mon Dieu!

« Quand ma bouche même vous attestait ma honte, vous avez dû me croire sans doute, vous l'avez dû... mais quoi! si vite, si facilement, Hervé! au sein de cette demeure si long-temps commune à tous deux, où mon ame s'était déroulée pli à pli sous vos yeux, il a suffi d'un mot pour effacer tant de souvenirs qui devaient me défendre! Ah! il me semble qu'au jour de l'éternelle justice et de l'inexorable vérité, si j'entendais un aveu d'infamie et de bassesse s'échapper de vos lèvres, j'attendrais, j'attendrais pour y croire que la voix de Dieu même l'eût répété à mes oreilles!.. Et vous n'avez pas douté, pas hésité! Une parole, — une calomnie a-t-elle si bon marché, dans votre léger jugement, des témoignages de toute l'existence d'une femme! — car j'ai menti, puisqu'il faut vous le dire. Je n'ai pas à m'excuser de ce mensonge, Hervé : les fautes que le devoir commande, il les élève au niveau des vertus. Pourquoi n'en donne-t-il pas la force en même temps qu'il en impose la rigueur?

« Il faut tout vous expliquer, puisque vous ne me connaissez plus. Je suis restée fidèle, moi, passionnément fidèle aux sentimens et aux idées dont notre enfance a été nourrie. Je crois au roi comme je crois à Dieu. Cette double foi assure seule ma conscience; hors de là, je n'entrevois que ténèbres et troubles au milieu desquels il me serait impossible de vivre. L'indifférence est un mot dont le sens m'échappe.

Je bénis le ciel de m'avoir conservé ma croyance entière jusqu'à la fin, car, telle que je me sens, il n'y a pas de tourmens comparables à ceux que mon ame eût éprouvés, si un seul instant le doute l'avait effleurée. Une foi vive, Hervé, dans un temps comme celui-ci, entraîne des devoirs qui, je l'avoue, dépassent la force d'une femme. Que j'ai de fois envié notre Andrée chérie! la bonté de Dieu lui mesure des devoirs égaux à sa faiblesse... Elle vous aime, elle est heureuse, et elle s'endort. Hélas! n'étais-je pas faite comme elle pour la paix enchantée de la famille, pour les faciles dévouemens du foyer domestique? Dieu ne l'a pas voulu; qu'il soit béni dans les secrets de sa justice!

« Il dépendait de moi d'empêcher le malheur que j'avais pressenti entre vous et ce jeune homme. J'ai dû l'empêcher à tout prix. Il n'y a pas d'existence qui doive être plus précieuse que celle de ce jeune homme à tous ceux qui aiment le roi. Le roi! Hervé, c'est un nom que vous avez cessé d'entendre comme nous, et vous comprendrez à peine maintenant qu'il puisse expliquer tout sacrifice. Vous aussi, vous couvrez de vos dédains nos préjugés, notre idolâtrie, c'est-à-dire, Hervé, le culte des meilleurs souvenirs de notre patrie et de nos familles, la fidélité aux autels et aux tombeaux de nos pères, tout ce que le passé a de plus illustre et de plus doux, tout ce qui parle de vertu à une ame chrétienne, de gloire à une ame française, tout ce qu'enferme pour nous, — vous le saviez, — ce cercle mystérieux et sacré, la couronne royale. Vous dites qu'un monde nouveau commence où toutes ces choses n'ont plus que la valeur des ombres : si ce monde doit venir en effet, je ne suis pas faite pour lui; je dois mourir, comme la vierge païenne, sur le seuil du temple où j'aurai prié la dernière.

« J'étais si loin d'être coupable, Hervé, que je ne pouvais comprendre d'abord de quoi vous me parliez... Il est étrange que vous ayez pu me croire si aisément! J'ai voulu sauver la vie de ce jeune homme, je le devais; mais il ne faut pas qu'en me justifiant je fasse peser vos soupçons sur une autre. — Alix, que vous connaissez, m'a fait depuis une confidence que je n'avais pas provoquée, et qui m'a expliqué votre erreur. Elle venait me prier de parler à son père en faveur d'un de nos jeunes officiers qu'elle veut épouser : c'est le fils du garde de M. de Monryon. Elle m'a avoué qu'elle s'était rencontrée avec lui dans le bois de sapins pendant cette fatale soirée, et qu'elle craignait d'y avoir été surprise par son père. Celui qu'elle aime a un nom de guerre qui a pu contribuer à vous abuser si singulièrement : il se fait appeler Fleur-de-Genêt.

« Voilà, il me semble, tout ce que j'avais à vous dire, et je me sens plus tranquille... Mon ami, si vous lisez ceci, c'est que j'ai cessé de vivre. C'est une idée qui m'ôte bien des scrupules. Si je tiens tant à ce que ma mémoire vous soit chère, Hervé, c'est que je le mérite, soyez-

en sûr... J'ai bien lutté à cause de vous... Dieu nous a faits les maîtres de nos actions et de nos paroles, mais non des battemens de notre cœur... Avez-vous pu vraiment me croire coupable? — Certes, j'étais décidée à vous rester désormais étrangère, car jamais ni la passion, ni la souffrance, — et je le prouve aujourd'hui, — n'auraient obtenu de moi une résolution contraire à la loi de ma conscience divine. Depuis notre entrevue sur la lande aux pierres, vous aviez raison de penser que je n'étais plus, que je ne pouvais plus être pour vous qu'un souvenir; mais retourner vers un autre le penchant de mon ame, profaner le tombeau scellé au fond de mon cœur, ranimer jamais ma main refroidie, — ma main veuve, dans la main d'un autre homme! ô Dieu!... »

Comme Bellah écrivait ce mot, en levant son regard humide vers le ciel pour le prendre à témoin, la porte de la chambre s'ouvrit, et Fleur-de-Lys entra. Mlle de Kergant se leva en tressaillant. Le jeune homme s'était arrêté près de la porte, le front incliné dans une attitude respectueuse.

— Monsieur le duc, lui dit-elle avec une gravité un peu hautaine, mon père est encore dans le salon, je crois.

— Daignez m'excuser, mademoiselle, dit Fleur-de-Lys; c'est à vous seule qu'il faut que je parle. Vous pouvez penser qu'un intérêt ordinaire ne m'eût pas engagé à une démarche qui vous offense. Je suis à l'instant d'une résolution suprême; il faut que je vous consulte sans délai.

Mlle de Kergant interrogea d'un regard inquiet le visage de Fleur-de-Lys : elle n'y put lire que la vague expression d'une violente perplexité. Se laissant retomber sur son fauteuil, dans l'accablement d'une souffrance que trahissait l'agitation de son sein : — Qu'y a-t-il, monsieur? demanda-t-elle. — Fleur-de-Lys se recueillit un instant avant de répondre; puis, se rapprochant de la jeune fille attentive : — Vous me rendez justice, vous, du moins, j'en suis sûr, dit-il. Vous savez si je me suis donné tout entier au devoir périlleux qui m'était fait.

— Je sais, interrompit Bellah, que vous avez été digne de votre sang, monsieur le duc.

— La patience, l'abnégation d'un homme, ont leurs bornes cependant, reprit le jeune homme. Malheur à ceux qui l'oublient, à ceux qui font hésiter le dévouement dans les ames les plus fidèles!

— Voilà d'étranges paroles! que méditez-vous donc, mon Dieu?

— Si je n'ai pas encore appris la trahison, Bellah, ce n'est pas faute d'en avoir reçu des leçons... Vous savez déjà, en partie du moins, ce qui s'est passé; mais rien ne doit rester obscur à vos yeux : — j'avais été chargé de disperser ou de détruire tout ce qui pouvait faire obstacle au débarquement depuis si long-temps promis; peu de jours après

mon arrivée, j'avais rempli ma tâche; le rivage, tout le pays était libre, nous étions maîtres de la côte; nous tendions la main à nos amis et à nos alliés : ils ne vinrent pas; ils nous laissèrent face à face avec une des plus redoutables armées... avec le meilleur général de la république...

— Mais vous aviez été averti... vous reçûtes de nouveaux ordres?

— Oui, trois jours plus tard. Je ne puis vous dire mes angoisses pendant ces longues heures d'incertitude et d'abandon, — mes angoisses, non pour moi, certes, — mais pour tant de braves gens qui s'étaient fiés à ma parole, et que j'avais menés à une inutile boucherie... Les ordres arrivèrent enfin : la flotte avait été retardée par des raisons qu'on n'expliquait pas. On demandait encore une semaine; il fallait jusque-là conserver nos avantages, occuper l'ennemi ou le battre... Quel ennemi et avec quelles ressources, vous le savez!... De tels ordres sont faciles à donner. Il n'était pas non plus malaisé de le comprendre. Quel que fût le résultat, on était délivré d'un ennemi... ou d'un serviteur plus odieux encore... Bellah, j'obéis.

— Dieu et votre honneur l'exigeaient, dit la jeune fille avec dignité.

— C'est ce qui est incertain pour moi, reprit Fleur-de-Lys. Sacrifier tant de cœurs généreux, je parle de mes soldats, pour une cause égoïste, en vérité je ne sais si la religion et l'honneur le commandaient! Pourtant j'obéis. On m'ordonnait de mourir... Je m'y préparai. Je me jetai dans cette forêt, et je m'y retranchai pour un combat désespéré : il n'était pas douteux qu'elle ne fût notre tombeau à tous, si l'ennemi se décidait à nous y attaquer; mais lui-même n'en serait sorti qu'en lambeaux... L'attaque n'a pas eu lieu, et voici ce qui se passe : la flottille anglaise doit toucher après-demain la presqu'île de Quiberon. Si les républicains sont avertis, ils vont se précipiter vers la côte, je puis les suivre, et c'est une bataille; mais s'ils continuent d'être abusés, comme je le crois, je puis essayer de les tourner pendant la nuit prochaine, et arriver avant eux par une marche forcée sur le point du débarquement.

— L'heure est suprême en effet, dit Bellah d'une voix émue. Pourquoi différer d'instruire mon père?

Un léger nuage d'embarras obscurcit le regard éclatant de Fleur-de-Lys : — C'est que je ne sais, répondit-il d'un accent singulier, je ne sais si, au lieu de suivre l'un de ces deux partis, je ne vais pas, cette nuit même, quitter la forêt et faire retraite vers le nord avec tous mes chouans.

Il ne pouvait échapper à Mlle de Kergant qu'une telle manœuvre ruinait d'un seul coup les plus précieuses espérances des royalistes, car elle enlevait tout appui dans la contrée à l'expédition des émigrés et les abandonnait en proie à l'armée républicaine. — La pensée de Bellah se refusa à cette effrayante lumière.

— Pardon, monsieur le duc, murmura-t-elle; je vous prête cependant toute mon attention... mais je suis un peu souffrante... certainement, je ne vous ai pas compris.

— Vous m'avez compris.

Bellah se leva lentement de son siége en regardant le jeune homme avec un air de stupeur profonde. — Ce n'est pas possible, murmura-t-elle, trahir, vous! livrer des frères d'armes... livrer le prince... un fils de France... le frère du roi!

— Le prince! dit Fleur-de-Lys, dont un sourire d'amer dédain contracta la bouche, le prince ne vient pas!

— C'est faux! s'écria Mlle de Kergant; qui ose le dire? qui ose dire qu'un Bourbon manque à sa parole et déserte son drapeau?

— Lui-même, reprit le jeune homme en posant sur la table une lettre ouverte. Une seule ligne y était tracée. Bellah y jeta les yeux, et une rougeur subite couvrit sa face. Si l'histoire n'a point flatté le personnage chevaleresque dont la conduite à cette époque navra tant de cœurs loyaux, il est permis de croire qu'aucun reproche ne lui eût paru plus sanglant que ce signe de pudeur au front d'une jeune fille.

— L'Angleterre l'aura contraint! murmura-t-elle.

— Contraint! quand on s'appelle de son nom! Si l'Angleterre lui refusait ses vaisseaux, n'y avait-il plus une seule barque de pêcheur pour sauver l'honneur de César? Enfin il ne vient pas. Quant aux autres, j'ai les moyens de les prévenir à temps; ils ne débarqueront pas. Je ne trahis donc personne que l'Angleterre, et, quant à elle, je m'en vante.

— Mais, reprit Bellah avec une énergie enthousiaste, qu'importe un homme? qu'importe une faute excusable peut-être? la couronne est-elle moins pure, la cause moins sacrée? et vous l'abandonnez! Mais qu'allez-vous faire? quels sont vos projets? pour qui allez-vous combattre? en quel nom? quel lien attachera vos soldats? Pas un de nos braves Bretons ne vous suivra!

— Tous me suivront! dit le jeune homme avec force. Pensez-vous que le seul intérêt qui les arme soit l'intérêt du roi, de ce roi allié des Anglais, des Saxons, comme ils disent de leurs vieux ennemis, de ce roi toujours absent, si prodigue de leur sang et si avare du sien! Non, Bellah... ils me sauront gré de les délivrer d'une alliance exécrée... ils me suivront tous au nom de leur religion, de leur liberté, de leur patrie attaquées... Voilà la cause qu'ils servent, la cause à laquelle il est beau, il est saint de se dévouer, la cause vraiment française! Les mots ne sont rien... votre esprit est trop élevé pour ne pas me comprendre, Bellah.

— Tout ce que je comprends, dit Mlle de Kergant en fixant son regard sévère sur l'œil ardent du jeune chef, c'est que vous prétendez

servir aussi la révolution à votre manière... sinon à votre profit... Vous êtes puissant, Fleur-de-Lys... vos succès, votre influence, sont tels que j'ai toujours pensé que Dieu vous avait choisi... Mais prenez garde qu'il ne vous retire sa force, dès l'heure où vous lui retirez votre foi.

— Dieu, s'écria le jeune homme, ne peut-il m'avoir réservé un autre destin que celui de servir éternellement des ingrats?

— Mais si votre fatal pouvoir entraîne dans votre faute, dans votre crime, Fleur-de-Lys, des esprits simples comme ceux de vos soldats, espérez-vous abuser de même notre fidèle noblesse?

— Quelques-uns, je le sais, retenus par leurs étroits préjugés, m'abandonneront; d'autres, je le sais encore, je m'en suis assuré, marcheront aussi volontiers au nom de la France qu'au nom d'un roi qui leur enseigne l'oubli... Je ne suis pas le seul, Bellah, qu'ait ébranlé ce nouveau manque de parole... je vous en montrerais les preuves, si vous le vouliez... je n'ai pas hasardé un tel dessein sans quelque apparence de succès, croyez-moi.

— Quel dessein? quel succès? au nom du ciel! car, en vérité, ceci dépasse ma pensée et ma raison.

— Bellah, on m'appelle sur un autre théâtre d'honneur et de danger... on invoque le crédit de mon nom, l'appui de nos bandes pour y ressusciter les grandes guerres vendéennes... D'autres provinces sont prêtes... le fédéralisme se réveille dans la France tout entière et nous offre la main... Le roi de moins, tous les ennemis de la république sont avec nous... Le temps où notre insurrection avait une capitale, où une seule victoire eût suffi pour lui ouvrir le chemin de Paris, pour étouffer d'un coup cette république plus forte alors qu'elle ne l'est aujourd'hui, ce temps peut revenir... La patrie n'est point, comme les rois, jalouse de ceux qui la servent... sa reconnaissance serait acquise à ses libérateurs... Ce sont de nobles chances, et une ame n'est point vile pour s'y laisser séduire... Puisqu'on nous force à courir des aventures, celles-ci du moins sont grandes et dignes d'un homme!

Mlle de Kergant avait écouté avec une sorte de terreur ce langage d'une ame altérée par l'injustice, exaltée par l'ambition. — Je comprends maintenant, dit-elle : l'orgueil vous égare, Fleur-de-Lys..... vous vous perdez; mais, ce qui est affreux à penser, vous nous perdez en même temps... vous tuez notre cause à jamais... et je le vois, mon Dieu! ajouta-t-elle en joignant ses mains avec désespoir : j'en suis avertie! et je ne puis rien, rien pour l'empêcher!

— Vous pouvez tout, Bellah, dit Fleur-de-Lys d'une voix basse et brève en posant doucement sa main sur le bras de la jeune fille.

Elle le regarda sans répondre.

— Oui, reprit-il, il n'y a pas de dévouement auquel je ne me

consacre avec joie, pas d'amertume, pas d'affront que je ne bénisse, si je suis votre époux.

— Mon époux! s'écria Bellah, se rejetant brusquement en arrière, comme si un gouffre invisible se fût ouvert à ses pieds.

— Depuis que je vous connais, Bellah, aucune gloire, aucune fortune ne m'a été précieuse que parce qu'elle m'approchait de vous. Votre amour m'eût tenu lieu de tout. Vous me l'avez refusé. Le vertige m'a pris. Pour vous oublier, il faut devenir un grand homme ou un grand coupable. Les passions qui dévorent mon cœur sont terribles; vous ne pouvez pas les comprendre, vous ne pouvez les excuser.

Mlle de Kergant avait posé sur sa poitrine ses mains jointes, comme prête à se coucher sur sa tombe; ses lèvres pâles s'entr'ouvrirent : — Le roi! dit-elle tout bas. — Soudain un sentiment extraordinaire de souffrance et de triomphe se répandit sur ses traits et les illumina. Elle se rapprocha de Fleur-de-Lys; elle lui tendit la main, et lui dit avec un sourire d'une douceur surhumaine : — Si cette faible main doit être d'un tel poids dans la balance des plus hautes destinées, je l'y laisse tomber avec orgueil.

Le jeune chef parut confondu et comme embarrassé d'une réponse si prompte et d'une si facile victoire. —Est-il possible! murmura-t-il, je me serais donc trompé?... vous n'aimeriez pas celui... vous pourriez m'aimer! Mais votre devoir seul a parlé... vous vous sacrifiez!

— Ai-je donc l'air de me sacrifier? reprit Bellah avec la même sérénité tranquille. Ne le croyez pas. Mon ame n'est pas capable peut-être des sentimens violens que vous pourriez espérer d'une autre; mais il suffit que je puisse être à vous sans me contraindre. Le temps fera le reste.

— Bellah! puis-je vous croire?... ce bonheur inespéré... Oh! de quel fardeau vous me délivrez! de quelles angoisses mortelles! comment vous payer jamais?...

— Servez le roi, Fleur-de-Lys!

— Je le servirai, je mourrai pour lui! et je mourrai plein de reconnaissance, si je meurs votre époux! Bellah... il est cruel de vous importuner davantage... en cet instant : daignez me pardonner... je vous aime comme vous aimez Dieu... Votre promesse est sincère, dites? vous ne comptez pas pour dégager votre foi... ce soupçon va vous outrager!... vous ne comptez pas sur les chances prochaines d'une guerre meurtrière?

— Disposez de ma main au gré de mon père, et à l'instant qui vous plaira.

— Quoi! si votre père y consentait... le prêtre qui dans la nuit de demain bénira nos armes avant le départ, avant le combat peut-être, pourrait bénir notre union! Dois-je l'espérer, Bellah?

— Le terme est prochain, dit Bellah, dont la voix s'affaiblissait peu à peu; mais voyez mon père. Je ne démentirai point ce que vous lui direz. Allez, Fleur-de-Lys. Je me sentais un peu souffrante ce soir, et voilà beaucoup d'émotions.

Le jeune homme courba le genou jusqu'à terre; il prit la main de Mlle de Kergant, et y attacha ses lèvres; puis, après s'être incliné de nouveau profondément, il sortit de la chambre.

Comme Fleur-de-Lys touchait au bout du long corridor qui régnait dans cette partie du château, il se retourna tout à coup, croyant entendre un bruit de pas derrière lui. Aucun son ne vint frapper son oreille attentive; il crut que le retentissement de sa marche sous la voûte sonore avait été cause de son illusion, et il commença à descendre les degrés de l'escalier; mais son oreille ne l'avait point trompé: il était suivi. Une femme, une ombre irritée et vengeresse, se dégagea des ténèbres, et descendit après lui l'escalier qui conduisait dans le vestibule du château. Tandis qu'il se faisait introduire dans le salon auprès du marquis, elle gagna la cour, et disparut bientôt dans l'obscurité de l'avenue.

Peu d'instans s'étaient écoulés quand un cri perçant et prolongé, qui paraissait venir de la chambre de Bellah, réveilla soudain Andrée, dont l'appartement n'était séparé de celui de sa sœur adoptive que par l'épaisseur d'une muraille; elle se leva à la hâte et accourut. Bellah, froide comme la mort, était étendue sur le plancher. La chambre fut bientôt remplie par tous les gens du château. Pendant que M. de Kergant, aidé par la chanoinesse, essayait de rappeler sa fille à la vie, Andrée aperçut sur la table la lettre que l'arrivée de Fleur-de-Lys avait interrompue; elle en parcourut quelques lignes, préoccupée de découvrir la cause du mal subit qui avait frappé sa sœur; puis elle saisit la lettre et la cacha dans son sein.

Dans la même nuit, une jeune femme, montée sur un cheval baigné de sueur, se présentait aux avant-postes républicains, et demandait à être conduite devant le général en chef. Depuis la veille, l'état-major s'était transporté dans la petite ville qui gardait la rivière, à trois lieues environ de Kergant. Le général, aux premiers mots qui lui furent adressés par la jeune femme, fit appeler le commandant Pelven. Après une conférence d'une demi-heure, la mystérieuse amazone reprit le chemin par lequel elle était venue.

Les premières lueurs du jour se montraient à l'horizon, et Pelven était encore enfermé avec le général en chef quand on lui annonça un paysan à moitié idiot qui avait déjà plus d'une fois servi d'intermédiaire entre le jeune commandant et sa sœur. Le paysan remit à Hervé une enveloppe cachetée avec un soin extrême. Elle contenait deux lignes d'Andrée et la lettre inachevée de Bellah.

XIV.

HERMIONE.
Allons, c'est à moi seule à me rendre justice;
Que de cris de douleur le temple retentisse.
(RACINE.)

M. de Kergant était un de ces hommes dignes de respect, dont la vie se meut par le simple ressort des sentimens naturels : leur cœur sain ne nourrit point cette source troublée où fermentent les passions. On les nomme des cœurs positifs. Leur conscience n'a point de ténèbres; le primitif bon sens et l'éternelle morale y entretiennent une pure lumière qu'aucun souffle du monde ne fait vaciller. On les appelle des esprits étroits. Leur vie privée est toujours irréprochable; leur vie politique, surtout à ces époques de crise qui changent brusquement les points de vue de l'esprit humain, est sujette à l'erreur, jamais à la honte. Tout en les dédaignant, on recherche leur commerce, parce qu'il est sûr, parce qu'il affranchit de la défiance et qu'il repose de l'hypocrisie. On peut en leur présence tenir à la main son masque social et respirer un instant. Ces caractères sont transparens autant qu'ils sont solides. Ils ne peuvent tromper, mais on les trompe aisément. Fleur-de-Lys, en enveloppant sa délicate confidence des artifices ordinaires de son langage, n'eut point de peine à se faire pardonner par le loyal vieillard ce qu'elle avait de hardi; elle n'était pas d'ailleurs tout-à-fait imprévue.

M. de Kergant adorait sa fille; mais, étranger, comme l'est un enfant, aux allures secrètes du cœur et aux énigmes compliquées de la passion, il n'avait jamais soupçonné que l'indifférence silencieuse dont Bellah flétrissait la conduite de son frère adoptif pût cacher un orageux et tendre souvenir. D'autres apparences avaient achevé de l'abuser. Sa sollicitude paternelle s'était émue d'abord en trouvant, dans les lettres que sa fille lui écrivait d'Angleterre, l'expression d'un enthousiasme romanesque pour le chef brillant de la chouannerie bretonne. Il avait vu, depuis, le même sentiment éclater avec une étrange franchise dans les yeux de Bellah en présence de ce jeune homme. Celui qui était l'objet de ces démonstrations ingénues s'en inquiétait, loin de s'en applaudir; il discernait mieux le caractère véritable du charme qu'il exerçait sur l'esprit de la pieuse royaliste. Il savait que les douces préférences d'une femme ont plus de mystère, et que la vierge atteinte au cœur ramène avec plus de soin ses voiles sur sa blessure; mais ces nuances échappaient à l'intelligence moins flexible de M. de Kergant, et il ne douta pas que sa fille n'eût laissé prendre son ame tout entière aux séductions de la beauté, du courage et de la victoire.

Dans sa tendresse profonde pour son unique enfant, le marquis avait essayé de ployer son esprit à l'idée d'une alliance où il croyait voir le bonheur de Bellah. Il y réussit sans trop d'effort. Il subissait lui-même à un haut degré l'ascendant du jeune chef. Il l'avait toujours défendu avec énergie contre les reproches et les soupçons de ses rivaux. A force de le couvrir du patronage de sa loyauté, il était arrivé, par la pente insensible d'un innocent orgueil, à lui donner dans son cœur une place presque filiale. A ses yeux, la tache d'une origine malheureuse disparaissait à demi sous l'éclat des services rendus, sous les marques d'une auguste reconnaissance. Si c'était un sacrifice, dans la pensée du vieux gentilhomme, que d'ensevelir dans cette gloire d'un jour le nom de son antique famille, ce sacrifice même avait de quoi plaire à son dévouement. Il y voyait un nouveau gage donné à une cause sacrée, un lien qui devait étouffer des défiances funestes et resserrer les rangs de la noblesse autour du héros populaire.

Telles étaient les dispositions secrètes de M. de Kergant. Aussi l'aveu que Fleur-de-Lys vint lui faire, du consentement de Bellah, fut-il accueilli avec bienveillance, et presque avec joie : il lui ôtait des doutes qui lui pesaient; il lui donnait une explication vraisemblable des souffrances auxquelles sa fille était visiblement en proie depuis quelques jours; en même temps il en indiquait le remède. La crise nerveuse dans laquelle Bellah était tombée subitement ne fit qu'affermir le marquis dans ses préventions et détruire ses derniers scrupules. Demeuré seul au chevet de la malade, il prit le silence du désespoir pour une confession de la pudeur, et pour des larmes d'amour heureux les pleurs amers que ses consolations cruelles arrachaient des yeux de la jeune fille.

M. de Kergant s'occupa dans la nuit même de lever les obstacles que la religion pouvait opposer à un mariage si prompt. Les dispenses furent aisément obtenues. Plusieurs prêtres proscrits étaient réfugiés au milieu des bandes victorieuses de Fleur-de-Lys; l'un d'eux tenait un rang élevé dans l'église : c'était lui qui devait, à l'instant du départ de l'armée royaliste, célébrer dans la chapelle de Kergant une messe solennelle pour le succès de l'expédition; il consentit à bénir à la même heure l'union du jeune général et de Mlle de Kergant.

Bellah en fut instruite dès le matin, comme elle s'éveillait de la torpeur profonde qui avait succédé aux violentes secousses de la nuit. Elle se leva, pria Dieu, et descendit ensuite dans le parc, où elle fit une longue promenade solitaire. Elle était surprise de se sentir plus de force que la veille; cependant ses idées étaient encore troublées et tumultueuses : quand elle vint à se rappeler sa lettre commencée, une vive inquiétude la ramena précipitamment chez elle. On sait comment cette lettre avait disparu. Bellah, appelant aussitôt Andrée, lui de-

manda si elle ne l'avait point vue : Andrée dit résolûment qu'elle ne savait de quelle lettre on lui parlait, et elle l'affirma avec une telle sécheresse de ton, que Bellah n'osa l'interroger davantage. Mlle de Pelven, comme tous les habitans du château, avait appris l'hymen qui s'apprêtait. Après ce qu'elle avait lu, elle ne pouvait douter que Bellah n'obéît malgré elle à quelque exigence nouvelle d'un devoir austère; elle ne ressentait pour son amie que du respect et de la pitié, mais laisser voir ces sentimens, c'était avouer sa petite perfidie; c'est pourquoi Andrée, en dépit de son cœur, garda tout le jour l'accent et le visage convenables au rôle d'une sœur offensée.

L'abîme de la douleur n'a point de fond pour les ames délicates : si avant qu'elles y soient plongées, elles peuvent toujours descendre plus bas et rencontrer de nouvelles sources d'amertume. Il n'est point vrai pour elles que les situations extrêmes soient le terme de la misère; tant qu'elles vivent, si navrées qu'elles soient, elles peuvent encore souffrir davantage. Mlle de Kergant l'éprouva, quand, à toutes ses angoisses, vint se joindre la pensée que le premier venu, qu'un valet peut-être, avait violé les chastes épanchemens de son cœur, sa première, sa dernière lettre d'amour, ce testament de son ame, cette fleur de sa tombe. Si quelque main plus digne s'était emparée de cette lettre, Bellah pouvait craindre que, son secret dévoilé, il ne lui fût plus permis d'accomplir son sacrifice, et elle se voyait complice des malheurs irréparables qu'entraînerait le désespoir de son fiancé. Elle passa les premières heures du jour dans ces anxiétés; enfin, comme rien ne venait les confirmer, elle se persuada que la lettre s'était égarée dans le désordre qui avait suivi son évanouissement, ou que la chanoinesse l'avait recueillie, et jugeait bon d'en garder le secret.

Fleur-de-Lys parut un moment au château dans la matinée; puis il retourna au campement de la forêt, où les préparatifs du départ de l'armée le retinrent jusqu'au soir. M. de Kergant devait suivre l'expédition. Il laissait ses filles et sa sœur au château, et se reposait sur Kado du soin de veiller à leur sûreté. En toute autre circonstance, le fidèle garde-chasse se fût résigné difficilement à un poste qui le séparait de son maître et qui l'éloignait du péril; mais tous ses scrupules cédaient aux inquiétudes que lui causait la santé altérée de sa fille. Alix, en effet, depuis quelque temps, avait perdu cette flamme de jeunesse et cette fière énergie qui imprimaient à son visage un cachet si remarquable; comme Bellah, elle paraissait avoir été touchée d'un souffle mortel. Le matin même du jour où nous sommes arrivés, elle s'était sentie trop faible pour quitter son lit; Bellah voulut la voir. — Malgré l'intervalle que la différence des conditions marquait entre ces deux jeunes filles, les habitudes de leurs premières années, les épreuves d'un temps désastreux, l'exil et les dangers soufferts en commun les

avaient rapprochées par le lien d'une étroite affection. Dans l'ame ardente de Bellah, ce sentiment était exalté par l'admiration naïve que lui inspirait la beauté poétique d'Alix; elle retrouvait en elle la ressemblance des reines fabuleuses de la légende armoricaine. Là-dessus, elle s'était appliquée avec une inquiète délicatesse à soulager des apparences mêmes de la servilité le caractère grave et un peu farouche de la jeune Bretonne. Celle-ci, de son côté, cœur peut-être plus brûlant encore parce qu'il était plus contenu, enivrée par la reconnaissance, subjuguée par l'empire d'une intelligence supérieure, avait senti s'accroître jusqu'au fanatisme son dévouement héréditaire pour la noble compagne de son enfance.

En voyant entrer Mlle de Kergant, Alix se souleva un peu sur son lit; un sourire pénible passa sur son visage, dont la blancheur mate était sillonnée de traces bleuâtres. — Mon Dieu, dit Bellah en prenant la main de la malheureuse jeune fille, tu souffres beaucoup?

— Oui, mademoiselle, beaucoup, dit Alix.

— Peut-être en suis-je cause?... Je n'ai pas encore parlé à ton père pour ton fiancé... Pardonne-moi... j'ai eu l'esprit si tourmenté... D'ailleurs, tu m'avais recommandé toi-même d'attendre quelques jours... mais je vais lui parler, et puis je tâcherai d'obtenir que Fleur-de-Genêt ne parte point, si c'est cette pensée qui te fait tant de mal.

— Non, non, je vous remercie, interrompit vivement la fille du garde-chasse; mon père ne lui pardonnerait pas de rester... D'ailleurs, ce n'est point cela... je suis malade. Et vous vous mariez, mademoiselle?

— Cette nuit.

— Vous l'aimez? reprit Alix après une pause.

— Oui.

Les grands yeux d'Alix, grandis encore par la fièvre, rayonnèrent tout à coup d'un feu sombre qui s'adoucit peu à peu en se reposant sur le regard attendri de Bellah. D'une étreinte subite, elle força Mlle de Kergant à se courber vers elle, et elle l'attira avec une sorte de violence sur son sein demi-nu; puis, l'enlaçant de ses deux bras, elle éclata en sanglots. Bellah n'essaya point de résister à cet élan de tendresse; une sympathie inexpliquée de jeunesse et de douleur fit aussitôt déborder la source de ses larmes. Assise sur le bord de la couche, elle demeura long-temps sans parler; les pleurs des deux jeunes filles se confondaient sur leurs visages rapprochés. Alix, d'une main distraite, essuyait avec les boucles dénouées de ses longs cheveux les joues humides de sa chère rivale.

Kado vint interrompre ce muet entretien de deux souffrances qui s'ignoraient en se consolant. Bellah serra encore une fois la main d'Alix, et sortit de la chambre en adressant au garde-chasse quelques paroles de bonté.

M. de Kergant, appelé par ses devoirs militaires, avait passé l'après-midi dans la forêt en conférence avec les autres chefs. Comme les premières ombres de la nuit s'étendaient sur la campagne, il rentra au château. Une vive satisfaction brillait sur ses traits. Tout favorisait le plan de Fleur-de-Lys. Les espions qui entretenaient entre la forêt et la ligne républicaine une sorte de télégraphie continue avaient vu les feux s'allumer dans les bivouacs ennemis; ils venaient d'entendre le signal de la retraite. L'armée des bleus conservait son attitude défensive; elle s'endormait sans soupçon, et laissait le champ libre à la manœuvre projetée pour la nuit. Les forces royalistes, sortant de la forêt par la lisière occidentale, allaient tourner l'ennemi sur sa droite, gagner Locminé, et de là, descendant jusqu'à la côte, se rallier aux régimens d'émigrés qu'y devait jeter le lendemain la flottille anglaise. Le succès de ce mouvement, qui se combinait avec les mesures des généraux vendéens, semblait devoir être décisif pour la cause du roi dans tout l'ouest de la France. Telle était du moins l'espérance de M. de Kergant.

Adossé à la balustrade d'une fenêtre ouverte, le vieux gentilhomme parlait avec enthousiasme de l'avenir plus heureux qu'il entrevoyait; toute la famille, augmentée de quelques amis, était rassemblée dans le salon; on l'écoutait en silence. Bellah, accoudée près de son père sur l'appui de la fenêtre, regardait vaguement les ténèbres étoilées. Soudain elle se redressa, et, posant sa main sur le bras du marquis : — Écoutez! dit-elle. — Tous se rapprochèrent avec hâte et prêtèrent l'oreille. Au milieu du calme de la nuit, on entendait dans la campagne un murmure imposant, pareil au bruit lointain d'une mer houleuse qui remonte une grève. C'était l'armée des chouans qui approchait. Peu d'instans après, Fleur-de-Lys, suivi d'un petit groupe d'officiers, entrait dans la cour au galop de son cheval.

Aux abords de Kergant, les bandes royalistes se partagèrent en deux colonnes, qui continuèrent de marcher sur deux lignes parallèles et peu distantes; tandis qu'une division suivait un chemin qui tournait derrière le parc et les prairies, l'autre passa devant le château. L'autorité de Fleur-de-Lys était parvenue à discipliner cette marche dangereuse et à dompter, pour cette occasion suprême, les habitudes irrégulières de ses gars. Femmes, enfans, vieillards, tout ce qui ne combattait point était demeuré dans la forêt, ou s'était dispersé dans les villages voisins. Une masse sombre et compacte défila pendant près de deux heures dans la cour et dans l'avenue du château, sans désordre et sans autre bruit que le tumulte inséparable des mouvemens d'une grande multitude. Par intervalles seulement les vitres frémissaient dans leurs châssis de plomb, quand les lourds chariots de guerre et les roues massives des caissons ébranlaient sourdement le pavé de

la cour. De temps à autre, les gars, reconnaissant Fleur-de-Lys dans le cadre lumineux d'une des fenêtres du manoir, élevaient leurs armes et agitaient leurs chapeaux dans l'air. Ces acclamations silencieuses avaient un caractère singulier et saisissant. Le jeune général, avec le petit corps d'officiers spécialement attaché à sa personne, devait rejoindre la tête des colonnes aussitôt après la célébration de son mariage.

Il était onze heures du soir. Mlle de Kergant, qui depuis l'arrivée du jeune chef avait disparu du salon, y rentra appuyée sur le bras de son père. Elle était vêtue de blanc avec un goût simple et sévère, qui n'était pas exempt de cette recherche qu'une femme apporte malgré elle jusque dans les apprêts de son supplice. On passa aussitôt dans la grande salle voisine, où la table du marquis réunit une dernière fois sa famille et ses hôtes. Le souper fut triste. Les parures des femmes, l'éclat des lumières, l'appareil de fête dont la vieille chanoinesse s'était efforcée d'entourer ce repas de fiançailles, rien ne pouvait dominer l'impression d'un danger solennel et la perspective d'une séparation prochaine. Andrée, pensive et muette, était agitée par instans de frissons convulsifs. Bellah conservait l'apparence de sa dignité habituelle; mais son extrême pâleur, son regard incertain, le pli continuel qui brisait l'arc régulier de ses sourcils, trahissaient la lutte que soutenait son ame. Fleur-de-Lys seul paraissait étranger aux appréhensions de chacun, et tout entier à la fête, à son amour, à son triomphe. Son front radieux, sa parole animée, dissipaient peu à peu la contrainte, réveillaient l'espoir, promettaient la fortune et rendaient l'essor aux esprits abattus. Tout à coup cependant un nuage s'étendit sur les beaux traits du jeune chef, et une phrase qu'il commençait resta inachevée : la porte venait de s'ouvrir; Alix était entrée; elle s'approchait de la table lentement et sans bruit. M. de Kergant courut à elle et lui reprocha avec bonté son imprudence. Alix répondit d'une voix à peine distincte qu'elle se trouvait mieux, et que, puisqu'elle en avait la force, elle voulait assister au mariage de sa jeune maîtresse. M. de Kergant, touché de cette marque d'attachement, n'insista pas, et la fille du garde-chasse prit place à côté d'Andrée; mais le visage décomposé de la jeune fille, son costume sombre, sa démarche chancelante, son apparition imprévue, avaient refermé, comme un présage funeste, tous les cœurs et toutes les lèvres. Fleur-de-Lys lui-même parut soucieux; son langage devint heurté et bizarre : voyant qu'on le regardait avec surprise, il rougit légèrement. Tout entretien cessa. Le souper s'achevait dans un silence glacial, quand la cloche de la chapelle sonna minuit, annonçant que le prêtre était à l'autel et attendait les fiancés.

La chapelle de Kergant, construction du style gothique le plus simple, s'élevait à gauche du château sur un monticule étroit qui dominait partout de quelques pieds le sol de la cour. Ce tertre, qui ser-

vait comme de base au petit édifice, était de forme à peu près circulaire : du côté qui regardait la campagne, il était terminé par une muraille de roches escarpées qui s'enfonçait dans un ravin, et que semblaient continuer les murs postérieurs de la chapelle. Du côté de la cour, il s'abaissait en croupes gazonneuses percées çà et là par des arêtes de maçonnerie. Un escalier d'une dizaine de degrés donnait accès de la cour sur la pelouse, qui s'étendait devant le porche comme un fragment d'un cimetière de village. Entre le monticule et les fossés du manoir s'ouvrait un espace libre communiquant avec la campagne, et qui avait servi de passage aux bandes royalistes. Une métairie se reliait sur la gauche au tertre de la chapelle. Tous les autres côtés du carré long formant la cour du château étaient fermés par des écuries et des bâtimens d'exploitation.

Le mouvement et le tumulte du défilé avaient cessé : trois cents hommes environ étaient demeurés pour la garde du chef. La moitié de cette troupe occupait l'avenue par petits postes espacés de distance en distance; le reste enveloppait d'un demi-cercle immobile les abords de l'escalier qui conduisait à la chapelle. A la clarté limpide et douce d'une nuit scintillante, on distinguait l'uniforme des chasseurs du roi; ils ouvrirent leurs rangs devant le cortége silencieux qui venait de sortir du château et le saluèrent militairement. Peu d'instans après, comme le tintement de la sonnette sacrée annonçait le commencement de la cérémonie, les soldats, découvrant leur tête, s'agenouillèrent, les mains jointes, à côté de leurs fusils allongés sur le sol.

Quelques cierges éclairaient l'intérieur de la chapelle d'une lumière incertaine, laissant dans l'ombre une partie des assistans : devant la petite balustrade qui entourait les degrés de l'autel, Fleur-de-Lys et Bellah étaient prosternés; le prêtre, vieillard à cheveux blancs, étendait sur la tête des fiancés sa main, qui portait l'anneau épiscopal; le marquis de Kergant se tenait quelques pas derrière sa fille, à genoux sur une longue dalle chargée d'armoiries : sa sœur, la chanoinesse, était à ses côtés. Andrée froissait dans ses mains le poêle nuptial près de se déployer : une expression extraordinaire d'impatience et de courroux avait chassé de ses traits le caractère de grace enfantine qui leur était familier. — Un peu plus loin, appuyée sur le bras de Kado, Alix était demeurée debout : son œil était fixe, ses traits tendus; on eût dit qu'elle prêtait l'oreille à un bruit inconnu. Le groupe des officiers royalistes et des serviteurs du marquis remplissait la nef obscure de la petite église.

Le moment de l'union irrévocable des époux était arrivé : le prêtre avait fait les questions sacramentelles. Bellah releva son front plus pâle que ses voiles de vierge, elle adressa au ciel un dernier regard de merci, et tendit sa main tremblante à l'anneau qui allait enchaîner sa vie;

mais tout à coup le jeune général laissa échapper la bague symbolique sur les marches de l'autel : — son nom venait d'être crié au dehors par une voix d'un accent lamentable. Il se leva. Un même sentiment d'inquiétude et d'effroi s'était peint subitement sur tous les visages. Après un court intervalle, la même voix lointaine et plaintive répéta le nom de Fleur-de-Lys; puis on distingua le son du galop d'un cheval. Le jeune homme s'élança hors de la chapelle, suivi par la foule des assistans; il franchit à grands pas l'espace qui séparait le porche de l'escalier du monticule. Un cheval, baigné de sueur, haletait au bas des degrés; les soldats aidaient à descendre le cavalier, qui paraissait se soutenir avec peine. Son front, sa poitrine, étaient souillés de sang. On lui dit que Fleur-de-Lys était devant lui; il le regarda un instant avec une fixité effrayante, murmura le mot : trahi!... et tomba mort aux pieds du chef.

Au même moment, comme pour confirmer la dernière parole du malheureux blessé, un coup sourd et profond retentit au loin. Fleur-de-Lys agita le bras pour imposer silence; quelques soldats se jetèrent à genoux et appliquèrent leur oreille contre le sol. Le même bruit, semblable à l'écho d'un orage souterrain, se fit entendre à plusieurs reprises. — C'est le canon! dit Fleur-de-Lys... L'armée est attaquée!... Qu'on amène nos chevaux!

Pendant qu'on s'empressait d'exécuter cet ordre, le prêtre, penché sur le corps du cavalier, lui cherchait en vain un reste de vie. Les soldats, plongés dans une stupeur sombre, entouraient ce groupe douloureux. Les habitans du château se pressaient en désordre sur l'escalier du tertre; quelques femmes pleuraient. A chaque détonation nouvelle qu'apportait la brise de la nuit, un frémissement courait à travers la foule.

— Mes enfans, dit Fleur-de-Lys d'une voix forte, c'est le canon des bleus, mais c'est le nôtre aussi... Nos frères combattent! ils nous appellent! En moins d'une demi-heure, nous pouvons être dans leurs rangs... Au nom de Dieu et du roi, marchons! Les chemins sont libres, suivez..... — Fleur-de-Lys fut interrompu par une rumeur qui semblait se répandre dans toute la longueur de l'avenue; les cris : Aux armes! les bleus! furent répétés coup sur coup par toutes les sentinelles; puis le bruit rapproché d'une fusillade éclata soudain. Le jeune général avait déjà le pied à l'étrier; il le retira brusquement, et, mettant l'épée à la main : — A moi, les gars! s'écria-t-il, et il se précipita en courant vers l'avenue. Tous ceux qui pouvaient tenir une arme s'élancèrent derrière lui. Le prêtre demeura seul dans la vaste enceinte de la cour. — Nous, mes filles, dit-il en remontant vers la chapelle d'un pas chancelant, allons prier.

Mlle de Kergant et Alix suivirent le vieillard jusqu'au pied de l'autel,

et se prosternèrent à ses côtés; les autres femmes, incapables de se recueillir dans un tel moment, restèrent sur la pelouse et sous la voûte du porche, échangeant à voix basse des paroles d'alarme... Quelques fenêtres du château étaient ouvertes et resplendissantes de lumière. Dans la cour, à demi éclairée par le reflet des fenêtres et par la sérénité du ciel, les chevaux abandonnés galopaient çà et là, hennissant à l'odeur de la poudre.

Cependant les sons de la fusillade, mêlés de clameurs confuses et de gémissemens, arrivaient à chaque minute plus intenses et plus distincts. Par intervalles, la grande voix du canon grondait dans l'éloignement, dominant les bruits plus voisins... Tout à coup le feu parut se ralentir; des explosions rares et isolées semblèrent indiquer que le combat était interrompu; puis, on entendit le retentissement d'une course précipitée, et l'on vit l'entrée de l'avenue s'encombrer d'une bande de chouans en désordre... Des cris aigus partirent du groupe des femmes éparses sur la pelouse. Bellah accourut parmi elles... Une décharge, dont la flamme brilla à travers le feuillage, fit trembler les vitraux de la chapelle : l'ennemi arrivait.

La troupe de Fleur-de-Lys, déjà réduite de moitié, avait riposté et s'était répandue dans la cour en rechargeant les armes. Bellah, apercevant au milieu d'eux la grande taille et les cheveux blancs de son père, écarta avec un geste d'égarement la foule de ses compagnes et s'ouvrit un chemin jusqu'à l'escalier; mais elle s'arrêta court sur les premiers degrés, frappée d'une impression nouvelle : la masse régulière et serrée des républicains débouchait de l'avenue; un jeune homme à cheval, le front nu, le sabre haut, s'avançait sur le flanc de la colonne. Aux éclairs des coups de feu, Bellah reconnut Hervé. — Bas les armes! criait le jeune commandant, bas les armes! au nom du ciel! nous sommes maîtres du château! — Comme il parlait, une pluie de mitraille, jaillissant par toutes les fenêtres du vieux manoir, jeta par terre une vingtaine de chouans. Ceux qui restaient debout parurent un moment incertains et hésitans.

— Bas les armes! reprit l'officier républicain : le château est à nous.

— A la chapelle! répondit la voix vibrante de Fleur-de-Lys; à la chapelle! Dieu et le roi! Dieu et le roi! A moi les gars!

Hervé sauta à bas de son cheval, et, se retournant vers le front de ses hommes, il leur donna rapidement ses ordres en ajoutant quelques paroles émues pour recommander à leur humanité les créatures innocentes qui étaient réfugiées dans la chapelle.

— Soyez tranquille, commandant, dit une voix d'un accent grave et goguenard. On sait que votre bijou de sœur y est; ça suffit : on mettra des gants.

— Ne vous amusez plus à faire feu, reprit vivement Hervé... La baïonnette... et en avant!

A ces mots, traversant diagonalement la cour, il se jeta dans l'espace découvert qui s'étendait entre l'avenue et le tertre de la chapelle; un peloton de grenadiers le suivit au pas de charge: le reste de la troupe continua d'avancer plus lentement en gardant les rangs.

Depuis quelques minutes, les chasseurs royalistes avaient escaladé le tertre : les uns étaient entrés dans la chapelle, refoulant brusquement les femmes folles de terreur; ils se postèrent à chaque fenêtre, à chaque ouverture et jusque dans le petit clocher à jour qui surmontait le toit. Les autres occupaient la pelouse jusqu'au bord du talus. Fleur-de-Lys se tenait au milieu d'eux, entre le porche et l'escalier, son épée d'une main, et dans l'autre un pistolet. Le marquis de Kergant et Kado, tous deux le visage noir de poudre, étaient aux côtés du chef, le fusil prêt. La voix haletante et brève de Fleur-de-Lys rompait seule par instans le silence morne qui régnait sur la pelouse et dans la chapelle. Le détachement commandé par Hervé approchait rapidement du monticule; Fleur-de-Lys leva son épée. Deux décharges successives, dirigées avec cette précision redoutable qui distinguait le tir des Bretons, jonchèrent le pavé de cadavres républicains; mais déjà Hervé mettait le pied sur l'escalier : — A moi, les Mayençais! s'écria-t-il. Au même instant, les grenadiers, gravissant le talus, envahissaient de toutes parts l'esplanade de la chapelle.

A l'impétuosité furieuse des assaillans les gars opposèrent l'énergie d'une résolution désespérée. Une mêlée terrible s'engagea : c'était un combat corps à corps; le feu était paralysé des deux côtés. On n'entendait plus que le fracas de l'acier heurtant l'acier, le bruit pesant des crosses qui retombaient comme des massues, et une confusion de plaintes étouffées et d'imprécations. Des groupes enlacés dans des étreintes mortelles roulaient pêle-mêle au bas du talus.

Au plus fort de cette lutte acharnée, une lueur rougeâtre se refléta tout à coup dans les ogives vitrées qui dominaient le porche. Cette clarté s'accrut démesurément en un instant, et illumina bientôt toute la cour d'un rayonnement sinistre. Des bourres fumantes, tombées au pied des bâtimens qui faisaient face à la chapelle, avaient enflammé des amas de paille sèche : le feu s'était communiqué à l'intérieur; de larges étincelles voltigeaient dans l'air au milieu d'énormes tourbillons de fumée; des jets flamboyans sortaient déjà par les fenêtres des granges et crevaient les toitures de chaume.

Le combat, éclairé par les réverbérations de l'incendie naissant, continua avec plus de violence : les coups étaient portés d'une main plus sûre et plus prompte. Les blessés et les morts, entassés tout autour du talus, aidaient de nouveaux détachemens républicains à esca-

lader le monticule; des chouans sortis de la chapelle venaient en même temps rétablir l'égalité des forces. Hervé, blessé au visage, deux fois rejeté au bas des degrés, était enfin parvenu au centre de la pelouse, en se frayant une route à coups de sabre : il se trouvait face à face avec Fleur-de-Lys, qui, toujours invulnérable, le pied appuyé sur un monceau de mourans, les cheveux épars, brandissait son épée sanglante. Les deux jeunes gens poussèrent un cri en se reconnaissant; leurs deux lames se choquèrent : à la première passe, l'épée de Fleur-de-Lys se brisa. En ce moment suprême, la forme blanche d'une femme apparut à l'une des fenêtres de la chapelle, et se pencha comme près de se précipiter. — Hervé! cria-t-elle d'une voix perçante qui se fit entendre au-dessus du combat, Hervé! on tue mon père!...

Le bras de Hervé resta suspendu; ses yeux se détournèrent subitement de son ennemi désarmé. Il aperçut, à quelques pas, le marquis de Kergant adossé au mur et enveloppé d'un cercle menaçant de grenadiers. — Mes enfans! Bruidoux! s'écria Hervé en s'élançant vers le groupe, sauvez le vieillard!

Comme il disait ces mots, l'explosion d'un pistolet retentit derrière lui, et il tomba en poussant un faible gémissement. Fleur-de-Lys, après avoir accompli cet acte de haine plutôt que de courage, jeta son pistolet et ramassa le sabre d'un blessé; mais le sergent Bruidoux avait vu le meurtre, il avait abaissé brusquement son fusil vers le jeune chef : — Lâche! dit-il. Le coup partit en même temps et traversa la poitrine de Fleur-de-Lys.

Aucun des détails de cette scène, dont le récit ne peut retracer la rapidité, n'avait échappé aux soldats républicains qui étaient demeurés dans la cour. L'officier à qui appartenait désormais le commandement éleva la voix : — A bas du tertre! cria-t-il, à bas du tertre, tous! — Les grenadiers obéirent et sautèrent en désordre sur le pavé. Une décharge balaya tout ce qui restait vivant sur la pelouse. — A l'assaut! vengeons le commandant! reprit l'officier.

Toute la troupe gravit l'esplanade à sa suite; mais, après d'intrépides efforts, elle se replia sous la mitraille que vomissait l'ouverture barricadée du porche, et sous le feu plongeant des fenêtres et du clocher. Les soldats, à un nouveau commandement, s'éparpillèrent dans la cour, où l'ardeur de l'incendie devenait presque insoutenable; quelques-uns se mirent à genoux au pied du monticule, couverts par la hauteur du talus et tirant dans le clocher; d'autres se logèrent çà et là derrière des meubles, des auges et des chariots qu'on arrachait des hangars incendiés : ainsi retranchés, ils purent entretenir la fusillade avec moins de danger et avec un succès que trahissait peu à peu le ralentissement du feu de la chapelle.

Tout à coup un gars d'une stature gigantesque sortit du porche et

s'avança seul sur la pelouse. Bruidoux, qui était agenouillé au bas du talus, se leva subitement : Camarades! cria-t-il de toute la force de ses poumons, ne tirez pas! c'est le vieux garde-chasse... celui qui m'a sauvé la vie!... Rends-toi, mon brave, rends-toi! — C'était Kado en effet : il ne sembla pas entendre la voix du sergent; mais, profitant à la hâte du moment de trêve que lui laissaient les républicains étonnés, il dégagea de l'entassement de cadavres deux corps sanglans, ceux de Hervé et de Fleur-de-Lys, les chargea sur ses épaules et rentra dans la chapelle avec son double fardeau. — Rends-toi! reprit Bruidoux avec éclat. Rendez-vous! le feu est au clocher! la chapelle brûle! — Aucune voix ne répondit. Les chaises et les bancs qui barricadaient l'entrée du porche furent repoussés au dehors, et la porte massive de la petite église se ferma avec bruit.

L'avis effrayant que venait de donner Bruidoux au garde-chasse était véritable. Des fragmens échappés de la fournaise qui dévorait les granges avaient volé sur le toit desséché de la métairie contiguë à la chapelle, et déjà des langues de feu s'allongeaient en tournoyant jusqu'au clocher. Deux ou trois chouans apparaissaient suspendus dans la charpente au milieu de la fumée et rechargeant leurs armes. Des fenêtres basses de la chapelle, des coups de feu partaient encore par intervalles.

Bruidoux s'approcha de l'officier qui remplaçait Hervé : — Capitaine, dit-il, ne vas-tu rien faire pour ces malheureux? — L'officier, le front violemment contracté, les mains unies sur la poignée de son sabre, dont la pointe creusait le sol, contemplait d'un œil sombre les progrès de l'incendie. — Que veux-tu que je fasse? dit-il. Tu vois qu'ils tirent toujours... mon devoir me défend de sacrifier un seul homme inutilement... regarde la figure de ces gens là-haut : ils ne se rendront pas!

— Je vais leur parler, moi, reprit Bruidoux. Permets-moi seulement de leur promettre la vie.

— Promets tout, dit l'officier en détournant le visage, car c'est horrible.

Bruidoux revint au tertre en courant et sauta sur l'esplanade; deux balles percèrent ses habits; il poursuivit sa course, gagna sain et sauf l'abri du porche, puis, ébranlant la porte à coups de crosse : — La vie à tous! cria-t-il. Kado! citoyennes! voulez-vous la vie... la liberté... tout, on vous promet tout! sortez! — L'honnête sergent parlait en vain, soit que les bruyans ravages de l'incendie couvrissent sa voix, soit que les crimes dont cette guerre avait été souillée fissent douter de ses promesses. Il s'acharna pourtant dans la mission de dévouement qu'il s'était imposée, jusqu'au moment où les cris de ses camarades l'avertirent que le toit de la chapelle était près de s'écrouler et de lui couper la retraite.

Pendant ce temps, voici quel était l'aspect intérieur de la chapelle et ce qui s'y passait. Le pavé disparaissait sous les cadavres amoncelés; à chaque instant, de nouvelles victimes tombaient de la hauteur des fenêtres, ou roulaient sur les marches du petit escalier tournant qui conduisait au clocher. La voûte se crevassait de fissures profondes, d'où filtrait une fumée dense et noire; des épis de feu étoilaient par intervalles le dais sombre qui ondoyait autour des corniches. Le vieux prêtre gisait sans vie au pied de l'autel; la chanoinesse et une des servantes du château étaient renversées mortes à ses côtés; d'autres femmes, vivantes et plus malheureuses, se lamentaient et se tordaient les bras. Bellah et Alix, les cheveux dénoués et flottans, affaissées sur leurs genoux, prodiguaient des soins inutiles à Andrée évanouie de frayeur; les deux jeunes filles reportaient par instans leurs yeux égarés sur Fleur-de-Lys et sur Hervé, étendus tous deux côte à côte contre le marbre de l'autel.

Au bas des marches, le garde-chasse, secondé par un jeune gars, le seul avec lui qui restât sans blessure, avait débarrassé des corps morts la dalle armoriée qui semblait marquer la place d'une sépulture de famille : au moyen de barreaux de fer détachés de la balustrade, ils firent sauter quelques pavés autour de la dalle; puis, soulevant avec effort la lourde plaque de granit, du côté qui regardait l'autel, et l'étayant à mesure avec des débris d'armes et de meubles, ils en exhaussèrent peu à peu une des extrémités à deux pieds au-dessus du sol; l'ouverture laissait apercevoir les premières marches d'un escalier qui plongeait dans un caveau. Les deux barres de fer, assujetties solidement sur le premier degré de cet escalier, soutinrent aux deux angles la dalle inclinée, formant comme les ressorts tendus d'une trappe colossale. Le jeune gars qui avait aidé Kado à accomplir ce travail ressaisit alors son fusil, et reprit son poste à une des fenêtres. Presque aussitôt il retomba frappé au cœur.

Dès que l'issue de la crypte s'était montrée praticable, un groupe de femmes l'avait assiégée avec fureur. Kado leur représenta vivement qu'il ne serait pas capable tout seul de relever la dalle qu'elles menaçaient de renverser dans le désordre de leurs mouvemens, et que toute voie de salut allait leur être fermée; il les força à se courber l'une après l'autre, et elles disparurent en rampant dans l'obscurité du souterrain. Se retournant alors vers l'autel, le garde-chasse souleva d'une main le corps frêle et inanimé d'Andrée, entraîna de l'autre Bellah éperdue, et revint vers la dalle entr'ouverte.

— Non, non! pas moi! Hervé! murmurait la jeune fille en essayant de résister à l'étreinte puissante du bras qui l'attirait.

— Soyez tranquille, mademoiselle, répondit Kado. Je vous promets de le sauver; mais entrez, entrez, ou je ne réponds de rien.

Mlle de Kergant obéit. Kado descendit derrière elle portant la sœur de Hervé. Il reparut quelques minutes après. Une fumée plus épaisse remplissait la chapelle.

— Alix, mon enfant! cria le garde-chasse. Mon Dieu! cette clarté m'éblouit, cette fumée m'aveugle, où es-tu?

— Ici, mon père, dit Alix, près de vous.

— Oui, ma fille, oui... Quelle nuit, grand Dieu!... mais tu y vois, toi... Où est le chef?... il faut le sauver d'abord... Je sauverai notre jeune maître ensuite, si Dieu le permet... Où est-il? lequel est Fleur-de-Lys?

— C'est celui-ci, mon père, répondit la jeune fille.

Le garde-chasse enleva le corps immobile que lui indiquait la main d'Alix, et se replongea avec précaution dans la crypte béante. — Viens, Alix, criait-il, viens! N'attends pas une minute de plus... suis-moi... Tu me suis, n'est-ce pas?

— Oui, mon père, répondit Alix en se redressant; mais elle ne le suivait point. Elle s'était approchée du blessé qui restait encore au pied de l'autel, et, se penchant vers lui : — Fleur-de-Lys, dit-elle, je vous ai dit que, si vous me trompiez jamais, vous me reconnaîtriez... Me reconnaissez-vous?

Un gémissement s'échappa de la poitrine du blessé.

— Quelle lâcheté! reprit la jeune fille, dont la parole sifflait entre ses dents; quelle lâcheté et quelle barbarie! par quels liens cruels vous me teniez! Ah! vous saviez bien que je souffrirais tout, tout plutôt que de révéler à mon père la honte de son enfant, plutôt que de déchirer le cœur généreux de mon innocente rivale... Aussi ne l'ai-je pas fait. Pauvre Bellah! je l'ai accablée de bien des douleurs, mais la plus amère, je l'ai gardée pour moi! Je n'ai point fait rougir son front de votre infamie... Elle peut vous pleurer, elle ne vous connaît pas!

Durant ces paroles, le visage de Fleur-de-Lys s'était empreint d'un sentiment de souffrance indéfinissable; il parut rassembler péniblement ses forces expirantes. Ses lèvres s'entr'ouvrirent : — Écoute, murmura-t-il, écoute, je n'ai aimé que toi... L'orgueil... l'ambition l'ont emporté... mais, devant Dieu... je n'ai aimé que toi... Alix... prends ma main... tu es ma femme!...

— Malheureuse! s'écria la jeune fille, il me trompe encore, mais je l'aime... je le sauverai! — En même temps elle enlaçait de ses deux bras le corps du jeune chef, puis elle se précipita vers la dalle suspendue. — Debout devant le caveau, son père la regardait d'un œil terrible. Alix recula, ses genoux fléchirent, et son fardeau roula à ses pieds. — Mon père, s'écria-t-elle en joignant ses mains avec angoisse, laissez-moi mourir, mais sauvez-le!

— Ni toi, ni lui, dit le garde-chasse d'une voix sourde : jamais la

trahison n'est entrée là! Il s'était retourné en prononçant ces mots : d'un coup de pied il renversa les deux barreaux de fer qui soutenaient la dalle; la pierre sépulcrale retomba lourdement. — Prions Dieu maintenant, reprit le vieillard d'un accent solennel. Priez, monsieur le duc, si vous m'entendez. Prie pour lui, toi, si tu l'aimes. — Un cri déchirant d'Alix lui répondit. Ce fut le dernier. Des torrens de flamme s'engouffraient dans la chapelle; un épouvantable craquement retentit; de longues gerbes d'étincelles jaillirent des charpentes qui se rompaient de toutes parts, et la voûte s'abîma tout entière, ensevelissant sous sa masse embrasée les vivans et les morts.

Une heure avait suffi à contenir tant de désastres. Quand la lueur pâle de l'aube vint se mêler aux derniers reflets de l'incendie, elle n'éclaira, dans toute l'enceinte des ruines fumantes, qu'une solitude parsemée de débris humains.

XV.

..... J'entendis fermer à clé les portes de l'horrible tour: je regardai mes enfans sans parler.....

(DANTE.)

Le caveau qui avait recueilli tout ce qui restait de la famille et de la maison de Kergant s'étendait circulairement dans les flancs du monticule, sous une voûte arrondie que soutenait une assise de maçonnerie prolongée d'un côté par les parois de la roche vive. Sur le sol humide, le pied heurtait de place en place le relief d'une pierre tumulaire. Quelques fissures du rocher renouvelaient à peine l'atmosphère épaisse de la crypte. Quand la dalle de granit qui fermait l'issue unique du souterrain fut retombée sous le pied de Kado, aucune lumière, aucun rayonnement ne troubla plus les ténèbres familières de ce lieu néfaste. En même temps le sourd fracas qui ébranla la voûte annonçait aux malheureuses captives que le secret de leur retraite n'appartenait plus à aucun être vivant et que leur tombe était scellée sur leur tête.

Mais, seule, Mlle de Kergant avait conservé assez de liberté de pensée pour ressentir l'horreur de ce dernier coup. Les autres recluses, muettes et comme frappées d'idiotisme, sanglotaient dans un coin. Au bruit de l'écroulement de la chapelle, Bellah s'était élancée sur l'escalier du caveau : elle chercha, d'un effort convulsif, à repousser la dalle abattue; mais la vigueur de plusieurs hommes réunis se fût en vain épuisée à ce travail. Bellah redescendit lentement en serrant son front brûlant dans ses deux mains. Elle regagna en tâtonnant la place où elle avait laissé Andrée étendue, la tête un peu relevée contre le mur. — Que le bon Dieu, dit-elle en s'agenouillant près de la jeune fille, que le bon Dieu t'épargne le réveil, pauvre innocente!

Comme elle parlait, une plainte sortit des lèvres du blessé qui reposait à côté d'Andrée, et que Bellah avait entendu appeler par Kado du nom de Fleur-de-Lys.

— Vous souffrez beaucoup, monsieur, reprit-elle en se courbant vers celui qu'elle croyait être le jeune chef.

— Bellah! est-ce vous? murmura le blessé.

Mlle de Kergant poussa un cri navrant et profond qui semblait échappé des entrailles d'une mère : Hervé! dit-elle, mon Hervé!... Et sa main rapide parcourait la poitrine et le front sanglant du jeune homme, mais avec une précaution si tendre, que Hervé croyait sentir le battement des ailes d'un oiseau.

Après quelques minutes données au recueillement d'une prière fervente, et aussi à la secrète pudeur d'avoir oublié un instant son père mort, Bellah reprit plus doucement : — C'est donc vous, Hervé! c'est vous! nous voilà réunis enfin! mais dans quel moment et dans quel lieu! Dieu de bonté! vous ne savez pas....

— Je sais, interrompit Hervé... Je souffrais, mais je n'ai point perdu le sentiment.... Je sais où nous sommes.... seulement.... je... je n'ose vous demander... ma sœur... ma petite Andrée?

— Elle est là.... elle vit.... elle est évanouie encore.... mais elle n'a aucun mal.... La voilà près de vous.

— Hélas! faut-il remercier Dieu?... Ne vaudrait-il pas mieux pour elle.... Dites-moi, Bellah... vous êtes courageuse, vous... la dalle s'est refermée, n'est-ce pas? tout est mort là-haut?...

— A moins d'un miracle, tout est mort, dit Bellah.

— Ainsi, personne ne sait que nous sommes ici?

— Personne, je le crois.

— Au nom du ciel! qu'Andrée ignore cela, chère Bellah, jusqu'à... jusqu'au bout.

— Silence, Hervé, silence!... Elle revient... elle va vous entendre.

Andrée, en effet, reprenait ses sens peu à peu; elle étendit les bras et se retourna sur sa couche glacée, comme un enfant qui s'éveille dans son berceau. Mlle de Kergant, penchée vers elle, l'appela d'une voix caressante. La pauvre petite murmura d'abord quelques paroles sans suite, et demanda s'il n'était pas bientôt jour; puis, le sentiment de la terrible vérité dissipant par degrés les nuages de son esprit : — Où suis-je, mon Dieu! s'écria-t-elle.... — Bellah, la couvrant de baisers, lui répondit qu'elles étaient en sûreté et lui fit prendre la main de Hervé. Elle lui apprit ensuite ce qu'il était impossible de lui cacher, leurs pertes irréparables et toutes les circonstances qui les avaient forcées de chercher un refuge dans le souterrain; mais elle ajouta que Kado était parvenu à se sauver avec un ou deux serviteurs du château, et qu'il viendrait les tirer de leur prison aussitôt qu'elles ne seraient

plus exposées à tomber au pouvoir des républicains. Ces assurances, se joignant à la présence d'un frère qu'elle avait pensé ne revoir jamais, apaisèrent le trouble d'Andrée. Quelques rayons du jour, qui pénétraient alors dans le caveau à travers les fentes du rocher et les interstices du mur, achevèrent de rendre le calme à sa pensée.

Les deux jeunes filles, unissant leurs forces, aidèrent Hervé à prendre la position que sa blessure lui faisait paraître la moins douloureuse : la balle de Fleur-de-Lys lui avait brisé l'épaule; chaque mouvement lui arrachait malgré lui de faibles plaintes. Aussitôt il essayait de démentir, par son langage tranquille et presque gai, les surprises involontaires de la souffrance. Andrée, lui rendant ces tendres mensonges, s'efforçait de le distraire par un babil ingénu et souriant, qu'elle entremêlait de larmes furtives.

Bellah les quittait de temps à autre et se rapprochait des paysannes qui étaient affaissées contre le rocher, se lamentant par intervalles, puis retombant dans une muette apathie. La résistance aux grandes fatigues du malheur ne se mesure pas à la force du corps, mais au ressort de l'ame. Bellah, dont la délicate complexion était encore affaiblie par plusieurs semaines de souffrance, avait puisé tout à coup une vie nouvelle dans l'extrême infortune sous laquelle succombaient ses compagnes aux membres plus robustes, mais au cœur moins vigoureusement trempé. Mlle de Kergant, s'adressant tour à tour à chacune de ces malheureuses, les appelant par leur nom, leur serrant les mains, leur parlant de leur foi qu'elles oubliaient, de Dieu qui ne les oubliait pas, parvenait à leur inspirer quelque résignation. Plusieurs fois, dans le cours de chaque heure, la noble fille revenait vers ce groupe d'affligées; elles lui baisaient les mains en pleurant et s'attachaient aux pans de sa robe en la suppliant de ne pas les abandonner. Elles semblaient la prendre pour l'ange de la charité.

Hervé paraissait plus calme. Il avait perdu beaucoup de sang, et les élancemens de la fièvre en étaient un peu tempérés. Andrée, heureuse de le voir moins souffrir, confiante dans les illusions dont on l'avait bercée, recouvrait peu à peu la vivacité gracieuse de son naturel; elle formait des projets; elle parlait de l'avenir, ne soupçonnant pas que tout l'avenir de sa jeunesse était enclos dans les étroites limites de ce caveau funèbre. Elle irritait par ces innocentes rêveries les sourdes angoisses qu'elle croyait apaiser. Mlle de Kergant, cherchant à modérer un espoir qui devait être si cruellement déçu, lui rappela avec douceur tout le sang et tout le deuil qui étaient sur elles.

— Bellah, interrompit Hervé, il faut que vous me pardonniez la part que j'ai eue à tous les coups qui vous frappent... J'attends ce pardon de votre bonté, de votre justice...

— Comment pourrais-je vous accuser, Hervé, répondit la jeune

fille, devant cette blessure que vous avez reçue en voulant sauver mon pauvre père?

— Dis-lui que tu l'aimes toujours, cela vaudra mieux, dit Mlle de Pelven.

— De grace, mon Andrée! reprit Bellah.

— Où serait le mal? poursuivit Andrée avec une émotion à travers laquelle perçait son étourderie enfantine. Nos malheurs sont affreux, je le sais, je le sens comme toi... mais pourquoi méconnaître la consolation que Dieu a voulu laisser à des orphelins? C'est sa main qui a tout dirigé, et je la bénis en pleurant ceux qu'elle a accablés. Dieu n'a pas permis que tu fusses la proie de ce mauvais homme, de ce misérable Fleur-de-Lys... car tu te sacrifiais, il faut que Hervé le sache bien... D'ailleurs, tu n'as plus de phrases à faire, vois-tu, et en voici la raison : Tu sais bien, ta lettre... ta fameuse lettre... eh bien! c'était moi qui l'avais prise, et je la lui ai envoyée, à Hervé, et il la sait par cœur, n'en doute pas.

Mlle de Kergant demeura d'abord tout interdite à cette révélation, puis elle balbutia quelques mots de reproche; mais la main hésitante du blessé ayant tout à coup rencontré la sienne, Bellah se tut : sa tête s'inclina comme honteuse; la source tarie de ses pleurs se rouvrit et inonda le visage de Pelven. Andrée s'éloigna de quelques pas, les laissant à cette effusion dont l'ivresse était troublée par plus d'amertume qu'elle ne le pouvait supposer.

Comme Andrée tentait avec distraction d'agrandir une des fentes du mur, elle sentit trembler sous ses doigts une pierre qui était un peu en relief; elle la détacha presque sans effort. Une lueur plus vive se répandit dans le caveau. Andrée appela sa sœur avec un cri de joie. La pierre enlevée avait laissé dans la muraille, à la naissance de la voûte, une ouverture où l'on pouvait introduire le poignet. Le vide allait se rétrécissant dans l'épaisseur de la maçonnerie, à travers une fissure verticale et irrégulière qui se prolongeait jusqu'à l'extérieur; selon toute apparence, cette déchirure s'ouvrait au dehors dans un des pans de mur qui crevaient en quelques endroits le talus de la pelouse. Bellah essaya vainement d'élargir l'issue. L'écrasement de la voûte, en disjoignant quelques-unes des énormes assises, n'avait fait que les consolider les unes sur les autres. Le seul avantage que pouvaient retirer les captifs de cette découverte, c'était de respirer un air moins étouffant, et de distinguer, à travers une meurtrière de la largeur de deux doigts et d'une profondeur d'une demi-toise environ, quelques pavés de la cour et une zone verte découpée sur le gazon qu'ombrageaient les premiers arbres de l'avenue. Cette faible vision du monde extérieur, de la vie, de la liberté, du soleil, causa à Mlle de Kergant une impression poignante. Andrée, au contraire, fut confirmée par cette

perspective, toute limitée qu'elle fût, dans l'espoir d'une prochaine délivrance, et la crut déjà à demi réalisée. Elle revenait de temps à autre attacher son œil sur le champ étroit que laissait apercevoir la fissure, épiant avec une impatience agitée l'apparition d'un libérateur.

Bellah, profitant d'un des instans où Andrée s'absorbait dans cette vaine contemplation, demanda tout bas à Hervé s'il croyait que leurs cris pussent être entendus du dehors à travers cette ouverture dont elle lui avait décrit la forme et les dimensions. Hervé répondit qu'il ne le croyait pas possible, à cause de la profondeur de la maçonnerie et des irrégularités de l'interstice qui briseraient la voix et l'étoufferaient. — En tout cas, ajouta-t-il, les sons qui parviendraient à l'extérieur seraient trop incertains pour attirer l'attention d'un indifférent, et, si quelqu'un venait pour rechercher un parent ou un ami, assurément il monterait jusqu'aux débris de la chapelle; nous entendrions le bruit de ses pas sur la voûte, et il serait temps alors de tenter cette dernière ressource. Jusque-là, des cris ne feraient que redoubler inutilement l'effroi de ce séjour, et Andrée et les autres ne pourraient plus s'abuser... Oh! Bellah! avec quelle joie je donnerais ce qui me reste de sang pour vous épargner, à vous et à elles toutes, les momens que j'entrevois!...

— Mais j'ai réfléchi, Hervé... rien n'est encore perdu... On peut venir, on viendra certainement donner la sépulture aux infortunés... La voix de Bellah s'éteignit sur ses lèvres tremblantes de souvenir.

Hervé reprit après une pause : — Bellah, il m'est impossible de vous tromper, vous... vous ne pouvez le demander... On viendra sans doute, mais peut-être dans deux jours... ou plus tard. La terreur est dans le pays. J'ai vu souvent des champs de massacre comme celui-ci longtemps abandonnés... et puis ceux qui viendront connaîtront-ils le secret de ce caveau?... Aurez-vous alors la force de pousser un cri?... et ce cri sera-t-il entendu?... Cela est douteux... cela n'est pas probable...

— Ainsi, dit Bellah, il faut désespérer tout-à-fait, dites, Hervé?... Parlez sans crainte, vous me jugez bien.

— Nous avons, répondit Hervé, une espérance, une seule : c'est Francis... Son devoir l'attachait à la suite du général... S'il a survécu à la bataille qui a été livrée cette nuit, je ne doute pas qu'il... je ne sais ce qu'il peut faire,... mais il me semble que je le sauverais si j'étais à sa place et qu'il fût ici... Pauvre Francis!...

De longues heures s'écoulèrent ainsi. Déjà le jour baissait, et la crypte se replongeait par degrés dans son obscurité lugubre. Andrée était venue se rasseoir aux côtés de son frère. Elle commençait à soupçonner qu'on l'avait trompée, elle ne parlait plus; des gouttes de sueur glissaient sur son front. Quand les derniers rayonnemens du jour se

furent éteints, elle ne put contenir l'expression de son angoisse; elle laissa échapper des mots de désespoir entrecoupés de sanglots déchirans. Bellah la tint long-temps serrée dans ses bras, sans pouvoir la calmer. Hervé, que la fièvre avait repris violemment au commencement de la nuit, avait peine à rester maître de sa raison.

Dans une autre partie du caveau, les quatre servantes offraient une scène plus misérable encore. La nuit avait tué le reste d'espérance qui les soutenait, et, les premières tortures de la faim leur donnant en même temps un affreux pressentiment du lendemain qui les attendait, elles sortirent tout à coup de leur torpeur avec l'énergie furieuse de l'instinct révolté : elles parcouraient le caveau comme en démence, frappant les parois de leur front et faisant entendre des clameurs sauvages. Ces transports avaient quelque chose de brutal et d'odieux, dont l'esprit d'Andrée fut atterré; elle cessa de gémir et tomba bientôt dans un anéantissement profond comme le sommeil de l'enfance ou de la mort. Les autres recluses, cédant aux pieuses consolations que ne cessait de leur prodiguer leur jeune maîtresse et succombant aussi à la nature épuisée, rentrèrent peu à peu dans le silence et dans une apparente insensibilité.

Nous passerons rapidement sur les heures qui suivirent. Mlle de Kergant s'était remise à genoux et priait. Hervé n'avait pu résister long-temps à la fièvre ardente qui le dévorait; des paroles bizarres et sans suite se pressaient sur ses lèvres par instans; ses mains brûlantes cherchaient la fraîcheur humide des parois. Bellah n'essaya point de l'arracher à ce délire, qui du moins était l'oubli. Vers le matin, elle s'abandonna malgré elle au sommeil qui pesait sur ses paupières et à la défaillance qui déjà troublait son cerveau.

Elle fut réveillée par la voix de Hervé, qui l'appelait avec persistance : Bellah! Bellah! disait-il, écoutez! J'entends marcher! Il y a du monde dans la chapelle! — Bellah pensa d'abord que le blessé était dupe des illusions de la fièvre; mais, en prêtant l'oreille, elle entendit distinctement un bruit de pas au-dessus de sa tête. Elle se leva aussitôt. Les rayons du jour pénétraient de nouveau dans la crypte. Elle chercha l'escalier, en gravit rapidement les degrés, et frappa de la main coup sur coup la dalle qui fermait l'entrée. — Non, non! pas là! reprit Hervé. Il est impossible qu'ils entendent cela! A l'ouverture de la muraille, chère Bellah... et appelez... appelez de tout votre courage!

Bellah descendit l'escalier avec précipitation, et, approchant ses lèvres de l'espèce de meurtrière que le hasard leur avait fait découvrir la veille, elle poussa plusieurs cris aigus, puis elle s'arrêta, retenant son haleine pour écouter. — Mon Dieu! murmura-t-elle après quelques minutes, je n'entends plus rien, Hervé!... Ils ont quitté la chapelle! — Hervé ne répondit pas. — Si nous pouvions crier toutes à

la fois, reprit la jeune fille, peut-être... Et, tout en parlant, elle courait à ses compagnes d'infortune, et cherchait à les faire sortir de leur stupeur en les suppliant de joindre leur voix à la sienne. Andrée seule parut comprendre ce qui se passait; elle se souleva à demi sur ses genoux, mais elle retomba aussitôt sans mouvement. Bellah, secouant la tête douloureusement, revint à l'ouverture de la muraille et y plongea son regard. — Je les vois! s'écria-t-elle! je les vois!...

— Qui? Les connaissez-vous? dit Hervé.

— Oui... C'est le jeune officier!

— Francis!

— Et le sergent... puis deux autres... ils s'éloignent, mais lentement et comme à regret.

— Encore un effort, Bellah, si vous le pouvez... Au nom du ciel!

Bellah répéta ses cris, qu'elle séparait par de courts intervalles.

— Eh bien!... eh bien!... reviennent-ils? demanda Hervé d'un accent étouffé.

— Non, non! Oh! mon Dieu! vous êtes cruel!... Je ne les vois plus... Ils ont déjà dépassé la partie de la cour que je puis apercevoir;... mais les voici encore,... ils reparaissent,... ils sont à l'entrée de l'avenue! Ils s'en vont!... ils s'en vont!... Seigneur! Seigneur! faites qu'ils m'entendent!... A nous! au secours! Francis! Francis!

Bellah avait épuisé dans ce dernier appel tout ce qui lui restait de force. Hervé l'interrogea encore; elle lui répondit d'une voix faible comme un souffle: — Ils se sont arrêtés.... ils se retournent.... je crois. Oui, je crois qu'ils ont entendu... Ils paraissent se consulter... Ah! malheur à nous! ils s'éloignent! ils sont partis!... — Ces derniers mots se brisèrent dans la poitrine de Bellah; elle chancela, puis s'affaissa jusqu'à terre dans les plis de sa robe blanche.

Hervé fut pris d'un nouvel accès de délire, que désolaient des éclairs de raison; une fantasmagorie étrange faisait passer devant ses yeux des images riantes que chassait aussitôt le sentiment effrayant de la réalité. Il lui semblait entendre de nouveau des pas au-dessus de la voûte, et comme le retentissement sourd d'un travail continu; puis ces bruits se perdaient dans les murmures sans nom qui remplissaient son oreille. Soudain, — il crut encore rêver, — la pure lumière du soleil entra à flots dans la crypte; des ombres humaines se dessinèrent au bout de l'escalier dans le cadre radieux de la dalle ouverte.

— Pelven! cria d'en haut une voix jeune et émue.

— Francis! à moi, mon Francis! répondit Hervé. . . . . .

. . . . . .

. . . . . .

Le vieux manoir avait été préservé par la solidité de ses murailles des atteintes de l'incendie. Une heure après la scène que nous venons

de raconter, le commandant Hervé reposait dans le grand lit antique où il avait dormi le doux sommeil de sa première jeunesse. Dans l'embrasure d'une fenêtre, un vieux chirurgien en uniforme remettait en ordre l'arsenal inquiétant de sa profession. Un personnage, d'un aspect à la fois grave et burlesque, dont le pantalon à raies était voilé jusqu'au genou par un tablier de toile blanche, soulevait d'une main la tête du blessé, et lui présentait de l'autre une tasse de bouillon.

— Sur ce sujet, commandant, disait le singulier garde-malade, j'ose dire que vous avez dû éprouver un effet moral du diable dans cette catacombe.

— Oui, mon vieux Bruidoux, la nuit a été rude. Comment va ma sœur?

— Elle refleurit à vue d'œil, commandant. Tout le monde généralement dans la bicoque paraît reprendre le goût du pain. Il n'y a que ce pauvre petit gars, le fils de Kado, qui continue à me fendre le cœur. Là-dessus, commandant, il m'est venu une idée : j'ai envie d'adopter l'enfant; il le mérite, car premièrement il est orphelin, secondement il m'a sauvé la vie dans la forêt, troisièmement il vient de sauver la vôtre..... Si nous ne l'avions pas rencontré dans l'avenue, et s'il ne nous avait pas mis le nez sur l'enclouure du caveau, il n'y a pas à dire... nous filions définitivement. J'ai donc dessein de lui servir de père; Colibri, d'un autre côté, s'offre à lui servir de mère, et il en est capable à cause de la douceur de son caractère...

Francis entrait en ce moment. — Commandant, dit-il, Mlle Bellah est tout-à-fait remise depuis que je lui ai affirmé que le docteur garantissait votre guérison...

— Je ne garantis rien, interrompit brusquement le vieux chirurgien, si vous ne me flanquez pas un peu de silence! demi-tour à droite... assez causé!

Le sergent et Francis sortirent de la chambre sur la pointe du pied, et Hervé fut bientôt profondément endormi.

OCTAVE FEUILLET.

LES QUAKERS.

BARCLAY, PENN ET LE QUAKÉRISME DE NOS JOURS.

I. *A Popular Life of George Fox* (*Biographie populaire de George Fox*), par Josiah Marsh; 1 vol. in-8°, London, C. Gilpin.
II. *A History of the Society of Friends* (*Histoire de la Société des Amis*), par W. R. Wagstaff; 1 vol. London, Wiley and Putnam.
III. *Observations on the distinguishing Views and Practices of the Society of Friends* (*Observations sur les Doctrines et Usages particuliers de la Société des Amis*), par J.-J. Gurney; 1 vol. Norwich, Josiah Fletcher.
IV. *A Memoir of the Life of Elisabeth Fry* (*Mémoires d'Élisabeth Fry*); 2 vol. in-8°, London, C. Gilpin.
V. *Life of William Allen* (*Vie de W. Allen*), 3 vol. London, C. Gilpin.

III. — BARCLAY. — LES ORTHODOXES ET LES DISSIDENS.

J'ai raconté les nombreuses épreuves que la Société des Amis avait eu à traverser (1). Ses présomptions, ses souffrances et ses déceptions auraient pu être prévues. Son succès définitif avait seul lieu de surprendre. Le jour où elle était parvenue à s'établir, ou plutôt à se rendre compatible avec l'ordre général, l'expérience du passé avait reçu un étrange démenti, car ce jour-là, ce qui s'était fait accepter, c'était précisément ce vieux mysticisme que, d'après ses œuvres antérieures, le monde était en droit de regarder comme un fanatisme essentiellement destructeur. Ce jour-là, ce qui avait fondé quelque chose, c'était cette terrible religion du sens propre qui, en soutenant que l'homme a

(1) Voyez la première partie de ce travail dans la livraison du 1er avril.

en lui un oracle infaillible, était toujours arrivée, plus ou moins, à conclure que chacun devait être absolument libre de faire tout ce qu'il voulait. Le plus curieux, c'est que cette même doctrine avait triomphé presque en même temps sur plus d'un terrain. Tandis qu'elle prenait pied dans la théologie, elle s'emparait, sous le nom d'induction, de toute la philosophie de l'Europe. Jusque-là, c'était à une synthèse ou à une révélation écrite que les hommes avaient été astreints à demander ce qu'ils devaient faire et penser. Désormais, rien de pareil. La méthode de Bacon n'admettait plus d'autre législateur que la raison individuelle. Elle enseignait à l'individu à se former par lui seul ses idées et à n'accepter pour bonnes que les opinions qui lui rendaient compte de sa propre expérience.

Quelles concessions avait donc faites la dangereuse théorie des mystiques pour devenir pratiquement possible? En suivant ses transformations dans le quakérisme (1), nous y reconnaîtrons vite les mêmes métamorphoses qu'elle a subies en philosophie sous l'influence de Descartes. L'*Apologie* de Barclay peut nous éclairer complétement à cet égard, et, du même coup, elle nous fera connaître quelles sont les croyances et les particularités des quakers de nos jours; car, depuis son apparition (1675), ni le dogme ni la discipline de la société n'ont été modifiés, peut-être parce que la société est soumise au régime du

(1) La Société des Amis a trouvé parmi ses membres plusieurs historiens : Sewell, Gough, Besse, Wagstaff. Les deux premiers surtout ont recueilli fort au long ses annales, et quoiqu'ils aient écrit sous l'empire d'une croyance spéciale, c'est-à-dire d'un système qui les obligeait à s'expliquer les faits d'une certaine manière, ils ne sont pas moins assez consciencieux et assez riches en documens positifs pour que tout lecteur (quel que soit son point de vue) puisse, d'après eux, se former une idée à peu près complète des quakers. Toutefois leurs ouvrages sont moins des études historiques que des recueils de biographies, la *légende dorée* des premiers martyrs de la société. Ils racontent comment la vérité a été révélée et de quelles persécutions elle a triomphé; mais, par rapport au rôle que le quakérisme a joué dans le cours général des événemens, son histoire me semble être encore à faire. Les matériaux, en tout cas, sont loin de manquer. Nulle communion religieuse n'a produit autant de chroniques et de mémoires individuels. A ces récits ajoutons les nombreux ouvrages de George Fox et de Guillaume Penn, les traités de Barclay, le *Livre des Extraits* (ou recueil canonique des quakers), les *Lettres des anciens Amis*, les documens historiques sur la Pensylvanie, les écrits dogmatiques de Thomas Elwood, Isaac Pennington, G. Whitehead, Fisher, Keith, Tuke, J.-J. Gurney, et nous n'aurons encore indiqué qu'une faible partie des richesses à la disposition de l'historien. En dehors de la société, Gérard Croese a publié en Hollande une *Historia Quakeriana* fort utile à consulter. En français, nous possédons deux traductions d'un *Précis sur les Quakers* par Guillaume Penn, plus une *Histoire abrégée du Kouakérisme* (de Ph. Naudé), à laquelle il n'y a du reste pas à se fier. J'en dirai autant du chapitre consacré à la Société des Amis dans le grand ouvrage intitulé *Cérémonies et Coutumes religieuses de tous les peuples*. L'esprit dans lequel il est rédigé sent par trop son XVIIIe siècle. Parmi nos écrivains, Grégoire est le seul, à ma connaissance, qui donne une appréciation quelque peu satisfaisante des quakers dans son *Histoire des Sectes religieuses*.

suffrage universel, qui, lorsqu'il ne brise pas, ne conserve guère qu'en immobilisant.

Tout d'abord, Barclay commence par christianiser le quakérisme. Il ne laisse plus dans le vague le *Christ* intérieur de Fox, ce mystérieux oracle qui, malgré son nom, eût pu tout aussi bien être pris pour la *morale naturelle* des déistes ou l'*émanation divine* des néo-platoniciens que pour une manifestation intérieure de l'esprit saint des chrétiens. Autant il repousse la prédestination calviniste, autant il se prononce contre les idées des pélasgiens sur la lumière naturelle et sur la puissance de l'homme à arriver par lui-même à la foi et à la justice. Avec Adam, dit-il, toute sa postérité est tombée au pouvoir du mal. Nul ne peut rien de bon par ses propres forces; mais Christ est mort pour tous, et par lui tous peuvent être régénérés et éclairés; par lui, tous peuvent même s'élever jusqu'à la science suprême et à la perfection absolue. Seulement, ajoute-t-il, c'est dans le cœur de chacun que réside la puissance qui enseigne et purifie. Quoique les Écritures soient incontestables, elles ne sont que l'eau de la fontaine et non la fontaine elle-même. La révélation intérieure donne seule à l'homme le don de les comprendre; seule, elle est efficace, et nul texte ne peut être invoqué contre elle, comme elle n'a nul besoin d'être confirmée par aucun texte. Ainsi, plus d'incertitude. Barclay admet la trinité, la rédemption, l'authenticité de l'Ancien et du Nouveau Testament. Le Christ intérieur n'est plus que la grace provenant des mérites du Christ, la grace absolument telle que l'entendait le protestantisme, c'est-à-dire une intervention divine dont le propre est spécialement de manifester et de suggérer ce que les protestans d'alors concevaient comme la vérité et la sainteté.

Toute la théologie de Barclay n'est qu'un ensemble de conclusions exclusivement déduites de cette hypothèse, qui elle-même, remarquons-le bien, en résume deux autres : d'abord, l'ancienne croyance mystique que chaque homme renferme dans les profondeurs de son être une divinité qui peut tout *lui donner abondamment* sans le secours d'aucun noviciat terrestre, sans qu'il ait besoin de rien apprendre ni de rien acquérir; en second lieu, l'idée que la vérité est une, et qu'une certaine interprétation de la Bible est précisément l'éternel évangile que la voix intérieure ne peut manquer de révéler à tous.

Les conséquences de ces deux idées sont faciles à distinguer dans la doctrine des Amis. Nulle sagesse et nulle puissance pour le bien ne pouvant venir des hommes ni des choses, toute la religion consiste à se faire passif et docile aux sollicitations de l'esprit, à l'écouter sans cesse, à supprimer en soi toute réflexion, tout propos délibéré, tout vain désir, afin que l'esprit seul pense et veuille dans l'ame. L'unique baptême, c'est l'abnégation du chrétien qui se renie lui-même pour

s'abandonner au Seigneur. L'unique communion, c'est celle du croyant qui participe réellement à la nature divine en restant absorbé en Dieu. L'unique culte, c'est le recueillement qui fait silence pour laisser parler la voix intérieure. Enfin, le seul sacerdoce est l'inspiration du fidèle, ignorant ou instruit, femme ou homme, qui répète ce qui lui a été communiqué par l'esprit. En conséquence, les quakers rejettent tous sacremens, tous rites, tout sacerdoce régulier. Ils n'ont point d'enseignement théologique, point de noviciat obligatoire pour leurs ministres. Dans leurs lieux de réunion, rien ne rappelle un temple. On n'y voit que des bancs et des tribunes. Quand ils s'assemblent, c'est pour se recueillir en commun. Si l'un des assistans se sent inspiré, il se lève et prononce une prière ou une exhortation, suivant ce qui lui est *ouvert*. Parfois, tout le temps du *meeting* se passe sans que le silence ait été interrompu, et un des membres de la congrégation donne en se levant le signal du départ.

Jusque-là le quakérisme ne fait qu'appliquer son hypothèse mystique. Il a admis une divinité intérieure qui était seule capable de sanctifier et d'éclairer, et il s'en rapporte exclusivement à elle. Au début de son apostolat, Fox n'était pas allé plus loin. Si lui et ses disciples s'en étaient tenus là, probablement il fût advenu d'eux ce qu'il était advenu des anciens mystiques, qui tous s'étaient perdus les uns après les autres en persistant à soutenir que les mouvemens intérieurs ne pouvaient égarer. La grande, la profonde différence entre les quakers et leurs devanciers, c'est qu'ils furent capables d'apprendre. Ainsi, à l'égard du sacerdoce, l'expérience les amena presque dès le principe à une importante concession. Tout en continuant à laisser à Dieu seul le soin de leur préparer des ministres compétens, ils se chargèrent eux-mêmes d'éloigner du ministère le fanatisme et l'ignorance. La règle qu'ils établirent pour cela subsiste encore. Si tout fidèle est libre d'obéir à l'esprit qui le sollicite à parler, tout fidèle, quand il a pris deux fois la parole, ne peut plus se faire entendre à l'avenir sans avoir été préalablement *approuvé* par une assemblée disciplinaire. En réalité, la société a donc ses ministres autorisés, seulement ils ne sont ni salariés ni obligés à prêcher régulièrement, et ils ne doivent préparer à l'avance aucun sermon.

Ce n'est pas là le seul point sur lequel la nécessité a fait reconnaître en partie ses droits, tant s'en faut. Quoique Fox sût infailliblement que la lumière intérieure ne pouvait tromper personne, et que, pour anéantir à jamais le mal et l'erreur, il suffisait d'enlever aux hommes tout appui, tout guide, tout enseignement humain (1), Fox lui-même

(1) Luther avait commencé par partager absolument toutes ces illusions. Il est bon de ne pas l'oublier, pour ne point attribuer à une extravagance individuelle ce qui est en réalité la conséquence d'une hypothèse fort générale et presque commune à tous les

finit par s'apercevoir que son église courrait grand risque de ne pas être une assemblée de saints, si elle abandonnait chacun à son oracle infaillible. Que fit-il alors? A peu près ce qu'avait fait Luther. Son hypothèse mystique ne l'avait conduit qu'à détruire et à compter sur ce qui ne devait pas se réaliser. Quand il fallut faire face aux difficultés qu'il n'avait pas prévues, il revint instinctivement au principe d'autorité, à ce que j'ai appelé la seconde hypothèse de Barclay. Il emprunta aux puritains l'idée mère de leur organisation ecclésiastique, l'idée que l'église a mission de surveiller et contrôler la conduite privée des fidèles. Sur cette base, lui et ses principaux disciples élevèrent peu à peu tout un système de gouvernement dont voici les principaux traits :

Plusieurs congrégations sont réunies sous la juridiction d'une assemblée mensuelle. Au-dessus des assemblées mensuelles sont d'autres synodes trimestriels, dominés eux-mêmes par un *meeting* annuel qui décide en dernier ressort. Des *anciens*, hommes et femmes, ont mission d'apaiser les querelles, de visiter les indigens, de conseiller les faibles et de censurer d'abord en particulier ceux qui s'écartent de la droite voie. Si leurs admonestations ne sont pas écoutées, les *meetings* mensuels censurent en public et prononcent au besoin des sentences de désaveu ou d'excommunication. Les mêmes assemblées ont encore pour attribution d'enregistrer les naissances et les décès, de présider aux mariages, de veiller à l'éducation de la jeunesse, de procurer du travail aux malheureux et de régler arbitralement les différends; car nul quaker ne peut en citer un autre devant les tribunaux sans perdre sa qualité de membre de la société. De toutes les décisions des *meetings* mensuels appel peut être interjeté devant les assemblées trimestrielles, qui, d'ailleurs, reçoivent leurs rapports et leur transmettent les circulaires du synode annuel. Non-seulement tous ces *meetings* ont à s'enquérir si leurs administrés observent les règles de la discipline, s'ils sont exacts à ne point payer les dîmes, s'ils acquittent scrupuleusement leurs engagemens commerciaux et les impôts du pays : chacun d'eux est encore appelé à rendre compte de l'état des ames et des opérations du Seigneur à leur égard. Bien plus, les assemblées reçoivent les communications religieuses des fidèles, la confidence des troubles qu'ils ont traversés et des consolations qui leur ont été accordées. Une sorte d'enquête permanente est ainsi ouverte pour engager chacun à

penseurs dont nous respectons le plus la raison. Voici, en propres termes, ce que le réformateur pensait de la foi qui vient de la grace, de celle où l'on arrive en désespérant de soi et de tous les docteurs; c'est son *Traité sur la liberté du chrétien* que je cite : « La foi unit l'ame avec Christ; tout ce que Christ possède devient sa propriété à elle, tout ce qu'elle a devient la propriété du Christ. Oh! bienheureuse union! l'ame est *délivrée de tout péché* et revêtue de la *justice éternelle* de son époux. Le chrétien est libre de toute chose, au-dessus de toute chose, la foi lui donnant tout abondamment. »

recueillir les moindres murmures de l'oracle intérieur et à publier, pour l'édification de tous, les résultats de son expérience spirituelle. Enfin, les ministres joints aux anciens ont leurs conférences spéciales où ils s'occupent des publications et de la police de leur ordre, et de temps en temps certains d'entre eux sont invités par les *meetings* à visiter les Amis des pays étrangers, afin de les exciter à la ferveur et d'entretenir avec eux des rapports d'amitié.

Dans tout l'ensemble de cette organisation ecclésiastique, les femmes ont une large part d'influence; elles exercent le ministère, elles sont chargées de missions pastorales. A chaque degré de la hiérarchie, elles ont, comme les hommes, leurs réunions à part pour délibérer sur ce qui touche plus particulièrement leur sexe sous le rapport des mœurs, de l'éducation, de l'assistance des pauvres. Leur rôle cependant ne s'étend pas jusqu'au privilége de prendre part au gouvernement général. Le pouvoir législatif appartient exclusivement aux hommes, mais non aux ministres, qui ne sont en rien au-dessus des autres fidèles. Les *meetings* seuls jugent et statuent, et en principe tout quaker est pleinement libre de siéger, même dans les assemblées annuelles et trimestrielles, bien que de fait ces synodes supérieurs soient surtout composés de délégués.

La Société des Amis, on le voit, est une république démocratique; elle a poussé jusqu'au bout les deux axiomes de Barclay. Tout homme, suivant elle, étant également doué du don de prophétie, elle n'admet aucune supériorité, pas même celle qui vient de Dieu, celle du mérite. La vérité ne pouvant être qu'une, elle ne laisse aux congrégations particulières aucune indépendance. Tous les membres de toutes les congrégations sont soumis à l'autorité absolue d'une convention populaire. Ne pourrais-je pas dire en d'autres termes : Ceux qui seraient en état de diriger doivent recevoir la loi de ceux qui auraient besoin d'être dirigés? Quoi qu'il en soit, l'oracle individuel est loin assurément d'avoir conservé sa souveraineté. En admettant que la vérité était une, et que par conséquent nul ne pouvait contredire en acte ou en parole ce qui avait été manifesté aux évangélistes, aux prophètes et à Fox, sans être convaincu par cela seul d'avoir écouté un faux oracle; en admettant cela, dis-je, et rien qu'en admettant cela, le quakérisme, lui aussi, s'était déjugé dès le principe. Pour peu que le démon des controverses s'en fût mêlé, il y avait là de quoi le ramener à un dogmatisme hargneux, et, au milieu des discussions, la morale eût fort bien pu déchoir de la haute place que lui avait assignée George Fox. Ce ne fut point là ce qui arriva cependant. L'esprit du siècle ou les tendances positives de leur race sauvèrent les Amis de cet écueil, et cela décida du sort de leur société. Les croyances y restèrent assez libres; la conscience seule y fut remise sous l'empire d'une loi obligatoire.

Ainsi, entre toutes les communions religieuses, celle des quakers a cela de tout particulier, qu'elle n'est point, à proprement parler, une église qui base l'union de ses membres sur une foi commune. L'autorité s'y exerce surtout au profit de la morale. Les idées que Fox se faisait du bien et du mal, du juste et de l'injuste, Barclay et d'autres les ont réduites en préceptes, et le principal rôle des *meetings* est de donner force à cette loi. Il est résulté de là plus d'une singularité; maintenant encore ce qui distingue le quakérisme, c'est toujours la passion de la sincérité, du sans-art, de la simplicité. La guerre à outrance que le premier apôtre avait déclarée à la vanité et au mensonge, ses successeurs l'ont dignement continuée. Rien de plus noble. Ils ne pouvaient mieux faire que d'adopter ainsi les intentions du berger de Drayton. Malheureusement ils ont également adopté les moyens que Fox avait imaginés pour réaliser ses intentions, et ces moyens-là se sentent bien de la naïveté de leur inventeur. Ce que Fox regardait comme le bien, cela va sans dire, était simplement ce qui pouvait concilier les facultés qu'il sentait en lui avec les seules nécessités qu'eussent reconnues, qu'eussent aperçues ses yeux à lui, qui étaient loin d'avoir vu tout ce qu'il y avait à voir. Sa morale, d'ailleurs, était encore celle de l'ignorance. Incapable de découvrir sous le mal les élémens même du bien, il s'imaginait que certains actes étaient le mal absolu, parce qu'ils procédaient de certaines causes spéciales, de certains mobiles essentiellement mauvais, et de la sorte le devoir, suivant lui, était d'anéantir et d'exterminer ces forces de Satan, sans jamais pactiser avec elles, pas même pour les diriger. Cet idéal du visionnaire, ni Barclay, ni les quakers de nos jours ne se sont permis de le revoir, et, en s'immobilisant tel qu'il était, il est devenu dans le quakérisme une sorte de radicalisme ou de méthode géométrique qui enjoint à chacun d'obéir quand même à tels et tels axiomes, sans rien écouter, sans rien regarder, sans s'inquiéter des conséquences.

Je citerai quelques-uns des principaux résultats de cet esprit systématique. Comme par le passé, les disciples de Fox ne se découvrent devant personne et ne souhaitent à personne le *bonjour* ou le *bonsoir;* comme par le passé, ils se croient tenus de tutoyer les princes eux-mêmes, de s'abstenir de toute génuflexion, de ne jamais employer les formules de politesse en usage, telles que *votre serviteur, mille pardons,* etc. Les titres qui représentent des fonctions réelles sont les seuls qu'ils admettent. Quant aux qualifications honorifiques d'*excellence,* d'*altesse,* de *monsieur* même, ils les proscrivent comme des mensonges et des impôts payés à l'amour-propre. Ils condamnent la musique, les théâtres, les jeux de hasard, les lectures futiles, les fictions de tout genre, poèmes ou romans. Ils ne portent point le deuil de leurs proches, parce que le deuil est un vain dehors ou un reproche adressé à

Dieu. Pour leurs vêtemens, ils n'emploient que des étoffes de couleur sombre, et s'en tiennent religieusement à des habits et à des coiffures de forme surannée. Ils rejettent, en raison de leur origine païenne, les noms usuels des mois et des jours, qu'ils ne désignent que par un numéro d'ordre. De même qu'ils se refusent à payer les taxes ecclésiastiques, parce qu'elles proviennent de la cupidité, ils se refusent à concourir à toute guerre, à toute mesure de défense nationale, parce que la guerre provient de l'esprit de haine et d'ambition; en un mot, tout ce qui ne découle pas de la charité et de l'amour de Dieu, et qui n'a pas pour but la charité et l'amour de Dieu, leur règle est de le tenir quand même pour illégitime, et, pour couronner leur système, ils se font une loi de n'agir que d'après les principes, de ne jamais prendre un parti en vue de ses résultats probables.

J'ai résumé à peu près toute la doctrine du quakérisme, telle que l'a arrêtée Barclay. Nul doute qu'elle diffère profondément des croyances instinctives du premier quaker. On sent que Fox tendait à donner pour guides à l'homme ses mouvemens irréfléchis, et que Barclay veut lui donner pour guides ses idées génériques, ses conceptions du juste et de l'injuste. L'enthousiaste avait cru que la lumière intérieure suffisait au simple comme au penseur; le docteur est moins confiant. En théorie, il admet pleinement que la révélation immédiate est infaillible et suffisante; en réalité, il s'occupe surtout à lui donner un mentor, à rédiger pour sa gouverne un recueil de préceptes et de croyances. Bref, après avoir reconnu l'oracle mystique, *qui sait tout sans avoir rien appris,* il reconnaît également l'oracle des scolastiques, c'est-à-dire une doctrine qui définit *tout ce qui est incontestable.* Cela est fort bien; mais les deux autorités souveraines s'entendront-elles? Pour résoudre la difficulté, Barclay se contente de la nier. Il déclare que « la révélation immédiate ne saurait jamais être en désaccord ni avec le témoignage externe des Écritures, ni avec la saine raison,... parce que la révélation immédiate procède du même esprit qui a révélé les Écritures. »

Deux contradictions réconciliées par une hypothèse gratuite, voilà aussi à quoi se réduit le cartésianisme, la fameuse méthode. En proclamant le libre examen, Descartes commence à faire du sens propre l'arbitre de toutes nos connaissances; en formulant ensuite certaines idées (qu'il n'a pu trouver qu'en lui), et en les présentant comme l'expression des notions éternelles inhérentes à toute raison, il arrive à définir ce qui est incontestable pour tous; puis, pour prévenir tout conflit entre son système immuable et la raison individuelle, il se borne, lui aussi, à affirmer que nul conflit n'est possible, parce que les opinions qu'il a exposées sont les conséquences des idées nécessaires qui sont les mêmes chez tous; en d'autres termes, parce que son système à lui est la révélation du même oracle qui parle dans le cœur de tous.

Des deux côtés, il y a donc analogie complète. Pour s'établir dans la philosophie française comme dans la théologie des Amis, le mysticisme (ou libre examen) n'a trouvé qu'un seul moyen : celui de faire un compromis avec le dogmatisme du passé. A côté du sens propre, qu'il saluait comme *la source de toute vérité*, il a placé une *expression de toute vérité* pour le contenir. Il nous reste à voir comment les deux souverains infaillibles ont vécu côte à côte, du moins dans le quakérisme.

Dès 1675-76, deux ministres de la société, John Wilkinson et John Story, s'attaquèrent à la discipline établie par Fox, comme à une institution qui faisait violence à la liberté de l'Évangile en plaçant certains membres de l'église au-dessus des autres fidèles. Le schisme fut toutefois sans grande importance. De plus graves dissidences se produisirent en Amérique vers 1690, et l'on put craindre un instant que Barclay, en précisant si nettement la seule foi véritable, n'eût rouvert la porte aux arguties métaphysiques et à l'ergotage intolérant auxquels le quakérisme avait précisément tenté d'arracher la religion. La discorde était arrivée à Philadelphie dans la personne de George Keith, homme affirmatif s'il en fut jamais, et infatigable champion de certaines idées à lui (ou à Van Helmont) sur la transmigration des ames et sur la nature humaine du Christ, qui, disait-il, était double. Peu à peu les discussions s'échauffèrent, et les Amis pensylvaniens se trouvèrent divisés en deux camps, entre lesquels s'échangèrent plus d'une amère récrimination. Keith reprocha aux ministres de la société de vouloir accaparer les emplois. A propos de l'arrestation d'un voleur, il insulta grossièrement les magistrats quakers qui l'avaient fait arrêter; il alla jusqu'à soutenir que leur conduite était contraire aux principes des Amis contre la violence, et qu'un membre de la société n'avait pas le droit de tenir le glaive du pouvoir civil. Pour combler la mesure, il accusa tous les quakers d'être des déistes et des ariens, et de ne voir dans l'Évangile que des allégories, les mystiques emblèmes des phases que l'ame doit traverser pour arriver par le calvaire du renoncement à une glorieuse résurrection. Désavoué par un *meeting* annuel, Keith finit par rentrer dans l'église anglicane; mais sa défection elle-même ne suffit pas pour mettre un terme à la désunion, et, pendant plusieurs années encore, ses anciens adhérens continuèrent à former des congrégations particulières qui se distinguaient par un plus grand respect pour la lettre des Écritures.

En fin de compte, néanmoins, la doctrine de Barclay avait traversé cette épreuve sans recevoir aucune atteinte. La condamnation prononcée contre Keith était uniquement motivée sur son esprit de turbulence, et non sur ses opinions. Ainsi ce n'était point la révélation écrite qui avait fait taire la révélation immédiate, et les deux autorités étaient restées reines *ab-indivis*. Un nouveau schisme, excité par une femme au commencement de notre siècle, n'eut pas le même dénoûment.

Nous venons d'entendre les accusations lancées par Keith contre les quakers de son temps. Quoique son témoignage doive être suspect, comme celui d'un raisonneur systématique, aux yeux duquel on était forcément déiste par cela seul qu'on ne professait pas son christianisme à lui, il n'est guère possible de nier qu'il n'y eût dans le quakérisme une pente presque fatale vers le déisme. Tous ses dogmes y pouvaient conduire, à commencer par le premier, par cette lumière intérieure qui suffisait à tout, et qui cependant aurait difficilement suffi à enseigner l'histoire de la rédemption. Quoi qu'il en soit de la doctrine, un fait certain, c'est que de 1800 à 1805 ce fut bien le déisme qui se trouva face à face du christianisme pour lui disputer la société des Amis. Le signal des hostilités fut donné par une quakeresse américaine, une célèbre prédicante, qui s'était assez fait remarquer dans l'exercice du ministère pour être chargée d'une mission religieuse en Angleterre. Hannah Barnard, tel était son nom, et avec elle bien des quakers d'Amérique et d'Europe ne purent admettre que Dieu eût violé ce que l'*Apologie* elle-même proclamait formellement comme l'éternelle justice. Ils refusèrent donc de croire à l'extermination des Cananéens et à maint autre passage de la Bible. En général, ils professaient que tout texte des Écritures où Dieu est représenté comme ayant agi contrairement à ses divines perfections, telles que la lumière intérieure nous les représente, est par là même convaincu d'imposture et doit être rejeté. Ce n'était rien moins que le rationalisme de Voltaire, cette célèbre méthode géométrique qui a pour règle d'admettre uniquement ce que la raison peut expliquer, et de déclarer absurde ou impossible tout ce qui ne s'accorde pas avec ses idées du possible, tout ce qui ne peut pas être considéré comme un effet des lois qu'elle a conçues au préalable. En raisonnant ainsi, les novateurs étaient arrivés à nier la conception miraculeuse du Christ et tous les miracles, à biffer comme apocryphe la totalité du Pentateuque, etc. « Ils donnent au Christ le nom de Sauveur (lisons-nous dans un écrit publié en 1804 par un membre orthodoxe de la société); mais, suivant eux, les apôtres sont des sauveurs au même titre : ils reconnaissent la divinité du fils de Marie, mais ils attribuent la même divinité à tout esprit immortel. » On voit comment Fox avait ouvert la voie au déisme en annonçant que chaque homme possédait en lui le même oracle qui avait révélé les Écritures.

Cette fois les *meetings* ne se bornèrent pas à désavouer les dissidens en raison de leur esprit de turbulence; ce fut en raison de leurs doctrines qu'ils les condamnèrent. En Angleterre comme en Amérique, ils usèrent largement du droit d'excommunication, et la société se montra résolue à repousser de son sein quiconque contesterait un seul passage des Écritures. Qu'est-ce à dire? Que le jour où le sens propre (le révélateur de toute vérité) s'attaqua à l'expression de toute vérité,

celle-ci répondit à ses attaques en lui enlevant la liberté de la révoquer en doute, et en nommant suggestions de l'esprit de ténèbres les lumières intérieures qui se prononçaient contre elle. — Il y avait longtemps du reste que ce résultat se préparait. Du temps de Fox, les révélations immédiates avaient pu être abandonnées à elles-mêmes; la foi générale de l'époque les garantissait assez contre les dangers de l'incrédulité; mais depuis lors les choses avaient bien changé. A la foi générale avait succédé une indifférence presque universelle, et, contre ce nouvel ennemi, la Société des Amis n'avait pas grand secours à attendre d'une hypothèse. Peu importait qu'elle eût démontré comment le Christ intérieur ne pouvait contredire la révélation écrite. En disant à ses membres de prendre pour évangile leurs idées instinctives, elle-même leur avait en quelque sorte recommandé de se laisser entraîner par les opinions du jour, et, en dépit de ses démonstrations, c'était là ce qui avait eu lieu. Nous avons pu juger déjà que chez Hannah Barnard et ses disciples, à la fin du XVIIIe siècle, la lumière intérieure était de la même école que Franklin et toute la philosophie du moment. Avec le déisme était venue la tiédeur. Durant la dernière moitié du même siècle, les mœurs s'étaient bien relâchées. Les quakers américains surtout n'avaient pas pu s'arrêter sur la pente qui conduit de la fortune au luxe. L'éducation était devenue plus mondaine. La musique et la danse avaient cessé d'être proscrites. Le grand chapeau et l'habit sans boutons étaient abandonnés par bon nombre de jeunes gens, et plus d'une jeune femme se dispensait volontiers du capuchon noir, du tablier vert et des étoffes moroses. Ces vanités sans doute n'avaient atteint qu'une portion de la société. A côté des tièdes ou *wet* quakers (humides), il y avait les stricts, les *dry* (secs). Tandis que les uns allaient à l'indifférence, d'autres redoublaient d'exaltation et formaient même une secte à part (sous le nom de *Nicholites*) pour renchérir sur la discipline primitive. Toujours est-il que la contagion avait bien réellement gagné la Société des Amis comme les autres communions religieuses. On peut retrouver les traces de toutes ces choses jusque dans les *Mémoires* de mistress Fry. Elle aussi, dans sa jeunesse, était livrée à l'esprit mondain et aux bottines de satin rose; elle aussi aimait la musique militaire et les éclairs dorés des épaulettes; elle aussi, pour tout dire, était un esprit fort, bien que dans ses rêves de jeune fille elle regrettât de ne pas avoir de dévotion. Et plus tard, alors même qu'elle eut pleuré à la voix d'un Ami d'Amérique, elle s'effraya long-temps encore de l'impression qu'un quaker avait pu produire sur elle. William Savery lui avait prophétisé qu'un jour elle serait une des lumières de son église; déjà elle n'était plus la même, déjà elle avait senti la foi s'éveiller en elle, et pourtant elle écrivait dans son journal : « Surtout pas d'exaltation; me défier de l'enthousiasme. » Par la suite elle devint un des ministres les plus zélés de la société. Peut-être n'avait-

elle fait que se convertir avec le siècle, dans le vrai sens du mot. En tout cas, le quakérisme sortait comme elle d'une grande crise. Après les interminables attaques du XVIIIe siècle contre la Bible, il avait été en quelque sorte sommé de prendre un parti. Il s'agissait de savoir si, faute d'un signe de reconnaissance commun à tous ses membres, il se dissoudrait dans le rationalisme déiste, ou s'il continuerait à être une communion, une religion. Il n'a pas hésité, et, pour rester une religion, il s'est raffermi sur la base du christianisme. A partir de ce moment, on peut dire qu'il a cessé d'être une secte mystique, et que chaque jour l'a de plus en plus rapproché des autres communions protestantes. Les *meetings* annuels recommandent la lecture journalière de la Bible. Les sociétés bibliques n'ont pas de patrons plus zélés que les Amis. J.-J. Gurney enfin, le plus célèbre docteur du quakérisme contemporain, est un savant commentateur de la Bible qui, au lieu d'en appeler à la lumière intérieure, analyse et cite des textes pour défendre les dogmes et les usages de ses coreligionnaires.

Telles sont du moins les tendances générales, surtout en Angleterre. Entre les deux autorités qui ne pouvaient se contredire et qui se sont pourtant contredites, c'est le système qui a prévalu. Je me trompe : la révélation écrite et la révélation immédiate se sont simplement séparées, et chacune, en tirant de son côté, a entraîné avec elle une partie de la société; en se rejetant vers le protestantisme, la majorité a fait éclater le lien qui unissait à elle le parti de l'indépendance absolue. A peine condamnée, Hannah Barnard a trouvé des successeurs : Hicks (1822), Comby, Wetherald et Bates ont relevé son drapeau en exagérant encore son scepticisme à l'égard des faits bibliques et de la divinité du Christ. Ce dernier schisme, ai-je besoin de l'ajouter? ne s'est point éteint comme ceux qui l'avaient précédé, et les disciples de Hicks ont constitué en Amérique une communion distincte qui vogue à pleines voiles vers le supernaturalisme naturel. A cette heure, le quakérisme est ainsi divisé en deux rameaux : il a ses puséyistes et sa basse église, là les défenseurs de l'autorité, de l'unité et de la tradition chrétienne, ici les descendans plus ou moins philosophes des anciens *frères du libre esprit*. Les premiers, à vrai dire, sont les seuls qui puissent être considérés comme une secte religieuse.

IV. — PENN ET LES QUAKERS DE NOS JOURS.

Le Nouveau-Monde, dans le principe, n'avait pas été beaucoup plus propice que l'ancien à la Société des Amis. Qu'ils eussent oui ou non provoqué leur sort par un zèle intempéré, les premiers émigrans quakers, au lieu d'y trouver un asile paisible, y avaient rencontré des cachots et des persécutions; plusieurs même avaient été mis à mort par les calvinistes de Boston. Repoussés de tous côtés, les disciples de

Fox songèrent à suivre l'exemple des puritains. Un certain nombre d'entre eux s'associèrent pour acheter une moitié du Nouveau-Jersey, où ils établirent un gouvernement suivant leurs idées. Peu après (1681), Penn entreprit de coloniser la vaste étendue de terrain qui forme actuellement le territoire de la Pensylvanie. La concession lui en avait été faite en acquittement d'une dette contractée par la couronne envers son père, et sa charte de propriété lui laissait des pouvoirs presque illimités. Étrange destinée de l'Amérique, où devaient émigrer et s'essayer toutes les exaltations de l'Europe, tous les systèmes sortis de la vieillesse d'un vieux monde! A côté des théories de Locke qui se faisaient constitution pour la Caroline, à côté des puritains qui s'efforçaient de fonder leurs républiques théocratiques où la qualité de citoyen était confondue avec celle de membre de l'église, les quakers, à leur tour, purent, à la suite de Penn, tenter sur une large échelle la *sainte expérience*. Un champ immense était ouvert à leur activité et à leurs espérances, ils s'y élancèrent en véritables mystiques. La foi de leur premier apôtre n'était pas morte en eux, elle s'y était seulement transformée. S'ils ne croyaient plus à l'infaillibilité des entraînemens irréfléchis, ils croyaient à celle des grands principes : c'était toujours croire que, sans avoir rien appris et avant d'avoir rien vu, tout homme a le don de tout savoir, grace aux révélations de son oracle intérieur. Le culte, l'idolâtrie plutôt des idées génériques sous le nom de notions innées ou de principes éternels, c'était là précisément ce qui était sorti du cartésianisme pour enfanter plus tard 93. Je ne m'étonne pas que le XVIIIe siècle se soit passionné pour les enthousiastes Pensylvaniens, ils partageaient plus d'une de ses hérésies. La révélation immédiate, telle que la concevait Penn lui-même, était bien proche parente de la religion naturelle de nos philosophes : de part et d'autre, la croyance aux miracles du sentiment ressemblait fort à la glorification de l'ignorance.

Toutefois la valeur pratique des principes dépend des circonstances et des hommes qui les interprètent, et peut-être les doctrines qui ne devaient pas nous porter bonheur à nous ont-elles été plutôt favorables que nuisibles aux quakers de la Pensylvanie. Le sol où ils venaient édifier une société était un terrain vierge. Là, plus de ces élémens hétérogènes qui abondent dans les vieilles civilisations et qu'il est si difficile de mettre d'accord : tous les rebâtisseurs arrivaient avec des croyances analogues, des besoins semblables; tous arrivaient pour recevoir des terres, pour être liés au sol par les mêmes intérêts. Dans de telles conditions, il n'y avait nulle raison pour rétablir tout d'un bloc une hiérarchie sociale qui n'eût répondu à aucune réalité. Un esprit systématique pouvait seul déduire d'une conception *à priori* la nécessité d'un pareil arrangement. Contre cette aberration, les quakers étaient gardés par leurs propres erreurs, par ce mysticisme qui

leur enseignait le mépris de toute expérience et de toute précaution. Contre cet autre danger, ils furent plus ou moins protégés par leur propre sagesse, par l'éducation qu'ils avaient reçue dans la mère-patrie.

Penn fit le reste. A tout prendre, c'est une magnifique figure que la sienne. Quelles que fussent ses illusions, au système se joignaient chez lui un haut esprit d'observation, une grande promptitude à profiter des leçons de la réalité, et surtout un fonds inépuisable de rectitude et de bonté. Ses projets de loi et les considérations qui les précèdent renferment d'utiles enseignemens. Quaker de la seconde période, il se souvenait de la discipline de son église. S'il admettait en principe le dangereux oracle, il ne l'abandonna pas à lui seul, tant s'en faut, il lui donna pour règle tout un code de morale politique, comme Barclay lui avait donné un corps de doctrine, et ce code-là résumait bien toute l'expérience du passé. Comme législateur, il croyait n'écrire que les révélations de la voix qui parle à tous. En réalité, il recevait les révélations d'une voix qui lui parlait à lui, et qui avait su apprendre bien des choses.

Avant de fonder sa grande colonie, Penn, en qualité de propriétaire partiel du Nouveau-Jersey, avait déjà contribué à y diriger les premiers pas des quakers dans la carrière politique. En 1680, lorsque la Pensylvanie lui eut été accordée en pleine propriété, il fit noblement abnégation de ses intérêts, pour n'écouter que sa conscience. Il concéda aux habitans de sa province le droit de se régir eux-mêmes, et, parmi les colonies naissantes, celles qu'il prit pour modèles furent le Rhode-Island et le Maryland, qui avaient déjà été dotés de la liberté de conscience, le premier par un puritain, Roger Williams, le second par un noble catholique, sir George Calvert. La constitution qu'il avait rédigée en Angleterre posait en règle générale que les emplois civils seraient ouverts à tout chrétien, à quelque secte qu'il appartînt, et que toute personne reconnaissant l'existence d'un Dieu et l'obligation de vivre en paix et en équité avec ses semblables ne pourrait jamais être inquiétée pour ses convictions, ni forcée de concourir à l'entretien d'aucun culte. Son premier plan de gouvernement dut être modifié toutefois, et il le fut même à quatre reprises. Dans le principe, le pouvoir de préparer et proposer les lois appartenait à un conseil élu par tous les propriétaires, et les projets de lois, après avoir été affichés, étaient ratifiés ou rejetés par une autre assemblée également élective, dont les fonctions se bornaient ainsi à peu près à transmettre les décisions des électeurs primaires. Cela ne put durer, et il fallut revenir à une forme plus rapprochée du gouvernement représentatif ordinaire. Plusieurs lois spéciales trop empreintes de quakérisme s'en allèrent aussi peu à peu, entre autres celles qui statuaient que tout enfant devrait apprendre un métier à douze ans, que les cartes, les

jeux, les théâtres, ne seraient point tolérés, et que, « vu que l'immoralité des peuples provoque contre eux le courroux céleste, des peines sévères seraient infligées pour toutes les offenses envers Dieu, telles que les blasphèmes, les mensonges, les conversations profanes, l'ivrognerie, les toasts, les paroles obscènes, etc. » En un mot, les quakers ne furent pas exemptés de la loi commune. Partout où ils avaient voulu innover, il fallut que les conséquences mêmes de leurs fautes se chargeassent de leur indiquer le droit chemin; mais enfin ils apprirent assez vite leur métier de législateurs, et, malgré bien des exigences immodérées qui les entraînèrent d'abord à plus d'une vaine dissension, on peut dire aussi qu'ils se mirent vite au niveau de leur rôle de citoyen. Si Penn avait tort de croire que tous les hommes en général étaient forcément capables de se gouverner, il avait raison de penser que les hommes de sa province seraient capables de se gouverner. Ils n'avaient pas seulement débarqué avec leur mysticisme; ils avaient encore apporté avec eux leurs habitudes et leurs instincts, le souvenir des dangers de l'intolérance, la tendance à respecter les convictions d'autrui, et la belle morale de Fox, cette renonciation à toute violence qui, à elle seule, lui fait tant pardonner.

Somme toute, la *sainte expérience* fut un succès. La prospérité de la Pensylvanie se développa plus rapidement que celle d'aucune autre colonie, et sans contredit la province des quakers a exercé une grande influence sur le sort de l'Union. Les autres états l'ont plus imitée qu'elle-même ne s'est inspirée d'eux. A lire les écrivains de l'Amérique moderne, à voir comment les Émerson, les Channing, les Parker, sont arrivés à distinguer le sentiment religieux de la forme des religions et comment ils le respectent partout, sous quelque forme qu'il se manifeste, il n'est pas douteux que les fils des premiers colons se sont plutôt rapprochés de Penn que des pèlerins calvinistes.

L'Amérique a fait encore bien d'autres emprunts aux disciples de Fox, ou du moins leur esprit égalitaire l'a gagnée, de quelque côté qu'il lui soit venu. Est-ce pour son bien? est-ce pour son mal? L'avenir le dira. Quant à nous, nous pouvons seulement savoir que les États-Unis ont dans les solitudes de l'ouest une soupape de sûreté, et que leurs institutions actuelles peuvent actuellement faire vivre en paix les élémens sociaux qu'ils renferment. Quand les jeunes nations du Nouveau-Monde arriveront à être des sociétés complexes et surchargées, peut-être s'apercevront-elles qu'elles ont adopté plus d'une illusion qui les condamnerait à périr si elles ne savaient pas en abandonner les conséquences; mais à chaque jour suffit son œuvre, et ce qu'ont fait les quakers, sans doute elles sauront le faire, car la race est la même des deux côtés.

Quoi qu'il en soit, les coreligionnaires de Penn ont déjà porté la peine de leurs systèmes. Leur propre domaine lui-même a cessé d'être

un état quaker. Durant les longues guerres de l'Amérique, les Amis pensylvaniens se virent réduits ou à renier leurs principes ou à se démettre de leurs charges. Presque tous embrassèrent ce dernier parti; une faible portion seulement de la société consentit à admettre la légitimité de la guerre en cas de défense nationale. A l'époque de la révolution, ces quakers mitigés donnèrent aux armées de l'Union plusieurs généraux, Green, Matlock, Miflin. On les désignait sous le nom de *free quakers* (quakers libres). Depuis quelques années, il paraît que leur petite communauté religieuse a cessé d'exister. En tout cas, leur exemple n'a pas été contagieux, et les Amis en masse sont, de nos jours, les principaux apôtres des congrès de paix et de toutes les associations pour l'abolition de la guerre.

Le quakérisme est donc rentré dans la vie privée. A ses débuts, la société s'était surtout recrutée dans les campagnes; maintenant, c'est dans les villes qu'habitent la majeure partie de ses membres, qui, en général, s'adonnent à l'industrie et au commerce. Dans la Pensylvanie, les Amis formaient, au commencement de notre siècle, presque un huitième de la population. D'après les statistiques les plus récentes, ils s'élèvent à environ cent mille ames dans toute l'étendue des États-Unis. Le Delaware, le Nouveau-Jersey, le Rhode-Island et la Caroline du Nord sont, après la Pensylvanie, les provinces où ils dominent. En Angleterre et dans le pays de Galles, on évalue leurs congrégations à trois cent quatre-vingt-seize. Hors de l'Amérique et de la Grande-Bretagne, leur secte n'a jamais réussi à se propager. Leurs colonies en Hollande, en Allemagne et en Norvége sont sans importance; elles se réduisent à un petit nombre de villages. En France, nous n'en possédons que quelques familles, établies à Congenies, Saint-Ambroix et Saint-Gilles, dans le Gard (1); encore est-il plus que douteux qu'elles soient d'origine quakeresse. Des Amis anglais tentèrent bien de répandre leurs idées à Dunkerque et à Calais, et, en 1791, deux d'entre eux parurent même à la barre de la constituante, où Mirabeau dépensa vainement son éloquence pour réfuter leurs scrupules à l'égard du métier des armes; mais bientôt ils abandonnèrent le pays sans avoir fait de prosélytes. Avant cette époque, une quakeresse avait également, sans succès, tenté de convertir Louis XIV, en se présentant devant lui au nom du monarque souverain des monarques.

Quoique la Société des Amis soit ainsi resserrée dans des limites

(1) Dans le pays, on leur donne le nom de *coufiaires*, *pouffaires*, *souffleurs* ou *trembleurs*. Tout porte à croire que ce sont des débris des anciens fanatiques des Cévennes. Grégoire pense que dans les premières années du dernier siècle deux femmes furent les fondatrices ou les réformatrices de leur petite communauté. L'usage de ces trembleurs villageois était de s'exciter à la prière par des soupirs, des larmes, certains mouvemens du corps. Vers 1788, des Amis anglais les découvrirent dans le cours d'une tournée religieuse, et, trouvant en eux de grandes analogies avec leurs propres doctrines, ils achevèrent d'en faire des quakers.

assez étroites, le monde n'en a pas moins beaucoup entendu parler d'elle, et je crois qu'il a lieu d'en conserver plus de bons que de mauvais souvenirs.

A travers toutes les variations du quakérisme, et au plus fort même de ses controverses, il est un point sur lequel il n'a jamais varié. Toujours il a cru et enseigné que la *bonne règle* était de moins s'inquiéter de ce qu'il fallait penser pour s'occuper davantage de ce qu'il était bon de faire. Si d'ordinaire il est dangereux de juger en bloc toute une masse d'hommes, il y a exception à l'égard des Amis. Partout on les a trouvés soumis à la loi, paisibles et probes, rigides observateurs de la parole donnée. Leurs *meetings*, je l'ai dit, veillent sur la moralité de chacun; ils exigent que tout commerçant fasse régulièrement son inventaire de fin d'année; ils s'assurent si leurs administrés sont scrupuleux à ne frauder en rien le fisc. Cela n'est rien encore. Isolée dans ses particularités, enrégimentée en quelque sorte par sa discipline, la secte entière des Amis a été comme une libre corporation d'hommes spécialement associés pour se vouer à la charité. Nation à part au milieu des nations, elle a eu ses maximes, comme on disait au siècle dernier. Le devoir de s'assister mutuellement et l'éducation des enfans avaient été dès le début une des parties essentielles de sa religion. Fox lui-même recommandait d'élever la jeunesse dans la crainte du Seigneur et la connaissance des choses utiles. En tête de son projet de constitution, Penn écrivait plus tard ces paroles d'une si haute raison : « Les gouvernemens dépendent plutôt des hommes que les hommes des gouvernemens. Quand les hommes sont bons, le gouvernement ne saurait être mauvais; s'il l'était, ils le corrigeraient. En conséquence, le premier soin doit être de propager la sagesse et la vertu par l'éducation des enfans. » Ces préceptes, la société ne les a pas oubliés. Dès le XVIIIe siècle, il eût été difficile de rencontrer un quaker qui ne sût pas lire. L'instruction donnée dans les écoles des Amis est simple; elle embrasse seulement le nécessaire : les devoirs religieux et moraux, la langue maternelle et le calcul. Chez eux, pour tout dire, l'éducation est un moyen de moraliser et non de développer les prétentions. Ce qu'elle peut faire en ce sens, ils ont l'honneur de l'avoir senti et réalisé bien avant que l'opinion publique se fût éveillée sur les dangers de l'ignorance ou d'une instruction toute spéculative.

Il y a, en outre, dans la société des traditions qui font loi. Fox connaissait par expérience l'état effrayant des prisons, les diaboliques ébats du vice dans ces repaires d'immondices et d'immoralités, et l'amélioration du sort des prisonniers, leur conversion plutôt ne cessait de le préoccuper. Les nègres avaient également ému sa charité durant son voyage en Amérique. Partout sur son passage, il engageait les colons à traiter leurs esclaves avec douceur, à prendre soin de leur ame, et,

au bout d'un certain temps, à les mettre en liberté. Aussi peut-on dire en général que la réforme des prisons, l'abolition des peines capitales, la suppression de la traite, l'émancipation des noirs et la paix universelle ont été des causes soutenues par toute la famille des Amis. Pour les faire triompher, ils ont écrit, ils ont formé des associations, ils ont adressé des pétitions à la législature de l'Union et au parlement anglais, ils se sont mis en rapport avec les diplomates et les souverains des principales nations de l'Europe. Eux aussi ont envoyé leurs plénipotentiaires au congrès de Vienne. On connaît les noms de John Woolman et d'Antoine Benezet, le quaker français (né à Saint-Quentin). Ils ne sont pas les seuls pour qui la philanthropie ait été une passion, un fanatisme peut-être. Aux efforts individuels les assemblées ont joint leur concours. Bien que dans le principe elles ne se fussent pas prononcées absolument contre l'esclavage et que Penn lui-même fût propriétaire d'esclaves, dès 1727 le *meeting* annuel de Londres condamnait en termes formels le trafic des noirs. En 1754, la société fit une obligation à tous ses membres d'émanciper leurs esclaves sous peine d'exclusion.

A l'égard des Indiens, la conduite des quakers a moins varié encore. Sans armes et sans défiance, Penn se rendit au milieu d'eux, il leur parla du Dieu qui faisait briller son soleil pour le blanc comme pour l'homme rouge. Ne voulant rien devoir à la violence, il leur acheta les terres du pays qui lui avait été concédé, et nulle goutte de sang quaker (dit M. Bancroft) n'a jamais été versé par les populations indigènes. Leur imagination avait été frappée par cette grandeur à l'antique, et les femmes des solitudes revoyaient en rêve le bon quaker prêchant dans les rues de Londres. Si les sauvages de l'Amérique n'ont pas été initiés à nos lumières, comme Penn se l'était proposé, la faute n'en est certainement pas à ses coreligionnaires. Des missionnaires les ont souvent visités, et plusieurs tentatives ont été faites pour les décider à envoyer leurs enfans dans les écoles de la Pensylvanie. En 1795, un comité s'établissait pour civiliser les Indiens; d'autres comités ont été également organisés pour conquérir à la civilisation les naturels de l'Afrique. C'est là le roman de la vertu quakeresse. Il a été long; il dure encore; il n'est malheureusement pas le seul égarement de l'enthousiasme des Amis. Quand on compte sans la nature, on fait souvent le mal en voulant faire le bien. C'est là ce qui leur est arrivé. S'ils ont eu tous les dévouemens et les héroïsmes de la charité, ils en ont eu toutes les folies; ils ont aimé les hommes comme des mères aveugles; ils ont aimé les prisonniers jusqu'à vouloir désarmer la société contre la barbarie; ils ont aimé l'humanité jusqu'à vouloir supprimer la justice, le châtiment des fautes et ses terreurs protectrices. A y bien regarder, au fond de tous leurs actes et de toutes leurs paroles s'est constamment

cachée leur foi primitive : la croyance aux miracles du sentiment, l'idée que l'homme se moralisait et se perfectionnait uniquement parce qu'il avait le don de reconnaître de lui-même les charmes du vrai et du juste. Toujours ils en ont plus ou moins conclu *à priori* que tout ce qui allait mal n'allait mal que faute de sermons, faute de voix pour annoncer ce qui était le bien; toujours ils se sont plus ou moins imaginé que les hommes pouvaient être amenés à la perfection d'Adam par l'unique puissance de la lumière intérieure, et que, sans l'aide d'aucune punition, il suffisait de prêcher pour convertir les malfaiteurs comme pour civiliser tous les sauvages. Cette utopie-là, le cartésianisme encore nous l'a léguée, et elle travaille de son mieux à désorganiser nos familles et notre société en se confiant aux miracles de l'indulgence.

Que cela toutefois ne nous empêche pas de rendre justice à qui de droit, et tout d'abord aux intentions des quakers, qui ont certainement rendu de grands services en se consacrant à l'étude des misères et des remèdes à y apporter. Que cela surtout ne nous ferme pas les yeux sur la marche fort curieuse et fort significative que le mysticisme des Amis a constamment suivie dans la même direction, de l'utopie à la réalité. Des illusions au début, beaucoup d'obstination à poursuivre les conséquences d'un faux système, mais beaucoup de sagesse aussi pour laisser là les conclusions condamnées par les faits, voilà, nous l'avons vu, quelle a été l'histoire de leur foi et de leur carrière politique. C'est aussi là l'histoire de leur philanthropie : chaque jour, elle a grandi en raison. Au roman ont succédé les entreprises assez sages pour réussir. En 1796, la médecine reçut des quakers une grande leçon. Les premiers ils comprirent et révélèrent les avantages de la douceur dans le traitement des maladies mentales, et la retraite qu'ils fondèrent à York pour les aliénés de leur communion a servi de modèle à tous les établissemens de pareille nature. De ce beau succès date, pour ainsi dire, une ère nouvelle. L'esprit pratique n'a plus abandonné la charité des Amis. Pour s'en assurer, il suffit d'ouvrir les *Mémoires* de William Allen et de mistress Fry. On les a appelés les *Annales de la bienfaisance au dix-neuvième siècle;* on eût pu les nommer les *Annales de la bienfaisance éclairée.*

Sans fortune, sans éducation première, William Allen finit par devenir un des hommes les plus importans de l'Europe, et comme savant et comme bienfaiteur de ses semblables. Tout en s'adonnant activement à sa profession, tout en poursuivant les études qui le menèrent à la Société royale et à une chaire de professeur dans un hôpital, il sut diriger et stimuler les forces vives de la charité privée. L'abolition de la traite avait été sa première passion. Jusqu'à sa mort, il fut comme le type de ce que la philanthropie peut

avoir de salutaire. Non-seulement il travailla énergiquement à appeler l'attention générale sur les dangers du paupérisme et sur l'importance politique des questions qui s'y rattachent, il fut encore à la tête de ceux qui apprirent à l'Angleterre ce que les autres nations apprennent d'elle maintenant : que c'est dans les institutions de prévoyance que gît le remède, le meilleur du moins que la science ait pu découvrir aux souffrances des classes laborieuses. Le nombre des associations qu'il contribua, pour sa part, à fonder, ferait croire chez lui à une activité surhumaine. J'en mentionnerai seulement quelques-unes : deux comités pour distribuer aux malheureux de la soupe et des alimens à bon marché, une société pour la réforme et la répression des jeunes malfaiteurs, une autre pour assister les ouvriers indigens des campagnes et des manufactures, plusieurs *district-visiting societies* pour visiter les pauvres à domicile, les caisses d'épargne enfin; je laisse de côté les sociétés bibliques, les associations savantes, les comités pour l'adoucissement des peines capitales, pour la civilisation. Organiser, d'ailleurs, n'était qu'une partie de sa tâche. Lui-même se mettait ensuite au service de ceux qui l'avaient secondé. Il s'adressait à la générosité des particuliers; il savait inspirer à autrui sa propre ardeur; il sollicitait pour ses œuvres charitables le patronage des grands. Il recueillait de toutes parts des renseignemens sur le sort des classes pauvres, et il communiquait au gouvernement le résultat de ses enquêtes. Ajouterai-je qu'il payait de sa bourse comme de son temps? Cette philanthropie-là n'a jamais manqué aux quakers, et dernièrement encore ils l'ont généreusement prouvé à l'égard de l'Irlande.

La réforme pénitentiaire et l'éducation primaire occupèrent en outre une grande partie de la vie et des pensées de William Allen. Ce fut surtout grace à lui que s'établit et se développa le *British and foreign school society*, cette puissante création de l'initiative individuelle qui dota l'Angleterre et bien d'autres contrées de tant d'écoles mutuelles. Dans sa vieillesse, il fondait encore de ses propres deniers des écoles d'agriculture pratique et théorique, et la tâche qu'il s'était donnée dans sa patrie, il tenta de l'accomplir un peu partout. Accablé d'affaires, administrateur des biens du duc de Kent, membre zélé de son église, il trouva encore le temps de parcourir à diverses reprises la Norvége, la Suède, la Russie, la Grèce, l'Allemagne et la France, inspectant partout les prisons, les écoles et les établissemens de bienfaisance, adressant des rapports aux ministres et aux souverains, prêchant en tout lieu l'instruction et les réformes utiles.

Tous ces voyages eurent pour principaux motifs des missions religieuses; ils rentrent donc dans l'histoire générale du quakérisme, et ils n'en sont pas une des pages les moins curieuses. Deux fois William Allen fut accompagné par un Ami des États-Unis, Français de nais-

sance, Étienne Grellet. La société, — qui n'a jamais cessé de veiller avec une sollicitude maternelle sur les groupes disséminés de sa famille religieuse, — avait chargé les deux missionnaires de visiter Stavanger en Norvége, Pirmont en Allemagne, et quelques autres villages quakers. Ce n'était là qu'une partie des instructions qu'ils avaient reçues. Ils devaient aussi se mettre en rapport avec les hommes charitables des divers pays de l'Europe, s'entretenir et prier avec les hommes pieux de toutes les communions, s'enquérir de l'état moral et religieux des populations. L'ancien esprit de prosélytisme des Amis a bien changé de forme, on le voit. Leurs apôtres parcourent maintenant le monde pour propager les institutions de prévoyance et tous les progrès de nature à soulager les misères ou à moraliser l'ignorance. Loin de porter témoignage contre les croyances qu'ils ne partagent pas, voici comment ils confessent leur foi au nom de la société entière :

A CHARLES-JEAN, ROI DE SUÈDE.

« Inspirés, nous l'espérons humblement, par cet amour chrétien qui désire l'éternel bien-être de tous les hommes, nous avons cru de notre devoir de traverser tes états et de saluer partout ceux qui aiment sincèrement notre Seigneur Jésus-Christ, quelle que soit la forme de religion qu'ils professent; car nous ne connaissons nulle distinction de secte et de parti, convaincus que la véritable église est composée de tous ceux qui s'efforcent fidèlement de connaître et d'accomplir la volonté du ciel à leur égard. »

Cette lettre était signée par Allen et Étienne Grellet. La France aussi a reçu plusieurs fois la visite du bon quaker anglais; elle a encore reçu celle d'un autre missionnaire de la société, mistress Fry. A son nom se rattache une des grandes réformes de notre siècle, la réforme pénitentiaire. Comme Allen, elle avait le génie pratique et le don d'entraîner les hommes; comme lui, elle possédait la plus merveilleuse et la plus rare des facultés, une activité toujours maîtresse d'elle-même et toujours capable de mener de front mille affaires. Les sociétés bienfaisantes sortaient de terre sous ses pas. Pour elle-même, elle prit la part la plus pénible. Elle était riche, elle était épouse et mère; elle n'en vécut pas moins au milieu des cachots et de leurs habitans. Elle avait un talisman pour dominer les bêtes fauves. Suivant le mot de Crabbe : « A travers tout ce qu'il y a de vil et de dépravé, elle s'ouvrit une route, la route que s'ouvrent les anges en combattant les puissances des ténèbres pour faire pénétrer la lumière. » En ce moment, à peine nous est-il possible de nous figurer ce qu'étaient, il y a trente-cinq ans, presque toutes les prisons de l'Europe. Les détenus de tout genre, condamnés ou prévenus, y étaient entièrement confondus. Les femmes et les hommes y couchaient pêle-mêle au milieu des immondices. L'ivrognerie, la brutalité, l'immoralité, y régnaient librement à la fa-

veur d'une oisiveté complète. L'idée qu'il pouvait être avantageux pour la société comme pour les détenus d'empêcher la gangrène du vice de se développer avait sans doute été entrevue par plus d'une intelligence; mais en Europe elle attendait encore une application générale. La secte des Amis en fit une de ses plus chères pensées. Je n'examinerai pas si, là encore, le mysticisme quaker ne se montra pas, dans le principe, beaucoup plus capable de détruire le mal que de rien fonder de mieux. Le fait certain, c'est que les mauvaises théories conduisirent à des théories meilleures, auxquelles les Amis se rangèrent comme les autres. Chez mistress Fry, en particulier, l'illusion ne se mêle plus qu'en petite dose à une très forte dose de saine raison. Introduite à Newgate par W. Allen, elle y fit certainement pénétrer la lumière; elle organisa des écoles pour les prisonniers, elle leur fit de pieuses lectures; elle institua des comités de dames pour l'aider dans son œuvre et pour venir à l'appui des détenues à leur sortie de prison. Enfin, les principales et salutaires améliorations qu'elle avait proposées furent adoptées par le gouvernement. Pour chaque nature de délit, il y eut des salles spéciales : les femmes furent séparées des hommes; elles eurent des surveillantes de leur sexe, et le travail fut introduit dans les maisons de détention.

Toutes ces réformes, dont le contre-coup s'est fait sentir en France et chez les autres peuples, n'ont assurément pas été effectuées par une seule personne. L'esprit d'initiative individuelle, qui est la force de l'Angleterre, n'a point été créé par Allen ou par mistress Fry; seulement ils ont su en tirer parti et lui assurer le concours de toute leur société religieuse : c'est pour les Amis un assez beau titre.

Il est à regretter que les *mémoires* des deux célèbres quakers n'aient pas été traduits dans notre langue. Les récits des voyages les plus lointains et les rêves les plus étranges de l'imagination n'ont rien que de banal à côté du monde qu'ils nous ouvrent. Ce monde inconnu, il est au milieu de nous, et nous ne le soupçonnons même pas. Les traces des anciens jours n'y sont pas effacées : on y reconnaît les descendans des premiers enthousiastes à une certaine exaltation contenue. Là, tout est grave, austère, silencieux : le savant, accablé de soucis, interrompt ses travaux pour consulter Dieu sur la moindre décision qu'il doit prendre, ou pour remercier sa bonté infinie de ce qu'elle a daigné lui donner conscience de son propre néant; le commerçant note dans son journal « ses abattemens » et ses calmes plats, les éclaircies qui lui ont révélé « la présence du pouvoir qui soutient, » les élans de ferveur que le Seigneur lui a accordés malgré son indignité. Le soir, pendant que les convives sont encore à table, l'esprit les visite et plane sur eux; ils s'aperçoivent que *Dieu est proche :* c'est une sollicitation religieuse (*a religious opportunity*) dont le ciel les favorise, et l'un

d'eux prononce une prière. Parfois une étrangère se présente chez un Ami sans être attendue. Je citerai les propres paroles de W. Allen : « Après être restée un instant assise, elle fut *appelée* à me consoler. Elle me dit qu'en se rendant chez elle, elle s'était sentie arrêtée devant ma demeure; elle m'assura que le coup qui m'avait frappé n'était point un signe de colère, qu'il m'avait été ménagé pour m'affermir sur l'éternelle fondation. Il lui avait été ouvert que le Seigneur me réservait au service de son église. » A chaque instant paraissent ainsi des prophètes et des prophétesses, et souvent ces envoyés de l'Esprit saint sont des hommes de haute capacité, et toujours ils sont respectueusement écoutés, même par des hommes comme Allen. Quelquefois c'est un conseil ou un reproche qu'il leur est ordonné de faire entendre : ils ont vu les dangers que l'amour de la science faisait courir à un de leurs frères, et une voix d'en haut leur a dit d'aller l'avertir de prendre garde. Un autre jour, devant le cadavre d'un père, d'une femme bien-aimée, ceux qui pleurent éclatent, pour ainsi dire, en chants d'allégresse pour bénir le ciel de sa bonté.

Cela se passe de nos jours : de tout cela, il m'est encore possible de donner une idée; mais ce que je désespère de faire comprendre, c'est l'indicible alliance d'activité et de résignation, de résolution et de défiance de soi qui se reflète non-seulement dans les pages d'Allen et de mistress Fry, mais encore dans presque toutes les confidences des Amis de nos jours. La vertu pour eux, le signe auquel ils reconnaissent qu'ils sont justifiés, leur idéal enfin, c'est le sentiment de *dependence* (dans le sens anglais du mot), le sentiment qu'ils sont à la merci du Tout-Puissant, que Dieu pense et veut en eux; qu'autour d'eux comme en eux, c'est l'Irrésistible qui gouverne seul, décide seul ce qui doit se réaliser; que l'homme, en un mot, ne peut que deviner ce qui est destiné à s'accomplir. Non qu'ils soient quiétistes; loin de là. Ils se font un devoir d'étudier sans cesse ce qu'ordonne la voix intérieure, de se décider sans cesse, de toujours vouloir et pratiquer sans crainte et sans repos ce qu'ils croient le mieux, mais de ne le vouloir et de ne le pratiquer qu'en doutant d'eux-mêmes, en se tenant prêts à changer de voie au moindre appel, en se résignant d'avance à ce qui sera ordonné, et en se rappelant « que si l'œuvre est de Dieu, elle réussira malgré tout; que si elle n'est pas de Dieu, rien ne saurait la faire triompher. » Lorsque le souvenir des destinées religieuses qui lui avaient été prophétisées faisait hésiter miss Gurney (Mme Fry) à se marier, elle écrivait à son cousin J. Gurney : « J'espère que le droit chemin me sera manifesté. Je ne me serais pas crue autorisée à répondre par un refus formel en ce moment. Si je suis réservée à me marier avant peu, cela bouleversera toutes mes théories, et cela m'enseignera que les voies du Seigneur sont inscrutables. » La première fois que la jeune femme

prononça quelques mots en public, elle en fut tout épouvantée, et, rentrée chez elle, elle écrivait ces autres paroles si caractéristiques : « Mon Dieu! gardez-moi de prendre en vain votre nom. » Cette tendance à douter de soi-même est un trait saillant des quakers contemporains. Un mâle sentiment de responsabilité respire chez leurs hommes d'élite. Ils se respectent comme un temple et se prennent eux-mêmes au sérieux. Observer avant de juger, faire silence pour écouter, revenir écouter de nouveau, et craindre constamment que la lumière ne soit qu'un météore trompeur, telle est leur manière de consulter l'oracle.

Certes, si les quakers sont encore asservis à de puériles formalités, on le leur pardonne sans peine, car les apparences ne leur ont pas fait oublier la réalité. Sous leurs simples dehors réside une majestueuse virilité. Ils se reprochent, comme un mensonge, de n'avoir pas exprimé toute leur pensée de peur de blesser quelqu'un. Nul faux-fuyant n'est admis. La crainte de froisser les susceptibilités d'autrui est démasquée, et, sous son vrai nom, ils la proscrivent comme une pusillanimité qui vient du désir de plaire. Devant eux, on se prend à rêver un monde où l'on pourrait croire au moindre sourire, à la moindre parole d'approbation, parce que le blâme ne se déguiserait jamais, pas même sous le silence; un monde de franchise et de justice aussi, où chacun serait assez sage et assez réservé dans ses jugemens pour être chargé du devoir de punir, et travailler ainsi, comme un grand-justicier, à faire respecter les choses saintes.

En montrant comment les quakers pratiquent la charité, j'ai passé en revue à peu près toutes leurs œuvres. Les statistiques des prisons, des écoles et des établissemens de bienfaisance ont été les romans de leurs heures de loisir. Comme un ordre monastique, ils n'ont eu qu'une spécialité. Probablement, ils auraient été des ouvriers moins actifs dans cette spécialité, s'ils n'avaient pas été une exception parmi les hommes; probablement aussi ils ont fermé bien des voies fort légitimes à leur activité, en voulant astreindre le chrétien à ne vivre que par une seule faculté. Ainsi, ils ont fourni peu de poètes et d'artistes. L'imagination, l'épanchement des impressions artistiques et le talent d'émouvoir se sont trouvés enveloppés dans la proscription dont ils avaient frappé le mensonge, la futilité, tout ce qui distrait l'homme de la réalité des réalités. Benjamin West est à peu près le seul peintre qu'ils aient à citer (peintre bien froid, surtout dans ses sujets historiques), et la liste de leurs poètes n'embrasse guère que John Whittier l'Américain et Bernard Barton l'Anglais. Le premier écrit encore des vers lyriques; le second est mort récemment après avoir publié plusieurs volumes de méditations et de morceaux descriptifs : son inspiration était grave, simple, religieuse, et, quoique renfermée dans un

horizon peu étendu, elle avait souvent la vraie poésie, celle des sentimens comme ils naissent naïvement dans une ame élevée et cultivée.

A défaut d'artistes et de romanciers, les quakers sont riches en un genre de littérature qu'ils ont presque créé dans les temps modernes. Je veux parler de leurs mémoires et de leurs biographies. Saint Augustin le mystique avait raconté sa vie intime. La foi mystique des desciples de Fox les a naturellement entraînés à suivre son exemple. Presque tous leurs hommes de marque ont écrit l'évangile de leur *Christ intérieur*, et, après leur mort, ceux qui restaient derrière eux ont généralement recueilli leurs lettres et leur histoire. Chaque génération a ainsi payé son tribut; les annales psychologiques de la Société des Amis sont complètes; elles le sont dans tous les sens, car ceux qui se sont confessés l'ont fait sans réticence, et, pour s'analyser, ils ont eu cette seconde vue du savant, qui, à force d'observer, arrive à distinguer dans un tapis de verdure des milliers de formes invisibles pour un œil moins exercé. De Fox à Allen, non-seulement il nous est possible de voir se dérouler sous nos yeux les actes et les destinées des Amis : nous pouvons encore assister à l'engendrement secret de leurs actes, à tous les phénomènes intimes de leur être, à toutes les transformations spirituelles qui ont élaboré en eux les variations extérieures de leur destinée.

V. — CONCLUSION.

De Fox à Allen, des figures bien différentes l'une de l'autre se sont constamment succédé : la route a été longue, elle a été droite aussi; il y a quelque chose d'enivrant à voir tant de force de croissance dans un rameau de l'arbre humain. Jamais pareille évolution n'avait eu lieu sous le soleil. Les archives seules du quakérisme sont comme un tableau synoptique de tous les degrés de développement qu'il a été donné jusqu'ici à l'homme de parcourir. Ce qu'elles nous apprennent surtout, si je ne me trompe, c'est que ce ne sont pas les doctrines qui font les caractères, c'est que nos actions, nos volontés et nos conceptions ne dépendent pas exclusivement de nos principes. Chez des natures instinctives et rudimentaires, les principes des Amis pouvaient enfanter un dangereux fanatisme, une folie toujours prête à prendre ses caprices pour des volontés du ciel. Chez des êtres abstraits et raisonneurs, plus portés à réfléchir qu'à observer, les mêmes principes pouvaient enfanter un aveuglement non moins dangereux, un radicalisme obstiné à tailler et retailler le monde sur son idéal *à priori*. Ces deux phases, les quakers les ont en effet traversées. L'enthousiasme avait été leur point de départ, l'esprit de système est venu plus tard : Barclay après Fox, mais après Barclay autre chose. Les principes offi-

ciels de la Société des Amis ont eu beau se proclamer éternels, Dieu se rit des axiomes, et, quelles que soient les formules que prononcent les lèvres des hommes, le sens qu'ils y attachent implique toujours forcément tout ce qu'ils ont vu, tout ce qu'ils ont pu apprendre. A une époque plus sage, les croyances de Fox se sont trouvées professées par des êtres naturellement observateurs. La faculté d'examiner était en eux; par cela seul qu'elle existait, elle a eu besoin de s'exercer; elle a moissonné, elle a emmagasiné ses récoltes, et la foi en une révélation immédiate n'a servi qu'à faire de ces mystiques-là des disciples de Bacon. Le résultat accumulé de leur expérience pratique a été leur oracle. En croyant renier leur raison, ils ont simplement renié leur logique, leurs préjugés, leurs hypothèses gratuites, et, ainsi arrachée à l'esclavage de tout système, leur intelligence a été d'autant plus docile à recevoir les enseignemens de la réalité.

C'est là qu'en est maintenant le quakérisme. Il est revenu au *mépris de toute théorie* qu'enseignait son fondateur, en y joignant l'esprit d'examen que ne possédait pas G. Fox. En d'autres termes, après avoir cessé d'être une secte mystique sous l'influence ou du moins du temps de Barclay, il s'est retrempé dans son essence première, car le mépris de toute théorie, remarquons-le bien, ce n'est rien moins que le fond même du mysticisme, l'instinct de conservation de l'individualité. Le quakérisme avait donc un principe de vie, comme je le disais en commençant. A l'époque où il est né, la cause qu'il venait défendre pouvait triompher; chaque jour, elle a gagné du terrain. L'avenir lui appartient, je crois; le présent lui est déjà en grande partie acquis. Regardons autour de nous, ouvrons tous nos livres : qu'y trouverons-nous? De l'art intime, de la poésie intime. Il semblerait que nous avons tous pris modèle sur les mémoires des quakers. Ce ne sont point les doctrines des Amis qui ont nourri le talent de Wordsworth, cela est certain; Wordsworth pourtant n'en est pas moins un quaker, et Coleridge aussi, et tous les poètes de marque avec eux. La littérature en masse s'est convertie au quakérisme le jour où elle a osé croire que *coursier* n'était pas plus poétique que *cheval*, et où elle a mis ainsi la naïveté au-dessus du savoir-faire, l'originalité au-dessus du bon ton cérémonieux. Elle s'y est convertie pour notre malheur ou notre avantage, suivant ce que nous aurons de sagesse : — pour aller à toutes les folies de l'orgueil et de l'égoïsme avec ceux qui, en s'inspirant d'eux seuls, ne trouveront en eux que l'aveuglement d'une raison trop faible et d'une conscience incomplète; — pour aller à toutes les gloires d'une noble sincérité avec ceux qui auront la défiance d'eux-mêmes et le respect d'autrui. Rousseau ou Allen, voilà les deux aboutissans possibles. De quel côté nous dirigerons-nous? Dieu le sait. En tout cas, c'est bien l'évangile littéraire des modernes que Fox avait annoncé à l'avance,

en répétant que le sentiment individuel est de Dieu et que l'acte ou la parole qui le traduisent le plus sincèrement sont le plus divins. Bien plus, pour nous, tels que la marche des choses nous a faits, le grandiose, l'idéal épique est plutôt dans la prose de mistress Fry que dans les épopées d'Homère. A travers son iliade à elle, on n'entend pas le bruit des vaines cymbales, on n'y voit point l'héroïsme qui poursuit la gloire, l'ambition qui vise à écraser autrui de sa supériorité. Ce qu'on y rencontre, c'est l'héroïsme de la conviction et non de l'orgueil : c'est le sublime des humbles abnégations, c'est la majesté de la liberté, la seule réelle, celle de l'être émancipé du désir de plaire, et qui, sans rien craindre, sans rien demander, ne reçoit de loi que de lui-même. Cette poésie-là, le monde ne s'en était pas douté pendant des siècles; s'il l'entrevoit maintenant, c'est que la morale, elle aussi, s'est faite quakeresse comme la littérature. L'opinion publique en général est de l'avis des quakers : elle ne pense plus que la sagesse consiste à prendre la vie en riant et à n'y voir qu'une comédie où il s'agit de jouer habilement son rôle. La science et la philosophie commencent également, grace à Dieu, à prêcher, après Fox, l'abjuration des formules et des vains systèmes. Lorsque les grands partis sont tombés en Angleterre et que les communes ont renoncé aux luttes de principes pour se guider d'après les nécessités journalières, c'était une espèce de quakérisme qui s'impatronisait au parlement et dans la politique. Le *free trade* enfin, le gouvernement constitutionnel, la décentralisation et le laisser-faire d'Adam Smith ne sont bien évidemment que des applications de la vieille doctrine mystique reprise par les Amis. De tout cela que conclure? Rien, sinon que l'autorité, comme l'a dit saint Paul, a pour unique fondement l'incapacité de bien user de la liberté, et que les individus obtiennent une plus large part d'indépendance quand ils sont devenus capables de ne pas en abuser.

Et cependant, tandis que l'esprit du quakérisme s'étend et s'infiltre partout, lui-même, comme religion, semble en voie de disparaître. Dans ses rangs, les défections sont fréquentes. Mistress Fry a vu la plupart de ses enfans et des autres membres de sa famille passer à l'église anglicane. Les esprits les plus avancés, ceux que pénètrent les influences de leur temps, sont comme attirés vers la religion de la majorité. Les hommes prennent de moins en moins la parole dans les assemblées; les femmes fournissent plus de ministres qu'eux à l'église de Fox, et la Société des Amis, en Angleterre surtout, se voit menacée de ne garder par devers elle que les enthousiastes et les retardataires. Ne serait-ce pas parce qu'elle a commis le péché pour lequel il n'y a nulle rémission, celui de dire à l'homme : Décide d'abord ce que doit être toute chose; pose ton ultimatum à la réalité, et poursuis ensuite ton idéal les yeux fermés : périsse le monde plutôt qu'un principe! Les Amis eux-

mêmes ont décidé qu'ils n'accepteraient pas toutes les nécessités qui pourraient se présenter; eux-mêmes n'ont pas voulu y faire face en hommes, de leur mieux. Leur refus seul de porter les armes les condamnait à ne jamais devenir une nation. En donnant à la majorité le droit de régenter les consciences individuelles, leur organisation religieuse les vouait également à n'être qu'une secte exceptionnelle. Pour qu'un tel absolutisme fût possible, il ne suffisait pas que chacun fût libre de s'y soustraire, il fallait encore qu'en s'y soustrayant chacun pût trouver autour de lui d'autres communions où se rejeter afin de ne pas devenir un paria. C'est en vain que les quakers modernes maintiennent résolûment leur discipline et toutes leurs particularités de langage et de costume : cela même indique peut-être qu'ils ont peur. Ils sentent que ces barrières sont la dernière digue qui les empêche d'être engloutis; mais ces barrières ne sont qu'un obstacle au progrès, et le progrès passera.

Il n'y a pas à s'y méprendre néanmoins, ce qui condamne à mort le quakérisme, ce n'est pas son mysticisme, sa glorification du sens propre : c'est sa doctrine, et surtout sa doctrine telle que l'a faite Barclay. Barclay s'en va, Fox reste : lui, il pouvait dire jusqu'à un certain point : « Je suis celui qui était avant que les choses fussent. » Il était en effet à l'origine de toute chose. Il exprimait ou plutôt en lui s'exprimait ce qui a précédé toute société humaine, ce dont tout effort humain procède : le besoin individuel, l'instinct qui oblige chaque être à défendre sa personnalité, à ne croire que ce qu'il peut croire, à ne vouloir que ce qu'il peut vouloir. Bacon n'eût pu accepter Descartes ni Barclay; il aurait pu accepter Fox. L'induction était en germe dans le mépris que l'enthousiaste professait pour toute théorie; la cause pour laquelle il combattait était encore la méthode qui enfante le progrès et les génies, la seule qui permette à un homme de faire un pas de plus que ses devanciers. N'est-ce pas en dépit de toute théorie que s'accomplit toute découverte? Constater une loi nouvelle, n'est-ce pas affirmer un phénomène incompréhensible, absurde, une chose contraire à toutes les lois reconnues du possible, une opinion que l'on ne peut admettre sans nier sa propre raison, ses idées préalables? Celui qui a découvert l'attraction ou les propriétés de l'oxygène, celui qui est venu annoncer au monde que des morceaux de verre rendaient la vue aux aveugles, tous les novateurs enfin n'ont certainement pas déduit leurs inventions des systèmes du passé. Ils ont cru parce qu'ils avaient vu, ils ont admis qu'un fait était vrai, quoiqu'il fût impossible, parce qu'ils ne pouvaient faire autrement, parce que l'affirmation de ce fait, l'idée qu'il était vrai résultait forcément de leurs impressions. Malheureusement la même méthode qui fait les génies fait aussi les fous et les fanatiques. Si les intelligences d'élite s'élèvent au-dessus de la foule en se déga-

geant de tout système, c'est parce qu'elles savent d'abord s'assimiler toute l'expérience acquise, toute la science résumée dans les théories du passé. Quant aux masses, qui ne possèdent point cette faculté, les pousser au mépris de toute théorie, c'est seulement leur enlever les bénéfices et la tutelle de la sagesse des sages pour les livrer à la merci de toutes leurs étourderies; leur enseigner d'ailleurs ce mépris en leur répétant qu'elles possèdent un oracle infaillible, c'est déchaîner le chaos. Le quakérisme primitif pouvait donner satisfaction à un besoin éternel; mais, avec son hypothèse du Christ intérieur, il s'insurgeait contre une nécessité non moins éternelle et qui est la raison d'être du dogmatisme, contre la nécessité qui force les sociétés à se protéger en exprimant, sous forme de lois, la somme de leurs connaissances, et en empêchant les aveugles de faire ce qui a été reconnu comme dangereux.

Afin d'enlever les individus au gouvernement de leurs ignorances et de leurs caprices, nous avons vu ce que fit Barclay : il les remit sous la tutelle de l'esprit de système. Il se peut que sa doctrine scolastique ait contribué à sauver le quakérisme du naufrage, car, après tout, le recueil de préceptes et de croyances qu'il avait rédigé était un certain résumé des lumières de son temps. Ce qu'il y a de bien certain toutefois, c'est que le présent n'était sauvé qu'aux dépens de l'avenir. Tout savant qu'il était, Barclay n'avait su qu'adopter les erreurs de Fox, en sacrifiant ce qu'il y avait chez lui de profondément vrai. La question était de découvrir et de dire comment les individus étaient libres de tenir compte de leurs propres impressions et de leurs propres besoins, sans être aucunement libres de nier l'expérience du passé et de dédaigner ses défenses. Cette question, le docteur quaker ne l'a point résolue. Au lieu de concilier les deux besoins représentés par le dogmatisme et le mysticisme, il a simplement combiné les axiomes des dogmatiques et des mystiques : l'hypothèse du *Christ intérieur* et l'hypothèse que la *vérité est une.* — De cet amalgame de formules est sortie, entre ses mains, une doctrine sans nom qui, du même coup, s'attaque aux deux nécessités qu'il s'agissait de mettre d'accord. A la fois antinomienne et systématique, elle permet d'un côté à l'individu de rejeter l'expérience du passé, et, de l'autre, elle lui défend d'y ajouter la sienne propre. En faisant un devoir au croyant de ne point payer les dîmes, de ne point porter les armes, et en général de ne point se soumettre aux conventions sociales qui ne sont pas confirmées par sa lumière à lui, elle menace, comme le socialisme de nos jours, le principe même de la vie des sociétés. En définissant dogmatiquement la vérité immuable et en enlevant aux raisons individuelles le droit de penser autrement que Fox, elle prétend arrêter le progrès et supprimer la faculté d'apprendre. — Suivant elle, l'individu n'est

pas libre de croire, pour sa propre part, à ce que lui dit son sens propre; il n'a que le devoir de nier ce que dit le sens propre d'autrui.

A tout prendre, le quakérisme est un échec. Comme doctrine, il n'a pas pu pénétrer l'énigme du sphinx, pas plus que le cartésianisme, pas plus que le radicalisme. Pour expliquer comment chacun était autorisé à penser par lui-même, il n'a rien trouvé de mieux qu'une théorie dont le sens se réduit littéralement à ceci : que chacun a le don de tout deviner sans avoir rien appris, que chacun n'a rien à apprendre et doit se tenir pour infaillible, que chacun enfin ne doit jamais affirmer qu'il sent et voit d'une certaine façon, sans affirmer en même temps que tous ceux qui n'acceptent pas ses opinions sont forcément ou des hypocrites ou des monstruosités. L'*Apologie*, en un mot, équivaut de tous points au système de M. de Lamennais; c'est le radicalisme pur, la glorification de l'ignorance avec toutes ses conséquences. Il n'en a pas fallu davantage pour précipiter Franklin et bien d'autres au plus profond de cette sentimentalité humanitaire, qui, sous prétexte que tout vivant a en lui l'étoffe dont se font la sagesse et la morale, s'imagine que tous sont également propres à tout, que tous doivent jouer tous les rôles, surtout celui de législateurs, que le meilleur gouvernement possible est celui des mineurs, etc. Ce que vaut un pareil mysticisme, les faits ne l'ont que trop prouvé. Pour nous, Français, il portait dans ses flancs la révolution et le communisme. Pour l'Allemagne, il tenait en réserve un idéalisme non moins gros de tempêtes, j'en ai peur. De toutes les vieilles sociétés, il n'en est guère qu'une qu'il ne soit pas parvenu à désorganiser, et celle-là, c'est précisément la seule où il n'ait jamais pu s'implanter sans être rudement combattu.

Quelle est donc l'illusion ou la méprise qui a égaré Barclay et Descartes? L'étude du quakérisme, à mon sens, peut grandement profiter à la philosophie. Si elle ne nous indique pas la droite voie, elle nous fait au moins toucher la borne fatale contre laquelle ont donné tous les défenseurs du sens propre, pour bifurquer les uns à droite, les autres à gauche, ceux-ci vers l'anarchie, ceux-là vers une autorité pleine de périls. Cette borne fatale, c'est l'explication à donner à nos idées irrésistibles, à ces affirmations que nous sommes forcés de répéter, parce qu'elles commencent par s'affirmer elles-mêmes en nous. Luther, Fox et en général tous les mystiques ont attribué ces croyances involontaires à des révélations d'en haut, à une action immédiate du ciel. Descartes, M. de Lamennais et en général tous les idéalistes ont adopté la même interprétation, en se bornant à l'exprimer d'une autre manière; ce que les théologiens appelaient des révélations, ils l'ont présenté comme des notions innées, des vérités nécessaires, des principes indépendans de toute expérience; les sensualistes enfin ont cherché à

se rendre compte du même phénomène, en supposant que nos affirmations irrésistibles ont la puissance de s'imposer à nous, parce qu'elles sont la vérité, l'expression même de la réalité, et que nous possédons en nous une faculté d'entendement dont le propre est de percevoir la réalité telle qu'elle est. — Dans un sens, toutes ces opinions sont synonymes; elles s'accordent à soutenir que, si une idée est incontestable pour un penseur, cela ne tient nullement à la nature propre de ce penseur, à ses limites à lui, à ce qu'il a appris ou acquis. — Tout est expliqué par la seule valeur de l'idée, par sa nature intrinsèque. Elle est irrésistible pour l'un, parce qu'elle est une chose irrésistible pour tous; chacun, si elle est irrésistible pour lui, doit en conclure qu'elle l'est pour tous. Un phénomène se passe en moi, donc il se passe chez tous mes voisins. La règle pratique qui découle de ces prémisses est assez évidente. Chaque homme, en réclamant le droit de croire à ses principes, réclame celui de les regarder comme l'éternelle vérité et de combattre à outrance toutes les autres opinions comme d'éternelles erreurs. Idéalistes, théologiens et sensualistes, tous ceux qui n'ont pas voulu attribuer la valeur de leurs idées à leurs propres limites, sont fatalement arrivés là; tous, en croyant soutenir la cause de la liberté, ont propagé les tendances qui rendent la liberté impossible; tous ont fait de l'individu le juge en dernier ressort de la loi sociale; tous sans exception ont proclamé le saint droit de l'émeute, Barclay comme les autres.

Ce droit sacré de l'insurrection, les quakers, je l'ai dit, n'y ont pas recouru, sauf dans les cas spécifiés par leur apôtre. Loin de se montrer enclins à l'insubordination, ils ont fait de l'obéissance leur vertu dominante, et ce n'est même que par obéissance qu'ils ont refusé de payer les dîmes. Cela indique que leur instinct était plus sage que leur confession de foi. Tel est le trait saillant de leur histoire. A lui seul, il vaut tous les systèmes du monde, car il est un symptôme de bon augure, une preuve vivante que des hommes de notre temps ont été capables de bien se diriger eux-mêmes à travers de nombreux écueils. A lui seul, il vaut aussi bien des enseignemens, car il nous apprend à quelles conditions la liberté peut s'acquérir. Ce que les quakers ont défendu et glorifié, c'est à la fois la chose la plus sainte et la plus terrible. Sachons-le bien : il n'y a absolument rien de beau, ni de juste, ni d'avantageux *en soi* à ce que les individus se fassent leur propre loi, s'ils se la font mal; cette liberté-là ne se verra jamais. Tant que les hommes auront l'instinct de conservation, le seul moyen d'obtenir un droit sera d'acquérir d'abord la dose de sagesse nécessaire pour qu'il soit sans danger. Chez nous, les réformateurs de toute nuance prônent la liberté en prenant sous leur protection toutes les brutalités, les haines et les fanatismes qui en font une menace et un instrument de mort.

Les quakers, au contraire, l'ont revendiquée en pratiquant la patience, l'humilité, l'abnégation. Nos tribuns et nos philanthropes prêchent l'émancipation de l'humanité en imitant Nayler, en se divinisant eux-mêmes, en ne doutant de rien, en glorifiant et excitant partout la révolte. Les quakers, au contraire, ont commencé par renoncer à toute violence, et chaque jour ils ont de plus en plus renoncé au dédain de l'expérience acquise et de la raison d'autrui. Nos tribuns et leurs adhérens, s'ils continuent, prouveront seulement qu'ils ne sont pas d'âge à être relevés de tutelle; les quakers, de leur côté, ont prouvé qu'une partie au moins du genre humain avait renié l'hérésie qui rend inévitable la contrainte de l'autorité. Quel que soit le sort réservé à leur église, ils méritent notre respect, ils ont bravement combattu pour nos vrais autels et nos vrais foyers; ils sont la première communion religieuse qui ait pu fonder quelque chose en reconnaissant l'indépendance du sens propre. Si leur doctrine n'a pas trouvé moyen de concilier les droits de la société avec les besoins de l'individu, leur conduite, en tout cas, a résolu le problème. D'autres viendront sans doute qui sauront mieux qu'eux imaginer un salutaire compromis entre l'autorité et sa vieille ennemie. Un jour, espérons-le, les hommes finiront par renoncer à une hypothèse qui n'a enfanté que luttes et haines. A force de voir que les révélations individuelles ne sont nullement d'accord, ils se résigneront à en conclure que peut-être la *vérité* n'est pas une, et ce sera là une des bases de la nouvelle charte octroyée à la liberté. Comment la vérité peut-elle ne pas être une, puisque la réalité est la même pour tous? Cela est incompréhensible, inexplicable, rien de plus certain, et il en est ainsi de l'électricité, de la vie, de la digestion du moindre insecte, de tout ce qui est. Nous imaginerions-nous, par hasard, que nous n'admettons toutes ces choses que parce que nous les comprenons? Le compréhensible est simplement l'incompréhensible, tel qu'on est habitué à le voir. S'il nous faut une explication, d'ailleurs, nous pouvons nous dire que la réalité est comme le soleil, que la vérité pour chacun est comme la couleur dont le soleil le colore, et que l'indigo, parce qu'il est teint en bleu par la lumière, n'a pas droit de nier qu'elle teigne en rouge le cinabre. Qui nous dit que nos idées, nos manières de voir, qui nous semblent la contre-épreuve des réalités extérieures, ne sont pas uniquement l'image de leurs effets sur des individualités différentes? Qui nous dit surtout que dans les vues du Créateur il ne fallait pas des milliers de conceptions différentes, comme des milliers d'organismes dissemblables, pour produire l'harmonie providentielle?

J. Milsand.

LA

LITTÉRATURE EN ALLEMAGNE

DEPUIS LA RÉVOLUTION DE FÉVRIER.

LA LITTÉRATURE POLITIQUE. — LES PHILOSOPHES ET LES POÈTES.

Avant le 24 février, les lettres allemandes suivaient une marche régulière. L'enthousiasme de la liberté, l'espérance des réformes constitutionnelles, étaient pour les esprits un aiguillon et un frein. Heureuses les générations qui poursuivent un idéal et que soutient l'espoir d'une victoire prochaine! il semble qu'une harmonie secrète conduise tous leurs mouvemens. L'effervescence de 1830 s'était modérée peu à peu, et une phalange de jeunes écrivains, réglant son inspiration sur le but proposé à la patrie, avait accompli en peu d'années les plus sérieux progrès. Des romans de la *jeune Allemagne* aux contes populaires de M. Auerbach, de la philosophie insensée des *Annales de Halle* aux plus récens écrits de M. Strauss, la route parcourue est signalée par des transformations heureuses. Je ne prétends pas que les mauvais ouvrages et les doctrines coupables eussent disparu; la démagogie hégélienne était arrivée, au contraire, à la dernière limite de ses folies, et le plus froidement exalté de ses tribuns, M. Stirner, avait épouvanté l'Allemagne par des clameurs sauvages. Il est certain pourtant que, malgré la fureur des partis extrêmes, la pensée publique se développait avec une suite marquée, et que les lettres avaient fidèlement reproduit les différentes phases de ce progrès.

L'année 1848 est venue arrêter brusquement cette société qui marchait de victoire en victoire à la conquête régulière de ses droits. L'ordre de bataille a été brisé, les rangs les mieux serrés se sont rompus, et les aventuriers, qu'on avait peu à peu rejetés en arrière, se sont emparés du drapeau. De là, pendant plus d'un an, un chaos inextricable. Une confusion inouie avait succédé à cette belle discipline; tantôt c'étaient des chimères absurdes, des utopies violentes, substituées aux triomphes de la veille, tantôt des hésitations, des doutes, des découragemens à faire croire que l'armée libérale était dispersée pour jamais; d'un côté était la démagogie, de l'autre le despotisme; en un mot, à l'heure même où 1848 donnait à l'Allemagne des constitutions sérieuses, le parti qui depuis dix ans poursuivait ce but, le parti de la science, de la liberté et du progrès, semblait anéanti. Triste situation dont la littérature a long-temps reproduit le désolant aspect! Peut-être, cependant, cette rude secousse n'aura-t-elle pas, en définitive, toutes les suites que l'on devait craindre. Le premier choc a été violent, profond a été le trouble des esprits; qu'importe, si le mal, dont on se défiait trop peu, s'est montré dans sa nudité odieuse? Satisfaite de la discipline croissante de ses milices, la société libérale ne se préoccupait pas de la sourde propagande des doctrines hégéliennes; désormais elle a vu le mal, elle sait où est l'ennemi.

Oui, j'en suis sûr, cette déroute des esprits ne se prolongera pas long-temps dans un pays comme l'Allemagne. Déjà, depuis le milieu de 1849, le mouvement intellectuel annonce le retour de la vie. Les lettres, la philosophie, les sérieux travaux de la pensée, ont repris, non sans éclat, leur tâche interrompue. Quant à la littérature plus spécialement politique, elle a traversé déjà deux périodes distinctes, la période des folies et la période des regrets : l'une remplit l'année 1848; 1849 commence l'autre. Dans la première, les écrivains s'associent, les yeux fermés, à ces fastueuses illusions qui s'étaient emparées de tout un peuple; ce ne sont que promesses, chants de triomphe, glorifications aveugles de toutes les journées insurrectionnelles. Dans la seconde, le rêve se dissipe; le spectacle de la réalité, la dispersion du parti libéral, les préoccupations d'un avenir chargé de menaces font succéder une clairvoyance attristée à ces puérils éblouissemens. On commence à discuter ces révolutions, qui n'éveillaient d'abord que de si poétiques images, et l'inquiétude, sinon l'hostilité, se manifeste presque partout. Excellent symptôme, à mon avis! Ce qu'il y a de plus difficile et de plus indispensable en temps de révolution, c'est d'y voir clair. Les songeurs, les dupes, tous ceux qui sont trompés par de grands mots ou aveuglés par une confiance béate, tous ceux enfin qui combattent dans les ténèbres, sont d'avance à demi vaincus. L'Allemagne est plus exposée qu'aucun autre peuple à ces entraînemens de

la rêverie; les habitudes de son génie l'y portent, et son expérience de la vie politique est trop récente encore pour que le sentiment de la réalité ne soit pas souvent offusqué chez les meilleurs esprits par le retour des anciennes chimères. C'est cette vie politique, c'est l'exercice des droits constitutionnels qui lui apprendront à voir les choses dans leur vérité nue, à mesurer les difficultés qu'elle veut vaincre, à se résigner aux conditions du progrès, à conjurer les périls de la situation présente, à affermir enfin ses libertés contre les entreprises de l'absolutisme ou les violences de la démagogie. Sur ces deux périodes que je signale, sur les folies et les regrets, je veux interroger les publicistes, les philosophes, les poètes même, heureux lorsqu'à travers la confusion d'une époque bouleversée je découvrirai çà et là et pourrai mettre en lumière les symptômes d'un meilleur avenir!

I.

Le plus grand événement de l'Allemagne après la révolution de février a été, sans nul doute, la convocation du parlement de Francfort. Pendant plus d'une année, toute l'attention, toutes les espérances de ce pays se sont tournées vers cette assemblée nationale, qui promettait des miracles et qui a fini comme un club. La convocation révolutionnaire de ce parlement devait satisfaire les deux plus vives passions de l'Allemagne moderne : l'orgueil patriotique et le besoin d'agir. On ne s'étonnera donc pas qu'un fait si nouveau et si considérable tienne une large place dans le mouvement littéraire de 1848. Le parlement de Francfort, au dire de beaucoup d'esprits candides, était destiné à introduire l'Allemagne dans les glorieuses routes de la vie militante, et désormais au prodigieux développement de la librairie allemande on allait voir succéder les poèmes et les drames de l'action; le parlement porterait sur le théâtre de la vie toute cette activité fébrile qui se dépense inutilement dans le monde des livres; les érudits n'écriraient plus l'histoire, ils la feraient eux-mêmes à la face de l'Europe. Beaux projets, naïves espérances bien vite évanouies comme tant d'autres! Il est arrivé là ce qui arrive si souvent en temps de révolution, le contraire de ce qu'on se proposait. L'Allemagne, grace aux démagogues, a été bientôt lasse de ses épreuves, et le parlement de Francfort n'a guère produit qu'une bibliothèque.

D'abord, ce sont de vifs tableaux, des esquisses rapides et parfois brillantes, tracées à la hâte pour satisfaire la curiosité publique. Un des coryphées de la *jeune Allemagne* dont le talent facile s'est affermi et rectifié depuis quinze ans, M. Henri Laube, a réuni en deux volumes de spirituels articles publiés dans la *Gazette d'Augsbourg*. Son livre est intitulé *le Premier Parlement allemand*. Ce qui intéresse M. Laube avant

toute chose, c'est le bruit de la foule, l'attitude des députés, le mouvement extérieur de ces tumultueuses séances. Ne lui demandez pas une histoire des délibérations, une étude attentive des partis et des doctrines : vous avez affaire à un touriste, à un dramaturge superficiel et étincelant. Les entrées, les sorties, les costumes, la mise en scène, tout cela est le triomphe de M. Laube. Là même où il essaie de reproduire la marche politique de l'assemblée, il écrit une chronique bien plutôt qu'une histoire. Une fois ce genre admis, on ne refusera pas à l'écrivain un très vif esprit et une plume fort habilement exercée. Son livre est une suite de dramatiques incidens qui se déroulent avec prestesse devant les yeux amusés du lecteur, une galerie de portraits où brille toujours, non pas la ressemblance des modèles, mais l'esprit, la verve, l'élégante facilité de l'artiste. L'ouvrage de M. Henri Laube a eu tout le succès que désirait l'auteur; il s'était donné la tâche de faire assister le public lettré à cette assemblée nationale, foyer de tant d'espoirs si tôt détruits et objet d'une curiosité si ardente; il a atteint son but, et tous les lecteurs de Vienne, de Leipzig, de Berlin, ont suivi avec plaisir l'ingénieux cicerone dans ses visites à l'église Saint-Paul. D'ailleurs, bien que la politique ne fût pour lui qu'un accessoire, M. Laube représentait l'opinion la plus répandue alors en Allemagne; ses sympathies étaient acquises aux doctrines et aux députés du centre. Le centre à l'église Saint-Paul voulait l'omnipotence du parlement et repoussait l'esprit républicain. Rejeter la république comme impossible dans la situation présente des esprits, et, d'un autre côté, mettre en suspicion les monarchies constitutionnelles en refusant de se concerter avec elles pour l'établissement de l'unité allemande, ce fut la prétention vraiment incompréhensible de la majorité du parlement. Ni république, ni monarchie, que devait être l'Allemagne sous le régime de l'assemblée de Francfort? Sa situation, il faut le reconnaître, avait ce je ne sais quoi d'original qui plaît tant à l'orgueil des teutomanes. Il est certain qu'en agissant ainsi, l'Allemagne ne copiait pas la France; cette seule idée suffisait pour allumer son enthousiasme, et elle entonna des chants de triomphe quand elle vit ses érudits, transformés en hommes d'état, conduire sa révolution par des voies si nouvelles. Le livre de M. Henri Laube exprime avec candeur l'opinion de cette majorité, qui, sans comprendre très nettement les systèmes de ses chefs, était flattée néanmoins du rôle vague, indécis, mais extraordinaire, qu'on lui assignait pour ses débuts.

Le centre a eu de nombreux organes parmi les députés même qui siégeaient à Francfort; je citerai, entre beaucoup d'autres, les *Souvenirs de Saint-Paul*, de M. Biedermann, qui contiennent d'assez curieux documens sur les transformations intérieures de son parti. M. Robert Haym a été le rapporteur grave et consciencieux des délibérations du

centre droit, l'interprète et le zélé défenseur de ses votes dans toutes les discussions importantes. M. Haym est un caractère élevé; il avait siégé à Berlin dans la mémorable diète de 1847, et il a écrit sur les orateurs et les débats de cette première assemblée prussienne un livre qui honore son intelligence autant que son patriotisme. Le tableau qu'il avait à tracer ici (*l'Assemblée nationale allemande jusqu'à l'élection de l'empereur*) était infiniment moins clair; il avait surtout moins de séductions pour un esprit qui désirait de sérieuses réformes, et chez qui les illusions de l'unité allemande ne furent pas de longue durée. Puis voici les manifestes de l'extrême gauche : la *Mort du parlement*, par M. Bauer; l'*Histoire de la révolution allemande*, par M. Zimmermann; les brochures de M. Vogt; enfin beaucoup d'autres écrits du même genre, à la fois violens et monotones, exagérés et languissans : l'uniformité de la déclamation, l'inflexible discipline du radicalisme passe le niveau sur ces intelligences si fières d'elles-mêmes, sur ces réformateurs de la terre et du ciel. En dehors du parlement, une foule de publicistes improvisés viennent ajouter leurs travaux à ces mémoires parlementaires dont je n'ai pas cité la dixième partie. Rappelez-vous, à Paris, au lendemain de février, tous ces placards, toutes ces proclamations dont le peuple couvrait du matin au soir les murs de la cité. Chacun se croyait obligé de venir en aide à ce gouvernement provisoire qui annonçait de si grandes choses, et, comme apparemment il publiait trop peu de décrets, on lui en fournissait par centaines. A Francfort aussi, tout bon patriote se fit un devoir d'éclairer l'archiduc Jean et l'assemblée sur les moyens de constituer l'unité du pays. Il paraît qu'aucun de ces moyens ne s'est trouvé efficace, ou peut-être, au milieu de cette pluie de brochures, a-t-on négligé précisément de consulter celle qui aurait tout sauvé. Parmi tant de manifestes, il y en a un qui m'a frappé : c'est un violent réquisitoire de M. Menzel contre la politique étrangère de l'assemblée de Francfort. D'après le jugement des meilleurs esprits, un des plus graves torts de l'assemblée, ce furent ses provocations à l'extérieur, ses continuels défis à la Hollande, à la Sardaigne, à la Prusse, à l'Autriche, ses insultes à l'Italie, ses violences contre le Danemark : M. Menzel voit les choses tout autrement; il accable d'anathèmes ce parlement trop pacifique à son gré, et lui trace un plan de guerre à bouleverser l'Europe. On sait quelle est la défiance de M. Menzel; la teutomanie sur ce point n'a rien à reprocher aux passions démagogiques; le célèbre publiciste de Stuttgart, l'implacable adversaire de Goethe, le *mangeur de Français*, que Louis Boerne a si vertement bafoué, est pour le moins aussi soupçonneux que Robespierre. L'Allemagne, à l'en croire, est entourée des plus perfides ennemis; il dresse la liste de tous ces grands politiques dont il a peur, et il va jusqu'à y mettre M. Bastide; on n'a

jamais calomnié plus intrépidement l'innocence! Un autre écrivain qui a donné aussi au gouvernement des conseils fort inattendus, c'est M. Charles Gutzkow. M. Gutzkow, depuis environ dix ans, semblait avoir renoncé, pour d'excellentes raisons, à la littérature politique; le théâtre l'occupait tout entier, et le poète se consolait des échecs du publiciste. Pourquoi revient-il aujourd'hui aux malheureuses tentatives de sa jeunesse? Certes, ce ne sont pas les idées qui le pressent; il n'apporte rien de nouveau, et son enthousiasme ainsi que ses prédictions ne révèlent pas un coup-d'œil bien sûr : le livre de M. Gutzkow, intitulé *l'Allemagne à la veille de sa grandeur*, a paru à la fin de 1848, au moment même où l'assemblée de Francfort allait solennellement échouer dans sa chimérique entreprise.

C'est encore à la littérature du parlement que se rattachent les *Lettres de Francfort et de Paris* (1), par M. Frédéric de Raumer. M. de Raumer est professeur à l'université de Berlin et l'un des historiens qui tiennent le plus de place dans la littérature allemande. Il a énormément écrit. Histoires d'Europe, histoires d'Allemagne, fragmens sans nombre dans les *Taschenbücher* de chaque année, M. de Raumer a composé à lui seul tout un fonds de librairie. Au milieu de ces travaux de hasard, nécessairement dépourvus d'originalité et de vigueur, il est fort heureux pour M. de Raumer que la critique puisse citer son *Histoire des Hohenstaufen*, œuvre sérieuse, savantes recherches sur une des belles époques de la vieille Allemagne. C'est ce livre qui a fait la réputation de l'écrivain et qui la soutient encore malgré la déplorable fécondité de sa plume; le grand faiseur du XVIIe siècle, Varillas, et notre contemporain M. Capefigue n'ont pas eu le même bonheur. Ces vastes domaines de l'histoire ne suffirent bientôt plus à un homme qui les parcourait si rapidement; M. de Raumer s'est cru et se croit publiciste. La France, l'Angleterre, les États-Unis, ont été tour à tour l'objet de ses études politiques, si ce mot d'études peut convenir à des notes de voyage, à de vulgaires et fugitives impressions qu'aucun lien ne rassemble, qu'aucune pensée ne relève et n'agrandit. C'est ainsi que M. de Raumer nous a donné en 1830 ses *Lettres de Paris*, dont la pauvreté a paru plus pâle encore auprès des ardentes peintures de Louis Boerne; c'est ainsi qu'il a fait minutieusement connaître toutes ses notes sur Londres et l'Amérique du Nord. Les lettres nouvelles qu'il vient de publier, les lettres écrites de Paris en 1848, doivent précisément à cette familiarité un haut intérêt comique, dont l'auteur ne se doute pas : quand M. de Raumer, en effet, traçait chaque soir les souvenirs intimes qu'il veut bien communiquer au public, il était ambassadeur de l'empire d'Allemagne auprès de la république fran-

(1) *Briefe aus Frankfurt und Paris*, von Friedrich von Raumer. Leipzig, 1849.

çaise! Ce qui distingue ces notes, c'est l'imperturbable vanité de l'auteur et la candeur parfaite de ses confidences. Les moindres détails de ses entrevues avec nos ministres, l'attitude de ses interlocuteurs, les choses les plus frivoles, leurs cravates, leurs paletots, leurs cigares, tout cela est consigné par lui avec une gravité majestueuse, et il arrive à faire, sans le savoir, les plus amusans tableaux de genre. Figurez-vous le marquis de Dangeau écrivant, depuis le lever jusqu'au coucher du roi, tous les menus événemens de la cour : la cour, dans les *Lettres* de M. de Raumer, c'est surtout l'hôtel des affaires étrangères, et Louis XIV s'appelle M. Bastide. A travers toutes ces scènes de comédie, on trouvera dans ce livre d'assez curieux détails sur les affaires d'Allemagne et d'Italie, et sur la manière dont l'administration du général Cavaignac les considérait alors; mais ce qu'on y trouvera surtout, ce sont des renseignemens inappréciables pour l'histoire des relations diplomatiques en l'année 1848. M. de Raumer raconte que le ministre des affaires étrangères à Francfort, M. de Biegeleben, se défiant de l'inexpérience de son envoyé, lui offrit le classique manuel de Martens; l'ambassadeur n'en voulut pas, et, arrivé à Paris, il s'assura bien vite qu'il avait eu raison. « Je vous l'avais bien dit, écrit-il fièrement au ministre, le manuel de Martens ne m'eût servi de rien, l'ancienne diplomatie n'existe plus. » Les deux volumes de M. de Raumer sont la confirmation péremptoire de cette vérité.

A cette liste ajoutez une intéressante biographie de l'archiduc Jean, par M. Schneidawind, et une étude sympathique de M. Levin Schücking sur M. le baron Henri de Gagern : vous aurez à peu près tout ce qui mérite d'être mentionné dans le sujet qui nous occupe. Voilà donc pour l'assemblée de Francfort; faut-il parler maintenant des brochures sans nombre qu'a dictées la révolution de Bade? Non, de telles choses n'appartiennent pas à l'histoire des lettres. Ces manifestes, ces proclamations, ces récits tachés de sang, ces accusations que les démagogues se jettent et se rejettent au visage, ces cris de vengeance et ces menaces horribles, tout cela, Dieu merci, n'a pas de place dans le tableau des œuvres de l'esprit. Laissons M. Struve injurier M. Brentano, qui le lui rend avec usure; laissons ces glorieux tribuns se prouver l'un à l'autre, pièces en mains, leurs brigandages et leurs lâchetés. Que les jacobins de Carlsruhe et de Manheim réimpriment sous leurs noms les articles de Marat; que M. Charles Heinzen, M. Lœwenfels, M. Neff, demandent des millions de têtes : nous signalerons ces documens hideux à l'historien des fureurs démagogiques, nous ne les jugerons pas ici. La critique littéraire, l'étude des travaux de la pensée n'a rien à faire avec ces rugissemens de bête fauve. J'en dirai presque autant de tous les livres inspirés par les événemens de Vienne et de Berlin; non qu'il y ait là les mêmes fureurs, mais de pareils écrits

ressemblent trop à une continuation de la lutte, à un prolongement de l'émeute et de la fusillade. Où est la pensée, où est l'art? quelle est la part de la philosophie et des lettres au milieu de ces violences? La pensée est ivre, et l'art est outragé. D'un côté les emportemens de la démagogie, de l'autre les vengeances d'une répression cruelle : ce n'est pas là ce que je cherche.

Disons au moins quelques mots des *almanachs* de la république rouge. Le Mathieu Lansberg d'outre-Rhin n'est ni moins fécond ni moins furieux que le nôtre. Je remarque seulement qu'il aime à varier son costume; tantôt il paraît sous la forme d'un catéchisme, — le *Catéchisme de la commune libre,* par M. Schneider, — tantôt sous la forme d'un dictionnaire,—*Petit Dictionnaire politique,* par M. Mühlecker. Quant au fond, il change peu : injures, outrages, cris de vengeance, appels aux passions subversives, c'est là tout ce que l'astrologue colporte de village en village. Notre Mathieu Lansberg n'a pas complétement renoncé aux us et coutumes du vieux temps; il débute encore par le calendrier, et parfois même les diatribes les plus grossières sont entremêlées d'indications traditionnelles sur les changemens des saisons, sur les foires de l'année, sur la culture des champs. Rien de pareil chez nos voisins. Le Mathieu Lansberg d'outre-Rhin est plus franc; le calendrier même a disparu pour ne pas dérober leur place aux prédications démagogiques. Ces prédications, nous les connaissons par cœur. Si les catéchismes du socialisme populaire sont innombrables, les idées nouvelles n'y abondent guère. C'est toujours la même répétition du même fatras. Qui en a lu un en a lu mille. Parcourez *le Michel allemand sur le terrain le plus largement démocratique, Almanach pour les trente-quatre unités de l'Allemagne,* vous saurez ce que contiennent l'*Almanach des Paysans,* par M. Neff, l'*Almanach du Peuple,* par M. Lüders, et l'*Almanach du Nouvel An pour les Sujets et les Valets.* Le résumé de tous ces manuels révolutionnaires, c'est la doctrine de la jeune école hégélienne, tantôt grossièrement traduite en formules incendiaires, tantôt exposée avec de certaines prétentions savantes, selon que l'auteur s'adresse aux villes ou aux campagnes. L'*Almanach du Peuple pour* 1850 est, par exemple, un petit bréviaire philosophique publié sous le patronage et avec l'aide de M. Arnold Ruge. Des écrivains sans nom, serviles disciples du maître, M. Eichholz, M. Moneke, M. Lüders, ne font qu'y développer les sentences du docteur hégélien; celui-ci établit la sainteté du divorce et réclame l'organisation de la polygamie, celui-là demande à grands cris l'anéantissement des religions. Ce dernier article est l'un des plus intéressans qu'on puisse lire dans les almanachs de cette année; l'auteur, M. Lüders, est fort irrité contre un de ses confrères qui a glorifié le socialisme comme la réalisation des principes évangéliques, et il n'a pas de peine à démontrer

que le socialisme hégélien, le seul sérieux, est la négation de toute idée religieuse. Ne préférez-vous pas cette brutale franchise à la démagogie hypocrite qui place ses fureurs sous l'invocation d'un Dieu de paix?

L'état n'est pas mieux traité que la religion dans les almanachs d'outre-Rhin. Si la querelle de M. Proudhon et de M. Louis Blanc se renouvelait en Allemagne, l'inventeur de la banque du peuple n'aurait pas besoin de recourir à ces dramatiques apostrophes qui nous ont édifiés une fois de plus sur la touchante fraternité des socialistes; M. Louis Blanc ne serait pas même écouté. Sur l'abolition de l'état, sur les mérites suprêmes de l'anarchie, il n'y a qu'une voix chez tous les fidèles de la démocratie hégélienne. Les uns exposent ce système avec une gravité magistrale, les autres avec une jovialité fantasque; tous sont d'accord pour exterminer le pouvoir. L'*Almanach du Peuple* fait de l'érudition à ce sujet; il consulte Tacite, et il trouve avec joie, dans le livre XIII des *Annales*, chapitre LIV, que les hordes barbares des premiers siècles étaient à peine gouvernées : *Nationem eam regebant, in quantum Germani regnantur*. Beaucoup moins érudit, l'*Almanach des Sujets et des Valets* est bien autrement original : « La société, s'écrie-t-il, est une bouteille de vin de Champagne, les gouvernemens sont les bouchons; faisons sauter les bouchons et buvons le champagne[1] » Que vous semble de cette bachique formule? N'est-ce pas la philosophie hégélienne mise à la portée des plus simples? Chez les jeunes hégéliens, *le bouchon* n'est pas seulement l'état, c'est tout pouvoir, toute autorité, tout ce qui contient ou limite l'action de l'homme, depuis Dieu lui-même jusqu'aux principes élémentaires de la morale. Cette philosophie est restée long-temps cachée sous un grave appareil scientifique, et depuis dix ans tous ses docteurs ont redoublé d'efforts pour populariser la bonne nouvelle. Ne pensez-vous pas que le monde en possède aujourd'hui l'expression la plus claire? C'est l'*Almanach des Valets* qui l'a trouvée.

Une branche curieuse de la littérature politique au-delà du Rhin, ce sont les études sur la France de 1848. La révolution de février a obtenu des juges, des appréciateurs en Allemagne, et vraiment nous devons en être très reconnaissans à nos voisins. Je ne sais comment il s'est fait qu'un événement si considérable n'ait pas encore trouvé chez nous un historien quelconque. M. de Lamartine a écrit l'histoire de M. de Lamartine, M. Louis Blanc l'histoire de M. Louis Blanc, M. Proudhon l'histoire de M. Proudhon : en vain cherchons-nous partout un récit impartial, nous ne trouvons que des apologies personnelles. A lire ces justifications fastueuses ou ces plaidoiries embarrassées, ne semble-t-il pas que nos héros soient des accusés sur leurs bancs? Vraiment ce spectacle est triste et pourrait ébranler la foi la plus robuste. Par bonheur, M. le docteur Bamberg n'a joué aucun rôle dans la révolution de février, et l'histoire qu'il nous en donne ne ressem-

blera pas, je l'espère, à une défense de cour d'assises. Un critique a remarqué, d'ailleurs, que M. Bamberg était dans d'excellentes dispositions pour écrire cette histoire : « C'est, dit-il, un consciencieux Allemand, une intelligence honnête, candide, à qui la nature a refusé la moindre veine d'ironie. » Heureux homme! quand on songe en effet aux merveilleuses promesses de la révolution de février et aux désastres qui l'ont suivie, ne croit-on pas entendre les moqueries du destin? Ces moqueries, M. Bamberg ne les entendra pas, et de là son privilége d'historien. L'ironie ne se glissera pas sous sa plume, sa foi ne recevra aucune atteinte, et, au milieu de tant d'événemens qu'on pourrait appeler d'impitoyables sarcasmes, il poursuivra sa tâche avec aplomb. Il ne suffit pas cependant d'être inaccessible aux doutes railleurs; la crédulité a bien aussi ses inconvéniens : le grand tort de M. Bamberg est d'avoir pris au sérieux les hommes et les choses qui appartiennent au genre grotesque. Quel est, je vous prie, le résultat de cette gravité inopportune? Nous pensions éviter l'ironie, voilà au contraire l'ironie qui redouble; décidément on n'y échappera pas. Un des passages les plus singuliers du livre est celui où l'auteur énumère les causes qui rendaient, selon lui, la catastrophe inévitable. Non-seulement il accueille comme paroles d'Évangile tous les mensonges, toutes les calomnies dont se servaient les habiles auprès des béotiens, non-seulement il ose parler de corruption après les ignominies du gouvernement provisoire, et de l'abaissement de la France à l'extérieur après l'expédition de Risquons-Tout, ces causes ne lui suffisent pas : en investigateur consciencieux, il remonte jusqu'à la jeunesse de Louis-Philippe. Si la France n'a pu supporter le joug du tyran, c'est parce que le duc de Chartres avait été aide-de-camp de Dumouriez; si la monarchie constitutionnelle devait disparaître, c'est parce que le duc de Chartres fut obligé d'émigrer après les grandes journées de Valmy et de Jemmapes. Dès l'année 1792, la révolution de 1848 était décrétée dans la conscience du peuple. O profondeur de la science allemande!

Voici encore un écrivain qui apporte dans ses jugemens une crédulité béate : c'est M. Alfred Meissner, l'auteur des *Études révolutionnaires sur Paris* (1). M. Bamberg est un démocrate honnête, M. Meissner un terroriste sentimental. Admirateur dévot du gouvernement provisoire, il a eu la douleur d'arriver à Paris au moment où les iniquités de ses héros n'étaient plus un secret pour personne. Son livre est une protestation véhémente contre le réveil de la conscience publique; c'est un mélange d'adoration profonde pour les grandeurs déchues du socialisme et de colère implacable contre toutes les fractions du parti de l'ordre, en comprenant dans ce parti tout ce qui n'appartient pas à la démagogie extrême. Voyez d'abord cette mélancolique épigraphe : *Sic*

(1) *Revolutionære Studien aus Paris*, von Alfred Meissner. Francfort, 1849, 2 vol.

vos non vobis! c'est-à-dire, dévouement inutile! trésors de génie dépensés en vain! la révolution échappe aux grands citoyens qui l'ont faite! Plaise à Dieu qu'il dise vrai, et puisse la sagesse de la France confirmer cet augure! M. Meissner cependant ne désespère pas autant que cette épigraphe pourrait le faire supposer; il prophétise comme nos almanachs les plus rouges, il annonce que tous les bouleversemens de l'Europe en 1848 ne sont que des *révolutionnettes*, et que la révolution, la grande, la vraie révolution éclatera bientôt. Il commence alors l'histoire rapide du gouvernement provisoire. Quand j'ai dit tout à l'heure qu'il en était l'admirateur passionné, je parlais de la fraction la plus démagogique de ce triste gouvernement : M. Ledru-Rollin et M. Flocon, M. Louis Blanc et M. Albert, voilà les hommes d'état de M. Meissner. Que M. Bamberg ne lui demande pas grace pour M. de Lamartine, pour M. Garnier-Pagès : ce sont tous des royalistes et des jésuites. De chapitre en chapitre, l'auteur va s'exaltant toujours, et il en vient bientôt à sacrifier M. Ledru-Rollin lui-même. Tout compte fait, les grands politiques de février, ce sont M. Louis Blanc, M. Raspail, M. Proudhon, M. Pierre Leroux, M. Félix Pyat, et celui à qui Mme Sand a dédié *la Petite Fadette*. Pour des caractères et des génies de cette nature, M. Meissner n'a pas assez d'enthousiasme et de vénération; il suit la trace de leurs pas, il grave leurs traits au fond de son cœur, il recueille leurs moindres paroles dans les banquets de la république rouge; il est, en un mot, l'un des plus sots croyans, l'un des mystiques les plus béats de cette superstition du terrorisme, qui a déjà hébété une partie de l'Europe. Sa croyance fondamentale et la conclusion de son livre, c'est que la révolution de 1848 doit reprendre le mouvement destructeur au point où le 9 thermidor l'a arrêté, et que toute politique qui ne sert pas ce dessein mérite une malédiction éternelle. C'est pour cela que M. Cavaignac est *le Sylla de la France, l'homme fatal, l'homme à la tête de mort;* c'est pour cela que M. de Lamartine est *le généralissime des bornes*, et qu'il n'y a aucune différence entre ces deux personnages et le prince Windischgraetz. En revanche, M. Proudhon, M. Louis Blanc, M. Pierre Leroux, comprennent admirablement la situation : ils se sont replacés au 9 thermidor. Si vous voulez savoir l'espèce de culte que M. Meissner professe pour les hommes d'état du socialisme et à travers quel nuage grotesque il contemple ses dieux, lisez son portrait de M. Pierre Leroux. Il le représente à la tribune de l'assemblée; dès les premiers mots, l'hilarité commence : ce sont des apostrophes railleuses et de francs éclats de rire. M. Pierre Leroux, sans se troubler, continue l'exposition de son système. « Cependant le bruit devient intolérable : — Citoyens, s'écrie-t-il, je vois que c'est un parti pris de ne pas me laisser parler; je suis pourtant bien sûr que je vous convaincrais... — Nouveaux éclats de rire. C'est en vain qu'il prie, en vain qu'il conjure

l'assemblée, jusqu'à ce que, découragé, le visage bouleversé par la douleur, il laisse tomber à terre toutes ses notes. Alors son cœur oppressé déborde; l'infortuné se soulage en versant des torrens de larmes. » Vous connaissiez la triade de M. Pierre Leroux et ses hymnes à l'amour, connaissiez-vous ses torrens de larmes? Décidément rien ne manque au mysticisme révolutionnaire : voilà qu'on lui brode une *légende dorée!*

Scènes et tableaux de l'église Saint-Paul, histoires des révolutions allemandes, études sur Paris et les hommes d'état de février, tous ces ouvrages (je parle des moins mauvais) ne sont que l'image trop fidèle d'une triste époque; ils expriment la surprise des événemens, l'affaissement des caractères, la confusion des intelligences. Je ne sais quoi de plat, de vulgaire, de languissant, se fait remarquer partout au milieu de la violence des faits extérieurs. S'il fallait faire un choix, je me déciderais pour le groupe des écrits venus de Francfort. Ce qui leur manque pourtant, c'est l'élévation et la force. L'esprit allemand n'a jamais brillé dans les mémoires; ce genre d'écrits, dont notre littérature est si riche, ne tient absolument aucune place dans la tradition des lettres allemandes, et ce n'est pas le parlement de Francfort qui pouvait ouvrir cette veine heureuse. Produits d'une époque confuse, chroniques d'un parlement dont le moindre défaut est de n'avoir pas su vivre, tous ces ouvrages portent l'empreinte d'une situation fausse et d'un destin précaire. Trouverons-nous plus d'art, un accent plus énergique et plus durable dans les pamphlets qui sont sortis de la lutte? Je crains que non; il y a eu des pages assez plaisantes, de joyeuses satires, mais aucune de ces œuvres qui gravent une époque dans le souvenir des peuples. L'Allemagne a possédé, au XVIe siècle, un pamphlétaire fameux, nommé Ulric de Hutten, véritable Rabelais pour la joyeuseté cynique de ses railleries, mais un Rabelais armé de pied en cap, et qui préfère les coups d'estoc et de taille à toutes les douceurs de l'abbaye de Thélème. Depuis une vingtaine d'années, il a été beaucoup question d'Ulric de Hutten; on s'est adressé à lui comme au modèle du pamphlet allemand, et les champions de la littérature révolutionnaire avant 1848, M. Herwegh, M. Prutz, M. Ruge, le réclamaient tous pour leur chef. C'est encore Ulric de Hutten qui a fourni des armes aux pamphlétaires après la révolution, et, chose piquante, il en a fourni aux deux partis opposés, aux modérés et aux démagogues. Le pamphlet d'Ulric de Hutten est intitulé *Lettres des hommes obscurs;* il contient une série de lettres adressées *au très profond et très scientifique seigneur Ortunius Gratius* par des moines qui lui racontent avec épouvante les progrès de la renaissance des lettres et de la philosophie moderne. Or, pendant le cours de l'année 1848, un membre de l'assemblée de Francfort, un député du centre, M. Schwetzke, assure-t-on, publia un petit pamphlet sous le même titre. Ce n'est plus Ma-

thieu Lèchemiel, Jean Pellifex, Bernard Plumilége écrivant au scientifique seigneur, ce ne sont plus les moines de Cologne se lamentant en style burlesque sur les continuels échecs de la vieille scolastique : les plaintes que renferment ces lettres sont adressées à M. Arnold Ruge, *philosophe rouge et excessivement abstrait;* elles exposent la fâcheuse situation du parti démagogique après les événemens de septembre. Pour mieux imiter son modèle, l'auteur emploie le latin macaronique : *Novæ epistolæ obscurorum virorum ex Francofurto Mænano ad D. Arnoldum Rugium, philosophum rubrum necnon abstractissimum datæ.* Si vous voulez une plaisanterie fine et originale, ne la cherchez pas là; M. Vogt, M. Loeffel, M. Wiesner, tous les héros de l'extrême gauche à l'église Saint-Paul, y sont raillés avec les grosses bouffonneries du XVIe siècle, comme si les révolutionnaires de Francfort ne pouvaient pas fournir de nouveaux élémens à une imagination joyeuse. Je ne me chargerais pas d'indiquer, même de loin, les étranges aventures de M. le docteur Wiesner; pour exprimer de telles choses, il faut le latin d'Ulric ou le français de Panurge. Vraiment il était facile de trouver une peinture plus gaie, une satire plus adroite et plus vive de la démagogie allemande. La démagogie a répondu dans le même style : aux lettres des gens de la gauche, on a opposé la correspondance des députés de la droite avec leurs chefs; seulement la scène change, nous sommes à Berlin : les membres du parti piétiste, M. Leo, M. Chœlybœus, M. de Radowitz, font leurs rapports à M. de Brandenbourg et à M. Manteuffel sur les iniquités du XIXe siècle; la raillerie s'en prend aux noms; ainsi, l'on a traduit en latin le nom de ce dernier (*Manteuffel*), qui est devenu l'homme-diable, *vir diabolicus.* Que dites-vous de ces pamphlets érudits et de ces espiègleries en langue latine? Peut-être, après tout, cette polémique est-elle à sa place dans un pays qui a confié à des antiquaires le soin de reconstituer l'Allemagne, et qui a mis le pédantisme au service de sa révolution.

Dans un autre écrit de la même famille, on a travesti le beau livre de Tacite sur les mœurs des Germains. L'auteur annonce une traduction de Tacite d'après un manuscrit nouvellement découvert, et il dédie cette précieuse trouvaille aux savans et laborieux éditeurs des monumens de la Germanie primitive, à MM. Pertz, Jacob Grimm, Lachmann, Ranke et Ritter. Il y a des idées fort heureuses et de spirituelles pages dans cette brochure. Le premier chapitre, consacré aux limites de l'Allemagne, est une bonne satire des prétentions politiques de Francfort. L'auteur est bien plus embarrassé que ne l'était Tacite pour indiquer avec précision les frontières de la race allemande. Demandez à Francfort, s'écrie-t-il, on vous répondra que l'Allemagne est bornée à l'est par la Bohême et le Danube; demandez à Vienne, on vous dira qu'elle s'étend jusqu'au-delà des steppes de la Hongrie. A Berlin, il y en a qui veulent fixer ses limites à la Vistule, tandis que les ha-

bitans du pays voisin réclament le titre d'Allemands. Un poète, M. Maurice Arndt, a soutenu, aux applaudissemens d'une grande assemblée, que l'Allemagne était partout où se parlait la langue allemande. Quant à l'origine des peuples germaniques, les érudits, assure l'auteur, après avoir proposé bien des systèmes, ont paru tomber d'accord sur un point important : le père des Allemands est le bonhomme Michel, et leur mère est la philosophie; heureux couple qui a donné le jour à une lignée innombrable! Les plaisanteries continuent de la sorte, cachant souvent une signification sérieuse sous une forme inoffensive. La description des différentes contrées de l'Allemagne, sous le nom des Marcomans, des Chérusques, des Suèves et des Saxons, renferme maintes allusions piquantes, et, bien que l'auteur ne renonce pas aux puériles espérances qui ont ébloui et bouleversé son pays, ses peintures sont un triste présage pour la constitution de l'unité allemande.

Ce n'est pas encore là, comme on voit, la satire politique du présent, la satire puissante et hardie, telle que devaient la provoquer les désordres de l'Allemagne. Les pamphlétaires ont été aussi embarrassés que les publicistes. Un temps viendra où les équipées du Michel démagogique trouveront le peintre qui leur convient. Les révolutions de 1848, avec leur jactance superbe et les désastres qu'elles ont produits partout, forment dans l'histoire moderne un épisode extraordinaire dont la physionomie commence à se dégager nettement. Il y a là une mine féconde pour l'histoire, pour le pamphlet, pour la satire, pour l'étude pénétrante des misères de notre pauvre espèce. Les limites de la duperie et de l'imbécillité humaines ont été indéfiniment reculées, tandis que les plus basses passions se divinisaient sur les autels du panthéisme. En Allemagne particulièrement, la candeur des uns et la rage des autres, ce mélange de prétentieuses chimères, de vanteries patriotiques, de concupiscences sauvages, de hideuses impiétés, compose le spectacle le plus étourdissant et le plus triste, un grotesque sabbat à donner le vertige. L'écrivain qui voudra reproduire avec art l'aspect de ces choses sans nom courra grand risque, s'il n'a le regard sûr et la main vigoureuse, d'être vaincu par la réalité. La première condition, c'est la distance; alors les lignes sont moins brouillées, des groupes se forment dans l'épaisse cohue, une sorte d'unité s'établit parmi ces visions incohérentes, et l'esprit, devenu libre, peut aspirer à comprendre tout le tableau. Au fort de la mêlée, cette tâche n'était pas facile; aucun écrivain allemand ne l'a tentée. Historiens, publicistes, pamphlétaires, ils semblent tous s'arracher au spectacle de ce qui les entoure; ils n'en décrivent qu'une partie, ils ont peur de s'élever à une vue d'ensemble et d'être obligés de conclure. Leurs ouvrages sont légers et superficiels; ces hommes si graves, si réfléchis en temps de calme, sont devenus de frivoles écrivains en présence de ces faits étranges qui devaient provoquer leur observation. De là cette littéra-

ture sans grandeur, sans force, sans physionomie, triste symptôme de la stupeur et de la déroute universelle.

II.

Si les publicistes ont été pris au dépourvu, les philosophes feront peut-être meilleure figure au milieu des agitations de l'Allemagne. De quelque côté qu'ils marchent, ils sont tenus de ne pas hésiter. C'est à eux surtout qu'on doit rapporter l'immense bouleversement moral qui a transformé le pays des ardeurs spiritualistes en un foyer d'athéisme; c'est la jeune école hégélienne qui a préparé toutes les folies et irrité toutes les convoitises de ces derniers temps. Les disciples de Hegel ont donné à la démagogie un drapeau, une doctrine, tout un appareil de formules scientifiques; ils savent mieux que personne ce qui se passe au fond des esprits, et ils ont vu se traduire en actes les conséquences de leurs systèmes. Qu'ils parlent donc; ils le peuvent, ils le doivent. S'il y a parmi eux, et je n'en doute pas, des intelligences sincères que la solitude et le travail ont exaltées, l'épreuve de la réalité est une réponse péremptoire aux fantaisies des penseurs; ont-ils le droit maintenant de fermer les yeux et de se boucher les oreilles? « Je commence à sentir, disait l'autre jour M. Henri Heine dans la *Gazette d'Augsbourg*, que je ne suis pas précisément un dieu bipède, comme M. le professeur Hegel me l'affirmait il y a vingt-cinq ans. » C'est une déclaration à peu près semblable qui nous est due par M. Strauss et ses amis. Sérieusement, cette nature humaine où habite le dieu des hégéliens, nous l'avons vue à l'œuvre depuis qu'on lui a révélé sa gloire; les grands-prêtres de *l'humanisme* sont-ils toujours aussi confians? S'ils ont des doutes, qu'ils les avouent; s'ils persistent, qu'ils parlent encore, et que la société n'ignore plus son ennemi!

J'ai lu avec empressement tout ce qu'ont écrit les philosophes; un fait surtout m'a frappé : c'est le silence des chefs de l'athéisme. Depuis que la révolution de février a lancé à travers l'Allemagne les corps-francs de la démagogie hégélienne, ni M. Stirner ni M. Feuerbach n'ont donné signe de vie. M. Feuerbach est le fondateur de l'athéisme; c'est lui qui a reproché à M. Strauss et à M. Bruno Bauer leur timidité pusillanime, et qui, tirant avec précision les conséquences de leurs écrits, a démontré qu'il n'existe pas pour l'homme d'autre dieu que le genre humain lui-même. M. Stirner a dépassé M. Feuerbach; l'humanité considérée comme Dieu est encore pour M. Stirner une sorte de religion; ne parlez donc plus du genre humain; l'individu avec ses appétits et ses passions, voilà le Dieu véritable, *homo sibi Deus*. Le tribun ne s'est pas contenté d'établir cette doctrine, il en a déduit avec sang-froid les résultats sauvages, et il a écrit pour une époque de convoitises effrénées la déclaration des droits de la matière. Aussitôt les disciples

leur sont venus en foule; depuis plusieurs années, presque toute la jeunesse des universités appartient à ces deux maîtres. Quand le bouleversement de l'Europe a commencé, on comprend que l'esprit révolutionnaire ait déchaîné sans peine ces cupidités impatientes et que la chair en délire ait poussé par des milliers de voix des cris épouvantables : *pecudesque locutæ*. Cependant les chefs se taisent; M. Feuerbach n'a pas publié une ligne depuis deux ans; on ne l'a pas vu s'adresser au suffrage universel et ambitionner une place au parlement de Francfort ou dans les assemblées de la Bavière. Ces révolutions qu'il a préparées, il n'a pas manifesté le désir d'y prendre part, de les diriger à sa manière, de les modérer ou de les affermir : il s'est retiré à l'écart, il s'est réfugié dans le silence. Et M. Stirner, qu'est-il devenu? Pourquoi a-t-il interrompu brusquement l'exposition de sa politique et de sa morale? « Meure le peuple! s'était écrié le tribun de l'égoïsme, meure le peuple, pourvu que l'individu soit libre! Meure l'Allemagne, meurent toutes les nations européennes, et que, débarrassé de tous ses liens, délivré des derniers fantômes de la religion, l'homme recouvre enfin sa pleine indépendance! » En parlant ainsi, M. Stirner avait exprimé avec une franchise brutale ce que l'hypocrisie révolutionnaire dissimule sous ses déclamations; il proclamait sans phrases l'idéal de la démagogie. Pourquoi donc, depuis deux années, ce silence opiniâtre? M. Stirner ne s'était-il pas donné la tâche de démasquer les tribuns, de proclamer tout haut ce que ceux-ci pensent tout bas? N'y a-t-il donc plus de tartufes qui cachent sous les mots de révolution et de patrie leurs appétits sensuels? Ou bien, au contraire, effrayé peut-être de voir se lever à son appel tant de disciples furieux qui vouent des millions d'hommes à l'échafaud, M. Stirner a-t-il compris qu'il n'était pas permis de jouer avec les idées, et qu'en cherchant les bénéfices du scandale il avait trop compté sur la débonnaireté de son temps et de son pays? On assure que M. Stirner est un homme doux, paisible, studieux, et que son livre est l'œuvre d'une pensée solitaire; si M. Stirner a profité, comme je voudrais le croire, de l'expérience de ces deux années, il ne doit pas garder pour lui-même le fruit de cette rude leçon. Quoi qu'il pense enfin, il ne peut rester neutre. Amis ou adversaires, tous ceux qu'il a poussés au mal et tous ceux qu'il a indignés ont droit de lui demander compte de son silence et de provoquer sa confession.

Cette confession, un des plus célèbres révolutionnaires de la philosophie allemande, M. le docteur Strauss, a jugé convenable de la faire, et il s'en est acquitté avec une franchise très méritoire. On sait que M. Strauss, engagé l'un des premiers dans les routes fatales de la jeune école hégélienne, a été bientôt laissé en chemin par des tribuns plus résolus. Girondin au milieu des montagnards, intelligence mesurée et sereine au milieu des cœurs violens et des esprits troublés, il n'en était pas moins, aux yeux de la foule, le représentant des folies qu'il con-

damnait. Son livre de *la Vie de Jésus*, par l'éclat d'un scandale inouï, l'avait désigné à la colère des uns, à l'épouvante des autres; il était, bien plus que M. Feuerbach ou M. Stirner, le bouc émissaire chargé des iniquités de l'école. Or, en avril 1848, M. Strauss, candidat au parlement de Francfort, se présenta devant les réunions électorales du Würtemberg; il parcourut ce beau pays de la Souabe, ce pays des poètes et des philosophes, décrit par lui avec tant de grace dans son pèlerinage auprès de Justinus Kerner. Le *grand destructeur de mythes*, comme il s'appelle quelque part, allait être soumis à la critique du peuple. Suivons-le, non pas à Stuttgart, à Heilbronn, à Ludwigsbourg; ce qui nous intéresse dans le voyage de M. Strauss, ce sont ses visites aux paysans. M. Strauss parlant à une assemblée de paysans, aux laboureurs de Steinheim, aux vignerons de Markgroningen, les raffinemens chicaniers de l'exégèse en face de la simplicité de la nature! ce rapprochement dit tout. M. Strauss rencontrait là en effet des croyances chrétiennes, une foi solide et entière, et il apparaissait comme une sorte d'antechrist à des imaginations naïves que son nom seul effarouchait. Quelle occasion plus piquante pour le trop célèbre novateur! Cette occasion, il l'a recherchée, j'en suis sûr, non par amour du scandale, mais au contraire pour faire clairement concevoir le but de sa conduite antérieure et l'attitude nouvelle qu'il voulait prendre. M. Strauss, si abstrait, si hérissé de formules barbares dans sa *Vie de Jésus*, est devenu depuis quelques années un écrivain plein de clarté et d'élégance. Cette vocation littéraire, poétique même, dont il fut détourné par le démon de la curiosité philosophique, a reparu peu à peu et porte déjà ses fruits. Le théologien, chez M. Strauss, a terminé son œuvre; un littérateur commence qui, sur bien des points, je n'en doute pas, corrigera l'influence funeste du théologien. Déjà, dans ses *Deux Feuilles pacifiques*, dans sa visite à Justinus Kerner, dans son brillant et ingénieux pamphlet contre le romantisme de Frédéric-Guillaume IV, M. Strauss avait défendu, dans la forme la plus accessible à tous, les principes d'une philosophie morale presque toujours sans reproche. Un piquant mélange de simplicité et de finesse était le caractère de ses écrits. On voyait un homme effrayé du bruit qu'il a fait, attristé des scandales qu'il a causés, et cherchant à s'expliquer avec sa conscience dans un langage rempli de sincérité, de modération et de charme. C'est là ce qu'il a été, et avec plus de précision encore, le jour où il se justifiait devant les paysans de sa terre natale (1). « Me voici, disait-il; je suis ce docteur Strauss que la plupart d'entre vous se sont représenté jusqu'ici comme l'antechrist en personne. Je ne puis pas vous en vouloir; c'est ainsi que je vous ai été dépeint, et

(1) *Sechs theologisch-politische Volksreden*, von Friedrich Strauss. Stuttgart, 1848.

certainement ceux qui vous parlaient de la sorte étaient en grande partie des gens de bien. Cependant vous avez été mal renseignés. J'ai écrit, il y a treize ans, un livre qui est le point de départ de tous ces préjugés. Ce livre, j'en suis sûr, aucun de vous ne l'a lu, et je dis : Tant mieux! car ce n'est pas pour vous que je l'avais écrit. Ne prenez pas mal ces paroles. Si un cultivateur d'entre vous composait un livre sur l'agriculture, j'entendrais dire, sans me fâcher, que ce livre n'a pas été composé pour moi. J'ai écrit pour des savans, pour des théologiens. Les laïques, et même un grand nombre d'entre les plus instruits, ne savent pas, et bien heureusement pour eux, combien de doutes cruels tourmentent souvent le pauvre théologien; que leur importe un livre où il est traité de ces incertitudes de la science? Plusieurs de mes amis, hommes étrangers aux études théologiques, se sont crus obligés de lire mon ouvrage. Laissez, leur ai-je dit; vous avez mieux à faire; ce livre vous donnera peut-être des doutes que vous n'avez pas, tandis qu'il est destiné, au contraire, à venir au secours des théologiens que déchirent ces angoisses de l'ame. Vous voyez combien je suis loin de vouloir enlever sa croyance à qui que ce soit. »

Ces protestations de M. Strauss ne sont pas la tactique vulgaire d'un candidat; elles expliquent sincèrement son rôle. Poussé par la curiosité scientifique, l'auteur de *la Vie de Jésus* n'a fait que résumer avec une ténacité infatigable tous les doutes, toutes les négations accumulés depuis Lessing par les princes de la théologie allemande. Dans la France du XVIIIe siècle, c'étaient des écrivains laïques qui attaquaient les croyances religieuses; en Allemagne, depuis plus de soixante ans, ce sont les théologiens eux-mêmes qui ébranlent l'édifice et qui sont parfois amenés, comme M. Strauss, à s'en justifier devant les laïques. Cependant, tout en soumettant les dogmes de leur foi à une impitoyable critique, la plupart de ces hommes avaient la prétention de demeurer théologiens; ce n'était point la haine de la religion qui les animait, c'était un irrésistible besoin d'analyse et une ardente passion de savoir. Tel s'est toujours montré M. Strauss, et lorsqu'on lui interdisait le droit d'enseigner cette religion dont il détruisait les dogmes, la surprise, la tristesse même qu'il en éprouvait, n'étaient nullement un jeu. En un mot, bien qu'ils relèvent tous de la jeune école hégélienne, il y a un abîme entre M. Strauss et MM. Feuerbach et Stirner; ceux-ci ont juré la ruine de toute idée religieuse; celui-là croit à une religion telle quelle, et il garde son nom de théologien comme un titre et une défense. M. Strauss continue donc son plaidoyer : il expose aux laboureurs de Steinheim comment toute chose ici-bas est exposée à être dénaturée par l'homme; entre ses mains, le bien même peut devenir mal, et la vertu se changer en vice. Or, si c'est la tâche du moraliste de veiller à ce que la prudence n'engendre pas la couardise, que le sentiment de l'amour ne soit

pas dégradé par le libertinage, que le légitime désir d'acquérir ne tourne point à la cupidité, c'est la tâche du théologien de dégager sans cesse l'idée religieuse des superstitions qui l'obscurcissent. — « Fort bien, me dira mon adversaire; seulement, dans ce partage que vous faites, vous avez retranché maintes choses qui sont pour nous une nourriture fortifiante et douce. Je réponds : Ce qu'il y a d'essentiel, d'indispensable dans la religion, ce sont des préceptes comme ceux-ci : Heureux l'homme dont le cœur est pur! heureux celui qui possède l'esprit de paix et de miséricorde! Ne jugez point, si vous voulez ne pas être jugés; aimez votre prochain comme vous-même; aimez vos ennemis et bénissez qui vous maudit. — Croyez-vous que je sois assez insensé pour enlever à la religion de telles maximes? Dès qu'on les garde en son cœur et qu'on les réalise dans la pratique, à mon avis, tout est là; avec cette règle de conduite, on est un citoyen honnête, un époux fidèle, un père dévoué, un voisin serviable; on est surtout un homme vraiment bon, lors même qu'on élèverait les doutes de la science contre tous les miracles de la Bible. Telle est, dans son sens exact, ma profession de foi religieuse. »

Certes, il y a loin de ces paroles à la morale de la jeune école hégélienne. S'il nie la divinité du Christ, M. Strauss n'en conserve pas moins sa foi à l'enseignement pratique de l'Évangile. Il n'existe pas pour lui de loi morale plus pure, d'idée religieuse plus élevée et plus sainte que celle qui est contenue dans le sermon sur la montagne, et cette loi morale, il ne l'interprète pas, à la façon des démagogues, avec toutes sortes de méianges menteurs et de profanations : il l'expose dans le vrai sens chrétien en recommandant le devoir et le sacrifice. On ne peut que féliciter M. Strauss d'avoir enfin songé à ce correctif de ses premiers écrits; après avoir tant travaillé à détruire, il était urgent pour lui de dire très haut ce qu'il espère sauver au milieu des ruines. Cette déclaration, M. Strauss a essayé de la faire depuis quelques années, mais il n'y avait pas encore apporté autant de précision, ni surtout un accent si chrétien. Toute voix qui prêchera la morale de l'Évangile en face des ardeurs effrénées du panthéisme a droit d'être écoutée avec reconnaissance, et cependant cette profession de foi peut-elle suffire? Si M. Strauss, malgré les belles paroles que je viens de citer, demeure attaché aux doctrines philosophiques de la jeune école hégélienne; si, repoussant la divinité du Christ, il n'admet pas davantage la croyance à un Dieu personnel et libre; si Dieu n'est pour lui qu'une force mystérieuse, aveugle, inconnue à elle-même, qui se cherche laborieusement sur tous les degrés de la nature, et n'arrive à une vie complète que dans la conscience de l'homme; si M. Strauss, enfin, ne rejette pas le panthéisme de Hegel, que deviendra entre ses mains cette morale dont il parle en si bons termes? De toutes les su-

perstitions qui peuvent pervertir l'idée religieuse, il n'en est pas de plus étouffante, à coup sûr, que les niaises superstitions du panthéisme, et il ne sert de rien qu'il répète l'enseignement de Jésus, s'il est persuadé en même temps que le genre humain est Dieu. Dans un de ses discours aux paysans de la Souabe, M. Strauss, ayant à s'expliquer sur la lutte des intérêts religieux et des intérêts terrestres, jette brièvement ces paroles : « Cette distinction des choses religieuses et des choses terrestres, pourquoi vous le cacherais-je? elle me déplaît absolument. S'occuper des intérêts du monde, c'est s'occuper tout ensemble des intérêts de l'ame, et celui qui se conduit bien sur la terre est le véritable habitant du ciel. Laissons cela, du reste (*doch dies beiseite*)... » Mais nous, nous ne voulons pas laisser cela, nous insistons, et s'il n'y a pas une autre vie au-delà de cette vie de misère, s'il n'y a pas au-dessus de nous une Providence, c'est-à-dire un père plein d'amour, un témoin toujours présent et un infaillible juge de nos actions, nous demanderons à M. Strauss, comme ses compatriotes de Steinheim, s'il ne détruit pas de fond en comble cette religion qu'il prétend seulement débarrasser de ses légendes. M. Strauss est trop sincère, il a un amour trop passionné du vrai pour se permettre la moindre équivoque sur cette question. Entre la morale du Christ et les doctrines de la jeune école hégélienne, il faut qu'il choisisse. Or, j'en suis bien sûr, et j'en ai pour garant la stoïque franchise de son caractère, M. Strauss ne se laissera pas intimider dans la voie nouvelle où il entre par les souvenirs de ses premiers travaux ou par les menaces de la démagogie hégélienne; il cherchera résolûment la solution du problème, et, si ses prochains travaux répondent aux espérances qu'il nous fait concevoir, nous verrons un jour ce ferme esprit, dégagé des liens d'une école fatale, proclamer avec force les grandes croyances du genre humain, l'existence de Dieu et l'immortalité de l'ame.

Tandis que les chefs du panthéisme se taisent avec MM. Feuerbach et Stirner, ou s'amendent avec M. Strauss, les représentans secondaires de ces funestes doctrines semblent redoubler d'activité pour s'emparer du commandement. On sait avec quelle violence M. Arnold Ruge se faisait le chef des aventuriers et des athées au parlement de Francfort au moment même où M. Strauss quittait avec éclat son siége à la chambre des députés du Würtemberg, pour maintenir l'indépendance de sa pensée en face des exigences despotiques de la démocratie. Auprès de M. Ruge siégeait M. Charles Nauwerck; M. Vogt était le grand orateur de l'athéisme, et, pendant que l'école hégélienne déployait son drapeau à l'église Saint-Paul, un de ses principaux écrivains, le maître de M. Proudhon, M. Charles Grün, entretenait l'agitation à l'extrême gauche de l'assemblée de Berlin. M. Nauwerck et M. Grün, tout occupés qu'ils étaient à Francfort et à Berlin des grands intérêts de la dé-

magogie, n'ont pas abandonné pour cela leur mission philosophique; ils ont publié l'année dernière le plan d'une université libre, où la science vraiment allemande, c'est-à-dire la doctrine hégélienne, doit être enseignée avec toutes ses hardiesses et mise résolûment en pratique. Si cette université n'existe pas encore, il faut en accuser le malheur des temps et les baïonnettes de la Prusse. Ne nous plaignons pas trop cependant, MM. Nauwerck et Grün ont pu déjà exécuter l'article 13 de leur programme, dont voici les termes : « L'examen et la critique de l'université auront un organe scientifique, lequel paraîtra aussitôt que possible sous ce titre : *Annales de la libre université allemande.* » Les annales de la libre université ont paru (1), et c'est bien en effet l'athéisme le plus décidé qui formera le programme officiel de cette merveilleuse institution. M. Charles Grün, dès la première page de ce manifeste, expose sans vergogne le but de l'enseignement nouveau : — assez long-temps la théorie a nourri les esprits de formules creuses, le cercle des abstractions a été entièrement parcouru; l'heure est venue de s'approprier enfin le résultat de l'histoire de la philosophie; ce résultat, c'est la jouissance de ce monde, ou plutôt, comme dit pittoresquement l'hégélien, c'est l'organisation des cinq sens. — Une chose vraiment très méritoire dans la jeune école hégélienne, c'est la franchise avec laquelle ses docteurs proclament tout haut les secrètes pensées de la démagogie. Nos tribuns ne parlent que des droits du peuple et des progrès de l'humanité : meure le peuple! meure le genre humain! s'écrie M. Stirner. M. Louis Blanc réclame hypocritement l'organisation du travail : — l'organisation des cinq sens! répond M. Charles Grün. Au reste, les différentes dissertations qui composent ce premier volume des *Annales de la libre université* ne sont que de plates et misérables rapsodies. M. Charles Grün, homme de beaucoup d'esprit et d'un esprit singulièrement moqueur, doit être bien honteux d'avoir écrit une introduction aux œuvres de M. Kleinpaul et aux adresses des étudians d'Eisenach. Qu'y faire? C'est le flot de la démocratie qui monte. Les fous qui ont de l'esprit sont les introducteurs obligés des imbéciles. M. Charles Grün fait bien de s'accoutumer à de tels inconvéniens; il en verra bien d'autres quand il aura achevé de fonder *la libre université allemande.*

Est-ce pour garder une place quelconque au milieu des masses grossières qui envahissent l'école, est-ce par crainte d'être relégué dans l'ombre, que l'un des graves esprits de l'ancienne société hégélienne, M. Michelet (de Berlin), vient de proclamer avec fracas son athéisme? M. Michelet (de Berlin) était l'un des premiers disciples de Hegel, un de ceux qui avaient recueilli directement ses paroles. Quand

(1) *Jahrbücher der freien deutschen Academie.* Francfort, 1849.

une bande d'aventuriers fit irruption dans les sévères domaines de la métaphysique allemande et tira brutalement les conséquences hideuses auxquelles les hégéliens n'avaient échappé que par un noble oubli de leurs principes, M. Michelet (de Berlin) resta fidèle à la gravité, à la circonspection stoïque de son maître, et, pendant plus de dix années, il s'efforça de maintenir son enseignement dans les voies sérieuses de la science. C'est ce que faisaient comme lui, avec des nuances diverses, M. Rosenkranz, M. Hotho, M. Gabler, M. Marheinecke. Aujourd'hui, M. Michelet s'incline devant les jeunes hégéliens; le grave penseur, le savant historien d'Aristote vient de s'enrôler dans les corps-francs. M. Michelet, pour payer sa bienvenue, a voulu donner, lui aussi, le plan d'une société nouvelle; mais on voit trop que le philosophe n'était nullement préparé aux études positives de l'économie publique. Son livre, sa *Solution du problème social* (1), serait indigne d'un examen attentif, si l'on n'y cherchait des renseignemens sur les progrès de l'athéisme. C'est à l'athéisme en effet, à l'athéisme furieux de la jeune école hégélienne que M. Michelet (de Berlin) s'est converti. « Le but de la question sociale, s'écrie l'auteur à la dernière page, est de nous donner sur la terre les joies qu'on se représentait dans le ciel. Il faut que la Jérusalem céleste, comme une fiancée parée de ses plus beaux vêtemens, descende sur la terre et y demeure. Alors seulement nous serons délivrés de ce monde imaginaire que créaient nos désirs inassouvis. » Ainsi, le grand avantage du socialisme aux yeux de M. Michelet (de Berlin), c'est d'éloigner de nous la pensée d'une autre vie, de faire évanouir pour jamais le fantôme importun de la Divinité, d'établir enfin et de faire passer dans la pratique tous les dogmes de la jeune école hégélienne. La partie économique du livre de M. Michelet (de Berlin) est d'une nullité déplorable. J'excepte son plan de la société future, qui serait vraiment une réjouissante invention, si les travaux antérieurs de M. Michelet (de Berlin) et le respect que nous lui gardons n'arrêtaient le sourire sur nos lèvres. Ce qui préoccupe avant tout M. Michelet (de Berlin), c'est l'emploi des soirées dans son phalanstère. Causera-t-on? dansera-t-on? fera-t-on de la musique? *That is the question.* M. Michelet fait remarquer les avantages de cette société sur le système chrétien; les chrétiens se condamnent à une vie de luttes et de sacrifices, et c'est seulement à la fin de cette vie qu'est placé le repos avec la récompense. Dans l'organisation sociale de M. Michelet (de Berlin), la récompense est décernée chaque soir. Ces choses sont écrites très sérieusement par un homme que de beaux travaux ont recommandé jusqu'ici à l'estime du monde savant. Qui aurait dit, il y a deux ans, qu'un sévère représentant de l'ancienne école hégélienne ferait

(1) *Die Losung der gesellschaftlichen Frage*, von C. Michelet. Francfort et Berlin, 1849.

une soumission si complète devant les tribuns de la nouvelle? Qui se serait imaginé M. Michelet (de Berlin) construisant une cité socialiste, proposant un code qui se termine par des programmes de bal, par des affiches de casino et de théâtre?

Dans l'ardeur de sa conversion, M. Michelet (de Berlin) n'a pas seulement pris aux jeunes hégéliens leur étrange manière de philosopher, il semble leur envier aussi cette désinvolture équivoque et ces prétentieuses inconvenances qui ne sont pas une médiocre part de leur gloire. L'an dernier, M. Michelet (de Berlin), étant venu assister aux fanfares du congrès de la paix, pensa qu'il aurait bien tort de quitter la France sans annoncer au monde philosophique que l'existence d'un Dieu distinct de l'univers était décidément un dogme rétrograde et puéril. Malheureusement la question n'était pas à l'ordre du jour, et ce frivole Paris aurait bien pu ne prêter qu'une attention distraite à la leçon du publiciste hégélien. Que fait M. Michelet pour mieux se mettre en scène? Il rend visite à M. Cousin et lui expose les principes de l'athéisme. La conversation s'anime, la lutte s'engage, et le brillant, l'impétueux causeur (ce n'est pas de M. Michelet que je parle), avec l'éloquence d'une raison supérieure et les saillies d'une verve qui ne tarit pas, maintient contre le philosophe allemand les grands dogmes auxquels le genre humain a donné sa foi. M. Michelet (de Berlin) ne voulait apparemment qu'une occasion de se produire; à peine sorti, il prend ses notes, résume les paroles de M. Cousin, et s'empresse de disserter là-dessus en face du public. Il n'y a que les Allemands, et surtout les jeunes hégéliens, pour imprimer ainsi toutes vives leurs causeries familières. Je regrette seulement que M. Michelet, puisqu'il n'a pas reculé devant cette singulière façon d'agir, n'ait pas poussé l'indiscrétion jusqu'au bout. Avant de donner ses réponses, pourquoi n'a-t-il pas reproduit les paroles de son illustre adversaire? Certes, nous n'avions pas besoin du témoignage de M. Michelet (de Berlin) pour savoir que le chef du spiritualisme français repoussait avec dégoût les conséquences de la doctrine hégélienne; nous aurions aimé cependant voir l'athéisme germanique tour à tour foudroyé et bafoué par une voix si éloquente, par une raison si spirituellement aiguisée. M. Cousin, espérons-le, nous en dédommagera. Cette question est désormais la question par excellence. Toutes les misères morales du XIXe siècle, toutes ces cupidités sans frein, toutes ces révoltes de la matière en furie, ce n'est pas assurément l'école hégélienne toute seule qui les a produites, mais elle les résume dans ses formules, elle leur donne par son appareil scientifique une pernicieuse autorité, elle les multiplie par une propagande exécrable. La jeune école hégélienne est devenue l'arsenal de l'Europe démagogique; c'est là qu'il faut porter les coups. Quand M. Cousin, il y a trente-cinq ans, entra d'une manière éclatante dans

l'enseignement public, il trouva en face de lui les derniers défenseurs du matérialisme du XVIIIe siècle, et c'est précisément à cette lutte que sa philosophie doit son vrai caractère : il serait beau pour l'illustre écrivain de déployer aujourd'hui, contre un ennemi bien autrement redoutable, cette même ardeur, cette même impétuosité juvénile, accrue de tous les trésors d'une vie consacrée à la science.

On est trop heureux, dans ce temps de systèmes ridicules ou de convoitises cyniques, quand on rencontre par hasard une généreuse utopie, le rêve désintéressé d'une belle ame. Un livre intitulé *la Pauvreté et le Christianisme* (1) a obtenu en Allemagne un succès considérable, grace à l'ardente charité qui s'en exhale et aux naïves espérances qui l'ont dicté. L'auteur, M. Henri Merz, est persuadé que la charité peut seule apporter un remède efficace au fléau de la misère. Chrétien fervent, il semble mettre le christianisme tout entier dans la pratique de l'aumône. Il ne prêche pas la régénération de la société par l'esprit religieux, il ne proscrit pas le luxe, il ne maudit pas le développement excessif de l'industrie; que la société reste ce qu'elle est et persiste dans les mêmes voies, l'ardent prédicateur n'y trouve rien à blâmer : une seule chose l'occupe, l'organisation de la charité. Et ne croyez pas que ce soit la charité instituée par l'état, l'assistance publique; cette charité-là est bien froide et surtout bien étroite pour les vastes projets de M. Merz. Il s'adresse aux chrétiens, et il voudrait que de leur sein sortissent des saint Vincent de Paul par milliers. Son imagination confiante se promet d'ouvrir à la religion du Christ une phase nouvelle, inattendue, la plus brillante et la plus féconde qu'elle ait parcourue jusqu'à ce jour. Chaque période de l'esprit chrétien, le catholicisme, le protestantisme, le piétisme (c'est lui-même qui les désigne ainsi), chacune de ces périodes a été marquée par le développement de telle ou telle partie de la doctrine de Jésus, chacune a rendu d'immenses services et puis a décliné peu à peu; il reste aujourd'hui à inaugurer la période spéciale de la charité. Sans doute, la charité a eu ses représentans, ses héros, ses martyrs, à toutes les grandes époques du christianisme; mais à côté de ces héros le christianisme en suscitait d'autres, il produisait des théologiens, des pères de l'église, des docteurs profonds, des fondateurs d'ordres et des réformateurs; aujourd'hui, il faut que, ramassant toutes ses forces, il fasse sortir de terre les innombrables armées de la charité. Théologie, doctrine, philosophie, laissons reposer ces antiques domaines où le christianisme a recueilli sa moisson; la charité ne lui a pas encore donné la sienne. L'auteur, en écrivant ces ardens appels, a la flamme au front et sur les lèvres; on dirait le Pierre l'ermite d'une croisade. Ce qu'il faut délivrer.

(1) *Armuth und Christenthum*, von D. Heinrich Merz. Stuttgart et Tubingue, 1849.

ce n'est pas le tombeau du Christ, ce sont ces classes souffrantes opprimées, ces millions de malheureux courbés sous la misère, sous la maladie, sous l'impiété, sous le vice. Au premier rang de son armée, M. Merz voudrait placer les femmes; il les convoque, il les exalte, il leur raconte la vie de plusieurs héroïnes de la charité, Élisabeth Fry, Sara Martin, qui ont édifié l'Allemagne et l'Angleterre dans la première moitié de ce siècle. Ces nobles personnes, dont il trace l'image avec amour, sont données par l'auteur comme le symbole de l'âge nouveau, comme les précurseurs de sa croisade. Puis, citant quelques belles paroles de M. Proudhon sur les saintes femmes qui consacrent leur vie à des œuvres de dévouement, il s'écrie : « Voilà ce qu'a dit Satan à l'hôpital des fous, que dira Dieu dans le ciel? »

On ne s'étonnera pas qu'il y ait bien de la confusion dans les théories de M. Merz. L'ardeur même de sa prédication était peu favorable à la netteté de son étude, et la science de l'économie politique exige autre chose que ces enivremens de l'enthousiasme. Il y a, pour l'organisation des sociétés et les réformes qu'elles ont sans cesse à accomplir, bien des élémens essentiels que M. Merz ne paraît pas estimer à leur valeur. Qu'on ne prenne donc pas son livre comme l'œuvre d'un politique, c'est le manifeste d'une ame ardente et sainte. Sans doute, il s'expose à de douloureux mécomptes, s'il se croit assez fort pour inaugurer la période nouvelle dont il parle avec tant de cœur; sans doute, le rocher ne se fendra pas à sa voix pour verser les eaux qui doivent abreuver le monde, et ces héroïques femmes qu'il célèbre si bien, ces Élisabeth Fry, ces Sara Martin, seront toujours, hélas! comme les saint Vincent de Paul, des exceptions rares dans les tristes voies du genre humain. Qu'importent, encore une fois, ces illusions mystiques? Si le but de l'auteur n'est pas atteint, si M. Merz n'embrigade pas des millions de soldats pour sa généreuse croisade, quelque chose restera pourtant de sa prédication, de bons sentimens seront propagés, et les œuvres de la charité fleuriront au souffle enflammé de sa parole.

III.

La poésie politique était singulièrement bruyante avant 1848; le bruit de la mêlée l'a rendue muette. Ce résultat, après tout, semblait inévitable. On sait que les lieux communs à la mode, chez ces belliqueux chanteurs, pouvaient se résumer ainsi : « Quelle lourde atmosphère engourdit les ames! l'action seule peut régénérer l'Allemagne. Vienne la révolution, vienne la guerre, aussitôt le poète sera un homme, et quittera la plume pour l'épée! » C'est là ce que M. Herwegh avait chanté sur tous les tons, et, dans son ardeur impatiente, il appelait la guerre avec la Russie, avec la France, avec l'Europe entière. Comment

oser ensuite recommencer d'éternelles plaintes sur l'oisiveté de la vie allemande, au moment où les révolutions de mars à Berlin et à Vienne avaient renversé l'absolutisme, où le parlement de Francfort se vantait de fonder une nouvelle Allemagne, où l'anarchie enfin recrutait de toutes parts ses ténébreuses milices? De quelque côté qu'on se tournât, les occasions d'agir s'offraient en foule. Ces jeunes Tyrtées, en effet, ne renièrent pas leurs strophes de la veille, et, tandis que les plus paisibles siégeaient à Francfort, l'un d'entre eux, celui qu'on désignait comme le chef, engagé bien plutôt, j'en ai peur, par le souvenir de ses ardentes poésies que par l'appel sérieux de sa conscience, se jeta éperdûment au milieu des champs de bataille de la démagogie. Je ne veux rien écrire qui puisse blesser un vaincu; mais, quand je vois M. Herwegh partager la fortune de M. Hecker, quand je vois l'ingénieux auteur des *Poésies d'un vivant* jeter le signal de la guerre civile et se faire battre au milieu d'une bande d'aventuriers pour rester fidèle à ses métaphores, je ne puis m'empêcher de signaler cette déplorable aventure comme la fin obligée, comme le naturel châtiment de la déclamation. On s'est trop habitué dans ce siècle à jouer avec les mots, on ne réfléchit pas assez qu'il y a des paroles qui tuent.

La poésie politique a donc été forcée au silence, et la campagne de M. Herwegh n'est pas faite pour lui rendre l'éclat de ses beaux jours. Après avoir tant aspiré aux mâles épreuves de la vie active, après avoir poussé tant de cris de guerre et d'orgueilleux appels, c'eût été une bonne fortune pour cette école de pouvoir chanter la gloire de ses jeunes chefs. Malheureusement, cette satisfaction lui est refusée; la pièce est finie pour elle dès le premier acte. Si quelqu'un doit célébrer les aventures de cette légion française-allemande qui, sous les ordres de M. Herwegh, envahit le duché de Bade au mois d'avril 1848, ce ne sera, on peut l'assurer, ni M. Herwegh, ni ses amis. Il est résulté de tout cela que l'opinion démocratique a été médiocrement représentée dans la poésie depuis 1848. L'originalité doit être cherchée ailleurs; je crois l'avoir rencontrée, par exemple, chez un poète autrichien, M. Bauernfeld, qui ne ressemble en rien à M. Herwegh. M. Bauernfeld est un esprit élégant et facile, une imagination légère qui représente bien le caractère viennois et a su devenir populaire dans son pays. Si M. Bauernfeld n'est pas le chantre de la révolution, il n'en est pas non plus l'adversaire décidé. C'est un observateur ironique qui reproduit avec beaucoup de malice et de grace les transformations de la société allemande. M. Bauernfeld a surtout peur de déclamer; là où le tableau demande des couleurs sombres, il s'amuse à de fines aquarelles; là où l'indignation est de mise, il sourit. C'est ainsi qu'il nous a donné en deux petites comédies une peinture agréablement railleuse des révolutions de l'Autriche. Pour qui prendra-t-il parti? Pour les in-

surgés de la légion académique ou pour les chefs d'une répression sans pitié? pour les assassins du comte Latour ou pour les juges de Robert Blum? M. Bauernfeld détourne les yeux; il ne veut rien voir qui puisse troubler le paisible enjouement de son art. Étranger aux tragiques événemens de la ville, il ne s'occupera que des changemens survenus dans les esprits, et il y trouvera matière aux plus piquantes satires. La première comédie est intitulée *le Majeur*. Le jeune baron Hermann, orphelin et possesseur d'une fortune considérable, est sur le point d'atteindre à sa majorité. Son tuteur, M. Blasse, vieillard cupide et entêté, voit arriver avec désespoir l'heure où il faudra remettre au jeune homme émancipé l'administration de ses domaines. Hermann, on l'a deviné déjà, c'est le peuple autrichien, et maître Blasse représente le *statu quo* de l'ancien régime. L'adversaire du tuteur est un vieil ami de la maison, M. Schmerl, qui ne parle que de réformes, de problèmes sociaux, de progrès indéfini, dans le style le plus étrange du monde. Le représentant de l'opposition n'est pas mieux traité que le défenseur têtu de l'immobilité. La seconde comédie de M. Bauernfeld s'appelle *l'Homme nouveau;* c'est la suite et la conclusion de la première. Hermann revient; il a parcouru l'Europe, il a vu l'Italie et la France, et il est tristement désabusé. Il ne regrette pas sans doute ses longues années d'engourdissement, il ne maudit pas l'heure qui a éveillé son esprit et émancipé sa volonté; Hermann ne veut pas redevenir mineur. Seulement, il a profité de l'expérience des révolutions, et il conclut que c'est folie de vouloir créer en soi un homme entièrement nouveau.

Ce n'est pas la seule inspiration que M. Bauernfeld ait due à la révolution de février; il nous a donné encore un drame fantastique, intitulé la *République des animaux,* qui semble un appendice, une branche du *Roman du renard.* Je ne sais si l'on approuvera le cadre choisi par l'auteur; dans des temps où la parole humaine s'accorde des libertés inouies en des polémiques où l'attaque ne procède que par l'outrage et la malédiction, il semble étrange que la réponse se dérobe timidement sous les voiles de l'allégorie. Le *Roman du renard,* si bien à sa place dans le monde féodal, est un bizarre anachronisme au milieu de nos luttes et de nos violences. L'auteur a-t-il voulu dire, par hasard, que les seigneurs de la démagogie forment aussi une féodalité despotique, et que, pour oser persifler ces hauts-barons, il faut recourir aux ruses littéraires du moyen-âge? Soit! admettons l'excuse et parlons de l'ouvrage. On y trouve les qualités habituelles de M. Bauernfeld, de la finesse, de la gaieté, un dialogue rapide et élégant. Quant à l'invention, elle y est faible; le poète a emprunté ses traits les plus vifs à la réalité, et la réalité, comme on pense, est bien autrement tragique que le drame du spirituel écrivain.

Avant la révolution de 1848, M. Bauernfeld n'était guère qu'un

dilettante; les événemens de l'Autriche semblent lui avoir donné une physionomie. Il avait charmé l'ancienne société viennoise par la facile élégance de ses vers; on dirait qu'il s'efforce aujourd'hui de faire l'éducation de la Vienne nouvelle. Cette ville était passée brusquement de l'apathie politique aux folies révolutionnaires; elle en a été punie par une répression violente : il s'agit pour les publicistes de la défendre surtout contre son propre découragement, de l'accoutumer aux devoirs sérieux de la liberté et d'entretenir ses espérances. M. Bauernfeld, dans ses comédies et ailleurs, n'oublie jamais de s'adresser à cette société viennoise et de la conseiller dans le meilleur langage. Il le faisait dernièrement encore à propos de la mort du musicien Strauss, de ce célèbre compositeur de valses, qui a été pendant long-temps le maître de cette ville sensuelle et de ce monde enivré de plaisirs. « Avec Strauss, disait-il, la Vienne d'autrefois est décidément morte, » et il ajoutait : « La vie est une danse, — une danse militaire parfois, — une danse des morts souvent, — bien rarement une danse de caractère. — O Vienne d'autrefois! la vie pour toi a été une valse, — qui bientôt, dans son mouvement éperdu,— est devenue une danse de Saint-Gui.—Et maintenant te voilà à terre, épuisée! » Et continuant sur ce thème ses variations gracieuses, il indique à Vienne la nouvelle danse qui lui convient. Plus de ces valses effrénées où la folie du plaisir engourdit les esprits; sa danse désormais sera mesurée et décente, comme il sied à un monde affranchi, à un peuple qui veut rester maître de lui-même; qu'il prenne garde surtout de ne pas écraser en dansant ces jeunes semences de la liberté! Ces sages conseils sous une forme frivole, ce mélange de sérieux et d'insouciance, cette larme qui se dérobe tandis que les lèvres sourient, tout cela compose une poésie bien appropriée à l'esprit viennois, et, je le répète, on voit de plus en plus sous ce dilettantisme aimable une originalité vraie qui se dessine.

M. Bauernfeld n'est pas le seul poète autrichien qui ait cherché des inspirations dans les événemens de l'Allemagne révolutionnaire. Un écrivain qui appartenait avant 1848 au groupe des chanteurs démocratiques, un des émules de M. Herwegh, M. Maurice Hartmann, publie en ce moment même une chronique en vers sur les deux années qui viennent de s'écouler. C'est M. Hartmann qui appelle son œuvre une chronique rimée, — *Chronique rimée du curé Mauritius*, — et vraiment, si la seconde partie de son titre n'est pas facile à comprendre, la première n'est que trop bien justifiée; sur ce point, à coup sûr, la plus indulgente critique ne le contredira pas. M. Hartmann, il y a quelques années, avait donné d'assez heureuses espérances; il y avait comme une fleur dans ce jeune talent, fleur légère, parfums trop fugitifs, étouffés aujourd'hui sous les déclamations et les trivialités de l'esprit démagogique. La *Chronique* de M. Hartmann va de l'église Saint-Paul

aux champs de bataille de l'Autriche. C'est un mélange de plates narrations et d'emportemens furieux; tantôt il retrace vulgairement les débats de l'assemblée de Francfort, et, membre lui-même de ce parlement fourvoyé, il se venge par des personnalités maussades du rôle médiocre qu'il y a rempli ; tantôt, quittant le ton prosaïque du bulletin pour les fanfares de l'épopée, il glorifie à sa manière les barricades de Vienne et jette à la société d'horribles malédictions. Triste sujet pour la poésie que ces guerres civiles de l'Autriche! Ne vaudrait-il pas mieux, de part et d'autre, recouvrir ces affreux événemens d'un volontaire oubli? Combien il y a plus de patriotisme dans l'intelligente modération de M. Bauernfeld! combien plus d'émotion sincère dans ces fines peintures qui dissimulent avec art tous les souvenirs néfastes! Irriter les cœurs avec la mort de Robert Blum, quelle folie, quand il est si facile de vous répondre avec l'assassinat du comte Latour! Si ce n'est pas la rhétorique révolutionnaire qui vous pousse, si vous êtes digne d'entendre un bon conseil, éteignez les haines au lieu de les enflammer; élevez, moralisez, affermissez les ames, et préparez-les aux pacifiques conquêtes de la société nouvelle; un écrivain sérieux n'a pas d'autre office à remplir sur une terre encore toute sanglante, au milieu des morts et des blessés d'une guerre impie. Il faut dire la même chose au brillant poète de *la Couronne des Morts*, à M. de Zedlitz, qui a publié des chansons militaires sur la campagne de Radetzki en Piémont, et qui annonce un recueil semblable dédié aux vainqueurs de la Hongrie. Que les courtisans des conseils de guerre donnent la main aux courtisans de la populace, ils outragent tous également la sainte mission de la Muse. La politique a souvent des obligations cruelles, la société en péril peut être réduite à frapper; mais quoi! vous qui êtes affranchi des anxiétés de l'homme d'état, vous qui avez le droit et le devoir d'apaiser toutes les violences, de maintenir les éternels sentimens de l'humanité, est-ce bien à vous, ô poète, de célébrer avec joie de si douloureux triomphes?

Les chantres de la révolution prussienne ne font pas meilleure figure que les Tyrtées de l'Autriche. M. Rodolphe Gottschall a célébré les vainqueurs du 18 mars, et M. Titus Ullrich leur a consacré des hymnes funèbres; il y a dans tout cela une insignifiance d'idées et une monotonie de langage qui n'alarmeront pas l'égalité démagogique. Avant les barricades, la petite troupe des poètes politiques avait ses chefs, ses distinctions, une sorte de hiérarchie; rien de pareil n'existe plus depuis que M. George Herwegh est devenu le chef, c'est-à-dire le jouet des corps francs du duché de Bade, depuis surtout que M. Freiligrath, coiffant sa poésie du bonnet rouge, a adressé au roi de Prusse, *au futur guillotiné,* comme il dit, des imprécations de sans-culotte. Quand la plume du poète est tombée dans la boue, elle est au premier venu qui

la ramasse. Que serait devenue, je vous prie, la gloire de Béranger, si le poète du *Dieu des bonnes gens* eût écrit des hymnes pour nos clubs? Où se serait envolée la brillante fantaisie d'Henri Heine, s'il eût suivi M. Freiligrath et M. Herwegh? La vraie aristocratie du talent est jalouse de sa dignité. Il y avait à Berlin, avant 1848, un rimeur jovial qui n'avait jamais ambitionné de place au milieu des artistes. M. Glassbrenner, — c'est son nom, — était le chantre ordinaire des *almanachs;* aujourd'hui que les poètes s'abaissent au langage des rues, M. Glassbrenner est leur égal; bien plus, il aspire à les remplacer, et l'on a vu tout à coup ce joueur de vielle entonner des strophes révolutionnaires dans le style de M. Maurice Hartmann. Cette mascarade indique assez bien la confusion dont je parle. Voici cependant, au milieu de cette littérature en déroute, un nouveau venu dont on fait grand bruit: c'est l'auteur d'un drame sur Robespierre, M. Griepenkerl. Ce drame a été représenté, il y a quelques semaines, sur le théâtre de Brunswick avec un succès prodigieux; les critiques les plus autorisés le signalent comme une œuvre du premier ordre et qui annonce hautement un poète. Toutefois, à en juger, si cela m'est permis, sur les éloges même de ses admirateurs, je crains bien que l'Allemagne n'approuve, dans l'œuvre nouvelle, une des tendances les plus fâcheuses de son propre esprit, je veux dire le *pédantisme révolutionnaire.* M. Griepenkerl a la prétention d'avoir fait une étude *impartiale,* comme si cette menteuse impartialité était permise au poète en face des monstres qui décapitaient la France! Cette faute déjà si grave, à mon avis, dans la *Charlotte Corday* de M. Ponsard, combien elle doit être plus révoltante dans un drame dont Robespierre est le héros! Je ne comprends pas que le poète puisse être absent de son œuvre, et s'il est tenu de prendre parti, c'est ici ou jamais. L'historien est obligé d'avoir sa foi, le poète encore plus. Qu'il traduise donc, s'il veut, sur la scène les hideux scélérats de 93, mais que ce soit pour les flétrir,

Pour cracher sur leur nom, pour chanter leur supplice,

comme dit l'iambe terrible d'André Chénier. L'Allemagne fait honneur à M. Griepenkerl d'avoir suivi une voie toute contraire; son pédantisme s'accommode de cette froide étude, et les héros de la terreur lui semblent dignes d'être reproduits gravement, respectueusement, sur la scène tragique, comme les ministres du destin. Tel est, j'en ai peur, le symptôme que révélerait le succès du drame de M. Griepenkerl.

Les romanciers se sont aussi occupés de la révolution de février, mais sans chercher encore à décrire les changemens introduits dans les esprits et dans les mœurs; la révolution n'apparaît dans leurs tableaux que comme la conclusion de l'ancien état de l'Allemagne. Cette conclusion est blâmée par les uns, glorifiée par les autres; aucun

d'entre eux cependant n'a essayé d'observer directement ce phénomène extraordinaire, d'en étudier les conséquences et de les peindre. Le conteur de l'aristocratie, M. le baron Adolphe de Sternberg, a publié l'année dernière un roman composé avant 1848, un roman de mœurs politiques auquel la révolution est venue fournir le dénoûment qu'il souhaitait. Dans ce livre, intitulé *les Deux Chasseurs*, M. de Sternberg fait un réquisitoire violent et injuste contre la société prussienne de 1847. Ces généreuses pensées qui s'agitent, ce grand mouvement qui arrache peu à peu à Frédéric-Guillaume IV les libertés depuis si long-temps promises, ce progrès intelligent d'un peuple qui s'empare enfin de la vie publique, tout cela n'est pour M. de Sternberg que corruption des esprits, insolence de parvenus, ambitions et cupidités vulgaires. M. de Sternberg appartient à une école qui compte de nombreux disciples par tout pays, l'école de la fatuité. Ce chroniqueur des salons, ce professeur de dandysme pour qui la vie blasée était le suprême idéal du bon goût, est devenu subitement le prédicateur de l'absolutisme. Il ressemblait jadis à l'auteur de *Mathilde;* il avait les mêmes prétentions mondaines, les mêmes afféteries puériles, et il semblait, en vérité, que la société polie ne pût exister sans les fanfreluches de ces messieurs. Hélas! les salons ont perdu M. de Sternberg et M. Eugène Sue. M. de Sternberg a interrompu ses leçons de dilettantisme pour enseigner la philosophie de M. de Maistre, tout comme M. Sue a renoncé à ses ducs et à ses duchesses pour mettre le fouriérisme en romans. Après avoir insulté le parti constitutionnel, M. de Sternberg conclut ainsi avec une autorité magistrale : « La monarchie absolue, qui va renaître bientôt du sein de nos batailles, ne peut faire autrement que d'assurer le bonheur du peuple, car elle nous rendra, dans sa forme purifiée, le système de gouvernement le plus énergique et le plus convenable au milieu des secousses de l'Europe. Les fantômes qui se lèvent aujourd'hui, république, monarchie constitutionnelle, ce sont tous des enfans de la révolution, incapables par conséquent de lui résister jamais. Ils appartiennent à la période révolutionnaire et disparaîtront avec elle. La monarchie absolue est le seul frein assez fort pour contenir une société que mille instincts, mille directions fatales poussent à se dévorer elle-même. » Cette sentence arrive vraiment très à propos pour clore les aventures galantes dont M. de Sternberg est le minutieux chroniqueur. Les œuvres de M. de Sternberg étaient-elles moins recherchées depuis quelque temps? La société de Berlin, occupée des débats de la politique, voyait-elle diminuer de jour en jour l'auditoire de ce conteur efféminé? Il y a lieu de le croire, et voilà pourquoi, j'imagine, cet élégant diseur de riens a tout à coup accompli sur lui-même sa petite révolution. Quoi qu'il en soit, le parti constitutionnel doit se tenir pour averti; il avait jusqu'à présent d'assez graves dangers à redouter, les

conseillers piétistes de Frédéric-Guillaume IV, ses propres incertitudes et les fureurs de la démagogie; qu'il prenne garde à ce nouveau péril : il aura contre lui désormais les romans de M. le baron de Sternberg.

Voici un autre roman sur le même sujet; il s'agit encore de la société prussienne pendant les deux années qui ont précédé la révolution de 1848. Seulement l'auteur a vu les choses tout autrement que M. de Sternberg, et il a précisément pour but de montrer combien les progrès de la pensée générale appelaient une transformation profonde dans les lois du pays. *La Prusse avant le* 18 *mars* (c'est le titre du livre) est la peinture de cette société généreuse, ardente, à laquelle toute l'Europe libérale s'intéressait, et qui prouvait ses droits par le talent de ses orateurs, par l'éclat de ses premières discussions publiques. Ce sujet est grand : l'année 1847 restera une année mémorable dans l'histoire de la Prusse; malheureusement l'auteur est presque toujours demeuré au-dessous de sa tâche, et l'intérêt de son récit ne répond pas à la loyauté de ses intentions. L'œuvre manque de plan et d'unité; deux figures principales se disputent tour à tour l'attention du lecteur, et, au lieu d'une composition, nous n'avons devant les yeux qu'une série d'épisodes. Tantôt nous suivons avec une sympathie douloureuse les malheurs d'un généreux publiciste, Jordan, professeur à l'université de Berlin, qu'un pouvoir soupçonneux a enlevé à sa chaire et jeté dans un cachot; tantôt nous sommes transportés au sein de cette société aristocratique que pénètre peu à peu l'influence de l'esprit libéral. Le fils du comte de Kleist, Armand, s'associe avec zèle, et malgré l'opposition de sa famille, aux travaux, aux espérances, aux patriotiques élans de la nation prussienne. Jordan et Armand de Kleist, le publiciste éloquent et le généreux gentilhomme, tels sont les deux héros du livre. Leurs portraits sont assez nettement dessinés, et si l'auteur avait donné les mêmes soins à la peinture générale de Berlin, aux luttes des partis contraires, surtout à l'intérêt dramatique et à l'unité de la fable, l'ouvrage ne mériterait que des éloges. Tel qu'il est, c'est une esquisse agréable, honnête, assez vive en de certains endroits, mais faible et languissante dans son ensemble. Des allusions toutes personnelles, des chroniques et des commérages de salons y tiennent trop souvent la place de ce mouvement brillant, de ce noble essor des esprits qu'il fallait reproduire. M. Bauernfeld, avec sa gracieuse ironie, a été le peintre exact de la molle société viennoise; le travail des intelligences à Berlin aurait pu fournir à une plume exercée des beautés originales. *La Prusse avant le* 18 *mars* a paru sans nom d'auteur; M. Henri Simon (de Breslau), l'un des chefs de l'extrême gauche à l'assemblée de Francfort, y a mis une préface dont le livre se serait fort bien passé; il y est beaucoup parlé des esclaves, des tyrans, des chaînes brisées et autres choses de ce genre. Au lieu d'appeler à

son aide l'éloquence mélodramatique de M. Henri Simon, j'aurais préféré que l'auteur nous donnât dans son livre les nobles figures de M. Hansemann, de M. d'Auerswald, de M. de Vincke, de M. Camphausen, de tous ces chefs d'un libéralisme intelligent et sérieux; l'ouvrage, à coup sûr, y eût doublement gagné.

IV.

On a vu par ce tableau quel a été le trouble de la vie intellectuelle de l'Allemagne après la révolution de février. Si l'on juge ce mouvement dans son ensemble, c'est un mélange de stupeur et de violence, de pompeuses chimères et de découragement profond : triste aspect qui s'assombrit encore, lorsqu'on songe à la vie ardente et généreuse qui animait la société de la veille, à la discipline qui multipliait ses forces. Déconcertés par la rapidité des événemens ou séduits par de puériles espérances, les publicistes n'ont pas osé soumettre la révolution à une courageuse critique et en démêler le vrai sens. Toute cette littérature politique, si intéressante naguère par son ardeur, est languissante ou frivole. Cependant, au milieu du désordre produit par la démagogie, dans cet abattement et cette dispersion générale des intelligences, j'ai signalé en maints endroits de consolans symptômes. La philosophie, arrachée à son exaltation solitaire, a été traînée violemment en face de son œuvre, et il semble que ce spectacle l'ait émue. Déjà les chefs gardent le silence, ils hésitent peut-être, ils s'interrogent eux-mêmes et descendent au fond de leur conscience. Descendre en soi, s'interroger scrupuleusement et se connaître, telle a été, à toutes les époques mémorables de la philosophie, le procédé fécond des réformateurs; telle est aussi pour les sociétés la loi de réparation et de salut. Depuis bien des années déjà, l'homme ne se connaît plus; il s'est répandu au dehors et s'est abandonné lui-même. Ses triomphes sur le monde extérieur ont contribué encore à le tromper, à lui cacher son être; les courtisans sont arrivés, et des milliers de voix ont exalté son ivresse. Or, en se perdant, il a perdu Dieu, il a perdu les notions de la société, et, ainsi dépouillé, il est devenu le jouet de tous les mensonges. Pascal disait : Qui veut faire l'ange fait la bête. C'est bien pis encore chez les hégéliens; ils ont crié au genre humain : Tu es Dieu! et ils l'ont dégradé jusqu'à la brute. Quel est le remède à des maux si extraordinaires? Le remède, c'est de créer des hommes. En présence de ces visions monstrueuses ou ridicules qui nous dérobent la lumière du vrai, si l'homme pouvait reparaître dans la sincérité de sa nature, le problème serait bien avancé. Ce que fit Socrate en face des sophistes, ce que fit Descartes au milieu des dernières ombres du moyen-âge et des incohérentes rêveries de la renaissance, il faudrait que chacun de

nous sût le faire, aujourd'hui plus que jamais, pour écarter tant de systèmes menteurs et tant de séductions meurtrières. Que l'homme se connaisse enfin et se retrouve, il retrouvera la Divinité, les lois de l'ordre, les voies bienfaisantes du progrès.

Les peuples aussi, comme les individus, doivent rentrer en eux-mêmes et renouer la chaîne brisée de leurs traditions; alors seulement les mascarades auront cessé, et les races humaines reprendront, avec leur primitive énergie, leur place et leurs fonctions dans le monde. Où est la précision, la droiture, la courageuse netteté de l'esprit français? Qu'est devenu le généreux spiritualisme de l'Allemagne? C'est bien ici que s'appliquent ces fortes paroles de Fénelon : « Ils sont fugitifs et errans hors d'eux-mêmes. » Tant que le loyal bon sens de notre pays ne se sera pas débarrassé des hypocrisies du socialisme, tant que le spiritualisme allemand n'aura pas vaincu à jamais les doctrines abjectes de l'école hégélienne, il faut renoncer aux développemens de la vie et aux œuvres fécondes. Les communications si fréquentes qui unissent désormais les peuples offrent de graves dangers à côté de leurs bienfaits sans nombre : le plus grand de ces dangers, c'est l'imitation des vices d'autrui, l'abandon du caractère et des vertus nationales. Un peuple infidèle à ses instincts ne peut produire qu'une littérature factice; les génies les plus spontanés doivent toujours quelque chose à la tradition de leur pays, et, si cette tradition leur manque, poésie et philosophie ne sont plus que des œuvres fausses. L'Allemagne, malgré l'orgueil de son patriotisme, nous donne un douloureux exemple de cette défection d'un grand peuple. En voulant se transformer, elle semble par instans disposée à se détruire. Combien elle aurait besoin pourtant de rassembler toutes ses forces! L'absolutisme la presse d'un côté, de l'autre elle est menacée par la démagogie : c'est, avant tout, ce dernier ennemi qui est à craindre. Quel obstacle intérieur pourrait arrêter le mouvement légitime de l'Allemagne le jour où elle n'aurait plus à combattre que les prétentions d'un absolutisme caduc? Si tous ses conseillers, si ses publicistes, ses philosophes et ses poètes désirent mettre fin à cette situation désastreuse, qu'ils travaillent tous à lui rendre ses traditions, son génie, ses vertus. Certes, ce qu'il y a de plus antipathique, ce qui doit le plus répugner au pays de Leibnitz et de Kant, de Schiller et de Jean-Paul, on ne niera pas que ce soit le matérialisme. Appliquez ce principe à l'état présent des choses, et traduisez-le ainsi : le plus redoutable ennemi de l'Allemagne s'appelle la démagogie, et le plus fort soutien de la démagogie, c'est la philosophie hégélienne.

Or, il y a un remède, et le plus efficace, qui est désormais entre les mains des peuples allemands. Ce qui a exalté avant tout les extravagances des écrivains de ce pays, c'était l'obstination des gouvernemens

à refuser les réformes. Depuis longues années déjà, l'esprit public était mûr pour l'exercice de ses droits; figurez-vous ce que dut souffrir cette pensée généreuse et vivace sous l'humiliante tutelle qui lui refusait la faculté d'agir. Réduite à tourner incessamment sur elle-même, condamnée à se tourmenter, à se dévorer dans l'ombre, la pensée de l'Allemagne eut bientôt le vertige, et toutes ces saturnales de l'athéisme dans la patrie de Leibnitz ne peuvent être considérées que comme les grimaçantes visions du délire.

Aujourd'hui tout est changé. Au milieu des désastres qu'elles ont produits, les révolutions de mars à Berlin et à Vienne ont établi du moins le gouvernement constitutionnel, toujours promis et toujours refusé depuis 1813. La vie politique existe. Cet esprit qui déraisonnait dans les ténèbres voit maintenant une large et brillante carrière ouverte à ses efforts, il a des devoirs à remplir et des droits à exercer; la lumière du soleil lui rendra la sérénité, le spectacle des choses réelles le détournera des abîmes. Déjà tout ce qui concerne la pratique du régime parlementaire a le privilége d'exciter l'intérêt le plus vif. Toutes les questions récemment débattues à Berlin attirent l'attention de la foule, et les écrits qu'elles provoquent en sens contraire attestent une saine activité. Tandis que M. Stahl revendique avec une modération habile les prérogatives du pouvoir royal, de nouveaux talens se révèlent pour la défense des droits du pays. La presse, jusqu'à présent si médiocre, commence à prendre une physionomie originale; elle sera bientôt l'un des principaux élémens de cette littérature politique que nous venons de consulter, et elle réclamera un examen spécial. On a remarqué que les plus récens écrits sur les problèmes constitutionnels agités à Berlin et à Vienne sont presque tous étrangers aux partis extrêmes; ils appartiennent à cette majorité éclairée, libérale, intelligente, qui est l'honneur et la force des pays civilisés partout où elle sait être maîtresse d'elle-même. Cette majorité en Allemagne a été long-temps la dupe de ses chimères: c'est ainsi qu'après la révolution de février elle a été dispersée dès le premier choc et livrée à la merci des événemens; espérons aujourd'hui que la pratique sérieuse de la vie politique ralliera toutes les forces morales de ce grand pays. Sans doute, les symptômes dont je viens de parler n'annoncent pas que tout soit fini; ce n'est pas l'heure de s'endormir et de se confier dans la certitude du triomphe. A vrai dire, cette heure-là ne sonne jamais pour les peuples qui veulent être libres; la lutte n'admet point de trève, et la victoire doit être maintenue chaque jour par la vigilance de tous. L'Allemagne est décidément entrée dans cette virile et laborieuse carrière, elle ne faillira pas à ses devoirs.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

LES MŒURS

ET

LA POLITIQUE EN ESPAGNE.

I. — *Escenas Matritenses*, por el Curioso parlante. Madrid.
II. — *Escenas Andaluzas, Alardes de Toros, Rasgos populares, Cuadros de Costumbres*, etc., etc., por el Solitario. Madrid.

Le livre de politique le plus instructif, le plus vivant et le plus profond, n'est-ce point un livre de mœurs? L'étude intelligente et sincère des mœurs d'un pays, dans leur variété, dans leur saveur originale, n'a point seulement pour l'esprit curieux ce poétique et saisissant attrait du pittoresque; elle aide à éclaircir le mystère de ces phénomènes étranges, inexplicables parfois, qui éclatent à la surface de la vie sociale sous la forme de révolutions politiques. Elle fait mieux que vous introduire dans cette région inanimée de la métaphysique officielle et fixer votre regard sur le jeu artificiel d'institutions abstraites; elle vous fait respirer ce parfum âpre et doux de l'originalité populaire, en ouvrant devant vous le domaine vivant de la réalité, — ce domaine des labeurs journaliers, des traditions domestiques, des coutumes naïves, des plaisirs familiers, des cultes héréditaires et des superstitions même où se révèlent les instincts de nationalité et de race. N'est-ce point assez de cette idéologie, flanquée au besoin de statistique, qui prétend reproduire le mouvement des sociétés, et qui, lorsqu'on la questionne

sur l'état moral d'un pays, vous répond par des analyses philosophiques, des anatomies savantes, des théorèmes pompeux de mécanique constitutionnelle ou des supputations économiques? Merveilleux moyen de surprendre le secret des sociétés que de s'attacher uniquement à ces mécanismes extérieurs, à ces fictions et à ces calculs! En échappant à cette atmosphère où rien de vivant ne palpite, je comprends ce qu'on peut trouver d'intérêt et de véritable philosophie même dans l'observation simple des mœurs d'un peuple et des singularités qui s'y rencontrent, dans la description de ses habitudes lentement formées, de ses plaisirs qui portent aussi l'empreinte de son génie, de ses attachemens persistans, de ses aptitudes instinctives et de ces mille traits enfin dont l'ensemble compose ce qu'on peut appeler sa physionomie nationale. C'est du moins un peuple saisissable et réel qu'on a sous les yeux, au lieu d'un peuple chimérique et factice. Décrire ces choses légères, ces nuances qui se déploient, un type local qui survit, une coutume originale, la passion ardente de certaines jouissances, une fête ou un costume, ce n'est rien, pensez-vous? Ce n'est rien, et c'est beaucoup pour celui qui interroge ces curieux témoignages et en recherche le sens intime. Cette fête populaire que vous couvrez d'un philosophique et inattentif dédain, savez-vous quelle parcelle du sentiment national s'est condensée un jour en elle et la fait vivre? Cet usage, bizarre peut-être en apparence, savez-vous à quelle profondeur il est enraciné dans le sol? Cet amour enthousiaste de certains plaisirs, savez-vous à quelles sources il s'enflamme? Fêtes, usages, plaisirs, — ils tiennent à l'essence nationale elle-même dont ils sont la manifestation variée et pittoresque. Les mœurs, à vrai dire, montrent le génie national en action, à chaque heure de la vie, dans toutes les conditions, sous toutes les faces, et c'est ce qui attache un étrange intérêt à la reproduction qu'on en fait, — intérêt non-seulement littéraire, mais politique aussi, — politique, parce qu'elles sont la condensation vivante des sentimens, des passions, des instincts spontanés d'une race, parce qu'elles forment la portion la plus réelle de son existence, celle dont les transformations ne s'improvisent pas, que les révolutions parviennent le plus difficilement à vaincre, et qui, lorsqu'elle est, par malheur, atteinte à son tour, laisse un pays, sans cohésion et sans point d'appui, livré au péril des crises sociales. L'histoire des mœurs ne se trouve-t-elle point être ainsi la plus véridique et la plus saisissante des histoires? La lutte enflammée des idées n'y a-t-elle point son reflet? Le choc des intérêts n'y a-t-il point son écho? Tout, jusqu'à la persistance ou l'affaiblissement de la plus simple tradition populaire, de la coutume la plus ingénue, n'a-t-il pas sa lumineuse signification? Une telle étude n'est point faite pour diminuer d'intérêt dans nos jours d'impérieuses transformations et d'invincibles résistances, dans cette

mêlée indescriptible où le sentiment peut-être le plus obscurci, c'est le sentiment de la réalité.

Le siècle où nous vivons offre à l'observateur attentif le spectacle d'un double mouvement plein de singularités frappantes. D'un côté, l'esprit d'abstraction règne et gouverne, exerçant sur les intelligences une despotique fascination; il enivre les ames vulgaires de fictions, de formules, d'idéalités métaphysiques, et les plonge dans une sorte d'hallucination ardente où elles perdent l'instinct des choses réelles. Un des traits distinctifs de cette fatale passion contemporaine, c'est le mépris de la réalité; les croyances positives des peuples, les symboles qu'ils reconnaissent, les habitudes simples et vigoureuses où est passée l'essence de leur génie, elle les efface, les altère, les détruit, pour y substituer, — quoi? une vie factice, un monde chimérique, où vous voyez des ombres se poursuivre et des rêves se faire la guerre, où prospère le commerce des recettes sociales impossibles, où on s'insurge pour faire triompher des mots qu'on inscrit soigneusement sur le papier ou sur la pierre, et qui sont à peine tracés que leur sens est obscurci, que d'autres mots viennent à leur tour éblouir et surprendre l'irrésolution publique. A la place des croyances réelles, vous avez des passions abstraites, la foi au chiffre comme régulateur social; à la place des symboles qui répondent aux plus profonds instincts humains, des combinaisons scientifiques érigées en pactes constitutifs. Jamais on ne vit, je crois bien, une telle émulation à adorer l'abstraction sous toutes ses formes. Le résultat évident de cet étrange esprit, c'est qu'il dépouille les peuples du sentiment de leur identité, de leur personnalité, en affectant les élémens réels qui constituent leur vie propre; c'est qu'il supprime les nuances nationales, en ayant en vue l'*homme*, ainsi que le disait un grand penseur, et non les hommes. L'abstraction a fait du chemin : elle était grave autrefois, solennelle, pompeuse; elle s'écriait : « Périsse un pays plutôt qu'un principe! » Elle apparaît aujourd'hui sous la forme de rêves maladifs d'imaginations hystériques, et il faut lui rendre cette justice que, pour ces rêves, elle brûlerait encore le monde. — D'un autre côté, un vague et indicible instinct semble pousser certaines nationalités à se reconstituer, certaines races à revendiquer et à défendre leur originalité; elles s'attachent aux côtés réels et caractéristiques de leur existence; elles se bercent de leurs souvenirs, entretiennent le culte de leurs traditions, et cherchent à faire éclater la permanence de leur génie dans leurs tendances politiques, dans leur littérature, dans leurs mœurs et jusque dans les incidens les plus frivoles de leur vie. Vous voyez des peuples savourer l'orgueil de leur race, s'exalter dans le sentiment de leur destinée individuelle, s'enthousiasmer d'une coutume, d'un plaisir où se peint leur nature; ils ont la conscience de ce qui les distingue comme peuples, et portent

avec fierté ces signes indélébiles de leur nationalité. Cette fidélité instinctive du sentiment national, qui est l'opposé de l'esprit d'abstraction, et qu'on voit lutter avec lui parfois au sein d'un même pays, est aussi un des traits de notre problématique époque; elle en révèle un des aspects. Analysez ces élémens divers, combinez l'action de ces courans mystérieux : peut-être aurez-vous le secret de ce qu'il y a de compliqué, de contradictoire et d'incohérent dans plus d'une de ces explosions qui se dégagent d'un sol embrasé. Et les traces de cet inexprimable travail, où pouvez-vous les mieux saisir que dans les mœurs? Ce n'est point sur le théâtre qu'il faut observer et étudier un peuple, c'est dans la vie réelle où sa nature se dévoile sans couleurs factices, dans la vérité dramatique de ses luttes intérieures. Jetez les yeux sur l'Espagne : de remarquables écrits reproduisent le mouvement des idées politiques; des talens distingués popularisent la science administrative ou économique, initient les esprits aux méthodes et aux systèmes. M. Alcala Galiano a fait, en se jouant, des *cours de droit constitutionnel;* M. Posada Herrera a fait avec succès des *leçons d'administration.* Quoi encore? l'Espagne a eu des clubs, elle a eu des chaires publiques; elle a des tribunes et des journaux. Là n'est point toute la vie espagnole assurément, et une des meilleures parts resterait encore à des peintures de mœurs qui sauraient avoir cette éloquence et cet intérêt propres à la vérité humaine habilement observée, à des œuvres issues de cette même inspiration sous laquelle sont nées les *Scènes madrilègnes* ou les *Scènes andalouses,* piquantes explorations de ce domaine intime que l'historien dédaigne souvent, que le politique n'entrevoit pas, que l'économiste met hors de cause dans ses calculs. La science qui se guinde n'a point ce pittoresque et vivant attrait qu'a la description d'une *romeria de san Isidro* ou de la *feria de Mayrena.* Ce *solitaire,* très libre chroniqueur des *Scènes andalouses,* réussit à vous intéresser à une physiologie de la *cape,* à une dissertation sur le *bolero* ou au récit d'une *assemblée générale de ces messieurs et ces dames de Triana.* Triana, — qui l'ignore? — est un des faubourgs de Séville, particulièrement hanté par la race *gitanesque.*

On connaît peut-être le vrai nom de l'auteur des *Scènes madrilègnes;* c'est un des spirituels Espagnols contemporains, M. Mesonero Romanos. Après avoir décrit, en quelque sorte géographiquement, Madrid dans un *Manuel* précieux de documens, l'auteur l'a animé dans les *Scènes.* L'Espagne réelle apparaît dans cette série de tableaux, ici enveloppée encore de ses couleurs originales, là dans son travail singulier de transformation, — plus loin, à demi submergée déjà sous le flot des influences nouvelles qui se propagent. C'est un drame varié que vous avez sous les yeux, dont les scènes se succèdent sous des titres divers : *La rue de Tolède, la Procession du saint sacrement, Grandesse et*

misère, la Politicomanie, l'Étranger dans sa patrie, le Retour de Paris, et de ces fictions légères se dégage une observation ingénieuse, peu profonde peut-être, mais fine, enjouée et correcte, aussi prompte à saisir les ridicules nouveaux que facilement indulgente pour les vieilles faiblesses de l'humeur nationale. Les observations de M. Mesonero Romanos sur le côté pittoresque de Madrid n'ont point été sans utilité et sans résultat dans les réformes matérielles dont la ville a été le théâtre. Elles ont fait mieux un jour : elles ont fait épargner la maison de Cervantes, près de tomber sous le marteau, victime d'une de ces manies de démolition qui, dans les périodes révolutionnaires, s'acharnent aux pierres comme aux idées. La verve pieuse du *curioso parlante* a sauvé cet obscur et illustre asile de la *rue du Lion*, d'où est sorti *Don Quichotte,* et sur lequel vous pouvez aller lire aujourd'hui ces simples paroles : « Ici vécut et mourut Michel de Cervantes Saavedra! » La *Casa de Cervantes* est un chapitre d'une inspiration littéraire touchante jeté au milieu de tableaux d'un trait rapide et vif. Mettez à côté les *Scènes andalouses :* ces esquisses, d'une date récente, ont peut-être une saveur plus native, plus espagnole; on y sent une observation familière avec ces spectacles populaires et charmans de l'Andalousie, que l'auteur décrit avec une vraie passion; les lieux et les hommes y revivent; les retours sur les choses actuelles s'y aiguisent en pointe acérée. Sous ce nom de *solitaire,* d'ailleurs, se cache un des esprits cultivés de la littérature nouvelle de l'Espagne, un érudit expert en vieille poésie et en documens arabes, M. Serafin Calderon; et si l'ingénieux auteur raille parfois les constitutions, ce n'est point sans y avoir coopéré comme député, ce qui, me direz-vous peut-être, est un motif de plus pour en connaître le mensonge. Ce charmant *solitaire* vous conduira dans un monde étrange vraiment, dans un monde où on ne disserte ni sur la souveraineté, ni sur l'équilibre des pouvoirs, mais où on savoure le soleil, où le plaisir est une ivresse, où tout s'empreint d'une couleur originale et pittoresque, et où, à travers les éclats et les bizarreries d'imagination, s'aperçoit la trame d'une des natures populaires les plus viriles. Il vous fera assister aux mystères du *Roque* et du *Bronquis,* et ranimera les types les plus merveilleux, les rois des fêtes, les reines du plaisir. Êtes-vous allé aux *Percheles* de Malaga, au *Mercadillo* de Ronda, au *Campillo* de Grenade, à *Santa-Marina* de Cordoue, « partout où l'Espagne vit et règne sans mélange ni croisement étranger?... » C'est là le domaine qu'explore le *solitaire.* Les *Scènes andalouses* sont un des fruits nouveaux et savoureux de cette vieille inspiration nationale qui a produit *Rinconete et Cortadillo* et l'iliade humoristique de la littérature picaresque. Ce monde original, décrit par M. Serafin Calderon, est-il près de se laisser absorber et de périr? N'y a-t-il point, au contraire, dans les mœurs espagnoles quelque chose

de profond et de vivace qui déjoue les calculs, brave l'action de certaines influences, se perpétue à travers les modifications accidentelles, et qu'il ne faut point juger seulement par ces bizarreries extérieures, qui sont, en quelque sorte, les fleurs de l'imagination populaire? Voyez comme la description de quelques nuances de la vie andalouse ramène naturellement aux problèmes qui dominent notre époque et en font le théâtre de luttes immortelles!

L'Espagne, en effet, est un des pays où s'agitent, dans leur puissance, ces questions qui touchent à la nationalité même des peuples, à l'essence de leur caractère et aux lois secrètes de leurs transformations politiques. Les invasions, les émigrations, les révolutions, qui forment le tissu de son histoire contemporaine, ne devaient-elles pas nécessairement développer sur ce sol sans repos des goûts, des intérêts, des élémens tendant sans cesse à se naturaliser dans les mœurs et à transformer la physionomie de la vie sociale? M. Mesonero Romanos laisse pressentir les progrès de cette altération dans une de ses esquisses où il rapproche deux dates, 1802 et les années où nous vivons. Durant ce laps de temps que de changemens ont pu s'opérer! Celui qui aurait quitté la patrie il y a près d'un demi-siècle et qui la reverrait aujourd'hui, dit le *curioso parlante*, la trouverait « plus brillante et plus ornée; il observerait plus d'activité dans notre industrie; il admirerait le progrès des arts et le nombre des établissemens destinés à répandre les connaissances utiles; il remarquerait le bon goût qui s'introduit dans les maisons, dans les costumes, dans les monumens publics... » Que de qualités traditionnelles, en même temps, dont l'altération sensible le frapperait! que de signes caractéristiques lui sembleraient à demi effacés! L'Espagne, elle aussi, dans la vie hasardeuse, a eu à lutter avec cet étrange ennemi que je signalais, — l'esprit d'abstraction. Elle a eu sa constitution de 1812, rêve innocent de candides idéologues qui promulguaient les principes de 1791 en style lyrique; elle a marqué chacune de ses étapes par des chartes et des statuts mêlés d'aristocratie, de démocratie et surtout de logomachie; elle a eu ses alchimistes de bonheur public, ses marchands de secrets merveilleux. Par une triste manie d'imitation, elle s'est inoculé parfois des passions qu'elle ne ressentait pas, et a allumé des incendies qu'elle voyait brûler avec regret. Ce que ce tourbillon a produit à la surface de tentatives factices, de nuances artificielles, d'amalgames et d'anomalies, demandez-le aux pages humoristiques de cet autre peintre de mœurs, Larra, qui promenait son bon sens lumineux dans ce royaume des ombres et flagellait de son sarcasme toutes les incohérences, toutes les crédulités chimériques, surtout cette adoration hébétée de la parole abstraite qui énerve le sens national et l'instinct de la réalité dans l'ame des peuples. La Péninsule a vu passer devant elle « ces lanternes

magiques. » comme les appelle Larra; elle a goûté à ces fruits sans saveur qui ont pu affadir sa nature. Voyez pourtant aujourd'hui le mouvement qui semble s'accomplir au-delà des Pyrénées! on y distingue comme un travail de revendication nationale que rend plus sensible peut-être l'accélération du mouvement révolutionnaire dans d'autres pays. L'Espagne s'est arrêtée dans cette passion abstraite de l'unité politique absolue devant l'indépendance locale de trois petites provinces, — Guipuzcoa, Alava et Biscaye, — qui conservent encore leurs usages, leurs coutumes et leurs lois, et sont, dans ces conditions, un élément de force, tandis que de leur assimilation naîtrait un péril. Cette libre diversité qui tient compte des nécessités traditionnelles et des mœurs garantit la cohésion nationale, sert les provinces basques et l'Espagne elle-même. C'est le triomphe de la réalité politique sur l'esprit de système. Examinez un autre point : malgré la flamme des couvens de Madrid et de la Catalogne incendiés en 1836 par des passions factices, malgré ce sang de quelques moines égorgés par une sinistre émulation de nos fureurs, le sentiment religieux n'est pas moins vivace, et se révèle, en ce moment même, par des symptômes singuliers, par une sorte d'attrait nouveau qui semble s'attacher à la vie claustrale pour les imaginations ébranlées. C'est une tendance qui se fait remarquer aujourd'hui au-delà des Pyrénées et qu'on signalait récemment. Si vous vous arrêtez à des signes plus frivoles, si vous aimez mieux observer ce que deviennent les plaisirs populaires, l'auteur des *Scènes andalouses* vous apprendra que le nombre des taureaux qui *courent* et *jouent*, bien loin de diminuer, a triplé depuis vingt ans, et que des cirques se sont élevés de toutes parts. C'est ce qui me fait dire que l'originalité espagnole, au fond, n'est point morte. Que peut prouver ceci? Serait-ce qu'il n'est point dans la nature des choses qu'un peuple se transforme par degrés? Il y a des transformations nécessaires, et celles-là s'accomplissent invinciblement; elles laissent leur empreinte sur les mœurs comme sur les idées; mais, qu'on le remarque, ce qu'il y a en elles de nécessaire se limite au point au-delà duquel elles dénatureraient le caractère d'une nation, elles atteindraient non-seulement ce qui est superficiel et transitoire dans ses habitudes, mais ce qui est fondamental, ce qui tient à l'essence même de son génie. Là finit ce qu'il y a en elles de nécessaire; là s'arrête aussi leur efficacité; là vient fastueusement et misérablement échouer l'orgueil de l'abstraction révolutionnaire. Nous avons vu, il y a un demi-siècle, de grands reconstructeurs de l'humanité contraints de faire l'aveu de leur impuissance devant le plus simple détail de mœurs; ils s'étonnaient, eux « qui avaient renversé la Bastille et le trône,... qui avaient vaincu l'Europe, » de ne pouvoir même créer une fête publique ou un costume. Ils dépêchaient des *circulaires* contre de pauvres feux de la Saint-Jean, qu'ils traitaient

de « torches de superstition, » de « flambeaux de réaction, » et ces feux s'allument encore chaque année sur nos collines comme des signes naïfs et visibles de ce qu'il y a de durable dans la plus simple tradition. Il a survécu en Espagne plus qu'ailleurs un sentiment dans lequel ce fanatisme radical est fait pour rencontrer un invincible obstacle, c'est le sentiment vigoureux des choses du passé, — cet amour du passé qu'on taxait légèrement d'infatuation puérile, et qui s'est trouvé être une vertu, qui tend sans cesse du moins à ramener à une mesure juste et nationale le travail d'innovation auquel la vie espagnole est en proie.

C'est surtout le côté des transformations qui apparaît dans les *Scènes madrilègnes*. Les mille nuances, les affectations, les contradictions, les ridicules, les manies de ce monde espagnol en ébullition, M. Mesonero Romanos les analyse avec une vivacité d'ironie subtile; tout ce tourbillon révolutionnaire qui se réfléchit aussi dans les mœurs et en fait un théâtre « à ombres chinoises, » il le dépeint sans confusion, et ces types imprévus, artificiels, le plus souvent sans durée, développés dans la vie sociale sous la pression de toutes les influences nouvelles qui se succèdent, se mêlent ou se combattent, il les reproduit d'un trait spirituel et fin. N'apercevez-vous pas quelque éclair de vérité dans ces paroles ironiques de la *Politicomanie* : « Écoutez, dit le héros de l'auteur des *Scènes madrilègnes*, écoutez la conversation des hommes et des femmes, des enfans et des vieillards, des grands et des petits; écoutez leurs réflexions, leurs discussions et leurs conclusions, et vous vous convaincrez que la politique est une science naturelle qui pousse spontanément dans l'esprit sans semence ni préparation, que le goût dominant du siècle, en étendant cette faculté naturelle, fait de chacun un improvisateur de lois capable de lutter avec Solon l'Athénien lui-même. » Notre *curioso parlante* se fait l'exécuteur testamentaire du *politicomane*, et dans le glorieux inventaire de ce modèle des successions humanitaires que trouve-t-il? « Une longue liste de créanciers et un système complet d'amortissement de la dette publique, deux ou trois mémoires sur la paix intérieure et un projet de séparation avec sa femme, trois ou quatre livres de philosophie et un pistolet qui devait lui servir, disait-il, quand il serait las de vivre, un traité général d'éducation publique et quatre enfans qui ne savaient pas lire... » Précieux, spirituel et trop exact inventaire, qui a son intérêt pour nous assurément et que vous connaissez, je n'en doute pas! A un point de vue plus purement espagnol, ne sentez-vous pas aussi ce qu'il a pu y avoir de vrai dans des types tels que celui de l'*étranger dans sa patrie*? Cet *étranger*, c'est celui qui a fait son éducation en France, qui a séjourné à Paris ou à Londres, qui est venu, en un mot, assister au spectacle de nos civilisations plus apparentes que réelles, plus extérieures que pro-

fondes, et qui revient dans son pays dégoûté et mécontent, l'inquiétude dans l'esprit, le dédain sur les lèvres, parlant de chemins de fer, de stratégie parlementaire, de physiologie politique ou de littérature humanitaire, et trouvant les courses de taureaux un plaisir *barbare*. L'*étranger dans sa patrie* était peut-être autrefois modéré et doctrinaire, il est démocrate aujourd'hui certainement. L'auteur poursuit ainsi son ingénieux voyage à travers les mille fluctuations des mœurs, les variations des goûts, les fantaisies et les entraînemens de la vie espagnole.

Pénétrez plus avant pourtant dans l'essence de ces mœurs dont l'auteur des *Scènes madrilègnes* décrit la surface agitée, écartez un moment ces mille traits extérieurs, variables et confus, d'une société au-dessus de laquelle vingt révolutions ont passé, et qui ne s'appliquent au surplus qu'à un monde restreint : vous vous retrouverez en présence du fond intime, original, permanent de la nature espagnole. Nulle part peut-être l'homme, pris dans son individualité nationale et morale, n'est moins abaissé qu'au-delà des Pyrénées. Les civilisations complexes, raffinées, savantes, qui tendent à prévaloir, ont de ces faiblesses, de ces nausées terribles, qu'on me passe le terme, dont nous sommes les témoins, parce qu'elles ne vivent que par l'esprit, ne développent que l'intelligence, ne surexcitent que l'imagination; elles n'entretiennent point le caractère, elles le dissolvent au contraire. Ce qui frappe en Espagne, c'est la permanence du caractère, c'est ce vigoureux sentiment intérieur qui maintient le niveau moral d'une race et lui donne un air viril même dans ses malheurs, c'est cette valeur propre d'une nature pleine de vie et de ressort qui a un mot singulier de défi pour tous les obstacles : *no importa!* Analysez ce caractère à travers cette mystérieuse élaboration des mœurs contemporaines, son originalité se relèvera à vos yeux; vous le retrouverez empreint d'idéalité et de réalité à la fois, libre et soumis, enthousiaste et sensé, familier et fier, résigné et héroïque, sérieux et brillant. L'Espagnol n'est point obséquieux; il n'a point de ces passions faméliques qui dégradent l'être humain; la pauvreté ne l'abaisse point. L'instinct d'indépendance, si vivant au-delà des Pyrénées et qui est comme l'élément national primitif, relève l'homme et lui communique cette aisance et cette dignité sans emprunt qu'on voit gravées souvent sur une figure populaire qui passe. Il y a dans l'ensemble de la vie privée, si différente de la vie publique en Espagne, une saveur de liberté pratique qui fait le charme des relations et des mœurs. La vivacité des inclinations ne s'y déguise point sous les hypocrisies calculées; le caractère national y conserve son ingénuité virile ou gracieuse; les rapports y sont sans contrainte; la familiarité a dans les habitudes et dans le langage mille nuances, mille délicatesses de liberté, de dignité facile, d'abandon aisé, qui forment cet esprit original et inimitable de socia-

bilité que nos voisins appellent le *trato*. Au fond, cette nature espagnole, observée dans ses crises les plus extrêmes comme dans sa familière intimité, dans tous les contrastes de ses penchans et de ses goûts, laisse pressentir quelque chose de simple et de vierge encore qui en fait une nature spontanée, entière dans ses entraînemens, dans ses passions, dans ses plaisirs, dans ses fanatismes, et lente à subir les influences. Il est des raffinemens subtils qui ne trouvent point accès en elle; il est des combinaisons et des spectacles politiques auxquels elle assiste comme à la représentation d'un drame où elle n'a point de rôle; il est des théories qui flottent, dépaysées et errantes, dans son atmosphère, sans la pénétrer. Les journaux eux-mêmes, — cette merveille des civilisations décrépites et bavardes, — ont moins d'action, sont moins un besoin en Espagne qu'ailleurs, et ce *solitaire*, peut-être libéral quand il vote au congrès, ne parle point sans une sorte de regret indéfinissable du temps où on ne recevait que cinq exemplaires de la *Gazette* à Séville, et où les galions revenaient d'Amérique. Bien des systèmes qui envoient leurs commis-voyageurs au-delà des Pyrénées, et qu'on croit florissans, y obtiennent le succès d'une curiosité de Nuremberg. Je questionnais, à Madrid, un jeune officier qui se piquait de fouriérisme et qui se vantait, je crois : « Nous sommes trois en Espagne, me disait-il, qui comprenons peut-être Fourier. » Heureuse, spirituelle et profonde Espagne!

Nous parlons souvent de démocratie en France : c'est un caprice de notre esprit, une conception de notre intelligence. Nous nous créons un petit monde idéal, peuplé de quelques fétiches en honneur, entre lesquels l'abstraction démocratique figure glorieusement. La démocratie est dans les idées en France; elle n'est point dans les mœurs, où règne une émulation universelle de primauté et de domination, où les antagonismes sont invétérés, où l'instinct supérieur de l'égalité morale ne comble point les intervalles créés par l'inégalité des rangs et des fortunes, et où toutes les ambitions évincées, toutes les cupidités déçues, toutes les misères aigries se traduisent en haines, en divisions, en scissions sociales. Dans cette lutte entre les idées et les mœurs, la société française s'use, s'épuise, réunissant les vices des aristocraties et des démocraties sans avoir leurs bienfaits. Il n'en est pas de même en Espagne. La démocratie n'est point dans les idées et ne s'y condense point en théories enflammées; elle est dans les mœurs et dans les traditions. Cette juste et large définition du peuple, qu'on proclame aujourd'hui en disant qu'il se compose de l'*universalité des citoyens*, qu'on invoque presque comme une nouveauté et qui a tant de peine à devenir autre chose qu'un mot, elle est vieille comme l'histoire en Espagne, et réelle comme un fait. Elle a été écrite par Alphonse XI dans les *Partidas :* « le peuple, dit-il, ce n'est point la gent menue, comme laboureurs et nécessiteux..... c'est la réunion de tous les

hommes..... » La démocratie a un caractère de réalité familière au-delà des Pyrénées; elle est dans ce sentiment d'égalité morale qui circule dans l'atmosphère, relie les hommes et les classes en s'harmonisant avec la hiérarchie sociale, élève le niveau commun et est comme la force secrète et conservatrice de cette mystérieuse vie espagnole. Le pays où le goût des distinctions et des hiérarchies a reçu le moins d'atteintes peut-être est aussi le pays où les hommes se sentent le plus naturellement égaux. Allez dans les provinces basques, vous trouverez la démocratie la plus effective, la plus réelle et la plus élevée aussi, puisqu'elle résulte d'une noblesse commune, attachée en quelque sorte au sol natal; allez dans l'Andalousie, vous trouverez cette démocratie *pratique* dont parle le *solitaire*, et qui fait qu'Espagnols de tout rang, de toute classe, se mêlent et se confondent sous l'impulsion de certains goûts nationaux, de certaines ardeurs, dans la jouissance de certains plaisirs. Le trait le plus saillant peut-être en Espagne, c'est cette absence d'hostilité entre les classes rapprochées par tous les instincts de leur nature, par leurs qualités et par leurs vices mêmes, séparées seulement par les hasards secondaires de position et de fortune. L'Espagnol ne hait point la noblesse; il en a toutes les fiertés, au contraire. Il sent gronder en lui bien des passions de guerres civiles, non ces besoins de vengeance qui sont comme le levain aigri des démocraties, et qui se traduisent en immolations révolutionnaires ou en guerres sociales. Il peut se retrouver dans cette nature de ces naïvetés de barbarie comme il s'en dégage parfois des natures restées primitives à beaucoup d'égards; de toutes les corruptions, celle qui peut le moins y trouver place et s'y enraciner, c'est la corruption démagogique, parce que dans son essence, qui est la haine de tout ce qui est élevé, elle viole le tempérament espagnol lui-même; elle le viole dans ses instincts traditionnels, dans ses tendances et jusque dans ses goûts invincibles de poétiques et aristocratiques jouissances.

Les esquisses de M. Serafin Calderon seraient sans intérêt, si elles ne reflétaient quelque chose de cette nature espagnole, si elles ne la reproduisaient, non sans doute dans ce qu'elle a de plus puissant et de plus sérieux, mais dans son mouvement intime, dans ses nuances familières, dans quelques-uns de ces détails de mœurs qui font penser souvent et à la lumière desquels, en quelque sorte, on aperçoit le type des races. L'auteur des *Scènes madrilègnes* a un sentiment très vif, je le disais, des ridicules de cette société partagée entre ses besoins de transformation et l'amour de sa propre originalité; le *solitaire* a plutôt le sentiment du pittoresque national, qu'il va ressaisir dans cette brûlante, poétique et libre Andalousie d'un relief si vivant, et où une nature physique pétrie à tous les feux du midi sert de cadre à un des caractères populaires les plus curieux, les plus expressifs, les plus animés. L'Andalousie est un pays original, même à côté du reste de l'Es-

pagne, — original par son ciel, par son esprit, par ses mœurs, par ses costumes et tous ces types bizarres qui se groupent étrangement sous vos yeux. L'auteur des *Scènes andalouses* a des prédilections pour ce monde de héros populaires nés entre Ecija, Cordoue, Cadix et Séville, « de beaux chanteurs, de joueurs de guitare, de *relanceurs* de taureaux, » de *majos* au chapeau *calañez*, à la veste de velours brodée. Il affectionne singulièrement dans ses peintures cette vie d'indépendance universelle et pratique où règne l'abandon, l'émulation du plaisir, où la foule se répand à certains jours dans une *feria*, laissant éclater ses passions et ses goûts, et où on s'oublie dans une sorte d'ivresse orientale en suivant les mouvemens d'une danse entraînante, au chant de quelque *romance* d'une indicible mélancolie ou d'une saveur picaresque. Ces tableaux pittoresques, — *la Feria de Mayrena, la Rifa Andaluza, Un Baile en Triana,* — que sont-ils autre chose que la poésie des mœurs populaires de l'Andalousie? Il y a bien dans cette fougueuse organisation méridionale un autre trait de caractère glorieux et rare, et que le véridique *solitaire* ne peut oublier. « L'Andalou, dit-il dans son esquisse sur *Manolito Gasquez le Sévillan*, l'Andalou est le roi de l'inventif, du multiplicatif, de l'augmentatif..... Quand il raconte, il faut couper, rogner, rabattre, soustraire et extraire encore la racine cubique de ce qui reste..... » Mais cette faculté merveilleuse d'invention, aux yeux de l'auteur, ne tient point à un instinct pervers de dissimulation et de mensonge; elle a sa source dans la vivacité de l'imagination, dans la puissance irrésistible de la fantaisie. « L'Andalou, ajoute le *solitaire*, voit, imagine et pense d'une certaine manière, et son langage reproduit le mouvement de ses impressions. » Joignez à ceci, d'ailleurs, que l'Andalousie, au fond, n'en est pas moins une des provinces les plus réellement fécondes, les plus productives de l'Espagne, et que de son sein sortent encore les premiers hommes d'état, les premiers généraux contemporains.

La vie extérieure, on le sent, a une grande place en Andalousie; c'est ce qui explique cette originale animation de certaines fêtes populaires, de certaines réunions. Voyez cet immense et pittoresque concours de monde attiré par la *foire de Mayrena*, qui a lieu au mois d'avril : on s'y rend de tous les points du *royaume* méridional, depuis le Xenil jusqu'aux frontières de Portugal, depuis la sierra Morena jusqu'à Tarifa et à Malaga; ce ne sont point seulement les marchands qui accourent, ce sont surtout les curieux, « ceux qui vont vivre pendant trois jours de plaisir et de vapeur dans ce centre de sensations neuves et variées. » L'auteur des *Scènes andalouses* décrit ce mouvement avec une verve poétique qui reproduit aussi l'aspect naturel des lieux. « Ah! Mayrena, dit-il, Mayrena de l'Alcor! je me souviens du jour où j'arrivai de Séville à ta riche et populeuse *feria*. Un soleil clair et doux donnait la vie au beau paysage d'Alcala de Guadaira..... d'un côté et de l'autre

s'étendaient les symétriques bois d'oliviers qui se perdent à la vue comme l'horizon sur la mer, et, devant moi, comme fermant le tableau, apparaissaient couronnés de nuages rosés les coteaux sur lesquels repose l'antique Carmona..... Autour et au loin se succédaient les collines ou s'ouvraient les vallées, théâtre des exploits des descendans ou des rivaux de Francisco Esteban, de Nebron, des sept enfans d'Ecija, de José Maria, Caballero et cent autres, rois des monts et des chemins de l'Andalousie; enfin, entre les arbres, et vaguement éclairés d'une lumière de pourpre et d'or, se laissaient voir les créneaux moresques de ton château.....» Mayrena est ce que le *solitaire* appelle une sorte d'*université* populaire de l'Andalousie, où se maintiennent les saines traditions, où se retrouvent dans leur pureté et sans aucun mélange d'influence étrangère les usages et les costumes; elle renferme ce jour-là, elle résume l'Andalousie «dans son être, sa vie, son esprit, son essence.» Rien même n'y rappelle un autre monde et nul ne s'y hasarde, Espagnol ou étranger, qui n'ait revêtu l'habit andalou. Là, les raffinemens de la civilisation n'exercent point leur tyrannie; la liberté règne; c'est une fête universelle où les plaisirs sont à la portée de tous. A côté des fruits laborieusement préparés et surchargés de parfums, se rencontrent l'orange et les sucreries de tradition arabe et ces beignets que vendent les *gitanas* chamarrées de fleurs dans leurs campemens bizarres. Voyez, au milieu de la foule, passer dans sa bonne grace andalouse cette jeune fille, Basilisa, montée avec son amant sur un cheval paré, lui aussi, de tous les ajustemens nationaux,—un de ces chevaux, fils de l'*air et du feu*, qui conservent dans leur veine la pureté du sang oriental! Basilisa est la reine d'un jour de Mayrena. Le bien-être est le signe dominant de la *feria* andalouse; une sorte d'égalité charmante s'y montre dans l'animation de la vie et ajoute à l'intérêt qu'y trouve l'observateur. Chaque avril rayonnant voit se renouveler ces assises populaires et renaître cette fête de la démocratie pratique. Dans les pages que le *solitaire* consacre à la *feria de Mayrena* la réalité des mœurs prend le caractère d'une vive et poétique légende.

L'auteur des *Scènes andalouses* vous fait passer ainsi à travers bien des incidens curieux où se révèle l'originalité de l'Espagne méridionale. Je ne reproduirai point le récit d'une course de taureaux, assez souvent renouvelé. Le *solitaire* vous expliquera seulement ce que ce spectacle a de profondément national et de nullement barbare. Mais prenez quelques autres *Scènes* de M. Serafin Calderon, *la Danse antique, le Bolero, un Bal à Triana.* Ces esquisses touchent à une passion non moins vivace dans cette ardente Andalousie. La danse, on le sait, est une poésie en Espagne, une poésie en action qui enivre le regard, émeut les sens, entraîne l'imagination. Le *solitaire* a écrit sur cette poésie quelques pages où la dissertation sérieuse côtoie la description enflammée, et où une sorte de science, si l'on peut ainsi parler de ces

choses légères, se fait sentir sous l'éclat des peintures. Ces danses en effet, qui sont une des originalités de la vie en Andalousie, dont Séville conserve ou rajeunit les traditions, ont une histoire, une filiation où se retrouve comme un reflet des grandes vicissitudes nationales; elles se divisent en plusieurs familles, et leur caractère varie suivant leur origine purement espagnole, américaine ou arabe. Les danses d'origine espagnole se font reconnaître à une mesure vive et précipitée qui les fait ressembler à la *jota* d'Aragon ou de Navarre : celles qui sont venues d'Amérique ont une certaine grace molle et libre, indice des passions d'un peuple chez lequel la pudeur est sans empire; mais de toutes les danses de l'Andalousie les plus curieuses, les plus caractéristiques, ce sont celles qui ont gardé l'empreinte arabe et mauresque, et qui se distinguent par une combinaison étrange de langueurs et de vifs mouvemens alternés. Des chants accompagnent ces danses : ce sont les *oles*, les *tiranas*, les *polos*, issus d'un tronc primitif arabe, la *caña*. La musique en est simple et triste, mélancolique et profonde; elle commence par un soupir qui se prolonge, continue sur un ton plus rapide et plus animé pour retrouver bientôt son premier accent, et il arrive parfois que le chanteur lui-même s'abandonne à son propre enivrement, oublie tout ce qui l'entoure, se laisse enlever comme en un rêve magique, tandis que la danseuse, entraînée, semble reproduire dans ses mouvemens cette même ivresse intérieure, cette même poésie. Laissez-vous conduire dans le *patio* odorant d'une maison de *Triana*, qui rappelle par sa structure l'époque de la conquête de Séville par saint Ferdinand, et dont les alentours, couverts de chèvrefeuilles, d'orangers et de citronniers, sont baignés par le Guadalquivir. L'attente du plaisir est sur tous les visages. Le *Xerexano* jette son chapeau aux pieds de la *Perla* en signe de provocation, et tous deux s'élancent en même temps. Une sorte d'influence étrange semble soulever du sol la *Perla* frémissante et prêter à tout son être une animation inconnue. Sa tête élégante et fière se penche ou se redresse, et chaque ondulation respire la volupté. Sa taille se plie ou se cambre, et apparaît dans sa souplesse ou dans l'éclat de ses proportions. Elle balance ses bras, les laisse retomber avec langueur, les agite, les élève ou les abaisse alternativement en décrivant mille évolutions ardentes, tandis que son danseur la suit moins comme un rival en agilité que comme un mortel qui suit une déesse. Autour d'eux, chanteurs et chanteuses laissent éclater leurs couplets populaires d'une originalité singulière. « Prends, jeune fille, cette orange, — je l'ai cueillie dans mon jardin; — ne la partage pas surtout avec un couteau, — car mon cœur est dedans. »

Toma, niña, esa naranja,
Que la cogi de mi huerto :

No la partas con cuchillo
Que và mi corazon dentro.

Ou bien encore : « Belle déesse, ne pleure pas, — de mon amour n'aie point de souci : — c'est le propre des abeilles — de piquer là où elles trouvent des fleurs. » Peu à peu la fête s'anime et touche au délire; chacun y prend part, chacun applaudit à un mouvement brûlant, à une attitude nouvelle, jusqu'à ce qu'enfin les danseurs s'arrêtent exténués et retombent du haut de leur rêve enflammé.

Ce n'est point seulement le *polo* ou la *tirana* dont le chant se mêle à ces plaisirs enivrans. La tradition orale a conservé, en Andalousie, un assez grand nombre de *romances* populaires d'une naïve saveur, qui trouvent aussi leur place entre deux danses. Et ici pourrait s'élever plus d'une de ces questions délicates propres à exercer les esprits amoureux de ces sortes de mystères d'histoire et de littérature. Comment ces *romances* n'ont-ils point été recueillis dans les collections successives qui ont vu le jour? Comment se sont-ils conservés en Andalousie plutôt que dans la Castille ou les autres provinces de l'Espagne? Comment se fait-il, en un mot, que l'Andalousie ait gardé plus de traces vivantes des traditions et des mœurs anciennes? Ces questions, le *solitaire* les éclaircirait mieux qu'un autre peut-être; il se contente de reproduire quelques-uns de ces *romances*, que des chanteurs exercés entremêlent aux danses andalouses. Ne sent-on pas dans une légende telle que celle du *comte del Sol* comme un parfum de simplicité et de naïveté primitives qui reporte à des temps éloignés? Et quel est l'instinct de ce peuple qui ne cesse point de goûter une telle poésie?

« De grandes guerres se publient, — dit le *romance*, — entre l'Espagne et le Portugal; — et c'est le comte del Sol qu'on nomme — pour capitaine général.

« La comtesse, qui est toute jeune, — déjà est en larmes. « Dis-moi, comte, « combien d'années — dois-tu rester loin d'ici? — Si dans six ans je ne suis pas « revenu, — vous pourrez vous marier, mon enfant. »

« Les six années passent, et les huit, — et les dix passent encore, — et la comtesse, toujours en larmes — passe ainsi son veuvage.

« Étant un jour dans sa maison, — son père vient la visiter. — « Qu'as-tu, « fille de mon ame, — que tu ne cesses de pleurer?

« Mon père, père de ma vie, — par le saint *Graal*, — donnez-moi votre per- « mission, — pour que j'aille chercher le comte. — Tu as ma permission, ma « fille, — que ta volonté s'accomplisse. »

« Et la comtesse, le jour suivant, — triste, s'en va en pèlerinage; elle parcourt la France et l'Italie, — et toujours des terres sans cesser.

« Déjà, désespérant de tout, — elle s'en revenait vers ici, — quand elle rencontra un grand troupeau dans un immense bois de pins.

« Berger, berger, — par la sainte Trinité, — ne me fais point de mensonges,

« — et dis-moi la vérité : de qui est ce troupeau, — avec cette marque qu'il « porte?

« — Il est au comte del Sol, madame, — qui va se marier aujourd'hui. — « Bon berger, bon berger, — puisses-tu voir prospérer ton troupeau! — Tu vas « prendre mes riches soies, — et tu vas me donner ton habit de laine;

« Et, me prenant par la main, — tu me conduiras jusqu'à la porte, — afin « que je lui demande l'aumône, — au nom de Dieu, s'il veut me la faire. »

« En arrivant tout près du seuil : — « Voyez-vous le comte qui est là,— tout « entouré de seigneurs qui vont assister à sa noce?

« Donnez-moi, comte, l'aumône. » — Mais le comte s'est pâmé. — « De quel « pays êtes-vous, madame? — Je suis née en Espagne.

« Êtes-vous une apparition, étrangère, — qui venez pour me troubler? — « Je ne suis pas une apparition, comte, — je suis ta loyale épouse. »

« Le comte monte aussitôt à cheval, — la comtesse est en croupe avec lui, — et ils revinrent à leur château, — sains et saufs et pleins de joie.... »

La musique de ces *romances*, toute de souvenir mauresque, s'est conservée traditionnellement dans quelques villages des montagnes de Ronda, des terres de Médina et de Xérès, où les influences nouvelles pénètrent avec lenteur et où vivent encore des familles de pure descendance arabe. Observez dans leur ensemble ces chants et ces danses; combinez ces élémens, — fanatisme du plaisir, ivresse de l'imagination, sol andalou semé à pleines mains et éperdûment, — vous aurez un de ces spectacles uniques qu'on ne peut décrire. Ce qui frappe dans la danse, en Espagne, c'est ce naturel, cette spontanéité d'inspiration qui la relève à la hauteur de la poésie, c'est ce caractère d'inexprimable passion qui la montre si intimement mêlée à la vie nationale et gardant son invincible attrait même dans les heures solennelles, même dans l'essor des sentimens héroïques et des patriotiques douleurs. « Tandis que le comte-duc, dit un vieux fragment, perd l'Espagne du roi, perle des danseuses, danse et console-moi; ton pied fin, qui se détache du sol et peint dans les airs, arrachera de mon ame les pensées tristes, l'amertume et les angoisses; ta charmante parure, ta gentillesse et ta grace m'éblouiront... » C'est le fond du *romance* plus moderne de *Brianda*. « Au moment où une main traîtresse livre l'Espagne à l'avidité française, où vient un autre Roncevaux et se lève un autre Bernard, danse, Brianda, etc., etc. » Cette simultanéité de sentimens, ces contrastes, si l'on veut, sont fréquens dans le caractère espagnol, qui se sent à l'aise dans cette atmosphère d'inspirations viriles et de poétiques ivresses, et ce n'est point sans raison que le *solitaire* voit dans ces choses légères « des documens pour les esprits intelligens, » des indices propres à éclairer sur les tendances, les instincts et les aptitudes d'un peuple. N'aperçoit-on pas, notamment, combien dans une vie de ce genre doivent occuper peu de place ces questions faméliques de boire et de manger transformées en questions de civilisation?

Il y a sans doute dans une telle nature, sévèrement analysée, bien

des vices secrets, bien des puérilités fastueuses, des levains aigris, des goûts pernicieux, des passions rebelles. S'il fallait les montrer dans leur déchaînement, dans leur éclat excessif, je vous transporterais dans l'Amérique du Sud, où ces élémens de l'anarchie espagnole, en changeant d'hémisphère, ont trouvé un champ sans limites; mais qu'on réfléchisse un instant : ces vices caractéristiques se retrouvent à côté de qualités profondément nationales aussi et restées singulièrement vivantes. Quel correctif efficace pourra agir sur eux dans ces conditions? Sera-ce quelqu'un de ces spécifiques abstraits qui s'appliquent indifféremment à un peuple ou à un autre peuple, parce qu'ils ne s'appliquent à aucun, ou qui, en atteignant peut-être les vices, atteignent plus sûrement encore les qualités elles-mêmes et corrompent l'essence d'une nationalité? C'est à ce point de vue que l'observation des mœurs, la connaissance de la vie réelle d'un pays a un intérêt supérieur, non-seulement pour l'écrivain qui y cherche un pur attrait d'imagination, mais pour l'homme d'état lui-même. La vraie et féconde politique, en effet, n'est-elle point celle qui résume fidèlement les instincts traditionnels d'un peuple, laisse intacte son originalité, s'harmonise avec ses tendances propres même dans les innovations nécessaires, et s'élance en quelque sorte vivante et armée du sein de la réalité nationale? Un jour, dans le congrès de Madrid, un orateur éloquent s'inspirait, avec une rare puissance, de cette réalité, et puisait dans l'observation du caractère espagnol le conseil d'une politique propre à ramener avec éclat la Péninsule sur la scène de la civilisation générale. Il démontrait la difficulté immense, sinon l'impossibilité, de la civilisation de l'Afrique par la France, en raison des différences radicales qui existent entre les races et empêchent que l'une ne puisse agir efficacement sur l'autre, — et il faisait éclater en même temps l'utilité, la nécessité de la coopération à cette œuvre de l'Espagne, comme étant l'intermédiaire naturel entre les deux mondes. « Entre la civilisation française, disait-il, et la civilisation africaine, il n'y a aucun point de contact et il y a toutes les solutions de continuité possibles : il y a la solution de continuité géographique, parce qu'entre la France et l'Afrique est l'Espagne; il y a la solution physique, parce que le soleil espagnol tient le milieu entre le soleil français et le soleil africain; il y a celle du caractère moral, parce qu'entre les mœurs raffinées et cultivées de la France et les mœurs barbares et primitives de l'Afrique il y a les mœurs espagnoles, à la fois primitives et cultivées; il y a la solution de continuité militaire, parce qu'entre le général français et le chef arabe se trouve cette autre espèce de chef qui sert de transition de l'un à l'autre, le *guerillero;* il y a enfin la solution de continuité religieuse, parce qu'entre le mahométisme fataliste africain et le catholicisme philosophique français est le catholicisme espagnol avec ses tendances fatalistes et ses reflets orientaux. »

— Et, de fait, l'Espagne n'a-t-elle point déjà un pied en Afrique, et ne voyez-vous pas s'essayer, se nouer, se dénouer pour se renouer encore mille questions, mille litiges incertains avec le Maroc, qui pourraient amener une immixtion plus réelle, plus active de la Péninsule en Afrique, sinon la réalisation du beau rêve de l'orateur madrilègne? Ainsi, sous ce rapport comme sous bien d'autres encore, dans le plan des choses contemporaines, pourrait naître pour l'Espagne un rôle nouveau, d'accord avec son génie, dicté par le sentiment rajeuni de ses traditions et de son originalité morale.

L'Espagne, aujourd'hui, sous l'impression des conflagrations européennes, a réussi à se créer une sécurité et une paix relatives qui ne la mettent point, sans doute, à l'abri de tous les malheurs. Lorsque, dans un coin du monde, quelques susceptibilités jalouses de princes ou de nations s'agitent et se choquent, un peuple désintéressé dans ces antagonismes peut se dire qu'il ne se laissera point atteindre. Quand un prosélytisme ardent d'idées politiques tend à rendre la lutte générale en engageant ce qu'on nomme les guerres de principes, la défense est plus difficile déjà et n'est point impossible encore pourtant. Quand c'est la crise douloureuse d'une civilisation tout entière qui éclate, quel peuple peut se promettre que ce poison qui voyage dans l'air ne va pas tout-à-l'heure descendre dans sa veine et brûler son sang? Mais ce qui n'est point douteux pour tout esprit attentif, c'est que l'Espagne possède encore de singuliers élémens de permanence et de préservation dans les conditions morales et matérielles même de son existence. Le mal contemporain n'a point, pour se propager au-delà des Pyrénées, ce réseau de foyers industriels où s'engendre et se développe l'affreux cancer du paupérisme moderne; il n'a point, pour favoriser son action dissolvante, les haines des classes; il se trouve en présence de cette virilité intacte du caractère national que je signalais. Les élémens préservateurs pour l'Espagne, au fond, ce sont ses mœurs si décriées et si singulièrement peintes parfois, — ce sont ses mœurs, non sans doute par ce qu'elles ont de vicieux, d'incohérent et de facile à critiquer, mais par ce quelque chose de vierge, de spontané et de sincère qui s'y fait sentir et se révèle dans les inspirations supérieures du courage comme dans l'originalité ardente du plaisir. C'est aussi cet amour du passé qui fait partie du sentiment national et est une des formes idéales du patriotisme. Un peuple qui aime son passé est digne d'avoir un avenir. Cette force secrète des mœurs, cet amour du passé, c'est-à-dire ce sentiment de la vie traditionnelle et réelle, dont un peuple ne se dessaisit pas et qu'il retrouve en lui à l'issue des révolutions, est comme l'ancre invincible sur laquelle il s'appuie pour réparer ses désastres avant de reprendre le cours mystérieux de ses destinées.

CH. DE MAZADE.

DU

POUVOIR EXÉCUTIF

ET

DES ASSEMBLÉES.

OEUVRES DE LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE, 3 vol. in-8o.

En théorie, la république est une forme de gouvernement dans laquelle chaque citoyen, avant de prétendre à la direction des affaires de l'état, sachant administrer les siennes et se gouverner lui-même, évite sur toutes choses de mettre à la charge de la communauté le fardeau qui doit être celui de la famille et de l'individu, et ne demande au trésor public que ce qui est rigoureusement nécessaire pour subvenir aux besoins collectifs de la société. Dans ces conditions, la république a droit d'être fière de la dignité, de l'indépendance de chacun de ses membres; elle dure, grandit et prospère par le libre développement du travail et de l'intelligence de tous.

Ce n'est point ainsi, il faut l'avouer, que la république est comprise en France par ses adeptes. Bien loin de réduire le domaine de l'action du gouvernement pour élargir celui de la liberté individuelle, nos démocrates de profession entendent que le gouvernement pourvoie à tout,

et à leurs besoins particuliers en première ligne. Tout socialiste se croit en droit de vivre aux dépens du public; à défaut de traitement, il lui faut une récompense nationale, et l'on fait de l'aumône une dette de l'état. On sait parfaitement que chaque fois que l'autorité montre un écu à donner à titre de secours, vingt personnes capables de le gagner à la sueur de leur front se croisent les bras, ou plutôt tendent la main pour l'obtenir. On désorganise le travail sous prétexte d'organiser l'assistance publique. L'avénement des fondateurs d'un régime de frugalité se signale par les bombances de l'Hôtel-de-Ville, du ministère de l'intérieur et des préfectures envahies par les commissaires du gouvernement. Ceux qui demandent le droit au travail n'en tolèrent pas la liberté. Si un jour la république socialiste se décide à donner à la tribune nationale le programme officiel de l'avenir qu'elle nous ménage (1), son manifeste se résume en deux points. Elle réclame d'abord l'exercice du *travail attrayant*, comme si, depuis vingt-cinq ans qu'il en est question, on avait empêché les personnes qui en ont le goût de s'y livrer entre elles, ou mis la moindre entrave à ce qu'au lieu de faire des livres et des discours qui ont quelquefois ennuyé le public, elles lui donnassent des exemples qu'il aurait suivis, s'ils avaient été bons. Il lui faut ensuite, pour la dotation de la première commune socialiste qu'elle fondera en France, — et nous n'en avons guère que 36.819 à transformer, — *une étendue de douze à seize cents hectares à proximité de Paris*, c'est-à-dire une valeur de 5 ou 6 millions, et de plus des frais d'établissement, qui ne peuvent pas être de moins de 3 millions. Cette commune devant être *composée de 500 à 550 personnes*, la dotation sera d'environ 16.000 francs par individu, et de 80.000 fr. par famille, à supposer que la famille fût conservée... Et si quelqu'un s'enquiert de ce que l'hetmann Platoff aurait pu demander de plus au congrès de Vienne pour installer dans le département de Seine-et-Oise un pulk de Cosaques du Don, on répond qu'il s'agit aujourd'hui des Cosaques de l'intérieur, que la France doit gagner assez à ce qu'ils renoncent au séjour de la ville et prennent le goût de la campagne pour ne pas lésiner sur les frais de premier établissement, que les socialistes sont une race trop précieuse à multiplier dans le pays pour que le peuple hésite à travailler pour eux ou à leur payer des contributions. Ces extravagances se débitent sur le ton d'une mendicité menaçante, et il est naturel que, lorsqu'on refuse au parti qui les proclame de lui constituer, en attendant mieux, un fief dans la forêt de Saint-Germain, il convie les paysans au partage du champ et de la vigne du voisin.

Quant aux masses à qui s'adresse ce langage, elles veulent être gou-

(1) Séance de l'assemblée constituante du 14 avril 1849.

vernés, et elles en ont le droit, parce que c'est leur premier besoin : une sorte de révélation intérieure leur apprend à compter sur leurs qualités, à se méfier de leurs défauts; elles se sentent capables des plus grandes choses sous une main intelligente et ferme, des plus misérables sous une main défaillante. Semblables à ces coursiers généreux qui ne savent pas supporter un cavalier timide ou malhabile, elles s'en prennent à leur chef de toutes leurs faiblesses, de tous leurs malheurs, de tous leurs égaremens, et ce n'est pas sans quelque justice, car leurs fautes sont toujours celles des hommes qui les conduisent; elles ne résistent jamais à de nobles exemples : soldats de Rosbach avec le prince de Soubise, des Dunes et d'Arcole avec Turenne et Bonaparte.

Un peuple impressionnable et impatient, qui est le premier du monde quand il est bien conduit, l'un des derniers quand il l'est mal ou ne l'est pas, gagne-t-il à se constituer en république? Consolide-t-il son avenir, ou le livre-t-il à de perpétuelles incertitudes? Assure-t-il ainsi sa félicité ou son malheur, sa grandeur ou sa décadence? — La parole sur ces graves questions est maintenant aux événemens; mais il est clair que, pour être autre chose qu'une série de catastrophes, la république de ce peuple doit s'approprier dans son organisation au caractère national. Une constitution qui n'introniserait que nos infirmités et nos mauvaises passions ne garantirait que notre perte. On a vu de mauvaises lois faire périr des nationalités. Ce n'est pas seulement la Russie, la Prusse et l'Autriche qui ont effacé la Pologne de la liste des nations : c'est le *liberum veto* qu'elle avait inscrit dans sa charte, et, quoique la France ne puisse périr que de ses propres mains, la persévérance dans les malentendus dont elle souffre suffirait à la pousser vers l'abîme.

Ces malentendus n'auront qu'un temps. A moins que nous ne soyons un peuple définitivement condamné par les décrets de la Providence, ils ne résisteront ni à la logique naturelle qui domine nos esprits et règne dans notre langue, ni à notre impuissance de vivre de longs jours dans le désordre. La nation a déjà montré, à la vérité, sans beaucoup d'esprit de suite et sans avoir la bonne fortune d'être parfaitement comprise, dans quelle voie il lui convenait de marcher. Qu'on sache discerner nos besoins et nos tendances, gouverner avec le vent, bien qu'il soit quelquefois mauvais, et nous arriverons au port, sans doute avec peine, mais infailliblement.

Que pouvait faire la nation au mois de février 1848, lorsqu'au milieu d'une crise qui, sous une main ferme, aurait marqué la fin d'une vieille maladie latente, la monarchie désertait la lutte? Elle accepta, faute de mieux, la république; mais celle-ci avait de rudes ennemis dans les républicains : ils la desservirent à qui mieux mieux pendant dix mois; la plénitude des pouvoirs remis entre leurs mains ne servit qu'à faire ressortir leur nullité. Vint le mois de décembre. L'expérience qui

venait de se faire ne fut pas perdue. Au lieu d'une présidence qui fût la vassale d'une coterie, la nation en voulut une qui fût pour tout le monde : elle sentait surtout vivement le vide et le danger d'institutions qui, mettant périodiquement tout son avenir en question, faisaient passer à l'état chronique l'instabilité maladive à laquelle elle n'est que trop malheureusement disposée; elle se souvenait enfin d'avoir été guérie de maux analogues cinquante ans auparavant. Le nom de Napoléon devint donc un programme; le reflet en fut pris pour l'aurore du rétablissement de l'ordre et du rapprochement des partis : *l'empereur fut le grand électeur,* et cette légitimité de par le peuple, jadis abattue sous les efforts de l'Europe coalisée, se releva dans les cœurs de six millions d'hommes, comme une protestation contre le présent et un appel aux souvenirs du passé.

Cette élection ne pouvait pas être prise pour un assentiment donné aux travaux et aux vœux de l'assemblée constituante. Celle-ci se méprenait si peu sur les dispositions du pays, qu'elle se gardait de soumettre à son acceptation la constitution de 1848, comme on avait fait pour celles de la première république, du consulat, de l'empire et des cent jours, et elle s'était fait une tâche de témoigner son éloignement au nouvel élu. Le suffrage universel n'avait pas non plus poussé un cri de guerre. Ce qu'il invoquait, c'était le principe d'autorité si fermement consacré par Napoléon, et la popularité posthume de ce grand nom était l'expression de la volonté bien arrêtée de se voir gouverné. C'était là ce que devaient étudier et comprendre, dès la veille du 10 décembre, tous les hommes appelés à prendre part aux affaires du pays. Celui de tous dont la manière d'envisager la politique de Napoléon nous importe le plus a publié trois volumes, qui empruntent un intérêt particulier à la position qui le met à même de réaliser aujourd'hui une partie de ses vues. Institutions politiques, administration intérieure, organisation militaire, agriculture, commerce, finances, relations extérieures, tout a été pour le prince Louis-Napoléon un sujet de méditations, et nos affaires ont été, pendant son exil et sa captivité, le constant objet de ses préoccupations. Il n'est pas permis à tout le monde de dédaigner les inconvéniens attachés à l'habitude d'écrire souvent, et des esprits chagrins découvriraient sans beaucoup de peine dans ces volumes des idées et des systèmes dont l'application conduirait à des résultats fort différens de ceux qu'il s'agit aujourd'hui d'atteindre. Heureusement les faits n'ont pas tardé à commenter les textes de manière à ne laisser place à aucune équivoque. Le contact des grandes affaires, l'exercice du pouvoir, tout en élargissant la part de certaines infirmités de notre nature, manquent rarement de ramener au vrai les esprits justes et les cœurs droits : on découvre, en s'élevant, des causes et des effets qu'on n'apercevait pas du milieu

de la foule; l'horizon s'éclaircit et s'étend; en distinguant le but de certaines routes, on s'en explique le tracé; on apprend la vanité de la critique, la valeur et les difficultés de l'action; on fait même parfois avec réflexion ce qu'on avait blâmé chez les autres avec le plus d'amertume, et heureux qui, sentant chanceler sous ses pieds les bases du pouvoir et de la société, sait alors faire un noble retour sur lui-même et revenir à Ham pour juger la tentative de Boulogne!

Parmi beaucoup d'observations judicieuses, de faits intéressans relatifs au régime impérial, le but principal de l'illustre écrivain a été de montrer que la politique dont il se croyait l'interprète le plus légitime, alors qu'il lui était interdit d'en être le continuateur, pouvait seule assurer à la nation la plénitude et la stabilité de ces institutions représentatives qu'elle poursuit avec ardeur quand elles lui sont contestées, et dans les vraies limites desquelles elle ne sait pas se tenir quand elle les possède, toujours prête à se rejeter en-deçà ou au-delà; il s'est efforcé d'ajouter à l'auréole de l'empereur Napoléon la popularité due à un réformateur libéral, auquel il n'aurait manqué que du temps pour réaliser ses projets.

Non, quoi qu'il ait pu dire lui-même à Sainte-Hélène, dans des momens de regret ou d'espoir où sa grande ame se laissait aller à je ne sais quel besoin de l'approbation lointaine de son siècle; non, Napoléon n'a jamais ambitionné la facile gloire dont se sont un moment bercés la reine Christine en Espagne, le pape Pie IX, le roi Charles-Albert, le grand-duc Léopold en Italie, le roi de Prusse et plusieurs petits souverains en Allemagne. Il voyait plus loin et plus juste qu'eux tous; il voulait et pouvait mieux. D'abord, il croyait peu aux vertus, à l'aptitude des assemblées politiques, et moins encore à la confiance du peuple français en elles; puis, il pensait représenter ce peuple à beaucoup plus juste titre que des députés d'arrondissemens, et il faut avouer que l'histoire dont il a été le héros donnait au moins des prétextes spécieux à cette prétention. Il avait vu l'assemblée constituante malgré l'immensité de ses travaux, l'assemblée législative malgré sa courte durée, la convention malgré les flots de sang versés et l'indépendance du pays sauvée sous son règne, tomber sous l'indifférence ou l'exécration de la nation; le souffle dont il avait renversé au 18 brumaire les conseils créés par la constitution de l'an III avait mis à nu devant lui le peu de profondeur de leurs racines. Lorsque, saisissant le timon des affaires, il avait fait l'inventaire des résultats du gouvernement des assemblées, son cœur s'était soulevé de colère et de mépris; les finances désorganisées, l'armée sans solde et sans pain, la Vendée, l'Anjou, la Bretagne en proie à la guerre civile, le brigandage organisé sur les routes du midi, Lyon en ruines, la corruption et la vénalité maîtresses du gouvernement, la France enfin près de succomber comme

une place démantelée et dépourvue sous une nouvelle coalition : tel était, après neuf années de guerres glorieuses, l'héritage des pouvoirs constitués par la convention. Il fit taire les assemblées, leur donna ses volontés à enregistrer, et répara sans leurs conseils les maux qu'elles avaient faits ou tolérés. Le régime électif avait divisé chaque département, chaque district, chaque canton, chaque commune en factions méprisables qui s'entre-déchiraient; il fut remplacé à tous les degrés de la hiérarchie administrative par le régime du choix (1), et la réconciliation générale s'opéra dès que les comices furent fermés. La sécurité, l'ordre, la prospérité, succédèrent à l'inquiétude, au pillage, à la ruine; le pays crut ne connaître la liberté que depuis qu'on ne lui en parlait plus, et si la forme républicaine est autre chose qu'un cadre ouvert pour l'intronisation de toutes les médiocrités tapageuses d'un pays, si son but le plus élevé est de faire découler de la prééminence des intérêts généraux le bonheur des individus et des familles, la république du consulat fut la plus vraie qu'eût jamais contemplée le monde. Le contraste entre la désorganisation à laquelle avaient présidé les assemblées et l'œuvre réparatrice d'une administration vigoureuse montra de quel côté la France avait à chercher l'ordre et la force. Plus tard, l'excès des complaisances des assemblées ne dut pas donner à Napoléon une grande idée de leur valeur; il les traita toujours en conséquence, et ne pensa jamais à les relever de l'état de défaillance où elles semblaient se complaire. « Il est nécessaire, leur faisait-il dire dans l'exposé des motifs de la loi de finances du 20 mars 1813, que les députés de toutes les parties de l'empire viennent TOUS LES TROIS ANS recevoir dans cette capitale les comptes des deniers publics... » Ainsi, se réunir de trois en trois ans, entendre plutôt que recevoir des comptes, voilà, les codes étant promulgués et les institutions de l'empire organisées, à quoi devait désormais se réduire l'intervention de la législature. Le 11 novembre suivant, à la veille de la convoquer, il montrait à quel point il entendait se passer d'elle, en ordonnant par un simple décret l'addition de 30 centimes aux contributions foncière et des portes et fenêtres, de 20 centimes par kilogramme aux droits sur le sel, le doublement de la contribution personnelle et mobilière, et la pensée de protester contre cette usurpation de pouvoir ne venait à aucun sénateur, à aucun député, à aucun contribuable. Presque au même instant il faisait, sous un prétexte frivole (2), proroger pour la seconde fois par le sénat les pouvoirs expirés depuis plus d'un an de toute une série du corps lé-

(1) Constitution du 22 frimaire, loi du 28 pluviôse an VIII.

(2) « L'époque de la convocation du corps législatif est trop prochaine pour qu'il soit possible de pourvoir au remplacement des députés sortans. » (Exposé de motifs du 12 novembre 1813.)

gislatif (1), et il ôtait à cette assemblée jusqu'au droit d'être présidée par un de ses membres. « Jusqu'ici, disaient au sénat les orateurs du gouvernement, sa majesté choisissait entre cinq candidats que le corps législatif avait présentés; mais il peut arriver que les hommes portés sur cette liste, quelque honorables et distingués qu'ils soient par leurs lumières, n'aient jamais été connus de l'empereur. Comme une des prérogatives du corps législatif est de pouvoir parvenir directement jusqu'au souverain par l'organe du président, il a paru, pour que les communications pussent être plus utiles à la chose et spécialement au corps législatif, qu'il était convenable que le président se trouvât déjà connu de l'empereur. De cette manière, le corps législatif et chacun de ses membres seront assurés de trouver dans son président un intermédiaire, un guide, un appui. Il est d'ailleurs dans le palais des étiquettes, des formes qu'il est convenable de ménager, et qui, faute d'être bien connues, peuvent donner lieu à des méprises, à des lenteurs que les corps interprètent toujours mal. Cela est évité par la mesure que nous proposons... » Et trois jours après avoir reçu cette communication, le sénat conférait à l'empereur le choix absolu du président du corps législatif (2). Tout cela se faisait très sérieusement, était accepté de même, et, plus soucieuse des résultats que des formes, la nation voyait passer sans s'émouvoir des actes qui nous semblent aujourd'hui être d'un autre siècle. Ces actes sont l'expression des idées de Napoléon sur la part à faire aux assemblées dans le gouvernement, et le peuple français n'a pas pour cela maudit sa mémoire. Si le poids de l'impôt et de la conscription arrachait quelques cris de douleur, ce n'était point aux assemblées, personne n'y pensait, mais à l'empereur lui-même qu'ils s'adressaient, et tout, jusqu'aux plaintes dirigées contre lui, l'autorisait à se croire le véritable représentant de la France.

Deux ans plus tard, le désastre de Waterloo le mit aux prises avec les réalités du gouvernement parlementaire : sa main cherchait un appui; elle ne rencontra que des épines. Il n'avait qu'une affaire, repousser l'ennemi; la chambre des représentans en avait une autre : elle refaisait la constitution, et nos Grecs du Bas-Empire, parce qu'ils discouraient encore à la tribune quand les baïonnettes étrangères couronnaient les hauteurs de Montmartre, se comparaient aux sénateurs de Rome attendant les Gaulois sur leurs chaises curules. L'assemblée elle-même n'omit pas une seule des fautes qui pouvaient favoriser les desseins de l'ennemi, et ne vit dans la tempête qu'une occasion de jeter le pilote à la mer. Un antagonisme ainsi placé était-il propre à faire revenir Napoléon de l'opinion que le régime parlementaire était hors d'état

(1) Le corps législatif se renouvelait d'année en année par cinquième.

(2) Sénatus-consulte du 15 novembre 1813.

de soutenir chez nous l'épreuve d'une guerre sérieuse? Ne prêtons donc pas à Napoléon des sentimens qui n'ont jamais été les siens; on l'amoindrirait en substituant une grandeur d'emprunt à celle qui fut une émanation de sa nature et qui lui appartient sans partage. Non; quand il concentrait tous les pouvoirs entre ses mains, ce n'était pas avec l'arrière-pensée de s'en dépouiller plus tard. La soif du pouvoir et l'amour du pays se confondaient dans tout son être. « Messieurs, vous avez un maître, dit Sieyès en sortant, le 19 brumaire, de la première séance de la commission consulaire exécutive : le général Bonaparte veut tout faire, sait tout faire et peut tout faire. » Ce mot peint l'homme tout entier. Le trait le plus persistant de son caractère était en effet un insatiable besoin de savoir et d'agir, heureux si ce besoin ne l'eût jamais poussé au-delà des bornes de la justice et de la prudence! Les lenteurs et les contrariétés d'un régime où la discussion a moins pour but la manifestation de la vérité que la dépréciation des personnes, où la parole a l'avantage sur l'action, n'allaient pas à ce cœur impétueux : nul n'est maître d'agir contre son tempérament, et le sien l'éloignait du gouvernement parlementaire, qui, selon lui, n'ouvrait de champ vaste qu'à nos défauts. Qu'avec ces penchans et ces opinions Napoléon ait sérieusement songé à fonder l'avenir de la patrie sur un état de choses pour lequel il avait si peu d'estime, qu'il ait voulu couronner sa carrière par une contradiction, cela n'est ni vrai ni vraisemblable.

Ses convictions, son bonheur, sa gloire, furent ailleurs. Pour assurer l'égalité civile dans la société, il fit le code civil; pour satisfaire aux besoins collectifs de cette même société et constituer fortement l'état, il fit l'organisation administrative de l'an VIII. Ce fut pour lui la consolidation des principes et des résultats de la révolution, et les faits prouvent combien ces institutions sont plus profondément enracinées dans notre pays qu'aucun établissement parlementaire.

Il n'est princes, tribuns, assemblées, si médiocres qu'ils soient, qui, à la condition de ne tenir compte ni du génie particulier des races, ni de la disposition des territoires, ni de la pression des événemens, ne soient bons à jeter sur le papier des constitutions politiques : on en voit traîner partout les patrons, Italiens, Espagnols, Allemands, Français, nous n'avons qu'à nous baisser pour les ramasser; mais doter un pays aussi profondément bouleversé que l'était la France en 1799 d'une organisation qui lui fasse immédiatement reprendre son assiette, qui, en quatorze années de guerres continues, reconstitue ses finances, rétablisse son agriculture, fonde son industrie, qui résiste à deux invasions du territoire, à trois grandes révolutions, ce fut l'œuvre de Napoléon, et nul autre que lui ne pouvait y suffire. Cette organisation est seule restée debout, quand tout le reste tombait pêle-mêle autour d'elle. De quoi vivons-nous encore aujourd'hui, si ce n'est de ce qui en reste?

Où sont, si ce n'est en elle, l'ordre intérieur et la force extérieure de la France? Aussi, malgré les préjugés et les haines des partis, tout ce qu'il y a eu de sensé parmi les partisans ou les adversaires les plus déclarés de la révolution l'a religieusement conservée, et si la catastrophe de février est l'avant-coureur de quelque grand châtiment, c'est en revenant à cette organisation puissante que notre pays se relèvera encore une fois dans le silence et le travail.

Le caractère de Napoléon était d'ailleurs tout d'une pièce; ses défauts ont été l'exagération de ses grandes qualités, et jamais esprit ne fut plus conséquent que le sien. Il avait construit la machine administrative à son image, une et complète. Chaque rouage y était le moteur ou le complément indispensable de celui auquel il s'adaptait; tout frottement inutile en était exclu. L'impulsion donnée descendait sans secousses et sans détours du cabinet des ministres aux dernières fractions du territoire, et la responsabilité établie à tous les degrés de la hiérarchie reportait au point de départ les résultats de l'élaboration prescrite. La machine ne manquait cependant pas de modérateurs : le conseil d'état, les conseils généraux, les conseils municipaux, en éclairaient la marche, en adoucissaient les mouvemens; conseils, à la vérité, non élus, mais choisis parmi les plus dignes; subordonnés à la pensée qui dirigeait l'état, mais affranchis des servitudes d'une popularité de mauvais aloi; n'ayant d'autorité que celle de la sagesse de leurs avis, mais toujours écoutés avec déférence dans les limites de leurs attributions. Napoléon n'écartait aucune lumière, mais n'acceptait aucune entrave. L'homme qui savait marcher si droit à son but ne pouvait pas avoir la pensée d'engrener l'une dans l'autre deux machines aussi discordantes dans leurs principes et leurs effets que le sont l'organisation administrative si bien adaptée à notre position territoriale, au génie de notre race, et le régime parlementaire, issu des caractères particuliers de la nation britannique. Quoi! il aurait voulu l'unité partout, excepté dans l'essence même du gouvernement! Il aurait cru établir l'équilibre en mettant aux prises des institutions exclusives les unes des autres! Il aurait sacrifié la passion, l'expérience et la gloire de toute sa vie aux préoccupations d'une nouvelle école historique!... Pour entrer dans un ordre d'idées si contraires à sa nature, il aurait fallu qu'il cessât d'être Napoléon.

Dans toute sa carrière politique, sa franchise sur ses idées de gouvernement fut irréprochable. Il ne donna jamais à entendre, dans aucun de ses actes, qu'il comptât sur les assemblées pour diriger ou satisfaire le pays; elles ne sont pas nommées, elles ne sont pas même l'objet d'une allusion dans le programme de gouvernement qu'il adressait au peuple français le jour de sa prise de possession du pouvoir consulaire (4 nivôse an VIII). Il croyait davantage à l'utilité des

conseils administratifs, qui, étrangers à la politique générale, sont en contact immédiat avec les intérêts locaux dont ils sont les organes : il voulait qu'on tînt grand compte de leurs avis; il se plaisait à leur témoigner de la déférence. Un préfet de la Côte-d'Or ayant méconnu, dans ses relations avec le corps municipal du chef-lieu, cette règle de conduite, l'empereur écrivait, le 26 avril 1806, au ministre de l'intérieur :

« La subordination civile n'est point aveugle et absolue; elle admet des raisonnemens et des observations, quelle que puisse être la hiérarchie des autorités. Les préfets ne sont que trop enclins à un gouvernement tranchant, contraire à mes principes et à l'esprit de l'organisation administrative. Je désire que vous témoigniez mon mécontentement au préfet de ce qu'il n'a pas usé envers la ville de Dijon de la considération et de l'aménité qu'il est dans mon intention que les préfets manifestent dans leurs rapports avec les communes. Un administrateur habile aurait profité de cette occasion (l'installation de la mairie de Dijon) pour parler aux notables d'une ville, exciter leur attachement à l'état et donner de la considération à des places si importantes. »

Mais, tout en restant fidèle à ce sentiment affectueux, il n'en réprimait pas moins sévèrement toute excursion faite par ces conseils hors du cercle de leurs attributions. Ainsi, le conseil-général de la Haute-Garonne ayant entrepris dans sa session de 1807 une critique du système d'impôt, et établi entre les anciens états de Languedoc et les conseils des départemens une comparaison empreinte de regrets ridicules, l'empereur demanda de Milan, le 17 décembre, un rapport spécial sur ce *cahier de demandes*, et, après avoir entendu le ministre de l'intérieur, il dicta la note suivante :

« 6 janvier 1808.

« On peut, à propos du procès-verbal du conseil-général de la Haute-Garonne, faire une circulaire pour prévenir des écarts aussi inconvenans.

« On dirait que, parmi les procès-verbaux des conseils-généraux, il en est plusieurs qui n'ont pas pu être mis sous les yeux de sa majesté, parce qu'elle aurait vu avec peine que ces conseils fussent sortis des bornes dans lesquelles ils doivent se renfermer.

« Les conseils-généraux ne sont point institués pour donner leur avis sur les lois et sur les décrets. Ce n'est pas là le but de leur réunion. On n'a ni le besoin, ni la volonté de leur demander des conseils.

« Ils ne sont et ne peuvent être que des conseils d'administration. Dans cette qualité, leurs devoirs se bornent à faire connaître comment les lois et les décrets sont exécutés dans leurs départemens. Ils sont autorisés à représenter les abus qui les frappent, soit dans les détails de l'administration particulière des départemens, soit dans la conduite des administrateurs; mais ils ne doivent le faire qu'en considérant ce qui est ordonné par les lois ou par les décrets, comme étant le mieux possible.

« Un homme qui sort de la vie privée pour venir passer trois ou quatre jours au chef-lieu de son département fait une chose également inconvenante et

ridicule lorsqu'il se mêle de comparer ce qui existe en vertu des lois de l'administration générale actuelle avec ce qui existait dans un autre temps, et qu'à la faveur de quelques observations utiles sur l'administration particulière de son département, il se permet des observations critiques et incohérentes. Lorsqu'ils s'érigent ainsi en petits législateurs, qu'ils s'immiscent dans les choses dont ils ne sont pas chargés et dont l'administration générale ne les a pas appelés à s'occuper, les conseils-généraux ôtent tout crédit à leurs procès-verbaux.

« Les conseils-généraux doivent, comme tous les citoyens, obéir à la loi sans discussion.

« Un conseil-général de département qui discute les inconvéniens ou les avantages de ce qui existe fait une chose aussi déplacée qu'une cour d'appel qui, au lieu de rendre la justice et d'appliquer la loi, perdrait son temps à la discuter et à en proposer une autre. Cette irrévérence qui égarerait le tribunal le rendrait d'abord ridicule, et serait bien près de le rendre criminel.

« Sans doute, il a été des temps où la confusion de toutes les idées, la faiblesse extraordinaire de l'administration générale, les intrigues qui l'agitaient, firent penser à beaucoup de citoyens isolés qu'ils étaient plus sages que ceux qui les gouvernaient et qu'ils avaient plus de capacité pour les affaires. Ce temps n'est plus. L'empereur n'écoute personne que dans la sphère des attributions respectives; il entend que les tribunaux rendent la justice sans discuter la loi et que les conseils-généraux ne s'occupent pas d'autre chose que de ce qui est relatif à la manière dont les lois et les décrets sont exécutés dans les départemens. »

Tels étaient les rôles qu'il assignait aux assemblées des divers degrés, et son langage dans la vie privée fut toujours à cet égard conforme à son langage officiel. J'ai sous les yeux, écrit de la main d'un de ses ministres, sous l'impression immédiate de sa parole, le résumé d'une conversation où il exprimait lui-même ses sentimens aux divers degrés de son existence. Quoique la politique y tienne une grande place, le régime parlementaire n'y est ni admis, ni repoussé; il ne fait entrer nulle part en ligne de compte ni les forces que peuvent prêter les assemblées, ni les obstacles qu'elles peuvent susciter; il ne pense à elles en aucune circonstance, ou plutôt il semble les ignorer. Voici ce document curieux à plus d'un titre.

« Soirée du 24 avril 1812 à Saint-Cloud.

« L'empereur a causé environ trois quarts d'heure avec le duc de Cadore, le comte de Ségur et moi. La conversation avait pour objet la marche providentielle de sa haute fortune.

« Il a eu la passion de s'instruire dès l'âge le plus tendre.

« A treize ans, il a cessé de prendre part aux récréations : il en consacrait tout le temps à des études particulières.

« Il avait peu le goût des langues. Le latin, l'allemand, qu'on voulait lui apprendre, n'allaient point à son appétit dévorant; il les négligeait. Il préférait les mathématiques, et, dans les distributions de prix, il a toujours eu les pre-

mières couronnes en cette partie. Un vieil officier allemand, chargé d'apprendre cette langue aux élèves, voyant que le jeune Bonaparte avait les prix de mathématiques sans faire de progrès en allemand, dit un jour devant lui : « Je « savais bien que l'on pouvait l'emporter dans les mathématiques, *quoique l'on « fût bête.* »

« Il avait aussi beaucoup de goût pour l'histoire : il regrettait de la voir presque toujours bornée aux affaires militaires et aux intérêts des familles régnantes.

« Le style de Rousseau, sa chaleur, ses idées, lui plaisaient. A vingt ans, il a commencé à n'en faire aucun cas et à lui préférer Voltaire. Sa mémoire a toujours été très active pour tout ce qui était instruction réelle; il n'a jamais retenu facilement les vers.

« Sorti de l'école, il a eu, dès le premier moment et quoique dans les grades inférieurs, la distinction que donnent des connaissances étendues. La mode était alors de parler de tout, excepté de son métier. Il était plus en état que ses camarades de paraître avec avantage dans la société; il était dès-lors considéré comme le plus instruit. Bientôt après il fut appelé au conseil militaire et y fit des rapports sur toutes les questions importantes.

« A vingt-trois ans, ce fut lui qui conduisit le siége de Toulon, et ce fut à lui seul qu'on dut la prise de cette place.

« A vingt-quatre ans, il fit sa première campagne d'Italie. Jusqu'alors il n'avait point le sentiment de sa grandeur future : il se sentait seulement appelé aux premières dignités militaires.

« Ce ne fut qu'après la bataille de Lodi (1796) que le tableau de ce qui se passait en France et dans les états voisins fixa toutes ses idées sur la politique. Dès-lors *j'entrai en malice vis-à-vis du directoire*, a dit l'empereur, c'est-à-dire que je fis à part mes combinaisons politiques, et que je me sentis le courage et les moyens de relever la France de l'abîme où elle s'enfonçait de plus en plus.

« Lorsqu'il revint d'Italie à Paris, il vit que les affaires n'étaient point encore arrivées au point de détérioration nécessaire pour que l'opinion générale lui donnât assez de force. Des membres du directoire, et notamment l'abbé Sieyès, le pressaient de prendre avec eux part à la direction des affaires. Les lumières ne suffisent point à qui n'a point la force : il se fût exposé à être victime de la première conspiration sans moyen de la prévenir ou de la punir. Il voulut, d'une part, que l'on éprouvât dans les événemens de la guerre les effets de son absence, et, de l'autre, que cette absence eût pour effet de tenir les imaginations en éveil par ce vif intérêt qu'inspirent les grands projets. L'Égypte était le pays des grands souvenirs et des grandes spéculations : il demanda et fit adopter l'expédition d'Égypte. Il ne fût point allé en Amérique. Jusqu'à son départ, il se tint le plus possible dans la retraite, se mêlant avec l'Institut, s'occupant de sciences, travaillant à rendre aussi sous ce rapport son voyage intéressant. L'impression qu'ont faite en Europe et en Asie ses campagnes d'Egypte n'est point effacée.

« Pendant ce temps, ce qu'il avait prévu est arrivé. Les affaires publiques, militaires et civiles avaient été au plus mal : sa réputation s'était agrandie au point que la voix de toutes les classes le proclamait d'avance le seul homme qui pût prévenir les calamités incalculables qui devenaient de jour en jour plus

imminentes. Il fut reçu à son débarquement d'Égypte avec plus d'enthousiasme que ne le fut saint Louis au retour de son premier voyage de la terre sainte. Il eut dès-lors le sentiment que le directoire serait sans force et sans moyens contre lui, et il ne s'occupa que de prévenir les secousses de la révolution qui devait s'accomplir.

« A vingt-neuf ans, il fut, sous le titre de premier consul, souverain de la France. Nul autre que lui n'a été demandé et proclamé pour chef par les vœux exprimés à la suite de trois appels successifs adressés à tous les individus de la nation entière.

« Il attribue sa grande fortune à ses excellentes études et à son ardeur toujours invariable pour le travail. C'est ainsi qu'il s'est habitué à se pénétrer rapidement des idées qu'on lui présente et à en saisir les divers rapports. »

Étranges contradictions!... Nous passions pour avoir fait la révolution de 1789 afin de conquérir le gouvernement des assemblées, et dix ans après Napoléon le renverse, aux acclamations de la nation entière. — Il tombe en 1814; la France, a-t-on dit, se donne à d'autres en échange de la charte, et dix mois ne se sont pas écoulés que celui dont la vie et la gloire sont la négation même du gouvernement représentatif la reprend en marchant, seul et désarmé, de Cannes sur Paris. — Cette grande destinée s'engloutit dans les champs de Waterloo; nous nous consolons, dans la pratique de la liberté, de la perte de nos grandeurs, et quand nous nous sommes imbus durant quinze années du dogme constitutionnel de la responsabilité exclusive des ministres, nous chassons, au cri de *vive la Charte,* le roi dont cette charte consacrait l'inviolabilité. — Les chambres font un autre roi : cette fois elles règnent, rien ne se fait que par les majorités, et, sur une surprise machinée par quelques escamoteurs, le pays laisse aller ses chambres avec le reste. — La république est proclamée... Voyez, à ce qu'elle fait en dix mois de ses fondateurs, le gré qu'elle leur savait de son avénement. — L'universalité des citoyens délègue cependant ses pouvoirs à une assemblée de 900 membres : jamais souveraineté nationale ne fut constituée d'une manière plus directe, et, à peine installée, l'assemblée a, dans son 15 mai, le pendant des 5 et 6 octobre de la royauté de Louis XVI. Cinq semaines se passent, et cette souveraineté est assaillie à main armée, et les républicains de la veille marchent contre les représentans du peuple à travers le sang et les flammes. — Enfin, il faut un chef au pouvoir exécutif : un nom, ce n'était pas alors autre chose, luit à l'horizon; banni ou captif, celui qui le porte n'a été en contact dans le pays avec aucun homme, avec aucune affaire; sa seule recommandation est d'être l'héritier de celui qui réorganisa tout, qui vivifia tout, mais qui fut le héros du 18 brumaire, qui, pendant quinze ans, imposa silence au sénat, à la législature, à la presse.... et le peuple se précipite à sa rencontre.

Voilà les faits. — Quelles conséquences faut-il en tirer?

Si l'état est réellement constitué, comment expliquer ces désordres intérieurs qui le bouleversent périodiquement par les mains des minorités? Que veulent dire ces oscillations déréglées et ces retours impétueux vers ce qui paraissait le plus définitivement abandonné? Les constitutions politiques ressembleraient-elles à ces procédés de culture qui ruinent quiconque les transporte sans tenir compte des différences latentes des terrains? Tiendrions-nous des Gaulois, nos aïeux, plus que des Anglo-Saxons, nos voisins, ou des Anglo-Américains, nos amis? Le régime parlementaire, dont nous avons emprunté les formes et le langage à un peuple avec lequel nous avons peu d'affinité, conviendrait-il moins à notre caractère national que ne l'ont cru tant de nobles esprits et de patriotes sincères, et Montesquieu, lorsqu'il nous conseillait de le laisser à la Grande-Bretagne (1), aurait-il eu raison contre eux? Les assemblées souveraines s'useraient-elles parmi nous encore plus rapidement que les hommes? Les grandes choses qu'a su nous faire faire Napoléon à la guerre et dans la paix, et les sympathies qui lui survivent, indiqueraient-elles que, de tous nos législateurs, il est celui qui a le mieux connu les secrets de la force et de la faiblesse de notre nation, et dont, en un mot, la fibre a le mieux répondu à la nôtre? Questions redoutables, que soulèvent devant nous les vicissitudes du passé et les ténèbres de l'avenir, dont il est aussi difficile de sonder les profondeurs que de conjurer l'importunité, et qui se résument en celle-ci : — en serions-nous encore à chercher notre véritable assiette politique, ou l'aurions-nous par hasard traversée et perdue?

Le nombre et la diversité des constitutions dont nous avons joui depuis le 23 juin 1789, les procédés employés, soit pour les faire, soit pour les défaire, autorisent à ce sujet une grande liberté d'opinions, et l'application du calcul des probabilités à la durée de la constitution de 1848 ne ferait que rendre plus confuse la perspective de l'avenir. Cependant, quelles qu'aient été les erreurs, les fautes, l'impuissance et l'impopularité des assemblées, quelque peu de rancune que les Français aient gardé à Napoléon de la manière dont il les a traités, bien fou serait qui conseillerait aujourd'hui d'en user avec elles comme il le fit. Les poids sont changés dans les deux plateaux de la balance. Bien des assemblées pourront encore se discréditer et se dissoudre; pourtant les mauvaises applications qui seront faites du principe de la représentation ne sont pas près de l'étouffer. Sous une forme ou sous une autre, les institutions parlementaires seront long-temps la garantie de la durée ou l'instrument de la ruine du pouvoir exécutif, et leur destinée mutuelle sera de se sauver ou de se perdre ensemble;

(1) *Esprit des Lois*, liv. XI, c. 5, 6, 7.

mais cette communauté d'avenir, si pleine à la fois de force et de dangers, impose à celui des deux pouvoirs qui est le plus en état de conduire l'autre l'obligation d'un rare mélange de déférence et de fermeté, de hardiesse et de prudence, de circonspection et d'activité, et il serait triste que les expériences qui se sont faites sur ce sujet depuis vingt ans fussent perdues pour le régime actuel. C'est à nous tous qui avons servi la monarchie constitutionnelle avec loyauté, dont les respects accompagnent dans l'exil la noble famille qui en occupait le faîte, qui ne dissimulons pas plus aujourd'hui nos regrets que nous n'avons naguère dissimulé nos inquiétudes, c'est à nous tous qui avons touché aux affaires de dire à notre pays comment s'est formé l'orage, comment les ressorts de l'autorité se sont affaiblis au point de fléchir sous le péril d'une seule journée, et de lui montrer sur quels écueils nous nous sommes brisés. L'exposé sincère de nos fautes sera plus instructif et plus utile que celui de nos succès, et ce serait une bien puérile vanité que celle qui s'obstinerait à vouloir tout justifier dans le passé, jusqu'aux erreurs qui nous ont conduits à la catastrophe de février. Quoi qu'en ait dit le grand Corneille, le destin des états ne dépend d'un moment que lorsque toute la constitution en est altérée, et plus l'attaque sous laquelle ils succombent est méprisable, plus elle accuse la désorganisation du pouvoir.

Peu d'histoires seraient plus fécondes en enseignemens que celle de l'établissement, des prospérités et de la chute de la monarchie de 1830; on y verrait les germes de la catastrophe qui en a marqué la fin naître du sein même de l'événement qui la constituait, grandir couvés par ceux dont la charge était de les arracher, se développer par la connivence du gouvernement, et se retourner enfin contre lui pour l'abattre. La suprématie politique exercée de fait, à l'exclusion de trente-cinq millions de Français, par la garde nationale de Paris tiendrait dans cette histoire une place importante : corps armé de baïonnettes inintelligentes, inutile dans les temps calmes, dangereux dans les temps d'orage; délibérant à côté des pouvoirs nationaux, parfois contre eux, et paralysant trop souvent par ses divisions ou son inertie les forces vives du pays. Cette histoire ferait aussi ressortir par leurs résultats les vices d'un système d'éducation qui, léguant chaque année à la société dix fois plus de latinistes ou de philosophes qu'elle ne peut en occuper, fait, pour quelques hommes utiles, ces multitudes de demi-savans, dans lesquelles tant de malheureux deviennent mécontens et tant de mécontens coupables; elle montrerait l'administration organisant elle-même, par la mauvaise application du principe salutaire qui lui confie la haute direction de l'enseignement, l'abandon des professions laborieuses, et grevant l'avenir de prétentions qu'à défaut du budget, les révolutions devront défrayer.

Toutefois, si l'on sonde avec fermeté les causes de l'affaiblissement progressif du gouvernement du roi Louis-Philippe, on n'en découvrira pas de plus puissante que l'excès de ses condescendances pour le régime parlementaire et l'abandon fait à la chambre des députés des influences que le bien du pays commandait à la couronne de garder. Ce prince a souvent été accusé d'avoir prétendu faire au pouvoir exécutif une trop grande part dans le gouvernement. Plût à Dieu, pour nous et pour lui, qu'il eût mérité ce reproche! La France comprend mal, elle l'a surabondamment prouvé depuis 1789, la fiction constitutionnelle de l'irresponsabilité du souverain, et elle admet, j'ai presque dit elle exige qu'il exerce un pouvoir correspondant aux obligations qu'elle lui impose; d'un autre côté, la société française, maladroite à se défendre elle-même, attend toujours du gouvernement une direction, mais n'hésite jamais à la suivre. Ces dispositions de l'esprit public se manifestent dans tous les événemens de nos révolutions, et si, saisissant mieux la nature et l'étendue des devoirs que le caractère de la nation impose chez nous au chef de l'état, le roi Louis-Philippe eût appliqué plus fortement aux affaires publiques la rectitude de son esprit et l'énergie patiente de sa volonté, s'il eût été plus jaloux de l'exercice de son métier de roi, il eût sauvé sa couronne et l'avenir de la patrie. Au lieu de cela, le gouvernement et l'administration même étaient descendus sur les bancs et dans les couloirs de la chambre des députés; rien ne s'obtenait que par ses membres. Les ministres, par l'entraînement des relations, par la nature même du talent des plus brillans d'entre eux, s'étaient accoutumés à voir le pays tout entier dans l'étroite enceinte du Palais-Bourbon; pourvu qu'ils s'y sentissent soutenus, le reste leur importait peu : ces dix-huit années les ont vus triomphans ou découragés, suivant qu'ils avaient fait *une bonne ou une mauvaise séance.* Envahis par les importunités des députés de tous les partis sans exception, ils étaient à peine accessibles à leurs agens les plus élevés; absorbés par les exigences de la tribune, il ne leur restait plus de temps à donner à d'autres affaires. L'abus des influences parlementaires est d'autant plus malfaisant que, si les assemblées représentent le pays quand elles votent, elles se divisent pour solliciter en individualités qui représentent toute autre chose que l'intérêt général; il énervait les services publics en y propageant l'opinion que le travail et le mérite étaient peu de chose auprès du patronage; la tiédeur, la défiance, l'incertitude à tous les degrés de la hiérarchie, symptômes funestes de décadence, se montraient dans le gouvernement; la direction politique échappait au pouvoir, témoin la multitude des recrues que le département de l'instruction publique, par exemple, élevait pour la démagogie; le ministère ne distinguait pas, au-dessous des quatre cent cinquante personnes qu'il appelait le pays légal, un autre pays qui, inquiet et désaf-

fectionné, faisait fausse route faute de guides. Il s'appuyait sur la chambre seule, sur la chambre à qui le cri de *vive la réforme*, qui s'attaquait bien plus à elle qu'à la couronne, était à la veille d'apprendre sa fragilité. Cependant, si la plupart des ministres du dernier roi doivent être modestes quand ils se considèrent eux-mêmes, il leur est permis d'être fiers quand ils se comparent à leurs adversaires : l'opposition dynastique, en effet, n'a su que désorganiser des services, patroner des incapacités, empirer le mal qu'elle prétendait guérir, et il est fort heureux pour sa gloire que les républicains de la veille soient venus montrer de combien on pouvait encore la dépasser dans ses erreurs.

Il s'agit aujourd'hui, pour les deux pouvoirs qui régissent l'état, de rester dans les errements de ceux qui les ont précédés ou d'en sortir. Si courte que soit notre mémoire, des exemples récens signalent quelles seraient les conséquences prochaines du premier de ces partis. Si les entraînemens et les faiblesses qui ont conduit la monarchie constitutionnelle au bord du précipice se reproduisaient aujourd'hui, si les exigences de clientelle des représentans complétaient la désorganisation de l'administration et la ruine des finances, si les partis qui divisent l'assemblée nationale mettaient au service de leurs arrière-pensées les pouvoirs qu'ils ont reçus pour le rétablissement de l'ordre, si le président de la république, oublieux de son nom et des exemples qui lui ont été légués, désertait ses devoirs envers la nation, nous savons quel abîme serait ouvert devant nous. Ces dangers sont-ils impossibles à conjurer aujourd'hui? Osons espérer que non.

L'accord est possible, facile entre le président et l'assemblée, et, s'il ne l'était plus par suite de laquineries mesquines qui ne seraient pas de notre temps, celle des deux parties qui mettrait les torts de son côté, assemblée ou pouvoir exécutif, jouerait un très gros jeu. Pétries du même limon que la nation, les assemblées veulent, avant tout, être gouvernées, et plus elles sont nombreuses, plus elles en sentent le besoin. Jamais elles n'ont été moins résolues qu'aujourd'hui à repousser l'ascendant bienveillant de la connaissance des faits, de la puissance du travail; et ce dont se plaint la législature actuelle, c'est précisément de manquer de cette direction forte, à défaut de laquelle la puissance et la vigueur de toute réunion d'hommes s'éteignent bientôt dans le découragement et l'ennui. Les habitudes désolantes de sollicitation universelle que reprennent à contre-cœur nos représentans peuvent même se perdre; elles leur sont plus à charge qu'on ne croit, et ils subissent dans les exigences et les dégoûts auxquels les soumet le crédit qu'ils usurpent la punition du mal qu'ils commettent. Sous la monarchie, l'universalité des députés, sauf quelques intrigans de profession, eût béni tout ministère dont la résistance à ses obsessions l'eût délivrée de celles du dehors, et ce ministère eût conquis, par

l'accomplissement énergique de ses devoirs, l'ascendant durable qui ne s'achète jamais par des complaisances. Il n'en serait pas autrement aujourd'hui. Quelques pertes qu'ait faites le pouvoir exécutif, il lui reste assez de forces pour tout reconstituer : il est armé du choix des hommes, bien supérieur à l'élection, et *gouverner, c'est choisir*, a dit Louis XIV; lui seul sait réaliser, quand il est éclairé, l'ordre dans la cité, l'économie dans les finances, les réformes dans l'administration, dont on parle dans les assemblées; lui seul sait maintenir la règle, quand il est ferme. Si, par un inexplicable travers, des assemblées ou plutôt des fractions d'assemblée s'obstinaient à l'entraver dans la carrière du bien, leur cause serait promptement perdue devant la nation.

On voit, il est vrai, de temps en temps, des divisions aussi inexplicables dans leurs causes que funestes dans leurs effets se former dans le sein de la législature : elles sont le plus grand embarras de notre situation; mais à peine sont-elles accomplies, que leurs fauteurs, avertis par le danger, appellent la fusion des partis, la conciliation des intérêts, et proclament que le salut de la société est à ce prix. L'union ne sortira pourtant ni des concessions faites par la sagesse des hommes, ni du sentiment des périls de la situation : elle était aussi nécessaire sous la première assemblée législative que sous celle-ci, et l'on sait quelle fut la durée de la réconciliation qui fut scellée par le *baiser Lamourette;* mais l'union s'opérerait infailliblement à la suite d'un pouvoir énergique, se contentât-il de faire avec résolution et persévérance de bonnes choses à défaut de grandes. Aucun parti ne refuserait impunément son concours à une administration plus forte de ses actes que de ses paroles; si sa résistance ne fléchissait pas sous la toute-puissance de l'opinion publique, son isolement deviendrait une abdication. Le secret de la puissance dans notre siècle et notre pays, c'est donc le bon emploi du temps, c'est le travail, le travail auquel Napoléon prétendait devoir sa fortune et celle de la France.

Personne n'a vécu dans nos assemblées sans apercevoir qu'elles ne sont guère prisées du public et d'elles-mêmes qu'en raison du spectacle qu'elles donnent. Sous le régime du privilége électoral, ce spectacle était une grande affaire; il a beaucoup perdu de son prestige et de son importance par l'établissement du suffrage universel. Les masses, qui n'ont point de place dans la salle des séances, ne sauraient être séduites, comme les assistans, par le talent des acteurs et l'éclat de la représentation. C'est par l'administration, plus nécessairement chargée parmi nous qu'en aucun autre pays de pourvoir aux besoins collectifs de la société, qu'elles sont en contact avec le gouvernement, et c'est bien moins sur le bruit que fait un député que sur l'action qu'exerce un préfet, qu'elles jugent l'autorité souveraine, s'y affectionnent ou s'en détachent : elles estiment avant tout la droiture et la vigueur, et,

quand elles en trouvent dans un pouvoir exécutif qui procède non moins immédiatement d'elles que les assemblées, elles savent le mettre à l'abri des caprices du parlement. Il reste d'ailleurs au pouvoir exécutif, dans les attributions qu'il exerce sans le concours de la législature, un champ assez vaste à féconder pour acquérir séparément des titres puissans à la reconnaissance de la nation, et la faire, au besoin, juge entre les assemblées et lui. Les ministres n'ont qu'à regarder autour d'eux pour trouver des alimens à leur activité, et l'embarras du choix peut seul arrêter leur essor. Il dépend d'eux de rétablir l'équilibre dans les finances, en substituant, dans beaucoup de services, la puissance de l'intelligence à la stérilité de la profusion, et cet équilibre serait le gage de l'affermissement de l'ordre, du retour du travail et de la sécurité de l'avenir.

Nos deux principales plaies financières sont l'Algérie et les colonies. Les ministères dont elles dépendent n'ont su faire de ces possessions que des espèces de maisons de campagne pour l'armée de terre, l'amirauté et le commissariat de la marine; ils n'ont ni résolu ni même étudié aucune des grandes questions qui s'y agitent; la preuve en est dans la série des commissions qu'ils ont créées pour cela, et au bout de laquelle ils ne sont pas encore parvenus; il semble qu'ils se soient partout donné la tâche de réaliser par de très grands moyens les moindres résultats possibles. Du règne de François Ier à celui de Louis XIII, nous avons fait en petit dans nos concessions d'Afrique ce que nous faisons en grand depuis vingt ans en Algérie; le contraste était le même entre l'exagération des charges et la mesquinerie des effets. Vint le cardinal de Richelieu, et tout changea de face : ce fut le tour des dépenses de se réduire, des avantages de grandir. Qu'on étende progressivement dans les mêmes lieux le système d'administration de ce grand homme, et l'Algérie deviendra pour la France un point d'appui, au lieu d'être un fardeau. Il en est à peu près de même à l'égard des colonies transatlantiques; la suppression des dépenses que nous employons à les gâter serait à elle seule un bienfait. Si l'on objectait que ces réformes seront impossibles tant que les colonies dépendront des départemens de la guerre et de la marine, que des ministres enfermés dans une spécialité et détournés par tant d'autres soins ne sauraient atteindre un but aussi multiple que l'administration de tous les élémens sociaux réunis dans chaque établissement, la nécessité de la création d'un ministère des colonies pourrait ressortir du débat. On ne saurait nier que si l'on faisait administrer notre industrie par le département de la guerre, et la Bretagne par celui de la marine, la chute des fabriques et l'extension des landes ne marchassent bientôt du même pas, et l'on aurait alors, pour nous déclarer impropres à l'industrie agricole et manufacturière, autant de motifs qu'on en a d'alléguer aujourd'hui notre inaptitude aux

entreprises coloniales. Des colonies ne sont point des établissemens militaires. L'Angleterre et la Hollande, qui l'ont compris, font régir les leurs par des ministères spéciaux; leurs colonies et leur navigation y gagnent également. Une semblable disposition serait facile à justifier chez nous, maintenant que l'Algérie a remplacé les Indes et le Canada, et que la nécessité d'ouvrir des émonctoires à la métropole oblige l'administration à considérer sous un nouveau point de vue les établissemens d'outre-mer. Partagées entre deux ministères, l'Algérie et les colonies y sont des accessoires qui souffrent du voisinage d'autres services. Réunies, elles formeraient un ensemble digne d'une sollicitude exclusive et susceptible d'une fécondité qu'on ne paraît pas soupçonner.

Le département de la marine ne perdrait rien à cette création, surtout si par un retour salutaire au système de Colbert on lui rendait la partie de ses attributions nécessaires qui est restée éparse dans les départemens des travaux publics, de la guerre, des finances et du commerce. Une étroite connexion s'établirait alors entre tous les intérêts, toutes les ressources maritimes du pays, et elle doublerait notre force tout en réduisant nos dépenses; mais, sans aller si loin, l'administration n'accepte-t-elle pas une situation bizarre, lorsqu'elle attend les investigations d'une commission parlementaire en présence d'abus qu'il dépend d'elle de réformer, et lorsqu'elle peut introduire dans les services des vivres, de l'artillerie, des constructions par exemple, des améliorations et des économies également importantes en moins de temps qu'il n'en faudra à nos honorables représentans pour se mettre au fait de la moindre de ces difficultés?

Dans l'intérieur du territoire, le travail appelle de tous côtés l'ouvrier, et, pour ne citer qu'un seul point, Lyon, cette seconde capitale de la France que Napoléon releva de ses ruines, et qui est devenue depuis vingt ans un foyer d'émeutes, Lyon a-t-il été l'objet d'une attention suffisante? Le commissaire extraordinaire qui s'appelle l'état de siége y comprime un amas de matières incandescentes toujours près de faire explosion; mais, pour les disperser et les éteindre, il reste à prendre des mesures efficaces, et la durée des soins qu'exige un mal qui vient de loin est une raison de plus de mettre la main à l'œuvre sans perte de temps.

A défaut d'autres indications utiles, l'administration en trouverait plus d'une dans les œuvres du prince Louis-Napoléon. De tous ses écrits, le traité *de l'Extinction du paupérisme* est, à juger par le soin qu'on a mis à le répandre, celui auquel ses amis ont attaché le plus de prix. Le paupérisme! c'est en effet l'ulcère de notre époque: ce n'est pas la même chose que la pauvreté timide et laborieuse que nos aïeux ont plainte et soulagée; il a trop souvent l'impudence, les besoins et les prétentions des vices dont il procède, et il a fallu un mot nouveau pour exprimer

ce mal honteux des sociétés modernes. Le traitement du paupérisme est le problème le plus épineux qui soit posé devant nous; il exige plus de lumières, de fermeté, de patience, de temps, que la Providence n'en a départi à aucun des gouvernemens de nos jours, et les remèdes par lesquels on a prétendu le guérir n'ont guère eu pour effet que de l'alimenter et de l'étendre. Le prince Louis-Napoléon, il faut lui en rendre grace, n'a point abordé ce sujet par la fausse voie où, se copiant et se prônant les uns les autres, quelques philanthropes de bonne foi et beaucoup de charlatans marchent à une popularité flatteuse ou lucrative. La multiplication des secours, l'élargissement des hospices et des maisons de refuge, les devoirs de la famille mis à la charge de la communauté, ne sont pas ses spécifiques contre le fléau. Il ne veut pas faire descendre les hommes à cet état de dégradation insolente ou servile qui accompagne la mendicité exercée dans un atelier national de Paris aussi bien que celle qui s'agenouille à la porte d'un couvent d'Italie. C'est par le travail, par la propagation de l'esprit de propriété, qu'il prétend éteindre le paupérisme, et il espère remporter cette victoire non-seulement sans qu'il en coûte rien au trésor, mais en l'enrichissant. Malheureusement les détails de l'exécution donnent quelque lieu de craindre que la chaleur des sympathies de l'auteur pour les classes pauvres ne lui ait fait accepter de confiance plus d'une donnée hasardée. Le métier des princes est moins de faire des défrichemens que d'en ordonner, et ils peuvent se contenter de déterminer les conditions qui affectent les intérêts généraux auxquels se rattachent les entreprises. Prétendre tout régenter, jusqu'à l'organisation des ateliers de culture, croire à sa prévoyance plutôt qu'au discernement et à l'expérience des hommes qu'on met aux prises avec les difficultés de l'exécution, se priver de l'énergie d'action de la liberté aiguillonnée par l'intérêt individuel, c'est faire tout autre chose que d'assurer le succès. Aussi, l'abstention de proposer aucun projet fondé sur les combinaisons étudiées pour l'*extinction du paupérisme* n'est pas la moindre des nombreuses preuves de bon sens qu'ait données, depuis quinze mois, l'élu du 10 décembre. Est-ce à dire que la perspective d'un défrichement général des terres incultes ne soit qu'une illusion? que s'il conserve la généreuse ambition de signaler son gouvernement par la réalisation d'une partie du bien qu'il rêvait dans sa captivité, le président de la république doive renoncer à la satisfaire? Il vaut mieux répondre à ces questions par un fait que par des vœux et des conjectures.

J'étais, il y a quelques semaines, à Cherbourg, et j'y retrouvais, sous de gigantesques transformations, les chemins où, sortant des bancs de l'école, il m'avait été donné de suivre la trace des pas de l'empereur Napoléon : j'y relisais, inscrits sur le rivage en caractères de granit, des décrets et des ordres que j'avais écrits sous sa dictée pendant son voyage de

Normandie. Voulant arrêter ses vues sur les travaux de défense de Cherbourg, l'empereur monta, le 27 mai, avec le prince Eugène, le général Chasseloup-Laubat et les officiers du génie attachés à la place, sur les roches élevées que couronne le fort du Roule, et le port, la côte, la rade, se déployèrent sous ses yeux dans toute leur magnificence. Il aperçut à l'est de la ville et au bord de la mer une vaste étendue de sables à demi fixés sous un tapis de mousse et de chiendent, et demanda quel était ce terrain. C'étaient les *Mielles* de Cherbourg et de Tourlaville, inutile propriété de l'état, formée des sables jetés à la côte par les vents et les marées. Le soir, il donnait ses ordres, et le 6 juin, signant à Saint-Cloud un décret par lequel il prescrivait la création d'établissemens municipaux appropriés aux nouvelles destinées de la ville de Cherbourg, il rangeait parmi les ressources affectées à ces dépenses la concession des *mielles* et l'autorisation de les vendre; mais il voulait qu'auparavant on ouvrît au travers un canal d'arrosage et des rues, des chemins faits pour donner une valeur à ces terrains voués en apparence à une éternelle stérilité. On accusa l'empereur de faire un présent dérisoire, on s'égaya sur sa prétention de paraître généreux lorsqu'il n'imposait qu'une charge, et l'on ne se fit pas faute de prédire la ruine de la ville. Malgré les retards causés par la chute de l'empire, les prescriptions de Napoléon ont été suivies. Une large route s'est dirigée au travers des *mielles* vers Barfleur, Saint-Vaast et la Hougue; des rues, des chemins latéraux, les partageant en compartimens, en ont de tous côtés rendu l'accès facile, et c'est dans cet état qu'après avoir pourvu aux travaux d'ensemble, l'administration les a livrées à l'industrie privée. Cherchez aujourd'hui sur ce territoire les ondulations sauvages des dunes de 1811 : vous trouverez à la place une ville nouvelle, et plus loin une plaine nivelée, des sables fécondés par le mélange des vases du port et des immondices de la ville, des jardins, des vergers, des prairies, partout une végétation luxuriante, une population active, et, pour résumer en un chiffre le changement qui s'est opéré, des terrains qui n'avaient de valeur que celle du gibier qui s'y prenait atteignent aujourd'hui, quand ils sont affectés à la culture, le prix de 5 à 10,000 francs l'hectare, et, quand ils le sont aux constructions, un prix très supérieur encore. Les bases du travail local se sont élargies, la masse des subsistances disponibles s'est accrue, et une nouvelle matière imposable s'est créée au profit de l'état.

Ainsi, l'activité a succédé à l'inertie, l'abondance à la stérilité, et jamais le difficile problème du passage des terres vagues à l'état de culture n'a reçu de solution plus complète et plus heureuse; mais, parce qu'au lieu d'être distribuées à des indigens ou à des paresseux enrégimentés en atelier national, ces terres ont été vendues, au profit du public, à des personnes capables d'y verser, sous une forme ou sous une autre, un capital considérable, les classes pauvres ont-elles été

exclues des avantages inhérens à l'acte même de la transformation? Loin de là. La valeur acquise par ce sol n'est pas autre chose que l'immobilisation des fruits de l'intelligence qui a dirigé l'opération, du prix des engrais, des amendemens, des transports, des outils, du travail manuel. A qui sont allés les salaires, si ce n'est à la partie de la population qui vit de l'emploi de ses bras? Et si l'on faisait la récapitulation exacte des sommes réparties en main-d'œuvre, plus d'un compte se solderait en perte comparativement aux résultats obtenus. Les ouvriers, quand ils n'ont pas travaillé pour eux-mêmes, ont ici reçu leur rémunération sous la forme qui leur convenait le mieux, c'est-à-dire sous celle qui, comportant le moins de retard, est le mieux à l'abri des mécomptes et des éventualités, et, chose importante pour leur dignité morale, ils ont agi dans la libre disposition de leurs personnes, du fruit de leurs sueurs, et n'ont point appris que leur petite fortune pût avoir d'autres sources que le travail, l'économie et la bonne conduite.

De grands défrichemens par colonies d'indigens ont été organisés par l'administration publique en Hollande et en Belgique; l'intelligence, le dévouement, les capitaux, l'esprit de suite, rien n'y a manqué, et cependant, quand on s'est rendu un compte sincère des résultats de ces entreprises, il ne s'en est pas rencontré une seule qui n'eût imposé à la société des charges très supérieures aux avantages recueillis. Les individus mêmes auxquels devaient profiter les sacrifices d'autrui sont restés en proie à des vices et à des misères ignorés des ouvriers libres à la disposition desquels on met des travaux semblables à ceux des *mielles* de Cherbourg.

La combinaison rapide qui jaillit du cerveau de Napoléon à l'aspect de ces terres inertes n'est pas seulement la plus simple et la meilleure que la législature et l'administration puissent appliquer aux espaces incultes qui sont à leur disposition; elle est probablement la seule économique, la seule efficace. Les communes des quatre-vingt-cinq départemens du continent possèdent à elles seules 4,639,220 hectares (1) : c'est le onzième de la surface de notre territoire; c'est presque l'étendue de huit départemens. Une notable partie de ces terres sollicite une transformation analogue à celle des *mielles* de Cherbourg. Étudier pour chaque groupe les conditions spéciales de mise en valeur collective, les réaliser sur les avances ou les emprunts des communes, mettre dans le commerce et livrer à l'industrie privée des terres pourvues, par l'ouverture de chemins, de canaux d'arrosage ou de desséchement, de germes féconds d'amélioration, voilà des moyens aisés et infaillibles d'accroître les ressources des communes, d'appeler dans la circulation les capitaux timides, de faire surgir de place en place, dans tout le pays, des sources

(1) Relevé par département de la contenance et de la valeur des biens communaux non affectés à un service public. (Lithographié au ministère de l'intérieur en 1847.)

de travail, d'asseoir sur l'accroissement de la richesse territoriale le progrès des revenus de l'état obéré; voilà de quoi tenter l'ambition d'un *ministère d'action*. Ce système, si facilement applicable aux propriétés des communes, le serait à plus forte raison à beaucoup de propriétés de l'état. Toutes les *mielles* placées à portée de puissans moyens de fertilisation ne sont pas, il s'en faut, dans la banlieue de Cherbourg. Les dunes de Dunkerque, de Calais et de Boulogne, les relais des embouchures de la Somme et de l'Authie, les sables étendus au nord et au sud de Granville, les grèves du Mont-Saint-Michel, les lagunes de la Camargue et des côtes de Languedoc, les alluvions de la baie de Fréjus, et tant d'autres qu'on découvrirait en se donnant la peine de regarder, s'offrent pour donner l'impulsion, et il convient que l'état devance ici les communes. Puisse l'autorité des exemples de Napoléon ouvrir au travail cette vaste et féconde carrière! puisse-t-elle fournir aux populations des campagnes qu'on égare un motif de plus de revenir au vrai, de bénir et de glorifier cette grande mémoire!

Mais, dira-t-on peut-être, avec la vie politique actuelle, où veut-on que des ministres prennent le temps de travailler? — Si cette vie est inconciliable avec l'expédition des affaires, qui est toujours le premier besoin et dans ce moment la seule voie de salut du pays, il faut la changer. D'abord, le travail direct des ministres, celui dont ils sont maîtres absolus, est-il bien organisé? On dit qu'ils se réunissent tous les jours en conseil; c'est se condamner à perdre beaucoup d'heures précieuses. L'empereur Napoléon, qui savait le prix du temps, ne rassemblait les siens qu'une fois par semaine, le mercredi : il pourvoyait à l'unité des travaux par la secrétairerie d'état, institution excellente pour la rapide expédition des affaires, et dont la forme actuelle du gouvernement comporterait le rétablissement modifié. Quant aux rapports avec la législature, trois ministres, ceux de l'intérieur, de la justice, des relations extérieures, suffisent à la direction habituelle des travaux parlementaires; eux seuls doivent, à tous les instans, appartenir à la politique et à la tribune; la nature de leurs attributions leur permet de se dispenser des détails sans inconvénient et de ne conserver que la haute direction et la haute surveillance des affaires de leurs départemens. Les autres ministres doivent être uniquement des hommes d'administration et d'autorité : ils n'ont à occuper la tribune que pour la défense d'intérêts avec lesquels ils sont plus familiers que personne, et la meilleure manière de plaire à l'assemblée ou d'y exercer une influence salutaire n'est pas pour eux d'être assidus à ses séances; c'est d'économiser son temps en consacrant le leur à l'étude des questions qu'ils ont à lui soumettre. Que cette division du travail entre les départemens ministériels devienne une règle, et le temps, qui manque à tout, suffira pour tout, l'aptitude des hommes s'élèvera au niveau des

difficultés à résoudre; la marche des affaires deviendra simple et rapide pour la législature, satisfaisante pour les administrés; chaque jour verra disparaître un embarras, aplanir un obstacle : nous vivons dans un pays toujours empressé d'escompter au profit de la sécurité présente les moindres espérances de la sécurité à venir. La nécessité de simplifier les rouages de l'administration et de leur imprimer plus d'action impliquerait peut-être des modifications d'attributions, dont la seule considérable serait la réunion des départemens des travaux publics, de l'agriculture et du commerce en un seul; mais la pratique des affaires indiquerait à elle seule les changemens utiles.

Arrivé au terme de cet aperçu rapide de nos infirmités, faut-il, à l'exemple de ceux dont l'ambition est de les aggraver, chercher dans les écrits du prince Louis-Napoléon si, le regard et l'esprit tendus vers la perspective évanouie des destinées que lui promettaient les constitutions de l'empire, il aurait quelquefois rêvé, au milieu des souffrances de l'exil, à ce qu'eût été le règne de Napoléon III? Cela fût-il, ce ne serait pas un grand crime. Le métier de gouvernant n'a certes pas, dans l'Europe actuelle, des attraits tels qu'on ne doive, quand on sent le besoin d'être gouverné, un peu de gratitude à ceux qui veulent bien s'embarrasser de ce soin; il ne faut pas les décourager : assez de princes pensent peut-être en 1850 ce que pensait il y a une centaine d'années notre compatriote le marquis d'Argens. —« Que feriez-vous, marquis, si vous étiez roi de Prusse? lui disait en soupant à Sans-Souci le grand Frédéric. — Si j'étais roi de Prusse!.... je chercherais, sire, quelque bonne dupe qui consentît à me donner en échange de ma couronne un château avec cinquante mille livres de rente en Provence, et, dès que je l'aurais trouvée, je la mènerais chez un notaire et lui ferais signer son engagement sans lui laisser le temps d'apercevoir l'énormité de sa bévue. »— Certainement la thèse serait aujourd'hui soutenable ailleurs même qu'à Sans-Souci, et il est d'autant moins nécessaire de la mettre en discussion à Paris, qu'un sceptre et une couronne y procureraient aujourd'hui beaucoup moins de force que d'embarras. La force est dans le travail intelligent et opiniâtre, dans le rétablissement du principe de l'autorité, dans le choix des personnes que le gouvernement investit de sa confiance, point ailleurs. Il n'y a pas plus de panacée aux maux de la société qu'à ceux du corps humain; les uns et les autres ne se guérissent que par le régime et la persévérance, et découvrît-on le secret de rétablir instantanément les anciennes bases de l'ordre dans le pays, nous n'en serions guère plus avancés, si le gouvernement devait continuer à se traîner dans les erremens d'incurie qui nous ont conduits où nous sommes : les mêmes causes produiraient les mêmes effets. Le peuple français veut que ses affaires se fassent, que les ressorts de l'administration soient enfin re-

tendus, et celui qui abordera résolûment cette tâche, encore à peu près intacte, recevra, quel qu'il soit, comme Salomon quand il eut choisi la sagesse, tout le reste par surcroît.

Les criminelles folies que nous avons à combattre par ces moyens loyaux ont déja passé sur le monde. Le socialisme que nous voyons tous les jours dans les journaux, dans les almanachs, à la tribune, que nous avons rencontré dans la rue le 24 février, le 15 mai, le 24 juin 1848, le 29 janvier, le 13 juin 1849, est de tous les temps, de tous les pays, et sa prétention la plus ridicule est celle d'être nouveau (1). Il y a dix-neuf cents ans qu'il s'appelait en Italie le parti de Catilina : toute la différence est que, le combat engagé, le Catilina de Rome se précipite au plus épais des rangs ennemis, et son corps se retrouve loin en avant des siens, entouré de cadavres, tandis que les Catilinas de Paris envoient leurs soldats aux coups, et, du plus loin qu'ils entendent Petreius venir à eux, se sauvent au travers d'un châssis crevé. Souvenons-nous cependant que, dans les grandes crises sociales, le courage est l'unique moyen de salut : le ciel n'a jamais aidé ceux qui s'abandonnaient eux-mêmes, et nous pouvons avoir quelque jour devant nous de plus redoutables adversaires que les aventuriers de 1848.

La Hollande a plus d'une fois vu quelques porcs, oubliés sur une de ses digues, la fouiller de leur groin pour en arracher des larves et ouvrir un sillon où s'infiltre un filet d'eau : en un instant, le sillon devient brèche, la mer s'y précipite. La négligence d'un pâtre à surveiller d'immondes appétits coûte la submersion d'une province, et des années de rudes labeurs, de sollicitudes inouies, suffisent à peine pour réparer la faute d'un moment. Cette histoire est la nôtre, à cela près que nous tous, entraînés dans le cataclysme du 24 février, depuis les plus

(1) Entre des centaines de faits qu'offrent les temps modernes à l'appui de cette proposition, en voici un qui s'est accompli sur le territoire d'un de nos départemens de l'est :

« En ce temps (1524) se leva un populaire qui vouloit maintenir tous les biens estre communs, sous lequel prétexte se meirent ensemble quatorze ou quinze mille villains pour marcher droict en Lorraine et de là en France, estimant pouvoir tout subjuguer, parce qu'ils auoient opinion que la nobiesse de France estoit morte à la bataille. Lesquels païsans assemblez, partout où ils passoeient, pilloeient les maisons des gentilshommes, tuoient femmes et enfans avec cruauté inusitée. Pour à quoi obuier, monsieur le duc de Guise et le comte de Vaudemont, son frère, après auoir assemblé toutes les garnisons de la Bourgongne et Champagne, tant de cheval que de pied, et entre autres le comte Ludouic de Belle-loyeuse (*Belgioyoso*), qui auoit deux mille hommes de pied italiens, marchèrent au deuant de la furie de ce peuple : lesquels ils rencontrèrent à Sauerne, au pied de la montagne, tirant le chemin de Strasbourg. Et encore qu'ils fussent quinze mil contre six mil, se fiant lesdits seigneurs à leur gendarmerie, les chargèrent et les défeirent et taillèrent tous en pièces, hormis ceux qui se sauuèrent à la montagne : et y moururent de ce populaire de huict à dix mille hommes, et des nostres peu, et entre autres de nostre part y furent tuez le capitaine S. Malo et le seigneur de Betune, capitaine de la garde dudit duc de Guise. Onc depuis cette deffaite ne fut nouvelle que cette canaille se dut rassembler. » (*Mémoires de Messire Martin Dubellay*, etc. In-folio; Paris, 1582, p. 121.)

grands jusqu'aux plus petits, nous avons eu dans les causes de ce châtiment de la Providence notre part d'incurie, de faiblesse, d'illusions ou de folie. Nous en sommes aujourd'hui à cette époque de lente et pénible reconstruction, à cet enchaînement de travaux et de veilles dans lesquels le moindre oubli, la moindre lassitude, peuvent remettre en question tout l'avenir de la patrie, et la faire descendre encore de la place amoindrie qu'elle occupe en Europe. Ayons sans cesse les yeux fixés sur le danger présent, et que le passé serve de leçon à l'avenir : la brèche n'est pas fermée, et toute la digue est ébranlée jusque dans ses fondemens. Quand les institutions républicaines elles-mêmes sont attaquées avec une fureur sauvage par ceux qui s'en prétendent les champions exclusifs, ce serait nous faire une étrange illusion que de nous croire au terme de nos peines et de nos combats. Une barbarie nouvelle s'est dressée au cœur même de la civilisation de l'Occident, et une hideuse fatalité la condamne à tenter encore de s'imposer à la société par la violence. Le jour venu, la France ne manquera ni d'un homme de tête pour diriger sa défense, ni de gens de cœur pour le suivre, et, avec l'aide de Dieu, la barbarie sera une dernière fois vaincue; mais cette lutte, la France, l'humanité, la religion, commandent de ne rien épargner pour en conjurer les horreurs.

Deux instrumens de salut nous restent : une législature dont la majorité est animée des plus loyales intentions, et un pouvoir exécutif encore fortement organisé. Le problème à résoudre est la conciliation entre la gestion hardie des affaires du pays et le respect scrupuleux des droits du parlement. L'assemblée constituante de 1848 ressemblait, dans ses derniers temps, disait-on, à ce géant de l'Arioste, qui conservait encore l'attitude du combat, quand on s'aperçut, en le poussant, qu'il était mort. L'assemblée législative n'en est pas là; mais la langueur de ses travaux, les ajournemens dont ses déclarations d'urgence sont la préface, la paralysie dont la menacent ses divisions, ne la montrent pas préparée à prendre une initiative vigoureuse. Elle est capable de recevoir une impulsion, et c'est au pouvoir exécutif de la donner. Que le président de la république s'inspire de la lecture du *Moniteur* du consulat; que, sortant d'un cercle étroit, il appelle à lui, sans distinction d'origine et de parti, tout ce qu'il y a d'honnête, de capable, de désintéressé; qu'une administration laborieuse, intelligente, se place à côté de l'assemblée, s'étende dans les départemens, — et le pouvoir parlementaire deviendra un appui solide, et bientôt la loi du travail, s'exécutant dans l'ordre matériel comme dans l'ordre politique, guérira les maux de la France et sauvera la société. C'est là ce que réclamaient les six millions de votans du 10 décembre; c'est là ce qu'ils attendent encore, et, quand le pouvoir exécutif fera son devoir, l'assemblée et la nation feront le leur.

J.-J. Baude.

TOUSSAINT LOUVERTURE

DRAME DE M. ALPHONSE DE LAMARTINE.

Pour bien comprendre le caractère de Toussaint Louverture, il faut l'étudier surtout dans les dix années qui précèdent l'expédition du général Leclerc. Sans l'étude attentive de ces dix années, il est impossible de s'expliquer l'autorité absolue dont cet homme singulier était investi, le pouvoir dictatorial qu'il exerçait à Saint-Domingue. Il y avait dans cette nature africaine un mélange de ruse et de persévérance, de perfidie et de grandeur, qui devait lui concilier l'admiration et le dévouement de ses frères en esclavage. Toussaint avait quarante-huit ans quand la France proclama l'émancipation des noirs. Il s'était élevé lentement de la plus infime condition au rang de surveillant. Chargé d'abord de la garde des bestiaux, puis cocher du gérant de M. de Noé, dès qu'il sut lire et signer son nom, il sembla deviner la haute fortune qui lui était réservée. La révolution française le trouva dans une position qui, bien que très modeste, avait pourtant déjà de quoi flatter son orgueil, quand il songeait à son point de départ. Aussi ne s'étonnera-t-on pas qu'il ait hésité pendant plusieurs années avant de se prononcer pour la cause qu'il devait défendre plus tard avec tant d'énergie. Toussaint servit dans les rangs de l'armée espagnole contre

la république française, qui avait émancipé les noirs, et n'abandonna son premier drapeau que lorsque le général Laveaux lui eut promis de lui laisser dans l'armée française le grade de colonel qu'il avait dans l'armée espagnole. Encouragé par cette promesse, Toussaint passa du côté des Français avec une partie de son régiment; sa défection entraîna rapidement celle de plusieurs corps de troupes de la même couleur, et Laveaux, pour reconnaître cet important service, lui conféra le grade de général de brigade. Une fois investi de ce titre, qu'il osait à peine espérer, Toussaint ne songea plus qu'à se débarrasser de son bienfaiteur. Laveaux, devinant les projets de Toussaint, le surveillait avec défiance; mais, une révolte ayant mis le général français aux mains des noirs, Toussaint, à la tête de quelques centaines d'hommes résolus, comprima la révolte et délivra le général. Laveaux nomma Toussaint lieutenant-général, et partagea dès ce moment avec lui le gouvernement du pays. Ce partage ne pouvait contenter son ambition : il fallait à Toussaint l'autorité absolue. Pour s'en saisir, il fit nommer Laveaux représentant, et se trouva enfin maître de Saint-Domingue. Il se débarrassa des commissaires de la convention et du directoire comme il s'était débarrassé de Laveaux, tantôt en portant sur eux les suffrages des électeurs de la colonie, tantôt les forçant à s'embarquer, leur démontrant que leur présence était dangereuse pour la paix publique. La ruse, on le voit, tient autant de place que le courage dans la fortune politique de Toussaint. S'il a payé de sa personne en mainte occasion, s'il s'est montré brave sur le champ de bataille, s'il n'a jamais reculé devant le danger, son épée seule n'eût pas suffi à lui donner le pouvoir souverain qu'il convoitait. Chez ce nègre illettré, qui, dans sa correspondance avec les généraux français, était obligé d'emprunter la plume d'un prêtre espagnol, il y avait autant de finesse, autant de pénétration que chez un diplomate vieilli dans les chancelleries européennes. Suivant d'un œil attentif tous les événemens qui s'accomplissaient en France, toutes les transformations du gouvernement de la métropole, il réglait sa conduite sur les nouvelles qu'il recevait. La convention et le directoire ne l'avaient guère inquiété; il faisait semblant d'accepter les conseils et le contrôle des commissaires que la France lui envoyait, et savait les réduire à une autorité purement nominale. En apprenant la chute du directoire et la création du consulat, Toussaint devina qu'il lui faudrait bientôt compter avec le maître que la France venait de se donner.

Toutefois il se rassura en voyant la guerre se rallumer. Le premier consul avait alors trop d'affaires sur les bras pour songer à Saint-Domingue, et puis, lors même qu'il eût voulu ramener la colonie sous l'autorité de la métropole, la mer n'était pas libre, et les vaisseaux français ne pouvaient pas porter à Toussaint les ordres du premier consul.

La signature de la paix d'Amiens changea subitement la face des choses : en rouvrant la mer aux navires français, elle remettait les colonies sous la main de la métropole. Toussaint avait trop de sagacité pour ne pas le comprendre, et, dès qu'il connut la paix d'Amiens, il sentit la nécessité de se préparer à la résistance. Il était le premier, il voulait rester le premier, et, malgré toutes les remontrances de ses conseillers, malgré tous les avertissemens de ses amis les plus dévoués, il était fermement résolu à ne rien céder de l'autorité qu'il avait conquise.

De quelle nature était cette autorité? D'après plusieurs témoignages qui paraissent dignes de foi, elle était sans limites, et ne pouvait se comparer qu'à l'autorité des souverains de l'Asie. Il est arrivé à Toussaint, pour châtier la révolte, de désigner, d'appeler hors des rangs les soldats qu'il jugeait plus coupables que les autres et de leur commander d'aller se faire fusiller; les soldats s'inclinaient en joignant les mains, et allaient recevoir la mort. Où trouver des exemples d'une telle soumission, si ce n'est en Orient, parmi les vizirs à qui le muet présente le lacet? Qu'on ne s'y trompe pas cependant, l'autorité despotique de Toussaint n'était pas un caprice du hasard; elle ne s'explique pas tout entière, comme on pourrait le croire, par l'incontestable supériorité de son intelligence comparée à celle de ses anciens compagnons d'esclavage devenus ses sujets; elle reposait sur une base plus solide, sur la justice. Si Toussaint, en effet, se montrait sévère, rarement il se montrait injuste. Doué d'une force herculéenne, doublant sa force par la sobriété, par l'activité, dormant deux heures, faisant parfois quarante lieues à cheval dans une seule journée, il châtiait le crime contre les personnes ou les propriétés dès qu'il le connaissait, et cette vigilance prodigieuse donnait à ses arrêts quelque chose de surnaturel. Entre le crime et le châtiment, il s'écoulait si peu de temps, que les nègres avaient fini par croire que le maître les voyait toujours, à quelque distance qu'il se trouvât. Il encourageait lui-même cette croyance par ses paroles. Il leur disait du haut de la chaire, en promenant sur son auditoire un regard impérieux : Je pars, mais n'oubliez pas que je laisse parmi vous mon œil et mon bras, mon œil pour vous surveiller, mon bras pour vous frapper. Pour ajouter encore au prestige de son autorité, Toussaint s'était composé une généalogie, il se disait petit-fils d'un roi de la côte d'Afrique, et cette généalogie, vraie ou mensongère, était acceptée par ses sujets comme une preuve de sa prédestination. Toussaint, en acceptant l'émancipation de la race africaine dans les colonies françaises, avait cependant obligé tous ses anciens compagnons d'esclavage à reprendre la culture des terres pendant cinq ans, leur assurant le quart des produits. Satisfaits de cette liberté nominale, les nègres étaient rentrés sous le joug, et le régime nouveau auquel Toussaint les soumettait, plus dur

que le régime des anciens colons, leur semblait plus facile à supporter, parce qu'ils obéissaient à un homme de leur couleur. Leur orgueil se trouvait flatté en voyant ce que la liberté avait fait d'un Africain, et ils subissaient sans murmurer l'autorité despotique de ce nouveau maître.

Les colons, rétablis dans leurs propriétés, bénissaient le gouvernement de Toussaint et ne s'étaient jamais sentis protégés plus efficacement. Loin d'appeler de leurs vœux l'intervention de la métropole dans le gouvernement de Saint-Domingue, ils ne souhaitaient, n'espéraient rien de mieux que la dictature qui avait ramené dans l'île la paix, la sécurité, la richesse. Qui pourrait jamais contenir d'une main aussi ferme quatre cent mille noirs et les obliger, tout en proclamant leur liberté, de travailler pour vingt mille blancs et vingt mille mulâtres? Quel Européen saurait jamais faire ce que Toussaint avait fait? Jamais la colonie n'avait été si prospère. En chassant les Anglais et les Espagnols, il avait donné à la partie française de nouvelles richesses. Aussi Toussaint était entouré de courtisans; malgré sa laideur, malgré son âge, les blanches ne dédaignaient pas d'assister à ses fêtes.

Y a-t-il dans un tel personnage l'étoffe d'une composition dramatique? Cette vie commencée dans la condition la plus infime, qui franchit un à un tous les degrés de l'échelle sociale, qui, après avoir connu le pouvoir souverain, l'ivresse du combat, l'orgueil de la victoire, va s'éteindre dans une forteresse sur une terre étrangère, n'offre-t-elle pas au poète tous les élémens d'intérêt, toutes les ressources qu'il peut souhaiter? A ne prendre dans Toussaint que l'homme politique, on trouverait déjà dans la biographie que je viens d'esquisser rapidement de quoi émouvoir, de quoi étonner, de quoi enchaîner l'attention. Si on ajoute à ce que j'ai raconté la partie intime, que j'ai négligée à dessein pour montrer plus clairement la partie publique du personnage; si, en regard de l'ambition qui a dominé toute la vie de Toussaint, on place l'amour paternel, que le premier consul avait appelé au secours de ses négociateurs pour soumettre le dictateur de Saint-Domingue; si on jette dans les bras de ce soldat sexagénaire ses deux fils Isaac et Placide, envoyés en France, confiés au directoire comme des otages par le colonel Vincent et ramenés par le général Leclerc comme des conseillers, comme des messagers de paix, il me semble que les affections de famille opposées aux passions politiques, le père opposé au guerrier, à l'homme d'état, donnent au sujet une valeur nouvelle.

Avant de revoir ses fils, Toussaint s'était trouvé aux prises avec les affections de famille dans une circonstance moins cruelle, qu'il n'est cependant pas inutile de rappeler. Reconnaissant parmi les rebelles un de ses meilleurs lieutenans, son neveu Moïse, il n'avait pas hésité à

l'envoyer devant un conseil de guerre, à sanctionner l'arrêt de mort prononcé contre lui. Il avait sacrifié Moïse pour asseoir plus solidement son autorité. En présence de ses fils, son émotion, quoique profonde, ne réussit pourtant pas à changer sa résolution. Après avoir écouté en silence leurs prières et les conseils de M. de Coasnon, leur précepteur, il leur dit : « Choisissez, mes enfans, entre la France et votre père. » Vainement ils essayèrent de l'effrayer en lui peignant la puissance du premier consul; malgré les douze mille soldats débarqués par l'escadre française, malgré les premières victoires de l'armée européenne, Toussaint demeura inébranlable et s'en tint à sa première réponse : « Choisissez, mes enfans, entre la France et votre père. » Certes, il y a dans cette nature quelque chose d'héroïque et en même temps de touchant. Quoique l'ambition parle en lui plus haut que le patriotisme, quoiqu'il sache très bien que le général Leclerc ne vient pas pour rétablir l'esclavage, mais pour relever l'autorité de la métropole sur la colonie, cependant il ne demeure pas sourd à la voix de l'amour paternel, car si ses fils, sur la terre de France, étaient des otages, sur la terre d'Haïti ils ne sont que des messagers. Quoi que décide le père, la vie de ses enfans ne court aucun danger, et Toussaint ne l'ignore pas. Par une illusion facile à comprendre chez l'ambitieux, il a fait de sa cause personnelle la cause de sa couleur, et se refuse à reconnaître la suzeraineté de la France. Les prières de ses enfans n'ébranlent pas sa résolution; mais son obstination n'a rien qui offense les plus doux sentimens de la nature, car la vie de ses enfans n'est pas en péril. Quelque parti qu'ils prennent, leur vie est sauve. S'il leur dit de choisir, ce n'est pas qu'il les aime avec tiédeur; c'est qu'il s'abuse sur le vrai but de son ambition, c'est qu'il voit dans sa cause la cause d'un peuple entier, et qu'il croirait manquer à sa mission, trahir le rôle que Dieu lui a confié en cédant aux prières qui lui conseillent la soumission. La lutte ainsi posée, ainsi comprise, réunit tous les caractères de la grandeur poétique.

A quel moment faut-il prendre Toussaint pour le mettre sur le théâtre? Quoique les trois unités recommandées par le précepteur d'Alexandre soient aujourd'hui traitées avec une dédaigneuse indifférence, je pense qu'il est bon de garder au moins l'unité d'action. Je fais bon marché de l'unité de temps, de l'unité de lieu; quant à l'unité d'action, elle ne relève de la poétique d'aucun pays; elle relève du bon sens, de la raison, de l'évidence, de la nécessité. Sans m'arrêter aux exemples éclatans qu'on pourrait invoquer contre ma pensée, je préfère le développement d'une action unique à l'enchaînement, si habile qu'il soit, de tous les épisodes dont se compose la vie d'un homme. Malgré mon admiration profonde pour *la Vie et la Mort du roi Jean,*

j'aime mieux *Othello, Roméo et Juliette,* dont l'action embrasse un espace plus resserré et concentre plus sûrement l'attention. Je crois donc qu'il faut choisir dans la vie de Toussaint Louverture le moment de sa suprême puissance, c'est-à-dire l'époque du consulat. A ne consulter que la curiosité, qui trop souvent de nos jours domine les œuvres qu'on appelle dramatiques je ne sais trop pourquoi, on pourrait se laisser tenter par les premières années de Toussaint, et vouloir nous le montrer dans l'esclavage, puis soldat dans les rangs de l'armée espagnole. Pour ma part, je ne crois pas que le goût puisse avouer une pareille tentative. Le poète fût-il sûr de trouver pour ces tableaux des couleurs vives et variées, nous aurions encore le droit de le gourmander, car la biographie ne peut être confondue avec la poésie. Toutes les ruses employées par Toussaint pour établir, pour assurer sa puissance, sont des traits de caractère qu'il ne faut pas négliger, qui servent à dessiner sa physionomie. Ce n'est pas une raison pour se croire obligé de mettre sous nos yeux toutes les supercheries qu'il s'est permises, toutes les embûches qui lui ont livré ses ennemis, tous les actes de duplicité dont il s'est glorifié. Depuis le général Hermona jusqu'au colonel Maitland, il a trompé, comme en se jouant, tous ceux qu'il a voulu tromper; que le poète se souvienne de tous ces mensonges, de toutes ces trahisons, sans tenir à nous montrer qu'il les connaît. Qu'il se contente d'emprunter à la vie entière du personnage tout ce qui peut expliquer son caractère. Que ses études prennent place dans la trame de l'action, sans ostentation, sans jactance. Et si la curiosité y perd quelque chose, le bon sens y gagnera.

Y a-t-il dans le moment que je propose de quoi défrayer les cinq actes d'un poème dramatique? Est-il possible de tirer deux mille vers de la lutte engagée entre Toussaint et le général Leclerc sans recourir à aucun épisode parasite? Je le crois fermement, et je n'ai pas besoin d'ajouter que sous le nom d'épisode parasite je ne comprends pas le combat de l'ambition et de l'amour paternel, car ce combat forme une partie essentielle de l'action. Je voudrais voir d'abord Toussaint dans tout l'éclat de sa puissance, au milieu de sa cour, inquiet et pourtant s'applaudissant de la résolution qu'il a prise. Pour demeurer fidèle à la vérité historique, il ne faudrait pas nous montrer le dictateur entouré seulement d'une cour africaine; les blancs et les blanches devraient avoir leur place dans le palais du maître. Qu'importe que l'orgueil européen soit blessé d'un tel mélange? C'est une nécessité du sujet qu'il faut accepter. Vers la fin d'une fête, aux premiers rayons du soleil, on signalerait l'approche de l'escadre française, et Toussaint, rassemblant à la hâte ses lieutenans, son état-major, dicterait les réponses à faire aux sommations du général français. Il faut que le spectateur voie Dessalines,

Laplume, Maupas, et entende les ordres qu'ils reçoivent. S'il ne les entend pas, il ne conçoit pas une juste idée de la résistance désespérée à laquelle Toussaint s'est décidé.

Je ne crois pas possible de partager, sans de graves inconvéniens, l'attention de l'auditoire entre les lieutenans de Toussaint. Il suffit de nous montrer à l'œuvre le plus farouche, le plus cruel de tous, Dessalines. Or, quelle était l'œuvre confiée à Dessalines? L'incendie de la ville du Cap, dès que les Français auraient mis le pied sur la terre d'Haïti. Je ne conçois pas un poème dramatique dont Toussaint est le héros sans l'incendie du Cap. Cette affreuse résolution, trop fidèlement exécutée, est un trait indispensable dans le tableau de la défense de Saint-Domingue. Que les jansénistes littéraires ne se récrient pas, que les petites maîtresses ne se pâment pas d'effroi, l'incendie du Cap ne doit pas être raconté; il faut qu'on le voie, il faut qu'on entende les toits se tordre sous la flamme qui les dévore, qu'on suive d'un œil éperdu les mères tremblantes qui emportent leurs enfans à travers les débris de la ville. Qu'on ne dise pas que c'est là un tableau digne tout au plus des théâtres de boulevard, et que la poésie dramatique doit répudier. Quand je demande l'incendie du Cap, je ne prétends pas effacer le poète devant le décorateur. Le spectacle n'est ici que le cadre où le poète doit placer sa pensée. Les colons les plus hardis se décident à se jeter dans les bras de l'armée française; les plus timides perdent leur temps en délibérations, et sont emmenés dans les mornes par Dessalines. Il y a dans ces scènes déchirantes quelque chose qui ne s'adresse pas aux yeux seulement, et dont le poète peut tirer parti.

L'entrevue de Toussaint et de ses enfans après l'incendie du Cap transporte le spectateur dans un monde d'émotions attendrissantes. Cette entrevue, qui, par sa nature même, agite profondément tous les cœurs, rapprochée de la tâche terrible confiée à Dessalines, acquiert encore une plus grande puissance. Il faut que le père se montre à nous tout entier, avec ses angoisses, ses défaillances, et que la victoire demeure pourtant à l'ambition cachée sous le manteau du patriotisme. Que M. de Coasnon remette à Toussaint la lettre du premier consul, qui commence par la flatterie et finit par la menace. Qu'il ajoute à cette lettre les promesses de Bonaparte pour lui-même, pour ses fils; que les enfans à leur tour essaient de fléchir leur père en lui montrant l'inutilité de la résistance, et qu'après l'immuable réponse de Toussaint, Placide retourne au camp français avec M. de Coasnon, tandis qu'Isaac demeure près de son père.

Ici se place fatalement une réminiscence de *Mithridate*. Le vieux Toussaint entre Isaac et Placide, comme Mithridate entre Pharnace et Xipharès, doit entretenir ses fils de ses projets, de ses espérances. Les Anglais lui ont offert la royauté d'Haïti. S'il l'a refusée pour n'appar-

tenir qu'à lui-même, pour agir plus librement, pour dégager de tout contrôle le pouvoir qu'il a conquis et qu'il veut garder, il n'est pas trop tard pour accepter ce qu'il a refusé : une escadre anglaise peut venir le délivrer. La paix d'Amiens ne sera pas éternelle, ce n'est qu'un armistice; la France et l'Angleterre ne vivront pas long-temps en bonne amitié, et le vieux Toussaint, avec le secours d'une escadre anglaise, sera roi d'Haïti. Le lecteur devine, sans que je prenne la peine de l'indiquer, tous les développemens heureux, toutes les pensées énergiques, tous les mouvemens passionnés qu'un pareil thème fournit à la poésie.

Resté seul avec Isaac, Toussaint assemble un conseil de guerre. Puisque l'incendie du Cap, puisque les récoltes livrées aux flammes, puisque la dévastation et la stérilité n'ont pas suffi pour arrêter l'armée française, puisque les soldats noirs ne peuvent tenir en plaine contre les soldats européens, il ne reste plus qu'un parti : se réfugier, se retrancher dans les mornes du Chaos; organiser dans ce dernier asile une résistance formidable; embusquer dans les gorges, dans les ravins, des tireurs invisibles dont l'œil soit sûr, dont la main obéisse à l'œil, qui frappent et tuent sans que les rangs éclaircis puissent savoir où adresser leur vengeance. Que chacun des officiers appelés au conseil donne librement son avis; qu'il indique les points à fortifier, les embuscades les plus sûres, les ravins les plus profonds, les plus escarpés, et que l'auditoire, en écoutant cette terrible délibération, comprenne qu'il s'agit pour Toussaint d'un dernier effort, d'un effort désespéré. Qu'Isaac, malgré les études paisibles au milieu desquelles il a vécu, se sente électrisé, et jure de mourir près de son père.

Enfin Toussaint est retranché dans son dernier asile, dans les mornes du Chaos. Cette forteresse, bâtie par la main de Dieu, semble éloigner non-seulement le danger, mais la pensée même d'un assaut. Quelle armée assez téméraire, assez folle, pour s'aventurer dans ces gorges dont l'œil n'aperçoit pas le fond? Et pourtant le général Leclerc ordonne l'assaut. Repoussé plusieurs fois, il revient plus déterminé, plus rapide, plus audacieux. Toussaint et ses lieutenans se défendent comme des géans, comme des héros; mais la discipline et le sang-froid l'emportent sur le courage et la colère. Toussaint essaie en vain de mourir les armes à la main, il est forcé de se rendre. Cette dernière partie de l'action semble appartenir au Cirque-Olympique, et pourtant je ne crois pas que la poésie dramatique doive la dédaigner. Qu'on se rappelle, en effet, l'admirable parti que Shakspeare et Schiller ont su tirer de pareilles données; ils n'ont pas banni de leurs poèmes les évolutions militaires, et ils ont eu raison, car, si le tumulte d'une bataille convient mieux à l'épopée qu'au théâtre, il n'est pas impossible, au milieu même du fracas des armes, de laisser aux personnages toute leur grandeur, toute leur liberté. C'est pourquoi je pense que le poète

peut, sans puérilité, offrir à nos yeux la défense de Toussaint dans les mornes du Chaos : qu'il ne craigne pas de brûler un peu de poudre; s'il a pris au sérieux la composition de son œuvre, s'il a dessiné à grands traits la physionomie des acteurs, le spectacle, si tumultueux qu'il soit, ne réussira jamais à distraire l'auditoire du but que l'auteur s'est proposé. Le spectacle n'est puéril que lorsque, au lieu d'encadrer la pensée, il la remplace, comme nous l'avons vu trop souvent. Il peut arriver que la foule applaudisse et ne s'aperçoive pas de la méprise; mais elle se ravise bientôt, et le poète qui s'est trompé au point de substituer le plaisir des yeux à l'enseignement, à l'émotion, qui a oublié le cœur et l'intelligence, reconnaît qu'il a fait fausse voie. Si cette pensée avait besoin d'être démontrée, il nous suffirait d'ouvrir l'histoire littéraire de ces vingt dernières années. Combien d'œuvres applaudies pour le spectacle et aujourd'hui abandonnées, oubliées, parce que l'intelligence et le cœur demeuraient inoccupés en les écoutant!

Certes je n'ai pas la prétention de tracer en quelques lignes le programme d'un poème dramatique. Ma pensée, qu'on le sache bien, est beaucoup plus modeste. J'indique franchement ce que j'aperçois de poétique dans la vie de Toussaint Louverture, ce qui me semble convenir au théâtre. Quant à la mise en œuvre de ces élémens, c'est une question délicate, qui ne peut être résolue sans de mûres réflexions, et que je n'essaie pas de résoudre en ce moment. Comparons maintenant l'histoire au drame de M. de Lamartine. Je me crois dispensé de déclarer qu'à mes yeux l'histoire n'est pas la règle suprême de la poésie; à cet égard, ma profession de foi est faite depuis long-temps. Toutefois la comparaison que je propose, poursuivie avec sincérité, n'est jamais stérile. S'il arrive en effet que la poésie demeure au-dessous de l'histoire, si, au lieu de dominer la réalité, de l'agrandir en l'interprétant, elle substitue aux ressorts naturels que l'histoire lui fournit des moyens puérils et mesquins, n'aurons-nous pas le droit de la déclarer infidèle à sa mission?

Le premier acte du drame nouveau est conçu comme le début d'un opéra. Les danses et les chants servent à encadrer un morceau lyrique, la *Marseillaise* noire, récitée comme une leçon, commentée par les personnages qui l'écoutent. Le refrain, répété en chœur, donne le signal de la danse. Je ne veux pas bannir le chant de la poésie dramatique, je crois même qu'employé à propos il peut donner plus de vivacité à la représentation des scènes populaires; mais il faut, pour atteindre ce but, que le chant tienne peu de place et ne détourne pas l'attention de la pensée principale. Or, dans le premier acte de *Toussaint Louverture,* le chant n'a guère moins d'importance que la déclamation. Les strophes de la nouvelle *Marseillaise,* qui célèbrent la délivrance de la race africaine, qui prêchent le pardon, la concorde, sont

écoutées avec distraction. Pourquoi? Parce que le chant et la danse tiennent autant de place que la poésie. Le thème choisi par M. de Lamartine pour ce morceau lyrique contredit d'une façon singulière la marche entière de l'action. Le poète prêche le pardon, la concorde, et l'auditoire placé sur la scène embrasse, quelques instans après, la guerre avec ardeur. L'histoire nous suggère à ce propos deux remarques importantes. Quand Bonaparte envoya le général Leclerc à Saint-Domingue, l'émancipation des noirs était déjà vieille de dix ans, et si les nègres ne jouissaient pas de la liberté que l'assemblée constituante leur avait accordée, ce n'était pas la métropole qu'ils devaient accuser. En second lieu, le chef de la colonie savait très bien que l'expédition française ne venait pas rétablir l'esclavage. Cette *Marseillaise,* qui se comprendrait dix ans plus tôt, sous l'assemblée constituante, n'est-elle pas, sous le consulat, un véritable hors-d'œuvre?

La dernière strophe à peine achevée, nous entendons la plainte élégiaque d'une jeune mulâtresse. Adrienne, nièce de Toussaint Louverture, aime d'un amour passionné le fils aîné du dictateur, que M. de Lamartine a baptisé du nom d'Albert. Il y a certainement de la grace dans les vers récités par Adrienne, pourtant sa plainte serait plus touchante, si elle se traduisait avec moins de prolixité. Était-il nécessaire de coudre à la donnée historique un roman amoureux? Je ne le crois pas. Les événemens qui vont s'accomplir sont trop grands, trop terribles, pour que le roman ne s'efface pas devant l'histoire. L'amour d'Adrienne pour Albert, si habile que se montre le poète, ne signifie pas grand'chose, au milieu d'une guerre qui moissonne quelques milliers de têtes.

Au second acte, nous voyons Toussaint entouré de ses lieutenans. L'escadre est signalée. Dans quelques heures, l'armée française mettra le pied sur la terre de Saint-Domingue. Il s'agit d'organiser la résistance. Toussaint n'hésite pas; son parti est pris depuis long-temps. Ses lieutenans écoutent ses ordres avec soumission. Cependant, à quelques paroles qui leur échappent et que Toussaint n'entend pas, le spectateur comprend qu'ils n'ont pas pour leur chef un dévouement absolu, qu'ils sont jaloux de sa grandeur et se défient de son ambition. Resté seul, le dictateur commence un monologue assez étrange qui ne convient ni au temps, ni au lieu, ni au personnage. Il s'attendrit, s'apitoie sur les douleurs de sa mission, comme Moïse au pied du mont Sinaï, avant de recevoir les tables de la loi. Il tremble devant l'immense responsabilité dont il s'est chargé, il frémit devant l'énormité de sa tâche. Et comme si les quatre cent mille noirs dont il tient le sort entre ses mains ne suffisaient pas à l'épouvanter, il parle des millions d'ames qu'il sauvera par sa prudence ou perdra par sa témérité. Qu'on nous permette une question très prosaïque, mais très naturelle. Est-il pro-

bable que Toussaint ignore le nombre de ses sujets? Ce monologue, qui, par les images bibliques, rappelle le législateur des Hébreux, se conçoit difficilement dans la bouche du chef africain. M. de Lamartine, croyant agrandir le personnage, n'a réussi qu'à le dénaturer. Sans m'arrêter à la vraisemblance rigoureuse, dont la poésie n'a pas à s'inquiéter, je me demande si Toussaint, homme de ruse et de persévérance, peut se laisser emporter par la rêverie si loin de la réalité. Que l'Africain illettré parle avec abondance, qu'il trouve pour sa pensée des images variées, je le veux bien. Encore faut-il que sa pensée s'accorde avec son caractère.

Un moine dont les leçons ont tiré son intelligence des ténèbres, qui a fait de l'esclave un homme, le surprend au milieu de son anxiété. Toussaint songe à ses enfans livrés en ôtages, et recule maintenant devant la guerre qu'il appelait tout à l'heure. Le moine, par une singulière application de la foi catholique, le ramène à sa première résolution. « Tu trembles pour tes enfans, s'écrie-t-il en lui montrant le Christ; Dieu n'a-t-il pas sacrifié son fils pour le salut du genre humain? » Pour un croyant, l'argument n'a pas une grande valeur, car il est impossible de séparer la rédemption de la résurrection. Si le Christ s'est fait homme pour mourir sur la croix et racheter le genre humain, il n'a pas renoncé sans retour à sa nature divine; il est remonté vers son père et doit juger un jour les hommes qu'il a sauvés. Pour peu que Toussaint se souvienne des leçons du moine qu'il écoute, il doit trouver la comparaison assez maladroite. Dieu, en sacrifiant son fils, savait que d'un mot il le rappellerait à la vie; quel père peut invoquer le même privilége? Toussaint se laisse pourtant convaincre par cet argument plus que douteux, et s'agenouille aux pieds du Christ. La vue des plaies du Sauveur raffermit sa foi et son courage, quand tout à coup une objection inattendue se dresse devant lui. Il va combattre les blancs, et il adresse ses prières au dieu des blancs. N'est-ce pas une misérable folie? Ce scrupule équivaut tout simplement à la négation du christianisme. Quelle que soit l'opinion de la science moderne sur l'origine des races humaines, la Genèse rattache toutes les races à une seule famille. Le dieu des blancs est le dieu des noirs, puisque tous les hommes sont fils d'Adam. La justice divine ne tient pas compte de la couleur du suppliant. Il y a dans la défiance et la colère de Toussaint une puérilité que j'ai peine à concevoir. Comment M. de Lamartine, qui a souvent célébré la foi chrétienne en paroles si magnifiques, a-t-il pu descendre jusqu'à inventer de tels enfantillages? Adrienne revient, et Toussaint, pour connaître le plan de campagne du général Leclerc, se décide à se cacher sous les haillons d'un mendiant. Il sait donner à ses yeux l'apparence de la cécité; Adrienne guidera le nouveau Bélisaire.

Le troisième acte repose tout entier sur cette mesquine invention, qui semble empruntée au répertoire de l'Opéra-Comique. Les stratagèmes racontés par Polyen, excellens pour les généraux de l'antiquité, acceptés encore aujourd'hui comme motifs de *terzetto* ou de *quartetto*, n'amènent sur les lèvres qu'un sourire de pitié, quand ils prennent place dans une action tirée de l'histoire moderne. Il faut prêter au général Leclerc une incroyable ignorance des choses de la guerre pour supposer qu'il ne connaît pas d'avance par ses espions le visage de son adversaire. Toussaint aveugle et mendiant dans un pays où les mendians sont inconnus, puisque les nègres marrons n'ont pour se nourrir qu'à étendre la main, — Toussaint protégé par Pauline Bonaparte contre les ingénieurs français qui veulent abattre sa cabane, — est un ressort que la poésie dramatique ne peut accepter. Acceptons-le pourtant, et voyons quel usage en a fait M. de Lamartine.

Le général Leclerc s'offre lui-même au piége que lui tend le chef africain. Il ne sait où trouver son ennemi, et, pour lui envoyer une lettre, il fait choix de l'aveugle mendiant. Le dialogue de Toussaint et du général est d'un bout à l'autre taillé pour la musique. Le général demande au mendiant s'il connaît Toussaint : le mendiant répond que, pendant trente ans, il a dormi près de lui sous le même ajoupa. — Toussaint aime-t-il ses enfans? — Interrogé par Dieu même, Toussaint ne répondrait pas. — L'intervention de Dieu dépasse un peu, je l'avoue, les exigences d'une donnée musicale. Le reste de l'interrogatoire se plie parfaitement aux conditions du genre. Les enfans du dictateur, assis près du général Leclerc, entendent la voix de leur père et ne le reconnaissent pas. Ils saisissent une vague ressemblance, et leur mémoire hésite devant les haillons du mendiant. Leur père est devant eux, et ils ne se lèvent pas pour se jeter dans ses bras. Il faut aller à l'Opéra-Comique pour trouver des enfans si oublieux. Le mendiant parle de son ami, de Toussaint, en termes qui étonnent un peu l'état-major du général. Cependant personne ne songe à se défier du mendiant, qui poursuit librement son dithyrambe, et promet de remettre au chef des noirs la lettre du général Leclerc. Il est impossible de se montrer plus crédule, plus complaisant, de se prêter de meilleure grace au projet de son ennemi. Il est vrai que Toussaint, malgré ce qu'il a dit à sa nièce Adrienne, ne songe guère à profiter du jeu qu'il a dans la main. Il s'est déguisé en mendiant pour connaître le plan de campagne de l'armée française, et il n'adresse pas au général une seule question directe ou indirecte qui puisse le mettre sur la voie des confidences. Le général Moïse, abusé comme Albert, comme Isaac, par le travestissement de Toussaint, vient devant lui livrer au général français le plan du général africain; Toussaint le poignarde, et s'élance à la mer au milieu des balles qui sifflent à ses oreilles sans l'atteindre;

Adrienne demeure prisonnière. Il serait difficile d'imaginer un coup de théâtre plus digne de l'art primitif. Les personnages acceptent si simplement le rôle qui leur est confié, que l'auditoire ne songe pas à les quereller sur leur crédulité.

Adrienne est enchaînée au mur d'une prison. Par bonheur son geôlier laisse pénétrer jusqu'à elle les deux fils de Toussaint. Ici nous avons une scène de tendresse dont quelques parties pourraient nous émouvoir en toute autre occasion, mais nous laissent parfaitement froids, parce que la scène est trop longue, et surtout parce qu'elle n'est pas à sa place. Comment les fils de Toussaint ont-ils pénétré dans la prison d'Adrienne? Comment ont-ils quitté le général qui les a ramenés? L'auteur ne le dit pas, et le spectateur ne songe pas à le demander. Des soldats entrent pour arrêter les fils de Toussaint; Adrienne est mise en liberté par son geôlier. Nous apprenons par quelques mots assez confus qu'Adrienne est fille du général Leclerc, qui, durant son premier séjour dans la colonie, a pris pour maîtresse une sœur de Toussaint. A quoi sert cette nouvelle complication? Quel parti le poète en a-t-il tiré? C'est un rouage parfaitement inutile. Ce péché de jeunesse mis au compte du général Leclerc ne hâte pas d'une minute la marche de l'action, n'ajoute pas au poème une parcelle d'intérêt.

Enfin nous sommes dans les mornes du Chaos. Toussaint, entouré de ses lieutenans, est résolu à vendre chèrement sa vie, si l'ennemi est assez hardi, assez habile pour arriver jusqu'à lui. C'est à ce moment-là seulement, à ce moment suprême, que le poète a placé l'entrevue du père et de ses enfans, et la lecture de la lettre du premier consul. Il y a dans cette scène des accens d'une incontestable vérité, qui perdent malheureusement la moitié de leur prix dans le déluge de mots qui les envahit. L'amour paternel est profondément senti, et l'auteur trouve pour le peindre des couleurs dignes du sujet. S'il savait s'arrêter à temps, s'il ne gâtait pas comme à plaisir ce qu'il dit de juste par ce qu'il dit de trop, il nous tiendrait suspendus à sa parole. Le père lutte long-temps, trop long-temps, contre le soldat ambitieux, et le triomphe de l'ambition sur l'amour paternel n'émeut pas l'auditoire comme il pourrait l'émouvoir, s'il n'était pas préparé de si longue main. Les caractères d'Albert et d'Isaac sont plutôt ébauchés que dessinés. L'amour filial n'est pas aussi bien rendu que l'amour paternel. L'exclamation d'Isaac après avoir entendu la lettre du premier consul se concilie difficilement avec l'éducation qu'il a reçue en France. Isaac, familiarisé avec les sciences de l'Europe, ne peut avoir gardé les préjugés de sa race. Si tout à l'heure Toussaint nous étonnait en appelant le Christ le dieu des blancs, Isaac peut-il s'écrier : Bonaparte est un blanc, pour décider son frère Albert à ne pas retourner en Europe, à demeurer près de leur père? Pour Isaac, qui a vu de ses yeux la gran-

deur, la puissance du consulat, Bonaparte n'est pas un blanc, mais un homme d'une intelligence supérieure, d'une volonté inébranlable, d'une sagacité rare, fait pour le commandement. Si l'amour filial le détache de la France qui l'avait adopté, il ne peut effacer en lui les souvenirs de son éducation. Isaac, malgré sa jeunesse, a trop de bon sens et de lumières pour voir dans Bonaparte l'ennemi des noirs. S'il embrasse le parti de son père, il faut qu'il l'embrasse par dévouement, qu'il connaisse le danger, l'inutilité de la résistance, et ne se décide pas comme un nègre ignorant; qu'il consulte son cœur et non la haine de la couleur blanche.

Le retour du moine qui vient réchauffer la colère de Toussaint à l'heure du dernier combat ne me paraît pas une heureuse invention. Cette nouvelle déclamation sur la sainteté de la cause des noirs, loin d'agrandir la figure du chef africain, fait de lui un instrument plutôt qu'un acteur, c'est-à-dire que l'auteur va directement contre sa pensée. Qu'Adrienne, en voyant partir Albert, s'abandonne au désespoir, chacun de nous le comprend. Personne ne comprendra que Toussaint lui confie le drapeau noir, signal d'une défense désespérée. Le vieux chef ne peut sans cruauté désigner sa nièce aux balles françaises. C'est une conception inacceptable et contre laquelle proteste le bon sens de l'auditoire. Adrienne tombe frappée mortellement : dénouement qui ne dénoue rien, car, si le spectateur pressent l'issue de la lutte, le poète ne conclut pas.

Que le lecteur compare au drame de M. de Lamartine l'histoire que j'ai rapidement esquissée, qu'il rapproche la réalité du poème, et qu'il décide lui-même de quel côté se trouvent l'intérêt, la grandeur, l'émotion. J'en ai dit assez pour que chacun devine ma pensée. En la formulant, je n'apprendrais rien à personne.

Reste la question de style. J'ai entendu louer le style de *Toussaint Louverture*. Je veux croire que ces louanges n'étaient pas sérieuses. S'agit-il de rendre hommage au génie de M. de Lamartine? Je suis prêt à proclamer bien haut mon admiration pour les *Méditations*, pour les *Harmonies*, pour *Jocelyn;* je ne puis admirer ni la composition ni le style de *Toussaint Louverture*. Si le style des *Méditations* n'est pas toujours d'une irréprochable pureté, du moins il est marqué au coin de la spontanéité. L'image naît de la pensée, la pensée appelle l'image et n'est jamais appelée par elle. Si le style des *Harmonies* n'a pas toujours toute la précision, toute la transparence que le goût peut désirer, du moins la profusion et parfois la confusion des similitudes s'explique par l'abondance même des sentimens qui remplissent l'ame du poète. Si *Jocelyn* est plutôt une admirable ébauche qu'un tableau achevé, si les pensées ne sont pas toujours ordonnées avec toute la clarté désirable, du moins dans le style de *Jocelyn* rien n'accuse l'effort; les cou-

leurs mêmes qui ne sont pas sagement assorties ne blessent jamais l'œil par leur crudité. Dans *Toussaint Louverture*, le style est bien loin de réunir les différens mérites que je viens d'énumérer. La profusion des images masque trop souvent l'indigence de la pensée et ne réussit pourtant pas à la cacher complétement.

Les comparaisons, qui ne sont pas appelées par la nature même du sentiment exprimé, éblouissent l'œil pendant quelques instans, et ne laissent dans l'ame du spectateur aucune trace durable. Souvent elles reposent sur des idées fausses. Est-il permis, par exemple, de dire que la culture de la canne à sucre tire le miel des entrailles de la terre? En quoi le travail des abeilles, qui vont puiser les élémens du miel dans le calice des fleurs, rappelle-t-il le travail des nègres? Est-il permis de dire que le labeur des esclaves tache de sang les sillons et le cœur? Que le sang tache les mains, qu'il rougisse les sillons, c'est une idée toute simple; que le sang tache le cœur, c'est une idée parfaitement fausse, et, pour me servir d'une expression que les géomètres emploient sans impolitesse, une idée parfaitement absurde. Autant vaudrait dire que l'air souille les poumons; c'est un non-sens et rien de plus. Toussaint peut-il, en apprenant l'arrivée de ses fils, dire qu'on fait bêler l'agneau pour appeler le loup? Si la mesure dit : agneau, la raison ne dit-elle pas : louveteau? Ne s'agit-il pas, en effet, d'une amorce offerte à l'amour paternel? Depuis quand les agneaux sont-ils fils de loup? Si l'on ne veut pas mettre l'agneau sur le compte de la mesure, que signifie alors le rapprochement du loup et de l'agneau? Personne n'ignore que l'agneau est pour le loup un repas très friand. Ésope et La Fontaine nous l'ont dit depuis long-temps; Toussaint Louverture, en nous le rappelant, n'exprime pas une pensée neuve, et ne nous apprend rien sur les sentimens qui l'animent.

M. de Lamartine, comme tous les hommes doués d'un génie éminent, est entouré de flatteurs qui lui répètent chaque jour : Tu ne peux mal faire. Qu'il ne se laisse pas abuser par ces ridicules mensonges. S'il veut écrire pour le théâtre, et pour ma part je suis loin de lui conseiller une telle résolution, il faut qu'il fasse violence à toutes ses habitudes. Retrouvât-il demain, comme par enchantement, le style des *Méditations* et des *Harmonies,* ce style rendrait à peine sa tâche plus facile, car le style des *Méditations,* excellent pour l'élégie, ne convient pas au théâtre. Le style dramatique et le style lyrique obéissent à des lois diverses. La nature de la pensée n'étant pas la même, comment la forme serait-elle pareille? Pour l'ame qui se contemple et se traduit en soupirs harmonieux, la concision n'est pas obligatoire; pour l'homme engagé dans une action rapide, énergique, pour l'homme aux prises avec ses passions, aux prises avec les rivaux qui poursuivent ce qu'il

poursuit, qui convoitent ce qu'il convoite, la prolixité est une maladresse. Or, M. de Lamartine ne paraît pas se douter de la diversité des lois qui régissent le style dramatique et le style lyrique. Dans le drame, comme dans l'élégie, il exprime sa pensée à loisir; il se complaît dans l'évolution des images, et il oublie que le personnage qui parle est placé en face d'un interlocuteur. Je suppose pour un instant que le style de *Toussaint Louverture* soit limpide au lieu d'être limoneux; ce style, fût-il aussi transparent que le cristal le plus pur, ne serait pas encore le style qui convient au théâtre.

Depuis trente ans, M. de Lamartine est en possession d'une gloire que personne ne songe à contester; est-il sage de tenter aujourd'hui une gloire nouvelle, d'abandonner la route qu'il connaît pour s'aventurer dans un pays plein de ténèbres et d'embûches? L'encourager dans cette entreprise, c'est vouloir compromettre sur un coup de dé la renommée légitime qu'il s'est acquise; lui dire qu'il pourra quitter, dès qu'il le voudra, les habitudes de trente années, c'est lui donner une espérance mensongère, c'est l'abuser par une promesse perfide. Sa part est assez belle pour qu'il s'y tienne et s'en contente. Essayer à cette heure une vie nouvelle, désapprendre la rêverie pour exprimer l'action, oublier l'étude solitaire de son ame pour mettre en scène les personnages de l'histoire, c'est une tentative que la raison désavoue, dont ses vrais amis doivent le détourner. Et puisqu'un beau livre est une lettre adressée aux amis inconnus, tous les admirateurs de M. de Lamartine doivent le conjurer de renoncer au théâtre.

GUSTAVE PLANCHE.

P. S. Dans l'article sur *Charlotte Corday*, à la dernière page, deux mots essentiels ont été omis. Je parlais du meurtre *des fils* de Pisistrate, et ces deux mots expliquaient le souvenir d'Harmodius et d'Aristogiton, qui, sans ces deux mots, n'offre qu'un sens énigmatique.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 avril 1850.

Nous ne voulons pas exagérer la portée des clameurs qui ont accueilli le président dans la traversée du faubourg Saint-Antoine; nous ne voulons pas non plus pourtant l'atténuer outre mesure, et n'en faire qu'un événement de carrefour. Tout, il est vrai, a été prémédité, combiné, arrangé dans ces clameurs, et nous reconnaissons de grand cœur que le vrai peuple n'y est pour rien; mais le vrai peuple a laissé faire, comme toujours; le vrai peuple n'a pas couvert et étouffé les cris des factieux sous ses acclamations de reconnaissance. Le faux peuple a eu la liberté et la facilité de l'injure; il a singé la foule, sans que la foule s'indignât de cette contrefaçon et la vînt démentir. Il y a deux peuples dans notre malheureuse ville de Paris et peut-être aussi dans notre malheureuse France, l'un qui travaille, qui laboure, qui fabrique, qui commerce, qui négocie, qui navigue et qui féconde par son activité le sol national; l'autre, qui s'agite et se remue sans cesse, qui veut mettre sa paresse et ses vices au compte de la France, qui se recrute sans cesse de tous les mécontens de bas étage, de tous les ambitieux de mauvais aloi, qui trouve sa force dans l'indulgence meurtrière de nos lois et dans l'indulgence plus meurtrière encore des amnisties, que rien ne réconcilie, parce qu'il n'y a plus dans ces ames perverties de quoi se repentir : il n'y a plus que de quoi se dépiter et s'aigrir. S'imaginer qu'entre ces deux peuples il puisse jamais y avoir la moindre paix ou la moindre trêve, c'est une grande erreur et qui perdra successivement tous ceux qui en seront atteints. Ce qu'il faut souhaiter au contraire, c'est que les deux peuples se séparent chaque jour davantage, que le vrai peuple ne se mêle plus à ce faux peuple, qu'il ne le prenne ni pour guide ni pour allié, qu'il ne se taise pas devant ses cris, mais qu'il les étouffe par sa voix imposante et véridique; voilà ce qu'il faut souhaiter, voilà où est le salut, et non dans des tentatives de

conciliation impossibles, et non dans des espérances généreuses, mais chimériques, qui viennent échouer contre des vices implacables, parce qu'ils sont insatiables.

A Dieu ne plaise que nous nous fassions de la France une peinture trop sombre! Nous savons bien que cette population malfaisante que le président a rencontrée sur son chemin, en revenant de Vincennes, se trouve dans toutes les grandes villes : elle est à Londres, elle est à Vienne, elle est même, nous en sommes persuadés, à Moscou et à Saint-Pétersbourg, elle était à Paris avant le 24 février; mais elle était contenue par l'autre portion de la population, et surtout elle était contenue par les institutions. Loin de faire une part à l'influence de cette population, loin de lui donner des armes et des instrumens, les lois avaient soin de l'exclure de toute participation à la vie politique, de toute action sur nos destinées. Il n'en est plus ainsi de nos jours. Les lois sont ainsi faites, que les méchans y trouvent sans cesse des occasions de signaler leur activité malfaisante. Nous avons non-seulement à lutter contre la mauvaise population, ce qui est la condition de toute société; nous avons aussi à lutter contre l'effet de nos lois, et c'est la première fois qu'une société a fait des lois pour aller à sa ruine, au lieu d'en faire pour aider à sa conservation. Le suicide est interdit aux individus; il paraît qu'il est permis aux sociétés.

« Que la marche des mauvaises passions ne devance pas la nôtre, » disait le président de la république dans son discours d'ouverture des conseils-généraux de l'agriculture, des manufactures et du commerce. Ces paroles sont justes et significatives. Placé au sommet de la société, le président de la république voit mieux que personne le chemin que font les mauvaises passions, et il n'hésite pas à dire qu'il faut les devancer et sauver la société de leurs attaques avant que ces attaques soient devenues irrésistibles. Avec un dévouement qui n'a jamais failli, le président promet de faire tout ce qui sera possible pour sauver la société; mais il dit aussi que le temps presse, et il a raison. Nous aimons ces paroles du président; nous aimons que les plus éclairés sur les dangers de la société soient en même temps les plus inaccessibles au découragement. Le président a toujours eu confiance en lui-même, et, pour parler un peu le langage napoléonien, en son étoile. Cette confiance n'est pas sans cause, et l'étoile qui l'a mené à la présidence du gouvernement de la France ne doit pas perdre son influence devant les clameurs du faubourg Saint-Antoine. Ce qui a fait du prince Louis Bonaparte le chef de l'état, c'est son nom, et comme ce nom n'a pas pris sa force dans la popularité des carrefours, les carrefours, qui ne lui ont rien donné, ne lui peuvent non plus rien ôter. Ce qui l'a désigné aux suffrages du 10 décembre 1848, c'est qu'il n'était pas le premier venu, c'est qu'il était quelqu'un dès sa naissance. Qu'est-ce que les cris tumultueux du faubourg Saint-Antoine lui ont fait perdre de ces prérogatives que la sottise raisonneuse peut seule contester? La scène du retour de Vincennes n'a, selon nous, qu'un sens : c'est que le président de la république ne peut gouverner qu'avec la vraie société et pour la vraie société contre la fausse et la mauvaise, et c'est bien là aussi le sens du discours qu'il a tenu aux représentans de l'agriculture, du commerce et des manufactures assemblés au Luxembourg. « Le temps presse! que la marche des mauvaises passions ne devance pas la nôtre! »

Et vidons ici une question qu'il est important de vider. Y a-t-il un bon socialisme qu'on puisse opposer au mauvais? Y a-t-il dans les théories qui courent le monde depuis deux ans sur les ailes de l'anarchie, y a-t-il quelque idée juste et vraie qu'on puisse appliquer et employer? Nous répondons hardiment que non. Le bon socialisme est une chimère. Cela veut-il dire qu'il n'y a rien à faire dans l'intérêt des classes laborieuses et pour améliorer leur sort? A Dieu ne plaise! « Le gouvernement, a dit le président de la république, s'est occupé du sort des classes laborieuses. Les caisses d'épargne, les caisses de retraite, les caisses de secours mutuels, la salubrité des logemens des ouvriers, tels sont les objets sur lesquels, en attendant la décision de l'assemblée, le gouvernement appellera votre attention. » Les mesures qu'indique le président ne sortent pas du cadre de l'ancienne philanthropie ou plutôt de la vieille charité chrétienne; elles ne composent pas un nouveau système social; elles ne créent pas une ère nouvelle et impossible. Elles font le bien, parce qu'il est du devoir d'un état chrétien de le faire; mais elles ne comptent pas, je pense, sur la reconnaissance soudaine et universelle des classes assistées : elles ont raison. Le bien que fait ou qu'entreprend la politique est illusoire et inefficace. Il faut être charitable et bienfaisant, sans espoir de retour : c'est la seule manière de l'être sans désappointement. Ce qui nous fait croire que la bienveillance envers les classes laborieuses ne doit pas de nos jours être un plan de politique, mais un pur mouvement de l'ame, c'est que la population ouvrière se partage, selon nous, en deux classes : l'une envers laquelle il n'y a rien à faire, parce qu'elle est irréconciliable, et nous dirons dans un instant pourquoi, l'autre qui n'a pas besoin qu'on fasse rien pour elle, parce qu'elle travaille et qu'elle ne demande à l'état que l'ordre et la paix qui rendent seuls le travail possible et fructueux. C'est à cette seconde classe de la population ouvrière que s'adressent les institutions charitables dont parle le président de la république; mais elles s'adressent à cette classe, non comme étant le prix de son obéissance, ce qui dégraderait du même coup le bienfaiteur et l'obligé, mais comme étant le témoignage et l'exercice de cette charité envers le prochain qui doit être le principe de conduite des individus et des nations chrétiennes.

Avec la première partie de la population ouvrière, celle qui est livrée à ses vices et aux théories corruptrices du socialisme, il n'y a rien à faire, et voici pourquoi : c'est qu'elle veut l'impossible; c'est qu'elle veut qu'il n'y ait plus de pauvres en ce monde, et ceux-là surtout ne doivent pas être pauvres, qui ont le plus de chances de le devenir à cause de leurs vices et de leurs passions. Comme la spoliation est sa seule doctrine, la bienfaisance assurément lui donnera toujours beaucoup moins qu'elle ne veut prendre. Il n'y a donc rien à faire avec elle.

Nous sommes loin de conseiller de ne rien faire du tout dans l'intérêt de la population ouvrière, mais nous conseillons de ne rien afficher. L'affiche, en effet, ne ramène pas les mauvais, à moins que l'affiche ne soit une promesse impossible à tenir, et l'affiche est inutile aux bons qui n'ont pas besoin de prime pour se bien conduire. Les paroles du président de la république au Luxembourg se tiennent dans le vrai juste milieu; elles sont le langage d'un gouvernement qui veut le bien et qui ne veut pas le bruit.

Tout était curieux et significatif dans cette réunion du Luxembourg : le lieu

d'abord. De nos jours, les palais sont exposés à avoir des hôtes fort divers. C'est ainsi qu'au Luxembourg les conférences de M. Louis Blanc avec les ouvriers ont succédé aux séances de la chambre des pairs; aujourd'hui, à deux ans de distance, les séances des conseils de l'agriculture et du commerce succèdent aux conférences des ouvriers. Il n'avait fallu que quelques heures pour mettre M. Louis Blanc dans le fauteuil de M. Pasquier; il a fallu deux ans pour rendre au Luxembourg une sorte de physionomie législative, le mal se faisant vite et le bien se faisant lentement. Quand nous parlons de la physionomie législative qu'a reprise le Luxembourg depuis les séances des conseils de l'agriculture et du commerce, nous ne répondons pas seulement à l'idée qui s'est éveillée dans tous les esprits; nous répondons à la nature même des choses. Laissons en effet de côté, pour un instant, nos habitudes de gouvernement représentatif, ou plutôt changeons un peu le point de vue ordinaire de la représentation. Supposons qu'au lieu de vouloir représenter les opinions et les partis, choses toujours mobiles et tumultueuses de leur nature; supposons que la constitution veuille que les grandes professions sociales, les grands intérêts du sol et du travail soient représentés dans une ou dans deux assemblées délibérantes; supposons qu'au lieu de représenter les individus groupés par hasard sur le territoire, supposons que la constitution partage les citoyens en classes formées par analogie de professions et d'intérêts, qu'il y ait, comme dans la constitution de feu la république cisalpine, la classe des propriétaires, la classe des industriels, la classe des lettrés; supposons tout cela pour un instant, et voyons s'il y a un meilleur cadre d'organisation que ces conseils qui siégent en ce moment au Luxembourg, et qui représentent, non pas les opinions et les sentimens politiques du pays, c'est-à-dire le chaos, mais les intérêts de la propriété et du travail, c'est-à-dire vraiment l'ordre social.

Dira-t-on que ces conseils ne sont point assez démocratiques pour notre société actuelle? Il nous semble, au contraire, qu'ils sont l'expression la plus vraie de la démocratie moderne, qui est essentiellement laborieuse. Si vous voulez une autre démocratie, cherchez-la dans l'antiquité.

La démocratie moderne a un grand problème à résoudre. Qui dit démocratie veut dire un peuple qui a la prétention de se gouverner lui-même; mais il faut avoir du temps et du loisir pour se gouverner. Le gouvernement n'est pas une œuvre facile et qui se fasse dans l'intervalle d'autres œuvres et d'autres travaux. Or, le temps et le loisir, voilà ce qui manque le plus à la société moderne, qui n'a pas d'esclaves et qui est laborieuse et besoigneuse. On se trompe donc beaucoup quand on impose à la démocratie moderne les mêmes labeurs et les mêmes obligations qu'à la démocratie grecque; on se trompe également quand on croit que notre organisation démocratique d'aujourd'hui est chose nouvelle, et que c'est un progrès dans la marche de la civilisation.

Notons à ce propos une fort piquante et fort instructive brochure que vient de publier M. Louis de Sainte-Aulaire, ancien député, sous le titre de *Considérations sur la Démocratie*. M. de Sainte-Aulaire montre de la manière la plus spirituelle et la plus claire que la démocratie est chose fort ancienne en France, et que tout le moyen-âge est plein de son histoire. Qu'on ne dise donc pas que développer et aviver la démocratie, ce soit aller vers l'avenir. Non, c'est retourner vers le passé. De là, selon nous, une double et piquante réponse que

fait la brochure de M. de Sainte-Aulaire aux socialistes de l'avenir et aux socialistes du passé.

Aux socialistes de l'avenir, à ceux qui veulent organiser la société actuelle sur un pied encore plus démocratique qu'elle n'est organisée de nos jours, la brochure de M. de Sainte-Aulaire répond qu'ils ne peuvent pas ici se payer d'illusions et d'espérances. La démocratie est un régime qui a été éprouvé depuis long-temps; l'expérience n'est pas à faire, elle est faite. Nous savons, non pas seulement par l'histoire de nos tristes jours, mais par l'histoire du moyen-âge et de ses municipalités démocratiques, nous savons quelles sont les conséquences de l'extrême démocratie.

Aux socialistes du passé, la réponse que fait la brochure de M. de Sainte-Aulaire est encore plus précieuse et plus démonstrative : il y a des personnes (et nous blâmons ici leur raisonnement, et non leurs intentions), il y a des personnes qui, trouvant que la société n'est pas bien organisée en 1848 et par 1848, ne s'arrêtent pas, dans leurs projets de révision, à une organisation postérieure et analogue à celle de 1789, à l'organisation de l'empire par exemple, ou de la restauration, ou de la monarchie de juillet; nous les suivrions volontiers jusque-là. Ils vont plus loin : ils s'élancent d'un bond vers l'organisation de la France onze ou douze cents ans après Jésus-Christ, organisation peu connue, mais qui n'en plaît que mieux à cause de son obscurité même. L'homme, en effet, met toujours ses chagrins dans le présent qu'il pratique, et ses regrets ou ses espérances dans le passé ou dans l'avenir qu'il ignore. Il est curieux que ceux qui, pour fuir le présent, c'est-à-dire l'extrême démocratie, voudraient fuir dans le passé, soient précisément exposés à rencontrer dans ce passé cette démocratie extrême, qui leur est, comme à nous, insupportable. C'est la fable de Charybde et de Scylla. Nous voulons échapper à la démocratie de 1848, nous tombons dans la démocratie de 1200.

Nous ne parlons ici que de l'excès de la démocratie et non pas de la démocratie régulière et paisible. La démocratie paisible et régulière n'est pas autre chose qu'une société affranchie de tous les liens de castes, d'ordres et de classes, et cette société est fort de notre goût; mais cette société n'est pas partout de la même nature, et elle n'a pas non plus partout la même organisation. Il y a des démocraties qui sont livrées à l'esprit de négoce, d'autres qui sont agricoles et rurales, d'autres encore qui sont urbaines, et il est évident que la diversité de natures doit amener la diversité d'organisation. Or, pour en revenir au point d'où nous sommes partis, et prenant un instant pour guide l'excellente dissertation de M. Louis de Sainte-Aulaire, la démocratie française est, de sa nature, une démocratie laborieuse, à la fois agricole et industrielle, où chacun travaille pour vivre. Le jour où cette démocratie voudra avoir une organisation analogue à sa nature, elle trouvera dans les conseils de l'agriculture, des manufactures et du commerce un cadre tout fait et excellent. Elle n'aura qu'à leur donner des attributions délibératives, au lieu d'attributions purement consultatives, et ce sera justice, car l'agriculture, l'industrie et le commerce ont trop appris à l'école des révolutions que les intérêts doivent être défendus aussi soigneusement que les opinions, puisque le choc des opinions gêne et entrave sans cesse le libre développement des intérêts.

Quand nous parlons ainsi, quand nous nous livrons à la douce et chimé-

rique illusion d'une société où les affaires prendraient le pas sur les opinions, nous ne pouvons pas nous défendre de faire un triste retour sur la marche intérieure de l'assemblée législative, où il semble que les dissentimens politiques prennent chaque jour le pas sur les affaires et surtout sur notre unique affaire, celle du salut commun.

Il s'agit en effet pour nous tous de ne pas mourir. Quoi de plus important, ce nous semble? Il y a cependant, au jugement de quelques personnes, une chose plus importante: c'est de savoir si l'union électorale a bien fait de présenter M. Fernand Foy aux électeurs de Paris, qui l'ont déjà nommé et mis en tête de leur liste définitive le 10 mars dernier. Est-ce que M. Fernand Foy est socialiste? — Non, assurément, mais cela ne suffit pas. Il faut, pour être un bon candidat, n'avoir pas été, soi ou son père, de l'opposition sous la restauration; il ne faut pas cependant avoir été trop légitimiste, car on déplairait d'un autre côté. Il ne faut pas non plus avoir été trop orléaniste ou trop bonapartiste. Il ne faut pas être universitaire; mais il ne faut pas non plus être jésuite. Voilà le programme d'un bon candidat. Il paraît que M. Fernand Foy ne remplit pas toutes les conditions de ce programme. Et qui donc les remplit, bon Dieu? Et qui donc est assez effacé, lui et les siens, pour échapper à tous les reproches? Il nous semblait, à nous, bonnes gens, qu'il n'y avait que deux partis, celui des socialistes et celui des anti-socialistes, celui qui veut perdre la société actuelle, et celui qui veut la défendre et la conserver. M. Foy est du parti qui défend la société. Que voulez-vous de plus? Que son nom ou sa personne plaise à tout le monde et ne déplaise pas à quelqu'un? A ce compte, trouvez des candidats, et essayez de faire un parti puissant avec cette insurmontable manie de mettre partout nos fantaisies ou nos rancunes à la place de la raison!

Est-ce seulement dans les élections que le parti modéré se trouve atteint de l'esprit de division? Non; le parti modéré se plaint avec raison du désordre moral des esprits : personne ne veut plus obéir à personne, et chacun se croit capable de commander à tout le monde. Oui, ce sont bien là les vices de notre société; mais le parti modéré nous semble un médecin qui a toutes les maladies qu'il veut guérir. L'intolérance de ceux qui ont le bonheur de n'avoir encore rien fait devient chaque jour plus grande. Le parti de l'ordre ne veut pas de chefs ou n'en a que pour en médire. — Mais les chefs ne font rien. — C'est-à-dire qu'ils ne font pas ce que vous voulez, et qu'ils ne pensent pas ce que vous pensez. C'est un grand malheur pour eux; mais qu'y faire? Nous lisions dernièrement dans *les Actes des Apôtres*, le plus spirituel journal de la révolution française, mais le plus impuissant (cela est triste à rappeler dans un temps où nous avons aussi beaucoup de journalistes fort spirituels), nous lisions dans *les Actes des Apôtres* la petite anecdote suivante : Un colonel de la garde nationale ne voulait pas se remettre sur les rangs quand vint le jour de l'élection. — Mais doutez-vous des suffrages? lui disaient ses amis. — Non. — Pourquoi donc ne pas vouloir vous laisser réélire? — Écoutez! voilà un an que je suis colonel, et je ne suis pas fâché de redevenir simple soldat, afin de pouvoir commander aussi un peu à mon tour. — Et nous aussi nous conseillerions volontiers à MM. Molé, Thiers, de Broglie et Berryer d'être simples soldats pendant quelque temps, afin qu'ils puissent commander aussi un peu à leur tour, et fronder, et railler, et médire, et faire des épigrammes : nous sommes persuadés

qu'ils s'y entendraient fort bien. Malheureusement il ne dépend pas plus d'eux de redevenir simples soldats qu'il ne dépend de leurs malicieux censeurs de devenir chefs. Le temps a fait le rôle de chacun. Pendant long-temps encore, les burgraves seront des burgraves, les margraves seront des margraves, et les francs-archers seront des francs-archers, jusqu'à ce qu'il plaise au sort de donner aux francs-archers l'occasion de devenir margraves et burgraves, car c'est l'occasion seule qui leur manque.

Est-ce à dire qu'en prêchant la discipline au parti de l'ordre, nous prêchions le maintien du *statu quo*, et que tout est pour le mieux dans la meilleure des républiques possibles? Non certes, et, loin d'être optimistes, nous serions plutôt tentés d'être pessimistes en ce moment. Nous avons eu, pendant les trois premiers mois de la révolution de février, un spectacle triste, mais où il y avait pourtant une consolation : nous avons eu le spectacle de l'impuissance du parti du désordre ou de la chimère. Le spectacle d'aujourd'hui est désolant, si nous sommes réservés à voir l'impuissance du parti de l'ordre et du bon sens, et si, en bien comme en mal, notre pauvre siècle est mené à l'avortement. Et ce qu'il y a de désolant dans l'impuissance qui se manifeste, c'est qu'elle est toute volontaire. Le parti modéré peut tout ce qu'il veut, mais il ne veut pas pouvoir. Il a peur d'agir, il hésite, il tâtonne. Est-ce par peur de ses ennemis qu'il hésite? Non. La peur du danger, la vilaine peur, celle qui rampait dans les marais de la convention, celle-là, grace à Dieu, n'a pas pénétré et ne pénétrera pas dans les rangs du parti modéré. Il a peur de ses amis, voilà sa peur. Oui, chacun craint son voisin, non pas d'être abandonné par lui : à Dieu ne plaise! il n'y a pas de traîtres et de transfuges dans le parti modéré. Que craint-on donc du voisin? On craint, chose triste à dire, on craint son succès. Prenez garde, dit-on sans cesse, voilà une mesure qui serait favorable au parti bonapartiste. — Mais le parti bonapartiste, c'est nous. — Oh! oui et non. — Ou : — Cette mesure ferait trop bien les affaires du parti orléaniste. — Mais le parti orléaniste, c'est nous. — Oui et non. — Mêmes défiances à l'égard du parti légitimiste, qui, à son tour, ressent toutes les défiances qu'il inspire. Hélas! si le parti modéré est condamné à ne faire que ce qui ne peut pas favoriser ou ce qui ne peut pas choquer le parti bonapartiste, le parti orléaniste, le parti légitimiste, qui ne voit que le parti modéré est condamné à l'impuissance la plus absolue? Quant à nous, nous sommes si loin de craindre le succès de l'un des trois grands partis qui composent le parti de l'ordre, que nous souhaitons le succès de tous les trois, et peu nous importe celui qui réussira le premier, pourvu qu'il y en ait un qui réussisse, car il suffit qu'il y en ait un qui réussisse pour que la société soit sauvée. Au premier sauveur venant de la société, voilà donc notre toast, et, encore un coup, peu nous importe son nom.

Nous disions tout à l'heure que le parti modéré pourrait tout ce qu'il voudrait : en effet, il a le gouvernement, il a les ministres, il a le président, qui s'affermit par les outrages de ses misérables adversaires, au lieu de se décourager. Qu'on ne dise pas que le gouvernement du président hésite ou s'intimide. On a demandé que des lois fussent proposées contre les clubs et contre les journaux socialistes, contre la prévarication des maires : les lois ont été proposées. La majorité semblait avoir hâte de les voter. Que deviennent ces

lois? C'est la majorité qui, en ce moment, semble reculer. Les ministres n'ont certes manqué ni de zèle, ni de courage, ni de talent. M. Baroche s'est montré l'intrépide et habile défenseur de l'ordre menacé. M. Rouher n'a été ni moins énergique ni moins éloquent. M. Fould a présenté le budget de 1851, qui semble ouvrir une ère d'espoir à nos finances. Personne enfin dans les rangs du gouvernement ne s'ébranle ou ne regarde en arrière, et chacun y a le courage de la brèche, à l'exemple du président. Qu'est-ce donc qui paralyse tant de généreux efforts? — La peur des succès du voisin. — Mais qu'on y prenne garde : toutes les peurs sont sœurs, et ceux qui, par une triste et bien intempestive jalousie, craignent leurs amis sont, sans le savoir, bien près de craindre leurs ennemis.

Nous ne dirons que quelques mots des discussions de l'assemblée législative pendant cette quinzaine, non qu'elles n'aient été importantes et graves; mais nous vivons dans une de ces époques malheureuses où l'incertitude du lendemain ôte tout intérêt aux discussions de la veille. Dans d'autres temps, par exemple, nous aurions pu prendre intérêt à une discussion soulevée par M. Jules Favre sur l'amovibilité des desservans. Nous nous souvenons qu'en 1839 deux prêtres desservans, MM. Allignol, traitèrent cette grave question avec beaucoup de science. C'étaient deux prêtres fort respectables, et leur ouvrage s'est répandu dans les rangs du clergé beaucoup plus qu'on ne l'a cru; mais, sauf l'exception que je viens d'indiquer des frères Allignol, ç'a été en général le malheur de cette question de l'amovibilité des desservans, qu'elle a été ordinairement traitée par des prêtres interdits et qui méritaient l'interdiction. L'avocat discréditait la cause. M. Jules Favre ne l'aura pas relevée de ce malheur; on a pu croire en effet, comme l'a fort bien remarqué M. de Parieu, ministre de l'instruction publique et des cultes, que l'orateur ne parlait pas pour la question elle-même et pour l'assemblée, mais qu'il parlait un peu pour le dehors. Après avoir essayé de désorganiser l'armée en soulevant les sous-officiers contre les généraux, la montagne a eu peut-être aussi la fantaisie de faire quelques expériences du même genre sur le clergé et de semer la zizanie entre les desservans et les évêques; la montagne a pu voir d'ailleurs que presque partout le clergé appartenait au parti de l'ordre. Il serait donc utile d'amener quelques défections aussi dans ce corps; il serait piquant d'avoir dans l'assemblée un desservant interdit pour remplacer un sergent mis aux arrêts. Le discours de M. Jules Favre était ainsi un discours tout politique ou tout stratégique, et qui ne peut pas l'ériger en canoniste.

Après la discussion sur l'amovibilité des desservans, M. Jules Favre a encore soulevé une autre discussion, et qui aurait aussi voulu des temps plus tranquilles que les nôtres. Vous souvenez-vous de cette question de confiance qui, sous la monarchie, se posait tous les ans dans le débat des fonds secrets? C'est une question de ce genre qu'est venu poser M. Jules Favre, qui fait en vérité trop d'honneur au régime qu'il a contribué à fonder dans notre pays, de croire qu'une question de confiance peut encore être de mise aujourd'hui. Accusez le président de la république et essayez de le faire décréter d'accusation par l'assemblée; voilà les questions de confiance que comporte la constitution de 1848. Dans chaque discussion de nos jours, il s'agit d'être ou de ne pas être, et cela a été bien visible dans cette discussion des fonds secrets; car ce qu'attaquait M. Jules Favre, c'était une circulaire de M. le préfet de police

contre le socialisme. « Il s'agit, dit le préfet de police dans cette circulaire, de la cause de toutes les familles. » Oui, tous les jours en effet, il s'agit de savoir si nous serons ou si nous ne serons pas. Il est impossible de défendre cette grande cause de la société avec plus de talent, plus de fermeté et plus d'esprit que ne l'a fait M. Baroche. Un journal important a dit que ce jour-là M. Baroche avait marqué sa place parmi les défenseurs de l'ordre et de la société. Le mot est juste; mais cela nous fait trembler pour M. Baroche : le voilà passé burgrave ou margrave.

Nous n'avons plus qu'une grande discussion politique à mentionner avant d'arriver aux discussions financières : nous voulons parler de la discussion sur la déportation et du discours de M. Victor Hugo. D'abord, nous ne voulions pas en parler, au risque de passer également sous silence l'énergique et spirituelle réponse que M. Rouher a faite à M. Hugo. Cependant on nous dit que M. Victor Hugo, ayant à publier un gros livre sur *les Misères*, fait dans ce moment-ci de ses discours des prospectus, et que sa politique est une annonce : soit! répétons le propos, dussions-nous, en le répétant, aider à l'intention même qu'on prête à M. Hugo; mais, franchement, ces commérages sont bien peu de chose dans l'histoire de la quinzaine, et nous ne voyons pas quel mal il y aurait à n'en rien dire.

Nous devons louer M. le ministre des finances d'avoir présenté en temps utile le projet de budget de 1851, et d'avoir mis par là un terme au régime des douzièmes provisoires, qui était devenu depuis deux ans l'état normal. On discutait les crédits après les dépenses faites : c'était le renversement des principes financiers. En rentrant dans la règle, qui veut que l'allocation des crédits précède la dépense, nous sortons de la période révolutionnaire des budgets. Ce n'est pas là, d'ailleurs, le seul mérite du projet présenté par M. Fould. D'après les prévisions du ministre, le budget ordinaire de 1851 se soldera sans emprunt, et avec la seule ressource des revenus ordinaires, tout en opérant un dégrévement de 27 millions sur la contribution foncière. Il est vrai que les dépenses extraordinaires resteront à la charge de la dette flottante, et que, pour éviter l'emprunt, ou plutôt pour l'ajourner d'un an, le ministre propose d'aliéner cinquante mille hectares de forêts, passés aujourd'hui du domaine de la liste civile dans le domaine de l'état. Cette proposition, il faut le reconnaître, n'a pas été favorablement accueillie dans le public. On s'est demandé si une pareille mesure n'aurait pas pour effet de porter un grave préjudice à tous les intérêts qui exigent le reboisement du sol; si, dans les circonstances présentes, le produit qu'elle donnerait au trésor ne serait pas bien inférieur au chiffre de 50 millions évalué par le ministre; si enfin, dans tous les cas, ce n'était point là une de ces ressources extrêmes que la prudence ordonne de réserver pour les nécessités les plus critiques. On cite l'exemple du gouvernement de juillet, qui, le lendemain d'une révolution, a vendu une partie considérable des forêts de l'état pour mettre les armées de la France sur le pied de guerre. Lorsqu'il agissait ainsi, le gouvernement de juillet se trouvait aux prises avec les plus graves extrémités qu'il pût craindre. Il était plus libre que la république ne le sera jamais dans l'emploi de ses ressources, par la raison qu'il avait moins de chances désastreuses à prévoir. S'il avait devant lui la perspective d'une guerre, il n'avait pas la perspective bien autrement si-

nistre d'une perturbation sociale. D'ailleurs, l'aliénation des forêts de l'état est un de ces expédiens financiers qu'on ne peut appliquer plusieurs fois dans le cours d'une génération, et, si le gouvernement de juillet l'a employé il y a dix-huit ans, c'est une raison de plus pour que la république s'impose à cet égard la plus grande discrétion.

Le succès des combinaisons de M. Fould dépend donc en grande partie de l'accueil que fera la majorité législative à la proposition d'aliéner cinquante mille hectares des forêts de l'état. Si cette proposition est repoussée, la propriété foncière devra peut-être renoncer au dégrèvement des 27 millions, et il sera en outre assez difficile d'éviter l'emprunt. Quoi qu'il en soit, si le budget de 1851, bien qu'il ouvre, comme nous l'avons dit, une ère d'espoir, ne se présente pas cependant de manière à rétablir tout-à-fait la confiance dans les esprits, le travail de M. Fould n'en est pas moins une œuvre remarquable à plus d'un titre et qui fait honneur à l'habileté du ministre. L'exposé des motifs annonce d'excellentes mesures. Les réductions proposées sur les dépenses de la guerre et de la marine sont conformes aux vœux déjà exprimés plusieurs fois par la majorité. L'engagement pris de remettre aux mains de l'industrie privée tous les travaux publics que l'état ne sera pas forcé d'exécuter lui-même est la reconnaissance formelle d'un principe qui ne rencontre plus aujourd'hui d'adversaires que chez les partisans des doctrines socialistes ou communistes. Après avoir appliqué rigoureusement cette règle aux dépenses du ministère des travaux publics, il conviendra de l'appliquer aux dépenses du matériel dans les départemens de la guerre et de la marine. Là encore on trouvera des préjugés à combattre, des résistances à vaincre : c'est à l'assemblée législative qu'il appartiendra d'en triompher. A côté des réductions sur les dépenses, le budget proposé pour 1851 présente des augmentations sur les recettes. Les impôts nouveaux ou remaniés, déjà soumis à l'examen de la législature, donneront une plus-value de 48 millions. Des modifications de tarifs procureront environ 6 millions. Ces nouvelles ressources viendront compenser, et au-delà, le sacrifice résultant du dégrèvement de la contribution foncière. Elles sont destinées également à couvrir le déficit que pourraient produire certains changemens proposés dans l'assiette de plusieurs contributions, en vue, soit de les rendre plus conformes au principe de l'égalité proportionnelle, soit de les concilier davantage avec les intérêts de la propriété, du commerce et de l'industrie. L'impôt des portes et fenêtres recevrait une classification nouvelle. Une réduction dans les droits perçus par l'enregistrement viendrait faciliter les emprunts, et rendre les capitaux plus accessibles à la propriété agricole. Une diminution dans la surtaxe des sucres étrangers, combinée avec une réduction du droit sur les sucres coloniaux et indigènes, viendrait abaisser le prix de la consommation, sans nuire aux producteurs et sans arrêter le mouvement de la navigation marchande. Voilà une série de mesures très sages, à notre avis, et très pratiques, dont l'examen ne soulèvera, nous l'espérons, aucune difficulté sérieuse. Tout cela est conçu dans un excellent esprit. Tout cela, il est vrai, ne fait pas que le budget de 1851 soit en équilibre, et que les finances de la république soient bien prospères; mais, s'il est difficile de faire prospérer le trésor de la république, tout le monde sait que ce n'est pas, malheureusement, au ministre des finances qu'on peut s'en prendre.

Le résultat de la seconde délibération sur le chemin de fer de Paris à Avignon ne nous a pas surpris. Trop d'intérêts, trop de préventions assez mal justifiées, selon nous, venaient se jeter à la traverse devant le système d'une compagnie unique, pour que ce système pût l'emporter au scrutin. S'il a échoué, nous avons du moins l'espérance que cet échec ne sera pas une victoire pour ceux qui, au moyen de combinaisons plus ou moins sincères, et dans des vues fort peu patriotiques, avaient conçu le dessein de faire ajourner indéfiniment l'exécution du chemin de la Méditerranée à l'Océan. L'éloquence de M. Berryer a stigmatisé cette pensée comme elle le méritait. De tous les systèmes, le plus déplorable, assurément, eût été de ne rien résoudre. Le principe d'une concession unique pouvait se soutenir, nous le croyons encore, par d'excellentes raisons; mais nous sommes tout prêts à accepter, comme un résultat heureux, la préférence donnée au système des deux compagnies solidaires ou même indépendantes, si ce système est bien en réalité un dénouement et une solution.

Nous ne dirons qu'un mot aujourd'hui de la politique étrangère, et nous songeons trop à nous pour songer même un peu aux autres. La question grecque semble finie ou détournée. Le pape est rentré dans ses états; le parlement germanique d'Erfurth siége encore. Voilà les trois questions qui mériteraient d'être examinées à loisir, car si la question grecque est finie, à qui profite le dénoûment? Si le pape est rentré à Rome, quelle va être l'allure de son gouvernement? Va-t-il recommencer Grégoire XVI ou continuer Pie IX? Si le parlement germanique siége encore à Erfurth, est-ce une révolution qui se consolide en se corrigeant, ou une révolution qui s'efface et s'évanouit peu à peu? Est-ce l'unité de l'Allemagne qui se fonde en se restreignant, ou une chimère qui se rétrécit et qui se rappetisse avant de disparaître?

Si l'on mesure l'importance du résultat à la vivacité des efforts qui s'étaient ligués pour le conjurer, le retour du pape doit, au demeurant, être considéré comme un succès pour notre politique; nous aimons aussi à y voir un gage d'espoir pour l'avenir. Les émigrations sont mauvaises conseillères; rendu au sein de ses états, Pie IX y sera plus accessible au sentiment des nécessités présentes. La cour pontificale sortant de ce cercle exclusif où l'a enserrée l'habileté de quelques diplomates pour passer dans un milieu plus italien, il y aura chance de voir prendre un tour plus facile à ses relations avec celle de Turin. En maintes circonstances, nous avons exprimé la vive sympathie que nous inspire le Piémont, et plus que jamais nous croyons à la nécessité d'une entente des gouvernemens de la péninsule avec ce pays, point de ralliement de la liberté italienne. Voici malheureusement une circonstance dont n'auront pas manqué de profiter ceux qui ont tout intérêt à entretenir la désunion entre Rome et Turin. Les dernières nouvelles nous apprennent que le sénat sarde a adopté à une majorité relativement considérable la loi Siccardi, présentée par le ministère Azeglio et votée déjà par la chambre des députés. La loi Siccardi, dont nous reparlerons en détail, touche à des immunités et à certains priviléges séculaires de l'église de Piémont. Il n'a été que trop facile de la représenter comme attentatoire à la religion. Une première note du cardinal Antonelli a déjà exprimé cette opinion; mais le secrétaire d'état actuel, quelle que soit son influence et son opiniâtreté à la maintenir, n'est pas à lui seul toute la cour pa-

pale, et, si l'on en croit certaines rumeurs, l'échec que lui fait subir le retour à Rome pourrait bien faire présager quelque diminution dans la part qu'il a prise jusqu'ici à la direction des affaires. Un semblable événement n'eût-il pour résultat que d'écarter de la fidèle couronne de Sardaigne l'accusation d'hérésie, il y aurait lieu d'y applaudir.

Lorsque le sultan Mahmoud et plus tard Reschid-Pacha ont entrepris d'introduire en Turquie des réformes inspirées par l'esprit de l'occident, il s'est rencontré en Europe beaucoup de gens qui refusaient de croire au succès de cette tentative; il y en eut même qui déclarèrent que ces innovations, en se substituant aux vieilles mœurs, détruiraient ce qui restait à l'empire turc d'énergie nationale. Le temps a prouvé que ces prévisions n'étaient point fondées, et la plupart de ces lois nouvelles, dont on jugeait l'importation impossible, ont pris racine et portent déjà d'heureux fruits. Il serait curieux d'en faire l'énumération et de montrer comment elles ont pu s'acclimater. On verrait dans cette étude par quels côtés le génie de l'Orient se rapproche ou s'éloigne du nôtre. Nous ne voulons parler aujourd'hui que d'une mesure récente qui nous paraît l'une des plus grandes et des plus hardies dont Reschid-Pacha ait doté son pays. Si elle obtient le succès qu'elle mérite, et il y a mille raisons de penser qu'elle l'obtiendra, ce sera dans l'histoire contemporaine de l'empire ottoman un événement peut-être décisif et le commencement d'une situation nouvelle. Les chrétiens vont être admis dans l'armée ottomane. Ils sont appelés à partager les devoirs et l'honneur du service militaire, sans être obligés de renoncer à leur foi. Le service militaire était jusqu'à ce jour un privilége du musulman, privilége fâcheux qui maintenait encore entre les races diverses la désignation de vainqueurs et de vaincus. Cette distinction va cesser.

Il y a quelques années, durant le voyage du jeune sultan en Bulgarie, Reschid-Pacha, parlant au nom du souverain, avait déclaré qu'en fait de religion, le gouvernement reconnaîtrait désormais la liberté des consciences. Reschid avait fait plus : il avait, autant qu'il l'avait cru nécessaire à l'intérêt du pays, introduit les chrétiens hellènes, bulgares, arméniens, dans l'administration, au dedans et au dehors, et au dehors comme au dedans il n'avait eu qu'à s'en applaudir. Toutefois, il était plus difficile de placer dans les mêmes rangs, à côté du soldat turc, le soldat chrétien; il fallait que la pensée de tolérance qui inspirait le gouvernement eût passé dans le peuple. Le grand-vizir a jugé que ce moment était venu, et il a décidé que l'expérience serait faite. Le soldat turc va donc être appelé lui-même à pratiquer jusque sous la tente la liberté de conscience. De la fraternité du camp à la fraternité des races, l'espace sera vite franchi. Cette mesure, en appelant au service militaire les nombreuses populations chrétiennes de la Turquie d'Europe et de l'Asie mineure doit doubler la puissance matérielle de l'armée turque, et si l'on considère que ces populations nourries dans toute la rudesse des mœurs primitives sont admirablement propres au métier des armes, on comprend tout ce qu'elles peuvent apporter de vie et de force à l'armée du sultan. Peut-être cependant cette mesure est-elle plus importante encore par les moyens qu'elle offre au gouvernement de réunir les diverses races de la Turquie dans une même pensée. C'est une des erreurs les plus accréditées au sujet de l'empire ottoman, de croire à une profonde différence de civilisation entre les chrétiens et les musulmans, et à l'im-

possibilité absolue de les rattacher ensemble par un lien solide. S'il est, au contraire, un fait qui frappe les regards de l'observateur, c'est la similitude des mœurs et des idées, la ressemblance des législations, en un mot la conformité parfaite des principes entre les diverses races musulmanes ou chrétiennes de la Turquie d'Europe. Que les hommes qui gouvernent aujourd'hui la Turquie conservent donc le courage qui les anime : l'œuvre qu'ils ont entreprise n'est point une utopie; la régénération de l'empire ottoman est possible par l'union fraternelle des chrétiens et des Turcs, et le principe que Reschid-Pacha vient de proclamer est un grand pas de plus accompli vers ce but.

Graf Ludwig Batthyany, ein politischer Mærtyrer (Le comte Louis Batthyany, martyr politique), par M. S. Horwath (1). — Parmi les victimes que les révolutions récentes ont écrasées dans leur cours, le comte Louis Batthyany est l'une des plus dignes d'intérêt. On peut avoir fait des vœux pour le parti contraire, on peut avoir donné de préférence ses sympathies aux populations qui s'appuyaient sur l'Autriche pour s'affranchir de la domination magyare, on n'en doit pas moins une estime profonde et des regrets à des adversaires courageux. L'homme se trouve quelquefois placé dans des circonstances historiques vraiment fatales, où la noblesse des sentimens et la générosité des intentions l'entraînent hors du possible et du vrai. Plus il a de patriotisme, plus il s'écarte des voies de la prudence. Cette situation prend un caractère particulièrement déchirant lorsqu'elle est par hasard liée au sort de tout un peuple.

C'est un des spectacles les plus douloureux qu'offrent les derniers jours de ces nations que l'histoire destine à périr devant des nations plus jeunes. Il y a dans ces protestations du passé contre l'avenir une poésie dont on ne peut méconnaître la tristesse, lors même que l'on a pris systématiquement le parti du droit nouveau. Tel est l'aspect sous lequel doit être envisagée, selon nous, la carrière politique du comte Louis Batthyany. Son biographe, M. Horwath, s'est proposé spécialement de réfuter mot à mot l'arrêt du tribunal exceptionnel qui a condamné ce hardi champion de la cause magyare, et, si haute que soit notre estime pour les talens militaires du *feldzeugmestre* Haynau, nous sommes bien obligés de reconnaître que cet arrêt n'était point suffisamment motivé pour entraîner un châtiment si terrible.

Louis Batthyany n'a point pris part à la guerre des Magyars contre l'Autriche, et l'on sait que sa carrière politique ne s'étend point au-delà des commencemens de cette guerre. On pourrait diviser l'histoire de ces événemens en deux périodes, une période de lutte constitutionnelle et une période de résistance armée. La puissante individualité de Batthyany a rempli la première, comme celles de Kossuth et de Georgey ont tour à tour occupé la seconde. Batthyany, l'un des plus illustres membres de l'aristocratie magyare, a porté dans les affaires de son pays une pensée distincte de la pensée de Kossuth, homme nouveau, de petite noblesse. Kossuth, comme publiciste, s'était toujours posé en partisan de la démocratie; il était entré dans la polémique en déclarant qu'il soutiendrait contre la noblesse les intérêts de la bourgeoisie et du paysan. Batthyany, tout en essayant de se placer à la tête de cette portion de la noblesse qui était décidée à faire de grandes concessions, avait conservé ses convictions

(1) Chez Klincksieck, 11, rue de Lille.

et ses vues aristocratiques. C'était un whig qui croyait pouvoir sauver sa classe en lui assurant l'initiative des innovations nécessaires. Il avait compris combien son parti avait intérêt à s'attacher un orateur aussi disert que M. Kossuth; pour l'introduire dans le parlement, il fallait aider à son élection; Batthyany ne recula devant aucun sacrifice, et l'on assure qu'il ne dépensa pas moins de cent mille florins à la manière anglaise. Par cela même, il devait être porté à conserver à l'égard de M. Kossuth une attitude de protection, et en aucune occasion il ne comptait suivre en sous-ordre la politique du populaire agitateur. Quoique Batthyany eût par momens de l'éloquence, de celle qui jaillit spontanément sous l'impression des circonstances, il avait besoin de la parole exercée de Kossuth, et il avait espéré en faire l'organe amical de ses propres intentions. En des temps ordinaires, une alliance eût été possible entre ces deux hommes; Kossuth l'eût subie. Avant la crise révolutionnaire qui lui a donné l'appui des masses, il ne pouvait marcher que d'accord avec la noblesse libérale. Cette crise, en affranchissant en partie Kossuth de cette nécessité, a rendu son entente avec Batthyany plus difficile; si elle ne s'est pas brisée soudainement, la diversité des deux natures et des deux situations devait, dès le lendemain de la révolution, produire des tiraillemens et amener enfin une rupture. Batthyany ne saurait donc être regardé comme responsable de tout ce que Kossuth a pu entreprendre. Kossuth est sorti bien vite des limites de la légalité; c'est un des traits du caractère de Batthyany d'avoir toujours voulu s'y renfermer.

Souvent la légalité est bien différente du droit, et il en était ainsi pour les Magyars, peuple à la fois conquis et conquérant, au milieu d'un empire qui se disloquait pour se rétablir sur de nouvelles bases. La difficulté était d'imaginer une politique qui, s'appuyant sur les vieux traités, mît la race magyare le plus possible à l'abri des prétentions du pouvoir central autrichien, et donnât à cette race le plus de moyens d'agir sur les divers peuples de la Hongrie. En un mot, les Magyars voulaient d'un côté plus d'indépendance, et de l'autre une domination plus facile. Batthyany représentait cette politique avec toute la hauteur et toute l'impétuosité de son caractère. Il prit une part très active aux conquêtes que fit la diète hongroise sur le gouvernement autrichien pris au dépourvu par la révolution. La Hongrie était dans la légalité et dans son droit en réclamant le bénéfice de la pragmatique-sanction qui l'unissait à l'Autriche. Par malheur, elle blessait gravement, d'autre part, des droits très respectables, le droit naturel, l'intérêt précieux de peuples qui songeaient, eux aussi, à profiter de la révolution récente. Le mouvement que les Magyars accomplissaient dans leurs relations avec l'Autriche, les Croates, les Serbes et les Valaques se croyaient très légitimement autorisés à le tenter dans leurs rapports avec les Magyars. L'orgueil de Batthyany se soulevait à cette pensée. L'esprit conquérant de sa nation s'était incarné en lui. Les Slaves et les Valaques qui réclamaient leur autonomie n'étaient, à ses yeux, que des sujets rebelles ou d'aveugles instrumens de la politique autrichienne; qu'il ait poussé ce sentiment plus loin que de raison, et qu'il ait, en l'exagérant, contribué plus qu'aucun de ses concitoyens à provoquer l'agression du ban Jellachich, personne ne peut le contester. Dans les négociations qui s'ouvrirent à Inspruck auprès de l'empereur entre le ban qui semblait tombé en disgrace et le ministre magyar Batthyany, la modération ne fut pas toujours du côté de celui-ci. Il s'y

présenta trop ouvertement en vainqueur qui vient faire des conditions. Par ses allures impérieuses, il fournit au ban, non moins que lui chevaleresque et plus habile, l'occasion d'un facile triomphe. Tous les honneurs des négociations restèrent donc au chef populaire des Croates. On sait que Batthyany, en le quittant, lui insinua que les Magyars étaient prêts à aller imposer leur volonté aux Croates chez eux, et lui donna rendez-vous sur la Drave, qui sépare les deux peuples. Jellachich répliqua qu'ils se reverraient auparavant sur le Danube, et c'est lui qui devait bientôt tenir parole.

Les intérêts des Slaves étaient conformes à ceux de l'Autriche; Jellachich saisit résolûment l'occasion d'affranchir ses concitoyens de la centralisation magyare et d'établir sa fortune politique au cœur même de l'empire. Batthyany vit dans l'alliance des Autrichiens avec les Slaves une double trahison, et il déploya tout ce qui lui restait d'énergie pour briser cette alliance. Les protestations, les adresses à l'empereur, les députations, toutes les ressources que la légalité pouvait offrir, il en tira parti. En présence de l'invasion de Jellachich au cœur de la Hongrie, le ministre magyar fut obligé de pourvoir à la défense du pays. Cependant il ne désespérait point encore d'obtenir une pacification du palatin l'archiduc Étienne, jeune prince élevé dans les idées et dans les mœurs magyares, qui semblait ainsi l'homme le plus propre à réconcilier la Hongrie avec l'Autriche. Depuis long-temps, on attribuait à l'archiduc Étienne des ambitions qui ne laissaient pas d'être grandes; le patriotisme magyar s'était toujours plu à voir en ce prince une ressource, disons mieux, un chef pour les grandes éventualités. C'était une illusion comme toutes les espérances des Magyars.

Placé entre ses devoirs de famille et les intérêts de son ambition personnelle, le jeune prince sembla craindre d'assumer une trop haute responsabilité, et disparut soudainement de la scène en laissant les partis aux prises et Batthyany dans le désespoir. Batthyany ne pensait point que la Hongrie fût en mesure de chercher une indépendance absolue, ni qu'elle pût songer à rompre les liens qui l'unissaient à l'Autriche. Au fond pourtant, il nourrissait une pensée non moins chimérique : c'était de faire à la Hongrie une situation telle dans l'empire, qu'elle pût le dominer par l'influence d'une population centralisée de quatorze millions d'ames. La révolution qui éclata à Vienne le 6 octobre, soudoyée par Kossuth dans la pensée d'intéresser les libéraux allemands à la cause magyare contre le gouvernement et les Slaves, développa des principes de radicalisme qui n'entraient point dans les idées de Batthyany; mais cet événement répondait trop bien à ses sympathies germaniques et opérait d'ailleurs une diversion trop favorable en apparence à la Hongrie, pour qu'il le vît avec déplaisir. Cependant la part que Kossuth avait prise ostensiblement à la révolution de Vienne allait placer la Hongrie dans une situation nouvelle vis-à-vis de l'Autriche. Les radicaux avaient vaincu facilement une garnison très faible prise au dépourvu. L'arrivée de Jellachich et de Windischgraetz devant Vienne mettait le parti radical dans la nécessité d'implorer le secours de ces mêmes Magyars au nom desquels la révolution s'était accomplie. Les Magyars se voyaient donc forcés d'attaquer l'Autriche sur son propre terrain; la lutte changeait de caractère. Il ne s'agissait plus de réduire Jellachich à l'obéissance; il fallait, sous peine de déshonneur, s'insurger contre l'Autriche : c'est là ce que Batthyany avait toujours voulu éviter. Comment dominer désormais les pas-

sions soulevées? Il était débordé par le parti démagogique et par ce même Kossuth qu'il avait mis naguère en avant, avec l'espoir de le diriger et de le contenir. Batthyany n'était plus ministre, et, après une prodigieuse dépense d'activité, après avoir, durant six mois, payé continuellement de sa personne dans toutes les questions, il tendait visiblement à s'écarter d'un terrain où il commençait à entrevoir de grands malheurs pour son pays. Le patriotisme faisait trop intimement partie de son individualité et de son existence pour qu'il pût le dépouiller; il avait dans la vertu de sa race une foi trop profonde pour faiblir dans le culte qu'il lui avait voué, mais il n'avait plus confiance dans les partis et dans les hommes entre les mains desquels le sort des Magyars était placé. Il conservait toutefois, en présence du cabinet de Vienne, une parfaite sécurité de conscience, et, lorsque l'armée de Kossuth fut contrainte de fuir devant Windischgraetz, Batthyany fut un de ceux qui s'offrirent pour tenter la voie des négociations. Windischgraetz était préoccupé d'anéantir le parti démocratique hongrois, sauf à essayer plus tard de s'entendre avec quelques membres fidèles de l'aristocratie magyare pour ruiner le slavisme et Jellachich. Le prince répondit qu'il n'avait pas à traiter avec des rebelles. Cette mission fut le dernier acte politique de Batthyany. Windischgraetz, qui voyait en lui le principal promoteur du mouvement hongrois, et qui le tenait encore pour redoutable, le fit jeter, le 8 janvier 1849, dans les prisons de Pesth. Il est donc resté étranger à la lutte qui a recommencé derrière la Theiss sous les auspices de Kossuth et des généraux polonais. Il a perdu sa liberté dans une dernière tentative de conciliation.

Le tort que lui reprocheront les historiens de ces événemens, ce sera moins sa conduite hautaine, mais légale envers le cabinet de Vienne, que les sentimens de dédain et d'intolérance qu'il a déployés dans ses rapports avec les Slaves et les Valaques de la Hongrie. Tout ce que le magyarisme avait amassé de haines et de mépris pour ces peuples pendant quinze ans de polémique et de récriminations amères, Batthyany le portait dans son sein, et, mettant au service de ces passions la puissance imposante de sa vigoureuse nature, il a plus qu'aucun autre travaillé à soulever le slavisme contre la race magyare. Tout prêt à traiter avec l'Autriche aux conditions qu'il lui faisait, il ne songeait, à l'égard des Slaves, qu'à resserrer davantage les liens de la conquête, en repoussant violemment toute idée de transaction. Kossuth, abandonné à lui-même, eût été dès l'origine un démocrate beaucoup plus fougueux, mais il eût peut-être poussé moins loin l'intolérance du magyarisme envers les Slaves. Si Kossuth est resté aveugle sur cette question jusqu'aux derniers temps de la guerre, il ne le devait peut-être qu'à l'impulsion qu'il avait reçue du patriotisme exclusif de Batthyany. Cet exclusivisme partait assurément d'un orgueil très élevé; mais l'idée qu'il représentait n'était qu'une idée du passé, une tradition expirante, et, il faut bien le dire, dans cette lutte déplorable, les Slaves, les Valaques et l'Autriche elle-même représentaient l'idée la plus libérale, celle qui doit régénérer l'orient européen, le principe de l'égalité des nationalités. H. D.

V. DE MARS.

TUFTS UNIVERSITY LIBRARIES
3 9090 007 509 041